Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 18 avril 2016

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 14 avril 2016

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 18 avril 2016, à 13 h,** dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 18 avril 2016

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 18 avril 2016 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 7 avril 2016.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 5.02 et 5.03, 7.08 à 7.10, 15.01 à 15.03, 20.15 à 20.22, 30.04 à 30.06, 41.04 et 41.05 ainsi que les articles 80.01 (20.19) à 80.01 (20.29), 80.01 (30.05) à 80.01 (30.07) et 80.01 (51.04) à 80.01 (51.06).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, à l'exception des articles 7.10 et 15.01 à 15.03 qui seront livrés séance tenante, et de l'article 51.01 pour lequel aucun document ne sera livré.

Le document afférent à l'article 3.02 est maintenant accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 18 avril 2016

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

Service du greffe

03.01

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02);*
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

**Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h*

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 21 mars 2016

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Résolution CA16 22 0088 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest pour le développement d'un lien cyclable entre le Sud-Ouest et le centre-ville de Montréal en 2016

05.02 *Service du greffe*

Résolution CA16 22 0125 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Adhésion de l'arrondissement du Sud-Ouest à la Déclaration du Sommet des élus locaux pour le climat - 4 décembre 2015 - COP21

05.03 *Service du greffe*

Résolution CA16 22 0126 du conseil d'arrondissement du Sud-Ouest - Résolution d'appui à la campagne du RAPSIM demandant au gouvernement fédéral de rétablir une approche généraliste dans l'allocation des fonds disponibles pour la SPLI et aux gouvernements canadien et québécois de permettre à la communauté montréalaise d'identifier ses priorités de financement en matière d'itinérance

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 24 mars 2016

07.02 *Conseil Jeunesse* - 1167181001

Dépôt du rapport d'activité 2015 du Conseil jeunesse de Montréal

07.03 *Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics* - 1165094001

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.04 *Lachine , Direction des travaux publics* - 1167121001

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Lachine faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.05 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1161114001

Bilan annuel 2015 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)

07.06 *Conseil des Montréalaises* - 1164233001

Dépôt du rapport d'activité 2015 du Conseil des Montréalaises intitulé « Ambassadrices pour une ville égalitaire et plurielle »

07.07 *Conseil Jeunesse* - 1167181002

Dépôt de l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal

07.08 *Anjou , Direction du développement du territoire* - 1160739004

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.09 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1163592001 et 1163592003

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 ainsi que du document Reddition de comptes financière 2015, y compris le rapport produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)

07.10 *Service du greffe*

Dépôt du Rapport annuel de l'Inspecteur général de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal*

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles »

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration sur la Journée du souvenir des victimes de la Shoah

15.02 *Service du greffe*

Déclaration sur le 101e anniversaire du génocide arménien

15.03 *Service du greffe*

Déclaration soulignant la Journée internationale des monuments et des sites

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1157029001

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au ministère des Transports du Québec, pour une durée de 9 ans, à compter du 1er janvier 2015, une parcelle de terrain située sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, constituée d'une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie d'environ 387 mètres carrés, à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air, pour la somme de 28 300 $, taxes exclues

20.02 *Service de la culture* - 1161103001

Accorder un soutien financier de 205 000 $ à Cirque Éloize pour la réalisation de travaux à la Gare Dalhousie / Approuver un projet de convention à cet effet

20.03 *Service de la culture* - 1151103005

Approuver un projet de convention entre la Ville et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000 $ pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion / Autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture

20.04 *Service de l'approvisionnement* - 1164119001

Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, de l'entente-cadre conclue avec la compagnie *Ennis Paint Canada* (CM15 0157), une division de *Ennis-Flint Traffic Safety Solutions Company*, pour la fourniture et la livraison sur demande de peinture pour le marquage routier

20.05 *Service de l'environnement* - 1162621002

Accorder à un contrat Derichebourg Canada Environnement inc. pour la collecte et le transport de matières organiques, pour une durée de 31 mois, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, pour une somme maximale de 685 611 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14957 (8 soum.)

20.06 *Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1164383001

Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc. pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires dans les avenues de Belleville et de Rome, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 3 341 532,89 $ - Appel d'offres public 960 (16 soum.)

20.07 *Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166765009

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, les travaux de drainage, le remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, des bordures, de pavage et des travaux connexes dans les rues Huntington, entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy, ainsi que dans les rues Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 204 147,43 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-16-09 (11 soum.)

20.08 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1154102014

Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - (PCPR 2016) - Dépense totale de 4 503 027 $, taxes incluses - Appel d'offres public 324003 (10 soum.)

20.09 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1164102004

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc. pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou (PCPR) - Dépense totale de 3 494 309,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 324004 (8 soum.)

20.10 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1164102003

Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 409 594,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public 266101 (13 soum.)

20.11 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1167271001

Approuver un projet de convention de partenariat de gré à gré entre le Service des stages de la Corporation de l'École Polytechnique et la Ville de Montréal pour fournir la main-d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2016, pour une somme maximale de 280 000 $, exempte de taxes

20.12 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité* - 1165941002

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc., pour une durée de près de 8 ans, à compter du 6 novembre 2013 jusqu'au 30 septembre 2021, une partie du lot 5 676 292 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (3552, rue Saint-Patrick), aux fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes et de manutention de conteneurs, pour un loyer total de 101 034,73 $, plus les taxes applicables

20.13 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1165840003

Approuver un projet de première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de 9177-4380 Québec inc. un local additionnel d'une superficie de 5,81 mètres carrés, situé au 2e étage de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de l'eau, pour une période de 2 ans et 11 mois, à compter du 1er janvier 2016 pour une dépense totale de 9 386,52 $, taxes incluses

20.14 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1162912001

Accorder un soutien financier de 95 000 $, à l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV) relativement au financement de ses activités, pour l'année 2016 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.15 *Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation* - 1165967001

Accorder un contrat de gré à gré, à *Shanghai Landscape Architecture Contruction Co. Ltd,* pour la fourniture et la pose des tuiles d'argile et d'éléments d'ornementation des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal - Dépense totale de 1 579 181,63 $, taxes incluses

20.16 *Lachine , Direction des travaux publics* - 1167126001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Norclair inc. pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille, dans l'arrondissement de Lachine pour une somme maximale de 2 236 514,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public LAC-PUB-1524 (6 soum.)

20.17 *Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166765008

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, des travaux de drainage, de remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, de bordures, de trottoirs, de pavage et des travaux connexes, dans les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin Ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin Ouest) et Olympia, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soum.)

20.18 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1166848001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Néolect inc. pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois - Dépense totale de 2 445 893,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14982 (3 soum.)

20.19 *Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166765011

Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, le remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, des travaux de drainage et de pavage, de trottoirs, de bordures et des travaux connexes, dans la rue Marceau, et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et des travaux connexes, dans le boulevard Gouin Ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soum.)

20.20 *Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166765010

Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, des travaux de drainage, le remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, de bordures, de trottoirs, de pavage et des travaux connexes, dans la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et des travaux connexes, dans la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue, dans l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soum.)

20.21 *Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation* - 1167055001

Accorder un contrat à MGB associés inc. pour la réfection de la clôture ornementale (phase 2) le long de la rue Sherbrooke et la partie nord du boulevard Pie-IX, du Jardin botanique de Montréal pour une somme maximale de 1 144 802,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public JA-00070 (7 soum.)

20.22 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164962002

Abroger la résolution CM16 0228 / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 213 911 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague d'une superficie de 283,5 mètres carrés, situé du côté est du boulevard Pie-IX, et au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables

30 – Administration et finances

30.01 *Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics* - 1160725001

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines pour le projet du 1700, rue Le Ber

30.02 *Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166470012

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection requise par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ., c. Q-2) pour la réalisation d'infrastructures d'utilités publiques sur les lots 1 703 774 et 1 703 810, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, en vue de permettre la construction d'un immeuble industriel par la compagnie Dollarama

30.03 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1160783004

Confirmer au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques l'engagement de la Ville d'acquérir certaines parcelles de terrain appartenant au domaine hydrique de l'État situées en bordure du pont Lachapelle, afin de permettre à la Ville d'accorder les contrats de réfection des voies publiques, de la piste cyclable et du réaménagement paysager des abords du pont Lachapelle, sous condition de les conserver à des fins publiques et non lucratives / Mandater la Division de la géomatique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour la réalisation des travaux d'arpentage des lots sans désignation cadastrale du domaine hydrique de l'État, afin d'entamer les démarches conduisant à l'acquisition de ces propriétés

30.04 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1167252001

Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement de Habiter Montréal comme marque officielle auprès du registraire des marques de commerces de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

30.05 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1165929001

Reporter les budgets d'immobilisation des arrondissements non utilisés en 2015

30.06 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1165205001

Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2015, la détermination des surplus de gestion des arrondissements et adopter l'affectation de surplus 2015 à des projets spécifiques

41 – Avis de motion

41.01 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1167235001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

41.02 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1161361001

Avis de motion - Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2016)

41.03 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1166873002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout (15-085)

41.04 *Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite* - 1163894004

Avis de motion - Règlement abrogeant le Règlement autorisant un financement interne au montant de 14 700 000 $ pour 2015 afin de financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ (14-048)

41.05 *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1166220002

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics* - 1160836001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

42.02 *Service du développement économique* - 1161180001

Adoption - Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales / Réserver une somme de 159 317 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

42.03 *Service de la concertation des arrondissements* - 1151175003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes

42.04 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1161543001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

42.05 *Service des finances , Direction du financement de la trésorerie et du bureau de la retraite* - 1166335001

Adoption - Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087), remplaçant le règlement adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

42.06 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1166688004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040)

42.07 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal* - 1166688005

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063)

42.08 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1164815001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis

Mention spéciale: Dossier est en lien avec l'article 20.20

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1166826003

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) / Tenue d'une consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

43.02 *Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1162931001

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque » / Tenue d'une consultation publique

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » concernant l'affectation et la hauteur / Tenue d'une consultation publique

46 – Toponymie et voies publiques

46.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1164521003

Nommer « place Iona-Monahan » la place publique située à l'intersection de la rue Chabanel Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe*

Désignation du maire suppléant et fixation de son mandat

51.02 *Conseil Jeunesse* - 1167181003

Nomination de membres au Conseil jeunesse de Montréal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle demandant un sursis à la conversion aux DEL blanches de l'éclairage de rue

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour l'embellissement de la fonte de voirie à l'occasion du 375^{e} de Montréal

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'approvisionnement - 1163447001*

Conclure une entente-cadre, pour une période de deux ans, avec une option de renouvellement d'un an, avec Cité Nissan Gabriel S.E.C. pour la fourniture sur demande d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf - Appel d'offres public 16-15007 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.02 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1165309001*

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels, pour une période de 24 mois, avec Stantec Experts-conseils ltée et CIMA+ s.e.n.c. pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents pour les sommes maximales respectives de 2 244 760,40 $ et de 1 691 569,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14972 (6 soum.) / Approuver les projets de conventions à cet effet

Compétence d'agglomération : *Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération*

20.03 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1160522001*

Approuver le projet d'entente avec la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours et du Musée Marguerite-Bourgeoys pour l'aménagement du parvis et des trottoirs faisant partie des travaux du lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.04 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation - 1156692004*

Accepter les engagements pris par 9199-8393 Québec inc. et par M. Giuseppe Panzera en faveur de la Ville de Montréal, dans une lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015 / Accepter l'hypothèque publiée au registre foncier du 5 octobre 2015 sous le numéro 21 877 991, grevant le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, accordée par ces derniers en faveur de la Ville, à des fins de réalisation de logements sociaux et communautaires

Compétence d'agglomération :	*Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.05 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1151027010*

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société de transport de Montréal un immeuble constitué du lot 5 515 316 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme de 244 500 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.06 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1165035001*

Accorder un contrat de gré à gré à Les Solutions Victrix inc. pour le rehaussement des modules matériels de sécurité (HSM) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant le support pour une période de 3 ans, le transfert des données dans les nouveaux HSM et la mise à jour du système d'authentification à deux facteurs, pour une somme maximale de 181 493,88 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.07 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1164472006*

Accorder un contrat à Circuit Ford Lincoln ltée pour la fourniture de trente-quatre véhicules de marque Ford 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 778 865,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15046 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.08 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164087001*

Accorder un contrat à Neolect inc. pour divers travaux électriques à la station Drain des filtres et aux stations de pompage Vincent d'Indy et Châteaufort - Dépense totale de 704 959,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10187 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.09 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1163775001*

Accorder un contrat à Socomec industriel inc. pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.10 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1161029001*

Accorder un contrat à Potosi Construction (9203-8959 Québec inc.) pour le remplacement des fenêtres et travaux connexes de l'édifice du 2060 Dickson (0434) - Dépense totale de 1 287 032,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5830 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.11 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1164139003*

Accorder un contrat de services professionnels à CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B), pour une somme maximale de 724 923,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15056 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334005*

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire d'une durée approximative de trois ans à Axor Experts-Conseils inc. pour les travaux d'amélioration et de mise à niveau, pour une somme maximale de 3 096 236,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14928 (3 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.13 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1167287001*

Conclure trois ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec Les Services EXP. inc. (pour une somme maximale de 1 980 444,38 $), Axor Experts-Conseils inc. (pour une somme maximale de 1 185 392,25 $) et Stantec Experts-Conseils ltée (pour une somme maximale de 815 000,29 $), taxes incluses, pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15079 (8 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1166025002*

Approuver un projet de convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue du Conseil national de recherches Canada / National Research Council Canada (CNRC - NRC), pour une période de 10 mois à compter du 1er mai 2016, des espaces situés au 6100, avenue Royalmount, d'une superficie d'environ 773,63 mètres carrés, à des fins de laboratoire et de bureaux pour la relocalisation temporaire des employés de l'usine Charles-J. Des Baillets, pour une dépense totale de 315 238,65 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité - 1165941003*

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Stationnement Wentworth ltée, pour une période de 9 mois, à compter du 1er mars 2016 jusqu'au 30 novembre 2016, un terrain d'une superficie de 1 568,2 mètres carrés, constitué du lot 1 181 812 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'aire d'entreposage de matériaux et d'équipements dans le cadre du projet de réfection de la rue Saint-Paul, pour un loyer total de 304 658,48 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.16 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1164565001*

Approuver le projet de renouvellement du sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville 2000, des espaces situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019 - Dépense totale de 517 387,50 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.17 *Service du développement économique - 1161063001*

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 327 575 $ à quatre organismes, suite à l'appel de projets Hiver 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.18 *Service de la diversité sociale et des sports - 1166794001*

Accorder un soutien financier totalisant 375 000 $ aux trois organismes suivants pour l'année 2016, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour le soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.19 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1160206001*

Accorder un contrat de gré à gré à CPA-ERP pour la mise à niveau du progiciel de la Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi (GARE) pour permettre l'ajout du module Gestion des ressources opérationnelles (GRO), pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 145 012,21 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.20 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1160184003*

Accorder un contrat à Labrecque Langlois inc. (Compteurs d'eau du Québec) pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 624 584,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14891 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.21 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1165329001*

Accorder un contrat à Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc. pour l'opération d'un premier trajet de navettes fluviales reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, ainsi qu'un second trajet « Express » reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau pour la saison estivale 2016, pour une somme maximale de 821 896,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14904 (1 soum.) / Approuver un projet d'entente entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal concernant le financement et le partage des coûts pour ce contrat

Compétence d'agglomération : *Planification des déplacements dans l'agglomération*

20.22 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1150504018*

Accorder un soutien financier de 59 870 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du Mont-Royal*

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1164069001*

Approuver le projet de convention de sous-sous-location par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016, un espace au 28e étage de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 3 191,04 mètres carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, taxes incluses / Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc., à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 3 191,04 mètres carrés, au 28e étage de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.24 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102010*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 11 801 587,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 280001 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.25 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1166316001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Ceveco inc. pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6775 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

20.26 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1166196001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Trempro Construction inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater, situé au 3161 rue Joseph, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5762 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.27 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1165891001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, situé au 3161 rue Joseph, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest - Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5826 (9 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.28 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1164102002*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 14 750 457,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 232003 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.29 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité - 1163778002*

De décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain vague aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 mètres carrés, situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine / Dépense de 7 450 380 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

30 – Administration et finances

30.01 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1164368001*

Adhérer au processus de certification du Mouvement vélosympathique mis en place par Vélo Québec pour les collectivités du Québec et déposer une demande de certification au nom de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : *Planification des déplacements dans l'agglomération*

30.02 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1162622001*

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » soumis par Hydro-Québec

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

30.03 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1166204001*

Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

30.04 *Service des finances , Direction du financement de la trésorerie et du bureau de la retraite - 1153894006*

Adopter une résolution modifiant divers règlements d'emprunt afin de réduire le montant d'emprunt initialement autorisé

30.05 *Service du développement économique - 1165175007*

Approuver l'inscription du projet de développement et de consolidation du réseau PME MTL à la programmation des activités financées dans l'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Approuver le budget de financement 2016-2017 du projet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

30.06 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1165929002*

Reporter les budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2015 de compétence d'agglomération

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

30.07 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1165205002*

Adopter l'affectation de surplus cumulés au 31 décembre 2015 - Volet agglomération

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1164213001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.02 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1160504001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont Royal

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du Mont-Royal*

42.03 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1160184001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.04 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1164213002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.05 *Service des finances , Direction des revenus - 1163843002*

Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2015)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.06 *Société du Parc Jean-Drapeau - 1156807002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau*

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal - 1160854001*

Approbation de la modification du PTI 2016-2018 de la Société de transport de Montréal et approbation du Règlement R-164 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 7 140 545 $ pour financer le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs - 1164794002*

Nomination de monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

51.02 *Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe - 1160858001*

Nomination de monsieur Richard Bergeron, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Ville-Marie, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

51.03 *Service du développement économique - 1165175012*

Nomination de monsieur Daniel Robert, à titre de représentant élu de la Ville de Mont-Royal, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

51.04 *Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement - 1160507008*

Nomination de Mme Andrée Hénault, conseillère de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

51.05 *Anjou , Direction du développement du territoire - 1162072005*

Nommer des représentants du conseil d'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, du 2 février 2016 jusqu'à la dissolution de cet organisme

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement*

51.06 *Direction générale , Cabinet du directeur général - 1166220001*

Reconduire pour une période de trois ans les mandats de M. Robert Labelle et Mme Johanne Goulet à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) / Nommer, pour des mandats de trois ans, Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop, à titre de membres de ce conseil

Compétence d'agglomération :	*Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 21 mars 2016
13 h

Séance tenue le lundi 21 mars 2016
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Richard Deschamps et M. Benoit Dorais.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Jean-François Cloutier

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement.

Il informe les membres du conseil qu'un caméraman sera présent de façon exceptionnelle durant la séance afin de réaliser des prises de vue pour la réalisation de capsules vidéo faisant la promotion de la démocratie municipale. Ce projet est piloté par le Bureau de la présidence ainsi qu'avec la collaboration de M. Lionel Perez. Le président du conseil dépose un plan de banquette dédié aux membres du conseil indiquant que la conseillère Érika Duchesne prendra place du côté de l'Équipe Denis Coderre. Suite au dépôt par le conseiller Marvin Rotrand d'une motion intitulée « Motion soulignant la faible présence de personnalités féminines sur la monnaie et les billets canadiens et invitant la Monnaie royale canadienne et la Banque du Canada à corriger la situation », la Monnaie royale canadienne a fait parvenir, pour tous les membres du conseil, des pièces commémoratives d'un dollar pour souligner le 100^{e} anniversaire du droit de vote des femmes en 1916. Le président cède la parole au conseiller Rotrand à cet effet.

Pour souligner la Journée mondiale de la Poésie, le président du conseil invite le nouveau Poète de la Cité, monsieur Bertrand Laverdure, à réciter un poème pour l'occasion intitulé « L'arbre est politique ». M. Laverdure remercie les élus de l'accueillir dans « l'enceinte des murs de la cité » et procède à la lecture de son poème. De plus, pour marquer la Journée de la Poésie, le Bureau de la présidence du conseil et le Conseil des arts de Montréal présentent une exposition du 21 mars au 9 avril 2016, dans le hall d'honneur sous le thème « 12 poèmes pour Montréal ».

Dans le cadre de « La Semaine d'actions contre le racisme » se déroulant du 21 au 31 mars 2016, le président du conseil invite les membres du conseil, à l'initiative de M. Dimitrios (Jim) Beis, à acheminer à l'adresse courriel du Bureau de la présidence, des messages d'inclusion, contenant au plus 100 caractères. Ces messages seront publiés sur les médias sociaux sous le mot clic #MtlInclusion, afin de sensibiliser les citoyens et mieux comprendre la diversité culturelle de Montréal.

Le président du conseil signale les événements suivants : le 8 mars 2016 « Journée internationale de la femme »; le 20 mars 2016 « Journée internationale de la francophonie »; le 21 mars 2016 « Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale » et « Journée mondiale de la Poésie »; le 22 mars 2016 « Journée mondiale de l'eau » et le 27 mars 2016 « Journée mondiale du théâtre ».

Il souligne les anniversaires de naissance du mois de mars des conseillères et conseillers Manon Gauthier, Mary Deros, Jean-Marc Gibeau et Michel Bissonnet.

Finalement, le président informe les élus que la conseillère Monique Vallée ainsi que le Réseau des cuisines collectives de Montréal (RCCM) et le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) invitent ces derniers à prendre part à la Conférence-Expo-Soupe « À la défense de la cuisine », le mardi 22 mars 2016, dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville. Cet événement s'inscrit dans le cadre de la 19e Journée nationale des cuisines collectives. Pour l'occasion, monsieur Jean-Claude Moubarac, anthropologue et Dr. en santé publique, proposera une conférence sur le « Rôle de la cuisine et l'impact de la transformation alimentaire sur la nutrition, la santé et la société ».

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre	Rendre publique la liste des demandes que la Ville de Montréal a fait parvenir au gouvernement fédéral en vue du dépôt du budget / Produire un document exhaustif à cette fin afin que tous les élus puissent y contribuer avant de l'acheminer au gouvernement fédéral
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre	Recevoir par écrit la proposition que la Ville de Montréal a envoyée à Développement Économique Canada (DEC) pour les étapes subséquentes concernant les CDEC (Corporation de développement économique) / Consultation des élus souhaitée avant le dépôt de la proposition au gouvernement fédéral
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre	Position de la Ville en ce qui a trait au possible déplacement de Radio-Canada / Assurer la revitalisation économique de ce secteur
Mme Manon Barbe	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Dossier des agents de stationnement dans l'arrondissement de LaSalle – projet de centralisation qui ne donne pas les résultats escomptés / Engagement que dans le cas des activités où il y a une baisse d'efficacité comme dans le dossier des agents de stationnement, les élus pourront se prononcer
M. Peter McQueen	M. Denis Coderre	Jeux mondiaux des policiers et pompiers – dépôt d'un bilan des dépenses encourues à ce jour dans ce dossier / Décision tardive à interrompre les Jeux et incidences sur la réputation de Montréal
Mme Valérie Plante	M. Denis Coderre	Protéger les intérêts du Centre-Sud en demandant à Radio-Canada de demeurer sur le site actuel / Question de justice sociale et opportunité d'apporter le support des élus à ce quartier et ses résidents

---

À 13 h 50,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des membres du conseil afin de terminer la liste de membres inscrits, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Question de	À	Objet
M. Richard Ryan	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Investissements dans les logements sociaux – abandon des demandes de la Ville auprès du gouvernement pour un financement adéquat du Programme AccèsLogis / Dépôt d'un plan pour régler le problème d'accès au logement à Montréal
M. Craig Sauvé	M. Marvin Rotrand	Article 65.07 de l'ordre du jour – si un secteur de Pierrefonds-Ouest, soit L'Anse-à-l'Orme, est également ciblé par cette motion

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 14 h 01.

CM16 0270

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02)*;
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

****Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h***

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 21 mars 2016, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance en y retirant les article 20.22, 80.01 (20.27) et 80.01 (20.28).

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM16 0271

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 22 février 2016

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 22 février 2016, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 17 mars 2016 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal pour la période du 1er au 29 février 2016.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 29 février 2016.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi des cités et villes* pour la période du 1er au 29 février 2016.

CM16 0272

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs relativement aux enjeux et impacts du bannissement des sacs d'emplettes à usage unique dans les commerces de détail sur le territoire de la Ville de Montréal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.04 1163430007

---

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

5.01 Résolution CA16 170052 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Motion - Voie réservée ligne d'autobus 105

5.02 Résolution CA16 170053 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Motion - Commissions scolaires

5.03 Résolution CA16 170054 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Une heure pour la Terre 2016

5.04 Résolution CA16 210038 du conseil d'arrondissement de Verdun - Déclaration pour le renforcement du développement du logement social et communautaire à Montréal

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucun document déposé.

---

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 25 février 2016

CM16 0273

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Saint-Laurent faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Saint-Laurent faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.02 1167146001

CM16 0274

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Ville-Marie faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Ville-Marie faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.03 1166071001

CM16 0275

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.04 1151371002

CM16 0276

Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.05 1163515001

CM16 0277

Dépôt d'une note de la Commission de la fonction publique de Montréal

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose une note de la Commission de la fonction publique de Montréal, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.07

CM16 0278

Dépôt du bilan annuel de la qualité de l'eau potable 2015 relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Bilan annuel 2015 de la qualité de l'eau potable relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.08 1155271002

7.09 Déclaration d'intérêts pécuniaires. Voir l'annexe au procès-verbal.

CM16 0279

Dépôt du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la cinquième année d'activité (2015) »

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, dépose le rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la cinquième année d'activité (2015), et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.01

---

11 - Dépôt de pétitions

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

CM16 0280

Déclaration de solidarité envers la communauté rwandaise de Montréal

Considérant que Montréal a été l'une des premières villes à accueillir les survivants de ce génocide;

Considérant, par ailleurs, que l'Organisation des Nations Unies a déclaré en 2004, la Journée du 7 avril « Journée internationale de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda »;

Considérant que Montréal est l'une des villes canadiennes où résident actuellement plusieurs survivants du génocide rwandais;

Considérant qu'un procès s'est déroulé à Montréal à partir de mars 2007 pour crime contre l'humanité pour les faits qui se sont déroulés au cours de ce génocide;

Considérant que le peuple rwandais s'est engagé dans la voie du pardon et compte sur chacun d'entre nous pour promouvoir le respect mutuel, l'ouverture à la diversité et l'inclusion qui sont des valeurs fondamentales que soutient notre métropole;

Considérant que cette année le peuple rwandais résidant au Rwanda et celui de la diaspora commémorent le 22e anniversaire de ce génocide;

Considérant qu'une commémoration de cette triste tragédie, organisée par les organismes communautaires a lieu à Montréal chaque année;

Considérant que des activités commémoratives ont eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal à tous les cinq ans, ainsi que des expositions;

Considérant que l'administration municipale s'est engagée par la Proclamation du 21 mars « Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale » à mener des actions, sur son territoire et au sein des organismes relevant de sa compétence, afin de prévenir et de combattre la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par M. Denis Coderre
Mme Mary Deros
M. Harout Chitilian
M. Aref Salem

Et résolu :

de souligner le 7 avril 2016 comme la « Journée de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda » en solidarité avec les survivants de ce génocide et à l'endroit de tout le peuple rwandais.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CM16 0281

Déclaration - Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale - 21 mars 2016

Attendu que la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale* est célébrée chaque année le 21 mars pour commémorer ce jour de 1960 où, lors de la manifestation de Sharpeville en Afrique du Sud contre les lois relatives à l'apartheid, 69 personnes ont perdu la vie;

Attendu qu'en proclamant la Journée internationale en 1966, l'Assemblée générale des Nations Unies a engagé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2142 XXI);

Attendu que l'Organisation des Nations Unies a proclamé 2015-2024 la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine;

Attendu que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec a été adoptée en 1975;

Attendu que la Ville de Montréal a adopté la Déclaration de Montréal contre la Discrimination raciale (1989), la Proclamation du 21 mars *Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale* (2002), la *Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion* (2004), la *Charte montréalaise des droits et des responsabilités* (2005) et *la Déclaration de Montréal sur le Vivre Ensemble* (2015);

Attendu que la Ville de Montréal est membre de la Coalition des municipalités canadiennes contre le racisme et participe à la Coalition internationale des villes contre le racisme sous l'égide de l'UNESCO depuis 2006 (Résolution CM06 0719);

Attendu que du 21 au 31 mars 2016, la 17e édition de la Semaine d'actions contre le racisme se déroulera au Québec, principalement à Montréal sous le thème « Québec libre de racisme? »;

Attendu que la Ville s'implique auprès du comité organisateur de la Semaine d'actions contre le racisme (SACR) dans la préparation, la promotion et la diffusion des activités prévues dans le cadre de la semaine;

Attendu que la Ville souligne chaque année le 21 mars en organisant des activités de sensibilisation et d'éducation à la lutte au racisme et à la discrimination destinées à ses cadres et employés;

Attendu qu'en joignant nos efforts à ceux des partenaires pour prévenir et agir contre les discriminations et le racisme la Ville contribue à favoriser l'accès à la pleine citoyenneté aux Montréalais de tous âges, conditions sociales et origines ethniques;

Attendu que la Ville depuis plus de vingt-cinq ans, a mis en place des orientations, des programmes et des actions contre la discrimination raciale et en faveur de l'inclusion sociale et le vivre ensemble;

Attendu que la Ville a adopté la stratégie municipale intégrée en matière de lutte au profilage racial et social (Résolution CE12 0025);

Attendu que la Ville a mis en place le Centre de prévention à la radicalisation menant à la violence (2015);

Attendu que la Ville a mis en place le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) (2016);

Attendu que la Ville, à l'aube du 375e anniversaire de Montréal, travaille à développer de nouveaux partenariats afin de donner une nouvelle impulsion durable à la lutte contre la discrimination et l'exclusion;

Il est proposé par M. Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par M. Denis Coderre
Mme Mary Deros
M. Marvin Rotrand

Et résolu :

1 - de souligner la *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale* le 21 mars;

2 - de continuer à être vigilant et d'encourager les initiatives pour prévenir des gestes pouvant conduire à toutes les formes de discrimination;

3 - de s'assurer que l'ensemble des services de la Ville, ainsi que les sociétés paramunicipales, respectent les dispositions contenues dans la Charte des droits et responsabilités concernant la lutte contre toutes les formes de discrimination et en tiennent comptent dans leurs plans d'action annuels;

4 - d'inviter les Montréalaises et les Montréalais à participer aux nombreuses activités qui se dérouleront pendant la 17e édition de la Semaine d'actions contre le racisme.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.02

À 14 h 57, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0282

Accorder un contrat à Trempro Construction inc. pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du Service de sécurité incendie de Montréal, situé au 4040, avenue du Parc, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 853 686,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5763 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 853 686,41 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du Service de sécurité incendie de Montréal, situé au 4040, avenue du Parc, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Trempro Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 769 196,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5763;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163456002
80.01 (20.01)

CM16 0283

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de 4 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure, conformément à la loi, une entente-cadre de gré à gré d'une durée de 4 ans, avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture sur demande de services cellulaires (voix et transmission de données) conformément à son offre de services;

2 - d'autoriser le directeur du Service des technologies de l'information à signer pour et au nom de la Ville, tous documents reliés à cette entente;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1156871002
80.01 (20.02)

CM16 0284

Conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes conclus avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés, suite à l'adhésion de la Ville à son regroupement, pour une durée de vingt-quatre mois, du 1er avril 2016 au 31 mars 2018, incluant une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville de Montréal à un regroupement, pour une durée de 24 mois, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2018, assortie d'une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1161541001
80.01 (20.03)

CM16 0285

Accorder trois contrats à Teltech Télécommunication inc. et Telecon inc. pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 (8 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser des dépenses de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses, pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-64002 ;

Firme	Description (articles, groupes, etc.)	Montant estimé (3 ans)
Teltech Télécommunication Inc.	Lot 4 - Vieux Montréal	468 106,92 $
Teltech Télécommunication Inc.	Lot 5 - Quartier des spectacles et centre-ville	602 635,71 $
Telecon Inc.	Lot 6 - Quartier de l'innovation	447 190,66 $

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1166682002
80.01 (20.04)

CM16 0286

Accorder un contrat à Transelec / Common inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la Commission des services électriques de Montréal, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 3 293 002,48 $, taxes incluses - Appel d'offres public 216803 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 3 293 002,48 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la Commission des services électriques de Montréal (CESM), là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Transelec / Common inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 654 993,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 216803 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154102004
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0287

Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 118 120 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330001 (8 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 2 118 120 $, taxes incluses, pour la réalisation de travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Les entreprises Claude Chagnon inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 1 984 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 330001;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1164139001
80.01 (20.06)

CM16 0288

Accorder un contrat à Construction Doverco inc. pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114) située au 820, rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 1 621 872,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5792 (10 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 621 872,99 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114), située au 820, rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Construction Doverco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 519 222,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5792;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163456001
80.01 (20.07)

CM16 0289

Accorder un contrat à Catalogna & Frères ltée pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia - Dépense totale de 4 847 596,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330201 (7 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 4 847 596,98 $, taxes incluses, pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Catalogna & Frères ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 370 450,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 330201;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, soulève une question de privilège en regard des propos exprimés par la conseillère Gauthier et demande à cette dernière de retirer le mot « amalgame » utilisé pour qualifier les questionnements de la conseillère Anne-Marie Sigouin relatifs au dépôt d'un portrait clair des legs inhérents aux festivités du 375e anniversaire de Montréal.

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, intervient sur la question de privilège évoquée par la leader de l'opposition officielle pour préciser que la conseillère Gauthier voulait plutôt insister sur le fait de ne pas utiliser l'article à l'étude pour faire une demande sur la programmation complète des festivités du 375e. Il précise également que l'intervention de la conseillère Sigouin ne portait pas sur le dossier à l'étude.

La leader de l'opposition officielle rétorque que la question de la conseillère Sigouin était en deux volets. Le premier volet portait sur la liste du 375e tandis que le deuxième volet avait trait au montant total qui sera investi par la Ville pour le musée dans le cadre du 375e. Elle précise que ces questions ne comportaient pas d'amalgames et demande d'obtenir une réponse aux questions posées.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, indique que le point a été fait et invite à la poursuite des travaux.

Adopté à l'unanimité.

1166708001
80.01 (20.08)

CM16 0290

Conclure des ententes avec Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 pour une somme maximale de 6 432 745,70 $, taxes incluses / entente 2 pour une somme maximale de 631 771,53 $, taxes incluses) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 (entente 1 - 4 soum. / entente 2 - 5 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure deux ententes pour la fourniture sur demande de services professionnels spécialisés en informatique pour les besoins du portfolio du Bureau de demain ;

2 - d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis pour chacune des ententes, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 432 745,70 $, taxes incluses, pour l'entente 1, et de 631 771,53 $, taxes incluses, pour l'entente 2, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14887 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions ;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, soulève une question de privilège pour demander au conseiller Harout Chitilian d'utiliser son droit de réplique pour répondre simplement à ses requêtes sans questionner le choix des mots utilisés lors de son intervention.

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, rejette la question de privilège du leader adjoint de l'opposition officielle et cède la parole au conseiller Chitilian.

Le débat se poursuit.

Le leader adjoint de l'opposition officielle soulève à nouveau une question de privilège à l'endroit du conseiller Chitilian et indique qu'il a questionné un fait sans faire de procès d'intention aux employés de la firme concernée.

Le président du conseil invite le conseiller Chitilian à poursuivre sur sa réplique en restant sur les faits.

Le débat se poursuit.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1166075003
80.01 (20.09)

CM16 0291

Autoriser la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et NACEV Consultants inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet de convention de cession de contrat entre NACEV consultants inc. et Beaudoin Hurens inc., auquel interviennent la Ville de Montréal, Norman Hurens et Serge Beaudoin, et par lequel NACEV consultants inc. cède à Beaudoin Hurens inc. tous ses droits, titres et intérêts dans le contrat de services professionnels numéro 12227 (CG07 0295), selon les mêmes termes et conditions stipulés au projet de convention.

Adopté à l'unanimité.

1161630001
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0292

Autoriser la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet et la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc., à compter 3 octobre 2014

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet de convention de cession entre Pasquin St-Jean et associés inc., Beaudoin Hurens inc. et la Ville de Montréal, auquel intervient la firme Riopel + associés, architectes, et par lequel Pasquin St-Jean et associés inc. cède à Beaudoin Hurens inc. les droits, titres et intérêts dans le contrat de services professionnels numéro 12227 (CG07 0295), selon les mêmes termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'approuver la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc., à compter du 3 octobre 2014.

Adopté à l'unanimité.

1161630002
80.01 (20.11)

CM16 0293

Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal / Autoriser le maire de Montréal à signer, à titre de président de l'agglomération de Montréal, ledit projet d'entente / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir une subvention de 240 000 $ selon les modalités décrites au projet d'entente

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'*Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal* (agglomération);

2 - d'autoriser le greffier et M. Denis Coderre, maire de Montréal et président de l'agglomération de Montréal, à signer, à titre de représentant de l'agglomération de Montréal, ce projet d'entente désignant la Ville de Montréal comme Délégataire;

3 - d'autoriser la Ville de Montréal à recevoir selon les modalités décrites dans l'Entente, une subvention totale de deux cents quarante mille dollars (240 000 $) répartie comme suit : en 2016, le montant de cent soixante mille dollars (160 000 $) couvrant la période 2015-2017 et, en 2017, le montant de quatre-vingt mille dollars (80 000 $) pour la période 2017-2018;

4 - de désigner madame Carole Paquette, directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR), comme représentante du Délégataire;

5 - d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de deux cents quarante mille dollars (240 000 $);

6 - de mandater le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal à réaliser les suivis convenus dans l'Entente.

Adopté à l'unanimité.

1164107002
80.01 (20.12)

CM16 0294

Approuver un projet de convention de cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Biomont Énergie, Société en commandite, pour la cession de ses droits découlant de la Convention concernant la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) et du bail et de la sous-location du site foncier

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet de convention de cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Biomont Énergie, Société en commandite, auquel intervient la Ville de Montréal, et par lequel Biomont Énergie inc. cède à Biomont Énergie, Société en commandite ses droits découlant de la Convention pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) et ses droits découlant du Bail et de la sous-location du site foncier.

Adopté à l'unanimité.

1150720003
80.01 (20.13)

CM16 0295

Approuver les projets de conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et deux organismes de développement économique local

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver les projets de conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et les organismes ci-après désignés:

- Centre local de développement Anjou;
- Développement économique LaSalle.

Adopté à l'unanimité.

1165175003
80.01 (20.14)

CM16 0296

Approuver un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 322 000 $ avec Vélo Québec Événements pour la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet de protocole de soutien technique estimé à 322 000 $ avec Vélo Québec Événements pour la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016.

Adopté à l'unanimité.

1167195002
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0297

Accorder un soutien financier de 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo Montréal), dans le cadre de l'entente Montréal 2025 avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, pour la période 2016 et 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier totalisant 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo) pour la période 2016 et 2017, soit 135 000 $ par année, dans le cadre de l'entente Montréal 2025 avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1160679005
80.01 (20.16)

CM16 0298

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural à monsieur Francis Montillaud, artiste professionnel, pour réaliser et installer une oeuvre dont le titre provisoire est « Tranche de vie », dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, qui sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, pour une somme maximale de 315 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat d'exécution d'oeuvre d'art à cet effet / Autoriser le Service de la culture à effectuer le suivi de la réalisation de cette oeuvre d'art mural, de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet de contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural par lequel M. Francis Montillaud, artiste en arts visuels sélectionné par un jury au terme d'un concours par avis public, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser et installer une oeuvre dont le titre provisoire est « Tranche de vie », dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, qui sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, pour une somme maximale de 315 000 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164956002
80.01 (20.17)

CM16 0299

Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc. pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Phase 2 - Dépense totale de 1 135 904,83 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 135 904,83 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues, de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte;

2 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc., fournisseur exclusif, pour les travaux à cet effet, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 987 743,33 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 1er février 2016;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1153334027
80.01 (20.18)

CM16 0300

Accorder un contrat de services professionnels à SNC - Lavalin inc. pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs - Dépense totale de 475 716,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14833 (1 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 475 716,94 $, taxes et contingences incluses, pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de réparation et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 413 667 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14833 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer pour et au nom de la Ville, la convention de services professionnels et tout document y donnant suite;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1163334003
80.01 (20.19)

CM16 0301

Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, pour le renouvellement, pour une période de 5 ans, de la convention de services professionnels intervenue avec Morneau Shepell ltée (CE11 0326), pour un système d'administration des régimes de retraite, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, pour le renouvellement, pour une période de 5 ans, de la convention de services professionnels intervenue avec Morneau Shepell ltée (CE11 0326), pour un système d'administration des régimes de retraite, majorant ainsi le montant total du contrat de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses ;

2 - d'approuver, à cet effet, un projet d'addenda no 2 entre la Ville de Montréal et cette firme, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1160554001
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0302

Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe supplémentaire de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 - Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017;

2 - d'approuver la proposition de répartition budgétaire de l'enveloppe de 9 M$, conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel;

3 - d'autoriser la réception d'un soutien financier de 9 M$ provenant du MTESS;

4 - d'autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer ce projet d'entente pour et au nom de la Ville;

5 - de mandater le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour assurer la coordination, le suivi et la mise en œuvre de ce projet d'entente;

6 - d'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1156367001
80.01 (20.21)

CM16 0303

Autoriser la cession de contrat entre la Ville de Montréal et Omni Sécurité (CG15 0449) au bénéfice de l'organisme Axia Services, relativement à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour un montant de 1 196 628,54 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de consentir à la demande de Omni Sécurité de céder en faveur de Axia Services le contrat relatif à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, conclu le 20 août 2015 (CG15 0449), d'une valeur de 1 196 628,54 $, taxes incluses;

2 - d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU), à signer la lettre de consentement de cession pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

1163334004
80.01 (20.22)

CM16 0304

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Boivin & Gauvin inc. pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 (3 soum.) / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien, pour la même période

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, pour une durée de 120 mois, pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien;

3 - d'accorder à Boivin & Gauvin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14691 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

4 - d'autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses, pour l'acquisition des équipements et accessoires et pour la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien, pour une durée de 120 mois;

5 - d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1162645002
80.01 (20.23)

CM16 0305

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329402 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 11 822 395,46 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par la technique de chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'accorder à Aquarehab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 562 395,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329402 ;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154102007
80.01 (20.24)

CM16 0306

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ - Appel d'offres public 329406 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 11 477 000 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3- d'accorder à Insituform Technologies limited, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 277 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329406 ;

4- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1154102009
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26), 80.01 (20.29) et 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0307

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune, et du trottoir nord de la rue de la Commune, entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 724,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329902 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 12 678 724,54 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune, et du trottoir nord de la rue de la Commune, entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'accorder à Les entreprises de construction Ventec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 11 916 003,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329902;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164139002
80.01 (20.26)

Article 80.01 (20.27)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 11 801 587,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 280001 (4 soum.)

Retiré. – Voir article 3.01.

Article 80.01 (20.28)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie sur le réseau de la Commission des services électriques de Montréal, dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 17 839 141,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 283901 (3 soum.)

Retiré. – Voir article 3.01.

CM16 0308

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal, dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

La conseillère Marie Cinq-Mars déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Keleny inc. s'engage à fournir à la Ville, pour la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019, les services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis par la cour municipale dans le cadre de ses activités, pour une somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1155304001
80.01 (20.29)

CM16 0309

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et BC2 Groupe Conseil inc. pour les services en architecture et en génie du bâtiment, dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 1 473 728,71 $, taxes incluses, pour le projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et BC2 Groupe conseil inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 270 455,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14255 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1165015002
80.01 (20.30)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) à 80.01 (30.04) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0310

Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relatif à la création du Fonds d'investissement PME MTL

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL;

2 - de transmettre à ce ministre une copie de la résolution exprimant cette demande accompagnée d'une copie du projet d'entente.

Adopté à l'unanimité.

1165175005
80.01 (30.01)

CM16 0311

Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six organismes PME MTL

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure, avec les six organismes PME MTL, des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat et de gestion du Fonds d'investissement PME MTL et du Fonds local de solidarité FTQ

2 - de lui transmettre une copie de la résolution exprimant cette demande accompagnée d'une copie du projet d'entente de délégation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1165175002
80.01 (30.02)

CM16 0312

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2016

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le programme d'activités 2016 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après :

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Montréal, métropole culturelle 2017-2022;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);
- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;
- L'avenir du secteur manufacturier à Montréal;
- La valeur ajoutée des institutions universitaires dans la grande région de Montréal;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;
- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2016-2020;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015;
- Programme triennal d'immobilisations 2017-2019;
- Prévisions budgétaires 2017 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

- Étude du bilan de l'opération de concordance des plans et règlements d'urbanisme des arrondissements et des villes liées;
- Consultation publique sur un sujet à être déterminé;

Commission de la sécurité publique

- Sujet(s) à déterminer

Commission sur le transport et les travaux publics

- Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail (CM15 0334);
- Politique de stationnement (CG16 0031).

de plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

1163430006
80.01 (30.03)

CM16 0313

Ne pas utiliser les mesures d'allègement fiscales incluses au budget de 2015 pour les résultats financiers 2015

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de ne pas utiliser les mesures d'allègement incluses au budget de 2015 en ce qui concerne la crise financière de 2008 ainsi que celle concernant la modification apportée en 2014 au régime général à la TVQ.

Adopté à l'unanimité.

1163592006
80.01 (30.04)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0314

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

1154560002
80.01 (42.01)

CM16 0315

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1157090003
80.01 (42.02)

CM16 0316

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1157090001
80.01 (42.03)

CM16 0317

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1156279001
80.01 (42.04)

CM16 0318

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1154278002
80.01 (42.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.06) à 80.01 (42.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0319

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1154278001
80.01 (42.06)

CM16 0320

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du « legs » pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la « place des nations » et de réalisation de la « promenade panoramique et riveraine », prévus dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal (RCG 13-020)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du « Legs » pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la « Place des Nations » et de réalisation de la « Promenade panoramique et riveraine », prévus dans le cadre du 375^{e} de la Ville de Montréal (RCG 13-020) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président du conseil demande au conseiller Réal Ménard de retirer le mot « faux » qui est antiparlementaire. Ce dernier s'exécute.

La leader de la troisième opposition, Mme Justine McIntyre, soulève une question de privilège demandant si M. Ménard, lorsqu'il désigne l'opposition comme pouvant inclure tous les partis d'opposition dont il fait lui-même parti, fait référence à l'opposition officielle. Si, tel était le cas, elle souhaite s'exclure de ce groupe.

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, mentionne qu'un membre de l'exécutif comme l'est M. Ménard fait partie de l'Administration et que le comité exécutif est formé d'une coalition. Il précise également que lorsque le conseiller Ménard fait référence à l'opposition, il réfère à tous les membres de l'opposition en soi.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1156807003
80.01 (42.07)

CM16 0321

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1153334040
80.01 (42.08)

CM16 0322

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016 », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1155890002
80.01 (42.09)

CM16 0323

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) ».

Adopté à l'unanimité.

1167048001
80.01 (42.10)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.11) à 80.01 (42.13) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

À 17 h 01, le président du conseil suspend la séance jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 21 mars 2016 13 h

Séance tenue le lundi 21 mars 2016, 19 h Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Peter McQueen, Mme Valérie Plante et M. Jeremy Searle.

AUTRE PRÉSENCE :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Règlement sur l'abolition des sacs de plastique et les bouteilles d'eau – laisser le libre choix aux citoyens / Surenchère de règlements à la Ville
M. Francis Lapierre	M. Denis Coderre	La Ville va-t-elle exiger que la ligne 9B d'Enbridge ainsi que le futur Pipeline de TransCanada soient mis en tunnel avant de traverser tout plan d'eau en particulier ceux en amont des prises d'eau? / Prise de responsabilité par la Ville dans ce domaine
Mme Lucille Mallette	M. Denis Coderre (M. Sylvain Ouellet)	Iniquité sur le taux de taxation des grandes entreprises vs les citoyens en ce qui concerne la taxe d'eau / Bannir la vente d'eau embouteillée dans les arénas

Question de	À	Objet
M. Pierre Pagé	M. Denis Coderre	Représentations auprès du gouvernement fédéral en matière environnementale en regard des projets Enbridge et Énergie Est / Suivi politique assuré
M. Alexandru Iordan	M. Denis Coderre (M. Sylvain Ouellet)	Rapport de l'Office de consultation publique sur la réduction des dépendances aux énergies fossiles - garanties que la Ville va y accorder la même attention qu'un rapport d'une commission permanente / Actions de l'opposition à cet égard
M. Steven Laperrière	M. Denis Coderre (M. Marvin Rotrand)	Ascenseurs hors-service au métro Jean-Talon et Berri-UQUAM – laxisme au niveau de la transmission de l'information aux usagers et en particulier aux personnes à mobilité réduite / Manque d'efficacité de la part de la STM à intervenir rapidement

Le citoyen Laurian Ionita se présente au micro et commence à parler. Le président du conseil rappelle à M. Ionita qu'il se trouve dans une enceinte où tous les élus qui y siègent sont des gens respectables et qui doivent être respectés. Le président du conseil lui demande de poser sa question et lui indique qu'à la moindre allusion, il le fera expulser de la salle. Le leader de la majorité mentionne également qu'il n'accepte pas qu'un citoyen vienne salir l'intégrité et la réputation de n'importe quel élu dans la salle et qu'il devrait reconsidérer ses propos.

M. Laurian Ionita	M. Denis Coderre	Différence entre le Centre d'excellence et le Centre d'entretien d'Air Canada

Le citoyen Laurian Ionita quitte la salle avant que le maire ait répondu.

M. Daniel Chartier	M. Denis Coderre (M. Aref Salem) (M. Réal Ménard)	Améliorer les accès à l'avenue Souligny pour rejoindre l'autoroute 25 / Créer une voie plus large pour les cyclistes roulant vers l'Est au niveau de la rue Sherbrooke
M. Jean-François Boisvert	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Échéancier prévu quant au prochain inventaire des émissions des gaz à effet de serre / Engagement souhaité à cet égard
M. Laurent Deslauriers	M. Denis Coderre (M. Marc-André Gadoury) (M. Luc Ferrandez)	Demande des excuses pour des propos tenus par le maire au conseil municipal de janvier lors de la période de questions des citoyens concernant l'implication citoyenne dans le bénévolat / Attitude du maire et du conseiller Gadoury en ce qui a trait à l'implication bénévole à Montréal et l'octroi d'un contrat de 24 999 $

En guise de sous-question, le citoyen se déclare déçu de ne pas avoir reçu des excuses du maire et aimerait avoir l'avis du chef de l'opposition officielle. Le leader de la majorité indique que la question complémentaire doit être en lien avec la question principale. Le président du conseil invite le chef de l'opposition officielle à poursuivre son intervention.

Le maire, M. Denis Coderre, soulève une question de privilège demandant au chef de l'opposition officielle de retirer le mot « corruption ». Le maire présente ses excuses au citoyen.

Le chef de l'opposition officielle indique qu'il n'a pas l'intention de retirer ses propos.

Un débat s'engage.

Le président du conseil rappelle au chef de l'opposition officielle qu'un débat peut être fait sur un contrat donné sans recourir à des allégations de corruption.

Le chef de l'opposition officielle est d'accord pour entreprendre une discussion au sujet des solliciteurs ayant reçus des contrats de la Ville de Montréal mais pas en présence de citoyens qui n'ont rien à voir dans ce dossier.

Le leader de la majorité mentionne que le chef de l'opposition officielle fait des accusations à répétions qui sont fausses. Le chef de l'opposition officielle mentionne que le mot « fausses » est antiparlementaire. Le président du conseil invite le chef de l'opposition officielle à retire le mot « corruption ». Ce dernier s'exécute.

Le maire, M. Denis Coderre, soulève une question de privilège et propose au président du conseil de poursuivre la période de questions du public et d'entendre les citoyens. Le président du conseil salue l'intervention du maire et invite le prochain citoyen à prendre la parole.

M. Donald Hobus	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Détails de tous les contacts faits par les lobbyistes avec les employés, élus et promoteurs pour le PPU de Pierrefonds-Ouest / Liste des employés qui ont été contactés par les lobbyistes (promoteurs) et demande de moratoire pour ce projet
M. Patrice Cary-Barnard	M. Denis Coderre (M. Dimitrios (Jim) Beis) (Mme Justine McIntyre)	Sauvegarde de L'Anse-à-L'Orme – accès à l'information et participation citoyenne / Manque d'information
Mme Sonja Susnjar	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman) (Mme Manon Barbe)	Avenir du projet de l'Îlot Wanklin suite au dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) - demande de clarifications et étapes subséquentes / Advenant une version 3 du projet, les recommandations de l'OPCM vont-elles être respectées?

À 19 h 58,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Albert Hayek	M. Denis Coderre (M. Dimitrios (Jim) Beis)	Rencontre des autorités de la Ville avec des promoteurs au sujet du projet de développement du secteur de Pierrefonds Ouest
Mme Susan Stacho	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Coûts reliés aux études d'analyses sur les milieux humides dans les secteurs de L'Anse-à-L'Orme et de Pierrefonds-Ouest – accès à l'information
Mme Marie Daoust	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Intersection avenue du Parc et Jean-Talon - mise en place de mesures temporaires pour palier aux lacunes sécuritaires notamment pour les cyclistes et les piétons / Si le PDUES qui prendra effet dans les prochains mois, permettra le changement souhaité
M. Matthew James Chapman	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Invitation aux élus à partager le document « Carboneutre pour le 400e » avec les citoyens afin de changer leurs habitudes vs les changements climatiques / Assurance que le rapport sera traité avec toute l'importance requise par la Ville **Dépôt de document**
M. Francisco Moreno	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson)	Prostitution juvénile et travail du SPVM / Importance d'adopter un règlement à l'unanimité par tous les partis

Mme Sylvia Oljermark se présente au micro et le président du conseil lui indique qu'il ne peut la reconnaître car elle est la 5e intervenante à s'exprimer sur la sauvegarde de L'Anse-à-l'Orme.

M. Laurent Morissette	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Nombre de logements qui seront mis à la disposition des personnes à mobilité réduite / Investir dans l'accessibilité aux logements

Mme Alison Hackney	M. Denis Coderre (Mme Aref Salem)	Planification des transports collectifs et études pour mitiger les transports dans l'Ouest / Projets futurs du ministère du Transport du Québec pour le Nord de l'île – Ligne Deux-Montagnes

---

À 20 h 31,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de procéder à une deuxième prolongation de la période de questions des citoyens afin d'entendre les 2 derniers citoyens inscrits sur la liste, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Henri Desbiolles	Mme Manon Gauthier (M. Marvin Rotrand)	Accessibilité au Montréal souterrain pour visiter les endroits culturels pour les personnes à mobilité réduites / Sensibiliser la population à l'accessibilité des salles de concert pour les personnes à mobilité réduite
Mme Jeanne Cirume	M. Denis Coderre (M. Luc Ferrandez)	Réitère sa question posée au mois de février dernier sur l'utilisation d'une prise électrique de 110 volts dans le clos de la Commune pour lui permettre de recharger sa voiture électrique / Demande d'appui du chef de l'opposition officielle

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 39.

À 20 h 40, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 80.01 (42.11) à 80.01 (42.13)

CM16 0324

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Le conseiller Ouellet soulève une question de privilège à l'endroit de la conseillère Rouleau qui a affirmé, lors du droit de réplique, qu'il serait irresponsable de fermer une usine, pour indiquer à cette dernière qu'il n'a pas tenu de tels propos et que la seule chose qu'il a demandée, c'est de prouver qu'il y a des études en cours à cet effet et, le cas échéant, qu'elles soient portées à l'attention de tous les membres du conseil.

Le président du conseil invite les élus à poursuivre les travaux.

Adopté à l'unanimité.

1164278001
80.01 (42.11)

CM16 0325

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164278002
80.01 (42.12)

CM16 0326

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1164278003
80.01 (42.13)

À 20 h 50,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

d'étudier l'article 7.06 immédiatement avant l'article 80.01 (45.01).

La proposition est agréée.

CM16 0327

Dépôt des règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal à l'occasion de la 29e édition tenue du 22 au 24 janvier 2016

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose quatre règlements adoptés par le Jeune Conseil de Montréal à l'occasion de la 29e édition tenue les 22, 23 et 24 janvier 2016, portant respectivement sur les espaces vacants, l'accessibilité de la vie culturelle et économique, l'eau et la valorisation de l'art urbain, et le conseil en prend acte.

Le conseiller Harout Chitilian souligne la présence, dans les tribunes, des 4 membres du Jeune Conseil de Montréal et des président et vice-président du Conseil Jeunesse de Montréal.

Un débat s'engage.

07.06 1164320001

CM16 0328

Approbation du Règlement R-156-1 de la Société de transport de Montréal modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le Règlement R-156-1 de la Société de transport de Montréal, modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de vingt-neuf millions cinq cent mille dollars (29 500 000 $) pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à trois cent quatre-vingt-quatorze millions cinq cent mille dollars (394 500 000 $), le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

1166213001
80.01 (45.01)

CM16 0329

Nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 24 mars 2016 et avoir exposé la position à prendre;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Denis Coderre

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer M. Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, comme représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île desservant le territoire composé des arrondissements d'Anjou, de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et de la ville de Montréal-Est.

Adopté à l'unanimité.

1165175004
80.01 (51.01)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0330

Accorder un contrat à Électromega ltée pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) - Dépense totale de 1 295 747,03 $ taxes incluses - Appel d'offres public 15-14589 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0314;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense totale de 1 295 747,03 $, taxes incluses, pour l'acquisition et l'installation des équipements de télécommunication (commutateurs de fibre optique) pour le raccordement de 17 réseaux de feux de circulation au Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant,

2- d'accorder à Électromega ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 126 736,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14589;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1160748001

CM16 0331

Conclure avec Carrière St-Jacques inc., une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de pierre concassée nette et prémélangée de divers types servant pour les travaux en régie - Appel d'offres public 15-14806 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0317;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de pierre concassée nette et prémélangée de divers types;

2- d'accorder à Carrière St-Jacques inc., plus bas soumissionnaires conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14806 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1155331010

CM16 0332

Autoriser une dépense additionnelle de 193 500 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CM14 1114) majorant ainsi le montant total du contrat de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0318;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 193 500 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réfection des réseaux d'alimentation d'eau du Complexe sportif Claude-Robillard dans le cadre du contrat accordé à Développement Atrium inc. (CM14 1114), majorant ainsi le montant total du contrat de 898 150,11 $ à 1 091 650,11 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1153482006

CM16 0333

Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle (PCPR) - Dépense totale de 2 116 783,86 $, taxes incluses - Appel d'offres public 324002 (12 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0320;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 2 116 783,86 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Lachine et de LaSalle (PCPR), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 988 783,86 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 324002;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1154102005

CM16 0334

Accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal F.C. pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, situé au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0307;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 350 000 $ à l'Impact de Montréal F.C. pour un projet de restauration de l'immeuble de l'ancienne caserne Letourneux, situé au 4300, rue Notre-Dame Est et au 411, avenue Letourneux, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1160604002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0335

Accorder un soutien financier de 30 000 $, par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financé par l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0326;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 30 000 $ par année pour les années 2016 et 2017 à l'Association des galeries d'art contemporain pour la réalisation de la Foire Papier dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux marchés et vitrines créatifs et culturels financée par l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1161197003

CM16 0336

Accorder un contrat de gré à gré à Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0353;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la Landscape Architecture CORP. of China Shanghai Branch pour la fourniture de lanternes chinoises, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 110 000 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 4 février 2016;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1167227001

CM16 0337

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq ans et douze jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 mètres carrés, au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 045,76 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0375;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à 6813623 Canada inc., pour une période de cinq ans et douze jours, à compter du 20 mars 2016 et se terminant le 31 mars 2021, un local d'une superficie utilisable de 63,8 mètres carrés, au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1248, avenue Bernard (Théâtre Outremont), afin d'exploiter un restaurant connu sous le nom de Pizza No 900, moyennant un loyer total de 144 075,76 $, plus les taxes applicables;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1165373001

CM16 0338

Autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0354;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 297 800 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de restauration de l'enveloppe du Bain St-Michel dans le cadre du contrat accordé à Norgéreq ltée (CM15 0514), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant, et majorant ainsi le montant total du contrat de 1 240 393,01 $ à 1 538 193,01 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1160660002

CM16 0339

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 859 118,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329401 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0355;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 3 859 118,27 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par la technique de chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de L'Île-Bizard−Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Aquarehab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 769 118,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329401;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1154102006

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0340

Accorder un contrat à Sade Canada inc. pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Laurent - Dépense totale de 3 948 323,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329405 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0356;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 3 948 323,80 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville, de Pierrefonds–Roxboro et de Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Sade Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 868 323,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 329405 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1154102008

CM16 0341

Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301, rue Sherbrooke Est dans le cadre du contrat accordé à Norgereq ltée (CM15 0982), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0358;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301, rue Sherbrooke Est dans le cadre du contrat accordé à Norgereq ltée (CM15 0982), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses ;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Normand Marinacci
Mme Justine McIntyre
M. Steve Shanahan

20.12 1166627001

CM16 0342

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau, dans l'avenue Manseau, de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont et dans l'avenue Outremont, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 4 350 747,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221707 (16 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0361;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de recommander au conseil municipal :

1 - d'autoriser une dépense de 4 350 747,75 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de marquage et d'éclairage dans l'avenue Wiseman, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau, dans l'avenue Manseau, de l'avenue Wiseman à l'avenue Outremont et dans l'avenue Outremont, de l'avenue Van Horne à l'avenue Manseau, dans le cadre du projet du Site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Groupe TNT inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 169 169 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 221707 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1164021002

CM16 0343

Conclure avec Les Entreprises Myrroy inc., 20 ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour la réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule - Appel d'offres public 15-14814 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0362;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de conclure 20 ententes-cadres, d'une durée de 36 mois, à compter de la date de leur émission pour des travaux de réfection de chaussée par remplissage mécanisé de nids-de-poule;

2 - d'accorder à Les Entreprise Myrroy inc., plus bas soumissionnaire conforme, les contrats à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14814 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1167231001

CM16 0344

Autoriser le virement d'un montant de 49 500 $ du poste « dépenses incidentes » au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage, dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal / Approuver un avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville et les firmes Nicolet Chartrand Knoll ltée, Bouthillette Parizeau et associés inc. et WAA et associés inc. (CM11 0890), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0363;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser le virement d'un montant de 49 500 $, taxes incluses, du poste « dépenses incidentes» au poste « travaux contingents et supplémentaires » du contrat de fourniture de services professionnels en ingénierie et architecture de paysage, dans le cadre de la construction du Stade de soccer de Montréal ;

2 - d'approuver un projet d'avenant no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Nicolet Chartrand Knoll ltée, Bouthillette Parizeau et associés inc. et WAA et associés inc. (CM11 0890), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 570 098,76 $ à 1 619 598,76 $, taxes incluses ;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1161670001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0345

Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels conclue entre la Ville de Montréal et Clair K. inc. (CM15 1093) pour la réalisation du projet Forêt fabuleuse au Jardin botanique

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0366;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser la résiliation de la convention de services professionnels conclue entre la Ville de Montréal et Clair K. inc. (CM15 1093), pour la réalisation du projet « Forêt Fabuleuse » au Jardin botanique.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1163815001

CM16 0346

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et huit mois, à compter du 1er septembre 2016, des espaces situés au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 2 452,73 mètres carrés, à des fins de bureaux pour le Service de l'approvisionnement, pour une dépense totale de 7 460 684,04 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0374;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar, pour une période de 6 ans et 8 mois, à compter du 1er septembre 2016 des espaces situés au 4e et 5e étage, de l'immeuble sis au 255, boulevard Crémazie Est, d'une superficie d'environ 2 452,73 mètres carrés, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 4 451 494,72 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2 - d'autoriser une dépense de 2 149 463,76 $, taxes incluses pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à Robert Després, Michel Dallaire, Mary-Ann Bell, Gérard Coulombe, Alain Dallaire, Alban D'Amours, Ghislaine Laberge, Johanne M. Lépine et Michel Théroux, chacun en sa qualité de fiduciaire et pour le compte de Fonds de placement immobilier Cominar;

3 - d'autoriser une dépense de 859 725,56 $, taxes incluses, en incidences;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré en 2016 un virement de crédits de 199 198,23 $, net des ristournes de taxes, en provenance du budget corporatif des dépenses générales d'administration, et d'avoir ajusté la base budgétaire du Service de l'approvisionnement de 2017 à 2023, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

5 - d'autoriser un virement budgétaire de 13 466,67 $ pour l'exercice 2016 et pour l'année 2017 et les suivantes, et d'autoriser les ajustements récurrents de 40 400 $ aux bases budgétaires, en provenance du Service de l'approvisionnement vers le Service de la gestion et de la planification immobilière, pour le budget d'énergie.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1154069014

CM16 0347

Conclure avec Demix Béton, une division de CRH Canada inc., une entente-cadre collective pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton pré-mélangé (groupe A) pour les travaux en régie - Appel d'offres public 15-14808 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars 2016 par sa résolution CE16 0403;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre collective, d'une durée de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la livraison, sur demande, de béton prémélangé (groupe A);

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, Demix Béton, une division de CRH Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14808 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1155331011

CM16 0348

Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 5 487 425 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14945 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars 2016 par sa résolution CE16 0407;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder à Orbis Canada Limited, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, le contrat pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 487 425 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14945 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1162621001

CM16 0349

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (CMV) et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) relativement à l'acquisition par la Ville de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars 2016 par sa résolution CE160423;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal, le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin et le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (C.A.P.C.E.) inc., relativement à l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, incluant des équipements, au prix de 18 500 000 $, plus les taxes applicables, et selon les termes et conditions prévus au projet d'entente;

2 - de décréter que le conseil municipal de la Ville exerce les compétences de la Ville à l'égard de cet équipement suivant son acquisition, et ce, conformément à l'article 94 de la *Charte de la Ville de Montréal*;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Andrée Hénault
M. Luis Miranda

20.20 1161368001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 et 20.23 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

À 22 h 01, le président du conseil ajourne la séance jusqu'au mardi 22 mars 2016, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 21 mars 2016
13 h

Séance tenue le mardi 22 mars 2016, 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Jeremy Searle, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Elsie Lefebvre, M. Peter McQueen et M. Sylvain Ouellet.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Avant de prendre le moment de recueillement, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, cède la parole au maire, M. Denis Coderre qui souhaite intervenir sur les événements de Bruxelles. Au nom des Montréalais, en son nom personnel et au nom de tous les membres du conseil, il offre sa compassion, sa sollicitude au peuple belge. Il mentionne qu'il a écrit à son collègue M. Yvan Mayeur, maire de Bruxelles, et qu'il a parlé également au ministre wallon M. Christian Lacroix, ministre du budget et de la fonction publique. Les drapeaux ont été mis en berne et le drapeau belge sera érigé en guise de solidarité.

Le président du conseil déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement dédié au peuple belge, tel que souhaité par le maire.

Le président du conseil informe les membres qu'un texte de Jacques Brel, intitulé « Quand on n'a que l'amour », a été déposé sur les pupitres et que ce dernier trouve tout son sens en cette journée.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
M. Michael Edgar	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson) (M. Luc Ferrandez)	Marche contre la brutalité policière – présence policière plus discrète. Si ce changement de tactique est le résultat d'une initiative du maire ou du SPVM / Commentaires du chef de l'opposition officielle à cet égard

M. Laurian Ionita	M. Denis Coderre	M. Ionita fait entendre une vidéo à partir de son cellulaire sur un discours prononcé par le maire envers les employés d'Aveos

Le président du conseil demande à ce que M. Ionita soit escorté hors de la salle. Le leader de la majorité suggère que la question sur le comportement récurrent de certains citoyens soit abordée à la prochaine rencontre de la Commission de la présidence. Le président du conseil indique que le sujet sera inscrit à l'ordre du jour.

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 9 h 39.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre	Possibilité que le manque d'inspection au cours des 15 derniers mois à l'édifice du Mount Stephen Club et les dommages structurels encourus soit en lien avec la rationalisation des ressources dans le cadre du PQMO / Impacts du PQMO sur le nombre d'inspecteurs dans les arrondissements et protection de certains postes stratégiques souhaitée
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Dimitrios (Jim) Beis)	À la suite du jugement de la Cour supérieure, donner des directives à l'administration à l'effet de ne plus embaucher M. Cliche dans le futur / Déclencher une enquête interne afin de s'assurer que M. Cliche n'a pas utilisé l'information qu'il possédait pour travailler avec les promoteurs
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre (M. Harout Chitilian)	Explications sur l'annulation du contrat de Cisco / Réflexion sur la rapidité avec laquelle ce contrat a été octroyé
M. Richard Deschamps	Mme Anie Samson M. Denis Coderre	À la suite des événements survenus à Bruxelles – plan pour prévenir d'éventuelles attaques terroristes à Montréal / Stratégies de prévention

---

À 9 h 55,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 5 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

M. Guillaume Lavoie	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman) (M. Lionel Perez)	Mesures prises par l'Administration afin d'empêcher le phénomène des portes tournantes par les anciens employés de la Ville de Montréal / Faire inscrire une disposition à cette fin dans un addenda pour tous les contrats pour les fonctionnaires et appliquer cette règle aux solliciteurs de fonds des partis politiques

Question de	À	Objet
M. Éric Alan Caldwell	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Dossier de M. Cliche – vérifications par l'arrondissement des clauses de son contrat alors lorsqu'il était à l'emploi de la Ville

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 10 h.

À 10 h 02, le conseil reprend ses travaux à l'article 20.21.

CM16 0350

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pavages D'Amour inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 6 138 798,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 209204 (13 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars2016 par sa résolution CE16 0414

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense totale de 6 138 798,85 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie sur le boulevard Décarie, la rue Ferrier, l'avenue Mountain Sights et la rue Paré, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'accorder à Pavages D'Amour inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 518 798,85 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 209204;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1154102013

Article 20.22

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, des toits de chambre de vannes, de réhabilitation de regard d'égout, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite, de trottoirs, de trottoirs armés et de la chaussée dans l'avenue Papineau, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 22 592 475,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public 293601 (5 soum.) / Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de l'avenue Papineau, entre la rue Jacques-Casault et l'avenue Charland, pour le déplacement de conduites, pour une somme maximale de 182 000 $, taxes incluses

Retiré – Voir article 3.01.

CM16 0351

Approuver un projet de convention relatif à une contribution financière de 1 150 000 $ à Tourisme Montréal pour la promotion des ArtsGames et de la Ville de Montréal, lors du lancement planétaire d'ArtsGames aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016 / Autoriser un virement budgétaire de 1 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars 2016 par sa résolution CE16 0428;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention relatif à une contribution financière de 1 150 000 $ à Tourisme Montréal pour une opération de promotion d'ArtsGames et de la Ville de Montréal aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, les 11 et 12 août 2016;

2 - d'autoriser un virement budgétaire de 1 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1166369001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0352

Accepter de fournir à l'arrondissement de Montréal-Nord pour 2016, selon l'entente de service, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0327;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'accepter de fournir à l'arrondissement de Montréal-Nord, pour 2016, selon l'entente de service, les activités d'entretien effectuées dans le cadre des programmes d'entretien planifié utilisés à la Ville de Montréal, notamment pour la réfrigération des patinoires, la ventilation, les tours d'eau et les filtres et ce, pour les trois arénas de l'arrondissement et la patinoire extérieure du Bleu, Blanc, Bouge, conformément l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1166841001

CM16 0353

Accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques existants pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, entre les boulevards Olivier-Lejeune et Rivière-des-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles / Demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux et autoriser à cette fin, une dépense maximale de 49 408,44 $ taxes incluses, pour leurs frais d'ingénierie

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0329;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accepter le rapport d'étude d'avant-projet déposé par Hydro-Québec pour l'enfouissement des fils électriques pour le projet de réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis, entre la rue Olivier-Lejeune et le boulevard Rivière-des-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;

2- de demander à Hydro-Québec de poursuivre la phase de réalisation des travaux;

3- d'autoriser à cette fin une dépense maximale de 49 408,44 $, taxes incluses;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1166978001

CM16 0354

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124,73 $)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 mars 2016 par sa résolution CE16 0333;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences municipales (13 545 124,73 $).

Adopté à l'unanimité.

30.03 1163894002

CM16 0355

Accepter l'offre de services de l'arrondissement Le Sud-Ouest relativement à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0379;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'accepter l'offre de service de l'arrondissement Le Sud-Ouest, relatif à la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement du trottoir de la rue Saint-Jacques, entre les rues Saint-Ferdinand et du Couvent, dans le cadre du programme de réfection des rues artérielles, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1160615001

CM16 0356

Autoriser le Service des finances, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), à accorder aux arrondissements les crédits nécessaires pour procéder aux aménagements requis par la mise en oeuvre du Projet d'optimisation des recettes diverses et encaissements (RDE) dans les Bureaux Accès Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0383;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et le Service des finances à accorder aux arrondissements admissibles au programme des recettes diverses et encaissements (RDE) les crédits nécessaires à l'octroi de contrats pour l'aménagement des Bureaux Accès Montréal (BAM).

Adopté à l'unanimité.

30.05 1166004001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 à 30.09 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0357

Autoriser un virement budgétaire de 175 100 $ pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016, en provenance de l'arrondissement de Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017, pour un montant de 269 300 $ / Autoriser le transfert de deux postes permanents de l'arrondissement de Lachine vers le Service des technologies de l'information, pour la prise en charge des activités technologiques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0386;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser un virement budgétaire de 175 100 $ pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016, en provenance de l'arrondissement de Lachine vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017, pour un montant de 269 300 $, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

2 - d'autoriser le transfert de deux postes permanents de l'arrondissement de Lachine vers le Service des technologies de l'information pour la prise en charge des activités technologiques.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1155954010

CM16 0358

Autoriser un virement budgétaire de 250 400 $ pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016, en provenance de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017, pour un montant de 384 900 $ / Autoriser le transfert de trois postes permanents de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro vers le Service des technologies de l'information, pour la prise en charge des activités technologiques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016 par sa résolution CE16 0387;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser un virement budgétaire de 250 400 $ pour la prise en charge des activités technologiques, pour l'année 2016 en provenance de l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro vers le Service des technologies de l'information et les ajustements récurrents à la base budgétaire à compter de 2017 pour un montant de 384 900 $, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

2 - d'autoriser le transfert de 3 postes permanents de l'arrondissement de Pierrefonds–Roxboro vers le Service des technologies de l'information pour la prise en charge des activités technologiques.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1163242001

CM16 0359

Approuver un projet de protocole d'entente par lequel le ministre responsable de la région de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) octroie à la Ville de Montréal une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de soutenir les démarches du projet de « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) » sur son territoire / Approuver un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel correspondant

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars 2016 par sa résolution CE16 0435;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de protocole d'entente entre le ministre responsable de la région de Montréal, également ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement à l'octroi et au versement à la Ville d'une aide financière de 500 000 $, pour l'année 2015-2016, afin de réaliser sur son territoire les démarches du projet « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée (RUI) »;

2 - d'autoriser la réception de cette aide financière de 500 000 $ en provenance du MAMOT;

3 - d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalant au revenu additionnel de 500 000 $;

4 - d'autoriser le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) à affecter ce montant pour la réalisation du projet « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée », pour l'année 2016, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.08 1165917001

CM16 0360

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2016

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 mars 2016 par sa résolution CE16 0431;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le programme d'activités 2016 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après :

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Montréal, métropole culturelle 2017-2022;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);
- Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372 et CM15 1290);
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;
- L'avenir du secteur manufacturier à Montréal;
- La valeur ajoutée des institutions universitaires dans la grande région de Montréal;

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Politique sur le développement social;
- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2016-2020;

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015;
- Programme triennal d'immobilisations 2017-2019;
- Prévisions budgétaires 2017 et budgets des sociétés paramunicipales;

Commission de la présidence du conseil

- Clarifier les responsabilités relatives à la sécurité des occupants de l'hôtel de ville et des visiteurs et modification de la résolution CM02 0246 à cette fin (CM14 0934);
- Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles (CM15 0590 et CM15 1166);
- Dépôt de documents séance tenante au conseil municipal (CM15 1525);
- En collaboration avec le Conseil interculturel de Montréal, comment soutenir et encourager la participation citoyenne aux différentes instances de la Ville;
- Rapports annuels de l'Office de consultation publique de Montréal et de l'Ombudsman;
- Conseil du 21^{e} siècle (modernisation des instances);

Commission sur le transport et les travaux publics

- Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail (CM15 0334);
- Politique de stationnement (CG16 0031);

de plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Adopté à l'unanimité.

30.09 1163430005

CM16 0361

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1160836001

CM16 0362

Avis de motion - Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1161180001

CM16 0363

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1151175003

CM16 0364

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1161543001

CM16 0365

Avis de motion - Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087), remplaçant le règlement adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) » remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro, l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.05 1166335001

CM16 0366

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.06 1166688004

CM16 0367

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063)

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal, pour avis de motion, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.07 1166688005

CM16 0368

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'acquisition d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.08 1164815001

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 0369

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016, par sa résolution CE16 0227;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement des interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1150870001

Règlement 16-030

CM16 0370

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

Attendu qu'une copie du Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la Loi *sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016, par sa résolution CE16 0225;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est de la rue Beaudet, entre la rue Cardinal et la rue Crevier, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1154396011

Règlement 16-031

CM16 0371

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016 a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 février 2016, par sa résolution CE16 0230;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016 », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1155890003

Règlement 16-032

CM16 0372

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes,* avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016, par sa résolution CE16 0281;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1150211001

Règlement 08-055-4

CM16 0373

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX)

Attendu qu'une copie du Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 février 2016, par sa résolution CE16 0280;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX) », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1162891002

Règlement 16-033

CM16 0374

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles »

Vu la résolution CM16 0149 de l'assemblée du conseil municipal du 25 janvier 2016 adoptant comme projet de règlement P-16-017 le règlement intitulé « Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles »;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 17 février 2016, à 18 h 30, à la salle J. C. Victorien Roy à la Maison du citoyen de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sur ce projet de règlement;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 mars 2016, par sa résolution CE16 0392;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles ».

Adopté à l'unanimité.

44.01 1151896001

Règlement 16-017

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle pour demander l'appui juridique de la Ville de Montréal dans la cause visant le maintien à Montréal des activités du Centre d'entretien et de révision technique des avions d'Air Canada

Le chef de l'opposition officielle, M. Luc Ferrandez, avec le consentement unanime des membres du conseil présents, retire la motion conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

CM16 0375

Motion de l'opposition officielle pour la création d'une grappe industrielle en électrification des transports

Attendu que le développement des grappes industrielles est au coeur du Plan métropolitain de développement économique 2015-2020 de la Communauté métropolitaine de Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal dans sa Stratégie de développement économique 2011-2017 souhaite jouer un rôle de mobilisateur et assurer un leadership en capitalisant mieux sur les atouts de savoir et de créativité, en relevant le défi de main d'oeuvre, en développant davantage l'entreprenariat et en accroissant l'attractivité de la métropole;

Attendu que la région métropolitaine de Montréal possède déjà huit grappes industrielles, soit le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, Aéro Montréal, Montréal InVivo, TechnoMontréal, ÉcotechQuébec, Finance Montréal, CargoM et AluQuébec qui regroupent plus de 12 000 entreprises et près de 25% de la main d'oeuvre de la région métropolitaine de Montréal;

Attendu que le gouvernement du Québec a dévoilé, en novembre 2013, une première Stratégie d'électrification des transports qui prévoit des investissements de 516,1 millions $ et de faire de Montréal une vitrine de démonstration pour les technologies associées à l'électromobilité;

Attendu que la filière des véhicules électriques est en émergence, mais assure déjà quelque 3 000 emplois directs et indirects, au travers d'entreprises appartenant aux secteurs des bornes de recharge, de la batterie, de la motorisation électrique, des composants et des systèmes électriques, mais que très peu d'entre elles sont situées sur le territoire de l'île de Montréal;

Attendu qu'un regroupement sectoriel en recherche industrielle, Innovation en énergie électrique (InnovÉÉ), existe déjà sur le territoire de l'île de Montréal et dont la mission est de soutenir le développement et le financement de projets collaboratifs en lien avec l'industrie électrique et l'électrification des transports;

Il est proposé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

appuyé par M. Craig Sauvé

que le comité exécutif mandate la direction du développement économique d'aider à la création d'une grappe industrielle en électrification des transports à Montréal.

Un débat s'engage.

Il est proposé par Mme Elsie Lefebvre

appuyé par M. Denis Coderre

d'amender la motion sous étude comme suit:

- en y remplaçant au 3e « Attendu » le chiffre « huit » par « neuf » et en y ajoutant immédiatement après le mot « ...AluQuébec » les mots « et Mmode »;

- en y ajoutant un 7e et un 8e « Attendu » qui se lisent comme suit :

« Attendu que dans son discours devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain du 18 juin 2015, le maire a indiqué que la Ville de Montréal travaillait à mettre sur pied une filière de l'électrification des transports;

Attendu que la Ville de Montréal a déjà nommé un commissaire à l'électrification et aux transports intelligents au sein du Service de développement économique »;

- en y remplaçant dans le « Résolu » le mot « direction » par le mot « Service » et en y remplaçant les mots « ...d'aider à la création d'une grappe industrielle en électrification des transports à Montréal » par les mots « ...afin d'analyser quelles sont les meilleures mesures pour assurer le leadership de la Ville de Montréal en matière d'électrification ».

À 10 h 44, le président du conseil suspend les travaux pour quelques minutes.

À 10 h 48, le conseil reprend ses travaux.

Un débat restreint s'engage sur la recevabilité de l'amendement de la conseillère Lefebvre et du maire, M. Denis Coderre.

Le président du conseil juge la proposition d'amendement irrecevable.

Le débat se poursuit sur la proposition principale.

Il est proposé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

appuyé par M. François W. Croteau

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.02.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Ferrandez, Limoges, Plante, Sauvé, Sigouin, Popeanu, Lavoie, Mainville, Ryan, McQueen, Norris, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, Ouellet, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Hénault, Miranda, Cinq-Mars et Pagé (23)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Duchesne, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Dorais, Rotrand, Dauphin, Deschamps, Barbe, Cloutier et Searle (39)

Résultat: En faveur : 23
Contre : 39

Le président du conseil déclare l'article 65.02 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

CM16 0376

Motion de l'opposition officielle pour demander l'élaboration d'un Plan d'action lors des journées de smog

Attendu que le smog est une brume jaunâtre composée de polluants atmosphériques qui a plusieurs effets néfastes sur la santé comme l'irritation des yeux et des voies respiratoires, la toux, l'aggravation des symptômes chez les personnes atteintes de maladies cardiorespiratoires et le décès prématuré d'adultes atteints de maladies cardiorespiratoires chroniques;

Attendu que la Direction de la santé publique estime que les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique se traduisent par plus de 1500 décès prématurés par année à Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal a développé le service Info-smog, et a adopté un nouveau règlement sur le chauffage au bois visant à interdire l'utilisation des foyers et des poêles à bois lors d'un avertissement de smog;

Attendu que le dernier bilan du Réseau de surveillance de la qualité de l'air à Montréal nous montre, encore une fois, que ces mesures sont insuffisantes puisque l'île de Montréal a connu 63 jours de mauvaise qualité et de l'air en 2014, dont 10 jours de smog observés en hiver et aucun en été;

Attendu qu'aucune mesure concrète n'est offerte aux résidents lors des épisodes de smog;

Attendu qu'aucune mesure réglementaire n'existe lors d'épisodes de smog, à l'exception de l'interdiction du chauffage au bois résidentiel, et même dans ce cas, la Ville de Montréal a déjà déclaré qu'elle n'était pas dans une logique de coercition;

Attendu que d'autres villes, comme la ville de Windsor, faisant face à une augmentation similaire de la fréquence de jours ayant une mauvaise qualité de l'air en raison du smog, ont décidé de développer des plans d'action lors des journées smog proposant des mesures comme offrir des services de transport en commun gratuits les jours de smog etc.;

Attendu qu'il existe déjà un plan canicule qui permet à la sécurité civile de Montréal de mettre en place des mesures exceptionnelles;

Il est proposé par M. Sylvain Ouellet

appuyé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

1 - que le comité exécutif de la Ville de Montréal demande à la Sécurité civile de Montréal, en collaboration avec la Direction de l'environnement et à celle des transports, d'élaborer un Plan d'action lors des journées de smog;

2 - que ce plan d'action inclut des mesures concrètes pour diffuser adéquatement les avertissements de smog auprès de la population, ainsi que des mesures concrètes devant être appliquées en fonction de la sévérité de l'épisode de smog.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Réal Ménard

appuyé par M. Sylvain Ouellet

de présenter une nouvelle version de la motion qui se lit comme suit :

« Attendu que le smog est une brume jaunâtre composée de polluants atmosphériques qui a plusieurs effets néfastes sur la santé comme l'irritation des yeux et voies respiratoires, la toux, l'aggravation des symptômes chez les personnes atteintes de maladies cardiorespiratoires et le décès prématuré d'adultes atteints de maladies cardiorespiratoires chroniques;

Attendu que la Direction de la santé publique estime que les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique se traduisent par plus de 1500 décès prématurés par année à Montréal;

Attendu que la Ville de Montréal est un partenaire important du programme Info-smog par l'entremise duquel une prévision quotidienne de la qualité de l'air et les avertissements de smog sont émis par Environnement Canada et a adopté un nouveau règlement sur le chauffage au bois visant à interdire l'utilisation des foyers et des poêles à bois lors d'un avertissement de smog;

Attendu que le dernier bilan du Réseau de surveillance de la qualité de l'air (RSQA) à Montréal nous montre, que depuis 2009 le nombre de jour de smog est en constante diminution passant de 32 à 7 (en 2015), que la qualité de l'air s'améliore et qu'il ne faut pas confondre les jours de mauvaise qualité de l'air, qui sont liés à des conditions locales, et les jours de smog, qui sont des phénomènes régionaux;

Attendu que depuis l'adoption du Règlement 15-069 concernant les appareils et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide, l'Administration montréalaise a mis sur pied une campagne de communication grand public incluant le déploiement d'annonces spécifiques lorsqu'un avertissement de smog est en vigueur et que ce plan de communication utilise les médias sociaux, la diffusion de publicités à la radio, sur le web et dans les médias écrits ainsi que la diffusion de bulletins sur les écrans de Métrovision; qu'un indice de la qualité de l'air (IQA) calculé à partir des résultats de particules fines mesurés par les analyseurs en continu du RSQA a été développé par la Ville de Montréal pour informer le grand public de la situation qui prévaut sur son territoire et qu'il est disponible en temps réel sur le site web de la Ville; qu'à travers la campagne de communication chaque citoyen est invité à participer à l'amélioration de la qualité de l'air en posant des gestes simples comme limiter l'utilisation des foyers et des poêles à bois, privilégier le transport collectif, et s'il faut utiliser la voiture, réduire sa vitesse et éviter de laisser tourner le moteur au ralenti; que le programme Info Smog responsable de l'émission des avertissements de smog a aussi un plan de communication afin de rejoindre la population de l'agglomération montréalaise;

Attendu que pour la première année de la mise en oeuvre du Règlement concernant les appareils et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide, l'emphase a été mise sur l'information, la sensibilisation et l'intervention lors des avertissements de smog principalement par le biais des plaintes; que des efforts de sensibilisation sont mis de l'avant par le biais du plan de communication afin d'inciter les citoyens à modifier leurs habitudes de chauffage ou changer leur appareil; que la Ville se réserve dans un premier temps le droit d'émettre un avertissement si la situation est jugée à propos en vue de sensibiliser les citoyens à l'importance de l'amélioration de la qualité de l'air et par la suite d'émettre un constat d'infraction passible d'une amende, tel que prévu au règlement;

Attendu qu'il existe déjà un plan particulier d'intervention chaleur extrême ayant pour objectif de réduire les impacts sur les populations vulnérables qui permet à la sécurité civile de Montréal de mettre en place des mesures exceptionnelles advenant le cas d'un épisode de smog estival concomitant; que la Direction de la santé publique juge que des recommandations comportementales plus élaborées que celles déjà diffusées à la population n'auraient pas d'avantages sur celles déjà mises en oeuvre;

que le comité exécutif de la Ville de Montréal demande au Service de l'environnement d'élaborer le Plan d'action de la Ville de Montréal lors des journées de smog ».

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, accepte la proposition d'amendement.

Le débat se poursuit sur l'article 65.03, tel qu'amendé.

Le conseiller Sylvain Ouellet dépose le Plan de lutte à la pollution en Belgique.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.03, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03

CM16 0377

Motion de l'opposition officielle pour une consultation publique sur le nord de Pointe-Saint-Charles

Attendu la transformation résidentielle à la pièce du secteur d'emploi au nord de Pointe-Saint-Charles (depuis 12 ans, une quinzaine de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ou d'articles 89 sur l'axe de la rue Saint-Patrick) et le potentiel de développement de ce quartier situé au bord du canal de Lachine, à proximité du métro Charlevoix et à deux pas du centre-ville dans l'arrondissement du Sud-Ouest;

Attendu la circulation de transit dans l'axe de la rue Saint-Patrick, qui est une voie de camionnage desservant le centre-ville de Montréal et le secteur industriel Bridge, et une voie de transit vers le pont Victoria;

Attendu les orientations de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) qui décourage le développement résidentiel de sites dont le niveau sonore moyen sur 24 heures excède 75 décibels;

Attendu l'étude de climat sonore déposée pour le projet « Le Myst », en décembre 2012, qui indique nécessaire de maintenir les fenêtres en position fermée pour respecter les critères de la SCHL puisque le niveau de bruit routier moyen pondéré sur une période de 24 heures irradié à la façade du projet atteindrait 70 décibels;

Attendu la hausse des valeurs foncières induite à la suite d'une modification de l'usage au sol de l'industriel au résidentiel et la hausse des valeurs foncières déjà effectives dans tout l'arrondissement du Sud-Ouest, celles-ci ayant pour conséquence la difficulté pour de nombreux foyers (locataires et propriétaires) de pouvoir continuer à habiter dans leur quartier;

Attendu les coûts de plus en plus élevés d'achat de terrains dans ce secteur, notamment en raison d'une spéculation croissante et de coûts de décontamination faramineux dans ce secteur historiquement industriel;

Attendu l'existence de nombreux terrains ou bâtiments vacants ou non utilisés dans le nord de Pointe-Saint-Charles et notamment sur l'axe de la rue Saint-Patrick;

Attendu les orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, adopté en janvier 2015, qui projette une densification importante des terrains au sud de la rue Saint-Patrick entre les rues Charlevoix et Island;

Attendu l'impact majeur dans le paysage urbain du projet résidentiel au 2365, rue Saint-Patrick (« Le Myst »), comptant six étages plus construction hors toit, totalisant 23 mètres de hauteur et adopté à la majorité par l'administration majoritaire du maire Benoit Dorais en avril 2012;

Attendu qu'une nouvelle demande de modification de la réglementation à la pièce, non appuyée par le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest, a été déposée concernant un projet résidentiel d'un maximum de 265 unités, incluant des bureaux communautaires, au 2175 rue Saint-Patrick;

Attendu l'exemple du projet immobilier « Le Myst » au 2365, rue Saint-Patrick dont la Ville centre a évalué un revenu en taxes foncières d'une moyenne de 500 000 $ par année sur 10 ans (conseil d'arrondissement du Sud-Ouest du 11 septembre 2012, numéro de dossier 1124665008);

Attendu que le revenu annuel de taxes foncières pour le projet immobilier proposé en janvier 2016 sur le site du 2175, rue Saint-Patrick a été estimé pouvoir rapporter à la Ville centre 775 000 $;

Attendu qu'entre 2009 et 2015, le développement immobilier dans l'arrondissement du Sud-Ouest a permis à la Ville centre d'encaisser un revenu supplémentaire de 95 millions $ en taxes foncières;

Attendu que le maire de Montréal, Denis Coderre, et le maire du Sud-Ouest, Benoit Dorais, ont annoncé conjointement le 25 janvier 2016 que l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) serait mandaté dans le cadre d'un article 89 pour mener une consultation publique uniquement sur le site du 2175, rue Saint-Patrick;

Il est proposé par M. Luc Ferrandez

appuyé par Mme Laurence Lavigne Lalonde

que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater l'OCPM afin d'amorcer un exercice de planification sur l'ensemble du nord de Pointe-Saint-Charles dans les meilleurs délais afin :

- de définir avec la population une vision d'ensemble pour l'avenir de ce secteur;

- d'analyser en détail l'origine et la destination des camions utilisant l'axe de la rue Saint-Patrick afin d'identifier des solutions pour réduire le camionnage, sans pour autant transférer cette circulation sur les rues Centre et/ou Wellington;

- d'obtenir de la ville-centre des investissements majeurs dans ce secteur, conséquents des revenus de taxes foncières à venir, afin d'investir en amont pour les besoins du quartier (réserves foncières pour du logement social, augmentation des espaces verts, mesures d'apaisement de la circulation, etc.).

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Harout Chitilian

de procéder à un vote à main levée sur l'article 65.04.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Valérie Plante

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.04.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Ferrandez, Limoges, Plante, Sauvé, Sigouin, Lavoie, Mainville, Ryan, McQueen, Norris, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, Ouellet et Searle (16)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Duchesne, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Dorais, Rotrand, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Dauphin, Hénault, Miranda, Deschamps, Barbe, Cloutier, Cinq-Mars et Pagé (45)
Résultat:	En faveur : 16 Contre : 45

Le président du conseil déclare l'article 65.04 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.04

CM16 0378

Motion de la troisième opposition pour une transparence accrue dans l'octroi de contrats

Attendu que suite au dépôt le 26 mai 2014 de la Motion de la troisième opposition pour *valoriser et rendre accessibles les données publiques et ouvertes détenues par la Ville de Montréal,* le Bureau de la Ville intelligente inclut dans son *Plan d'action 2015-2017* au point: 5) Démocratie participative, « la création d'un outil de visualisation pour rendre accessible et compréhensible la réalité municipale »;

Attendu que le site *Vue sur les contrats* est un outil de visualisation mis en place par le Bureau de la Ville intelligente qui permet de consulter les contrats et les subventions octroyés par la Ville de Montréal et qui donne accès à tous les contrats autorisés par le comité exécutif et par le conseil municipal depuis janvier 2012;

Attendu l'adoption de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (L.R.Q., chapitre E-15.1.0.1) le 30 novembre 2010 ce qui entraîne l'adoption par le conseil municipal le 24 octobre 2011, du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement* (11-031) ainsi que l'obligation pour tout membre d'un conseil d'une municipalité de participer à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale;

Attendu qu'il est stipulé dans le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement* :

> « *que la confiance du public en l'intégrité et en la probité de ses représentants est essentielle au bon fonctionnement démocratique de l'Administration de la Ville et qu'il est du devoir de chacun des membres du conseil d'exercer et de paraître exercer ses fonctions de façon à justifier cette confiance notamment en évitant les conflits d'intérêts réels, apparents ou potentiels*. »

Attendu que l'octroi récent de contrats de gré à gré à certains «proches» du maire de Montréal a suscité des questions de favoritisme de la part de la population montréalaise;

Attendu que la notion de l'intérêt des proches est défini par le Code *d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement* comme étant un « intérêt de toute personne entretenant une relation privilégiée avec la personne concernée (l'élu), notamment son conjoint, ses enfants, ses ascendants ou ses frères et sœurs », le terme « notamment » indiquant que la définition d'un proche ne se limite pas aux relations énumérées;

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Normand Marinacci

1 - que la personne ayant eu le statut d'organisateur, de solliciteur de fonds, de bénévole ou de donateur à un parti municipal ou à un élu municipal soit dans l'obligation d'en faire la divulgation dans le cas où elle pourrait se voir octroyer un mandat ou un contrat par la ville-centre ou par un arrondissement;

2 - que l'outil « Vue sur contrats » soit élargi afin d'inclure les contrats et les subventions octroyés par les fonctionnaires et les conseils des arrondissements de la Ville.

_____

Un débat s'engage.

_____

La leader de la troisième opposition apporte un amendement au 1er « Résolu » en y retirant les mots « de bénévole ».

La proposition est agréée.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Le président du conseil invite le conseiller Normand Marinacci à la prudence dans ses propos et de revenir à l'essence de la motion.

À 12 h 30,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. François Limoges

de poursuivre les travaux jusqu'à épuisement des points inscrits à l'ordre du jour.

La proposition est agréée.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Normand Marinacci

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.05.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Rotrand, Ferrandez, Limoges, Sauvé, Sigouin, Lavoie, Mainville, Ryan, Norris, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, McIntyre, Marinacci, Shanahan, Cinq-Mars, Pagé et Searle (19)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Perez, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Duchesne, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Dorais, Dauphin, Hénault, Miranda, Deschamps, Barbe et Cloutier (38)
Ouverture des portes:	Le conseiller Ouellet entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté faveur de cette proposition. Le conseiller Gibeau entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté contre de cette proposition.
Résultat:	En faveur : 20 Contre : 39

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président du conseil déclare l'article 65.05 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.05

_____

CM16 0379

Motion non partisane demandant au gouvernement du Canada d'intervenir rapidement pour éliminer les gras trans

Attendu que les arrondissements Lasalle, du Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ont récemment adopté une motion demandant une intervention rapide du gouvernement du Canada afin d'éliminer les gras trans des aliments;

Attendu que l'Association pour la santé publique (ASPQ) a récemment lancé une campagne demandant au gouvernement fédéral d'interdire les gras trans industriels dans les produits alimentaires et invite ses partenaires à travers le Québec, y compris les municipalités, à soutenir cette initiative;

Attendu que les diététistes du Canada ont publiquement appuyé cette démarche visant à retirer les gras trans des aliments transformés et de ceux offerts dans les restaurants;

Attendu que les recherches cliniques ont déterminé que la consommation de gras trans augmente considérablement le risque de maladie cardiaque et le diabète et que, selon les autorités de santé publique, la consommation de gras trans est responsable de milliers de décès prématurés chaque année à travers le Canada;

Attendu que Santé Canada exige que le contenu en gras trans des aliments soit divulgué sur les étiquettes nutritionnelles, et que cette exigence a mené de nombreux consommateurs à opter pour des choix plus sains et a convaincu des chaînes de restauration rapide et des fabricants de produits alimentaires à substituer des ingrédients sains aux gras trans;

Attendu que le précédent gouvernement fédéral a rejeté les demandes des professionnels de la santé d'interdire les gras trans non naturels et a plutôt demandé à l'industrie alimentaire et de la restauration rapide de réduire volontairement la teneur en gras trans de leurs aliments;

Attendu que les huiles partiellement hydrogénées se retrouvent encore fréquemment dans les biscuits, pâtisseries, glaçages, certaines margarines, maïs soufflé à cuisson au micro-ondes, préparation pour crêpes, craquelins, crèmes à café et autres produits;

Attendu que malgré une plus grande sensibilisation des consommateurs, l'approche volontaire n'a pas permis d'éliminer complètement les problèmes de santé associés à la consommation de gras trans;

Attendu qu'aux États-Unis, la *Food and Drug Administration* (FDA) a déterminé que la consommation de gras trans, peu importe le niveau, n'est pas reconnue comme prudente et a décrété, en juin dernier, une période de transition de trois ans à la suite de laquelle les gras trans doivent être éliminés complètement de tous les produits offerts aux consommateurs;

Attendu que la lettre de mandat présentée par le premier ministre à la ministre de la Santé encourage notamment le ministère à mettre en place des règlements similaires à ceux des États-Unis pour éliminer les gras trans;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par Mme Manon Barbe
Mme Erika Duchesne
Mme Lorraine Pagé
M. Claude Dauphin
M. Dominic Perri
Mme Monique Vallée
Mme Elsie Lefebvre

Et résolu :

que le conseil municipal soutienne les initiatives pour l’élimination des gras trans et encourage Santé Canada à émettre rapidement des règlements qui mèneront ultimement à l’élimination complète des gras trans des produits alimentaires canadiens.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le conseiller Marvin Rotrand dépose les documents suivants :

- une lettre en date du 4 décembre 2015, adressée à la ministre de la Santé, L'Honorable Jane Philpott;
- un communiqué de l'Association pour la santé publique du Québec intitulé « L'ASPQ demande à la ministre de la Santé Philpott d'agir sur les gras trans »;
- une lettre en date du 29 janvier 2016, réponse de la ministre de la Santé.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.06 et le déclare adopté à l'unanimité.

65.06

Article 65.07

Motion en faveur du projet de Parc écologique de l'Archipel de Montréal

Le conseiller Marvin Rotrand, avec le consentement unanime des membres du conseil présents, retire la motion conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

À 12 h 46, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

Frantz Benjamin PRÉSIDENT DU CONSEIL	Yves Saindon GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Denis Coderre
MAIRE

INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES 2013 – 2017
Conseillers municipaux – 2016
Le 21 mars 2016

McIntyre, Justine, **Shanahan,** Steve

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
18 AVRIL 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 31 MARS 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
ALAIN MASSICOTTE	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	JARDIN BOTANIQUE	1153815005	AUTORISER LA PRÉSENTATION DES OEUVRES DE MONSIEUR ALAIN MASSICOTTE, ARTISTE EN ARTS VISUELS, À L'OCCASION D'UNE EXPOSITION TEMPORAIRE "TRIALOGUE SUR L'ARBRE", DU 9 AVRIL AU 30 OCTOBRE 2016, À LA MAISON DE L'ARBRE FRÉDÉRIC-BACK DU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 3 000 $ (TAXES INCLUSES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION D'EXPOSITION À CETTE FIN.	CE16 0469	2016-03-23	3 000 $
BÉTON MOBILE DU QUÉBEC	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DU RÉSEAU	1160128001	ACCORDER UN CONTRAT À BÉTON MOBILE DU QUÉBEC POUR LA FOURNITURE DE BÉTON SEC LIVRÉ SUR LE CHANTIER. AUTORISER À CETTE FIN UNE DÉPENSE MAXIMALE DE 107 886,79$ (TAXES INCLUSES).	CE16 0478	2016-03-31	107 887 $
CONSTRUCTION SOJO INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1160660001	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME CONSTRUCTION SOJO INC. POUR EFFECTUER LES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU DES TRANSPORTS VERTICAUX AU MUSÉE POINTE-À-CALLIÈRE (2452 ET 21) - DÉPENSE TOTALE DE 185 345,45 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5819 - 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 0321	2016-03-02	185 345 $
CONSTRUCTION VENTEC INC	100% VILLE	VILLE-MARIE	DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	1156071003	ACCORDER À LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC UN CONTRAT DE 197 598,10 $ POUR LA FOURNITURE ET PLANTATION DES VÉGÉTAUX PRÉVUE AU PROJET DE DÉVELOPPEMENT PÔLE FRONTENAC, PHASE 1. (APPEL D'OFFRES PUBLIC VMP-15-025 - 8 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 0315	2016-03-02	197 598 $
ENGLOBE CORP.	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850001	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC LES FIRMES ENGLOBE CORP.(192 492.28$, TAXES INCLUSES) ET INFRASTRUCTEL INC,(210 231.79 $ TAXES INCLUSES), POUR DES SERVICES DE SURVEILLANCE DE TRAVAUX. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1605 5 SOUMISSIONNAIRES, DONT 1 NON-CONFORME .	CE16 0365	2016-03-15	192 492 $
GROUPE ABS INC	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850002	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À LA FIRME GROUPE ABS INC POUR LA CARACTÉRISATION DES SOLS, SUITE À L'APPEL D'OFFRES PUBLIC NO. 1612, DANS LE CADRE DE PROJETS DE CONSTRUCTION, DE BRANCHEMENT ET DE MODIFICATION DU RÉSEAU SOUTERRAIN DE LA CSEM AU MONTANT DE 265 391.04 $	CE16 0463	2016-03-23	265 391 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
GROUPE GENINOV INC	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850003	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC LES FIRMES TRANSIT ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC..(202 068.56$, TAXES INCLUSES) ET GROUPE GENINOV INC,(197 527.05 $ TAXES INCLUSES), POUR DES SERVICES DE SURVEILLANCE DE TRAVAUX. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1606 5 SOUMISSIONNAIRES, DONT 1 NON-CONFORME .	CE16 0482	2016-03-31	197 527 $
INFRASTRUCTEL INC.	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850001	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC LES FIRMES ENGLOBE CORP.(192 492.28$, TAXES INCLUSES) ET INFRASTRUCTEL INC,(210 231.79 $ TAXES INCLUSES), POUR DES SERVICES DE SURVEILLANCE DE TRAVAUX. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1605 5 SOUMISSIONNAIRES, DONT 1 NON-CONFORME .	CE16 0365	2016-03-15	210 231 $
RADIANCE	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	BUREAU MARKETING ET COMMUNICATIONS	1166756001	AUTORISER L'OCTROI D'UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS DE 10 MOIS À LA FIRME RADIANCE MÉDIA INC. POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 142 281,56 $, POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION ET L'ACHAT MÉDIA NUMÉRIQUE POUR ESPACE POUR LA VIE (APPEL D'OFFRES PUBLIC16-15018 - 2 SOUMISSIONNAIRES) - (INCLUANT LES TAXES).	CE16 0369	2016-03-10	142 281 $
SÉRIGRAPHIE VELLONE	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1165086001	ACCORDER UN CONTRAT À SÉRIGRAPHIE VELLONE, UN CONTRAT POUR LA FOURNITURE DE CHANDAILS POUR LES CORVÉES DE PROPRETÉ, POUR UNE PÉRIODE DE 36 MOIS, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 353 950.54$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-14978 - (7 SOUMISSIONNAIRES)	CE16 0406	2016-03-18	353 950 $
TRANSIT ARPENTEURS-GÉOMETRES INC	100% VILLE	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DES PROJETS ET DU DÉVELOPPEMENT	1166850003	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE DE SERVICES PROFESSIONNELS AVEC LES FIRMES TRANSIT ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC..(202 068.56$, TAXES INCLUSES) ET GROUPE GENINOV INC,(197 527.05 $ TAXES INCLUSES), POUR DES SERVICES DE SURVEILLANCE DE TRAVAUX. APPEL D'OFFRES PUBLIC # 1606 5 SOUMISSIONNAIRES, DONT 1 NON-CONFORME .	CE16 0482	2016-03-31	202 068 $
XYZ	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1164332001	ACCORDER À LA FIRME XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC. UN CONTRAT DE 346 421,00 $ $, TAXES INCLUSES, POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS DE SONORISATION ET D'AFFICHAGE POUR LA PISTE D'ATHLÉTISME DU COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD EN VUE DE LA FINALE DES JEUX DU QUÉBEC - MONTRÉAL 2016 - APPEL D'OFFRES PUBLIC N° 16-15014 - 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 0404	2016-03-18	346 421 $

TOTAL : 2 404 191 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
21 AVRIL 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 31 MARS 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
ALAIN MASSICOTTE	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	JARDIN BOTANIQUE	1153815005	AUTORISER LA PRÉSENTATION DES OEUVRES DE MONSIEUR ALAIN MASSICOTTE, ARTISTE EN ARTS VISUELS, À L'OCCASION D'UNE EXPOSITION TEMPORAIRE "TRIALOGUE SUR L'ARBRE", DU 9 AVRIL AU 30 OCTOBRE 2016, À LA MAISON DE L'ARBRE FRÉDÉRIC-BACK DU JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 3 000 $ (TAXES INCLUSES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION D'EXPOSITION À CETTE FIN.	CE16 0469	23 mars 2016	3 000 $
BELAGER SAUVÉ	DÉPENSE MIXTE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE 51.2% AGGLO 47,5% VILLE	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION	1164403001	RETENIR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE LA FIRME BÉLANGER SAUVÉ S.E.N.C.R.L. AFIN DE REPRÉSENTER LA VILLE DANS LES ARBITRAGES DE DIFFÉREND ENTRE ELLE ET LES QUATRE ASSOCIATIONS DE PROFESSIONNELS, LE SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX DE MONTRÉAL («SFMM») ET LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL («FPPM»), EN APPLICATION DE LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL, DE MÊME QUE POUR ASSURER LA DÉFENSE DE LA VILLE À L'ENCONTRE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE LA FPPM ET RÉSERVER À CETTE FIN LA SOMME DE 418 737,80$, TAXES INCLUSES. IMPUTATION MIXTE.	CE16 0323	2 mars 2016	418 737 $
CONSTRUCTION ARCADE	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION	1165350002	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME CONSTRUCTION ARCADE POUR LES TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE CAPTATION DES GAZ À LA SOURCE À LA CASERNE DE POMPIERS N° 23 (0280) SITUÉE AU 523, PLACE ST-HENRI, ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST. DÉPENSE TOTALE DE 133 089,32 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES 5823 (6 SOUMISSIONNAIRES).	CE16 0461	23 mars 2016	123 891 $
G. DAVIAULT LTÉÉ	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1161701004	ACCORDER UN CONTRAT À G. DAVIAULT LTÉE, POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DES CLÔTURES DE CHANTIER DANS LE CADRE DE LA MISE EN VALEUR DU SQUARE VIGER - DÉPENSE TOTALE DE 285 270,22 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (16-6873) - (2 SOUMISSIONNAIRES).	CE16 0409	18 mars 2016	285 270 $
LES COMPTEURS LECOMTE LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU	1166236001	ACCORDER UN CONTRAT À LES COMPTEURS LECOMTE LTÉE, POUR LE SERVICE DE MESURES DE PRESSION ET DÉBIT SUR LE RÉSEAU D'EAU POTABLE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 281 127,68$ $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14817 - (4 SOUMISSIONNAIRES).	CE16 0316	2 mars 2016	234 273 $
SÉCURO VISION INC.	ENTENTE CADRE RÉPATITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166133001	AUTORISER LA PROLONGATION, POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS SUPPLÉMENTAIRES, DE L'ENTENTE-CADRE CONCLUE AVEC LA FIRME SÉCURO VISION INC., POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE LUNETTES DE SÉCURITÉ AVEC PRESCRIPTION ET SERVICES CONNEXES À LA SUITE DE L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 13-12700. (MONTANT ESTIMÉ DE LA PROLONGATION 40 412,12 $ TAXES INCLUSES)	CE16 0480	31 mars 2016	40 412 $
WSP CANADA INC.	100% AGGLO	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION	1166708002	ACCORDER UN CONTRAT À WSP CANADA INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS EN SURVEILLANCE DE TRAVAUX POUR LE PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC AUX ABORDS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL ET DE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 372 118,89 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 5-14932 - 4 SOUMISSIONNAIRES DONT 3 CONFORMES.	CE16 0322	3 mars 2016	372 119 $

TOTAL 1 477 702 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
18 AVRIL 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 31 MARS 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE

PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEURS	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	NUMÉRO DE DOSSIER	OBJET	NUMÉRO DÉCISION	DATE SIGNATURE	MONTANT
PRODUCTIONS FEUX SACRÉS (PFS)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1153972001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 50 000 $ À PRODUCTIONS FEUX SACRÉS (PFS), ORGANISME VISANT LE RAYONNEMENT DES ARTISTES AUTOCHTONES, POUR LE SOUTIEN À LA MISE SUR PIED DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ESPACE CULTUREL ASHUKAN. LE SOUTIEN FINANCIER PROVIENT DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL/APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 0325	2016-03-02	50 000 $
LE CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HAÏTIENNE,CARIBÉENNE ET AFRO-CANADIENNE (CIDIHCA)	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1161375003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 15 000 $ À LE CENTRE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION HAÏTIENNE, CARAÏBÉENNE ET AFRO-CANADIENNE (CIDIHCA) POUR LA RÉALISATION DE LA 17E ÉDITION DE LA « SEMAINE D'ACTIONS CONTRE LE RACISME » PRÉVUE DU 21 AU 31 MARS 2016 / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 0467	2016-03-23	15 000 $
ALTERNATIVES	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1161654001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 10 000,00 $ À L'ORGANISME ALTERNATIVES DANS LE CADRE DE L'ÉDITION 2016 DE CULTIVER MONTRÉAL, QUI SE TIENDRA DU 1ER AU 31 MAI 2016.	CE16 0426	2016-03-18	10 000 $
MODE AVANT-PREMIÈRE	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION	1163931001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 24 000 $ À MODE AVANT-PREMIÈRE POUR L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DE LA 5E ÉDITION DE FASHION PREVIEW DU 5 AU 7 AVRIL 2016, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE 175 M$ AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 0468	2016-03-23	24 000 $
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTRÉAL	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1165360001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 20 000,00 $ AU CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DE LA PRODUCTION DU GALA DE RECONNAISSANCE EN ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MONTRÉAL, QUI SE TIENDRA LE 26 AVRIL 2016 AU MARCHÉ BONSECOURS.	CE16 0425	2016-03-18	20 000 $
RÉSOLU ARTS ET SCIENCES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON-RÉCURRENT DE 6 000$ À L'ORGANISME RÉSOLU ARTS ET SCIENCES POUR LA RÉALISATION DE SON PLAN D'AFFAIRES DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ENTRE LA VILLE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS 2015-2016 ET APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 0465	2016-03-23	6 000 $
ASSOCIATION MONTRÉALAISE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES (AMATP)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167165002	APPROUVER LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE DURÉE DE DEUX ANS ET QUATRE MOIS (1ER JUIN 2016 AU 30 SEPTEMBRE 2018) AVEC L'ASSOCIATION MONTRÉALAISE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES (AMATP) POUR LA RÉALISATION DES DANSES PLEIN AIR SUR LE MONT ROYAL ET OCTROYER UNE CONTRIBUTION ANNUELLE DE 5 500 $ POUR LES ANNÉES 2016, 2017 ET 2018.	CE16 0376	2016-03-10	16 500 $
		7						141 500 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
18 AVRIL 2016

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICES CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1 AU 31 MARS 2016

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
3075109 CANADA INC.	1113180	23 mars 2016	LEGER, RACHEL	Contrat de gré à gré pour la réalisation d'une étude de faisabilité et un échantillon visant la création d'un tunnel de glace au Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 455 $
3087-4465 QUÉBEC INC. - FRITE ALORS	rmi0001099560001119090003	4 mars 2016	Interface	3087-4465 QUÉBEC INC. - FRITE ALORS\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004981, sur la liste de paiement 1603IC002 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	9 500 $
3M CANADA .	1109071	7 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Communication et marketing	13 266 $
9008-6398 QUEBEC INC. (JEANS-DEPOT)	1111402	16 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	PANTALON DENIM "JEANS",EXTENSIBLE	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	3 969 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC807780	29 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATIONS DE TRANSMISSION ET FREINS SUR CAMIONNETTE FORD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 541 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC800817	16 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	RECONDITIONNER TRANSMISSION SUR CAMIONNETTE FORD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 430 $
9014-3058 QUEBEC INC.	DIC807797	15 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REMPLACEMENT DU MOTEUR SUR CAMIONNETTE FORD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 781 $
9051-0819 QUEBEC INC.	1111948	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	2 625 $
911 PRO INC.	1106028	3 mars 2016	SAVAGE, CLAUDE	2S. SOUMISSION 18918 - ACHAT DE MODULES WINDSHIELD ET MODULES INTERIOR LED - ADS	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	18 924 $
9115-5051 QUEBEC INC.	1109986	10 mars 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	68093 - Analyste technique Oracle E-Business Suite (EBS) (Étienne Gingras) pour le projet 68093 - Rationalisation des inventaires.	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionnement	6 886 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1145059a24	23 mars 2016	Interface	0725037-hydro excavation,18/03/2016	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 504 $
A.T. STORRS LTD.	sip22783	21 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 277 $
ABBOTT OF ENGLAND 1981 LIMITED	0587825e	14 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 169 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ABC ACIER ORNEMENTAL INC.	1107952	1 mars 2016	MARCOUX, ALAIN	Travaux requis pour la modification de la structure d'entreposage afin de répondre aux besoins du Grand Costumier à l'édifice Gaston-Miron	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	40 556 $
ACCEO SOLUTIONS INC	1114161	30 mars 2016	MARCHAND, NATHALIE	Renouvellement - Contrat d'entretien et de support - Unicité - Période du 1er janvier au 31 décembre 2016 - Arrondissement Verdun.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	18 100 $
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1108876	4 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	2016-Contrat d'abonnement INET pour les chutes à neige Riverside et Fullum	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	4 851 $
ADECCO	1108590	3 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Projet - Embauche de la brigade de propreté pour Ville Marie & Plateau Mont Royal 2016	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	7 165 $
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS807961	17 mars 2016	LESSARD, SIMON	TURBO AVEC KIT DE GASQUET, REMPLACE LA ROS796584 FAC:FA02709965 ET CREDIT: FA02716665	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 011 $
ADGEAR TECHNOLOGIES INC.	1110785	14 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire WEB - Campagne corvées de propreté 2016 - Du 9 au 22 mai 2016 - Selon bon d'insertion	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	13 622 $
AGENCE DE SECURITE FORTAS INC.	1110610	11 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Présence d'agents de sécurité pour Montréal en fête 2015-2016 la veille du jour de l'an.	Culture	Autres - Activités récréatives	5 249 $
AGREGATS WATERLOO INC. (AWI INC)	1109970	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sable dolomitique, marbré blanc - Inventaire Colbert	Inventaire	Culture, sport et loisir	7 896 $
AIGUISA-TECH INC.	CAR800092	1 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	AIGUISAGE ET DIVERS TRAVAUX POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 730 $
ALAIN LAMONTAGNE	1107974	1 mars 2016	PRONOVOST, RENE	Contes forestiers	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 000 $
ALAIN ROUSSEL	1110711	14 mars 2016	BONNEAU, MARIE-EVE	ALAIN ROUSSEL - Soutien à la coordination, par Alain Roussel, bloc de 240 heures, entre le 7 mars et le 29 avril 2016, conforme à la signature du contrat le 2 mars 2016.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	7 200 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1108438	2 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	27 650 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1111480	16 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	CORPS,BOUCHE,BOUCHON,CHAINETTE ASS,BORNE FONTAINE,D67M PREMIER,1 PRISE 4"STORTZ, 2 PRISES 2 1/2"	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	18 268 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1113823	29 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de robinets-vannes pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	8 166 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1113417	24 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	BORNE FONTAINE 6',PREMIER D67M,1PRISE 4",2 PRISE 2 1/2",STORZ ACIER INOX	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 388 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1108926	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	4 666 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1113753	29 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	EXTENSION 12" & ACCESSOIRES,BORNE FONTAINE,D67M PREMIER	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 078 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1108330	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de robinet-vanne - Inventaire colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 730 $
ALEX COURNOYER	1113807	29 mars 2016	CLOUTIER, SIMON	Contrat de travail avec M. Alex Cournoyer pour le traitement des données du SPO.	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	6 750 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1110015	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de différents modèles de tuyaux - Inventaire Colbert	Inventaire	Environnement et nature	2 772 $
ALFAGOMMA CANADA INC.	1108501	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boyau d'incendie - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 184 $
ANASTASIA RADEVICH DESIGN INC.	1109807	9 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Prix François Houdé 2015	Culture	Autres - activités culturelles	3 045 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1109472	8 mars 2016	LAPOINTE, NORMAND	ANDRÉ FILION & ASSOCIÉS - Mandat d'évaluation pour le poste de Directeur de service Culture	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	7 701 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1110622	14 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Services professionnels - Conseiller en recrutement et évaluation des compétences - Candidat pour le poste de Directeur des projets de développement et de maintien d'actifs immobiliers au SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 567 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC	1055059	1 mars 2016	NADEAU, MICHELLE	Honoraires pour services professionnels avec André Filion pour l'évaluation des compétences de gestion pour des postes e cadres de direction	Ressources humaines	Gestion du personnel	13 150 $
ANDRÉE MORO	rmi000110154000112095000 3	30 mars 2016	Interface	ANDRÉE MORO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005111, sur la liste de paiement 1603IC008 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	6 504 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ANIXTER CANADA INC.	1113080	23 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	ELECTRICITÉ,BAT 4397 INVENTAIRE ATELIER, FILS ELECT. TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 924 $
ANIXTER CANADA INC.	1108852	4 mars 2016	LEFEBVRE, ROBERT	Achat de câblage pour le projet de l'Hôtel de ville	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 246 $
ANIXTER CANADA INC.	1108852	4 mars 2016	LEFEBVRE, ROBERT	Achat de câblage pour le projet de l'Hôtel de ville	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 445 $
ANNE-MARIE HUBERT	1109855	9 mars 2016	BERGERON, JACQUES	Services professionnels BVG SP 2016-02	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	22 053 $
ANTONIN BEAUPRE	1110556	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Modélisation du site pour le concours pour une ¿uvre d'art public au Parc du "Sommet d'Outremont".	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 100 $
ANTONIN GAUD	1108332	2 mars 2016	BRUNET, RICHARD	Réaliser les effets visuels du spectacle « Un jour sur Mars »	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	17 200 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1111401	16 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	5 859 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1111329	15 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	PANTALON DENIM "JEANS"	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	2 741 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1108610	3 mars 2016	ROUILLARD, JOHANNE	TNC #14862 - remplacement du chauffe eau du bassin de natation au Complexe sportif Claude Robillard (0095) - 3 soumissions - Aqua-tecno retenus	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	41 838 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1109416	8 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92598, ACHAT DE POMPES DOSEUSES ET AGITATEURS POUR POMPES LMI DE REMPLACEMENT POUR DIVERSES PISCINES, ATELIER #2407, AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 344 $
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1109990	10 mars 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Valve et flotte incluant balancier - divers piscines - A. Kamil c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 441 $
ARBO-DESIGN INC.	1108554	3 mars 2016	HODDER, DANIEL	Service techniques à Arbo-Design pour l'abattage de frênes infesté dans les grands parcs et les parcs-natures 16-15118	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	31 967 $
ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC.	1111434	16 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Programme fonctionnel et technique de la Tour Wellington	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	21 417 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ARCHIPEL, ARCHITECTURE INC.	1108013	1 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Réalisation des plans et devis et surveillance des travaux associés à la construction d'un poste d'essence au 6000 Notre-Dame	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	8 647 $
AREO-FEU LTEE	1109329	8 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR PATTES STABILISATRICE DE CAMIONS INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 480 $
AREO-FEU LTEE	ROS804963	11 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES POUR OUTRIGGER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 446 $
ARKEOS INC.	1108959	4 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Intervention archéologiques à la Place Vauquelin et ses abords - Incidence 14682	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	27 453 $
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	ROS808201	23 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	RECONDITIONER RADIATEUR CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 919 $
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	CAR808916	30 mars 2016	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCE POUR RÉPARER CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 418 $
ARNAUD MARIAT	1113255	24 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour effectuer du montage vidéo et de l'animation 3D pour le spectacle "Un jour sur Mars" qui sera présenté au Planétarium à compter du 7 juin 2016.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 000 $
ARTEFACTUAL SYSTEMS INC.	1112337	21 mars 2016	SINCLAIR, NANCY	ARTEFACTUAL SYTEMS INC. - Service - Hébergement (base de données - Documents archives) 1 mai 2016 au 30 avril 2017.	Greffe	Greffe	7 873 $
ASSOCIATION DE GEOMATIQUE MUNICIPALE DU QUEBEC	1112235	21 mars 2016	LEVESQUE, LUC	Paiement de facture #3943 pour le Membership AGMQ année 2016 (membre soutien Or)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 856 $
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	1110902	14 mars 2016	COURT, ALEXANDRA	MEMBERSHIP- 19 COTISATION DE BASE ABPQ DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2016	Culture	Bibliothèques	5 505 $
ASSOCIATION DES TRANSPORTS DU CANADA (ATC)	1109113	7 mars 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Frais - Cotisation 2016 compte 27649 - Transports # 27649	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 305 $
ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT URBAIN	1113099	23 mars 2016	DUCAS, SYLVAIN	Cotisation annuelle 2016 à l'Association Internationale du Développement Urbain -Collège collectivités territoriales - catégorie 2	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	2 639 $
ATELIER LE BANC S.E.N.C.	1109812	9 mars 2016	GUERIN, SERGE	Atelier le Banc - Rédaction de cahier des charges pour les projets d'aménagements transitoires, des rues piétonnes et placettes.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	7 087 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AUTOMATISATION GRIMARD INC.	1108371	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de contacteurs électromagnétiques - Inventaire Colbert	Inventaire	Construction	7 433 $
AUTOMOBILES SILVER STAR MONTREAL INC.	MAD799963	21 mars 2016	MASSE, PAUL	RÉPARER PROBLEME DE DIRECTION ET SUSPENSION LOUSSE NON GARANTIE (VOIR AVEC M. J-PITRE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 436 $
AUTOMOBILES SILVER STAR MONTREAL INC.	ROS807442	14 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	PIECES POUR MOTEUR DE CAMION DE SERVICE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 744 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1080227	2 mars 2016	LAURIN, CLAUDE	Bases de feux de circulation Projet Le Triangle	Service de la mise en valeur du territoire	Construction d'infrastructures de voirie	7 348 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1073616	2 mars 2016	LAURIN, CLAUDE	Relevés topographiques - Buchan et l'avenue Victoria	Service de la mise en valeur du territoire	Construction d'infrastructures de voirie	3 696 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1107680	3 mars 2016	LAURIN, CLAUDE	Contingences du Projet Le Triangle - Comptages à 5 carrefours et traitement des données AO 14-13372-1	Service de la mise en valeur du territoire	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	2 047 $
B.BOX	1107713	7 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boîtes d'archives avec couvercles séparés - Inventaire Colbert	Inventaire	Transport et entreposage	3 334 $
BALAIS ASPIRATEURS STOCKS INC	MAD809268	30 mars 2016	ITIM, SAÏD	280830-2 / ACHAT DE TURBINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 100 $
BARREAU DU QUEBEC	cotisation2016affairesciviles	19 mars 2016	GELINAS, ISABELLE	cotisation2016affairesciviles	Affaires juridiques	Affaires civiles	102 817 $
BARREAU DU QUEBEC	cotisation2016directionprincipale	19 mars 2016	GELINAS, ISABELLE	cotisation2016directionprincipale	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 570 $
BARREAU DU QUEBEC	cotisation2016greffe	19 mars 2016	GELINAS, ISABELLE	cotisation2016greffe	Greffe	Greffe	7 140 $
BATTERIES NATECH INC.	CAR806016	1 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	C1063521	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 824 $
BCF S.E.N.C.R.L.	1110166	10 mars 2016	GAGNIER, PHILIPPE	jugement dossier 2166976008	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	30 697 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BELAIR DIRECT_32	rmi0001108940000960300001	18 mars 2016	Interface	BELAIR DIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005561, sur la liste de paiement 1603IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 018 $
BELL CANADA	1111976	18 mars 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70900 Capacité des serveurs - Serveurs Cisco C240; Soutien informatique 12 mois. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 575 $
BELL CANADA_43	rmi0001134750001150890005	18 mars 2016	Interface	BELL CANADA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000792, sur la liste de paiement 1603IC006 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	14 470 $
BELL MEDIA INC.	1110731	14 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire - Campagne corvée de propreté montréalaise 2016 - Canal Vie - Du 18 avril au 15 mai 2016 - Selon proposition 743599	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	6 299 $
BENCO PIECES ET SERVICES	MAD809004	28 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	Nouvelle pelle à neige (Correction du nom de fournisseur)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 829 $
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR806237	2 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION BENCO HORS GARANTIE VOIR FACTURE 0931 STEERING DUR+ TROUBLE LAPIN/TORTUE+ARM REST ET ESSUIE GLACE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 146 $
BENTLEY SYSTEMS INC.	1108346	2 mars 2016	BEAULIEU, JACQUES	Formations MicroStations - débutants	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 614 $
BETON MOBILE DU QUEBEC INC.	1106426	7 mars 2016	LUU, VINH	Livraison de béton sur chantier	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042 $
BIBLIOTHECA ITG INC.	1098772	16 mars 2016	GAGNON, CHANTAL	Implantation des postes de prêt et solution de retour. Selon l'entente cadre 870993	Culture	Bibliothèques	39 171 $
BIBLIOTHECA ITG INC.	1108352	2 mars 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	72500 - 20 lecteurs d'étiquettes RFID - USB pour le projet Implantation de la technologie RFID dans les bibliothèques.	Technologies de l'information	Bibliothèques	19 255 $
BIOPRODUCTORES DE EL SALVADOR	1109248	8 mars 2016	LARRIVEE, MAXIM	Achat de papillons pour PEL 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 669 $
BOIS EXPANSION INC.	CAR801658	25 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	BOIS DE FRENE POUR FABRICATION POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 837 $
BOUTY INC	1107971	1 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Achat de chaises pour les salles de conférence du BVIN au 801 Brennan	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	4 840 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BOYTECH DEMOLITION INC.	1109195	7 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Enlevement et percement de plafond afin d'effectuer des analyses techniques de la ventilation dans le cadre du projet de travaux de rénovation du Chalet du parc de Maisonneuve - Incidence 14228	Gestion et planification immobilière	Planification et gestion des parcs et espaces verts	11 551 $
BOYTECH DEMOLITION INC.	1107978	1 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Service d'encapsulage de plâtre fragilisé de l'édifice Lucien-Saulnier suite à un dégât d'eau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 929 $
BRAULT DRAIN	ou1145084a24	23 mars 2016	Interface	0296082-Curage d'egouts,18/03/2016	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 003 $
BRAULT DRAIN	ou1145086a24	23 mars 2016	Interface	0296082-Curage d'egouts,18/03/2016	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	2 003 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1112555	22 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	4 829 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1110777	14 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de pneus pour l'inventaire du magasin Dickson	Inventaire	Matériel roulant	3 449 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1111195	15 mars 2016	CHRETIEN, NORMAND	Pneu rechapé réapprovisionnement inventaire Dickson	Inventaire	Matériel roulant	3 244 $
BRIO CONSEILS INC.	1112795	22 mars 2016	GERVAIS, FRANCYNE	Ateliers de formation sur la gestion du changement.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 200 $
BRUNO COLPRON	1109620	9 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour effectuer l'archivage et la gestion des dossiers numériques pour 4 projets du Planétarium et effectuer de la photographie spécialisée et de la post-production pour le projet "Un jour sur Mars" au Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 000 $
BUREAU DES INTERVIEWEURS PROFESSIONNELS (B.I.P.) (1988) INC.	1113421	24 mars 2016	GERVAIS, FRANCYNE	Sondages sur le déneigement 2016 (2).	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	22 647 $
BUREAU PRINCIPAL DE DESIGN INC.	1113312	24 mars 2016	GAGNON, CHANTAL	Bureau Principal - Maquette Graphique -Concepteur et développeur de systèmes informatiques.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 249 $
C.M.S. ENTREPRENEURS GENERAUX INC.	1108903	4 mars 2016	LUU, VINH	C 1384 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans la rue Bishop entre la rue Sherbrooke Ouest et le boulevard de Maisonneuve Ouest, dans la rue Sherbrooke Ouest, entre les rues Bishop et Crescent.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	750 074 $
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	ROS802805	21 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	PIECES DE REPARATION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 786 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CANADIAN URBAN LIBRAIRIES COUNCIL	1110890	14 mars 2016	COURT, ALEXANDRA	Membership 2016, Population Generated Dues	Culture	Bibliothèques	10 923 $
CANADIEN NATIONAL	1110027	10 mars 2016	LUU, VINH	Frais d'ingénierie du CN dans le cadre du contrat 1323	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	15 009 $
CANADIEN NATIONAL	1108140	1 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Passage à niveau public - Facture: 91194825 #Client: 16189 (16188) #Référence CN: 40090676	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 177 $
CANADIEN NATIONAL	1109399	8 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Passage à niveau public - #Facture: 91201262 #Client: 16189 (16188) #Référence CN: 40090676	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 177 $
CAN-AQUA INTERNATIONAL LTEE	1099335	4 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (CTE STAT. 67518, ACHAT DE PIÈCES POUR DIFFÉRENTS PDQ, PEP 6400, CAN-AQUA INTERNATIONAL LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 137 $
CAN-EXPLORE INC	1113229	23 mars 2016	LUU, VINH	inscpection par caméra de 30 puits d'accès	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 051 $
CAPITAL GREENHOUSE	1111059	23 mars 2016	CHARPENTIER, ANNE	Services professionnels d'un ingénieur spécialisé pour les serres dans le cadre du projet de Métamorphose de l'Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	18 711 $
CAPITAL GREENHOUSE	1111663	17 mars 2016	BOUVRETTE, JEAN	Réaliser les plans et devis des modifications à apporter dans les serres de production	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 426 $
CAPSANA INC.	1108727	3 mars 2016	DEROME, JOHANNE	Paiement de la facture 6377 - Questionnaire santé en ligne pour le Service de la Diversité sociale et des sports - lancement 26 janvier 2016	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	3 675 $
CARDIN RAMIREZ JULIEN INC.	1109842	9 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour effectuer une étude d'impact d'un ajout d'un escalier de secours dans la cour intérieure du Planétarium en remplacement de l'édicule (scénari	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000 $
CAROLINE MARCANT	1108834	4 mars 2016	BONNEAU, MARIE-EVE	Caroline Marcant - Conception graphique, rapport d'activité 2015 + Service - Impression rapport d'activité 2015 et le service de transport.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 710 $
CEFRIO	1104953	22 mars 2016	GOYETTE, STEPHANE	Conseiller en planification stratégique : Indicateurs et mesure de performance Phase 1B - 3 rencontres avec le comité de travail - 1 ou 2 rencontres avec Comité de gouvernance - Réflexion - Préparation du livrable en mode itératif.	Direction générale	Gestion de l'information	10 079 $
CEGEP MARIE-VICTORIN	1111270	15 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	BLOC 1 et 2: Frais de formation - Coordination, conception, diffusion & matériel didactique pour un groupe - 1 journée. Conception des outils de formation.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	18 908 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTAURECOM INC.	1110707	14 mars 2016	MCSWEEN, BRIGITTE	CENTAURECOM INC. - Cadeaux protocolaires : 100 stylos Quill à bille roulante avec boîtiers cadeau - Conforme à la facture 2637.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 504 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1108430	23 mars 2016	CHRETIEN, NORMAND	FOURNIR P/O POUR ANTIGEL EN VRAC. GARAGE ROSEMONT	Inventaire	Matériel roulant	3 780 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1108442	2 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - 22,7 LITRES/20 LB,ABSORBANT GRANULAIRE,ININFLAMMABLE,A BASE DE TERRE DE DIATOMEE)	Inventaire	Énergie et produit chimique	3 492 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1109409	9 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de pièces mécaniques pour l'inventaire du Magasin Dickson	Inventaire	Matériel roulant	3 320 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1110905	15 mars 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 069 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1110732	14 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de pièces mécaniques pour l'inventaire du magasin Dickson	Inventaire	Matériel roulant	2 062 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	a138363	16 mars 2016	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 145 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1109770	9 mars 2016	PARE, ROBERT	Métrovision Janvier 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	7 923 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1109765	9 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	Téléphonie cellulaire - #compte 32168002 - GPS SIT-Neige - Jan à avril 2016	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	31 496 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1109335	8 mars 2016	ARBIC, DENISE	Facturation mensuelle téléphones cellulaires - Année 2016	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	4 200 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1108107	1 mars 2016	LABOS, COSTAS	Frais mensuels de lignes pour iPhones, iPads et portables (VCR) pour le mois de janvier 2016.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 869 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	a136119	7 mars 2016	DEGUIRE, MARTINE	Logiciel ICE pour prise d'appels (1234) Facture rétroactive au 15 septembre jusqu'à décembre	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 794 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1112327	21 mars 2016	LABOS, COSTAS	Frais mensuels de lignes pour iPhones, ipads et portables (VCR) pour le mois de Février 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 685 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	a137397	3 mars 2016	SEGUIN, JOSEE	:no. de compte 32161009 / cellulaires du directeur SIVT / période Janvier 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	5 967 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	a136996	4 mars 2016	GOULET, DIANE	Téléphonie cellulaire - janvier 2016	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 637 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1112931	23 mars 2016	BOUCHARD, DIANE	Service - Téléphonie cellulaire de janvier à décembre 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	26 481 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1109396	8 mars 2016	BEAUREGARD, GENEVIEVE	Factures téléphonie cellulaire de la direction des partenaires d'affaires RH - 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	18 373 $
CENTRE DES AUTEURS DRAMATIQUES (CEAD) INC.	1110552	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Concours d'écriture pour le Théâtre La Roulotte.	Culture	Autres - activités culturelles	3 150 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1112291	21 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	GILET,SECURITE,ORANGE,BANDE REFLECHISSANTE,CSA Z96-02	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	55 769 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1112290	21 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	GILET,SECURITE,ORANGE,BANDE REFLECHISSANTE,CSA Z96-02	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	47 727 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1112287	21 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	22 279 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1112875	22 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	2 142 $
CFGL METAUX	1112926	23 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat d'épinglettes pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	2 079 $
CHAHROKH YECHOURON	rmi000111320000001590000 4	30 mars 2016	Interface	CHAHROKH YECHOURON\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005796, sur la liste de paiement 1603IC008 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 185 $
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	1109966	10 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Services d'inspection et de mise en charge d'ancrages de la voûte de l'aréna Maurice-Richard - Incidence 13791	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	31 181 $
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUEBEC	cotisation2016affairesciviles	19 mars 2016	GELINAS, ISABELLE	cotisation2016affairesciviles	Affaires juridiques	Affaires civiles	9 508 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CHAMPLAIN METAL 2001 INC	1111054	15 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (AMÉNAG. 1624670044, ACHAT DE COMPTOIRS POUR LES SALLES DE BAIN À LA CASERNE 9 #0190, CHAMPLAIN METAL 2001 INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 100 $
CHARLOTTE LEFEBVRE	1109338	8 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Charlotte Lefebvre inc: décoration florales des tables cocktail et table d'accueil lors de la soirée du Secrétaire Général M. Ban Ki-moon le 12 février 2016.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 559 $
CHRISTIAN PRUD'HOMME SERVICES-CONSEILS INC.	1110837	14 mars 2016	MASSON, MARIO	Support agronomique pour l'entretien du Club de Golf Le Village tel que soumission en date du 23 février 2016 (J.C.)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 614 $
CIMA+ S.E.N.C.	1108519	2 mars 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Étude des modes de gestion des contrôleurs PEEK ATC-1000 en lien avec l'implantation sur le corridor SRB Pie-IX - ENTENTE CADRE 1156848002 - CG15 0547 - EAC 1073914	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	72 676 $
CINEPLEX ENTERTAINMENT LIMITED PARTNERSHIP	1078430	7 mars 2016	LE NAY, ALBANE	Placement média - campagne Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 818 $
CIRQUE ELOIZE	1109392	8 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Cirque Éloize: Performance et animation artistiques lors du Souper offert à l'honneur du SG de l'ONU, M. Ban Ki-moon, le 12 fev 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 843 $
CLAIRE PAPILLON	1109039	7 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Claire Papillon inc: achat 90 carrés de soie et son emballage pour souvenir lors du Souper à l'honneur de la Visite du Secrétaire générale M. Ban Ki-moon.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 467 $
CLAUDE LANDRY	1111949	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	36 746 $
CLAUDE LANDRY	1111949	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	10 499 $
CLAUDE POITRAS	1112012	18 mars 2016	CARETTE, CLAUDE	Conseiller en développement organisationnel - Groupes de codéveloppement professionnel	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	6 425 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	AVM807101	9 mars 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION VÉRIN HYDRAULIQUE ROTARY VM-750853 (REMPLACER LES 2 CYLINDRES ARRIÈRE ET MÉCANISME DE BARRURE) POUR ATELIER MÉCANIQUE VILLE-MARIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 466 $
COFORCE INC.	1108737	21 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Service d'entretien ménager du bâtiment 0142 - Biblio et centre comm. CDN pour les mois de février et mars 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 424 $
COFORCE INC.	1108737	3 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Service d'entretien ménager du bâtiment 0142 - Biblio et centre comm. CDN pour les mois de février et mars 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 424 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COFORCE INC.	1112385	21 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre Monkland (8616) - 4410, avenue West Hill - Entretien ménager pour les mois de janvier, février et mars 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 330 $
COFORCE INC.	1112385	21 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre Monkland (8616) - 4410, avenue West Hill - Entretien ménager pour les mois de janvier, février et mars 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 665 $
COFORCE INC.	1108551	3 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 381 $
COFORCE INC.	1108551	3 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 032 $
COFORCE INC.	1109244	8 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	Contrat d'entretien ménager pour le mois de février 2016 au 2269, rue Viau	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 837 $
COGECO DIFFUSION ACQUISITIONS INC.	1110594	11 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire - campagne grande corvée 2016: Bannières WEB - The Beat 92.5 WEB et The Beat 92.5 - 98.5 WEB et 98.5 - CKOI 96.9 WEB et CKOI 96.9 - Rythme 105.7 WEB et Rythme 105.7. Selon soumission du 2 mars 2016	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	39 549 $
COGECO DIFFUSION INC.	1109845	9 mars 2016	PARE, ROBERT	Métrovision - création des capsules métrovision	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	11 024 $
COLLEGE AHUNTSIC.	1109023	7 mars 2016	LUU, VINH	Formation de 14 heures (2 x 7 h) Surveillants de chantier de la CSEM - Facturation du deuxieme versement soit 50% du montant total	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 030 $
COMMUNICATIONS NORRIS-VILLEMAIRE INC.	1109386	8 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Yasmine Norris: service d'interprète lors de la conférence de presse et diner Officiel du Secrétaire général des nations unies, M. Ban Ki-moon le 12 fevrier 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 157 $
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1109302	8 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Entretien des feux clignotants No. de compte 1001636	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 174 $
COMPLEXE CHAUSSEGROS DE LERY INC.	1108949	29 mars 2016	DESJARDINS, SYLVIE	Bail 8636-006 temp. ¿ Location du local 50 situé au niveau -1 ¿ Centre de la petite enfance Le petit palais ¿ période 9 mois du 29 février au 30 novembre 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 398 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	CAR808309	29 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	C1069707 (ACHAT DE PIÈCES ZAMBONI POUR DÉPOT DE PIÈCES DES CARRIÈRES (ENTRETIENT HORS SAISON APPAREIL ZAMBONI)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 400 $
COMPUGEN INC.	1111417	16 mars 2016	BOULIANNE, MARTIN	Ordinateur OptiPlex 9020 SFF et Moniteur DELL 21,5	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 444 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COMPUGEN INC.	1113529	24 mars 2016	GUINDON, PATRICE	Ordinateur portatif Latitude E5550, réplicateur de ports régulier, sac de transport Del et option disque dur électronique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 977 $
COMPUGEN INC.	1106253	15 mars 2016	BEAUCHAMP, CARLE	DLL-320-9794 - Écran 24 pouces P2414H; ERG-33-296-195 - Bras Ergotron 3 moniteurs; 400-ACPK.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 724 $
CONCEPTS ECO ECCL INC.	ROS793000	23 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	PRODUIT POUR GRAFFITI POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 100 $
CONNECTALL LTEE	125182	9 mars 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207710 / Joint compensateur 4po, 6po, 8po	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 364 $
CONSTRUCTION DJL INC	1110162	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de barils d'émulsion de bitume - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 331 $
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	1112942	23 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Caserne 56 (3051) - 230, boul. Chèvremont - Réfection des murs et tablettes de fenêtres dans la classe, le salon et le passage - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 646 $
CONSTRUCTIONS LUSSIER & FRERES INC.	1108802	4 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre de soccer (0631) - 9235, avenue Papineau - Travaux de peinture, d'installation des bandes de protection et bandes réfléchissantes, installation de plate-forme sur le dessus du plafond dans la petite pièce du fond - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 559 $
CONSULTANTS EN EVALUATION BELANGER INC.	1109189	7 mars 2016	BIRON, PAULE	expert dossier 14-002617	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 460 $
CONSULTANTS JMJ	1111897	17 mars 2016	LUU, VINH	Paniers pour trou d'homme - votre soum. #JMJ140316	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 110 $
CONTANT INC.	DIC806171	2 mars 2016	LEBRUN, ANDRÉ	11020117-1 PATIN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 062 $
CORDONNERIE MICHO	1108901	4 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Identification de blousons SPVM	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 560 $
CORNERS LIMITED INC	72016163	23 mars 2016	GAGNE, ANNIE	BC207796 - Cages pour déménagement des animaux	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 600 $
CPU DESIGN INC.	1110583	11 mars 2016	PARE, ROBERT	Imprimante à chèque 12K ST9720 SECURE MICR TONER	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 791 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CUDDIHY INC.	1112293	21 mars 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 15-001246 GJ	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 914 $
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1110205	10 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	Travaux de soudure pour réparation de la chute à neige Iberville - PMR	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	5 468 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L/S.R.L	1109597	9 mars 2016	BOULVA, FREDERIC	Contrat de services professionnels pour produire l'audit des produits et charges d'Espace pour la vie pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	19 475 $
DELOITTE S.E.N.C.R.L/S.R.L	1110380	11 mars 2016	COURCHESNE, YVES	Honoraires pour l'audit 2015 des informations financières de la Ville de Montréal selon les règles du protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M$ pour soutenir la Stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025	Finances	Administration, finances et approvisionnement	16 536 $
DEMENAGEMENT/ENTREPOSAGE M.E.C. PLUS	1113427	24 mars 2016	LEMAY, JULIE	Toiler la surface d'une piste de 200 mètres avec les rouleaux de tapis	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 871 $
DESCAIR INC.	1108676	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Unités climatisés pour L'HDV - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 711 $
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	1111514	16 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Production d'outils visuels pour la campagne de communication RA	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	6 961 $
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	1112140	18 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Réimpression d'une partie des cartons et des dépliants pour les trois arrondissements du secteur ouest suite à une modification - Communication RA	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	6 005 $
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	1111539	16 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Production de la lettre du Maire - Communication RA	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	4 961 $
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	1111529	16 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Production d'outils visuels pour la campagne de communication RA	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	4 504 $
DESCHENES & FILS LTEE	1110629	14 mars 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - 50 robinets de 4 " pour divers bâtiments - Azize Kamil c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 412 $
DESCHENES & FILS LTEE	1109092	7 mars 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Outil pneumatique pour le Chalet du Parc Lafontaine - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 150 $
DESCHENES & FILS LTEE	1111996	18 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (AMÉNAG. 1624670044, ACHAT DE PIÈCES POUR RÉFECTION LAVABOS ET COMPTOIRS À LA CASERNE 9 #0190, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 918 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DESCHENES & FILS LTEE	1108691	3 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92622, ACHAT D'UN LAVE-YEUX ET PIÈCES POUR L'INSTALLATION D'UN NOUVEAU LAVE-YEUX AU LABORATOIRE LOUVAIN # 0044, DESCHENES & FILS LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 797 $
DESCHENES & FILS LTEE	1110652	14 mars 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - pompe 2" pour divers bâtiments - Azize Kamil c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099 $
DESCHENES & FILS LTEE	1112124	18 mars 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Flushs de toilette pour divers bâtiments - Azize Kamil c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 066 $
DESCHENES & FILS LTEE	1112064	18 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	ST-LAURENT / REAPPROV (INVENTAIRE - PLOMBERIE: JOINT CIRE, BRISE-VIDE, VALVE, ACCOUPLEMENT, COUDE, ETC.)	Inventaire	Construction	4 594 $
DESIGNS BY DORI INC.	00116392	3 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 662 $
DESIGNS BY DORI INC.	00116376	7 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 103 $
DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES_71	rmi0001123760001102110003	11 mars 2016	Interface	DESJARDINS ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000194, sur la liste de paiement 1603IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	5 501 $
DESJARDINS SECURITE FINANCIERE	160307dascsemtl	7 mars 2016	ARION BARBU, SIMONA	Assurances collectives CSEM pour le mois de mars 2016 - compte AQ1326	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	36 911 $
DETECTION DE FUITES PGS INC.	1110069	10 mars 2016	HACHEY, NORMAND	Achat d'un capteur pour corrélateur Aquascan 610	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 223 $
DICOM EXPRESS	1093958	16 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	Achat sur montant pour la messagerie DICOM	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 100 $
DICOM EXPRESS	709937	8 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	2012 Dickson #compte 867667 PO 2012 POUR SERVICE COURRIER DICOM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 824 $
DISQUES 7IEME CIEL INC.	1108792	4 mars 2016	TREMBLAY, GINA	SLT-LOISIRS - Animation au Parc Painter dans le cadre de la médiation culturelle	Culture	Autres - activités culturelles	6 299 $
DISTRIBUSOINS INC.	1112477	22 mars 2016	LEMAY, JULIE	Défibrillateurs avec batterie et électrodes, clé pédiatrique défibrillateur et cabinet mural	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 531 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DISTRIBUTION SPORTS LOISIRS - INSTALLATION INC.	1108241	2 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Réparation majeure du rideau séparateur du gymnase au Centre sportif Côte-des-Neiges	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 283 $
DOMENICO DE CHIRICO	rmi0001095810001115720003	11 mars 2016	Interface	DOMENICO DE CHIRICO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004716, sur la liste de paiement 1603IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 311 $
DRIVE PRODUCTS INC	DIC806821	7 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	PTO BENNE ET POMPE HYD OK OK. N CHRÉTIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 398 $
DRIVE PRODUCTS INC	CAR807082	9 mars 2016	MASSE, PAUL	PIÈCE POUR RÉPARER CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 722 $
DRIVE PRODUCTS INC	CAR807082	9 mars 2016	MASSE, PAUL	PIÈCE POUR RÉPARER CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 538 $
DROLET,BESSELLE ET LANDREVILLE INC.	rmf0000000000000000047602	18 mars 2016	Interface	Paiement d'une facture pour le dossier 15-005800, sur la liste de paiement 1603FC011 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	9 111 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1108813	4 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - gob menuisier 6000ntd- pour Hôtel de Ville - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 753 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1112821	22 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Tubes T5HO et lampes MH pour inventaire - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 191 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1109202	7 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité- Reccords filetés -pour 6000, Notre-Dame Ouest - Éric Desrochers c/n	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 129 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1077160	9 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat d'articles d'électricité - Inventaire Colbert	Inventaire	Construction	12 022 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1113826	29 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de produits électrique pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Construction	3 398 $
DUFOUR MOTTET AVOCATS	1109782	9 mars 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier CEIC	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 610 $
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	CAR800089	3 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	DIVERS MATÉRIEL (BOULON, ERCOU ET AUTRES) POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 449 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUPRAY INDUSTRIES	1108477	2 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Achat d`un nettoyeur à vapeur: Carmen Super inox 110V Steam Cleaner with Steam Vacuum Kit & hose 12ft - Nettoyeur Biovap et grattoirs	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	4 929 $
DYNAMO THEATRE INC.	1109430	8 mars 2016	TREMBLAY, GINA	54 RENCONTRES DE MÉDIATION EN FÉVRIER, MARS ET AVRIL 2016	Culture	Autres - activités culturelles	7 087 $
E.N.A.P. (ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1109022	7 mars 2016	LUU, VINH	formation service à la clientèle : des pistes d'amélioration	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 328 $
EAGLE RIDGE TRADING	00097507	16 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 222 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1107208	9 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat d'accumulateur pour l'inventaire du magasin Dickson	Inventaire	Matériel roulant	2 635 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1113574	24 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	ACCUMULATEUR HUMIDE,12V.GR.BCI-31,R.C. MINIMUM 170 MINUTES,C.C.A. 760 AMP (INCLUANT ECHANGE)	Inventaire	Matériel roulant	2 440 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1109109	7 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat d'accumulateur pour l'inventaire du magasin Rosemont	Inventaire	Matériel roulant	2 178 $
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	1109099	7 mars 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Échafaudage pour le Pavillon Lafontaine - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 638 $
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1114093	30 mars 2016	LEMAY, JULIE	Location d'échafauds, montage et démontage, l'ingénierie, le transport aller et retour	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 051 $
ECOLE NATIONALE DE THEATRE DU CANADA	1110543	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Assurer la réalisation des costumes, des masques, des accessoires et du décor selon les maquettes fournies par les concepteurs.	Culture	Autres - activités culturelles	7 874 $
EDENBOROUGH LTD	293263	8 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 586 $
EDITH LUC & ASSOCIES	1110727	14 mars 2016	BOUCHARD, DIANE	Services dans le cadre du coaching d'un commandant, candidat au poste d'inspecteur cadre-conseil dans le contexte SPVM	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 205 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112858	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	29 327 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112703	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	23 842 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112768	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	12 545 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112768	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	9 198 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112768	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	7 134 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112768	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	7 051 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112703	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	6 830 $
ELITHA PETERSON PRODUCTIONS INC.	1112768	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	2 700 $
EMILIE GRENIER	1109804	9 mars 2016	GUERIN, SERGE	Émilie Grenier - Direction artistique -Gestionnaire de projet.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 150 $
ENERGIE VALERO INC.	4110758660	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		23 680 $
ENERGIE VALERO INC.	4110770126	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		22 997 $
ENERGIE VALERO INC.	4110758661	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		20 416 $
ENERGIE VALERO INC.	4110770127	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		16 427 $
ENERGIE VALERO INC.	4110770125	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 842 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENERGIE VALERO INC.	4110770124	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 645 $
ENERGIE VALERO INC.	4110763808	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 247 $
ENERGIE VALERO INC.	4110757370	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 168 $
ENERGIE VALERO INC.	4110773690	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 525 $
ENERGIE VALERO INC.	4110757369	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 383 $
ENERGIE VALERO INC.	4110770123	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 652 $
ENERGIE VALERO INC.	4110773689	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 465 $
ENERGIE VALERO INC.	4110763033	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 320 $
ENERGIE VALERO INC.	4110744669	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 928 $
ENERGIE VALERO INC.	4110752876	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 869 $
ENERGIE VALERO INC.	4110770128	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 824 $
ENERGIE VALERO INC.	4110773688	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 426 $
ENERGIE VALERO INC.	4110763809	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 128 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENERGIE VALERO INC.	4110755215	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 054 $
ENERSOL INC.	1111194	15 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR, AMÉNAGEMENT 1624670002, BAT 3211 ARENA H-BOURASSA, REQ: 71-279909, ETHYLENE GLYCOLE, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 297 $
ENERSOL INC.	1111542	16 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	vcr, bat 608 arena michel-normandin, req: 76-280462, ethylene glycol, plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 297 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1109978	10 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de briques et piquets - Inventaire colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 260 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR808203	22 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	BULL NOSE POUR FABRICATION POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 053 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR800086	18 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS MATÉRIEL (BOIS DIVERS ET AUTRES) POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 659 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1101102	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Bottes de sécurité pour les cols bleus - P. Desjarlais c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 413 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1100311	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - Bottes pour les cols bleus - Pierre Desjarlais c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 312 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1107439	7 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - SOULIERS ET BOTTINES DE TRAVAIL)	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	69 840 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1094610	15 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	SOULIER,SECURITE,POMPIER	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	49 969 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1107438	9 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - BOTTINE TRAVAIL)	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	5 081 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1110758	14 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	4 816 $
ENTREPRISES PREPA LTEE	ROS808594	23 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	PIECES DIVERS DE CLOTURE POUR GARAGE POINTCARRÉ ASSEMBLER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 051 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	1105225	2 mars 2016	MARLEAU, JACQUES	Commande d'enveloppes - Division de la gestion des rentes	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 555 $
ENVIRO-OPTION INC.	1112283	21 mars 2016	NADON, JEAN-FRANCOIS	16-1644: Services professionnels réalisation des évaluations environnementales de sites - phase III au le parc Jos-Montferrand dans l¿arrondissement de Ville-Marie. Chargé de projet: Guy Roy	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 635 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderre070316	11 mars 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	20 214 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	coderrerech01032016	7 mars 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 541 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT RICHARD	allocoderre070316	11 mars 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 951 $
EQUIPEMENT LAVIGNE INC	1108563	3 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Génératrice Honda EU2000 selon courriel envoyé à Paul Beaupré le 25 fév. 2016	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	3 043 $
EQUIPEMENT SMS INC.	CAR806230	2 mars 2016	DAVID, STEPHANE	PIECE POUR TRACTEUR CHARGEUR KOMATSU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 585 $
EQUIPEMENT WAJAX	AVM807549	14 mars 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION NON COUVERT PAR LA GARANTIE CHARGEUR JCB 733-11081	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 905 $
EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	1111416	16 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de combinaisons jetables pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	2 667 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD807697	20 mars 2016	MASSE, PAUL	PIECES SELON ESTIMÉ POUR RÉPARATION DE SUSPENSION DU 513-13061	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 227 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	MAD807448	14 mars 2016	ITIM, SAÏD	PIECES DE CONVOYEUR POUR SALEUSE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 306 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR806590	7 mars 2016	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT D'UN P.T.O. POUR CAMION 234-11007	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 218 $
ERICKA ALNEUS	1110494	11 mars 2016	ALLARD, PATRICE	paiement e la facture 001, dans le cadre - Membre du jury du Programme PMI -	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	2 000 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ESRI CANADA LIMITED	1110272	10 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	#Renewal Quote: 96029722 - #Customer: 106065 - Renewal Period: 2016-08-18 to 2017-08-17-End User 106065 Ville de Montréal-#130573ArcGIS Online Level 1 Plan; Includes Up to 5 Named Users and 2,500 Service Crédits	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.-À répartir	5 469 $
ETL ELECTRONIQUE LTEE	1111891	17 mars 2016	PIROG, MACIEJ	Installation d'appareils GPS dans les véhicules MCE et l'exploitation de 12 mois.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	14 078 $
EVARISTE LANDRY	rmi000111808000113549000 3	11 mars 2016	Interface	EVARISTE LANDRY\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-006065, sur la liste de paiement 1603IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 752 $
EXPERIENCES YULISM INC.	1112476	22 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Conception et prise en charge de l'animation événement du 25 février / ILSC - Montréal : Location de 4 tableaux blancs - Je fais Montréal	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 360 $
EXPERIENCES YULISM INC.	1113488	24 mars 2016	GOYETTE, STEPHANE	Organisation de la visite du juge de ICF - Co-design programme - Identification, prise de contact et réservation des lieux et intervenants - Briefing et coordination logistique - Soutien pendant la visite - Suivi de réalisation - Rapport PM	Direction générale	Gestion de l'information	16 955 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1112196	21 mars 2016	COTE, ISABELLE	Expertise Neurosciences - Cadre Maladie - F:17231	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 782 $
EXPROLINK INC.	1110066	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sacs jetable pour aspirateur Madvac (2 soumissions) - Inventaire SPVM	Inventaire	Entretien et nettoyage	5 375 $
EXPROLINK INC.	1109041	7 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	4 642 $
EXSONO INC.	1111562	16 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour effectuer la conception et la réalisation sonore du spectacle "Un jour sur Mars" qui sera présenteé au Planétarium le 7 juin 2016.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000 $
FEEDBOOKS	201602159050	16 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	7 852 $
FEEDBOOKS	201602159051	16 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 680 $
FERTILEC LTEE	1109985	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de Pinces à rebut avec caoutchouc - Inventaire Colbert	Inventaire	Outillage et machinerie	4 044 $
FESTIVAL JUSTE POUR RIRE	1113792	29 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Idéation d'un concept d'interventions sur rue en matière de propreté.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	9 131 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FLASH GRAFIX INC.	1108556	3 mars 2016	MILLETTE, JULIE	Affichettes 16 x 20, impression numérique recto sur coroplast blanc 4mm avec ¿illets dans chaque coins - Projet : IMP-00996-16471 No de devis: 13474 No soumission: 32932 - plus livraison.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	2 388 $
FONDASOL INC.	1110255	10 mars 2016	BOUVRETTE, JEAN	Réalisation d'une étude géotechnique du sol relativement au projet d'extension du local techniques des Serres Louis-Dupire au Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 500 $
FONDERIE LAPERLE	1111530	16 mars 2016	COUTURE, MICHEL	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin Anjou	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	11 574 $
FONDERIE LAPERLE	1108925	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - TRAPPE PUISARD)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	4 623 $
FONDERIE LAPERLE	1109670	9 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	GRILLE,FONTE,ANTI-VELO,PUISARD,29 1/2" DIA	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 566 $
FONDERIE LAPERLE	1113495	24 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin lachine	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 161 $
FORTERRA CONDUITE SOUS PRESSION, INC.	1113652	29 mars 2016	LAPOINTE, LOUIS	Travaux d'urgence Blvd Gouin/St-Évariste - Adaptateurs,accouplement Robar, joints et main-d'¿uvre.	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	21 890 $
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS806512	3 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 REF RF04859	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 592 $
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS806954	8 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION ET REPARATION DE CAMIONNETTE DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 345 $
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	ROS805727	11 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE REP CHEZ FOURNISSEUR AUTORISE FORD : REF RF04742	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 234 $
FOURGONS ELITE	ROS808853	24 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSTALATION DE 2 ESSIEUX DE 7500BLS TEL QUE SOUMISSION DU 21 MARS 2016	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 543 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1113829	29 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de ballast lampe sodium pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Construction	7 908 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1112309	21 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'articles d'électricité - Inventaire Colbert	Inventaire	Construction	4 173 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1110077	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de lampes vapeur et cellules photo - Inventaire Colbert	Inventaire	Construction	2 356 $
FRANCOIS LEDUC, CONSULTANTS INC.	1111457	16 mars 2016	DESJARDINS, SUZANNE	Services professionnels pour le coaching exécutif des directeurs dans le cadre du Programme d'aide aux employés (François Leduc Consultants inc.) - Direction santé et mieux-être - Année 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	12 784 $
FRONTIERES CREATIVES INC.	1113500	24 mars 2016	GOYETTE, STEPHANE	Service d'accompagnement stratégique pour la promotion du bilan mi-parcours du plan d'action 2015-2017.	Direction générale	Gestion de l'information	22 798 $
GAGNON HYDRAULIQUES INC.	ROS805023	2 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REMISE À NEUF DE (2) CYLINDRES DE PELLE VEST (ENS./JOINTS + 3 SECTIONS RECHROMÉ + DÉMONTÉ + REMONTÉ) GARANTIE 6 MOIS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 200 $
GAGNON HYDRAULIQUES INC.	CAR805245	8 mars 2016	MASSE, PAUL	Reconditionnement 5 accessoires hyd. (1 cyl. + 2 tubes) terrière	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 146 $
GALERIE DIVISION INC.	1110554	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Acquisition de l'¿uvre Light, 2015 de Nicolas Baier pour la Collection d'¿uvres d'art de la Ville de Montréal dans le cadre du prix Louis-Comtois.	Culture	Autres - activités culturelles	22 310 $
GAO FANG LAO	1110682	14 mars 2016	PRONOVOST, RENE	BCO pour les services professionnels pour traduction et interprète - Mandarin/ Français et Français/Mandarin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 609 $
GARAGE YVON VANIER INC.	ROS808326	22 mars 2016	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR GARAGE YVON VANIER INC. EN RÉFÉRENCE À LA FACTURE # 092608 POUR L' INSPECTION ET LES RÉPARTIONS SELON P.E.P. ET LOI 430 SUR VÉHICULE DU SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 578 $
GAZ MÉTRO_17	rmi0001113780001056710005	11 mars 2016	Interface	GAZ MÉTRO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005827, sur la liste de paiement 1603IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 230 $
GAZ METROPOLITAIN	13549050006600000417668160314	30 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Gaz naturel de la chaufferie - Période du 12 février au 11 mars 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	65 621 $
GAZ METROPOLITAIN	13549050006600000407373160212	11 mars 2016	GAGNE, ANNIE	GazMétro - Période du 16 janvier au 11 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	57 542 $
GAZ METROPOLITAIN	13747500000700001460777160314	30 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Gaz naturel Serres Louis-Dupire - Période du 12 février au 11 mars 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 522 $
GAZ METROPOLITAIN	13747500000750000884280160212	11 mars 2016	GAGNE, ANNIE	GazMétro - Période du 16 janvier au 11 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 638 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GAZTEK INC	1108954	4 mars 2016	AACHI, FOUZIA	GasAlertMicroClip X3 et programmation - votre soum. # 1775	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 927 $
GESTION & CONSTRUCTION ENALTO INC.	1109216	7 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	TNC # 14863 - Démolition et désamiantage pour le Centre sportif Jean-Rougeau (455) - 2 soumissions - Gestion & construction Enalto retenu	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 189 $
GESTION DE PROJET BENOIT LALONDE INC. (GPBL INC.)	1111440	16 mars 2016	DEROME, JOHANNE	Octroyer un contrat à GPBL pour la rédaction et le soutien pour le postmortem du projet de Stade de soccer de Montréal.	Diversité sociale et des sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	16 431 $
GESTION IMMOBILIÈRE MINA JEBBARI INC.	rmi0001123780001140730004	18 mars 2016	Interface	GESTION IMMOBILIÈRE MINA JEBBARI INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000196, sur la liste de paiement 1603IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 263 $
GESTION PFB	1114047	30 mars 2016	GINCE, MARTIN	Réalisation de travaux de réparation et d'entretien pour la piscine du complexe sportif Claude-Robillard / Année 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	10 499 $
GESTION PFB	1114063	30 mars 2016	GINCE, MARTIN	Travaux de réparation effectués sur les terrains sportifs extérieurs du complexe sportif Claude-Robillard / Année 2016	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 249 $
GESTION PFB	1112994	23 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Fournir main-d'¿uvre pour réparation céramique dans vestiaire des hommes, dans corridors et escaliers. Réparation de certaines parties de dalle de béton. Divers matériaux incluant céramique, coulis, ciment de béton au Ctre Claude-Robillar	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 034 $
GESTION PFB	1109477	8 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Main-d'¿uvre pour reconstruction du mur est côté rue du Havre, gypse, isolation, contreplaqué et trappe d'accès à la Maison de la culture Frontenac	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 501 $
GESTION PFB	1109486	8 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de joints et peinture du studio côté rue du Havre à la Maison de la culture Frontenac	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 098 $
GESTION PFB	1109491	8 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Réparation d'environ 25 pieds de fissure dans le mur de fondation du studio côté est à la Maison de la culture Frontenac	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 073 $
GESTION USD INC	1113375	24 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	Service de distribution porte-à-porte de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement LaSalle - 2016	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	21 237 $
GESTION USD INC	1112871	22 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	BAC ROULANT VERT 660 L ESTAMPE V.DE M. & PAS DE CENDRE CHAUDE	Inventaire	Environnement et nature	13 570 $
GHD CONSULTANTS LTEE	1111192	15 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Étude géotechnique nécessaire à la démolition et a la reconstruction du mur de soutènement de la cour des Carrières - Incidence 13499	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	13 240 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GILLES TRUDEAU COMMUNICATIONS	1108136	1 mars 2016	RACICOT, JEAN	Élaboration et rédaction d'allocutions pour le maire de Montréal. Période du 1er janvier au 31 décembre 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 827 $
GLOBOCAM INC	ROS806953	8 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION ET REPARATION DE CAMION DE POMPIER SELON PEP ET LOI 430.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 344 $
GLOBOCAM INC	CAR807356	17 mars 2016	MASSE, PAUL	ACHAT DE FILTRE A PARTICULE ET PIECES CONNEXE SUR UNITÉ 396-09055	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 705 $
GLOBOCAM INC	ROS807258	10 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE CAMION DE POMPIER, INSPECTION ET REPARATION LOI 430	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 411 $
GLOBOCAM INC	ROS807259	10 mars 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION DE CAMION DE POMPIER, LOI 430	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 434 $
GLOBOCAM INC	CAR807177	10 mars 2016	LUSSIER, STEPHANIE	2872127PX INJECTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 242 $
GLOBOCAM INC	CAR808032	22 mars 2016	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION EN CARBURANT D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 198 $
GOODYEAR CANADA INC.	1110384	11 mars 2016	DESORMEAUX, LISE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - PNEUS)	Inventaire	Matériel roulant	3 285 $
GOODYEAR CANADA INC.	1112519	22 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 242 $
GOSECURE INC.	1091464	2 mars 2016	BERGERON, JACQUES	Description à l'annexe 1	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	10 499 $
GOWLING LAFLEUR HENDERSON	1112520	22 mars 2016	GAGNIER, PHILIPPE	avocats dossier Bixi	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 953 $
GOWLING LAFLEUR HENDERSON	1112520	22 mars 2016	GAGNIER, PHILIPPE	avocats dossier Bixi	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	13 686 $
GRAPHISCAN MONTREAL	1111083	15 mars 2016	PARIS, YVES	Soumission 49356 : 25 000 dépliants «Les Oiseaux» pour Eddie Persent au Biodôme de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 744 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1113834	29 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de lampe vapeur sodium pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Construction	2 041 $
GROUPE CONSEIL GSR INC.	985753	8 mars 2016	BERGERON, JACQUES	Services professionnels BVG-SP-2014-16	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	17 197 $
GROUPE DE RECHERCHE APPLIQUEE EN MACROECOLOGIE (GRAME)	1109743	9 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de distribution de bacs alimentaires Arr. Lachine	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	32 505 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	1109045	7 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	3 915 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	ROS807246	10 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	ENSEMBLE DE PESÉE FRONTALE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 200 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	ROS807249	10 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	ENSEMBLE DE PESÉE FRONTALE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 200 $
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	ROS807245	10 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	ENSEMBLE DE PESÉE FRONTALE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 675 $
GROUPE QUALINET INC	1109595	9 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Service de nettoyage et de désinfestation après sinistre dans l'édifice Lucien-Saulnier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 660 $
GROUPE ROUGE MEDIA INC.	1110885	14 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire - Campagne grande corvée de nettoyage 2016 - Investissement production - Investissement média	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	22 042 $
GROUPE SANTE DUCORE INC.	1112199	21 mars 2016	COTE, ISABELLE	Groupe Santé DuCore Inc. - Accident police - F:00005595	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 100 $
GROUPE TRIUM INC.	1113397	24 mars 2016	CECILE, DANIELLE	Vêtement de travail; Service - Couture, cordonnerie.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	3 091 $
GUARD-X INC	1108690	3 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission Q000022913 - Centre Ste-Cunégonde (8663) - 525, Dominion - Travaux de réparation du système de pompe incendie suite au gel de la salle de pompe - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 260 $
GUARD-X INC	1110235	10 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Piscine intérieure Annie-Pelletier (1078) - 8850, avenue Dubuisson - Refaire et reconfigurer l'éclairage d'urgence qui n'a jamais fonctionné depuis la livraison de la piscine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 345 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GUARD-X INC	1111172	15 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 139 $
GUILLAUME SASSEVILLE	1109788	9 mars 2016	GUERIN, SERGE	2e Prix - Médaille de l'Ordre de Montréal - Service - Design industriel.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 150 $
GUILLEMOT INTERNATIONAL INC.	1113070	23 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	ENSEMBLE SOUS-VETEMENT D'HIVER GRIS MIXTE	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	97 481 $
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1105296	7 mars 2016	LUU, VINH	coudes 90 degrés et raccord compression droit et à angle 5 degrés - votre soumission#1045869	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 785 $
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1111462	16 mars 2016	PELLERIN, GUY	Projet Turcot - Achat de luminaires (GE) LOT R001	Infrastructures, voirie et transports	Éclairage des rues	21 957 $
HEBDRAULIQUE INC.	CAR807838	17 mars 2016	MASSE, PAUL	FOURNIR P/O POUR ACHAT D'UNE PRESSE A FITTING HYDRAULIQUE POUR GARAGE ROSEMONT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 184 $
HEBDRAULIQUE INC.	MAD807247	10 mars 2016	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO POUR ACHAT DE FITTING EXCLUSIF CDN/NDG	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 147 $
HORIZON LUSSIER LTEE	ROS808697	23 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE INSPECTION ET RÉPARATION SELON PEP ET LOI 430	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 237 $
HORIZON PLASTICS INTERNATIONAL INC.	1110189	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de composteur - Inventaire Colbert	Inventaire	Environnement et nature	4 009 $
HOSELTON STUDIO INC.	0000158588	14 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 034 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1113272	24 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Caserne 53 (3525) - 310, rue de Beaurepaire - Réfection partielle de la toiture de bardeaux (section d'environ 2300 pieds carrés à remplacer) - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	21 181 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1113547	24 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission 201636- Centre Ste-Cunégonde (8663) - 525, rue Dominion - Plomberie et protection murs salle concierge sous-sol, réparation murs salle de bain sous-sol et des murs de l'atelier sous-sol - 3 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 244 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1113405	24 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de barricadage et réparation d'infiltrations d'eau pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 623 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1113405	24 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de barricadage et réparation d'infiltrations d'eau pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 156 $
HYDRAULIQUES R.N.P.	MAD807556	14 mars 2016	MASSE, PAUL	FOURNIR PO HYDRAULIQUE RNP SELON FACTURE 53170 POUR REPARATION COUTEAU COMPACTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 989 $
HYDRO-QUEBEC	299000030674160303	9 mars 2016	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 632 $
HYDRO-QUEBEC	2990001126476190016592591 60302	9 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité pour le Jardin botanique - Période	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	46 229 $
HYDRO-QUEBEC	2990001126216190016584721 60301	9 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité pour l'Insectarium - Période du 1er au 29 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 039 $
HYDRO-QUEBEC	2990001130416190016584731 60301	9 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité pour la Maison de l'arbre - Période du 1er au 29 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 578 $
HYDRO-QUEBEC	2990001125896190016584711 60301	9 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité pour la serre Louis-Dupire - Période du 1er au 31 janvier 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 569 $
HYDRO-QUEBEC	2990001125896865016001011 60201	9 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité pour la serre Louis-Dupire - Période du 1er au 31 janvier 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 386 $
HYDRO-QUEBEC	1112063	18 mars 2016	LÊ, SON-THU	Travaux de raccordement le réseau de FC à l'intersection du chemin Côte-Ste-Catherine et McNider.	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	35 347 $
HYPERTEC SYSTEMES INC	1111974	18 mars 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	74561 Évolution bureautique - Portatifs semi-robustes Panasonic CF-54 Touch; Stations d'accueil. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 991 $
ICF - INTELLIGENT COMMUNITY FORUM	1113681	29 mars 2016	GOYETTE, STEPHANE	Frais - Adhésion et cotisation - Frais annuel - Membership.	Direction générale	Gestion de l'information	6 491 $
IMAGE24	1110747	14 mars 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	BC ouvert pour l'année 2016 - Services d'un centre d'appels pour la gestion des plaintes suite à la réfection d'égouts (ligne info-eau)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	3 150 $
IMAGINE TOMORROW	1111947	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	9 449 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
IMAGINE TOMORROW	1111947	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	9 449 $
IMPRESSION MULTI-SOURCES INC.	1113555	24 mars 2016	CYR, RAOUL	Formulaire - Base de chèques en bleu 16.51.777-0 (03-2007) - Devis 10441A	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 829 $
INDUSTRIES ENVIROAIR INC.	1112392	21 mars 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Coil en remplacement pour le Centre Gadbois - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 509 $
INFO-EXCAVATION	1110721	14 mars 2016	LUU, VINH	Cotisation - Année 2015-2016	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	25 685 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1110780	14 mars 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	74561 Évolution bureautique - Licences VMware. Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 952 $
INSIGHT CANADA INC.	1109155	7 mars 2016	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Licence Easysoft (Licence corporative) - Période du 17 février 2016 au 16 février 2017 - Conformément à la soumission 217656533.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 409 $
INSTALLE-TECH	1112318	21 mars 2016	COURCHESNE, YVES	Montant alloué pour le service de déménagment	Finances	Administration, finances et approvisionnement	3 150 $
INSTITUT CANADIEN DES URBANISTES	1113784	29 mars 2016	DUCAS, SYLVAIN	Plan de commandite de 10 000$ pour le congrès national des urbanistes professionnels ''Accent sur l'urbanisme 2016'' de la ville de Québec du 5 au 8 juillet 2016.	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	10 000 $
INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VEGETALE DE MONTREAL	001296	15 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Service d'analyses de laboratoire	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000 $
INTACT ASSURANCE_182	rmi000110723000090158000 1	4 mars 2016	Interface	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005464, sur la liste de paiement 1602IC009 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 288 $
INTACT ASSURANCE_185	rmi000111290000090156000 1	18 mars 2016	Interface	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005779, sur la liste de paiement 1603IC006 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	8 916 $
INTERNATIONAL RIVE NORD INC	CAR808657	23 mars 2016	MASSE, PAUL	INSPECTION PEP+GHF ET LES RÉPARATIONS SORTIE À L'INSPECTION VOIR FACTURE:202166	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 854 $
INTERNATIONAL SEAFOOD AND BAIT	1107194	21 mars 2016	VAILLANCOURT, ROBERT	Nourriture pour animaux au Biodôme de Montréal (éperlans) 500 kg - Cartons de 25lbs - Ocean run size average 4 à 9" avec livraison sur 7 palettes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 617 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INVENTION MEDIA CORP.	1113305	24 mars 2016	CECILE, DANIELLE	Octroyer un contrat de services professionnels à Invention Média Corp pour la stratégie de contenu et la rédaction pour le site web HabiterMontéal.	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	18 793 $
IPEX INC.	1111589	16 mars 2016	LUU, VINH	conduits fendus #07993	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	8 189 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN	1109196	7 mars 2016	BIRON, PAULE	avocat dossier 15-002681	Affaires juridiques	Affaires civiles	9 535 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN	1114142	30 mars 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-000328 GH	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 535 $
ISABELLE BURGUN	1104644	3 mars 2016	DEROME, JOHANNE	Retenir les services d'Isabelle Burgun étant rédactrice du 1 février 2016 au 1 juillet 2016 pour le Service de la diversité sociale et des sports	Diversité sociale et des sports	Développement social	5 000 $
ISOCORK CANADA INC.	1098670	22 mars 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Écorces de liège	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500 $
J.C. TRANSMISSION INC.	MAD808236	29 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	FAIRE REPARER TRANSMISSION 212-11019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 543 $
JACQUES DESBIENS	1108952	4 mars 2016	GUERIN, SERGE	Lauréat- Médaille de l'Ordre de Montréal -Service - Design industriel.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 782 $
JEAN BRILLANT	av2015090	1 mars 2016	MCMULLEN, SONIA	Programme de subvention aux artistes professionnels	Culture	Autres - activités culturelles	5 931 $
JEAN-JACQUES LINCOURT	1113017	23 mars 2016	JUTRAS, PIERRE	Service techniques à Jean-Jacques Lincourt pour assurer la fourniture d'une ressource qualifié pour réaliser des travaux d'inspection et de contrôle qualité des arbres mis en jauge pour l'hiver et des arbres suppl.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	21 496 $
JEAN-SEBASTIEN WORSNIP	av2015084	2 mars 2016	MCMULLEN, SONIA	Programme de subvention aux artistes professionnels	Culture	Autres - activités culturelles	2 681 $
JOSEPH NAMMOUR	1112259	21 mars 2016	SAVOIE, ARMAND	JOSEPH NAMMOUR - Paiement de présence Comité de vérification 2016 - Vice-président et membre. CG16 0099.	Direction générale	Greffe	17 500 $
JOSHUA WOLFE	1109400	8 mars 2016	GAGNON, CHANTAL	Traductions du français vers l'anglais pour le site web Art Public Montréal (http://artpublicmontreal.ca/) (année 2016)	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	6 299 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JOURNAL LES AFFAIRES	1113621	28 mars 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Abonnement-2 ans	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	8 184 $
JULIE GALLAGHER	rmi0001100600001120120005	4 mars 2016	Interface	JULIE GALLAGHER\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005050, sur la liste de paiement 1602IC009 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 040 $
JULIE POISSON	1111154	15 mars 2016	LE NAY, ALBANE	Production de matériel multimédia (infolettres) pour l'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 437 $
KATHE ROTH	1110570	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Traduction vers l'anglais des outils de communication de l'Art public.	Culture	Autres - activités culturelles	16 378 $
KELLY SANI-VAC INC	1105903	10 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	Location de toilette chimique " sur demande" pour l'année 2016. Nous la retournons à lafin du chargement. (jan.fév. mars. avril. nov.dec	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 100 $
KENWORTH MONTREAL	ROS806951	8 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION ET REPARATION DE CAMION DE POMPIER PEP ET LOI 430	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 358 $
KEVIN GARCIA (TROPICAL PUPAE)	1109251	8 mars 2016	LARRIVEE, MAXIM	Achat de papillons pour PEL 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 003 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1111534	16 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 4397 ATELIER, PRODUITS POUR DIVERS ARÉNA, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 715 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1111571	16 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	vcr, bat 4397 atelier, pieces de remplacment station de traitement chimique, plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 217 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1111281	15 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	vcr, Aménagement 1624670001, bat 3089 aréna Garond, algaecide, plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 580 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1111499	16 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	vcr,aménagement 1624670002, bat 3211 aréna henri-bourassa, algaecide, plourde, dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 580 $
KONICA MINOLTA PLANETARIUM CO. LTD.	1113931	30 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Fixed star lamp for Infinium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 285 $
KOPEL INC.	1110537	11 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 -Production d'outils visuels pour la campagne de communication RA (Production des cartes postales - Communication RA)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	10 744 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1113870	29 mars 2016	AYLWIN, CHANTAL	#Soumission: KLS16035E datée du 14 mars 2016 - Item 4 - Renouvellement MATS MapInfo Professional (Version 15 - anglaise - 1 utilisateur) - Période du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2018 - Référence: Gaétan Barrière (Géomatique) du 14 mars	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	29 191 $
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1113870	29 mars 2016	AYLWIN, CHANTAL	#Soumission: KLS16035E datée du 14 mars 2016 - Item 4 - Renouvellement MATS MapInfo Professional (Version 15 - anglaise - 1 utilisateur) - Période du 1er novembre 2016 au 31 octobre 2018 - Référence: Gaétan Barrière (Géomatique) du 14 mars	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 126 $
KUMULUS EXPERIENCES CREATIVES	1108919	4 mars 2016	CHOQUET, JEAN-ROBERT	Kumulus OBNL- Gestionnaire de projet administratif.	Culture	Autres - activités culturelles	36 746 $
L. VILLENEUVE CIE (1973) LTEE	CAR800087	24 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS MATÉRIEL DE QUINCALLERIE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 730 $
L.L. FONDERIE	1108713	3 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - PATTE EN ALUMINIUM COULE POUR BANC)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	18 354 $
L.L. FONDERIE	1108935	4 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE -	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	18 354 $
LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES_33	rmi0001124500000904860006	30 mars 2016	Interface	LA CAPITALE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000233, sur la liste de paiement 1603IC008 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 050 $
LA CIE LOOMEX ELECTRIQUE LTEE	1109833	9 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Installer détecteur monoxyde de carbone et capteur auxiliaire CH4 et raccorder un câble entre les sondes et le panneau d'alarme incendie au Chalet du Parc Vinet	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 030 $
LA COMPAGNIE ROBERT BURY LTEE	1113607	25 mars 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - Peuplier Garnica pour l'atelier du 6000 - P. Desjarlais c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 804 $
LA GARE	1112444	21 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement des factures #1362 & 1437 - Les activités de direction technique, conception d'éclairage et sonore et production technique pour Je fais Montréal	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	23 240 $
LA PRESSE LTEE	1108447	2 mars 2016	HAMEL, ANDRE	Placement média publicitaire - La Presse web - Bon de commande IO#000286 - Campagne de stérilisation du 26 /02/2016 au 05/03/2016	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 150 $
LA SAVONNERIE DES DILIGENCES	33999	14 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 779 $
LABRADOR LAURENTIENNE	1112691	22 mars 2016	COTE, RICHARD	FOURNITURE EN BOUTEILLE D'EAU FORMAT DE 4 LITRES - AQUEDUC	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 828 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LAFAUNE.CA INC.	1109761	9 mars 2016	JUTRAS, PIERRE	Services techniques à LaFaune.ca pour le contrôle de populations de castor dans l'écoterritoires de la coulée verte du ruisseau Bertrand	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	2 520 $
LAFLEUR ET FILS INC	1108920	4 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	PORTES MOBILES (DÉPANNAGE - RÉP. PORTE DE GARAGE À LA CASERNE 21 #3336, REQ. 01-271751, À LA CASERNE 17 #3217, REQ. 71-273567 ET À LA CASERNE 45 #2431, REQ. 01-271768, LAFLEUR ET FILS INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 774 $
L'ALLIANCE DES MUSEES D'HISTOIRE NATURELLE DU CANADA	ri10997	1 mars 2016	DURAND, CATHERINE	Adhésion annuelle pour : Alliance des musées d'histoire naturelle du Canada 2016-2017	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000 $
LAMPADAIRES FERALUX INC	1111115	15 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	FUT ROND CONIQUE,DE 24 PIEDS (7.3M),EN ACIER GALVANISE RENFORCE,SANS CAPUCHON,FINI POUDRE DE POLYESTER CUITE NOIR TEXTURE,RAL 9005,SELON LES DESSINS # DN-4311 ET DN-4312	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	546 848 $
LANDRY STRATEGIES INC.	1101951	2 mars 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	70500 - Services professionnels - Landry - Gré à gré.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 843 $
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE (KUBOTA MONTREAL)	MAD807730	17 mars 2016	BRISEBOIS, JOEL	K3719014 CYLINDRE DE OUTRIGER DE LEVAGE C/G	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 176 $
L'ATELIER URBAIN INC.	1109213	7 mars 2016	PELLERIN, GUY	PROJET DE CASTELNAU - Signature visuelle pour l'aménagement de la place de Castelnau	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	13 602 $
LAVE AUTO LIDO	1100911	7 mars 2016	DESJARDINS, GILLES	Unités de 1$ ou moins pour lavage de la flotte de véhicules des opérations pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 730 $
LD MOBILITE CONCEPT	1113929	30 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	L.D. Mobilité Concept: Location de voiture à Paris lors de la mission Semaine de Montréal à Paris de M. Pierre Desrochers du 4 au 11 mars 2016.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 966 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	DIC808373	21 mars 2016	MASSE, PAUL	service externe; remplacement du DPF, et remplacement du EGR valve	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 457 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	CAR801738	24 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION ET ANTI POLLUTION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 176 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	CAR808431	22 mars 2016	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION EN CARBURANT + CIRCUIT DE FREINAGE D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 121 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	CAR806120	1 mars 2016	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 102 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE DEVOIR	1110474	11 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Placement média - Appel d'offres - Le Devoir pour le mois de février 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 409 $
LE DEVOIR	1113554	24 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Appel d'offres, Le Devoir, plusieurs factures	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 971 $
LE DEVOIR	1112837	22 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, Le Devoir, Facture DE177572/ 2 mars 2016-DE177522 /29 fév. 2016-DE177593/ 3 mars 2016-DE177620/ 4 mars 2016-DE177619/ 4 mars 2016-DE177595/ 3 mars 2016-DE177573/ 2 mars 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 489 $
LE DEVOIR	de177966	22 mars 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # ? / Pub 12 mars pleine page PEL	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 500 $
LE FLAG SHOP	1110567	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Ensemble de bannières, faiteau pour stock, installation, location de grue, etc. Soumission #206902	Culture	Autres - activités culturelles	22 732 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR808612	23 mars 2016	MASSE, PAUL	REPARATION , CHECK ENGINE, KIT 5TH WHEEL, BOOSTER, GARDE BOUE , CONVEX HORS GARANTIE VOIR FACTURE BL46237	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 681 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR806241	2 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REMPLACEMENT TCU SUR CAMION STERLING VOIR FACTURE ;BL46150	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 867 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1108709	3 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - QUINCAILLERIE)	Inventaire	Outillage et machinerie	9 234 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1108928	4 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - QUINCAILLERIE DIVERSE)	Inventaire	Construction	6 351 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1111771	17 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de peinture aérosol - Inventaire Colbert (entente terminé)	Inventaire	Construction	4 976 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1108928	4 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - QUINCAILLERIE DIVERSE)	Inventaire	Outillage et machinerie	4 727 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1109991	10 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	Achat de peinture, soupape d'arrêt, bidons, ficelles et différents outillages (pas sur entente cadre) -Inventaire Colbert	Inventaire	Outillage et machinerie	3 047 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1112872	22 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Outillage et machinerie	2 485 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE GROUPE LEFEBVRE M.R.P. INC	1114166	30 mars 2016	BOUVRETTE, JEAN	Réparation de fissures des dalles au Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 530 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1108916	4 mars 2016	LABOS, COSTAS	V.C.R. et Soudure - Remplacement air climatisé Archives Hôtel de Ville - Patrick Plourde c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 727 $
LE GROUPE MASTER S.E.C.	1108911	4 mars 2016	LABOS, COSTAS	V.C.R. et Soudure réfrigérant divers pour divers bâtiments. Patrick Plourde c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 042 $
LE GROUPE SIMONEAU INC.	MAD807271	10 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	RÉPARATION BOUILLOIR DANS CAMION 217-06679 POUR SERVICE D'AQUEDUC	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 134 $
LE GROUPE SPORTS-INTER PLUS INC	1112489	22 mars 2016	LEMAY, JULIE	Poids plastique int. de 2, 3, 4, 5, 6 kg	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 524 $
LE GROUPE SPORTS-INTER PLUS INC	1110002	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'équipements sportif - Inventaire colbert	Inventaire	Culture, sport et loisir	7 418 $
LEARNORAMA	1110078	10 mars 2016	FILION, IVAN	Abonnement à la ressource électronique toutapprende.com, accès à un catalogue en ligne durant 3 ans(2015/2017) 2ième période d'un an.	Culture	Bibliothèques	27 909 $
LEDUC ELECTRIQUE LTEE.	1114146	30 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - Moteur neuf pour l'Aréna Maurice-Richard (0450) - requête # 76-28203 - Plourde, Dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 296 $
LEGER	1113003	23 mars 2016	LE NAY, ALBANE	Réalisation d'un sondage auprès de la clientèle des camps de jour	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	16 550 $
LEICA GEOSYSTEMES LTEE	1109161	7 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Soumission #: 20160302-1JSC Montréal accessoires - Cible qui se fixe sur monture GPH1 - Monture pour prisme Circulaire GPR1 - GZR3, Support de précision, avec nivelle et plomb opt. - GDF321, Embase professionnel sans plomb optique.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 654 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1109678	9 mars 2016	DEROME, JOHANNE	Impression 1 000 brochures et 3 fois 1 000 lettres pliées et insérées dans les brochures - Projet réfugiés Syriens.	Direction générale	Autres - activités culturelles	5 572 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1109614	9 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TNC 92600, ACHAT DE QUINCAILLERIE POUR REMPLACEMENT DE COMPOSANTES ARCHITECTURALES, ATELIER #4397, LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 686 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1109612	9 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TNC 92600, ACHAT DE QUINCAILLERIE POUR REMPLACEMENT DE COMPOSANTES ARCHITECTURALES, ATELIER #4397, LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 344 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1108930	4 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - SAC A ORDURE)	Inventaire	Environnement et nature	32 721 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1109240	7 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - SAC ORDURE)	Inventaire	Environnement et nature	24 210 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1108708	3 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - SAC ORDURE)	Inventaire	Environnement et nature	5 808 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES GILLES GAUVIN INC.	1111198	15 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Mise à la terre du local d'entreposage de peinture et remplacement des luminaires de ce même local - Incidence 13499	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	13 606 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1108081	1 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission VI152599 - Garage de la Cour Pointe-aux-Trembles (0761) - 3535, 36e Avenue - Remplacement du compresseur d'air pour ateliers - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 710 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1112911	23 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Laboratoire Cour de Louvain (0044) - 999, rue de Louvain est - Remplacement de la génératrice existante par un groupe électrogène d'occasion tel que l'option 2 de la soumission 335431	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 255 $
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	1110377	10 mars 2016	LAPOINTE, LOUIS	Travaux d'urgence Blvd Gouin/St-Évariste - Travaux d'hydro-excavation et d'étançonnement	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	16 798 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1110964	15 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre Monseigneur Pigeon (0869) - 5550, rue Angers - Réparation murs de blocs - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 780 $
LES EQUIPEMENTS DE RESTAURANT DE L'EST INC.	1112950	23 mars 2016	LEMAY, JULIE	Réfrigérateur 1 porte stainless steel Kelvinator	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 847 $
LES EQUIPEMENTS JPB INC.	1108028	1 mars 2016	MARCOUX, ALAIN	Fourniture, installation, formation et certification de systèmes de protection anti-chute à l'atelier mécanique CESM - Incidence 13961	Gestion et planification immobilière	Autres - Transport	21 337 $
LES IMPRIMES ADMINISTRATIFS CONTINUUM LTEE	1112355	21 mars 2016	SINCLAIR, NANCY	LES IMPRIMES ADMINISTRATIFS CONTINUUM LTEE - Produits d'enveloppes #10 - Élection partielle de Montréal-Nord (CE16 0309) conforme à la facture 043776. (Unité de mesure Ch=1000).	Greffe	Greffe	2 066 $
LES INDUSTRIES DE METAL B & F (CANADA) LTEE.	1112936	23 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de pattes de barricade pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	6 060 $
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	246215	17 mars 2016	GAGNE, ANNIE	BC207650 - Remplacement du plastique sur le toit de la serre Tunnel 3 de IRBV	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 035 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES INDUSTRIES SPECTRA LUX INC.	1111653	17 mars 2016	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Réaliser l'analyse d'équipements au LED de manufacturiers et de fournir un cahier de charge pour l'éclairage du monde polaire du Biodôme (Migration)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 153 $
LES MAUVAIS GARCONS	1110752	14 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire - Corvée de nettoyage montréalaise 2016 - Bannières Web selon devis	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	3 150 $
LES PEPINIERES SHERIDAN LTEE	1112600	22 mars 2016	JUTRAS, PIERRE	Baliveaux à racines nues branchés	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 950 $
LES PETROLES PARKLAND	9523264	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		20 601 $
LES PETROLES PARKLAND	9523265	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 735 $
LES PETROLES PARKLAND	9698266	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 449 $
LES PETROLES PARKLAND	9706765	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 439 $
LES PETROLES PARKLAND	9667409	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		19 435 $
LES PETROLES PARKLAND	9494635	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 949 $
LES PETROLES PARKLAND	9523273	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 865 $
LES PETROLES PARKLAND	9511473	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		18 032 $
LES PETROLES PARKLAND	9698261	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		17 760 $
LES PETROLES PARKLAND	9706796	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		17 750 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PETROLES PARKLAND	9500707	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		16 473 $
LES PETROLES PARKLAND	9667410	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		15 223 $
LES PETROLES PARKLAND	9706766	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		14 356 $
LES PETROLES PARKLAND	9511466	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		13 677 $
LES PETROLES PARKLAND	9667404	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		12 206 $
LES PETROLES PARKLAND	9701907	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		11 844 $
LES PETROLES PARKLAND	9712644	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		11 836 $
LES PETROLES PARKLAND	9706761	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		11 830 $
LES PETROLES PARKLAND	9500709	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		11 541 $
LES PETROLES PARKLAND	9511476	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 867 $
LES PETROLES PARKLAND	9496432	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		9 858 $
LES PETROLES PARKLAND	9701908	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 461 $
LES PETROLES PARKLAND	9706757	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 461 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PETROLES PARKLAND	9712643	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 449 $
LES PETROLES PARKLAND	9667400	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 444 $
LES PETROLES PARKLAND	9703823	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 354 $
LES PETROLES PARKLAND	9500711	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 240 $
LES PETROLES PARKLAND	9494647	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		8 233 $
LES PETROLES PARKLAND	9593272	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 687 $
LES PETROLES PARKLAND	9523272	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 275 $
LES PETROLES PARKLAND	9707975	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		7 079 $
LES PETROLES PARKLAND	9667402	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 989 $
LES PETROLES PARKLAND	9657445	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 872 $
LES PETROLES PARKLAND	9511467	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 861 $
LES PETROLES PARKLAND	9477246	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 859 $
LES PETROLES PARKLAND	9667407	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 823 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PETROLES PARKLAND	9703811	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 788 $
LES PETROLES PARKLAND	9503620	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 612 $
LES PETROLES PARKLAND	9712645	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 328 $
LES PETROLES PARKLAND	9511477	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		6 009 $
LES PETROLES PARKLAND	9494648	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 967 $
LES PETROLES PARKLAND	9494644	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 701 $
LES PETROLES PARKLAND	9701914	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 547 $
LES PETROLES PARKLAND	9523270	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 151 $
LES PETROLES PARKLAND	9703810	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		5 060 $
LES PETROLES PARKLAND	9503631	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 929 $
LES PETROLES PARKLAND	9496436	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 920 $
LES PETROLES PARKLAND	9511458	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 605 $
LES PETROLES PARKLAND	9701915	11 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 576 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PETROLES PARKLAND	9593280	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		4 260 $
LES PETROLES PARKLAND	9703829	10 mars 2016	Interface	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir		2 954 $
LES PLANCHERS 4 SAISONS INC.	1108359	2 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Studio 1, studio 2 et entrée : polir et appliquer 2 couches de vernis Saman Pro Hybride fini satin à la Maison de la culture Frontenac	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 663 $
LES PORTES JPR INC.	1108408	2 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux sur portes de garage #3, 7 et 9 à la Caserne 65	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 347 $
LES PRODUCTIONS GREGORY INC.	1112771	22 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Performance de Gregory Charles et Eva Lesage le 12 février 2016 lors du souper organisé à l'occasion de la visite du secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	22 828 $
LES SERVICES D'ARBITRAGE BERTHIER INC	1108581	3 mars 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Grief : 2015-04 - Vincent Villeneuve - VD/AS/T/.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 440 $
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC.	1113249	23 mars 2016	GAGNON, CHANTAL	Aménagements des bibliothèques de la Ville de Montréal.	Culture	Bibliothèques	16 278 $
LES YMCA DU QUEBEC	1108833	4 mars 2016	MARCOUX, ALAIN	Octroyer un contrat pour les services d'un superviseur mobile d'avril à octobre 2016 afin d'encadrer des participants au programme de travaux compensatoires	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	62 432 $
LES YMCA DU QUEBEC	1109939	10 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 -Service de distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Sud-Ouest - 2016 - Distribution de bacs implantation RA	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	36 885 $
LES YMCA DU QUEBEC	1108694	3 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Sud-Ouest - 2016 (Sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimenta	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	22 131 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7148893	1 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 081 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7149007	30 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 593 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7149201	22 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 484 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7148894	1 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 456 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7149202	7 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 353 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7149170	23 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 056 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7149162	4 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 035 $
LIBRAIRIE BERTRAND	120962	24 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 270 $
LIBRAIRIE BERTRAND	120704	7 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 173 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16096	7 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 245 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20540676	7 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 430 $
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	33584	23 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 117 $
LINDE CANADA LIMITEE	1111116	15 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	45 195 $
LINDE CANADA LIMITEE	1111400	16 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	38 619 $
LINDE CANADA LIMITEE	1110865	14 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	35 809 $
LINDE CANADA LIMITEE	1105552	23 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT LATEX, PANTALON PLUIE, GILET PLUIE)	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	6 034 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LINDE CANADA LIMITEE	1110759	14 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	5 898 $
LINDE CANADA LIMITEE	1112878	22 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	5 787 $
LINDE CANADA LIMITEE	1105552	23 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT LATEX, PANTALON PLUIE, GILET PLUIE)	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	3 174 $
LINDE CANADA LIMITEE	1108714	3 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - GANT TRAVAIL)	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	2 279 $
LINEAIRE INFOGRAPHIE INC.	1112941	23 mars 2016	LAPOINTE, JOSEE	Facture - Bloc-notes autocollant 3"X3", forme sur mesure avec impression en quadrichromie	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 308 $
LINKEDIN IRELAND LIMITED	1109157	7 mars 2016	PERRAS, SYLVAIN	Mises à jour des affichages pour 2 nouveaux postes stratégiques à la direction.(Directeur (trice) Centre d¿expertise intelligence d¿affaires et Directeur(trice) Solutions d¿affaires).	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 000 $
LISE SEGUIN	1112034	18 mars 2016	LE NAY, ALBANE	Saisie de données pour la réalisation de la revue de presse	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	10 000 $
LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS DISCOUNT	1097597	17 mars 2016	LOGE, HERVE	BC ouvert 2016 - pour la location de véhicule pour l'équipe MCE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 499 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	ROS798383	23 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	UTILISATION D'UN CHARIOT ELEVATEUR POUR TRAVAIL EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 382 $
LOCATION LORDBEC INC.	1109733	9 mars 2016	LAPOINTE, LOUIS	Divers travaux de raccordement d'égout dans l'arrondissement d'Ahuntsic/Cartierville	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	22 824 $
LOISIRS SPORTIFS COTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRACE	1114172	30 mars 2016	GINCE, MARTIN	Compétition de nage synchronisée le samedi 7 mai et dimanche 8 mai 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	2 200 $
LOUE FROID INC.	587	4 mars 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207207 / Location de 1 roulotte 20' x 8' réfrigérée avec accessoires et 1 roulotte 20' x 8' congélateur et accessoires	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 420 $
LUBEQUIP LTEE	CAR808510	22 mars 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	EQUIPEMENT DE GARAGE POINCARRÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 301 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LUBEQUIP LTEE	MAD808038	17 mars 2016	ITIM, SAÏD	225006 / POMPE A GRAISSE AVEC SUPPORT A BARIL SUR 4 ROUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 010 $
LUBEQUIP LTEE	MAD808039	17 mars 2016	ITIM, SAÏD	225006 / POMPE A GRAISSE AVEC SUPPORT A BARIL SUR 4 ROUES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 010 $
LUMCA INC.	1109318	8 mars 2016	PELLERIN, GUY	Projet Turcot - Achat de luminaires	Infrastructures, voirie et transports	Éclairage des rues	31 622 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1494927500	2 mars 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207642 / luminaires aux led pour le vestiaire des employers sur le 347, étanche à l'eau poussière et insectes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 875 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1113086	23 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, BAT 4397 INV.ATELIER, DIVERS PRODUITS, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 905 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1113047	23 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ, TNC 92629, BAT 110 C.PERE MARQUETTE, LUM FLUO PLAFOND, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 553 $
M2D LEADERSHIP	1111203	15 mars 2016	BERGERON, HELENE	Honoraires professionnels pour l'évaluation psychométrique des aspirants policiers pour l'embauche de 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	8 401 $
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	1110845	14 mars 2016	MASSE, PAUL	Demande d'installation et fourniture d'un poste de lubrification -- Livraison: Atelier de proximité de Poincaré. Voir la soumission SOU0113640 datée du 7 mars 2016	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	9 623 $
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	CAR809171	30 mars 2016	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCE POUR RÉPARER CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 474 $
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE INC.	CAR806928	16 mars 2016	LUSSIER, STEPHANIE	C001065878	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 061 $
MAHEUX SABLAGE AU JET INC.	ROS808882	24 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	SABLE D'UNE REMORQUE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 572 $
MAITRE & CHEF TRAITEURS INC	1109361	8 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Maitre & Chef: service du traiteur lors du souper organisé à l'honneur de M. Ban Ki-moon, secrétaire général des nations unies, le 12 février 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	39 336 $
MARC-ANDRE CHAPUT	1113434	24 mars 2016	GOYETTE, STEPHANE	Service de réalisation d'un guide de marque pour le Bureau de la ville intelligente et numérique en collaboration avec le Service des communications de la Ville de Montréal.	Direction générale	Gestion de l'information	19 055 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MARCHE FLORAL INTER-PROVINCIAL LTEE.	448873	23 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 476 $
MARINDUSTRIEL ENR	ROS807393	11 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	GROUPE ÉLECTROGÈNE POUR AMÉNAGEMENT DE VÉHICULE NEUF.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 691 $
MARIO VANDAL	1113617	28 mars 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Services professionnels BVG SP 2016-04	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	4 200 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1112557	22 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériaux de fabrication et usinage	7 402 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1108364	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Fabrication de panneaux de circulation "ARRET" - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	6 425 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1110705	14 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	ST-LEONARD / REAPPROV (INVENTAIRE - AUTOCOLLANTS DIFFERENTS HORAIRES)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 328 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1110339	10 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	ST-LAURENT / REAPPROV. (INVENTAIRE - SIGNALISATION)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 796 $
MATERIEL DE LABORATOIRE J.G. INC.	1112487	22 mars 2016	ROY, SYLVAIN	Réparation et entretien des jauges portatives nucléodensimètre du laboratoire pour l'année 2016. Demandeur: Richard Després	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 109 $
MAUDE ST-PIERRE LEONARD	1110549	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Assurer la direction de production de la pièce "Les Déculoppés".	Culture	Autres - activités culturelles	3 000 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1110196	10 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	16G014 - Analyses chimiques pour suivi environnemental 2016-2017 des eaux de fontes et souterraines du site d'entassement de la neige Newman. Gré à gré.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	11 074 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1110188	10 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	Analyses chimiques pour le suivi environnemental 2016-17 des eaux souterraines et de fonte des sites d'entassement de la neige St-Michel, Newman, Angrignon et 46e Avenue. (16G013)	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	4 188 $
ME GILLES FAFARD	1109779	9 mars 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	mémoire de frais dossier 10-000367	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	8 189 $
ME SYLVAIN BELAIR	1109781	9 mars 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	mémoire de frais dossier 10-000367	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	21 077 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MEC SYSTEMS INC.	60115	17 mars 2016	GAGNE, ANNIE	BC207620 - Nozzle extension 1/2'' et adapteur	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 395 $
MECANO ALCA INC	CAR808927	25 mars 2016	DAVID, STEPHANE	S17295 PIECE HYDRAULIQUE GRUE HIAB	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 180 $
MEDIAQMI INC.	1110461	11 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Placement média - Info-Neige - Journal 24 Heures. 9 factures du 2 décembre 2015 au 14 janvier 2016.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 299 $
MEDIAQMI INC.	1110986	15 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire - Campagne Corvée de propreté 2016 - Journal 24h 2t 24h.com - Selon contrat du 11 mars 2016	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	27 297 $
MEDIAQMI INC.	1112387	21 mars 2016	HAMEL, ANDRE	Placement média publicitaire - Campagne stérilisation animale 2016 - Journal de Montréal - 27 fév 2016 - Facture: ER00105343, ER00105281, ER00105147, VR00128402, VR00128435, VR00128498	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11 786 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1110430	11 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Placement média - Info-neige - Journal Métro - Diverses factures	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 878 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	172739	8 mars 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 125 / Pub spécialisée saison 1	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 594 $
MESSAGERIES ADP	2177091	1 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 044 $
METAL M-PACT INC.	DIC804288	8 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	metal et acier atelier + de 3000.00. ok N .Chrétien	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 333 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS803565	24 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS MATÉRIEL POUR FABRICATION EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 113 $
METAUX PROFUSION INC.	ROS805450	23 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS ACIER POUR FABRICATION EFFECTUER U.T.M	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 953 $
METRO COM CANADA	1112578	22 mars 2016	BEAUCHAMP, CARLE	LOCATION RADIOS MOBILES KENWOOD, MODÈELE NX-800K INCLUANT MICROPHONE, TÊTE DE CONTRÔLE DÉTACHABLE, CÂBLE DE CONTRÔLE, SUPPORTS, CÂBLE D'ALIMENTATIONPÉRIODE DE LOCATION DE 12 MOISDU 1ER MARS 2016 AU 28 FÉVRIER 2017. CONTRAT: 7155.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 291 $
METRO COM CANADA	1112559	22 mars 2016	BEAUCHAMP, CARLE	RADIOS MOBILES KENWOOD, MODÈELE NX-800K INCLUANT MICROPHONE, TÊTE DE CONTRÔLE DÉTACHABLE, CÂBLE DE CONTRÔLE, SUPPORTS, CÂBLE D'ALIMENTATION.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 347 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MICHELE POIRIER ET ASSOCIES INC.	1108814	4 mars 2016	CLOUTIER, SYLVIE	Formation '' Le sens politique '' - Isabelle Noury - 16 et 17 mars 2016; Formation '' Stratégies d'influence'' - Isabelle Noury - 30 et 31 mars 2016.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 129 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1110784	14 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de pneux	Inventaire	Matériel roulant	7 970 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1108079	1 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	6 760 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1111575	16 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	6 051 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1109289	8 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 442 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC806321	7 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	PNEU LOADER OK N CHRÉTIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 370 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC807017	9 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	PNEU LOADER OK N CHRÉTIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 362 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	MAD807417	11 mars 2016	MASSE, PAUL	05359 PNEUS 11R22.5 POUR ESSIEU ARRIERE (TRACTION)MICHELIN XOS-2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 981 $
MILORD - ARCHITECTURE D'EVENEMENTS INC.	1111946	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	22 047 $
MILORD - ARCHITECTURE D'EVENEMENTS INC.	1111946	17 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Organisation et planification - Opération ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	22 047 $
MIREILLE PHILOSCA	17032016	22 mars 2016	DAME, JEAN-PHILIPPE	Facture pour des ateliers reliés au programme Contact	Culture	Bibliothèques	2 113 $
MITCHELL 1	1111908	17 mars 2016	MARCHAND, NATHALIE	Renouvellement logiciel Prodemand, avec l'extension TT.NET, Logiciel (Arrondissement Verdun) - Période du 10 février 2016 au 9 février 2017.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 258 $
MMS LASER	ROS807307	10 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	DECOUPE AU LASER POUR PIECES UTILISE PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 195 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MMS LASER	ROS807424	11 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS PIECES COUPE AU LASER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 414 $
MODES SLY & CO	1113071	23 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	SAC DE TRANSPORT SIM,SECURITE INCENDIE	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	27 307 $
MOODY'S INVESTORS SERVICE***	g1958322000	22 mars 2016	ARION BARBU, SIMONA	frais annuel: 01/2016 - 12/2016	Finances	Autres frais de financement	96 589 $
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1112473	22 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Montant accordé à la firme Morin Relations Publiques pour gestion des médias sociaux et de positionnement médiatique ciblé en marge des activités clés de Je fais Montréal.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 310 $
MORIN RELATIONS PUBLIQUES	1108642	3 mars 2016	CLOUTIER, SYLVIE	Positionnement médiatique du Service des TI de la Ville de Montréal.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 913 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1108940	4 mars 2016	CARETTE, CLAUDE	Conseiller, programme d'aide aux employés - facture janvier 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 546 $
MOTOROLA SOLUTION CANADA INC.	1107962	1 mars 2016	LAVOIE, MARCEL	Travaux pour rendre les enregistreurs NICE Standlone.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 406 $
MOTS D'ELLES	1106217	7 mars 2016	ALLARD, PATRICE	Lecture de dossier à titre du jury - programme Montréal Interculturel - PMI - facture VilleMTL01	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	2 000 $
MSK CANADA LTEE.	1113400	24 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR, TNC 92620, BAT 98 MAISON DE LA CULTURE MAISONNEUVE, GARDE CORPS DELTA, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 098 $
MTL BLOG INC.	1110974	15 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire WEB - Campagne corvée de propreté 2016 - Du 10 mars au 29 mai 2016 - Tel que bon d'insertion 0546-vdm	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	6 299 $
NAC DESIGN INC.	1109194	7 mars 2016	PELLERIN, GUY	PROJET DE CASTELNAU - Animation consultations publiques	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19 685 $
NADEAU ULTRA TECH	1108872	4 mars 2016	LUU, VINH	Travaux d'électricité à différentes adresses (F-9926 et F-9931) Conversion	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	4 063 $
NADEAU ULTRA TECH	1109968	10 mars 2016	LUU, VINH	Travaux d'électricité à différentes adresses (F-9935 et F-9937) Conversion	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	2 966 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NATIONAL ASSOCIATION OF CITY TRANSPORTATION OFFICIALS INC.	1110931	15 mars 2016	CARETTE, CLAUDE	2016 NACTO Memership - Claude Carette	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	11 200 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1110088	10 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de distribution porte-à-porte de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement St-Léonard - 2016 (Distribution porte-à-porte bacs RA)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	28 739 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1109825	9 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de sensibilisation par un porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Verdun - 2016 (Sensibilisation implantation RA - 2016)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	28 227 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1113277	24 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement LaSalle - 2016	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	21 987 $
NATURE-ACTION QUEBEC INC	1112538	22 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Anjou	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	8 069 $
NATURE'S EXPRESSION	88717a88717b	9 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 005 $
NEDCO	1113794	29 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Lampes... pour l'aréna Gadbois - Éric Desrochers c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 604 $
NEDCO	1111631	16 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ,TNC 92644, BAT 578 EDIFICE CHAUVEAU, LUMINAIRE, LAMPES, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 175 $
NEDCO	1108836	4 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - tube néon pour TNC#90572 - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 299 $
NEDCO	1109169	7 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Ballast, lampes et relais pour inventaire - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 232 $
NEDCO	1108763	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - inventaire et job pour le parc La Fontaine - Éric Desrochers	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 807 $
NEDCO	1114168	30 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	TNC # 92597 - REMPLACEMENT DE COMPOSANTE POUR L'ATELIER D'ÉLECTRICITÉ (4397)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 765 $
NEDCO	1109659	9 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Ballast -matériel pour inventaire - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 243 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NEDCO	1108010	1 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité ¿ Conduit et matériel pour conduit ¿ Éric Desroches c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 208 $
NEDCO	1112940	23 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	électricité,bat 4397 inventaire atelier, lampe, tremblay eric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 841 $
NEDCO	1113779	29 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Lampes... pour l'aréna St-Louis - É. Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 717 $
NEDCO	1108544	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Mèches, couverts thermostats, thermostats pour le Théâtre Outremont - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 634 $
NEDCO	1112929	23 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	électricité, bat 4397 inventaire atelier, lampe, tremblay eric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 620 $
NEDCO	1108217	2 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Tube en U t8, ballast, transfo pour inventaire - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 489 $
NEDCO	1113765	29 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Lampe pour l'aréna Mont-Royal - É. Desrochers c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 335 $
NEDCO	1111631	16 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ,TNC 92644, BAT 578 EDIFICE CHAUVEAU, LUMINAIRE, LAMPES, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 331 $
NEDCO	1112805	22 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Light lift alladin -ALL700 lieu des travaux : Gaston Miron - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 267 $
NEDCO	1108119	1 mars 2016	LEPAGE, DOMINIQUE	Électricité - Lampes fluo... pour la Cour Bercy - É. Desrochers c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 119 $
NEOPOST CANADA LIMITEE	1093076	14 mars 2016	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Frais pour l'équipement et service des machine timbreuse au bureau de poste (facture 2201870 et facture 2201776)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	17 848 $
NEOPOST CANADA LIMITEE	1109407	8 mars 2016	JODOIN, LUC	Contrat d'entretien pour plieuse insèreuse	Culture	Bibliothèques	2 354 $
NEWAD MEDIA INC.	1110513	11 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	INFO-Neige - Placement média - Newad - IN01375601215 - 2015-12-01	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	30 236 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NIP PAYSAGE INC	1106281	7 mars 2016	AYLWIN, CHANTAL	SP - DRM 002844-TG-01 -Mandat de design urbain projet Laurier. Dem.: Stéfan Galopin, Réq.: Guy Pellerin, AO sur invitation 15-14858.	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	85 893 $
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM807672	15 mars 2016	MASSE, PAUL	SYSTÈME DE DÉTECTION DE RECUL ET MONITEUR POUR CHARGEUR JOHN-DEERE 624K APPAREIL 437-10277	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 658 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC806186	1 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	service externe; diagnostique et réparation de moteur Jean Chevreuil!:)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 868 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC806516	8 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	achat de turbo de moteur de souffleuse	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 302 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC806795	8 mars 2016	LEBRUN, ANDRÉ	PIECES TRACTEUR J DEERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 447 $
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC806319	7 mars 2016	LEBRUN, ANDRÉ	AT377554 ROUE ASSY	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 349 $
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM806005	1 mars 2016	DESPATIE, ERIC	*** COMMANDE POUR NDG *** PIÈCES POUR RÉPARATION SYSTEME HYDRAULIQUECHARGEUR 437-10385	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 100 $
NSSC OPERATIONS LIMITED	1113932	30 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	We are Stars / One year term / Spectacle pour Planétarium RTA	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	31 971 $
O.G. SECURITE	1110007	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de casques et protecteurs de genoux - Inventaire Colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	2 978 $
OBJECTIF LUNE INC.	1109153	7 mars 2016	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Entretien des licences PlanetPress - Période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 - Conformément à la soumission QUO-09066-FS0.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 726 $
OBOXMEDIA	1110720	14 mars 2016	BRISSON, GUYLAINE	Placement média publicitaire: Campagne grande corvée de nettoyage 2016 pour avril et mai.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	15 748 $
OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU GRAND MONTREAL	1110217	10 mars 2016	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	Diffusion du dépliant de programmation du CHM. Facture 40380.	Culture	Musées et centres d'exposition	2 560 $
OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU GRAND MONTREAL	40378	8 mars 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 124 / Distribution réseau tourisme Mtl, pub touristique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 067 $

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
OLYMPIQUE SOLUTIONS INFORMATIQUES	1108121	1 mars 2016	LUU, VINH	cartouches d'encre	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 759 $
OMNIA TECHNOLOGIES INC._1	rmi0001136280001152330003	18 mars 2016	Interface	OMNIA TECHNOLOGIES INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-000875, sur la liste de paiement 1603IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 037 $
OPALE INTERNATIONAL INC.	1112977	23 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	PANTALON CARGO,MARINE pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	14 202 $
OPALE INTERNATIONAL INC.	1112866	22 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	PANTALON CARGO,MARINE	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	3 617 $
ORANGE TRAFFIC INC	1108772	3 mars 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Exécution et la validation des modes de gestion des contrôleurs PEEK ATC-1000 en lien avec l'implantation à venir sur le corridor SRB Pie-IX - GRÉ À GRÉ	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	84 042 $
ORANGE TRAFFIC INC	1113752	29 mars 2016	RAIL, CHRISTIANNE	Acquérir 4 têtes de feux pour le prototype (tronçon Henri-Bourassa / Charleroi) - projet SRB-Pie IX. Avant projet.	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	4 913 $
OVERDRIVE INC.	5161132702593021516	16 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	7 042 $
OVERDRIVE INC.	5161140000233021116	16 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 235 $
OVERDRIVE INC.	5161134334580032116	30 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 324 $
OVERDRIVE INC.	5161102057137031616	30 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 427 $
OVERDRIVE INC.	5161160340817022416	16 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 414 $
OVERDRIVE INC.	5161161700793030916	30 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 191 $
PALAIS DES CONGRES DE MONTREAL	1113293	24 mars 2016	SINCLAIR, NANCY	SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL - 1er versement - Location de salles en vue de l'élection générale de 2017 - Service du greffe, conforme à l'entente signée le 23 mars 2016 par Me Emmanuel Tani-Moore.	Greffe	Greffe	5 642 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PANAVIDEO INC	1108307	2 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Équipement de télésurveillance complémentaires pour le lot 2 des travaux d'optimisation de la sécurité de l'hôtel de ville - Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	6 304 $
PARREIRA TRAITEUR	1113523	24 mars 2016	MCSWEEN, BRIGITTE	PARREIRA TRAITEUR ¿ Accueil dans le cadre des Rendez-vous internationaux de la francophonie : traiteur, 1 maître d¿hôtel, 3 serveurs et 1 chef cuisinier - Conforme à la facture #8338.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 009 $
PARTS NOW ! ULC	CAR769511	4 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	ACAHTS DE PIECES ELECTRONIQUE ET INFO. POUR ELECTRO-RADIO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 155 $
PARTS NOW ! ULC	CAR800097	4 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	DIVERS PIECES ELECTRONIQUE ET AUDIO VIDÉO POUR ELECTRO-RADIO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 029 $
PATRICE SERVANT	1108157	1 mars 2016	RACICOT, JEAN	Élaboration et rédaction d'allocutions pour le maire de Montréal. Période entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 827 $
PAYSAGISTE BEL-AIR INC.	1109741	9 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Caserne 59 (2995) - 18661, boul. Pierrefonds - Contrat d'entretien paysager de la mi-avril au 31 octobre 2016 (6 versements de 2 149,00 $) - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 537 $
PAYSAGISTE BEL-AIR INC.	1109026	7 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Caserne 56 (3051) - 230, boul. Chèvremont - Contrat d'entretien paysager du 5 mai au 15 novembre 2016 (6 versements de 658,33 $) - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 147 $
PAYSAGISTE BEL-AIR INC.	1109029	7 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Caserne 62 (3635) - 150, avenue Avro - Contrat d'entretien paysager de la mi-avril au 15 novembre 2016 (6 versements de 582,50 $) - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 669 $
PAYSAGISTE BEL-AIR INC.	1109017	7 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Poste de quartier 3 (0456) - 14680, boul. de Pierrefonds - Contrat d'entretien paysager du 15 avril au 15 novembre 2016 (6 versements de 458,33 $) - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 887 $
PAYSAGISTE BEL-AIR INC.	1109028	7 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Caserne 54 (3313) - 3048, boul. St-Charles - Contrat d'entretien paysager de la mi-avril au 15 novembre 2016 (6 versements de 382,50 $) - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 409 $
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	1111831	17 mars 2016	LEMAY, JULIE	Démontage de trappes à sable au complexe sportif Claude-Robillard, le 11 et 12 mars 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 625 $
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	1112526	22 mars 2016	LEMAY, JULIE	Montage trappes à sable effectué le 18 mars et 20 mars 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 625 $
PEINTURE UCP INC.	1110096	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de peinture latex - Inventaire Colbert	Inventaire	Culture, sport et loisir	8 655 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PEINTURES M.F. INC.	1111124	15 mars 2016	COUTURE, MICHEL	500 L/MARQUEUR,LATEX BLANC,TERRAIN,JEU	Inventaire	Culture, sport et loisir	6 299 $
PEPINIERE FRANCOIS LEMAY INC.	1096809	9 mars 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Arbres et arbustes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 922 $
PERFECTION INC	1111118	15 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	18 822 $
PERFECTION INC	1105704	11 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	CHEMISE,POMPIER,MANCHE COURTE,"BLUE BLACK"	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	17 214 $
PERFECTION INC	1094580	22 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	CHEMISE MARINE, POMPIER, FEMME, MANCHE COURTE	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	5 594 $
PERFIX INC.	1111978	18 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Achat de casiers attribués aux employés de la division de la sécurité de l'hôtel de ville - Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	6 566 $
PETITES-MAINS	1112879	22 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	T-SHIRT,SIM,MANCHES COURTES,POMPIER	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	5 499 $
PETRO-CANADA*	9935322710160224	7 mars 2016	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 755 $
PGVMEDIA	1112334	21 mars 2016	SINCLAIR, NANCY	PGV MEDIA-Impression 10000 cartons manille format légal sans trou sans impression selon soumission 9595 et impression 10000 cartons manille format légal "gestion de documents et archives" sans trou selon soumission 9596.	Greffe	Greffe	2 759 $
PIE IX DODGE CHRYSLER 2000 INC.	CAR806115	1 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARER DODGE SPRINTER REPARATION GLOW PLUG SUSPENSION ,GHF, HUILE TRANSMISSION + PORTE LATERAL VOIR FACTURE:322690	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 823 $
PIECES DE RESISTANCE INC.	1108639	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Pièces pour tour d'eau - Pour le Lac-aux-Castors - P. Plourde c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 066 $
PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC	1112507	22 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 237 $
PIERRE LAINEY	1110024	10 mars 2016	BOUCHARD, DIANE	Service - Formation formations s¿adressant aux aspirants commandants de la gendarmerie qui participentau programme de développement des compétences du SPVM.	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 200 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PIERRE-GUILHEM ROUDET	1108356	2 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Convention de services professionnels pour faire de l'animation 3D et du compositing pour le spectacle "Un jour sur Mars" qui sera présenté au Planétarium à compter du 7 juin 2016.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 000 $
PITNEY BOWES	1108818	4 mars 2016	PARE, ROBERT	Facture 1000144492 pour entretien de février 2016 de la plieuse inséreuse STDSLA - produit FL 81 no de série 0035233 Facture 1000099451 pourentretien de janvier 2016 de la plieuse inséreuse STDSLA - produit FL 81 no de série 0035233	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 086 $
PITNEY BOWES	1108818	18 mars 2016	PARE, ROBERT	Facture 1000144492 pour entretien de février 2016 de la plieuse inséreuse STDSLA - produit FL 81 no de série 0035233 Facture 1000099451 pourentretien de janvier 2016 de la plieuse inséreuse STDSLA - produit FL 81 no de série 0035233	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 073 $
PLACE VERSAILLES INC._2	rmi0001119440001136710006	4 mars 2016	Interface	PLACE VERSAILLES INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-006134, sur la liste de paiement 1603IC001 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	17 320 $
PLANT PRODUCTS	1098667	16 mars 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	K22 Bio Pulsfog	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 276 $
PLASTIPRO CANADA	1108710	3 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - BALISE CONIQUE)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	7 013 $
PLASTIPRO CANADA	1108932	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - BALISE CONIQUE ROUGE FLUORESCENTE)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	7 013 $
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1107965	1 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Relocalisation de deux aérothermes au gaz dans le garage Dickson - Incidence 14221	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	5 862 $
PLOMBERIE LEVINE BROS LTEE	155172	7 mars 2016	GAGNE, NATHALIE	Frais d'expertises - Notre dossier: 09-002271	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 708 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1113258	24 mars 2016	CHRETIEN, NORMAND	COMMANDE INVENTAIRE PNEU BENCO	Inventaire	Matériel roulant	3 896 $
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1113139	23 mars 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE PNEUS	Inventaire	Matériel roulant	2 548 $
POLAR MAGNETICS INC.	59993	14 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 255 $
POLYGON CANADA INC.	1113307	24 mars 2016	DESJARDINS, SYLVIE	Intervention apres sinistre suite à un dégât d'eau à la Maison Smith	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 827 $

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PONT ROULANT NATIONAL INC	ROS807268	10 mars 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	INSPECTION ET REPARATION DE PONT ROULANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 520 $
PONT ROULANT NATIONAL INC	ROS807267	10 mars 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	INSPECTION ET REPARATION DE PONT ROULANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 000 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1112646	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	60 000 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1112631	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	26 562 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1112631	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	20 000 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1112614	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Frais de gestion administrative pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	17 859 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1112631	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	7 500 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC.	1112631	22 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation pour les ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	5 000 $
PORTES DE GARAGE OLYMPIQUE INC. (LES)	1108122	1 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	Achat de 2 panneaux de porte de garage pour l'aménagement # 1624670048 - caserne #45 (2431)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 257 $
PORTES UNIES ST-MICHEL INC.	1109510	8 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (TNC 92648, ACHAT DE 4 PORTES, CADRES ET QUINCAILLERIE SUITE AU VANDALISME AU CHALET DU PARC NICOLAS-TILLEMONT #0203, REQ. 76-269146, PORTES UNIES ST-MICHEL INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 279 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	1108232	2 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	Phénix 4160-5 portable DC Hipot, 160 kVDC et Perche de décharge 160kV HT	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	8 940 $
PRODIESEL 2009	CAR806505	3 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O POUR ACHAT D'UN MOTEUR COMPLET 6.7L DIESEL, UNITÉ 234-11007	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 798 $
PRODIESEL 2009	CAR805264	5 mars 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION MOTEUR D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 235 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUCTIONS 1ONE	1112013	18 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Stunt déneigement - Consultation créative, développement du concept et repérage (Devis PS098 en annexe)	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 533 $
PRODUCTIONS DOUBLE EFFET INC.	1109284	8 mars 2016	LEGER, RACHEL	Réalisation d'une étude de faisabilité et échantillon visant la création fac-similé d'une hutte de castor au Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	21 000 $
PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTEE	1111680	17 mars 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAS INVENTAIRE SOLVANT VITSOL	Inventaire	Construction	4 332 $
PRODUITS SANY	1112546	22 mars 2016	LEMAY, JULIE	Produits d'entretien ménager	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 762 $
PRODUITS SANY	1112546	22 mars 2016	LEMAY, JULIE	Produits d'entretien ménager	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 959 $
PRODUITS SANY	1108933	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - PRODUITS D'ENTRETIEN: MANCHE BALAI, PORTE-POUSSIERE, BALAIS BROSSE, EAU JAVEL)	Inventaire	Entretien et nettoyage	2 106 $
PRODUITS SANY	1111108	15 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin montréal-nord	Inventaire	Entretien et nettoyage	2 100 $
PRODUITS SANY	1108579	3 mars 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIR INVENTAIRE CHIFFONS	Inventaire	Entretien et nettoyage	2 039 $
PROFESSIONNELS EN REGLEMENT DES DIFFERENDS S.A.	1113301	24 mars 2016	BOUCHARD, DIANE	Services professionnels (ND : D1150-01) - Enquête (Professionnels en règlement des différends (PRDSA - Jean Marois) -Direction des partenaires d'affaires RH - Année 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	17 302 $
PROJET AZTECH INC.	1106014	3 mars 2016	SAVAGE, CLAUDE	ADS - IDENTIFICATION GRAPHIQUE POUR 18 VERSA 2016 DU SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 008 $
PRO-JET DEMOLITION INC.	1113314	24 mars 2016	DESJARDINS, SYLVIE	Travaux d'enlevement des tuiles de plafond suspendu en condition d'amiante dans les locaux CPE le Petit palais de l'annexe de l'édifice Lucien-Saulnier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 677 $
PROJET SOL	1111939	17 mars 2016	MONETTE, SYLVIE	FORMATION TENUE LE 21 JANVIER 2016 - 8 h 30 à 16 h 30 AU PLANÉTARIUM RIO TINTO ALCAN - RENCONTRE D'ÉQUIPE DE LA DIRECTION DU CONSEIL ET SOUTIEN FINANCIER - Service traiteur pour petit-déjeuner et boîtes à lunch pour 113 personnes	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 132 $
PROLOGUE INC.	vfr0454331	7 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 367 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PROLOGUE INC.	vfr0464603	21 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 076 $
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1111261	15 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 995 $
PUBLICITE J.L.	1111858	17 mars 2016	VUONG, LAN-ANH	Vêtements et uniformes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 207 $
PUBLICITE MEGA-POSE INC.	1102335	7 mars 2016	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Impression, pose et enlèvement de vinyles et impression d'affiches « lumiquais »	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 188 $
QUEBEC MULTIPLANTS	1110051	10 mars 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Fleurs/plantes pour projet Saillies St-Joseph/Clark	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	2 590 $
QUEENS UNIVERSITY	1110621	14 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Frais annuels de participation aux colloques du Congrès national des cadres en immobilier public (NEFPP) pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 000 $
QUINCAILLERIE J. CARRIER INC	1109168	7 mars 2016	LEFEBVRE, ROBERT	Unités de 1$ ou moins pour achat de pièces pour l'année 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 100 $
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1109730	9 mars 2016	LAPOINTE, LOUIS	Divers travaux de raccordement d'égout dans l'arrondissement d'Ahuntsic/Cartierville	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	22 824 $
RAINVILLE-SANGARE	1109793	9 mars 2016	GUERIN, SERGE	3e Prix - Médaille de l'Ordre de Montréal - Service - Design industriel.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 100 $
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1108787	3 mars 2016	BERGERON, JACQUES	Services professionnels - Audit au 31-12-2015 (OMHM)	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	23 097 $
RCI ENVIRONNEMENT	1111552	16 mars 2016	MOISE, CARL	2016 -Pierrefonds - Collecte de déchets par chargement avant	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	6 908 $
REAL HUOT INC.	1110296	10 mars 2016	PIROG, MACIEJ	Achat de registre de compteurs d'eau de marque Badger	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 424 $
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	1113506	24 mars 2016	BOUCHARD, GILLES	Autorisation de radiocommunication -Période du 31 mars 2016 au 31 mars 2017 (053080003629); (051080202269); (051081701020); (053080001866); (053080003629); (051081701020); (053081702988); (053080004009); (053081706019); (051080001866); (053	Technologies de l'information	Gestion de l'information	499 442 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REFRIGERATION G.E.S. INC.	1108790	4 mars 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Abreuvoir pour le Centre du Plateau - A. Kamil c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 394 $
REGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX	817072	24 mars 2016	SOULIERES, ANNE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 740 $
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	2930	10 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité pour la période du 7 janvier au 9 février 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	151 628 $
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	3018	21 mars 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité - Période du 9 février au 4 mars 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	111 438 $
REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU MONTREAL METROPOLITAIN RAAMM	1110503	11 mars 2016	ALLARD, PATRICE	Paiement pour le Service Publiphone - facture 2	Diversité sociale et des sports	Développement social	8 000 $
REGROUPEMENT LOISIR ET SPORT DU QUEBEC	1109904	10 mars 2016	VAILLANCOURT, ROBERT	Soumission 13100 : 1000 brochures «Ail des bois» 24 pages imprimées 4 couleurs recto/verso pour les collections vivantes du Biodôme de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 426 $
REGULVAR INC	1108847	4 mars 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Pièces.. pour le Chalet du Parc La Fontaine - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 443 $
REHRIG PACIFIC COMPANY	1108931	4 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - BAC ROULANT VERT 360 L)	Inventaire	Environnement et nature	18 086 $
REMORQUAGE METEOR INC.	1112472	22 mars 2016	GUINDON, PATRICE	Service de remorquage de véhicules	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 594 $
RENOVATION JUBINVILLE INC.	1113265	24 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre Ste-Cunégonde (8663) - 525, rue Dominion - Réparation d'une porte patrimoniale abîmée au 3e étage et installation d'une poignée avec serrure à la salle de conférence au 3e étage - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 887 $
REP SOLUTION INTERACTIVE	1109789	9 mars 2016	LE NAY, ALBANE	Élaboration de plan de mise en marché et d'activation Mon Espace pour l'année 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 625 $
REP SOLUTION INTERACTIVE	1111051	15 mars 2016	LEFEBVRE, MARTIN	Programmation et test du service web sur mesure; Gestion de projet; Contingence pour corrections suite aux essais.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 984 $
RESEAU ENVIRONNEMENT INC	1111879	17 mars 2016	HACHEY, NORMAND	"Service - Programme d'excellence en eau potable - Volet distribution 2016 - PEXEP 2016	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	11 507 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS808953	25 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO # FACTURE 062079	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 344 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC808554	22 mars 2016	MASSE, PAUL	inspection statutaire et réparation; service externe.....	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 056 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS808293	21 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	*RÉPARATION MÉCANIQUE CAMION INCENDIE (SUSPENSION & ALIGNEMENT ARRIÈRE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 852 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC808395	22 mars 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION DE SUSPENSION DE CAMION ET RÉSERVOIRS À AIR ET AUTRES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 393 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS806499	3 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 274 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS806508	3 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION DE SUSPENSION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 218 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS808963	25 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	*RÉPARATION MÉCANIQUE CAMION INCENDIE (SUSPENSION AVANT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 295 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS808288	21 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	*RÉPARATION MÉCANIQUE CAMION INCENDIE (SUSPENSION & ALIGNEMENT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 977 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	CAR809027	29 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O POUR REPARATION DE SUSPENSION APP:316-09267 FACTURE 062097	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 852 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS807314	10 mars 2016	AUBIN, FREDERIC	RÉPARATION MÉCANIQUE CAMION INCENDIE (SUSPENSION AVANT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 667 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC807917	21 mars 2016	DESMARAIS, RICHARD	réparation suspension de camion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 551 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS806506	3 mars 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	REPARATION DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 195 $
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC.	1108600	3 mars 2016	MCSWEEN, BRIGITTE	ROBERT ALEXIS TRAITEUR - Service de traiteur pour le comité exécutif (menu, accessoires et personnel) ¿ Réf. : Les V¿ux du Maire - Conforme à la facture 064956.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 808 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROBERT BOILEAU INC	CAR808303	29 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	C1069707 (ACHAT DE PIECES ZAMBONI POUR DÉPOT DE PIÈCES DES CARRIÈRES) ENTRETIENT HORS SAISON APPAREIL ZAMBONI)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 155 $
ROBERT BOILEAU INC	CAR808303	29 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	C1069707 (ACHAT DE PIECES ZAMBONI POUR DÉPOT DE PIÈCES DES CARRIÈRES) ENTRETIENT HORS SAISON APPAREIL ZAMBONI)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 760 $
ROBERT PERRON COMMUNICATIONS INC.	1109019	7 mars 2016	MARTIN, NATHALIE	Service - Placement média publicitaire.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	12 599 $
ROGER GIRARD INC	1108370	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Confection de coffrets en aluminium - Inventaire Colbert	Inventaire	Construction	4 976 $
ROGER RIOS INC.	1111764	17 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Réparer et peinturer plafond des douches dans les vestiaires, plafond du corridor au 9e étage et un mur dans un bureau de direction au 9e étage au QG du SPVM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 058 $
ROSALINA MILLAN	rmi0001151760001166730005	18 mars 2016	Interface	ROSALINA MILLAN\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-001718, sur la liste de paiement 1603IC005 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 500 $
ROY & FILS LTEE	1110425	11 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	Revêtement souple - Vinyle, colle... pour le complexe Claude-Robillard - Mario Lagarde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 401 $
ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA_1	rmi00011120600009974600006	11 mars 2016	Interface	ROYAL & SUN ALLIANCE DU CANADA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-005731, sur la liste de paiement 1603IC003 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	4 212 $
S. DESORMIERS EXCAVATION INC.	1109729	9 mars 2016	LAPOINTE, LOUIS	Divers travaux de raccordement d'égout dans l'arrondissement d'Ahuntsic/Cartierville	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	22 824 $
S.C.I. MONTREAL INC.	1108809	4 mars 2016	LORD, MICHEL	TÉLÉGESTION (ACHAT DE PIÈCES PNEUMATIQUES, MOTEUR DE BOÎTES VAV ET ACTUATEURS DE VALVES POUR INVENTAIRE, ATELIER #4397, S.C.I. MONTREAL INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 889 $
S.M.J. REFRIGERATION CLIMATISATION INC.	19440	7 mars 2016	SOULIERES, ANNE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 046 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1106502	23 mars 2016	CHRETIEN, NORMAND	P/O POUR ACHAT HUILE EN VRAC POUR GARAGE ROSEMONT	Inventaire	Matériel roulant	7 509 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1084116	29 mars 2016	CHRETIEN, NORMAND	COMMANDE D'HUILE TRANSMISSION AUTOMATIQUE INVENTAIRE DES CARRIÈRES	Inventaire	Matériel roulant	6 512 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1111719	20 mars 2016	CHRETIEN, NORMAND	HUILE EN VRAC MADISON	Inventaire	Matériel roulant	5 471 $
SERRURIER BEAUBIEN	1110257	10 mars 2016	BOUVRETTE, JEAN	Réparation de toutes les serrures du Biodôme	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	13 875 $
SERVICE D'ARBRES NATURE	1110473	11 mars 2016	GINCE, MARTIN	Abattage de neuf frênes, ramassage du bois et des branches, essouchement	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 512 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1110907	15 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	8 353 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1108062	1 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	5 721 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1110750	14 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de pièces mécaniques pour l'inventaire du magasin Dickson	Inventaire	Matériel roulant	3 704 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1108539	3 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 142 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	ROS809009	28 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION ANNUELLE DE 32 UNITÉS D'ÉLÉVATIONS (ÉQUIPEMENTS GARAGES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 520 $
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC	1111216	15 mars 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Nettoyage intérieur de la vespasienne du parc La Fontaine - Incidence 14501	Gestion et planification immobilière	Autres - Activités récréatives	5 819 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1111378	16 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 487 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1113359	24 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien ménager du 28 février au 2 avril au Centre communautaire Abe Limonchik	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 858 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1111378	16 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 886 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1111378	16 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 360 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1108807	4 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	S-20160208-1 - Centre de soccer intérieur CESM (0631) - 9235, avenue Papineau - Travaux électriques 1ère salle mécanique, salle d'accès à l'humidificateur, salle mécanique du centre et dernière salle mécanique - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 751 $
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1113174	23 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre de soccer intérieur CESM 90631) - 9235, avenue Papineau - Relocalisation d'interrupteurs - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 619 $
SERVICES DE SANTE MEDISYS S.E.C.	1111212	15 mars 2016	BERGERON, HELENE	Honoraires professionnels pour l'évaluation médicale des aspirants policiers pour l'embauche de 2016. Facture du mois de février 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 669 $
SERVICES INTEGRES LEMAY ET ASSOCIES INC	1111903	17 mars 2016	LAURIN, CLAUDE	Services Intégrés Lemay et associés inc. a le mandat d'animer les comités d'orientation pour le projet site Outremont et de ses abords.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	21 644 $
SERVITECH ENERGIE INC.	DIC805500	22 mars 2016	MASSE, PAUL	service externe; ré-usinage d'un unité à vapeur	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 005 $
SIEGES DUCHARME INTERNATIONAL (1991) INC.	1112705	22 mars 2016	BEAULIEU, JACQUES	Fourniture de sièges pour gradins aux terrains de balle du Complexe Sportif Claude-Robillard	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 453 $
SIEMENS-TECHNOLOGIES DU BATIMENT LTEE	1108604	3 mars 2016	LEFEBVRE, ROBERT	Kit de formation pour alarme incendie - Nouveaux panneaux Siemens à la bibliothèque Mercier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 543 $
SIGNOPLUS	1113097	23 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de poteaux telespar pour l'inventaire de Lasalle	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 000 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1110539	11 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Production d'autocollants pour le bac comptoir associé à la Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	19 622 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	1112919	23 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de formulaire pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 433 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1108339	2 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fourniture de licences supplémentaires pour le contrôle d'accès Prowatch du lot 2 des travaux d'optimisation de la sécurité de l'hôtel de ville - Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 626 $
SIXSIX MEDIA INC.	1111016	15 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Services professionnels pour assister à la réalisation, à effectuer la co-gestion de la production numérique, post-production et composting 2D/3D du film immersif 360 "Un jour sur Mars" présenté au Planétarium à compter du 07-06-2016.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 000 $
SKY-SKAN INCORPORATED	1112685	22 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Asteroid : Mission Extreme (1 year term), less 4 000$ for the French Version, mixing in 17.3 / Including M&D and translation of French narration	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	46 021 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SM GESTION-PROJET INC.	1111770	17 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Livrer et installer des déshumidificateurs (demande de Érik Vincent) au PDQ 8	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 482 $
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1084250	14 mars 2016	SAVAGE, CLAUDE	ENTENTE DE SERVICES D'ABONNEMENT ET D'EPQUIPEMENT GM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	21 808 $
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1084258	14 mars 2016	SAVAGE, CLAUDE	ENTENTE DE SERVICES D'ABONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENTS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 443 $
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1084252	14 mars 2016	SAVAGE, CLAUDE	ENTENTE DE SERVICES D'ABONNEMENT ET D'EQUIPEMENT CHRYSLER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 078 $
SNC-LAVALIN INC	1112757	22 mars 2016	BOUVRETTE, JEAN	Réaliser les plans et devis des modifications à apporter dans les serres de production.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 380 $
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1110317	10 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Verdun - 2016 (Distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Verdun - 2016 - 9 000 portes)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	29 292 $
SOCADIS INC.	7078076	21 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 976 $
SOCIETE CANADIENNE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS DE MUSIQUE (SOCAN)	1110568	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Concerts de musique populaire et classique (individuels) Factures #12963161 - #12963147	Culture	Autres - activités culturelles	2 479 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1110532	11 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Livraison postale - Outils visuels pour la campagne de communication RA (Livraisons de cartes postales - Communication RA)	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	26 159 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9588019747	23 mars 2016	IORDACHE, ELENA		Facturation périodique à répartir		32 377 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9586957868	3 mars 2016	RODOFILI, MYRIAM		Facturation périodique à répartir		27 806 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9586362547	1 mars 2016	ARION BARBU, SIMONA	Poste et messagerie	Facturation périodique à répartir		23 181 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9587512221	10 mars 2016	COLLIN, MARIO		Facturation périodique à répartir		19 075 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9587508825	10 mars 2016	COLLIN, MARIO		Facturation périodique à répartir		3 328 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1109148	7 mars 2016	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Frais d'abonnement - Licence de type location pour l'utilisation des données concernant les codes postaux et adresses de la SCP - Période du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017 (entente 41467568).	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 814 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	116117900103022016	10 mars 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1161179001 - Soutien financier relatif à l'aménagement des vitrines pendant le chantier de la rue St-Denis	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	28 375 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	116117900225022016	10 mars 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1161179002 - PR@M-Atère en chantier soutien financier relatif à l'aménagement des vitrines pendant le chantier de la rue Saint Paul.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 250 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE MTL (SDM) DIRECTION MARCHE BONSECOURS	1105845	17 mars 2016	LAPOINTE, NORMAND	MARCHÉ BONSECOURS - Location de la salle Ville-Marie - 12 février 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	4 409 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER) INC.	1109922	10 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Ahuntsic/Cartierville - 2016 (Distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Ahuntsic	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	38 157 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER) INC.	1109934	10 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Montréal-Nord - 2016 - Distribution de bacs pour la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Montréal-Nord	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	27 192 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1109843	9 mars 2016	LAMBERT, LYNE	Renouvellement des immatriculations pour l'année 2016 - parc de véhicules	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 866 095 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	31854870a520659	2 mars 2016	RODOFILI, MYRIAM	Cette demande doit être traitée toujours par "comptes à payer" -il est impossible de la traiter par SDF car deux hiérarchies d'approbateurs sont demandées. Immatriculations 2016. Dossier 31854870 010 A52065-9	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	34 509 $
SOCIETE DES ALCOOLS DU QUEBEC	1109389	8 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	SAQ: achat liqueur pour la soirée organisée à l'honneur de la visite du SG de nation unis, M. Ban Ki-moon le 12 février 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 716 $
SOCIETE QUEBECOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)	1109145	7 mars 2016	LUU, VINH	Analyse d'une servitude dans le cadre d'un projet de conversion (I00135, P309340)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	2 100 $
SOFTCHOICE LP	1111912	17 mars 2016	MARCHAND, NATHALIE	Achat de deux I-Pad Pro couleur gris cosmique avec WIFI 128 gig Bluetooth , 12.9IPS (2732 X2048); Achat de deux étui/clavier Apple; Achat de deux Stylus Apple; Achat d'une garantie Apple Care Plus; Achat de deux protecteurs d'écran Maclocks	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 580 $
SOLENIS CANADA ULC	1112408	21 mars 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Produits écologiques pour Tour d'eau - P. Plourde c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 979 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOLENIS CANADA ULC	1111180	15 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR, BAT 276 ARÉNA ST-DONAT, PRODUITS CHIMIQUES, PLOURDE DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 518 $
SOLMATECH INC.	1108048	1 mars 2016	FRENETTE, MICHEL	Offre de service professionnels N/D:OSE3781-15 - Suivi de la qualité des eaux souterraines & du rejet à l'égout -2016 - Site d'élimination des neiges usées Ray-Lawson à Anjou.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	18 530 $
SOLMATECH INC.	1110718	14 mars 2016	BEKKOUCHE, ABDELWAHID	Honoraires supplémentaires -Étude géotechnique et évaluation environnementale site, phases I et II - travaux reconstruction conduites d'égout, d'eau et chaussée dans l'avenue de London entre boulevards Gouin et Henri-Bourassa Montréal-Nord.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 672 $
SOLOTECH INC	1109316	8 mars 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	SOLOTECH LOCATION: Location équipement d'audio, éclairage et Vidéo à l'occasion du Souper du Secrétaire générale M. Ban Ki-moon le 11 février 2016.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	9 454 $
SOLOTECH INC	1108550	3 mars 2016	LACOMBE, PIERRE	Selon soumission 519573 /Lampe HDX Hyper LMP 2.5KW réusinée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 280 $
SOLUTION RECIF INC.	79005	15 mars 2016	BEDARD, LOUISE	BC-207548 Maxspect R420R 320 W /N.Lefrançois	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 360 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1109600	9 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Renouvellement de souscription Autodesk #contrat: 340-84501783 - Période de validité 11 avril 2016 au 10 avril 2017 - #Code: 5495598 ¿ Autodesk AutoCAD Map 3D Commercial Souscription Maintenance (Renouvellement 1 an) SPEC	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	15 260 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1111544	16 mars 2016	LEVESQUE, LUC	Frais pour deux formations en FME: Formation FME Desktop Avancée pour 8 participants et la formation FME Desktop BASE pour 4 participants. (Voir soumissions SOU0005573 et SOU0005584 en annexe)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	4 803 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1109600	9 mars 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Renouvellement de souscription Autodesk #contrat: 340-84501783 - Période de validité 11 avril 2016 au 10 avril 2017 - #Code: 5495598 ¿ Autodesk AutoCAD Map 3D Commercial Souscription Maintenance (Renouvellement 1 an) SPEC	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	3 391 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1111544	16 mars 2016	LEVESQUE, LUC	Frais pour deux formations en FME: Formation FME Desktop Avancée pour 8 participants et la formation FME Desktop BASE pour 4 participants. (Voir soumissions SOU0005573 et SOU0005584 en annexe)	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 339 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1108868	4 mars 2016	GELINEAU, PIERRE	Location - Photocopieur, BIZHUB PRO C6501 - 977 du 1er au 31 janvier 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 590 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1108857	4 mars 2016	GELINEAU, PIERRE	Frais de copies du 1er au 31 janvier 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	9 449 $
SOLUTIONS DE GESTION HORIZONS RH INC.	1111222	15 mars 2016	BOUCHARD, DIANE	Services professionnels pour le programme Transfo-Rh du 1er janvier au 31 mars 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	22 323 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOLUTIONS STTS INC.	1108729	3 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Théâtre Outremont (3956) - 1240, avenue Bernard, Outremont - Mise à niveau des passerelles - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 625 $
SOLUTIONS TRIAD INC.	1109890	10 mars 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Irrigation	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 200 $
SOMAVRAC (C.C.) INC.	1108936	4 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de chlorure de calcium en sac - Inventaire Colbert (entente cadre)	Inventaire	Énergie et produit chimique	9 576 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1107979	1 mars 2016	LUU, VINH	Polar avec capuchon ignifuge- votre soumission # 9627042-00	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	16 159 $
SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES_14	rmi0001099520000944000003	11 mars 2016	Interface	SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 15-004979, sur la liste de paiement 1603IC004 (CORPO)	Affaires juridiques	Autres - Administration générale	8 187 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1108924	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	45 340 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1111705	17 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de tuyau en fonte ductile pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	11 360 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1112938	23 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de tuyaux de fonte ductile pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	6 863 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1113416	24 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	3/4" X 66', TUBE,CUIVRE,K-MOU	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	6 006 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1111478	16 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 171 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1108367	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	4 362 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1108367	2 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 663 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1111419	16 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat d'articles d'aqueduc pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 459 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1112460	22 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin rosemont	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 397 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1108439	2 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 271 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1109975	10 mars 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 247 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1112867	22 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 104 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1111705	17 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat de tuyau en fonte ductile pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 101 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1110762	14 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 535 $
STINSON EQUIPMENT (QUEBEC) INC.	1110167	10 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de 5 gallons de peinture blanche pour terrains de jeux - Inventaire Colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	12 447 $
STONE AGE	0000046842	1 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 086 $
SUPERIEUR PROPANE	ROS791079	25 mars 2016	BEAULIEU, DAMIEN	COMMANDE OUVERT POUR ACHAT DE PROPANE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 730 $
SUPREMEX INC.	1113559	24 mars 2016	CYR, RAOUL	Formulaire - Enveloppe à chèques 80.04.007-0 (03-2007) Soumission DP367150	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 402 $
SURFACE SCUBA INC.	10486	3 mars 2016	BEDARD, LOUISE	BC-207567 Matériel - vêtements plongée	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 468 $
SURPRENANT ET FILS ENR	1113069	23 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	PANTALON,POMPIER TRAVAIL pour distribution pompier au magasin colbert	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	123 054 $
SURPRENANT ET FILS ENR	1108923	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - BERMUDA, PANTALON)	Inventaire	Vêtement et équipement de travail	7 736 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SUZANNE DUCHESNE	1080868	9 mars 2016	BOUCHARD, DIANE	BC ouvert - Conseiller en recrutement et évaluation des compétences	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 000 $
SYLVAIN THOMIN	1111991	18 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne neige- Rédaction, conception et documentation - Stunt	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 092 $
SYSTEMES C.P.L. QUEBEC INC	ROS808380	21 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE INSTALLATION D'UN SYST DE GRAISSAGE AUTO DEMANDÉ PAR ERIC CADOTTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 417 $
SYSTEMES C.P.L. QUEBEC INC	ROS808381	21 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE INSTALLATION D'UN SYST DE GRAISSAGE AUTO DEMANDÉ PAR ERIC CADOTTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 417 $
SYSTEMES STEKAR INC.	1109723	9 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission 13-505 AC #53 - Centre de soccer du CESM (0631) - 9235, avenue Papineau - Remplacement d'un deuxième thermos sur l'axe 1 (bris causé par un grain de sulfure de nickel dans le verre) - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 615 $
TAB CANADA	1100529	16 mars 2016	DESJARDINS, SUZANNE	Achat - Chemises avec attaches, légal 2" F:172213 et Chemises pochettes 2" légal F:1842	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 961 $
TECH-MIX DIV BAU-VAL INC	1110760	14 mars 2016	DESHAIES, MARC-ANDRE	Achat d'enrobée bitumineux pour l'inventaire du CDM	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 926 $
TECH-MIX DIV BAU-VAL INC	1109442	8 mars 2016	MONTPETIT, SYLVAIN	30KG/ENROBE BITUMINEUX POUR REPARATION A FROID,INVENTAIRE	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 328 $
TECHNO CVC INC	1109586	9 mars 2016	DESJARDINS, LOUISE	ALTERNATEUR POUR CAMIONS POMPIER, FOND INVENTAIRE	Inventaire	Matériel roulant	2 161 $
TECHNO CVC INC	1109298	8 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 161 $
TECHNO FEU INC	1109242	8 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	16 489 $
TECHNO FEU INC	1108057	1 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	12 700 $
TECHNO FEU INC	1110904	15 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-0	Inventaire	Matériel roulant	12 192 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO FEU INC	1113697	29 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	9 323 $
TECHNO FEU INC	1111988	18 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	9 301 $
TECHNO FEU INC	ROS806969	8 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	PIECE SPECIALE POUR CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 841 $
TECHNO FEU INC	ROS808600	23 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	SLIP RING JOINT HYDRAULIQUE POUR ECHELLE 135" CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 713 $
TECHNO FEU INC	ROS807498	14 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE REBATIR SLIP RING, RÉPARATION DES PIÈCES DU JOINT CENTRALE POUR ÉCHELLE NOVA (5 SECTIONS), REBATIR ET NETTOYER CIRCUIT ÉLECTRIQUE ET HYDRAULIQUE, REPEINDRE, MONTANT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 136 $
TECHNO FEU INC	ROS806957	8 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	INSPECTION MECANIQUE ET TEST DE POMPE SELON NORME NFPA POUR CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 811 $
TECHNO FEU INC	ROS808379	21 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE INSP ET REP SELON PEP ET LOI 430 DEMANDÉ PAR ERIC CADOTTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 678 $
TECHNO FEU INC	ROS807872	16 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	MODULE USM (Universel System Manager) ES-KEY, Version 2, MULTIPLEX SYSTEM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 079 $
TECHNO FEU INC	ROS806334	2 mars 2016	BRANCONNIER, SERGE	INFO CENTRE LCD ES-KEY ET MODULE USM ESKEY VER2 W/O DIP SO 135627	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 921 $
TECHNO-CONTACT INC.	1110319	10 mars 2016	THIFFAULT, YVAN	ADMINISTRATION - AUTORISER LA FORMATION POUR DRIVE DU 3444 ST-JOSEPH (4397)POUR 12 COLS BLEUS ÉLECTRICIENS BASSE TENSION ET LE CONTREMAÎTRE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 772 $
TECHNO-CONTACT INC.	1109698	9 mars 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - panneau control biblio C.D.N. pour Alain - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 777 $
TECHNOLOGIE DE DEGIVRAGE CARGILL	1091816	3 mars 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Sel de déglaçage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 281 $
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1108046	1 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Acquisition de mobiliers pour le réaménagement des salles de conférence de l'équipe du BVIN à Brennan	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	6 317 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TELECON INC	1108904	4 mars 2016	LUU, VINH	C 1379 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains dans l'emprise de la rue Ontario,côté Sud, entre les rues Parthenais et Dufresne.	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	513 266 $
TELECON INC	1109752	9 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fourniture de la fibre optique pour le réseau de télésurveillance des travaux d'optimisation de la sécurité de l'hôtel de ville - Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	12 677 $
TELUS	1097271	17 mars 2016	VALCOURT, LAURA	Frais mensuels de janvier à mars 2016 pour les prises réseau d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	201 254 $
TELUS	1097321	17 mars 2016	BOULVA, FREDERIC	Frais mensuels de janvier à mars 2016 pour les lignes de bureau d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	91 279 $
TELUS	1108314	2 mars 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Fourniture et installation d'un cabinet et du câblage réseau de la salle des équipements du lot 2 des travaux d'optimisation de la sécurité de l'hôtel de ville - Incidence 14542	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 678 $
TENCO INC.	1108793	4 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE	Inventaire	Matériel roulant	9 505 $
TENCO INC.	1073080	22 mars 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	5 275 $
TENCO INC.	CAR808027	17 mars 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES DE RECHANGE CITERNE A EAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 423 $
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	0314947	15 mars 2016	BEDARD, LOUISE	BC-207628 fournitures horticoles/S.Motard	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 394 $
TERMINOTIX INC.	1112342	21 mars 2016	SINCLAIR, NANCY	TERMINOTIX - Logiciel de traduction LogiTerm pro 5.6 pour les postes de travail des traducteurs du Service du greffe / inclut installation, formation de 3 hrs et contrat de maintenance logicielle et soutien téléphonique pour l'année.	Greffe	Greffe	5 879 $
THE GAZETTE	1110489	11 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis public, The Gazette, factures du 8 mars 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	18 672 $
THE GAZETTE	1113542	24 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	17 140 $
THE GAZETTE	1112836	22 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette, Facture #4984135MON, 11 mars 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 487 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
THE GAZETTE	4983713mon	8 mars 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 121 et 122 / Pub PEL 20 févr. + Encart 27 févr.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 148 $
THIBAULT & ASSOCIES	ROS808947	25 mars 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE REP CHEZ FOURNISSEUR AUTORIE PIERCE # FACT : 4960	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 203 $
TRACTION	1108064	1 mars 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIÈRE	Inventaire	Matériel roulant	2 635 $
TRADUCTIONS TOM DONOVAN	1111491	16 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de traduction (françias à anglais) Tarif à 0,23 $ le mot - Contrat pour traduction à 0,23 $ du mot - maximum 5 000 $ - soit 21 739 mots	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	5 249 $
TRAFIC INNOVATION INC.	1111321	15 mars 2016	LUU, VINH	Délinéateur Dflex TRV-1 - votre soumission #107205	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 420 $
TRAFIC INNOVATION INC.	1108929	4 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - CLOU/CARVELLE,ACIER NOIR DIFFERENTES GROSSEURS)	Inventaire	Construction	8 294 $
TRANE CANADA UCL	1110599	11 mars 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Réparation d'une fuite de gaz pour le 6000 - É. Desrochers c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 672 $
TRANS ARTIK INC.	CAR806479	3 mars 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REMPLACER CHAUFFRETTE ESPAR DODGE SPRINTER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 244 $
TRANS-FORM EXACT	CAR808031	17 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	PANNEAU A FAIRE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 436 $
TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC.	1110546	11 mars 2016	CARDINAL, LINDA	Tuyaux	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 160 $
U. CAYOUETTE INC.	1112154	18 mars 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - Tuile à plafond - Bâtiment #0012, Pierre Desjarlais c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 503 $
U. CAYOUETTE INC.	1108759	3 mars 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - Plywood pour atelier plomberie - Pierre Desjarlais c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 077 $
UAP INC.	ROS799997	18 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	PEINTURE ET DILUANT MOSAIC POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 979 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
UAP INC.	840294	7 mars 2016	GARNEAU, DOMINIC	BON DE COMMANDE ANNUEL 2013 POUR ACHAT DE PRODUIT DE PEINTURE NASON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 187 $
ULINE CANADA	1112324	21 mars 2016	LEMAY, JULIE	Black cable path tape	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 419 $
UMVELT SERVICE DESIGN INC.	1112433	21 mars 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement VDM-JFM01-1215 pour 4 rencontres et conception et 8 modélisation - Je fais Montréal.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 205 $
UNIVERSITE DE SHERBROOKE	1114177	30 mars 2016	RENAUD, LYSE	Formation au Centre universitaire de formation continue - MTQ Construction et réparation des structures - 3 employés	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 850 $
UNIVERSITE DU QUEBEC	1112404	21 mars 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Visibilité pour l'événement "Le risque en séries" 15, 16 et 17 mars 2016	Culture	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 000 $
UNIVERSITE LAVAL	00449618	16 mars 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	25 896 $
VASCO DESIGN INTERNATIONAL INC.	1111276	15 mars 2016	GAGNON, CHANTAL	Service d'impression Brochure Coup d'¿il 2015	Culture	Autres - activités culturelles	6 684 $
VERDUN TUILES ET CERAMIQUES	1112972	23 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de céramique dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 008 $
VERDUN TUILES ET CERAMIQUES	1112972	23 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de céramique dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 774 $
VERONIQUE BERTRAND	1113688	29 mars 2016	PARIS, YVES	Évén. Histoire de crottes - Design de différents éléments reliés à l'exposition qui aura lieu du 18 juin au 5 sept.2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 580 $
VERTISOFT INC.	1110279	10 mars 2016	LUU, VINH	renouvellement du contrat de service Veeam votre soumission 10834	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 088 $
VIGMARK INC.	1110334	10 mars 2016	LABOS, COSTAS	VCR - Éléments... pour le Pavillon Lafontaine - R. Lamoureux c/m.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 803 $
VILLE DE QUEBEC	1110772	14 mars 2016	BEAUCHAMP, CARLE	Droit d'utilisation Guide de conception en câblage de télécommunications de la Ville de Québec.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 100 $

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
VILLE EN VERT	1111489	16 mars 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement Ahuntsic Cartierville	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	31 425 $
VITRERIE AVEC VOUS INC	1108345	2 mars 2016	LEVESQUE, PIERRE	Remplacer fenêtre thermo triple verre 60 1/2 X 47 1/4 au coin sud-ouest de la piscine au Centre Jean-Claude Malépart	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 100 $
VITRINE CULTURELLE DE MONTREAL	1110569	11 mars 2016	TREMBLAY, GINA	Licence d'utilisation, frais annuels de support et maintenance, certificat SSL annuel et hébergement annuel.	Culture	Autres - activités culturelles	14 793 $
VOITURETTES SOREL-TRACY	1111932	17 mars 2016	HALLE, ANDREE	Location voiturette de	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 250 $
VRAC ENVIRONNEMENT	1111570	16 mars 2016	PELLERIN, GUY	PROJET DE CASTELNAU - Service horticole @ 3 mai 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 276 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL	recherche08032016	11 mars 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 362 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-PIERRE CLOUTIER	allochangement080316	11 mars 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 117 $
W. COTE ET FILS LTEE	MAD805437	20 mars 2016	BRISEBOIS, JOEL	0204540C COUTEAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 216 $
WOLSELEY CANADA INC	1112868	22 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 591 $
WOLSELEY CANADA INC	1111479	16 mars 2016	HUARD, FRANCOIS	RACCORD DE DRAIN PRIVE	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	5 206 $
WOLSELEY CANADA INC	1108705	3 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - AQUEDUC)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	4 683 $
WOLSELEY CANADA INC	1111505	16 mars 2016	BEAUDIN, ALEXANDRE	COLLET DE RETENUE 8 PO, EN FONTE DUCTILE ASTM A-536, CLASSE 65-45-12, JOINT MECANIQUE, PEINT EN NOIR, POUR AQUEDUC, INCLUANT 6 VIS D'ARRET 5/8 PO	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	3 694 $
WOLSELEY CANADA INC	1108437	2 mars 2016	MOREL, STEPHANIE	COLBERT / REAPPROV (INVENTAIRE - PLOMBERIE)	Inventaire	Travaux publics, aménagement extérieur	2 002 $

VILLE DE MONTRÉAL - VILLE CENTRALE

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1 AU 31 MARS 2016

FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
WORLD FOLK ART IMPORTS INC.	00001169	21 mars 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 455 $
WSP CANADA INC.	1108498	2 mars 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Mandat 008-WS - Modélisation du SRB Pie-IX sur Aimsun (Ao 15-14463) - Entente Cadre 1151097007 - CG15 0761 - EAC 1107360	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	90 578 $
WSP CANADA INC.	1108480	2 mars 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Mandat 021-WS - Indicateurs de performance du systèmes de transport intelligent - Phase 2 - Entente Cadre 1146848001 - CG15 0030 - EAC 1024269	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	47 389 $
YVES POITEVIN B.A.P. CONSULTANT	1107972	1 mars 2016	LEGER, RACHEL	Services professionnels en architecture de paysage	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	16 821 $
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	ROS807905	16 mars 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	pièces pour aménagement de camion	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 725 $
						TOTAL :	13 841 777 $

Article 5.01

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mars 2016	Résolution: CA16 22 0088

Résolution pour le développement d'un lien cyclable entre le Sud-Ouest et le centre-ville de Montréal en 2016

Attendu que la programmation des voies cyclables 2016-2017 de la ville centre n'a pas encore été dévoilée;

Attendu que la programmation des voies cyclables 2015-2016 ne comprenait le développement que d'un seul lien cyclable dans le Sud-Ouest;

Attendu qu'aucun nouveau lien significatif n'a été développé dans le réseau cyclable du Sud-Ouest en 2014-2015, et ce, malgré plusieurs demandes;

Attendu que la division des transports actifs et collectifs de la Ville est responsable du développement et de la programmation des voies cyclables montréalaises;

Attendu les demandes claires et répétées du Sud-Ouest des dernières années concernant ses priorités en matière de développement du réseau cyclable dans l'arrondissement;

Attendu que le Sud-Ouest est un arrondissement dense, se situant au centre de l'île de Montréal, en faisant donc un endroit prioritaire où développer le réseau cyclable;

Attendu que le réseau cyclable du Sud-Ouest est incomplet et caractérisé par plusieurs liens manquants (ex. : aucun axe nord-sud vers le centre-ville, aucun lien dans Griffintown, peu d'offres dans le district de Saint-Paul – Émard ou dans l'ouest de Saint-Henri, etc.);

Attendu que selon le dernier recensement de Statistique Canada, l'arrondissement du Sud-Ouest se classait quatrième (sur 19 arrondissements) en termes de pourcentage de la population se rendant au travail en utilisant une forme de transport actif;

Attendu qu'il n'y a aucun lien cyclable direct entre l'arrondissement du Sud-Ouest et le centre-ville de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

Attendu que le Sud-Ouest comporte plusieurs intersections dangereuses devant être réaménagées et sécurisées pour les cyclistes et les piétons;

Attendu que le développement du réseau cyclable est essentiel à la sécurisation des cyclistes et des piétons;

Attendu que la demande citoyenne pour des liens cyclables est de plus en plus forte dans l'arrondissement du Sud-Ouest, notamment en raison de l'augmentation de la population étudiante et de jeunes familles;

Attendu que le Sud-Ouest représente un bassin important de résidents qui travaillent au centre-ville de Montréal.

Attendu que la rue Guy serait la rue la plus stratégique pour lier le Sud-Ouest et le centre-ville;

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Benoit Dorais

ET RÉSOLU :

Que le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest demande formellement que la Division des transports actifs et collectifs de la Ville de Montréal fasse une priorité de l'aménagement d'un lien cyclable sur la rue Guy pour l'année 2016.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.14

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 avril 2016	Résolution: CA16 22 0125

Adhésion de l'arrondissement du Sud-Ouest à la Déclaration du Sommet des élus locaux pour le climat - 4 décembre 2015 - COP21

Attendu que lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) tenue à Paris en décembre 2015, les municipalités ont été appelées à la mobilisation comme acteurs clés dans la lutte contre les changements climatiques;

Attendu que dans le cadre du Sommet des élus locaux pour le climat tenu le 4 décembre 2015 à l'Hôtel de Ville de Paris, les élus locaux et régionaux des cinq continents présents se sont engagés collectivement à :

- promouvoir et dépasser, dans toute la mesure de leur autorité, les objectifs de l'Accord de Paris 2015 négociés lors de la COP21;
- produire et mettre en œuvre des stratégies participatives de résilience et des plans d'action afin de s'adapter au nombre croissant de catastrophes liées aux changements climatiques d'ici 2020;
- réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre dans les zones urbaines d'ici 2030;
- soutenir des objectifs ambitieux en faveur du climat, tels que la transition vers une énergie 100% renouvelable sur nos territoires ou une réduction de 80% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050;
- s'engager dans des partenariats mutuels et avec les organisations internationales, les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile pour développer la coopération, mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités, multiplier les solutions en faveur du climat, élaborer des outils de mesure et promouvoir des mécanismes financiers innovants et les investissements verts;

Attendu que pour atteindre ces objectifs ambitieux, ces élus locaux et régionaux se sont engagés à soutenir l'« Engagement de Paris » présenté par la présidence de la COP21, à renforcer les initiatives des réseaux de villes et de régions, à soutenir la plateforme NAZCA des Nations Unies ainsi que la Feuille de route sur le climat pour les villes et gouvernements locaux, afin d'assurer la visibilité de ces initiatives;

Attendu que ces élus locaux et régionaux ont également reconnu que leurs collectivités ont besoin d'accéder plus facilement à la finance verte, de disposer d'une plus large autonomie budgétaire et d'une capacité réglementaire accrue afin d'amplifier leur action;

Attendu que ces élus locaux et régionaux ont appelé à la responsabilisation de chaque niveau de gouvernement afin que chacun contribue au maximum de ses capacités à lutter contre les changements climatiques;

Attendu que ces élus locaux et régionaux se sont engagés à coordonner leur action pour le climat, dans la perspective de la Conférence HABITAT III de 2016 et qu'ils se sont unis avec les organisations internationales, les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile pour répondre au défi du changement climatique et protéger la planète Terre;

Attendu le Plan local de développement durable 2013-2015 du Sud-Ouest et son bilan à venir.

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Sophie Thiébaut, Alain Vaillancourt, Craig Sauvé, Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

Que l'Arrondissement du Sud-Ouest endosse la Déclaration du Sommet des élus locaux pour le climat du 4 décembre 2015, laquelle propose que les élus municipaux des cinq continents s'engagent collectivement à lutter contre le dérèglement climatique;

Qu'une copie de cette résolution soit acheminée à la Ville de Montréal et à l'Union des municipalités du Québec (UMQ).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.11

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 avril 2016

Article 5.03

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 avril 2016	Résolution: CA16 22 0126

Résolution d'appui à la campagne du RAPSIM demandant au gouvernement fédéral de rétablir une approche généraliste dans l'allocation des fonds disponibles pour la SPLI et aux gouvernements canadien et québécois de permettre à la communauté montréalaise d'identifier ses priorités de financement en matière d'itinérance

Attendu le potentiel important des fonds disponibles pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI), soit plus de 10 M$ pour Montréal avec l'annonce par le gouvernement fédéral d'une hausse de 50 % de son budget pour 2016-2017 et 2017-2018 et la disponibilité de fonds résiduels;

Attendu que la SPLI - et les programmes qui l'ont précédée depuis 1999 - finance des initiatives destinées à prévenir et à réduire l'itinérance, ayant permis jusqu'à présent de soutenir une diversité d'initiatives à Montréal, dont :

- l'amélioration de la capacité d'accueil et des conditions de vie dans les refuges et les maisons d'hébergement, ainsi que de nombreuses améliorations aux centres de jour et autres installations venant en aide aux sans-abri;
- des compléments ponctuels au montage financier d'une quarantaine de projets de logements sociaux, totalisant plus de 950 logements et chambres pour les personnes en situation d'itinérance;
- le soutien aux interventions menées par les partenaires montréalais pour prévenir et réduire l'itinérance, notamment en matière d'accompagnement des personnes, de suivi, de travail de rue, ainsi qu'au chapitre du soutien communautaire pour les aider à retrouver une vie autonome et stable en logement;
- le soutien au regroupement de partenaires œuvrant auprès des personnes en situation d'itinérance.

Attendu que les fonds actuellement engagés pour la SPLI pour 2015-2019 ont réduit le soutien ou coupé totalement le soutien à l'intervention menée dans une cinquantaine d'organismes, tout en réduisant à moins de 6% le budget consacré aux immobilisations;

Attendu que depuis deux ans, l'imposition de l'approche Housing first pour 65% du financement SPLI du gouvernement conservateur précédent a freiné plusieurs actions, en prévention et sur le plan des immobilisations notamment, d'où l'importance d'une approche globale qui passe par le financement d'une diversité de services et d'interventions avec des priorités et perspectives de financement déterminées au plan régional;

Attendu que cette spécialisation de la SPLI ne permettra pas de répondre adéquatement aux multiples enjeux posés par une population itinérante de plus en plus diversifiée, qui comprend des hommes et femmes de tout âge dont des aînés en perte d'autonomie et des jeunes désaffiliés socialement, un nombre croissant de gens issus des communautés autochtones et inuites, ainsi que des personnes aux prises avec un cumul de problèmes de santé mentale et physique, de toxicomanie ou d'autres dépendances;

Attendu qu'à Montréal le plan d'action et les priorités de la SPLI ont été établis par un travail soutenu et concerté de la Ville de Montréal, de l'Agence de santé et services sociaux de Montréal et des réseaux de partenaires communautaires qui œuvrent directement auprès des personnes itinérantes;

Attendu que cette diversité des situations d'itinérance commande des approches multiples;

Attendu que l'itinérance est une réalité préoccupante à Montréal, les refuges destinés aux hommes sans-abri ayant hébergé 678 dormeurs le jeudi 17 mars dernier, soit un taux d'occupation de 104%, et les données sur l'utilisation des places réservées aux femmes indiquant un taux d'occupation de 111%;

Attendu que l'itinérance est un phénomène constaté de façon croissante dans plusieurs arrondissements, cela tant par les organismes communautaires, les services sociaux que le service de la police;

Attendu que le Sud-Ouest fait de la lutte à l'itinérance une priorité dans son Plan d'action en développement social 2016-2020 à être adopté sous peu.

Il est proposé par Benoit Dorais

appuyé par Sophie Thiébaut, Alain Vaillancourt, Craig Sauvé, Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

Que l'Arrondissement du Sud-Ouest :

- appuie la campagne menée par le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) dans le cadre de la SPLI;

- demande au gouvernement fédéral de rétablir une approche généraliste de la SPLI dans l'allocation rapide des 10 M$ disponibles;

- demande aux gouvernements du Canada et du Québec que la communauté locale montréalaise puisse identifier elle-même ses priorités de financement afin de tenir compte de l'ensemble de ses besoins, y compris en immobilisations, et d'y répondre rapidement;

Que la présente résolution soit transmise aux gouvernements du Canada et du Québec, à la Ville de Montréal, au RAPSIM, de même qu'aux députés représentant l'arrondissement du Sud-Ouest à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.12

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 avril 2016

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 24 mars 2016, à 17 h

Au CM du lundi 18 avril 2016, à 13 h

20.01	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1163456002

Accorder un contrat à Trempro Construction inc. pour les travaux de remplacement de la génératrice à l'entrepôt du Service de sécurité incendie de Montréal, situé au 4040, avenue du Parc, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 853 686,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5763 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1156871002

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de 4 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service de l'approvisionnement , Direction - 1161541001

Conclure un contrat avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour utiliser les contrats à commandes conclus avec plusieurs fournisseurs de pneus neufs, rechapés et remoulés, suite à l'adhésion de la Ville à son regroupement, pour une durée de vingt-quatre mois, du 1er avril 2016 au 31 mars 2018, incluant une année supplémentaire optionnelle jusqu'au 31 mars 2019

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1166682002

Accorder trois contrats à Teltech Télécommunication inc. et Telecon inc. pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 (8 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102004

Accorder un contrat à Transelec / Common inc. pour des travaux de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et de mise à niveau du réseau de la Commission des services électriques de Montréal, là où requis, dans le boulevard De Maisonneuve Est, de la rue Berri à la rue Alexandre-DeSève dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 3 293 002,48 $, taxes incluses - Appel d'offres public 216803 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1164139001

Accorder un contrat à Les entreprises Claude Chagnon inc. pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans la rue Saint-Denis, entre l'avenue Viger et le boulevard René-Lévesque, ainsi que dans l'intersection Sanguinet / Viger, dans le cadre des travaux municipaux requis en vue de l'arrivée du nouveau CHUM dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 2 118 120 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330001 (8 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.07	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1163456001

Accorder un contrat à Construction Doverco inc. pour les travaux de remplacement des chaudières et des travaux de génie civil à la caserne 73 (3114) située au 820, rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 1 621 872,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5792 (10 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1166708001

Accorder un contrat à Catalogna & Frères ltée pour des travaux de réaménagement du domaine public aux abords du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) et de l'Université Concordia - Dépense totale de 4 847 596,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330201 (7 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI - 1166075003

Conclure des ententes avec Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (entente 1 pour une somme maximale de 6 432 745,70 $, taxes incluses / entente 2 pour une somme maximale de 631 771,53 $, taxes incluses) pour les services professionnels spécialisés en informatique, pour une durée de 3 ans, pour les besoins spécifiques du portfolio du Bureau de demain / Appel d'offres public 15-14887 (entente 1 - 4 soum. / entente 2 - 5 soum.) / Approuver les projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1161630001

Autoriser la cession du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et NACEV Consultants inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente, selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1161630002

Autoriser la cession des droits et obligations du contrat de services professionnels 12227 intervenu entre la Ville de Montréal et Pasquin St-Jean et associés inc. (CG07 0295) en faveur de Beaudoin Hurens inc. pour le reste de l'entente selon les mêmes termes et conditions / Approuver le projet de convention de cession à cet effet et la fin du mandat de la firme Pasquin St-Jean et associés inc., à compter 3 octobre 2014

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1164107002

Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal / Autoriser le maire de Montréal à signer, à titre de président de l'agglomération de Montréal, ledit projet d'entente / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir une subvention de 240 000 $ selon les modalités décrites au projet d'entente

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service de l'environnement , Direction - 1150720003

Approuver un projet de convention de cession de droits entre Biomont Énergie inc. et Biomont Énergie, Société en commandite, pour la cession de ses droits découlant de la Convention concernant la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) et du bail et de la sous-location du site foncier

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service du développement économique , Direction - 1165175003

Approuver les projets de conventions de partage des actifs entre la Ville de Montréal et deux organismes de développement économique local

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements - 1167195002

Approuver un projet de protocole d'entente de soutien technique estimé à 322 000 $ avec Vélo Québec Événements pour la tenue de l'événement « Un Tour la Nuit » le 3 juin 2016

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service de la culture , Direction associée Cinéma-Festivals-Événements - 1160679005

Accorder un soutien financier de 270 000 $ à Vélo Québec Événements (Festival Go Vélo Montréal), dans le cadre de l'entente Montréal 2025 avec le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, pour la période 2016 et 2017 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1164956002

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art mural à monsieur Francis Montillaud, artiste professionnel, pour réaliser et installer une oeuvre dont le titre provisoire est « Tranche de vie », dans le cadre du projet des Escales découvertes du mont Royal, qui sera intégrée à un mur de soutènement existant, situé dans l'emprise du chemin de la Côte-des-Neiges, du côté ouest, entre les avenues Ridgewood et Forest Hill, pour une somme maximale de 315 000 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat d'exécution d'oeuvre d'art à cet effet / Autoriser le Service de la culture à effectuer le suivi de la réalisation de cette oeuvre d'art mural, de concert avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334027

Accorder un contrat de gré à gré à Schneider Electric Canada inc. pour les travaux de remplacement des disjoncteurs 600 V aux bâtiments des boues de la désinfection et du prétraitement de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Phase 2 - Dépense totale de 1 135 904,83 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334003

Accorder un contrat de services professionnels à SNC - Lavalin inc. pour l'élaboration des plans et devis pour les travaux de mise à niveau et de remplacement de vannes manuelles du réseau des intercepteurs - Dépense totale de 475 716,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14833 (1 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles - 1160554001

Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, pour le renouvellement, pour une période de 5 ans, de la convention de services professionnels intervenue avec Morneau Shepell ltée (CE11 0326), pour un système d'administration des régimes de retraite, majorant ainsi le montant de la convention de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1156367001

Approuver un projet d'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal par lequel le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe supplémentaire de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 - Approuver la proposition de répartition budgétaire de cette enveloppe

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334004

Autoriser la cession de contrat entre la Ville de Montréal et Omni Sécurité (CG15 0449) au bénéfice de l'organisme Axia Services, relativement à la fourniture de services de gardiennage à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour un montant de 1 196 628,54 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction de la prévention et de la planification - 1162645002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Boivin & Gauvin inc. pour la fourniture d'appareils de protection respiratoire isolant autonome (APRIA) ainsi que pour la fourniture de pièces et accessoires pour leur entretien, pour une période de 120 mois - Appel d'offres public 15-14691 (3 soum.) / Autoriser une dépense de 10 201 548,20 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'APRIA, d'équipements et accessoires et la fourniture de pièces de remplacement pour leur entretien, pour la même période

Adopté à l'unanimité.

20.24	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102007

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 822 395,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329402 (2 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.25	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102009

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour les travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie - Dépense totale de 11 477 000 $ - Appel d'offres public 329406 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction - 1164139002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune, et du trottoir nord de la rue de la Commune, entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 12 678 724,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329902 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102010

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la Commission des services électriques de Montréal et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 11 801 587,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 280001 (4 soum.)

Retiré.

20.28	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1154102011

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, d'éclairage, de voirie sur le réseau de la Commission des services électriques de Montréal, dans le boulevard Saint-Michel, du boulevard Shaughnessy à la rue Jarry, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Dépense totale de 17 839 141,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 283901 (3 soum.)

Retiré.

20.29	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1155304001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis à la cour municipale de la Ville de Montréal, dans le cadre de ses activités, pour la somme maximale de 2 878 330,14 $, taxes incluses, couvrant la période du 21 mars 2016 au 22 mars 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1165015002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Girard Côté Bérubé Dion Architectes, Stantec et BC2 Groupe Conseil inc. pour les services en architecture et en génie du bâtiment, dans le cadre du projet de construction des nouvelles salles de tir du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 473 728,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14255 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service du développement économique , Direction - 1165175005

Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relatif à la création du Fonds d'investissement PME MTL

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service du développement économique , Direction - 1165175002

Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six organismes PME MTL

Adopté à l'unanimité.

30.03	Service du greffe , Direction - 1163430006

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2016

Adopté à l'unanimité.

30.04	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1163592006

Ne pas utiliser les mesures d'allègement fiscales incluses au budget de 2015 pour les résultats financiers 2015

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1164213001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable

Traité.

41.02	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1160504001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont Royal

Traité.

41.03	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1160184001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)

Traité.

41.04	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1164213002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau

Traité.

41.05	Service des finances , Direction des revenus - 1163843002

Avis de motion - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2015)

Traité.

41.06	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1156807002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

Traité.

42.01	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1154560002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1157090003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 759 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des actifs du réseau primaire d'aqueduc

Adopté à la majorité des voix.

42.03	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1157090001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 8 187 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage

Adopté à la majorité des voix.

42.04	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1156279001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 776 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable

Adopté à la majorité des voix.

42.05	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1154278002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 445 000 $ afin de financer les travaux de construction et réhabilitation de conduites primaires d'aqueduc

Adopté à la majorité des voix.

42.06	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1154278001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 49 024 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Charles-J.- Des Baillets

Adopté à la majorité des voix.

42.07	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1156807003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer la réalisation de projets du « legs » pilotés par la Société du parc Jean-Drapeau relatifs à des travaux de mise en valeur de la « place des nations » et de réalisation de la « promenade panoramique et riveraine », prévus dans le cadre du 375e de la Ville de Montréal (RCG 13-020)

Adopté à l'unanimité.

42.08	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1153334040

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs

Adopté à la majorité des voix.

42.09	Service de la culture , Direction - 1155890002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016

Adopté à l'unanimité.

42.10	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1167048001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Adopté à l'unanimité.

42.11	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 840 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Dorval

Adopté à la majorité des voix.

42.12	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 41 310 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Lachine

Adopté à la majorité des voix.

42.13	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1164278003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 17 803 000 $ afin de financer les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds

Adopté à la majorité des voix.

45.01	Société de transport de Montréal , Direction - 1166213001

Approbation du Règlement R-156-1 de la Société de transport de Montréal modifiant le Règlement R-156 autorisant un emprunt de 29 500 000 $ pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 394 500 000 $

Adopté à l'unanimité.

51.01	Service du développement économique , Direction - 1165175004

Nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

Adopté à l'unanimité.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1167181001

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activité 2015 du Conseil jeunesse de Montréal

Il est recommandé de:

prendre acte du dépôt du Rapport d'activité 2015 du Conseil jeunesse de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-29 14:21

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167181001**
Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activité 2015 du Conseil jeunesse de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est une instance consultative de la Ville de Montréal, responsable de conseiller l'Administration municipale sur toutes les questions relatives aux jeunes et de s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations. Annuellement, il doit rendre compte, par le dépôt d'un rapport écrit, conjointement au maire et au comité exécutif, de ses activités. Le présent rapport d'activité 2015 illustre sommairement l'ensemble des actions menées par le Conseil jeunesse pour le mieux-être des jeunes Montréalais.es.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0600 : dépôt pour information du rapport d'activité 2014.
CM 02 0777 : adopter le projet de règlement constituant le Conseil jeunesse de Montréal.

DESCRIPTION

Ce douzième rapport annuel rend compte des publications, activités et réalisations du Conseil jeunesse de Montréal de janvier à décembre 2015. L'ensemble témoigne de l'énergie continue qui anime ses membres dans leurs fonctions, leur passion et le dévouement dont ils font preuve au quotidien pour la défense et l'amélioration de la qualité de vie des jeunes Montréalais.es.

Parmi les travaux les plus significatifs de l'année 2015, différentes études ont été réalisées, que ce soit le mémoire sur la ville intelligente, l'avis sur l'entrepreneuriat jeunesse, le portrait de la présence des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives de la Ville de Montréal et de ses organismes associés et, enfin, l'élaboration de l'avis sur la réalité

montréalaise des jeunes Autochtones.

Outre les publications, les membres du CjM ont collaboré à plusieurs projets concrets avec différents partenaires. À cet effet, mentionnons l'appui à la mise sur pied de conseils jeunesse d'arrondissement, la participation au projet *Citoyen de ma ville,* la rubrique dans le journal *Métro* sur des jeunes Montréalais.es engagés, la table ronde *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale,* le concours photo du Centre d'histoire de Montréal, l'exposition des photographies sélectionnées dans le cadre du concours CitéXplore, le projet *Portraits d'arrondissement* et la participation à la Conférence internationale de la jeunesse sur l'avenir de la paix à Hiroshima.

Les perspectives d'action pour l'année 2016 sont présentées à la fin du rapport d'activité.

JUSTIFICATION

Tel que stipulé dans son règlement, le CjM doit déposer annuellement à l'Administration son rapport d'activité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total de fonctionnement du Conseil jeunesse de Montréal pour 2015 était de 241 800 $. Ce montant a été assuré à 100% par la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes Montréalais.es au sein du Conseil jeunesse de Montréal permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élus et les jeunes citoyens et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Rendre compte des actions du Conseil jeunesse de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Deux cent trente copies du rapport d'activité seront imprimées et transmises à l'Administration, aux partenaires municipaux et aux organismes jeunesse.
Diffusion par courriel, sur le site web du CjM et sa page Facebook.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-03-29



Rapport d'activité 2015

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Montréal

Rédaction
Geneviève Coulombe

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

Conception et réalisation graphiques
Caroline Marcant - Caroline@zigomatik.ca

Photos
Christine Bourgier
Ville de Montréal

Soutien administratif
Christine De Kinder

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016
Bibliothèque et Archives Canada
© Conseil jeunesse de Montréal, 2016

ISBN
Version papier : 978-2-7647-1417-1
Version électronique : 978-2-7647-1418-8

Conseil jeunesse de Montréal
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
Télécopieur : 514 868-5810
cjm@ville.montreal.qc.ca
www.cjmtl.com

Pour de plus amples informations
Geneviève Coulombe, coordonnatrice
Conseil jeunesse de Montréal

TABLE

Lettre au président du conseil municipal

Mot du président

LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL 6
Historique
Mandat
Fonctions
Composition
Fonctionnement
Comités
Comité exécutif
Comité Communic-Action
Comité Avis

LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE DU CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL 8
Membres 8
Nouveaux membres en 2015 12
Ils ont quitté le CjM en 2015 13
Équipe 13

DES MATIÈRES

LE PORTRAIT DES RÉALISATIONS EN 2015 14

Avis et mémoires 14

- *Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones*
- *Portrait de la présence des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives de la Ville de Montréal et de ses organismes associés*
- Avis sur l'entrepreneuriat jeunesse
- Mémoire sur la ville intelligente

Projets et événement particuliers 16

- Des conseils jeunesse d'arrondissement
- *Citoyen de ma ville*
- Rubrique dans le journal *Métro*
- Table ronde *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale*
- Concours photo du Centre d'histoire de Montréal
- Exposition CitéXplore – coins et recoins méconnus de Montréal
- Portraits d'arrondissement
- Conférence internationale de la jeunesse à Hiroshima, au Japon

Concertation avec les partenaires 20

- Mobilisation régionale pour le renouvellement de la Stratégie d'action jeunesse et de la Politique québécoise de la jeunesse
- Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale
- Forum des intervenants municipaux en développement social (FIMDS)
- Rencontres avec les élu.es et l'administration municipale
  - Élu.es
  - Administration municipale
  - Autres

Le CJM en activité 22

- Activités de représentation et de formation
- Le CjM dans les médias
- Autres activités réalisées

Le Conseil jeunesse de Montréal en chiffres 24

LES PERSPECTIVES POUR 2016 25

- Nouvelles études
- Poursuite des projets déjà existants
- Organisation d'événements
- Campagne de recrutement de membres
- Suivi des avis passés

REMERCIEMENTS 26



Monsieur Frantz Benjamin
Président du conseil municipal
Ville de Montréal

LETTRE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL



Monsieur le Président,

C'est avec grand plaisir que je vous présente le rapport d'activité 2015 du Conseil jeunesse de Montréal.

Le présent rapport rend compte des publications, des activités et des réalisations du CjM de janvier à décembre 2015. Davantage qu'un simple exposé, il est le témoignage de l'énergie et de la volonté toujours plus grandes qui animent nos membres dans leurs fonctions et dans leur dévouement, traduisant ainsi la passion avec laquelle ils œuvrent au quotidien afin de penser, et surtout réaliser, le Montréal de demain, à l'image des aspirations et des besoins de sa jeunesse.

Je tiens également à souligner l'inestimable collaboration développée avec les élu.es et les fonctionnaires municipaux. C'est avec gratitude que je peux vous affirmer que nos préoccupations à l'égard des enjeux jeunesse, nos idées, nos recommandations et nos demandes, notamment quant à la mise en œuvre de projets mobilisant directement les jeunes, ont maintes fois trouvé une oreille attentive.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président du Conseil jeunesse de Montréal,

François Marquette

MOT DU PRÉSIDENT



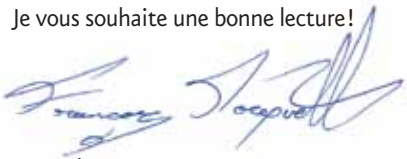
Les membres du Conseil jeunesse de Montréal (CjM) sont fiers de vous présenter leur douzième rapport d'activité. En 2015, nous avons de nouveau déployé nos efforts afin d'écouter, de comprendre et de porter la parole des jeunes Montréalais et Montréalaises pour sensibiliser les personnes élues de la Ville quant à leurs préoccupations, leurs besoins et leurs souhaits.

Parmi nos travaux les plus significatifs de l'année 2015, je me dois de mentionner les différentes études réalisées, que ce soit le mémoire sur la ville intelligente, l'avis sur l'entrepreneuriat jeunesse, le portrait de la présence des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives de la Ville de Montréal et de ses organismes associés et, enfin, l'élaboration de l'avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones.

Outre les publications, les membres du CjM ont collaboré à plusieurs projets concrets avec différents partenaires. À cet effet, mentionnons l'appui à la mise sur pied de conseils jeunesse d'arrondissement, la participation au projet *Citoyen de ma ville*, la rubrique dans le journal *Métro* sur des jeunes Montréalais.es engagés, la table ronde *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale*, le concours photo du Centre d'histoire de Montréal, l'exposition des photographies sélectionnées dans le cadre du concours CitéXplore, le projet *Portraits d'arrondissement* et la participation à la Conférence internationale de la jeunesse sur l'avenir de la paix à Hiroshima.

Tout au long de l'année, l'implication continue de nos membres a contribué à parfaire nos connaissances des différents dossiers, à accroître l'impact de nos recommandations auprès de l'administration municipale et à étendre la notoriété du Conseil auprès des organismes jeunesse et des jeunes Montréalaises et Montréalais. Pour cela, je tiens à les en remercier chaleureusement. Le présent rapport reflète, sans nul doute, tout le dynamisme et le plaisir que nous avons eu à travailler ensemble en 2015 sur les questions liées à la jeunesse.

Je vous souhaite une bonne lecture!



François Marquette



LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL



Historique

Afin de mieux tenir compte des préoccupations des jeunes Montréalais et Montréalaises et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent, l'administration municipale a décidé de procéder à la création du Conseil jeunesse de Montréal.

Le Conseil jeunesse de Montréal fut créé en vertu du règlement 02-177 adopté au conseil municipal le 23 septembre 2002. Le CjM a pris son envol le 11 février 2003.

Mandat

Instance consultative relevant du maire à titre de porteur du dossier de la jeunesse montréalaise, le CjM représente les intérêts des jeunes de 12 à 30 ans. Il a pour rôle de :

- Conseiller le maire et le comité exécutif, de façon régulière et continue, sur toutes les questions relatives aux jeunes.
- Assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale.
- Donner la parole aux jeunes Montréalais et Montréalaises.
- Offrir aux jeunes un accès au pouvoir décisionnel.
- Participer à la détermination des priorités jeunesse municipales.

Fonctions

- Fournir, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou du comité exécutif, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes.
- Solliciter des opinions, recevoir et entendre les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes.
- Commander des études et des recherches relatives à ces préoccupations.
- Organiser des événements, colloques, formations ou toute autre activité favorisant le développement de la connaissance de la réalité de la jeunesse montréalaise.

Composition

Le Conseil jeunesse de Montréal est composé de quinze membres bénévoles, dont une présidence et une vice-présidence. Les membres du CjM sont représentatifs de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise et présentent une juste représentation hommes-femmes.



Fonctionnement

Les membres ont une réunion mensuelle et participent également à au moins un des deux comités de travail, soit le comité Avis et le comité Communic-Action. De plus, le CjM a un comité exécutif composé de la présidence, de la vice-présidence et de membres représentant des comités de travail qui se rencontrent tous les mois afin d'assurer le suivi des dossiers, des priorités en cours et de voir au bon fonctionnement général. Outre ces rencontres, les membres participent à de nombreuses activités de représentation et de concertation sur le terrain avec les partenaires.

Les membres sont nommés par le conseil municipal à la suite d'un processus d'appel de candidatures et du choix du comité de sélection. Les membres sont nommés pour trois ans. Ce mandat est renouvelable une seule fois.

Les sujets traités par le CjM doivent être de compétence municipale.

La permanence du CjM est assurée par une secrétaire-recherchiste qui agit à titre de coordonnatrice du Conseil et par une secrétaire à mi-temps.

COMITÉS

Comité exécutif

Le comité exécutif (CE) assume les fonctions administratives au sein du CjM. Il a notamment la responsabilité de préparer le budget annuel selon les besoins exprimés par les différents comités et de le soumettre à l'assemblée ordinaire des membres pour approbation. Il assure la gestion des ressources humaines, permanentes et contractuelles. Il voit au développement des comités de travail et au suivi de leurs dossiers.

Le CE est aussi responsable du traitement des différentes demandes issues tant du milieu municipal que du milieu associatif et doit en assurer le suivi. Il planifie et organise les réunions régulières du CjM, il dynamise les actions et assure la cohésion, le bien-être et la motivation de tous les membres.

Comité Communic-Action

Ce comité détermine et planifie le positionnement médiatique du Conseil et veille à la réalisation de sa stratégie de communication. Il a aussi pour rôle d'organiser diverses activités pour que le CjM soit mieux connu et plus visible auprès des jeunes Montréalais.es, des partenaires et des élu.es. Il organise des événements rassembleurs permettant aux jeunes et aux élu.es de se rencontrer et de dialoguer.

Comité Avis

Le comité Avis détermine les problématiques et clarifie les angles de recherche sur lesquels le CjM souhaite se pencher. Cette année, il a œuvré à la rédaction d'un avis portant sur l'entrepreneuriat jeunesse. Le comité assure également le suivi des recommandations des avis précédemment déposés au conseil municipal.

LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE DU CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL


François Marquette


Pascal Rousseau


Jessika Brosseau


Rym El-Ouazzani


Chahinaze Fala

FRANÇOIS MARQUETTE (22 ANS) – PRÉSIDENT

Lachine

Résidant dans l'arrondissement de Lachine depuis toujours, François Marquette est étudiant au baccalauréat bidisciplinaire en communication et politique à l'Université de Montréal. En plus du CjM, il s'implique auprès d'organismes de son arrondissement. Il adore communiquer avec les gens et servir ceux qui l'entourent. Employé de la fonction publique fédérale et arbitre de soccer, il côtoie la diversité montréalaise au quotidien et adore voyager. Ses expériences internationales comme journaliste correspondant en Allemagne, conférencier principal à un colloque international sur l'environnement au Japon et, tout récemment, membre de la délégation de la Ville de Montréal à l'International Youth Conference for Peace in the Future à Hiroshima, ont contribué à développer sa vision de notre monde.

François Marquette s'est joint au Conseil en 2011 pour mieux porter la voix des jeunes sur des sujets qui les préoccupent vers les instances décisionnelles de la Ville. À titre de président, il souhaite promouvoir l'existence du Conseil et les possibilités d'implication qui s'offrent aux jeunes Montréalais.es dans les services et instances de la Ville.

PASCAL ROUSSEAU (31 ANS) – VICE-PRÉSIDENT

Sud-Ouest

Montréalais d'origine et passionné par les dossiers jeunesse, Pascal Rousseau a complété son baccalauréat en études politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke. Œuvrant depuis plus de 5 ans dans le domaine financier, il consacre une grande partie de son temps à des causes liées à la jeunesse, notamment sur le plan de l'éducation et du loisir. Depuis quelques années, il assure la gestion administrative d'une organisation scoute montréalaise et québécoise. Son expertise des dossiers jeunesse vient de son expérience au sein de plusieurs comités depuis près de 10 ans, notamment au Comité consultatif Jeunes d'Emploi-Québec ainsi qu'au comité Jeunes de la Conférence régionale des élus des Laurentides.

Au cours de la dernière année, Pascal Rousseau a occupé le poste de responsable du comité Avis où il a participé à l'élaboration de l'avis sur l'entrepreneuriat jeunesse et au mémoire sur la ville intelligente produits par le CjM. À titre de vice-président, il désire promouvoir la place des jeunes dans la sphère publique montréalaise.

JESSIKA BROSSEAU (31 ANS)

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Membre de l'Ordre des urbanistes du Québec, Jessika Brosseau est titulaire d'une maîtrise en urbanisme (Université de Montréal, 2011) et d'un baccalauréat en environnement (Université McGill, 2007). Ayant d'abord travaillé à l'étranger puis dans une grande firme privée renommée dans le domaine de l'urbanisme au Québec, elle a œuvré par la suite en développement économique local pour l'arrondissement de Saint-Léonard. À présent, elle est chef de division Urbanisme pour la ville de Mascouche.

Originaire de Saint-Jean-sur-Richelieu, Jessika Brosseau réside à Montréal depuis 2009 et souhaite y demeurer aussi longtemps que possible. Avant même d'habiter dans la métropole, elle y étudiait, y travaillait et s'impliquait déjà dans la sphère civile. En effet, de 2004 à 2006, elle a réuni des étudiant.es postsecondaires de différents cheminements académiques pour créer un groupe jeunesse au sein de l'Association canado-péruvienne. Elle estime que Montréal déborde d'opportunités et de potentiels et que nous devons tou.tes participer à son essor. Amoureuse de Montréal, elle reconnaît que sa ville a beaucoup de défis à relever. Elle croit que la participation citoyenne permet de prioriser les combats et d'enrichir les recommandations faites aux élu.es. Jessika souhaite que Montréal soit une ville où la jeunesse peut grandir, se développer et demeurer.

RYM EL-OUAZZANI (21 ANS)

Rosemont–La Petite-Patrie

Étudiante au baccalauréat en droit avec un penchant pour la justice sociale, à l'affût de l'actualité et férue de politique, elle a toujours pris plaisir à discuter des enjeux sociaux et à s'impliquer dans la vie communautaire. Militante à Amnistie internationale, bénévole chez Héma-Québec et rédactrice d'un blogue sur Montréal, ses intérêts s'étendent de la politique jusqu'aux arts et à la mode.

Fervente optimiste envers la jeunesse montréalaise, elle a confiance en cette dernière qui bâtit présentement avec ses aîné.es une charmante métropole culturelle où chacun.e – petits et grands, Québécois et nouveaux arrivants – trouve aisément sa place. Pour elle, l'éducation constitue le cœur et l'avenir de toute société épanouie et c'est pour cela qu'elle doit être le centre de nos priorités.

Par son implication, elle souhaite amener des solutions évolutives pour le bien-être collectif qui passent, entre autres, par la sensibilisation de la jeunesse à ses droits et ses devoirs et par l'implication active dans la vie communautaire et citoyenne.

CHAHINAZE FALA (26 ANS)

Montréal-Nord

Parajuriste en droit de l'immigration d'affaires et mobilité internationale, Chahinaze Fala a un intérêt certain pour la justice sociale et l'implication citoyenne. Que ce soit au sein de sa vie professionnelle ou au cœur de son arrondissement, elle se porte souvent disponible dans les activités bénévoles afin d'encourager une réelle solidarité sociale.

Curieuse de nature et passionnée de Montréal, elle souhaite maintenant contribuer à l'essor de sa ville en lui offrant sa vision dynamique de la jeunesse d'aujourd'hui. Elle désire vivement contribuer à la représentation des jeunes Montréalais.es dans les décisions prises par l'administration municipale et alimenter les discussions entre élu.es et jeunes citoyen.nes.



DENISE FELSZTYNA (20 ANS)

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Arrivée au Canada à l'âge de 7 ans après avoir quitté l'Argentine, Denise Felsztyna a dû s'adapter rapidement à un nouveau mode vie. Dès lors, elle a appris le français et l'anglais et s'est familiarisée avec sa nouvelle culture. Tant la natation, le patinage, le ski que les camps d'été ont contribué à faire naître chez elle un sentiment d'appartenance à sa nouvelle communauté. L'activité physique étant une valeur primordiale, elle s'entraîne régulièrement avec son équipe de natation, ce qui lui a permis d'obtenir un emploi comme sauveteuse dans une piscine municipale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Impliquée activement au sein de l'organisme communautaire Projet Genèse, elle transmet aux usagers l'information et les références nécessaires à la défense de leurs droits et les soutient dans leurs démarches d'intégration. Elle souhaite ainsi redonner l'aide qui lui a été offerte, ainsi qu'à sa famille, lors de son arrivée ici. Au sein de la faculté de droit, elle participe à titre d'ambassadrice étudiante à un programme mettant en contact des candidat.es admis ou en prospection avec des étudiant.es actuels, en plus d'être bénévole à la Clinique d'information juridique et membre de l'Association du droit des affaires.

Elle voit le CjM comme une opportunité de jouer son rôle de citoyenne et de contribuer pleinement au développement d'un meilleur environnement pour la jeunesse de Montréal, en particulier pour les nouveaux arrivants.

AMINA JANSSEN (25 ANS)

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Résidente de Montréal depuis peu, Amina Janssen est étudiante à la maîtrise en histoire de l'art à l'Université du Québec à Montréal. Passionnée des arts et du patrimoine, elle apprécie grandement la richesse de la métropole à cet égard et est régulièrement bénévole pour divers événements contribuant à rendre Montréal si stimulante.

Agréablement surprise par le dynamisme de la vie de son quartier et sensibilisée aux différents enjeux qui le traversent, elle est empreinte d'un désir de s'impliquer davantage dans sa communauté. C'est ainsi que par son implication au CjM, elle souhaite prendre pleinement part à la vie montréalaise et favoriser l'engagement social chez les jeunes afin que tou.tes travaillent ensemble au bien-être collectif.



Denise Felsztyna



Amina Janssen



Maxime Le Breton



Kunze Li



Kathryn Verville-Provencher

MAXIME LE BRETON (21 ANS)

Saint-Léonard

Montréalais d'origine, Maxime Le Breton se passionne depuis son plus jeune âge pour les questions ayant trait aux affaires publiques. Rapidement, il s'intéresse aux différents concepts de la politique moderne et ancienne. Actuellement, il amorce des études professionnelles en entretien général d'immeubles et durant ses études secondaires à l'école Le Vitrail, il s'est impliqué au sein du conseil étudiant de l'établissement, et ce, dès les premiers jours. S'il rallie les rangs du CjM, c'est qu'il considère que le renouvellement de la classe politique actuelle doit maintenant s'opérer par la participation des jeunes aux diverses instances politiques.

Il souhaite profiter de son implication au CjM pour favoriser l'engagement public chez les jeunes afin que tous et toutes puissent prendre leur place et contribuer au développement de Montréal.

KUNZE LI (23 ANS)

Saint-Laurent

Jeune immigrant chinois venu au Québec à l'âge de 11 ans, Kunze Li habite l'arrondissement de Saint-Laurent.

Passionné des arts et de la culture, il étudie actuellement en politique à l'Université Concordia, après avoir complété des études en communications au cégep Vanier. Ayant un intérêt poussé pour les droits humains et l'environnement, il participe activement à différents événements et son engagement est reconnu par l'ensemble de sa communauté.

Durant les dernières années, Kunze Li s'est impliqué dans le Congrès national des jeunes d'Amnistie internationale, le Défilé bleu (visant la protection et la sensibilisation à l'environnement), le Sommet du millénaire pour la jeunesse ainsi que divers projets ayant eu cours au pavillon Émile-Legault de l'école secondaire Saint-Laurent, où il a lui-même étudié. « Je m'engage à m'engager », voilà le mandat qu'il s'est donné lorsqu'il a représenté son école secondaire au Gala Force AVENIR de 2009. Par son implication au CjM, il souhaite pousser encore plus loin son engagement auprès de la jeunesse montréalaise et contribuer, entre autres, à la persévérance scolaire.

KATHRYN VERVILLE-PROVENCHER (24 ANS)

Sud-Ouest

Originaire de Victoriaville, Kathryn Verville-Provencher étudie actuellement au baccalauréat en sciences infirmières à l'Université McGill. L'ensemble de son parcours démontre sa volonté profonde de défendre autrui. Elle fut ainsi représentante des élèves de physiothérapie de l'Université de Sherbrooke au cours de ses études et est membre de la Croix-Rouge, où elle s'implique au sein du Service aux sinistrés. Elle a à cœur l'intérêt des jeunes, ayant toujours travaillé avec et pour eux, tout en développant de nombreux projets, comme un Magasin du Monde, à leur intention.

Comme membre du CjM, elle souhaite augmenter l'impact des organismes communautaires par une coordination plus efficace entre eux et une diminution des dédoublements de services. Elle désire également promouvoir l'implication des jeunes au niveau municipal, car selon elle, c'est à travers les efforts de toutes et tous que Montréal deviendra une ville d'avenir.



NOUVEAUX MEMBRES EN 2015

TRISHA ELIE (29 ANS)

Ville-Marie

Trisha Elie a vécu dans la région de Laval toute sa jeunesse. À la fin de ses études en criminologie à l'Université d'Ottawa, elle a fait de Montréal sa ville d'adoption. Adepte de la course à pied, elle adore découvrir cafés et commerces locaux au cours de ses promenades. Elle œuvre depuis six ans au Centre jeunesse de Montréal-IU comme agente de relations humaines tout en poursuivant une maîtrise en administration publique à l'ÉNAP. Désireuse de s'impliquer davantage dans sa communauté, elle souhaite, par sa participation au CjM, soutenir l'apport des jeunes dans le développement de leur ville.

Ayant à cœur la cause de la jeunesse, elle a voulu s'engager plus avant sur la question de la vie démocratique des jeunes Montréalais et Montréalaises. Parmi les défis et les dossiers qui l'attendent au CjM, elle portera une attention particulière aux enjeux de la rétention des jeunes familles et du développement d'une vie de quartier qui favorisent la diversité culturelle et ethnique de la population montréalaise.



JÉRÉMY GAREAU (24 ANS)

Ahuntsic-Cartierville

Titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de HEC Montréal et étudiant à la maîtrise en gestion des ressources humaines à cette même université, Jérémy Gareau est fortement préoccupé par les enjeux sociaux et environnementaux. D'ailleurs, il effectue son projet de maîtrise – pour lequel il a été récipiendaire d'une bourse d'excellence Hydro-Québec – sur le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises. Convaincu de l'importance de la jeunesse au sein de la société, il a toujours eu un vif intérêt à suivre de près l'actualité et la politique.

Jérémy Gareau a grandi dans le quartier Ahuntsic. Montréal représente pour lui une ville dynamique, animée par les arts, l'éducation et la diversité culturelle, ce qui lui confère une touche unique et sans égale. Il croit notamment à l'importance de l'éducation au sein d'une société engagée et épanouie et désire contribuer à des projets qui mettent de l'avant cette priorité.

Le CjM est un moyen pour lui de contribuer à la société d'une manière positive et formatrice. Il souhaite entre autres collaborer à des projets innovateurs pour encourager l'intégration interculturelle au sein de la communauté montréalaise et promouvoir la participation démocratique des jeunes et leur vision de la société.

ALBERT PHUNG KHAI-LUAN (26 ANS)

Ahuntsic-Cartierville

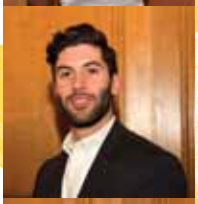
Albert Phung Khai-Luan est diplômé de HEC Montréal en administration des affaires. Comptable de formation, il travaille actuellement à acquérir de nouvelles connaissances dans le domaine de la finance. Ayant grandi et étudié à Montréal, il a un attachement particulier pour sa ville. Il a suivi avec intérêt, au cours des dernières années, différents dossiers en lien avec la Ville de Montréal, soit le développement de son service de transport en commun, de ses espaces verts, ainsi que le processus qui vise à positionner la métropole comme un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes.

Passionné de politique et de voyages, Montréal est pour lui unique par son histoire, son patrimoine, son caractère cosmopolite ainsi que par son abondance d'activités culturelles. Au cours de ses études universitaires, il s'est engagé socialement en participant à des cliniques d'impôts pour les individus et familles à faible revenu.

Il désire s'impliquer au CjM afin de promouvoir l'engagement citoyen des jeunes et pour se faire le porte-parole de ceux-ci auprès des élu.es montréalais sur les questions de sécurité publique, d'environnement, de culture et de finances. Les jeunes d'aujourd'hui sont les adultes de demain et leur apport à la société constitue un héritage pour les générations futures.



Trisha Elie



Jérémy Gareau



Albert Phung Khai-Luan



Michael Wrobel

Gopinath Jeyabalaratnam



Dhaneshan Kistnasamy



Jean-Philippe Gagnon



Mountagha Sow



MICHAEL WROBEL (22 ANS)

Ahuntsic-Cartierville

Montréalais d'origine, Michael Wrobel s'est toujours intéressé aux affaires publiques et aux enjeux urbanistiques. Étudiant au baccalauréat avec double majeure en journalisme et en affaires publiques, il est curieux de nature et aime poser des questions. Il est continuellement en train de réexaminer ses convictions politiques et il est convaincu de l'importance d'écouter les autres, surtout les gens qui ont des opinions divergentes, afin d'approfondir sa propre compréhension du monde.

Dès le début de ses études à l'Université Concordia, il s'est impliqué dans la communauté et a aussi démontré un intérêt pour sa ville. En tant que chef des nouvelles au journal étudiant The Link, il a couvert la campagne électorale municipale de 2013 et a interviewé les quatre principaux candidats à la mairie, accordant une attention particulière aux enjeux pertinents pour les jeunes électeurs. Présentement membre du conseil d'administration du Syndicat des étudiants et étudiantes de Concordia, il en supervise la conduite des affaires et approuve ses plans stratégiques et son budget annuel.

L'environnement, le développement communautaire et l'urbanisme sont des sujets qui le passionnent. Comme membre du CjM, il veut encourager les jeunes Montréalaises et Montréalais à devenir des citoyen.nes plus actifs afin de façonner une ville à l'image de leurs rêves.

ILS ONT QUITTÉ LE CJM EN 2015

GOPINATH JEYABALARATNAM

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
(2014-2015)

DHANESHAN KISTNASAMY

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
(2012-2015)

JEAN-PHILIPPE GAGNON

Ville-Marie
(2015)

MOUNTAGHA SOW

Ville-Marie
(Membre de 2012 à 2015 et président d'avril 2014 à octobre 2015)

ÉQUIPE

GENEVIÈVE COULOMBE
Coordonnatrice (depuis novembre 2015)

MARTIN CRÉPEAU
Coordonnateur (août 2009 à octobre 2015)

CHRISTINE DE KINDER
Secrétaire d'unité administrative
(depuis avril 2013)

ANDRÉANNE FLUET-CHABOT
Stagiaire en communication
(septembre à décembre 2015)

CHLOÉ PAIEMENT
Stagiaire en communication
(janvier à avril 2015)

LE PORTRAIT DES RÉALISATIONS EN 2015

AVIS ET MÉMOIRE

Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones

Entre 2001 et 2011, une augmentation importante de la migration des personnes autochtones vers les villes s'est traduite par un accroissement de 177 % de leur population à Montréal. Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau, mais a pris une ampleur considérable dans les dernières décennies et devrait s'intensifier dans les années à venir. Nombreux sont les jeunes Autochtones âgés de 18 à 35 ans qui élisent domicile à Montréal pour de courts ou de longs séjours en quête d'une amélioration de leurs conditions de vie et c'est dans ce contexte que le CjM a décidé de collaborer avec l'organisme Montréal Autochtone pour la production d'une étude conjointe sur ce sujet.



Cet avis comporte un portrait de la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et de leur niveau d'intégration socioéconomique. Il explore les obstacles et les conditions qui peuvent freiner leur intégration et répertorie les leviers, les outils et les politiques en place permettant de favoriser leur insertion. Ce 20e avis du CjM, qui devrait être lancé au printemps 2016, se conclut par dix-neuf recommandations touchant les thèmes suivants :

- l'accueil et la vie quotidienne ;
- la santé et les services sociaux ;
- l'éducation, l'emploi et la formation ;
- l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion ;
- les arts, la culture et la réappropriation culturelle.



Portrait de la présence des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives de la Ville de Montréal et de ses organismes associés

La diversité des profils individuels œuvrant au sein des structures de décision et de concertation comporte de nombreux avantages. La variété des points de vue et des perspectives apportés par des membres d'horizons divers contribue à la qualité des réflexions collectives, bonifiant la prise de décision, ce qui influence positivement la performance générale de l'organisation et favorise une gouvernance inclusive.

En 2013, la Ville a réitéré sa volonté « d'encourager les actions permettant aux jeunes de s'engager sur la scène publique montréalaise et contribuer au développement de leur Ville[1] ». Le conseil municipal a ainsi adopté la

Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017, qui propose «d'intégrer des jeunes aux comités stratégiques et consultatifs municipaux ainsi qu'aux conseils d'administration des sociétés paramunicipales[2]». Cette volonté poursuit un objectif de parité, d'équité générationnelle et de développement de la relève, de même qu'une meilleure représentativité de la population montréalaise au sein des instances de décision et de consultation.

Dans le cadre de cet avis, le CjM, le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM) et le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal (SDSS) ont collaboré afin de réaliser un état de situation sur la place qu'occupent les jeunes âgés de 18 à 40 ans au sein des structures décisionnelles et consultatives – municipales et paramunicipales – et d'organismes ayant une action municipale. Dix recommandations visant à soutenir l'atteinte d'une plus grande présence des jeunes dans les instances décisionnelles et consultatives ont été formulées. Ce 19e avis du CjM a été publié en avril 2015.

À la suite de sa parution, le CjM, le FJÎM et le SDSS ont poursuivi leur collaboration pour faire en sorte que la Ville de Montréal mette en œuvre les recommandations proposées dans le cadre de cet avis. En effet, des représentations ont été effectuées afin de favoriser l'intégration de jeunes aux comités stratégiques et consultatifs municipaux ainsi qu'aux conseils d'administration des sociétés paramunicipales.

1 Ville de Montréal, *Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017*, p. 13.

2 *Ibid.*



Avis sur l'entrepreneuriat jeunesse

Préoccupés par la question de la contribution des jeunes au développement économique, les membres du CjM se sont penchés sur le sujet de l'entrepreneuriat jeunesse, vecteur de développement social et économique des grandes villes. Cette étude dresse le portrait de la Ville de Montréal en matière d'entrepreneuriat : les stratégies actuelles, les organismes sous sa responsabilité ainsi que ceux auxquels elle contribue. Elle présente aussi un portrait des jeunes entrepreneurs montréalais, notamment les femmes entrepreneures, les entrepreneurs issus de communautés culturelles, les entrepreneurs sociaux et les artistes-entrepreneurs. Vingt-deux recommandations visant à soutenir les jeunes dans leur désir de réaliser leur projet d'entreprise y sont énoncées. Ce 18e avis du CjM a été lancé en mai 2015.


CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

MÉMOIRE SUR LA VILLE INTELLIGENTE

présenté par

LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

au

Bureau de la ville intelligente et numérique de la Ville de Montréal

Mai 2015

Montréal

Mémoire sur la ville intelligente

Déjà reconnue pour son effervescence en matière de technologies numériques, Montréal est bien positionnée pour devenir un leader mondial dans le nouveau créneau des villes intelligentes. Dans le cadre du lancement de la stratégie 2014-2017 du Bureau de la ville intelligente et numérique (BVIN), le CjM jugeait important de s'exprimer sur cet enjeu appelé à modifier le rapport des jeunes Montréalaises et Montréalais avec leur municipalité. Le CjM a alors décidé de se pencher sur la production d'un mémoire dressant un bref portrait numérique des jeunes adultes québécois selon les résultats de l'enquête *NETendances 2014* et, dans un deuxième temps, d'aborder certains aspects de la ville intelligente qui semblaient particulièrement importants du point de vue de la jeunesse. Dans le cadre de ce mémoire qui a été publié en mai 2015, neuf recommandations sont soumises aux élu.es.

PROJETS ET ÉVÉNEMENTS PARTICULIERS

Des conseils jeunesse d'arrondissement

Dans la *Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017* adoptée par le conseil municipal, la Ville de Montréal veut « encourager les actions permettant aux jeunes de s'engager sur la scène publique montréalaise et de contribuer au développement de leur ville[3]. » À cet effet, elle propose entre autres les orientations suivantes :

- faire connaître le fonctionnement de l'appareil municipal aux jeunes et développer leur sentiment d'appartenance ;
- accentuer les moyens et les actions permettant aux jeunes de participer comme citoyens à l'espace public et de s'engager dans les organes consultatifs et décisionnels ;
- Promouvoir les actions d'engagement citoyen auprès des jeunes et souligner l'implication de ceux et celles qui réalisent des projets importants par des activités de reconnaissance ;
- multiplier les occasions d'échanges et de rapprochements entre les jeunes, les intervenant.es et les élu.es et contribuer au développement du leadership chez les jeunes[4].

Ce projet, réalisé conjointement avec le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), s'inscrit à l'intérieur de ses orientations et découle également d'une recommandation portée par les membres du CjM dans l'avis *Montréal, ma ville, mon choix?*[5] (2007) abordant la question du sentiment d'appartenance des jeunes à leur arrondissement et à la ville.



Photo : Marc-André Gauthier

De gauche à droite, en commençant par l'arrière : Damian Marczuk ; Nicolas Pilon ; Jean-François Parenteau, maire de Verdun ; Valérie Ferland ; Marie Chabot-Johnson ; Sterling Downey, conseiller de la ville ; Marie-Ève Taillefer ; Élodie Mercier-Schmidt ; Daniel Loureiro ; Marie-Eve Brunet, conseillère d'arrondissement ; Antoinette Rodrigue ; Pierre L'Heureux, conseiller d'arrondissement ; Valeria Gonzalez ; Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement ; Luc Gagnon, conseiller d'arrondissement ; Serge Maamari.
Membres absents de la photo : **Rebecca Barazin, Annie-Claude Lamarche, Dave Sylvestre.**

Spécifiquement, la mise en œuvre de conseils jeunesse vise à :

- offrir un lieu de consultation, de concertation et de participation permanent aux jeunes des arrondissements ;
- permettre aux jeunes de commenter des projets en cours dans leur arrondissement (aménagement d'un parc, renouvellement des installations sportives, etc.) ;
- permettre la planification et la réalisation de projets ou d'activités jeunesse récurrentes (fête des voisins, gala jeunesse ou initiatives des jeunes eux-mêmes).

Le CjM est d'avis que le développement de conseils jeunesse d'arrondissement aura plusieurs impacts positifs pour les jeunes membres de ces conseils, mais également pour l'arrondissement et la Ville centre. En effet, cela permettra aux élu.es de rejoindre et de mobiliser les jeunes plus facilement, de pouvoir les consulter lors de nouveaux projets qui les concernent dans leur milieu de vie, de mieux les connaître et, ainsi, de développer des projets plus adaptés à leur réalité.

En 2015, le CjM a d'ailleurs accompagné le tout premier conseil jeunesse d'arrondissement dans sa mise sur pied, soit le Conseil jeunesse de Verdun. À ce jour, d'autres arrondissements ont démontré un intérêt et le CjM poursuivra ses démarches afin d'encourager le développement et faire la promotion de cette pratique visant à préparer les jeunes à être des citoyen.nes engagés et impliqués dans leur communauté.

3 Ville de Montréal, *Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017*, p. 13.

4 *Ibid.*

5 L'avis peut être consulté au bit.ly/appartenance.



Citoyen de ma ville

Le projet *Citoyen de ma ville* initie des élèves du 3e cycle du primaire à leur futur rôle de citoyen.ne grâce à des activités originales. Se familiarisant avec la démocratie montréalaise, ils explorent des lieux qui en conservent la mémoire et sont amenés à développer des habiletés citoyennes.

Il s'agit d'un projet du programme *Une école montréalaise pour tous* (ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur) élaboré par le Centre d'histoire de Montréal, en partenariat avec la Présidence du conseil et les Archives de Montréal. Le CjM est un nouveau partenaire du projet pour l'année scolaire 2015-2016.

Deux ateliers en classe (l'un avec un animateur du Centre d'histoire de Montréal et l'autre avec un membre du CjM) ainsi que trois sorties (Centre d'histoire de Montréal, hôtel de ville et mairie d'arrondissement) permettent aux élèves de sillonner l'histoire de Montréal grâce aux réalisations d'anciens maires de la ville, de faire l'expérience du vote, d'apprivoiser la démocratie et l'administration municipale, de découvrir les services offerts par leur arrondissement et le rôle du citoyen.

Rubrique dans le journal *Métro*

Le CjM a poursuivi sa collaboration avec le journal Métro à travers sa rubrique mensuelle qui, depuis 2012, présente une série de portraits de jeunes Montréalais.es ayant, à travers leurs réussites, un impact positif au sein de la ville. Christopher Tegho, William Grenier-Chalifoux, Stéphanie Ackermans, Éric Laberge, Sarah Bertrand-Lear, Stéfanie Stergiotis, Amélie Fahey, Claudia Torregrosa, Haley Butcher et Sarah-Maude Guindon ont vu leur profil publié cette année.

Aussi, depuis octobre 2015, après parution et en collaboration avec le CjM, TCF – La Télévision communautaire de Montréal rencontre le ou la jeune profilé.e intéressé.e et réalise en sa compagnie une entrevue télévisuelle portant sur son parcours d'engagement. En 2015, trois entrevues ont été réalisées dans le cadre de cette collaboration.



Table ronde *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale*

Le 11 novembre 2015, le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal, avec le soutien du Bureau de la présidence du conseil, ont organisé une table ronde sur le thème de la réalité des femmes en politique municipale. Cet événement, marrainé par madame Manon Gauthier, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal responsable de la culture, du patrimoine, du design, d'Espace pour la vie et du statut de la femme, s'est tenu en la présence d'environ 75 personnes participantes. Six panélistes, Mesdames Manon Barbe, Manon Gauthier, Elsie Lefebvre, Lorraine Pagé, Nathalie Pierre-Antoine et Émilie Thuillier, ont échangé sur différents enjeux qu'elles vivent en tant qu'élues municipales.

Lors de l'événement, les échanges ont principalement tourné autour de la conciliation famille-travail et de l'horaire chargé des élues. Exprimé comme un défi majeur quant à l'engagement des femmes en politique, cela s'avère plus complexe pour les jeunes mères qui entreprennent une carrière politique au moment où elles fondent une famille.

Pour les élues, c'est un facteur majeur dans la décision de potentielles candidates de retarder leur arrivée ou de ne pas se lancer en politique active. Plusieurs interventions dans la salle ont appuyé cette réflexion, considérant que les institutions publiques devraient soutenir les personnes élues en fonction de leur réalité, mais aussi de leurs obligations.



Exposition CitéXplore – coins et recoins méconnus de Montréal

Du 14 au 27 janvier 2015 a eu lieu l'exposition des photographies sélectionnées dans le cadre de CitéXplore, dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville de Montréal. Ce concours, organisé par le CjM, a permis à des jeunes de 18 à 30 ans de nous faire connaître des lieux méconnus de la métropole en partageant les endroits qu'ils aiment fréquenter, leurs secrets les mieux gardés.



Concours photo du Centre d'histoire de Montréal

Le sentiment d'appartenance des jeunes à leur ville est un facteur qui favorise le fait qu'ils choisissent de s'y établir, d'y rester et éventuellement d'y fonder une famille. Cela implique qu'ils aient une appréciation positive de leur milieu de vie et de leur environnement, qu'ils connaissent bien leur ville et ses différents quartiers et qu'ils puissent s'y impliquer et y faire une différence. Cette année, afin de contribuer à améliorer ce sentiment d'appartenance chez les jeunes Montréalais et Montréalaises, le CjM s'est associé au Centre d'histoire de Montréal dans le cadre de la 37e édition du concours photo *Montréal à l'œil*, sous le thème « Montréal les berges ». Ce concours s'est déroulé du 15 août 2015 au 15 février 2016 et encourageait les jeunes à nous faire découvrir les berges de Montréal, avec leur faune, leur flore, leur patrimoine et leurs adeptes.



Pour une première fois, un prix spécial offert sous forme de certificat-cadeau de La Vitrine culturelle d'une valeur de 750 $ s'adressant aux participant.es âgés de 12 à 30 ans sera offert par le CjM. Une exposition des clichés sélectionnés suivra le dévoilement des gagnant.es et aura lieu dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville de Montréal du 11 au 25 avril 2016.

Portraits d'arrondissement

Les arrondissements contribuent de manière importante au développement de la jeunesse montréalaise et posent quotidiennement des actions concrètes qui ont un impact sur la qualité de vie de leurs citoyens et citoyennes. Cependant, les projets réalisés au profit des jeunes ne sont pas toujours suffisamment connus et leur reconnaissance déborde peu les limites des territoires locaux.

Soucieux de faire connaître plus largement l'expertise, les initiatives et les réalités jeunesse locales aux citoyen.nes et aux partenaires jeunesse, le CjM et le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) ont conjointement amorcé la réalisation d'un portrait jeunesse de tous les arrondissements qui sera diffusé, entre autres, sur les sites Web et les médias sociaux du CjM et de l'Espace jeunesse Montréal en 2016.











Conférence internationale de la jeunesse à Hiroshima, au Japon

Cette année, la Ville de Montréal a délégué un membre du CjM pour participer à la Conférence internationale de la jeunesse sur l'avenir de la paix, à Hiroshima au Japon, qui s'est déroulée du 4 au 13 août 2015. M. François Marquette a pu y développer des liens, partager ses connaissances et échanger sur différents thèmes gravitant autour de la paix. À la suite de la conférence, une page Facebook a été créée afin de faciliter l'échange et la coopération entre les participant.es.

Préalablement à son voyage, M. Marquette a rencontré M. Hideaki Kuramitsu, consul général du Japon à Montréal, afin de l'informer de sa présence à l'événement et il s'est engagé à lui remettre, au retour, un rapport détaillé de son expérience.

À son retour, M. Marquette a rencontré le maire de Montréal, M. Denis Coderre, qui a formulé son propre message de paix qu'il a inscrit sur un serpentin en forme de carpe. La carpe est un poisson qui occupe une place importante dans la culture japonaise, symbolisant entre autres l'amour. À la suite de la conférence, chaque participant s'est engagé à répandre la paix dans le monde en faisant signer sa banderole à l'effigie de la carpe japonaise au plus grand nombre de gens possible.

CONCERTATION AVEC LES PARTENAIRES

Le Conseil jeunesse de Montréal est convaincu de l'importance du travail accompli en concertation pour l'avancement des dossiers qui préoccupent les jeunes Montréalais.es. Ainsi, il s'associe régulièrement à des partenaires qui traitent de sujets pertinents à la réalisation de sa mission.

Mobilisation régionale pour le renouvellement de la Stratégie d'action jeunesse et de la Politique québécoise de la jeunesse

Le CjM a participé à diverses rencontres de partenaires jeunesse montréalais mobilisés pour interpeller le gouvernement du Québec afin que soient mises à jour et renouvelées la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 et la Politique québécoise de la jeunesse, rédigée en 2001.

D'autre part, le CjM a également collaboré avec le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) à la rédaction du mémoire de la Ville de Montréal dans le cadre des consultations du Gouvernement du Québec sur la Politique québécoise de la jeunesse.

Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale

Depuis 2015, le CjM participe au comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale qui a pour mandat de conseiller le conseil d'administration du Chantier sur des questions qui concernent les jeunes et d'assurer un suivi des orientations et des actions qui y sont adoptées.
Il contribue également à la mise en valeur et à la promotion de l'économie sociale auprès des jeunes.

Forum des intervenants municipaux en développement social (FIMDS)

Au cours de l'année, les conseillers en développement communautaire de la Ville de Montréal sont invités à participer aux diverses rencontres d'échange et aux formations du FIMDS. Pour la coordination du CjM, c'est l'occasion d'établir des contacts avec les intervenant.es municipaux travaillant en arrondissement et à la Ville centre sur les dossiers touchant les jeunes. Cette année, les thèmes abordés ont été :

- Innovation et créativité ;
- Pour des villes à l'échelle humaine ;
- Bilan et évolution du développement social ;
- Plan d'actions – les hauts et les bas. Comment les faire vivre.

Rencontres avec les élu.es et l'administration municipale

Le CjM se doit de faire connaître son existence et ses travaux auprès des élu.es et de l'administration municipale. En effet, les membres doivent effectuer le suivi des recommandations déjà formulées, tant auprès des fonctionnaires municipaux qu'auprès des élu.es. Au cours de la dernière année, les membres ont fait plusieurs rencontres en ce sens.

Élu.es[6]

- **Harout Chitilian**, membre du comité exécutif et responsable notamment de la jeunesse – 3 février, 14 avril, 12 mai, 25 septembre et 4 décembre
- **Lorraine Pagé**, chef, et **Justine McIntyre**, conseillère, concernant les préoccupations jeunesse – 29 janvier
- **Manon Gauthier**, membre du comité exécutif et responsable notamment de la culture, concernant la tenue d'un événement culturel – 5 février
- **Frantz Benjamin**, président du conseil municipal, pour un échange de vœux – 10 février
- **Marie-Eve Brunet**, conseillère d'arrondissement, dans le cadre des Journées de la persévérance scolaire 2015 – 17 février
- **Maja Vodanovic**, conseillère d'arrondissement, concernant la mise sur pied d'un conseil jeunesse d'arrondissement – 10 mars

6 **Il s'agit des titres que portaient les élu.es au moment de la rencontre.**



- **Anie Samson,** membre du comité exécutif et responsable notamment de la sécurité publique, concernant le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence – 1er avril et 12 mai

- **Frantz Benjamin,** président du conseil de la ville, pour une présentation des dossiers du CjM – 29 avril

- **Manon Gauthier,** membre du comité exécutif et responsable notamment du statut de la femme, concernant la table ronde *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale* – 25 septembre

- **Chantal Rouleau,** membre du comité exécutif et responsable de l'eau et de ses infrastructures, concernant le Plan de l'eau – 20 octobre

Administration municipale

- Service de la diversité sociale et des sports et le Forum jeunesse de l'île de Montréal concernant la dossier de la place des jeunes dans les instances décisionnelles – 19 janvier, 20 février et 7 mai

- Bureau de la présidence du conseil municipal concernant le projet City Hall School – 17 février et 22 mai

- Bureau de la présidence du conseil municipal et Bureau des affaires internationales concernant un projet de conseil jeunesse à Saint-Michel-de-l'Attalaye en Haïti – 20 février

- Division de l'action culturelle et des partenariats concernant le suivi de l'avis *Montréal : et les jeunes dans ce bouillon de culture?* – 24 février

- Centre d'histoire de Montréal concernant le concours de photographie – 17 mars

- Service du développement économique pour une présentation de l'avis *J'entreprends ma ville* – 1er avril

- Bureau de la ville intelligente et numérique pour une présentation du mémoire sur la ville intelligente – 1er mai

- Arrondissement de Montréal-Nord concernant le Forum jeunesse de Montréal-Nord – 8 mai

- Service de police concernant le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence – 12 mai

- Centre d'histoire de Montréal concernant le projet City Hall School – 22 mai

- Service de la diversité sociale et des sports pour un échange sur les dossiers communs – 26 mai et 28 août

- Bureau de la présidence du conseil municipal et le Centre d'histoire de Montréal concernant le projet *Citoyen de ma ville* – 15 juin

- Direction du service de la culture concernant l'avis *J'entreprends ma ville* – 3 juillet

- Bureau de la présidence du conseil municipal, coordination du Conseil des Montréalaises et du Conseil interculturel concernant la table ronde *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale* – 25 septembre

- Bureau de la présidence du conseil municipal concernant la planification du Jeune Conseil de Montréal 2016 – 3 décembre

Autres

- Match de hockey-balle des élu.es à l'hôtel de ville dans le cadre de la Nuit blanche du festival Montréal en lumière – 28 février

- Rencontre avec Christine St-Pierre, ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, concernant un projet de conseil jeunesse à Saint-Michel-de-l'Attalaye en Haïti – 20 mars



LE CJM EN ACTIVITÉ

Le CjM s'intéresse aux questions jeunesse sous toutes leurs formes, ce que démontrent les thèmes des 20 avis qu'il a produits à ce jour. Au cours de la dernière année, les membres du CjM ont été appelés à participer à différents événements pour développer leurs connaissances, renforcer les liens avec divers acteurs municipaux et être au fait des réalités jeunesse montréalaises.

Activités de représentation et de formation

- Suivi du Forum montréalais sur le statut de la métropole – 29 janvier
- Lancement du Mois de l'histoire des Noirs – 30 janvier
- Lancement des Journées de la persévérance scolaire – 16 février
- Rencontres Maîtres chez vous 2015 – 14 mars
- Lancement de la Semaine d'actions contre le racisme – 17 mars
- Journée internationale de la Francophonie – 20 mars
- Forum jeunesse autochtone de Montréal – 21 mars
- Formation des membres sur les questions d'éthique offerte par le Bureau du contrôleur général – 25 mars
- Groupe de discussion organisé par l'Office de consultation publique de Montréal concernant la refonte du site Web de la Ville – 8 avril
- Vernissage dans le cadre du concours photographique *Montréal à l'œil*, du Centre d'histoire de Montréal – 9 avril
- 15e anniversaire du Forum jeunesse de l'île de Montréal – 16 avril
- Forum montréalais sur la citoyenneté culturelle des jeunes – 20 avril
- 40e anniversaire du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes (RAPSIM) – 23 avril
- Colloque organisé par l'Office de consultation publique de Montréal intitulé *L'art de planifier avec les communautés locales* – 28 avril
- Gala 2015 du Fonds 1804 pour la persévérance scolaire – 2 mai
- Gala d'excellence Vision et Inspiration du Réseau des entrepreneurs et professionnels africains (REPAF) – 9 mai
- Déjeuner soulignant les 20 ans d'initiatives de Montréal Relève – 12 mai
- Assemblée générale de fondation de DestiNations – Carrefour des cultures autochtones – 21 mai
- Lancement de la plateforme Underdog Crowdfunding – 1er juin
- Sommet *Vivre ensemble* de la Ville de Montréal – 10 juin
- Table ronde *Inventer l'entrepreneuriat culturel et créatif de demain* – 10 juin
- Formation des membres sur la réalité autochtone en milieu urbain offerte par le Centre de développement communautaire autochtone de Montréal – 17 juin
- Rencontre avec le consul général du Japon à Montréal – 10 juillet
- Cocktail de départ de la première délégation de mission économique exploratoire Entrepren'elle en Haïti – 15 juillet
- Conférence internationale de la jeunesse sur l'avenir de la paix, à Hiroshima au Japon – du 4 au 13 août



- Remue-GEDI de Génération d'idées intitulé *Les multiples visages de la radicalisation* – 25 août

- Vernissage de l'exposition de photographie du Conseil des Montréalaises intitulée *De Shanghai à Montréal, regards croisés sur la vie des femmes* – 26 août

- Inter-city Cultural Pow Wow de l'Université McGill – 18 septembre

- Lancement du site Web du projet Hanoi Youth Public Space à l'Institut national de recherche scientifique (INRS) – 29 septembre

- Événement régional du Forum jeunesse de l'île de Montréal intitulé *Toujours, pour et par les jeunes* – 30 septembre

- Sommet de Lachine organisé par Concert'Action Lachine – 17 octobre

- Nomination des membres du Conseil jeunesse de Verdun au conseil d'arrondissement de Verdun – 1er décembre

- Prix du maire de Montréal en démocratie 2015 – 8 décembre

Le CjM dans les médias

Tout au long de 2015, le Conseil jeunesse de Montréal et ses membres ont été présents à 21 reprises dans divers médias et publications.

- 10 portraits de jeunes Montréalaises et Montréalais impliqués dans leur communauté, présentés par le CjM

- 8 articles ou entrevues sur des projets et des activités du Conseil

- 3 portraits de membres du CjM à l'occasion de leur nomination

Autres activités réalisées

- Élection par les membres d'un nouveau président et d'un nouveau vice-président – décembre

- Nomination par le conseil municipal de 4 nouveaux membres – mars et décembre

- Accueil et intégration des nouveaux membres

- Accueil et accompagnement de deux stagiaires

- Dépôt du rapport d'activité 2014 au conseil municipal

- Rencontre administrative avec la gestionnaire responsable des conseils regroupés au sein du Service du greffe, au bureau de la présidence du conseil, et rencontres entre les trois conseils

- Veille et suivi des répercussions des différents avis publiés par le CjM



LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL EN CHIFFRES

Vie associative	Nombre
Assemblées	9
Comité exécutif	9
Comité Avis	10
Comité Communic-Action	7

Concertation interne	Nombre
Administration et élu.es	27
Élu responsable du dossier jeunesse au comité exécutif de la ville	5
Président du conseil municipal	2
Coordination des conseils – CjM, CM et CiM	6
Forum des intervenants municipaux en développement social	2

Travail en collaboration	Nombre
Présentation du CjM à des partenaires	26
Développement et suivi de projets avec des partenaires	16
Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale	2

Représentation et formation	Nombre
Activités de représentation	31
Activités de formation	2

Ressources financières du CjM en 2015 : 241 800 $ (masse salariale et fonctionnement inclus)

LES PERSPECTIVES POUR 2016

Une année bien remplie s'achève, laissant place à une nouvelle année qui amènera tout autant son lot d'activités, de travaux et d'événements.

NOUVELLES ÉTUDES

Pour 2016, les membres prévoient rédiger un mémoire sur une recension des pratiques inspirantes en matière de prévention de l'itinérance chez les jeunes dans d'autres villes du monde comparables à Montréal.

Aussi, les membres sont très intéressés par la mise en valeur des espaces sous-utilisés et comptent amorcer cette année la rédaction d'un avis sur ce sujet.

POURSUITE DES PROJETS DÉJÀ EXISTANTS

- Appui à la mise sur pied de conseils jeunesse d'arrondissement
- *Citoyen de ma ville*
- *Portraits d'arrondissement*
- Rubrique dans le journal *Métro*
- Collaboration au concours photo du Centre d'histoire de Montréal

ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

- Lancement de *l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones*
- Organisation d'un événement sur la présence des jeunes dans les instances décisionnelles en collaboration avec Concertation Montréal, le Forum jeunesse de l'île de Montréal et Force jeunesse
- Organisation d'un événement sur l'usage des espaces sous-utilisés
- Organisation d'un événement sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones
- Organisation d'un événement en collaboration avec le Conseil des Montréalaises et le Conseil interculturel (thème à préciser)

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT DE MEMBRES

Les membres du CjM lanceront une campagne de recrutement au printemps 2016. Ainsi, les candidat.es retenus seront appelés à pourvoir divers postes au cours de l'année.

SUIVI DES AVIS PASSÉS

Au fil des ans, le CjM a produit 20 avis majeurs qui ont permis de formuler de nombreuses recommandations pour le développement de Montréal. Il apparaît essentiel de poursuivre le suivi de ces travaux auprès des services centraux et des arrondissements.





REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier particulièrement M. Harout Chitilian, vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de la réforme administrative, de la Ville intelligente, des technologies de l'information et de la jeunesse pour son intérêt manifeste et son soutien indéfectible au développement de la jeunesse montréalaise et aux actions du CjM.

Nous nous devons de reconnaître également l'appui des répondant.es jeunesse qui nous permettent de rejoindre localement les jeunes et les organismes qui œuvrent auprès d'eux. Nos remerciements s'adressent également aux organismes jeunesse qui collaborent avec ouverture.

Un grand merci aux instances administratives de la Ville, dont le Bureau de la présidence du conseil, le Service du greffe, le Bureau des affaires internationales et intergouvernementales, le Service des communications et le Service de la diversité sociale et des sports et à leurs représentant.es, avec qui nous travaillons étroitement. Nous tenons également à remercier la Ville pour l'augmentation apportée au budget 2015 du CjM et saluons cet engagement et cette reconnaissance de l'importance de notre contribution à la participation citoyenne. Nous transmettons également nos vœux de succès les plus sincères à Mountagha Sow, Gopinath Jeyabalaratnam, Dhaneshan Kistnasamy et Jean-Philippe Gagnon, membres du CjM qui nous ont quittés au cours de l'année pour relever de nouveaux défis. Vos contributions aux échanges de points de vue nous ont permis de pousser davantage nos réflexions sur les besoins des jeunes.

Enfin, un merci spécial à Martin Crépeau qui a agi à titre de coordonnateur au cours des six dernières années et qui a contribué de manière exceptionnelle au développement du CjM. Nous tenons également à remercier notre nouvelle coordonnatrice, Geneviève Coulombe, de même que Christine De Kinder, secrétaire, et Andréanne Fluet-Chabot, qui ont, au cours de leur trop court passage, concouru avec brio au développement des projets du CjM.

Au plaisir de vous croiser dans le cadre de nos activités!



Membres et équipe du CjM en décembre 2015.

Dans l'ordre habituel, au premier rang :
Jessika Brosseau, Rym El-Ouazzani. Michael Wrobel, Albert Phung Khai-Luan.

Au deuxième rang :
Kunze Li, Trisha Elie, Kathryn Verville-Provencher et Geneviève Coulombe, coordonnatrice.

Au troisième rang :
Jérémy Gareau, François Marquette, Amina Janssen, Pascal Rousseau et Maxime Le Breton. Chahinaze Fala, Denise Felsztyna et Christine De Kinder, secrétaire, n'apparaissent pas sur la photo.





cjmtl.com

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.03

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1165094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2015 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est recommandé au conseil municipal :
DE déposer le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-18 17:24

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 mars 2016	Résolution: CA16 090070

Déposer et transmettre au conseil municipal, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le bilan 2015 pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est proposé par la conseillère Émilie Thuillier

appuyé par le conseiller Harout Chitilian

et résolu

D'accuser réception et de transmettre au conseil municipal le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

60.01 1165094001

Pierre GAGNIER
_____
Maire d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1165094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2015 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est recommandé au conseil municipal :
DE déposer le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Michèle GIROUX **Le** 2016-01-25 12:05

Signataire : Michèle GIROUX

Directrice d'arrondissement
Ahuntsic-Cartierville , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1165094001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le Bilan annuel 2015 conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le conseil de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville doit déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA04 090184
Résolution CA04 090217
Ordonnance numéro OCA04 023
Résolution CA05 090056
Résolution CA06 090377
Résolution CA07 090031
Résolution CA08 090048
Résolution CA09 090053
Résolution CA10 090025
Résolution CA11 090072
Résolution CA12 090029
Résolution CA13 090031
Résolution CA14 090043
Résolution CA15 090036

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux recommandations administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUPONT
Inspecteur(trice) en horticulture

Tél : ---------
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-25

Louis LAPOINTE
Directeur

Tél : ---------
Télécop. :

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Ahuntsic - Cartierville

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

CHRISTIANE DUPONT
INSPECTEUR(TRICE) EN HORTICULTURE ET ARBORICULTURE
Service : AHUNTSIC-CARTIERVILLE
Direction : TRAVAUX PUBLICS
Division : PARCS ET INSTALLATIONS

22 janvier 2016

Ahuntsic-Cartierville Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CA15090036	09.02.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2014 et dépôt au conseil au conseil municipal.
CA14090043	10.02.2014	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2013 et dépôt au conseil municipal.
CA13090031	11.02.2013	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2012 et dépôt au conseil municipal.
CA12090029	06.02.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2011 et dépôt au conseil municipal.
CA11090072	07.03.2011	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2010 et dépôt au conseil municipal.
CA10090025	03.02.2010	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2009 et dépôt au conseil municipal.
CA09090053	02.02.2009	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2008 et dépôt au conseil municipal.
CA08090048	04.02.2008	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2007 et dépôt au conseil municipal.
CA07090031	05.02.2007	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2006 et dépôt au conseil municipal.
CA06090040	06.02.2006	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2005 et dépôt au conseil municipal.
CA05090253	06.06.2005	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation en cas d'urgence et de danger pour la santé humaine (directeur, chef de division, inspecteur et agent technique)
CA05090056	07.02.2005	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Réception du bilan de l'année 2004 et dépôt au conseil municipal.
CA04090189	07.06.2004	Retrait d'une exception	Centre sportif Claude-Robillard
CA04090217	07.06.2004	Date d'application du Règlement	
OCA04023	07.06.2004	Date d'application du Règlement	Ordonnance relative à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
CA04090184	03.05.2004	Retrait d'une exception	Centre sportif Claude-Robillard

Commentaires :

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines

Postes budgétaires	Montant($)
Lutte intégrée	7,217.81
Salaires	39,074.64
Budget global :	**46,292.45**

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Agent technique	.3
Inspecteur horticulture	8
Jardinier	13
Opérateur appareils motorisés	6
Élagueur	1.5
Total des semaines :	**28.8**

Commentaires :

De mai à novembre, un jardinier, détenteur d'un certificat d'application de pesticides, a consacré 49 jrs/homme (16 914,68$) à la lutte intégrée: pulvérisation de savon insecticide pour réduire les populations du puceron du tilleul; pose et enlèvement de pièges collants pour le psylle du micocoulier; utilisation de terre diatomée contre les fourmis charpentières; utilisation de Round Up pour éradiquer l'herbe à la puce; utilisation du Top Gun de Safer et du Fiesta contre les mauvaises herbes. Un chauffeur a été assigné 22jrs/homme (7 543,03$) pour ces différents travaux. Durant cette même période, 2 inspecteurs en horticulture et arboriculture ont travaillé pour un total de 18 jrs/homme (5 210,18$) à la prescription et au suivi de traitements phytosanitaires ainsi qu'à la validation de la présence de nids de guêpes. Un agent technique principal a consacré 0.7jrs/homme (259,41$) en support technique aux différentes activités phytosanitaires. De plus, la présence de l'agrile du frêne a mobilisé 2 inspecteurs en horticulture et arboriculture (6 744,97$) et 1 agent technique principal (311,30$) pour un total de 173 hrs/homme en support technique; au choix de frênes pour la pose de pièges collants et aux traitements de TreeAzin. De plus, des élagueurs (2 091,05 $) ont passé 52 hrs/homme à la pose des pièges collants et à l'écorçage de branches de frênes.

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Outils de communication et publications	Feuillet d'information sur le miellat et les psylles du mococoulier	sensibilisation et information	10
Outils de communication et publications	Le bulletin d'Ahuntsic-Cartierville vol. 12, n1 printemps été 2015	sensibilisation et information	
Outils de communication et publications	Le bulletin d'Ahuntsic-Cartierville vol. 12, n2 hiver 2015-2016	sensibilisation et information	
Outils de communication et publications	Site internet de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.	sensibilisation et information	
Conférences et ateliers	Soirée d'information sur le Règlement relatif contre la propagation de l'agrile de frênesur le territoire de la ville de Montréal	sensibilisation et information	50
Outils de communication et publications	Feuillet d'information sur l'agrile du frêne (Guide à l'usage des citoyens)	sensibilisation et information	100
Relations de presse	Rencontre d'information avec les journalistes des journaux locaux (Journal des Voisins.com et Courrier Ahuntsic / Bordeaux-Cartierville	sensibilisation et information	2
Projets spéciaux	Visites des propriétés privées localisées dans les rayons d'infestation d'agrile du frêne par 2 étudiants	sensibilisation et information	182
Total des citoyens joints :			**344**

Commentaires :

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	Nature	Nbre appel
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	446
	Animaux	3
	Entretien écologique	1
	Fourmis	15
	Guêpes	43
	Insectes (divers)	60
	Mauvaises herbes	85
	Pesticides	3
Nbre d'appels :		**656**

B) Appels externes

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

L'augmentation de la présence de l'agrile du frêne dans l'arrondissement nous a valu 396 appels de plus qu'en 2014.

Recommandations :

Il serait bon de réviser les fiches de la Banque d'information 311 qui sont utilisées par les agents du BAM

Formation des employés (Néant)

Commentaires :

Il y a eu une rencontre d'information sur les modifications apportées au règlement sur l'utilisation des pesticides relativement à l'utilisation du TreeAzin.

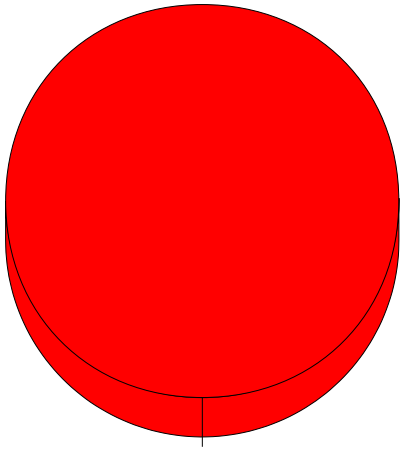
Recommandations :

Il est important que la Direction de l'environnement et du développement durable de la ville de Montréal offre des formations sur les pesticides aux employés des arrondissements.

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 1

Permis temporaires octroyés et refusés



Permis octroyés 1 (100%)

Nature des permis octroyés :

	Infestation	Total
Citoyens	**0**	**0**
Entreprises	**1**	**1**
Total	**1**	**1**

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) :

Applicateur	Insecticides	Herbicides	Fongicides	Total
Citoyens	0	0	0	**0**
Entreprises	1	0	0	**1**
Total:	**1**	**0**	**0**	**1**

Nature des permis refusés : (Néant)

Autorisations express : (Néant)

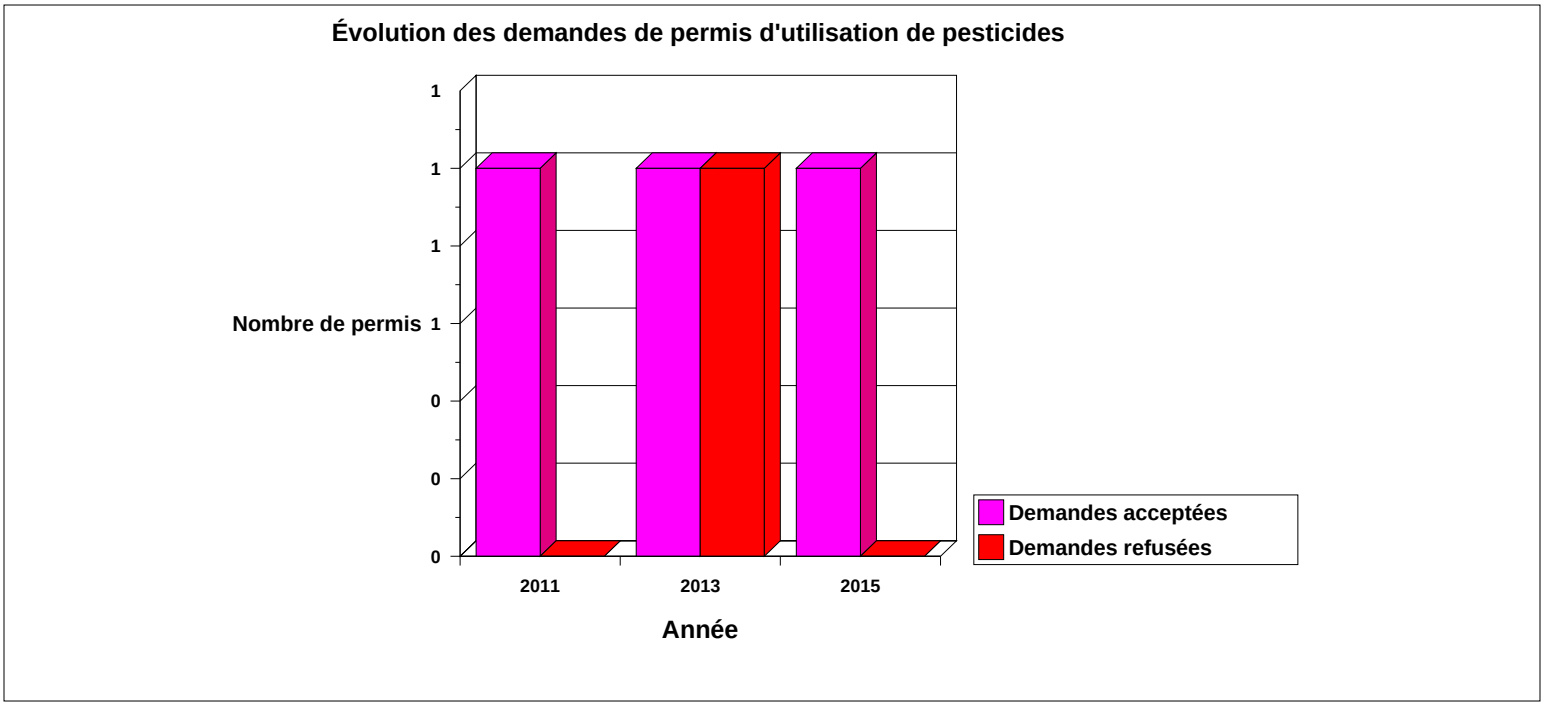
Commentaires :

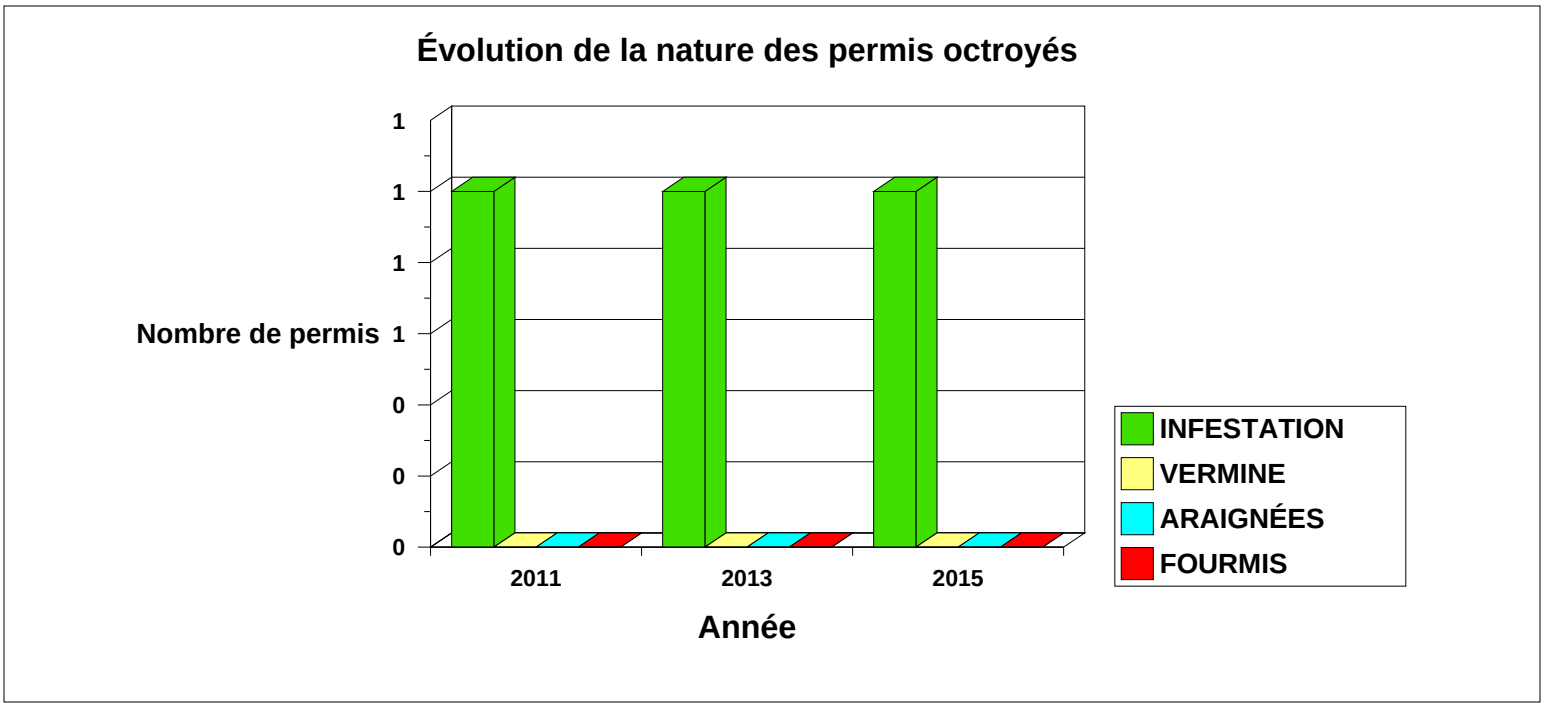
Aucune demande de permis d'utilisation de pesticides pour l'entretien des pelouses n'a été reçue en 2015, mais on peut se douter que certains citoyens en utilisent si on regarde l'aspect de leur parterre gazonné.

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement :

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2011	1	0	**1**
2013	1	1	**2**
2015	1	0	**1**
Total:	**3**	**1**	**4**





Commentaires :

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts

Nom du projet	Description	Partenaire
Puceron du tilleul	Suivi des populations	Arrondissement
Psylle du micocoulier	Dépistage des nymphes (printemps)	Arrondissement
Puceron du tilleul	Vaporisation du feuillage avec un savon insecticide	Arrondissement
Psylle du micocoulier	Piégeage des adultes (automne)	Arrondissement
Agrile du frêne	Dépistage par écorçage	Arrondissement
Agrile du frêne	Dépistage par écorçage	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Installation de pièges collants	Arrondissement
Agrile du frêne	Traitement par injection (TreeAzin)	Équipe Service des grands parcs
Maladie hollandaise de l'orme	Détection et abattage d'arbre atteint de maladie hollandaise de l'orme	Arrondissement
Agrile du frêne	Caractérisation et inventaire des frênes	Arrondissement
Agrile du frêne	Caractérisation et inventaire des frênes	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Abattage d'arbres infestés	Arrondissement
Herbe à la puce	Arrosage avec A.D.I.O.S	Herbanatur inc.
Guêpe fouisseuse	Pose d'affiches dans les parcs	Arrondissement
Mauvaises herbes	Traitement au TopGun de Safer	Arrondissement
Mauvaises herbes	Traitement au Chelates de fer	Arrondissement

Commentaires :

En mai, un inspecteur en horticulture et arboriculture de l'arrondissement a échantillonné les nymphes du psylle du micocoulier pour connaître leur stade de développement et ainsi traiter au moment opportun. Cette année, les populations étaient très basses, il n'y a donc pas eu de traitement au savon. À l'automne, 269 pièges ont été installés pour capturer l'insecte à son stade adulte. Durant les mois de juillet, août et septembre, les inspecteurs en horticulture et arboriculture ont suivi l'évolution des populations du puceron du tilleul et ont fait traiter les arbres dont le seuil d'intervention était atteint. 286 tilleuls ont reçu un traitement au savon Safer (128 litres). Cette année un contrat a été donné pour l'extermination des nids de guêpes (Yves Surprenant inc.). Les inspecteurs ont consacré un total de 28 hrs/homme à la validation de la présence de nids actifs et à la gestion des demandes. Les nids ont été exterminés rapidement dans un délai de 24 à 48 hrs à la satisfaction de tous. Pour ce qui est de l'entretien des plates-bandes et des terrains sportifs, cette année les contremaîtres ont décidé d'utiliser du Top Gun de Safer (96 litres - 1 340,63$) et du chélate de fer (80 litres - 1 322.84$) au détriment des traitements faits avec l'Aquacide. Une réflexion est à faire quant au coût élevé de certains pesticides à faible impact utilisés (1 340.63$) versus l'utilisation de l'Aquacide.

Recommandations :

Suite commentaires:
Cette année encore, pour détecter la présence de l'agrile du frêne à la demande du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont -Royal (SGPVMR), l'arrondissement a installé en juin 6 pièges collants répartis sur l'ensemble du territoire. En septembre, des insectes au stade adulte ont été récoltés dans 5 des 6 pièges installés (114-12-80-72-270 agriles étaient présents sur ces pièges). Le 6ième piège a été perdu (vent). Dans le but de ralentir la propagation de l'agrile (SLAM), le SGPVMR a de nouveau donné un contrat au privé pour faire des traitements au TreeAzin dans les zones où l'agrile avait été dépisté en 2014 (90 arbres positifs). En 2015, 842 frênes de rues et 251 frênes de parc ont été traités. Dans le but de conserver de beaux spécimens de frênes, ils ont aussi traité 523 arbres de rues et 129 arbres de parcs à travers l'arrondissement. Un agent technique principal et 2 inspecteurs en horticulture et arboriculture (7 056,27$) ont consacré un total de 173 hrs/homme à la sélection des arbres et en support technique. Le projet de dépistage précoce par écorçage a encore été fait cette année par le privé, géré par le SGPVMR. Dans le cadre de nos abattages, des élagueurs ont fait l'écorçage de quelques branches (4hrs/homme). Bien que le dossier de l'agrile mobilise beaucoup de temps (dépistages- traitements- abattages-plantations de remplacement), il n'en demeure pas moins que les autres activités phytosanitaires ne doivent pas être délaissées. Autrement, les populations de psylle et de puceron iront en augmentant et les plaintes des citoyens également.

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2015

Nombre de traitement	*Type de produit*	*Nom de l'ingrédient actif*	*Quantité total de matière active*	*Niveau de toxicité **
		Produits autorisés		
26	Herbicide biologique	Acides gras	17,292.6000 ml	
5	Insecticide biologique	Dioxyde de silicium	728.8000 g	
23	Insecticide chimique	Acides gras	62,620.0000 ml	4
23	Insecticide chimique	Huile minérale	25,740.0000 ml	
		Produits d'exception		
5	Herbicide chimique	Fer (FeHEDTA)	3,544.0000 ml	
3	Herbicide chimique	Glyphosate	55.1800 ml	3
37	Insecticide chimique	D-Trans alléthrine	0.1850 g	
37	Insecticide chimique	N-Octyl Bicycloheptene dicarbomixide	0.9250 g	
37	Insecticide chimique	Perméthrine	0.8066 g	

* 1 à 4. 1 étant le plus nocif et 4 représente le degré de toxicité présentant le moins d'impact (http://www.epa.gov)

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
29.04.2015	BEAUSÉJOUR	7.77 Ha	8 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	1 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	CAMILLE	.55 Ha	3 Crataegus	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	1.37 L	MARTEL, LOUIS	c700512
			8 Pinus sylvestris						
	LEFEBVRE	1.04 Ha	2 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.25 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	LOUISBOURG, DE	4.86 Ha	4 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.5 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha	7 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.88 L	MARTEL, LOUIS	c700512
30.04.2015	GRENET		3 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.45 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	Entre DUDEMAINE et								
	AHUNTSIC	14.53 Ha	4 Pinus nigra 'Austriaca'	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	1.2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
			4 Pinus sylvestris						
	GILLES VIGNEAULT	1.35 Ha	3 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.45 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	SAINT-BENOÎT	3.65 Ha	3 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	TOLHURST	2.29 Ha	3 Pinus nigra 'Austriaca'	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	1.5 L	MARTEL, LOUIS	c700512
			7 Pinus sylvestris						
04.05.2015	SAINT-PAUL-DE-LA-CROIX	3.52 Ha	5 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.62 L	MARTEL, LOUIS	c700512
05.05.2015	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha	23 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	2.88 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha	19 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	2.85 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	SAINT-ALPHONSE	1.86 Ha	4 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.5 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	SURVENANT, DU	.17 Ha	3 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.45 L	MARTEL, LOUIS	c700512
06.05.2015	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha	5 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.7 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha	17 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
07.05.2015	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha	7 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	1.4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha	13 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	2.6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
13.05.2015	TAYLOR		1 Tilia cordata	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)		100 g	MARTEL, LOUIS	c700512
	Entre VIEL et DE SAINT-CASTIN								
	BOISÉ-DE-SAINT-SULPICE, DU	6.69 Ha	2 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha	1 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.1 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	LOMER-GOUIN	.78 Ha	2 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	.2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	PAPINEAU/JACQUES-LEMAISTRE	.01 Ha	15 Pinus sylvestris	Cochenille	Landscape oil (28124)	3	1.5 L	MARTEL, LOUIS	c700512
26.05.2015	LAURENTIEN	55 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	1.87 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	AHUNTSIC	245 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8.15 L	MARTEL, LOUIS	c700512
27.05.2015									

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
27.05.2015	GOUIN Entre LAJEUNESSE et	10 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	340 ml	MARTEL, LOUIS	c700512
	LAURENTIEN	45 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	1.71 L	MARTEL, LOUIS	c700512
01.06.2015	BASILE-ROUTHIER Entre SAURIOL et FLEURY		2 Fraxinus pennsylvanica	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)		200 g	MARTEL, LOUIS	c700512
	TAYLOR Entre VIEL et DE SAINT-CASTIN		1 Tilia cordata	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)		100 g	MARTEL, LOUIS	c700512
03.06.2015	ACADIE Entre PASTEUR et GOUIN	10 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	1 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	LAURENTIEN	25 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	3 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	BEAUSÉJOUR	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
04.06.2015	HENRI-JULIEN	120 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	60 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
10.06.2015	AHUNTSIC	120 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
11.06.2015	HIRONDELLES, DES	130 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
15.06.2015	GOUIN Entre LAJEUNESSE et	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	HENRI-JULIEN	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
16.06.2015	BEAUSÉJOUR	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
17.06.2015	HENRI-JULIEN	150 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	10 L	MARTEL, LOUIS	c700512
18.06.2015	BEAUSÉJOUR	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
29.06.2015	AHUNTSIC	90 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
30.06.2015	BASILE-ROUTHIER Entre SAURIOL et FLEURY		2 Fraxinus pennsylvanica	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)		200 g	MARTEL, LOUIS	c700512
08.07.2015	HIRONDELLES, DES	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
14.07.2015	FLEURY	7 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	1.1 L	MARTEL, LOUIS	c700512

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
14.07.2015	GOUIN	1.5 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	.3 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	LAURENTIEN	3.5 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	.6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
15.07.2015	MEUNIER Entre FLEURY et PRIEUR		1 Acer pseudoplatanus	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)		200 g	DUPONT CHRISTIANE	C452654
20.07.2015	AHUNTSIC	90 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
05.08.2015	AHUNTSIC	90 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MARCELIN-WILSON	30 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
25.08.2015	PÉLOQUIN Entre FLEURY et HENRI-BOURASSA		25 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	13 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	PRIEUR Entre HOGUE et MEILLEUR		5 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	3 L	MARTEL, LOUIS	c700512
26.08.2015	PASTEUR Entre CHARLES-GILL et MESPLET		17 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	PÉLOQUIN Entre FLEURY et HENRI-BOURASSA		18 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
27.08.2015	HÉLÈNE-BOULLÉ Entre BOHLÉ et BOHLÉ		33 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	12 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	SAURIOL Entre LILLE et BRUCHÉSI		10 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
31.08.2015	FILION Entre PAIX et DUDEMAINE		15 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	7 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	LOUISBOURG Entre TRACY et DE MEULLES		22 Tilia americana	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	9 L	MARTEL, LOUIS	c700512
01.09.2015	DÉPATIE Entre DE SALABERRY et SAINTE-ODILE		2 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	.8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	FLEURY Entre MEILLEUR et FLEURY		4 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	MEUNIER Entre LEGENDRE et CHABANEL		2 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	.8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	PRIEUR Entre HOGUE et MEILLEUR		1 Tilia americana	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	.4 L	MARTEL, LOUIS	c700512

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
01.09.2015	AHUNTSIC	60 M2		Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
02.09.2015	CHARLES-FALKNER Entre FRANCIS et GARNIER		13 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
03.09.2015	CHARLES-FALKNER Entre FRANCIS et GARNIER		13 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	5 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	LILLE Entre SAUVÉ et SAURIOL		27 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	9 L	MARTEL, LOUIS	c700512
08.09.2015	FLEURY Entre FLEURY et FLEURY		5 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	PRIEUR Entre DE MARTIGNY et ANDRÉ-JOBIN		13 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	RANCOURT Entre SAUVÉ et FLEURY		19 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	8 L	MARTEL, LOUIS	c700512
09.09.2015	FLEURY Entre FLEURY et FLEURY		4 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	RANCOURT Entre SAUVÉ et SAURIOL		9 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
10.09.2015	HENRI-JULIEN Entre CHENEVERT et ÉMILE-JOURNAULT		10 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	4 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	PRIEUR Entre DE MARTIGNY et ANDRÉ-JOBIN		15 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	6 L	MARTEL, LOUIS	c700512
	RANCOURT Entre SAURIOL et FLEURY		4 Tilia cordata	Puceron du tilleul (Eucallipterus tiliae)	Safer's savon insecticide concentré (14669)	3	2 L	MARTEL, LOUIS	c700512

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
27.05.2015	PORT-ROYAL Entre JEANNE-MANCE et	5 M2		Herbes à la puce	Roundup (13644)	3	48 ml	MARTEL, LOUIS	c700512
	BASILE-ROUTHIER	20 M2		Herbes à la puce	Roundup (13644)	3	72 ml	MARTEL, LOUIS	c700512
22.06.2015	AHUNTSIC	466 M2		Feuilles larges	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	20 L	MARTEL, LOUIS	c700512
30.06.2015	HENRI-BOURASSA	5 M2		Herbes à la puce	Roundup (13644)	3	35 ml	MARTEL, LOUIS	c700512
	AHUNTSIC	233 M2		Feuilles larges	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	10 L	MARTEL, LOUIS	c700512
17.07.2015	GABRIEL-LALEMANT	4.38 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	LOUISBOURG, DE	4.86 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	SAINT-SIMON-APÔTRE	3.05 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
21.07.2015	SAINT-HUBERT Entre FLEURY et PRIEUR			Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
22.07.2015	LAURE-CONAN Entre SUZOR-COTÉ et JAMES-MORRICE			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	GABRIEL-LALEMANT	4.38 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	HENRI-JULIEN	12.43 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	RAIMBAULT	5.26 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
24.07.2015	DE PONTGRAVÉ Entre LAURENTIEN et LIMITE			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
29.07.2015	GÉNÉRAL-GIRAUD Entre DUDEMAINE et LOUISBOURG			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
31.07.2015	FRIGON Entre FRIGON et LOUISBOURG			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	HENRI-JULIEN	12.43 Ha		Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	ROSANNE-LAFLAMME	.2 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
09.08.2015	AHUNTSIC	350 M2		Feuilles larges	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	10 L	MARTEL, LOUIS	c700512
12.08.2015	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
14.08.2015	TANGUAY Entre PRIEUR et HENRI-BOURASSA			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
18.08.2015	AHUNTSIC	350 M2		Feuilles larges	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	10 L	MARTEL, LOUIS	c700512
19.08.2015	GABRIEL-LALEMANT	900 M2		Feuilles larges	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	30 L	MARTEL, LOUIS	c700512
21.08.2015	MICHEL-SARRAZIN Entre DUDEMAINE et LOUISBOURG			Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	PARTHENAIS Entre FLEURY et PRIEUR			Guêpes (Vespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	LOUISBOURG, DE	4.86 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
24.08.2015	AHUNTSIC	14.53 Ha		Guêpes (Vespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
26.08.2015	GOLF Entre JEAN-BOURDON et GOUIN			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	GOUIN Entre SAINT-URBAIN et WAVERLY			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
02.09.2015	BEAUSÉJOUR	7.77 Ha		Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
03.09.2015	TOLHURST	2.29 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
10.09.2015	DE POUTRINCOURT Entre CHARLES-GILL et VICTOR-DORÉ			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	VERVILLE Entre PRIEUR et HENRI-BOURASSA			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
14.09.2015	BEAUSÉJOUR Entre JEAN-BOURDON et			Guêpes (Vespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	FOUCHER Entre PORT-ROYAL et SAUVÉ			Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	HIRONDELLES, DES	14.99 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha		Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
17.09.2015	DESENCLAVES Entre LOUISBOURG et DE SALABERRY			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
22.09.2015	CHARTON Entre SAURIOL et FLEURY			Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	

Montréal

300, rue Bellechasse, H2S 1W4
no de permis : P550960

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2015

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
22.09.2015	BEAUSÉJOUR	7.77 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
	DE MÉSY	2.13 Ha		Frelon (Vespa)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
24.09.2015	RANGER Entre BOCAGE et RIVOLI			Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	
25.09.2015	MARCELIN-WILSON	26.3 Ha		Guêpe (Dolichovespula)	Knockdown professionel KD130P Mousse guêpes frelons (30087)		10 g	Applicateur externe	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.04

2016/04/18 13:00

(1)

Dossier # : 1167121001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2015 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Lachine.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-21 15:54

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 mars 2016	Résolution: CA16 19 0098

Bilan annuel 2015 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

Il est proposé par Maja Vodanovic

appuyé par Daniel Racicot

De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Lachine.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

61.04 1167121001

Danielle RUEST

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1167121001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2015 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

De déposer au Conseil municipal le rapport pour l'année 2015 faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (numéro 04-041) à l'égard de l'arrondissement de Lachine.

Signé par Martin SAVARD **Le** 2016-02-15 17:21

Signataire : Martin SAVARD

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167121001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2015 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

CONTENU

CONTEXTE

Selon l'article 32 du Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides, l'arrondissement est tenue de déposer un bilan annuel au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA15 19 0100 (16 mars 2015) - Sommaire 1152421006 - Dépôt du bilan annuel 2014 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine
Résolution CA14 19 0172 (12 mai 2014) - Sommaire 1142421021 - Dépôt du bilan annuel 2013 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

Résolution CA13 19 0072 (14 mars 2013) - Sommaire 1132324006 - Dépôt du bilan annuel 2012 - Règlement numéro 04-041 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement de Lachine

Résolution CA08 19 0500 (8 décembre 2008) - Sommaire 1082333088 - De déposer au Conseil municipal le rapport pour l'année 2008 faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de l'arrondissement de Lachine

Résolution CA08 19 0096 (10 mars 2008) - Sommaire 1082333011 - De déposer au conseil municipal le rapport pour l'année 2007 faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de l'arrondissement de Lachine

DESCRIPTION

Bilan de l'application du règlement en 2015, bilan des achats et bilan cumulatif des interventions sous forme de rapport intégré aux pièces jointes.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie DION
C/m horticulture & parcs <<arr.>>

Tél : 514-634-3471 poste 393
Télécop. : 514 634-8166

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Christophe ASHKAR
Directeur - travaux publics

Tél : 514-634-3471 poste 380
Télécop. : 514-634-8166

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Lachine

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

DION ANNE MARIE
C/M HORTICULTURE PARCS <<ARR.>>
Service : LACHINE
Direction : DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
Division : DIVISION DES PARCS

12 février 2016

Lachine Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CA15190100	15.06.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Bilan 2014
CA14190172	12.05.2014	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	bilan 2013
CA13190072	11.03.2013	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	bilan 2012
CA07190125	12.03.2007	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Bilan 2006.
CA06190187	10.04.2006	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Bilan 2005.
CA04190192	10.05.2004	Date d'application du Règlement	Entrée en vigueur du règlement le 1er septembre 2004.

Commentaires :

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines (Néant)

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Inspecteur horticulture	11
Contremaître horticulture et parcs	25
Élagueur	9
Total des semaines :	**45**

Commentaires :

L'arrondissement n'a pas de budget spécifique à l'application du règlement sur les pesticides.

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Activités publiques	Distribution gratuite de compost aux citoyens.	Sensibilisation des citoyens sur le compostage.	160
Outils de communication et publications	Dépliants et formulaires disponibles au bureau d'arrondissement.	Formulaire de demande d'utilisation de pesticides et autres dépliants sur les méthodes alternatives aux pesticides: les pesticides à faibles impacts et jardiner sans pesticides.	
Placement médias	Information sur le site intranet.	Informer les citoyens des divers règlements de l'arrondissement.	
Projets spéciaux	Distribution d'arbres pour les nouveaux nés.	Augmentation de la canopée en terrain privé.	3
Projets spéciaux	Remplacement des frênes abattus en terrains publics.	Maintenir notre canopée.	66
Projets spéciaux	Plantation massive d'alignement en terrains publics dans le secteur industriel.	Augmenter de manière significative la canopée dans le secteur industriel.	344
Total des citoyens joints :			**573**

Commentaires :

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels :

Bureau	Nature	Nbre appel
Bureau accès Mtl.	Agrile du frêne	12
	Animaux	2
	Arbres et arbustes	26
	Fourmis	1
	Guêpes	4
	Insectes (divers)	29
	Mauvaises herbes	1
Nbre d'appels :		**75**

B) Appels externes

Nature des appels : (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Formation des employés

Titre de la formation	Formateur	Date	Nombre de participants
Des insectes utiles pour la gestion de nos espaces verts	Nicolas Dedovic	05.02.2015	3
Application du règlement relatif à la lutte contre l'agrile du frêne	Anthony Daniel	25.05.2015	1
Application du règlement relatif à la lutte contre l'agrile du frêne	Anthony Daniel	27.05.2015	2
Nombre de séances de formation : 3		**Nombre total de participants :**	**6**

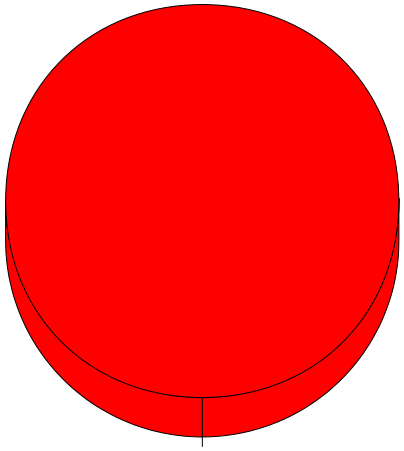
Commentaires :

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 5

Permis temporaires octroyés et refusés



Permis octroyés 5 (100%)

Nature des permis octroyés :

	Araignées	Fourmis	Infestation	Total
Citoyens	**1**	**0**	**3**	**4**
Entreprises	**0**	**1**	**0**	**1**
Total	**1**	**1**	**3**	**5**

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) :

Applicateur	Insecticides	Herbicides	Fongicides	Total
Citoyens	0	0	0	**0**
Entreprises	5	0	0	**5**
Total:	**5**	**0**	**0**	**5**

Nature des permis refusés : (Néant)

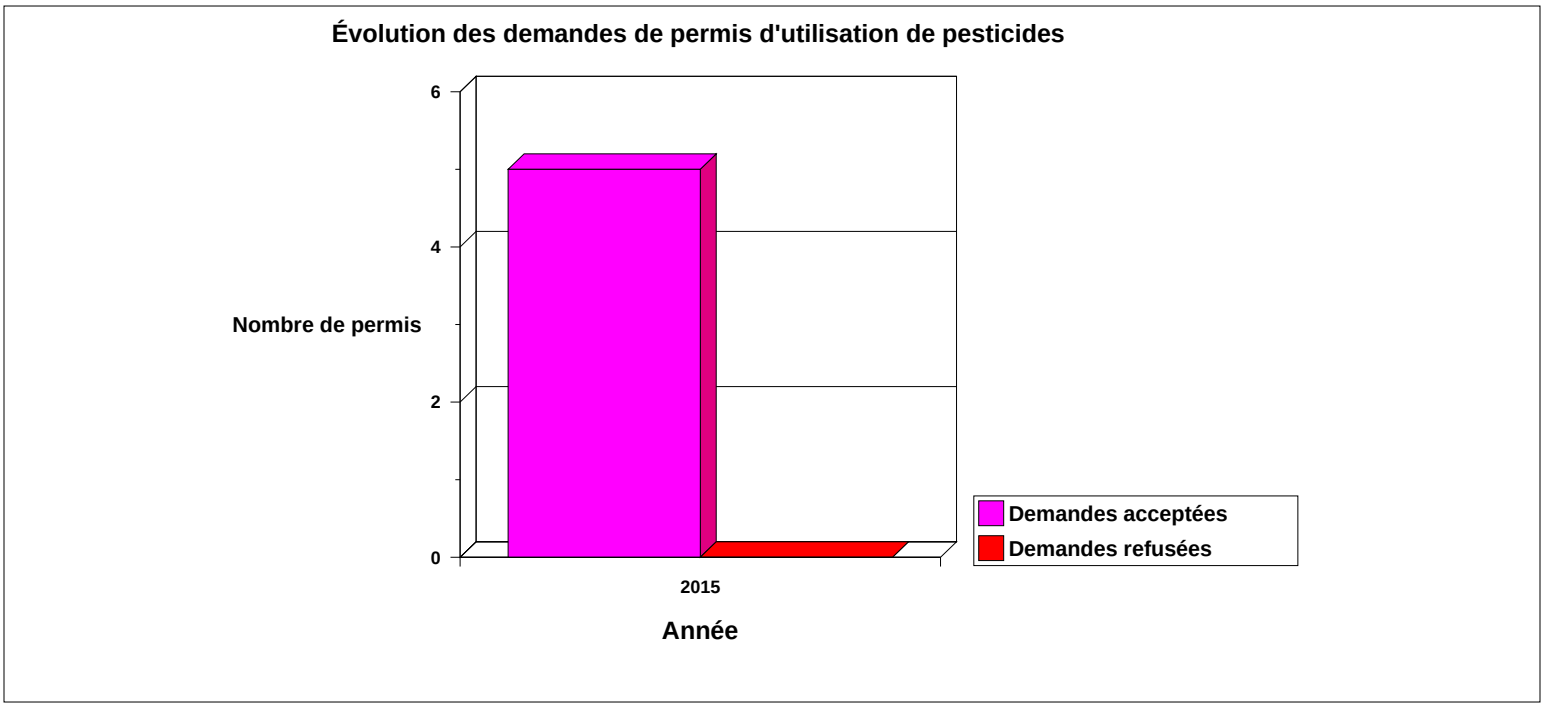
Autorisations express : **(Néant)**

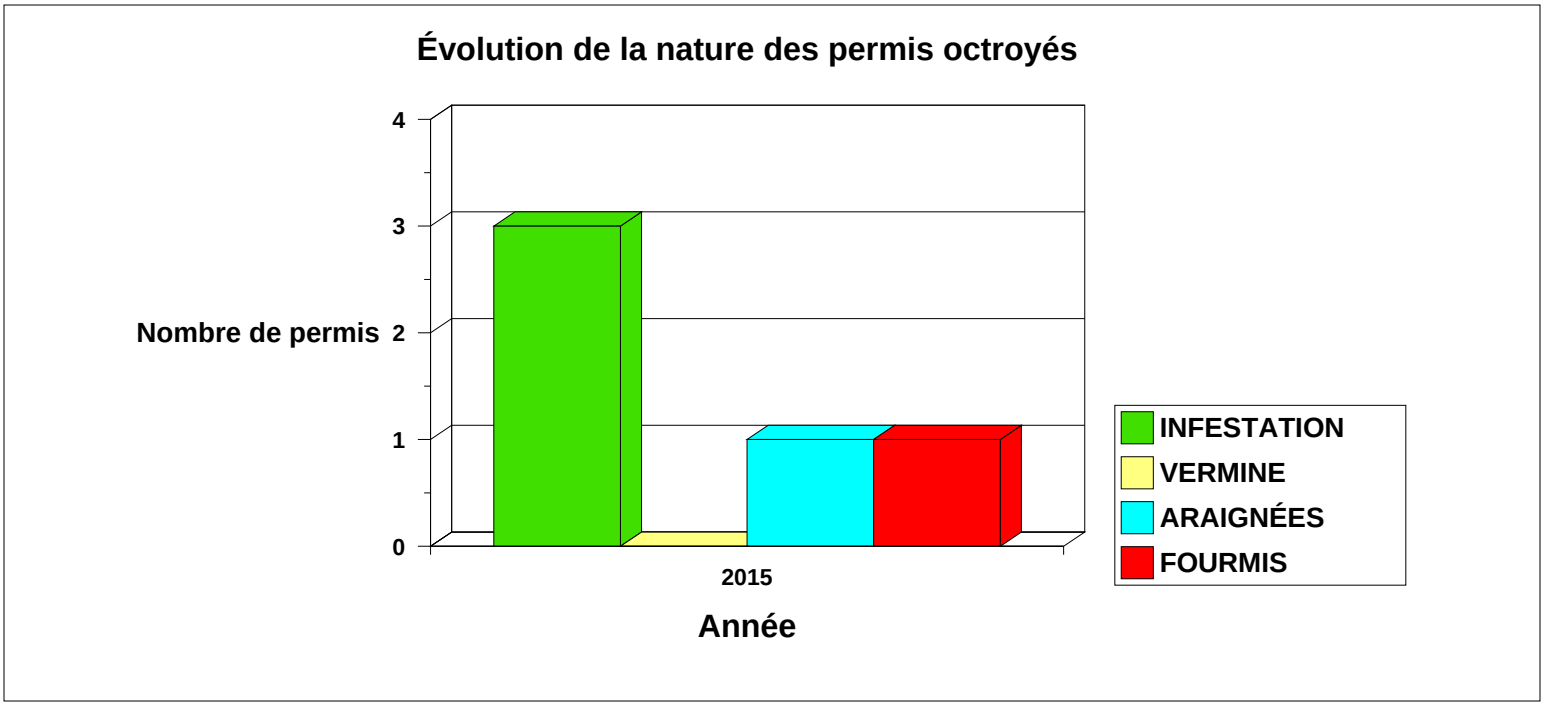
Commentaires :

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement :

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2015	5	0	**5**
Total:	**5**	**0**	**5**





Commentaires :

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts

Nom du projet	Description	Partenaire
Herbe à poux	Arrachage manuel et ensemencement	Arrondissement
Agrile du frêne	Dépistage par écorçage	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Installation de pièges collants	Arrondissement
Agrile du frêne	Traitement par injection (TreeAzin)	Équipe Service des grands parcs
Agrile du frêne	Abattage d'arbres infestés	Arrondissement
Agrile du frêne	Abattage préventif de frênes	Arrondissement

Commentaires :

92 abattages de frênes insfestés ou dépérissants selon les recommandations du Central
45 frênes traités au Treeazin pour le programme de conservation des frênes selon la liste fournie par la division des parcs de l'arrondissement.
19 frênes privés traités au Treeazin par les citoyens selon les recommandations du Central. Ces arbres étaient situés à l'intérieur du rayon de 300 mètres d'arbres testés positifs et dépistés en 2014.
169 frênes traités au Treeazin par le Central pour le programme SLAM (Slow Ash Mortality) qui constitue la meilleure alternative de gestion de l'insecte. L'application de cette approche en milieu urbain consiste à gérer l'agrile par foyer d'infestation et à traiter un maximum de frênes à l'insecticide (Treeazin).
Installation de 5 pièges collants tous testés positifs.

Recommandations :

Poursuivre en 2016, les programmes reliés à la lutte contre l'agrile du frêne soit: le dépistage par écorçage, l'installation des pièges collants, les traitements des frênes au Treeazin (autant dans le but de conservation que pour le traitement des frênes situés dans les rayons de 300 mètres des sujets positfs).
Effectuer le remplacement des frênes abattus en 2015 au cours du printemps 2016.
Poursuivre la plantation massive d'arbres dans le secteur industriel via le programme Canopée du Central.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1161114001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2015.

Il est recommandé de:
Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique pour l'année 2015.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-24 19:22

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161114001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2015.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil municipal de Montréal a adopté le 26 avril 2004 le règlement relatif à l'usage des pesticides (#04-041) qui bannit l'usage des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ce règlement s'applique aussi bien dans les espaces publics que sur les terrains privés. Une exception prévoit toutefois l'usage des pesticides aux fins de protection des végétaux des collections du Jardin botanique de Montréal. Le règlement (art. 22) stipule cependant qu'un bilan de l'utilisation des pesticides dans ces institutions doit être présenté au Conseil municipal tous les ans.
En lien avec sa mission, le service de l'Espace pour la vie, qui réunit le Jardin botanique, le Biodôme, l'Insectarium et le Planétarium Rio Tinto de Montréal, a adopté une politique interne visant à "préserver la diversité et la beauté des collections botaniques contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des pesticides". Ceci se traduit dans une démarche stratégique visant à favoriser la lutte intégrée (approche globale axée sur la prévention, le dépistage, un suivi rigoureux et une combinaison de mesures dans laquelle l'emploi de produits chimiques est limité à son strict minimum), la lutte biologique (méthode de lutte contre un ravageur au moyen de prédateurs naturels ou de parasitoïdes comme, par exemple, l'utilisation de coccinelles prédatrices contre le puceron) et la formation des employés.

Le Jardin botanique dépose ici son bilan d'utilisation des pesticides pour l'année 2015 dans ses jardins extérieurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0242 (2015-03-26) Bilan annuel 2014 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1151114001)
CM14 0203 (2014-03-27) Bilan annuel 2013 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1141114001)
CM13 0173 (2013-03-22) Bilan annuel 2012 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1131114001)

DESCRIPTION

La superficie du Jardin botanique est de 75 hectares. Il abrite des collections horticoles prestigieuses. Bon an mal an, l'équipe du Jardin botanique doit faire face à environ 75 bio-agresseurs importants dans les jardins extérieurs. Elle doit également être en mesure d'intervenir contre le développement de certaines plantes vivaces indésirables envahissantes qui menacent l'intégrité des collections.
Globalement, 80% des pesticides utilisés au Jardin sont des insecticides / acaricides, 17% sont des fongicides et 3% sont des herbicides.

Depuis 2006, le Jardin botanique a réduit de 65% son utilisation d'insecticides/acaricides de synthèse, de 75% son utilisation de fongicides de synthèse et de 90% son utilisation d'herbicides de synthèse. En 2015, pour un total de 61,97 kg de matières actives d'insecticides utilisés, seul 1,42 kg étaient des insecticides de synthèse (chimique), le reste étant des bio-insecticides ou des produits alternatifs. Concernant les fongicides, pour un total de 12,93 kg de matières actives utilisées, 5,98 kg étaient des fongicides de synthèse (chimique) et 6,95 kg de matières actives, de biofongicides et de produits alternatifs. Pour les herbicides, un total de 32,72 kg de matières actives utilisées, seul 1,57 kg était des herbicides de synthèse (chimique).

Le Jardin botanique favorise, autant que possible, les solutions alternatives écologiques en terme de lutte contre les ravageurs. Ce domaine étant en constante évolution, plusieurs essais sont réalisés annuellement pour parfaire les connaissances et mettre au point des méthodes en lutte biologique et en lutte intégrée. Citons à titre d'exemple, la performance du programme de lutte intégrée dans la roseraie, l'introduction d'insectes auxiliaires à la Cour des sens et au Jardin japonais, l'utilisation de plantes compagnes dans les rosiers arbustifs pour le contrôle des mauvaises herbes et le contrôle manuel du scarabée japonais dans divers jardins.

Cependant, dans un contexte où l'intégrité des collections, dont la richesse est inestimable, doit être préservée, même s'il devient de plus en plus difficile de diminuer notre utilisation de pesticides déjà très restreinte, au même rythme qu'au cours des dernières années, nous continuons à mettre beaucoup d'efforts dans l'application de techniques respectueuses de l'environnement. Aussi, pour accroître encore notre performance à ce niveau, nous travaillons à développer davantage la lutte biologique en continuant nos recherches pour remplacer les produits les plus toxiques par des produits à faible impact et innover dans nos approches culturales. Ainsi, afin de ne plus utiliser de néonicotinoïdes dans les jardins extérieurs, tel que prescrit, nous avons dressé une liste des méthodes et des produits alternatifs qui seront utilisés dès 2016.

JUSTIFICATION

Le contenu du présent rapport répond aux exigences du règlement (art. 22) qui fait référence à l'article 73 du Code de gestion des pesticides décrivant les éléments d'un tel rapport.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La stratégie d'utilisation des pesticides au Jardin botanique contribue aux orientations suivantes du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015:
- Adopter de bonnes pratiques de développement durable dans les industries, commerces et institutions: Adopter un système de gestion, une réglementation ou une politique qui permettent d’obtenir des certifications intégrant des notions de développement durable.
- Améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts:

Diffuser l’information relative à la biodiversité afin de sensibiliser le public et de l’inciter à agir pour sa préservation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En lien avec le Règlement sur l'utilisation des pesticides, la stratégie spécifique du Jardin botanique permet de réduire l'impact négatif sur l'environnement et la santé humaine, tout en permettant de préserver les prestigieuses collections de l'institution.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'enjeux de communication particuliers dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LIMOGES
Chef de division de l'horticulture du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1406
Télécop. : 514 872-1402

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

René PRONOVOST
Directeur du Jardin botanique

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455



RAPPORT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

Dans les jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal

Espace pour la vie

Bilan 2015

espace pour la vie jardin botanique montréal

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 3

2. POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES DE L'*ESPACE POUR LA VIE* 3

2.1 LA LUTTE INTÉGRÉE 4
2.2 LA LUTTE BIOLOGIQUE 5

3. BILAN DE L'UTILISATION DES PESTICIDES 2015 7

3.1 LES INSECTICIDES ET ACARICIDES DE SYNTHÈSES 7
3.2 LES FONGICIDES 8
3.3 LES HERBICIDES 10
3.4 LES RODENTICIDES 11

4. FORMATION DES EMPLOYÉS 11

5. ORIENTATION DE L'*ESPACE POUR LA VIE* TOUCHANT L'UTILISATION DES PESTICIDES 12

6. CONCLUSION 12

ANNEXE I INVENTAIRE DES BIOAGRESSEURS DES JARDINS EXTÉRIEURS 2015 14
ANNEXE II A INSECTICIDES/ACARICIDES UTILISÉS ENTRE 2006 ET 2015 18
ANNEXE II B BIOINSECTICIDES ET PRODUITS ALTERNATIFS UTILISÉS ENTRE 2006 ET 2015 19
ANNEXE III A FONGICIDES UTILISÉS ENTRE 2006 ET 2015 20
ANNEXE III B BIOFONGICIDES ET PRODUITS ALTERNATIFS ENTRE 2006 ET 2015 21
ANNEXE IV HERBICIDES UTILISÉS ENTRE 2006 ET 2015 22
ANNEXE V POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES DE L'*ESPACE POUR LA VIE* DE MONTRÉAL 23

1. Introduction

La Ville de Montréal a adopté le 26 avril 2004 le règlement relatif à l'usage des pesticides (#04-041) qui bannit, à toutes fins pratiques, l'usage des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ce règlement s'applique aussi bien aux espaces publics qu'aux terrains privés. Une exception prévoit toutefois l'usage des pesticides aux fins de protection des végétaux qui composent les collections d'Espace pour la vie, particulièrement au Jardin botanique de Montréal. Notons par contre qu'aucune exception n'est permise dans ces institutions quant au traitement des pelouses contre les mauvaises herbes. Le règlement précise aussi qu'un bilan de l'utilisation des pesticides dans ces institutions doit être présenté annuellement au Conseil de Ville et un plan de réduction tous les trois ans.

Selon ces exigences, le présent rapport présente la stratégie d'interventions du Jardin botanique de Montréal en lien avec la Politique sur l'utilisation des pesticides d'Espace pour la vie, dont, entre autres, le bilan d'utilisation des pesticides dans les jardins extérieurs pour l'année 2015.

2. Politique sur l'utilisation des pesticides à *Espace pour la vie*

Depuis plusieurs années, l'impact des pesticides sur la santé humaine et l'environnement préoccupe les intervenants de nos institutions (Jardin botanique, Biodôme, Insectarium et Planétarium). Cette préoccupation s'est accrue par une sensibilisation plus grande des utilisateurs d'espaces verts publics ainsi que par l'entrée en vigueur d'un Code de gestion des pesticides du gouvernement du Québec en 2003. Au même moment, soit en mai 2003, la direction adoptait une Politique sur l'utilisation des pesticides qui avait comme objectif de soutenir la « mission d'*Espace pour la vie* en préservant la diversité et la beauté de ses collections botaniques contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des produits antiparasitaires communément appelés pesticides ». Cette Politique (Annexe V) a été révisée en 2011 pour actualiser nos interventions dans chaque institution muséale et elle a été adoptée par la direction du Jardin botanique le 1er juin 2011. Une démarche stratégique a été identifiée incluant les points suivants :

- L'application de la lutte intégrée
- La production de bilans annuels et d'un plan de réduction de l'utilisation des pesticides (tous les trois ans)
- L'expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative
- La formation des employés.



(Crédit photo Michel Tremblay)
Collection des pommetiers
Arboretum du Jardin botanique de Montréal

2.1 La lutte intégrée

Plusieurs stratégies ont été développées au cours des dernières années afin de réduire l'usage des pesticides de synthèse ou chimiques, tout en poursuivant les activités de protection des plantes. Après plusieurs années de maîtrise technique, le Jardin botanique de Montréal a pu adopter la lutte intégrée, applicable autant dans les serres d'exposition et de production que dans les jardins extérieurs.

La lutte intégrée est une approche stratégique de la phytoprotection qui vise la décroissance de la population d'un organisme nuisible (bioagresseur) au-dessous d'un certain seuil de tolérance, cela avec un minimum d'impact sur l'environnement et sur la santé humaine. Dans son sens le plus strict, cette méthode comprend les étapes suivantes :

1) Appliquer les diverses méthodes de prévention (choix de végétaux plus tolérants aux bioagresseurs et régie de culture appropriée);
2) Identifier les ennemis et les alliés;
3) Dépister et évaluer l'état de la situation;
4) Utiliser des seuils d'intervention;
5) Adapter l'écosystème;
6) Combiner les méthodes de lutte (physiques, biologiques, chimiques, etc.), les pratiquer au bon endroit et au bon moment;
7) Évaluer l'efficacité des actions (suivi) ainsi que les données recueillies et réévaluer la situation.

Le concept de la lutte intégrée existe depuis plus de 30 ans et il est appliqué au sein des jardins extérieurs du Jardin botanique depuis 1997. Pratiquée selon les « règles de l'art », la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative, les quantités de pesticides utilisées et elle permet de sélectionner des produits moins toxiques pour la santé humaine et l'environnement. En effet, le processus décisionnel exige que l'emploi des pesticides de synthèse soit réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux pour la santé des gens et de l'environnement ont été épuisés.

La mise en place de seuils d'interventions est une caractéristique importante de la lutte intégrée. Chez les producteurs agricoles, ces seuils sont, bien entendu, de nature économique et certaines pertes peuvent alors être tolérées. Cependant, dans une institution comme un Jardin botanique, ces seuils doivent permettre prioritairement la conservation de tous les végétaux des collections et leur assurer un aspect esthétique acceptable pour le visiteur. L'identification d'un seuil d'interventions est déterminée en fonction du degré d'infestation du bioagresseur et de l'état de santé de la plante. Cet exercice est réalisé pour chaque bioagresseur par le responsable en phytoprotection et l'horticulteur en charge du jardin.

La lutte intégrée rejoint donc parfaitement l'objectif de la Politique sur l'utilisation des pesticides d'*Espace pour la vie* qui est de réduire l'usage des pesticides les plus nocifs à la santé humaine et à l'environnement, tout en conservant l'intégrité physique et esthétique des végétaux. De plus, cet objectif concorde avec l'objectif de réduction contenu au règlement municipal.

2.2 La lutte biologique

La lutte biologique étant déjà en application au Biodôme et à l'Insectarium, les efforts de réduction de pesticides et d'application de méthodes culturales différentes se sont donc concentrés au Jardin botanique. Réduire l'utilisation des produits antiparasitaires dans les jardins extérieurs ne peut se faire sans évaluer l'impact que certains bioagresseurs peuvent avoir sur les collections présentées au public ou sur les plantes cultivées à des fins de conservation ou de recherche. Les missions d'éducation, de conservation et de recherche poursuivies par le Jardin botanique de Montréal exigent des végétaux en bonne condition. Par conséquent, certaines interventions antiparasitaires doivent être poursuivies.

L'utilisation d'agents de lutte biologique comme les prédateurs (insectes ou acariens qui se nourrissent des ravageurs) et des parasitoïdes (insectes qui utilisent les ravageurs pour se multiplier) constitue le principal moyen de lutte antiparasitaire au Biodôme, dans les serres de l'Insectarium et dans les serres d'exposition du Jardin botanique de Montréal.

Le jardin de la Cour des sens fait l'objet depuis 2010 d'une lutte biologique par l'introduction d'auxiliaires indigènes spécifiques. En utilisant des plantes baromètres comme la garance, le fenouil et la viorne qui sont sensibles aux ravages des pucerons; des introductions d'insectes et d'acariens indigènes bénéfiques furent réalisées afin de contrer le développement des bioagresseurs comme les pucerons et les acariens.



(Crédit photo Jardin botanique de Montréal (Annie Zielinski))
Cour des sens

Dans ce jardin, des coccinelles et des arachnides prédateurs d'acariens ont été introduits afin de contrer le développement des tétranyques de l'épinette et des tétranyques à deux points qui ravageaient plusieurs plantes comme la sauge et le cerfeuil. De plus, des guêpes parasitoïdes de pucerons, des chrysopes et des coccinelles indigènes prédatrices de pucerons ont été implantés afin de neutraliser le développement de deux types de pucerons qui causaient des dommages sur les capucines, les chardons, les géraniums et d'autres végétaux. Le tableau 1 résume nos observations dans ce jardin pendant la saison 2015.

Tableau 1 : Lutte biologique dans les jardins extérieurs, saison 2015

Localisation	Date	Bioagresseurs	Plante hôte	Interventions	Évaluation des résultats
Jardin Cour des sens	18 juin 2015	Pucerons	*Rubia*	Momies de pucerons dépistés Jet d'eau	Contrôle partiel
	18 juin 2015	Pucerons	*Foeniculum, Viburnum*	Jet d'eau	Contrôle partiel
	18 juin 2015	Acariens	*Mentha,Vigna Salvia, Anthriscus*	*Amblyseius fallacis* dépistés Jet d'eau	Contrôle partiel
	3 juillet 2015	Pucerons	*Rubia, Viburnum, Foeniculum*	Introduction *d'Aphidius colemani*, de *Chrysopa* et *d'Aphidoletes aphidimyza*	Suivi saison 2015
	3 juillet 2015	Acariens	*Mentha, Vigna Tweedia*	Introduction d'*Amblyseius fallacis*	Suivi saison 2015
	16 juillet 2015	Pucerons, acariens	*Rubia, Perovskia Viburnum, Salvia*	Momie de pucerons et larves d'auxiliaires dépistés	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'intervention
	29 juillet 2015	Pucerons, acariens	*Mentha, Rubia*	Auxiliaires dépistés	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'intervention
	14 août 2015	Pucerons, acariens	*Mentha, Rubia Foeniculum*	Auxiliaires dépistés	Contrôle biologique des ravageurs sous le seuil d'intervention

En 2015 nous avons introduit 4 agents de lutte biologique dans le jardin de la cour des sens (voir tableau 1). En effet, les résultats de nos dépistages indiquaient qu'il y avait peu d'auxiliaires indigènes bénéfiques introduits au cours des années précédentes qui étaient présents le 18 juin. À la suite de l'introduction du 3 juillet 2015, nos suivis ont confirmé que le contrôle biologique des ravageurs était satisfaisant puisque les dommages observés étaient négligeables donc sous le seuil d'intervention. Une partie des arthropodes indigènes alliés introduits au cours des années antérieures se sont donc établis en permanence dans ce jardin, mais il sera possiblement nécessaire d'en réintroduire sporadiquement afin de renforcer et de stimuler les arthropodes bénéfiques indigènes à s'installer dans le jardin de la cour des sens.

Également, au cours de la saison 2015, des dépistages complémentaires ont été enregistrés dans le Jardin japonais et dans le Jardin des Premières-Nations. Dans ces jardins, nous avons introduit au cours des saisons antérieures, deux prédateurs indigènes d'acariens soit *Stethorus punctillun* et *Amblyseius fallacis*. Ces introductions avaient comme objectif de contrôler le développement du tétranyque à deux points et du tétranyque de l'épinette qui ravageaient différentes plantes. Les résultats de nos inspections nous ont permis de constater que les dommages causés par les acariens ravageurs étaient sous le seuil d'intervention phytosanitaire et que nos deux prédateurs étaient toujours présents. Aucune introduction d'auxiliaires n'a été effectuée dans ces jardins en 2015.

D'autre part, le scarabée japonais toujours présent nous pose tout un défi. Dépisté en nombre important dans la roseraie depuis 2010, nous arrivons à assurer un certain contrôle par la collecte manuelle des adultes et par leur capture grâce à l'utilisation de pièges à phéromones. Cette année, **15 570** insectes ont été ramassés manuellement dans les jardins extérieurs et **plus de 200 000** insectes ont été capturés dans les 50 pièges à phéromone répartis dans les jardins extérieurs. De plus, plusieurs interventions à l'aide de nématodes bénéfiques ont été réalisées afin de contrer le développement des larves de ce bioagresseur dans les gazons du Jardin botanique.

3. Bilan de l'utilisation des pesticides 2015

Annuellement, la phytoprotection des jardins extérieurs doit faire face à environ soixante-quinze bioagresseurs importants tels que définis à l'annexe I. Elle doit aussi être en mesure d'intervenir contre le développement de certaines plantes vivaces indésirables envahissantes qui menacent l'intégrité de nos collections. Globalement, 65 % des pesticides utilisés sont des insecticides, 10 % sont des acaricides, 15 % des fongicides et finalement 10 % sont des herbicides. L'utilisation judicieuse et en dernier recours de pesticides s'avère nécessaire pour répondre à nos objectifs de conservation des collections sans affecter la santé humaine et l'environnement. Depuis une douzaine d'années, grâce à des efforts soutenus, des produits biologiques et alternatifs ont graduellement remplacé les produits de synthèse.

Dans ce bilan, les produits phytosanitaires sont regroupés en trois catégories : les insecticides et acaricides, les fongicides et les herbicides. L'utilisation des pesticides de synthèse ou chimiques dans les jardins extérieurs du Jardin botanique a diminué substantiellement depuis 2006 comme le démontre les sections 3.1, 3.2 et 3.3.

3.1 Les insecticides et acaricides de synthèse

De 2006 à 2015, une diminution de 65,37% de l'utilisation des insecticides et des acaricides de synthèse a été atteinte. Notre objectif de remplacer l'usage des insecticides et des acaricides de synthèse par des produits alternatifs peut parfois varier, compte tenu de la présence ou de l'absence de certains bioagresseurs. Ainsi, l'augmentation de la présence de la cécidomyie du rosier dans la roseraie au cours de la saison 2015 a entraîné une augmentation de l'utilisation de l'insecticide Orthène 75 SP, ce qui explique la légère hausse de l'usage des insecticides de synthèse entre 2014 et 2015. L'Orthène 75 SP étant le seul insecticide homologué pour contrôler la cécidomyie dans les rosiers.

Par ailleurs, la diminution entre 2014 et 2015 de l'emploi des bio-insecticides et des produits alternatifs enregistrés dans le tableau 2 est attribuable à la réduction de l'usage du Surround et du Trounce comme indiqué dans l'annexe II-B. Au cours de la dernière saison nous n'avons pas noté de ravage important concernant la chrysomèle rayée du concombre. Il n'a donc pas été nécessaire d'utiliser le Surround en grande quantité puisque c'est le produit alternatif autorisé pour empêcher le développement de ce bioagresseur. Concernant le Trounce, ce produit est principalement employé pour contrer le développement des pucerons et des acariens qui ravagent parfois nos collections et en 2015 nous n'avons pas enregistré de dommages considérables concernant ces arthropodes ravageurs.

En définitive, l'huile insecticide au stade dormant, le Trounce, le savon insecticide Safers, le End-all et les bio-insecticides Dipel et Treeazin sont les principaux produits alternatifs utilisés dans les jardins extérieurs, tels qu'indiqués dans l'annexe II-B. Ces produits à faible impact sont utilisés à plus de 99 % de tous les insecticides et acaricides employés pour la phytoprotection des jardins extérieurs.

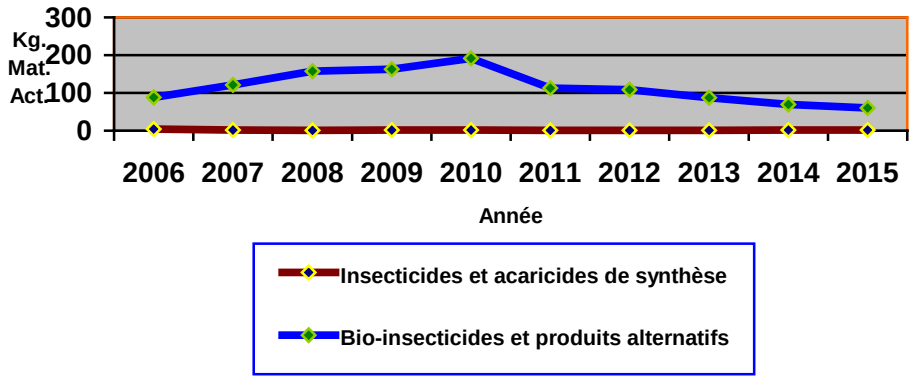
D'autre part, le Jardin botanique a mis en place un programme d'interventions pour contrer l'agrile du frêne. Il y a sur le site du Jardin botanique un total d'environ 725 frênes. Suite à un exercice de priorisation, nous avons ciblé quelque 300 frênes que nous voulons conserver en raison de leur valeur historique, leur valeur de collection ou leur rôle structurant dans l'aménagement de certains jardins. Ainsi, entre 2012 et 2014 quelque 150 frênes ont été traités chaque année avec le bio-insecticide Treeazin puisque le traitement requis était aux deux ans. Toutefois, suite à des directives modifiées par Bioforest concernant le Treeazin, en 2015 nous avons traité avec le Treeazin quelque 230 frênes sur le site du Jardin botanique. Mentionnons qu'en 2014, nous avons dû abattre 9 frênes ravagés par l'agrile et seulement 1 en 2015.

Tableau 2 : Quantité d'insecticides et acaricides utilisés entre 2006 et 2015

Type d'insecticides et d'acaricides	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% de réduction
Insecticides et acaricides de synthèse (kg de matière active)	4,10	1,34	1,09	1,52	1,46	1,04	1,00	0,69	1,38	1,42	65,37%
Bio-insecticides et produits alternatifs (kg de matière active)	88,00	121,42	158,04	162,92	191,79	112,58	108,29	87,37	69,68	60,55	31,19%
Quantité totale de matière active (kg)	**92,10**	**122,76**	**159,13**	**164,44**	**193,25**	**113,62**	**109,29**	**88,06**	**71,06**	**61,97**	32,71%

Graphique 1

Évolution de l'usage des insecticides et acaricides entre 2006 et 2015



De plus, depuis juin 2015 la Ville de Montréal nous demande de ne plus utiliser les néonicotinoïdes. Nous présentons dans ce bilan un document qui dresse la liste des substituts aux néonicotinoïdes utilisés pour la phytoprotection des jardins extérieurs.

Néonicotinoïdes utilisés en phytoprotection des jardins extérieurs au cours des saisons 2014-2015

Néonicotinoïde	Utilisation	Substituts	Lutte biologique
ADMIRE 240	Chrysomèle du concombre, pucerons, altises, scarabée japonais	Orthène, Pyganic EC End-all, Thiodan Surround, Success	Possibilité d'utiliser des nématodes
INTERCEP 60 WP	Pucerons, aleurodes, Cécidomyie du chou-fleur	Cygon, Success, Trounce, Savon, Enstar	
TRISTAR 70 WSP	Aleurodes, pucerons, cicadelles, mineuse,	Orthène, Savon insecticide, Sevin,	
MERIT SOLUPAK 75%	Scarabée japonais gazon	Sevin, Acelepryn	Utilisation des nématodes

Finalement, tel qu'il apparait dans l'annexe II-A, depuis 2010, les insecticides et les acaricides de synthèse de classe 2 (niveau de toxicité élevé) ont été presqu'entièrement éliminés et ne sont utilisés dans les jardins extérieurs qu'en quantités négligeables.

3.2 Les fongicides

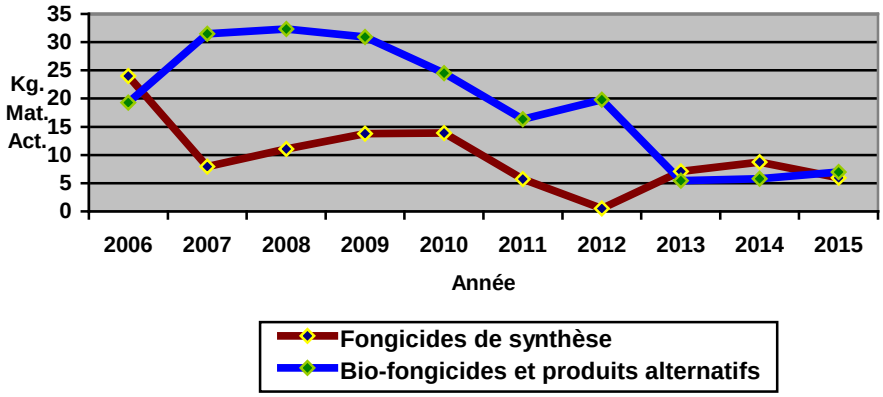
L'utilisation des fongicides de synthèse a diminué de plus de 75 % entre la saison 2006 et celle de 2015 (tableau 3). De plus, nos résultats indiquent une diminution de l'usage des fongicides de synthèse entre 2014 et 2015. Cette réduction est attribuable à l'abandon en 2015 de l'usage du Quintozène 75 WP et du Truban 30 WP qui étaient employés pour contrer les maladies fongiques de sol qui empêchaient la croissance des bulbes de tulipes dans le jardin d'accueil. Puisque le sol des plates bandes a été remplacé pendant la restauration de ce jardin en 2014, il n'est plus nécessaire de faire usage de ces deux fongicides de synthèse.

D'autre part, la diminution de l'usage des biofongicides et des produits fongiques alternatifs de 64 % entre 2006 et 2015 s'explique par l'emploi du bio-fongicide Rhapsody qui remplace l'usage du bicarbonate de potassium pour contrer le développement de la tache noire dans la roseraie. Ce produit étant 35 fois moins concentré en ingrédient actif que le bicarbonate de potassium, il a fait varier à la baisse de façon significative la quantité totale de kilogrammes de matière active des biofongicides et des produits alternatifs utilisés en 2015.

Tableau 3 : Quantité de fongicides de synthèse utilisée entre 2006 et 2015

Type de fongicides	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% de réduction
Fongicides de synthèse (kg de matière active)	23,98	7,96	11,08	13,79	**13,89**	**5,74**	**0,53**	**7,10**	**8,72**	**5,98**	**75,1%**
Biofongicides et produits alternatifs (kg de matière active)	19,28	31,48	32,32	30,89	**24,48**	**16,32**	**19,82**	**5,43**	**5,78**	**6,95**	**64,0%**
Quantité totale de matière active (kg)	**43,26**	**39,44**	**43,40**	**44,68**	**38,37**	**22,06**	**20,35**	**12,53**	**14,5**	**12,93**	**70,1%**

Graphique 2
Évolution de l'usage des fongicides entre 2006 et 2015



3.3 Les herbicides

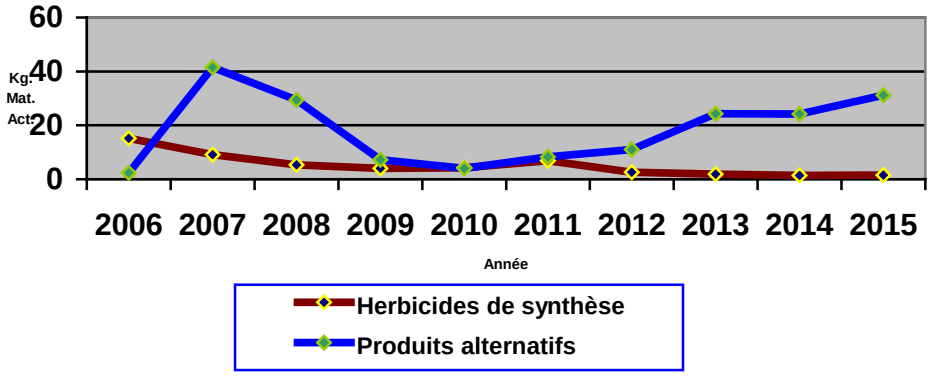
Entre 2006 et 2015, nos résultats indiquent une baisse de l'usage des herbicides de synthèse de près de 90 % tel qu'indiqué dans le tableau 4. Cette réduction est la conséquence directe de l'augmentation de l'usage du vinaigre 12 % comme herbicide non sélectif dans les jardins extérieurs. Plus de 98 % des herbicides utilisés pour la phytoprotection des jardins extérieurs sont du vinaigre à une concentration de 12 % d'acide acétique. Par conséquent, il y a très peu de Roundup (herbicide de synthèse) qui a été employé pendant la saison 2015 tel que détaillé dans l'annexe IV.

Concernant l'augmentation de plus de 1 200 % de l'emploi des herbicides alternatifs entre 2006 et 2015, elle est imputable à l'utilisation du vinaigre 12 % comme herbicide non sélectif et à l'usage du Fiesta sur nos gazons (Voir l'Annexe IV). Ce dernier produit alternatif sélectif est homologué pour le traitement des gazons. À base de chélate de fer, le Fiesta s'avère très efficace pour contrôler les plantes indésirables vivaces à feuilles larges comme le pissenlit sur nos gazons. Au cours de la saison 2015, nous avons utilisé ce pesticide alternatif sur les gazons du jardin du Ruisseau fleuri et du Jardin japonais. Comme indiqué au tableau 4, l'emploi de ces deux produits alternatifs a fait varier à la hausse la quantité totale de matière active utilisée en 2015.

Tableau 4 : Quantité d'herbicides de synthèse et de produits alternatifs utilisée entre 2006 et 2015

Type d'herbicides	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	% de réduction ou % d'augmentation
Herbicides de synthèse (kg de matière active)	15,12	9,14	5,36	3,98	4,27	2,52	2,56	1,88	1,37	1,57	-89.61
Produits alternatifs (kg de matière active)	2,37	41,51	29,46	7,20	4,03	8,32	11,07	24,35	24,20	31,15	1 214,3%
Quantité totale de matière active (kg)	17,49	50,65	34,82	11,18	8,30	10,84	13,63	26,23	25,57	32,72	87,1%

Graphique 3
Évolution de l'usage des herbicides entre 2006 et 2015



Il est important de mentionner qu'en dernier recours le Roundup est utilisé pour contrôler certaines plantes vivaces indésirables dans les collections. Ce produit est toujours utilisé de façon très ciblée, appliqué au pinceau ou au pulvérisateur à dos de type solo.

Enfin, l'utilisation des plantes compagnes dans la Roseraie réduit de façon importante la prolifération des plantes indésirables, ce qui évite les interventions manuelles et l'emploi de tout type d'herbicide.



(Crédit photo Jardin botanique de Montréal (Claude Lafond))
Emploi des plantes compagnes dans la roseraie

3.4 Les rodenticides

Afin de protéger nos collections de végétaux pendant l'hiver contre les dommages causés par les petits rongeurs, le Jardin botanique de Montréal utilise parcimonieusement des rodenticides. Ces produits visent à contrôler en particulier le campagnol des champs (mulot) qui peut causer des dégâts importants aux végétaux pendant la saison hivernale.

Les rodenticides sous forme de sachets de 25 grammes (Hombre) sont répartis principalement dans les couches d'entreposage de jeunes plantes en multiplication. Nous avons également recours à des répulsifs sous forme liquide (Skoot) qui sont appliqués sur les plantes préférées par les rongeurs comme la collection de fusain de l'Arboretum et ceux du Jardin japonais ainsi que les *Malus* du Jardin japonais.

Les quantités de matière active des rodenticides utilisées sont minimes, ce qui explique pourquoi elles ne sont pas indiquées sous forme de tableaux comme les autres produits. En 2015, nous avons diminué d'environ 90 % l'utilisation de rodenticides. Ceci dans le but d'abaisser au minimum les possibilités d'intoxication des animaux qui réalisent un contrôle naturel des rongeurs dans les jardins extérieurs.

En 2016, nous poursuivrons nos recherches afin de trouver des rodenticides à base de cellulose ou de vitamine D3. Ces rodenticides à faible impact sont présentement utilisés aux États-Unis, mais ne sont pas commercialisés au Canada.

4. Formation des employés

Fréquemment, certains de nos employés reçoivent une formation pour le renouvellement de leur certificat provincial d'utilisateur de pesticides. De plus, lorsqu'il y a des besoins spécifiques, l'horticulteur spécialisé responsable de la phytoprotection et de la lutte intégrée des jardins extérieurs demeure disponible pour développer de la formation.

5. Orientation d'*Espace pour la vie* de Montréal touchant l'utilisation des pesticides

Faisant suite aux résultats précédents, le défi d'*Espace pour la vie* de Montréal sera pour les années à venir :

- de poursuivre notre travail en lien avec la politique d'utilisation des pesticides;
- de poursuivre la lutte intégrée telle qu'initiée en 1997 dans les jardins extérieurs;
- de réduire spécifiquement l'utilisation des pesticides de synthèse en utilisant des produits alternatifs;
- de perfectionner nos interventions de dépistage et de suivi pour limiter l'utilisation des pesticides;
- de revoir dans certains cas le seuil de tolérance des bioagresseurs sur certaines plantes;
- d'exploiter davantage les bio-pesticides et les produits alternatifs. La mise en marché de nouveaux produits est prometteuse et nous devons poursuivre nos expérimentations;
- de proposer annuellement une formation adaptée concernant l'utilisation des pesticides aux employés d'*Espace pour la vie*.

6. Conclusion

De par sa mission, le Jardin botanique de Montréal - *Espace pour la vie* voit à la conservation de diverses collections uniques et exceptionnelles. À certaines occasions, l'utilisation de pesticides s'avère nécessaire pour contrôler, selon un seuil d'intervention préalablement défini, le bioagresseur identifié. Le bilan 2015 trace un portrait réaliste sur les quantités utilisées tout en démontrant la volonté de réduire au maximum l'utilisation de ces produits. Force est de constater que le pourcentage de réduction des pesticides de synthèse est fort appréciable depuis 2006 : soit plus de 65 % des insecticides et acaricides de synthèse, plus de 75 % des fongicide de synthèse et près de 90 % des herbicides de synthèse.

Ce domaine étant en constante évolution, plusieurs essais sont réalisés annuellement pour parfaire nos connaissances et mettre au point nos méthodes en lutte biologique et en lutte intégrée. Des solutions alternatives et de nouveaux produits existent et nous les favorisons autant que possible. Citons à titre d'exemple, le programme de lutte intégrée de la Roseraie, l'introduction d'insectes auxiliaires indigènes à la Cour des sens et au Jardin japonais, l'utilisation de plantes compagnes dans les rosiers arbustifs pour le contrôle des mauvaises herbes et le contrôle manuel du scarabée japonais dans plusieurs jardins extérieurs.

De plus, nous constatons que la réduction des pesticides ne pourra être aussi importante dans les années à venir, car le portrait de la phytoprotection dans les jardins extérieurs préconise une utilisation minimale de pesticides de synthèse pour la conservation de nos collections. Les perspectives d'avenir consisteront donc à développer la lutte biologique malgré ses contraintes, à remplacer les produits de niveaux de toxicité 2 et 3 par des produits à faible impact et à innover dans nos approches culturales.

ANNEXES

Annexe I
Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2015

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2015					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits / méthodes utilisés**
Arboretum	Mai à juillet	Agrile du bouleau *Agrilus anxius*	*Betul*a	Lutte intégrée	Taille
Arboretum	Mai à septembre	Agrile du frêne	*Fraxinus, Quercus*	Lutte chimique	Treeazin
Arboretum	Mai à juillet	Altise de la vigne *Altica chalibea*	Piment, Radis, Vigne	Lutte chimique	Sevin, End-all
Jardin botanique	Mai-juin	Anthracnose	*Fraxinus, Quercus*	Lutte chimique	Daconil
Tous les jardins	Avril à juillet	Brûlure bact.des Rosacées *Erwinia amylovora*	Rosacée (*Malus, Crataegus*)	Lutte chimique	Taille, cuivre
Tous les jardins	Avril à août	Brûlure phomopsienne	*Juniperus*	Lutte chimique	Taille, Mancozèbe, cuivre
Jardin plantes économiques	Mai à juillet	Carpocarpse	*Malus*	Lutte biologique	Phéromone
Jardin plantes économiques	Juillet	Cécidomyie du chou	Crucifères	Lutte chimique	Matador
Roseraie	Juillet, août	Cécidomyie rosier *Dasineura Rhodphaga*	*Rosa*	Lutte biologique et chimique	Nématodes, Success
Jardin sous-bois	Juin à juillet	Cercopes	Vég.divers	Lutte intégrée	Assail
Jardin botanique	Mai-juin	Chancre cystosporéen	*Picea*	Lutte chimique	Cuivre
Jardin Leslie-Hancock	Mai à juillet	Charançon noir de la vigne	*Azalea*	Lutte biologique	Pièges au sol
Jardin botanique	Mai-juin	Chenilles à tente	Fusain	Lutte biologique	B.T.
Tous les jardins	Mai-juin	Chrysomèle de la viorne	*Viburnum*	Lutte chimique et régie de culture	End-All, Orthène, Taille
Arboretum	Juin-juillet	Chrysomèle versicolore du saule	*Salix*	Lutte chimique	Orthène
Jardin plantes économiques	Juin à août	Chrysomèle rayée du concombre	Concombre	Lutte chimique	Sevin, End-all
Jardin pl. économiques	Mai à juillet	Cicadelle	Crucifères	Lutte chimique	Sevin, End-all
Arboretum	Mai-juin	Cochenille de l'aubépine	*Crataegus*	Lutte biologique	Huile de dormance Jet d'eau
Tous les jardins	Mai-juin, août à octobre	Cochenille à aiguilles du pin	*Pinus*	Lutte chimique	Orthène, End-all, Lagon
Jardin des vivaces, japonais, Fruticetum, chinois	Mai à septembre	Cochenille du magnolia	*Magnolia*	Lutte intégrée	Savon, Huile

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2015					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits / méthodes utilisés**
Arboretum	Juin à septembre	Cochenille floconneuse	*Crataegus*	Lutte chimique	Sevin, End-all
Jardin botanique	Mai	Cochenille virgule	*Cotoneaster*	Lutte biologique	Huile de dormance Jet d'eau
Jardin ruisseau fleuri	Mai à juillet	Cryocère du lys	Lys	Lutte chimique	Malathion, End-all
Jardin pl. économiques, Jardin coin du Qc	Mai à juillet	Défoliateur du houblon	Houblon	Lutte chimique	Orthène
Jardin botanique	Mai-juin	Diprion du pin	*Pinus*	Lutte chimique	Malathion, End-all
Tous les jardins	Juin à septembre	Guêpes	Sol végétaux	Lutte intégrée	Pounce, Jet d'eau
Jardin plantes économiques	Mai à août	Hoplocampe de la pomme	*Malus*	Lutte intégrée	Piège, Spinosad
Jardin botanique	Mai à septembre	Lécanie de Fletcher	*Taxus*	Lutte intégrée	Huile, Malathion
Jardin japonais, Fruticetum	Mai-juin	Lieuse de l'hydrangée	*Hydrangea*	Lutte intégrée	Manuel
Jardin botanique	Mai-juin	Livrée d'Amérique *Malacosoma americanum*	Arbres	Lutte intégrée	B.T.
Jardin botanique	Mai à août	Maladie hollandaise de l'orme	*Ulmus*	Lutte chimique	Arbotec 20 S
Fruticetum	Septembre	Mégacyllène du robinier	*Robinia*	Lutte chimique	Lorsban
Jardin plantes économiques	Mai à août	Mildiou de la vigne	Vigne	Lutte intégrée	Serenade, Sovran
Jardin plantes économiques	Juin à août	Mildiou de la pomme de terre	Tomates	Lutte intégrée	Cuivre
Fruticetum, Jardins divers	Mai à juillet	Mineuse du bouleau	*Betula*	lutte intégrée	Tolérance
Jardin botanique	Mai-juin	Mineuse du thuya	*Thuja*	Lutte chimique	Orthène, Malathion
Jardin plantes économiques, Roseraie	Juin à septembre	Mite à deux points	Vég. Divers	Lutte biologique, chimique, régie	Eau, huile, End-all
Jardin japonais, des annuelles, Fruticetum, Roseraie	Mai à juillet	Mite de l'épinette	*Picea, Rosa, Thuja* et autres	Lutte biologique, chimique, régie	Huile de dormance Jet d'eau
Jardin Leslie-Hancock	Juin à août	Mouche blanche des rhododendrons	*Rhododendron*	Lutte chimique	Assail, Orthène
Jardin plantes économiques	Juin-juillet	Mouche du chou	Chou	Lutte chimique	Lorsban

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2015					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits / méthodes utilisés**
Jardin plantes économiques	Juillet à août	Mouche de la carotte	Carottes	Lutte chimique	Diazinon
Jardin plantes économiques	Juin à août	Mouche de la pomme	*Malus*	Lutte intégrée	Pièges
Jardin plantes économiques	Juin, juillet	Mouche de l'oignon	Oignons	Lutte chimique	Lorsban
Jardin botanique	Mai-juin	Nodule noir	*Prunus*	Lutte intégrée	Taille
Jardin plantes économiques	Juin à octobre	Oïdium sur cucurbitacée	*Cucurbitacées*	Lutte, chimique, régie	Bicarbonate, fongicides
Roseraie, Jardin pl. économiques, Jardin de Ville	Juin à septembre	Oïdium sur rosier	*Rosa*	Chimique et intégrée	Bicarbonate de potassium, Nova
Jardin Ruisseau fleuri, Chinois, Japonais	Mai	Perceur de l'iris	*Iris*	Lutte biologique, chimique	Nématodes, Success, Lagon
Arboretum	Mai-juin	Petit perceur du pêcher	*Prunus*	Lutte intégrée	Phéromone
Arboretum	Mai-juin	Porte-case du mélèze	*Larix*	Lutte chimique	Malathion, End-all
Fruticetum, Annuelles	Avril-mai	Psylle du micocoulier	*Celtis*	Lutte intégrée	End-all
Tous les jardins	Mai à septembre	Puceron vert du pêcher	Vég.divers	Biologique, chimique	Eau, huile, End-all, insecticide
Arboretum	Juillet à septembre	Puceron lanigère de l'aulne	*Alnus*	Lutte intégrée	Savon
Arboretum	Mai à juillet	Puceron lanigère du mélèze	*Larix*	Lutte intégrée	Assail
Multiplication	Mai-juin	Puceron lanigère du pommier	*Malus*	Lutte intégrée	Assail
Jardin plantes économiques	Mai à juillet	Punaise terne	*Malus*	Lutte intégrée	Piège, Spinosad
Annuelles	Septembre-octobre	Rhizoctonia	Maladie du sol	Lutte biologique	*Trichoderma* har.
Jardin plantes. économiques, Roseraie	Mai à septembre	Rouille du rosier	*Rosa*	Lutte chimique	Fongicide
Arboretum	Mai à septembre	Rouille du genévrier	*Crataegus, Amelanchier*	Lutte chimique	Fongicide
Insectarium, Roseraie	Mi-mai à septembre	Scarabée japonais	*Rosa*	Biologique	Phéromone et nématodes
Arboretum et jardins	Mai-,juin, octobre	Scolyte de l'orme	*Ulmus*	Lutte chimique	Lorsban
Arboretum	Mai à août	Sésie du lilas	*Syringa*	Lutte biologique	Piège phéromone
Tous les jardins	Mai à juillet	Squeletteuse	*Viburnum*	Lutte chimique	End-all, Orthène

Inventaire des bioagresseurs des jardins extérieurs 2015					
Localisation	**Chronologie des interventions**	**Ravageur**	**Plantes Hôtes**	**Moyens de lutte**	**Produits / méthodes utilisés**
Jardin plantes économiques	Juin à août	Tache alternarienne des Cucurbitacées	Cucurbitacées	Lutte intégrée	Cuivre
Jardin plantes économiques	Juin à août	Tache alternarienne de la tomate	Tomates	Lutte intégrée	Kocide
Jardin plantes économiques	Juin à septembre	Tache angulaire des Cucurbitacées	Cucurbitacées	Lutte intégrée	Cuivre
Jardin plantes économiques	Juin à août	Tache septorienne des Cucurbitacées	Cucurbitacées	Lutte intégrée	Cuivre
Roseraie - Jardin des nouveautés, pl. économiques	Mai à septembre	Tache Noire	*Rosa*	Lutte chimique	Bicarbonate et savon, fongicide
Tous les jardins	Mai-juin	Tavelure	*Malus*	Lutte chimique	Fongicides homologués
Jardin Leslie-Hancock	Mai	Tenthrède du rhododendron	*Azalea*	Lutte chimique	Orthène
Roseraie, Jardin pl. économiques	Mai-juin	Tenthrède-limace des rosiers	*Rosa*	Lutte intégrée	Savon
Jardin des vivaces	Juillet-octobre	Thrips	*Dahlia*	Lutte intégrée	Taille, Spinosad
Arboretum	Juillet à septembre	Tigre du platane	*Platanus*	Lutte intégrée	Orthène
Jardin plantes économiques	Mai à juillet	Tordeuse à bande oblique	*Malus*	Attracticide, chimique	Phéromone
Roseraie	Mai à juillet	Tumeur du collet	*Rosa*	Lutte intégrée	Dygall
Tous les jardins	Avril à septembre	Mauvaises herbes	Sol, plates bandes	Lutte chimique	Roundup, Topgun vinaigre
Tous les jardins	Novembre à avril	Rongeurs	Protection	Lutte chimique	Rorendicide
				INVENTORIÉ PAR	**RÉGENT HARVEY**

ANNEXE II – A

Insecticides/acaricides utilisés entre 2006 et 2015												
Insecticides et acaricides de synthèse				**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
Produits	**Matière active**	**Numéro d'homologation**	**Niveau de toxicité**										
Diazinon 500 EC	Diazinon 50%	24418	2	0,56	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Lagon 480	Diméthoate	16037	2	0,19	0,33	0,15	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Lorsban 50 W	Chlorpyrifos	20944	2	0,25	0,00	0,00	**0,04**	**0,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matador	Lambda-cyalotine 12%	24984	2	0,00	0,00	0,06	**0,09**	**0,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pirliss 50 DF	Pirimicarbe	22793	2	0,02	0,00	0,00	**0,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Sevin XLR plus	Carbaryl	19531	2	0,04	0,07	0,16	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Thiodan 4EC	Endosulfan 4 %	15747	2	0,00	0,01	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,03**	**0,23**	**0,10**	**0,23**	**0,21**
Admire 190 EC	Imidacloprid 19%	24094	3	0,37	0,22	0,10	**0,17**	**0,16**	**0,23**	**0,15**	**0,20**	**0,22**	**0,02**
Avid 1,9% EC	Abamectine	24484	3	0,02	0,02	0,01	**0,01**	**0,01**	**0,02**	**0,01**	**0,02**	**0,02**	**0,00**
Intercep 60 WP	Imidaclopride	27357	3	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,24**	**0,00**	**0,00**	**0,45**
Malathion 25 WP	Malathion	14656	3	0,36	0,06	0,05	**0,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Malathion 50 EC	Malathion	4709	3	0,67	0,10	0,00	**0,00**	**0,19**	**0,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Merit 75 WP	Imidaclopride 75 WP	25932	3	0,00	0,00	0,04	**0,04**	**0,36**	**0,11**	**0,17**	**0,37**	**0,66**	**0,00**
Orthène 75 sp	Acéphate	14225	3	1,57	0,53	0,52	**1,06**	**0,70**	**0,56**	**0,20**	**0,00**	**0,25**	**0,74**
Vendex 50 W	Oxide de fenbutatine	16309	3	0,05	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Quantité totale en kg				**4,10**	**1,34**	**1,09**	**1,52**	**1,46**	**1,04**	**1,00**	**0,69**	**1,38**	**1,42**

Note : 0,00 correspond à une quantité négligeable
- correspond à une quantité nulle

ANNEXE II-B

Bioinsecticides et produits alternatifs utilisés entre 2006 et 2015													
Bioinsecticides et produits alternatifs				**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
Produits	**Matière active**	**Numéro d'homologation**	**Niveau de toxicité**										
Assail 70 WP	Acetamipryde 70,35 %	27128	3	0,11	0,17	0,90	**0,40**	**0,69**	**0,06**	**0,11**	**0,15**	**0,00**	**0,00**
Botaniguard	Beauvaria	29321	3	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,18**	**0,10**	**0,22**	**0,00**
End-all	Savon et pyrhétrine	26587	3	0,12	0,28	0,02	**0,08**	**0,05**	**0,01**	**0,04**	**0,07**	**0,02**	**0,03**
End-all	Sels de potassium d'acide gras 20 %	26587	3	1,43	2,87	2,09	**7,34**	**4,95**	**1,07**	**4,01**	**6,98**	**1,84**	**3,41**
Entrust 80 W	Spinosad 80 %	27825	3	0,00	0,00	0,00	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Huile insecticide	Huile minérale 98,9 %	28124	3	43,71	13,85	35,41	**28,17**	**39,07**	**34,56**	**21,62**	**37,71**	**48,12**	**47,70**
Success 480 SC	Spinosad 48 %	26835	3	0,05	0,19	0,06	**0,08**	**0,05**	**0,03**	**0,07**	**0,22**	**0,07**	**0,05**
Tristard 70 wsp	Acetamipryde 70 %	27127	3	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,17**	**0,13**	**0,02**
Trounce	Pyrétrine 0,2 %	24363	3	0,00	0,18	0,03	**0,04**	**0,02**	**0,46**	**0,20**	**0,03**	**0,08**	**0,01**
Trounce	Sels de potassiun d'acide gras 20 %	24363	3	0,00	1,75	2,50	**4,35**	**2,45**	**4,60**	**2,04**	**2,73**	**7,70**	**0,80**
Treeazin	Azadirachtine 5 %	28929	3	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,30**	**1,00**	**1,98**	**2,70**
Dipel WP	*Bacillus thuringiensis*	26508	4	0,00	0,36	0,20	**0,19**	**0,03**	**0,16**	**0,06**	**0,05**	**0,04**	**0,58**
Savon insecticide Safer's	Sels de potassium d'acide gras 50,5 %	14469	4	43,51	104,08	106,50	**115,10**	**124,13**	**68,86**	**75,27**	**32,21**	**4,73**	**4,37**
Surround	Kaolin 95 %	61842-18	4	0,00	0,00	12,32	**11,92**	**24,70**	**3,23**	**6,65**	**5,18**	**4,75**	**0,00**
Vectobac 600 L	*Bacillus thuringiensis*	19455	4	0,00	0,00	0,00	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Virosoft	Virus	26533	4	0,50	0,56	0,10	**0,58**	**0,60**	**0,61**	**0,75**	**0,77**	**0,70**	**0,88**
Quantité totale en Kg				**89,43**	**124,29**	**160,13**	**170,26**	**196,74**	**113,65**	**112,31**	**87,37**	**69,68**	**60,55**

Note : 0,00 correspond à une quantité négligeable
- correspond à une quantité nulle

ANNEXE III-A

Fongicides utilisés entre 2006 et 2015				2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits	**Matière active**	**Numéro d'homologation**	**Niveau de toxicité**										
Bouillie soufrée	Polysulfure de calcium 22 %	16465	2	0,00	1,79	0,04	0,18	0,11	0,17	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Daconil 2787	Chlorothalonil	15724	2	1,40	0,00	0,00	0,06	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	**0,80**
Alamo	Propiconazole	25798	3	0,66	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Alliette	Fosetyl Al 80 %	27557	3	0,00	0,05	0,06	0,23	0,55	0,24	0,00	0,49	0,20	**0,00**
Arbotect 20S	Thiobendazole 20 %	16694	3	0,00	0,00	0,00	2,47	2,28	1,40	0,00	4,00	5,24	**4,81**
Cyprex 65 WP	Dodine	7315	3	0,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,00	0,00	**0,00**
Funginex 190 EC	Triforine	14701	3	0,44	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Maestro 75 DF	Captane	23350	3	0,13	0,00	0,11	0,00	0,01	2,10	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Nova 40 WP	Myclobutanil	22399	3	0,13	0,10	0,15	0,10	0,10	0,13	0,28	0,28	0,17	**0,28**
Quintozène 75WP	PCNB	11425	3	18,15	4,95	9,18	9,16	9,36	0,00	0,00	1,71	2,40	**0,00**
Rovral 50 WP	Iprodione	15213	3	0,00	0,07	0,08	0,12	0,24	0,17	0,15	0,11	0,13	**0,07**
Truban 30 WP	Etridiazol	11460	3	1,98	0,54	1,03	0,99	1,01	1,11	0,00	0,46	0,48	**0,00**
Benlate 50 WP	Benomyl	11062	4	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Manzate 200 DF	Mancozeb	21057	4	0,32	0,34	0,16	0,17	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Senator 70 WP	Thiophanate-méthyl	25343	4	0,24	0,07	0,17	0,26	0,11	0,35	0,00	0,00	0,07	**0,00**
Sovran	Krésomym méthyl	262578	4	0,02	0,03	0,04	0,05	0,04	0,04	0,03	0,05	0,03	**0,02**
Quantité totale en kg				**23,98**	**7,96**	**11,08**	**13,79**	**13,89**	**5,74**	**0,53**	**7,10**	**8,72**	**5,98**

ANNEXE III-B

Biofongicides et produits alternatifs				2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Chaux hydratée	Chaux hydratée	1365-62-0	3	1,95	1,77	1,80	1,78	1,82	1,78	1,85	1,83	1,40	1,78
Kocide 101	Cuivre métallique 50 %	14417	3	0,26	0,07	0,05	0,15	0,11	0,08	0,14	0,14	0,02	0,00
Sulfate de cuivre	Cuivre 25,2 %	960048 B	3	0,66	0,60	0,52	0,60	0,38	0,60	0,40	0,62	0,46	0,56
Sulfate de cuivre	Cuivre 12,5 %	960048 B	3	0,31	0,28	0,25	0,29	0,18	0,29	0,20	0,31	0,00	0,00
Bicarbonate de potassium	Bicarbonate de potassium 47 %	090223	4	7,10	23,37	27,14	27,26	21,62	10,84	15,72	0,00	0,01	0,00
Milstop	Bicarbonate de potassium 85 %	28095	4	9,31	5,58	2,70	0,40	0,12	1,92	0,70	0,18	0,88	2,22
Prestop	*Gliocladium*	28820	4	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Rhapsody	*Bacillus subtillis* 1,34 %	28627	4	0,00	0,00	0,00	0,00	0,10	1,14	1,01	2,25	3,01	2,39
Serenade MAX tm	*Bacillus subtillis* sec 14,6 %	28549	4	0,00	0,09	0,11	0,70	0,33	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00
Quantité totale en kg				19,59	31,76	32,57	31,18	24,66	16,65	20,02	5,43	5,78	6,95

ANNEXE IV

Herbicides de synthèse				2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits	Matières actives	Numéro d'homologation	Niveau de toxicité										
Amytrol T	Amytrole	25684	3	0,00	0,22	0,12	0,20	0,17	0,00	0,05	0,00	0,00	0,14
Casoron 4 G	Dichlobenyl	12533	3	2,52	2,16	1,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Glyfos	Glyphosate 36 %	24359	3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,81	0,21	1,38
Roundup	Glyphosate 35,6 %	13644	3	12,60	6,76	3,28	3,78	4,10	6,93	2,51	1,07	1,16	0,05
Quantité totale en kg				15,12	9,14	5,36	3,98	4,27	6,93	2,56	1,88	1,37	1,57

Produits alternatifs				2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Fiesta	Chélate de fer 4,43 %			0,00	0,00	0,00	0,00	0,67	0,16	0,50	0,47	0,44	0,55
Top Gun	Acides gras	22245	4	2,37	4,90	4,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Écoclear	Acide acétique	25528	4	0,00	36,61	6,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vinaigre 12 %	Acide acétique		4	0,00	0,00	18,00	7,20	3,36	8,16	7,92	23,88	23,76	30,60
Quantité totale en kg				2,37	41,51	29,46	7,20	4,03	8,32	8,42	24,35	24,20	31,15

Politique sur l'utilisation des pesticides

D'*Espace pour la vie* de Montréal



Roseraie du Jardin botanique de Montréal – Programme de lutte intégrée reconnu internationalement
(Crédit photo : Rock Rollin)

Jardin botanique de Montréal
Juin 2011

Comité de rédaction

André Benoit, contremaître des collections vivantes – végétaux - jardins extérieurs
Conrad Bertrand, contremaître des collections vivantes - végétaux- serres
Marie-Michèle Bouchard, horticultrice en phytoprotection - serres
Régent Harvey, horticulteur en phytoprotection - jardins extérieurs
Stéphane Labelle, agent de conservation des collections végétales et phytoprotection
Sylvie Perron, chef de section - jardins extérieurs
Marc St-Arnaud, botaniste - phytopathologie

Table des matières

1. Date d'entrée en vigueur 1

2. Préambule 1

3. Objectif de la politique 2

4. Énoncé de la politique. 2

5. Champ d'application 2

6. Définitions 2

7. Application 2

7.1 Application de la lutte intégrée 3

7.2 Bilan et plan de réduction de l'utilisation des pesticides 3

7.3 Expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative 4

7.4 Formation des employés 4

8. Révision 4

9. Références 5

Annexe A - Glossaire 6

Annexe B- Bilan d'utilisation des pesticides 8

1. Date d'entrée en vigueur

Le 1er juin 2011

2. Préambule

Depuis plus d'une décennie, l'usage des pesticides en milieu urbain préoccupe beaucoup les citoyens. Les municipalités et les gouvernements ont donc mis en place des règlements restreignant considérablement leur utilisation. Dès 2003, les Muséums nature de Montréal (maintenant *Espace pour la vie*), un complexe muséal dédié à la nature regroupant le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Planétarium, ont adopté une première politique sur l'utilisation des pesticides. Un an plus tard, la Ville de Montréal a mis en vigueur son Règlement sur l'utilisation des pesticides (règlement 04-041). En 2010, *Espace pour la vie* s'est doté d'une Charte d'engagement en développement durable. Ces changements administratifs ainsi que l'atteinte de réductions importantes dans l'utilisation des pesticides rendent nécessaire la mise à jour de la politique instaurée en 2003

Restreindre l'utilisation des pesticides les plus toxiques dans *Espace pour la vie* ne peut se faire sans évaluer à la fois l'impact sur les végétaux qui y sont cultivés et le message que désire promouvoir ces institutions. En effet, leur mission de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche afin d'accompagner l'humain pour mieux vivre la nature nécessite non seulement des végétaux en bonne condition, mais également l'adoption d'une stratégie phytosanitaire respectueuse de l'environnement.

Le contrôle des ravageurs et des agents pathogènes dans ces institutions n'est pas facile, car le regroupement de végétaux en collections ou sur des aires de production favorise leur prolifération. De plus, la grande diversité des plantes qui y sont cultivées génère par le fait même des problèmes phytosanitaires très diversifiés. Depuis de nombreuses années, plusieurs démarches afin de réduire l'usage des pesticides de synthèse les plus toxiques ont été développées avec succès au Biodôme et au Jardin botanique.

La Politique sur l'utilisation des pesticides prescrit l'application de moyens pour consolider les acquis et assurer le développement de nouvelles approches phytosanitaires à la fois respectueuses de l'environnement et de la santé humaine tout en étant garantes de végétaux de qualité. Elle permet d'accroître la transparence et la connaissance des programmes de phytoprotection auprès des travailleurs, des élus municipaux et du public, d'améliorer la participation des employés à ces programmes et de mieux contrôler certains organismes nuisibles d'importance. Elle permet également de satisfaire aux exigences prévues au règlement relatif à l'utilisation des pesticides que la Ville de Montréal a mis en vigueur en 2004.

3. Objectif de la politique

Soutenir la mission d'*Espace pour la vie* en préservant la diversité et la qualité de ses collections végétales contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des produits antiparasitaires (pesticides).

4. Énoncé de la politique

Minimiser l'utilisation des pesticides les plus nocifs à l'environnement et à la santé humaine d'*Espace pour la vie* en privilégiant tous les moyens alternatifs de contrôle des organismes nuisibles aux plantes, tout en conservant l'intégrité physique et esthétique de nos collections.

5. Champ d'application

La présente politique s'applique aux quatre établissements muséaux composant *Espace pour la vie*, soit le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Planétarium.

6. Définitions

Voir l'annexe A

7. Application

Au fil des années, chaque institution a développé ses propres approches de phytoprotection compte tenu des contraintes particulières à chacune d'elles. Bien qu'il soit illusoire de vouloir uniformiser les technicités de la protection des plantes à tous ces endroits, la démarche stratégique doit inclure les points suivants :

1- L'application de la lutte intégrée

2- La production de bilans et d'un plan de réduction de l'utilisation des pesticides

3- L'expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative

4- La formation des employés

7.1 Application de la lutte intégrée

La lutte intégrée est une approche stratégique de phytoprotection qui vise l'abaissement de la population d'un organisme nuisible au-dessous d'un certain seuil de tolérance, cela avec un minimum d'impact sur l'environnement et la santé humaine. Dans son sens le plus strict, cette méthode comprend les étapes suivantes :

1) Prioriser les moyens de prévention

2) Identifier alliés et ennemis

3) Dépister et évaluer l'état de la situation

4) Utiliser des seuils d'intervention

5) Adapter l'écosystème

6) Combiner les méthodes de lutte (physique, biologique, chimique, etc.), en privilégiant les approches les moins nocives pour l'environnement et la santé humaine.

7) Évaluer l'efficacité des actions ainsi que les données recueillies et réévaluer la situation

Lorsqu'elle est pratiquée selon les «règles de l'art», la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative les quantités de pesticides utilisées et la toxicité des produits sélectionnés. En effet, le processus décisionnel exige que l'emploi des pesticides les plus toxiques soit réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux de l'environnement ont été épuisés. L'utilisation d'agents de lutte biologique accroît considérablement la performance de la lutte intégrée là où l'environnement le permet.

La mise en place de seuils d'intervention est une caractéristique de la lutte intégrée. Chez les producteurs agricoles, ces seuils sont bien entendu de nature économique et certaines pertes peuvent alors être tolérées. Toutefois, dans une institution muséale comme la nôtre, ces seuils doivent permettre la conservation de tous les végétaux de collection et leur assurer un aspect esthétique acceptable pour les visiteurs.

La lutte intégrée rejoint donc parfaitement l'objectif de la présente politique qui est de minimiser l'usage des pesticides les plus nocifs à l'environnement et à la santé humaine tout en conservant l'intégrité physique et esthétique des végétaux.

7.2 Bilan et plan de réduction de l'utilisation des pesticides

7.2.1 Avant le 31 janvier de chaque année, chaque responsable de la protection des plantes déposera au niveau de son institution un bilan de l'utilisation des pesticides au cours de l'année écoulée (Annexe B).

7.2.2 Une copie du bilan des pesticides appliqués dans les aires extérieures du Jardin botanique et de l'Insectarium devra être déposée au Conseil de ville avant le 28 février de chaque année (Règlement sur l'utilisation des pesticides, article 23).

7.2.3 Avec 2005 comme année de référence, un plan de réduction de l'utilisation des pesticides dans les aires extérieures du Jardin botanique et de l'Insectarium devra être déposé au Conseil de ville à tous les trois ans (Règlement sur l'utilisation des pesticides, article 22).

7.3 Expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative

Minimiser l'usage des pesticides les plus toxiques nécessite l'expérimentation de nouveaux moyens de lutte plus respectueux de l'environnement. Le milieu de la recherche ainsi que l'industrie livrent sans cesse de nouvelles informations ou de nouveaux produits qui ne demandent qu'à être mis à profit pour améliorer la performance des moyens de contrôle.

Les responsables de la phytoprotection d'*Espace pour la vie* s'engagent à exploiter toutes ces nouveautés afin d'expérimenter des stratégies phytosanitaires offrant un meilleur contrôle des ravageurs tout en minimisant l'impact sur l'environnement et la santé humaine.

7.4 Formation des employés

L'efficacité de la lutte intégrée repose en premier lieu sur la capacité de tous les intervenants, jardiniers et horticulteurs, à reconnaître rapidement les problèmes phytosanitaires ainsi que les conditions environnementales et culturales prédisposant à leur apparition. Éviter qu'un problème ne survienne ou encore intervenir avant qu'il ne soit trop répandu sont des facteurs clés pour la réussite d'un programme de lutte intégrée.

L'expertise au sein d'*Espace pour la vie* est déjà disponible et des séances de formation seront initiées au besoin.

8. Révision

La présente politique sera révisée en 2018.

9. Références

Ressources imprimées

- Gouvernement du Québec, 1995. Loi sur les pesticides, L.R.Q., chapitre P-9.3. Éditeur officiel du Québec. 33 p.

- Limoges, M-C. et M. Fecteau, 2002. Document d'orientation sur les politiques de lutte intégrée au Jardin botanique de Montréal. IQDHO. 90 p.

- Samuel, O., L. St-Laurent, P. Dumas, E. Langlois et G. Gingras, 2002. Pesticides en milieu serricole, Caractéristique de l'exposition des travailleurs et évaluation des délais de réentrée. IRSST. 79 p.

- Ville de Montréal, Direction des institutions scientifiques (Muséums), 2002. Plan stratégique de développement (rapport final). Le Groupe DBSF. 206 p.

- Ville de Montréal, Muséums nature de Montréal, 2010. Charte d'engagement en développement durable des Muséums nature de Montréal, 1p.

Ressources en ligne
Tous les sites mentionnés ont été consultés une dernière fois le 20 avril 2011.

- **Gouvernement du Canada, 2006. Loi sur les produits antiparasitaires, 60 p. http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/P-9.01.pdf**

- Gouvernement du Québec, 2003, Code de gestion des pesticides. Loi sur les pesticides, (L.R.Q., c. P-9.3, a. 101, 104, 105, 105.1, 106, 107 et 109) http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/P_9_3/P9_3R0_01.HTM

- **Pennsylvania Integrated Pest Management Program, 2005. Greenhouse IPM Manual with an Emphasis on Biocontrols, 108 p.**
  http://extension.psu.edu/ipm/resources/pestproblemsolver/manuals/greenhousemanual/greenhousepdf/at_download/file

- Pennsylvania State University et Pennsylvania Department of Agriculture, 2003. Pest Management Standards for PA. http://paipm.cas.psu.edu/EQIP.html

- SAgE pesticides. http://www.sagepesticides.qc.ca/

- Santé Canada. Pesticides et lutte antiparasitaire http://www.hc-sc.gc.ca/cps-spc/pest/index-fra.php

- Ville de Montréal, Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041,modifié par 04-041-1).12p. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/enviro_fr/rep_pesticides/rep_reglementation/coll_reglementation

ANNEXE A

Glossaire

Agent de lutte biologique :
Auxiliaire, antagoniste, compétiteur ou autre entité biologique capable de se reproduire, utilisé dans la lutte contre les organismes nuisibles.

Agent antiparasitaire microbien (déf. ARLA) :
Micro-organisme (bactérie, algue, champignon, protozoaire, virus, mycoplasme ou rickettsie ainsi que des organismes apparentés) et tout métabolite connexe auquel les effets antiparasitaires sont attribuables (voir pesticide microbien).

Agent pathogène :
Micro-organisme qui provoque une maladie.

Antagoniste :
Organisme (le plus souvent pathogène) qui n'occasionne pas de dégâts importants aux végétaux, mais dont la présence protège ses hôtes des dégâts d'autres organismes nuisibles.

Auxiliaire :
Organisme qui vit aux dépens d'un autre organisme et qui peut contribuer à limiter la population de son hôte, incluant les parasitoïdes, les parasites, les prédateurs et les organismes pathogènes.

DL50 :
La DL50 représente la dose (en mg d'i.a./kg de poids) administrée à un groupe expérimental (généralement un groupe de rats) et qui engendre la mort de 50 % de ce groupe. Plus la DL50 est élevée, moins le produit est toxique.

Ingrédient actif (i.a.) ou matière active (m.a.) :
Partie efficiente d'un pesticide chimique ou biologique utilisé dans la lutte contre un agent pathogène ou un parasite. Sont exclus les solvants, les diluants, les émulsifiants ou les composants qui ne sont pas eux-mêmes les principaux responsables de l'effet antiparasitaire du produit.

Lutte biologique :
Stratégie de lutte contre les organismes nuisibles faisant appel aux auxiliaires, antagonistes ou compétiteurs et autres entités biologiques aptes à se reproduire.

Lutte chimique :
La lutte chimique consiste à contrôler les ravageurs et les maladies des plantes à l'aide de pesticides de synthèse.

Lutte intégrée :
La lutte intégrée ou gestion intégrée des ennemis des cultures est une méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Les principes de lutte biologique et de lutte chimique sont inclus dans la lutte intégrée.

Organisme :
Entité biologique capable de se reproduire ou de se multiplier : animaux vertébrés ou invertébrés, végétaux et micro-organismes.

Organisme nuisible :
Toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal, ou d'agent pathogène microbien, nuisible aux végétaux ou aux produits végétaux.

Parasite :
Organisme qui vit aux dépens d'un hôte, ne causant pas la mort de ce dernier. En protection phytosanitaire, le terme «parasite » est souvent utilisé pour désigner les ennemis des cultures (ravageurs ou agents pathogènes).

Parasitoïde :
Arthropode parasite seulement aux stades immatures, qui détruit son hôte au cours de son développement et qui vit à l'état libre lorsqu'il est adulte.

Pesticide (déf. Loi sur les pesticides du Québec) :
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin.

Pesticide de synthèse :
Pesticide produit au moyen d'une synthèse chimique.

Pesticide microbien (déf. ARLA) :
Pesticide dont la matière active est un agent antiparasitaire microbien.

Phytoprotection :
Processus qui vise à comprendre les interactions entre les plantes et leurs ennemis naturels et à développer les approches de lutte aux organismes nuisibles.

Phytosanitaire :
Qui a trait à la santé des végétaux ainsi qu'aux traitements requis pour les maintenir en santé.

Prédateur :
Auxiliaire qui s'empare d'autres organismes animaux et s'en nourrit, et qui en tue plus d'un au cours de sa vie.

Ravageur :
Vertébré ou invertébré (incluant les insectes et les acariens) nuisible aux cultures.

SAgE pesticides:
SAgE pesticides est un outil d'information sur les risques pour la Santé et l'Environnement ainsi que sur les usages agricoles pour une gestion rationnelle et sécuritaire des pesticides au Québec.
http://www.sagepesticides.qc.ca

Toxicité aigüe :
L'intoxication aiguë se manifeste généralement immédiatement ou peu de temps (quelques minutes, heures ou jours) après une exposition unique ou de courte durée à un pesticide.

Toxicité chronique :
L'intoxication chronique survient normalement à la suite de l'absorption répétée pendant plusieurs jours, plusieurs mois et même plusieurs années, de faibles doses de pesticides qui peuvent s'accumuler dans l'organisme. Elle peut être aussi le résultat d'intoxications aiguës répétées.

ANNEXE B

Bilan d'utilisation des pesticides

Afin d'uniformiser la présentation du bilan d'utilisation des pesticides déposé auprès de leur institution par chaque responsable de la protection des plantes, il importe donc d'adopter ces deux conventions :

1. Classification des pesticides

Pour fins de comparaison, les pesticides sont groupés selon la classification du niveau de toxicité aiguë des matières actives tel qu'élaborée par SAgE pesticides (Tableau 1). Cette échelle est basée principalement sur les valeurs de la DL50.

Bien que cette classification ne tienne pas compte de toutes les formes de toxicité, il sera toutefois possible de considérer la toxicité chronique pour l'humain ainsi que d'autres facteurs de risques environnementaux afin de justifier l'utilisation ou la non-utilisation de certains produits antiparasitaires.

Tableau 1: Critères d'attribution des symboles de risques pour la toxicité aiguë

Critères de toxicité aiguë	**Symbole attribué sur la base de la gravité de l'effet**				
	 **(risque extrêmement élevé)**	 **(risque élevé)**	 **(risque modéré)**	 **(risque léger)**	 **(risque faible)**
	Valeur de l'indicateur				
DL_{50} orale (mg/kg)	≤ 5	> 5-50	> 50-300	> 300-2000	> 2000
DL_{50} cutanée (mg/kg)	≤ 50	> 50-200	> 200-1000	> 1000-2000	> 2000
CL_{50} inhalation (mg/l)	≤ 0,05	> 0,05- 0,5	> 0,5-1	> 1-5	> 5
Irritation cutanée		Sévèrement à extrêmement	Modérément	Légèrement	Très peu ou pas
Irritation oculaire		Sévèrement à extrêmement	Modérément	Légèrement	Très peu ou pas
Sensibilisation		Oui	Possible		Non

Réf. http://www.sagepesticides.qc.ca/Infos/SignificationSymbole.aspx

2. Calcul de l’indice de pression moyen

Cet indice représente le rapport entre la quantité totale d'ingrédient actif appliqué (kg) divisée par la superficie d’espaces traités (en hectare). Il donne un portrait relativement réaliste de la pression sur la santé attribuable aux pesticides. Il permet également la comparaison entre les différentes superficies traitées.

Pour les fins de la présente politique, l’indice de pression moyen sera calculé pour les cinq niveaux de toxicité aiguë définis par SAgE pesticides.

Présentation des résultats

Afin de simplifier la présentation des résultats, les sites d’interventions phytosanitaires sont ainsi regroupés :

- les serres d’exposition du Jardin botanique
- les serres de services du Jardin botanique et de l’Insectarium
- les jardins extérieurs du Jardin botanique et de l’Insectarium
- les écosystèmes du Biodôme
- les serres de services du Biodôme

Pour chacun de ces regroupements, les responsables de la protection des plantes présenteront les informations suivantes :

- Les quantités totales d’ingrédients actifs (i.a.) de chaque pesticide appliqué pendant l’année. Ces valeurs seront regroupées selon leur classe de toxicité et exprimées sous la forme d’un tableau.

- L'indice de pression moyen pour chacune des catégories de toxicité. Afin de relativiser ces moyennes, les superficies couvertes en hectare seront indiquées.

- L’évaluation de l’atteinte des objectifs de réduction sera faite à partir des quantités totales de matière active de chacune des catégories de toxicité utilisées dans chacun des regroupements en comparaison avec les années passées. Les superficies couvertes avec les agents de lutte biologique et les quantités de pesticides microbiens utilisés pourront servir à mettre en relief les résultats.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.06

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164233001

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information et reddition de comptes par le Conseil des Montréalaises au conseil municipal du rapport d'activité 2015 '' Ambassadrices pour une ville égalitaire et plurielle ''.

Il est recommandé :
de prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2015 du Conseil des Montréalaises, intitulé *Ambassadrices pour une ville égalitaire et plurielle,* au conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-22 09:44

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164233001**

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information et reddition de comptes par le Conseil des Montréalaises au conseil municipal du rapport d'activité 2015 '' Ambassadrices pour une ville égalitaire et plurielle ''.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a procédé en mai 2004, à la création du Conseil des Montréalaises dont les membres ont été nommées en septembre de la même année, conformément au règlement CM04 0410 du 18 mai 2004. Le Conseil des Montréalaises est une instance consultative auprès de l'Administration municipale sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine. Il contribue, par son expertise, à l'avancement des débats et des décisions touchant les Montréalaises.
Chaque année, les membres déterminent leurs objectifs et leur plan d'action selon différents axes. Elles travaillent, par différents moyens, à l'atteinte de ces objectifs pour améliorer les conditions de vie et de travail des Montréalaises. Le Conseil des Montréalaises présente donc son rapport d'activité 2015 *Ambassadrices pour une ville égalitaire et plurielle.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM04 0753 du 25 octobre 2004 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises (04-064).
CM04 0665 du 28 septembre 2004 - Nomination de 15 membres, de la présidente et des deux vice-présidentes du Conseil des Montréalaises.

CM04 0410 du 18 mai 2004 - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises (04-064).

DESCRIPTION

Le Conseil des Montréalaises présente son rapport d'activité 2015 *Ambassadrices pour une ville égalitaire et plurielle.* Il contient ses grandes orientations, sa mission, les dossiers traités, les avis et mémoires produits ainsi que les représentations réalisées au cours de l'année 2015. Il souligne entre autres, les activités du Conseil des Montréalaises à l'occasion

du 30e anniversaire du protocole de collaboration entre les villes de Shanghai et de Montréal. De plus, il fait part de ses priorités pour l'année 2016.

JUSTIFICATION

Le Conseil des Montréalaises croit important, par la production de son rapport d'activité, d'assurer une reddition de compte au conseil municipal par rapport à l'année d'activité 2015 et démontrer comment il remplit son mandat. Il souhaite donc le déposer conformément à l'article 18 du règlement 04-064.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires à la production de ce document ont été prises à même le budget du Conseil des Montréalaises.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le travail mené par le Conseil des Montréalaises s'inscrit dans l'objectif d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes et à ce titre, rejoint le principe de développement durable qui vise la collectivité au coeur du développement durable. De plus, le rapport d'activité est imprimé avec du papier Rolland Enviro et certifié FSC. Le nombre de copies est passé de 300 à 250.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diffusion du rapport d'activité démontre l'atteinte des objectifs fixés par l'Administration municipale et s'inscrit dans une démarche visant la consolidation de l'intervention municipale en matière de condition féminine. De plus, elle assure une meilleure visibilité des actions du Conseil des Montréalaises et la promotion des enjeux de condition féminine. Le conseil municipal pourra approfondir sa connaissance de cette assemblée consultative.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion du rapport d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site internet de la Ville de Montréal :
www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises et sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine POIRIER
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-03-22





AMBASSADRICES

pour une ville ÉGALITAIRE et PLURIELLE





2015

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Conseil des Montréalaises

Montréal



REMERCIEMENTS

Chaque année, le Conseil des Montréalaises (CM) poursuit son travail pour l'égalité entre les femmes et les hommes en bénéficiant de l'apport et de la collaboration de partenaires œuvrant au sein de la Ville de Montréal et d'organismes externes. Ce travail collectif et ces partenariats donnent tout leur sens aux réalisations du Conseil.

C'est pourquoi nous désirons remercier toutes les personnes qui ont contribué activement aux activités du CM en 2015. Nous soulignons la conviction et l'appui dans la réalisation de nos projets de Mme Manon Gauthier, membre du comité exécutif responsable de la culture, du patrimoine, du design, d'Espace pour la vie et du statut de la femme. Une mention spéciale est dédiée à M. Stéphane Patry, conseiller principal au Service des ressources humaines, pour sa précieuse collaboration à l'avis sur l'ascension professionnelle des femmes cadres à la Ville de Montréal. Nous remercions, pour son engagement, le Service de la diversité sociale et des sports, avec qui nous collaborons sur plusieurs projets et le Bureau de la présidence du conseil pour son soutien. Nous profitons de l'occasion pour remercier l'administration municipale pour l'augmentation du budget global octroyé pour 2016 car cet appui nous permet d'aller de l'avant dans la réalisation de la mission du CM.

Le travail de nos précieuses collaboratrices mérite également d'être souligné : Louise-Andrée Lauzière pour la révision linguistique, Marie Rouleau pour la réalisation graphique et Christine Bourgier, photographe, pour sa généreuse contribution à notre projet d'exposition photographique. Tout au long de l'année, nous avons bénéficié de l'apport de deux stagiaires, Chloé Paiement et Rana Sayeh, sans qui nos travaux n'auraient pu être aussi soutenus. Nous remercions chaleureusement Christine De Kinder, notre secrétaire d'unité administrative, et Guylaine Poirier, à la coordination, qui travaillent avec cœur à concrétiser les nombreux projets du CM. Finalement, nous voulons réitérer notre appréciation de l'engagement citoyen de chacune des membres du Conseil des Montréalaises. Elles consacrent temps et énergie à faire du CM un lieu vivant pour la démocratie participative, qui fait résonner une des voix féministes en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes à Montréal.

Ce rapport d'activité a été adopté par les membres du Conseil des Montréalaises le 17 février 2016.

Rédaction
Guylaine Poirier

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

Conception et réalisation graphiques
RouleauPaquin.com

Photos
Christine Bourgier
Et Ville de Montréal

Avril 2016

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-7674-1415-7 – imprimé français
978-2-7647-1416-4 – PDF français

CONSEIL DES MONTRÉALAISES

1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 872-9074
Télécopieur : 514 868-5810

conseildesmontrealaises@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

conseildesmontrealaises
C_Montrealaises

AMBASSADRICES

pour une ville ÉGALITAIRE et PLURIELLE

2015

RAPPORT D'ACTIVITÉ



TABLE DES MATIÈRES

LETTRE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL 1

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE 2

1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES 4

1.1 Le cadre juridique 4
1.2 La mission 4
1.3 Les fonctions 4
1.4 La structure et la vie associative 5
1.5 Les membres 6

2 LES ACTIONS DE 2015 10

2.1 Donner la parole aux Montréalaises 10
2.2 Documenter des enjeux 11
2.3 Agir en concertation 12
2.4 Participer à la vie publique 13
2.5 Être en réseau et prendre la parole 14
2.6 Collaborer sur la scène internationale 14
2.7 S'approprier le CM 16

3 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES EN CHIFFRES 18

4 LES PRIORITÉS POUR 2016 20

4.1 Lancement et suivi de l'avis *Garder le cap sur l'ascension professionnelle des femmes aux postes de cadre à la Ville de Montréal* 20
4.2 Recherche sur la conciliation famille-travail 20
4.3 Mise à jour de certains enjeux 20
4.4 Réalisation de projets en concertation 21
4.5 Suivre l'actualité 21
4.6 Augmenter le rayonnement du CM 21

Le 18 avril 2016

Monsieur Frantz Benjamin
Président du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 1.112
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Président,

C'est avec fierté que je me joins à toutes les membres et à l'équipe du Conseil des Montréalaises, pour vous présenter le rapport d'activité 2015, qui témoigne du dynamisme et de l'engagement soutenu de ces citoyennes.

Nous souhaitons que ce rapport vous transmette notre conviction de l'importance de l'égalité entre les femmes et les hommes et du travail à accomplir pour y arriver.

Nous vous prions de recevoir, monsieur le Président, nos salutations distinguées

La présidente,



Cathy Wong

Conseil des Montréalaises



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Les Montréalaises sont touchées de près par tous les enjeux culturels, sociaux, économiques et politiques qui traversent notre société. Au Conseil des Montréalaises, nombreux sont les sujets qui nous intéressent et nous préoccupent. Nous sommes curieuses et passionnées par l'évolution de notre ville!



C'est pourquoi, au fil des années, nous nous sommes penchées sur l'accès au logement, au transport ou aux loisirs pour les femmes. Nous avons réfléchi sur le développement urbain et la sécurité pour les Montréalaises. Nous avons étudié les réalités des femmes en situation d'itinérance, les obstacles à l'ascension professionnelle des femmes aux postes de cadre à la Ville de Montréal et bien d'autres choses encore. Toujours en lien avec les champs de compétence de la Ville de Montréal, nous avons choisi de couvrir un large éventail de problématiques par nos études et nos avis.

Depuis quelques années, à l'instar du mouvement des femmes au Québec, un constat nous questionne profondément : il existe des inégalités importantes entre les femmes elles-mêmes. Les femmes racisées[1] sont confrontées à l'intersection des oppressions que sont le sexisme et le racisme. « Observer la réalité des femmes

1 « La catégorie de femmes racisées est construite socialement, c'est-à-dire qu'elle est créée à travers des dynamiques de rapports de pouvoir entre majorité dominante et minorités racisées et genrées. Mobiliser cette catégorie conceptuelle permet de mettre le doigt sur un type d'injustice que subissent ces femmes en tant que personnes qui font l'expérience conjuguée du racisme et du sexisme. », Naïma HAMROUNI, « Malreconnaissance, déni des droits, déshumanisation : en quels termes penser l'injustice faite aux femmes racisées? », dans *Le sujet du féminisme est-il blanc? Femmes racisées et recherche féministe*, Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 2015, p. 129.

racisées peut conduire à mieux saisir la complexité de certains enjeux. Quelle est la réalité des femmes provenant des groupes minoritaires ou racisés par rapport à l'emploi, par exemple? En quoi le fait de porter attention à la variable de la race permet-il de générer de nouvelles connaissances sur les réalités des femmes en recherche et des femmes comme sujets de la recherche?[2] » Cette prise de conscience nous sensibilise à bonifier la cueillette des données, à élargir nos analyses et à participer à la création d'espaces citoyens où les femmes racisées verront leur parole prise en compte. Nous voulons que nos écrits et nos actions reflètent davantage les réalités de ces Montréalaises.

Nous sommes des idéalistes réalistes! En tant qu'instance consultative, nous jouons un rôle précis au sein de l'administration municipale et auprès de nos partenaires. Nous portons une voix qui nous est propre, au côté de citoyennes et d'organisations qui se situent davantage dans la mobilisation, mais nous souhaitons jouer ce rôle de manière créative, en étant porteuses de changements structurants qui permettront réellement de faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Pour que toutes les Montréalaises se sentent partie prenante de cette ville qui est la nôtre!

Bonne lecture!

La présidente,



Cathy Wong

2 Chantal MAILLÉ, « De l'articulation entre race, classe et genre : éléments pour une analyse féministe intersectionnelle au Québec », dans *Le sujet du féminisme est-il blanc? Femmes racisées et recherche féministe*, Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 2015, p. 169.

1 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES

1.1 LE CADRE JURIDIQUE

Le Conseil des Montréalaises constitue le plus jeune des trois conseils regroupés au sein de la Direction du greffe. Au cours du Sommet de Montréal en 2002, des citoyennes de toutes origines et des groupes de femmes ont pris la parole et partagé haut et fort leurs attentes et leurs revendications quant à la condition féminine à la Ville de Montréal. La délégation des femmes a soumis à la discussion d'importantes recommandations, qui ont été retenues par l'administration municipale et par les personnes présentes au Sommet.

On y proposait notamment de mettre sur pied une structure consultative. Le conseil municipal de Montréal, à la séance du 26 avril 2004, adoptait donc la résolution CM04 0305 à l'effet d'entériner le projet de règlement constituant le Conseil des Montréalaises. À la séance du 28 septembre 2004, il nommait ses 15 premières membres par la résolution CM04 0665.

Mentionnons enfin l'enchâssement du Conseil dans la Charte de la Ville de Montréal en juin 2009. Après de nombreuses demandes, le gouvernement du Québec accédait finalement au souhait des membres et de l'administration municipale d'intégrer l'existence du Conseil dans la Charte.

1.2 LA MISSION

Le Conseil des Montréalaises agit en tant qu'assemblée consultative, à la demande du conseil municipal ou de sa propre initiative, auprès de l'administration municipale en ce qui a trait à la condition féminine et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Depuis le début de ses travaux, il utilise l'analyse féministe des enjeux pour appréhender les réalités vécues par les Montréalaises.

À l'instar d'autres conseils existants, il constitue un précieux outil démocratique et offre un lieu de participation unique. Il est à l'affût d'idées et de courants de pensée et est attentif aux préoccupations exprimées par la population. Sa démarche vise à favoriser une plus grande place pour les femmes dans une perspective d'implication active dans la vie publique montréalaise à titre de citoyennes, de travailleuses ou d'élues.

1.3 LES FONCTIONS

Tel qu'il est défini dans le règlement de la Ville de Montréal, le Conseil des Montréalaises joue les rôles suivants :

A Conseiller et donner des avis au conseil municipal, au comité exécutif et aux conseils d'arrondissement, à la demande de ceux-ci, sur tout dossier pouvant avoir un impact sur les conditions de vie des Montréalaises.

B Fournir, de sa propre initiative ou à la demande du conseil municipal, du comité exécutif ou d'un conseil d'arrondissement, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes ou à la condition féminine, et soumettre ses recommandations.

C Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique-cadre d'égalité entre les femmes et les hommes à la Ville de Montréal.

D Solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de toute personne ou de tout groupe sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la condition féminine.

E Effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Pour ce faire, le Conseil des Montréalaises est à l'écoute des divers réseaux œuvrant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes dans une perspective de justice sociale. Il se sent particulièrement interpellé par le travail des groupes de femmes. Ces derniers acquièrent une connaissance au quotidien des réalités vécues par les Montréalaises, souvent complexes et multiples. Participer à la réalisation de projets communs permet au Conseil de mieux cibler ses analyses et ses actions auprès du conseil municipal.

Par ailleurs, le Conseil souhaite créer des liens avec les élues, les mairesses d'arrondissement et les conseillères siégeant au conseil municipal ou en arrondissement puisque ces femmes sont aussi au cœur des milieux de vie des femmes. Il doit également être attentif aux dossiers internes de la Ville susceptibles d'influencer les conditions de vie des femmes.

1.4 LA STRUCTURE ET LA VIE ASSOCIATIVE

Le Conseil des Montréalaises est composé de 15 membres bénévoles, dont une présidente et deux vice-présidentes, lesquelles forment le comité exécutif où la coordonnatrice siège d'office. La durée du mandat de chaque membre est de trois ans, renouvelable une fois.

Les membres se réunissent en assemblée une fois par mois et mettent sur pied des comités en lien avec les objectifs du plan d'action annuel. Ces comités se rencontrent selon les exigences des différents dossiers, participent à la détermination des orientations et aux décisions nécessaires à l'avancement des travaux. Plusieurs comités ont été actifs en 2015 : comité exécutif, comité Communication, comité Recherche et comité Suivi des avis ainsi que quelques comités ponctuels. Aussi, les membres contribuent activement à représenter le Conseil des Montréalaises, à le faire connaître par leur participation à de nombreuses activités liées aux dossiers qui touchent les femmes.

L'équipe de travail du Conseil, constituée de la coordonnatrice et de la secrétaire d'unité administrative (que le CM partage avec le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil interculturel de Montréal), soutient l'ensemble des travaux en regard des objectifs que le Conseil s'est fixés. Contractuelles et stagiaires contribuent également à la réalisation de certains projets.

1.5 LES MEMBRES



CATHY WONG – présidente
Le Plateau-Mont-Royal

Juriste de formation, Cathy Wong est agente de développement jeunesse pour les YMCA du Québec. Grande amoureuse de Montréal, elle croit fortement que les femmes et les jeunes des communautés culturelles doivent s'approprier les institutions démocratiques et participer aux décisions. Ayant présidé le Jeune Conseil de Montréal et le Forum jeunesse de l'île de Montréal, Cathy Wong est aujourd'hui membre des conseils d'administration de la Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal, des Offices jeunesse internationaux du Québec et du comité consultatif d'Élections Canada. Elle est aussi animatrice et chroniqueuse sur les ondes de CIBL et de Radio-Canada. Ses engagements lui ont valu plusieurs prix de reconnaissance.



MARIANNE CARLE-MARSAN – vice-présidente
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Titulaire d'une maîtrise en géographie, Marianne Carle-Marsan s'intéresse à l'inclusion sociale, à la participation citoyenne et aux enjeux urbains dans une perspective féministe. Comme travailleuse autonome, elle offre des services de recherche sociale et d'évaluation dans la perspective de créer des communautés inclusives. Marianne œuvre donc sur le terrain en accompagnant des initiatives communautaires à titre de consultante et d'évaluatrice externe. Notamment, elle s'est penchée avec l'Université McGill et la Mission Old Brewery sur les personnes âgées en situation d'itinérance à Montréal.



SHARON HACKETT – vice-présidente
Anjou

Sharon Hackett est diplômée en sciences politiques et en gestion stratégique des savoirs (MLIS, Université McGill), en plus de compter près de vingt ans d'expérience au sein du mouvement des femmes et du secteur communautaire québécois. Elle a notamment travaillé sur des projets visant l'*empowerment* des femmes et de leurs réseaux par le biais des technologies de l'information et de la communication. Bibliothécaire de profession, elle collabore avec plusieurs organismes experts sur le développement de collections et de ressources sur le travail des femmes, la périnatalité, les droits des femmes en situation de handicap, la justice reproductive, l'économie et l'éducation des adultes.



MELISSA CERROS
Rosemont–La Petite-Patrie

Diplômée en ressources humaines de l'Université McGill, Melissa Cerros occupe le poste de conseillère en ressources humaines à la direction générale de l'Association de la construction du Québec. La conciliation famille-travail, l'égalité des sexes, les discriminations sexistes ainsi que le développement professionnel des femmes afin qu'elles puissent accéder à des postes principalement occupés par une population masculine sont des enjeux qui la préoccupent particulièrement. L'un de ses domaines de prédilection est l'investissement dans l'autonomisation économique des femmes.



MICHÈLE CHAPPAZ
Verdun

Titulaire d'une maîtrise en counseling et récipiendaire d'une médaille de bravoure, Michèle Chappaz milite dans le mouvement féministe depuis plus de 25 ans, notamment comme membre du CAFSU – Comité action femmes et sécurité urbaine et comme coordonnatrice du Centre de prévention des agressions de Montréal. Elle est aujourd'hui coordonnatrice du développement et des communications à Partageons l'espoir, un organisme de lutte à la pauvreté, où elle constate les conséquences de l'appauvrissement des femmes.

RÉALAISES



AMÉLIE COULOMBE-BOULET

Verdun

Titulaire d'une maîtrise en management des entreprises culturelles et d'un baccalauréat en études littéraires, Amélie Coulombe-Boulet a travaillé dans le monde de l'édition depuis plus de 10 ans. Elle a été chargée de projets en communication et publicité chez TC Média livres – Chenelière Éducation et travaille maintenant chez Randstad Canada comme chargée de projets marketing. Elle est aussi membre de Culture Montréal et elle rêve de Montréal capitale culturelle, une ville où les arts et la culture seraient florissants et accessibles pour toutes et tous.



MARIANE LABRECQUE

Rosemont–La Petite-Patrie

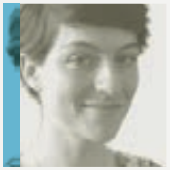
Diplômée en science politique, Mariane Labrecque s'est impliquée en coopération internationale et a fait un stage au Pérou. Elle a travaillé comme intervenante auprès d'organismes communautaires et en maison d'hébergement à Montréal. Après l'obtention d'un baccalauréat en travail social, elle a exercé en CSSS avant de prendre la décision de se consacrer à sa jeune famille. En tant que féministe, elle s'intéresse particulièrement à la problématique de la conciliation famille-travail et elle milite très activement pour l'humanisation des naissances.



MARIE-LOUISE MUMBU

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures en communication et journalisme, Marie-Louise Mumbu est originaire de la République démocratique du Congo. Écrivaine et dramaturge, elle est membre du Centre des auteurs dramatiques depuis son installation au Québec. Elle est actuellement agente de projets au service de Leadership du Y des femmes de Montréal – YWCA. Marie-Louise Mumbu est passionnée par le mouvement féministe et les arts, l'engagement communautaire, la politique et l'éducation. La condition des femmes est sa cause principale de militantisme.



MIREILLE PAQUET

Le Plateau-Mont-Royal

Mireille Paquet est professeure adjointe au département de science politique à l'Université Concordia et codirectrice du Centre pour l'évaluation des politiques d'immigration de cette institution. Titulaire d'un doctorat, ses recherches portent sur les politiques publiques pour la sélection et l'intégration des personnes immigrantes au Canada et ailleurs. Féministe depuis toujours, elle rêve d'une ville consciente de l'intersectionnalité, à l'écoute des revendications et des besoins des femmes immigrantes – un espace d'inclusion politique, sociale et économique pour toutes les femmes.



ANNE RICHARD-WEBB

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Coordonnatrice du centre Femmes du monde à Côte-des-Neiges depuis 19 ans, Anne Richard-Webb a participé à la mise sur pied de cet organisme. Diplômée de l'Université d'Ottawa en communication, elle a toujours démontré un intérêt marqué pour la place des femmes dans la société. Active dans les groupes de femmes depuis plus de vingt ans, elle a particulièrement œuvré à Montréal. De par son travail et son propre statut d'immigrante, elle est particulièrement sensibilisée aux difficultés auxquelles les femmes immigrantes font face.

NOUVELLES MEMBRES EN 2015



ZINA LAADJ
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Titulaire d'une maîtrise en aménagement et développement social, Zina Laadj est intervenante sociale depuis près de dix ans à La Maisonnée, un organisme qui œuvre à l'accueil et à l'intégration des personnes nouvellement arrivées au Québec. Elle connaît bien les problématiques liées à l'accès au logement selon les statuts et les enjeux de l'intégration. Membre du Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ), Mme Laadj a acquis une vaste expérience et souhaite mettre ses compétences et son expertise au service de la communauté pour faire de Montréal une ville inclusive, égalitaire et qui reflète sa diversité.



AURÉLIE LEBRUN
Rosemont–La Petite-Patrie

Aurélie Lebrun est géographe (Ph. D., Université McGill) et anthropologue (MA, EHESS). Chercheuse à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse depuis 2009, elle travaille sur l'accessibilité des espaces publics aux personnes en situation de handicap et sur le harcèlement sexuel comme discrimination systémique des femmes en emploi. Son implication au Conseil des Montréalaises est motivée par son grand intérêt à documenter la place des femmes dans les espaces publics, et plus particulièrement les espaces associés à la nuit, comme les bars ou les salles de spectacles.



JOSIANE MAHEU
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Géographe humaine de formation, Josiane Maheu est coordonnatrice de projets pour Relais-femmes. Elle possède une expérience diversifiée en égalité femmes-hommes tant en formation, en accompagnement, en concertation qu'en liaison. Elle a accompagné des partenaires dans l'élaboration et la mise en place de politiques d'égalité dans le milieu de la coopération internationale. Mme Maheu a organisé des activités favorisant la présence des femmes dans les instances décisionnelles et les milieux de travail à prédominance masculine lorsqu'elle œuvrait à la CRÉ Lanaudière. Elle rêve d'un Montréal plus humain, équitable et égalitaire, c'est pourquoi elle s'implique dans le Conseil des Montréalaises.



GHISLAINE SATHOUD
Le Sud-Ouest

Née en République du Congo, Ghislaine Sathoud est une activiste montréalaise engagée dans la promotion et la défense des droits des femmes. Son militantisme se traduit par l'analyse des réalités vécues par la population féminine tant dans ses actions politiques que dans ses travaux scientifiques et littéraires. Titulaire d'une maîtrise en relations internationales (France), chercheuse associée au Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, elle détient aussi une maîtrise en sciences politiques et un certificat en criminologie (Québec).



YASMINA SOUSSI
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Diplômée de l'Université Concordia en commerce, Yasmina s'intéresse principalement à la place des femmes dans le monde du travail, plus particulièrement dans l'industrie de la technologie. Durant ses études universitaires, elle s'est beaucoup impliquée dans le milieu des jeunes entreprises en démarrage (start-ups) montréalais. Dans le cadre de son mandat, Yasmina souhaite toucher à différents enjeux tels que l'égalité salariale, la conciliation famille-travail et la discrimination faite aux femmes dans les milieux professionnels.

RÉALISÉES

ELLES ONT QUITTÉ LE CONSEIL EN 2015



HAJIBA AKARTIT
LaSalle (2014-2015)



LORRAINE CADOTTE
Le Plateau-Mont-Royal (2015)



JULIE CUNNINGHAM
Verdun (2012-2015)



KIM O'BOMSAWIN
Rosemont–La Petite-Patrie (2014-2015)

2 LES ACTIONS DE 2015

2.1 DONNER LA PAROLE AUX MONTRÉALAISES

Le Conseil des Montréalaises se veut un outil pour permettre aux femmes de prendre la parole sur leurs conditions de vie et sur les enjeux qui les préoccupent. Il est important pour les membres de tisser des liens avec les Montréalaises, particulièrement celles qui n'ont habituellement pas de voix sur la place publique.



Conférence midi
Marie-Ève Desroches
et Pascale Thérien du CEAF

Conférence-midi *Montréalement femmes : citoyennes mobilisées dans leur milieu de vie*

4 FÉVRIER

Le Conseil des Montréalaises a invité des femmes de deux centres de femmes à partager leur analyse et leur expérience de mobilisation collective sur les enjeux du logement et du développement urbain. Marie-Ève Desroches et Pascale Thérien, membres du Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal, ont abordé le dossier du logement dans le Centre-Sud et Patrizia Vinci, organisatrice communautaire à Femmes du monde à Côte-des-Neiges, a fait le point sur les actions menées pour que le futur développement du site de l'Hippodrome réponde aux besoins de la population du quartier.

« **Le Conseil des Montréalaises est un endroit où il est possible pour des Montréalaises de tous les horizons de se réunir afin de faire entendre leurs voix, de partager leurs idées, leurs valeurs et surtout, de rêver une ville où les femmes prennent toute la place qui leur revient.** »

Mariane Labrecque
Membre du CM

Atelier *Silence, on dénonce : paroles de femmes racisées*

20 FÉVRIER

Le CM est de plus en plus préoccupé par les enjeux vécus par les femmes doublement ou triplement discriminées. C'est pourquoi il s'est associé avec la Fondation Paroles de femmes, dans la foulée du mouvement #AgressionNonDénoncée, pour organiser au cours de l'hiver 2015 un événement qui a permis aux femmes racisées de prendre la parole, dans un lieu collectif sécuritaire, sur les violences auxquelles elles sont confrontées. Une cinquantaine de femmes ont participé.

2.2 DOCUMENTER DES ENJEUX

Collaboration au mémoire de la FFQ *Vers un plan d'action ambitieux pour lutter contre les agressions sexuelles*

Le CM a été invité à collaborer avec la Fédération des femmes du Québec dans la rédaction du mémoire qui a été présenté au gouvernement du Québec dans le cadre des auditions publiques sur le plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle. À la lumière de l'atelier *Silence on dénonce, paroles de femmes racisées*, il a produit une section qui traite des femmes immigrantes et racisées en lien avec la violence sexuelle.

Avis sur le *Bilan du plan d'action 2008-2012 – Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal*

Le Conseil des Montréalaises a pris connaissance avec grand intérêt du *Bilan du plan d'action 2008-2012 – Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal*, déposé au conseil municipal au cours de l'été 2014. Tel que prévu dans les mesures d'encadrement de la politique d'égalité, le CM a le mandat de produire un avis sur les bilans de la Ville concernant ses actions en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Un comité de travail s'est donc réuni à plusieurs reprises pour analyser ce bilan et émettre des recommandations afin d'alimenter la réflexion de la Ville et suggérer des pistes d'action pour le futur. Cet avis a été déposé auprès du conseil municipal en 2015 et a fait l'objet d'une réponse, fort appréciée, de la part de l'Administration.



Lancement à l'hôtel de ville de Montréal, 11 mai 2015
Photo : Christine Bourgier

Brochure *Engagées pour Montréal, 42 élues à votre service*

Tout comme en 2009, le CM a publié un bref portrait des femmes élues à la Ville de Montréal en novembre 2013 pour présenter leur parcours, les éléments les ayant incitées à faire le saut en politique municipale et leur vision de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce portrait a été rendu public lors d'un lancement au printemps 2015 dans le contexte du 75e anniversaire de l'adoption de la loi accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité au Québec.





Table ronde du 11 novembre 2015

2.3 AGIR EN CONCERTATION

Le Conseil des Montréalaises est convaincu de l'importance du travail accompli en concertation pour contribuer à l'avancement des dossiers qui touchent à l'égalité entre les femmes et les hommes. Ainsi, il s'associe régulièrement à des partenaires qui traitent de sujets pertinents à la réalisation de sa mission.



- Le Conseil des Montréalaises a accepté le mandat de proposer le nom des femmes à honorer à chaque année d'ici 2017 en tant que Bâtisseuses de la Cité. Le choix des Bâtisseuses 2015 s'inscrit dans la foulée du 75e anniversaire du droit de vote des femmes au Québec. Mesdames Idola Saint-Jean et Léa Cousineau ont été honorées le 11 mars 2015 lors d'un événement organisé par le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal (SDSS).
- Collaboration avec le comité femmes de la CRÉ de Montréal, le Groupe Femmes Politique et Démocratie et le SDSS pour organiser la formation Simul*ACTIONS*, une première à Montréal. Pendant deux jours, 25 participantes ont vécu l'expérience de simuler une séance du conseil municipal, à l'hôtel de ville de Montréal, en la présence de femmes et d'hommes élus qui les accompagnaient.
- Collaboration au sein d'un comité de travail de la Table des groupes de femmes de Montréal sur la question de l'itinérance des femmes. Un événement a été organisé le 17 mars qui a permis d'entendre des conférencières sur cette problématique et de présenter les résultats d'un sondage auprès d'organismes montréalais sur leurs connaissances, leurs pratiques et leurs besoins liés à la question des femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.
- Réalisation, conjointement avec le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil interculturel de Montréal, d'une table ronde donnant la parole à six élues montréalaises : *Quand les femmes s'en mêlent : les défis d'un parcours en politique municipale*, le 11 novembre.
- Organisation d'une conférence en partenariat avec les YMCA du Québec et l'Institut du Nouveau Monde : *Bébé, boulot, dodo…* changer le monde, le 12 novembre.
- Participation comme membre à la Table des partenaires – femmes et politique municipale, coordonnée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

SimulACTIONS



Participantes de Simulactions

2.4 PARTICIPER À LA VIE PUBLIQUE[3]

Les membres représentent assidûment le Conseil des Montréalaises en assistant à de nombreux événements organisés par la Ville de Montréal, des organismes paramunicipaux ou des groupes de femmes et communautaires en lien avec leurs préoccupations pour nourrir leurs réflexions.

- Commémoration du tremblement de terre à Haïti à la Tohu, Maison d'Haïti – 11 janvier
- Assemblée générale du Mouvement collectif pour un transport public abordable – 22 janvier
- Atelier participatif pour les Montréalaises : enjeux et perspectives, comité femmes de la CRÉ de Montréal – 20 février
- Marche de la Marche mondiale des femmes – 8 mars
- Bâtisseuses de la Cité 2015, Journée internationale des femmes, Ville de Montréal – 11 mars
- Célébration du 140e anniversaire du Y des femmes – 25 mars
- Congrès d'orientation de la Fédération des femmes du Québec – 27 et 28 mars
- Soirée de clôture de la campagne 75 printemps, Ville de Montréal – 13 mai
- Lancement par le Conseil jeunesse de Montréal de l'avis *J'entreprends ma ville* – 21 mai
- Assemblée générale annuelle de la Table des groupes de femmes de Montréal – 21 mai
- Soirée d'ouverture de l'assemblée générale annuelle du Conseil national des femmes du Canada à l'hôtel de ville de Montréal – 21 mai
- Cocktail dînatoire pour le 30e anniversaire du jumelage entre Shanghai et Montréal, Ville de Montréal – 1er juin
- Biennale sur le développement social de Montréal, Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal – 2 et 3 juin
- Assemblée générale annuelle du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine – 10 juin
- États généraux sur l'itinérance au Québec, Réseau Solidarité Itinérance du Québec – 15 et 16 juin
- Présentation sur le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, Conseil interculturel de Montréal – 17 juin
- Dîner annuel pour le corps consulaire de Montréal, Ville de Montréal – 17 juin
- Third Global Foundation Leaders Forum, Nanjing, Chine – 23 au 26 septembre
- Action régionale de la Marche mondiale des femmes – 26 septembre
- Gala Femmes de mérite, Y des femmes de Montréal – 29 septembre
- Aménager ensemble l'avenir du Grand Montréal, Agora métropolitaine – 29 septembre
- Action régionale des centres de femmes montréalais – 6 octobre
- Lancement du livre *Le sujet du féminisme est-il blanc?*, Éditions du remue-ménage – 6 novembre
- Rencontre des réseaux régionaux des groupes de femmes montréalais avec le maire de Montréal – 18 novembre
- Sensibilisation à l'analyse différenciée selon les sexes, Ville de Montréal – 18 novembre

3 Les points 2.4 et 2.5 mentionnent les principales représentations, mais ne sont pas exhaustifs.

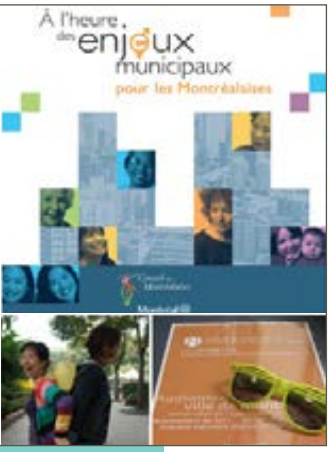
2.5 ÊTRE EN RÉSEAU ET PRENDRE LA PAROLE

Il est important de faire connaître l'existence du Conseil des Montréalaises ainsi que ses travaux, tant auprès de l'administration municipale qu'auprès de différents réseaux concernés par les problématiques que vivent les Montréalaises.

- Conférence *Femmes et ville : un regard différencié sur les expériences urbaines*, Bibliothèque du Plateau-Mont-Royal – 25 février
- Présentation du CM, Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle – 8 mars
- Présentation sur le CM et l'enjeu de la diversité, Université McGill – 16 mars
- Allocution sur le parcours migratoire, Journée internationale de la francophonie, Montréal ville jeune et francophone – 20 mars
- Allocution *Les hommes et le féminisme*, L'université autrement : dans les cafés, Université Concordia – 21 et 24 avril
- Présentation sur les Montréalaises, *Action citoyenne et inégalité de la richesse : vous sentez-vous plus pauvres dernièrement*, Conseil communautaire NDG – 23 avril
- Échange sur l'aménagement urbain sensible au genre avec un responsable à Berlin – 23 avril
- Présentation du Conseil des Montréalaises à une délégation de All China Women, avec le SDSS, Ville de Montréal – 18 août
- Présentation du CM dans le cours Issues in Women's Health, Université McGill – 3 novembre

2.6 COLLABORER SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Accueil de la Fédération des femmes de Shanghai à Montréal



La Ville de Montréal est jumelée à Shanghai, en Chine, depuis 30 ans. Des contacts avec la Fédération des femmes de Shanghai (FFS) avaient été amorcés en 2013 lors de la visite d'une délégation de femmes à Montréal.

Dans un désir de poursuivre les échanges et de partager les meilleures pratiques en égalité, un séjour à Shanghai a été organisé du 18 au 26 octobre 2014. Au retour de Shanghai, la présidente du CM a invité la FFS à Montréal pour offrir un atelier conjoint sur les données sexuées et l'ADS au 7e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie tenu en août 2015 à l'UQAM.

Le CM a organisé plusieurs activités pour que la FFS prenne contact avec des groupes de femmes, dont la Fédération des femmes du Québec, la Coordination de la Marche mondiale des femmes au Québec et la Table des groupes de femmes de Montréal. La délégation chinoise a aussi assisté avec intérêt au pique-nique annuel des centres de femmes de Montréal, où des



Mmes Wang Xiaoqun, Cathy Wong, présidente du CM et Wan Xiaoling, présidente de la délégation de la FFS
Photo : Sylvain Légaré

dizaines de femmes réalisaient un exercice de prise de parole publique en lisant un manifeste collectif exprimant leur vision d'un monde meilleur. Un souper offert par la Consule générale de Chine à Montréal, madame Zhao Jiangping, a également permis une discussion riche sur la question des violences faites aux femmes.

« Cette exposition est le résultat d'un grand travail de coopération entre la Fédération des femmes de Shanghai et le Conseil des Montréalaises. Ce vernissage nous donne l'opportunité d'échanger sur les progrès quant à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. […] Les photographies témoignent bien du fait que l'égalité touche l'ensemble des domaines municipaux et des aspects du quotidien. D'où l'importance de continuer à agir afin d'offrir une société plus égalitaire et inclusive. »

Cathy Wong
Présidente du CM

Une image vaut mille mots

Également, afin de souligner le 30e anniversaire du jumelage des villes de Shanghai et de Montréal, le Conseil des Montréalaises et la Fédération des femmes de Shanghai ont organisé une exposition spéciale composée de deux séries de 24 photographies exprimant différentes facettes du quotidien des femmes dans chacune de ces villes. Le vernissage de cette exposition a eu lieu en présence de la délégation de la FFS le 26 août 2015 dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville de Montréal.

La présidente du CM s'est rendue à Shanghai en novembre pour assister à un important forum organisé par la Fédération des femmes de Shanghai où elle a été invitée à prononcer le mot de clôture de l'événement. Elle y a présenté les mesures de conciliation famille-travail existantes au Québec pour soutenir les parents et les enfants. Pour clore cette mission, en présence de la présidente de la FFS, elle a accompagné la délégation montréalaise lors du renouvellement du protocole de collaboration entre les deux villes, signé par les maires. Le CM est fier de souligner l'intégration d'un engagement envers l'égalité entre les femmes et les hommes dans ce protocole.



Cathy Wong en visite à la Shanghai Jiao Tong University



Visite de M. Frantz Benjamin,
président du conseil municipal, 19 mars 2015

2.7 S'APPROPRIER LE CM

Après 10 ans d'existence et mûre réflexion, les membres du CM ont décidé de revoir la structure de fonctionnement des comités de travail. Cette nouvelle façon de collaborer ensemble a mobilisé les membres et suscité de nombreuses rencontres de travail.



Sharon Hackett, Guylaine Poirier, Cathy Wong, Marianne Carle-Marsan
Photo : Christine Bourgier

Comité exécutif

Les membres du comité exécutif s'assurent du respect des orientations prises lors de la journée de planification, suivent les dossiers entre les assemblées, planifient les assemblées et veillent à la réalisation du plan d'action. Elles ont organisé une rencontre de travail avec les responsables des comités pour mieux coordonner le travail et l'atteinte des objectifs fixés en début d'année.

Bilan

10 rencontres du comité

Échanges hebdomadaires pour le suivi des dossiers

Comité Communication

Les membres de ce comité ont décidé de doter le CM d'outils structurants sur le plan des communications. À l'heure des réseaux sociaux et de la ville intelligente, elles souhaitent que le CM ait davantage de visibilité et que ses travaux rayonnent le plus possible. À l'aide de deux stagiaires, elles ont élaboré une vision stratégique, une politique de communication et une ligne éditoriale qui serviront de référence au positionnement organisationnel en matière de communication. Ces documents doivent être adoptés par l'ensemble des membres. Ce comité établit également un plan de communication lors des événements publics organisés par le CM. De plus, ses membres ont assuré une présence régulière sur Facebook et Twitter ainsi que la mise à jour du site Web.

Bilan

10 rencontres du comité

Veille des médias sociaux

Comité Recherche

Ce comité détermine les sujets qui font l'objet de recherche en vue de produire des avis et des recommandations. Il encadre et soutient le travail des chercheuses. En 2015, une mise à jour des statistiques sur les femmes occupant des postes cadres à la Ville de Montréal a été effectuée et a permis de faire un suivi des recommandations émises par le CM lors de la parution de l'étude sur l'ascension professionnelle des femmes cadres en 2008.



Nominations au conseil municipal : Zina Laadj, Sharon Hackett, Manon Gauthier et Guylaine Poirier

Photo : Christine Bourgier

Le 27 octobre 2015, le conseil municipal a adopté une résolution pour confier au Conseil des Montréalaises un mandat de recherche sur l'enjeu de la conciliation famille-travail des personnes élues et des femmes intéressées par la politique municipale. Les travaux de recherche se poursuivront en 2016.

Bilan

8 rencontres du comité de travail

Rencontre avec l'élu responsable de la gouvernance et de la démocratie au comité exécutif de la Ville de Montréal sur le dossier de la conciliation famille-travail – 9 juin

Rencontre avec la directrice de la dotation et gestion de la main d'œuvre – 2 septembre

Comité Suivi des avis

Le comité Suivi des avis veille à l'évolution de dossiers qui ont fait l'objet d'avis lors d'années antérieures. Sujet d'actualité, la réalité des femmes en situation d'itinérance a retenu son attention en 2015. Les membres ont revu l'avis produit en 2008 et décidé de rencontrer des personnes clé pour bien saisir les enjeux actuels et les actions menées par l'Administration. L'objectif du comité est d'actualiser son analyse et de déposer un nouvel avis en 2016.

Bilan

6 rencontres du comité

Rencontre avec des personnes du SDSS et du Service de l'habitation – 29 juin

Organisation d'un groupe de discussion avec les directrices des ressources d'hébergement d'urgence et de logement social – 10 décembre

Vie associative

- 2 journées de réflexion (planification et bilan)
- Renouvellement du mandat de la présidente et des vice-présidentes
- Nominations par le conseil municipal : Cinq membres – avril, juin, décembre
- Accueil et intégration des nouvelles membres
- Production d'un cahier d'accueil pour les nouvelles membres
- Accueil et accompagnement de deux stagiaires



Réflexion et créativité lors de la journée bilan

3 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES EN CHIFFRES

LES RENCONTRES DU CM

VIE ASSOCIATIVE

Assemblées	9
Comité exécutif	10
Comité Communication	10
Comité Recherche	10
Comité Suivi des avis	8
Comités ponctuels	5
Journée de travail (planification, bilan)	2
Élue responsable du statut de la femme au comité exécutif de la Ville	5
Coordination des conseils, avec le Conseil interculturel de Montréal, le Conseil jeunesse de Montréal et l'adjointe à la présidence du conseil	11

CONCERTATION AVEC LES PARTENAIRES

Table des groupes de femmes de Montréal – dossier itinérance des femmes	9
Comité femmes de la CRÉ de Montréal	2
Table des partenaires – femmes et politique municipale du MAMOT	1
Comité organisateur de Simul*ACTIONS*	6
Coalition montréalaise de la Marche mondiale des femmes	4
Personnes élues, fonctionnaires de la Ville de Montréal	8
Autres	5

REPRÉSENTATION

Participation à des colloques, conférences, événements publics	33
Présentations faites par le Conseil lors d'événements publics	14

ÉVÉNEMENTS PUBLICS ORGANISÉS PAR LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES 13

LES PRODUCTIONS

1. Collaboration au mémoire *Vers un plan d'action ambitieux pour lutter contre les agressions sexuelles* présenté au gouvernement du Québec par la Fédération des femmes du Québec (mars)
2. Avis sur le *Bilan du plan d'action 2008-2012 – Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal* (avril)
3. Brochure *Engagées pour Montréal, 42 élues à votre service* (avril)
4. Rapport d'activité 2014 : *Engagées pour l'égalité* (juin)
5. Production d'une exposition photographique avec la Fédération des femmes de Shanghai, *De Shanghai à Montréal, regards croisés sur la vie des femmes* (août)



LES RESSOURCES

Ressources financières : 241 800 $ (masse salariale et fonctionnement)

Ressources humaines : une coordonnatrice et une secrétaire d'unité administrative à temps partiel, deux stagiaires

4 LES PRIORITÉS POUR 2016



4.1 LANCEMENT ET SUIVI DE L'AVIS *Garder le cap sur l'ascension professionnelle des femmes aux postes de cadre à la Ville de Montréal*

Cet avis, qui présente l'évolution des données sur les femmes occupant des postes de cadre à la Ville depuis 2008, a été déposé et rendu public en janvier 2016. Le CM rencontrera le Service des ressources humaines pour discuter de la réception de l'avis et de ses recommandations. Il souhaite poursuivre une collaboration active dans ce dossier.

4.2 RECHERCHE SUR LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL

Le Conseil des Montréalaises poursuivra le mandat de recherche confié par le conseil municipal sur l'enjeu de la conciliation famille-travail des personnes élues. Plusieurs groupes de discussion seront organisés avec d'anciennes élues, des femmes et hommes élus en poste actuellement et avec des femmes intéressées à se lancer en politique. Il publiera un avis au cours de 2016.

4.3 MISE À JOUR DE CERTAINS ENJEUX

Les femmes et le transport collectif

Le CM produira des données selon les sexes à partir de l'enquête Origine-Destination 2013 réalisée par l'AMT et en fera part lors d'une conférence-midi qui se tiendra en avril. La Société de transport de Montréal transmettra également les résultats d'un sondage sur le service Entre deux arrêts.

L'itinérance et les femmes

Le CM publiera un avis après avoir terminé la consultation des actrices et acteurs clé travaillant sur l'enjeu de l'itinérance des femmes.

4.4 RÉALISATION DE PROJETS EN CONCERTATION

Bâtisseuses de la Cité 2016

Le Conseil des Montréalaises s'implique dans le processus de sélection des femmes que la Ville de Montréal met à l'honneur chaque année jusqu'en 2017. Cet hommage à une ou des bâtisseuses se fait autour de la Journée internationale des femmes, le 8 mars.

Simulation d'un conseil municipal

Le CM sera partenaire du SDSS et du Bureau de la présidence du conseil pour organiser une deuxième édition d'une simulation d'un conseil municipal. Cette formation interactive permettra à 30 participantes de s'initier au fonctionnement municipal et de vivre une simulation d'une séance de conseil municipal à partir d'études de cas réels, en compagnie de mentors, femmes et hommes élus.

Femmes en situation d'itinérance

Le CM poursuit sa contribution au comité de travail de la Table des groupes de femmes de Montréal. Ce travail de réseautage vise entre autres, à rendre davantage visibles les réalités méconnues des femmes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Parole aux Montréalaises

Le CM sera partenaire de la Fondation Paroles de femmes et de l'institut Broadbent dans l'organisation d'une journée de conférences et de discussion : *Implication politique des femmes racisées : défis et pistes de solution*, le 20 février 2016.

4.5 SUIVRE L'ACTUALITÉ

Le Conseil des Montréalaises demeure à l'affût de l'actualité et de l'émergence de nouveaux enjeux et dossiers qui peuvent toucher de près les Montréalaises. Il exerce donc une veille sur plusieurs plans pour être proactif et agir dans les intérêts des citoyennes de Montréal.

4.6 AUGMENTER LE RAYONNEMENT DU CM

Les membres du CM poursuivront leur participation à des événements publics et la promotion du CM par différents moyens. Elles répondent positivement aux invitations d'organismes pour présenter le CM et ses travaux, diffusent les études et les avis largement et elles sont présentes dans les médias sociaux.

« Je rêve de Montréal comme ville mondiale exemplaire, multiculturelle où femmes et hommes vivent en sécurité, égalité et respect! »

Melissa Cerros
Membre du CM



Membres du CM d'hier et d'aujourd'hui
Photo : Christine Bourgier



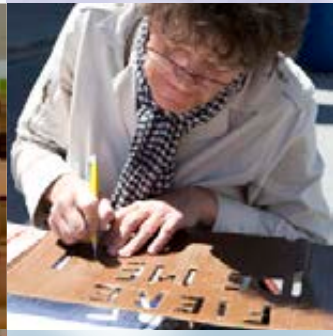
AMBASSADRICES

pour une ville ÉGALITAIRE et PLURIELLE











Conseil des Montréalaises

ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.07

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1167181002

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information de l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal.

Il est recommandé de:

prendre acte du dépôt de l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-29 13:26

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167181002**

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt pour information de l'Avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et des recommandations émises par le Conseil jeunesse de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Créé en février 2003, le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est une instance consultative de la Ville de Montréal responsable de conseiller l'administration municipale sur les questions relatives aux jeunes âgés de 12 à 30 ans.

Afin d'assurer de la prise en compte des préoccupations jeunesse dans l'élaboration des politiques de la municipalité, le CjM est appelé à rédiger divers avis abordant les besoins de la jeunesse montréalaise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM02 0777 - Adopter le projet de règlement constituant le Conseil jeunesse de Montréal (CJM).

DESCRIPTION

Entre 2001 et 2011, une augmentation importante de la migration des personnes autochtones vers les villes s'est traduite par un accroissement de 177 % de leur population à Montréal. Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau, mais a pris une ampleur considérable dans les dernières décennies et devrait s'intensifier dans les années à venir. Nombreux sont les jeunes Autochtones âgés de 18 à 35 ans qui élisent domicile à Montréal pour de courts ou de longs séjours en quête d'une amélioration de leurs conditions de vie et c’est dans ce contexte que le CjM a décidé de collaborer avec l’organisme Montréal Autochtone pour la production d’une étude conjointe sur ce sujet.

Cet avis comporte un portrait de la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et de leur niveau d'intégration socioéconomique. Il explore les obstacles et les conditions qui peuvent freiner leur intégration et répertorie les leviers, les outils et les politiques en place permettant de favoriser leur insertion. Ce 20e avis du CjM se conclut par dix-neuf recommandations touchant les thèmes suivants :

- l'accueil et la vie quotidienne;
- la santé et les services sociaux;
- l'éducation, l'emploi et la formation;
- l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion;
- les arts, la culture et la réappropriation culturelle.

JUSTIFICATION

Le choix du thème d'un avis peut être fait à la demande du maire ou sur la base de l'initiative des membres du CjM. Ce deuxième cas de figure a mené au choix de l'étude sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones.

L'article 13 du règlement 02-177 constituant le Conseil jeunesse de Montréal indique que le maire ou le comité exécutif doit répondre, par écrit, à tout avis lui étant adressé par le conseil.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de l'avis ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CjM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes Montréalais.es au sein du Conseil jeunesse de Montréal permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élus et les jeunes citoyens et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion et peuvent orienter les actions de la Ville de Montréal en ce qui concerne l'intégration des jeunes Autochtones à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse émis lors du lancement public de l'avis en mai 2016 et partagé sur le site Web et les médias sociaux du CjM.

À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document sera disponible sur le site Web du CjM et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CjM qui sont concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement public prévu le 12 mai 2016 au Centre culturel Ashukan de 17 à 19 heures.

Suivi des recommandations par le CjM auprès des services municipaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cet avis a été produit en conformité avec le règlement 02-177 sur le Conseil jeunesse de Montréal.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007

Approuvé le : 2016-03-29

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

AVIS SUR LA RÉALITÉ MONTRÉALAISE DES JEUNES AUTOCHTONES

Native Montréal
Montréal Autochtone

Montréal

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est un comité consultatif créé en février 2003 par la Ville de Montréal dans le but de mieux tenir compte des préoccupations des Montréalais âgés de 12 à 30 ans et de les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent.

Composé de quinze membres représentatifs de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise, il a pour mandat de conseiller régulièrement le maire et le comité exécutif sur toutes les questions relatives aux jeunes et d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale.

ENSEMBLE DES MEMBRES

Jessika Brosseau
Rym El-Ouazzani
Trisha Elie
Chahinaze Fala
Denise Felsztyna
Jérémy Gareau
Amina Janssen
Maxime Le Breton
Kunze Li
François Marquette
Albert Phung Khai-Luan
Pascal Rousseau
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

MEMBRES DU COMITÉ AVIS (2015-2016)

Jessika Brosseau
Rym El-Ouazzani
Trisha Elie
Chahinaze Fala
Denise Felsztyna
Jean-Philippe Gagnon
Jérémy Gareau
Gopinath Jeyabalaratnam
Dhaneshan Kistnasamy
Maxime Le Breton
François Marquette
Pascal Rousseau
Mountagha Sow
Kathryn Verville-Provencher
Michael Wrobel

Le présent avis a été élaboré au cours de l'année 2015, soit la douzième année d'existence du Conseil jeunesse de Montréal, et a été adopté par ses membres le 28 janvier 2016.

Conseil jeunesse de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

Téléphone : 514 868-5809
Télécopieur : 514 868-5810

cjm@ville.montreal.qc.ca
www.cjmtl.com

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
© Conseil jeunesse de Montréal, 2016

ISBN 978-2-7647-1409-6 (version papier)
ISBN 978-2-7647-1410-2 (version électronique)

La féminisation, partielle, de ce document utilise la méthode du point (par exemple : répondant.e, participant.es).

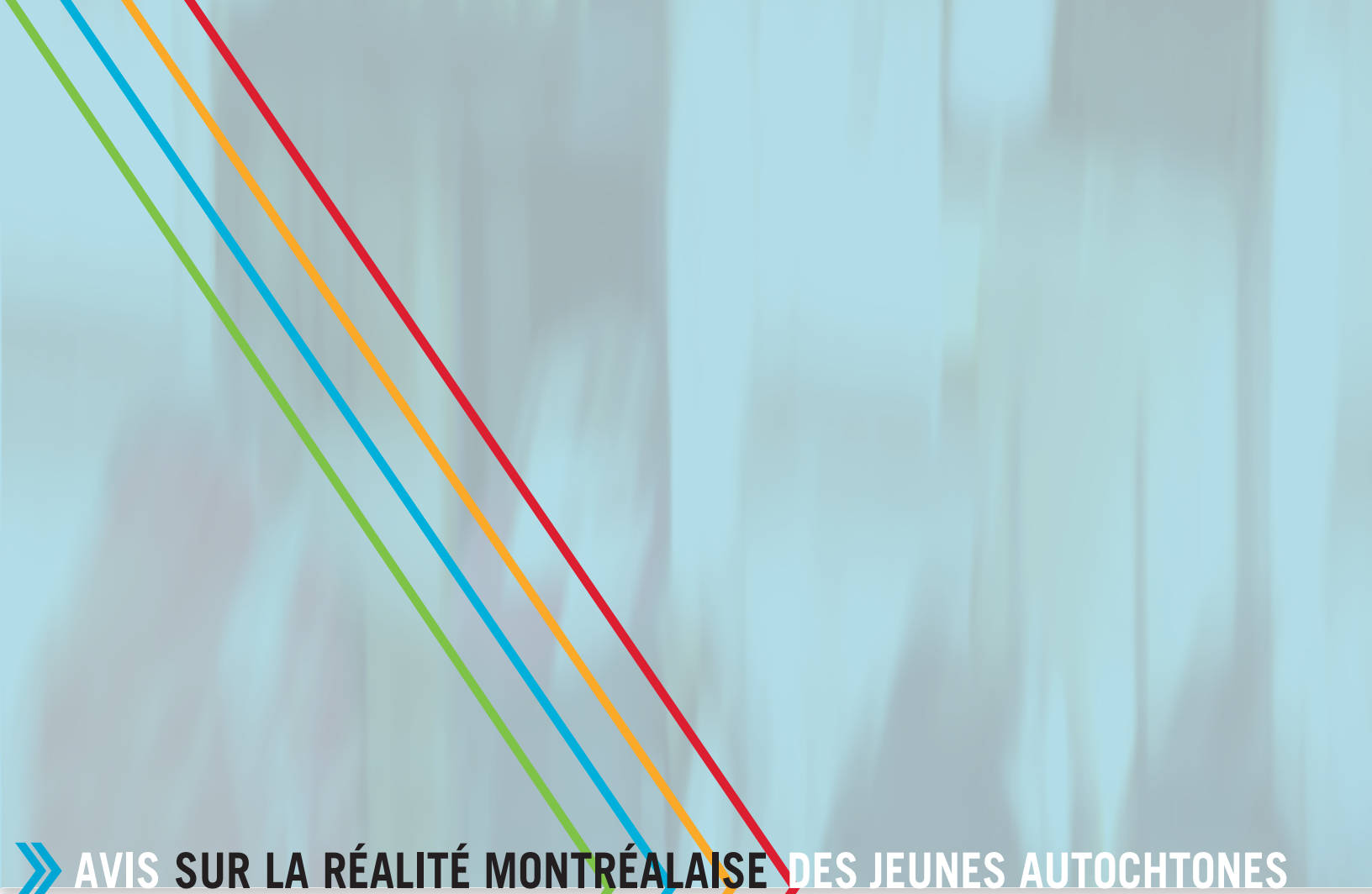
Coordination
Geneviève Coulombe
Martin Crépeau

Recherche et rédaction
Mathilde Forest Rivière, Bem & co.

Aide à la recherche
Laurence Godin, Bem & co.
Widia Larivière, Femmes autochtones du Québec

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

Conception et réalisation graphiques
RouleauPaquin.com



AVIS SUR LA RÉALITÉ MONTRÉALAISE DES JEUNES AUTOCHTONES

SOMMAIRE

Entre 2001 et 2011, une augmentation importante de la migration des personnes autochtones vers les villes s'est traduite par un accroissement de 177 % de leur population à Montréal. Le phénomène n'est pas tout à fait nouveau, mais a pris une ampleur considérable dans les dernières décennies. En raison des transformations démographiques en cours, qui touchent particulièrement la jeune génération, ce phénomène devrait s'intensifier dans les prochaines années. Nombreux sont les jeunes Autochtones âgés de 18 à 35 ans qui élisent domicile à Montréal pour de courts ou de longs séjours, en quête d'une amélioration de leurs conditions de vie. Celle-ci repose généralement sur une amélioration du statut socioéconomique et du niveau de scolarité.

C'est dans ce contexte et afin de déposer un avis informé au conseil municipal que le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) a commandé une étude sur la réalité des jeunes Autochtones à Montréal. Il s'agissait ainsi de 1) dresser un portrait de la réalité montréalaise des jeunes Autochtones et de leur niveau d'intégration socioéconomique, 2) déterminer les obstacles et les conditions qui peuvent freiner leur intégration et 3) répertorier les leviers, les outils et les politiques en place, ici et ailleurs, qui puissent favoriser leur insertion. Tel que le démontre le portrait statistique et les consultations effectués dans le cadre de cette enquête, les défis auxquels doivent faire face les jeunes Autochtones sont multiples et profonds. Plusieurs enjeux et pistes de solution sont à explorer pour favoriser une meilleure intégration des jeunes Autochtones à Montréal.

De tous les éléments qui entrent en jeu en ce qui concerne **l'accueil et la vie quotidienne** des jeunes Autochtones à Montréal, le logement est sans contredit le plus important. Il a une influence fondamentale sur la qualité de vie et est intimement lié à l'état de santé et au sentiment général de bien-être. Les données disponibles démontrent que les ménages autochtones sont plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat que les ménages non autochtones. À cet effet, la mise en place de projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et à de jeunes familles autochtones s'avère fondamentale à une meilleure intégration économique et sociale de cette population.

Il est essentiel de souligner le rôle des services d'accueil pour faciliter l'arrivée à Montréal et l'organisation de la vie personnelle et familiale des jeunes Autochtones. Ces services concernent notamment le logement et le transport, les services de garde et le développement des compétences nécessaires à la vie urbaine. Plusieurs Autochtones et Inuits arrivés du Nord et des réserves rapportent avoir eu du mal à apprivoiser la vie urbaine. Pour les jeunes Autochtones montréalais, le passage d'un milieu rural à un milieu urbain est rendu plus ardu par le manque de moyens financiers ainsi que par le coût élevé et la faible disponibilité des transports. Ces difficultés posent obstacle à l'accès aux services, aux activités et aux loisirs qui peuvent notamment favoriser l'adoption de saines habitudes de vie. Pour parvenir à rejoindre les jeunes Autochtones qui s'installent à Montréal, les organismes concernés doivent par ailleurs composer avec les défis posés par la grande mobilité de cette population.

En matière de **santé et de services sociaux**, le principal problème qui se pose est celui de l'accessibilité des soins et des services, y compris les soins de santé traditionnels et culturellement pertinents. Il importe de noter que l'état de santé est intimement lié aux conditions de logement, au statut socioéconomique, à l'inclusion ou à l'exclusion sociale et au sentiment général de bien-être.

Si les Autochtones qui vivent en milieu urbain présentent généralement un meilleur état de santé que les Autochtones enregistrés qui vivent sur les réserves, ces deux populations se comparent presque toujours négativement par rapport à la population non autochtone. Parmi les défis à surmonter pour les jeunes Autochtones, se trouvent les problèmes liés à la santé physique, mentale et psychosociale, y compris l'itinérance et la consommation abusive d'alcool ou de drogue. Celles-ci comptent d'ailleurs au nombre des préoccupations majeures des autorités publiques et des organismes qui travaillent avec les populations autochtones en milieu urbain.

Les jeunes Autochtones qui ont pris part à cette étude considèrent le réseau de la santé comme un milieu qui devrait être priorisé dans les actions de sensibilisation aux réalités autochtones et dans la définition de mesures de lutte contre le racisme. Le racisme et la discrimination perçus dans le système de santé est l'un des défis importants qu'ils doivent surmonter. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux préfèrent les services offerts par les organismes autochtones. Ils souhaitent l'implantation d'une clinique de santé autochtone et déplorent l'absence de soins culturellement pertinents dans les cliniques et les hôpitaux.

La majorité des Autochtones qui arrivent à Montréal y viennent d'abord pour les possibilités d'amélioration du statut socioéconomique qu'offre la ville. En conséquence, le thème de **l'éducation, de l'emploi et de la formation** trône au sommet de leurs priorités.

L'intégration des Autochtones à la vie économique est une condition *sine qua non* de l'amélioration de l'ensemble des sphères de leur existence. C'est aussi sur ce plan que nombre d'entre eux cherchent à agir le plus activement. Si les obstacles sur le chemin de l'insertion socioprofessionnelle sont nombreux, l'obtention d'un emploi stable et de qualité se révèle être l'objectif le plus important à atteindre pour les jeunes Autochtones rencontrés.

L'augmentation de l'employabilité des jeunes Autochtones devrait être au cœur d'une stratégie montréalaise visant à l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur statut socioéconomique. Si plusieurs d'entre eux parviennent à bien s'intégrer à la vie sociale et économique de Montréal, la lutte contre la discrimination et les préjugés dans le marché de l'emploi est essentielle. Les écarts de revenu entre Autochtones et Allochtones sont criants, alors que la pauvreté comme les inégalités socioéconomiques limitent significativement les possibilités qui s'offrent aux premiers en matière d'éducation et d'emploi. Le faible niveau de scolarité des jeunes Autochtones et les stéréotypes, les préjugés et les idées reçues sur les membres des Premières Nations sont aussi au nombre des problèmes qui réduisent l'accès à l'emploi.

SOMMAIRE

La difficulté d'accéder à des stages et d'ajouter des expériences de travail et des références professionnelles à leur dossier limitent également leurs possibilités de succès. La méconnaissance ou la faible maîtrise des langues officielles représente également une barrière à l'obtention d'un emploi et à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones. Ils insistent donc sur l'importance de mettre en place des ressources de mise à niveau linguistique.

Les enjeux liés à l'éducation et à la formation sont centraux pour la pleine intégration des jeunes Autochtones à la vie sociale et économique de Montréal. Or, la persévérance scolaire est un problème de taille pour de nombreux jeunes Autochtones. Le faible taux de diplomation au secondaire et le retard général dans les études entravent fortement l'accès aux études postsecondaires. Les associations étudiantes autochtones présentes dans la plupart des universités montréalaises sont cependant très actives et jouent un rôle rassembleur auprès de leur communauté. Elles représentent de ce fait un partenaire de choix pour la Ville de Montréal dans la mise en œuvre d'actions et de mesures liées à l'éducation. Non seulement les étudiant.es universitaires autochtones entretiennent-ils l'espoir d'une mobilité sociale supérieure en développant les compétences nécessaires pour accéder à des emplois de qualité, mais ils souhaitent représenter un modèle positif pour la génération qui les suivra. De ce fait, ils et elles travaillent activement à paver la voie vers l'amélioration durable de la qualité de vie de leurs communautés.

Le thème de **l'appartenance communautaire et de la lutte à l'exclusion** permet d'aborder de front la question du racisme et de la discrimination qui s'infiltrent dans l'ensemble des dimensions de la vie des jeunes Autochtones. Les enjeux liés à l'intégration sociale et à la création de réseaux de solidarité autochtones s'y greffent également. Le développement d'un sentiment d'appartenance communautaire et l'importance d'une identité culturelle forte et positive en sont les thèmes centraux.

Le racisme et les dynamiques d'exclusion sociale traversent l'ensemble des thèmes abordés dans cette étude. La vaste majorité des Autochtones en milieu urbain y sont confrontés. Les stéréotypes et les préjugés peuvent affecter toutes les sphères de leur existence et poser problème quant à la recherche de logement ou d'emploi, à la possibilité d'obtenir une éducation de qualité, à l'accès aux services de santé et à leur utilisation, ou simplement quant à la possibilité de s'inscrire dans l'espace public.

Autant pour les jeunes consultés que pour les intervenant.es, le développement du leadership et de la participation publique des jeunes Autochtones sont centraux pour lutter contre toutes les formes de racisme. On peut ici penser à la mise en place de programmes de participation citoyenne ou à la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants sur différentes plateformes de la Ville. En plus de contribuer à contrer les préjugés et à déconstruire les idées reçues, une telle

approche permettrait d'encourager la participation sociale et politique. Dans un esprit semblable, il serait pertinent de mettre en place et d'encourager des initiatives de rapprochement entre les jeunes Allochtones et Autochtones.

La valorisation et le rayonnement **de l'art et de la culture autochtones** s'avèrent quant à eux incontournables pour le développement d'une identité culturelle forte et positive. Cette valorisation passe par le financement soutenu des organismes de création, de diffusion et de mise en valeur de l'art autochtone, mais aussi par le soutien au développement de la carrière des artistes autochtones émergents. Les jeunes créateurs autochtones rencontrés ont avant tout besoin d'un accompagnement pour mieux comprendre les rouages des organismes de financement, des lieux de création, de diffusion et de réseautage, entre autres éléments. Les organismes autochtones qui œuvrent dans le domaine de la culture mentionnent quant à eux l'importance de faciliter la création, la diffusion et la mise en valeur des projets artistiques autochtones afin de faciliter le passage au statut d'artiste professionnel.

La mise en valeur de la culture autochtone repose également sur la maîtrise des langues autochtones. Celle-ci permet de renforcer l'identité culturelle et le sentiment d'appartenance communautaire, deux facteurs importants d'intégration sociale. Or, non seulement la plupart des langues autochtones sont menacées, mais leur transmission dans les villes est relativement faible et généralement compromise. En fait, pour l'ensemble des langues autochtones parlées dans les communautés, en milieu rural et en milieu urbain, seuls le cri, l'inuktitut et l'ojibwé échappent à la menace de disparition. La variété même des langues parlées en ville présente un obstacle à leur survie, dans la mesure où la taille de la population qui les utilise se révèle faible et la transmission de génération en génération, en déclin. Il existe pourtant un vif intérêt pour l'apprentissage de ces langues, qui sont l'un des piliers de la culture et de l'identité des communautés autochtones.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE VIII

INTRODUCTION 1

PARTIE 1 : LEXIQUE, APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE 2

1.1 Lexique 2
1.2 Approche et méthodologie utilisées 4
1.3 Recension des programmes et des services actuellement offerts aux Autochtones à Montréal 7

PARTIE 2 : POPULATIONS AUTOCHTONES AU CANADA, AU QUÉBEC ET À MONTRÉAL – SURVOL DES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES 8

2.1 Autochtones et jeunes Autochtones au Canada et au Québec 8
2.2 Autochtones et jeunes Autochtones à Montréal 12

PARTIE 3 : RÉSULTATS 18

3.1 Accueil et vie quotidienne 18
3.1.1 Revue de la littérature 18
3.1.2 Résultats des consultations sur l'accueil et la vie quotidienne 25
3.1.3 Recommandations pour l'accueil et la vie quotidienne 26

3.2 Santé et services sociaux 27
3.2.1 Revue de la littérature 27
3.2.2 Résultats des consultations sur les services de santé et les services sociaux 34
3.2.3 Recommandations pour les services de santé et les services sociaux 34

3.3 Éducation, emploi et formation 35
3.3.1 Revue de la littérature 35
3.3.2 Résultats des consultations sur l'éducation, l'emploi et la formation 47
3.3.3 Recommandations pour l'éducation, l'emploi et la formation 48

3.4 Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion 49
3.4.1 Revue de la littérature 49
3.4.2 Résultats des consultations sur l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion 54
3.4.3 Recommandations pour l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion 55

3.5 Arts, culture et réappropriation culturelle 56
3.5.1 Revue de la littérature 56
3.5.2 Résultats des consultations sur les arts, la culture et la réappropriation culturelle 61
3.5.3 Recommandations pour les arts, la culture et la réappropriation culturelle 63

3.6 Recommandations générales 65

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS 66

CONCLUSION 70

ANNEXES 72

Annexe 1 : Recension des services 72
Annexe 2 : Liste de pratiques inspirantes 78
2.1 Accueil et vie quotidienne 78
2.2 Santé et services sociaux 79
2.3 Éducation, emploi et formation 83
2.4 Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion 85
2.5 Arts, culture et réappropriation culturelle 89

BIBLIOGRAPHIE 94

REMERCIEMENTS 100

Tableau 1 : Informations sur les personnes interviewées pour l'enquête 5

Liste des figures

Fig. 1	Répartition des répondant.es selon la nation.	6
Fig. 2	Répartition des répondant.es selon l'âge.	6
Fig. 3	Répartition des répondant.es selon les raisons de l'établissement à Montréal.	7
Fig. 4	Nombre d'Autochtones au Canada par année de recensement.	8
Fig. 5	Répartition des Autochtones selon la province ou le territoire de résidence (2011).	9
Fig. 6	Poids démographique de la population autochtone, selon la province ou le territoire (2011).	9
Fig. 7	Répartition de la population autochtone selon l'identité spécifique (2011).	10
Fig. 8	Répartition des langues autochtones selon l'identité (2011).	10
Fig. 9	Poids démographique des groupes d'âge selon l'identité autochtone (2011).	11
Fig. 10	Poids démographique de la population autochtone selon la région métropolitaine de recensement (2011).	11
Fig. 11	Nombre d'Autochtones à Montréal par année de recensement.	12
Fig. 12	Poids démographique des Autochtones dans les arrondissements et villes de l'agglomération de Montréal (2006).	13
Fig. 13	Répartition de l'identité autochtone spécifique à Montréal (2011).	14
Fig. 14	Connaissance des langues officielles selon l'identité et le lieu de résidence (2011).	14
Fig. 15	Lieu de naissance des Autochtones montréalais.es (2011).	15
Fig. 16	Durée de résidence à Montréal des Autochtones montréalais.es (2011).	15
Fig. 17	Tranches d'âge de la population selon l'identité autochtone et le lieu de résidence (2011).	16
Fig. 18	Raisons évoquées par les jeunes pour expliquer leur arrivée en milieu urbain (2009).	17
Fig. 19	Raisons expliquant que les répondant.es habitent à Montréal.	19
Fig. 20	Situation de logement selon l'identité et le lieu de résidence (2011).	21
Fig. 21	Adultes autochtones ayant consommé de l'alcool, par lieu de résidence (12 mois précédant l'enquête), en % (2006).	28
Fig. 22	Répartition des peuples autochtones et itinérance (2006).	29
Fig. 23	Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	36
Fig. 24	Personnes au travail et nombre moyen de semaines travaillées selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	37
Fig. 25	Revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en $ (2011).	37
Fig. 26	Fréquence du faible revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	38
Fig. 27	Revenu des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en $ (2011).	38
Fig. 28	Situation familiale selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	39
Fig. 29	Situation familiale des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en % (2011).	39
Fig. 30	Profession selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	40
Fig. 31	Niveau de scolarité des 15 ans et plus selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011).	41
Fig. 32	Comportements négatifs : « Je pense que les autres se comportent d'une manière injuste/négative envers les Autochtones ».	49
Fig. 33	Traitement injuste : « J'ai été l'objet de plaisanteries ou d'insultes en raison de mon origine autochtone ».	49

PRÉFACE

Kuei,

Bonjour,

Avec le 375e anniversaire de Montréal qui approche, il est important de voir à quel point l'initiative et l'implication du Conseil jeunesse de Montréal en vue de faire de Montréal une ville accueillante pour la jeunesse autochtone sont fondamentales.

La ville de Montréal a coulé ses fondations sur des terres occupées par les Premières Nations depuis le recul des eaux de la mer de Champlain. Le site Dawson, un des premiers sites archéologiques en Amérique du Nord, est maintenant entouré de dizaines de gratte-ciels. Comme pour l'ancien village d'Hochelaga, les Premières Nations ont une histoire et une appartenance riches liées au territoire, mais encore vivantes en 2016. Il apparaît tout naturel que les peuples qui appartiennent depuis si longtemps à ce territoire puissent enfin prospérer.

L'histoire des peuples autochtones, à travers la Loi sur les Indiens, la mise en réserves, les pensionnats, la rafle des années 1960 (*Sixties Scoop)* et les politiques de discrimination institutionnalisées, est truffée d'obstacles auxquels ont été confrontées les dernières générations. Les pistes qui sont offertes dans ce document, par ses recommandations, permettent un point de départ vers une nouvelle relation, porteuse d'avenir. Que ce soit par l'accueil, l'éducation, la santé, l'emploi, l'accès à des services, il arrive trop souvent encore que l'accès à la ville soit difficile.

Cependant, c'est par des initiatives comme celle-ci que la décolonisation des institutions municipales, provinciales et fédérales pourra enfin advenir, favorisant une guérison de la relation entre Autochtones et Allochtones. Que cette initiative soit née de la volonté de la jeunesse pour la jeunesse démontre encore mieux comment les générations futures en bénéficieront et qu'elles peuvent espérer accéder aux mêmes chances et à l'équité, grâce à un désir de justice de base universelle.

Tshinashkumitin!

Melissa Mollen Dupuis

Innue en territoire traditionnel non-cédé Kanien'kehá:ka

Melissa Mollen Dupuis



Melissa Mollen Dupuis est Innue, originaire d'Ekuanitshit sur la Côte-Nord. En 13 ans de travail d'animatrice scientifique au Jardin des Premières-Nations du Jardin botanique de Montréal, elle a pu exposer la richesse de cette culture aux visiteurs et aux jeunes de Montréal. Depuis des années, elle fait découvrir sa double appartenance – innue et québécoise –, les conflits et les métissages qui en sont issus. C'est par les arts visuels, l'animation, la vidéo, la performance et le conte qu'elle est amenée à explorer des avenues contemporaines d'interprétation de la culture des Premières Nations. Comédienne dans plusieurs séries autochtones à la télévision, elle est aussi impliquée comme présidente du CA du Wapikoni mobile et comme co-organisatrice pour Idle No More Québec.

INTRODUCTION

L'augmentation constante de la population autochtone à Montréal se conjugue aujourd'hui au manque de données permettant de mieux connaître leurs besoins et leurs aspirations. C'est dans ce contexte que les membres du CjM ont choisi d'élaborer un avis sur la réalité montréalaise des jeunes Autochtones.

Afin d'appuyer la formulation de recommandations adaptées à leurs réalités propres, le présent avis 1) cerne les principaux besoins et obstacles rencontrés par les jeunes Autochtones dans l'atteinte de l'autonomie économique, 2) vérifie s'il existe déjà des programmes ou services permettant de répondre à ces besoins, 3) recommande des stratégies afin de mieux répondre aux besoins exprimés et 4) recense des pratiques et des programmes déjà en place ici et ailleurs qui répondent à des besoins similaires.

Dans le but de dépeindre un portrait de la situation plus juste et actuel des jeunes Autochtones à Montréal, les méthodes de recherche suivantes ont été combinées :

Une *revue documentaire* a été réalisée sur les enjeux propres aux jeunes Autochtones vivant en contexte urbain et les obstacles à leur intégration. Elle comprend une analyse des statistiques disponibles, une recension des programmes et des services disponibles, une revue de la littérature portant sur les jeunes Autochtones en milieu urbain ainsi qu'une recension des pratiques inspirantes déjà en place.

Des *entrevues semi-directives* (16) ont été menées auprès d'intervenant.es du milieu autochtone montréalais, de responsables de la Ville de Montréal et d'expert.es en questions autochtones. De même, des entrevues ont été effectuées avec une sélection de jeunes Autochtones dont les parcours ont été jugés particulièrement inspirants. La tenue de sept *groupes de discussion* a permis non seulement de dresser un portrait général des obstacles à l'intégration rencontrés par les jeunes Autochtones, mais également des portraits par segments précis de cette population (adolescent.es, jeunes femmes, jeunes hommes, Métis.ses, Inuit.es, Mohawks, etc.). Un groupe de discussion a aussi été réalisé avec des intervenant.es qui œuvrent auprès des jeunes Autochtones. Ces entrevues et *groupes de discussion* ont été menés pour ancrer la recherche et l'analyse dans le contexte particulier de l'étude – la réalité montréalaise actuelle – et pour connaître la vision sur les enjeux dominants développée par les intervenant.es de terrain les plus informés et par les jeunes Autochtones eux-mêmes.

La présentation des résultats est structurée autour de cinq grandes catégories de services pour lesquelles des besoins et les défis spécifiques aux jeunes Autochtones à Montréal ont été déterminés : l'accueil et la vie quotidienne, la santé et les services sociaux, l'éducation, l'emploi et la formation, l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion ainsi que l'art, la culture et la réappropriation culturelle.



1 LEXIQUE, APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

1.1 LEXIQUE

On trouve les collectivités autochtones dans des régions urbaines, rurales et éloignées du Canada. Elles comprennent les Premières Nations, ou les bandes indiennes, qui vivent généralement sur des terres appelées « réserves », mais sont également désignées dans ce texte et dans la plupart des documents consultés par le terme *communautés*.

- Au Canada, les **Inuit.es** vivent au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le Nord-du-Québec (Nunavik) et au Labrador;
- Les **Métis.ses** vivent principalement en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et en Saskatchewan;
- Les **collectivités autochtones en milieu urbain** (qui comprennent des Métis, des Indiens non-inscrits, des Inuits et des membres des Premières Nations) vivent dans des villes ou des municipalités, qu'elles fassent partie ou non des réserves ou des territoires traditionnels (par exemple, la collectivité autochtone de Montréal).

On compte un total de 11 Nations reconnues au Québec, en plus des autres nations du reste du Canada. Il s'agit des :

- Abénaqui.es
- Algonquin.es
- Attikameks
- Cri.e
- Huron.nes-Wendats
- Malécites
- Micmac.ques
- Mohawks
- Montagnais.es-Innu.es
- Naskapis
- Inuit.es

Autochtone[1,2] **:**

Terme utilisé par le gouvernement du Canada et dans la Constitution pour désigner les Métis.ses et les membres des Premières Nations, alors regroupés dans un seul groupe. L'article 35(2) de la Loi constitutionnelle de 1982 précise que les peuples autochtones du Canada comportent notamment des Indien.nes et des Métis.ses du Canada. La désignation *Indiens inscrits* est un terme juridique issu de la Loi sur les Indiens[3] (1985).

Allochtone :

Terme utilisé pour désigner la population non autochtone.

Indien.ne inscrit.e[4] **:**

Autochtone admissible aux droits et avantages prévus par la Loi sur les Indiens et d'autres lois qui les concernent.

1 IVTF et Ville d'Ottawa, *Portrait de la diversité. Les peuples autochtones : Premières Nations, Inuits et Métis*, 2010.

2 L'utilisation du terme *Autochtone* dans le présent avis se réfère à cette définition.

3 Notons que les Inuit.es ne sont pas régis par la Loi sur les Indiens.

4 IVTF et Ville d'Ottawa, *op. cit.*, p. 9.

Inuit.e[5] **:**

Autochtone de langue esquimaude-aléoute dont la communauté est historiquement liée au milieu arctique, notamment le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest, le Nord-du-Québec (Nunavik) et le Labrador.

Inuktitut[6] **:**

Langue des Inuit.es, toujours comprise et parlée dans la plupart des communautés inuites.

Métis.se[7] **:**

Autochtone qui se distingue de ceux des Premières Nations par son ascendance mixte indienne et européenne. Les Métis.ses possèdent une culture et une langue propres et sont reconnus par la Loi constitutionnelle de 1982 comme peuple autochtone. Selon le Ralliement national des Métis : « Il s'agit d'une personne qui descend de souche métisse, qui se distingue des autres Autochtones et qui est acceptée par la nation métisse. Les Métis possèdent une histoire, une culture et une langue propres, issues de leurs diverses origines ancestrales, qui peuvent être écossaises, françaises, ojibwées et cries. Leurs territoires traditionnels comprennent les cours d'eau de l'Ontario, les environs des Grands Lacs et s'étendent à ce qui est défini dans les Droits autochtones des Métis du Nord Ouest, reconnus en vertu de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982. »

Réserve indienne[8] **:**

Territoire réservé aux Autochtones par la Loi sur les Indiens. Les terrains d'une réserve sont la propriété du gouvernement fédéral.

Identité autochtone[9] **:**

Cette expression désigne les personnes qui ont déclaré être des Autochtones, c'est-à-dire membres des Premières Nations (Indien.ne de l'Amérique du Nord), Métis.ses ou Inuit.es. Ce ne sont pas nécessairement des Indien.nes inscrit.es ou protégés par des traités.

5 Office québécois de la langue française, « Inuit », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique*, [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299241].

6 IVTF et Ville d'Ottawa, *op. cit.*, 2010 : http://ottawa.ca/fr/hotel-de-ville/decouvrir-votre-ville/profil-et-statistiques-economiques/optique-dequite-et

7 Office québécois de la langue française, « Métis », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique*, [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299269].

8 Office québécois de la langue française, « Réserve indienne », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique,* [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299493]

9 « Encadré 6 : concepts et définitions », [En ligne], Statistique Canada, [http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-fra.cfm#bx6].



1

1.2 APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE UTILISÉES

Comme il existe peu de données et d'analyses portant spécifiquement sur les jeunes Autochtones à Montréal, l'approche de la présente étude a consisté, d'une part, à vérifier et bonifier les constats présents dans la littérature et, d'autre part, à compiler de nouvelles données sur cette population peu étudiée, par l'entremise d'entrevues et de groupes de discussion. Cette approche de terrain a permis de tracer un portrait plus juste des jeunes Autochtones, des enjeux auxquels ils sont confrontés et de leurs besoins en vue d'une plus grande intégration socioéconomique. Les recommandations – s'appuyant sur une compréhension des services et des programmes déjà en place et du fonctionnement de l'administration municipale montréalaise – s'inspirent de pratiques qui fonctionnent bien ailleurs.

L'analyse traverse cinq grands domaines pour lesquels les besoins, l'offre de services actuelle et les pratiques inspirantes ont été décrits et des recommandations élaborées. Les cinq domaines retenus, définis en introduction de chaque section, sont les suivants :

- Accueil et vie quotidienne (transport, logement et services de garde);
- Santé et services sociaux (soins de santé traditionnels, accès aux soins, racisme et discrimination lors de la recherche de soins, soins liés à la violence, consommation alcool/drogue);
- Éducation, emploi et formation (compétences linguistiques en anglais et en français, études, intégration socioéconomique, recherche d'emploi);
- Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion (liens entre Autochtones, liens avec les Allochtones, sauvegarde de la culture et de la langue);
- Arts, culture et réappropriation culturelle (expression artistique et projets liés à la culture et à la langue).

Trois méthodes principales ont été utilisées dans le cadre de cette étude.

Une *revue documentaire* a d'abord été réalisée, comprenant :

1. Une compilation des statistiques disponibles;
2. Une recension des programmes et des services en place;
3. Une revue de la littérature portant sur les jeunes Autochtones en milieu urbain; et
4. Une recension des pratiques inspirantes existantes.

Des entrevues ont été menées afin à la fois d'ancrer la recherche et l'analyse dans le contexte particulier de l'étude – soit la réalité montréalaise actuelle – et d'accéder rapidement à la compréhension des enjeux telle que développée par les intervenant.es de terrain les plus informés et par les jeunes Autochtones eux et elles-mêmes. En plus des expertes et intervenant.es de terrain, des entrevues ont été effectuées avec une sélection de jeunes Autochtones dont les parcours ont été jugés particulièrement inspirants.

TABLEAU 1

Informations sur les personnes interviewées pour l'enquête

PERSONNES INTERVIEWÉES	DÉTAIL	NOMBRE D'ENTREVUES
Intervenant.es du milieu autochtone montréalais	Responsable du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal	**1**
	Intervenant.es qui travaillent auprès des jeunes Autochtones à Montréal	**10**
Responsables de la Ville de Montréal	Responsable du dossier autochtone à la Ville de Montréal	**1**
	Responsable du dossier des arts à la Ville de Montréal	**1**
	Responsable du dossier du logement à la Ville de Montréal	**1**
Expertes des questions autochtones	Chercheuse à l'Université Laval Experte des questions des jeunes Autochtones chez Femmes autochtones du Québec	**2**
TOTAL		**16**

En somme, 16 entrevues ont été réalisées entre le 30 juin et le 10 décembre 2015.

S'appuyant à la fois sur la revue de littérature et les entrevues, sept groupes de discussion ont été tenus le 26 juin et le 30 août 2015, soit un avec des intervenant.es[10] et six avec des jeunes Autochtones. Les groupes de jeunes ont été formés de manière à assurer la diversité de l'échantillon :

- 1 groupe de **jeunes Autochtones** de 17 ans et moins;
- 1 groupe de **jeunes femmes** autochtones âgées de 18 à 30 ans;
- 1 groupe de **jeunes hommes** autochtones âgés de 18 à 30 ans;
- 1 groupe **mixte** comprenant des jeunes Autochtones âgés de 18 à 30 ans.
- 1 groupe composé d'**Inuits** âgés de 12 à 30 ans[11];
- 1 groupe composé de **Mohawks** âgés de 12 à 30 ans.

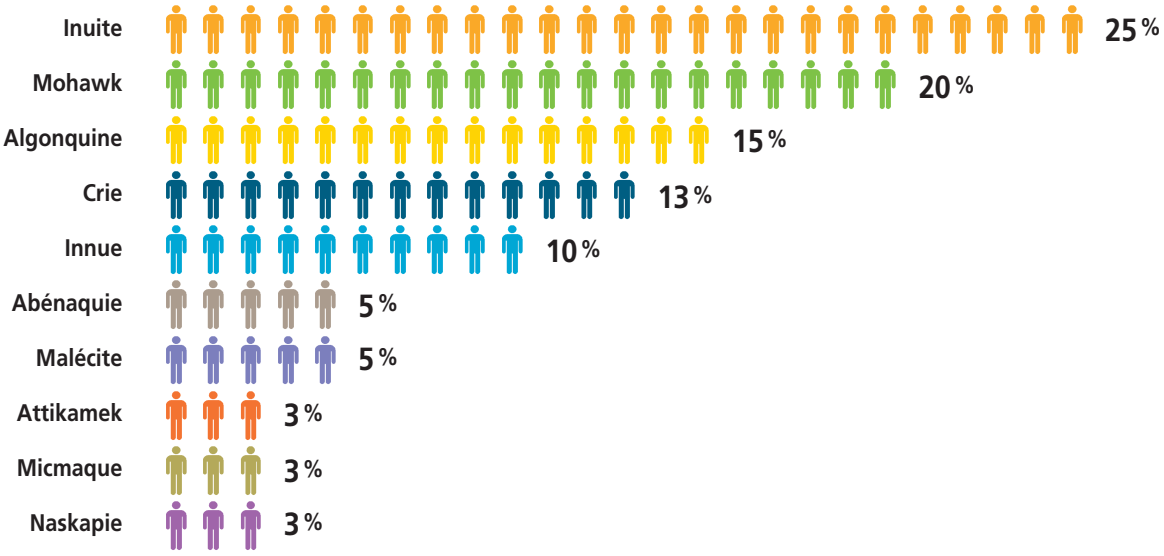
10 Les personnes présentes étaient celles qui siègent au comité jeunesse du RÉSEAU.

11 À noter que, conséquemment au faible niveau de participation pour ce groupe, des entrevues individuelles ont été effectuées afin d'atteindre un nombre suffisant de répondant.es inuits.

En général, l'interaction entre les personnes dans les groupes de discussion permet d'aller plus loin dans la réflexion, d'arriver à des constats généralisés et d'améliorer la compréhension d'une expérience vécue de façon isolée. La synergie créée contribue à isoler des constantes et des particularités relatives à l'expérience urbaine vécue et aux obstacles à l'intégration. Les graphiques suivants décrivent la composition très variée des groupes. En tout, c'est 40 jeunes d'horizons et de profils très diversifiés qui ont pris part aux groupes de discussion.

FIGURE 1

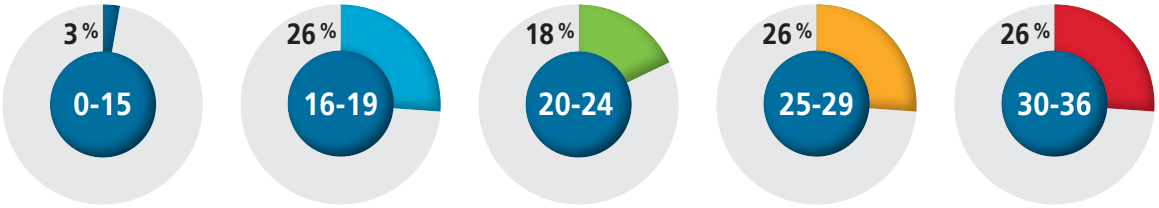
Répartition des répondant.es selon la nation



Source : Bem & Co., 2015.

FIGURE 2

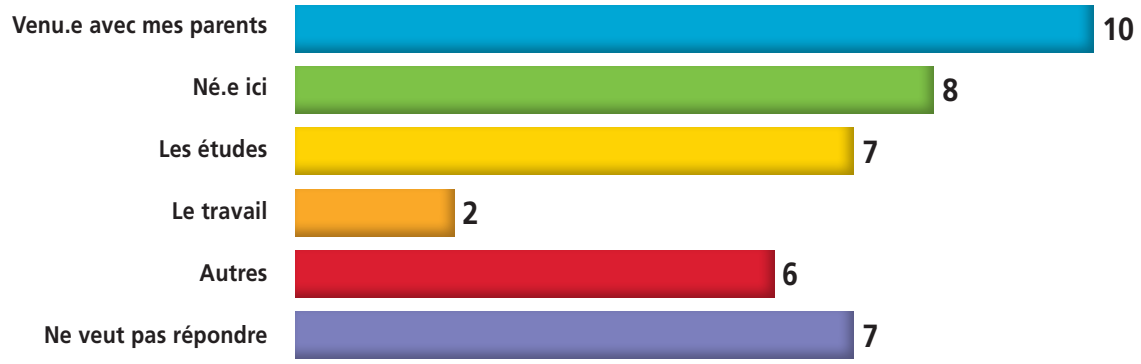
Répartition des répondant.es selon l'âge



Source : Bem & Co., 2015.

FIGURE 3

Répartition des répondant.es selon les raisons de l'établissement à Montréal



Source: Bem & Co., 2015.

1.3 RECENSION DES PROGRAMMES ET DES SERVICES ACTUELLEMENT OFFERTS AUX AUTOCHTONES À MONTRÉAL

Bien qu'on observe un nombre croissant de ressources dédiées aux Autochtones à Montréal, leur population s'accroît rapidement[12] et les organisations en place ne suffisent pas à répondre à la demande. De plus, le sous-financement chronique entrave leurs activités et quelques organismes, comme le Centre de formation pour Autochtones dans les métiers de la construction et secteurs connexes, ont récemment été contraints de fermer leurs portes.

En 2010, la Ville de Montréal recensait 32 organisations autochtones dans les secteurs de l'appartenance communautaire (8), des arts et de la culture (3), de la concertation (1), de l'éducation, de la formation et de l'emploi (5), du logement (1), de la représentation politique (5), de la santé et des services sociaux (7), des services de garde (1) et des services juridiques (1)[13]. Le *Guide de référence autochtone à Montréal* dénombre jusqu'à 52 organisations autochtones de toute sorte, à Montréal et dans ses environs[14,15].

Il faut également souligner que les centres administratifs de plusieurs organisations qui offrent du soutien, des services et de l'expertise aux communautés sont situés en ville. À Wendake, dans la proche banlieue de la ville de Québec, on trouve le secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) et ses nombreuses divisions administratives. La Société de développement des Naskapis a un bureau à Québec. Femmes autochtones du Québec est établi à Montréal, de même que l'Administration régionale crie et la Société Makivik. On observe ainsi une circulation d'informations continue entre les communautés et les villes, qu'il s'agisse d'une grande agglomération comme Montréal ou de villes de plus petite taille comme Québec et Val-d'Or.

12 Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), 2015.

13 Direction de la diversité sociale du Service du développement et des opérations, *Bottin des ressources offertes aux personnes autochtones de Montréal*, 2010, Montréal.

14 SAMU, 2015.

15 Comité de travail Employabilité-Formation-Éducation du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal, *Guide de référence autochtone à Montréal*, [sans date].

2 POPULATIONS AUTOCHTONES AU CANADA, AU QUÉBEC ET À MONTRÉAL

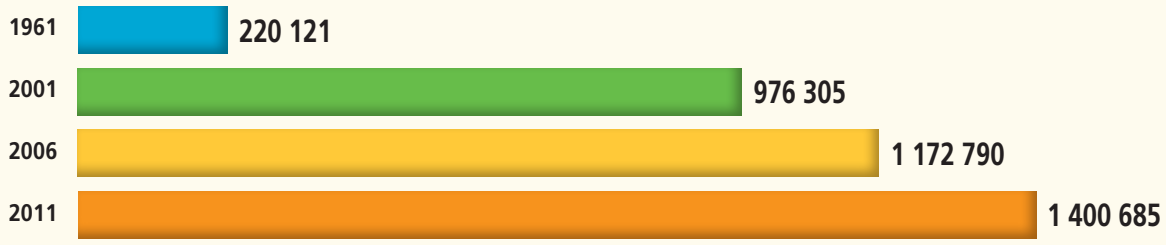
Survol des données démographiques

2.1 AUTOCHTONES ET JEUNES AUTOCHTONES AU CANADA ET AU QUÉBEC

- La population autochtone est de 1 400 685 personnes pour l'ensemble du Canada et de 141 915 personnes au Québec;
- L'âge médian de la population autochtone au Canada est de 27,7 ans (c. 40,6 ans pour l'ensemble des Canadiens) et de 32,7 ans au Québec;
- 28 % de la population autochtone du Canada a 14 ans et moins (c. 16,8 % pour l'ensemble de la population canadienne) et 23,6 % au Québec;
- 56 % des Autochtones du Canada vivent en milieu urbain;
- 17,2 % des Autochtones du Canada et 32,4 % de ceux du Québec peuvent soutenir une conversation dans une langue autochtone (63,7 % pour les Inuit.es du Canada et 88,1 % pour les Inuit.es du Québec).

FIGURE 4

Nombre d'Autochtones au Canada par année de recensement

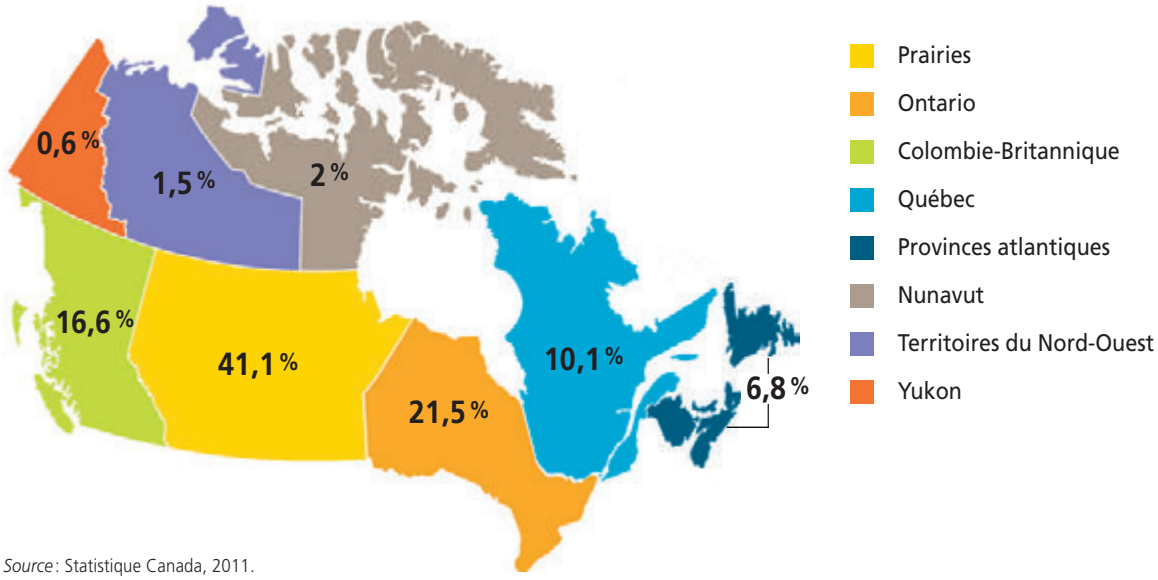


Source: Statistique Canada, 1961, 2001, 2006, 2011.

La population autochtone est en forte croissance au pays et Statistique Canada prévoit que cette croissance se poursuivra dans les prochaines décennies. Ainsi, des 1 400 685 personnes d'identité autochtone recensées en 2011, la population pourrait atteindre entre 1 700 000 et 2 200 000 personnes en 2031, ce qui représenterait une croissance annuelle de 1,1 % à 2,3 %. Notons que la croissance pour l'ensemble de la population canadienne est en moyenne de 0,9 %. Les personnes d'identité autochtone représenteraient alors près de 6 % de la population canadienne en 2036, comparativement à 4,4 % en 2011.

FIGURE 5

Répartition des Autochtones selon la province ou le territoire de résidence (2011)

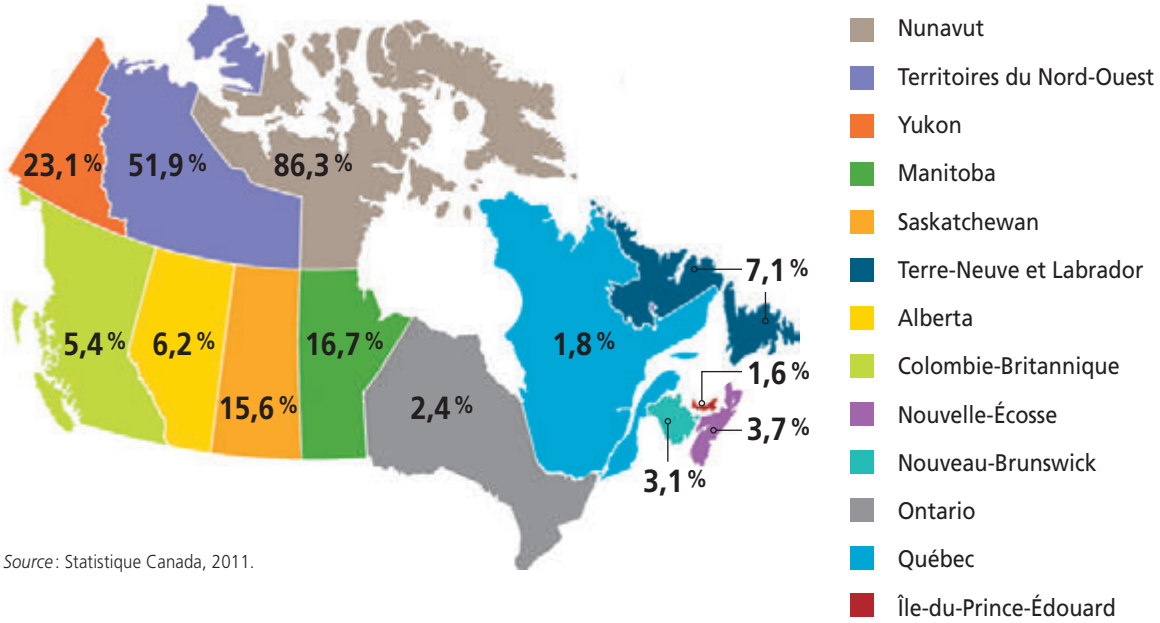


Source : Statistique Canada, 2011.

La population se répartit inégalement entre les différentes provinces canadiennes et le poids démographique des personnes autochtones varie considérablement d'une province ou d'un territoire à l'autre. Ainsi, les personnes autochtones comptaient pour 86,3 % de la population du Nunavut et respectivement 16,7 % et 1,8 % de celles du Manitoba et du Québec.

FIGURE 6

Poids démographique de la population autochtone, selon la province ou le territoire (2011)

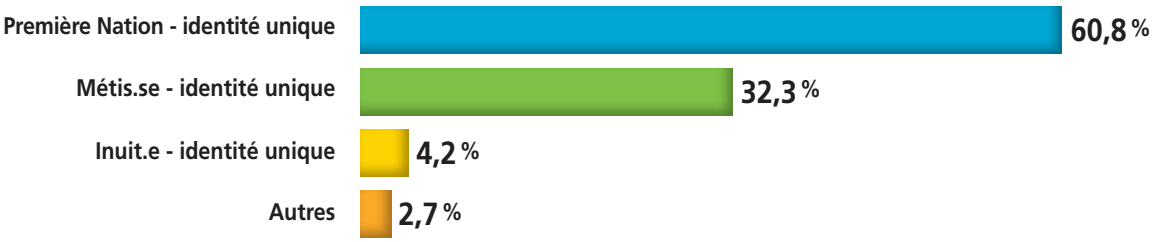


Source : Statistique Canada, 2011.

Il existe de multiples identités autochtones au Canada. Elles sont en général classées en trois catégories, soit celles des Premières Nations, des Inuit.es et des Métis.ses. Parmi tous les Autochtones, les Inuit.es et les Métis.ses sont respectivement les plus et les moins susceptibles de connaître ou d'avoir une langue maternelle autochtone. Une plus grande proportion des Autochtones du Québec peut soutenir une conversation dans une langue autochtone (32,4 % c. 17,2 % pour les Autochtones de l'ensemble du Canada).

FIGURE 7

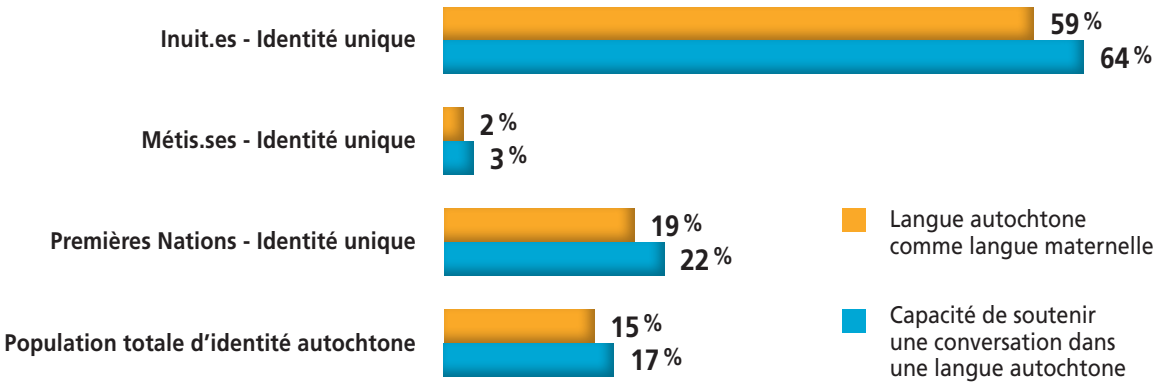
Répartition de la population autochtone selon l'identité spécifique (2011)



Source : Statistique Canada, 2011.

FIGURE 8

Répartition des langues autochtones selon l'identité (2011)

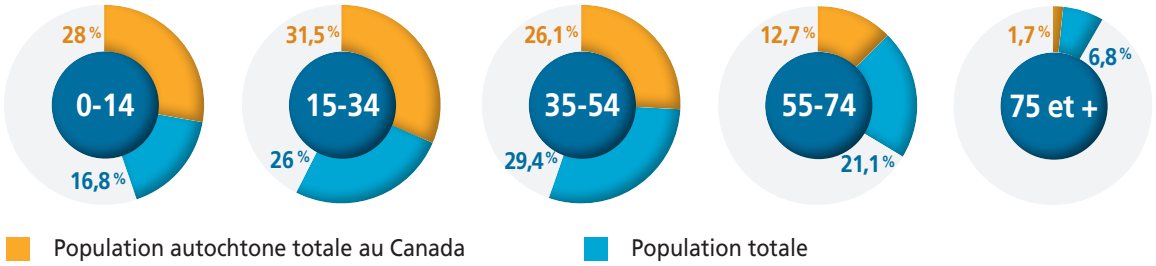


Source : Statistique Canada, 2011.

La population autochtone est plus jeune que la population générale. Ainsi, l'âge médian pour les Autochtones était en 2011 de 27,7 ans et celui de la population canadienne en général était de 40,6 ans. De plus, 28 % de la population autochtone et 16,8 % de la population canadienne était âgée de 14 ans et moins. Par ailleurs, 31,5 % de la population autochtone et 26 % de la population canadienne avaient entre 15 et 34 ans. La population autochtone québécoise est moins jeune que celle de l'ensemble du Canada (32,7 ans c. 27,7 ans pour les Autochtones de l'ensemble du Canada).

FIGURE 9

Poids démographique des groupes d'âge selon l'identité autochtone (2011)

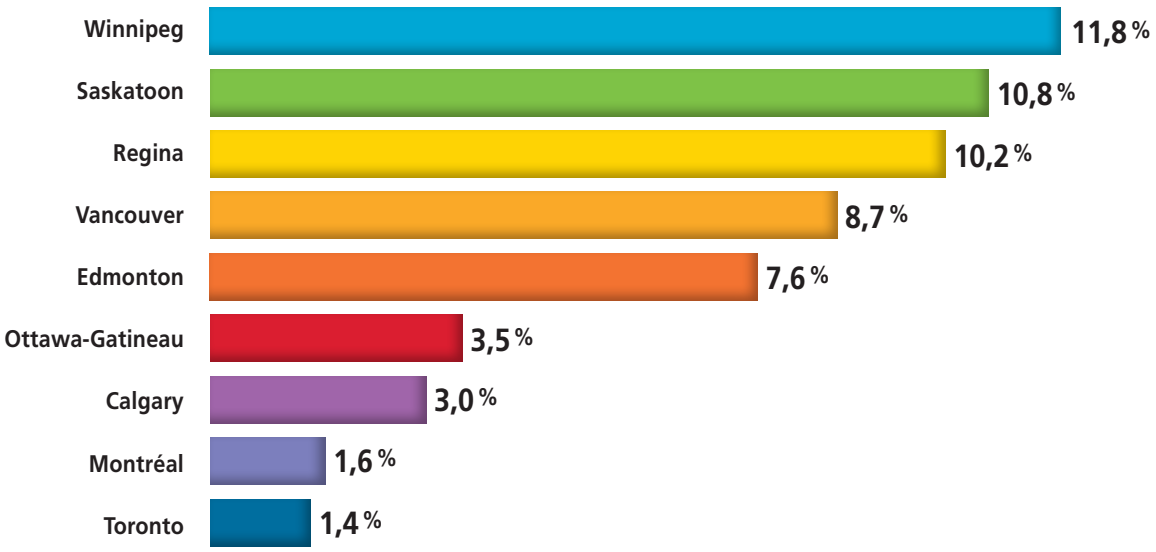


Source : Statistique Canada, 2011.

La proportion d'Autochtones vivant en milieu urbain a commencé à croître dans les années 1950, ayant été jusque-là relativement faible (Norris et Clatworthy, 2011). En 1951, seulement 7 % de la population autochtone totale du Canada vivait dans une zone métropolitaine (Norris et Clatworthy, 2011; Peters, 2004). Depuis, on a signalé une croissance continue de la population autochtone en milieu urbain (Norris et Clatworthy, 2011) avec une augmentation encore plus soutenue au cours des 10 dernières années (Browne *et al.*, 2009). Les personnes autochtones ont un poids démographique très varié selon la ville de résidence et se répartissent inégalement dans les différentes villes canadiennes : ainsi, elles comptent pour 11,8 % de la population à Winnipeg et pour 1,6 % à Montréal.

FIGURE 10

Poids démographique de la population autochtone selon la région métropolitaine de recensement (2011)



Source : Statistique Canada, 2011.

2.2 AUTOCHTONES ET JEUNES AUTOCHTONES À MONTRÉAL

La croissance et l'urbanisation de la population autochtone se constatent également au Québec. Entre 2001 et 2011, la population autochtone à Montréal a augmenté de 177 % en raison d'une importante migration hors réserve vers la ville. Montréal siège au premier rang des villes et municipalités du Québec pour le nombre d'Autochtones qui y habitent. La métropole accueille même davantage d'Autochtones que certaines des plus importantes communautés autochtones du Québec. De fait, on retrouve à Montréal 7,4 % des Autochtones du Québec et la région regrouperait même 39,4 % des Autochtones qui ne résident pas dans la communauté à laquelle ils appartiennent (réserve ou territoire désigné). La population autochtone à Montréal est ainsi passée de 6 930 personnes en 2001 à 10 505 en 10 ans à peine.

FIGURE 11

Nombre d'Autochtones à Montréal par année de recensement

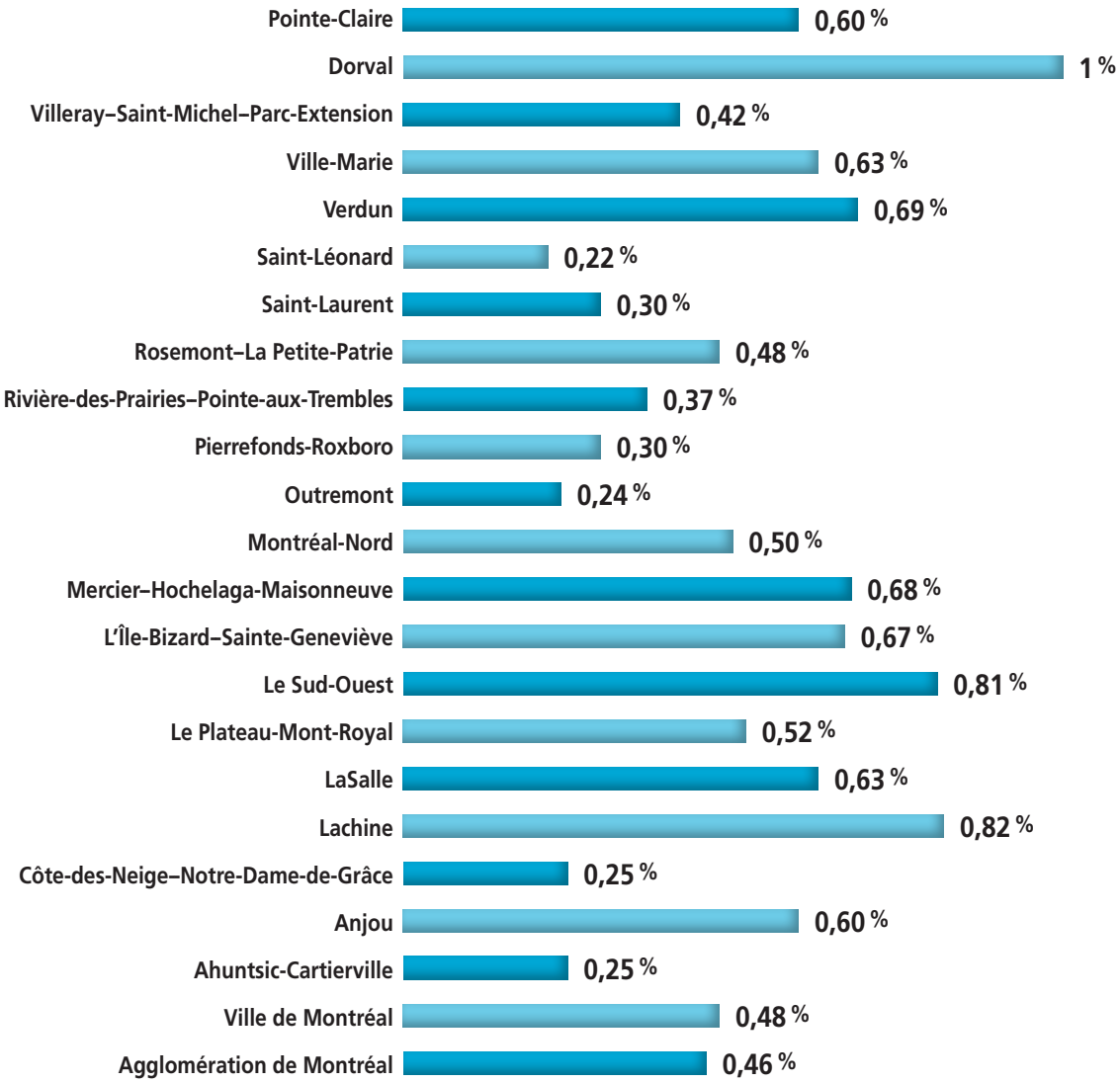


Source : Statistique Canada, 2011.

La population autochtone de la grande région métropolitaine est pour sa part passée de 11 160 personnes en 2001 à 26 280 en 2011. Les personnes autochtones résident de manière assez dispersée dans les différentes villes et arrondissements de l'agglomération de Montréal. Le poids démographique des Autochtones est le plus grand dans les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest (0,8 %) ainsi que de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de Verdun (0,7 %). Du côté des villes liées, les Autochtones sont plus présents à Dorval (1 %) et à Pointe-Claire (0,6 %).

FIGURE 12

Poids démographique des Autochtones dans les arrondissements et villes de l'agglomération de Montréal (2006)

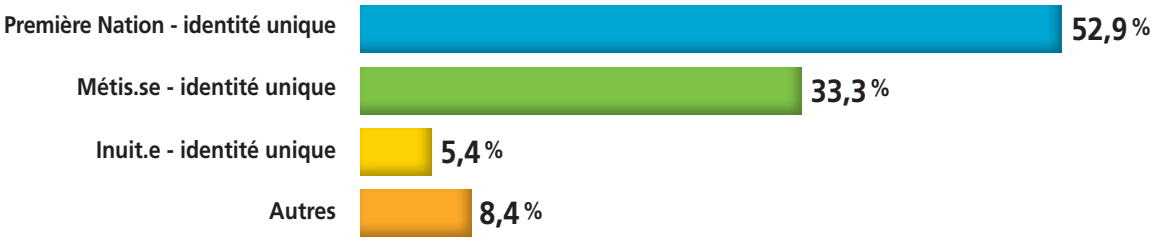


Source : *Un portrait de santé des Autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015, p. 58.

Les membres de Premières Nations comptent pour 53 % de tous les Autochtones de Montréal alors que les personnes déclarant une identité métisse et inuite comptent respectivement pour 33 % et 5 %.

FIGURE 13

Répartition de l'identité autochtone spécifique à Montréal (2011)

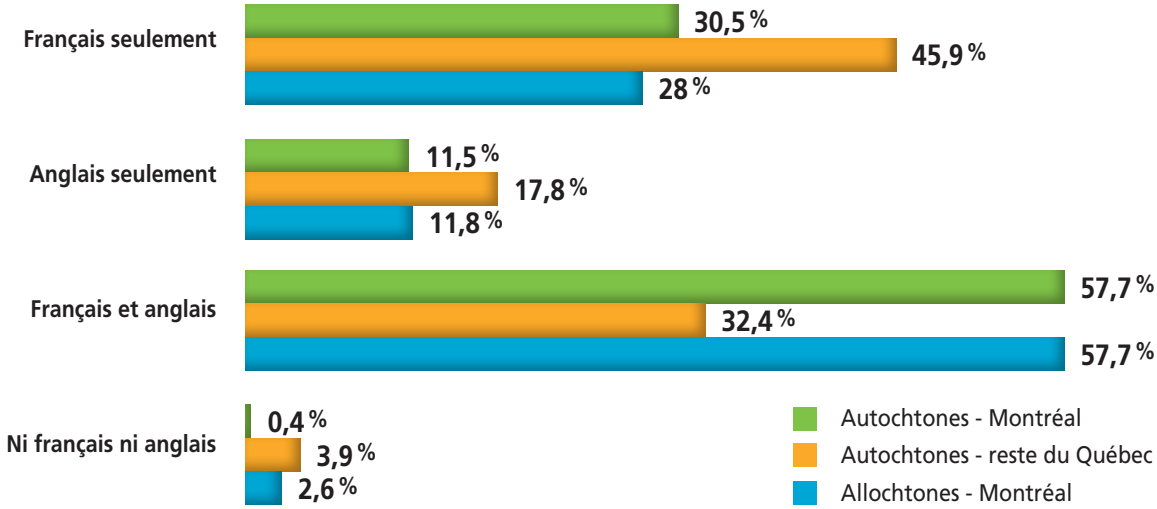


Source : Statistique Canada, 2011.

Selon le profil dressé en 2010 par la Division des affaires économiques et institutionnelles de la Ville de Montréal[16], sur le plan linguistique, 3 % des Autochtones de Montréal ont déclaré une langue maternelle autochtone, alors que cette proportion se situait à 5 % chez les jeunes Autochtones de moins de 18 ans. Seulement 5 % des Autochtones de l'île de Montréal connaissaient une langue autochtone alors que cette proportion est de 32 % pour l'ensemble des Autochtones du Québec. Finalement, 30,5 % des Autochtones montréalais ne parlaient que le français, 11,5 % ne parlaient que l'anglais, 57,7 % parlaient les deux langues officielles alors que 0,4 % seulement ne parlaient ni l'anglais ni le français.

FIGURE 14

Connaissance des langues officielles selon l'identité et le lieu de résidence (2011)



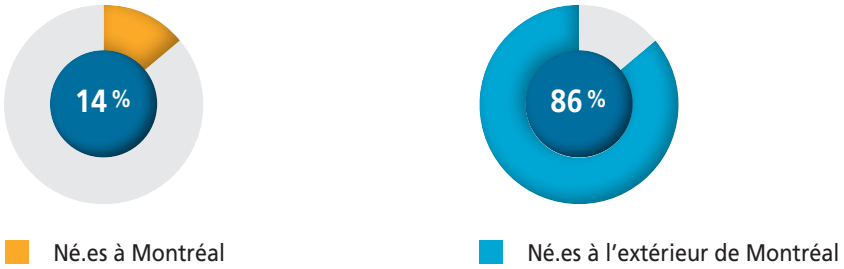
Source : Statistique Canada, 2011.

16 Ville de Montréal, « Portrait de la population autochtone à Montréal ». Division des affaires économiques et institutionnelles, 2010.

En 2011, la très grande majorité des Autochtones de Montréal étaient nés à l'extérieur de la ville. Ajoutons que 44 % y résidaient depuis moins de 10 ans.

FIGURE 15

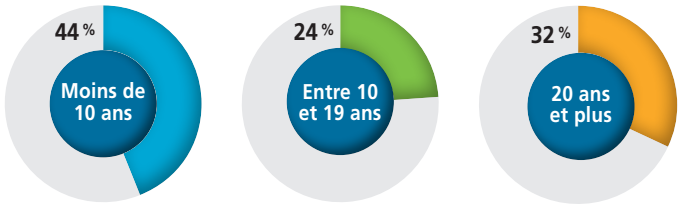
Lieu de naissance des Autochtones montréalais.es (2011)



Source : *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*. Environics Institute, 2011, p. 30.

FIGURE 16

Durée de résidence à Montréal des Autochtones montréalais.es (2011)

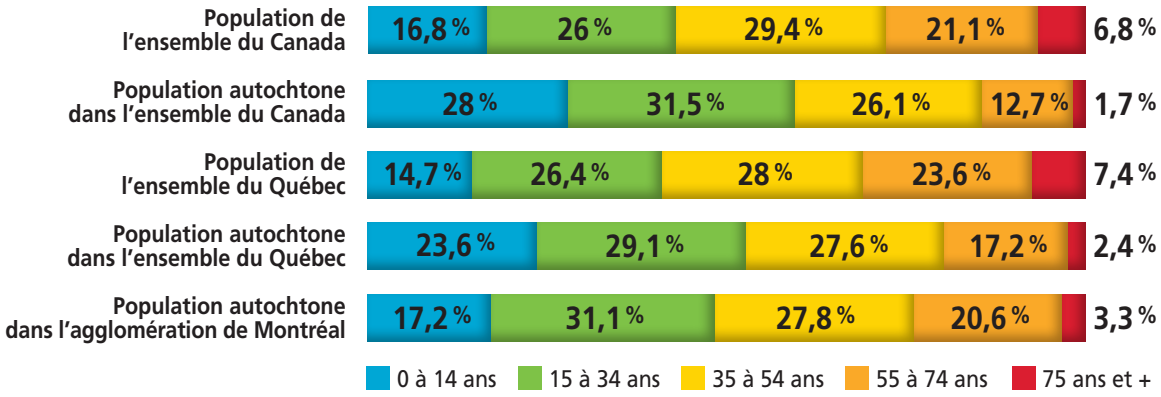


Source : Statistique Canada, 2011.

La population autochtone de l'agglomération de Montréal était en 2011 plus âgée que l'ensemble des Autochtones du Québec et du Canada. L'âge médian des hommes était de 35 ans et celui des femmes de 37 ans, comparativement à 31 ans et 34 ans pour les hommes et les femmes autochtones de l'ensemble du Québec. Précisons que la proportion de Montréalais âgés de moins de 15 ans est de 17 % tant chez les Autochtones que chez les Allochtones.

FIGURE 17

Tranches d'âge de la population selon l'identité autochtone et le lieu de résidence (2011)

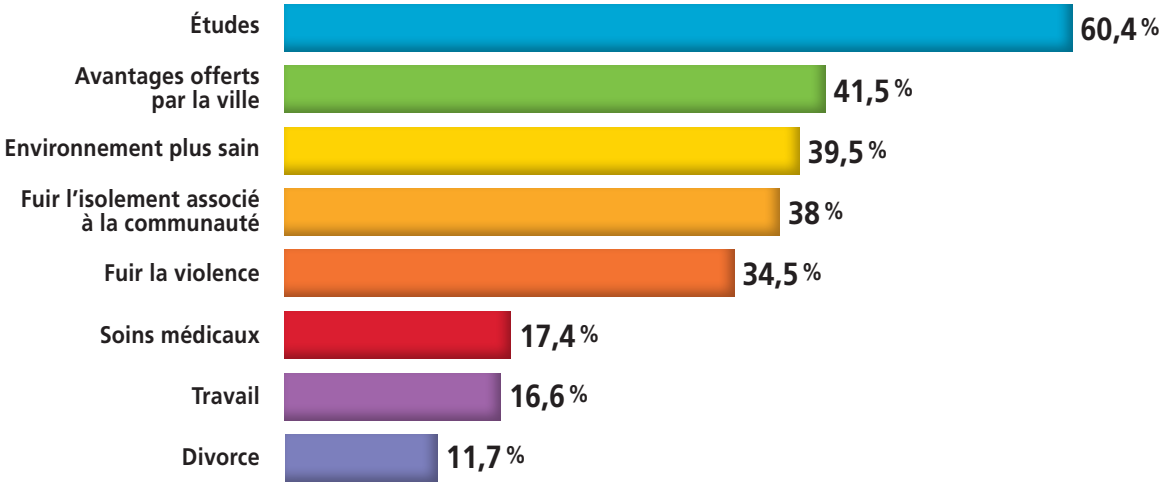


Source: Statistique Canada, 2011.

Lorsque questionnés sur les raisons de leur arrivée à Montréal, les jeunes Autochtones en évoquent plusieurs, dont les plus fréquemment rapportées sont les études (60,4 %), l'accès aux avantages offerts par la ville (41,5 %), vivre dans un environnement plus sain (39,5 %) et fuir l'isolement de la communauté (38 %). Il est à noter que seulement 16,6 % des jeunes interrogés ont évoqué le travail comme motivation importante.

FIGURE 18

Raisons évoquées par les jeunes pour expliquer leur arrivée en milieu urbain (2009)



Source : *Évaluation des besoins en matière de services psychosociaux du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, 2009.

3 RÉSULTATS

3.1 ACCUEIL ET VIE QUOTIDIENNE

La section *accueil et vie quotidienne* recouvre les enjeux liés à l'arrivée à Montréal ainsi qu'à l'organisation de la vie personnelle et familiale des jeunes Autochtones. Elle inclut notamment les problématiques liées au logement et au transport, aux services de garde, aux compétences nécessaires à la vie urbaine et aux défis posés aux organismes par la grande mobilité de cette population. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones à ces égards, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par deux recommandations.

3.1.1 Revue de la littérature

Si, au Québec comme au Canada, les Autochtones sont de plus en plus nombreux à vivre dans les milieux urbains, ils se démarquent de la population générale par leur très grande mobilité. En effet, que ce soit pour de courts ou de longs séjours, les migrations et déplacements entre les réserves, entre les milieux ruraux et les milieux urbains sont chez eux particulièrement courants, tout comme les déménagements à l'intérieur d'une même ville. Certains voient là un signe de la précarité et une caractéristique propre à cette population, alors que d'autres arguent plutôt que ces mouvements participent de transformations sociales plus larges qui font de la mobilité à court, moyen et long termes partie intégrante de la vie personnelle et professionnelle[17]. Les données amassées de 1997 à 1999 dans le cadre du programme de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada suggèrent en effet que pour les femmes autochtones de Montréal, cette mobilité accrue ne s'explique ni par la situation familiale ni par l'âge. Les déplacements fréquents seraient plutôt une caractéristique de leur mode de vie et de leur identité, et non pas une situation exceptionnelle qu'il faudrait transformer[18].

Un consensus existe chez les chercheurs et les organismes communautaires autochtones quant au fait que la présence autochtone en ville n'est pas un phénomène nouveau, mais qu'il a pris de l'ampleur dans les dernières décennies et que, en raison des transformations démographiques en cours, il est appelé à s'intensifier. De fait, 86 % des Autochtones installés à Montréal sont des résidents dits de première génération, c'est-à-dire qu'ils sont nés et ont grandi ailleurs qu'à Montréal. Les résidents de deuxième génération représentent 14 % : ils sont nés et ont grandi à Montréal de parents qui s'y sont installés à l'adolescence ou au début de l'âge adulte. En outre, 32 % d'entre eux habitent la métropole depuis plus de 20 ans, alors que 44 % y sont depuis moins de 10 ans[19]. Comme l'indique la figure 19, les motifs principaux de la migration vers Montréal sont l'éducation, l'emploi et la famille[20]. L'importance de l'éducation laisse deviner l'arrivée d'une population assez jeune.

17 C. Lévesque, « La présence des Autochtones dans les villes du Québec; mouvements pluriels, enjeux diversifiés », dans D. Newhouse et E. J. Peters, *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, 2003, p. 28.

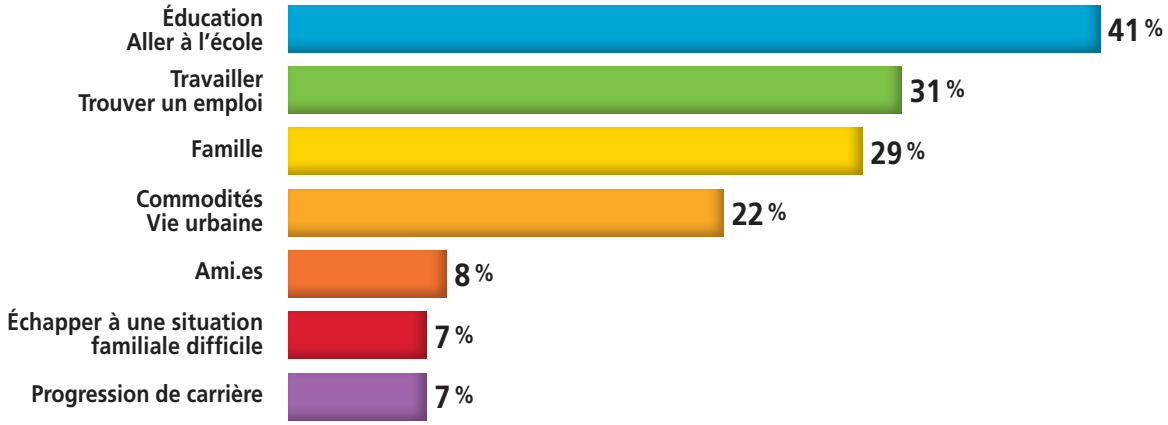
18 *Loc. cit.*

19 Environics Institute, *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, 2011, p. 18.

20 *Ibid.*, p. 19.

FIGURE 19

Raisons expliquant que les répondant.es habitent à Montréal



Source : *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, Environics Institute, 2011.

Malgré l'ensemble des défis que pose la vie urbaine décrits dans ces pages, les Autochtones montréalais semblent entretenir une vision globalement positive de leur expérience de la ville. Ainsi, 69 % d'entre eux affirment apprécier fortement la vie à Montréal en raison, entre autres, de la qualité de vie, de l'effervescence urbaine et de l'impression générale d'ouverture d'esprit et d'acceptation sociale qu'ils ressentent. Au nombre des éléments moins appréciés, on retrouve la pression propre à la vie urbaine qu'engendrent notamment la circulation dense, la pollution, le bruit, le rythme et le coût de la vie[21].

Le passage de la réserve à la ville ou d'un milieu rural à un milieu urbain ne s'opère pas pour autant sans heurts. Comme le souligne le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)[22], le mouvement vers la ville est souvent porté par « l'espoir d'une vie meilleure ». Si certains voient leurs vœux s'exaucer, d'autres sont plutôt confrontés à une détérioration de leur situation, alors qu'aux problèmes qui les ont suivis jusqu'à Montréal s'ajoutent l'isolement et la précarité financière. Il faut mentionner, à l'instar du RCAAQ[23], que des différences majeures distinguent la vie urbaine de la vie dans les communautés autochtones, qui peuvent

21 *Ibid.*, p. 52.

22 Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, *Mémoire du Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones du Québec*, 2013, p. 11.

23 *Ibid.*

rendre la transition d'un milieu à l'autre plus laborieuse qu'initialement estimée. Le RCAAQ mentionne à cet effet l'anonymat caractéristique de la vie en ville, qui s'oppose à la promiscuité vécue dans les petites communautés, et le fonctionnement très différent des institutions et services en milieu urbain. Finalement, le fait de quitter une communauté pour aller s'installer en ville peut se présenter comme un acte d'abandon ou d'exil, dans la mesure où, entre autres choses, les individus qui quittent les réserves n'ont plus accès aux services offerts par le Conseil de bande de leur communauté d'origine, le pouvoir de ce dernier étant confiné aux frontières de son territoire. Alors qu'aujourd'hui la vie urbaine est le fait d'une large proportion des Autochtones canadiens, la Loi sur les Indiens ne tient aucunement compte de cette réalité.

Les défis que pose l'arrivée en ville se couplent à ceux que rencontrent les organismes qui cherchent à soutenir les populations autochtones en milieu urbain. Les embûches sont nombreuses et parvenir à rejoindre une population très mobile est l'une d'entre elles. En effet, aux déplacements entre les réserves, les milieux ruraux et les milieux urbains s'ajoutent une instabilité et une forte mobilité résidentielle au sein d'une même ville. Entre 2001 et 2006, « [p]lus de la moitié de la population autochtone aurait déménagé au moins une fois », une proportion significativement plus élevée que ce qu'indiquent les données pour la population générale [24].

Bien qu'aucune étude ne semble avoir été menée sur le sujet, plusieurs suggèrent que cette forte propension à déménager puisse être liée à la mauvaise qualité des logements occupés. En effet, à Montréal, un Autochtone sur huit vit dans un logement qui nécessite des rénovations majeures (plomberie, installation électrique, charpente des murs, planchers et plafonds). Comme le démontre la figure 20, les ménages autochtones sont plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat au sens où l'entend la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), qui définit un logement acceptable comme étant :

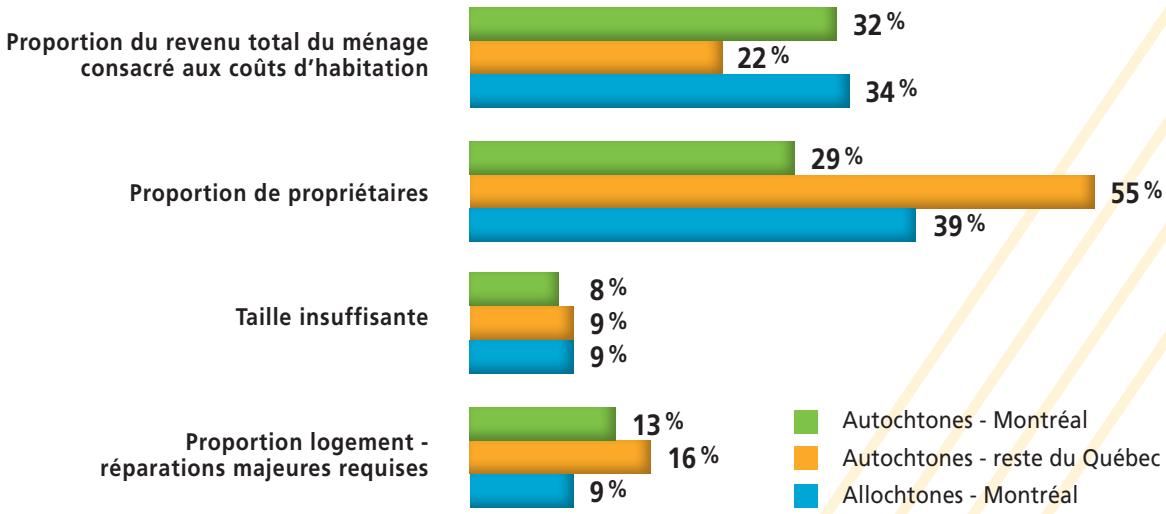
- de qualité convenable, c'est-à-dire que « de l'avis des occupants, il ne nécessite pas de réparations majeures »;
- de taille convenable, c'est-à-dire qu'il compte suffisamment de chambres pour accommoder tous les occupants;
- de prix abordable, c'est-à-dire que « le ménage y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt » [25].

24 Statistique Canada, « Profil de la population autochtone de 2006 pour Montréal », 2009 [En ligne].

25 Société canadienne d'hypothèque et de logement, *Le logement au Canada en ligne – Définitions*, [En ligne].

FIGURE 20

Situation de logement selon l'identité et le lieu de résidence (2011)



Source : *Un portrait de la santé des Autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

En 2006, 40 % des Autochtones habitant dans les moyennes et grandes villes canadiennes occupaient des logements nécessitant des réparations mineures ou majeures[26]. De même, à revenu égal, ils seraient plus susceptibles que la population générale de vivre dans un logement inadéquat ou surpeuplé[27], ce qui est d'autant plus problématique que la disponibilité et la qualité des logements agissent comme déterminants sociaux de la santé, du bien-être, de l'intégration à la vie économique et sociale ainsi que de l'accès à l'éducation[28].

Si les membres des Premières Nations indiquent qu'ils ont le sentiment de pouvoir choisir le quartier dans lequel ils vont s'installer[29], le RCAAQ insiste sur le fait que les besoins en matière de logement comptent au nombre des priorités exprimées par les participant.es à l'*Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*[30]. Ils soulignent entre autres la nécessité d'avoir accès à divers types de logement, entre autres un refuge pour hommes et des installations à faible coût pour des séjours de courte

26 Y. D. Belanger, G. Weasel Head et O. Awosoga, « Housing and Aboriginal People in Urban Centres : A Quantitative Evaluation », *Aboriginal Policy Studies*, 2012, vol. 2, nº 1, p. 16.

27 *Ibid.*, p. 18.

28 *Ibid.*, p. 4.

29 Environics Institute, *op. cit.*, p. 54.

30 RCAAQ, *Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*, 2008, p. iv.

durée[31]. Aucune donnée à ce sujet n'existe pour Montréal, mais il semble qu'à Winnipeg et à Edmonton, les ménages autochtones aient à héberger de nombreux « visiteurs » qui s'installent pour une plus ou moins longue période chez la famille ou des amis, faute de parvenir à trouver un logement adéquat. Si elle permet de réduire l'itinérance, cette situation contribue à la surpopulation dans les logements et, comme le moment du départ et de l'arrivée de ces visiteurs est le plus souvent imprévisible, elle représente un facteur de vulnérabilité pour les ménages déjà précaires, qui ont souvent une femme seule à leur tête[32].

De nombreux témoignages laissent entrevoir que le racisme et la discrimination économique compliquent la recherche d'un logement pour les Autochtones, qui sont confrontés aux préjugés et à l'incompréhension lorsque vient le temps de signer un bail. Les participant.es à des groupes de discussion menés en 2007 à Ottawa témoignent de la réticence des propriétaires à leur louer un appartement, réticence encore plus marquée lorsque ce sont des jeunes qui se cherchent un toit[33]. Dans la mesure où l'accès à des logements abordables et adaptés influence l'ensemble des dimensions de l'existence, depuis la santé jusqu'à l'intégration à la vie économique, les organismes autochtones en milieu urbain, le RCAAQ en tête, en font une priorité. Dans cet esprit, ils plaident pour la reconnaissance et la prise en compte de la spécificité de la réalité urbaine des Autochtones dans l'élaboration, par le gouvernement du Québec, de la *Politique nationale de l'habitation* et pour l'inclusion d'un volet qui touche spécifiquement les besoins des Premières Nations, des Inuit.es et des Métis.ses[34]. Par ailleurs, beaucoup de ceux qui arrivent en milieu urbain n'ont pas de dossier de crédit, une entrave majeure à la signature d'un bail.

De tous les éléments qui entrent en jeu dans l'accueil et la vie quotidienne des Autochtones à Montréal, le logement est sans doute le plus important. Néanmoins, les individus qui arrivent à Montréal et les familles qui y sont déjà installées expriment un certain nombre d'autres besoins qui, s'ils peuvent paraître de moindre importance, ont un fort impact sur la qualité de vie et les possibilités d'intégration à la vie économique et sociale.

Les possibilités qu'offre le transport en commun[35] comptent au nombre des particularités qui contribuent à la satisfaction des Autochtones quant à la vie urbaine[36]. Toutefois, si son fonctionnement va de soi pour ceux qui ont toujours vécu en ville, plusieurs Autochtones et Inuit.es arrivés du Nord et des réserves rapportent avoir eu du mal à l'apprivoiser[37]. Savoir où et comment acheter les titres de transport, comprendre le plan et le fonctionnement des lignes d'autobus et de métro, savoir comment demander un arrêt sont autant de gestes qui nécessitent un certain apprentissage et peuvent représenter une source de stress pour les nouveaux venus. Le RCAAQ compte d'ailleurs l'utilisation des transports publics au nombre des « connaissances de

31 *Ibid.*, p. 41.

32 R. C. Walker, « Improving the interface between urban municipalities and aboriginal communities », *Canadian Journal of Urban Research, Suppl. Canadian Institute of Planners*, 2008, vol. 17, nº 1, p. 27. Dans la mesure où la taille des villes, leurs caractéristiques démographiques et leur contexte socioéconomique diffèrent significativement, les comparaisons entre Montréal et les moyennes et grandes villes de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba sont à traiter avec la plus grande prudence.

33 IVTF, 2010, *op. cit.*, et IVTF et Ville d'Ottawa, 2010, *op. cit.*, p. 9.

34 RCAAQ, *Vers une politique nationale de l'habitation*, 2014, p. 20.

35 Les difficultés liées au transport et l'accès à un service de garde abordable sont au nombre des préoccupations trouvées dans les documents produits par les organismes autochtones de Montréal, mais virtuellement absentes de la littérature scientifique ou des rapports gouvernementaux sur la question. On peut de ce fait remarquer un décalage entre les préoccupations exprimées sur le terrain et les thèmes jugés dignes d'intérêt par les chercheurs universitaires et ceux mandatés par les différents paliers de gouvernement.

36 Environics Institute, *op. cit.*, p. 52.

37 S. Vaudry-Gauthier, *Être Inuit, jeune et vivre en ville : le cas ottavien*, 2013, p. 3-48.

base de la vie en ville[38] » dont l'apprentissage pourrait être facilité par la mise en place d'un système de jumelage ou d'accompagnement visant à faciliter la transition vers la vie urbaine.

La question du transport est par ailleurs cruciale pour l'accès aux services et à l'emploi et le coût des déplacements représente un obstacle pour les ménages à faible revenu[39]. Les jeunes en milieu urbain souffrent du manque de disponibilité des transports et de leur coût quand vient le temps d'accéder aux services ou de se rendre aux activités et loisirs qui peuvent, entre autres, favoriser l'adoption de saines habitudes de vie[40].

La difficulté d'accès à des places en CPE et l'absence de services de garde culturellement adaptés sont aussi soulignés par le RCAAQ[41]. Il faut toutefois noter que depuis la parution de l'*Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal* en 2008, un CPE autochtone, le Rising Sun Childcare Center/CPE Soleil Le Vent, a ouvert ses portes à Verdun. Dans son *Mémoire du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec pour contrer le racisme et la discrimination envers les autochtones au Québec*, publié en 2013, le RCAAQ recommande néanmoins la création de places réservées aux enfants autochtones dans les CPE[42].

Afin de faciliter le passage à la vie urbaine, le RCAAQ[43] recommande d'offrir dans les communautés de l'information sur la vie en ville et les services et ressources disponibles de manière à ce que les Autochtones appelés à se déplacer vers Montréal ou d'autres villes aient déjà une connaissance du milieu qui les attend et des possibilités qui leur sont offertes. Dans le même esprit, la création d'un point de services central est recommandé et, éventuellement, la mise en place d'un système de jumelage qui pourrait adoucir la transition du milieu rural au milieu urbain. La création d'un catalogue des services disponibles, qui serait mis à jour annuellement, pourrait servir cet objectif.

38 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*, p. 40.

39 Wabano Center for Aboriginal Health, *I Belong Here : A Framework to Promote Healthy Development of Urban Aboriginal Children, 6-12 years*, cité dans IVTF, *op. cit.*, p. 11.

40 RCAAQ, *La jeunesse autochtone dans les villes : une force de l'avenir*, 2015, p. 12.

41 *Idem*, p. 43.

42 RCAAQ, 2013, *op. cit.*, p. 31.

43 *Loc. cit.*

3

Nahka Bertrand



32 ans

Dénée

« *Je souhaite que la jeunesse autochtone puisse avoir les ressources pour s'épanouir parce qu'elle est porteuse d'avenir et qu'elle a des contributions à faire.* »

Nahka Bertrand est écrivaine et actrice. Elle a grandi dans les Territoires du Nord-Ouest et a étudié la littérature anglaise et l'écriture créative à l'Université Concordia. Elle est actuellement coordonnatrice pour le comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal et travaille également pour le Fonds indépendant dédié aux jeunes Autochtones du média Ricochet. Parmi ses autres expériences de travail, se trouvent des postes à l'Association nationale des centres d'amitié autochtones et au Wapikoni mobile. Depuis plusieurs années, elle s'implique au sein d'Odaya, un groupe de femmes autochtones qui souhaitent porter leur culture en créant des ponts entre les différents peuples par les chants traditionnels et le tambour. Ses implications l'ont menée à plusieurs reprises à l'étranger afin de faire connaître les cultures et les réalités autochtones dans le cadre d'événements d'envergure internationale, tels le Forum social mondial 2013 en Tunisie.

3.1.2 Résultats des consultations sur l'accueil et la vie quotidienne

« Je viens d'arriver et je ne sais pas où trouver des renseignements sur les ressources et activités pour les Premières Nations. J'aime pas les brochures, j'aime quand je peux accéder à ce type d'information en ligne. »

– Jeune Cri, 28 ans

« Pourquoi est-ce que nous n'avons pas un lieu pour nous rencontrer entre jeunes Autochtones, comme un type de maison des jeunes? Je connais des lieux pour aller si je ne vais pas bien mais il n'y a rien pour les jeunes qui vont et veulent simplement socialiser. »

– Jeune Mohawk, 25 ans

Les participant.es estiment que les Autochtones qui s'installent à Montréal doivent se familiariser rapidement avec une quantité considérable de notions. Ils mentionnent, par exemple, la lecture d'un plan de la ville ou encore l'utilisation du système de transport en commun. Ils soulignent qu'il n'existe actuellement aucun centre de références pour l'accueil des Autochtones (orientation au logement, aux réseaux de l'éducation, du transport et de la santé et des services sociaux). Ils mentionnent que l'adaptation au transport en commun constitue une épreuve majeure lors de l'arrivée à Montréal. Ils citent par exemple la peur du métro, le manque de connaissances concernant son fonctionnement et ses principaux points de repère. Ils considèrent que le coût des titres de transport, en décourageant les déplacements, constitue un frein à la participation et à l'intégration des Autochtones, notamment des jeunes. Les participant.es jugent par ailleurs que le manque d'accès aux services de garde à Montréal contribue à l'isolement des parents autochtones. Ils évoquent également les nombreuses difficultés rencontrées dans la recherche d'un logement : le manque de références et d'accès au crédit, la perception d'une discrimination de la part de certains propriétaires, la barrière de la langue, etc. Plusieurs d'entre eux préféreraient habiter un appartement dont le propriétaire ou le gestionnaire est autochtone. Enfin, les participants critiquent le manque d'accès à un service juridique permettant aux Autochtones de mieux connaître leurs droits et recours en tant que locataire, travailleur ou travailleuse, citoyen.ne, etc.

Pour leur part, les participant.es inuits considèrent l'absence d'un centre de références pour l'accueil des Premières Nations (orientation au logement, éducation, transport, santé) comme un réel problème à Montréal. Les nouveaux arrivants inuits doivent eux aussi se familiariser avec une multitude d'éléments inconnus. Ils disent éprouver beaucoup de difficulté à localiser les ressources et les organismes pouvant les aider. Les participant.es inuits considèrent également que le coût des titres de transport constitue un frein à la participation et à l'intégration des Autochtones, notamment des jeunes.



Les organismes spécialisés dans la prestation de services aux personnes autochtones font état de la difficulté à rejoindre la communauté autochtone à Montréal. Ils considèrent que la dispersion, le manque d'implication et la grande diversité de cette communauté sont des facteurs explicatifs importants. Afin de limiter le dédoublement de l'offre de services et de maximiser leur impact, les intervenant.es rencontrés jugent important de favoriser la concertation entre les organismes actifs dans les différents secteurs (culture, santé, éducation, etc.) et de travailler en réseau. Enfin, les intervenant.es soulignent les problématiques liées aux services de transport en commun à Montréal. Pour eux, la mobilité des jeunes Autochtones sur le territoire de la Ville doit être facilitée afin qu'ils puissent accéder aux services. On suggère notamment de mettre à disposition des services d'autobus dans le cadre de certaines activités proposées par les organismes ou, encore, que la Société de transport de Montréal (STM) consente à offrir un tarif réduit pour les jeunes Autochtones.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Un programme d'accueil basé sur l'acquisition de compétences essentielles pour la vie en ville (*life skills*);
- Un accès amélioré aux services (gardiennage, soins de santé pour les enfants) dans toute la région de Montréal;
- Un service d'information juridique;
- Des occasions de réseautage entre les organismes autochtones et non autochtones ayant des missions similaires;
- Des groupes de travail multisectoriels pouvant mieux répondre aux problématiques touchant plusieurs domaines de services.

3.1.3 Recommandations pour l'accueil et la vie quotidienne

Recommandation 1 :

Que la Ville de Montréal soutienne des projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et de jeunes familles autochtones.

Recommandation 2 :

Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales pour que les programmes d'aide financière permettant la réalisation de logements sociaux et communautaires soient reconduits aux prochains budgets et que les Autochtones puissent bénéficier d'un financement dédié.

3.2 SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

La section *santé et services sociaux* traite des problèmes liés à la santé physique, mentale et psychosociale, y compris ceux liés à l'itinérance et à la consommation abusive d'alcool ou de drogue. À ces problématiques, se greffent un ensemble d'enjeux en lien avec l'accès aux soins et services ainsi qu'avec les soins de santé traditionnels. Le racisme et la discrimination rencontrés dans le système de santé sont l'un de ces enjeux. Cette section couvre également les problèmes que rencontrent les Autochtones avec le système de justice, entre autres l'impossibilité d'obtenir des conseils juridiques, le manque d'informations quant à leurs droits et la surreprésentation des membres des Premières Nations dans le système de justice et la population carcérale. La présente section débute par une revue de la littérature sur le sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par deux recommandations.

3.2.1 Revue de la littérature

Comme c'est le cas pour les différents éléments qui entrent en jeu dans la qualité de vie et l'organisation générale de la vie quotidienne, la santé est intimement liée aux conditions de logement, au statut socio-économique, à l'inclusion ou à l'exclusion sociale et au sentiment général de bien-être. Malgré l'influence cruciale de la santé physique et mentale sur les possibilités d'intégration sociale et économique, la recherche scientifique en la matière est, à bien des égards, déficiente. En effet, elle échoue à refléter les caractéristiques démographiques et la répartition géographique des Premières Nations au Canada. Si la santé des jeunes Autochtones a fait l'objet de beaucoup d'attention, les Métis.ses et les jeunes en milieu urbain sont sous-représentés dans la littérature. De même, les travaux sur la santé des jeunes Autochtones ne permettent pas d'obtenir un portrait global et laissent de côté plusieurs des déterminants de la santé tels que définis par l'Agence de santé publique du Canada[44]. Ce faisant, nombre des enjeux majeurs concernant la santé des jeunes Autochtones canadiens sont encore mal compris ou méconnus[45].

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) insiste sur le fait que « les déterminants structurels et les conditions de vie au quotidien constituent les déterminants sociaux de la santé, qui sont à l'origine d'une grande part des inégalités en santé observées entre pays et dans les pays[46] ». Pour sa part, la Direction de santé publique de Montréal utilise les termes « inégalités sociales de santé » pour référer « à ces écarts de santé systématiques entre les individus selon leur classe sociale[47]». Les déterminants sociaux de la santé sont indissociables des inégalités sociales, qui représentent le point focal des écrits sur la santé des jeunes Autochtones au Canada. En 2006, 73 % des membres des Premières Nations et des Métis.ses âgés de 15 ans et plus vivant hors réserve ont déclaré être en bonne, très bonne ou excellente santé[48]. Néanmoins, si ceux du milieu urbain présentent généralement un meilleur état de santé que les Autochtones enregistrés qui vivent sur les réserves[49], ces deux populations se comparent presque toujours négativement par rapport à la population non autochtone. On peut entre autres noter un écart notable dans l'espérance de vie.

44 Ces douze déterminants de la santé sont 1) le niveau de revenu et le statut social, 2) les réseaux de soutien social, 3) l'éducation et l'alphabétisme, 4) l'emploi et les conditions de travail, 5) les environnements sociaux, 6) les environnements physiques, 7) les habitudes de santé et la capacité d'adaptation personnelles, 8) le développement de la petite enfance, 9) le patrimoine biologique et génétique, 10) les services de santé, 11) le sexe et 12) la culture. Agence de santé publique du Canada, *Déterminants de la santé*.

45 A. Ning et K. Wilson, « A Research Review : Exploring the Health of Canada's Aboriginal Youth », *International Journal of Circumpolar Health*, 2012, vol. 71, p. 1-10.

46 CDSS, *Combler le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé, Rapport final de la CDSS*, 2009, p. 1.

47 M.-F. Le Blanc *et al., Rapport du directeur de santé publique 2011 : Les inégalités sociales de santé à Montréal*, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2011, p. 3.

48 Statistique Canada, « Profil de la population autochtone de 2006 pour Montréal », 2009.

49 L. Wilson et N. Cardwell, « Urban Aboriginal Health ; Examining Inequalities Between Aboriginal and Non-Aboriginal Populations in Canada », *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, 2012, vol. 56, nº 1, p. 111.

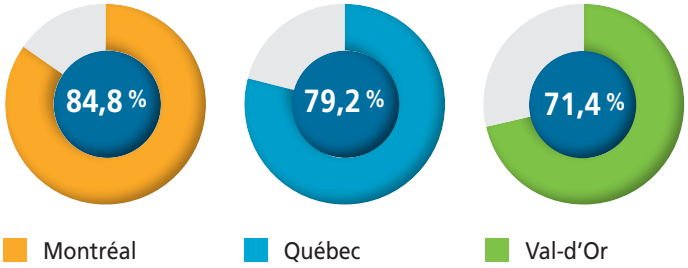
Statistique Canada prévoit notamment que « [e]n 2017, l'espérance de vie de l'ensemble de la population canadienne devrait être de 79 ans pour les hommes et de 83 ans pour les femmes. Dans la population autochtone, la plus faible espérance de vie prévue en 2017 est celle des Inuit.es, soit 64 ans pour les hommes et 73 ans pour les femmes. Les Métis.ses et les membres des Premières Nations ont une espérance de vie semblable, soit 73 ou 74 ans pour les hommes et 78 à 80 ans pour les femmes[50] ». Finalement, 51,7 % des Autochtones de 18 à 34 ans qui vivent en milieu urbain souffrent d'embonpoint ou d'obésité, comme 56,7 % des adultes autochtones qui vivent à Montréal.

En bref, notons que :

- Les adultes qui vivent à Montréal sont significativement plus nombreux à consommer de l'alcool que ceux qui vivent à Québec et à Val-d'Or (voir la figure 21);
- Dans les douze mois qui ont précédé l'enquête de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), 74,2 % des jeunes Autochtones qui vivent hors communauté en milieu urbain avaient consommé au moins une drogue non prescrite[51].

FIGURE 21

Adultes autochtones ayant consommé de l'alcool, par lieu de résidence (12 mois précédant l'enquête), en % (2006)



Source : CSSSPNQL, *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations de la région du Québec. Rapport des Premières Nations vivant hors communauté en milieu urbain*, 2006.

Au Québec, 82,2 % des jeunes Autochtones en milieu urbain perçoivent leur santé mentale comme étant bonne, très bonne ou excellente[52]. Toutefois, il semble qu'aucune comparaison systématique n'ait été réalisée et il serait souhaitable que le thème de la santé mentale attire davantage l'attention des chercheurs et des chercheuses dans un futur proche.

Les données concernant les pensées suicidaires démontrent par ailleurs l'urgence de mieux saisir les enjeux du bien-être psychologique des jeunes Autochtones en milieu urbain. Toujours d'après le CSSSPNQL, 62,3 % des 18 à 34 ans vivant en milieu urbain ont déjà entretenu des pensées suicidaires, contre 50,5 % de ceux installés dans les communautés. L'organisme insiste cependant sur le fait que « tous les résultats hors communauté en milieu urbain ne sont pas représentatifs de l'ensemble des Premières Nations vivant hors communauté en milieu urbain et ne sont applicables qu'aux répondants[53] ».

50 Statistique Canada, *Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires, 2001 à 2017*, 2010.

51 CSSSPNQL, 2006, *op. cit.*, p. 64.

52 Statistique Canada, *Enquête auprès des peuples autochtones*, 2012, cité dans RCAAQ, 2015, *op. cit.*

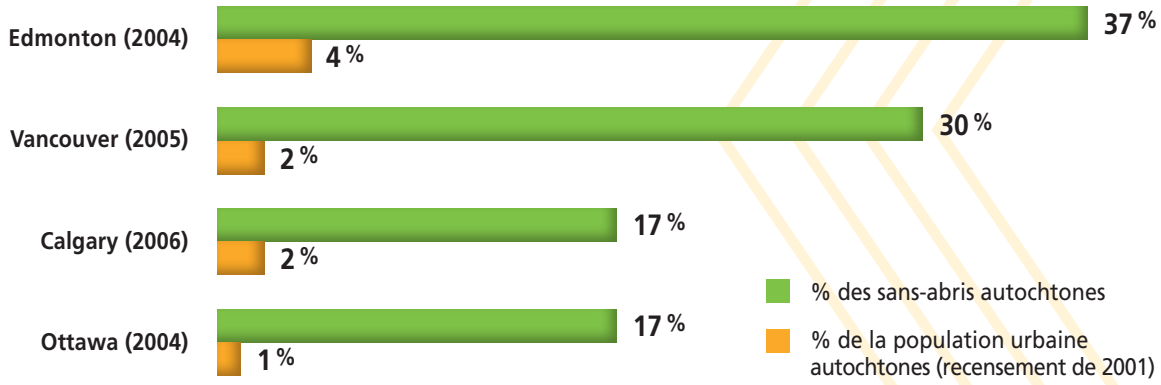
53 CSSSPNQL, 2006, *op. cit.*, p. 71.

Il y a consensus quant au fait que les données existantes sur l'itinérance chez les jeunes Autochtones sont à la fois peu fiables et insuffisantes[54]. Les résultats d'une enquête menée à Toronto laissent cependant entrevoir une relation entre l'itinérance et le fait d'avoir grandi dans la pauvreté ou d'avoir été pris en charge par les services de protection de l'enfance[55]. Il est de même largement reconnu que les problèmes de santé mentale sont au nombre des causes structurelles de l'itinérance[56].

S'il ne s'y réduit pas, le problème de l'itinérance chez les Autochtones est indissociable de la question du logement, un des domaines dans lesquels ils sont nettement défavorisés. Plus encore, s'ils représentent « environ 3 % de la population canadienne, les peuples autochtones représentent 10 % de la population itinérante du Canada[57] ». À la lumière des données présentées à la figure 22, la surreprésentation des Autochtones chez les individus en situation d'itinérance semble particulièrement marquée à Edmonton et à Vancouver, et les jeunes Autochtones seraient encore plus susceptibles de vivre en situation d'itinérance dans toutes les grandes villes canadiennes. Les Autochtones semblent également surreprésentés dans la population vivant en situation d'itinérance à Montréal[58]. Finalement, les femmes qui arrivent en ville sans soutien familial ou communautaire seraient particulièrement vulnérables non seulement à l'itinérance, mais aussi à l'exploitation et au harcèlement sexuels[59].

FIGURE 22

Répartition des peuples autochtones et itinérance (2006)



Source : Conseil national du bien-être social, *Agissons maintenant pour les enfants et les jeunes métis, inuits et des Premières Nations*, 2007, Ottawa, rapports du Conseil national du bien-être social, vol. 127.

54 C. Baskin, « Aboriginal Youth Talk about Structural Determinants as the Cause of their Homelessness », *First Peoples Child & Family Review*, 2007, vol. 3, n° 3, p. 32.

55 *Ibid.*

56 Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec considère qu'une personne est en situation d'itinérance si elle « n'a pas d'adresse fixe, de logement stable, sécuritaire et salubre, [est] à très faible revenu, avec une accessibilité discriminatoire à son égard de la part des services, avec des problèmes de santé physique, de santé mentale, de toxicomanie, de violence familiale ou de désorganisation sociale et dépourvue de groupe d'appartenance stable ». Tiré de Gouvernement du Québec, *Le phénomène de l'itinérance au Québec*, 2008, document de consultation, Commission des affaires sociales, Québec, p. 3., cité dans APNQL et CSSSPNQL, *Le phénomène de l'itinérance chez les Premières Nations au Québec*, 2008.

57 D. Sider, *A Sociological Analysis of Root Causes of Aboriginal Homelessness in Sioux Lookout, Ontario,* The Canadian Race Relations Foundation, 2005, p. 3., cité dans APNQL et CSSSPNQL, 2008, *op. cit.*, p. 21.

58 Société de développement social de Ville-Marie, 2013.

59 V. Carli, 2012, « The City as a "Space of Opportunity" : Urban Indigenous Experiences and Community Safety Partnerships » dans D. Newhouse *et al., Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, p. 87.

La consommation d'alcool et de drogue est au nombre des préoccupations majeures des autorités publiques et des organismes qui travaillent avec les populations autochtones urbaines. Dans une enquête menée au début des années 2000 auprès de 202 Autochtones, Métis.ses et Inuit.es enregistrés et non enregistrés installés à Montréal, le tiers des individus interrogés présentait un problème d'alcoolisme ou de toxicomanie, que l'on sait lié à un ensemble de problématiques d'ordre psychosocial pouvant prendre place en amont ou en aval du problème de consommation lui-même[60]. Les auteures ont clairement démontré qu'une forte relation existe entre un historique de toxicomanie dans la famille et la consommation actuelle d'alcool ou de drogue. Chez les participant.es à l'enquête, ceux qui présentaient un problème de consommation étaient proportionnellement plus nombreux à avoir subi divers abus sexuels, physiques et émotionnels au long de leur vie comme dans le passé récent, à avoir souffert de dépression, à avoir entretenu des idées suicidaires ou à être déjà passé à l'acte. Ils étaient également plus nombreux à s'être fait prescrire des médicaments pour contrer un problème de nature psychologique et à rencontrer des difficultés à contrôler des comportements violents.

L'ensemble des données laisse deviner une détresse psychologique importante chez les individus aux prises avec un problème d'alcool ou de drogue, une détresse qui risque fort de se trouver amplifiée par la consommation elle-même. Nombre d'obstacles se dressent devant les personnes qui souhaitent mettre un terme à leur consommation. Le manque de services accessibles ou culturellement pertinents est l'un d'entre eux, mais également le fait que l'usage d'alcool et de drogue est souvent partie intégrante de l'organisation du réseau social et d'une « stratégie de survie » qui, en l'absence d'un soutien approprié, peut ne pas trouver son équivalent ailleurs[61].

Les personnes aux prises avec un problème de toxicomanie sont également beaucoup plus nombreuses à avoir rencontré des problèmes légaux, à avoir passé du temps en prison, à être en probation ou libérté sur parole, ou encore à être en attente d'un procès[62]. La surreprésentation des Autochtones dans les systèmes de justice fédéral et provinciaux ainsi que dans les institutions pénitentiaires est un phénomène bien connu, mais très peu compris. En 2007-2008, au Québec, les Autochtones représentaient 3,3 % de la population correctionnelle, alors qu'ils ne formaient que 1,2 % de la population totale[63]. Le problème de la surreprésentation des Autochtones dans les systèmes correctionnels est néanmoins beaucoup moins marqué au Québec que dans les provinces de l'Ouest[64]. Les suspicions sont vives quant à la présence d'une forme de racisme institutionnalisé qui ferait en sorte que le système soit beaucoup moins clément envers les Autochtones qu'envers les Allochtones. La réalité paraît cependant plus complexe et plus nuancée.

60 K. Jacobs et K. Gill, « Substance Abuse in an Urban Aboriginal Population : Social, Legal and Psychological Consequences », *Journal of Ethnicity in Substance Abuse*, 2002, vol. 1, nº 1, p. 7-25.

61 *Ibid.*

62 *Ibid*.

63 R. Brassard, L. Giroux et D. Lamothe-Gagnon, *Les Autochtones confiés aux Services correctionnels*, 2011.

64 *Ibid.*; C. LaPrairie, « Aboriginal Over-Representation in the Criminal Justice System : A Tale of Nine Cities », *Canadian Journal of Criminology/Revue canadienne de criminologie*, 2002, p. 181-208.

En fait, le problème en serait d'abord un de statut socio-économique. D'un côté, les données semblent bien indiquer que « les jeunes Autochtones seraient susceptibles de se faire infliger une peine de garde de plus longue durée que les autres jeunes et cela, indépendamment des facteurs aggravants classiques (antécédents criminels, gravité du crime, etc.)[65] ». De l'autre, ils ne seraient pas plus susceptibles de se faire infliger une peine de garde[66]. Cette apparente contradiction est le fruit de questionnements depuis de nombreuses années. Pour la résoudre, Carole La Prairie a formulé au début des années 1990 une hypothèse devenue classique, qui explique la surreprésentation des Autochtones dans le système de justice par leur statut socioéconomique moins élevé, qui les pousse, dans les provinces de l'Ouest à tout le moins, à s'installer dans des quartiers défavorisés, où ils sont plus à même de se faire arrêter pour des offenses plus ou moins graves[67].

L'hypothèse initiale de La Prairie, si elle s'applique aux provinces de l'Ouest mieux qu'au Québec, semble confirmée par ses travaux plus récents[68] et par ceux de Latimer et Casey[69].

Afin de réduire la présence autochtone dans les prisons québécoises et canadiennes, plusieurs insistent sur la nécessité de mettre en place des programmes en phase avec les particularités culturelles autochtones, entre autres la justice communautaire et la justice réparatrice. Les cercles de justice implantés dans les communautés autochtones au Canada et au Québec sont au nombre des exemples mis de l'avant. Leur principe de base est « la reconnaissance que la responsabilité du délit a des fondements collectifs; conséquemment, il revient à l'ensemble de la communauté de déterminer ce qu'il faut faire pour remédier à la situation ». Les cercles ont pour objectif de « rétablir la communication et de réparer les liens brisés entre les membres de la communauté, de stimuler le pardon et de réunir plutôt que de diviser[70] ». On insiste aussi sur la pertinence de permettre aux contrevenant.es de renouer avec leur culture de manière à ce qu'ils puissent regagner leur confiance personnelle[71].

« Le problème n'est peut-être pas que le système traite différemment les Autochtones, mais qu'il les traite au contraire tous de la même façon. […] Les résultats de notre recherche semblent indiquer que les caractéristiques des détenus autochtones admis dans les établissements correctionnels ne diffèrent pratiquement pas de celles de la population non autochtone. Il faut toutefois souligner que les détenus autochtones sont les plus défavorisés selon tous les indicateurs socioéconomiques, qu'un nombre disproportionné d'entre eux font partie de la catégorie des plus démunis et que les théories criminologiques dominantes peuvent aussi s'appliquer à la société autochtone. Il semble par conséquence que le statut socioéconomique exerce une influence plus grande que la race sur l'incarcération ». (LaPrairie)

65 J. Latimer et L. F. Casey, « The Sentencing of Aboriginal and Non-Aboriginal Youth under the Young Offender Act : A Multivariate Analysis », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 2005, p. 482.

66 *Ibid.*

67 C. LaPrairie, *Dimensions of Aboriginal Over-Representation in Correctional Institutions and Implications for Crime Prevention/La surreprésentation des Autochtones dans les établissements correctionnels et ses répercussions sur la prévention du crime*, 1992.

68 C. LaPrairie, 2002, *op. cit.*

69 J. Latimer et L. F. Casey, 2005, *op. cit.*, p. 482.

70 C. LaPrairie, 1992, *op. cit.*

71 *Ibid.*, p. 37.

Les organismes œuvrant auprès des Autochtones, le RCAAQ en tête, soulignent l'importance de mettre en place des « services de santé et services sociaux culturellement pertinents et sécurisants[72] ». L'enquête de l'Environics Institute à Montréal a permis de déterminer que 50 % des Autochtones montréalais avaient souvent ou occasionnellement recours aux services et organisations autochtones, ce qui démontre leur pertinence[73]. La même enquête montre que les Autochtones sont nombreux à souhaiter recevoir des soins et services qui correspondent à la vision holistique de la santé, laquelle intègre les dimensions physiques, mentales, émotionnelles et spirituelles. Dans cette perspective, on cherche à répondre aux besoins par une approche globale qui reflète la complexité des besoins humains[74]. Le RCAAQ souligne également les obstacles à la mise en place de saines habitudes de vie, notamment le racisme et la discrimination, le manque d'éducation et de sensibilisation ainsi que le coût élevé des activités sportives et des aliments sains[75]. L'organisme propose la mise en place de programmes d'accompagnement aux services et d'aiguillage en milieu urbain, de counselling et d'orientation, d'intervention sur les problèmes de santé mentale[76], de sensibilisation au VIH-SIDA et de prévention du suicide[77].

De son côté, le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones souligne la nécessité de lancer des campagnes de sensibilisation aux divers aspects de la santé sexuelle et de faire la promotion des compétences parentales. Il recommande d'élargir le Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones pour qu'il atteigne les jeunes autochtones qui vivent en milieu urbain et pour que les services et les centres de traitement tiennent compte de l'âge et de la culture des bénéficiaires[78]. Il convient finalement de mentionner que les inégalités de santé comptent au nombre des obstacles à la pleine participation à l'économie exprimés dans le *Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU)*, qui a pour objectif premier de soutenir et de renforcer l'intégration économique de ces populations. La santé et le mieux-être des individus, incluant un logement de qualité et abordable, est d'ailleurs au nombre des piliers d'action prioritaires du SAMU[79], ce qui représente en fin de compte un argument de plus pour la mise en place de services de santé et de services sociaux adaptés à la population que l'on tente de rejoindre, des services qui représentent à bien des égards des outils fondamentaux pour sa pleine intégration.

72 C. La Prairie, 2002, *op. cit.*

73 J. Latimer et L. F. Casey, *op. cit.*; voir aussi R. T. Fitzgerald et P. J. Carrington, « The Neighbourhood Context of Urban Aboriginal Crime », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 2008, vol. 50, nº 5, p. 523-557.

74 J. Cunningham et É. Cloutier, « Justice communautaire autochtone », *Cahiers ODENA*, 2010, nº 2, p. 4.

75 *Ibid.*

76 RCAAQ, 2013, *op. cit.*, p. 31.

77 Environics Institute, *op. cit.*, p. 47.

78 Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), document interne.

79 *Ibid.*

Mélanie Lumsden



© Nessa Ghassemi

29 ans

Inuvialuit

« *Je souhaite que la jeunesse autochtone puisse avoir les ressources pour s'épanouir parce qu'elle est porteuse d'avenir et qu'elle a des contributions à faire.* »

Mélanie Lumsden est engagée pour la cause autochtone depuis plusieurs années, notamment au sein du Cercle des Premières Nations de l'UQAM et du comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Elle a travaillé pendant plusieurs années pour le programme Trickster de l'organisme Exeko, qui vise à renforcer la confiance en soi des jeunes Autochtones à travers la créativité. Grâce au Wapikoni mobile, un studio ambulant de création audio-visuelle et musicale, elle a coréalisé deux courts-métrages : **Un nouveau souffle,** ***qui s'intéresse à la vision de la jeunesse autochtone sur l'autodétermination, et*** **Où sont tes plumes?,** ***qui traite avec humour des préjugés auxquels font face les Autochtones. Son plus récent projet est l'organisme Mikana, qui a pour mission d'œuvrer au changement social en sensibilisant divers publics sur les réalités actuelles des Autochtones au Canada.***

3.2.2 Résultats des consultations sur les services de santé et les services sociaux

> *« Pour les jeunes Inuits qui sont dans la rue, je crois qu'il est important de redoubler d'efforts pour aller à leur rencontre et leur offrir un soutien le plus individualisé possible. L'art et la culture sont d'excellentes façons de les intéresser à l'extérieur de la rue »*
>
> – Intervenante auprès des jeunes Inuit.es

Les participant.es considèrent le réseau de la santé comme un milieu d'action prioritaire dans la sensibilisation aux réalités autochtones et la définition de mesures de lutte contre le racisme. En effet, plusieurs d'entre eux disent avoir vécu de mauvaises expériences dans ce secteur, soulignent le sentiment d'être victime de discrimination et même de racisme. Ils ont aussi été confrontés à des difficultés logistiques dans le réseau de la santé, notamment la non-reconnaissance de la carte de statut d'Indien, le manque d'information sur le fonctionnement ainsi que sur l'organisation du temps et des priorités. Pour ces raisons, plusieurs jeunes Autochtones préfèrent les services offerts par les organismes autochtones et déplorent l'inexistence de soins autochtones dans les cliniques et les hôpitaux, et même d'une clinique de soins autochtones. En général, ils approuvent l'usage de la médecine traditionnelle et valorisent la réappropriation des techniques traditionnelles. Certains participants croient cependant que certains services dédiés aux Autochtones sont méconnus. En termes de champs d'intervention prioritaires dans ce domaine de services, les participant.es évoquent l'importance de la stabilité et du maintien d'un mode de vie sain afin d'assurer une présence et des soins adéquats à leurs enfants. Ils notent également des besoins très importants en matière de santé mentale et de rehaussement de la confiance en soi. Ils considèrent qu'un certain retour aux sources, dans la nature et à l'extérieur de la ville, peut lutter efficacement contre les problèmes de consommation de drogue et d'alcool.

Évoquant les différences culturelles et le racisme présent dans le secteur de la santé et des services sociaux, les jeunes Inuit.es manifestent eux aussi un inconfort important quant au recours aux soins de santé non autochtones. Pour eux, l'offre de services en santé maternelle (soins prénataux et postnataux) est insuffisante.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Des formations de sensibilisation aux réalités autochtones destinées aux professionnel.les du secteur de la santé et des services sociaux;
- Un accès à des services médicaux adaptés culturellement. Des soins intégrant, dans le respect, les pratiques traditionnelles et les pratiques occidentales;
- Un accès accru à la médecine traditionnelle;
- Un service de promotion de la santé et du mode de vie sain;
- Des services en santé mentale accessibles;
- Le développement d'un plan de lutte à la consommation de drogue intégrant l'organisation de sorties en nature et la collaboration avec l'un des organismes d'accueil.

3.2.3 Recommandations pour les services de santé et les services sociaux

Recommandation 3 :
Que la Ville de Montréal soutienne l'implantation de cliniques de soins de santé et de services sociaux traditionnels et culturellement sécurisants pour les jeunes Autochtones et complémentaires au réseau de la santé et des services sociaux du Québec, en facilitant notamment l'accès aux infrastructures et locaux nécessaires à ce type de projets.

Recommandation 4 :
Que la Ville de Montréal soutienne financièrement les maisons d'hébergement pour femmes autochtones en difficulté et les centres d'hébergement pour itinérant.es autochtones situés sur son territoire.

3.3 ÉDUCATION, EMPLOI ET FORMATION

Cette section traite des problèmes dans l'accès au marché du travail, dans la disponibilité de services de formation pertinents, notamment en ce qui a trait à la maîtrise des langues officielles, dans le développement des compétences nécessaires à la recherche d'emploi et des déficits quant au soutien à l'intégration socioéconomique et socioprofessionnelle. Les enjeux liés à l'accès aux études supérieures s'y retrouvent également. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones en lien avec ce sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par cinq recommandations.

3.3.1 Revue de la littérature

Du logement à la santé en passant par la lutte à l'exclusion et au racisme, la pleine participation à la vie économique représente la pierre d'angle de l'intégration sociale. C'est d'ailleurs la préoccupation au cœur du *Plan stratégique communautaire pour la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU)*, qui lie l'intégration économique à une forte identité autochtone et à une bonne estime de soi, à l'engagement communautaire et à l'insertion dans des réseaux ainsi qu'à la santé et au mieux-être des individus. De ce fait, afin de favoriser la participation des Autochtones à l'économie, les auteurs préconisent l'intervention sur l'ensemble des dimensions de l'existence des individus dans les communautés, en milieu rural et en milieu urbain[80]. Si l'intégration des Autochtones à la vie économique est une condition *sine qua non* de l'amélioration de l'ensemble des sphères de leur existence, c'est aussi sur ce plan que nombre d'entre eux cherchent à agir le plus activement.

Les obstacles que rencontrent les Autochtones en milieu urbain comme ailleurs sont lourds et nombreux, mais si les ambitions exprimées par la génération montante se matérialisent, on peut s'attendre à une amélioration du sort de ces populations dans les décennies à venir. La majorité des Autochtones qui arrivent à Montréal y viennent d'abord pour les possibilités d'emploi et d'éducation qu'offre la ville. L'éducation est au sommet de leurs priorités : ces jeunes entretiennent l'espoir de gravir l'échelle sociale en développant les compétences nécessaires pour accéder à des emplois de qualité. En fait, non seulement l'éducation trône au sommet de leurs priorités, mais c'est sur elle que repose une grande partie de leurs espoirs. Ils souhaitent bien entendu améliorer leur propre qualité de vie et celle de leur famille, mais espèrent par-dessus tout que la génération qui les suivra reconnaîtra l'importance de l'éducation, vivra en contact rapproché avec sa culture, qu'elle sera globalement plus heureuse, en meilleure santé et que sa vie sera plus stable[81].

80 SAMU, 2015, *op. cit.*

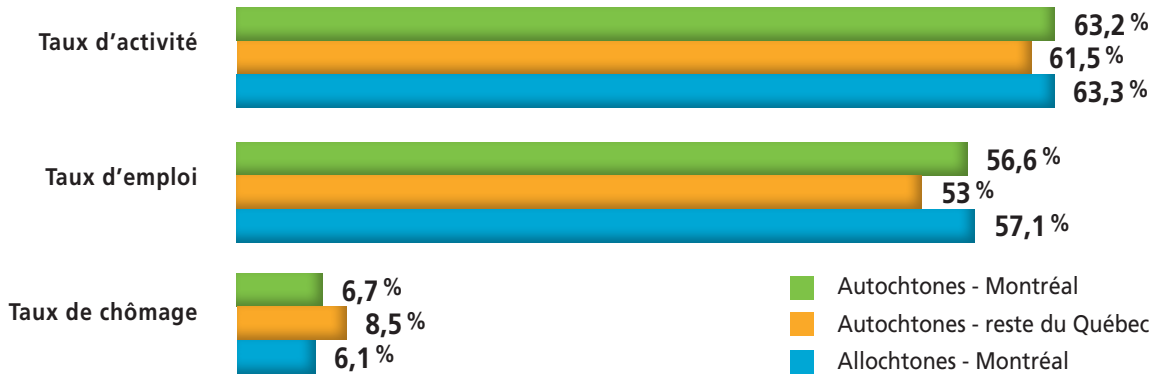
81 Environics Institute, *op. cit.*, p. 59.

Par l'éducation, non seulement les jeunes Autochtones cherchent-ils à participer activement au développement et au mieux-être de leur communauté, mais ils tentent également de représenter un modèle positif pour ceux qui les suivront[82]. En d'autres termes, les jeunes Autochtones qui tentent aujourd'hui d'investir pleinement les milieux de l'éducation et du travail visent à marquer une rupture entre la génération de leurs parents, plombée par une somme de problèmes sociaux en grande partie ancrés dans l'héritage colonial, et celle des enfants qui les suivront. Ils cherchent à leur laisser la voie libre pour une pleine intégration à la vie sociale et économique, qu'ils veulent voir conjugée à une identité culturelle forte et positive.

Le vent d'optimisme qui souffle actuellement ne doit cependant pas masquer les difficultés d'accès à l'éducation et à l'emploi. Il importe d'abord de mentionner que tant la pauvreté que les inégalités économiques limitent significativement les possibilités qui s'offrent aux Autochtones en matière d'éducation et d'emploi. Si, comme on le voit aux figures 23 et 24, les données démontrent l'existence d'un écart relativement faible entre les taux d'activité, d'emploi et de chômage pour les populations autochtones et allochtones à Montréal, ainsi qu'entre la proportion de personnes au travail et le nombre de semaines travaillées, les écarts de revenu sont quant à eux criants.

FIGURE 23

Taux d'activité, d'emploi et de chômage selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)

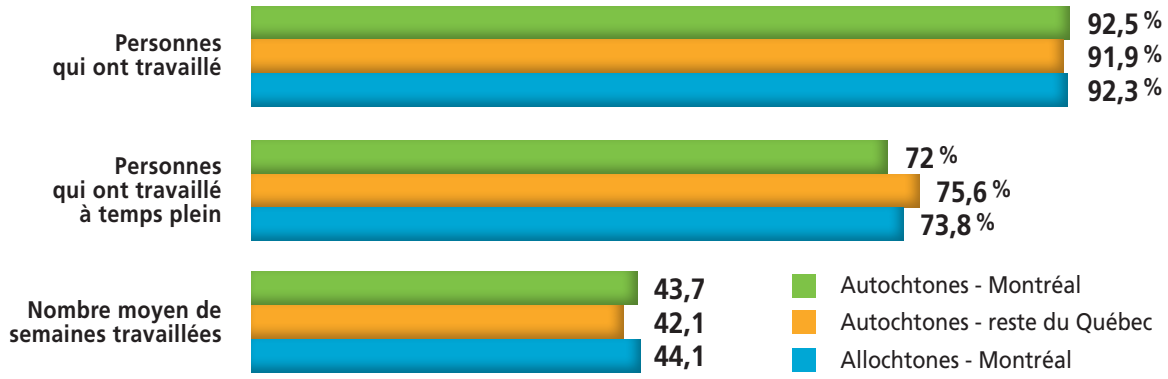


Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

82 M. Loiselle, *Une analyse des déterminants de persévérance et de réussite des étudiants autochtones à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue*, rapport de recherche, 2010, p. 76.

FIGURE 24

Personnes au travail et nombre moyen de semaines travaillées selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)

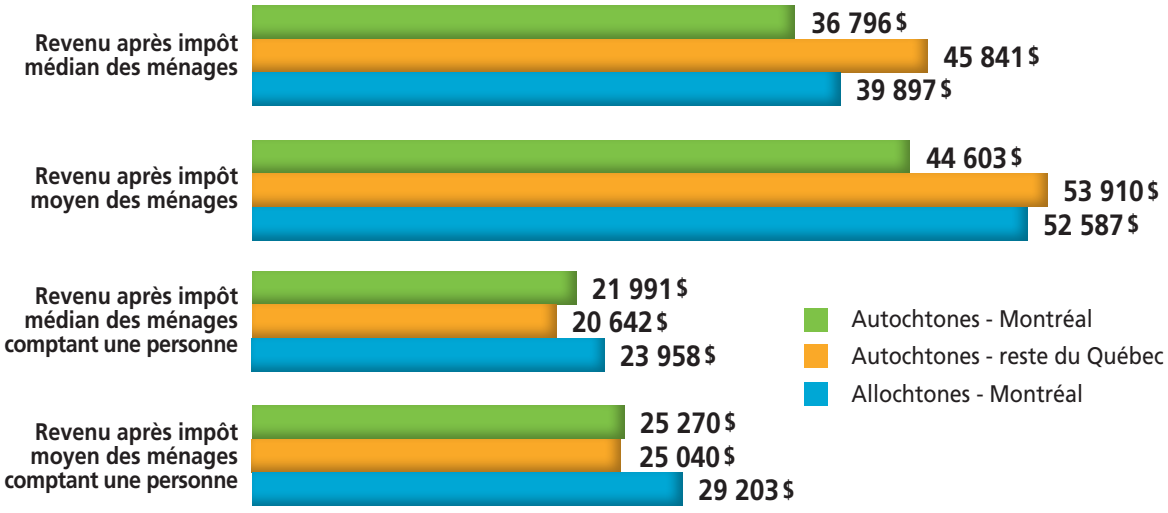


Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

La figure 25 permet de constater que les différences se chiffrent en milliers de dollars pour des taux d'activité somme toute semblables, alors que la figure 26 démontre que la situation économique des Autochtones est généralement beaucoup plus faible que celle des Allochtones en milieu urbain.

FIGURE 25

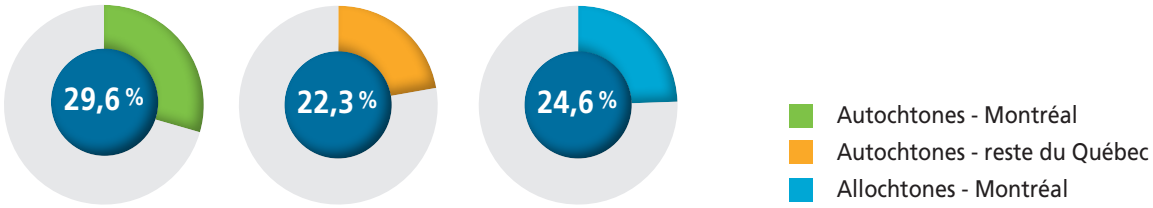
Revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en $ (2011)



Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

FIGURE 26

Fréquence du faible revenu selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)



Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

La figure 27 permet quant à elle de constater que les femmes autochtones, par ailleurs souvent seules avec leurs enfants, gagnent significativement moins que leurs homologues masculins.

FIGURE 27

Revenu des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en $ (2011)



Revenu après impôt médian des particuliers

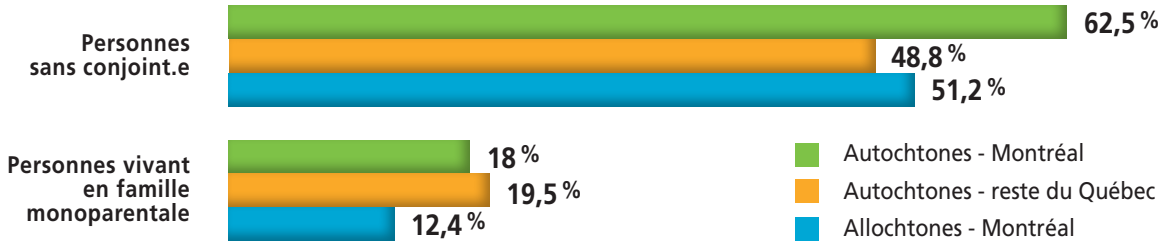
Revenu après impôt moyen des particuliers

Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

De même, les données indiquées dans la figure 28 mettent en lumière le fait que les Autochtones vivent aussi plus souvent seuls ou dans des familles monoparentales, alors que la figure 29 indique que les femmes sont plus souvent dans une telle situation familiale que les hommes.

FIGURE 28

Situation familiale selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)



Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

FIGURE 29

Situation familiale des Autochtones montréalais.es selon le sexe, en % (2011)

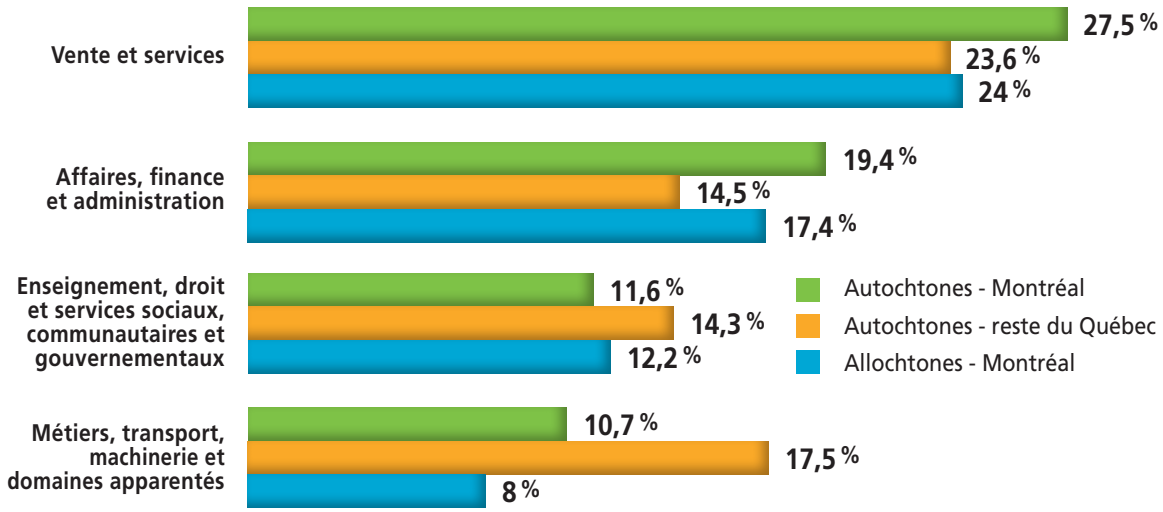


Source : Un portrait de santé des autochtones de Montréal, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

De ce fait, tant sur le plan du revenu que de la situation familiale, les Autochtones montréalais tendent à cumuler les facteurs de vulnérabilité qui, en eux-mêmes, compliquent l'accès à l'emploi qui permettrait pourtant de sortir de cet espace « à risque ». Cette situation perdure alors que la répartition des Autochtones et des Allochtones entre les professions et les domaines d'emploi est, ainsi qu'indiqué dans la figure 30, à peu près la même.

FIGURE 30

Profession selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)

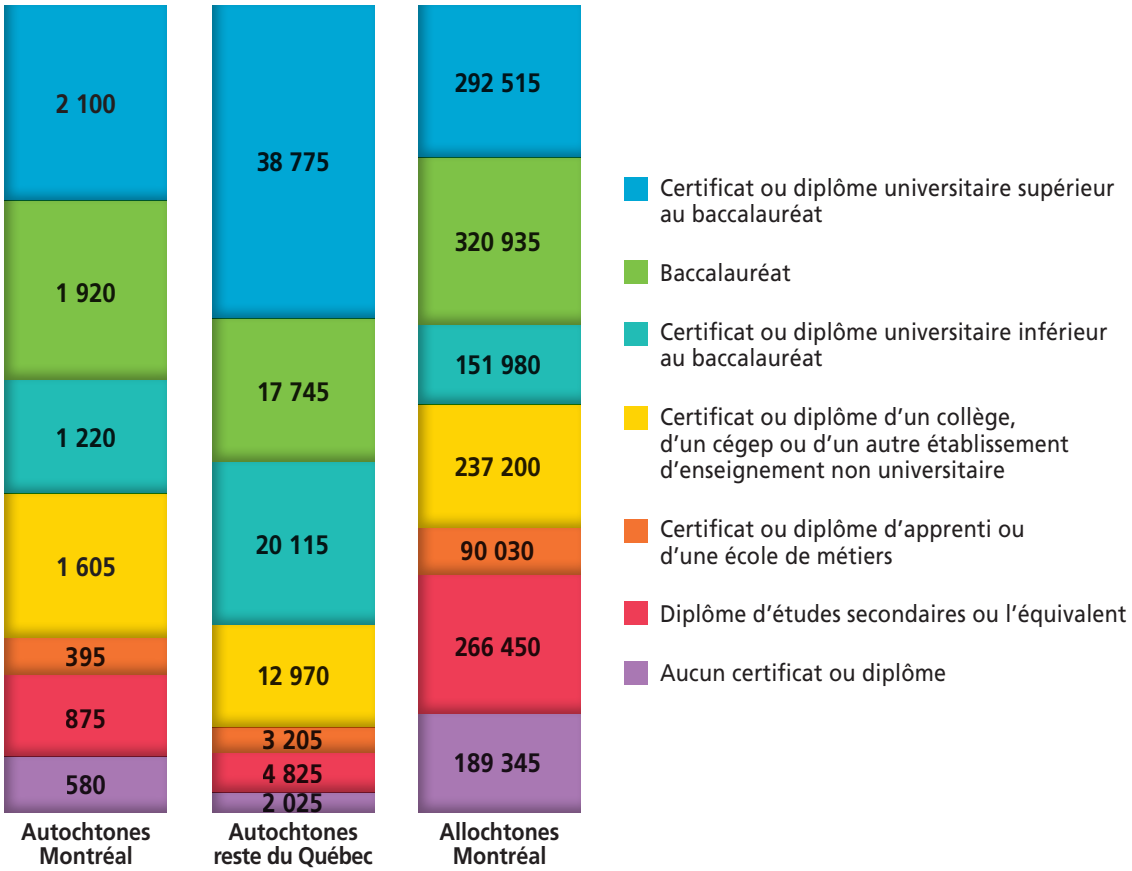


Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

Outre les problèmes inhérents au statut socioéconomique et au faible revenu, les deux obstacles les plus importants qui limitent l'accès à l'emploi semblent être, d'une part, le faible niveau d'éducation des jeunes Autochtones et, d'autre part, les stéréotypes, préjugés et idées reçues sur les membres des Premières Nations[83]. Au chapitre des désavantages sur le plan de la formation, Bruce et Marlin notent que « [s]elon le recensement pancanadien le plus récent, seulement 40 p. 100 des jeunes Inuits, 50 p. 100 des jeunes des Premières Nations et 75 p. 100 des jeunes Métis âgés de 20 à 24 ans ont terminé leurs études secondaires[84] ». La figure 31 permet de constater qu'à Montréal, les Autochtones sont beaucoup plus nombreux à n'avoir pas terminé leurs études secondaires ou à n'avoir pas poursuivi d'études supérieures que les Allochtones et ils sont de la même manière moins présents dans les universités.

FIGURE 31

Niveau de scolarité des 15 ans et plus selon l'identité et le lieu de résidence, en % (2011)



Source : *Un portrait de santé des autochtones de Montréal*, Direction de santé publique du CIUSSS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal, 2015.

83 D. Bruce et A. Marlin, *Analyse documentaires des facteurs affectant la transition des études au marché du travail pour les jeunes Autochtones*, rapport présenté au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), 2012, p. 55; voir aussi SAMU, 2015, *op. cit.*, p. v.

84 D. Bruce et A. Marlin, *op. cit.*, p. 56.

Pour ce qui est des stéréotypes et idées reçues, ils s'expriment à la fois par la discrimination directe et indirecte. Bruce et Marlin avancent ainsi qu'« il arrive souvent que les employeurs ne connaissent pas bien la culture et les protocoles des Autochtones et ils ont parfois des inquiétudes concernant les malentendus possibles qui pourraient affecter leurs relations de travail[85] ». Dans la même veine, les Autochtones eux-mêmes disent trouver le climat de travail en milieu non autochtone « stressant, rigide, individualiste et compétitif », alors qu'ils se sentent plus en confiance en milieu autochtone, plutôt marqué par « la souplesse, l'ouverture et la collaboration[86] ». En fait, tous semblent s'entendre sur le fait que la discrimination directe ou indirecte à l'embauche est l'un des principaux obstacles à l'emploi que rencontrent les jeunes Autochtones[87]. Toutefois, le problème ne semble pas avoir fait l'objet d'une étude approfondie ou systématique. En ce sens, il ne se donne à lire qu'à travers des témoignages ponctuels ou par une interprétation libre des données statistiques sur le chômage et l'emploi dans ces populations. Les acteurs et intervenant.es le considèrent pourtant comme un problème persistant et il trouve sa place dans la plupart des plans d'action dessinés pour favoriser l'intégration socioéconomique des membres des Premières Nations.

Il semble également que les stéréotypes, les idées reçues et la discrimination directe et indirecte puissent expliquer au moins partiellement les écarts de revenu entre les Autochtones et la population générale[88]. De plus, le faible statut socioéconomique des populations autochtones est lié à un ensemble de problématiques sociales et psychologiques qui contribuent à les tenir loin du marché de l'emploi[89]. En d'autres termes, les inégalités sociales de santé posent en elles-mêmes entrave à la participation à la vie économique. Elles se conjuguent, pour ce faire, à une faible estime de soi liée à une identité culturelle négative et, en ville, à l'absence d'un réseau de soutien familial et collectif[90]. À Montréal, les Autochtones mentionnent aussi les difficultés posées par des antécédents criminels ou de toxicomanie, les coûts du transport et des dépenses connexes pour accéder au lieu de travail et le manque d'information conviviale quant aux emplois disponibles[91]. Plusieurs disent aussi « [n]e pas savoir comment se présenter pour un emploi, y compris comment participer à un entretien d'emploi avec confiance et compétence[92] ».

La langue semble également poser problème, dans la mesure où des Autochtones de partout au Canada viennent s'installer à Montréal et qu'une proportion non négligeable ne parle que l'anglais ou l'anglais et leur langue autochtone. Or, la plupart des emplois exigent la maîtrise du français et, bien souvent, les services et les ressources ne sont disponibles que dans cette langue[93]. À Montréal, les proportions sont semblables entre les Autochtones et les Allochtones (voir la figure 14), mais il faut prendre en considération que la méconnaissance de la langue chez les Autochtones s'ajoute à de nombreux obstacles auxquels n'est généralement pas confrontée la population générale et que son effet limitant est, de ce fait, beaucoup plus marqué pour les membres des Premières Nations.

85 *Ibid.*, p. 55.

86 C. Lévesque, 2003, *op. cit.*, p. 30.

87 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 19; SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 16.

88 C. Lévesque, 2003, *op. cit.*

89 *Ibid.*, p. 58.

90 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 5.

91 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 20-21.

92 *Ibid.*, p. 21.

93 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*, p. 43.

Sur une note plus positive, il semble que l'on assiste présentement à l'émergence d'une classe moyenne autochtone et que ses membres permettent à plusieurs égards de créer des liens entre les Premières Nations et le reste de la population. À Val-d'Or, par exemple, « on constate que des Autochtones sont des gens d'affaires, détiennent des postes d'administrateurs au sein de l'UQAT, d'agents de projets, de direction pour le CAAVD[94], de député[95] ». Cette élite montante joue en quelque sorte un rôle d'ambassadeur des communautés autochtones et représente un modèle positif pour la communauté, une position d'autant plus importante que l'absence de modèles ou de mentors est régulièrement citée au nombre des défis qui se posent dans l'accès à l'éducation et à l'emploi, tout comme l'absence de soutien ou d'accompagnement lorsque vient le temps de fonder une entreprise ou d'investir le marché du travail[96]. Il semble par ailleurs que l'entrepreneuriat figure en tête de liste des emplois et tâches envisagés par les jeunes Autochtones. Ici encore, les données sont maigres mais, comme le note le RCAAQ, « [l]es entreprises collectives autochtones, par leurs approches culturellement pertinentes, contribuent à la richesse collective, au développement et à la reconnaissance des compétences des jeunes Autochtones. Elles contribuent également à l'inclusion et à la promotion d'une main-d'œuvre autochtone, tout en valorisant le mieux-être personnel et collectif[97] ».

Les projets d'entrepreneuriat collectif sont par ailleurs au nombre des programmes d'intégration socioprofessionnelle et d'employabilité favorisés par le RCAAQ, qui recommande vivement de leur accorder un soutien financier adéquat[98]. Compte tenu des nombreux obstacles qui se dressent devant les jeunes Autochtones lorsque vient le temps d'investir le marché du travail, les programmes de soutien à l'emploi jouent un rôle crucial dans leur intégration socioéconomique. Pourtant, dans la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU), on note au nombre des difficultés « [l]e manque de formation et de services d'acquisition de compétences fondamentales/essentielles et préalables à l'emploi[99] » qui soient culturellement pertinents et sécurisants, ainsi que l'absence « de stratégies efficaces d'intégration, d'accès et de maintien à l'emploi[100] ». À ce chapitre, on insiste sur l'importance d'un environnement d'apprentissage et de formation qui soit confortable, efficace et adapté sur le plan culturel, alors que les déficits dans les services se traduisent par le « manque d'accès à une formation linguistique efficace », « [l]e manque de possibilité d'emploi dans des entreprises sociales », « [l]'absence de services de garde abordables et l'absence d'un financement approprié pour le stagiaire ou l'étudiant, et l'absence de centres de formation[101] ». Compte tenu des avantages majeurs que représente l'intégration des jeunes Autochtones sur le marché du travail en regard de l'amélioration de leurs conditions de vie, du développement d'une identité culturelle forte et positive, de la lutte à l'exclusion sociale, de la diminution des inégalités de santé et de l'intégration sociale en général, il est impératif de mettre toutes les mesures en place pour la favoriser à Montréal.

94 Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or.

95 F. Cornellier, « Investir la ville sur les plans spatial et social : le cas de Val-d'Or », *Bulletin Dialog*, juin 2009, p. 6.

96 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 19.

97 *Ibid.*, p. 20.

98 Nous vous invitons aussi à consulter l'avis publié en 2015 sur l'entrepreneuriat par le Conseil jeunesse de Montréal à l'adresse suivante : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/CONS_JEUNESSE_FR/MEDIA/DOCUMENTS/J%92ENTREPRENDS%20MA%20VILLE_AVIS%20CJM%20ENTREPRENEURIAT%20JEUNESSE.PDF.

99 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 18.

100 *Ibid.*, p. 19.

101 *Ibid.*

De même, il a été démontré que l'obtention d'un diplôme universitaire a des effets spectaculaires sur le statut socioéconomique et la qualité de vie en général[102]. Plus encore, les étudiants avec un niveau scolarité plus élevé que la moyenne semblent plus à même d'affirmer qu'ils sont traités avec le même niveau de respect que la population générale[103]. Or, les embûches sont ici encore nombreuses. Outre le faible taux de diplomation au secondaire et le retard général dans les études observé au nombre des éléments qui bloquent l'accès aux études postsecondaires, on compte au premier chef les différences culturelles avec lesquelles doivent composer les Autochtones qui investissent les universités. Pour ceux qui font le passage de la communauté au milieu urbain avec pour objectif premier de poursuivre leurs études, il ne s'agit pas seulement de s'adapter au milieu institutionnel propre à l'université ou à un style d'enseignement qui peut différer significativement de ce qu'ils ont connu auparavant, un travail d'adaptation culturelle s'ajoute. Outre cette particularité de l'expérience autochtone qui marque la trame de fond de l'entrée au baccalauréat, le manque de financement et la conciliation études-travail-famille, le déménagement, l'éloignement du milieu d'origine ou l'isolement, le racisme et les préjugés, le manque de motivation ou de confiance en soi, la langue ou le logement comptent également au nombre des obstacles à surmonter[104].

Dans la mesure où l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires contribue à réduire l'écart entre les revenus des populations autochtones et non autochtones et à améliorer sensiblement la qualité de vie des premières, il convient de poser le regard sur les éléments susceptibles d'améliorer l'accès aux études postsecondaires et les taux de diplomation des jeunes Autochtones, et ainsi améliorer considérablement leur sort, celui de leur entourage et de la génération à venir. Une étude menée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue[105] a permis de dégager un certain nombre de facteurs qui contribuent à la réussite des études universitaires. Ainsi, la détermination personnelle est fondamentale pour la réussite des études : ceux qui obtiennent leur diplôme sont généralement des étudiants et des étudiantes fortement motivés par la perspective d'atteindre leurs buts. Dans cette optique, ceux-ci peuvent mettre en place un certain nombre de stratégies pour assurer leur succès, comme l'aménagement d'un lieu propice à l'étude, le recours aux services offerts par l'université ou, dans le cas des parents, « discuter avec ses enfants des sacrifices qu'ils doivent consentir étant donné que ces sacrifices amélioreront le mieux-être de toute la famille[106] ».

En outre :

- La question financière est également fondamentale. Sans une aide financière, « l'inscription n'est simplement pas considérée possible[107] ».
- À Val-d'Or, l'incapacité à se trouver un logement adéquat peut rendre impossible l'accès aux études. Il n'y a pas d'information à ce sujet pour les étudiant.es qui s'installent plutôt à Montréal.
- La motivation à poursuivre des études peut être renforcée par le désir de prendre part au développement de la communauté et à l'amélioration des conditions de vie de son entourage.

102 P. Maxim et J. White, « School Completion and Workforce Transitions Among Urban Aboriginal Youth » dans White *et al., Moving Forward, Making a Difference, Aboriginal Policy Research, Volume III*, p. 35.

103 *Ibid.*, p. 43.

104 Service Premières Nations, *Résultats de l'analyse des besoins de formation chez les Premières Nations*, cité dans J.-L. Ratel, « Comment les universités peuvent-elles contribuer au mieux-être des Autochtones? Quelques cas d'étudiants et de diplômés universitaires autochtones au Québec », dans D. Newhouse *et al., Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, p. 206.

105 M. Loiselle, *op. cit.*

106 *Ibid.*, p. 76.

107 *Ibid.*, p. 77.

- De nombreux étudiants universitaires ont dit espérer représenter un modèle positif pour les enfants et adolescent.es de leur communauté.
- Il semble que la communication entre « l'université et les familles des étudiants[108] » ait un impact sur l'inscription des Autochtones à l'université, qui serait également encouragée par des partenariats mis en place entre les universités et les conseils de bande.
- Le soutien moral, pratique et, si c'est possible, financier des familles peut grandement faciliter les études.
- Une « masse critique » d'Autochtones sur un campus permet d'atténuer le sentiment d'isolement. L'accès à un lieu de rassemblent et à des services spécialisés est également au nombre des facteurs qui favorisent la poursuite et la réussite des études. Il convient ici de noter la présence d'associations étudiantes autochtones dans presque toutes les universités québécoises.
- Certain.es aimeraient « [a]voir la possibilité de progresser à petits pas[109] », comme entreprendre un certificat plutôt que de s'engager immédiatement dans un baccalauréat.

Il importe de tenir compte de cet ensemble de facteurs dans la mise en place de programmes destinés à encourager ou faciliter la réussite universitaire des Autochtones à Montréal. Afin de réduire l'écart dans les taux de réussite au secondaire et dans l'accès aux études universitaires entre les Premières Nations et le reste de la population, le RCAAQ propose notamment de soutenir l'aide aux devoirs pour les élèves du secondaire en milieu urbain, d'autant plus que le taux de décrochage y est particulièrement élevé[110]. Les jeunes Autochtones de Montréal auraient également exprimé le besoin de voir leur culture promue et reconnue dans leur milieu scolaire, tant par l'intégration au programme que par des activités destinées à contrer le racisme et l'ignorance, le premier prenant souvent racine dans la deuxième[111]. Ils souhaitent aussi voir des mesures mises en place afin de « [f]avoriser l'entraide et le soutien entre pairs, pour briser l'isolement et favoriser des relations saines entre jeunes[112] ».

Le RCAAQ insiste sur la pertinence des interventions précoces et la nécessité d'instaurer « des services en continuité et des actions de proximité fréquentes et intenses[113] » pour favoriser la réussite scolaire. Sur le plan de l'emploi, le RCAAQ milite pour l'instauration d'un soutien financier pour les projets d'entreprises et de programmes qui favorisent directement l'accès et le maintien en emploi. Il souligne aussi l'urgence de répondre à une demande directe des jeunes Autochtones montréalais en instaurant un service de mentorat et d'accompagnement[114] et l'importance de fournir des ressources de mise à niveau linguistique[115]. Les divers projets d'entrepreneuriat collectif semblent quant à eux donner des résultats intéressants en favorisant la participation à l'économie comme à la vie citoyenne en milieu urbain, tout en contribuant à une identité culturelle forte, positive et en stimulant la vitalité de la communauté[116].

108 *Ibid.*, p. 79.
109 *Ibid.*, p. 80.
110 RCAAQ, 2008b, *op. cit.*, p. 9.
111 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 16.
112 *Ibid.*
113 *Ibid.*, p. 17.
114 *Ibid.*, p. 19.
115 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*
116 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 20.

3

André-Yanne Parent



© Giuseppe Pascale

28 ans

Micmaque

« Je souhaite que la jeunesse autochtone puisse avoir des espaces de célébration de ses identités, de manière positive, qui s'inscrivent dans l'espace urbain. Ce souhait vient du fait que la culture, la présence et l'histoire autochtones ne sont ni reconnues ni visibles en milieu urbain alors que la présence démographique autochtone y est indéniable. »

Titulaire d'une maîtrise en anthropologie, André-Yanne Parent a occupé le poste de chargée de projets au Conseil du patrimoine religieux du Québec (CPRQ) pendant deux ans avant de rejoindre l'équipe de Fusion Jeunesse comme directrice des programmes éducatifs pour les communautés autochtones. Elle est administratrice et une membre fondatrice de DestiNATIONS – Carrefour international des arts et cultures des Peuples autochtones. Elle siège également comme représentante jeunesse au conseil d'administration du Centre de développement communautaire autochtone à Montréal et au conseil d'administration du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, tout en étant une membre active du comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Très impliquée, elle est régulièrement sollicitée pour animer des événements autochtones montréalais, notamment le Festival Présence Autochtone.

3.3.2 Résultats des consultations sur l'éducation, l'emploi et la formation

« Je n'ai aucune expérience professionnelle à Montréal et aucun employeur ne me rappelle! Je suis vraiment travaillante et motivée mais j'ai besoin d'une première chance. Aussi, j'aurais besoin d'aide pour savoir comment me comporter dans un contexte de travail hors réserve. »

– Jeune Innue, 22 ans

Les participant.es autochtones aux consultations reconnaissent en général la nécessité de l'éducation et particulièrement de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires. Ils estiment que les universités et les collèges, en particulier ceux ayant des associations étudiantes autochtones, sont des milieux relationnels importants pour les communautés autochtones. Ils apprécient les événements organisés dans le réseau scolaire qui mettent en valeur les cultures autochtones, mais soulignent cependant la nécessité de corriger les lacunes en ce qui concerne l'enseignement des thèmes touchant à l'histoire des Autochtones. Ils estiment enfin que l'accès à l'éducation est limité par la nécessité de posséder certains préalables académiques. Ils considèrent que cet accès pourrait faire l'objet d'une plus grande flexibilité, comme la prise en compte des expériences de travail. Pour les participant.es, la méconnaissance ou la faible maîtrise des langues officielles représente un obstacle à l'obtention d'un emploi et à leur intégration socioéconomique. Plusieurs soulignent le manque d'opportunités pour l'apprentissage et le perfectionnement des langues officielles, notamment dans le cadre de la recherche d'emploi et après l'embauche. L'obtention d'un emploi stable est également un objectif très important pour les jeunes Autochtones rencontrés. Ceux qui ont pris part aux programmes d'insertion socioprofessionnelle y voient un atout considérable et sont d'avis que ces programmes permettent de structurer le quotidien, d'avoir accès à des stages, de mieux connaître leurs droits en tant que citoyens et en tant que travailleurs. Ils mentionnent que le manque d'expériences de travail et de références professionnelles est un obstacle à l'obtention d'un emploi.

« J'ai reçu beaucoup d'aide et d'encadrement de la part de l'association étudiante autochtone de mon université quand je suis déménagé. Sans le travail de ces bénévoles à mon arrivée, je ne me serais jamais intégré aussi facilement! »

– Jeune Cri, 30 ans

Pour leur part, les participant.es inuits manquent d'informations sur les établissements scolaires et l'offre de formation à Montréal. Ils apprécient le service d'employabilité Ivirtivik et estiment que celui-ci permet d'atteindre des résultats concrets dans leur recherche d'emploi. Ils mentionnent que leur manque de savoir-faire et de savoir-être en entrevue d'embauche constitue un obstacle majeur à la recherche d'emploi. Enfin, les participant.es inuits estiment que les employeurs devraient être plus informés sur les réalités de leur culture.

Pour les intervenant.es consultés, il est essentiel d'obtenir davantage de collaboration de la part des employeurs. Pour eux, la lutte contre la discrimination et les préjugés dans le marché de l'emploi est essentielle à l'amélioration des conditions socioéconomiques des jeunes Autochtones.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Un accompagnement général à l'insertion socioprofessionnelle;
- L'accès à l'emploi, à l'éducation et à la formation pour les jeunes Autochtones;
- Les services d'un conseiller d'orientation permettant de connaître et d'accéder aux possibilités de formation et de perfectionnement;
- Des services d'accompagnement à la recherche d'emploi et à la préparation d'entrevues;
- Le mentorat auprès d'entrepreneurs;
- L'aide et l'accompagnement à l'entrepreneuriat;
- Des programmes de stage et d'employabilité dédiés aux femmes;
- Des formations aux employeurs sur les réalités, les particularités et les enjeux des jeunes Inuit.es à Montréal.

3.3.3 Recommandations pour l'éducation, l'emploi et la formation

Recommandation 5 :

Que la Ville de Montréal développe collaboration et concertation avec les comités autochtones étudiants des universités montréalaises et les organismes qui travaillent à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones sur son territoire.

Recommandation 6 :

Que la Ville de Montréal participe activement à l'employabilité des jeunes Autochtones par le biais de son Programme de parrainage professionnel.

Recommandation 7 :

Que la Ville de Montréal poursuive ses actions pour augmenter de 50 % l'embauche d'Autochtones dans son prochain Plan d'action en accès à l'égalité en emploi, et ce, en accordant une attention particulière aux jeunes. Pour ce faire :

- qu'elle améliore la diffusion des opportunités d'emploi disponibles à la Ville de Montréal auprès des organismes autochtones;
- qu'elle offre un soutien financier constant au Salon Emploi Autochtone MAMU!.

Recommandation 8 :

Que la Ville de Montréal encourage ses partenaires qui œuvrent au développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, tels que PME Mtl et le SAJE, (1) à faire davantage la promotion de leurs services auprès des organismes autochtones et (2) à faciliter l'accès des jeunes Autochtones aux services d'accompagnement, de mentorat et de réseautage actuellement accessibles.

Recommandation 9 :

Que la Ville de Montréal soutienne des initiatives et des programmes qui encouragent la persévérance scolaire chez les jeunes Autochtones, notamment par le biais de Réseau réussite Montréal et par les ententes entre la Ville et le gouvernement.

3.4 APPARTENANCE COMMUNAUTAIRE ET LUTTE À L'EXCLUSION

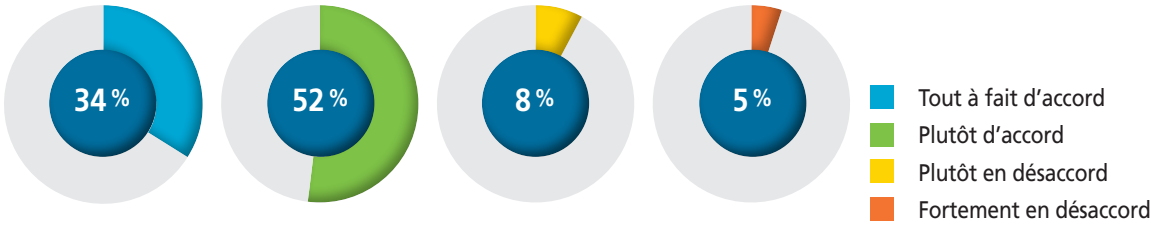
La section *appartenance communautaire et lutte à l'exclusion* permet d'aborder de front la question du racisme et de la discrimination qui s'infiltrent dans l'ensemble des dimensions de la vie des jeunes Autochtones. Elle explore les enjeux liés à l'intégration à la société de façon plus large, mais aussi la création de réseaux de solidarité autochtones. Le développement d'un sentiment d'appartenance communautaire et l'importance d'une identité culturelle forte et positive sont ici centraux. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones à ce sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par trois recommandations.

3.4.1 Revue de la littérature

Le racisme et les dynamiques d'exclusion sociale imprègnent les thèmes abordés ici, en plus d'être une expérience commune à la vaste majorité des Autochtones en milieu urbain. Les stéréotypes et les préjugés peuvent affecter l'ensemble des sphères de l'existence et poser problème quant à la recherche de logement ou d'emploi, à la possibilité d'obtenir une éducation de qualité, au confort vis-à-vis des services de santé ou simplement entraver l'accès à l'espace public. La majorité des Autochtones montréalais s'entendent sur le fait qu'ils sont souvent traités de manière injuste ou négative et rapportent avoir été insultés sur la base de leurs origines, comme l'indiquent les données présentées dans les figures 32 et 33.

FIGURE 32

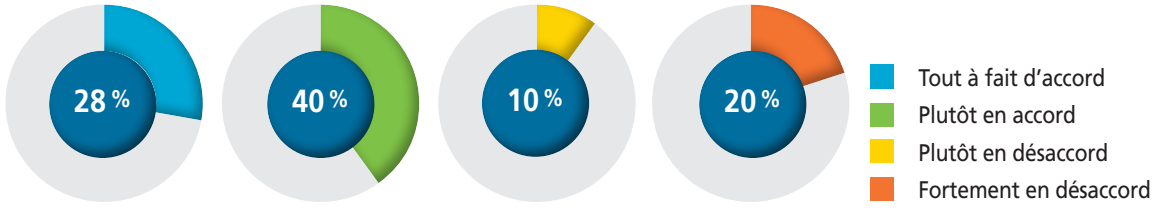
Comportements négatifs : « Je pense que les autres se comportent d'une manière injuste/négative envers les Autochtones »



Source : *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, Environics Institute, 2011.

FIGURE 33

Traitement injuste : « J'ai été l'objet de plaisanteries ou d'insultes en raison de mon origine autochtone »



Source : *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, Environics Institute, 2011.

Plusieurs auteurs avancent que le problème du racisme et de la discrimination plonge ses racines dans une méconnaissance profonde ou une ignorance pure et simple de la culture et de la réalité autochtones contemporaines. Nombreux sont donc les arguments en faveur d'un effort majeur et concerté pour éduquer la population générale et, dans un même mouvement, déconstruire les préjugés et les stéréotypes[117].

Tout porte à croire que les attitudes négatives envers les Autochtones se développent dans la petite enfance, entre autres à travers la socialisation familiale, mais qu'elles sont renforcées par le système scolaire à même son programme éducatif qui véhicule une vision archaïque et folklorisante des cultures autochtones. Le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) se fait à ce sujet pour le moins critique. Sur le contenu des programmes scolaires, il avance : « […] tout en faisant l'effort d'intégrer les Premières Nations dans l'univers social québécois, [ils] leur attribuent une place et un rôle essentiellement folklorique et figé dans le temps autour de 1600, ce qui fait que les jeunes Québécois ne connaissent pas réellement la réalité contemporaine des Premières Nations, ni leur réelle et très importante contribution à l'essor de la communauté humaine à l'échelle mondiale[118]. »

De ce fait, la lutte contre le racisme et la discrimination gagnerait à prendre place dès l'école primaire par la mise en place de divers programmes d'éducation populaire, mais aussi par un remaniement en profondeur de ce qui est enseigné sur les cultures et les réalités autochtones dans les écoles. Certain.es arguent par ailleurs que c'est la notion même de culture qu'il convient de revisiter dans la mesure où une attention trop appuyée sur la culture vue comme tradition contribue à alimenter et renforcer les stéréotypes[119].

« De quelles informations disposons-nous à l'égard des citoyens autochtones des villes? Si l'on se réfère aux informations issues de reportages médiatiques, on peut facilement être amené à penser qu'il s'agit d'une population essentiellement désœuvrée et démunie, réunissant des individus en quête d'une vie meilleure, en perte d'identité et confrontés à l'obligation d'adopter un mode de vie urbain, dont on présume souvent qu'il s'oppose au mode de vie communautaire des réserves. Pour cette raison, l'expérience urbaine serait marquée par une succession de situations de crise : toxicomanie, itinérance, prostitution, etc. En somme, selon les images véhiculées dans les médias, les Autochtones vivant en ville ont des problèmes, et pour cette raison, ils posent problème aux yeux de la société en général[120]. »

117 I. Comat, K. O'Bomsawin, É. Cloutier, C. Lévesque et D. Salée, « Comprendre pour mieux agir afin d'éliminer la discrimination et le racisme à l'endroit des Premiers Peuples », *Cahiers ODENA*, 2010, nº 1. Voir aussi Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN), *Vers une politique gouvernementale contre le racisme et la discrimination*, 2010.

118 CENP, *op. cit.*, p. 5, cité dans Comat *et al., op. cit.*, p. 44.

119 T. L. Friedel, *Finding a Place for Race at the Policy Table : Broadening the Indigenous Education Discourse in Canada*, Institut sur la gouvernance, University of British Columbia, Vancouver.

120 J. Cunningham, « 13e Journées annuelles de santé publique (JASP), Montréal, 9 mars 2010 », *Bulletin Dialog*, mai 2010, p. 3.

Si les stéréotypes et les préjugés négatifs commencent à se former dès l'enfance et se consolident à l'école, ils sont aussi le fruit de dynamiques de discrimination systémique[121] qui s'expriment aussi dans les actions gouvernementales. À ce propos, plusieurs dénoncent le fait que les Autochtones sont généralement exclus des actions gouvernementales en matière de racisme et discrimination, une situation qu'ils jugent ironiquement comme étant une expression de discrimination en soi[122].

Plus généralement, l'action gouvernementale dans la lutte à l'exclusion et au racisme se fait plutôt timide. Certains insistent néanmoins sur la contribution significative que pourraient apporter les municipalités en incluant systématiquement et formellement les Autochtones dans le processus de décision[123]. Plus encore, il pourrait être approprié que les gouvernements fédéral et provinciaux transfèrent des ressources aux municipalités, positionnées pour en faire un meilleur usage en raison même des caractéristiques des administrations municipales. En effet, les ressources y sont généralement plus faibles et les employés moins nombreux, ce qui favorise la concertation et stimule la créativité, et ce, dans une administration qui est par définition plus proche de sa population, donc plus à même de bien comprendre ses besoins[124]. Il semble en fait pressant d'établir une collaboration entre les Autochtones et les municipalités et d'encourager la participation citoyenne des membres des Premières Nations en milieu urbain. Cela leur permettrait de faire connaître leurs besoins aux autorités municipales, de contribuer à en dessiner les réponses et de participer pleinement à la vie de la communauté, en plus de contribuer à enrayer leur sentiment d'être des citoyens de seconde classe et de ne pas être pris au sérieux[125].

Du point de vue de la population autochtone et des institutions autochtones solides, une identité culturelle forte, positive et un sentiment d'appartenance communautaire peuvent contribuer à atténuer ou contrecarrer les effets du racisme et de l'exclusion sociale. Ces trois éléments fonctionnent main dans la main quand vient le temps de mettre en place un système de solidarité qui contribue à protéger ou à armer les individus contre les agressions qu'ils peuvent subir dans leur vie quotidienne en raison de leur origine culturelle[126]. Les centres d'amitié autochtone sont au nombre des institutions qui favorisent le sentiment d'appartenance communautaire. Pour le RCAAQ, c'est le « besoin le plus fréquent des Autochtones de Montréal […]. Les participants le définissent comme le besoin de trouver une façon de sentir qu'ils font partie d'une communauté dans la ville, qu'ils disposent d'un lieu pour se réunir et interagir avec d'autres Autochtones, pour établir un système de soutien à l'intention des individus et des familles et favoriser l'établissement de réseaux[127] ».

L'organisme mentionne à plusieurs reprises la pertinence de créer des centres communautaires et des lieux de rassemblement destinés aux Autochtones. Cette demande émane à la fois de constatations quant à l'isolement dont souffrent nombre d'entre eux à Montréal,

121 Selon Comat *et al.*, *op. cit.*, p. 40, « On parle de discrimination systémique lorsque diverses pratiques, décisions ou comportements se combinent à d'autres pratiques au sein d'un organisme ou à celles d'autres institutions sociales pour produire de la discrimination. Les pratiques de discrimination sont alors des maillons de chaînes parfois longues et complexes, où les pratiques discriminatoires se renforcent mutuellement. La responsabilité n'est pas imputable à un élément particulier. La discrimination directe, la discrimination indirecte et la discrimination systémique peuvent également se combiner et renforcer l'exclusion, économique et sociale ».

122 RCAAQ, *Lutte à l'intimidation envers les Autochtones dans les villes*, mémoire du RCAAQ déposé dans le cadre de la consultation publique sur la lutte à l'intimidation, 2014a, p. 14.

123 R. C. Walker, *op. cit.*, p. 28.

124 *Ibid.*

125 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 22.

126 K. O'Bomsawin, 2011, *op. cit.*, p. 137.

127 RCAAQ, 2008a, *op. cit.*, p. iv.

à l'éparpillement actuel des services ainsi que d'entrevues menées auprès de membres des Premières Nations qui vivent à Montréal. Autrement dit, c'est là un souhait exprimé clairement et directement par la communauté autochtone de Montréal. Le RCAAQ souligne encore que les Autochtones, « [p]eu importe où ils se rendent, ils ont tendance à établir de petites communautés étroitement liées dont le but est d'offrir du soutien et d'agir comme une famille étendue. Au cours du projet, il s'est dégagé que ce "sentiment d'appartenance" était en voie d'être perdu. Plusieurs répondants ont signalé un manque de lien avec d'autres habitants autochtones de la ville[128] ». La faible visibilité des Autochtones à Montréal peut au moins partiellement expliquer la situation, qui pourrait grandement s'améliorer par la mise en place d'espaces de rencontre favorisant la création de réseaux.

Pour contrer le racisme et l'exclusion sociale, tous s'entendent sur la nécessité de :

- Mettre en place des interventions culturellement pertinentes, culturellement sécurisantes et holistiques[129];
- Poser des actions et développer des services ciblés dans l'ensemble des politiques et des services municipaux[130], en concertation avec les institutions autochtones;
- Assurer la représentativité des Autochtones et des jeunes Autochtones dans les instances municipales[131];
- Soutenir activement les initiatives de développement portées par les Autochtones[132];
- Reconnaître et respecter la diversité des populations dans la création des services[133].

En d'autres termes, il s'agit de tenir compte de la présence autochtone dans l'ensemble des services municipaux et de réfléchir systématiquement aux besoins de cette population dans leur conception et leur implantation, ce qui impose d'inclure des représentant.es autochtones à toutes les étapes des processus politique et administratif – en incluant la nécessité de favoriser le recrutement dans la fonction publique municipale. Une telle posture permettrait non seulement de renforcer les institutions autochtones déjà en place qui jouent un rôle crucial dans la formation d'un sentiment de solidarité et d'appartenance communautaire, mais aussi de lutter activement contre l'exclusion en levant les barrières qui entravent l'accès aux services et la participation citoyenne, en plus de contrer les préjugés et les stéréotypes en favorisant la pleine participation des Autochtones à la vie sociale, politique et économique.

128 *Ibid.* Voir aussi SAMU, 2015, *op. cit.*, p 17.

129 Les interventions holistiques s'appuient sur « une compréhension véritable par les intervenants des contextes historiques, légaux, politiques, économiques et sociaux dans lesquels se trouvent les Autochtones ». Cette vision des interventions vise à « bâtir la confiance avec les personnes autochtones et reconnaître le rôle des conditions socioéconomiques, de l'histoire et de la politique en matière de prestation des services » et « s'inspire d'une conception intégrée de l'humain » RCAAQ), 2014a, *op. cit.*, p. 12.

130 RCAAQ, *op. cit.*, p. 16-17.

131 RCAAQ, 2008, *op. cit.*, p. 14.

132 RCAAQ, 2013a, *op. cit.*, p. 30.

133 R. C. Walker, 2008, *op. cit.*, p. 26. Voir aussi RCAAQ, 2013a, *op. cit.*, p. 31.

Natasha Kanapé Fontaine



25 ans

Innue

« *Nous sommes aujourd'hui à une époque où nous devons entrer dans la décolonisation des consciences. Nous devons prendre acte de l'impact du colonialisme dans nos vies actuelles.* »

Natasha Kanapé Fontaine est une poète, peintre, comédienne et militante en environnement et droits autochtones. Innue de Pessamit, elle a passé la majeure partie de sa vie en milieu urbain. Elle a publié deux recueils de poésie salués par la critique : N'entre pas dans mon âme avec tes chaussures *(Mémoire d'encrier, 2012) et* Manifeste Assi *(Mémoire d'encrier, 2014). Natasha Kanapé Fontaine a été récompensée en 2013 en recevant le Prix de poésie de la Société des Écrivains francophones d'Amérique pour son premier livre. Elle a également été finaliste au Prix Émile-Nelligan en 2015 pour* Manifeste Assi. *Son parcours l'a menée à séjourner à travers le pays et à l'étranger afin de partager ses œuvres dans le cadre de conférences, de performances et de collaborations avec des artistes de toutes origines. Représentante du mouvement autochtone pancanadien* Idle No More, *son message est celui du dialogue, de la réconciliation, de la guérison et de l'échange.*

3.4.2 Résultats des consultations sur l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion

« Le projet Cabot Square, ça marche. Les personnes qui passent dans la rue vont entrer en contact avec des cultures autochtones et voir que les Autochtones à Montréal ne sont pas tous dans la rue. »

– Jeune Inuit, 29 ans

Les participant.es insistent sur l'omniprésence du racisme ordinaire dont ils sont victimes dans les différentes sphères de leur vie : à l'école, au travail, dans les lieux publics, dans leurs relations de voisinage et avec leur propriétaire. Ils sont fréquemment l'objet de propos racistes et de préjugés et estiment par ailleurs que les Autochtones sont l'objet de beaucoup moins de tolérance que les autres communautés culturelles minoritaires. Selon les participant.es, il est primordial de continuer à sensibiliser le public aux réalités autochtones. Pour eux, les liens entre Autochtones et Allochtones doivent être renforcés, notamment par la multiplication des possibilités d'échange et de collaboration entre eux. Cette plus grande sensibilisation et la multiplication des occasions de rencontre et d'échange contribueraient à une meilleure compréhension des réalités autochtones par l'ensemble des citoyen.nes. Les participant.es estiment également que davantage de représentation politique dans les événements autochtones serait bénéfique et qu'il faudrait trouver des moyens de susciter plus d'implication et de participation des Autochtones dans la prise de décisions. Ils soulignent la nécessité pour les instances politiques de consulter plus systématiquement les différents représentants des milieux autochtones. Selon eux, il serait opportun de faire la promotion de modèles positifs d'Autochtones impliqués dans leur communauté et dans la société québécoise. Enfin, certains participants font allusion à leur inconfort à fréquenter les services de loisirs municipaux, particulièrement les installations sportives, estimant qu'ils ne sont fréquentés que par des Allochtones.

« Je veux voir dans les médias, sur les réseaux sociaux et ailleurs sur Internet des portraits de jeunes Autochtones "normaux" et modernes. »

– Jeune Micmac, 29 ans

Pour leur part, les participant.es inuits proposent la mise sur pied d'un service de jumelage entre Inuit.es résidents et Inuit.es nouvellement arrivés. Ils considèrent très important d'encourager une plus grande participation des Autochtones au sein des institutions publiques et des lieux décisionnels. Ils déplorent également un manque criant de modèles autochtones et inuits inspirants. Selon eux, il serait intéressant de diffuser les portraits de jeunes Inuit.es au parcours inspirant afin de briser les idées préconçues et les préjugés. Ces portraits pourraient prendre la forme de capsules Web, d'expositions de photos ou d'articles. Enfin, les participant.es inuit.es et les intervenant.es considèrent que le sport et les loisirs pourraient faciliter l'intégration socioéconomique des jeunes et contribuer à la lutte contre le racisme.

« Les présentations sur les réalités autochtones en vue de faire tomber les préjugés s'adressent à ceux qui s'intéressent déjà aux peuples autochtones, il faut rejoindre M. et Mme Tout le monde! Il y a énormément de racisme lié à un manque de connaissances des Non-Autochtones sur les nations autochtones. »

– Intervenante au programme de réinsertion socioéconomique Ka Mamukanit

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Des programmes et ateliers de sensibilisation au racisme envers les Autochtones dans les milieux professionnels en contact avec eux (par ex. : santé et éducation);
- Des ateliers de formation et des événements de sensibilisation sur les réalités autochtones dans les écoles non autochtones afin de déconstruire les mythes et préjugés;
- Un programme de jumelage Autochtones-Allochtones pour des activités ciblées;
- Des programmes d'échanges culturels favorisant les liens avec les Allochtones directement dans les communautés autochtones;

> *« Ne pas bien parler français est une barrière pour rencontrer de nouvelles personnes à Montréal. »*
>
> – Jeune Innu, 25 ans

- Un service de jumelage entre Inuit.es résidents et Inuit.es nouvellement arrivés.
- Des programmes pour jeunes Autochtones d'apprentissage des activités traditionnelles (pêche, chasse, trappage);
- Des ateliers d'information sur le fonctionnement des institutions et du système démocratique à Montréal.

3.4.3 Recommandations pour l'appartenance communautaire et la lutte à l'exclusion

Recommandation 10 :
Que la Ville de Montréal contribue au développement du leadership des jeunes Autochtones en faisant notamment la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants dans ses publications et lors des événements qu'elle tient.

Recommandation 11 :
Que la Ville de Montréal et ses arrondissements favorisent, dans un souci de réconciliation, le rapprochement entre les jeunes Autochtones et les jeunes Allochtones par son offre de services et en développant de nouveaux programmes.

Recommandation 12 :
Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organisations autochtones, des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre l'exclusion et à déconstruire les préjugés envers les jeunes Autochtones.

3.5 ARTS, CULTURE ET RÉAPPROPRIATION CULTURELLE

La section *arts, culture et réappropriation culturelle* traite à la fois de la sauvegarde des cultures traditionnelles (langue, pratiques artistiques et traditionnelles) et de la production artistique contemporaine. La promotion de la culture autochtone est un outil de choix dans la lutte contre le racisme et la discrimination et un pilier du développement d'une identité culturelle forte et positive ainsi que du travail de réappropriation culturelle. La présente section débute par une revue de la littérature sur les jeunes Autochtones à ce sujet, poursuit avec une présentation des résultats des consultations et se conclue – au regard de la recension de services et de l'analyse de pratiques inspirantes – par quatre recommandations

3.5.1 Revue de la littérature

La vaste majorité des auteur.es et des organismes au fait de la situation des Autochtones en milieu urbain s'entend pour dire qu'une identité culturelle forte et positive est un élément essentiel à l'intégration économique et sociale. Si, dans une certaine mesure, les Autochtones de Montréal semblent confiants de pouvoir maintenir leur identité culturelle[134], les inquiétudes en la matière demeurent vives. En fait, il semble que les jeunes Autochtones de Montréal entretiennent une relation ambiguë avec leur identité culturelle, relation marquée d'un côté par la fierté face à leur langue, et par la honte d'être associé à un groupe qui cumule les problèmes sociaux, la dépendance aux drogues et à l'alcool en particulier[135]. La diversité de la population autochtone quant à ses origines culturelles, son statut socioéconomique et ses rattachements identitaires compliquent la tâche. En effet, les politiques échouent souvent à tenir compte de l'hétérogénéité de la population autochtone en milieu urbain[136]. Il importe également de tenir compte des différences dans la relation à la culture entre les Autochtones qui sont nés et ont grandi en ville et ceux qui s'y sont installés plus tard dans leur vie[137].

La maîtrise d'une langue autochtone est un facteur important du développement d'une identité culturelle forte et positive. Or, non seulement la plupart des langues autochtones sont menacées, mais leur transmission dans les villes est relativement faible et généralement compromise. En fait, pour l'ensemble des langues autochtones parlées dans les communautés, en milieu rural et en milieu urbain, seuls le cri, l'inuktitut et l'ojibwé échappent à la menace de disparition[138]. La variété même des langues parlées en ville présente un obstacle à leur survie, dans la mesure où la taille de la population qui utilise chacune d'elles est faible et la transmission de génération en génération, en déclin. La situation est d'autant plus précaire à Montréal que la proportion d'Autochtones parmi les habitant.es de la ville y est plus faible qu'ailleurs au Canada.

À l'échelle provinciale, le RCAAQ mentionne que « [l]e contexte québécois fait en sorte que les ressources et la valorisation des cultures et langues autochtones sont souvent reléguées au second plan au niveau provincial vu l'urgence de protéger la langue française dans un contexte canadien[139] ». Il semble donc nécessaire

134 Environics Institute, *op. cit.*, p. 22.

135 E. Fast, 2014, *Exploring the Role of Culture Among Urban Indigenous Youth in Montreal*, thèse de doctorat, Université Concordia, Montréal, p. 165.

136 E. J. Peters, « Emerging Themes in Academic Research in Urban Aboriginal Identities in Canada, 1996-2010 », *Aboriginal Policy Studies*, 2011, vol. 1, nº 1, p. 78-105.

137 E. Fast, *op. cit.*

138 M. J. Norris et L. Jantzen, « Les langues autochtones en milieu urbain au Canada : caractéristiques, considérations et conséquences », 2003, dans D. Newhouse et E. J. Peters, *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, 2003, p. 103.

139 RCAAQ, 2009b, *Portrait de la littératie dans le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, p. 8.

de faire activement la promotion des langues autochtones au niveau provincial autant que municipal.

Le développement d'une identité culturelle forte et positive peut également s'appuyer sur la promotion des traditions et de la culture autochtones, mais aussi sur celle des artistes contemporains issus des Premières Nations. À ce propos, le manque de visibilité des cultures autochtones à Montréal[140] et le manque de services axés sur la culture et d'opportunités pour les jeunes Autochtones de s'approprier leur culture[141] semblent être des préoccupations répandues[142], alors que Montréal offre peu d'espaces et d'opportunités pour maintenir les relations intergénérationnelles, qui sont pourtant cruciales à la transmission des langues et des pratiques culturelles[143]. Pourtant, la diversité qu'offrent les cultures et traditions des Premières Nations peut enrichir significativement la vie culturelle de la ville, contribuer au développement d'un sentiment d'appartenance communautaire, favoriser l'intégration économique, sociale et contribuer à déconstruire les stéréotypes et à vaincre les préjugés.

Alors que la population autochtone dans les villes est appelée à augmenter dans les prochaines années, les municipalités pourraient profiter de leur richesse culturelle et économique en intégrant ces communautés dans les processus de planification de l'aménagement urbain et de l'offre culturelle. La promotion du patrimoine et des traditions, la mise en valeur des cultures autochtones dans l'art public et les monuments, entre autres exemples[144], pourraient servir la vitalité culturelle et économique de la ville. Autrement dit, les possibilités sont nombreuses et les temps sont mûrs pour établir des partenariats économiques et culturels qui puissent profiter à tout le monde, notamment en termes de développement touristique.

Le travail de réappropriation culturelle toujours à accomplir peut aussi être lu comme un élément parmi d'autres d'un processus de guérison collective et comme un outil pour promouvoir et améliorer la santé des Autochtones en milieu urbain. Il s'agit ici d'œuvrer au développement d'une identité culturelle forte et positive, d'améliorer l'estime de soi et la santé psychosociale en général, mais aussi de contribuer à l'assainissement des relations entre les Autochtones et la population générale. De ce point de vue, l'art comme outil de promotion de la santé s'inscrit dans la vision holistique de l'être humain et de son bien-être qui prédomine dans les conceptions bien vivantes des membres des Premières Nations[145].

Au-delà de ces considérations générales, on peut noter quelques projets qui semblent avoir grandement contribué au processus de guérison dans les communautés autochtones et dans les populations urbaines. Le Wapikoni mobile, un « studio ambulant de formation et de création audiovisuelle des Premières Nations[146] », paraît avoir eu un impact positif marqué, notamment dans la communauté de Manawan où il s'est arrêté, entre autres au niveau de la cohésion des communautés et de l'estime de soi des participant.es[147]. Le projet a été grandement salué à l'échelle nationale et a bénéficié d'une visibilité internationale. Toutefois, son financement provincial a été grandement diminué dans les

140 RCAAQ, 2009a, *op. cit.*, p. 39.

141 RCAAQ, 2015, *op. cit.*, p. 22.

142 IVTF, 2010, *op. cit.*, p. 6.

143 SAMU, 2015, *op. cit.*, p. 17.

144 R. C. Walker, *op. cit.*, p. 30.

145 Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, *Art et santé : l'importance de l'art pour la santé et la guérison des peuples autochtones*, 2012, Université du Nord de la Colombie-Britannique, Prince George, BC.

146 Wapikoni, 2015, consulté en ligne le 12 septembre 2015.

147 C. Laurent Sédillot, *Le projet du Wapikoni mobile, médiation et représentation. Création audiovidéo et changement socioculturel dans la communauté atikamekw de Manawan*, 2009, mémoire de maîtrise, Université de Montréal.

dernières années, ce qui fait que plusieurs ateliers sont menacés pour l'année 2016. Ailleurs, à Edmonton, le projet Beat of Boyle Street a été mis en place pour rejoindre les jeunes Autochtones décrocheurs et les encourager à reprendre leurs études. Le projet table sur l'adhésion de nombre d'entre eux aux cultures rap et hip-hop, leur offre les outils nécessaires pour composer leur musique puis enregistrer, mixer et interpréter leurs compositions. Le programme a connu un succès éclatant, offrant un exutoire à des jeunes qui cumulent les obstacles à l'intégration économique et sociale et leur permet d'acquérir une reconnaissance publique, de développer une identité forte et de devenir des modèles positifs pour d'autres jeunes de leur communauté[148].

Les activités et manifestations culturelles traditionnelles sont importantes et largement appréciées, mais à leurs côtés existe également toute une production artistique contemporaine qui s'enracine dans les traditions autochtones, mais s'ancre aussi dans la réalité d'aujourd'hui. Certaines infrastructures pour soutenir à la fois la production et la visibilité de l'art autochtone traditionnel et contemporain existent déjà, mais elles méritent grandement d'être développées plus avant. Sur le plan de la promotion et de la transmission de la culture traditionnelle, on peut par exemple noter la vitalité de l'organisme Montréal Autochtone/Native Montreal[149] qui, en plus de services de santé, offre des cours de langues autochtones (innue, mohawk, crie [eeyou]), des cours de danse de cerceaux et organise des activités d'artisanat traditionnel.

En ce qui concerne l'art actuel, le milieu artistique semble s'éveiller et les chantiers de réflexion sur les possibilités d'encourager et de soutenir les artistes autochtones tendent à se multiplier, bien qu'ils prennent le plus souvent place dans des discussions sur la diversité en général. En novembre 2015, s'est tenu à Montréal le 13e Congrès québécois du théâtre, qui a été l'occasion de réfléchir aux stratégies à employer pour favoriser l'intégration des artistes issus de la diversité, y compris des Premières Nations, à la communauté artistique ainsi que sur les possibilités de diversifier les publics[150]. De même, le Conseil des arts de Montréal s'est doté pour 2012 à 2015 d'un *Plan d'action pour la diversité culturelle dans les arts*, qui a été l'occasion de mettre en place un ensemble de mesures pour favoriser la reconnaissance, le développement professionnel et la participation des artistes issus des minorités culturelles, ainsi que de favoriser la concertation entres les différents intervenant.es et valoriser les pratiques artistiques qui émanent de la diversité culturelle montréalaise[151].

Au nombre des initiatives et organisations qui se consacrent uniquement à la promotion des arts et de la culture autochtones, on peut aussi souligner le travail des Productions Feux Sacrés, qui ont pour mission de « faire rayonner les artistes autochtones par l'entremise de plates-formes de visibilité et d'accès au marché ainsi que par la production d'événements artistiques, tout en favorisant leur développement économique, personnel, professionnel, artistique et social[152] ». Elles sont notamment à l'origine de l'exposition 11 Nations, où les œuvres de 22 artistes autochtones ont été exposées

148 E. L. Wang, « The Beat of Boyle Street : Empowering Aboriginal Youth Through Music Making », *New Directions for Youth Development*, 2010, nº 125, p. 61-70.

149 Montréal Autochtone, consulté en ligne le 12 septembre 2015.

150 Conseil québécois du théâtre, consulté en ligne le 10 novembre 2015.

151 Conseil des arts de Montréal, *Plan d'action pour la diversité culturelle dans les arts 2012-2015*, 2011.

152 Productions Feux Sacrés, consulté en ligne le 9 novembre 2015.

et vues par plus de 30 000 personnes, du Rendez-vous des arts métissés, qui réunit artistes des Premières Nations et artistes d'autres communautés culturelles, ainsi que du projet d'économie sociale *L'Accès au marché de l'art pour les artistes autochtones*, qui « va au-delà d'une exposition temporaire et ouvre la voie à une présence et une visibilité permanentes de l'art autochtone à Montréal[153] ». L'objectif est que les artistes autochtones puissent rapidement s'insérer dans le marché montréalais de l'art majeur.

De son côté, l'organisme Terres en vues chapeaute notamment le festival Présence autochtone qui, à chaque année, permet aux artistes autochtones de nombreuses disciplines d'investir l'espace public et, de ce fait, de contribuer à faire connaître la production artistique actuelle, mais aussi la culture et les traditions des Premières Nations. Il participe également à la mise en place de DestiNations – Carrefour international des arts et cultures des Peuples autochtones, une initiative inscrite dans les priorités du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal[154].

Les arts et la culture autochtones semblent être dans une période de foisonnement et la communauté artistique paraît elle aussi prête à se mobiliser pour favoriser cette éclosion. Compte tenu de l'intrication entre la vitalité culturelle, artistique et la santé psychosociale d'une communauté, il importe de soutenir ce mouvement qui, s'il prend de l'ampleur, pourra agir au plus grand bénéfice de tous, Autochtones comme Allochtones.

153 *Ibid.*

154 RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal, *Améliorons notre qualité de vie ensemble! Planification stratégique du RÉSEAU 2012-2017,* 2015.

Marie-Céline Charron



28 ans

Naskapie

« Je suis vraiment motivée à aider mon peuple à être en bonne santé, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur! »

Diplômée en psychologie de l'Université Concordia, Marie-Céline Charron est animatrice culturelle et danseuse de cerceaux autochtones. Elle est régulièrement sollicitée afin d'animer des ateliers culturels ou de faire des performances de danse lors de festivals et de pow-wow. Elle a participé au documentaire* Working It Out Together*, une série télévisée qui pousse des personnes autochtones à se réapproprier leur vitalité à travers la santé, le bien-être et la forme physique. Elle a travaillé et s'est impliquée dans plusieurs organisations autochtones, telles que Femmes autochtones du Québec. Elle travaille présentement au cabinet de relations publiques National.

3.5.2 Résultats des consultations sur les arts, la culture et la réappropriation culturelle

« Je fais de l'art depuis de nombreuses années et mes peintures semblent appréciées par mon entourage. Mais comment faire pour me faire connaître, avoir des bourses et pouvoir exposer mes œuvres? Je ne sais tellement pas par où commencer! »

– Jeune Inuit, 27 ans

« J'ai vu tellement de jeunes qui désirent se réapproprier les coutumes et traditions de leurs grands-parents sans savoir où pouvoir le faire. Plusieurs m'ont dit qu'ils avaient besoin de ça pour mieux comprendre d'où ils viennent… et où ils s'en vont.

– Intervenante dans un organisme culturel autochtone de Montréal

Les participant.es sont nombreux à souhaiter avoir accès à des cours de langues autochtones et participer à des événements autochtones. Ils disent prendre part à un grand nombre d'activités culturelles autochtones (pow-wow, festival Présence autochtone, ateliers de percussions, etc.). Pour beaucoup, ces événements permettent de se reconnecter à leurs racines identitaires. Les participant.es déplorent que les événements autochtones manquent de visibilité et soient, selon eux, sous-financés. Ils constatent également de grands bienfaits aux retours occasionnels dans les réserves autochtones. Ils mentionnent que ce sont des occasions de pratiquer des activités traditionnelles et d'avoir un mode de vie plus actif. Ils rapportent par ailleurs un vif intérêt pour la pratique d'activités traditionnelles comme la pêche et la chasse. Ils disent s'ennuyer du lien avec les aîné.es de leur communauté et évoquent l'importance de la réappropriation de la culture traditionnelle auprès de ceux-ci. Ils soulignent leur intérêt pour la cuisine traditionnelle, l'artisanat, les cours de langues et l'industrie du cinéma autochtone. Par contre, certains participants ne se définissant pas comme des Autochtones traditionnels ont peu d'intérêt pour les événements et cérémonies traditionnels. Plusieurs soulèvent dans une même veine la nécessité de valoriser le volet plus moderne de l'art réalisé par les Autochtones, par exemple, les arts de la rue et le slam. Les participant.es évoquent aussi la nécessité de faire la promotion des jeunes artistes autochtones et de valoriser, promouvoir et rendre plus visible la communauté autochtone active. Selon eux, il est nécessaire d'offrir une programmation culturelle qui réponde aux besoins de toutes les communautés autochtones.

Les participant.es inuits désirent pour leur part se réapproprier les techniques artistiques traditionnelles. Plusieurs souhaitent apprendre ou améliorer leur niveau d'inuktituk. Le participant inuit d'Ivirtivik était très intéressé par la possibilité d'aller faire du camping à l'extérieur de Montréal. De nombreux jeunes Inuit.es pratiquent l'art comme un passe-temps. Plusieurs ont exprimé le besoin de rendre cette pratique plus professionnelle, mais sans savoir où et à qui s'adresser. Les participant.es inuits considèrent que la mise sur pied d'un centre d'exposition inuit serait souhaitable.

Les intervenant.es interrogés ont du mal à rejoindre les jeunes Autochtones et demeurent incertains quant aux endroits où les rencontrer pour promouvoir les activités de leur organisme et susciter leur participation. Ils affirment manquer de ressources dans la région de Montréal afin d'offrir des ateliers culturels et des cours de langues. La créativité et les arts constituent, selon eux, une bonne façon d'impliquer les jeunes Autochtones. Pour eux, il est important de déconstruire les clichés et les préjugés sur le côté folklorique des œuvres artistiques autochtones. Ils considèrent qu'une visibilité constante plutôt qu'événementielle – notamment par des installations artistiques et culturelles permanentes – serait mieux à même de valoriser ces cultures. Les intervenant.es soulignent enfin qu'une telle valorisation des cultures autochtones pourrait avoir des retombées positives sur le tourisme international.

En somme, les principaux programmes et services jugés manquants ou insuffisants par les participant.es autochtones et les intervenant.es sont :

- Des cours de langues autochtones;
- La recension des personnes habilitées à offrir des cours de langues traditionnelles et des ateliers sur les arts traditionnels;
- La création d'un service d'information et d'orientation sur les opportunités de pratiquer des activités traditionnelles à Montréal ou dans les environs;
- Des cours/ateliers de techniques et de savoir-faire liés à l'art et la culture traditionnels (la sculpture sur pierre est notamment donnée en exemple);
- La présence de centres autochtones internations, mais également pour chacune des nations vu les réalités très différentes;
- La création d'un club intergénérationnel favorisant la transmission de la culture entre les générations;
- Un programme d'assistance financière pour faciliter les visites à la communauté d'origine;
- Des activités en forêt offertes par les organismes fréquentés par les Autochtones (les sorties en camping proposées par le programme Ka Mamukanit);
- Des capsules, émissions télé, séries, articles de journaux offrant une plus grande visibilité aux Autochtones dans la culture populaire;
- Des projets d'entrepreneuriat consacrés à l'art autochtone pour les jeunes (le projet TAKU est notamment donné en exemple).

3.5.3 Recommandations pour les arts, la culture et la réappropriation culturelle

Recommandation 13 :

Que la Ville de Montréal favorise la valorisation et le rayonnement de l'art autochtone en assurant un financement soutenu à des organismes de création, de diffusion et de vitrine pour l'art cités en exemple par la communauté autochtone[155].

Recommandation 14 :

Que la Ville de Montréal s'engage à offrir une vitrine pour l'art autochtone de jeunes créateurs et créatrices, notamment en exposant leurs œuvres dans ses propres locaux et en mettant en place un concours d'art public destiné aux artistes autochtones.

Recommandation 15 :

Que le Conseil des arts de Montréal soutienne le développement de carrières artistiques des jeunes artistes autochtones, par le biais notamment de l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM), afin de développer davantage son mandat envers les jeunes artistes autochtones.

Recommandation 16 :

Que le réseau Accès culture consolide son action auprès des artistes autochtones en offrant des programmes, des lieux de création, de diffusion et en facilitant l'incubation et la diffusion des projets artistiques autochtones, notamment par la création d'un appel de projets destiné à l'art autochtone.

155 Notons par exemple les organismes suivants : Wapikoni mobile, Musique nomade, Espace culturel Ashukan, les Productions Feux Sacrés, Terres en vues, Ondinnok, etc.

Alexandre Nequado



23 ans

Attikamek

« *Pour être entendu, vous devez vous intéresser aux autres. Pour certains, les premiers temps peuvent être éprouvants. Mais à mesure que vous sortez de l'isolement, ça devient plus facile. Vous pouvez vous faire plus d'amis en deux mois en vous intéressant aux autres, qu'en deux ans si vous attendez que les autres s'intéressent à vous.* »

Alexandre Nequado est un jeune Attikamek de Manawan installé à Montréal depuis 2008. Après avoir traversé des années difficiles, Alexandre est sorti de l'isolement en participant en 2011 au projet d'insertion socioprofessionnelle pour jeunes Autochtones Ka Mamukanit. Cette expérience lui a permis de développer des compétences et un réseau socioprofessionnel dans la communauté autochtone de Montréal. Depuis sa sortie du programme, il a obtenu un poste de conseiller au service à la clientèle dans une banque. Il s'implique également au sein du comité jeunesse du RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal. Il est notamment à l'origine du projet de carte interactive qui regroupe différentes ressources destinées aux jeunes Autochtones. Cette carte a été mise en place afin de contribuer à briser l'isolement des jeunes Autochtones nouvellement installés à Montréal.

3.6 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Recommandation 17 :

Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones dans ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

Recommandation 18 :

Que la Ville de Montréal se dote d'un.e élu.e responsable du dossier autochtone. Cette personne aurait principalement à renforcer les liens entre la Ville et la communauté autochtone ainsi qu'à prendre la parole publiquement sur des enjeux relatifs à la communauté.

Recommandation 19 :

Que la Ville de Montréal se dote de données plus exhaustives sur les jeunes Autochtones résidant sur son territoire, particulièrement des données sur leur intégration socioéconomique, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

Accueil et vie quotidienne

Recommandation 1 :
Que la Ville de Montréal soutienne des projets de logements sociaux qui s'adressent à des jeunes Autochtones et de jeunes familles autochtones.

Recommandation 2 :
Que la Ville de Montréal poursuive ses actions auprès des différentes instances gouvernementales pour que les programmes d'aide financière permettant la réalisation de logements sociaux et communautaires soient reconduits aux prochains budgets et que les Autochtones puissent bénéficier d'un financement dédié.

Santé et services sociaux

Recommandation 3 :
Que la Ville de Montréal soutienne l'implantation de cliniques de soins de santé et de services sociaux traditionnels et culturellement sécurisants pour les jeunes Autochtones et complémentaires au réseau de la santé et des services sociaux du Québec, en facilitant notamment l'accès aux infrastructures et locaux nécessaires à ce type de projets.

Recommandation 4 :
Que la Ville de Montréal soutienne financièrement les maisons d'hébergement pour femmes autochtones en difficulté et les centres d'hébergement pour itinérant.es autochtones situés sur son territoire.

Éducation, emploi et formation

Recommandation 5 :
Que la Ville de Montréal développe collaboration et concertation avec les comités autochtones étudiants des universités montréalaises et les organismes qui travaillent à l'intégration socioéconomique des jeunes Autochtones sur son territoire.

Recommandation 6 :
Que la Ville de Montréal participe activement à l'employabilité des jeunes Autochtones par le biais de son Programme de parrainage professionnel.

Recommandation 7 :

Que la Ville de Montréal poursuive ses actions pour augmenter de 50 % l'embauche d'Autochtones dans son prochain Plan d'action en accès à l'égalité en emploi, et ce, en accordant une attention particulière aux jeunes. Pour ce faire :

- qu'elle améliore la diffusion des opportunités d'emploi disponibles à la Ville de Montréal auprès des organismes autochtones;
- qu'elle offre un soutien financier constant au Salon Emploi Autochtone MAMU!.

Recommandation 8 :

Que la Ville de Montréal encourage ses partenaires qui œuvrent au développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes, tels que PME Mtl et le SAJE, (1) à faire davantage la promotion de leurs services auprès des organismes autochtones et (2) à faciliter l'accès des jeunes Autochtones aux services d'accompagnement, de mentorat et de réseautage actuellement accessibles.

Recommandation 9 :

Que la Ville de Montréal soutienne des initiatives et des programmes qui encouragent la persévérance scolaire chez les jeunes Autochtones, notamment par le biais de Réseau réussite Montréal et par les ententes entre la Ville et le gouvernement.

Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion

Recommandation 10 :

Que la Ville de Montréal contribue au développement du leadership des jeunes Autochtones en faisant notamment la promotion de modèles de jeunes Autochtones inspirants dans ses publications et lors des événements qu'elle tient.

Recommandation 11 :

Que la Ville de Montréal et ses arrondissements favorisent, dans un souci de réconciliation, le rapprochement entre les jeunes Autochtones et les jeunes Allochtones par son offre de services et en développant de nouveaux programmes.

Recommandation 12 :

Que la Ville de Montréal développe, en collaboration avec les organisations autochtones, des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre l'exclusion et à déconstruire les préjugés envers les jeunes Autochtones.

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

Arts, culture et réappropriation culturelle

Recommandation 13 :
Que la Ville de Montréal favorise la valorisation et le rayonnement de l'art autochtone en assurant un financement soutenu à des organismes de création, de diffusion et de vitrine pour l'art cités en exemple par la communauté autochtone[156].

Recommandation 14 :
Que la Ville de Montréal s'engage à offrir une vitrine pour l'art autochtone de jeunes créateurs et créatrices, notamment en exposant leurs œuvres dans ses propres locaux et en mettant en place un concours d'art public destiné aux artistes autochtones.

Recommandation 15 :
Que le Conseil des arts de Montréal soutienne le développement de carrières artistiques des jeunes artistes autochtones, par le biais notamment de l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM), afin de développer davantage son mandat envers les jeunes artistes autochtones.

Recommandation 16 :
Que le réseau Accès culture consolide son action auprès des artistes autochtones en offrant des programmes, des lieux de création, de diffusion et en facilitant l'incubation et la diffusion des projets artistiques autochtones, notamment par la création d'un appel de projets destiné à l'art autochtone.

Recommandations générales

Recommandation 17 :
Que la Ville de Montréal porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones dans ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

Recommandation 18 :
Que la Ville de Montréal se dote d'un.e élu.e responsable du dossier autochtone. Cette personne aurait principalement à renforcer les liens entre la Ville et la communauté autochtone ainsi qu'à prendre la parole publiquement sur des enjeux relatifs à la communauté.

Recommandation 19 :
Que la Ville de Montréal se dote de données plus exhaustives sur les jeunes Autochtones résidant sur son territoire, particulièrement des données sur leur intégration socioéconomique, et ce, en appliquant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

156 Notons par exemple les organismes suivants : Wapikoni mobile, Musique nomade, Espace culturel Ashukan, les Productions Feux Sacrés, Terres en vues, Ondinnok, etc.



CONCLUSION

Les besoins et les aspirations des jeunes Autochtones qui migrent à court ou à long terme vers Montréal sont multiples et propres à chacun.e d'eux, mais tous et toutes doivent surmonter des obstacles semblables. Dans le cadre de cet avis, le CjM a énoncé dix-neuf recommandations qui visent à mieux tenir compte des besoins des jeunes Autochtones et à mettre en place des mesures pour les appuyer et assurer leur pleine intégration.

Nous souhaitons que la Ville porte une attention particulière à la question des jeunes Autochtones lors de l'élaboration de ses plans d'action, planifications stratégiques ou tout autre document similaire produit, notamment, dans le cadre de la prochaine Stratégie jeunesse montréalaise qui viendra remplacer la Stratégie 2013-2017.

À la lumière de cette étude, il apparaît indispensable que les jeunes Autochtones soient mieux représentés au sein de la Ville. Non seulement les liens entre la Ville et la communauté autochtone doivent être renforcés, mais il est nécessaire que ces jeunes soient mieux représentés au sein de la Ville afin qu'ils puissent contribuer pleinement au dynamisme de la métropole. Pour assurer le bien-être et l'épanouissement de ces jeunes aux horizons divers, la Ville doit aussi contribuer à mettre de l'avant de nouvelles initiatives de recherche et de collecte de données en vue de dresser un meilleur profil de cette population dont la présence augmente rapidement. Une vision claire de sa situation et de son contexte est essentielle pour que les partenaires puissent agir de façon concertée et bonifier adéquatement les programmes et les services pertinents.

Tel que le démontrent le portrait dressé et les consultations effectuées dans le cadre de cet avis, le chemin vers une réelle intégration sociale, politique et économique des jeunes Autochtones vivant à Montréal est semé d'embûches. Cependant, tout porte à croire que cette démarche s'inscrit dans un contexte favorable, dans la mesure où les relations entre les communautés autochtones et non autochtones sont en train de se redéfinir. Nombre de ceux et celles qui quittent leur communauté pour s'installer dans les villes sont portés par l'espoir d'une vie meilleure, et la métropole est en bonne posture pour les soutenir dans la réalisation de leurs projets.



ANNEXES

ANNEXE 1 RECENSION DES SERVICES

Liste des organismes prestataires de services pour les jeunes Autochtones à Montréal[1,2]

ACCUEIL ET VIE QUOTIDIENNE	
Services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ)	2001, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2T3 514 499-1854 www.spaq.qc.ca cpmontreal@spaq.qc.ca
Habitat Métis du Nord / Corporation Waskahegen	3455, rue Robert-Chevalier, bureau 218 Pointe-aux-Trembles (Québec) H1A 3R7 514 527-4884 www.waskahegen.com montreal@waskahegen.com
Femmes autochtones du Québec / Quebec Native Women	Business Complex, bureau 118 River Road, C.P. 1989 Kahnawake (Québec) JOL 1B0 450 632-0088 / 1 800 363-0322 www.faq-qnw.org/fr
CPE Soleil Le Vent / Rising Sun Childcare Centre	600, av. Desmarchais Montréal (Québec) H4H 1S6 514 769-9355 www.cperisingsun.ca
Centre d'amitié autochtone de Montréal*	2001, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2X 2T3 514 499-1854 www.nfcm.org info@nfcm.org
Centre des femmes de Montréal – Volet femmes autochtones	3585, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2X 2N6 514 842-4780, poste 2333 www.centredesfemmesdemtl.org/spl/autochtones.html spl@cendredesfemmesdemtl.org (service de première ligne)
Chez Doris*	1430, rue Chomedey Montréal (Québec) H3H 2A7 514 937-2341, poste 221 www.chezdoris.ca information@chezdoris.ca

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Projets autochtones du Québec*	90, rue de la Gauchetière Est Montréal (Québec) H2X 1P5 514 879-3310 www.paqc.org
Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Adresse confidentielle Pour correspondance : CP. 183, Station A Montréal (Québec) H3C 2S1 514 933-4688 / 1 866 403-4688 www.nwsm.info nakuset@gmail.com
Onen'To:Kon Treatment Services Point de services de Montréal	3177, rue Saint-Jacques Ouest, bur. 302 Montréal (Québec) H4C 1G7 514 281-8456 www.onentokon.com otsmontrealoutreach@hotmail.com
Tasiutigitt : Association for Cross-Cultural Families of Inuit and Native Children	2052, av. Trenholme, bureau 3 Montréal (Québec) H4B 1X6 450 479-6827

1 Les organismes suivis d'un astérisque offrent des services qui sont spécifiquement destinés aux jeunes Inuit.es.

2 Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle vise tout de même à être la plus complète possible. Les organismes actifs dans plusieurs domaines ont été classés dans la catégorie « Accueil et vie quotidienne ». Les organismes à la mission plus ciblée qui s'inscrivent néanmoins dans plusieurs domaines de services ne sont nommés qu'une fois. En raison du caractère transversal de la problématique, seuls trois organismes se trouvent dans la catégorie « Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion ».

ANNEXES

ÉDUCATION, EMPLOI ET FORMATION

Cercle des Premières Nations de l'UQAM	320, Sainte-Catherine Est 3e étage, local DS-3223 Montréal (Québec) **Adresse postale :** C.P. 8888, Succ. Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8 514 987-3000, poste 6793 www.cpn.uqam.ca cpn@uqam.ca
Centre de ressources autochtones du Collège John Abbott	Collège John Abbott 21275, rue Lakeshore Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec) H9X 3L9 514 457-1178 www.johnabbott.qc.ca/services-to-students/aboriginal-resource-centre firstnations@johnabbott.qc.ca
Aboriginal Students Resource Center, Université Concordia	Université Concordia, Sir George Williams Campus 1455, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau H-641 Montréal (Québec) H3G 1M8 514 848-2424, poste 7327 www.concordia.ca/offices/asrc.html
Maison des peuples autochtones (MPA), Université McGill	Université McGill 3505, rue Peel Montréal (Québec) H3A 1W7 514 398-3217 www.mcgill.ca/fph/home-page firstpeopleshouse@mcgill.ca

Service aux Inuits du Québec – CLE de Verdun	1055, rue Galt Montréal (Québec) H3G 2R1 514 864-6646, poste 249
Service de développement des ressources humaines des Premières Nations de Montréal	1255, rue du Square-Phillips, bureau 1007 Montréal (Québec) H3B 3G1 514 283-0901 employnations.com
Société de crédit commercial autochtone (SOCCA)	2936, rue de la Faune, bureau 200 Wendake (Québec) G0A 4V0 418 842-0972 / 1 800 241-0972 www.socca.qc.ca administration@socca.qc.ca
Ivirtivik*	4590, av. de Verdun, bureau 200 Montréal (Québec) H4G 1M3 514 564-3051 www.ivirtivik.org
Banque de développement du Canada / Entrepreneur autochtone	5, Place Ville-Marie, bureau 400 Montréal (Québec) H3B 5E7 1 877 232-2269 www.bdc.ca/FR/je_suis/entrepreneur_autochtone/Pages/entrepreneur_autochtone.aspx

ANNEXES

APPARTENANCE COMMUNAUTAIRE ET LUTTE À L'EXCLUSION

Association des Inuits de Montréal (AIM) / Société Makivik*	111, boul. Dr.-Frederik-Philips, 3e étage Montréal (Québec) H4M 2X6 514 745-8880 www.makivik.org
Centre Wampum	1160, rue Panet Montréal (Québec) H2L 2Y7 514 525-5133 http://w115.cnd-m.org/organismes/fr/wampum.htmlcnd@cnd-m.org
Exeko	5445, av. de Gaspé, bureau 405 Montréal (Québec) H2T 3B2 514 528-9706 www.exeko.org info@exeko.org

ARTS, CULTURE ET RÉAPPROPRIATION CULTURELLE

Jardin des Premières Nations / Jardin botanique	4101, Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1X 2B2 514 872-9613 www.espacepourlavie.ca/jardin-des-premieres-nations
Institut culturel AVATAQ	215, av. Redfern, bureau 400 Westmount (Québec) H3Z 3L5 514 989-9031 / 1 800 361-5029 www.avataq.qc.ca avataq@avataq.qc.ca

Montréal Autochtone / Native Montreal	2306, Sherbrooke Est, bureau 1 Montréal (Québec) H2K 1E5 514 331-6587 www.nativemontreal.com info@nativemontreal.com
Les Productions Ondinnok	6645, avenue des Érables Montréal (Québec) H2G 2M9 514 593-1990 www.ondinnok.org
Wapikoni mobile	3155, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal (Québec) H4N 2N4 514 283-3542 www.wapikoni.ca info@wapikoni.ca
Présence Autochtone / Montréal First Peoples Festival	Terres en vues / Land InSights 5445, av. de Gaspé, bureau 508 Montréal (Québec) H2T 3B2 Ligne INFO-FESTIVAL : 514 813-6663 www.presenceautochtone.ca tev@nativelynx.qc.ca
Les Productions Feux Sacrés	431, Place Jacques-Cartier Montréal (Québec) H2Y 3B1 514 875-2772 www.productionsfeuxsacres.ca info@productionsfeuxsacres.ca
Onishka	www.onishka.org info@onishka.org

ANNEXE 2 LISTE DES PRATIQUES INSPIRANTES

2.1 Accueil et vie quotidienne

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Difficultés liées à la recherche de logement (prix, manque de connaissances sur le fonctionnement, discrimination, barrière linguistique, absence de références, etc.	Service d'accompagnement	**1) Service d'accompagnement à la recherche de logement – Propulsion Lanaudière**	Lanaudière	**Description de la pratique :** Le service d'accompagnement à la recherche de logement aide les personnes dont l'état de santé requiert qu'on les assiste dans leur recherche de logement. Si les personnes n'ont aucun soutien extérieur, l'organisme peut les aider à s'installer et, par la suite, leur offrir un suivi. Le soutien postinstallation vise à faciliter l'adaptation de la personne dans son nouvel environnement. **Description de l'organisme :** Propulsion Lanaudière est un organisme qui offre différents services en lien avec le logement. Cela inclut l'accompagnement à la recherche de logement, le soutien en logement, l'acquisition d'immeubles d'habitation à but non lucratif et la sensibilisation des propriétaires. **Site Web :** http://www.propulsion-lanaudiere.com/ServAccRechLog.html
Méconnaissance des services et programmes existants	Difficulté des organismes à rejoindre les jeunes Autochtones	**2) Coupe communautaire**	Ottawa	**Description de la pratique :** La Coupe communautaire cherche à favoriser l'intégration des nouveaux arrivants par le sport et le bénévolat. C'est un événement communautaire gratuit, multigénérationnel et multiculturel qui offre plusieurs activités : tournoi de football, tente communautaire (regroupant des organismes), démonstrations sportives, danse multiculturelle, cuisine locale, activités familiales, etc. **Description de l'organisme :** Coupe communautaire est un programme à but non lucratif créé en 2005 par Dan Dubeau et initié par le Catholic Center for Immigrants. Cette initiative ottavienne se développe à présent dans d'autres villes du Canada. Le programme vise une meilleure ouverture des collectivités aux nouveaux arrivants, en plus de permettre à ces derniers de se construire un réseau d'entraide dans leur communauté. **Site Web :** http://www.communitycup.ca/?lang=fr *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

2.2 Santé et services sociaux

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Problèmes d'accès à des soins de santé traditionnels	Bonification de l'offre de soins de santé traditionnels Adaptation de la prestation de soins de santé et de services sociaux en prenant davantage en compte les besoins et les réalités spécifiques des jeunes Autochtones	**3) Clinique Minowé au Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or**	Val-d'Or	**Description de la pratique :** La Clinique Minowé est une ressource intégrée au réseau local de santé et de services sociaux de la Vallée-de-l'Or. Elle facilite aux Autochtones l'accès à des services culturellement pertinents et sécurisants en santé et services sociaux. Elle contribue activement à engager la communauté autochtone comme acteur premier dans l'amélioration de la santé globale par des pratiques propres à la culture des Premiers Peuples. **Description de l'organisme :** Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour de services urbain, un milieu de vie et un ancrage culturel pour les Premiers Peuples; voué au mieux-être, à la justice et à l'inclusion sociale, il favorise la cohabitation harmonieuse dans son milieu. **Site Web :** http://www.caavd.ca/clinique-minowe.html
Problèmes d'accès à des soins de santé traditionnels Crainte d'être mal compris ou victime de discrimination dans la prestation des soins de santé	Bonification de l'offre de soins de santé traditionnels Adaptation de la prestation de soins de santé et de services sociaux en prenant davantage en compte les besoins et les réalités spécifiques des jeunes Autochtones	**4) Centre Wabano pour la santé des Autochtones**	Ottawa	**Description de la pratique et de l'organisme :** Le Centre Wabano pour la santé des Autochtones est un centre de santé urbain qui : fournit des services de santé de qualité, holistiques et culturellement pertinents aux communautés inuite, métisse et des Premières Nations d'Ottawa; prend part à des projets cliniques, sociaux, économiques et culturels qui favorisent la santé des tous les Autochtones; promeut le renforcement de la communauté par l'éducation et l'échange; agit comme centre d'excellence pour la santé des Autochtones urbains. **Site Web :** http://www.wabano.com

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Problèmes d'accès à des soins de santé traditionnels Crainte d'être mal compris ou victime de discrimination dans la prestation des soins de santé	Bonification de l'offre de soins de santé traditionnels Adaptation de la prestation de soins de santé et de services sociaux en prenant davantage en compte les besoins et les réalités spécifiques des jeunes Autochtones Ateliers de sensibilisation aux réalités autochtones pour le personnel du secteur de la santé et des services sociaux	**5) Programme de santé autochtone de l'hôpital et du centre de santé pour femmes de la Colombie-Britannique**	Vancouver	**Description de la pratique et de l'organisme :** La programme fournit des services sur place de soutien pour améliorer la santé des femmes et des filles autochtones et celle de leur famille. Les agent.es de liaison offrent aux personnes et aux organismes autochtones des services d'information, de référence et de conseil, d'intervention et de développement et la mise en œuvre de services de santé culturellement adaptés et sécurisants. Les activités communautaires incluent de l'éducation sur la santé des femmes, des formations sur la sensibilité culturelle auprès du personnel infirmier et des représentant.es de la santé communautaire ainsi que les cliniques de mieux-être pour femmes qui offrent notamment le dépistage en santé de la reproduction, dans et hors la communauté. **Site Web :** http://redbookonline.bc211.ca/service/9492827_9492827/aboriginal_health_program
Obstacles multiples liés à la consommation de drogue et d'alcool Manque d'éducation et de sensibilisation à un mode de vie sain	Bonification des programmes de prévention de la consommation d'alcool et de drogue Bonification de l'offre de formation et d'ateliers à un mode de vie sain	**5) Ma vie, j'en fais mon affaire!**	Montréal	**Description de la pratique :** Le projet « Ma vie, j'en fais mon affaire! » de l'organisme Dianova a pour objectif d'amener des jeunes à risque vers des modes de vie plus sains. Le projet mise d'une part sur le développement de compétences et d'habiletés dans les relations interpersonnelles, l'estime de soi, et la gestion de la colère et du stress. D'autre part, il vise à développer une meilleure connaissance des différentes drogues et des problèmes liés à l'abus de celles-ci, tels que les pratiques sexuelles à risque. **Description de l'organisme :** Dianova est un organisme qui a pour objectif d'aider les personnes à retrouver leur autonomie. Dianova offre ses services aux hommes et aux femmes adultes aux prises avec des problèmes de consommation de drogue, d'alcool et de médicaments et aux personnes itinérantes, à risque d'itinérance ou vivant de l'instabilité résidentielle avec de la difficulté à se loger sur le marché locatif. Le centre de traitement des dépendances de Dianova est certifié par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. **Site Web :** http://www.dianova.ca/index.php/short-code/projets/projet-de-prevention

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Crainte d'être mal compris ou victime de discrimination dans la prestation des soins de santé	Ateliers de sensibilisation aux réalités autochtones pour le personnel du secteur de la santé et des services sociaux	**6) Formation Piwaseha**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique :** Ces ateliers permettent de : - déterminer les différents obstacles qui nuisent à la communication et aux relations avec les Autochtones; - reconnaître l'impact des perceptions négatives sur l'estime de soi chez les Autochtones; - reconnaître ses propres valeurs culturelles et tenir compte de l'identité autochtone dans les rapports interculturels; - comparer sa propre culture et celle des Autochtones. Cette formation est régulièrement offerte au sein d'organismes ainsi que des milieux de l'éducation et professionnels. **Description de la formatrice :** Membre de la nation crie et titulaire d'un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire et d'une maîtrise en psycho-éducation, Janet Mark se préoccupe depuis toujours du bien-être des Autochtones et elle a au cours de ses emplois mis de l'avant une gamme de services pour la population autochtone. Elle travaille à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) depuis dix ans. Elle y coordonne, depuis l'automne 2011, les dossiers autochtones au Service de la formation continue et elle donne elle-même des cours en lien avec la culture et les réalités autochtones. Elle est aussi vice-présidente du conseil d'administration du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et membre du Conseil supérieur de l'éducation du Québec. **Site Web :** http://formationcontinue.uqat.ca/fr/DCH-605.html

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de service d'aide juridique à faible coût	Service de référence pour l'accueil de jeunes Autochtones	**7) Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique et de l'organisme :** Ce programme a pour but d'aider les personnes autochtones aux prises avec le système de justice pénale à obtenir un traitement juste, équitable et adapté à leur réalité culturelle. Les objectifs : - aider les Autochtones à comprendre leurs droits de parler en leur propre nom ou de faire appel aux services d'un avocat, ainsi qu'à comprendre la nature des accusations portées contre eux et le fonctionnement du système de justice criminelle et pénale; - sensibiliser les personnes impliquées dans l'administration de la justice aux valeurs, aux coutumes, aux langues et aux conditions socioéconomiques des Autochtones; - établir une liaison afin de faciliter les communications entre les Autochtones et les intervenant.es du système de justice. **Site Web :** http://www.justice.gc.ca/fra/fina-fund/gouv-gov/apc-acp/index.html

2.3 Éducation, emploi et formation

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Grande difficulté à accéder au marché de l'emploi Besoin d'un accompagnement plus personnalisé pour la recherche d'emploi	Service visant à favoriser les liens entre les employeurs et les chercheurs d'emploi	**8) Service de développement des ressources humaines des Premières Nations de Montréal**	Montréal	**Description de la pratique :** Sa principale mission est d'offrir des services et des programmes d'emploi et de formation aux membres des Premières Nations, aux Inuit.es et aux Métis.ses pour les soutenir et les aider à intégrer le marché du travail. Pour faciliter leurs démarches, le Service mise sur une approche globale, individuelle et confidentielle dispensé dans l'un des points de services de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ). **Description de l'organisme :** En tant qu'une des commissions régionales de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), la CDRHPNQ représente un ensemble de 33 points de services axés sur l'emploi et la formation, situés dans 29 communautés de Premières Nations et dans quatre centres urbains. **Site Web :** http://employnations.com
Problèmes d'insertion au marché du travail	Formations, ateliers et outils visant le développement de la confiance en soi et du potentiel socioprofessionnel des jeunes Autochtones	**9) Programme Étinc'elle du YWCA**	Québec	**Description de la pratique :** Étinc'elle est un programme de retour à l'emploi axé sur la réalisation de soi et le savoir-être. Les participantes bénéficient de rencontres avec une « marraine » qui agit comme mentor. Des ateliers avec des stylistes, esthéticiennes et coiffeuses bénévoles sont aussi prévus au programme. **Description de l'organisme :** Depuis 160 ans, les YMCA du Québec œuvrent à l'instauration de communautés dynamiques et en santé. Dans cette optique, ils offrent des services pour tous, incluant des installations sportives, des activités pour personnes âgées, des cours de langue pour les nouveaux arrivants et des services aux personnes en situation de vulnérabilité. **Site Web :** http://www.ymcaquebec.org/fr *** Pratique conçue pour les femmes devant être adaptée aux jeunes femmes autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Problèmes d'insertion au marché du travail	Formations, ateliers et outils visant le développement de la confiance en soi et du potentiel socioprofessionnel des jeunes Autochtones	**10) Programme Antidote**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique :** Il s'agit d'une démarche collective en deux temps, soit prendre conscience de son identité et de ses points communs avec les autres femmes (Antidote 1), puis accroître son autonomie affective (Antidote 2). Le programme permet de créer des liens de solidarité avec les autres femmes, tout en s'attardant à la prise de conscience de sa propre identité, la croissance de l'estime personnelle, l'affirmation de soi et la redéfinition de ses relations avec les autres. **Description de l'organisme :** Antidote a été créé en 1990 par la psycho-pédagogue Nikole Dubois. La formation a été proposée dans de nombreux centres de femmes du Québec. **Site Web :** http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/ruralite/reussites-rurales/les-formations-antidote-monde/ *** Pratique conçue pour les femmes devant être adaptée aux jeunes femmes autochtones**
Problèmes d'insertion au marché du travail	Augmenter l'employabilité des jeunes Autochtones et leur offrir des expériences de travail	**11) Wâbidïjan – Parcours en développement des compétences**	Val-d'Or	**Description de la pratique :** Le parcours Wâbidïjan (« montre-moi ») vise à accroître les connaissances et les compétences professionnelles des jeunes Autochtones âgés de 18 à 30 ans en leur offrant des ateliers et des stages professionnels. Ceux-ci incluent l'employabilité et les expériences de travail en hôtellerie : accueil et réception, restauration, hébergement, entretien et maintenance. Ils offrent aussi des ateliers et des stages professionnels. **Description de l'organisme :** Le centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour urbain qui offre des services aux Autochtones vivant en ville. Il a été créé en 1974 et est aujourd'hui un des plus grands fournisseurs de services aux personnes autochtones – il est classé 4e sur les 122 existants au Canada. **Site Web :** http://www.caavd.ca/parcours-en-deacuteveloppement-des-compeacutetences.html

2.4 Appartenance communautaire et lutte à l'exclusion

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'images et de modèles positifs	Initiatives visant à mettre de l'avant des jeunes Autochtones qui se sont démarqués	**12) Gala Mëmëgwashi du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or**	Val-d'Or	**Description de la pratique :** Ce gala annuel reconnaît et récompense la persévérance et la réussite scolaire des enfants autochtones qui fréquentent les écoles des commissions scolaires de l'Or-et-des-Bois et Western Québec. **Description de l'organisme :** Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or est un carrefour de services urbain, un milieu de vie œuvrant à la mise en place d'un ancrage culturel pour les Autochtones de la région. Le centre est avant tout voué au mieux-être, à la justice et à l'inclusion sociale. Il favorise la cohabitation harmonieuse dans son milieu. **Site Web :** http://www.caavd.ca/gala-memegwashi.html
Manque d'images et de modèles positifs	Formation en développement du leadership pour les jeunes Autochtones Initiatives visant à mettre de l'avant des jeunes Autochtones qui se sont démarqués	**13) École Femmes et démocratie — Session jeunes leaders**	L'ensemble du Québec	**Description de la pratique :** D'une durée de 4 à 5 jours, ces séances intensives de formation et de réseautage sont offertes aux femmes désireuses de briguer un poste électif à l'échelle scolaire, municipale, provinciale ou fédérale, ou encore, d'investir les lieux de pouvoir grâce à une participation accrue des étudiantes et étudiants et des organismes jeunesse (session jeunes leaders). **Description de l'organisme :** La mission du Groupe Femmes, Politique et Démocratie est d'éduquer la population en général, et plus particulièrement les femmes, à l'action citoyenne et démocratique, de promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique et de soutenir, auprès de tou.tes, l'exercice plein et entier de la citoyenneté. **Site Web :** http://www.gfpd.ca/formations/les-ecoles-femmes-et-democratie-6-40 *** Pratique conçue pour les femmes devant être adaptée aux jeunes femmes autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'images et de modèles positifs	Campagne de promotion présentant les succès de personnes immigrantes dans l'agglomération	**14) Portrait de personnes immigrantes de la Ville de Sherbrooke**	Sherbrooke	**Description de la pratique :** Ce projet a permis la création d'un partenariat avec le journal local, *Tribune de la diversité*, qui présente, entre autres, des articles mettant en valeur des projets en matière de promotion de la diversité et des portraits de citoyen.nes issus de l'immigration. **Description de l'organisme :** Ville de Sherbrooke *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**
Manque d'images et de modèles positifs	Campagne de promotion présentant les succès de personnes immigrantes dans l'agglomération	**15) Vidéos, films et séries promotionnels**	Gatineau, Abitibi-Témiscamingue	**Description de la pratique :** En partenariat avec la télévision communautaire Vox-Outaouais, la Ville de Gatineau a produit la série télévisée *Une planète dans ma ville*. Cette série, qui comporte 14 émissions d'une heure sur l'accueil et la richesse de la diversité ethnoculturelle, a été diffusée pendant trois ans; elle est maintenant disponible en bibliothèque. **Description de l'organisme :** Gatineau est la deuxième région de destination des immigrant.es au Québec et ils représentent 10 % de sa population. La Ville a d'ailleurs mis en place un plan d'action 2013-2105 en matière d'immigration qui comprend trois grands axes : - promotion et communication; - rétention et intégration; - concertation, convergence et complémentarité. La CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue est l'organe qui chapeaute la table régionale en immigration. Elle a pour objectif de déterminer les besoins relatifs à l'immigration, de concerter les partenaires régionaux et d'assurer une compréhension commune de tous les organismes sur la question de l'immigration. **Site Web :** www.conferenceregionale.ca/commissions-comites/14/table-regionale-de-concertation-en-immigration *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'images et de modèles positifs	Programmes et actions favorisant une plus grande représentation des jeunes Autochtones dans les instances décisionnelles, les postes d'élu.es, les tribunes publiques et les postes de grande visibilité	**16) Le projet de médiation interculturelle « Vivre ensemble » de l'arrondissement de Saint-Laurent**	Équipe culture de l'arrondissement de Saint-Laurent, Montréal	**Description de la pratique :** « Vivre ensemble » est une invitation aux jeunes de 15 à 17 ans, issus des communautés juives et arabes, à présenter leur famille et leur vie quotidienne. La photographe et réalisatrice Amanda Tétrault propose aux jeunes de l'arrondissement Saint-Laurent une forme d'animation pour qu'ils développent leur créativité de façon ludique par le biais de la photographie numérique et de la prise de vue image par image (*stop motion*). Avec cette approche, les jeunes découvrent une nouvelle technique qui permet aux objets inanimés de se déplacer et de prendre vie tout en expérimentant des modes d'expression artistique non verbale. La deuxième étape du projet, nommée À travers la lentille, vise le rapprochement interculturel. Ce projet contribue à faire tomber des barrières et à éliminer les préjugés entre ces groupes considérés parfois comme antagonistes et invite ces jeunes à vivre des rencontres artistiques et humaines. L'initiation à cette technique permet aux participant.es de raconter leur histoire à travers les photos et à exprimer tant leur individualité que leur collectivité. Les jeunes de ces communautés n'ont pas souvent l'occasion de se côtoyer, en voilà une qui repose sur l'art et l'échange. **Description de l'organisme :** Arrondissement de Saint-Laurent, Montréal **Site Web :** http://montreal.mediationculturelle.org/les-projets/vivre-ensemble-un-projet-avec-les-communautes-juives-et-arabes *** Pratique conçue pour les personnes immigrantes devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque d'échanges et de liens entre les jeunes Autochtones et Allochtones Manque d'échanges et de liens entre les jeunes Autochtones de différentes nations Manque d'images et de modèles positifs	Bonification des occasions de rencontre, des programmes de parrainage et de jumelage entre les jeunes Autochtones Programmes et actions favorisant une plus grande représentation des jeunes Autochtones dans les lieux décisionnels, les postes d'élu.es, les tribunes publiques et les postes de grande visibilité	**17) Projet de développement du leadership DiverseCity à Toronto**	Toronto, Richmond Hill	**Description de la pratique :** Les objectifs de ce projet sont d'étendre le réseautage, de renforcer les institutions publiques et privées et de faire avancer la connaissance quant au rôle de la diversité dans le leadership. Parmi les initiatives lancées dans le cadre de cette initiative, notons DiverseCity Nexus (conférences établissant un pont entre les leaders corporatifs et ceux émergents), DiverseCity Advantage (production de connaissances sur les bénéfices économiques et sociaux de la diversité sur le leadership), DiverseCity Perspectives (dialogues explorant la signification de la diversité et ses bienfaits), DiverseCitySchool4Civics et Building Blocks (mentorat et programme de stages). Il y a aussi DiverseCity on Board qui permet de lier des candidat.es qualifiés à des instances gouvernementales (p. ex. : commissions, conseils, etc.) pour s'assurer une meilleure représentation des personnes de minorités visibles dans les postes décisionnels. **Description de l'organisme :** Lancé par la fondation Maytree et The Greater Toronto CivicAction Alliance, l'objectif de DiverseCity est d'encourager l'émergence d'un leadership diversifié comme moyen d'accroître la prospérité de la région de Toronto. **Site Web :** http://www.richmondhill.ca/subpage.asp?textonly=&pageid=hotnews_2011_awards http://diversecitytoronto.ca

2.5 Arts, culture et réappropriation culturelle

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal	Service-conseil pour le développement de carrière artistique adapté aux besoins des jeunes Autochtones	**18) Accompagnement en gestion de projet artistique et service-conseil**	Estrie	**Description de la pratique :** Le service-conseil en gestion de projet artistique du Conseil de la culture de l'Estrie permet à un artiste ou à un travailleur culturel de bénéficier d'un accompagnement de courte durée vers l'atteinte d'un ou de plusieurs objectifs professionnels. Au cours de cet accompagnement, il est possible de : - approfondir sa connaissance des réseaux de diffusion et de promotion; - clarifier et chiffrer ses objectifs professionnels; - développer ou bonifier un ou plusieurs outils de travail utiles à sa carrière artistique; - élaborer son budget de projet en déterminant à la fois ses besoins (postes de dépenses) et sa clientèle (sources de revenu). L'objectif du service est de favoriser le développement de l'autonomie entrepreneuriale et de la carrière artistique de la personne. **Description de l'organisme :** Organisme à but non lucratif, le Conseil de la culture de l'Estrie regroupe des organismes, des artistes et des travailleurs culturels. Il intervient à l'échelle disciplinaire, soit en arts de la scène, en arts visuels, en arts médiatiques, cinéma/vidéo, dans le domaine du livre et de la littérature, des métiers d'art, de la muséologie et du patrimoine. Il joue aussi un rôle en participant à l'élaboration de politiques culturelles municipales ou encore en soutenant des initiatives locales axées sur le développement des arts et de la culture. **Site Web :** http://www.cultureestrie.org/oracle/gpa.php

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de techniques et de savoir-faire liés à l'art traditionnel	Bonification de l'offre de formations et d'ateliers sur la culture autochtone adaptée aux jeunes Autochtones	**19) Centre de développement communautaire autochtone à Montréal**	Montréal	**Description de la pratique et de l'organisme :** La mission du CDCAM est d'améliorer la qualité de vie des Autochtones vivant dans la région de Montréal en offrant un carrefour de services urbains, un milieu positif et un ancrage culturel. Les activités culturelles offertes sont variées (p. ex. : cours de danse traditionnelle, cours de langues autochtones, fabrication de mocassins, etc.). Ces activités apportent des connaissances qui ne sont pas facilement accessibles hors des communautés. Par ces activités, le CDCAM vise à renforcer le sentiment de fierté culturelle et à diminuer le sentiment de déracinement, tout en combattant l'isolement qui est souvent le lot des Autochtones qui s'installent en ville ou sont issus du milieu urbain. **Site Web :** http://www.nativemontreal.com
Manque de valorisation et de rayonnement de l'art autochtone Manque de valorisation de l'art moderne réalisé par les Autochtones Manque de valorisation et de rayonnement de la culture autochtone	Bonification de l'offre de formations et d'ateliers sur l'art autochtone adaptée aux jeunes Autochtones	**20) Le programme de formation de nouveaux cinéastes du Wapikoni mobile**	Montréal et ailleurs au Québec	**Description de l'organisme :** Cofondé en 2003 par Manon Barbeau, le Conseil de la Nation Atikamekw et le Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador, avec le soutien de l'Assemblée des Premières Nations et la collaboration de l'Office national du film du Canada, le lancement du Wapikoni mobile a eu lieu en 2004 dans le cadre du festival Présence autochtone à Montréal. Le Wapikoni mobile a pour mission de : - combattre l'isolement et le suicide chez les jeunes des Premières Nations en développant des compétences artistiques, techniques, sociales et professionnelles; - diffuser les films réalisés et de sensibiliser différents publics aux enjeux des Premières Nations en valorisant une culture riche et trop souvent méconnue; - contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel des Premières Nations. **Site Web :** http://www.wapikoni.ca

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal	Banque de personnes détenant les compétences liées aux pratiques culturelles et artistiques dans la région de Montréal	**21) Le programme Audition de la diversité de Diversité artistique Montréal (DAM)**	Montréal	**Description de la pratique :** Le programme Audition de la diversité permet aux artistes issus de la diversité de rencontrer des professionnels du milieu (p. ex. : réalisateur.trices, agences de distribution, équipes de production, etc.). Ce programme est né du constat qu'il y a un manque flagrant de comédien.nes issus des communautés ethnoculturelles. Il se présente comme le rendez-vous annuel incontournable qui permet aux gens de l'industrie de découvrir ces talents.
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal Manque de valorisation et de rayonnement de l'art autochtone Manque de valorisation et de rayonnement de la culture autochtone	Service-conseil pour le développement de carrière artistique adapté aux besoins des jeunes Autochtones Bonification de l'offre de formation et d'ateliers sur l'art autochtone adaptée aux jeunes Autochtones	**22) Le programme DemArt Montréal de Diversité artistique Montréal (DAM)**	Montréal	**Description de la pratique :** Ce programme propose aux entreprises culturelles d'accueillir des stagiaires issus de la diversité, des nouveaux arrivant.es et des immigrant.es de première génération. Il a pour objectif de développer les compétences de ces artistes et de favoriser la diversité culturelle. **Description de l'organisme :** Depuis 2006, DAM a pour mission de promouvoir la présence des artistes et des organismes artistiques de la diversité culturelle dans le paysage artistique montréalais. Afin d'y parvenir, il prend position publiquement sur les sujets touchant les champs d'intérêt de ces artistes et ces organismes et offre une trousse de services visant à les outiller pour la réalisation de leurs projets artistiques ou d'affaires. **Site Web :** http://www.diversiteartistique.org/fr *** Pratique conçue pour les immigrant.es devant être adaptée aux jeunes Autochtones**

PRINCIPAUX OBSTACLES ÉNONCÉS	STRATÉGIES PRÉCONISÉES	PRATIQUES EXISTANTES D'INTÉRÊT	LOCALISATION	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal		**23) Service d'accompagnement des artistes immigrants de l'organisme DAM**	Montréal	**Description de la pratique :** DAM propose de l'accompagnement en développement de projets artistiques, des rencontres d'orientation et des conseils, des outils d'introduction facilitant l'accès aux réseaux artistiques montréalais, des activités de réseautage et des ressources informatives sur l'actualité artistique montréalaise, la promotion des projets artistiques par des outils de communication (p. ex. : revue *TicArtToc*, infolettre, réseaux sociaux). **Site Web :** http://www.diversiteartistique.org *** Pratique conçue pour les immigrant.es devant être adaptée aux jeunes Autochtones**
Manque de soutien au développement de carrière artistique à Montréal	Service-conseil pour le développement de carrière artistique adapté aux besoins des jeunes Autochtones	**24) Centre de diffusion favorisant les artistes émergents (Première Ovation)**	Montréal	**Description de la pratique :** Première Ovation propose divers programmes et fonds aux artistes leur permettant de créer et de bénéficier de l'encadrement d'artistes de renom, en plus de s'intégrer dans le milieu artistique en tant que professionnels. Il a pour but d'encourager le développement de carrière et l'émergence de nouveaux talents.
Manque de valorisation et de rayonnement de l'art autochtone	Sensibiliser le Conseil des arts de Montréal, les centres de diffusion, les centres d'artistes, les maisons de la culture, les bibliothèques municipales aux réalités propres aux artistes autochtones émergents.	**25) Formation de sensibilisation aux réalités autochtones**	Montréal	**Description de la pratique :** Le Centre de développement communautaire autochtone à Montréal offre des ateliers de sensibilisation sur les réalités et les cultures des Autochtones vivant en milieu urbain au Québec et au Canada afin de réduire la méconnaissance pouvant mener au racisme et à la discrimination. **Site Web :** http://www.nativemontreal.com/fr/accueil.html



BIBLIOGRAPHIE

AGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA, *Déterminants de la santé*, [En ligne]. [http://www.phac-aspc.gc.ca/ph-sp/determinants/index-fra.php). (Consulté en ligne le 12 septembre 2015).

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (APNQL) et COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (CSSSPNQL) (2008). *Le phénomène de l'itinérance chez les Premières Nations au Québec*, Wendake, QC, 42 p.

BASKIN, C. (2007). « Aboriginal Youth Talk About Structural Determinants as The Cause of Their Homelessness », *First Peoples Child & Family Review*, vol. 3, nº 3, p. 31-42.

BÉLANGER, Y. D., WEASEL HEAD, G. et O. AWOSOGA (2012). « Housing and Aboriginal People in Urban Centres : A Quantitative Evaluation », *Aboriginal Policy Studies*, vol. 2, nº 1, p. 4-25.

BOUCHARD, G. et C. TAYLOR (2008). *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation*, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Québec, [En ligne]. [https://www.mce.gouv.qc.ca/publications/CCPARDC/rapport-final-integral-fr.pdf] (Consulté le 12 septembre 2015).

BRASSARD, R., GIROUX, L. et D. LAMOTHE-GAGNON (2011). *Les Autochtones confiés aux Services correctionnels*. Québec, ministère de la Sécurité publique, [En ligne]. [http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/publications-et-statistiques/profil-autochtones-2007-2008/]. (Consulté le 12 septembre 2015).

BROWNE, A. J., MCDONALD, H. et D. Elliott (2009). *First Nations Urban Aboriginal Health Research Discussion Paper. A Report for the First Nations Centre*, National Aboriginal Health Organization, Ottawa. [En ligne]. [http://www.naho.ca/documents/fnc/english/rbanFirstNationsHealthResearchDiscussionPaper.pdf]. (Consulté le 29 septembre 2015).

BRUCE, D. et A. MARLIN (2012). *Analyse documentaires des facteurs affectant la transition des études au marché du travail pour les jeunes autochtones*, rapport présenté au Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Toronto, 126 p.

CARLI, V. (2012). « The City as a "Space of Opportunity" : Urban Indigenous Experiences and Community Safety Partnerships » dans D. Newhouse, K. D. Fitzmaurice, T. McGuire-Adams et D. Jetté, *Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, Toronto : Thompson Educational Publishing.

CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE DE LA SANTÉ AUTOCHTONE (2012). *Art et santé : l'importance de l'art pour la santé et la guérison des peuples autochtones*, Université du Nord de la Colombie-Britannique, Prince George, BC, [En ligne]. [http://www.nccah-ccnsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/26/art_wellness_FR_web.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

COMAT, I., O'BOMSAWIN, K., CLOUTIER, É., LÉVESQUE, C. et D. SALÉE (2010). « Comprendre pour mieux agir afin d'éliminer la discrimination et le racisme à l'endroit des Premiers Peuples », *Cahiers ODENA*, nº 1.

COMITÉ SENATORIAL PERMANENT DES PEUPLES AUTOCHTONES (2003). *Les jeunes autochtones vivant en milieu urbain. Plan d'action pour le changement. Rapport final*, Ottawa, [En ligne]. [http://www.parl.gc.ca/Content/SEN/Committee/372/abor/rep/repfinoct03-f.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (CSSSPNQL) (2006). *Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations de la région du Québec. Rapport des Premières Nations vivant hors communauté en milieu urbain*, Wendake, QC.

COMMISSION DES DÉTERMINANTS SOCIAUX DE LA SANTÉ (CDSS) (2009). *Combler le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé. Rapport final de la CDSS*, Genève : OMS.

CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL (2012). *Plan d'action pour la diversité culturelle dans les arts 2012-2015*, Montréal.

CONSEIL EN ÉDUCATION DES PREMIÈRES NATIONS (CEPN) (2006). *Vers une politique gouvernementale contre le racisme et la discrimination*, Mémoire présenté par le Conseil en Éducation des Premières Nations, Wendake.

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (2007). *Agissons maintenant pour les enfants et les jeunes Métis, Inuits et des Premières Nations*, Ottawa, rapports du Conseil national du bien-être social, vol. 127.

CONSEIL QUÉBÉCOIS DU THÉÂTRE (2015). *Événements.* [En ligne]. [http://www.cqt.ca/evenements/congres]. (Consulté le 10 novembre 2015).

CORNELLIER, F. (2009). « Investir la ville sur les plans spatial et social : le cas de Val-d'Or », *Bulletin Dialog*, juin 2009, p. 5-7.

CUNNINGHAM, J. (2010). « 13e Journées annuelles de santé publique (JASP), Montréal, 9 mars 2010 », *Bulletin Dialog*, mai 2010, p. 3-6.

CUNNINGHAM, J. et É. CLOUTIER (2010). « Justice communautaire autochtone », *Cahiers ODENA*, no 2.

DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DU CIUSSS DU CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL (2015). *Un portrait de santé des Autochtones de Montréal*, Québec.

DIVISION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES (2010). *Portrait de la population autochtone à Montréal, Ville de Montréal*, [En ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/mtl_stats_fr/media/documents/PROFIL%20DE%20LA%20POPULATION%20AUTOCHTONE_V3.PDF]. (Consulté le 8 août 2015).

ENVIRONICS INSTITUTE (2011). *Urban Aboriginal Peoples Study. Montreal Report*, Toronto, [En ligne]. [http://www.uaps.ca/wp-content/uploads/2010/02/UAPS-Montreal-report1.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

FAST, E. (2014). *Exploring the Role of Culture Among Urban Indigenous Youth in Montreal*, thèse de doctorat, Université Concordia, Montréal.

FITZGERALD, R. T. et P. J. CARRINGTON (2008). « The Neighbourhood Context of Urban Aboriginal Crime », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, vol. 50, no 5, p. 523-557.

FRIEDEL, T. L. (2010, Janvier). *Finding a Place for Race at the Policy Table : Broadening the Indigenous Education Discourse in Canada*, Institut sur la gouvernance, University of British Columbia, Vancouver.

BIBLIOGRAPHIE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2008). *Le phénomène de l'itinérance au Québec*, document de consultation, Commission des affaires sociales, Québec, QC.

« Inuit », [En ligne], *Grand Dictionnaire terminologique*, Office québécois de la langue française. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299241]

IVTF ET VILLE D'OTTAWA (2010). *Portrait de la diversité. Les peuples autochtones : Premières Nations, Inuits et Métis. Optique d'équité et d'inclusion*, [En ligne]. [http://documents.ottawa.ca/sites/documents.ottawa.ca/files/documents/aboriginal_fr.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

JACOBS, K. et K. GILL (2002). « Substance Abuse in an Urban Aboriginal Population : Social, Legal and Psychological Consequences », *Journal of Ethnicity in Substance Abus*e, vol. 1, nº 1, p. 7-25.

LAPRAIRIE, C. (1992). *Dimensions of Aboriginal Over-Representation in Correctional Institutions and Implications for Crime Prevention/La surreprésentation des Autochtones dans les établissements correctionnels et ses répercussions sur la prévention du crime*, Ottawa, Solliciteur général Canada.

LAPRAIRIE, C. (2002, Avril). « Aboriginal Over-Representation in the Criminal Justice System : A Tale of Nine Cities », *Canadian Journal of Criminology/Revue canadienne de criminologie*, p. 181-208.

LATIMER, J. et L. F. CASEY (2005, Juillet). « The Sentencing of Aboriginal and Non-Aboriginal Youth under the Young Offender Act : A Multivariate Analysis », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, p. 481-500.

LAURENT SÉDILLOT, C. (2009). *Le projet du Wapikoni mobile, médiation et représentation. Création audiovidéo et changement socioculturel dans la communauté atikamekw de Manawan*, Mémoire de maîtrise, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, Montréal.

LE BLANC, M.-F., RAYNAULT, M.-F. et R. LESSARD (2011). *Rapport du directeur de santé publique 2011 : Les inégalités sociales de santé à Montréal*, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Montréal, [En ligne]. [http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/978-2-89673-115-2.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

LÉVESQUE, C. (2003). « La présence des Autochtones dans les villes du Québec; mouvements pluriels, enjeux diversifiés », dans D. Newhouse, & E. J. Peters (2003), *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, Gouvernement du Canada, [En ligne] [http://publications.gc.ca/collections/Collection/CP22-71-2003F.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

MAXIM, P. et J. WHITE (2013). « School Completion and Workforce Transitions Among Urban Aboriginal Youth » dans J. P. White, S. Wingert, D. Beavon et P. Maxim (dirs.). *Moving Forward, Making a Difference. Aboriginal Policy Research Volume III*, Toronto : Thompson Educational Publishing, p. 33-52.

MONTRÉAL AUTOCHTONE (2015). *Accueil*, [En ligne]. [http://www.nativemontreal.com/fr/accueil.html]. (Consulté le 12 septembre 2015)

« Métis », [En ligne] *Grand Dictionnaire terminologique*, Office québécois de la langue française. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299269].

NEWHOUSE, D. & E. J. PETERS (2003). *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, Gouvernement du Canada, [En ligne]. [http://publications.gc.ca/collections/Collection/CP22-71-2003F.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

NING, A. et K. WILSON (2012). « A Research Review : Exploring the Health of Canada's Aboriginal Youth », *International Journal of Circumpolar Health*, vol. 71, p. 1-10.

NORRIS, M. J. et L. JANTZEN (2003). « Les langues autochtones en milieu urbain au Canada : caractéristiques, considérations et conséquences », dans Newhouse, D. & E. J. Peters (2003). *Des gens d'ici : les Autochtones en milieu urbain. Projet de recherche sur les politiques*, Gouvernement du Canada, [En ligne]. [http://publications.gc.ca/collections/Collection/CP22-71-2003F.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

NORRIS M. J et S. CLATWORTHY (2011). « Urbanization and Migration Patterns of Aboriginal Populations in Canada: A Half Century in Review », *Aboriginal Policy Studies*, Volume 1, Number 1, p. 13-77.

O'BOMSAWIN, K. (2011). *Le racisme à l'égard des Autochtones en milieu urbain au Québec : expériences, enjeux et défis*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal.

PETERS, E. J. (2011). « Emerging Themes in Academic Research in Urban Aboriginal Identities in Canada, 1996-2010 », *Aboriginal Policy Studies*, vol 1, nº 1, p. 78-105.

PRODUCTIONS FEUX SACRÉS (2015). *Qui nous sommes*. [En ligne]. [http://productionsfeuxsacres.ca/qui-nous-sommes/#mandat]. (Consulté le 9 novembre 2015).

RATEL, J.-L. (2013). « Comment les universités peuvent-elles contribuer au mieux-être des Autochtones? Quelques cas d'étudiants et de diplômés universitaires autochtones au Québec », dans D. Newhouse *et al., Well-Being in the Urban Aboriginal Community : Fostering Biimaadiziwin, A National Research Conference on Urban Aboriginal Peoples*, Toronto : Thompson Educational Publishing, p. 201-224.

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2008a). *Évaluation des besoins des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine de Montréal*, Wendake, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/final_eval.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2008b). *Mémoire sur le renouvellement de la Stratégie d'action jeunesse. Présenté au Secrétariat à la jeunesse*, Wendake. [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/memoire_strategie_jeunesse.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2009a). *Évaluation des besoins en matière de services psychosociaux du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, RCAAQ, Wendake. [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/eva_f.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

BIBLIOGRAPHIE

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2009b). *Portrait de la littératie dans le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, RCAAQ, Wendake. [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/portrait_de_la_litteratie_%202009.pdf.]. (Consulté le 12 septembre 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2013). *Mémoire du mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones du Québec*, RCAAQ, Québec, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/Memoire_RCAAQ_2013_Racisme-SAA.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2014a). *Lutte à l'intimidation envers les Autochtones dans les villes*, Mémoire du RCAAQ déposé dans le cadre de la consultation publique sur la lutte à l'intimidation, Wendake, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/Me%CC%81moire_RCAAQ_2014_Intimidation_MFA_francais.pdf]. (Consulté en ligne le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2014b). *Vers une politique nationale de l'habitation*, RCAAQ, Québec, [En ligne]. [http://www.rcaaq.info/images/stories/docs/Memoire_RCAAQ_2014_Habitation-SHQ.pdf]. (Consulté le 7 août 2015).

REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC (RCAAQ) (2015). *La jeunesse autochtone dans les villes : une force de l'avenir*, RCAAQ, Wendake, [En ligne]. [https://www.jeunes.gouv.qc.ca/consultations-jeunesse/documents/memoires/regroupement-centres-amitie-autochtones.pdf]. (Consulté le 30 octobre 2015).

« Réserve indienne », [En ligne] *Grand Dictionnaire terminologique*, Office québécois de la langue française. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1299493].

RÉSEAU POUR LA STRATÉGIE URBAINE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE À MONTRÉAL (2015). *Améliorons notre qualité de vie ensemble! Planification stratégique du RÉSEAU 2012-2017*. Montréal, Québec.

SERVICE PREMIÈRES NATIONS (2008). *Résultats de l'analyse des besoins de formation chez les Premières Nations*. Val-d'Or : UQAT, 15 p.

SIDER, D. (2005). A Sociological Analysis of Root Causes of Aboriginal Homelessness in Sioux Lookout, Ontario, The Canadian Race Relations Foundation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT. *Le logement au Canada – Définitions*, [En ligne]. [http://cmhc.beyond2020.com/HiCODefinitions_FR.html]. (Consulté le 12 septembre 2015.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE VILLE-MARIE (2013). *Étude statistique. L'itinérance à Montréal*, projet « Premier pôle de services en itinérance », [En ligne]. [http://www.collectifquartier.org/wp-content/uploads/2013/08/ITINERANCE_2013-08-06-%C3%89tude-statistique.pdf]. (Consulté le 12 septembre 2015).

STATISTIQUE CANADA (2009). « Profil de la population autochtone de 2006 pour Montréal », [En ligne]. [http://www.statcan.gc.ca/pub/89-638-x/2009002/article/11059-fra.htm]. (Consulté le 7 août 2015).

STATISTIQUE CANADA (2010). *Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires, 2001 à 2017*, [En ligne]. [http://www.statcan.gc.ca/pub/89-645-x/2010001/life-expectancy-esperance-vie-fra.htm]. (Consulté le 12 septembre 2015).

STATISTIQUE CANADA (2015). « Encadré 6 : concepts et définitions », [En ligne], [http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-fra.cfm#bx6].

STRATÉGIE POUR LES AUTOCHTONES VIVANT EN MILIEU URBAIN (SAMU) (2015). *Les Autochtones en milieu urbain à Montréal*, Montréal, [à paraître].

VAUDRY-GAUTHIER, S. (2013). *Être Inuit, jeune et vivre en ville : le cas ottavien*, Mémoire de maîtrise, Département de sociologie et d'anthropologie, Faculté des Sciences sociales, Université d'Ottawa.

VILLE DE MONTRÉAL (2010). « Portrait de la population autochtone à Montréal », Division des affaires économiques et institutionnelles, [En ligne]. [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/mtl_stats_fr/media/documents/PROFIL%20DE%20LA%20POPULATION%20AUTOCHTONE_V3.PDF]. (Consulté le 8 août 2015).

WABANO CENTER FOR ABORIGINAL HEALTH (2008). *I Belong Here : A Framework to Promote Healthy Development of Urban Aboriginal Children, 6-12 years*, Ottawa.

WALKER, R. C. (2008). « Improving the Interface Between Urban Municipalities and Aboriginal Communities ». *Canadian Journal of Urban Research, Suppl. Canadian Institute of Planners*, vol. 17, nº 1, p. 20-36.

WANG, E. L. (2010). « The Beat of Boyle Street : Empowering Aboriginal Youth Through Music Making », *New Directions for Youth Development*, nº 125, p. 61-70.

WAPIKONI. Accueil, [En ligne]. [http://www.wapikoni.ca/accueil]. (Consulté le 12 septembre 2015).

WILSON, L. et N. CARDWELL (2012). « Urban Aboriginal Health : Examining Inequalities Between Aboriginal and non-Aboriginal Populations in Canada », *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, vol. 56, nº 1, p. 98-116.

Remerciements

- Centre d'amitié autochtone
- Concordia Aboriginal Student Resource Centre
- Femmes autochtones du Québec
- Ivirtivik
- Ka Mamukanit
- Khanawake Youth Center
- Montréal Autochtone
- RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal
- Service de la culture de la Ville de Montréal
- Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal
- Service des ressources humaines de la Ville de Montréal

Un remerciement spécial à tous les jeunes qui ont participé aux groupes de discussion et aux entrevues pour leur ouverture et leur confiance!





CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

CJMTL.COM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.08

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1160739004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le rapport sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou pour l'année 2015

De déposer au conseil municipal de la Ville de Montréal le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Anjou concernant l'utilisation des pesticides, et ce, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041), tel que préparé par la Direction du développement du territoire.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-04-07 15:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 avril 2016	Résolution: CA16 12087

Déposer au conseil municipal le rapport sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou pour l'année 2015

Il est proposé par Paul-Yvon Perron

appuyé par Gilles Beaudry

et unanimement résolu :

De déposer au conseil municipal de la Ville de Montréal le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Anjou concernant l'utilisation des pesticides, et ce, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041), tel que préparé par la Direction du développement du territoire.

ADOPTÉE

60.01 1160739004

Louise GOUDREAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement et Directrice
des Services administratifs, des Relations
avec les citoyens et du Greffe

Signée électroniquement le 6 avril 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1160739004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le rapport sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou pour l'année 2015

CONTENU

CONTEXTE

La validation d'opportunité par la Direction générale est requise pour ce dossier soumis au conseil municipal.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roselyne FRAPPIER
Analyste-redacteur

514 493-8003
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.08

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1160739004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le rapport sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou pour l'année 2015

De déposer, au conseil municipal de la Ville de Montréal, le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Anjou concernant l'utilisation des pesticides, et ce, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041), tel que préparé par la Direction du développement du territoire.

Signé par Martin SAVARIA **Le** 2016-03-23 17:16

Signataire : Martin SAVARIA

_____

Directeur d'arrondissement par intérim
Anjou , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160739004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le rapport sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou pour l'année 2015

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041) adopté par le conseil municipal, les arrondissements doivent déposer chaque année audit conseil un bilan faisant état de l'application du règlement à l'égard de leur territoire. Pour l'année 2015, l'arrondissement d'Anjou n'a pas délivré de permis visant l'utilisation de pesticides.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 12077 — 3 mars 2015 — Bilan annuel 2014 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CM15 0244 — 23 mars 2015 — Bilan annuel 2014 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA14 12162 — 3 juin 2014 — Bilan annuel 2013 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CM13 129 — 2 avril 2013 — Bilan annuel 2012 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA12 1226 — 11 septembre 2012 — Bilan annuel 2011 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA11 1213 — 3 mai 2011 — Bilan annuel 2010 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA11 12032 — 1er février 2011 — Édicter une ordonnance pour l'application du Règlement no 04-041 sur les pesticides (Ordonnance O-4);
CA10 1211 — 4 mai 2010 — Bilan annuel 2009 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA09 12068 — 3 mars 2009 — Bilan annuel 2008 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;

CA08 12133 — 6 mai 2008 — Bilan annuel 2007 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA04 120172 — 1 mai 2007 — Bilan annuel 2006 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA06 120046 — 7 février 2006 — Bilan annuel 2005 de l'arrondissement d'Anjou faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire;
CA04 120172 — 1er juin 2004 — Ordonnance sur l'application du Règlement no 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement d'Anjou (Ordonnance O-1).

DESCRIPTION

Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 de l'arrondissement d'Anjou concernant l'application du Règlement n^{o} 04-041 sur les pesticides de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Il est prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable dans un arrondissement, son conseil d'arrondissement doit déposer chaque année un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041) vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan 2015 à la séance du :

- conseil d'arrondissement, le 5 avril 2016;
- comité exécutif, le 4 mai 2016;
- conseil municipal, le 16 mai 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-03-14
Marc-Pierre LAFRAMBOISE Inspecteur(trice) principal(e) du domaine public France Girard, secrétaire de direction pour Marc-Pierre Laframboise, inspecteur principal du domaine public		Réal LAFLEUR Directeur	
Tél :	514 493-5108	**Tél :**	514 493-5111
Télécop. :	514 493-8089	**Télécop. :**	514 493-5144

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1160739004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Objet :	Déposer au conseil municipal le rapport sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement d'Anjou pour l'année 2015



Bilan pesticides 2015.pdf



club de golf anjou - pesticides.pdf



Rapport SAE - Anjou - Sommaire des visites 2015.pdf



Factures 2015 - Pelouses Herbu.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marc-Pierre LAFRAMBOISE
Inspecteur(trice) principal(e) du domaine public
France Girard, secrétaire de direction
pour Marc-Pierre Laframboise, inspecteur
principal du domaine public

Tél : 514 493-5108
Télécop. : 514 493-8089

MONTRÉAL SANS PESTICIDES

BILAN ANNUEL DE L'ARRONDISSEMENT

Anjou

RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (R.V.M. 04-041)

2015

Préparé par :

LAFRAMBOISE MARC-PIERRE

21 mars 2016

Anjou Montréal

Historique

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du règlement 04-041

No résolution	Date	Objet de la décision	Note complémentaire
CA15 12077	03.03.2015	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan 2014
CA14 12162	03.06.2014	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2013
CA13 129	02.04.2013	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2012
CA12 1226	11.09.2012	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2011
CA111213	03.05.2011	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2010
CA10 1211	04.05.2010	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2009
CA0912068	03.03.2009	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2008
CA0812133	06.05.2008	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2007
CA04120172	01.05.2007	Dépôt du bilan annuel d'application du Règlement	Dépôt du bilan annuel pour l'année 2006

Commentaires :

Recommandations :

Ressources budgétaires et humaines (Néant)

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail
Inspecteur (environnement)	52
Contremaître horticulture et parcs	52
Total des semaines :	**104**

Commentaires :

Recommandations :

Campagnes de communication et de sensibilisation

Campagne de communications

Nature des activités :

Champ d'activité	Activité	Impact	Nbre de citoyens rejoints
Activités publiques	Kiosque de sensibilisation de la compagnie Maheu Extermination lors de la journée Portes Ouvertes (12 septembre)	Sensibilisation pour utiliser des produits écologiques contre la vermine et les insectes	1000
Activités publiques	Kiosque de sensibilisation de la compagnie SAE lors de la journée Portes Ouvertes (12 septembre)	Sensibilisation pour l'utilisation des produits écologiques contres les herbes et les insectes	1000
Relations de presse	Article dans le Regards sur Anjou (Mai) Pour une pelouse en santé	Sensibilisation pour l'obtention d'une pelouse en santé en diminuant l'utilisation de pesticides	43000
Relations de presse	Article dans le Regards sur Anjou (Juillet) Les punaises de lit	Sensibilisation, information et recommandations	43000
Relations de presse	Article dans le Regards sur Anjou (Août) Herbes à poux : arrachez-la! et Nouveau règlement pour contrer sa propagation (Agrile du frêne)	Sensibilisation, information et recommandations	43000
Total des citoyens joints :			**131000**

Commentaires :

Recommandations :

Gestion des appels téléphoniques

A) Appels internes

Nature des appels : (Néant)

B) Appels externes

Nature des appels :

Firme	Nature	Nbre appel
Maison Maheu Extermi	Animaux	5
	Guêpes	40
SAE (Solutions Alter	Insectes (divers)	1
	Pesticides	2
Nbre d'appels :		**48**

Commentaires :

Recommandations :

Formation des employés (Néant)

Commentaires :

Pas de formation en 2015

Recommandations :

Permis temporaire d'utilisation de pesticides

Nombre de demandes reçues : 0

Nature des permis octroyés : (Néant)

Type de pesticides qui ont été appliqués (selon permis octroyés) : (Néant)

Nature des permis refusés : (Néant)

Autorisations express : (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Évolution des demandes de permis depuis l'adoption du Règlement : **(Néant)**

Commentaires :

Recommandations :

Terrains faisant l'objet de dispositions particulières

A) Terrains de golf :

Nom	Déclaration écrite (article 9)	Registre (article 13)	Plan en vigueur de réduction des pesticides (article 14)	Rapport de progression du plan de réduction (article 14)	Remarque
Golf Métropolitain	X	☐	☐	☐	
Nombre : 1	**1**	**0**	**0**	**0**	

B) Autres terrains : (Néant)

Commentaires :

Rapport d'utilisation de pesticides pour 2015 transmis par Aldo Badra, Agronome-conseil en gazon pour Technique Gazon Inc.

Recommandations :

Infractions et poursuites judiciaires (Néant)

Commentaires :

Recommandations :

Gestion intégrée des espaces verts

Nom du projet	Description	Partenaire
Gazon à entretien minimum	Ensemencement à entretien minimum	Arrondissement
Puceron du tilleul	Traitement par injection (acecap)	Arrondissement
Agrile du frêne	Installation de pièges collants	Arrondissement

Commentaires :

Recommandations :

Club de golf Métropolitain Anjou
Applications de pesticides sur le terrain de golf en 2015.

Titulaire du certificat d'applicateur de pesticides : Gaëtan Cloutier
adresse résidentielle : 920, Chemin des Anglais MASCOUCHE QC J7L 3R7
Numéro de certificat C450327 expire le 31 mai 2017.

Date en 2015	Endroit	Produit	Ingrédient actif	Homologation	Superficie traitée pi²	Total appliqué
15 mai	HL	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	140 000	8 L
15 mai	V	Pyrate	Chlorpyrifos	23704	80 000	1,7 L
27 mai	HL	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	320 000	16,8 L
29 mai	HL	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	80 000	4,8 L
3 juin	HL	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	116 000	7 L
10 juin	HL	PAR III	2,4-D mecoprop, dicamba	27884	160 000	10 L
17 juin	V	Insignia	Pyraclostrobin	28859	160 000	2,4 kg
2 juillet	HL	PAR III	2,4-D mecoprop, dicamba	27884	516 000	21 L
2 juillet	HL	Mecoprop	Mecoprop p	27891	516 000	9 L
9 juillet	V	Merit 75% WP	Imidacloprid	25932	160 000	0,27 kg
9 juillet	D	Merit 75% WP	Imidacloprid	25932	160 000	0,27 kg
10 juillet	D	Banner Maxx	Propiconazole	27003	160 000	11,4 L
22 juillet	V	Insignia	Pyraclostrobin	28859	160 000	2,4 kg
23 juillet	A	Eagle WSP	Myclobutanil	26585	136 000	2,7 kg
27 juillet	HL	PAR III	2,4-D mecoprop, dicamba	27884	1 204 000	49 L
27 juil	HL	Mecoprop	Mecoprop p	27891	1 204 000	21 L

.../2

29 juillet	HL	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	1 376 000	56 L
29 juillet	HL	Mecoprop	Mecoprop p	27891	1 376 000	24 L
19 août	V, D, A	Banner Maxx	Propiconazole	27003	720 000	21,6 L
10 sept	A	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	533 000	24 L
10 sept	A	Mecoprop	Mecoprop p	27891	533 000	8 L
15 sept	A	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	100 000	4 L
15 sept	A	Mecoprop	Mecoprop p	27891	100 000	2 L
15 sept	D	Banner Maxx	Propiconazole	27003	200 000	10 L
16 sept	A	Tri-kill	2,4-D mecoprop, dicamba	27970	100 000	4 L
16 sept	A	Mecoprop	Mecoprop p	27891	200 000	6 L
21 sept	V	Compass	Trifloxystrobin	27527	200 000	0,9 kg
23 oct	V	Insignia	Pyraclostrobin	28859	217 000	5 kg
23 oct	V	Premis	Triticonazole	28387	217 000	6,4 L
20 nov	V	Instrata	Propiconazole, Fludioxonile, Chlorothalonil	28861	160 000	50 L
20 nov	V	Rovral	Iprodione		200 000	40 L
20 nov	V	Daconil	Chlorothalonil		200 000	40 L

V veut dire verts, D= départs, A=allées, HL=herbes longues.

Soumis à la Ville de Montréal (arrondissement Anjou) le 2 mars 2016.
J'ai fait cinq visites agronomiques à ce terrain de golf durant la période de croissance 2016 dans le cadre du plan de réduction des pesticides selon le Code de gestion des pesticides du Ministère.



2 mars 2016

Abdo Badra, agronome-conseil en gazon
pour Technique Gazon inc.
9095, boulevard LaSalle
LASALLE QC
H8R 2M5
514-757-1232

C. P. 25001, L'Île-Perrot (Québec) J7V 9T1
Téléphone : 514 453-2500 – Télécopieur : 514 453-3032
www.saenviro.com

ANJOU
Bilan des visites 2015

Date	Raison	Adresse	Description
15 mai 2015	Renseignements sur la réglementation des pesticides à Anjou	7940, 18e avenue (Services paysagers Dominic Filion)	L'entrepreneur veut avoir de l'information sur les pesticides approuvés dans l'arrondissement Anjou. L'enviroconseillère lui mentionne que l'usage de pesticides doit faire l'objet d'une demande de permis temporaire d'épandage.
19 mai 2015	Infestation de fourmis brunes des champs	7800, rue Grenache (Compagnie alimentaire Olymel)	La représentante de la compagnie s'est montrée réticente à une visite de l'enviroconseillère. Plusieurs appels sur deux jours et le 19 mai, la compagnie a retiré sa demande d'application de pesticide.
22 juillet 2015	Plainte : application soupçonnée de pesticides	8220, Place Haut-Anjou	Inspection suite à une plainte logée aux bureaux de l'Arrondissement Anjou concernant un propriétaire qui aurait utilisé un pesticide pour contrôler les mauvais herbes.
12 septembre 2015	Kiosque	7701 Louis-H-Lafontaine	Journée « Portes ouvertes » (9 h à 15 h). Temps pluvieux mais qui a quand même attiré 125 personnes à notre emplacement. Les principaux sujets abordés ont été l'agrile du frêne, les fourmis et l'écopelouse.

© Tous droits réservés Solutions alternatives environnement

146349

PELOUSE HERBU inc.

CLIENT: 004935122A REF: ?53465

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC H1K 4B9

514-829-0557 514-493-5122

TRAVAUX EFFECTUES AU:

*

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 190.00
(TILLEUL)
7415 AVENUE GUY - ANJOU

ANJOU
06 JUIL. 2015
RECU
RESSOURCES FINANCIÈRES

VENTES 190.00
T.P.S. 5.000% 104133723 RT0001 9.50
T.V.Q. 9.975% 1002556216 TQ0001 18.95
TOTAL 218.45

SUPERFICIE:
ANDRÉ C450948 ( )
ALEXANDRA C451855 (X)
RENÉ C452401 ( )
PASCAL C700490 ( )
PIERRETTE C453053 ( )

TECHNICIEN: Alexandra P.
TECHNICIEN: Alexandra Paradis
DATE: 26/06/2015

PELOUSE ☐ ARBRES-ARBUSTES ☐
DEVANT ☐ DERRIÈRE ☐

CLIENT: 004935122A

REF.: ?53465

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC
H1K 4B9

PELOUSE HERBU inc.

CLIENT: 004935122A REF: ?53465

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC H1K 4B9

514-829-0557 514-493-5122

TRAVAUX EFFECTUES AU:

*

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com • expert@pelouseherbu.com
PERMIS ENVIRONNEMENT : P450354 • T.P.S. : 104133723RT0001 T.V.Q. : 1002556215TQ0001

TRAVAUX EFFECTUES AU:

CLIENT: 004935122A REF: ?53465

ANJOU MONTRÉAL

*

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 190.00
(TILLEUL)
7415 AVENUE GUY - ANJOU

ENVOYÉ LE
21 JUIL. 2015

ARRONDISSEMENT D'ANJOU
BC # 1042245
RECEP. # 2756426
DATE 21/07/2015
FAIT PAR M.A.

TECHNICIEN Alexandra P.

C450948 ( ) C452401 ( )
C451855 (X) C700490 ( )
C453053 ( )

DATE 26/06/2015

VENTES	190.00
TPS: 5.000% 104133723 RT0001	9.50
TVQ: 9.975% 1002556215 TQ0001	18.95
TOTAL	218.45

Terme net 30 jours - Paiement chèque, Visa, Mastercard

Remarques Technicien

LA TONTE

Toujours couper la pelouse à 3 pouces (minimum)

Partie à retourner avec votre paiement.

VENTES			190.00
TPS:	5%	104133723 RT0001	9.50
TVQ:	9.975%	1002556215 TQ0001	18.95
TOTAL			218.45

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com

146349

PELOUSE HERBU inc.

CLIENT: 004935122A REF: ?53417

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC H1K 4B9

514-829-0557 514-493-5122

TRAVAUX EFFECTUES AU:
M E M E

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 190.00
(TILLEUL) 6971 Champchevrier - Anjou
VAPOR. SAFER'S (chenilles) lilas & arbustes 200.00

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 190.00
(tilleul) 9100 Des Vendéens - Anjou

VAPOR. SAFER'S (chenilles) 2 frênes 350.00
6965 Champchevrier - Anjou

NO DE BON DE COMM.:

VENTES 930.00
T.P.S. 5.000% 104133723 RT0001 46.50
T.V.Q. 9.975% 1002556215 TQ0001 92.77
TOTAL 1069.27

SUPERFICIE:
ANDRÉ C450948 ( )
ALEXANDRA C451855 ( )
RENÉ C452401 ( )
PASCAL C700490 ( )
PIERRETTE C453053 ( )

TECHNICIEN:
TECHNICIEN:
DATE:

PELOUSE ☐ ARBRES-ARBUSTES ☐
DEVANT ☐ DERRIÈRE ☐

BC # 1042245
RÉCEP. # 2734966
DATE 22/06/2015
PAR M.A

CLIENT: 004935122A
REF.: ?53417

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC
H1K 4B9

ENVOYÉ LE
22 JUIN 2015

HERBU

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com • expert@pelouseherbu.com
PERMIS ENVIRONNEMENT : P450354 • T.P.S. : 104133723RT0001 T.V.Q. : 1002556215TQ0001

HABITATION CAA QUÉBEC Recommandé

TRAVAUX EFFECTUES AU:

CLIENT: 004935122A REF: ?53417

ANJOU MONTRÉAL
M E M E

ANJOU
19 JUIN 2015
REÇU
RESSOURCES FINANCIÈRES

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 190.00
(TILLEUL) 6971 Champchevrier - Anjou
VAPOR. SAFER'S (chenilles) lilas & arbus 200.00

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 190.00
(tilleul) 9100 Des Vendéens - Anjou

VAPOR. SAFER'S (chenilles) 2 frênes 350.00
6965 Champchevrier - Anjou

NO DE BON DE COMM.:

TECHNICIEN
C450948 ( ) C452401 ( )
C451855 ( ) C700490 ( )
C453053 ( )

VENTES 930.00
TPS: 5.000% 104133723 RT0001 46.50
TVQ: 9.975% 1002556215 TQ0001 92.77
TOTAL 1069.27

DATE 17/06/2015

Terme net 30 jours - Paiement chèque, Visa, Mastercard

Remarques Technicien

ARRONDISSEMENT D'ANJOU

LA TONTE
Toujours couper la pelouse à 3 ~~pouces (minimum)~~

Partie à retourner avec votre paiement.

VENTES			930.00
TPS:	5%	104133723 RT0001	46.50
TVQ:	9.975%	1002556215 TQ0001	92.77
TOTAL			1069.27

HERBU

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com

146349

ANJOU
21 OCT. 2015
REÇU
RESSOURCES FINANCIÈRES

PELOUSE HERBU inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com • expert@pelouseherbu.com
PERMIS ENVIRONNEMENT : P150354 • T.P.S. : 104133723RT0001 T.V.Q. : 1002556215TQ0001

HABITATION CAA QUÉBEC Recommandé

TRAVAUX EFFECTUÉS AU:

CLIENT: 004935122A

REF: : ?53519

ANJOU MONTRÉAL

M E M E

ANJOU
21 OCT. 2015
REÇU
RESSOURCES FINANCIÈRES

VAPOR. SAFER'S (BIO-INSECTICIDE) 250.00

.

CHENILLES (ÉRABLE) AU;

.

7672 Du Mail
Anjou, Qc

ARRONDISSEMENT D'ANJOU

BC # 10422145

RÉCEP. # 2820949 leg 5

DATE 22/10/2015

FAIT PAR M.A

TECHNICIEN 15/07/leurs

VENTES			250.00
C450948 ( ) C452401 ( )			
C451855 ( ) C700490 ( )	TPS: 5.000%	104133723 RT0001	12.50
C453053 ( )	TVQ: 9.975%	1002556215 TQ0001	24.94
	TOTAL		287.44

DATE ALEXANDRA PERRON

Terme net 30 jours - Paiement chèque, Visa, Mastercard

Remarques Technicien

LA TONTE

Toujours couper la pelouse à 3 pouces (minimum)

Partie à retourner avec votre paiement.

CLIENT: 004935122A

REF.: ?53519

VENTES			250.00
TPS:	5%	104133723 RT0001	12.50
TVQ:	9.975%	1002556215 TQ0001	24.94
TOTAL			287.44

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC
H1K 4B9

ENVOYÉ LE
22 OCT. 2015

PELOUSE HERBU inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com

146349

PELOUSE HERBU inc.

CLIENT: 004935122A REF: ?53297

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC H1K 4B9

514-829-0557 514-493-5122

TRAVAUX EFFECTUES AU:

MEME

ARRONDISSEMENT D'ANJOU
BC # 1042245
RÉCEP. # 278 1835
DATE 28/08/2015
FAIT PAR M. A.

HUILE DE DORMANCE 125.00

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 1330.00
$190.00 X 7= 1,330.00

S.V.P., NOUS FAIRE PARVENIR
UN NUMERO DE BON DE COMM.:_____

VENTES			1455.00
T.P.S.	5.000%	104133723 RT0001	72.75
T.V.Q.	9.975%	1002556215 TQ0001	145.14
TOTAL			1672.89

SUPERFICIE:
ANDRÉ C450948 ( )
ALEXANDRA C451855 ( )
RENÉ C452401 ( )
PASCAL C700490 ( )
PIERRETTE C453053 ( )

TECHNICIEN:
TECHNICIEN:
DATE: 29/05/2015

PELOUSE ☐ ARBRES-ARBUSTES ☐
DEVANT ☐ DERRIÈRE ☐

CLIENT: 004935122A

REF.: ?53297

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC
H1K 4B9

HERBU

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com • expert@pelouseherbu.com
PERMIS ENVIRONNEMENT : P450354 • T.P.S. : 104133723RT0001 T.V.Q. : 1002556215TQ0001

HABITATION CAA QUÉBEC Recommandé

TRAVAUX EFFECTUES AU:

CLIENT: 004935122A REF: ?53297

ANJOU MONTRÉAL

MEME

REÇU TRAVAUX PUBLICS 1 JUIN 2015 ANJOU

HUILE DE DORMANCE 125.00

INJECTION (ACECAP) 97 - #21568 C3 1330.00
$190.00 X 7= 1,330.00

S.V.P., NOUS FAIRE PARVENIR
UN NUMERO DE BON DE COMM.:_____

ANJOU 02 JUIN 2015 REÇU RESSOURCES FINANCIÈRES

TECHNICIEN

C430948 ( ) C452401 ( )
C451855 ( ) C700490 ( )
C453053 ( )

DATE 29/05/2015

VENTES		1455.00
TPS: 5.000%	104133723 RT0001	72.75
TVQ: 9.975%	1002556215 TQ0001	145.14
TOTAL		1672.89

Terme net 30 jours - Paiement chèque, Visa, Mastercard

ENVOYÉ LE 28 AOÛT 2015

Remarques Technicien

LA TONTE

Toujours couper la pelouse à 3 pouces (minimum)

Partie à retourner avec votre paiement.

VENTES			1455.00
TPS:	5%	104133723 RT0001	72.75
TVQ:	9.975%	1002556215 TQ0001	145.14
TOTAL			1672.89

HERBU

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com

05/29/2015 11:11 4509641478 PELOUSE HERBU PAGE 01/02

ARRONDISSEMENT
D'ANJOU
BC # 1042245
RÉCEP. # 2756431
DATE 21/07/2015
FAIT PAR M.A

146349

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com • expert@pelouseherbu.com
PERMIS ENVIRONNEMENT : P450354 • T.P.S. : 104133723RT0001 T.V.Q. : 1002556215TQ0001

HABITATION CAA QUÉBEC Recommandé

TRAVAUX EFFECTUÉS AU:

REF. : 753503

CLIENT : 004935122A
ANJOU MONTRÉAL
M E M E

ENVOYÉ LE
21 JUIL. 2015

ANJOU
14 JUIL. 2015
REÇU
RESSOURCES FINANCIÈRES

525.00

VAPOR. SAFER'S (ARBRES)

CHENILLES (AUX 3 PRUNUS) 3 x 175.00
EFFECTUE AU;

7001 DE LA PLÉIADE - ANJOU

TECHNICIEN

C450948 ( ) C452401 ( )
C451855 (✓) C700490 ( )
C453053 ( )

DATE 16/7/15

VENTES	525.00
TPS: 5.000% 104133723 RT0001	26.25
TVQ: 9.975% 1002556215 TQ0001	52.37
TOTAL	603.62

Terme net 30 jours - Paiement chèque, Visa, Mastercard

Remarques Technicien

LA TONTE

Toujours couper la pelouse à 3 pouces (minimum)

Partie à retourner avec votre paiement.

VENTES			525.00
TPS:	5%	104133723 RT0001	26.25
TVQ:	9.975%	1002556215 TQ0001	52.37
TOTAL			603.62

CLIENT: 004935122A

REF.: 753503

ANJOU MONTRÉAL
A/S M. CONRAD LAMARCHE
7701, LOUIS-H. LAFONTAINE
ANJOU, QC
H1K 4B9

PELOUSE HERBU Inc.
1913, De Montreux, Terrebonne (Québec) J6X 4K4
Tél.: 450-964-5000 • 514-355-3303
Fax: 450-964-1478 • www.herbu.com

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.09

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1163592001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

Je recommande de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015 et de le déposer à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-13 12:09

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163592001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ».
Toutes les données financières contenues dans ces états financiers ont été vérifiées. Les données du rapport financier consolidé vérifié sont les mêmes que celles présentées au rapport du MAMOT (voir GDD 1163592003). Seulement la présentation de quelques tableaux diffère des formulaires prescrits du MAMOT.

De plus, dans une optique de transparence et de seine gestion, l'administration municipale s'est dotée, à partir de l'exercice financier 2014, d'un nouvel outil de gestion, soit le document « Reddition de comptes financière ». Ce document est considéré en soi comme un processus visant à faire la preuve, notamment, sous forme de rapport de gestion, que l'administration municipale a fait tout ce qui était raisonnable avec les pouvoirs et les ressources dont elle disposait, pour l'atteinte des résultats escomptés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1163592005 - CM16 0210 - Report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard

DESCRIPTION

Prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du rapport Reddition de comptes financière 2015 pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du GDD 1163592002 au conseil d'agglomération du 21 avril 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514-872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-21

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE

Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2016-01-21

DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-04-07

Article 7.09

Dépôt du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 ainsi que du document Reddition de comptes financière 2015, y compris le rapport produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)

Le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal ainsi que le document Reddition de comptes financière 2015 sont accessibles, en ligne, sur le site internet de la Ville, à l'adresse suivante :

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=43,300978&_dad=portal&_schema=PORTAL

Prenez note que des copies papier de ces documents vous seront remises lors de l'assemblée du conseil.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 7.09

2016/04/18
13:00

Dossier # : 1163592003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015 tel que produit sur les formules fournies par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Je recommande de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015 tel que produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et de le déposer à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-13 15:13

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163592003**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015 tel que produit sur les formules fournies par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

CONTENU

CONTEXTE

L'article 105.1 de la Loi sur les cités et villes, en regard des obligations du trésorier, indique que le trésorier doit, lors d'une séance du conseil, déposer le rapport financier, le rapport du vérificateur général transmis en vertu de l'article 107.14 et le rapport du vérificateur externe transmis en vertu de l'article 108.3.
L'article 105 mentionne que le rapport financier est dressé sur les formules fournies par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Il comprend les états financiers, un état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité, conformément à la section III du chapitre XVIII.I de la Loi sur la fiscalité (chapitre F-2.1), et tout autre renseignement requis par le ministère.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015 tel que produit sur les formules fournies par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et le déposer au conseil municipal du 18 avril 2016.

JUSTIFICATION

Procédure exigée par la Loi sur les cités et villes. Le document sera envoyé au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire après le dépôt au conseil.
La transmission de ces rapports au ministère ne doit pas excéder le 30 avril.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du GDD 1163592004 au conseil d'agglomération du 21 avril 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Respect de l'article 105.1 de la Loi sur les cités et villes.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514-872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-21

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2016-01-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-04-13

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163592003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril 2016 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015 tel que produit sur les formules fournies par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

MAMOT Maison 12-04-2016-V2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514-872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales
et Occupation
du territoire
Québec

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé S3-G

Section I - États financiers consolidés

Table des matières S4-G

États financiers consolidés audités S5-G - S25-G

Renseignements consolidés non audités S26-G - S28-G

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30-G

Autres renseignements non audités S35-G - S57-G

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

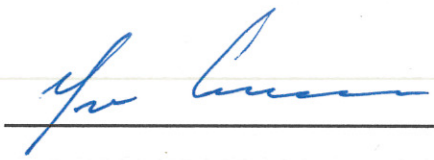
Signature  Date 2016-04-13

TABLE DES MATIÈRES

		G=Global PAGE
Section I		
États financiers consolidés audités		
Rapport de l'auditeur indépendant	S6-G	6
Rapport du vérificateur général	S6.1-G	6.1
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur la ventilation des dépenses mixtes	S6.2-G	6.2
Renseignements complémentaires consolidés		
Informations sectorielles consolidées		
Résultats détaillés par organismes	S7-G	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	S8-G	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	S9-G	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	S10-G	10
Situation financière par organismes	S11-G	11
Flux de trésorerie par organismes	S12-G	12
Charges par objets par organismes	S13-G	13
État consolidé des résultats	S18-G	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	S19-G	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	S19-G	15
État consolidé de la situation financière	S20-G	16
État consolidé des flux de trésorerie	S21-G	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	S22-G	18
Autres renseignements complémentaires consolidés		
Excédent (déficit) accumulé	S23-G	19
Avantages sociaux futurs	S24-G	20
Endettement total net à long terme	S25-G	21
Renseignements consolidés non audités		
Analyse des revenus consolidés	S27-G	23
Analyse des charges consolidées	S28-G	24
Section II Autres renseignements financiers - Table des matières	S30-G	26
COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		38
COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		65

Section I - États financiers consolidés

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-390-4111
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À Monsieur le Maire,
au Président et aux Membres du comité exécutif,
aux Membres du Conseil de la Ville de Montréal,
aux Membres du Conseil d'agglomération de Montréal

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville de Montréal a comptabilisé au 31 décembre 2015 à l'état consolidé de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi qu'aux directives du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2015 et 2014 sont les suivantes :

	Surévaluation / (Sous-évaluation) En milliers de dollars	
	2015	**2014 redressé**
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs – Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 361 292	1 836 330
Dette nette et excédent accumulé	2 361 292	1 836 330
État consolidé des résultats		
Revenus - Transferts	524 962	(15 899)
Excédent de l'exercice	524 962	(15 899)
Excédent accumulé au début de l'exercice	1 836 330	1 852 229
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	2 361 292	1 836 330

La direction n'a pas ventilé le montant de l'excédent accumulé avec le même niveau de détail que celui présenté dans les états financiers consolidés.

Par ailleurs, la Ville de Montréal n'a pas respecté les dispositions de l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la Ville de Montréal et autorisé par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisé.

Ces éléments nous a conduits à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice courant, comme nous l'avons fait pour les états financiers de l'exercice précédent.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMOT et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Cependant, sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMOT.

Autre point

Nous avons émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion modifiée signé en date du 5 avril 2016 relativement aux états financiers consolidés de la Ville de Montréal.

Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.[1]

13 avril 2016

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116207

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Montréal inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (« MAMOT ») et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Cependant, sans pour autant modifier mon opinion, j'attire également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMOT.

Autre point

J'ai émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 5 avril 2016 relativement aux états financiers consolidés de la Ville de Montréal déposés au greffe de la Ville de Montréal, le 13 avril 2016.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 13 avril 2016

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit du tableau ci-joint de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération (ci-après le « tableau de la ventilation des charges mixtes ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015. Cette ventilation a été établie par la direction sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (ci-après « les exigences réglementaires »).

Responsabilité de la direction pour le tableau de la ventilation des charges mixtes

La direction est responsable de la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau de la ventilation des charges mixtes exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le tableau de la ventilation des charges mixtes, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le tableau de la ventilation des charges mixtes ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le tableau de la ventilation des charges mixtes. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le tableau de la ventilation des charges mixtes comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du tableau de la ventilation des charges mixtes.

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences réglementaires.

Autre point

J'ai émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 5 avril 2016 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération inclus dans les états financiers consolidés déposés au greffe de la Ville de Montréal le 13 avril 2016.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 13 avril 2016

S7-G

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 061 444 000	3 159 091 400	3 173 700 000			3 156 025 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	250 957 000	236 311 600	254 545 000			254 545 000
Quotes-parts	3	400 572 000	406 396 300	406 084 000		417 986 000	406 084 000
Transferts	4	296 504 000	260 945 700	256 024 000		220 551 000	476 575 000
Services rendus	5	292 424 000	299 814 300	304 688 000		769 125 000	984 170 000
Imposition de droits	6	187 221 000	159 973 100	196 809 000			196 809 000
Amendes et pénalités	7	178 368 000	199 756 900	170 757 000			170 757 000
Intérêts	8	122 801 000	117 507 900	133 630 000		21 523 000	140 068 000
Autres revenus	9	22 445 000	26 582 000	26 844 000		103 459 000	89 546 000
	10	4 812 736 000	4 866 379 200	4 923 081 000		1 532 644 000	5 874 579 000
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					4 915 000	
Transferts	13	221 985 000	287 256 000	195 018 000		750 075 000	945 093 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	8 245 000	3 000 000	6 742 000			6 742 000
Autres	15	3 128 000	2 738 000	4 857 000			4 857 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	233 358 000	292 994 000	206 617 000		754 990 000	956 692 000
	18	5 046 094 000	5 159 373 200	5 129 698 000		2 287 634 000	6 831 271 000
Charges							
Administration générale	19	740 863 000	885 531 700	790 124 000	16 144 000		799 416 000
Sécurité publique	20	1 047 406 000	1 048 177 200	1 037 140 000	39 088 000		1 076 228 000
Transport	21	805 669 000	882 153 300	870 125 000	229 243 000	1 621 927 000	2 200 267 000
Hygiène du milieu	22	397 349 000	427 990 100	419 298 000	197 473 000		616 001 000
Santé et bien-être	23	91 320 000	97 814 700	92 033 000	797 000	52 972 000	135 555 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	183 464 000	225 606 600	193 987 000	30 979 000	9 207 000	226 989 000
Loisirs et culture	25	499 599 000	505 678 300	523 338 000	102 056 000	49 800 000	650 299 000
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	376 589 000	392 163 400	377 064 000		122 114 000	484 093 000
Amortissement des immobilisations	28	591 224 000	628 223 900	615 780 000	(615 780 000)		
	29	4 733 483 000	5 093 339 200	4 918 889 000		1 856 020 000	6 188 848 000
Excédent (déficit) de l'exercice	30	312 611 000	66 034 000	210 809 000		431 614 000	642 423 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S8-G

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	312 611 000	66 034 000	210 809 000	431 614 000	642 423 000
Moins: revenus d'investissement	2	(233 358 000)	(292 994 000)	(206 617 000)	(754 990 000)	(956 692 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	79 253 000	(226 960 000)	4 192 000	(323 376 000)	(314 269 000)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	591 224 000	628 223 900	615 780 000	217 936 000	833 716 000
Produit de cession	5	7 629 000		11 153 000	293 000	11 446 000
(Gain) perte sur cession	6	(4 750 000)		(9 350 000)	(144 000)	(9 494 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	594 103 000	628 223 900	617 583 000	218 085 000	835 668 000
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(385 304 000)	(417 465 400)	(387 159 000)	(74 573 000)	(470 318 000)
	18	(385 304 000)	(417 465 400)	(387 159 000)	(74 573 000)	(470 318 000)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(21 703 000)	( )	(25 329 000)	(1 241 000)	(26 570 000)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	36 652 000	20 141 200	41 689 000	3 932 000	45 621 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(72 191 000)	(94 644 500)	(104 115 000)	(473 000)	(104 588 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(16 870 000)	90 704 800	(1 048 000)	190 408 000	193 031 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(74 112 000)	16 201 500	(88 803 000)	192 626 000	107 494 000
	26	134 687 000	226 960 000	141 621 000	336 138 000	472 844 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	213 940 000		145 813 000	12 762 000	158 575 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Organisme Montréal_____ Code géographique 66023_____

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES*
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	233 358 000	292 994 000	206 617 000	754 990 000	956 692 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(29 021 000)	(148 773 000)	(50 541 000)	( )	(50 541 000)
Sécurité publique	3	(49 780 000)	(45 200 000)	(39 890 000)	( )	(39 890 000)
Transport	4	(237 027 000)	(518 500 000)	(310 120 000)	(862 176 000)	(1 172 296 000)
Hygiène du milieu	5	(274 092 000)	(369 200 000)	(268 854 000)	( )	(268 854 000)
Santé et bien-être	6	(56 000)	( )	((638 000))	(1 128 000)	(490 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(47 431 000)	(123 200 000)	(40 934 000)	(3 223 000)	(44 157 000)
Loisirs et culture	8	(204 944 000)	(295 000 000)	(221 650 000)	( )	(221 650 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	(842 351 000)	(1 499 873 000)	(931 351 000)	(866 527 000)	(1 797 878 000)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	605 939 000	1 067 579 000	609 785 000	132 628 000	742 413 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	21 703 000		25 329 000	1 241 000	26 570 000
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	21 073 000		14 434 000		14 434 000
Réserves financières et fonds réservés	17	54 519 000	139 300 000	190 212 000	21 000 000	211 212 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		48 500 000				
	18	145 795 000	139 300 000	229 975 000	22 241 000	252 216 000
	19	(90 617 000)	(292 994 000)	(91 591 000)	(711 658 000)	(803 249 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	142 741 000		115 026 000	43 332 000	153 443 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S10-G

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	312 611 000	66 034 000	210 809 000	431 614 000	642 423 000
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(842 351 000)	(1 499 873 000)	(931 351 000)	(866 527 000)	(1 797 878 000)
Produit de cession	3	7 629 000		11 153 000	293 000	11 446 000
Amortissement	4	591 224 000	628 223 900	615 780 000	217 936 000	833 716 000
(Gain) perte sur cession	5	(4 750 000)		(9 350 000)	(144 000)	(9 494 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(248 248 000)	(871 649 100)	(313 768 000)	(648 442 000)	(962 210 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 696 000		(1 741 000)	(15 517 000)	(17 258 000)
Variation des stocks de fournitures	9	(2 268 000)		(6 656 000)	(689 000)	(7 274 000)
Variation des autres actifs non financiers	10	11 737 000		5 689 000	(89 423 000)	(85 734 000)
	11	11 165 000		(2 708 000)	(105 629 000)	(110 266 000)
	12	75 528 000	(805 615 100)	(105 667 000)	(322 457 000)	(430 053 000)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	75 528 000	(805 615 100)	(105 667 000)	(322 457 000)	(430 053 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(4 396 004 000)		(4 320 476 000)	(790 488 000)	(5 090 366 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(117 010 000)	(117 010 000)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(4 396 004 000)		(4 320 476 000)	(907 498 000)	(5 207 376 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(4 320 476 000)		(4 426 143 000)	(1 229 955 000)	(5 637 429 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S11-G

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2014	2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	202 000	157 741 000	65 514 000	223 255 000
Placements temporaires	2	220 654 000	328 284 000	19 119 000	347 403 000
Débiteurs (note 5)	3	2 216 497 000	2 351 106 000	1 656 654 000	3 458 814 000
Prêts (note 6)	4	10 206 000	21 065 000	1 510 000	18 230 000
Placements de portefeuille (note 7)	5	2 436 473 000	2 541 638 000	609 128 000	3 150 766 000
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 592 000	1 592 000	2 823 000	4 415 000
	9	4 885 624 000	5 401 426 000	2 354 748 000	7 202 883 000
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			216 836 000	216 836 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 253 950 000	1 381 500 000	295 877 000	1 601 434 000
Revenus reportés (note 12)	13	111 719 000	154 076 000	48 734 000	184 301 000
Dette à long terme (note 13)	14	7 590 873 000	7 992 494 000	3 047 020 000	10 562 006 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	249 558 000	299 499 000	(23 764 000)	275 735 000
	16	9 206 100 000	9 827 569 000	3 584 703 000	12 840 312 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(4 320 476 000)	(4 426 143 000)	(1 229 955 000)	(5 637 429 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	8 299 657 000	8 613 425 000	3 554 879 000	12 168 304 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	45 993 000	47 734 000	31 237 000	78 971 000
Stocks de fournitures	20	31 875 000	38 531 000	41 849 000	79 711 000
Autres actifs non financiers (note 17)	21	52 937 000	47 248 000	494 515 000	523 763 000
	22	8 430 462 000	8 746 938 000	4 122 480 000	12 850 749 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	150 769 000	209 776 000	(6 415 000)	203 361 000
Excédent de fonctionnement affecté	24	192 825 000	262 209 000	73 124 000	335 333 000
Réserves financières et fonds réservés	25	319 714 000	234 916 000	13 057 000	247 973 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(939 429 000)	(978 381 000)	((2 237 000))	(955 725 000)
Financement des investissements en cours	27	(93 044 000)	21 982 000	4 311 000	7 978 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	4 479 151 000	4 570 293 000	2 806 211 000	7 374 400 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	4 109 986 000	4 320 795 000	2 892 525 000	7 213 320 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	312 611 000	210 809 000	431 614 000	642 423 000
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	591 224 000	615 780 000	217 936 000	833 716 000
Autres					
- Gain sur cession d'immo.	3	(4 750 000)	(9 350 000)	(144 000)	(9 494 000)
- Autres	4				
	5	899 085 000	817 239 000	649 406 000	1 466 645 000
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(190 675 000)	(134 609 000)	(486 129 000)	(487 376 000)
Autres actifs financiers	7	9 209 000	(10 859 000)	22 020 000	9 444 000
Créditeurs et charges à payer	8	(110 655 000)	127 551 000	623 000	117 289 000
Revenus reportés	9	(15 237 000)	42 399 000	(20 815 000)	24 209 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	42 967 000	49 941 000	203 078 000	253 019 000
Propriétés destinées à la revente	11	1 726 000	(1 741 000)	(18 340 000)	(20 081 000)
Stocks de fournitures	12	(2 268 000)	(6 656 000)	(689 000)	(7 274 000)
Autres actifs non financiers	13	11 737 000	5 689 000	(89 423 000)	(85 734 000)
	14	645 889 000	888 954 000	259 731 000	1 270 141 000
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(831 110 000)	(931 351 000)	(446 942 000)	(1 378 293 000)
Produit de cession	16	7 629 000	11 153 000	293 000	11 446 000
	17	(823 481 000)	(920 198 000)	(446 649 000)	(1 366 847 000)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	( )	( )	( )	( )
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	(498 725 000)	(371 169 000)	(102 768 000)	(473 937 000)
Cession	21	272 905 000	266 004 000	(987 000)	265 017 000
Variation nette des placements temporaires	22				
	23	(225 820 000)	(105 165 000)	(103 755 000)	(208 920 000)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	783 175 000	729 993 000	449 568 000	1 058 105 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(372 961 000)	(328 414 000)	(138 892 000)	(467 306 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26			(24 465 000)	(24 465 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27				
Autres					
-	28				
-	29				
	30	410 214 000	401 579 000	286 211 000	566 334 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	6 802 000	265 170 000	(4 462 000)	260 708 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	214 054 000	220 856 000	89 094 000	309 950 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	220 856 000	486 026 000	84 632 000	570 658 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S13-G

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé [1]
Rémunération	1	1 616 682 000	1 636 978 000	1 650 401 000	681 277 000	2 325 264 000
Charges sociales	2	747 069 000	768 555 000	719 589 000	405 733 000	1 125 322 000
Biens et services	3	700 786 000	840 449 000	752 347 000	356 497 000	1 063 106 000
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	284 103 000	302 174 000	283 883 000	37 155 000	321 038 000
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	69 118 000	46 188 000	53 590 000	77 991 000	131 581 000
D'autres tiers	7	22 840 000	42 386 900	38 892 000	2 058 000	25 865 000
Autres frais de financement	8	528 000	1 414 500	699 000	4 910 000	5 609 000
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	29 482 000	30 000 000	29 399 000		29 399 000
Autres	10	413 791 000	450 277 000	450 954 000		6 176 000
Autres organismes	11	188 312 000	201 567 000	217 983 000	12 389 000	219 797 000
Amortissement des immobilisations	12	591 224 000	628 223 900	615 780 000	217 936 000	833 716 000
Autres						
-	13	69 548 000	145 125 900	105 372 000	60 074 000	101 975 000
-	14					
-	15					
	16	4 733 483 000	5 093 339 200	4 918 889 000	1 856 020 000	6 188 848 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalisations 2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	3 140 459 000	3 156 025 000	3 045 648 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	236 312 000	254 545 000	250 957 000
Quotes-parts	3	406 396 000	406 084 000	400 572 000
Transferts	4	1 220 780 000	1 421 668 000	879 850 000
Services rendus	5	987 192 000	984 170 000	955 606 000
Imposition de droits	6	159 973 000	196 809 000	187 221 000
Amendes et pénalités	7	199 756 000	170 757 000	178 368 000
Intérêts	8	122 277 000	140 068 000	129 831 000
Autres revenus	9	104 709 000	101 145 000	109 265 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 577 854 000	6 831 271 000	6 137 318 000
Charges				
Administration générale	12	893 174 000	799 416 000	751 401 000
Sécurité publique	13	1 086 648 000	1 076 228 000	1 082 300 000
Transport	14	2 079 417 000	2 200 267 000	1 815 089 000
Hygiène du milieu	15	635 242 000	616 001 000	590 797 000
Santé et bien-être	16	139 659 000	135 555 000	134 225 000
Aménagement, urbanisme et développement	17	260 766 000	226 989 000	214 261 000
Loisirs et culture	18	627 414 000	650 299 000	619 948 000
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	498 667 000	484 093 000	466 641 000
	21	6 220 987 000	6 188 848 000	5 674 662 000
Excédent (déficit) de l'exercice	22	356 867 000	642 423 000	462 656 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 687 907 000	6 081 598 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(117 010 000)	26 643 000
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 570 897 000	6 108 241 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		7 213 320 000	6 570 897 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8-G.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalisations 2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	356 867 000	642 423 000	462 656 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(2 129 671 000)	(1 797 878 000)	(1 122 536 000)
Produit de cession	3	9 225 000	11 446 000	9 738 000
Amortissement	4	817 451 000	833 716 000	790 442 000
(Gain) perte sur cession	5	(3 353 000)	(9 494 000)	(5 029 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			19 236 000
	7	(1 306 348 000)	(962 210 000)	(308 149 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	937 000	(17 258 000)	7 514 000
Variation des stocks de fournitures	9		(7 274 000)	(440 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		(85 734 000)	(33 159 000)
	11	937 000	(110 266 000)	(26 085 000)
	12	(948 544 000)	(430 053 000)	128 422 000
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(948 544 000)	(430 053 000)	128 422 000
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(5 090 366 000)	(5 362 441 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(117 010 000)	26 643 000
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(5 207 376 000)	(5 335 798 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(5 637 429 000)	(5 207 376 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	223 255 000	79 398 000
Placements temporaires	2	347 403 000	230 552 000
Débiteurs (note 5)	3	3 458 814 000	2 971 438 000
Prêts (note 6)	4	18 230 000	27 674 000
Placements de portefeuille (note 7)	5	3 150 766 000	2 941 846 000
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	4 415 000	1 592 000
	9	7 202 883 000	6 252 500 000
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	216 836 000	241 301 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 601 434 000	1 484 145 000
Revenus reportés (note 12)	13	184 301 000	160 134 000
Dette à long terme (note 13)	14	10 562 006 000	9 551 580 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	275 735 000	22 716 000
	16	12 840 312 000	11 459 876 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(5 637 429 000)	(5 207 376 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	12 168 304 000	11 206 094 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	78 971 000	61 713 000
Stocks de fournitures	20	79 711 000	72 437 000
Autres actifs non financiers (note 17)	21	523 763 000	438 029 000
	22	12 850 749 000	11 778 273 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	7 213 320 000	6 570 897 000

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014 Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	642 423 000	462 656 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	833 716 000	790 442 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(9 494 000)	(5 029 000)
- Autres	4		2 808 000
	5	1 466 645 000	1 250 877 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(487 376 000)	(90 409 000)
Autres actifs financiers	7	9 444 000	16 899 000
Créditeurs et charges à payer	8	117 289 000	(89 677 000)
Revenus reportés	9	24 209 000	(22 857 000)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	253 019 000	(52 003 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(20 081 000)	7 544 000
Stocks de fournitures	12	(7 274 000)	(440 000)
Autres actifs non financiers	13	(85 734 000)	(33 423 000)
	14	1 270 141 000	986 511 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 378 293 000)	(1 111 295 000)
Produit de cession	16	11 446 000	9 738 000
	17	(1 366 847 000)	(1 101 557 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(473 937 000)	(608 122 000)
Cession	21	265 017 000	420 005 000
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(208 920 000)	(188 117 000)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	1 058 105 000	908 775 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(467 306 000)	(605 546 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(24 465 000)	(2 464 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	566 334 000	300 765 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	260 708 000	(2 398 000)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	309 950 000	312 348 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	570 658 000	309 950 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S22-12-G.

2. Principales méthodes comptables

.

A) Périmètre comptable et partenariat

Voir la note 2a à la page S22-12-G.

B) Comptabilité d'exercice

Voir la note 2b à la page S22-13-G.

C) Actifs financiers

Voir les notes 2d,2e et 2f à la page S22-13-G.

D) Passifs

Voir les notes 2g,2h,2s et 2t aux pages S22-14-G,S-22-16-G et S22-17-G

E) Actifs non financiers

Voir les notes 2e,2i,2j,2k et 2l aux pages S22-13-G à S22-15-G.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

.

F) Revenus de transfert

Voir la note 2o à la page S22-15-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2r à la page S22-16-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
Voir la note 26 aux pages S22-35-G et S22-36-G.

I) Instruments financiers
Voir la note 2v à la page S22-17-G.

J) Autres éléments
Voir les notes 2c,2m,2n,2p,2q,2u,2w, et 2x aux pages S22-13-G à S22-18-G.

3. Modification de méthodes comptables
Voir la note 3 à la page S22-19-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3	2 252 041 000	1 947 447 000
Note			
Voir la note 4 aux pages S22-19-G et S22-20-G.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	104 583 000	96 347 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 749 688 000	2 232 491 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	197 081 000	171 639 000
Organismes municipaux	8	20 910 000	33 844 000
Autres			
- Services rendus et autres	9	386 552 000	437 117 000
-	10		
	11	3 458 814 000	2 971 438 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 403 400 000	1 959 027 000
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 403 400 000	1 959 027 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	151 796 000	149 367 000
Note			
Voir la note 5 aux pages S22-20-G et S22-21-G.			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	4 534 000	4 283 000
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Autres Prêts	19	13 075 000	19 593 000
- Soldes des prix de vente	20	621 000	3 798 000
	21	18 230 000	27 674 000
Note			
Voir la note 6 à la page S22-22-G.			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	2 252 041 000	1 947 447 000
Autres placements	23	898 725 000	994 399 000
	24	3 150 766 000	2 941 846 000
Note			
Voir la note 4 aux pages S22-19-G et S22-20-G.			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	77 926 000	323 829 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(353 661 000)	(346 545 000)
	27	(275 735 000)	(22 716 000)
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	726 604 000	439 054 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	22 308 000	33 460 000
Régimes à cotisations déterminées	30	946 000	909 000
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	2 435 000	2 344 000
	33	752 293 000	475 767 000

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note
Voir la note 8 aux pages S22-23-G à S22-26-G.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revenue (note 16)	34	4 415 000	1 592 000
Autres	35		
	36	4 415 000	1 592 000

Note

10. Emprunts temporaires
Voir la note 10 à la page S22-26-G.

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	433 717 000	420 351 000
Salaires et avantages sociaux	38	604 305 000	572 094 000
Dépôts et retenues de garantie	39	162 383 000	139 530 000
Provision pour contestations d'évaluation	40	35 349 000	25 336 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	38 189 000	39 292 000
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	83 883 000	70 969 000
Autres			
- Int. Courus sur la dette à LT	43	78 502 000	71 201 000
- Autres provisions	44	80 853 000	75 675 000
- Gouv. du Qc et entreprises	45	29 867 000	23 763 000
- Gouv du Canada et entreprises	46	5 855 000	7 066 000
- Autres	47	48 531 000	38 868 000
	48	1 601 434 000	1 484 145 000

Note
Voir la note 11 à la page S22-27-G.

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	15 595 000	15 270 000
Transferts	50	28 639 000	50 524 000
Autres			
- Prime à l'émission de titres	51	79 861 000	55 496 000
- Autres	52	60 206 000	38 844 000
	53	184 301 000	160 134 000

Note
Voir la note 12 à la page S22-27-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2015	2014
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	11,00	2016	2045	54	10 427 335 000	9 400 861 000
Obligations et billets en monnaies étrangères		3,00			55	370 000	328 000
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57	370 000	328 000
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	7,15	7,20	2016	2017	60	381 000	589 000
Autres	1,75	11,00	2016	2027	61	133 920 000	149 802 000
					62	10 562 006 000	9 551 580 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( )	( )
					64	10 562 006 000	9 551 580 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2015
2016	65 189 600 000	73	389 205 000	81	244 000	90	15 714 000	98	594 763 000
2017	66 677 052 000	74	320 859 000	82	162 000	91	61 340 000	99	1 059 413 000
2018	67 650 000 000	75	325 960 000	83		92	7 600 000	100	983 560 000
2019	68 901 900 000	76	262 351 000	84		93	6 060 000	101	1 170 311 000
2020	69 174 000 000	77	256 169 000	85		94	33 595 000	102	463 764 000
2021 et +	70 4 816 309 000	78	1 464 300 000	86		95	9 611 000	103	6 290 220 000
	71 7 408 861 000	79	3 018 844 000	87	406 000	96	133 920 000	104	10 562 031 000
Intérêts et frais accessoires				88	(25 000)			105	(25 000)
	72 7 408 861 000	80	3 018 844 000	89	381 000	97	133 920 000	106	10 562 006 000

Note
Voir la note 13 aux pages S22-28-G à S22-30-G.

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2015	2014
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(5 637 429 000)	(5 207 376 000)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(5 637 429 000)	(5 207 376 000)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	1 874 229 000	139	161 473 000	166	33 540 000	193	2 002 162 000
Eaux usées	112	2 920 751 000	140	91 779 000	167	20 728 000	194	2 991 802 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 329 565 000	141	247 860 000	168	50 251 000	195	3 527 174 000
Autres	114	4 981 503 000	142	810 870 000	169	37 102 000	196	5 755 271 000
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	3 034 421 000	144	299 006 000	171	19 183 000	198	3 314 244 000
Améliorations locatives	117	70 551 000	145	5 419 000	172	7 077 000	199	68 893 000
Véhicules	118	1 409 205 000	146	44 252 000	173	27 826 000	200	1 425 631 000
Ameublement et équipement de bureau	119	432 116 000	147	80 403 000	174	34 593 000	201	477 926 000
Machinerie, outillage et équipement divers	120	312 011 000	148	23 653 000	175	5 276 000	202	330 388 000
Terrains	121	1 172 226 000	149	33 163 000	176	665 000	203	1 204 724 000
Autres	122	8 972 000	150		177	1 123 000	204	7 849 000
	123	19 545 550 000	151	1 797 878 000	178	237 364 000	205	21 106 064 000
Immobilisations en cours	124		152		179		206	
	125	19 545 550 000	153	1 797 878 000	180	237 364 000	207	21 106 064 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	756 379 000	154	54 894 000	181	33 540 000	208	777 733 000
Eaux usées	127	1 594 408 000	155	104 541 000	182	20 727 000	209	1 678 222 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 483 841 000	156	165 624 000	183	50 252 000	210	1 599 213 000
Autres	129	2 079 063 000	157	177 799 000	184	37 099 000	211	2 219 763 000
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 391 261 000	159	114 564 000	186	18 087 000	213	1 487 738 000
Améliorations locatives	132	36 191 000	160	8 074 000	187	6 939 000	214	37 326 000
Véhicules	133	674 863 000	161	109 808 000	188	27 821 000	215	756 850 000
Ameublement et équipement de bureau	134	188 876 000	162	62 222 000	189	34 593 000	216	216 505 000
Machinerie, outillage et équipement divers	135	130 589 000	163	35 996 000	190	5 236 000	217	161 349 000
Autres	136	3 985 000	164	194 000	191	1 118 000	218	3 061 000
	137	8 339 456 000	165	833 716 000	192	235 412 000	219	8 937 760 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	11 206 094 000					220	12 168 304 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	5 830 000	224		226		228	5 830 000
Amortissement cumulé	222	(4 457 000)	225	(233 000)	227	( )	229	(4 690 000)
Valeur comptable nette	223	1 373 000					230	1 140 000

Note

Voir la note 15 à la page S22-31-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	83 386 000	63 305 000
	234	83 386 000	63 305 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	4 415 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	78 971 000	61 713 000

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	1 450 000	2 091 000
Frais reportés			
- Dépôt achat métro et bus	238	468 301 000	370 309 000
- Frais d'émission et autres	239	54 012 000	65 629 000
	240	523 763 000	438 029 000

Note
Voir la note 17 à la page S22-32-G.

18. Obligations contractuelles
Voir la note 18 et 19a à la page S22-32-G.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie
Voir les notes 18 et 19b à la page S22-32-G.

b) Auto-assurance
Voir les notes 18 et 19c à la page S22-32-G.

c) Poursuites
Voir les notes 18 et 19c à la page S22-32-G.

d) Autres
Voir les notes 18 et 19d à la page S22-33-G.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir la note 20 à la page S22-33-G.

21. Données budgétaires

Voir la note 21 à la page S22-33-G.

22. Instruments financiers

Voir la note 22 à la page S22-34-G.

		2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	223 255 000	79 398 000
Découvert bancaire	242	( )	( )
Placements temporaires	243	347 403 000	230 552 000
Ajouter			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
Déduire			
-	248	( )	( )
-	249	( )	( )
-	250	( )	( )
-	251	( )	( )
-	252	( )	( )
-	253	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	570 658 000	309 950 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	240 064 000	194 725 000

Note
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements temporaires de 90 jours et moins à compter de la date d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Fonds local d'investissement

		2015	2014
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	256		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257		
Autres revenus	258		
	259		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260		
Variation de la provision pour moins-value	261		
	262		
Autres charges	263		
	264		
Excédent (déficit) de l'exercice	265		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	( )	( )
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité

		2015	2014
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	282		
Revenus sur les prêts aux entreprises	283		
Autres revenus	284		
	285		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	286		
Variation de la provision pour moins-value	287		
	288		
Intérêts sur la dette à long terme	289		
Autres charges	290		
	291		
Excédent (déficit) de l'exercice	292		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	( )	( )
	298		
	299		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	300		
Revenus reportés	301		
Dette à long terme	302		
	303		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304		
Excédent (déficit) non affecté	305		
	306		
VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	307		
Supportant les engagements de prêts	308		
	309		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1- STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 87% de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la *Charte de la Ville de Montréal.* Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées ; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 26 et 29.

Dans les informations sectorielles et les notes complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal, le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal, le Bureau du taxi de Montréal et Bixi Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

b) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

d) Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel et, pour l'administration municipale, à la réduction du financement à long terme relatif à l'acquisition d'immobilisations.

e) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

f) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

g) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

h) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition de terrains destinés à cette fin ou lors de la réalisation des travaux d'aménagement qui y sont reliés.

i) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

j) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro	20 à 100 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 60 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1$. Les autres terrains sont comptabilisés au coût. Dans les cas où le coût n'a pu être retracé, il a fait l'objet d'estimations.

k) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

l) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

m) Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont facturés. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

n) Revenus de quotes-parts

Les charges constatées par la Ville dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités liées de l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état consolidé des résultats.

o) Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Certains aspects de la norme SP 3410 *Paiements de transfert*, notamment les questions reliées à la notion d'autorisation des transferts, font actuellement l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable, plus particulièrement dans le cas des transferts pluriannuels versés par le gouvernement du Québec. Ces interprétations ont mené les auditeurs indépendants à émettre, depuis l'exercice 2013, des opinions divergentes sur les états financiers consolidés de la Ville.

Face à ces divergences d'interprétation à la Ville et au sein d'autres entités appliquant la norme comptable SP 3410 *Paiements de transfert,* le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a diffusé, en novembre 2014, un appel à informations afin de réunir les éléments probants au sujet de l'expérience des parties prenantes à l'égard de l'adoption et de l'application de la norme. Au cours de l'exercice, le Conseil a examiné les résultats de cette consultation et il évalue actuellement les suites à donner. La Ville compte suivre de près les développements relatifs à ces travaux de normalisation.

p) Services rendus

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus et qu'ils donnent lieu à une créance. Les revenus tirés du transport des clients constituent une partie importante des services rendus comptabilisés. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats au moment où les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Pour ce qui est des titres hebdomadaires ou mensuels, les revenus sont constatés dans la période où ces titres sont valides.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

q) Revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités, d'intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

r) Charges et passif au titre des avantages sociaux futurs

- Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas cinq ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2015, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

- Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

s) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation pour une période estimée à 20 ans.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

t) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

u) Conversion de devises

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est imputé immédiatement à l'état consolidé des résultats s'il s'agit d'éléments monétaires.

Les remboursements d'emprunts relatifs à des emprunts libellés en devises qui ne font pas l'objet d'une couverture contre les risques de change, sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Pour ces emprunts, les gains ou les pertes résultant de l'écart entre le taux de conversion original et le taux de conversion à la date du remboursement sont imputés à l'état consolidé des résultats.

Le gain ou la perte de change, rattaché à la dette à long terme libellée en devises, mais ne faisant pas l'objet d'une couverture contre les risques de change, est constaté à l'état consolidé de la situation financière à titre d'élément reporté et ne fait l'objet d'aucun amortissement étant donné que la dette est à perpétuité.

v) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes du swap et de la dette couverte. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

w) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf sur le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération. La ventilation de l'excédent des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales, par type de compétences, est donnée aux tableaux complémentaires 1 et 2.

x) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

La fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement.

La fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes.

La fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville.

La fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

3- MODIFICATION DE MÉTHODE COMPTABLE

Le 1er janvier 2015, une nouvelle norme comptable sur les passifs au titre des sites contaminés (SP 3260) du CCSP est entrée en vigueur. Cette norme définit essentiellement les activités susceptibles d'être visées par un passif environnemental ainsi que le moment et la façon d'évaluer ce passif.

La Ville a choisi d'appliquer la nouvelle norme de façon prospective de sorte qu'un passif additionnel de 11,8 M$ a été ajouté, au 1er janvier 2015, à la provision de 71,0 M$ déjà comptabilisée au 31 décembre 2014. Une charge équivalente de 11,8 M$ a également été constatée à l'état consolidé des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 dans la charge d'hygiène du milieu, dans les compétences de nature locale.

4- ENCAISSE ET PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

	2015			2014
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Encaisse et placements temporaires				
Encaisse		223 255	223 255	79 398
Placements temporaires		347 403	347 403	230 552
		570 658	570 658	309 950
Placements				
Dépôts à terme et autres titres	45 061	648 861	693 922	762 032
Obligations et débentures	2 206 980	249 864	2 456 844	2 179 814
	2 252 041	898 725	3 150 766	2 941 846

Les placements temporaires, d'une durée de 90 jours et moins à compter de la date d'acquisition, sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 0,50% à 1,75% (de 1,00 % à 1,24 % en 2014).

Au 31 décembre 2015, la juste valeur des placements s'établit à 3 270,9 M$ (3 070,4 M$ en 2014).

Au 31 décembre 2014, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffrent respectivement à 1 947,4 M$ et à 994,4 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps, des CLSC et des hôpitaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures de la Ville qui s'élèvent à 513,7 M$ (409,0 M$ en 2014).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

4- ENCAISSE ET PLACEMENTS (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2015				
2016	693 922	203 941	897 863	1,61 %
2017		424 458	424 458	3,54 %
2018		161 354	161 354	3,58 %
2019		322 740	322 740	3,79 %
2020		426 008	426 008	3,93 %
1 à 5 ans	693 922	1 538 501	2 232 423	2,88 %
6 à 10 ans		652 542	652 542	3,71 %
11 à 15 ans		31 684	31 684	4,52 %
16 à 20 ans		209 776	209 776	3,87 %
Plus de 20 ans		24 341	24 341	4,10 %
	693 922	2 456 844	3 150 766	
31 décembre 2014				
2015	761 015	102 539	863 554	1,69 %
2016	1 017	236 880	237 897	3,81 %
2017		409 949	409 949	3,58 %
2018		140 360	140 360	3,83 %
2019		256 046	256 046	3,84 %
1 à 5 ans	762 032	1 145 774	1 907 806	2,80 %
6 à 10 ans		837 572	837 572	4,13 %
11 à 15 ans		25 057	25 057	4,02 %
16 à 20 ans		146 626	146 626	4,10 %
Plus de 20 ans		24 785	24 785	4,10 %
	762 032	2 179 814	2 941 846	

5- DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2015	2014 Redressé, note 20
Taxes	104 583	96 347
Gouvernement du Canada et ses entreprises	197 081	171 639
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 749 688	2 232 491
Organismes municipaux	20 910	33 844
Services rendus et autres	386 552	437 117
	3 458 814	2 971 438

Une provision pour créances douteuses de 151,7 M$ (149,4 M$ en 2014) a été déduite des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

5- DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

	2015	2014 Redressé, note 20
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 403 400	1 959 027

La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme s'établit à 2 629,9 M$ (2 160,6 M$ en 2014).

Les encaissements des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2015, s'établissent comme suit

	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2015			
2016	280 088	4,25 %	13 715
2017	271 748	4,27 %	27 477
2018	241 926	4,22 %	41 324
2019	233 377	4,15 %	14 590
2020	198 753	3,93 %	3 951
1 à 5 ans	1 225 892	4,18 %	101 057
6 à 10 ans	577 791	3,85 %	38 672
11 à 15 ans	196 955	3,36 %	6 345
16 à 20 ans	123 178	3,34 %	4 635
Plus de 20 ans	93 379	4,49 %	
	2 217 195	3,99 %	150 709

31 décembre 2014			
2015	229 238	4,44 %	64 175
2016	216 416	4,47 %	13 715
2017	210 667	4,51 %	27 477
2018	182 071	4,49 %	41 324
2019	172 533	4,42 %	14 366
1 à 5 ans	1 010 925	4,47 %	161 057
6 à 10 ans	463 210	4,22 %	30 616
11 à 15 ans	128 071	3,65 %	6 345
16 à 20 ans	72 091	3,48 %	4 211
	1 674 297	4,30 %	202 229

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

6- PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Prêts aux entrepreneurs	13 075	19 593
Prêts à un office municipal	4 534	4 283
Soldes de prix de vente	621	3 798
	18 230	27 674

Les prêts aux entrepreneurs, échéant de 2016 à 2030, portent intérêt à des taux variant de 0,00% à 15,70% (au montant de 19,6 M$ échéant de 2015 à 2030 à des taux variant entre 0,00% et 9,00% en 2014). Une provision pour moins-value de 4,2 M$ à été portée en réduction de la valeur de ces prêts (0,9 M$ en 2014).

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 3,1 M$ a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée (3,4 M$ en 2014).

Les soldes de prix de vente échéant de 2017 à 2033, portent intérêt à des taux variant de 4,42 % à 9,00%, (échéant de 2015 à 2033 à des taux variant de 0,00% à 9,00% en 2014).

7- PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Régimes de retraite à prestations déterminées	14 175	(239 096)
Autres régimes	261 560	261 812
Passif au titre des avantages sociaux futurs	275 735	22 716

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 748,9 M$ (472,5 M$ en 2014). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 0,9 M$ (0,9 M$ en 2014) et à 2,4 M$ (2,3 M$ en 2014).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles ont été réalisées au cours de la période s'échelonnant du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2015.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	16 623 283		15 295 520	
Obligation au titre des prestations constituées	(17 716 201)	(265 321)	(16 861 265)	(276 486)
Déficit de capitalisation	(1 092 918)	(265 321)	(1 565 745)	(276 486)
Pertes actuarielles non amorties	1 241 985	3 761	1 806 949	14 674
Actif (passif) au titre des prestations constituées	149 067	(261 560)	241 204	(261 812)
Provision pour moins-value	(163 242)		(2 108)	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs	(14 175)	(261 560)	239 096	(261 812)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

8- (PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 919 850)	(265 321)	(8 686 249)	(276 486)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	7 660 917		7 115 589	
Déficit de capitalisation	(1 258 933)	(265 321)	(1 570 660)	(276 486)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	15 295 520		14 233 598	
Rendement prévu des actifs des régimes	919 224		856 955	
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	707 694		434 076	
Rendement réel des actifs des régimes	1 626 918		1 291 031	
Cotisations de l'exercice	628 673	11 522	662 700	10 862
Prestations versées	(927 828)	(11 522)	(891 809)	(10 862)
Solde à la fin de l'exercice	16 623 283		15 295 520	
Juste valeur des actifs des régimes (1)	17 325 812		16 470 408	

(1) Les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite, présentées à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2014), sont comprises dans la juste valeur des actifs des régimes.

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2015		2014	
	Régimes de retraite (1)	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	16 861 265	276 486	16 215 472	273 234
Coût des services rendus au cours de l'exercice	411 054	10 471	407 147	10 870
Coût des services passés	10 850	(10 404)	(189 527)	(974)
Prestations versées	(927 828)	(11 522)	(891 809)	(10 862)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 006 187	11 062	956 471	11 277
Pertes (gains) survenus dans l'exercice sur l'obligation	354 673	(10 772)	363 511	(7 059)
Solde à la fin de l'exercice	17 716 201	265 321	16 861 265	276 486

(1) Au 31 décembre 2015, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 1 174,8 M$ (768,8 M$ au 31 décembre 2014) découlant de l'adoption, en 2014, de la loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

8- (PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	411 054	10 471	407 147	10 870
Coût des services passés	10 850	(10 404)	(189 527)	(974)
Cotisations des employés	(144 302)		(149 045)	
Pertes (gains) actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(9 078)	(1 142)	191 926	974
Amortissement des pertes actuarielles	221 021	1 283	224 290	1 869
Charge au titre des avantages de retraite	489 545	208	484 791	12 739
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 006 187	11 062	956 471	11 277
Rendement prévu des actifs des régimes	(919 224)		(856 955)	
Charge d'intérêt	86 963	11 062	99 516	11 277
Variation de la provision pour moins-value	161 134		(135 809)	
Charge totale	737 642	11 270	448 498	24 016

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2015		2014	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	6,00% à 6,50%	4,00%	6,00% à 6,10%	3,75% à 4,25%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,00% à 6,50%		6,00% à 6,10%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,25%	2,25%	2,00% à 2,25%	2,00% à 2,25%
Taux de croissance des salaires	2,50% à 2,75%	2,50%	2,50% à 2,75%	2,75% à 2,96%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		5,00% à 8,50%		4,00% à 7,71%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,50%		4,30% à 5,48%
Années où le taux devrait se stabiliser		2024 et 2025		2024 et 2032

Tables de mortalité

Pour les principaux régimes de retraite de la Ville, à l'exception de celui des policiers, la Ville a choisi d'apporter certains ajustements, basés sur les résultats d'une étude portant sur le secteur municipal, à la table de mortalité publiée en 2014 par l'Institut canadien des actuaires (ICA). Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B publiée par l'ICA en 2014.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

8- (PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2015	2014
Régimes à cotisations déterminées	946	909
Régimes de retraite des élus municipaux	2 435	2 344

9- AUTRES ACTIFS FINANCIERS

10- EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Ville dispose de leviers pour ses besoins de liquidités à court terme qui totalisent 1 786,5 M$ au 31 décembre 2015 (1 779,1 M$ en 2014).

De ce montant, une somme de 1 476,5 M$ (500,0 M$ en vertu d'une limite relative à la STM et 976,5 M$ en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* qui autorise, à ce titre, jusqu'à 20% des crédits budgétaires) peut être empruntée, en tout ou en partie, au moyen de billets, acceptations bancaires ou autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme. Au 31 décembre 2015, la valeur nominale des émissions en papier commercial totalise 204,8 M$ (227,7 M$ en 2014) et le taux moyen sur ces emprunts temporaires est de 0,83% (1,21% en 2014).

La Ville dispose également de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant 310,0 M$. Au 31 décembre 2015, les marges de crédit utilisées se chiffrent à 12,0 M$ (13,6 M$ en 2014) et portent intérêt à un taux moyen de 0,88% (1,41% en 2014).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

11- CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Fournisseurs	433 717	420 351
Salaires, déductions à la source et avantages sociaux	604 305	572 094
Intérêts courus sur la dette à long terme	78 502	71 201
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides	38 189	39 292
Passif environnemental (1)	83 883	70 969
Contestations d'évaluation	35 349	25 336
Autres	80 853	75 675
Dépôts et retenues de garantie	162 383	139 530
Gouvernement du Québec et ses entreprises	29 867	23 763
Gouvernement du Canada et ses entreprises	5 855	7 066
Autres	48 531	38 868
	1 601 434	1 484 145

(1) La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement a pu être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2015, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 66,7 M$ (65,5 M$ en 2014), les dépenses totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2042, se chiffrent à 99,7 M$ (98,4 M$ en 2014) et le taux d'actualisation utilisé est de 4,00% (4,00% en 2014). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux n'a pu être établie est de 17,2 M$ (5,5 M$ en 2014).

Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

12- REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2 015	2 014
Primes à l'émission de titres	79 861	55 496
Transferts	28 639	50 524
Titres de transport	22 456	21 715
Aquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	20 557	
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	15 595	15 270
Autres	17 193	17 129
	184 301	160 134

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

13- DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Obligations et billets		
Dollars canadiens (1)	10 427 335	9 400 861
Monnaies étrangères	370	328
Autres dettes à long terme		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	381	589
Emprunts à terme et hypothèques immobilières (2)	112 575	123 368
Autres	21 345	26 434
	10 562 006	9 551 580

(1) Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2014).

(2) Les hypothèques immobilières, au montant de 22,9 M$ (28,3 M$ en 2014), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 34,2 M$ (37,5 M$ en 2014).

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2015	2014 Redressé, note 20
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	3 495 154	3 335 203
De l'agglomération	2 073 347	1 958 081
Sommes accumulées au fonds d'amortissement	2 252 041	1 947 447
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 403 400	1 959 027
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	338 064	351 822
	10 562 006	9 551 580

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 244,1 M$ (159,9 M$ en 2014). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la quasi-totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2015, les emprunts contractés en devises ne faisant pas l'objet d'une couverture s'élèvent à 0,3 M$ (0,3 M$ en 2014) et le gain sur change relatif à ceux-ci se chiffre à 0,5 M$ (gain de 0,6 M$ en 2014).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

13- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2015					2014		
Années d'échéance	Dollars canadiens (1)	Monnaies étrangères	Échéance	À refinancer	Échéance nette	Échéance	À refinancer	Échéance nette
2015						672 340	255 333	417 007
2016	594 744		594 744	134 354	460 390	474 870	83 825	391 045
2017	1 059 409		1 059 409	163 909	895 500	945 505	146 254	799 251
2018	983 560		983 560	307 204	676 356	913 904	304 306	609 598
2019	1 170 311		1 170 311	242 773	927 538	1 102 168	239 729	862 439
2020	463 764		463 764	88 145	375 619			
1 à 5 ans	4 271 788		4 271 788	936 385	3 335 403	4 108 787	1 029 447	3 079 340
6 à 10 ans	3 430 882		3 430 882	835 699	2 595 183	2 899 665	646 639	2 253 026
11 à 15 ans	714 562		714 562	8 172	706 390	649 459	8 172	641 287
16 à 20 ans	1 090 674		1 090 674	88 322	1 002 352	839 611	80 365	759 246
2043	934 556		934 556		934 556	934 556		934 556
2045	119 174		119 174		119 174	119 174		119 174
À perpétuité		370	370		370	328		328
TOTAL	10 561 636	370	10 562 006	1 868 578	8 693 428	9 551 580	1 764 623	7 786 957

Sommaire de la dette

	2015			2014		
	Monnaies étrangères	Dollars canadiens	%	Monnaies étrangères	Dollars canadiens	%
Dollars canadiens (1)		10 561 636	100,00		9 551 252	100,00
Livres sterling	181	370	0,00	181	328	0,00
		10 562 006	100,00		9 551 580	100,00

(1) Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

13- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2015			2014
Années d'échéance	**Dollars canadiens**	**Monnaies étrangères**	**Moyenne pondérée**	**Moyenne pondérée**
1 à 5 ans	4,39 %		4,39 %	4,48 %
6 à 10 ans	4,10 %		4,10 %	4,36 %
11 à 15 ans	4,55 %		4,55 %	4,74 %
16 à 20 ans	4,15 %		4,15 %	4,19 %
2043	6,00 %		6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %		6,00 %	6,00 %
À perpétuité		3,00 %	3,00 %	3,00 %
Moyenne pondérée	4,44 %	3,00 %	4,44 %	4,60 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 11 935,3 M$ (10 911,3 M$ en 2014). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 31,9 M$ (40,2 M$ en 2014).

14- ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15- IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au 31-12-2014	Augmentation	Diminution	Solde au 31-12-2015
COÛT				
Infrastructures	10 587 192	639 521	141 579	11 085 134
Réseau du métro	2 518 856	672 461	42	3 191 275
Bâtiments	3 034 421	299 006	19 183	3 314 244
Améliorations locatives	70 551	5 419	7 077	68 893
Véhicules	1 409 205	44 252	27 826	1 425 631
Ameublement et équipement de bureau	432 116	80 403	34 593	477 926
Machinerie, outillage et équipement	312 011	23 653	5 276	330 388
Terrains	1 172 226	33 163	665	1 204 724
Autres	8 972		1 123	7 849
	19 545 550	1 797 878	237 364	21 106 064
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	4 865 850	421 879	141 576	5 146 153
Réseau du métro	1 047 841	80 979	42	1 128 778
Bâtiments	1 391 261	114 564	18 087	1 487 738
Améliorations locatives	36 191	8 074	6 939	37 326
Véhicules	674 863	109 808	27 821	756 850
Ameublement et équipement de bureau	188 876	62 222	34 593	216 505
Machinerie, outillage et équipement	130 589	35 996	5 236	161 349
Autres	3 985	194	1 118	3 061
	8 339 456	833 716	235 412	8 937 760
VALEUR COMPTABLE NETTE	11 206 094			12 168 304

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 618,5 M$ au 31 décembre 2015 (477,2 M$ en 2014).

Acquisition par la STM des actifs de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval

En vertu du décret numéro 173-2015 adopté par le gouvernement du Québec le 11 mars 2015, la STM a acquis de l'AMT les actifs relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval pour un montant correspondant à leur valeur comptable nette de 592,9 M$.

Cette acquisition a été réglée par la prise en charge par la STM des emprunts de 419,6 M$ contractés par l'AMT et par le versement d'un montant de 173,3 M$ à financer par le produit d'emprunts. En vertu du décret, le coût d'acquisition est entièrement financé par un paiement de transfert du ministère des transports s'échelonnant sur une période de 20 ans.

À l'état consolidé des flux de trésorerie, les acquisitions d'immobilisations et le produit des emprunts ont été réduits d'un montant de 419,6 M$ correspondant au solde des emprunts de l'AMT assumés par la STM.

16- PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

17- AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	468 301	370 309
Frais d'émission de titres	45 926	57 943
Autres	9 536	9 777
	523 763	438 029

18 et 19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 1 104,8 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2016	2017	2018	2019	2020	2021-2050	Total
295,9 M$	223,6 M$	180,0 M$	122,8 M$	83,9 M$	198,6 M$	1 104,8 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 2 650,7 M$ dont 1 245,1 M$ pour l'achat de voitures de métro

b) Grand prix de formule 1 du Canada

Dans le cadre d'une entente de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal, la Ville s'est engagée à verser une contribution annuelle de 17,4 M$ jusqu'en 2024 inclusivement. Cette contribution sera majorée de 2,00% l'an. À cet égard, la contribution annuelle à recevoir par la Ville de ses partenaires est de 16,3 M$. Cette contribution à recevoir sera également majorée de 2,00% l'an.

De plus, en vertu d'une convention de bail concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve, la Ville s'est engagée à réaliser des travaux d'amélioration du circuit d'un montant maximal de 30,0 M$ d'ici 2017.

c) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 471,3 M$. Les avocats de la Ville considèrent que le règlement de ces réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Par contre, en vertu de sa charte, elle doit prévoir à son budget établi à des fins fiscales une somme d'au moins 1,00% de ses charges afin de couvrir les charges non prévues au budget, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

18 et 19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

d) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (LQ, 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

20- REDRESSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Lors du traitement de l'harmonisation de ses méthodes comptables à celles de la Ville, les revenus de transferts calculés par la STM à des fins de consolidation ont été surévalués. L'état consolidé de la situation financière établi au 31 décembre 2014 a été redressé afin d'y refléter une diminution des débiteurs du gouvernement du Québec reliés aux activités d'immobilisations d'un montant de 117,0 M$, une augmentation équivalente de la dette nette et une diminution de l'excédent accumulé, soit une augmentation de 114,0 M$ du déficit des activités d'immobilisations et une diminution de 3,0 M$ de l'investissement net dans les immobilisations. L'excédent accumulé, établi au 1er janvier 2014, a été augmenté de 26,6 M$, soit une réduction de 25,8 M$ du déficit des activités d'immobilisations et une augmentation de 0,8 M$ de l'investissement net dans les immobilisations. Les états consolidés des résultats et de la variation de la dette nette de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été redressés afin de refléter la diminution des revenus de transfert d'un montant de 143,6 M$.

21- DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées, ajustées conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après éliminations des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté en décembre 2014 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération, est également présentée dans les annexes et tableaux établis à des fins fiscales.

Certaines données budgétaires ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle des réalisations de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

22- INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux variations des taux de change et des taux d'intérêt auquel l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction et de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2015, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la quasi-totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions reconnues ayant une cote de crédit supérieure à la sienne.

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2015		2014 Redressé, note 20	
	Juste valeur	**Valeur comptable**	**Juste valeur**	**Valeur comptable**
Placements	3 270 901	3 150 766	3 070 426	2 941 846
Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	2 629 893	2 403 400	2 160 588	1 959 027
Dette à long terme	11 935 309	10 562 006	10 911 299	9 551 580

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2015, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 31,9 M$ (40,2 M$ en 2014). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

23- TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

24- FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT

25- FONDS DE SOLIDARITÉ

26- EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2015	2014 Redressé, note 20
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	203 361	142 136
Excédent des activités de fonctionnement affecté	335 333	259 337
Réserves financières et fonds réservés	247 973	327 492
Excédent (déficit) des activités d'immobilisations	7 978	(119 659)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(955 725)	(722 694)
Investissement net dans les immobilisations	7 374 400	6 684 285
	7 213 320	6 570 897

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales. Outre la ventilation de l'excédent accumulé dans différents postes définis aux paragraphes qui suivent, ces informations financières sont montrées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21 de la section présentant les états financiers consolidés ainsi que dans les sections portant sur les compétences d'agglomération non consolidées et les compétences de nature locale non consolidées.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (LQ, 2000, chapitre 56), par *la Charte de la Ville de Montréal* ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Certaines sommes perçues par la Ville doivent être comptabilisées dans des comptes spéciaux de l'excédent accumulé et être utilisées à des fins spécifiques, notamment pour l'aménagement et l'entretien d'unités de stationnement, pour la fourniture des services de l'eau et de la voirie ainsi que pour l'acquisition d'immobilisations.

Excédent des activités d'immobilisations

L'excédent des activités d'immobilisations correspond à l'excédent du financement sur les coûts d'immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

26- EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce montant sera viré par affectation à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté sur des périodes estimatives s'échelonnant jusqu'en 2045. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures transitoires liées à des modifications de méthodes comptables survenues en l'an 2000 (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2020) ;

- l'application de mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025) ;

- l'application de mesures d'allègements liées au passif environnemental (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042) ;

- le financement à long terme de certaines charges liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et des gains de change nets non matérialisés afférents et augmentée des placements du fonds d'amortissement accumulés pour le remboursement de cette dette et des débiteurs à recouvrer de tiers pour le dit remboursement.

27- REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2015	2014 Redressé, note 20
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 124	7 000
Gouvernement du Québec	432 706	451 887
Communauté métropolitaine de Montréal	38 745	44 704
	476 575	503 591
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	13 353	23 090
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)	77 637	101 301
Gouvernement du Québec		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	13 353	23 090
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	749 759	140 108
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)	60 375	64 026
Autres	30 616	24 644
	945 093	376 259
	1 421 668	879 850

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

28- REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Fonds d'amortissement	80 797	75 278
Encaisse et autres intérêts	44 815	41 468
Arriérés de taxes	14 456	13 085
	140 068	129 831

29- REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers. Il comprend également, pour l'administration municipale, les versements supplémentaires effectués au fonds d'amortissement pour réduire le financement à long terme relatif à l'acquisition d'immobilisations et à certaines charges de fonctionnement.

30- ACTIFS ET PASSIFS TRANSFÉRÉS DES CENTRES LOCAUX DE DÉVELOPPEMENT

L'adoption, en 2015, de la *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (chapitre 8 des lois de 2015) a notamment conféré aux municipalités régionales de comté (MRC) l'ensemble de la compétence en matière de développement local, incluant le soutien à l'entrepreneuriat. Auparavant, les MRC devaient confier à des centres locaux de développement (CLD) l'exercice de ces compétences. En vertu de cette loi, certains actifs (notamment des prêts à des entreprises) et passifs (principalement des emprunts consentis par le gouvernement du Québec) détenus par les CLD deviennent ceux de la Ville à compter du 20 avril 2015. De plus, la loi prévoit également un partage de l'actif net restant des CLD. Le transfert de ces actifs et passifs, qui se chiffrent respectivement à 31,4 M$ et 27,2 M$, et la part estimée de la Ville de 7,8 M$ de l'actif net restant des CLD ont mené à la comptabilisation d'un revenu net de 12,0 M$ à l'état consolidé des résultats, dans les compétences d'agglomération.

31- CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	203 361 000	142 136 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	335 333 000	259 337 000
Réserves financières et fonds réservés	3	247 973 000	327 492 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(955 725 000)	(722 694 000)
Financement des investissements en cours	5	7 978 000	(119 659 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	7 374 400 000	6 684 285 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	7 213 320 000	6 570 897 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	203 361 000	142 136 000
Organismes contrôlés	10		
	11	203 361 000	142 136 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
- Affect. à l'exercice suivant	13	39 100 000	20 100 000
- Exc. affect.-Arrondissements	14	156 944 000	123 191 000
- Exc.affect.-Proj. spécifiques	15	20 228 000	9 219 000
- Exc.affect.-Autres fins	16	45 937 000	40 315 000
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	262 209 000	192 825 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
- -Exc. affect.-Autres fins	23	73 124 000	66 512 000
-	24		
	25	73 124 000	66 512 000
	26	335 333 000	259 337 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- -Gestion de la voirie	27	50 645 000	41 513 000
- -Gestion de l'eau	28	170 058 000	223 096 000
- -Immobilisations	29	142 000	28 000 000
-	30		
-	31		
	32	220 845 000	292 609 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	10 904 000	8 430 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34		15 245 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	7 886 000	3 080 000
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- -Unités de stationnement	41	5 329 000	5 089 000
- -Autres	42	3 009 000	3 039 000
-	43		
-	44		
	45	27 128 000	34 883 000
	46	247 973 000	327 492 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47	(4 256 000)	(7 645 000)
Intérêts sur la dette à long terme	48	( )	( )
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	49	(68 328 000)	(76 928 000)
Régimes non capitalisés	50	(199 140 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	((417 919 000))	((646 373 000))
Régimes non capitalisés	53	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55	(40 000 000)	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	56	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
-	59	( )	( )
-	60	( )	( )
	61	((106 195 000))	((362 660 000))
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62	( )	( )
Autre financement	63	(1 061 920 000)	(1 085 354 000)
	64	(955 725 000)	(722 694 000)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	620 175 000	538 597 000
Investissements à financer	66	(612 197 000)	(658 256 000)
	67	7 978 000	(119 659 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	12 168 304 000	11 206 094 000
Propriétés destinées à la revente	69	83 386 000	63 305 000
Prêts	70	18 230 000	27 674 000
Placements à titre d'investissement	71	2 252 041 000	1 947 447 000
Participations dans des entreprises municipales	72		
	73	14 521 961 000	13 244 520 000
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	10 562 006 000	9 551 580 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	75		
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	(2 403 400 000)	(1 959 027 000)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	(1 233 807 000)	(1 235 766 000)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	(26 662 000)	(44 691 000)
	79	6 898 137 000	6 312 096 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	249 424 000	248 139 000
	81	7 147 561 000	6 560 235 000
	82	7 374 400 000	6 684 285 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	13	2	11	3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4	323 829 000	252 942 000
Charge de l'exercice	5	(726 604 000)	(439 054 000)
Cotisations versées par l'employeur	6	480 701 000	509 941 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	77 926 000	323 829 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	16 623 283 000	15 295 520 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	(17 607 244 000)	(16 765 535 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(983 961 000)	(1 470 015 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	1 225 129 000	1 795 952 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	241 168 000	325 937 000
Provision pour moins-value	13	(163 242 000)	(2 108 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	77 926 000	323 829 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15	19	19
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	7 660 917 000	7 115 589 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	(8 810 893 000)	(8 590 519 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	(1 149 976 000)	(1 474 930 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	406 996 000	403 188 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	9 077 000	(190 033 000)
	21	416 073 000	213 155 000
Cotisations salariales des employés	22	(144 302 000)	(149 045 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	( )	( )
	24	271 771 000	64 110 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	219 561 000	222 878 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	(9 078 000)	191 926 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29	161 134 000	(135 809 000)
Autres			
-	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	643 388 000	343 105 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	1 002 440 000	952 904 000
Rendement espéré des actifs	34	(919 224 000)	(856 955 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	83 216 000	95 949 000
Charge de l'exercice	36	726 604 000	439 054 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	1 626 918 000	1 291 031 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(919 224 000)	(856 955 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	707 694 000	434 076 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(347 335 000)	(362 773 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41	924 159 000	888 094 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	17 325 812 000	16 470 408 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	350 236 000	282 458 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	824 605 000	486 338 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,11 %	6,08 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	6,11 %	6,08 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,69 %	2,69 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,06 %	2,06 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	11	57		58	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le passif à la fin de l'exercice des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés est de 92 101 000 $(84 733 000 $ à la fin de 2014). La charge de l'exercice de ces régimes est de 11 038 000 $ (9 444 000 $ en 2014)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	59	(346 545 000)	(327 661 000)
Charge de l'exercice	60	(22 308 000)	(33 460 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	15 192 000	14 576 000
Passif à la fin de l'exercice	62	(353 661 000)	(346 545 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(374 278 000)	(372 216 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	20 617 000	25 671 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(353 661 000)	(346 545 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66	14 529 000	14 829 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	(8 631 000)	(468 000)
	68	5 898 000	14 361 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	( )
	70	5 898 000	14 361 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71	2 743 000	3 281 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	(1 142 000)	974 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77	7 499 000	18 616 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78	14 809 000	14 844 000
Charge de l'exercice	79	22 308 000	33 460 000
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80	3 454 000	6 321 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81	11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	4,00 %	4,02 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	2,50 %	2,85 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	2,25 %	2,13 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	6,30 %	6,46 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	4,25 %	4,89 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87	2025	2032
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 3

Description des régimes et autres renseignements

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	946 000	909 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 [X] Oui
95 [ ] Non

		2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	105	107

Description du régime

.

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	1 397 000	1 385 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	1 038 000	959 000
	100	2 435 000	2 344 000

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	5 055 522 000	2 936 972 000	7 992 494 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2			
Activités de fonctionnement à financer	3	12 087 000	279 000	12 366 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
-Achat de terrains	5	16 381 000	615 000	16 996 000
-Débiteurs gouvernement	6	46 409 000	27 977 000	74 386 000
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé	7			
Débiteurs	8	317 890 000	1 003 137 000	1 321 027 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9			
Autres montants	10			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	98 559 000	(94 892 000)	3 667 000
Autres				
-Montant à recouvrer redevances	12	332 687 000		332 687 000
-Montant acc. pour remb dette	13	1 063 400 000	581 566 000	1 644 966 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 317 863 000	1 476 032 000	4 793 895 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	112 575 000	681 888 000	794 463 000
Endettement net à long terme	16	3 430 438 000	2 157 920 000	5 588 358 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	17			
Communauté métropolitaine	18		13 599 000	13 599 000
Autres organismes	19			
Endettement total net à long terme	20	3 430 438 000	2 171 519 000	5 601 957 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	1 769 310 251		
Endettement total net à long terme pour les compétences de nature locale compte tenu de la quote-part dans l'agglomération	22	5 199 748 251		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, pour les compétences de nature locale, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	23			

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2015	Administration municipale Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 498 393 000	2 508 152 000	2 490 477 000	2 396 096 000
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	313 450 500	315 779 000	315 779 000	311 036 000
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	87 948 300	89 706 000	89 706 000	84 999 000
Activités de fonctionnement	6	133 342 300	135 690 000	135 690 000	127 244 000
Activités d'investissement	7				
Autres	8	748 500	693 000	693 000	709 000
	9	3 033 882 600	3 050 020 000	3 032 345 000	2 920 084 000
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	24 966 300	23 402 000	23 402 000	23 395 000
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	13 782 400	13 943 000	13 943 000	13 855 000
Autres					
-Taxe Immatriculation	14	35 068 800	34 430 000	34 430 000	34 098 000
-Autres	15		768 000	768 000	809 000
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 740 300	10 861 000	10 861 000	11 564 000
Service de la dette	18	9 234 500	9 221 000	9 221 000	10 386 000
Activités de fonctionnement	19	19 796 700	19 281 000	19 281 000	20 355 000
Activités d'investissement	20				
	21	113 589 000	111 906 000	111 906 000	114 462 000
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23	11 619 800	11 774 000	11 774 000	11 102 000
	24	11 619 800	11 774 000	11 774 000	11 102 000
	25	125 208 800	123 680 000	123 680 000	125 564 000
	26	3 159 091 400	3 173 700 000	3 156 025 000	3 045 648 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2015	Administration municipale Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2014
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	37 655 600	32 787 000	32 787 000	32 893 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28			3 697 000	3 597 000
Taxes d'affaires	29	706 200	3 697 000	6 000	(2 581 000)
Compensations pour les terres publiques	30		6 000		
	31	38 361 800	36 490 000	36 490 000	33 909 000
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	56 375 600	71 047 000	71 047 000	64 531 000
Cégeps et universités	33	52 165 300	54 456 000	54 456 000	62 433 000
Écoles primaires et secondaires	34	37 842 000	41 444 000	41 444 000	43 238 000
	35	146 382 900	166 947 000	166 947 000	170 202 000
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36	2 491 300	2 215 000	2 215 000	2 139 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37		252 000	252 000	250 000
Taxes d'affaires	38				
	39	2 491 300	2 467 000	2 467 000	2 389 000
	40	187 236 000	205 904 000	205 904 000	206 500 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	32 373 500	28 411 000	28 411 000	25 444 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42		3 068 000	3 068 000	2 968 000
Taxes d'affaires	43	3 061 000	3 099 000	3 099 000	3 222 000
	44	35 434 500	34 578 000	34 578 000	31 634 000
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45	10 670 100	11 226 000	11 226 000	10 129 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46				
	47	10 670 100	11 226 000	11 226 000	10 129 000
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49	2 971 000	2 837 000	2 837 000	2 694 000
	50	2 971 000	2 837 000	2 837 000	2 694 000
	51	236 311 600	254 545 000	254 545 000	250 957 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2015	Administration municipale Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52	5 461 155	9 337 000	9 370 000	10 298 000
Sécurité publique					
Police	53	8 377 000	7 696 000	7 696 000	8 420 000
Sécurité incendie	54	8 781 895	8 405 000	8 405 000	8 826 000
Sécurité civile	55		4 000	4 000	4 000
Autres	56	142 998	144 000	144 000	148 000
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	57	3 003 991	5 868 000	5 868 000	3 854 000
Enlèvement de la neige	58	792 990	797 000	797 000	818 000
Autres	59	816 989	830 000	830 000	843 000
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	60	6 394 043	5 001 000	127 419 000	113 800 000
Transport adapté	61	76 999		41 229 000	38 254 000
Transport scolaire	62				
Autres	63				
Transport aérien	64				
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	160 998	168 000	168 000	166 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68	72 999	73 000	73 000	80 000
Traitement des eaux usées	69	20 821 134	16 045 000	16 045 000	22 146 000
Réseaux d'égout	70		3 667 000	3 667 000	1 847 000
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	71		14 258 000	14 258 000	14 433 000
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	72		746 000	746 000	765 000
Tri et conditionnement	73	36 455 982			
Autres	74				
Autres	75	238 997	252 000	252 000	330 000
Cours d'eau	76				
Protection de l'environnement	77	55 000	174 000	174 000	625 000
Autres	78	1 211 984			
Santé et bien-être					
Logement social	79				
Sécurité du revenu	80				
Autres	81	10 748 277	10 596 000	10 596 000	10 750 000
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	82	569 992			
Rénovation urbaine	83	18 762 509	10 447 000	10 447 000	13 526 000
Promotion et développement économique	84	45 327 778	32 184 000	32 184 000	40 276 000
Autres	85		93 000	93 000	4 000
Loisirs et culture					
Activités récréatives	86	479 396	2 387 000	11 758 000	17 102 000
Activités culturelles					
Bibliothèques	87	4 984 594	4 682 000	4 682 000	4 682 000
Autres	88	1 730 000	12 632 000	12 632 000	5 801 000
Réseau d'électricité	89				
	90	175 467 700	146 486 000	319 537 000	317 798 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2015	Administration municipale Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91	500 000			3 000
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96	24 057 000	42 891 000	42 891 000	20 609 000
Enlèvement de la neige	97		1 228 000	1 228 000	
Autres	98				21 000
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99			750 075 000	154 274 000
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	12 381 000	8 669 000	8 669 000	11 966 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	112 294 000	78 281 000	78 281 000	92 005 000
Traitement des eaux usées	108	22 370 000	5 532 000	5 532 000	1 432 000
Réseaux d'égout	109	70 440 000	48 207 000	48 207 000	66 103 000
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111		(122 000)	(122 000)	
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114	650 000			
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121		(1 180 000)	(1 180 000)	
Rénovation urbaine	122				1 273 000
Promotion et développement économique	123	4 000 000			
Autres	124		343 000	343 000	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125	26 678 000	7 474 000	7 474 000	26 904 000
Activités culturelles					
Bibliothèques	126		2 966 000	2 966 000	14 000
Autres	127	13 886 000	729 000	729 000	1 655 000
Réseau d'électricité	128				
	129	287 256 000	195 018 000	945 093 000	376 259 000

32/182

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2015	Administration municipale Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal	130				
Péréquation	131				
Réorganisation municipale	132				
Neutralité	133				
Diversification des revenus	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		22 791 000	22 791 000	21 838 000
Programme d'aide financière aux MRC	136				
Autres	137	85 478 000	86 747 000	134 247 000	163 955 000
	138	85 478 000	109 538 000	157 038 000	185 793 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	548 201 700	451 042 000	1 421 668 000	879 850 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2015	Administration municipale Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2015	Données consolidées Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142				
	143				
Sécurité publique					
Police	144				
Sécurité incendie	145				
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149				
Enlèvement de la neige	150		16 000	16 000	233 000
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154		16 000	16 000	233 000
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	193 500	193 000	193 000	177 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156				
Traitement des eaux usées	157				
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167	193 500	193 000	193 000	177 000
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176				
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179				
Réseau d'électricité	180				
	181	193 500	209 000	209 000	410 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		**2015**	**2015**	**2015**	**2014**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	21 729 800	21 268 000	21 268 000	16 775 000
Sécurité publique	183	39 691 600	38 189 000	22 594 000	22 688 000
Transport					
Réseau routier	184	67 061 900	68 224 000	68 224 000	67 013 000
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			552 824 000	536 716 000
Transport adapté	186			5 015 000	4 463 000
Transport scolaire	187				
Autres	188	14 000	15 000	15 000	14 000
Autres	189	2 735 000	7 245 000	77 748 000	76 726 000
Hygiène du milieu	190	7 030 800	7 425 000	7 425 000	6 645 000
Santé et bien-être	191	34 054 200	27 889 000	81 868 000	80 081 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	89 769 800	97 142 000	100 930 000	99 443 000
Loisirs et culture	193	37 533 700	37 082 000	46 050 000	44 632 000
Réseau d'électricité	194				
	195	299 620 800	304 479 000	983 961 000	955 196 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	299 814 300	304 688 000	984 170 000	955 606 000
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	29 242 200	34 254 000	34 254 000	32 637 000
Droits de mutation immobilière	198	130 730 900	162 555 000	162 555 000	154 584 000
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	159 973 100	196 809 000	196 809 000	187 221 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	199 756 900	170 757 000	170 757 000	178 368 000
INTÉRÊTS	203	117 507 900	133 630 000	140 068 000	129 831 000
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	14 263 000	4 852 000	4 852 000	4 750 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207	3 000 000	6 742 000	6 742 000	8 245 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				37 145 000
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210	12 318 900			
Autres	211	2 738 000	26 849 000	89 551 000	59 125 000
	212	32 319 900	38 443 000	101 145 000	109 265 000

S28-1-G

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	54 038 000	53 676 000	15 000	53 691 000	56 378 000	55 219 000
Application de la loi	2	59 964 100	62 104 000	2 702 000	64 806 000	67 566 000	66 383 000
Gestion financière et administrative	3	239 150 600	219 658 000	5 462 000	225 120 000	225 229 000	220 125 000
Greffe	4	16 237 800	15 435 000	5 571 000	21 006 000	17 283 000	16 564 000
Évaluation	5	18 412 400	17 466 000	1 848 000	19 314 000	17 481 000	16 764 000
Gestion du personnel	6	59 169 600	58 180 000	101 000	58 281 000	58 281 000	52 213 000
Autres	7	438 559 200	363 605 000	445 000	364 050 000	357 198 000	324 133 000
	8	885 531 700	790 124 000	16 144 000	806 268 000	799 416 000	751 401 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	671 554 800	670 018 000	24 736 000	694 754 000	694 754 000	709 984 000
Sécurité incendie	10	359 027 000	349 975 000	14 243 000	364 218 000	364 218 000	355 765 000
Sécurité civile	11	1 680 000	1 489 000	109 000	1 598 000	1 598 000	1 533 000
Autres	12	15 915 400	15 658 000		15 658 000	15 658 000	15 018 000
	13	1 048 177 200	1 037 140 000	39 088 000	1 076 228 000	1 076 228 000	1 082 300 000
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	136 392 900	132 320 000	205 194 000	337 514 000	337 514 000	323 019 000
Enlèvement de la neige	15	155 650 300	145 697 000	7 956 000	153 653 000	153 653 000	145 224 000
Éclairage des rues	16	37 329 300	36 527 000	14 684 000	51 211 000	51 211 000	50 572 000
Circulation et stationnement	17	45 040 700	43 980 000	1 387 000	45 367 000	116 454 000	115 964 000
Transport collectif							
Transport en commun	18	485 980 300	486 770 000		486 770 000	1 505 760 000	1 173 436 000
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						44 000
Autres	21	21 759 800	24 831 000	22 000	24 853 000	35 675 000	6 830 000
	22	882 153 300	870 125 000	229 243 000	1 099 368 000	2 200 267 000	1 815 089 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	56 669 900	51 684 000	18 795 000	70 479 000	70 479 000	73 149 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	82 271 900	89 063 000	50 298 000	139 361 000	139 361 000	128 674 000
Traitement des eaux usées	25	61 770 600	60 499 000	70 034 000	130 533 000	130 533 000	128 804 000
Réseaux d'égout	26	50 334 300	37 037 000	52 614 000	89 651 000	89 651 000	87 401 000
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	54 532 800	53 141 000	2 747 000	55 888 000	57 039 000	58 414 000
Élimination	28	46 683 900	43 299 000		43 299 000	43 887 000	45 013 000
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	30 524 700	28 736 000	1 739 000	30 475 000	28 736 000	29 611 000
Tri et conditionnement	30	1 549 400	1 577 000		1 577 000	1 577 000	1 439 000
Matières organiques							
Collecte et transport	31	2 915 400	5 487 000		5 487 000	5 719 000	3 273 000
Traitement	32	6 127 900	4 674 000		4 674 000	4 674 000	3 894 000
Matériaux secs	33	13 835 800	13 223 000		13 223 000	13 223 000	12 607 000
Autres	34	4 368 200	4 104 000	232 000	4 336 000	4 104 000	3 657 000
Plan de gestion	35						
Autres	36	2 880 000	2 536 000		2 536 000	2 536 000	2 525 000
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	12 729 200	12 146 000	1 014 000	13 160 000	13 160 000	12 634 000
Autres	39	796 100	12 092 000		12 092 000	11 322 000	(298 000)
	40	427 990 100	419 298 000	197 473 000	616 771 000	616 001 000	590 797 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	38 319 800	38 162 000	797 000	38 959 000	81 684 000	79 732 000
Sécurité du revenu	42	28 794 600	24 911 000		24 911 000	24 911 000	26 291 000
Autres	43	30 700 300	28 960 000		28 960 000	28 960 000	28 202 000
	44	97 814 700	92 033 000	797 000	92 830 000	135 555 000	134 225 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	60 041 400	55 748 000	410 000	56 158 000	58 190 000	55 841 000
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	4 451 900	2 704 000		2 704 000	2 704 000	2 806 000
Autres biens	47	40 102 700	29 005 000	175 000	29 180 000	29 180 000	27 147 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	101 325 600	93 843 000	319 000	94 162 000	94 162 000	99 008 000
Tourisme	49	12 865 300	12 705 000		12 705 000	12 705 000	1 269 000
Autres	50	34 200	234 000		234 000	234 000	199 000
Autres	51	6 785 500	(252 000)	30 075 000	29 823 000	29 814 000	27 991 000
	52	225 606 600	193 987 000	30 979 000	224 966 000	226 989 000	214 261 000

S28-3-G

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	64 154 100	62 012 000	14 006 000	76 018 000	76 018 000	75 171 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 413 200	34 015 000	4 733 000	38 748 000	38 748 000	38 856 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	39 226 500	37 908 000	4 280 000	42 188 000	42 188 000	40 762 000
Parcs et terrains de jeux	56	148 653 200	156 314 000	63 335 000	219 649 000	219 649 000	204 990 000
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	100 500	103 000		103 000	103 000	229 000
Autres	59	15 354 000	17 582 000	915 000	18 497 000	53 813 000	54 183 000
	60	302 901 500	307 934 000	87 269 000	395 203 000	430 519 000	414 191 000
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	15 145 900	15 620 000	937 000	16 557 000	16 557 000	17 186 000
Bibliothèques	62	88 050 300	84 631 000	3 381 000	88 012 000	88 012 000	84 750 000
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	67 162 400	65 139 000	3 008 000	68 147 000	68 147 000	68 587 000
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	32 418 200	50 014 000	7 461 000	57 475 000	47 064 000	35 234 000
	66	202 776 800	215 404 000	14 787 000	230 191 000	219 780 000	205 757 000
	67	505 678 300	523 338 000	102 056 000	625 394 000	650 299 000	619 948 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	382 500 500	369 962 000		369 962 000	487 161 000	464 231 000
Autres frais	70	8 248 400	6 403 000		6 403 000	(8 677 000)	(3 630 000)
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	1 414 500	699 000		699 000	5 609 000	6 040 000
	73	392 163 400	377 064 000		377 064 000	484 093 000	466 641 000
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	628 223 900	615 780 000	(615 780 000)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

		G=Global PAGE
Section II - Autres renseignements financiers		
Autres renseignements non audités		
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	S36-G	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développements et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	S36-G	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	S37-G	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	S39-G	30
Analyse de la rémunération non consolidée	S43-G	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	S43-G	31
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	S44-G	32
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-G	33
Questionnaire	S52-G	34
Membres du conseil et fonctionnaires	S54-G	35
Autres renseignements sur l'organisme municipal	S55-G	36
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S57-G	37
COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		38
COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		65

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	174 373 000	134 499 000	134 499 000	116 961 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	48 188 000	27 035 000	27 035 000	18 922 000
Usines et bassins d'épuration	3	33 200 000	13 593 000	13 593 000	12 017 000
Conduites d'égout	4	87 614 000	79 764 000	79 764 000	98 997 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		655 000	655 000	17 624 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	402 813 000	235 533 000	235 533 000	174 147 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	29 002 000	12 053 000	12 053 000	7 208 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	88 366 000	10 481 000	10 481 000	10 179 000
Aires de stationnement	9	160 000	2 928 000	2 928 000	2 310 000
Parcs et terrains de jeux	10	173 963 000	89 748 000	89 838 000	83 562 000
Autres infrastructures	11	11 276 000	27 531 000	705 406 000	223 755 000
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	121 901 000	60 605 000	176 347 000	60 707 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	121 734 000	122 302 000	122 302 000	122 805 000
Améliorations locatives	15		1 129 000	5 339 000	4 072 000
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16			12 466 000	15 778 000
Autres	17	37 145 000	31 888 000	64 130 000	25 968 000
Ameublement et équipement de bureau	18	83 336 000	47 851 000	57 394 000	88 658 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	11 848 000	15 235 000	29 118 000	29 445 000
Terrains	20	6 800 000	18 836 000	19 312 000	9 421 000
Autres	21	68 154 000	(315 000)	(315 000)	
	22	1 499 873 000	931 351 000	1 797 878 000	1 122 536 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	44 021 000	44 021 000	47 659 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	27 035 000	27 035 000	18 922 000
Usines et bassins d'épuration	25	13 593 000	13 593 000	12 017 000
Conduites d'égout	26	26 534 000	26 534 000	27 394 000
Autres infrastructures	27	330 823 000	1 008 788 000	460 827 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	90 478 000	90 478 000	69 302 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	53 230 000	53 230 000	71 603 000
Autres infrastructures	32	48 106 000	48 106 000	57 958 000
Autres immobilisations	33	297 531 000	486 093 000	356 854 000
	34	931 351 000	1 797 878 000	1 122 536 000

99182

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	9 400 861 000	1 467 690 000	441 216 000	10 427 335 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2	328 000	42 000		370 000
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	589 000		208 000	381 000
Autres	6	149 802 000	10 000 000	25 882 000	133 920 000
	7	9 551 580 000	1 477 732 000	467 306 000	10 562 006 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11	1 947 447 000	473 887 000	169 293 000	2 252 041 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 335 203 000	433 493 000	273 542 000	3 495 154 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 958 081 000	316 548 000	201 282 000	2 073 347 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	7 240 731 000	1 223 928 000	644 117 000	7 820 542 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 959 027 000	661 354 000	216 981 000	2 403 400 000
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 959 027 000	661 354 000	216 981 000	2 403 400 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 959 027 000	661 354 000	216 981 000	2 403 400 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24	351 822 000	8 633 000	22 391 000	338 064 000
	25	2 310 849 000	669 987 000	239 372 000	2 741 464 000
	26	9 551 580 000	1 893 915 000	883 489 000	10 562 006 000
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28		(416 183 000)	(416 183 000)	
	29	9 551 580 000	1 477 732 000	467 306 000	10 562 006 000

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	3 765 100	3 690 000	3 690 000	3 700 000
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10	467 100	458 000	458 000	746 000
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	758 900	744 000	744 000	459 000
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	16 806 700	16 470 000	16 470 000	16 516 000
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	3 592 100	3 520 000	3 520 000	3 531 000
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	4 610 100	4 517 000	4 517 000	4 530 000
Réseau d'électricité	24				
	25	30 000 000	29 399 000	29 399 000	29 482 000

S43-G

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	2 002,70	45,50	233 287 000	110 156 000	343 443 000
Professionnels	2	1 932,00	35,00	182 996 000	64 964 000	247 960 000
Cols blancs	3	5 993,20	35,00	343 641 000	161 763 000	505 404 000
Cols bleus	4	4 483,70	36,00	284 889 000	141 612 000	426 501 000
Policiers	5	4 219,30	35,00	424 283 000	177 500 000	601 783 000
Pompiers	6	2 430,00	42,00	224 863 000	82 361 000	307 224 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	21 060,90		1 693 959 000	738 356 000	2 432 315 000
Élus	9	103,00		9 820 000	4 109 000	13 929 000
	10	21 163,90		1 703 779 000	742 465 000	2 446 244 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	5 001 000				5 001 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	168 000	2 706 000	5 963 000		8 837 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	73 000	39 241 000	39 040 000		78 354 000
Traitement des eaux usées	14	16 045 000	2 517 000	3 015 000		21 577 000
Réseaux d'égout	15	1 073 000	22 631 000	28 170 000		51 874 000
Autres	16	194 919 000	36 933 000	14 802 000	38 745 000	285 399 000
	17	217 279 000	104 028 000	90 990 000	38 745 000	451 042 000

S44-1-G

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immo-bilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	62 104 000	27	2 702 000	53	64 806 000	79	70 000	105	64 736 000	131	2 560 000
Évaluation	2	17 466 000	28	1 848 000	54	19 314 000	80	78 000	106	19 236 000	132	10 000
Autres	3	710 554 000	29	11 594 000	55	722 148 000	81	21 149 000	107	700 999 000	133	26 044 000
	4	790 124 000	30	16 144 000	56	806 268 000	82	21 297 000	108	784 971 000	134	28 614 000
Sécurité publique												
Police	5	670 018 000	31	24 736 000	57	694 754 000	83	37 761 000	109	656 993 000	135	11 594 000
Sécurité incendie	6	349 975 000	32	14 243 000	58	364 218 000	84	306 000	110	363 912 000	136	11 696 000
Sécurité civile	7	1 489 000	33	109 000	59	1 598 000	85	4 000	111	1 594 000	137	
Autres	8	15 658 000	34		60	15 658 000	86	118 000	112	15 540 000	138	846 000
	9	1 037 140 000	35	39 088 000	61	1 076 228 000	87	38 189 000	113	1 038 039 000	139	24 136 000
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	132 320 000	36	205 194 000	62	337 514 000	88	4 525 000	114	332 989 000	140	100 083 000
Enlèvement de la neige	11	145 697 000	37	7 956 000	63	153 653 000	89	618 000	115	153 035 000	141	8 135 000
Autres	12	80 507 000	38	16 071 000	64	96 578 000	90	63 097 000	116	33 481 000	142	12 073 000
Transport collectif	13	486 770 000	39		65	486 770 000	91		117	486 770 000	143	24 479 000
Autres	14	24 831 000	40	22 000	66	24 853 000	92	7 260 000	118	17 593 000	144	
	15	870 125 000	41	229 243 000	67	1 099 368 000	93	75 500 000	119	1 023 868 000	145	144 770 000
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	51 684 000	42	18 795 000	68	70 479 000	94	584 000	120	69 895 000	146	9 705 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	89 063 000	43	50 298 000	69	139 361 000	95	988 000	121	138 373 000	147	23 980 000
Traitement des eaux usées	18	60 499 000	44	70 034 000	70	130 533 000	96	4 510 000	122	126 023 000	148	33 802 000
Réseaux d'égout	19	37 037 000	45	52 614 000	71	89 651 000	97	544 000	123	89 107 000	149	24 686 000
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	96 440 000	46	2 747 000	72	99 187 000	98	151 000	124	99 036 000	150	2 107 000
Matières recyclables	21	57 801 000	47	1 971 000	73	59 772 000	99	5 000	125	59 767 000	151	815 000
Autres	22	2 536 000	48		74	2 536 000	100	806 000	126	1 730 000	152	476 000
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	12 146 000	50	1 014 000	76	13 160 000	102	21 000	128	13 139 000	154	
Autres	25	12 092 000	51		77	12 092 000	103	10 000	129	12 082 000	155	109 000
	26	419 298 000	52	197 473 000	78	616 771 000	104	7 619 000	130	609 152 000	156	95 680 000

S44-2-G

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immo-bilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	38 162 000	172	797 000	187	38 959 000	202	539 000	217	38 420 000	232	374 000
Sécurité du revenu	158	24 911 000	173		188	24 911 000	203	23 120 000	218	1 791 000	233	6 736 000
Autres	159	28 960 000	174		189	28 960 000	204	4 230 000	219	24 730 000	234	
	160	92 033 000	175	797 000	190	92 830 000	205	27 889 000	220	64 941 000	235	7 110 000
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	55 748 000	176	410 000	191	56 158 000	206	27 294 000	221	28 864 000	236	2 313 000
Rénovation urbaine	162	31 709 000	177	175 000	192	31 884 000	207	520 000	222	31 364 000	237	1 048 000
Promotion et développement économique	163	106 782 000	178	319 000	193	107 101 000	208	1 169 000	223	105 932 000	238	1 144 000
Autres	164	(252 000)	179	30 075 000	194	29 823 000	209	68 159 000	224	(38 336 000)	239	14 097 000
	165	193 987 000	180	30 979 000	195	224 966 000	210	97 142 000	225	127 824 000	240	18 602 000
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	307 934 000	181	87 269 000	196	395 203 000	211	15 469 000	226	379 734 000	241	46 750 000
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	84 631 000	182	3 381 000	197	88 012 000	212	431 000	227	87 581 000	242	3 426 000
Autres	168	130 773 000	183	11 406 000	198	142 179 000	213	21 152 000	228	121 027 000	243	7 976 000
	169	523 338 000	184	102 056 000	199	625 394 000	214	37 052 000	229	588 342 000	244	58 152 000
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	3 926 045 000	186	615 780 000	201	4 541 825 000	216	304 688 000	231	4 237 137 000	246	377 064 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	150 769 000	(26 744 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(2 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	150 767 000	(26 744 000)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	145 813 000	213 940 000
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(126 804 000)	(36 427 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	40 000 000	
Financement des investissements en cours	10		
	11	59 009 000	177 513 000
Solde à la fin de l'exercice	12	209 776 000	150 769 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	192 825 000	214 059 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(1 297 000)	64 000
Solde redressé au début de l'exercice	15	191 528 000	214 123 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(41 689 000)	(36 652 000)
Activités d'investissement	17	(14 434 000)	(21 073 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	126 804 000	36 427 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	70 681 000	(21 298 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	262 209 000	192 825 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	319 714 000	301 887 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	1 299 000	155 000
Solde redressé au début de l'exercice	25	321 013 000	302 042 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	104 115 000	72 191 000
Activités d'investissement	27	(190 212 000)	(54 519 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(86 097 000)	17 672 000
Solde à la fin de l'exercice	31	234 916 000	319 714 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(939 429 000)	(956 299 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(939 429 000)	(956 299 000)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	(3 477 000)	((5 652 000))
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	(40 000 000)	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	42	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	( )	( )
Autres	44	( )	( )
	45	(43 477 000)	((5 652 000))
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	( )	( )
Autre financement	47	(1 445 000)	( )
	48	(44 922 000)	((5 652 000))
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	(20 544 000)	(20 566 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	26 514 000	31 784 000
	51	5 970 000	11 218 000
Solde à la fin de l'exercice	52	(978 381 000)	(939 429 000)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53	(93 044 000)	(235 785 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54		
Solde redressé au début de l'exercice	55	(93 044 000)	(235 785 000)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	115 026 000	142 741 000
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59		
	60	115 026 000	142 741 000
Solde à la fin de l'exercice	61	21 982 000	(93 044 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	62	4 479 151 000	4 500 037 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63		
Solde redressé au début de l'exercice	64	4 479 151 000	4 500 037 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	65		
Excédent de fonctionnement affecté	66		
Variation résiduelle de l'exercice	67	91 142 000	(20 886 000)
Solde à la fin de l'exercice	68	4 570 293 000	4 479 151 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	**OUI**	**NON**	**S.O.**
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 **X**	2	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 **X**	4	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5	6 **X**	
3. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	7		8 **X**
4. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	9	10 **X**	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	11	12	
5. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	13	14 **X**	15
Les questions 6 et 7 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
6. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	16	17 **X**	
7. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	18	19 **X**	

ADMINISTRATION MUNICIPALE

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Coderre, Denis

CONSEILLERS

Barbe, Manon
Benjamin, Frantz
Bissonnet, Michel
Caldwell, Éric Alan
Chitilian, Harout
Clément-Talbot, Catherine
Copeman, Russell
Dauphin, Claude
Deros, Mary
DeSousa, Alan
Dorais, Benoit
Duchesne, Érika
Gadoury, Marc-André
Gauthier, Manon
Guay, Richard
Lattanzio, Patricia R.
Lavoie, Guillaume
Limoges, François
Marinacci Normand
McQueen, Peter
Miele, Francesco
Norris, Alex
Pagé, Lorraine
Perez, Lionel
Plante, Valérie
Rapanà, Giovanni
Rotrand, Marvin
Ryan, Richard
Samson, Anie
Searle, Jeremy
Sigouin, Anne-Marie
Vallée, Monique
Beis, Dimitrios Jim
Bergeron, Richard
Boivin Roy, Karine
Celzi, Richard
Cinq-Mars, Marie
Cloutier, Jean-François
Croteau, François William
Décarie, Suzanne
Deschamps, Richard
Desrochers ,Pierre
Downey, Sterling
Ferrandez, Luc
Gagnier, Pierre
Gibeau, Jean-Marc
Hénault, Andrée
Lavigne Lalonde, Laurence
Lefebvre, Elsie
Mainville, Louise
McIntyre, Justine
Ménard, Réal
Miranda, Luis
Ouellet, Sylvain
Parenteau, Jean-François
Perri, Dominic
Popeanu, Magda
Rossi, Chantal
Rouleau, Chantal
Salem, Aref
Sauvé, Craig
Shanahan, Steve
Thuillier, Émilie

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Marcoux, Alain

GREFFIER Saindon, Yves

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Courchesne, Yves

MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

PRÉSIDENT Coderre, Denis

AUTRES MEMBRES

Noms	Titres
Barbe, Manon	Mairesse d'arrondissement LaSalle
Beis, Dimitrios (Jim)	Maire d'arrondissement Pierrefonds-Roxboro
Bergeron, Richard	Conseiller de la Ville, Ville-Marie
Berku, Dida	Conseillère, Côte-Saint-Luc
Bourelle, Georges	Maire de Beaconsfield
Coperman, Russel	Maire d'arrondissement, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Coutu, Robert	Maire de Montréal-Est
Dauphin, Claude	Maire d'arrondissement, Lachine
DeSousa, Alan	Maire d'arrondissement, Saint-Laurent
Desrochers, Pierre D.	Conseiller de la ville, Ahuntsic-Cartier
Dorais, Benoit	Maire d'arrondissement, Sud-Ouest
Hawa, Paola L.	Mairesse de Sainte-Anne-de-Bellevue
Gauthier, Manon	Conseillère de la Ville, Verdun
Gibson, Michel	Maire de Kirkland
Guest, Jane	Mairesse du village de Senneville
Housefather, Anthony	Maire de Côte-Saint-Luc
Janiszewski, Edward	Maire de Dollard-des-Ormeaux
Masella, Beny	Maire de Montréal-Ouest
Perez, Lionel	Conseiller de la ville Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
Rouleau, Chantal	Mairesse d'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
Rouleau, Edgar	Maire de la Cité de Dorval
Roy, Philippe	Maire de Ville Mont-Royal
Ryan, Richard	Conseiller de la Ville, Plateau Mont-Royal
Salem Aref	Conseiller de la ville, Saint-Laurent
Samson, Anie	Mairesse d'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extention
Steinberg, William	Maire de la ville d'Hampstead
Trent, Peter F.	Maire de la ville de Westmount
Trudeau, Morris	Maire de la ville de Pointe-Claire
Tutino, Maria	Mairesse de la ville de Baie d'Urfé
Vallée, Monique	Conseillère de la ville, LaSalle

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 155, rue Notre-Dame Est, B 326
(no) (rue)
Montréal H2Y 1H6
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (514) 872-3158
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (514) 872-8647
(ind. rég.) (numéro)
Courriel raoulcyr@ville.montreal.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Yves Courchesne

Téléphone (514) 872-6630
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (514) 872-3145
(ind. rég.) (numéro)
Courriel yves.courchesne@ville.montreal.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre CPA Auditeur, CA

Adresse 1190, av des Canadiens-de-Montréal B 500
(no) (rue)
Montréal H3B 0M7
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (514) 393-7177
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (514) 390-4111
(ind. rég.) (numéro)
Courriel mgranger@deloitte.ca

Responsable du dossier Martin Granger

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Jacques Bergeron

Titre Vérificateur général de Montréal

Adresse 1550, rue Metcalfe, B. 1201
(no) (rue)
Montréal H3A 3P1
(Municipalité) (Code postal)
Téléphone (514) 872-2209
(ind. rég.) (numéro)
Télécopieur (514) 872-6590
(ind. rég.) (numéro)
Courriel jacques.bergeron@bvgmtl.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne, atteste que le rapport financier consolidé
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-21 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18-G ligne 22 est de 642 423 000 $.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34-L ligne 6 est de ,9771 $.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-13 12:15:52

Date de transmission au Ministère :

RAPPORT FINANCIER 2015
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

Section I - Renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S4-A
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-A - S23-A
Renseignements non consolidés non audités	S26-A - S28-A

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S30-A
Taux global de taxation réel audité	S31-A - S34-A
Autres renseignements non consolidés non audités	S35-A - S52-A

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001)

Affaires municipales et Occupation du territoire
Québec

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

		A=Agglomération PAGE
Section I		
Renseignements financiers non consolidés audités		
Renseignements complémentaires non consolidés		
Résultats détaillés	S14-A	41
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	S15-A	42
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	S16-A	43
Charges par objets	S17-A	44
Autres renseignements complémentaires non consolidés		
Excédent (déficit) accumulé non consolidé	S23-A	45
Renseignements non consolidés non audités		
Analyse des revenus non consolidés	S27-A	47
Analyse des charges non consolidées	S28-A	48
Section II		
Autres renseignements financiers non consolidés - Table des matières	S30-A	50

Section I - Renseignements financiers non consolidés

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	45 000 300	45 377 000	45 662 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 215 372 000	2 206 794 000	2 164 776 000
Transferts	4	108 157 800	93 817 000	102 073 000
Services rendus	5	55 671 500	55 228 000	55 488 000
Imposition de droits	6	1 943 100	2 592 000	1 856 000
Amendes et pénalités	7	93 290 600	83 174 000	85 704 000
Intérêts	8	37 084 900	41 707 000	36 536 000
Autres revenus	9	1 766 700	17 865 000	3 529 000
	10	2 558 286 900	2 546 554 000	2 495 624 000
Investissement				
Taxes	11			
Quotes-parts	12			
Transferts	13	180 753 000	70 304 000	68 180 000
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	14		65 000	4 000
Autres	15	1 500 000	2 528 000	1 476 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16			
	17	182 253 000	72 897 000	69 660 000
	18	2 740 539 900	2 619 451 000	2 565 284 000
Charges				
Administration générale	19	390 576 300	349 577 000	335 162 000
Sécurité publique	20	1 032 129 500	1 022 469 000	1 030 887 000
Transport	21	500 389 600	502 092 000	452 013 000
Hygiène du milieu	22	230 151 100	214 717 000	215 307 000
Santé et bien-être	23	36 261 500	36 027 000	34 488 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	59 332 500	48 442 000	49 256 000
Loisirs et culture	25	88 698 200	87 518 000	80 131 000
Réseau d'électricité	26			
Frais de financement	27	127 551 800	120 503 000	126 056 000
	28	2 465 090 500	2 381 345 000	2 323 300 000
Excédent (déficit) de l'exercice	29	275 449 400	238 106 000	241 984 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	275 449 400	238 106 000	241 984 000
Moins: revenus d'investissement	2	(182 253 000)	(72 897 000)	(69 660 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	93 196 400	165 209 000	172 324 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(168 245 700)	(146 532 000)	(155 011 000)
	18	(168 245 700)	(146 532 000)	(155 011 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(18 517 000)	(13 186 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 525 000	10 149 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(35 921 100)	(42 046 000)	(10 261 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	110 970 400	52 379 000	44 051 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	75 049 300	(6 659 000)	30 753 000
	26	(93 196 400)	(153 191 000)	(124 258 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		12 018 000	48 066 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS*
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus d'investissement	1	182 253 000	72 897 000	69 660 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(57 493 000)	(18 921 000)	(13 756 000)
Sécurité publique	3	(45 100 000)	(35 565 000)	(47 867 000)
Transport	4	(127 700 000)	(58 167 000)	(27 794 000)
Hygiène du milieu	5	(282 100 000)	(143 592 000)	(129 799 000)
Santé et bien-être	6	( )	((638 000))	(56 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(26 200 000)	(7 240 000)	(13 464 000)
Loisirs et culture	8	(120 600 000)	(57 439 000)	(36 179 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	(659 193 000)	(320 286 000)	(268 915 000)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	( )	( )	( )
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	366 340 000	167 360 000	149 065 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		18 517 000	13 186 000
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	110 600 000	83 390 000	36 861 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				16 600 000
	18	110 600 000	101 907 000	66 647 000
	19	(182 253 000)	(51 019 000)	(53 203 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		21 878 000	16 457 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	851 276 800	856 405 000	848 075 000
Charges sociales	2	398 831 400	363 592 000	410 909 000
Biens et services	3	272 704 300	253 507 000	246 561 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	96 109 200	86 272 000	88 668 000
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	31 338 100	34 161 000	37 377 000
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	104 500	70 000	11 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	4 377 000	4 290 000	4 302 000
Autres	10	444 416 300	445 957 000	409 183 000
Autres organismes	11	114 897 800	113 647 000	103 207 000
Amortissement des immobilisations	12			
Autres				
- Autres	13	251 035 100	223 444 000	175 007 000
-	14			
-	15			
	16	2 465 090 500	2 381 345 000	2 323 300 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	58 675 000	48 066 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	690 000	944 000
Réserves financières et fonds réservés	3	128 389 000	159 239 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(287 147 000)	(339 527 000)
Financement des investissements en cours	5	(76 577 000)	(98 456 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
-	9		
-	10		
- Exc aff.-Projets spécifiques	11	627 000	880 000
- Exc aff. - Autres fins	12	63 000	64 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	690 000	944 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	5 448 000	7 887 000
- Gestion de l'eau	20	122 917 000	146 601 000
- Immobilisations	21	24 000	4 751 000
-	22		
-	23		
	24	128 389 000	159 239 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Fonds parcs et terrains de jeux	26		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	27		
Société québécoise d'assainissement des eaux	28		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	29		
Financement des activités de fonctionnement	30		
Fonds local d'investissement	31		
Fonds local de solidarité	32		
Autres			
-	33		
-	34		
-	35		
-	36		
	37		
	38	128 389 000	159 239 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	39	(4 256 000)	(7 645 000)
Intérêts sur la dette à long terme	40	( )	( )
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	41	((39 621 000))	((59 433 000))
Régimes non capitalisés	42	(9 914 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	43	( )	( )
Autres	44	((284 062 000))	((322 747 000))
Régimes non capitalisés	45	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	46	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	47	( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	((309 513 000))	((364 621 000))
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Autre financement	55	(22 366 000)	(25 094 000)
	56	((287 147 000))	((339 527 000))
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	57	191 600 000	188 525 000
Investissements à financer	58	(268 177 000)	(286 981 000)
	59	(76 577 000)	(98 456 000)

RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1		83 000	
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		3 000	
	9		86 000	
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Autres (immatriculation)	14	34 260 000	34 430 000	34 098 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 740 300	10 861 000	11 564 000
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	45 000 300	45 291 000	45 662 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	45 000 300	45 291 000	45 662 000
	26	45 000 300	45 377 000	45 662 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34			
	35			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40			
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51			

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	2 018 200	5 349 000	544 000
Sécurité publique				
Police	53	8 377 000	7 696 000	8 420 000
Sécurité incendie	54	8 438 900	8 061 000	8 472 000
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 552 010	3 773 000	1 978 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		9 000	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	6 394 043	4 924 000	7 133 000
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		6 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	68			5 000
Traitement des eaux usées	69	20 527 138	15 760 000	21 737 000
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		172 000	325 000
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	9 000 000	9 312 000	8 870 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	6 088 509	3 571 000	2 813 000
Promotion et développement économique	84	24 489 000	13 748 000	21 313 000
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	53 000	78 000	426 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	70 000		
Autres	88		140 000	140 000
Réseau d'électricité	89			
	90	87 007 800	72 599 000	82 176 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91	500 000		
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	13 807 000	11 059 000	7 982 000
Enlèvement de la neige	97		1 228 000	
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	12 381 000	9 184 000	11 966 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	69 950 000	36 066 000	27 808 000
Traitement des eaux usées	108	22 370 000	5 532 000	1 432 000
Réseaux d'égout	109	27 221 000	8 135 000	15 927 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110		(122 000)	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121		(1 180 000)	
Rénovation urbaine	122			1 273 000
Promotion et développement économique	123	2 250 000		
Autres	124		74 000	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	25 928 000	206 000	1 792 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	6 346 000	122 000	
Réseau d'électricité	128			
	129	180 753 000	70 304 000	68 180 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	21 150 000	21 218 000	19 897 000
	138	21 150 000	21 218 000	19 897 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	288 910 800	164 121 000	170 253 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	193 500	193 000	177 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	193 500	193 000	177 000
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	193 500	193 000	177 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	658 100	1 234 000	2 804 000
Sécurité publique	183	39 615 400	38 442 000	38 107 000
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	2 046 100	3 037 000	2 633 000
Hygiène du milieu	190	5 288 600	5 292 000	4 892 000
Santé et bien-être	191	4 800 000	4 639 000	4 455 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	216 500	209 000	125 000
Loisirs et culture	193	2 853 300	2 182 000	2 295 000
Réseau d'électricité	194			
	195	55 478 000	55 035 000	55 311 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	55 671 500	55 228 000	55 488 000
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 943 100	2 592 000	1 856 000
Droits de mutation immobilière	198			
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 943 100	2 592 000	1 856 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	93 290 600	83 174 000	85 704 000
INTÉRÊTS	203	37 084 900	41 707 000	36 536 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	225 000		371 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		65 000	4 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210	1 541 700		
Autres	211	1 500 000	20 393 000	4 634 000
	212	3 266 700	20 458 000	5 009 000

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	1 104 100	1 053 000	816 000
Application de la loi	2	48 080 900	47 478 000	46 935 000
Gestion financière et administrative	3		602 000	2 355 000
Greffe	4	180 000	129 000	
Évaluation	5	18 412 400	17 466 000	16 749 000
Gestion du personnel	6		362 000	3 603 000
Autres	7	322 798 900	282 487 000	264 704 000
	8	390 576 300	349 577 000	335 162 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	662 743 600	662 938 000	678 831 000
Sécurité incendie	10	359 027 000	349 975 000	342 193 000
Sécurité civile	11	1 519 600	1 296 000	1 312 000
Autres	12	8 839 300	8 260 000	8 551 000
	13	1 032 129 500	1 022 469 000	1 030 887 000
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	1 950 400	1 790 000	1 994 000
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16	50 900	46 000	63 000
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	485 900 000	486 711 000	438 163 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	12 488 300	13 545 000	11 793 000
	22	500 389 600	502 092 000	452 013 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	56 664 100	51 684 000	53 259 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 351 100	22 058 000	22 557 000
Traitement des eaux usées	25	61 770 600	60 499 000	58 920 000
Réseaux d'égout	26	12 212 500	9 901 000	11 247 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	45 607 000	43 049 000	42 952 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30	1 549 400	1 577 000	1 439 000
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32	6 120 400	4 674 000	3 886 000
Matériaux secs	33	12 258 300	11 584 000	11 984 000
Autres	34	1 605 500	1 422 000	1 159 000
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	8 012 200	8 269 000	7 904 000
Autres	39			
	40	230 151 100	214 717 000	215 307 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	20 550 900	20 598 000	19 428 000
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	15 710 600	15 429 000	15 060 000
	44	36 261 500	36 027 000	34 488 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 380 400	3 887 000	4 511 000
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	4 137 800	2 251 000	2 230 000
Autres biens	47	5 806 300	3 726 000	4 523 000
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	41 762 200	35 906 000	36 743 000
Tourisme	49	2 790 300	2 672 000	1 249 000
Autres	50			
Autres	51	455 500		
	52	59 332 500	48 442 000	49 256 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	224 000	217 000	173 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 045 900	843 000	1 279 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	73 100	62 000	72 000
Parcs et terrains de jeux	56	21 542 200	21 811 000	21 266 000
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58			
Autres	59	3 309 300	6 317 000	4 889 000
	60	26 194 500	29 250 000	27 679 000
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62	8 267 100	8 418 000	8 271 000
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	39 989 700	35 429 000	30 281 000
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	14 246 900	14 421 000	13 900 000
	66	62 503 700	58 268 000	52 452 000
	67	88 698 200	87 518 000	80 131 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	123 559 700	117 825 000	122 543 000
Autres frais	70	3 887 600	2 608 000	3 502 000
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71			
Autres	72	104 500	70 000	11 000
	73	127 551 800	120 503 000	126 056 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	A=Agglomération PAGE	
Section II		
Taux global de taxation réel audité		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-A	51
Taux global de taxation réel	S32-A	52
Autres renseignements non consolidés non audités		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-A	56
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	S36-A	56
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	S40-A	57
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-A	58
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-A	59
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-A	60
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	S48-A	61
Taux des taxes	S50-A	62
Questionnaire	S52-A	64

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT OU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

DATE _____

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3			
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	
Revenus de taxes			11	

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 1er janvier 2015 [2]	1	
Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 31 décembre 2015 [2]	2	
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL [3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	
Taux global de taxation réel de 2015	6	, / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES [1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Évaluation des immeubles imposables effective au 1er janvier 2015 [2]	7	
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 [2]	8	
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	128 912 000	70 136 000	47 739 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	48 188 000	27 035 000	18 922 000
Usines et bassins d'épuration	3	33 200 000	13 593 000	12 017 000
Conduites d'égout	4	46 880 000	21 848 000	26 438 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		655 000	17 624 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	119 433 000	44 892 000	20 232 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	3 671 000	1 219 000	4 439 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 660 000	1 436 000	465 000
Aires de stationnement	9			171 000
Parcs et terrains de jeux	10	106 340 000	45 408 000	41 280 000
Autres infrastructures	11	10 576 000	1 420 000	12 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	46 515 000	25 554 000	16 869 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	17 237 000	8 295 000	5 638 000
Améliorations locatives	15		924 000	2 830 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	15 805 000	12 756 000	10 511 000
Ameublement et équipement de bureau	18	48 596 000	24 337 000	35 265 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 676 000	8 528 000	6 073 000
Terrains	20	3 000 000	12 850 000	2 390 000
Autres	21	16 504 000	(600 000)	
	22	659 193 000	320 286 000	268 915 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		10 439 000	12 352 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		27 035 000	18 922 000
Usines et bassins d'épuration	25		13 593 000	12 017 000
Conduites d'égout	26		6 593 000	42 780 000
Autres infrastructures	27		64 281 000	5 243 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		59 697 000	35 387 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		15 255 000	21 196 000
Autres infrastructures	32		30 749 000	41 442 000
Autres immobilisations	33		92 644 000	79 576 000
	34		320 286 000	268 915 000

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
66023	Montréal		1 773 623 000
66112	Baie-D'Urfé		11 268 000
66107	Beaconsfield		19 817 000
66058	Côte-Saint-Luc		27 979 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		39 489 000
66087	Dorval		71 263 000
66092	L'Île-Dorval		59 000
66062	Hampstead		9 798 000
66102	Kirkland		29 776 000
66072	Mont-Royal		44 191 000
66007	Montréal-Est		17 487 000
66047	Montréal-Ouest		5 218 000
66097	Pointe-Claire		58 716 000
66127	Senneville		3 404 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		9 738 000
66032	Westmount		50 569 000
		1	2 172 395 000
	Certaines municipalités		
66023	Montréal		27 090 000
66112	Baie-D'Urfé		162 000
66107	Beaconsfield		616 000
66058	Côte-Saint-Luc		260 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		533 000
66087	Dorval		1 226 000
66062	Hampstead		144 000
66092	L'Île-Dorval		1 000
66102	Kirkland		675 000
66072	Mont-Royal		791 000
66007	Montréal-Est		238 000
66047	Montréal-Ouest		50 000
66097	Pointe-Claire		1 566 000
66127	Senneville		53 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		258 000
66032	Westmount		736 000
		2	34 399 000
		3	2 206 794 000

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Rémunération	1	26 303 000	27 063 000
Charges sociales	2	11 273 000	8 546 000
Biens et services	3	282 710 000	232 944 000
Frais de financement	4		
Autres	5		362 000
	6	320 286 000	268 915 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	48 066 000	10 176 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(176 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	48 066 000	10 000 000
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	12 018 000	48 066 000
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 409 000)	(10 000 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	10 609 000	38 066 000
Solde à la fin de l'exercice	12	58 675 000	48 066 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	944 000	918 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(138 000)	175 000
Solde redressé au début de l'exercice	15	806 000	1 093 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 525 000)	(10 149 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 409 000	10 000 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(116 000)	(149 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	690 000	944 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	159 239 000	180 320 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	10 494 000	5 519 000
Solde redressé au début de l'exercice	25	169 733 000	185 839 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	42 046 000	10 261 000
Activités d'investissement	27	(83 390 000)	(36 861 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(41 344 000)	(26 600 000)
Solde à la fin de l'exercice	31	128 389 000	159 239 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(339 527 000)	(383 607 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(339 527 000)	(383 607 000)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	35		
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36		
Autres	37	1 043 000	(1 871 000)
Régimes non capitalisés	38		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39		
Frais d'assainissement des sites contaminés	40		
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41		
Utilisation du fonds de roulement	42		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43		
Autres	44		
	45	1 043 000	(1 871 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46		
Autre financement	47	5 767 000	
	48	6 810 000	(1 871 000)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	(54 065 000)	(54 436 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	8 495 000	8 485 000
	51	(45 570 000)	(45 951 000)
Solde à la fin de l'exercice	52	(287 147 000)	(339 527 000)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53	(98 456 000)	(114 913 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	1 000	
Solde redressé au début de l'exercice	55	(98 455 000)	(114 913 000)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	21 878 000	16 457 000
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59		
	60	21 878 000	16 457 000
Solde à la fin de l'exercice	61	(76 577 000)	(98 456 000)

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER	1			
Augmentation				
À même l'excédent de fonctionnement	2			
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3			
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4			
	5			
Diminution	6			
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7			

S48-A

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1er janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'investissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ( )	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ( )	13	14
	15	16	17	18	19 ( )	20	21

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	,$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	,$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	,$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	,$
Catégorie des immeubles industriels	5	,$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	,$
Catégorie des immeubles agricoles	7	,$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	,$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	,$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	,$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	,$
Catégorie des immeubles industriels	12	,$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	,$
Catégorie des immeubles agricoles	14	,$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	,$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	,$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	,$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	,$
Catégorie des immeubles industriels	19	,$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	,$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	,$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	,$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,$
Catégorie des immeubles industriels	26	,$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	,$
Catégorie des immeubles agricoles	28	,$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	___ , ___ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		**OUI**		**NON**
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1		2	X
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2015	3			$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	4			$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5		6	X
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	7			$
b) autres formes d'aide	8			$
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9		10	X
Si oui, indiquer le montant.	11			$
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12		13	X
Si oui, indiquer le montant.	14			$
5. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	15	X	16	

RAPPORT FINANCIER 2015
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

Section I - Renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S4-L
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-L - S23-L
Renseignements non consolidés non audités	S26-L - S28-L

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S30-L
Taux global de taxation réel audité	S31-L - S34-L
Autres renseignements non consolidés non audités	S35-L - S52-L

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001)

Affaires municipales et Occupation du territoire
Québec

TABLE DES MATIÈRES

		L=Locale PAGE
Section I		
Renseignements financiers non consolidés audités		
Renseignements complémentaires non consolidés		
Résultats détaillés	S14-L	68
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	S15-L	69
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	S16-L	70
Charges par objets	S17-L	71
Autres renseignements complémentaires non consolidés		
Excédent (déficit) accumulé non consolidé	S23-L	72
Renseignements non consolidés non audités		
Analyse des revenus non consolidés	S27-L	74
Analyse des charges non consolidées	S28-L	75
Section II		
Autres renseignements financiers non consolidés - Table des matières	S30-L	77

Section I - Renseignements financiers non consolidés

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 114 091 100	3 128 323 000	3 015 782 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	236 311 600	254 545 000	250 957 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	152 787 900	162 207 000	194 431 000
Services rendus	5	264 025 000	274 402 000	261 123 000
Imposition de droits	6	158 030 000	194 217 000	185 365 000
Amendes et pénalités	7	106 466 300	87 583 000	92 664 000
Intérêts	8	80 423 000	91 923 000	86 265 000
Autres revenus	9	24 815 200	8 979 000	18 916 000
	10	4 136 950 100	4 202 179 000	4 105 503 000
Investissement				
Taxes	11			
Quotes-parts	12			
Transferts	13	106 503 000	124 714 000	153 805 000
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	14	3 000 000	6 677 000	8 241 000
Autres	15	1 238 000	2 329 000	1 652 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16			
	17	110 741 000	133 720 000	163 698 000
	18	4 247 691 100	4 335 899 000	4 269 201 000
Charges				
Administration générale	19	762 735 100	711 915 000	697 175 000
Sécurité publique	20	836 187 700	835 067 000	819 130 000
Transport	21	784 695 200	771 243 000	724 485 000
Hygiène du milieu	22	440 481 800	439 907 000	415 935 000
Santé et bien-être	23	65 338 700	59 791 000	59 969 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	190 123 000	169 353 000	157 354 000
Loisirs et culture	25	484 709 600	503 579 000	482 769 000
Réseau d'électricité	26			
Frais de financement	27	264 611 600	256 561 000	250 533 000
	28	3 828 882 700	3 747 416 000	3 607 350 000
Excédent (déficit) de l'exercice	29	418 808 400	588 483 000	661 851 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	418 808 400	588 483 000	661 851 000
Moins: revenus d'investissement	2	(110 741 000)	(133 720 000)	(163 698 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	308 067 400	454 763 000	498 153 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		1 803 000	2 879 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 803 000	2 879 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(249 219 600)	(240 627 000)	(230 293 000)
	18	(249 219 600)	(240 627 000)	(230 293 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(6 812 000)	(8 517 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	20 141 200	40 164 000	26 503 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(58 723 400)	(62 069 000)	(61 930 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(20 265 600)	(53 427 000)	(60 921 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(58 847 800)	(82 144 000)	(104 865 000)
	26	(308 067 400)	(320 968 000)	(332 279 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		133 795 000	165 874 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS*
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus d'investissement	1	110 741 000	133 720 000	163 698 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(91 280 000)	(31 620 000)	(15 265 000)
Sécurité publique	3	(100 000)	(4 325 000)	(1 913 000)
Transport	4	(390 800 000)	(251 953 000)	(209 233 000)
Hygiène du milieu	5	(87 100 000)	(125 262 000)	(144 293 000)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(97 000 000)	(33 694 000)	(33 967 000)
Loisirs et culture	8	(174 400 000)	(164 211 000)	(168 765 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	(840 680 000)	(611 065 000)	(573 436 000)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	( )	( )	( )
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	701 239 000	442 425 000	456 874 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		6 812 000	8 517 000
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		14 434 000	21 073 000
Réserves financières et fonds réservés	17	28 700 000	106 822 000	17 658 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				31 900 000
	18	28 700 000	128 068 000	79 148 000
	19	(110 741 000)	(40 572 000)	(37 414 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		93 148 000	126 284 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	785 701 400	793 996 000	768 607 000
Charges sociales	2	369 724 000	355 997 000	336 160 000
Biens et services	3	587 626 000	523 782 000	478 413 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	206 064 600	197 611 000	195 435 000
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	14 850 000	19 429 000	20 542 000
D'autres tiers	7	42 387 000	38 892 000	34 039 000
Autres frais de financement	8	1 310 000	629 000	517 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 834 598 400	1 825 819 000	1 789 383 000
Autres	10	5 861 000	4 997 000	4 608 000
Autres organismes	11	86 669 000	104 336 000	85 105 000
Amortissement des immobilisations	12			
Autres				
- Autres	13	(105 908 000)	(118 072 000)	(105 459 000)
-	14			
-	15			
	16	3 828 883 400	3 747 416 000	3 607 350 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	151 101 000	102 703 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	261 519 000	191 881 000
Réserves financières et fonds réservés	3	106 527 000	160 475 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 265 528 000)	(1 278 956 000)
Financement des investissements en cours	5	98 559 000	5 412 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- À l'exercice suivant	9	39 100 000	20 100 000
- Exc. affect.-Arrondissements	10	156 944 000	123 191 000
- Exc. affect -Proj.spécifiques	11	19 601 000	8 339 000
- Exc. affect. -Autres fins	12	45 874 000	40 251 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	261 519 000	191 881 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	45 197 000	33 626 000
- Gestion de l'eau	20	47 141 000	76 495 000
- Immobilisations	21	118 000	23 249 000
-	22		
-	23		
	24	92 456 000	133 370 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 904 000	1 903 000
Fonds parcs et terrains de jeux	26		15 245 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	27		
Société québécoise d'assainissement des eaux	28		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	29	1 829 000	1 829 000
Financement des activités de fonctionnement	30		
Fonds local d'investissement	31		
Fonds local de solidarité	32		
Autres			
- Unité de stationnnement	33	5 329 000	5 089 000
- Autres	34	3 009 000	3 039 000
-	35		
-	36		
	37	14 071 000	27 105 000
	38	106 527 000	160 475 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	39	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	40	( )	( )
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	41	(49 149 000)	(73 725 000)
Régimes non capitalisés	42	(96 320 000)	(96 320 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	43	( )	( )
Autres	44	(35 117 000)	(41 628 000)
Régimes non capitalisés	45	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	46	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	47	(40 000 000)	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(220 586 000)	(211 673 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Autre financement	55	(1 044 942 000)	(1 067 283 000)
	56	(1 265 528 000)	(1 278 956 000)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	57	428 575 000	350 072 000
Investissements à financer	58	(330 016 000)	(344 660 000)
	59	98 559 000	5 412 000

RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 498 393 000	2 508 069 000	2 411 892 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	313 450 500	315 779 000	311 036 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	87 948 300	89 706 000	84 999 000
Activités de fonctionnement	6	133 342 300	135 690 000	127 244 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	748 500	690 000	709 000
	9	3 033 882 600	3 049 934 000	2 935 880 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	24 966 300	23 402 000	23 395 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	13 782 400	13 943 000	13 855 000
Autres				
-Autres	14	808 800	768 000	809 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	9 234 500	9 221 000	10 386 000
Activités de fonctionnement	19	19 796 700	19 281 000	20 355 000
Activités d'investissement	20			
	21	68 588 700	66 615 000	68 800 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23	11 619 800	11 774 000	11 102 000
	24	11 619 800	11 774 000	11 102 000
	25	80 208 500	78 389 000	79 902 000
	26	3 114 091 100	3 128 323 000	3 015 782 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	37 655 600	32 787 000	32 893 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		3 697 000	3 597 000
Taxes d'affaires	29	706 200	6 000	(2 581 000)
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	38 361 800	36 490 000	33 909 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	56 375 600	71 047 000	64 531 000
Cégeps et universités	33	52 165 300	54 456 000	62 433 000
Écoles primaires et secondaires	34	37 842 000	41 444 000	43 238 000
	35	146 382 900	166 947 000	170 202 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 491 300	2 215 000	2 139 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		252 000	250 000
Taxes d'affaires	38			
	39	2 491 300	2 467 000	2 389 000
	40	187 236 000	205 904 000	206 500 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	32 373 500	28 411 000	25 444 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		3 068 000	2 968 000
Taxes d'affaires	43	3 061 000	3 099 000	3 222 000
	44	35 434 500	34 578 000	31 634 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	10 670 100	11 226 000	10 129 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	10 670 100	11 226 000	10 129 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	2 971 000	2 837 000	2 694 000
	50	2 971 000	2 837 000	2 694 000
	51	236 311 600	254 545 000	250 957 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	3 442 955	3 988 000	9 744 000
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	342 995	344 000	354 000
Sécurité civile	55		4 000	4 000
Autres	56	142 998	144 000	148 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 451 981	2 095 000	1 876 000
Enlèvement de la neige	58	792 990	797 000	818 000
Autres	59	816 989	821 000	843 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		77 000	79 000
Transport adapté	61	76 999		
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	160 998	162 000	166 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68	72 999	73 000	75 000
Traitement des eaux usées	69	293 996	285 000	409 000
Réseaux d'égout	70		3 667 000	1 847 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		14 258 000	14 433 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		746 000	765 000
Tri et conditionnement	73	36 455 982		
Autres	74			
Autres	75	238 997	252 000	330 000
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	55 000	2 000	300 000
Autres	78	1 211 984		
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 748 277	1 284 000	1 880 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	569 992		
Rénovation urbaine	83	12 674 000	6 876 000	10 713 000
Promotion et développement économique	84	20 838 778	18 436 000	18 963 000
Autres	85		93 000	4 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	426 396	2 309 000	2 676 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	4 914 594	4 682 000	4 682 000
Autres	88	1 730 000	12 492 000	5 661 000
Réseau d'électricité	89			
	90	88 459 900	73 887 000	76 770 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			3 000
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	10 250 000	31 832 000	12 627 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			21 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		(515 000)	
Réseau de distribution de l'eau potable	107	42 344 000	42 215 000	64 197 000
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	43 219 000	40 072 000	50 176 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114	650 000		
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	1 750 000		
Autres	124		269 000	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	750 000	7 268 000	25 112 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		2 966 000	14 000
Autres	127	7 540 000	607 000	1 655 000
Réseau d'électricité	128			
	129	106 503 000	124 714 000	153 805 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		22 791 000	21 838 000
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	64 328 000	65 529 000	95 823 000
	138	64 328 000	88 320 000	117 661 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	259 290 900	286 921 000	348 236 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150		16 000	233 000
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		16 000	233 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181		16 000	233 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	40 541 800	43 115 000	36 779 000
Sécurité publique	183	195 200	122 000	176 000
Transport				
Réseau routier	184	67 061 900	68 505 000	67 281 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	14 000		
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	688 900	15 000	14 000
Autres	189		4 208 000	3 448 000
Hygiène du milieu	190	1 742 200	3 082 000	2 271 000
Santé et bien-être	191	29 254 200	23 250 000	26 388 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	89 846 400	97 185 000	90 240 000
Loisirs et culture	193	34 680 400	34 904 000	34 293 000
Réseau d'électricité	194			
	195	264 025 000	274 386 000	260 890 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	264 025 000	274 402 000	261 123 000
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	27 299 100	31 662 000	30 781 000
Droits de mutation immobilière	198	130 730 900	162 555 000	154 584 000
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	158 030 000	194 217 000	185 365 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	106 466 300	87 583 000	92 664 000
INTÉRÊTS	203	80 423 000	91 923 000	86 265 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	14 038 000	4 852 000	4 379 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			5 754 000
Contributions des promoteurs	207	3 000 000	6 677 000	8 241 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210	10 777 200		
Autres	211	1 238 000	6 456 000	10 435 000
	212	29 053 200	17 985 000	28 809 000

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	53 736 700	53 426 000	52 713 000
Application de la loi	2	11 883 200	14 626 000	14 039 000
Gestion financière et administrative	3	239 291 000	219 065 000	214 286 000
Greffe	4	16 200 000	15 448 000	14 969 000
Évaluation	5	14 508 600	14 509 000	13 366 000
Gestion du personnel	6	59 169 600	57 870 000	54 883 000
Autres	7	367 946 000	336 971 000	332 919 000
	8	762 735 100	711 915 000	697 175 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	510 779 400	509 304 000	503 632 000
Sécurité incendie	10	309 986 900	309 987 000	300 343 000
Sécurité civile	11	1 361 100	1 394 000	1 184 000
Autres	12	14 060 300	14 382 000	13 971 000
	13	836 187 700	835 067 000	819 130 000
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	157 585 400	153 694 000	148 663 000
Enlèvement de la neige	15	155 650 300	145 694 000	138 284 000
Éclairage des rues	16	37 318 600	36 524 000	35 983 000
Circulation et stationnement	17	45 040 700	44 237 000	43 977 000
Transport collectif				
Transport en commun	18	371 578 000	371 557 000	339 962 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			44 000
Autres	21	17 522 200	19 537 000	17 572 000
	22	784 695 200	771 243 000	724 485 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	66 497 000	63 280 000	58 405 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	83 541 300	92 238 000	84 658 000
Traitement des eaux usées	25	82 816 800	79 631 000	81 631 000
Réseaux d'égout	26	51 988 900	40 471 000	41 064 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	54 532 800	53 141 000	54 072 000
Élimination	28	34 525 700	33 698 000	33 184 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	30 524 700	28 736 000	29 611 000
Tri et conditionnement	30	876 700	877 000	939 000
Matières organiques				
Collecte et transport	31	2 915 400	5 487 000	3 091 000
Traitement	32	4 843 400	4 836 000	4 543 000
Matériaux secs	33	11 263 200	11 325 000	10 297 000
Autres	34	4 031 300	3 950 000	3 754 000
Plan de gestion	35			
Autres	36	2 880 000	2 536 000	2 525 000
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	8 448 500	7 609 000	7 748 000
Autres	39	796 100	12 092 000	413 000
	40	440 481 800	439 907 000	415 935 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	19 491 600	19 287 000	19 490 000
Sécurité du revenu	42	28 794 600	24 911 000	26 291 000
Autres	43	17 052 500	15 593 000	14 188 000
	44	65 338 700	59 791 000	59 969 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	58 943 500	55 144 000	53 512 000
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	1 569 500	1 708 000	1 831 000
Autres biens	47	37 101 600	28 084 000	25 272 000
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	73 211 500	71 585 000	75 090 000
Tourisme	49	12 279 700	12 238 000	1 305 000
Autres	50	34 200	234 000	199 000
Autres	51	6 983 000	360 000	145 000
	52	190 123 000	169 353 000	157 354 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	64 107 100	61 972 000	63 294 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 176 300	33 981 000	34 060 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	39 211 200	37 904 000	36 623 000
Parcs et terrains de jeux	56	141 863 000	149 284 000	139 874 000
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58	100 500	103 000	229 000
Autres	59	14 647 600	13 868 000	13 364 000
	60	295 105 700	297 112 000	287 444 000
Activités culturelles				
Centres communautaires	61	15 145 900	15 620 000	16 236 000
Bibliothèques	62	86 315 300	82 745 000	79 597 000
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	58 769 900	61 307 000	64 554 000
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	29 372 800	46 795 000	34 938 000
	66	189 603 900	206 467 000	195 325 000
	67	484 709 600	503 579 000	482 769 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	258 940 800	252 137 000	246 015 000
Autres frais	70	4 360 800	3 795 000	4 001 000
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71			
Autres	72	1 310 000	629 000	517 000
	73	264 611 600	256 561 000	250 533 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

7611182

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	L=Locale	PAGE
Section II		
Taux global de taxation réel audité		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-L	78
Taux global de taxation réel	S32-L	79
Autres renseignements non consolidés non audités		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-L	83
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	S36-L	83
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	S39-L	84
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-L	85
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-L	86
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-L	87
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	S48-L	88
Taux des taxes	S50-L	89
Questionnaire	S52-L	91

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,
Au président et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015. Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 13 avril 2016

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1	3 135 900 000
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	235 000		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8	7 342 000		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	7 577 000
Revenus de taxes			11	3 128 323 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	3 128 323 000
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	7 342 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	3 135 665 000
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	11 774 000		
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	18 084 000		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 117 009 000		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	(3 723 000)	10	1 143 144 000
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	1 992 521 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 1er janvier 2015 [2]	1	203 463 632 000
Évaluation des immeubles imposables effective[1] au 31 décembre 2015 [2]	2	204 365 828 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	203 914 730 000

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL [3]

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	1 992 521 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	203 914 730 000
Taux global de taxation réel de 2015	6	, 9771 / 100 $

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES [1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Évaluation des immeubles imposables effective au 1er janvier 2015 [2]	7	215 155 839 000
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 [2]	8	216 040 058 000
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	215 597 948 500

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1er janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	45 461 000	64 363 000	69 222 000
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	40 734 000	57 916 000	72 559 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	283 380 000	190 641 000	153 915 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	25 331 000	10 834 000	2 769 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	83 706 000	9 045 000	9 714 000
Aires de stationnement	9	160 000	2 928 000	2 139 000
Parcs et terrains de jeux	10	67 623 000	44 340 000	41 890 000
Autres infrastructures	11	700 000	26 111 000	28 761 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	75 386 000	35 051 000	15 764 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	104 497 000	114 007 000	117 167 000
Améliorations locatives	15		205 000	1 246 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	21 340 000	19 132 000	14 756 000
Ameublement et équipement de bureau	18	34 740 000	23 514 000	18 151 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 172 000	6 707 000	18 898 000
Terrains	20	3 800 000	5 986 000	6 485 000
Autres	21	51 650 000	285 000	
	22	840 680 000	611 065 000	573 436 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	33 582 000	35 307 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	19 941 000	22 152 000
Autres infrastructures	27	266 542 000	222 673 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	30 781 000	33 915 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	37 975 000	50 407 000
Autres infrastructures	32	17 357 000	16 515 000
Autres immobilisations	33	204 887 000	192 467 000
	34	611 065 000	573 436 000

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	14 508 600	14 509 000	13 366 000
Autres	3	237 566 100	237 491 000	259 037 000
Sécurité publique				
Police	4	501 849 200	501 849 000	494 238 000
Sécurité incendie	5	309 986 900	309 987 000	300 343 000
Sécurité civile	6	1 200 700	1 201 000	1 015 000
Autres	7	6 984 200	6 984 000	6 709 000
Transport				
Réseau routier	8	23 183 100	23 183 000	23 924 000
Transport collectif	9	371 497 700	371 498 000	339 962 000
Autres	10	8 717 800	8 709 000	7 403 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	188 795 600	180 529 000	180 524 000
Matières résiduelles	12	50 115 700	50 116 000	49 097 000
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 490 400	4 475 000	4 212 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	18 529 400	18 193 000	18 607 000
Autres	17	2 062 800	2 062 000	1 047 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	3 282 500	3 283 000	4 182 000
Rénovation urbaine	19	4 060 600	4 061 000	4 127 000
Promotion et développement économique	20	19 444 900	19 373 000	17 938 000
Autres	21	359 900	359 000	144 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	18 398 600	18 399 000	17 664 000
Activités culturelles	23	49 563 700	49 558 000	45 844 000
Réseau d'électricité	24			
	25	1 834 598 400	1 825 819 000	1 789 383 000

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Rémunération	1	27 074 000	25 639 000
Charges sociales	2	11 603 000	8 096 000
Biens et services	3	572 388 000	538 835 000
Frais de financement	4		
Autres	5		866 000
	6	611 065 000	573 436 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	102 703 000	(36 700 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(2 000)	(44 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	102 701 000	(36 744 000)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	133 795 000	165 874 000
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(125 395 000)	(26 427 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	40 000 000	
Financement des investissements en cours	10		
	11	48 400 000	139 447 000
Solde à la fin de l'exercice	12	151 101 000	102 703 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	191 881 000	213 141 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(1 159 000)	(111 000)
Solde redressé au début de l'exercice	15	190 722 000	213 030 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(40 164 000)	(26 503 000)
Activités d'investissement	17	(14 434 000)	(21 073 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	125 395 000	26 427 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	70 797 000	(21 149 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	261 519 000	191 881 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	160 475 000	121 567 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(9 195 000)	(5 364 000)
Solde redressé au début de l'exercice	25	151 280 000	116 203 000
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	62 069 000	61 930 000
Activités d'investissement	27	(106 822 000)	(17 658 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(44 753 000)	44 272 000
Solde à la fin de l'exercice	31	106 527 000	160 475 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(1 278 956 000)	(1 339 906 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(1 278 956 000)	(1 339 906 000)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	(2 434 000)	((3 781 000))
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	(40 000 000)	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	42	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	( )	( )
Autres	44	( )	( )
	45	(42 434 000)	((3 781 000))
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	( )	( )
Autre financement	47	(1 445 000)	(3 426 000)
	48	(43 879 000)	((355 000))
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	33 521 000	33 870 000
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	23 786 000	26 725 000
	51	57 307 000	60 595 000
Solde à la fin de l'exercice	52	(1 265 528 000)	(1 278 956 000)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53	5 412 000	(120 872 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	(1 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	55	5 411 000	(120 872 000)
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	93 148 000	126 284 000
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59		
	60	93 148 000	126 284 000
Solde à la fin de l'exercice	61	98 559 000	5 412 000

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1ER JANVIER	1			4 050 000
Augmentation				
À même l'excédent de fonctionnement	2			
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3			
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4			
	5			4 050 000
Diminution	6			
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7			4 050 000

S48-L

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1er janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'investissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ( ) 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8 1 829 000	9	10	11	12 ( ) 13	14	1 829 000
	15 1 829 000	16	17	18	19 ( ) 20	21	1 829 000

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Taxes sur la valeur foncière		**Du 100 $ d'évaluation**
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, $
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	, $
Catégorie des immeubles industriels	5	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	6	, $
Catégorie des immeubles agricoles	7	, $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, $
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, $
Catégorie des immeubles industriels	12	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, $
Catégorie des immeubles agricoles	14	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, $
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, $
Catégorie des immeubles industriels	19	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, $
Catégorie des immeubles agricoles	21	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, $
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, $
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, $
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, $
Catégorie des immeubles industriels	26	, $
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, $
Catégorie des immeubles agricoles	28	, $

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	___ , ___ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
Voir la liste aux pages suivantes	100,0000	7	Voir pages suivantes

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Montréal Taux de taxation de 2015 (en $/100$)[1]

(Non audité)

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	6 logements ou plus	Non résidentielle	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis	Taux PTI d'arrondis-sement	Taux particuliers
Anjou	0,7035	0,7366	3,3298	1,4070	0,7035	0,0870	
Taxe spéciale de l'eau	0,0973	0,0819	0,3086	0,0973			
Taxe d'arrondissement							0,1100
Lachine	0,6145	0,5753	3,1483	1,2290	0,6145	0,0637	
Taxe spéciale de l'eau	0,0861	0,0489	0,2596	0,0861			
Taxe d'arrondissement							60,86 $ / unité
Taxe d'arrondissement							0,0500
LaSalle	0,5916	0,5338	3,0992	1,1832	0,5916	0,0588	
Taxe spéciale de l'eau	0,0841	0,0479	0,2700	0,0841			
Taxes d'arrondissement							0,1149
L'Île-Bizard	0,6376	0,6707	3,1167	1,2752	0,6376	0,0794	
Taxe spéciale de l'eau	0,0898	0,0272	0,2747	0,0898			
Taxe d'arrondissement							0,0500
Montréal	0,6812	0,7143	3,2720	1,3624	0,6812	*voir détails ci-bas*	
Taxe spéciale de l'eau	0,1060	0,1060	0,3408	0,1060			
Ahuntsic-Cartierville						0,0397	
Taxe d'arrondissement							0,0457
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce						0,0251	
Taxe d'arrondissement							0,0500
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve						0,0480	
Taxe d'arrondissement							0,0678
Plateau Mont-Royal						0,0287	
Taxe d'arrondissement							0,0555
Rivières-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles						0,0660	
Taxe d'arrondissement							0,0978
Rosemont–Petite-Patrie						0,0419	
Taxe d'arrondissement							0,0471
Le Sud-Ouest						0,0502	
Taxes d'arrondissement							0,0718
Ville-Marie						0,0095	
Taxe d'arrondissement							0,0457
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension						0,0495	
Taxe d'arrondissement							0,0476
Montréal-Nord	0,6723	0,7054	3,2288	1,3446	0,6723	0,0672	
Taxe spéciale de l'eau	0,0806	0,0418	0,1347	0,0806			
Taxes d'arrondissement							0,1383
Eau (non-résidentiel)							0,2002
Outremont	0,6111	0,5297	3,0699	1,2222	0,6111	0,0307	
Taxe spéciale de l'eau	0,1060	0,1060	0,3380	0,1060			
Taxe d'arrondissement							0,0445
Pierrefonds	0,6306	0,5826	3,1708	1,2612	0,6306	0,0673	
Taxe spéciale de l'eau	0,0913	0,0486	0,2964	0,0913			
Taxe d'arrondissement							0,0695
Roxboro	0,6589	0,6920	3,1938	1,3178	0,6589	0,0613	
Taxe spéciale de l'eau	0,0902	0,0354	0,2895	0,0902			
Taxe d'arrondissement							0,0695
Sainte-Geneviève	0,6046	0,5743	3,1481	1,2092	0,6046	0,0789	
Taxe spéciale de l'eau	0,0718	0,0272	0,2238	0,0718			
Taxe d'arrondissement							0,0500
Saint-Laurent	0,6642	0,6973	3,2058	1,3284	0,6642	0,0579	
Taxe spéciale de l'eau	0,0885	0,0727	0,2735	0,0885			
Taxe d'arrondissement							0,0720
Saint-Léonard	0,6508	0,6839	3,1617	1,3016	0,6508	0,0578	
Taxe spéciale de l'eau	0,0871	0,0535	0,2814	0,0871			
Taxe d'arrondissement							0,0840
Verdun	0,5979	0,5623	3,0814	1,1958	0,5979	0,0347	
Taxe spéciale de l'eau	0,0898	0,0576	0,3043	0,0898			
Taxe d'arrondissement							0,0731
Secteur IDS							0,0197
Secteur TFE							0,0393

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0038	0,0251

Divers	OBNL	STM	Terrains	Technoparc	T.G.T. pondéré[2]
Ville de Montréal	0,5000	1,0345	0,8000	0,5000	1,2058

[1] Sauf indication contraire.

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2015[1] (Non audité)

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 $ par logement, 10 $ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 45 $ par logement.	85 $ par logement
LaSalle	Tarif de base de 40 $ par logement pour les premiers 255 m^3; tarif de 0,37 $/$m^3$ jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/$m^3$ pour l'excédent.	100 $ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 45 $ par unité; maison de chambres, 20 $ par chambre; autres immeubles, 60 $ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 75 $ par logement ou 75 $ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 $ par logement ou 50 $ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 45 $ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	202 $ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 45 $ par logement.	Pierrefonds : 85 $ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum de 25 $ par logement pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,396 $/$m^3$ sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 45 $ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 45 $ par logement.	96 $ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2015[1] (Non audité)

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,57 $/m^3 pour toute consommation excédant 100 000 m^3, en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 $/m^3.	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 45 $ par logement ou 150 $ par établissement; b) 0,33 $/m^3 pour 454 609 m^3 et 0,2552 $/m^3 sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 $/m^3; b) 45 $ par logement ou 360 $ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 $ à 4 700 $.	85 $ par établissement commercial
LaSalle	Tarif de base de 90 $ par local pour les premiers 255 m^3, tarif de 0,37 $/m^3 jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/m^3 sur l'excédent.	100 $ par établissement commercial
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 $ par local; autres commerces : 270 $ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 $ par local pour les premiers 227,3 m^3 et tarif au compteur de 0,274967 $/m^3 sur l'excédent.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 $ par établissement commercial
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,20017 $ par 100 $ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 $ du m^3.	s. o.
Outremont	Tarif au compteur de 0,44 $/m^3. Un crédit de 0,10 $ du 100 $ d'évaluation est accordé sur l'évaluation foncière totale au rôle.	202 $ par bureau d'affaires ou 518 $ par établissement commercial
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 $ par local pour les premiers 360 m^3 et taux de 0,21 $/m^3 sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 $ à 360 $ selon le type de commerce.	Pierrefonds : 85 $ par établissement commercial Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 $/m^3 jusqu'à 909 200 m^3 et de 0,297 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 $ par établissement pour les premiers 318 m^3 et tarif au compteur de 0,26708 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 $ par unité pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,19 $/m^3 sur l'excédent.	96 $ par établissement commercial
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		**OUI**		**NON**
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1		2	X
Si oui, indiquer les montants suivants :				
a) le montant total versé en 2015	3		$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	4		$	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5		6	X
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :				
a) crédits de taxes	7		$	
b) autres formes d'aide	8		$	
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9	X	10	
Si oui, indiquer le montant.	11	59 900	$	
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12	X	13	
Si oui, indiquer le montant.	14	115 000	$	

Article 7.10

Dépôt du Rapport annuel de l'Inspecteur général de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 57.1.23 de la Charte de la Ville de Montréal

Ce document sera livré séance tenante.

Commissions permanentes Montréal

Commission de la présidence du conseil

Mandat CM15 0590

Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles

Rapport

Rapport déposé au conseil municipal
Le 18 avril 2016

Commissions permanentes Montréal

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux commissions
et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Président

M. Frantz Benjamin
Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension

Vice-présidents

M. François Limoges
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Francesco Miele
Arrondissement de Saint-Laurent

Membres

M^me^ Catherine Clément-Talbot
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M^me^ Mary Deros
Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension

M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord

M^me^ Andrée Hénault
Arrondissement d'Anjou

M. Normand Marinacci
Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M. Craig Sauvé
Arrondissement Le Sud-Ouest

Montréal, le 18 avril 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Maire,

Conformément à la résolution du conseil municipal CM15 0590, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission de la présidence du conseil, le rapport de la commission traitant de l'accès à l'hôtel de ville et des mesures de sécurité en vigueur lors des séances des instances décisionnelles.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Frantz Benjamin
Président

Sylvie Lalonde
Secrétaire recherchiste

Table des matières

Introduction....4

Résolution CM15 0590....4

Résolution CM15 1166....4

Méthodologie....4

Analyse de la commission....5

Conclusion....5

Recommandations....5

Annexes....7

- Résolution CM15 0590 - Motion de l'opposition officielle pour favoriser la participation citoyenne au conseil de Ville de Montréal
- Résolution CM15 1166 - Dépôt du rapport d'étape de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles » découlant du mandat CM15 0590

Introduction

La Commission de la présidence du conseil s'intéresse aux aspects liés à la démocratie municipale et, parmi ceux-ci, à l'accès à l'hôtel de ville ainsi qu'à la participation citoyenne aux assemblées du conseil municipal. Depuis quelques années, les travaux de la commission ont porté sur différents aspects dont la webdiffusion des séances du conseil, les modalités d'inscription à la période de questions des citoyens de même que l'horaire et le déroulement des séances.

Depuis les événements survenus le 18 août 2014 dans la salle du conseil à l'hôtel de ville, la commission a discuté à plusieurs reprises des mesures de sécurité instaurées dans la foulée de ces événements.

Résolution CM15 0590

Le conseil municipal, à son assemblée du 27 avril 2015, a mandaté la Commission de la présidence du conseil pour étudier la motion suivante proposée par M. Marc-André Gadoury et appuyée par M. François Limoges.

> *« 1. que soit levée la limite du nombre de citoyens admis à l'intérieur de l'hôtel de Ville lors des conseils municipaux;*
>
> *2. que la révision du plan de protection garantisse l'ouverture de la maison du citoyen et favorise la participation citoyenne.»*

Après discussion, le conseil a adopté à l'unanimité la motion amendée comme suit :

> *« de référer la présente motion à la Commission de la présidence du conseil, conformément au 5^{o} paragraphe de l'article 80 du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051), pour étude avec l'engagement de déposer des recommandations dans un délai de 6 mois. »*

Résolution CM15 1166

Le conseil municipal, à son assemblée du 26 octobre 2015, a pris acte du dépôt par le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, du rapport d'étape de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles », demandant la prolongation du mandat CM15 0590 d'une durée de six mois, soit jusqu'au conseil du mois d'avril 2016.

Après discussion, le conseil a agréé la proposition comme suit :

> « d'accorder une prolongation de six mois au mandat CM15 0590 donné à la Commission de la présidence telle que demandée par cette dernière dans le cadre de ce rapport. ».

Méthodologie

Dès le mois d'avril 2015, la commission a abordé en séance de travail la question des mesures de sécurité en vigueur à l'hôtel de ville depuis l'assemblée du conseil tenue en septembre 2014. Les commissaires ont ainsi eu l'opportunité de rencontrer en 2015 et discuter avec M. Bruno Marchand, à l'époque directeur du Service de la gestion et de la planification immobilière, M. Robert Hamel, chef de la division Sécurité, de M. Carlos Manzoni Da Silva, chef de la division Gestion immobilière, et de M^{me} Karina Boies, officier de sécurité. En 2016, les commissaires ont rencontré M^{me} Marie-Claude Lavoie, directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, M. Vincent Richer, commandant du poste de quartier PDQ 21 du SPVM, M. Alain Gagnon, inspecteur chef du SPVM, ainsi que M^{e} Yves Saindon, directeur et greffier du Service du greffe.

La commission a consacré quatre séances de travail à ce dossier.

Analyse de la commission

Dans son rapport annuel de 2011, le vérificateur général recommandait différentes mesures de sécurité pour l'hôtel de ville notamment la mise en place de mécanismes de cloisonnement des accès aux étages nécessaires, l'installation de caméras de surveillance afin de couvrir l'ensemble des zones sensibles et critiques ainsi que l'installation de lecteurs de cartes d'accès dans les locaux.

Un premier plan d'action a été élaboré par la Division de la sécurité en 2012. Toutefois, dans la foulée des incidents qui ont eu lieu à l'hôtel de ville le 18 août 2014 et des attentats survenus à Saint-Jean-sur-Richelieu et Ottawa en 2014, un mandat a été confié au Service de la gestion et de la planification immobilière et à la Division de la sécurité pour la mise en œuvre d'un plan d'optimisation de la sécurité à l'hôtel de ville. Afin de mener à bien ce mandat, l'équipe de conception du plan a été accompagnée par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Les travaux prévus ont été divisés en plusieurs lots [1].

À sa séance de travail du 16 mars 2016, la Commission accueillait la directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, M^{me} Marie-Claude Lavoie, le commandant du poste de quartier PDQ 21 du SPVM, M. Vincent Richer ainsi que l'inspecteur-chef du SPVM, M. Alain Gagnon. Ces derniers ont fait état aux membres de l'avancement des travaux et du plan de sécurité.

Compte tenu de la nature sensible des renseignements, il est permis de dire que les échanges ont porté sur les différents aspects reliés à l'optimisation de la sécurité à l'hôtel de ville comprenant notamment la livraison des équipements; la validation du plan de sécurité par le Service de sécurité incendie de Montréal; la mise en opération des caméras intérieures et extérieures; la mise en opération du contrôle d'accès; la formation du personnel de la Sécurité; la révision des procédures de sécurité, d'accueil et d'accompagnement ainsi que le plan de communication qui sera coordonné avec le Bureau de la présidence.

Les travaux d'optimisation de la sécurité à l'hôtel de ville sont actuellement en cours et seront pour la plupart complétés au printemps 2016. La mise en opération des caméras intérieures et extérieures est prévue au plus tôt pour le 1er septembre 2016.

En tant que responsable de la sécurité, le président du conseil a informé les membres de la Commission des différentes activités qui ont cours à l'hôtel de ville et a rappelé la ferme volonté de son Bureau d'accueillir les citoyens et de jouer un rôle actif dans la promotion et la diffusion de la démocratie municipale. Par ailleurs, le président du conseil s'est dit heureux que les actuels travaux d'optimisation de la sécurité répondent directement aux recommandations du Vérificateur général adressées à la Ville.

De façon générale, les membres se sont montrés, d'une part, satisfaits du plan de protection et des orientations et, d'autre part, favorables à la proposition formulée par les experts rencontrés sur le nombre maximal de citoyens autorisés les jours de conseil de ville.

Conclusion

La Commission de la présidence du conseil a reçu le mandat d'étudier, dans un délai de six mois (auquel s'est ajouté une prolongation de six mois), la pertinence de lever la limite du nombre de citoyens admis à l'intérieur de l'hôtel de Ville lors des conseils municipaux afin de garantir l'ouverture de la maison du citoyen et favoriser la participation citoyenne.

Le nombre de citoyens à accueillir lors du conseil de ville a fait l'objet d'analyses par les experts du SPVM et de la Division de la sécurité. Ces derniers ont recommandé à la Commission d'augmenter graduellement de 40 à 100 le nombre de citoyens à accueillir, selon les circonstances, mais aussi selon leur évaluation, au cas par cas, de la situation et de la menace.

[1] Sommaires décisionnels 1155965001, 1155965003 et 1156782001

Étant donné que les travaux d'optimisation des mesures de sécurité de l'hôtel de ville sont en voie d'être terminés, que les autorités compétentes ont révisé le plan de sécurité et à la lumière des avis et des plans ainsi que des explications présentés aux membres, la Commission fait sienne la recommandation des experts à l'effet d'augmenter, graduellement et de façon sécuritaire, le nombre de citoyens souhaitant participer à la période de questions des instances municipales.

Recommandations

À l'issue de ses travaux, la Commission de la présidence du conseil remercie les personnes qui ont alimenté sa réflexion et adresse les recommandations suivantes au conseil municipal :

R-1

De veiller à ce que le plan d'optimisation de la sécurité à l'hôtel de ville respecte la notion d'ouverture de la maison du citoyen, l'accessibilité universelle des lieux en tout temps et favorise la participation citoyenne;

R-2

À la fin des travaux d'optimisation, d'augmenter graduellement le nombre de citoyens pouvant assister à la période de questions du public des séances du conseil de 40 à 100 personnes. De plus, une évaluation constante et un arrimage seront effectués par la Division de la Sécurité et le SPVM afin de déployer des policiers en support à l'équipe de la sécurité de l'hôtel de ville qui assume cette responsabilité interne et ce, en fonction de la menace analysée et appréhendée.

R-3

De demander au président du conseil d'informer annuellement, les membres de la Commission de la présidence du conseil, sur la sécurité à l'hôtel de ville (bilan, incidents, mesures, etc.) avec la collaboration des équipes du SPVM et de la Division de la sécurité.

ANNEXE

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 27 avril 2015 Séance tenue le 28 avril 2015	Résolution: CM15 0590

Motion de l'opposition officielle pour favoriser la participation citoyenne au conseil de Ville de Montréal

Attendu que l'hôtel de ville de Montréal constitue depuis 1986 la « Maison des citoyens », où ces derniers sont libres de venir poser des questions orales au conseil de Ville;

Attendu que les mesures de sécurité imposées par l'administration Coderre depuis le 18 août 2014 réduisent le nombre de citoyens pouvant assister et participer au conseil;

Attendu que le conseil municipal représente le seul moment où les citoyens peuvent s'adresser directement au maire et aux conseillers de Ville sur des enjeux montréalais;

Attendu que l'accès aux séances du conseil pour tous les citoyens constitue une avancée en matière de démocratie et un indicateur de l'intensité de la démocratie municipale et que Montréal fait figure de précurseur à l'échelle mondiale;

Attendu que la décision de restreindre l'accès aux citoyens entre en conflit avec les principes de *la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et la *Charte montréalaise des droits et des responsabilités* qui promeuvent et encouragent l'accès des citoyens aux périodes de questions des séances du conseil;

Attendu que ces quotas vont à l'encontre du droit des citoyens à participer à la vie démocratique et brime l'accès à tous les citoyens qui souhaitent prendre part aux processus consultatifs;

Attendu que le renforcement des mesures de sécurité au coût de 194 243 $ et que les fouilles effectuées par les agents du SPVM devraient amplement suffire à assurer la sécurité des employés du bâtiment et qu'elles constituent un motif valable pour éliminer le quota du nombre de citoyens;

Il est proposé par M. Marc-André Gadoury

appuyé par M. François Limoges

1 - que soit levée la limite du nombre de citoyens admis à l'intérieur de l'hôtel de Ville lors des conseils municipaux;

2 - que la révision du plan de protection garantisse l'ouverture de la maison du citoyen et favorise la participation citoyenne.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par Mme Chantal Rouleau

de référer la présente motion à la Commission de la présidence du conseil, conformément au 5° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, pour étude avec l'engagement de déposer des recommandations dans un délai de 6 mois.

Le président du conseil met aux voix la proposition à l'effet de référer l'article 65.04 à la Commission de la présidence du conseil pour étude et la déclare adoptée à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.04
/pl

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 6 mai 2015

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 26 octobre 2015 Séance tenue le 26 octobre 2015	Dépôt: CM15 1166

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles »

Le leader adjoint de l'opposition officielle dépose le rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les mesures de sécurité et l'accès à l'hôtel de ville lors des séances des instances décisionnelles », demandant la prolongation du mandat CM15 0590 d'une durée de six mois, soit jusqu'au conseil du mois d'avril 2016, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

d'accorder une prolongation de six mois au mandat CM15 0590 donné à la Commission de la présidence telle que demandée par cette dernière dans le cadre de ce rapport.

La proposition est agréée

08.05
/pl

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 3 novembre 2015

Article 15.01

Déclaration sur la Journée du souvenir des victimes de la Shoah

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Article 15.02

Déclaration sur le 101e anniversaire du génocide arménien

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Article 15.03

Déclaration soulignant la Journée internationale des monuments et des sites

Ce document vous sera livré ultérieurement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1157029001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au ministère des Transports du Québec, pour une durée de neuf (9) ans, à compter du 1er janvier 2015, une parcelle de terrain située sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, connue comme étant une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 387 m², à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air pour une recette totale de 28 300 $ taxes exclues. Ouvrage 6129.

Il est recommandé :

1 - d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue au ministère des Transports du Québec, pour une durée de neuf (9) ans, à compter du 1er janvier 2015, une parcelle de terrain située sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, connue comme étant une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 387 m², à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air pour une recette totale de 28 300 $ taxes exclues.

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-02-26 16:55

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1157029001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au ministère des Transports du Québec, pour une durée de neuf (9) ans, à compter du 1er janvier 2015, une parcelle de terrain située sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, connue comme étant une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 387 m², à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air pour une recette totale de 28 300 $ taxes exclues. Ouvrage 6129.

CONTENU

CONTEXTE

L'objet de ce sommaire décisionnel consiste à soumettre pour approbation aux autorités municipales le projet de bail ci-joint à conclure avec le ministère des Transports du Québec (le « MTQ ») concernant un emplacement pour une station d'échantillonnage d'air. Cette station fait partie d'un réseau de 4 stations construites et installées par le MTQ dans le cadre du projet de réaménagement de l'échangeur Turcot.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0153 - 26 mars 2015 - Approuver, dans le cadre du projet Turcot, le projet d'entente, entre la Ville et le MTQ, relatif aux programmes de mesure de la qualité de l'air et autoriser à cet effet une dépense de 3 255 000 $ sur 7 ans / Approuver le projet d'entente entre la Ville et le Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec relativement à l'exécution des programmes de mesure de la qualité de l'air et autoriser à cet effet une dépense de 1 287 943 $ sur 7 ans

DESCRIPTION

Le projet de réaménagement de l'échangeur Turcot a fait l'objet de consultations publiques lors desquelles plusieurs craintes concernant l'impact des travaux sur la qualité de l'air avoisinant le secteur ont été exprimées. Afin de répondre aux questions soulevées et de rassurer la population et les divers groupes de surveillance environnementale, le MTQ s'est engagé à prendre des mesures de la qualité de l'air dans les zones principales des travaux. Il a donc installé 4 stations d'échantillonnage pour mesurer la qualité de l'air durant la période des travaux. Une de ces stations est située sur le terrain appartenant à la Ville de Montréal et est décrite en rubrique.
Le bail consiste à permettre au MTQ d'utiliser le terrain de la Ville à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2023. La parcelle de terrain louée occupe une superficie d'environ 387 m² et est située à l'entrée du dépôt à

neige Angrignon sur la rue Saint-Patrick dans l'arrondissement de LaSalle tel qu'illustré aux plans et photos joints au présent dossier.

Le projet de bail comporte une clause de résiliation avant terme permettant au MTQ de mettre fin au bail sur préavis de trois (3) mois, et ce, à partir de la huitième année.

Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des lieux loués sont à la charge du MTQ.

JUSTIFICATION

Ce projet de bail s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le MTQ envers les citoyens et les élus de la Ville de Montréal relativement au projet de réaménagement de l'échangeur Turcot;

- La location du site évite à la Ville d'entretenir cette parcelle de terrain qui n'est pas autrement utilisable;
- Les revenus de cette location (28 300,00 $ plus taxes) sont nets de dépenses pour la Ville;
- La durée de l'entente assure une occupation à long terme du site;
- Le MTQ jouit d'une bonne crédibilité comme occupant du site.

Ce dossier est présenté après la date de début du bail en raison de négociations plus longues que prévues et de changements au niveau du personnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer annuel pour la première année est au montant de 2 900,00 $ pour une superficie de 387 m².

- Ce revenu sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »). Le taux moyen annuel de cette location est de 8,13 $ / m².

Calcul sommaire du loyer (Voir le calcul détaillé du revenu de loyer en pièce jointe);

Année	Période précédente	2015	2016 à 2023	Total (9 ans)
Loyer	0,00 $	2 900,00 $ + TPS et TVQ	25 400,00$ + TPS et TVQ	28 300,00 $ + TPS et TVQ

Le loyer annuel a été estimé entre 3 800 $ et 4 200 $ par le SGPI . Ce terrain comprend une superficie non utilisable tant pour le Locataire que pour la Ville. Il est avantageux d'inclure la partie non utilisable dans les lieux loués pour éviter un résidu dont la Ville serait responsable. En conséquence, le loyer annuel de 2 900 $ proposé par le MTQ nous paraît acceptable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier s'inscrit dans l'orientation « Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre » du plan stratégique de développement durable et favorise la surveillance de l'objectif « Atteindre le standard pancanadien en matière de concentration de particules fines dans l'air ambiant d'ici 2020 ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier obligerait le MTQ à démanteler et déménager ses installations sur un autre site et priverait la Ville de revenus de location.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016 : approbation par les autorités municipales et signature du bail.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable :
LaSalle , Direction des travaux publics (Benoit G GAUTHIER)

Certificat du trésorier :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane NGUYEN)

Avis favorable avec commentaires :
Service de l'environnement , Direction (Diane BOULET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc AUCLAIR
charge de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-0205
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-27

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514.872.8350

Nicole Rodier
Chef de section
514-872-8726

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Denis SAUVÉ
Chef de section, en remplacement de Francine Fortin, directrice jusqu'au 29 février
Tél : 514 872-2125
Approuvé le : 2016-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-02-26

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1157029001

- **Description de la transaction :** Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue un site au ministère des Transports du Québec.
- Durée : 9 ans, à compter du 1er janvier 2015.
- Type de transaction **:** Location
- Endroit : Une parcelle de terrain située à l'entrée du dépôt à neige Angrignon sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, connue comme étant une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec.
- Superficie des lieux loués : 387 m² incluant une partie non utilisable tant pour la ville que pour le MTQ.

Locateur : Ville de Montréal

Locataire : Ministère des Transports du Québec.

Recettes ou dépenses : Recette de 28 300,00 $ + TPS et TVQ

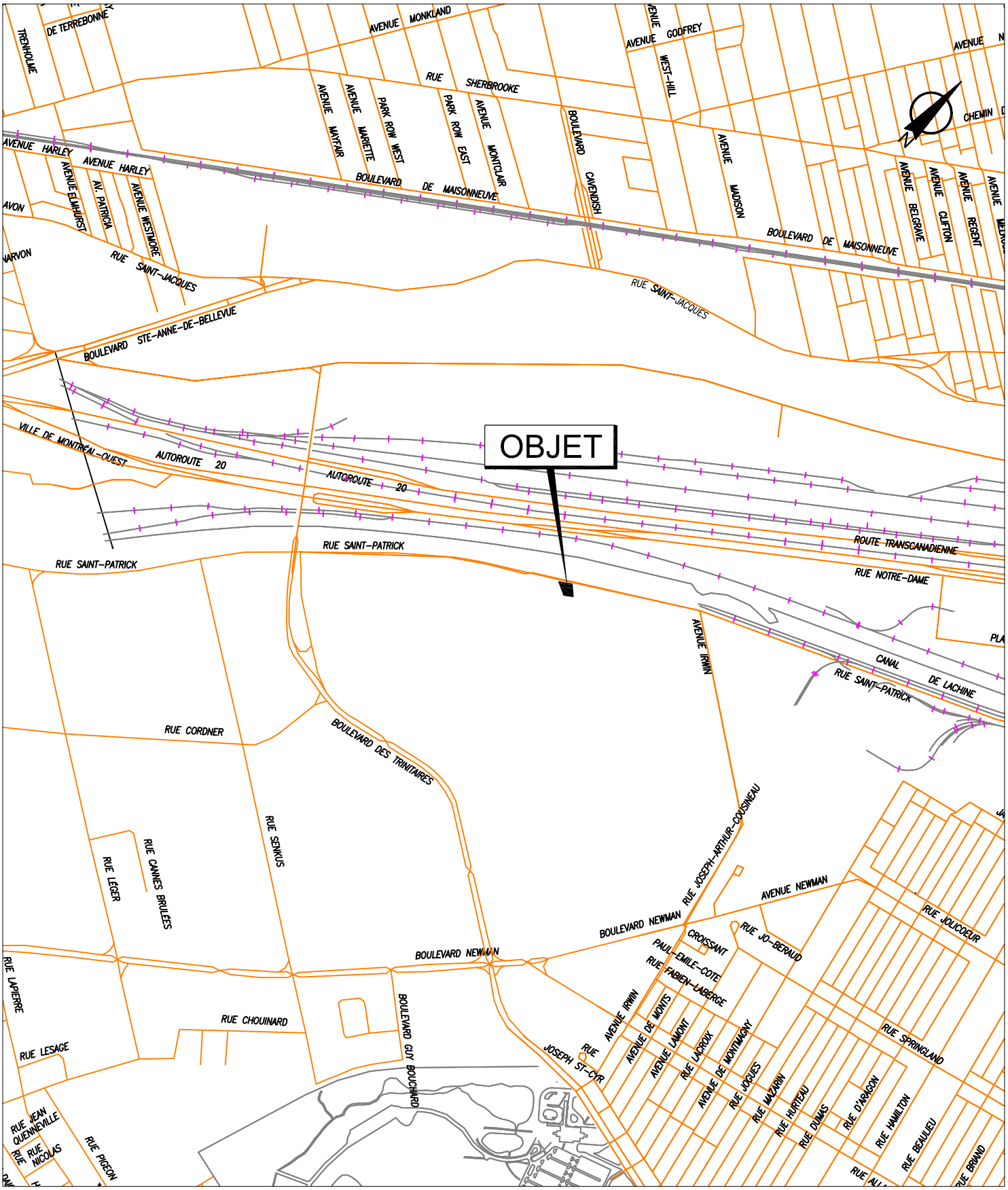
Valeur locative : 3 800 $ à 4 200 $ annuellement vs loyer annuel de 2 900 $ prévu au bail.

Raison de la location : Emplacement pour une station d'échantillonnage d'air

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Luc Auclair	Téléphone : 2-0205	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

Projet de bail 6129-101
MTQ - Station d'échantionnage d'air - Rue St-Patrick - Arrondissement Lasalle
Calcul détaillé du loyer - Du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2023

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Loyer	2 900,00 $	2 960,00 $	3 020,00 $	3 080,00 $	3 140,00 $	3 200,00 $	3 270,00 $	3 330,00 $	3 400,00 $	28 300,00 $
TPS (5%)	145,00 $	148,00 $	151,00 $	154,00 $	157,00 $	160,00 $	163,50 $	166,50 $	170,00 $	1 415,00 $
TVQ (9,975)	289,28 $	295,26 $	301,25 $	307,23 $	313,22 $	319,20 $	326,18 $	332,17 $	339,15 $	2 822,93 $
Loyer annuel total	**3 334,28 $**	**3 403,26 $**	**3 472,25 $**	**3 541,23 $**	**3 610,22 $**	**3 679,20 $**	**3 759,68 $**	**3 828,67 $**	**3 909,15 $**	**32 537,93 $**

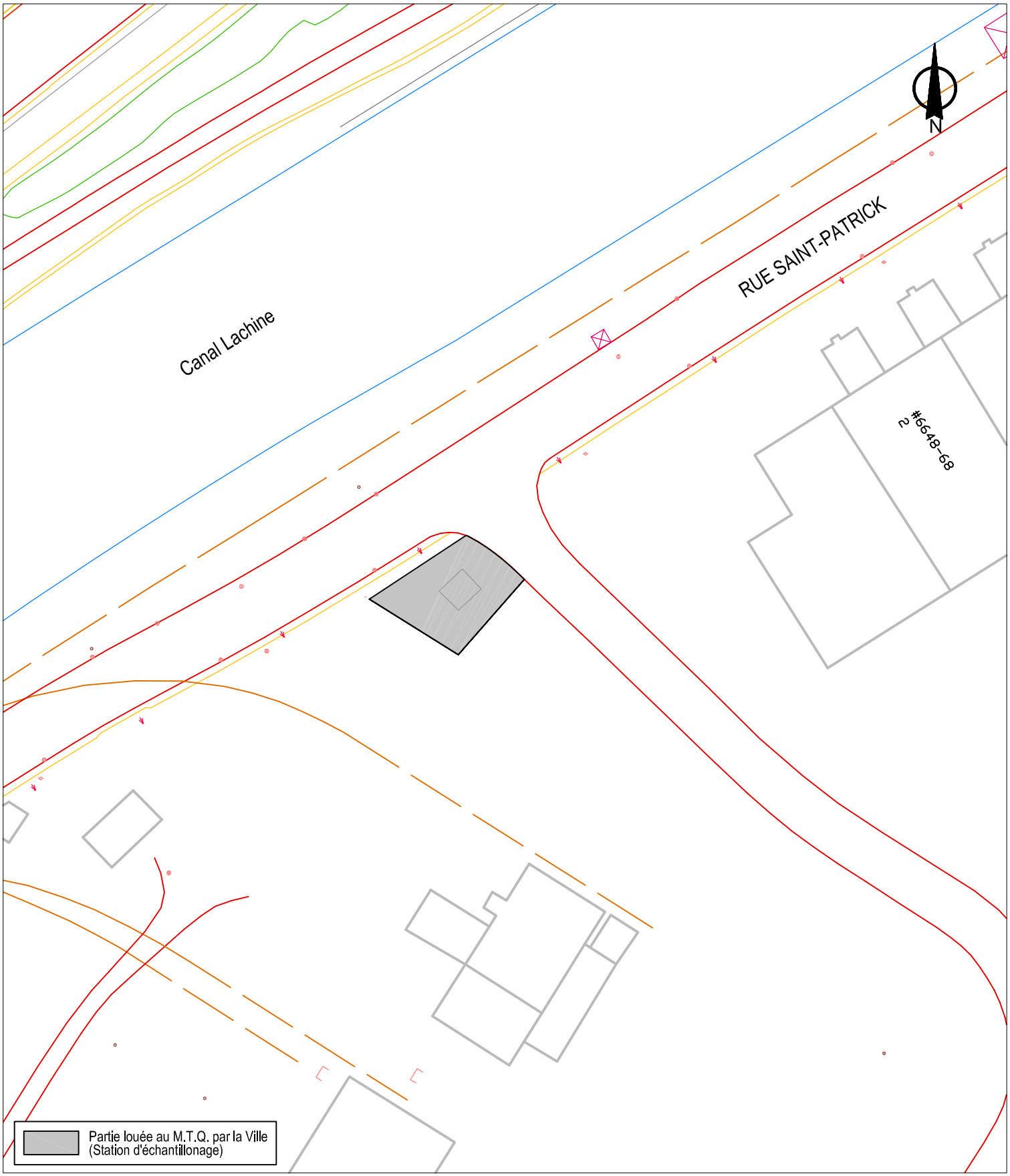


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

La Salle Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-6662-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 04-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

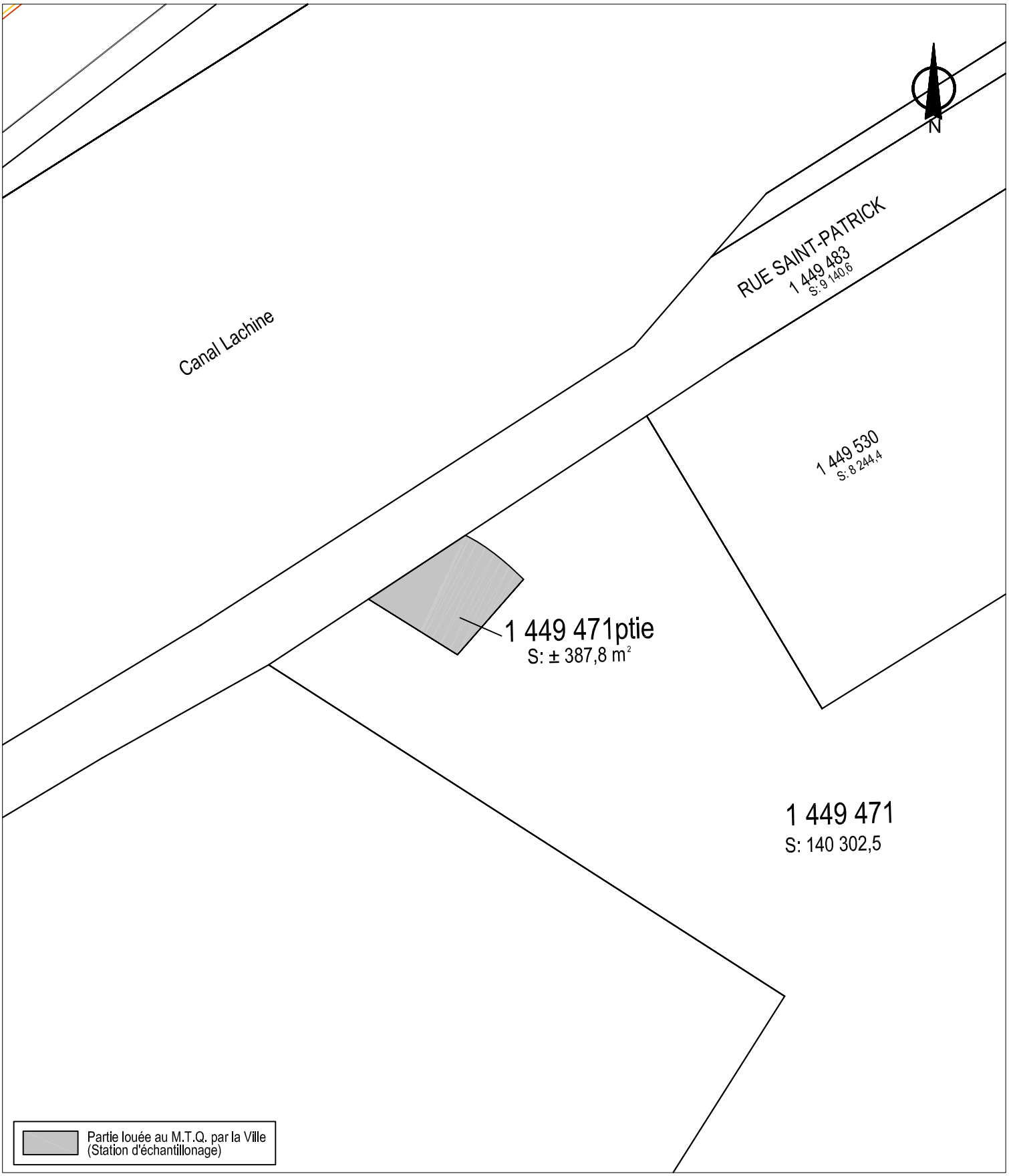


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

La Salle
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6662-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1000
Date : 04-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

La Salle
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6662-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1000
Date : 14-05-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

La Salle
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6662-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 04-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.




Qualité de l'air
a.qc.ca
NEIGES USÉES
RIGNON
nt-Patrick
174 10373
639


GRIMM Aerosol Technik
acer


DÉPÔT DE NEIGES USÉES
ANGRIGNON
6700, Saint-Patrick

BAIL

N° 6129-101
N° de code 31H05-005-6662-01

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

Ci-après nommée le « Locateur »

ET :

MINISTRE DES TRANSPORTS, pour le gouvernement du Québec, ayant sa demeure habituelle en l'Hôtel du Parlement, à Québec, province de Québec, G1A 1A4, et ayant pour signataire délégué(e) (nom, fonction et direction territoriale), dûment autorisé(e) par la Loi sur le ministère des Transports (RLRQ, chapitre M-28), la Loi sur la voirie (RLRQ, chapitre V-9) et le Règlement autorisant la signature par un fonctionnaire de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports (RLRQ, chapitre M-28, r. 5).

Ci-après nommée le « Locataire »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le Locataire occupe un terrain du Locateur à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air.

ATTENDU que les parties désirent conclure un bail pour l'occupation de ce terrain par le locataire.

ATTENDU que le Locateur a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'il a remis une copie de cette politique au Locataire.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un (1) terrain connu et désigné comme étant une partie du lot UN MILLION QUATRE CENT QUARANTE-NEUF MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-ET-ONZE (1 449 471 ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie totale approximative de trois cent quatre vingt-sept mètres carrés (387 m²), le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes comme Annexe « A » (ci-après nommé les « Lieux Loués »).

Projet 17 novembre 2015

Initiales	
Locateur	Locataire

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

Le Locataire n'utilisera les lieux loués qu'à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air.

3. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de neuf (9) ans commençant le premier (1er) janvier deux mille quinze (2015) et se terminant le trente-et-un (31) décembre deux mille vingt-trois (2023) (ci-après nommé le « Terme »).

4. LOYER

Le bail est consenti en considération des loyers annuels suivants auquel s'ajoutent les taxes de vente.

Période	Loyer annuel
Du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015	$ 2 900,00
Du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016	$ 2 960,00
Du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017	$ 3 020,00
Du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018	$ 3 080,00
Du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019	$ 3 140,00
Du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	$ 3 200,00
Du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	$ 3 270,00
Du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	$ 3 330,00
Du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023	$ 3 400,00

Le loyer annuel de la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 est payable à la signature des présentes. Le loyer des périodes suivantes sera payable d'avance le premier (1er) janvier de chaque année.

Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

5. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes grevant les Lieux Loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les « Agents »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent touts les permis et

Projet 17 novembre 2015

Initiales	
Locateur	Locataire

autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

j) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

k) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

Projet Novembre 2015

Initiales	
Locateur	Locataire

l) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

m) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux Loués que le Locateur pourrait, à son entière discrétion, juger inadmissibles.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tous tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

Projet 17 novembre 2015

Initiales	
Locateur	Locataire

8. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire pour l'année en cours à titre de dommages-intérêts liquidés.

9. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

10. RÉSILIATION

A partir du 1er janvier 2022 et nonobstant le terme fixé pour la durée des présentes, le Locataire pourra mettre fin au bail en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à cet effet.

11. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

Projet 17 novembre 2021

Initiales	
Locateur	Locataire

12. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

Locateur : VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Téléphone : (514) 872-3774
Télécopieur : (514) 872-8350
Courriel : guy.beaulieu@ville.montreal.qc.ca
luc.auclair@ville.montreal.qc.ca

Locataire : MINISTRE DES TRANSPORTS
500, boulevard René-Lévesque Ouest
12e étage, C.P.5
Montréal, Québec
H2Z 1W7
Téléphone : (514) _____
Télécopieur : (514) _____

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

13. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

14. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

b) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne

Projet 17 novembre 2015

Initiales	
Locateur	Locataire

décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

e) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

g) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2015.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : _____

Le ___ ème jour du mois de _____ 2015.

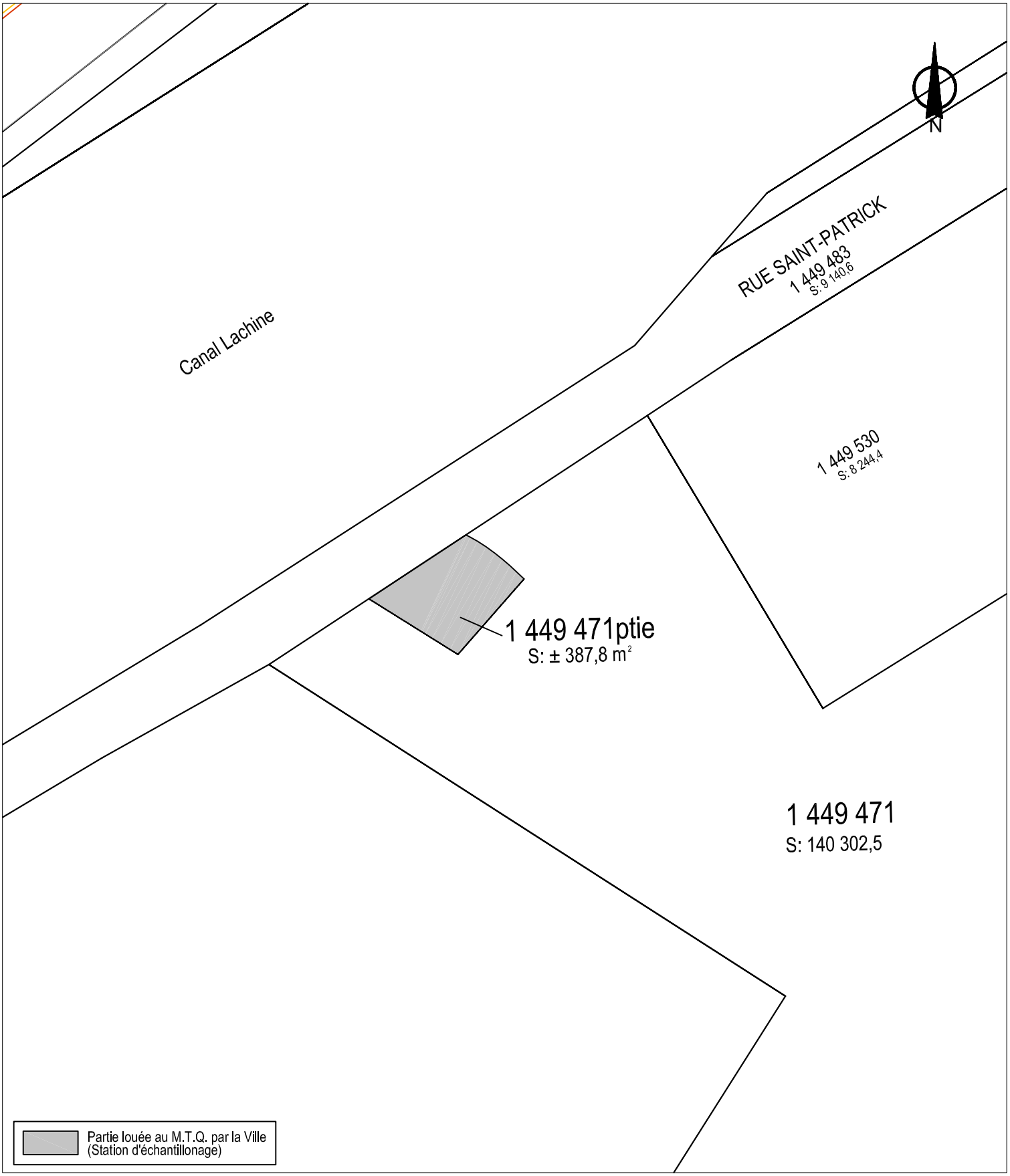
MINISTÈRE DES TRANSPORTS

_____

Par : _____

Projet 17 novembre 2015

Initiales	
Locateur	Locataire



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

La Salle
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6662-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1000
Date : 14-05-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'environnement , Direction

Dossier # : 1157029001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au ministère des Transports du Québec, pour une durée de neuf (9) ans, à compter du 1er janvier 2015, une parcelle de terrain située sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, connue comme étant une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 387 m², à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air pour une recette totale de 28 300 $ taxes exclues. Ouvrage 6129.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Ce projet de bail vient confirmer l'emplacement de la station d'échantillonnage de l'air ambiant exigée par le programme de mesure de la qualité de l'air proposé par le MTQ dans le cadre de la réalisation du réaménagement de l'échangeur Turcot.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane BOULET
Chimiste chef d'équipe
Réseau de surveillance de la qualité de l'air
Tél : 514-280-4365

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-04

Marieke CLOUTIER
Chef de division

Tél : 514-280-6508
Division : Planification et suivi environnemental

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1157029001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au ministère des Transports du Québec, pour une durée de neuf (9) ans, à compter du 1er janvier 2015, une parcelle de terrain située sur la rue Saint-Patrick, dans l'arrondissement de LaSalle, connue comme étant une partie du lot 1 449 471 du cadastre du Québec, d'une superficie d'environ 387 m², à des fins d'exploitation d'une station d'échantillonnage d'air pour une recette totale de 28 300 $ taxes exclues. Ouvrage 6129.

SENS DE L'INTERVENTION

Certificat du trésorier

COMMENTAIRES

GDD1157029001-Ministère des transports du QC-01122015.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

CTC1157029001

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane NGUYEN
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-872-0549

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-02

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières-C/E
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1161103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et le Cirque Éloize concernant le versement d'une aide financière maximale de 205 000$, pour la réalisation de travaux à la Gare Dalhousie.

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier maximal de 205 000 $ au Cirque Éloize pour la réalisation de travaux à la Gare Dalhousie
- d'autoriser un virement budgétaire de 205 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture
- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Cirque Éloize

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-18 12:26

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161103001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et le Cirque Éloize concernant le versement d'une aide financière maximale de 205 000$, pour la réalisation de travaux à la Gare Dalhousie.

CONTENU

CONTEXTE

Le siège social et les studios de création du Cirque Éloize sont localisés dans l'édifice de la gare Dalhousie depuis 2004. L'organisme est devenu propriétaire (emphytéote) du bâtiment en vertu d'un bail emphytéotique conclu avec la SHDM en juin 2012.
La gare Dalhousie est un bâtiment patrimonial significatif du Vieux Montréal qui témoigne de l'histoire du transport ferroviaire au Canada.
Le Cirque Éloize a réalisé, au cours des dernières années, des travaux importants de mise à niveau et d'amélioration au bâtiment dans le cadre d'un projet immobilier majeur de l'ordre de 10 M$.
Le Cirque Éloize est un OBNL (il est à signaler que l'entreprise Production Éloize inc. n'est plus dans le giron du Cirque du Soleil depuis le 9 novembre 2015).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1916 - Accorder un soutien financier de 114 102 $ à divers organismes culturels dans le cadre des programmes de soutien de l'Axe 4 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal / Approuver à cette fin les projets de convention

DESCRIPTION

Des travaux supplémentaires au projet immobilier réalisé à la gare Dalhousie sont requis afin de régler les problèmes suivants :

- Infiltration d'eau par les fondations en pierre du bâtiment – travaux d'imperméabilisation au montant de 45 000 $
- problématique de bruit (nuisance aux riverains) causée par les unités de climatisation - travaux d'insonorisation au montant de 60 000 $
- problématique de bruit causée par les unités de ventilation – travaux d'insonorisation au montant de 100 000 $

Le Cirque Éloize demande une contribution financière de la Ville, au montant de 205 000 $, pour la réalisation de ces travaux. Ces derniers ne sont pas admissibles aux programmes existants.
Le projet majeur d'immobilisation du Cirque Éloize à la gare Dalhousie a été principalement financé par les gouvernements fédéral et provincial.
La Ville a participé minimalement au projet par une subvention de 25 000$, accordée en 2012, dans le cadre du programme de soutien aux collectes de fonds pour des projets d'immobilisation (entente MCC/Ville).

JUSTIFICATION

Le Cirque Éloize est un acteur majeur de la culture au Québec et est reconnu internationalement pour la qualité de ses productions circassiennes. Les spectacles d'Éloize, en tournée dans plusieurs pays, contribuent au rayonnement international de Montréal et à sa réputation de métropole culturelle et créative.
L'implantation de l'organisme dans l'ancienne gare Dalhousie contribue à la mise en valeur de cet édifice patrimonial significatif et participe à l'animation de la partie est du Vieux-Montréal. Les impératifs de préservation et de mise en valeur des composantes patrimoniales du bâtiment ont impliqué des modifications importantes à certains équipements et ont entraîné des coûts supplémentaires non prévus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 205 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 205 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du Service de la culture pour ce faire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le projet d'implantation des studios de création du Cirque Éloize dans la gare Dalhousie répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise,* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :

- Protection du patrimoine
- Diversité et dynamisme culturel

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux doivent être réalisés rapidement afin résoudre des problématiques qui sont actuellement sources de nuisances.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie DUMARESQ)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint au directeur, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Jean-Robert CHOQUET
Directeur - Culture et Patrimoine

Tél : 514 872-4600
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal I. GAGNON
Directrice générale adjointe
Tél : 514 280-4283
Approuvé le : 2016-03-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et le Cirque Éloize concernant le versement d'une aide financière maximale de 205 000$, pour la réalisation de travaux à la Gare Dalhousie.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention de contribution financière visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 MAR. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement CM03 0836;

Ci-après désignée la « **Ville** »

ET : **CIRQUE ELOIZE**, personne morale sans but lucratif constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) ayant sa principale place d'affaires au 417, rue Berri, Montréal, Québec, H2Y 3E1, agissant et représentée aux présentes par monsieur Christian Leduc, secrétaire - trésorier, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 1^er^ mars 2016;

Ci-après désignée le « **Cirque** »

Le Cirque et la Ville sont également individuellement ou collectivement nommés une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le Cirque est l'emphytéote de l'immeuble situé au 417, rue Berri, à Montréal, communément appelé la Gare Dalhousie (ci-après l' « **Immeuble** »);

ATTENDU QUE l'Immeuble abrite le siège social du Cirque ainsi que ses activités de création;

ATTENDU QUE le Cirque est un organisme à but non lucratif;

ATTENDU QUE le Cirque a réalisé un important projet de rénovation et de mise à niveau de l'Immeuble depuis 2013;

ATTENDU QUE le Cirque doit effectuer des travaux supplémentaires imprévus à l'Immeuble;

ATTENDU QUE la Ville souhaite aider le Cirque dans la réalisation de ces travaux imprévus par une contribution financière et que les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Cirque;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Dans la présente Convention et les annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 **« Directeur »** : le Directeur du Service de la culture de la Ville;

1.2 **« Projet »** : le projet du Cirque visant, notamment, la réalisation de travaux d'insonorisation et d'imperméabilisation, tel que décrit plus amplement à l'annexe 1 de la présente Convention;

1.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil du Cirque, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

1.4 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectuées et des services rendus, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion.

ARTICLE 2
OBJET

La présente Convention établit les modalités et les conditions du versement de la contribution financière de la Ville devant être affectée exclusivement à la réalisation du Projet, conformément à la présente Convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération de l'exécution par le Cirque de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de verser au Cirque un montant maximal de deux cent cinq mille dollars (205 000 $) devant être affecté exclusivement à la réalisation du Projet, le tout conformément aux dispositions de la présente Convention. Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 Le Cirque ne peut en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.3 La somme prévue au paragraphe 3.1 sera versée au Cirque comme suit :

3.3.1 une somme de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention par chacune des Parties;

3.3.2 une somme de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par le Directeur d'une confirmation écrite émise par le Cirque attestant qu'au moins cinquante pour cent (50 %) du Projet a été complété selon les lois et la réglementation en vigueur;

7119

3.3.3 une somme de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par le Directeur du rapport final du Projet, selon les lois et la réglementation en vigueur.

3.4 Le Directeur peut exiger la remise par le Cirque de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Directeur pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation des activités ne requiert plus la somme maximale.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU CIRQUE

En considération des sommes versées par la Ville, le Cirque doit :

4.1 réaliser le Projet conformément à la présente Convention, au plus tard le 1er septembre 2017;

4.2 assumer tous les coûts du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1 de la présente Convention;

4.3 utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à appuyer la mission globale du Cirque ou à aucun autre but;

4.4 tenir, aux fins de la présente Convention, des comptes et des registres appropriés et distincts de ceux concernant les autres secteurs d'activités du Cirque pour les sommes versées par la Ville en vertu de la présente Convention;

4.5 rendre accessibles au Directeur, pendant les heures normales d'affaires et sur préavis d'au moins quarante-huit (48) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant aux sommes versées par la Ville pour la réalisation du Projet. De plus, le Cirque accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre aux questions du Directeur et de fournir, sans frais additionnels, des photocopies, des documents demandés par le Directeur. Les pièces justificatives originales et les registres afférents devront être conservés par le Cirque pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin de la présente Convention;

4.6 transmettre au Directeur, dans les quinze (15) jours d'une demande faite par ce dernier, copie de tous documents en lien avec le Projet;

4.7 remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours de leur réception, cinq (5) copies de tout rapport d'étape concernant le Projet;

4.8 remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours de leur réception, cinq (5) copies de tout rapport final concernant le Projet;

4.9 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie*

interne du conseil municipal, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.10 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.11 payer directement aux organismes le coût de tous les permis et les droits exigés pour la réalisation du Projet;

4.12 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés et séparés de ceux des autres secteurs d'activités du Cirque, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, en plus de transmettre, pour chaque année de la présente Convention, copie desdits états financiers vérifiés ainsi que le Rapport annuel au Directeur, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.13 déposer la Reddition de compte auprès du Directeur. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Directeur lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Directeur. Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 novembre 2016 pour la première année et la période du 1er décembre d'une année au 30 novembre de l'année suivante pour les années subséquentes. Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme, la Reddition de compte doit être transmise au Directeur dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la date de terminaison.

ARTICLE 5
COMITÉ DE SUIVI

5.1 Les Parties doivent constituer, dans les deux (2) jours de la signature de la présente Convention, un Comité de suivi dont le mandat est d'assurer la coordination entre le Cirque et la Ville. La Ville se réserve le droit d'avoir au moins un de ses représentants sur le Comité de suivi.

5.2 Le Cirque doit transmettre au Directeur le compte rendu de chacune des réunions du Comité de suivi dans les sept (7) jours suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute autre information, renseignement, document ou rapport jugé nécessaire par lui.

ARTICLE 6
COMMUNICATION

6.1 Le Cirque doit faire état de la participation financière de la Ville conformément aux dispositions du Protocole de visibilité contenus dans l'annexe 2 de la présente Convention, dans toute publicité ou document d'information relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable,

l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres contributeurs au Projet.

6.2 Tout document produit pour répondre aux différentes obligations contenues dans le protocole de visibilité doit être préalablement approuvé par écrit par le Directeur.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente Convention, le Cirque est en défaut :

7.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter l'une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Directeur précisant son défaut et l'enjoignant d'y remédier;

7.1.2 si le Cirque perd son statut d'organisme à but non lucratif ou si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Cirque pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou encore s'il a fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 s'il a fait une fausse déclaration ou a commis une fraude en rapport avec la présente Convention.

7.2 Dans le cas mentionné au sous-paragraphe 7.1.1, la Ville peut à son entière discrétion, suspendre les versements et résilier la présente Convention sur simple avis écrit, à l'expiration du délai donné par le Directeur au Cirque pour remédier à son défaut.

Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due au Cirque et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 à 7.1.4 de la présente Convention, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due au Cirque et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

La Ville peut, à sa discrétion mettre fin en tout temps à la présente Convention sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par le Cirque, sur préavis écrit de trente (30) jours. Toute contribution financière non versée cesse d'être due au Cirque.

ARTICLE 9
DÉCLARATION ET GARANTIES

9.1 Le Cirque déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente Convention.

9.2 Le Cirque reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente Convention.

ARTICLE 10
GARANTIE ET ASSURANCES

10.1 Le Cirque doit souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention une police d'assurance responsabilité civile accordant par événement ou accident, une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, les dommages matériels et pour les préjudices. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée du Cirque. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. Le Cirque doit remettre au Directeur, dans les quinze (15) jours suivant la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance et de cet avenant. Le Cirque doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

10.2 Le Cirque tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente Convention; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque chaque Partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 15 décembre 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.9, 4.12 et 10.2 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 12
DÉONTOLOGIE

12.1 Le Cirque doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

12.2 Le Cirque doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard. Le Cirque doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec le Cirque.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations du Cirque

Le Cirque n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Le Cirque ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente Convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

Le Cirque ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers, les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Cirque

Le Cirque fait élection de domicile au 417, rue Berri, Montréal, Québec, H2Y 3E1, et tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Louis Lehoux, directeur administratif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Cirque fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 5e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2016

CIRQUE ELOIZE

Par : _____
Christian Leduc, secrétaire - trésorier

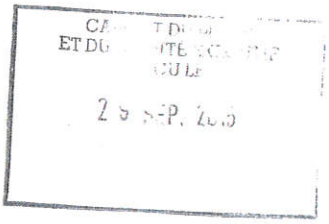
La présente Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... E jour du mois de ..... 2016 (Résolution CM16 .....).

ANNEXE 1

CIRQUE ÉLOIZE

Montréal, le 22 septembre 2015

Monsieur Denis Coderre
Maire de Montréal
Hôtel de Ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6



RE : Gare Dalhousie du Vieux-Montréal

Monsieur le Maire,

Le Cirque Éloize est fier de contribuer au rayonnement de Montréal depuis vingt-deux ans grâce à ses créations qui ont enchanté plus de 3 millions de spectateurs dans 50 pays. Depuis 2004, le Cirque Éloize assure, de concert avec la SHDM propriétaire du bâtiment, la préservation d'un actif patrimonial montréalais majeur, à savoir la Gare Dalhousie du Vieux-Montréal où ses locaux de création et son siège social sont établis.

Depuis 2013, le Cirque Éloize, avec l'appui des Gouvernements du Québec et du Canada, a investi près de 10 millions de dollars dans la rénovation de la Gare Dalhousie et la mise à niveau de ses équipements centraux. Cet effort considérable permet la pérennisation du lieu pour plusieurs décennies.

Aujourd'hui, des travaux supplémentaires sont nécessaires afin de maintenir un bon voisinage dans ce secteur en forte croissance démographique. En plus des travaux sur les fondations du bâtiment attenantes au square Dalhousie dont nous vous avions déjà fait part, se sont ajoutés depuis, et ce malgré toutes les précautions prises lors de la conception et l'installation, des problèmes liés au niveau sonore produit par nos nouvelles unités de ventilation et de climatisation qui, vous l'aurez deviné, incommode les résidents des copropriétés environnantes. Sachant l'importance que vous accordez à la revitalisation du secteur Est du Vieux-Montréal dans les prochaines années, en incluant le développement immobilier, nous nous devons de rétablir la situation dès que possible afin d'amoindrir les impacts pour les résidents actuels et futurs. Nous vous présentons en annexe la liste des travaux à effectuer et leurs coûts respectifs.

Nous sollicitons la Ville de Montréal afin qu'elle contribue à l'amélioration d'un actif patrimonial majeur de sa métropole grâce à un appui financier raisonnable de 205 000 $.

Je demeure à votre disposition pour une rencontre et une visite de la Gare à votre convenance.

Avec le souhait d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président et directeur artistique,

Jeannot Painchaud

417, rue Berri, Montréal (Québec) Canada H2Y 3E1 T] +1 514 596-3838 F] +1 514 596-3938 www.cirque-eloize.com

Détails des travaux supplémentaires

Travaux conjoints avec la Ville de Montréal sur le square Dalhousie : 45 000 $
En septembre 2014, nous vous informions d'un imprévu remarqué pendant la rénovation du lieu, soit l'infiltration d'eau par la vieille fondation en pierre dans le sous-sol de la Gare, sous le quai de bois qui longe notre bâtiment du côté du square Dalhousie. La désuétude du quai de bois avait déjà été constatée par la Ville de Montréal et son remplacement était déjà planifié. Grâce aux bons conseils de Mme Manon Gauthier, nous avons pris contact avec M. Guy Charbonneau, directeur des travaux publics de notre arrondissement. Avec lui, nous sommes arrivés à une formule satisfaisante de partage et harmonisation des travaux respectifs qui nous apportera des économies substantielles sur les coûts d'excavation. Le Service de la Culture nous informe que notre demande d'aide financière, permettant de couvrir les frais d'acquisition et installation d'une membrane imperméable, ne cadre pas dans les programmes existants, ce pour quoi nous nous tournons vers vous.

Caissons insonorisés extérieurs sous le viaduc Notre-Dame : 60 000 $
Un sujet délicat est encore plus urgent à régler, le bruit généré par nos unités de climatisation extérieures sous le viaduc Notre-Dame qui nuit au bon voisinage dans ce secteur en forte croissance démographique. L'impossibilité architecturale et patrimoniale de les installer au toit impose leur localisation à ciel ouvert, au niveau de la rue, sous le viaduc Notre-Dame. La Ville de Montréal a elle-même procédé à cette relocalisation lors de la réalisation du square Dalhousie. Bien que leurs niveaux sonores soient conformes aux normes de l'industrie, ces unités émettent un son – amplifié par l'immense boîte de résonance qu'est le viaduc – qui se propage à plusieurs dizaines de mètres de leurs sources. L'achat et l'installation de trois caissons insonorisés résoudraient ce problème, apaisant du coup le mécontentement du voisinage.

Modifications intérieures : 100 000 $
En cours de projet, nous avons dû modifier l'apparence des persiennes de sorte qu'elles épousent le plus possible la forme et les dimensions de celles aperçues sur les images d'époque. Ces exigences patrimoniales ajoutent, certes, une valeur historique fort intéressante. Cependant, cela a engendré le déplacement de certaines unités de ventilation intérieures. Celles-ci produisent un sifflement fort désagréable à l'extérieur qui nous a été rapporté par le voisinage immédiat, en plus d'un grondement fort incommodant dans les bureaux et salles de création. Plusieurs solutions sont à l'étude, soit le déplacement de machineries, la construction d'écrans et l'installation de membranes acoustiques.

417, rue Berri, Montréal (Québec) Canada H2Y 3E1 T] +1 514 596-3838 F] +1 514 596-3938 www.cirque-eloize.com

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront le Cirque dans la mise en œuvre de la présente Convention.

1. OBLIGATIONS DU CIRQUE

Le Cirque s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole;

1.2. Convenir du partage de la visibilité avec la Ville lorsque des partenaires majeurs sont impliqués;

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par le Cirque respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole.

2. COMMUNICATIONS

Le Cirque s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet ou à l'activité;

- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse;

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, le Cirque doit mentionner le partenariat de la Ville. Le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le Projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (référence : Cahier des normes graphiques du logotype - 2004);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet, du Cirque ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville.

2.5. Événements publics :

- Inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- Aviser le cabinet du maire au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance;

- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message du maire;

- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire;

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics;

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et le Cirque Éloize concernant le versement d'une aide financière maximale de 205 000$, pour la réalisation de travaux à la Gare Dalhousie.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1161103001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DUMARESQ
Prepose(e) au budget
Tél : 514-872-1155

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Yves COURCHESNE
Directeur de service-finances et tresorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1151103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000$ pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion. Autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture.

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier maximal de 220 000 $ à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion;
- d'autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture;
- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-19 15:36

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1151103005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000$ pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion. Autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture.

CONTENU

CONTEXTE

Élaboré par la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (Société PàC), la phase 3 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal serait réalisée entre le musée actuel et la rue McGill. Cet important projet d'expansion du Musée Pointe-à-Callière vise, à terme, la création d'une institution muséologique d'envergure internationale, sur un site d'une valeur patrimoniale exceptionnelle en Amérique du Nord. Il permettra de mettre en valeur une dizaine de sites archéologiques et historiques majeurs, dont les vestiges du Fort Ville-Marie/Château de Callière et ceux du Marché Sainte-Anne/Parlement du Canada-Uni. Ce dernier, classé site historique et archéologique est considéré comme le berceau de la démocratie du pays (loi de la responsabilité ministérielle en 1848) où ont siégé les Pères de la Confédération canadienne tels que John A. McDonald et George-Étienne Cartier.
La phase 1 du projet, la Maison-des-Marins a été inaugurée en janvier 2013.

La phase 2 du projet, comportant la mise en valeur du Fort de Ville-Marie/Château de Callière et du collecteur Williams est en cours de réalisation. Son inauguration est prévue le 17 mai 2017, jour anniversaire de la fondation de Montréal.

La phase 3 du projet prévoit compléter le développement de Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0353 - 28 mai 2015 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, une propriété superficiaire pour un volume situé en tréfonds de la place D'Youville, dans l'arrondissement de Ville-Marie, sans contrepartie financière / Fermer et retirer le volume du registre du domaine public.
CM15 0666 - 25 mai 2015 - Approuver le projet de convention entre la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville concernant le versement d'une contribution financière maximale de 12 519 832 $ en 2015, 2016, 2017 et 2018 pour la réalisation de la seconde partie de la phase 2 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, soit le Collecteur William et les travaux sous la rue d'Youville.

CM14 1010 - 27 octobre 2014 - Accorder un soutien financier de 18,01 M$ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour la réalisation d'une partie de la phase 2 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, soit le Fort de Ville-Marie au 214, rue place d'Youville / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE14 1294 - 13 août 2014 - Approuver un accord de principe pour la réalisation de la phase 2 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, soit le Fort de Ville-Marie - Château de Callière afin de permettre à la Société du Musée Pointe-à-Callière de déposer les demandes de permis nécessaires pour la démolition d'un édifice situé au 214, rue place D'Youville et pour procéder aux fouilles archéologiques sur ce même emplacement.

CM14 0506 - 26 mai 2014 - Règlement autorisant un emprunt de 10 632 000 $ afin de financer les travaux de construction, d'infrastructures et d'aménagement, sur les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, aux fins du projet d'expansion du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière, soit la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.

DESCRIPTION

La Société PàC doit effectuer la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion.
Le présent dossier a pour objet d'approuver le projet de convention entre la Ville et la Société PàC concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000$, pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion.

L'étude de préfaisabilité réalisée il y a quelques années a confirmé un scénario de développement et démontré la faisabilité du projet global. La mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique est nécessaire afin de:

· définir le projet de la *Cité* en tenant compte des nouvelles données issues des recherches archéologiques et l'évaluation du potentiel de l'ensemble des lieux, sa faisabilité et les coûts;
· faire une révision budgétaire suite à l'acquisition de connaissances récentes lors de la réalisation de la Phase 2 du projet (nécessite l'implication des ingénieurs en structure et en civil);
· procéder à une nouvelle évaluation budgétaire suite aux analyses hydrogéologiques effectuées sur le collecteur, analyses de l'infrastructure réseautique et de la sécurité;
· réduire les risques particulièrement en souterrain (par exemple: désensablement du collecteur près du Centre d'histoire, et autres sites);
· réviser l'estimation de l'ingénierie mécanique et électrique suite à la stratégie de passage des services tel que priorisé dans le collecteur;
· mettre à jour l'échéancier du projet;
· analyser l'intégration potentielle des bâtiments limitrophes à la Cité (Caserne de pompiers, Maison Mère d'Youville);
· ajuster les paramètres techniques et architecturaux du projet ainsi que les impacts

sur l'aménagement du domaine public et des immeubles touchés par les composantes de la *Cité;*
· acquérir les connaissances nécessaires aux décisions et à la mise en valeur des lieux;
· présenter le projet mis à jour aux partenaires privés et publics.

JUSTIFICATION

La contribution financière de la Ville permettra à la Société PàC d'actualiser la nature du projet de la phase 3 de son projet d'expansion et d'en préciser les coûts de manière à pouvoir déposer les demandes de financement aux gouvernements fédéral et provincial dans le cadre du nouveau programme d'infrastructures.
À terme, cet important projet culturel aura des retombées touristiques et économiques importantes et mettra en valeur les richesses patrimoniales du lieu de fondation de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 220 000 $, sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 220 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget du Service de la culture pour ce faire.
Cette dépense sera assumée à hauteur de 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le projet de la phase 3 de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :
- Protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire
- Diversité et dynamisme culturel
- Innovation et savoir
- Compétitivité
- Promotion de l'économie locale

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique doit être terminé d'ici la fin du printemps 2016 pour que la Société PàC puisse compléter ses demandes de financements publics.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue relativement à ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie DUMARESQ)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ronald DELCOURT, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint au directeur, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-11

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal I. GAGNON
Directrice générale adjointe
Tél : 514 280-4283
Approuvé le : 2016-03-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1151103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000$ pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion. Autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention de contribution financière visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 MAR 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement CM03 0836;

Ci-après désignée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE**, personne morale sans but lucratif ayant sa principale place d'affaires au 350, place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, agissant et représentée aux présentes par madame Francine Lelièvre, directrice générale, en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée le 5 février 2014;

Ci-après désignée le « **Musée** »

Le Musée et la Ville sont également individuellement ou collectivement nommés une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire des immeubles situés au 350, place Royale, à Montréal, et au 150, rue Saint-Paul ouest, à Montréal, ainsi que de la crypte et du tunnel situés sous ces édifices (ci-après les « **Immeubles** ») ;

ATTENDU QUE les Immeubles abritent le Musée;

ATTENDU QUE le Musée est un organisme à but non lucratif;

ATTENDU QUE les Parties désirent consolider et poursuivre les actions qu'elles ont entreprises en matière de mise en valeur du patrimoine archéologique montréalais;

ATTENDU QUE le Musée souhaite agrandir ses espaces et a réalisé la première phase de son projet d'expansion, soit la Maison des Marins, au coût de 24,1M$;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de l'immeuble sur lequel est aménagée la Place d'Youville;

ATTENDU QUE le Musée a amorcé la réalisation de la phase 2 de son projet d'expansion du Musée, soit le Fort de Ville-Marie, situé au 214, rue place d'Youville et que celle-ci doit être complétée pour le 17 mai 2017;

ATTENDU QUE le Musée désire maintenant se préparer à amorcer la phase 3 de son projet d'expansion;

ATTENDU QUE le Musée désire effectuer la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion qui permettra, notamment, de mettre en valeur le site grandiose du parlement du Canada-Uni;

ATTENDU QUE la Ville souhaite aider le Musée dans la réalisation de la phase 3 de son projet d'expansion par une contribution financière et que les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au Musée;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Dans la présente Convention et les annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 **« Directeur »** : le Directeur du Service de la culture de la Ville;

1.2 **« Projet »** : le projet du Musée visant la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion, tel que décrit plus amplement à l'annexe 1 de la présente Convention;

1.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil du Musée le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

1.4 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectuées et des services rendus, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion.

ARTICLE 2
OBJET

La présente Convention établit les modalités et les conditions du versement de la contribution financière de la Ville devant être affectée exclusivement à la réalisation du Projet, conformément à la présente Convention.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises et en considération de l'exécution par le Musée de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de verser au Musée un montant maximal de deux cent vingt mille dollars (220 000 $) devant être affecté exclusivement à la réalisation du Projet, le tout conformément aux dispositions de la présente Convention. Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 Le Musée ne peut en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.3 La somme prévue au paragraphe 3.1 sera versée au Musée comme suit :

3.3.1 une somme de cent mille dollars (100 000 $) à la signature de la présente Convention par chacune des Parties;

3.3.2 une somme de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par le Directeur d'une confirmation écrite émise par le Musée attestant qu'au moins cinquante pour cent (50 %) du Projet a été complété selon les lois et la réglementation en vigueur;

3.3.3 une somme de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours suivant la réception par le Directeur du rapport final du Projet, selon les lois et la réglementation en vigueur.

3.4 Le Directeur peut exiger la remise par le Musée de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Directeur pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation des activités ne requiert plus la somme maximale.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU MUSÉE

En considération des sommes versées par la Ville, le Musée doit :

4.1 réaliser le Projet conformément à la présente Convention, au plus tard le 1er septembre 2016;

4.2 assumer tous les coûts du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1 de la présente Convention;

4.3 utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à appuyer la mission globale du Musée ou à aucun autre but;

4.4 tenir, aux fins de la présente Convention, des comptes et des registres appropriés et distincts de ceux concernant les autres secteurs d'activités du Musée pour les sommes versées par la Ville en vertu de la présente Convention;

4.5 rendre accessibles au Directeur, pendant les heures normales d'affaires et sur préavis d'au moins quarante-huit (48) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant aux sommes versées par la Ville pour la réalisation du Projet. De plus, le Musée accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre aux questions du Directeur et de fournir, sans frais additionnels, des photocopies, des documents demandés par le Directeur. Les pièces justificatives originales et les registres afférents devront être conservés par le Musée pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin de la présente Convention;

4.6 transmettre au Directeur, dans les quinze (15) jours d'une demande faite par ce dernier, copie de tous documents en lien avec le Projet;

4.7 remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours de leur réception, cinq (5) copies de tout rapport d'étape concernant le Projet;

4.8 remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours de leur réception, cinq (5) copies de tout rapport final concernant le Projet;

4.9 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.10 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.11 payer directement aux organismes le coût de tous les permis et les droits exigés pour la réalisation du Projet;

4.12 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés et séparés de ceux des autres secteurs d'activités du Musée, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, en plus de transmettre, pour chaque année de la présente Convention, copie desdits états financiers vérifiés ainsi que le Rapport annuel au Directeur, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.13 déposer la Reddition de compte auprès du Directeur. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Directeur lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Directeur. Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 novembre de chaque année. Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme, la Reddition de compte doit être transmise au Directeur dans les soixante (60) jours de la date de résiliation ou de la date de terminaison.

ARTICLE 5
COMITÉ DE SUIVI

5.1 Les Parties doivent constituer, dans les deux (2) jours de la signature de la présente Convention, un Comité de suivi dont le mandat est d'assurer la coordination entre le Musée et la Ville. La Ville se réserve le droit d'avoir au moins un de ses représentants sur le Comité de suivi.

5.2 Le Musée doit transmettre au Directeur le compte rendu de chacune des réunions du Comité de suivi dans les sept (7) jours suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute autre information, renseignement, document ou rapport jugé nécessaire par lui.

ARTICLE 6
COMMUNICATION

6.1 Le Musée doit faire état de la participation financière de la Ville conformément aux dispositions du Protocole de visibilité contenus dans l'annexe 2 de la présente Convention, dans toute publicité ou document d'information relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres contributeurs au Projet.

6.2 Tout document produit pour répondre aux différentes obligations contenues dans le protocole de visibilité doit être préalablement approuvé par écrit par le Directeur.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente Convention, le Musée est en défaut :

7.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter l'une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Directeur précisant son défaut et l'enjoignant d'y remédier;

7.1.2 si le Musée perd son statut d'organisme à but non lucratif ou si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Musée pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou encore s'il a fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 s'il a fait une fausse déclaration ou a commis une fraude en rapport avec la présente Convention.

7.2 Dans le cas mentionné au sous-paragraphe 7.1.1, la Ville peut à son entière discrétion, suspendre les versements et résilier la présente Convention sur simple avis écrit, à l'expiration des délais permettant au Musée de remédier à son défaut.

Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due au Musée et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 à 7.1.4 de la présente Convention, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due au Musée et la Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes déjà versées.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

La Ville peut, à sa discrétion mettre fin en tout temps à la présente Convention, sur préavis écrit de trente (30) jours. Toute contribution financière non versée cesse d'être due au Musée.

ARTICLE 9
DÉCLARATION ET GARANTIES

9.1 Le Musée déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente Convention.

9.2 Le Musée reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente Convention.

ARTICLE 10
GARANTIE ET ASSURANCES

10.1 Le Musée doit souscrire et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention une police d'assurance responsabilité civile accordant par événement ou accident, une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, les dommages matériels et pour les préjudices. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée du Musée. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. Le Musée doit remettre au Directeur, dans les quinze (15) jours suivant la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance et de cet avenant.

10.2 Le Musée tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de

la présente Convention; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque chaque Partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 1er septembre 2016.

ARTICLE 11
DÉONTOLOGIE

11.1 Le Musée doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 Le Musée doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

Le Musée doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec le Musée.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations du Musée

Le Musée n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Le Musée ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente Convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Musée

Le Musée fait élection de domicile au 350, place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, et tout avis doit être adressé à l'attention de M^{me} Francine Lelièvre, Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Musée fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 5^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Jean-Robert Choquet, Directeur.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ..... e jour de 2016

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Par : _____
Francine Lelièvre, directrice générale

La présente Convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... E jour du mois de ..... 2016 (Résolution CM16 .....).

ANNEXE 1

Pointe-à-Callière, cité d'archélogie et d'histoire de Montréal

Phase 3 – Parlement du Canada-Uni, pavillon international et collecteur William ouest

Le Musée souhaite effectuer la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase finale de son projet d'expansion. La Phase 3 du projet d'expansion complètera le développement du Musée.

Une fois les travaux complété, nous aurons accès et aurons mis en valeur une dizaine de sites archéologiques et historiques majeurs dont le lieu de naissance de Montréal, Fort de Ville-Marie (2017) et le site grandiose du parlement du Canada-Uni (2020).

L'étude de préfaisabilité, réalisée il y a quelques années, a confirmé notre scénario de développement et démontré la faisabilité du plan global. La mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique est nécessaire afin de:

- Définir le projet en tenant compte des nouvelles données issues des recherches archéologiques et l'évaluation du potentiel de l'ensemble des lieux, sa faisabilité et les coûts;
- Faire une révision budgétaire suite à l'acquisition de connaissances récentes lors de la réalisation de la Phase 2 du projet d'expansion (nécessite l'implication des ingénieurs civils et en structure);
- Procéder à une nouvelle évaluation budgétaire suite aux analyses hydrogéologiques effectuées sur le collecteur, analyses de l'infrastructure réseautique et de la sécurité;
- Réduire les risques particulièrement en souterrain (par exemple: désensablement du collecteur près du Centre d'histoire, et autres sites);
- Réviser l'estimation de l'ingénierie mécanique et électrique suite à la stratégie de passage des services tel que priorisé dans le collecteur;
- Mettre à jour l'échéancier de la phase 3 du projet d'expansion;
- Analyser l'intégration potentielle des bâtiments limitrophes aux Immeubles (Caserne de pompiers, Maison Mère d'Youville);
- Ajuster les paramètres techniques et architecturaux du projet d'expansion ainsi que les impacts sur l'aménagement du domaine public et des immeubles touchés par les composantes du projet d'expansion;
- Acquérir les connaissances nécessaires aux décisions et à la mise en valeur des lieux;
- Présenter la phase 3 du projet d'expansion mis à jour aux partenaires privés et publics.

Le Musée nécessite un soutien financier pour la réalisation de la mise à jour et joint au présent document le budget du Projet.

Mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique

Gestion		
Frais de gs tion de projet		
Gestionnaire de projet		21 000,00
Archéologie		3 000,00
Muséographie		2 000,00
		26 000,00
Production PFT, Budget et échéancier		
Honoraires professionnels		
Architectes		21 000,00
Architecte du paysage		7 500,00
Ingénieur électromécanique		10 000,00
Ingénieur Civil		18 000,00
Ingénieur structure		15 000,00
Hydrogéologue		7 50, 00
Estimateur		18 000,00
Spécialiste en code du bâtiment		7 500,00
Scénographe		7 000,00
Archéologie, conservation, comité scientifique		12 000,00
Maquettiste		12 000,00
Études		
Études environnementales		10 000,00
Coûts de fonctionnement		3 000,00
Dépenses de production PFT		
Graphiste		13 000,00
Rédacteur		4 000,00
Traducteur		1 500,00
Reproduction du PFT avec budget	200 copies	6 000,00
Frais de reproduction plans		1 000,00
		174 000,00
Contingence (10%)		20 000,00 $
Grand Total		220 000,00 $

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente Convention.

1. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole;

1.2. Convenir du partage de la visibilité avec la Ville lorsque des partenaires majeurs sont impliqués;

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet ou à l'activité;

- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse;

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'Organisme doit mentionner le partenariat de la Ville. Le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le Projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (référence : Cahier des normes graphiques du logotype - 2004);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet, de l'Organisme ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville.

2.5. Événements publics :

- Inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- Aviser le cabinet du maire au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance;

20/22

- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message du maire;

- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire;

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics;

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet ou de l'événement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1151103005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver le projet de convention entre la Ville et la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière concernant le versement d'une aide financière maximale de 220 000$ pour la mise à jour de l'étude de faisabilité et du programme fonctionnel et technique pour la phase 3 de son projet d'expansion. Autoriser un virement budgétaire de 220 000 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes de compétence locale vers le Service de la culture.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1151103005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DUMARESQ
Prepose(e) au budget

Tél : 514-872-1155

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-17

Yves COURCHESNE

Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514 872-6630
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164119001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec la compagnie Ennis Paint Canada, une division de Ennis-Flint Traffic Safety Solutions Company, pour la fourniture et la livraison sur demande de peinture pour le marquage routier - (Montant estimé de 919 800,00 $, taxes incluses)

Il est recommandé:

1. d'exercer l'option de prolongation de douze (12) mois de l'entente-cadre conclue avec la compagnie Ennis Paint Canada, une division de Ennis-Flint Traffic Safety Solutions Company, pour la fourniture et la livraison sur demande de peinture pour le marquage routier.

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-30 11:55

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164119001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec la compagnie Ennis Paint Canada, une division de Ennis-Flint Traffic Safety Solutions Company, pour la fourniture et la livraison sur demande de peinture pour le marquage routier - (Montant estimé de 919 800,00 $, taxes incluses)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de ses opérations d'entretien, la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, utilise la peinture pour le marquage routier pour réaliser les marques sur la chaussée nécessaires pour le déplacement sécuritaire des usagers de la route.
La Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie est responsable de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour le territoire des neuf arrondissements de l'ancienne ville de Montréal, soit : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Le Plateau-Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, ainsi qu'aux arrondissements de Montréal-Nord et de Saint-Laurent.

Depuis 2002, le Service de l'approvisionnement a mis à la disposition de la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie une entente-cadre pour la fourniture et la livraison sur demande de peinture pour le marquage routier.

Dans le cadre de ce sommaire, la Ville désire se prévaloir de l'option de prolongation, pour une période de douze (12) mois, aux mêmes termes et conditions prévus au contrat. Cette prolongation prendra fin le 28 février 2017. Le montant estimé pour cette période de prolongation est de 919 800.00 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0157 - 24 février 2015 - Conclure avec Ennis Paint Canada, une division de Ennis-Flint Traffic Safety Solutions Company, une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, pour la fourniture sur demande de peinture pour le marquage routier - Appel d'offres public 14-13523 (3 soum.). Montant total estimé : 739 277,75 $

CM14 0158 - 24 février 2014 - Conclure avec Ennis Paint Canada, une division de Ennis-Flint Traffic Safety Solutions Company, une entente-cadre collective d'une durée de 12 mois, pour la fourniture sur demande de peinture pour le marquage routier - Appel d'offres public 13-12490 (1 soum.). Montant total estimé : 1 252 619,28 $

CM10 0570 - 24 août 2010 - Conclure une entente-cadre collective d'une durée de 36 mois avec Ennis Paint Canada, pour la fourniture sur demande de peinture de signalisation routière - Appel d'offres public 10-11325 (2 soum.). Montant de l'entente: 884 404,97 $

CM07 0482 - 27 août 2007 - Conclure une entente-cadre avec la Société Laurentide inc. d'une durée de 36 mois pour la fourniture de peinture de signalisation routière suite à l'appel d'offres public 07-10401 (1 soum.). Montant de l'entente: 971 375,33 $

DESCRIPTION

La fourniture et la livraison, sur demande, de peinture pour le marquage routier décrite aux documents d'appel d'offres. L'appel d'offres a été constitué des prévisions de la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.
Les divers groupes de l'appel d'offres visent à combler les besoins suivants :

Groupe "A" : Peinture de signalisation à base d'eau (latex), formule pour les petits équipements (traceuse manuelle), de couleur blanche et jaune,selon la norme du MTQ applicable;
Groupe "B" : Peinture de signalisation à base d'eau (latex), formule pour les gros équipements (camion traceur), de couleur blanche et jaune,selon la norme du MTQ applicable;
Groupe "C" : Peinture de signalisation, de type alkyde à faible COV (traceuse manuelle et camion-traceur), de couleurs différentes (noir, bleu, jaune, blanche), selon les nouvelles exigences réglementaires fédérales. Ce groupe inclut aussi un diluant compatible avec le solvant des peintures alkydes à faible COV.

En ce qui concerne les normes applicables, la Ville de Montréal s'appuie sur les normes du ministère des Transports du Québec, *Tome VII - Matériaux, Chapitre 10 (10.2) - Peintures et produits de marquage* , numéro 10204. Pour la peinture alkyde à faible COV, ce sont les « *Nouvelles exigences réglementaires fédérales visant les utilisateurs de revêtements de marquage routier : Concentrations maximales en COV et restriction saisonnière de l'utilisation* », d'Environnement Canada, qui s'appliquent.

JUSTIFICATION

Le réseau routier de la Ville de Montréal comprend environ 4 050 km de voies de circulation (1 950 km en artériel et 2 100 km en local) et 6 675 kilomètres de trottoirs. La Ville consacre annuellement des efforts considérables à la remise en état des infrastructures routières afin de maintenir la qualité de vie des résidents et des usagers de la route. Pour réaliser ces interventions, la Ville a mis en œuvre plusieurs programmes et interventions d'entretien et de réfection routière entre autres le marquage de chaussées.
La prolongation de l'entente- cadre pour la fourniture et la livraison sur demande de peinture pour le marquage routier pour une période de 12 mois, permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement tout en constituant des volumes économiques profitables aux mêmes prix, ainsi que les mêmes termes et conditions.

En se basant sur l'Indice des prix industriels (*Peintures, revêtements et produits adhésifs [463], Autres peintures et revêtements [463112]*) du 12 derniers mois, le marché a eu une augmentation de 0.9 %. Pour bénéficier des prix obtenus lors du dernier contrat et d'économiser les coûts et les délais administratifs reliés au processus de nouvel appel

d'offres, nous avons opté pour l'option de prolongation de 12 mois.

En date du 26 janvier 2016, l'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'a pas de restriction imposée sur leur licence de la RBQ et n'est pas rendue non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* , la prolongation de contrat faisant l'objet du présent sommaire décisionnel, qui ne vise uniquement que la fourniture de biens matériels sans que des travaux ne soient exécutés, n'est pas visé par l'obligation de fournir une autorisation de l'AMF. Également, le secteur d'activités visé par cet appel d'offres ne fait l'objet d'aucun décret de la part de la Ville de Montréal ni du gouvernement du Québec quant à la nécessité pour ses fournisseurs d'obtenir une certification de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué en collaboration avec la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie un estimé préalable de la dépense s'élevant à 919 800,00 $, incluant les taxes, pour les 12 prochains mois. Cette estimation est basée sur la consommation réelle effectuée en 2015 (212 400 litres de peinture) majorée de 15.7 % pour répondre au programme d'implantation des voies cyclables et de mise aux normes 2015-2016 et du prix au litre moyen de 3,74 $, taxes incluses, calculé en fonction des derniers prix moyens obtenus lors du précédent appel d'offres.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal est soucieuse de protéger l'environnement et la santé de ses citoyens contre les effets des polluants atmosphériques, lesquels augmentent le risque de développer des maladies respiratoires et cardiaques. C'est pourquoi le Service de l'approvisionnement s'assure que les produits de marquage requis dans ses appels d'offres et utilisés dans le programme de marquage routier annuel respectent toutes les réglementations en vigueur.
Les produits requis doivent suivre la réglementation du gouvernement du Canada, qui par l'entremise d'Environnement Canada, a adopté en 2009 le Règlement limitant la concentration en composés organiques volatils (COV) des revêtements architecturaux, qui inclut des exigences réglementaires visant les revêtements de marquage routier.

Cette réglementation a été resserrée le 10 septembre 2012, alors que de nouvelles exigences réglementaires fédérales émises par Environnement Canada imposent que les revêtements de marquage routiers (RMR) qui ont une concentration en COV de plus de 450 g/L deviennent interdits de vente. Cette réglementation impose également une restriction saisonnière de l'utilisation de certains produits, seuls les RMR qui ont une concentration en COV de 150 g/L ou moins pourront être utilisés au cours de la période du 1er mai au 15 octobre de chaque année.

Les COV sont rejetés dans l'atmosphère sous l'effet de l'évaporation qui suit l'application des revêtements, aussi bien ceux à base de solvant que ceux à base d'eau. Les COV réagissent par des processus photochimiques faisant intervenir la lumière du soleil et contribuent à la formation d'ozone troposphérique, une des principales composantes du smog.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente- cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces produits en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume. Ces produits de peinture sont nécessaires aux équipes qui effectuent les travaux de marquage des chaussées pour assurer une signalisation sécuritaire aux usagers du réseau routier montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion du processus de l'option de prolongation ainsi que des modalités d'achats qui demeurent avec les mêmes termes et conditions qui étaient prévus à l'appel d'offres.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise à jour de l'entente- cadre, suite à l'adoption de la présente résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement niveau II

Tél : 514-872-5253
Télécop. : 514-872-2519

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-14

El Mostafa RAKIBE
conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-5306
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Approuvé le : 2016-03-29

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 26 janvier 2016

Monsieur Denis Hogue
ENNIS PAINT CANADA
1620, boul. Hamel
Québec (Québec) G1N 3Y6

Courriel : denis.hogue@ennistraffic.com

Objet : Prolongation du contrat - Appel d'offres n° 14-13523
PEINTURE POUR LE MARQUAGE ROUTIER

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°14-13523. Cette prolongation serait pour la période du 29 février 2016 au 28 février 2017 à compter de la date de décision entérinée par les instances de la Ville. Cette option est définie à la clause 3 des « clauses particulières » de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat et l'émission de nouvelles ententes serait effective pour la période du 29 février 2016 au 28 février 2017, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 16 décembre 2014 dans le cadre de l'appel d'offres14-13523.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 5 février 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat et l'émission desdites ententes.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Eddy Dutelly
Agent d'approvisionnement II
Tél. : 514 872-5253
Téléc. : 514 872-9693

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°14-13523, pour la période du 29 février 2016 au 28 février 2017, à compter de la date d'octroi par les instances concernées.

Nom en lettres moulées et signature

9 février 2016
Date

Monsieur Denis Hogue
ENNIS PAINT CANADA

ED/ae

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1162621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder 6 contrats de collecte / transport de matières organiques aux firmes Derichebourg Canada Environnement Inc., 9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires) et Transport Rolland Chaperon Inc. pour des durées de 11, 30, 31 ou 42 mois. Dépense totale de 1 892 329 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-14957 - 8 soumissionnaires.

Il est recommandé au comité exécutif :
1. D'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des arrondissements, pour une période de 11, 30 ou 42 mois, les services de collecte et transport de matières organiques, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des contrats, conformément aux documents de l'appel d'offres public N° 16-14957 et au tableau de prix reçus;

Firmes	Arrondissements	Nombre de mois	Montant (taxe incluses)
Derichebourg Canada Environnement Inc.	Le Sud-Ouest	11	77 353 $
9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)	L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève	11	109 519 $
Transport Rolland Chaperon Inc.	Pierrefonds–Roxboro	11	235 062 $
Derichebourg Canada Environnement Inc.	Verdun	30	486 125 $
Derichebourg Canada Environnement Inc.	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	42	298 659 $
			1 206 718 $

Il est recommandé au conseil municipal :

2. D'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des arrondissements, pour une période de 31 mois, les services de collecte et transport de résidus verts, au prix de leur soumission, soit pour la somme maximale indiquée en regard du contrat, conformément aux documents de l'appel d'offres public N° 16-14957 et au tableau de prix reçus;

Firme	**Arrondissement**	**Nombre de mois**	**Montant (taxe incluses)**
Derichebourg Canada Environnement Inc.	Ahuntsic-Cartierville	31	685 611 $

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 10:37

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162621002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder 6 contrats de collecte / transport de matières organiques aux firmes Derichebourg Canada Environnement Inc., 9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires) et Transport Rolland Chaperon Inc. pour des durées de 11, 30, 31 ou 42 mois. Dépense totale de 1 892 329 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-14957 - 8 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville a la compétence en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable de planifier les contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal.
La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2010–2015* fixait un taux de valorisation de 60 % des matières putrescibles pour la fin 2015. En 2014, le taux de récupération de ces matières pour l'agglomération était de 14 %. Pour atteindre l'objectif fixé par la Politique, il est nécessaire de poursuivre l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les arrondissements de la zone «Est» et des résidus mélangés (alimentaire et vert) dans les arrondissements de la zone «Ouest». Dans ce contexte, la Ville de Montréal a dévoilé en août 2015 la Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019.

Pour assurer la mise en oeuvre de la Stratégie, l'appel d'offres 15-14213 a permis d'assurer les services de collecte des matières organiques pour dix arrondissements jusqu'en 2020. Parmi les autres arrondissements, trois (3) arrondissements sont desservis par des contrats existants alors que six (6) arrondissements nécessitent des contrats de collecte pour l'implantation du service de collecte des résidus alimentaires et des résidus mélangés ou pour la poursuite du service de collecte des résidus verts. Les six (6) arrondissements visés par l'appel d'offres sont : Le Sud-Ouest (alimentaires), L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève (mélangés), Pierrefonds–Roxboro (mélangés et verts), Verdun (alimentaires), Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (verts) et Ahuntsic-Cartierville (verts).

Le devis technique a été adapté à partir du devis technique normalisé collecte / transport

utilisé lors de l'appel d'offres publics N° 15-14213, lui-même rédigé à partir de l'étude et de la sélection des meilleurs éléments provenant de la dernière version du cahier des charges disponible pour chacun des 19 arrondissements.

Les services de collecte reliés aux résidus alimentaires et résidus mélangés constituent des prestations additionnelles pour les citoyens dans les arrondissements concernés par cet appel d'offres. Les services de collecte reliés aux résidus verts constituent une poursuite des prestations existantes pour les citoyens dans les arrondissements concernés par cet appel d'offres.

L'appel d'offres public N° 16-14957 a été lancé le 10 février 2016. Les soumissions ont été ouvertes le 2 mars 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le SEAO ainsi que le journal Le Devoir et les soumissionnaires ont eu 3 semaines pour préparer leur dossier. Les soumissions ont un délai de validité de 180 jours calendrier.

Deux (2) addendas ont été produits, l'un pour ajouter les documents visant l'octroi d'un contrat de collecte des résidus verts pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et reporter la date d'ouverture des soumissions du 29 février au 2 mars et l'autre pour répondre aux questions d'acquéreurs du cahier des charges ou pour corriger certains éléments.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1098 21 sept. 2015 Accorder des contrats d'élimination, de collecte, de transport et de collecte ainsi que de transport, d'élimination de matières résiduelles à diverses firmes pour des durées de 56, 58 ou 59 mois - Dépense totale de 76 145 764 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14213 (14 soum.).
CM14 1126 25 nov. 2014 Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* , le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants jusqu'au 31 décembre 2016 et à compter du 1er janvier 2015 : ... 2 - l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles.

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil municipal de la Ville de Montréal, les contrats de collecte et transport de matières organiques de six (6) arrondissements doivent être octroyés étant donné leur échéance ou le début du service de collecte.
Voici la liste des services prévus aux contrats :

- Le Sud-Ouest : collecte et transport sur une base hebdomadaire des résidus alimentaires sur la partie non desservie de l'arrondissement, pour une période de 11 mois.
- L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève : collecte et transport sur une base hebdomadaire des résidus mélangés (alimentaires et verts) sur l'ensemble de l'arrondissement, pour une période de 11 mois.
- Pierrefonds–Roxboro : collecte et transport sur une base hebdomadaire des résidus mélangés (alimentaires et verts) sur les secteurs de collecte Est et Ouest, pour une période de 11 mois, collecte et transport des résidus verts de mai à novembre, soit 30 collectes par année, seulement pour l'année 2016.
- Verdun : collecte et transport sur une base hebdomadaire des résidus alimentaires sur la partie non desservie de l'arrondissement, pour une période de 30 mois.

- Ahuntsic-Cartierville : collecte et transport des résidus verts d'avril à novembre, soit 32 collectes par année, pour une période de 31 mois sur l'ensemble de l'arrondissement.
La collecte des résidus verts étant de plus en plus populaire, le volume collecté est en forte

hausse au cours des trois (3) dernières années. Ce constat fait en sorte que de plus en plus d'employés doivent être affectés à cette activité afin de maintenir un service de qualité. Par conséquent, les coûts associés à cette activité sont en croissance constante. Puisque cette activité coûte près de 10 000 $ par collecte de plus que les résultats de l'appel d'offres actuel, l'arrondissement recommande de transférer cette activité de collecte des résidus verts à l'entreprise privée avec un service bonifié.
- Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension : collecte et transport des résidus verts d'avril à octobre (collecte des feuilles mortes réalisée par un autre contrat), soit 26 collectes par année, pour une période de 42 mois sur l'ensemble de l'arrondissement.
Dans le cadre de cette collecte, l'arrondissement a proposé de confier cette activité à l'entreprise privée pour instaurer une nouvelle activité en matière d'apaisement de la circulation avec les employés en régie. De cette façon, l'arrondissement veut innover dans de nouvelles stratégies pour tout ce qui touche le volet circulation et stationnement dans l'arrondissement.

La durée des contrats vise à arrimer ceux-ci aux contrats de collecte et transport existants pour les autres matières. Le but est de permettre un appel d'offres pour l'ensemble des services de collecte et transport au sein d'un même arrondissement à l'échéance de ceux-ci.

Il y a eu 17 preneurs de cahier de charges et de ce nombre 8 entreprises ont déposé une soumission.

JUSTIFICATION

Des prix pour la collecte et le transport de matières organiques sont demandés pour six (6) arrondissements.
Les résultats de l'analyse des soumissions donnent les résultats suivants (six contrats) :

Arrondissements	Derichebourg Canada Environnement Inc.	9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)	Transport Rolland Chaperon Inc.
Le Sud-Ouest			
L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève			
Pierrefonds–Roxboro			
Verdun			
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension			
Ahuntsic-Cartierville			

Les tableaux présentés dans l'intervention du Service de l'approvisionnement illustrent les résultats des analyses.

Le résultat du processus d'appel d'offres, de comparaison entre les soumissions et avec l'estimation interne se trouve en pièce jointe (1162621002 formulaire normalisé 1.xls).

L'estimation a été réalisée par les professionnels à l'interne sur la base de coûts unitaires par porte (résidus alimentaires et résidus mélangés) ou par collecte (résidus verts).

Pour les résidus alimentaires (Le Sud-Ouest et Verdun), les estimations ont été réalisées à partir des contrats de collecte existants pour les secteurs déjà desservis des arrondissements concernés. Les soumissions retenues sont toutefois inférieures de 50 % et 73 % aux estimés.

Pour les résidus mélangés (L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève et Pierrefonds–Roxboro), la seule

base de comparaison était les coûts à la porte pour la collecte des ordures ménagères. Malgré un estimé plus bas que ces coûts, les soumissions retenues sont inférieures de 66 % et 58 % aux estimés.

Pour les résidus verts (Ahuntsic-Cartierville et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension), la collecte était auparavant effectuée en régie et il n'y avait pas de base de comparaison. Les soumissions retenues sont inférieures de 13 % et 65 % aux estimés, inférieures aux coûts en régie et le service est optimisé.

La justification des écarts entre les estimés et les plus basses soumissions conformes s'explique par l'arrivée d'un nouveau joueur dans le domaine de la collecte - transport dans la région montréalaise. Également, nous avons reçu des soumissions de la part de compagnies possédant des flottes de camions plus petites et qui soumissionnent sur de petits contrats de collecte - transport.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les six (6) contrats sont d'une durée de 11, 30, 31 et 42 mois selon le territoire. Les sommes requises pour financer ces contrats sont évaluées à 1 892 329 $ toutes taxes incluses et où sont comprises les indexations annuelles estimées à 2%, soit 32 559 $. La répartition du coût est présentée comme suit :

Année	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
Collecte matières organiques	752 820 $	579 363 $	455 124 $	72 462 $	1 859 769 $
Indexation	- $	9 737 $	18 387 $	4 435 $	32 559 $
Grand total - taxes incluses	**752 820 $**	**589 100 $**	**473 511 $**	**76 897 $**	**1 892 329 $**

Pour plus de détails, voir la pièce jointe «Aspect financier».

Depuis 2013, les fonds nécessaires sont prévus aux arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray - St-Michel - Parc-Extension pour assurer la collecte des résidus verts. Cette somme leur a été transférée par le Service de l'environnement. Leur base budgétaire a été ajustée à partir de l'année 2014.

Pour financer cette collecte, la somme qui est évaluée à 170 300 $ pour Ahuntsic et à 205 600 $ pour Villeray - St-Michel - Parc-Extension, sera transférée au Service de l'Environnement.

Pour les quatre autres arrondissements (Le Sud-Ouest, L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds–Roxboro et Verdun), la dépense est prévue et sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement à la Division de la planification et opération - Gestion des matières résiduelles, au poste budgétaire services techniques. Pour les années subséquentes, les crédits requis seront priorisés lors de la confection du budget de fonction du Service.

Il est difficile d'expliquer les écarts des coûts par rapports aux contrats précédents car dans certains territoires, l'implantation de la collecte des matières organiques est un ajout de portes ou service additionnel et un remplacement de la collecte effectuée par la régie interne.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La valorisation des résidus alimentaires en compost, suite à leur collecte par les territoires de l'agglomération, répond aux objectifs du développement durable (DD). Ce programme de récupération et de valorisation par compostage des résidus alimentaires fait partie intégrante de l'objectif *Récupérer 80% des matières recyclables et organiques, des RDD (résidus domestiques dangereux), des résidus de CRD (construction, rénovation, démolition) et des encombrants d'ici 2019* , inscrit au Plan d'action du Plan de développement durable de la communauté montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les résultats de la dernière caractérisation des matières résiduelles indiquent que les matières organiques (résidus verts + résidus alimentaires) représentent 47 % des ordures ménagères à Montréal. Ces matières doivent être collectées et le potentiel de valorisation doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal.
La collecte et le compostage des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par le *Projet de Politique québécoise de gestion de matières résiduelles - Plan d'action 2010-2015* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de l'agglomération de Montréal.

Si les contrats ne sont pas octroyés, l'implantation des services de collecte sera retardée, de même que l'atteinte des objectifs de récupération des matières organiques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura une opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats : avril
Début des contrats : fin avril début mai
Fin des contrats : mars 2017, octobre 2018, novembre 2018 et novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Laurence THÉORÊT)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel JOBIN, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Louis LAPOINTE, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Louis LAPOINTE, 24 mars 2016
Michel JOBIN, 24 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Agent de recherche

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Pierre GRAVEL
Chef de division planification et operations (gest mat residuelles)

Tél : 514 872-4404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2016-03-29

PRIX DES CONTRATS

	Contrat 1	Contrat 2	Contrat 3	Contrat 4	Contrat 5	Contrat 6
Soumissions conformes (sans indexation - taxes incluses)	**Le Sud-Ouest**	**L'Ile-Bizard–Sainte-Geneviève**	**Pierrefonds–Roxboro**	**Verdun**	**Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension**	**Ahuntsic-Cartierville**
Derichebourg Canada Environnement Inc.	77,353 $			475,908 $	289,847 $	672,079 $
9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires)	89,567 $	109,519 $	285,208 $		322,372 $	717,003 $
Transport Rolland Chaperon Inc.		153,360 $	235,062 $			
Services environnementaux Richelieu Inc.				1,403,930 $		
Services Ricova Inc.	170,991 $	200,034 $	485,080 $	740,302 $		1,076,166 $
Rebuts Solides Canadiens Inc.	158,778 $	206,702 $	326,889 $	766,741 $	328,829 $	883,008 $
Entreprises Multi PM Inc.					526,126 $	
Enlèvement de déchets Bergeron Inc.	468,190 $		756,323 $		1,205,306 $	1,539,745 $
Estimation des professionnels internes ($)	**155,498 $**	**318,342 $**	**553,849 $**	**1,736,554 $**	**837,018 $**	**772,632 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	192,976 $	167,404 $	417,713 $	846,720 $	534,496 $	977,600 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	149%	53%	78%	78%	84%	45%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	390,837 $	97,183 $	521,261 $	928,021 $	915,459 $	867,666 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	505%	89%	222%	195%	316%	129%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(78,145) $	(208,823) $	(318,787) $	(1,260,646) $	(547,171) $	(100,553) $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-50%	-66%	-58%	-73%	-65%	-13%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	12,214 $	43,841 $	50,146 $	264,394 $	32,524 $	44,923 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	16%	40%	21%	56%	11%	7%

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-14957 — No du GDD : 1162621002

Titre de l'appel d'offres : Service de collecte et de transport de matières organiques

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 2 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - 2 - 2016

Ouverture faite le : 2 - 3 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 24 - 2 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 8

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 47,06

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 8 - 2016

Date d'échéance révisée : 29 - 8 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
derichebourg canada environnement	1 515 188,33	√	1, 4,5,6
9064-3032 quebec canada inc (JR services sanitaires)	109 518,85	√	2
transport Rolland Chaperon inc	235 062,25	√	3
rebuts solides canadiens inc.	2 817 539,62		
services ricova inc.	2 760 702,25		
enlevement de déchet Bergeron inc.	3 969 564,12		
entreprises Multi PM inc.	526 125,60		
services environnementaux Richelieu inc.	1 403 929,59		

Information additionnelle

raisons de désistement: (1) '' carnet de commande complet''
(1) '' seulement pour information''
(2) les manufactures ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu
(1) la durée du contrat n'était pas suffisante
(1) '' pour développement futur ''

Préparé par : laurence théoret Le 17 - 3 - 2016

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-14957
Numéro de référence : 953038
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de collecte et de transport de matières organiques

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Derichebourg Canada Environnement 9000 boulevard ray lawson Montréal, QC, H1J1K8 NEQ : 1170824479	Monsieur Stanislas Le Moine Téléphone : 514 824-4715 Télécopieur :	**Commande : (1067826)** 2016-02-10 9 h 02 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 02	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
EBI Montréal inc. 9400, de l'Innovation Montréal, QC, H1J 2X9 NEQ : 1146887220	Monsieur Éric Girard Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1068330)** 2016-02-10 14 h 28 **Transmission :** 2016-02-10 14 h 28	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 49 - Messagerie 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié

				(plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Enlevement de déchets Bergeron 4365 St-Elzear ouest Laval, QC, h7p4j3 NEQ : 1146065439	Madame Marie Claude Hétu Téléphone : 450 687-3838 Télécopieur : 450 687-1479	**Commande : (1068679)** 2016-02-11 8 h 58 **Transmission :** 2016-02-11 8 h 58	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 50 - Messagerie 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Entreprise Sanitaire F.A. Ltee 4799 rue Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 NEQ : 1160633906	Madame Sylvie Sedawey Téléphone : 450 661-5080 Télécopieur : 450 661-8079	**Commande : (1068446)** 2016-02-10 15 h 54 **Transmission :** 2016-02-10 15 h 54	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 51 - Messagerie 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	entreprises multi pm 5684 de la roche Montréal, QC, h2s 2c6 NEQ : 1165551657	Monsieur Pierre Leboeuf Téléphone : 514 915-2092 Télécopieur :	**Commande : (1071069)** 2016-02-16 8 h 03 **Transmission :** 2016-02-16 8 h 03	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-16 8 h 03 - Téléchargement 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-	**Commande : (1070073)** 2016-02-12 15 h 21 **Transmission :** 2016-02-12 15 h 21	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42

		2899		- Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GreenWorld 1400 De Guise La Prairie, QC, J5R 5W6 NEQ : 1165661415	Madame Genevieve Perron Téléphone : 514 933-7381 Télécopieur : 450 659-8777	**Commande : (1070933)** 2016-02-15 15 h 45 **Transmission :** 2016-02-15 15 h 45	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	J.R Services Sanitaires 2565 Chemin Comtois Terrebonne, QC, J6X 4H4 NEQ : 1147749080	Monsieur Jean-Pierre Labelle Téléphone : 514 648-4222 Télécopieur : 514 648-3359	**Commande : (1068108)** 2016-02-10 11 h 03 **Transmission :** 2016-02-10 11 h 03	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 50 - Messagerie 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	JMV environnement / 9036 6626 quebec inc. 3550 boul. Laframboise Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1J9 NEQ : 1164798275	Monsieur Vincent Boulay Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (1071686)** 2016-02-16 15 h 28 **Transmission :** 2016-02-16 15 h 28	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-16 15 h 28 - Téléchargement 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Melimax Transport Inc. 303 Boul Industriel Châteauguay, QC, J6J 4Z2	Monsieur Mario Landry	**Commande : (1069107)** 2016-02-11	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date

	NEQ : 1165378663	Téléphone : 450 699-6862 Télécopieur : 450 699-8488	13 h 40 **Transmission :** 2016-02-11 13 h 40	2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	R.C.I. Environnement une division de WM Québec 2400, chemin du Lac Longueuil, QC, J4N 1G8 NEQ : 1146435301	Madame Brigitte Sirois Téléphone : 514 352-2020 Télécopieur : 450 679-7611	**Commande : (1068974)** 2016-02-11 11 h 25 **Transmission :** 2016-02-11 11 h 25	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 51 - Messagerie 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Rebuts Solides Canadiens Inc. 1635 rue Sherbrooke O Bureau 300 Montréal, QC, H3H 1E2 NEQ : 1145165966	Madame Caroline Jacques Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	**Commande : (1068857)** 2016-02-11 10 h 27 **Transmission :** 2016-02-11 10 h 27	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 50 - Messagerie 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 46 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Récupération Tersol Inc. 600 rue Godin Trois-Rivières, QC, G8Z 3H2 NEQ : 1144035475	Madame Janie Bergeron Téléphone : 819 691-4149 Télécopieur : 819 375-1165	**Commande : (1067962)** 2016-02-10 10 h 06 **Transmission :** 2016-02-10 10 h 06	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier

				électronique
☐	Service Environnementaux Richelieu 1205, rue Louis-Marchand Beloeil, QC, J3G 6S4 http://www.serichelieu.com NEQ : 1165190746	Monsieur Martin Brunet Téléphone : 450 464-8121 Télécopieur : 450 464-1443	**Commande : (1070560)** 2016-02-15 11 h 08 **Transmission :** 2016-02-15 11 h 08	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services Matrec Inc... 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5 NEQ : 1162713870	Madame Michèle Lamarre Téléphone : 450 645-3181 Télécopieur : 450 641-2535	**Commande : (1067855)** 2016-02-10 9 h 14 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 14	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Transport Rolland Chaperon Inc. 156, rue Andrews Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 3B6 NEQ : 1142850586	Madame Mélanie Chaperon Téléphone : 450 371-4150 Télécopieur : 450 371-0530	**Commande : (1073282)** 2016-02-18 15 h **Transmission :** 2016-02-18 15 h	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-18 15 h - Téléchargement 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	TTI Environnement Inc. 9990 Boul. Métropolitain Est, bureau 100 Montréal, QC, H1B 1A2 http://www.ttienvironnement.com NEQ : 1142779496	Monsieur Stéphane Théolis Téléphone : 514 524-2212 Télécopieur : 514 524-7021	**Commande : (1070089)** 2016-02-12 15 h 37 **Transmission :** 2016-02-12 15 h 37	2549936 - 16-14957 Addenda 1 - Report de date 2016-02-15 20 h 47 - Courriel 2554796 - 16-14957 Addenda No 2 2016-02-24 14 h 42 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Agent d'approvisionnement				Numéro de l'appel d'offres:	16-14957			Titre de l'appel d'offres:	Service de collecte et de transport de matières organiques						
Laurence Théorêt				**Derichebourg Canada Environnement**		**9064-3032 Québec Canada inc. (JR Services Sanitaires)**		**Rebuts solides Canadiens inc.**		**Services Ricova inc.**		**Enlèvement de déchet Bergeron inc.**					
G	**No**	**Articles**	**Quantité prévisionnelle**	**Nombre de collectes pour 11 mois**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	1	Secteur 1 Collecte de résidus alimetnaires 1 jours / semaine pour un total de 48 semaines	7377	48	0,19 $	67 278,24 $	0,22 $	77 901,12 $	0,39 $	138 097,44 $	0,42 $	148 720,32 $	1,15 $	407 210,40 $				
					Total	67 278,24 $	**Total**	77 901,12 $	**Total**	138 097,44 $	**Total**	148 720,32 $	**Total**	407 210,40 $	**Total**		**Total**	
					TPS	3 363,91 $	**TPS**	3 895,06 $	**TPS**	6 904,87 $	**TPS**	7 436,02 $	**TPS**	20 360,52 $	**TPS**		**TPS**	
					TVQ	6 711,00 $	**TVQ**	7 770,64 $	**TVQ**	13 775,22 $	**TVQ**	14 834,85 $	**TVQ**	40 619,24 $	**TVQ**		**TVQ**	
					TOTAL	77 353,15 $	**TOTAL**	89 566,82 $	**TOTAL**	158 777,53 $	**TOTAL**	170 991,19 $	**TOTAL**	468 190,16 $	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →

Derichebourg Canada Environnement	67 278,24 $	+ TPS	3 363,91 $	+ TVQ	6 711,00 $	=	**77 353,15 $**

	Agent d'approvisionnement			Numéro de l'appel d'offres:	16-14957			Titre de l'appel d'offres:	Service de collecte et de transport de matières organiques			
	Laurence Théorêt			**9064-3032 Québec Canada inc. (JR Services Sanitaires)**	**Transport Rolland Chaperon inc.**	**Services Ricova inc.**	**Rebuts Solides Canadiens inc.**					
G	**No**	**Articles**	**Quantité prévisionnelle**	**Nombre de collectes pour 11 mois**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**	**Coût unitaire** / **Total**
	1	Option A Tout le territoire Collecte de résidus mélangés 1 jour / semaine pour un total de 48 semaines Collecte de résidus alimetnaires 1 jours / semaine pour un total de 48 semaines	6041	48	0,3285 / 95 254,49 $	0,46 $ / 133 385,28 $	0,60 $ / 173 980,80 $	0,62 $ / 179 780,16 $				
					Total 95 254,49 $	**Total** 133 385,28 $	**Total** 173 980,80 $	**Total** 179 780,16 $	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**
					TPS 4 762,72 $	**TPS** 6 669,26 $	**TPS** 8 699,04 $	**TPS** 8 989,01 $	**TPS**	**TPS**	**TPS**	**TPS**
					TVQ 9 501,64 $	**TVQ** 13 305,18 $	**TVQ** 17 354,58 $	**TVQ** 17 933,07 $	**TVQ**	**TVQ**	**TVQ**	**TVQ**
					TOTAL 109 518,85 $	**TOTAL** 153 359,72 $	**TOTAL** 200 034,42 $	**TOTAL** 206 702,24 $	**TOTAL**	**TOTAL**	**TOTAL**	**TOTAL**

Soumissionnaire le moins cher au total →

9064-3032 Québec Canada inc. (JR Services Sanitaires)	95 254,49 $	+ TPS	4 762,72 $	+ TVQ	9 501,64 $	=	**109 518,85 $**

Agent d'approvisionnement				Numéro de l'appel d'offres:	16-14957			Titre de l'appel d'offres:	Service de collecte et de transport de matières organiques									
Laurence Théorêt				**Transport Rolland Chaperon inc.**		**9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires)**		**Rebuts Solides Canadiens inc.**		**Services Ricova inc.**		**Enlèvement de déchets Bergeron inc.**					
G	**No**	**Articles**	**Quantité prévisionnelle**	**Nombre de collectes pour 11 mois**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	1	Est Collecte de résidus mélangés 1 jour / semaine pour un total de 48 semaines	9201	48	0,30	132 494,40 $	0,4231	186 861,27 $	0,39 $	172 242,72 $	0,85 $	375 400,80 $	0,98 $	432 815,04 $				
	2	Ouest Collecte de résidus mélangés 1 jour semaine pour un total de 48 semaines																
	No	**Articles**	**Quantité prévisionnelle pour 11 mois**	**Unité**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**				
	3	Centre Collecte de résidus verts 1 jour semaine pour un total de 30 semaines	30	1	2 398,40 $	71 952,00 $	2 040,00 $	61 200,00 $	3 735,68 $	112 070,40 $	1 550,00 $	46 500,00 $	7 500,00 $	225 000,00 $				
					Total	204 446,40 $	**Total**	248 061,27 $	**Total**	284 313,12 $	**Total**	421 900,80 $	**Total**	657 815,04 $	**Total**		**Total**		**Total**	
					TPS	10 222,32 $	**TPS**	12 403,06 $	**TPS**	14 215,66 $	**TPS**	21 095,04 $	**TPS**	32 890,75 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	
					TVQ	20 393,53 $	**TVQ**	24 744,11 $	**TVQ**	28 360,23 $	**TVQ**	42 084,60 $	**TVQ**	65 617,05 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	
					TOTAL	235 062,25 $	**TOTAL**	285 208,44 $	**TOTAL**	326 889,01 $	**TOTAL**	485 080,44 $	**TOTAL**	756 322,84 $	**TOTAL**		**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →

Transport Rolland Chaperon inc.	204 446,40 $	+ TPS	10 222,32 $	+ TVQ	20 393,53 $	=	**235 062,25 $**

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-14957	Titre de l'appel d'offres:	Service de collecte et de transport de matières organiques
Laurence Théorêt		**Derichebourg Canada Environnement**	**Services Ricova inc.**	**Rebuts Solides Canadiens inc.**	**Services Environnementaux Richelieu inc.**

G	No	Articles	Quantité prévisionnelle	Nombre de collectes pour 11 mois	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	1	Secteur 1 Collecte de résidus alimentaires 1 jour / semaine durant 52 semaines par année jusqu'à la fin du contrat	17554	131	0,18	413 923,32 $	0,2800	643 880,72 $	0,29 $	666 876,46 $	0,531	1 221 073,79 $						
	2	Secteur 2 Collecte de résidus alimentaires 1 jour / semaine durant 52 semaines par année jusqu'à la fin du contrat																
	3	Secteur 3 Collecte de résidus alimentaires 1 jour / semaine durant 52 semaines par année jusqu'à la fin du contrat																
	4	Secteur 4 Collecte de résidus alimentaires 1 jour / semaine durant 52 semaines par année jusqu'à la fin du contrat																
					Total	413 923,32 $	**Total**	643 880,72 $	**Total**	666 876,46 $	**Total**	1 221 073,79 $	**Total**		**Total**		**Total**	
					TPS	20 696,17 $	**TPS**	32 194,04 $	**TPS**	33 343,82 $	**TPS**	61 053,69 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	
					TVQ	41 288,85 $	**TVQ**	64 227,10 $	**TVQ**	66 520,93 $	**TVQ**	121 802,11 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	
					TOTAL	475 908,34 $	**TOTAL**	740 301,86 $	**TOTAL**	766 741,21 $	**TOTAL**	1 403 929,59 $	**TOTAL**		**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →

Derichebourg Canada Environnement	413 923,32 $	+ TPS	20 696,17 $	+ TVQ	41 288,85 $	=	**475 908,34 $**

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-14957	Titre de l'appel d'offres:	Service de collecte et de transport de matières organiques

Laurence Théorêt

G	No	Articles	Terme	Quantité prévisionnelle pour 42 mois	Derichebourg Canada Environnement		9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires)		Rebuts Solides Canadiens inc.		Entreprises Multi PM inc.		Enlèvements de déchets Bergeron inc.					
					Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	1	Tout le territoire Collecte de résidus VERTS 1 jour / semaine pour un total de 26 semaines jusqu'à la fin du contrat	1	104	2 424,00 $	252 096,00 $	2 696,00 $	280 384,00 $	2 750,00 $	286 000,00 $	4 400,00 $	457 600,00 $	10 080,00 $	1 048 320,00 $				
					Total	252 096,00 $	**Total**	280 384,00 $	**Total**	286 000,00 $	**Total**	457 600,00 $	**Total**	1 048 320,00 $	**Total**		**Total**		**Total**	
					TPS	12 604,80 $	**TPS**	14 019,20 $	**TPS**	14 300,00 $	**TPS**	22 880,00 $	**TPS**	52 416,00 $	**TPS**		**TPS**		**TPS**	
					TVQ	25 146,58 $	**TVQ**	27 968,30 $	**TVQ**	28 528,50 $	**TVQ**	45 645,60 $	**TVQ**	104 569,92 $	**TVQ**		**TVQ**		**TVQ**	
					TOTAL	289 847,38 $	**TOTAL**	322 371,50 $	**TOTAL**	328 828,50 $	**TOTAL**	526 125,60 $	**TOTAL**	1 205 305,92 $	**TOTAL**		**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total →

Derichebourg Canada Environnement	252 096,00 $	+ TPS	12 604,80 $	+ TVQ	25 146,58 $	=	**289 847,38 $**

Agent d'approvisionnement				Numéro de l'appel d'offres:		16-14957		Titre de l'appel d'offres:		Service de collecte et de transport de matières organiques							
Laurence Théorêt				Derichebourg Canada Environnement		9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires)		Rebuts Solides Canadiens inc.		Services Ricova inc.		Enlèvements de déchets Bergeron inc.					
G	No	Articles	Terme	Quantité prévisionnelle pour 31 mois	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	1	Tout le territoire Collecte de résidus VERTS 1 jour / semaine pour un total de 32 semaines jusqu'à la fin du contrat	1	96	6 089,00 $	584 544,00 $	6 496,00 $	623 616,00 $	8 000,00 $	768 000,00 $	9 750,00 $	936 000,00 $	13 950,00 $	1 339 200,00 $				
					Total	584 544,00 $	Total	623 616,00 $	Total	768 000,00 $	Total	936 000,00 $	Total	1 339 200,00 $	Total		Total		Total	
					TPS	29 227,20 $	TPS	31 180,80 $	TPS	38 400,00 $	TPS	46 800,00 $	TPS	66 960,00 $	TPS		TPS		TPS	
					TVQ	58 308,26 $	TVQ	62 205,70 $	TVQ	76 608,00 $	TVQ	93 366,00 $	TVQ	133 585,20 $	TVQ		TVQ		TVQ	
					TOTAL	672 079,46 $	TOTAL	717 002,50 $	TOTAL	883 008,00 $	TOTAL	1 076 166,00 $	TOTAL	1 539 745,20 $	TOTAL		TOTAL		TOTAL	

Soumissionnaire le moins cher au total →

Derichebourg Canada Environnement	584 544,00 $	+ TPS	29 227,20 $	+ TVQ	58 308,26 $	=	**672 079,46 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162621002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder 6 contrats de collecte / transport de matières organiques aux firmes Derichebourg Canada Environnement Inc., 9064-3032 Québec Inc. (JR Services Sanitaires) et Transport Rolland Chaperon Inc. pour des durées de 11, 30, 31 ou 42 mois. Dépense totale de 1 892 329 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-14957 - 8 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - GDD 1162621002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Raymond VALADE
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-1511
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.06

2016/04/18 13:00

(1)

Dossier # : 1164383001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc., pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome - Dépense de 3 341 532,89 $, taxes incluses - Appel d'offres 960 (16 soumissionnaires)

Il est recommandé au conseil municipal :

- QUE soit autorisée une dépense de 3 137 366,44 $, taxes incluses, pour la reconstruction de conduites d'égouts unitaires, de conduites d'eau secondaires, de la chaussée et des trottoirs dans l'avenue de Belleville, entre le boulevard Industriel et la rue Fleury, et dans l'avenue de Rome, entre les rues Fleury et Sabrevois**,** comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

- QUE soit adjugé à Construction G-NESIS inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 166 032,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 960 ;
- ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense totale de 3 341 532,89 $ est assumée à environ 6,11% par l'arrondissement de Montréal-Nord et à environ 93,89% par la Ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-21 14:48

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal-Nord
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 mars 2016	Résolution: CA16 10 078

Adjuger à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 3 166 032,89 $ taxes incluses, un contrat pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome et d'autoriser une dépense de 3 341 532,89 $.
Appel d'offres 960 / 16 soumissions

Il est proposé par Mme Monica Ricourt

appuyé par Mme Sylvia Lo Bianco

Et résolu :

QUE soit autorisée une dépense de 204 166,45 $, taxes incluses, pour la reconstruction de trottoirs, là où requis, dans l'avenue de Belleville, du boulevard Industriel à la rue Fleury, et dans l'avenue de Rome, entre les rues Fleury et Sabrevois, dans le cadre d'un projet de reconstruction de conduites d'égouts unitaires et d'eau secondaires ;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ET QUE soit recommandé au conseil municipal :

QUE soit autorisée une dépense de 3 137 366,44 $, taxes incluses, pour la reconstruction de conduites d'égouts unitaires, de conduites d'eau secondaires, de la chaussée et des trottoirs dans l'avenue de Belleville, entre le boulevard Industriel et la rue Fleury, et dans l'avenue de Rome, entre les rues Fleury et Sabrevois**,** comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

QUE soit adjugé à Construction G-NESIS inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 166 032,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 960 ;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense totale de 3 341 532,89 $ est assumée à environ 6,11% par l'arrondissement de Montréal-Nord et à environ 93,89% par la Ville centre.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1164383001

Chantal ROSSI
_____
Mairesse suppléante d'arrondissement

Jacques LAPIERRE
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 15 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164383001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adjuger à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme au montant de 3 166 032,89 $ taxes incluses, un contrat pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome et d'autoriser une dépense de 3 341 532,89 $. (Appel d'offres 960 / 16 soumissionnaires)

Il est recommandé pour l'arrondissement de Montréal-Nord:

- QUE soit autorisée une dépense de 204 166,45 $, taxes incluses, pour la reconstruction de trottoirs, là où requis, dans l'avenue de Belleville, du boulevard Industriel à la rue Fleury, et dans l'avenue de Rome, entre les rues Fleury et Sabrevois, dans le cadre d'un projet de reconstruction de conduites d'égouts unitaires et d'eau secondaires ;

- ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel .

et que soit recommandé au conseil municipal :

- QUE soit autorisée une dépense de 3 137 366,44 $, taxes incluses, pour la reconstruction de conduites d'égouts unitaires, de conduites d'eau secondaires, de la chaussée et des trottoirs dans l'avenue de Belleville, entre le boulevard Industriel et la rue Fleury, et dans l'avenue de Rome, entre les rues Fleury et Sabrevois**,** comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

- QUE soit adjugé à Construction G-NESIS inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 166 032,89 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 960 ;
- ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense totale de 3 341 532,89 $ est assumée à

environ 6,11% par l'arrondissement de Montréal-Nord et à environ 93,89% par la Ville centrale.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2016-03-09 15:12

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164383001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adjuger à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme au montant de 3 166 032,89 $ taxes incluses, un contrat pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome et d'autoriser une dépense de 3 341 532,89 $. (Appel d'offres 960 / 16 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
À la suite de différentes analyses et des inspections télévisées, la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) a identifié les conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires dans l'avenue de Belleville et de Rome comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ayant pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.
Le présent sommaire vise à accorder un contrat de réalisation de travaux de remplacement de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0214, 1 mai 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une période de 36 mois, avec Axor Experts-Conseils Inc. et Les Services EXP Inc. pour les services professionnels en conception dans le cadre du programme de réfection et de développement d'infrastructures - Appel d'offres public 14-13372 (13 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin. (sommaire décisionnel 114822026).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent dans le remplacement de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues avenues de Belleville et de Rome. La reconstruction de trottoirs ainsi que la fondation des rues et le pavage font également parti du présent contrat.
La DGSRE a mandaté l'arrondissement de Montréal-Nord afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du

présent sommaire.

avenue de Belleville:
Les conduites d'égout unitaires installées en 1949 et 1957 dans l'avenue de Belleville entre le boulevard Industriel et la rue Fleury ont une côte de condition structurale (CIS) 5. Elles présentent des fractures multiples et plusieurs trous avec vides visibles. La conduite d'eau secondaire de 100 mm de diamètre est en fonte grise et a installée en 1930. La dimension de la conduite n'est pas conforme aux normes actuelles pour les débits et la protection incendie. Cette conduite se trouve dans la même tranchée que la conduite d'égout, son remplacement est inévitable.

de Belleville entre Industriel et Mont-Joli

égout existant (mm)	proposée (mm)	longueur (m)
450	600	10
450	600	85
375	600	94
375	525	95
eau existant (mm)	eau proposée (mm)	longueur (m)
100	300	310

de Belleville entre Mont-Joli et Fleury

égout existant (mm)	proposée (mm)	longueur (m)
375	450	92
375	525	82
450	600	81
450	600	66
eau existant (mm)	eau proposée (mm)	longueur (m)
100	200	320

avenue de Rome:
Les conduites d'égout unitaires installées en 1950 dans l'avenue de Rome entre les rues Fleury et Sabrevois présentent plusieurs défauts majeurs comme des fractures multiples et des armatures corrodées. Elles ont une côte de condition structurale (CIS) 4.
Les calculs hydrauliques ont montrées que la capacité de ces dernières est insuffisante nécessitant leurs remplacements. La conduite d'eau secondaire de 100 mm de diamètre en fonte grise a été installée en 1949 doit également être remplacée car elle se trouve dans la tranchée que les conduites d'égout. La dimension de la conduite n'est également pas conforme aux normes actuelles pour les débits et la protection incendie.
La condition structurale des conduites d'égout ainsi que la localisation des conduites d'aqueduc justifient leur reconstruction.

de Rome entre Fleury et Sabrevois

égout existant (mm)	proposée (mm)	longueur (m)
450	525	87
450	600	86
450	600	94
eau existant (mm)	eau proposée (mm)	longueur (m)
100	200	300

JUSTIFICATION

Le processus d'appel d'offres public 960 s'est déroulé du 6 au 22 janvier 2016. Sur vingt-cinq (25) preneurs du cahier des charges, seize (16) ont déposé une soumission et neuf (9) se sont désistés.
Les seize (16) soumissions reçues ont été jugées conformes.
La durée de la validité des soumissions est d'une durée de 120 jours et se terminera le 22 mai 2016.
Le tableau normalisé des résultats de soumission résume la liste des soumissionnaires, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation du professionnel et le montant de l'octroi.
Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 10% du montant des travaux taxes incluses, soit un montant de 287 821,18 $ qui est inclus dans le montant de la soumission retenue.
note : les montants inclus les taxes

Firmes soumissionnaires	**prix de base**	**travaux contingents**	**Total soumission**	**Total corrigé**
Construction G-NESIS inc.	2 878 211,73 $	287 821,16 $	3 166 032.89 $	
Allia Infrastructure inc.	3 214 707,72 $	321 470,77 $	3 536 178,49 $	
Les Excavations Payette inc.	3 249 977,41 $	324 997,74 $	3 574 975,15 $	
Charex inc.	3 254 309,54 $	325 430,95 $	3 579 740,49 $	
Construction Bau-Val inc.	3 475 579,87 $	347 557,99 $	3 823 137,86 $	
Les entreprises Claude Chagnon inc.	3 635 899,91 $	363 589,99 $	3 999 489,90 $	
9301-3845 Québec inc.	3 563 862,37 $	356 386,24 $	3 920 248,61 $	3 927 647,26 $
Groupe TNT inc.	3 624 122,45 $	362 412,25 $	3 986 534,70 $	
DUROKING Construction inc.	3 658 545,66 $	365 854,57 $	4 024 400,23 $	
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	3 848 529,32 $	384 852,93 $	4 233 382,25 $	
Catalogna et Frères Ltée	3 875 347,47 $	387 534,75 $	4 262 882,22 $	
Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	3 904 321,72 $	390 432,17 $	4 292 753.89 $	4 153 714,85 $
Cojalac Inc.	4 018 778,66 $	401 877,87 $	4 420 656,53 $	
Les Entreprises Michaudville inc.	4 030 363,64 $	403 036,36 $	4 433 400,00 $	
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc.	4 263 346,58 $	426 334,66 $	4 689 681,24 $	
PRONEX EXCAVATION INC. inc.	4 553 080,59 $	455 308,07 $	5 008 388,66 $	
Estimation interne	3 251 123,35 $	325 112,34 $	3 576 235,69 $	

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	4 051 265,12 $ 27,96%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	1 842 355,77 $ 58,19%	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(410 202,80 $) (11,47%)	

Le prix de deux soumissionnaires soit: 9301-3845 Québec inc. et Les Entrepreneurs Bucaro Inc. ont été corrigés pour tenir compte d'erreurs sur leur formule de soumission. L'adjudicataire recommandé, Construction G-NESIS inc. a obtenu l'autorisation de contracter avec un organisme public auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le document se trouve avec les pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation du projet est de 3 341 532,89 $ taxes incluses et se répartit de la façon suivante :

Description	Travaux	Contingences (10%)	Coût du contrat (A)	Incidences (B)	Total (C) = (A) + (B)
Coût des travaux	2 503 337,00 $	250 333,70 $	2 753 670,70 $	152 641,88 $	2 906 312,58 $
TPS 5%	125 166,85 $	12 516,69 $	137 683,54 $	7 632,09 $	145 315,63 $
TVQ 9,975%	249 707,86 $	24 970,79 $	274 678,65 $	15 226,03 $	289 904,68 $
Coût brut travaux	2 878 211,71 $	287 821,18 $	3 166 032,89 $	175 500,00 $	3 341 532,89 $
Ristourne 100% TPS	125 166,85 $	12 516,69 $	137 683,54 $	7 632,09 $	145 315,63 $
Ristourne 50% de TVQ	124 853,94 $	12 485,40 $	137 339,34 $	7 613,02 $	144 952,36 $
Coût net travaux	2 628 190,92 $	262 819,09 $	2 891 010,01 $	160 254,89 $	3 051 264,91 $

Cette dépense est assumée de la façon suivante :
environ 93,89 % par la Ville centrale pour un montant de 3 137 366,44 $ taxes incluses;
environ 6,11 % par l'arrondissement de Montréal-Nord pour un montant de 204 166,45 $ taxes incluses.

Les dépenses incidentes au montant de 175 500,00 $ taxes incluses, comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et de signalisation de chaussée, de chloration des conduites d'eau existantes, de plantation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la gestion environnementale.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA DGSRE

La dépense totale est assumée à environ 90,00 % par le budget de la DGSRE pour un montant de 3 007 491,83 $ taxes incluses, soit un coût net de 2 746 240,91 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 2 746 240,91 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Description	**Travaux de conduites d'égout**		**Travaux de conduites d'eau**		**incidences**	**Total**
	de Belleville	de Rome	de Belleville	de Rome		
Coût des travaux	1 000 193,65 $	474 697,69 $	639 575,31 $	348 670,41 $	152 641 88 $	2 615 778,94 $
TPS 5%	50 009,68 $	23 734,88 $	31 978,77 $	17 433,52 $	7 632,09 $	130 788,94 $
TVQ 9,975%	99 769,32 $	47 351,09 $	63 797,64 $	34 779,87 $	15 226,03 $	260 923,95 $
Coût brut travaux	1 149 972,65 $	545 783,66 $	735 351,72 $	400 883,80 $	175 500,00 $	3 007 491,83 $
moins ristourne 100% TPS	50 009,68 $	23 734,88 $	31 978,77 $	17 433,52 $	7 632,09 $	130 788,94 $
moins ristourne 50% de TVQ	49 884,66 $	23 675,55 $	31 898,82 $	17 389,94 $	7 613,02 $	130 461,99 $
Coût net travaux	1 050 078,31 $	498 373,23 $	671 474,13 $	366 060,34 $	160 254,89 $	2 746 240,91 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

La dépense totale est assumée à 6,11 % par le budget de l'arrondissement de Montréal-Nord et représente un coût total de 204 166,45 $ taxes incluses et un coût net de 186 431,18 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Description	**travaux trottoirs**
coût des travaux	177 574,65 $
TPS 5%	8 878,73 $
TVQ 9,975%	17 713,07 $
Coût brut travaux	204 166,45 $
moins ristourne TPS	8 878,73 $
moins ristourne 50% TVQ	8 856,54 $
Coût net travaux	186 431,18 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE SIVT

La dépense totale est assumée à environ 3,89 % pour un montant de 129 874,61 $ taxes incluses soit un coût net de 118 592,83 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT).

Description	**travaux trottoirs**
coût des travaux	112 959,00 $

TPS 5%	5 647,95 $
TVQ 9,975%	11 267,66 $
Coût brut travaux	129 874,61 $
moins ristourne TPS	5 647,95 $
moins ristourne 50% TVQ	5 633,83 $
Coût net travaux	118 592,83 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduites d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des conduites existantes. De plus, les travaux de remplacement des conduites d'eau secondaires sont nécessaires sur l'avenue de Belleville. Des plaintes de nouveaux résidents ont été signalées à la Direction des travaux publics dans de nouveaux bâtiments d'un projet domiciliaire en cours de réalisation au coin sud-est de la rue Mont-Joli. Ces plaintes sont pour un manque de pression et de débit d'eau causées par un sous-dimensionnement de la conduite d'eau existante.
Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 21 mai 2016, soit la date d'échéance du cautionnement de soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudra alors procéder à un nouvel appel d'offres et défrayer les frais associés. Si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées:
Octroi du contrat : 14 avril 2016, suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : juin 2016
Fin des travaux : août 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier respecte les encadrements administratifs suivants :
- Politique de gestion contractuelle;
- Politique d'approvisionnement
- Contingences, incidences et déboursés dans les contrats
- Confidentialité des estimations des contrats

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

L'adjudicataire est le plus bas soumissionnaire conforme soit:
Construction G-NESIS inc.
4915, rue Louis-B. Mayer
Laval (Québec) H7P 0E5

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Ahmed YASMI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 4 février 2016
Abdelwahid BEKKOUCHE, 4 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

René PELLETIER
ingénieur

Tél : 514-328-4000 poste 4074
Télécop. : 514-328-5556

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-03

Hugues CHANTAL
Directeur de l'Aménagement urbain_ des services aux entreprises et des relations avec les citoyens

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4299

VILLE DE MONTRÉAL

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Contrat no: 960

RECONSTRUCTION DE CONDUITES D'ÉGOUTS UNITAIRES ET D'EAU SECONDAIRES DANS LES AVENUES DE BELLEVILLE ET DE ROME

	ESTIMATION
1.1 AVENUE DE BELLEVILLE	1 955 830,50 $
TRAVAUX CONTINGENTS :	195 583,05 $
TOTAL DES TRAVAUX DE BELLEVILLE :	2 151 413,55 $
2.1 AVENUE DE ROME	871 848,00 $
TRAVAUX CONTINGENTS :	87 184,80 $
TOTAL DES TRAVAUX DE ROME :	959 032,80 $
TOTAL DES TRAVAUX :	3 110 446,35 $
TPS 5% :	155 522,32 $
TVQ 9,975% :	310 267,02 $
TOTAL :	3 576 235,69 $

2016/01/20

préparé par René Pelletier ing. # 116 871

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 23 octobre 2015

CONSTRUCTION G-NESIS INC.
A/S MONSIEUR STÉPHANE CHAUMONT
4915, LOUIS-B.-MAYER
LAVAL (QC) H7P 0E5

N° de décision : 2015-CPSM-1055314
N° de client : 3000376012

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). CONSTRUCTION G-NESIS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 22 octobre 2018 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs

Dossier # : 1164383001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Objet :	Adjuger à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme au montant de 3 166 032,89 $ taxes incluses, un contrat pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome et d'autoriser une dépense de 3 341 532,89 $. (Appel d'offres 960 / 16 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Tableau des interventions_1164383001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ahmed YASMI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 328-4000 poste 4053

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-04

Francine TAILLEFER
Chef de division
Tél : 514 328-4000 poste 4045
Division : Ressources financières et matérielles

DIVISION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES
INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

IDENTIFICATION

No de l'appel d'offres : 960 GDD : 1164383001

Titre de l'appel d'offres : RECONSTRUCTION DE CONDUITES D'EGOUT UNITAIRES ET DE CONDUITES D'EAU SECONDAIRES SUR DIVERSES RUES DE L'ARRONDISSEMENT MONTREAL-NORD

Type d'appel d'offres :

- [ ] Sur invitation
- [x] Public

Nature du contrat :

- [x] Exécution de travaux
- [ ] Services professionnels

DÉROULEMENT DE L'APPEL D'OFFRES

Lancement effectué le :	2016/01/06	Nombre d'addendas émis :	1
Ouverture des soumissions prévue le :	2016/01/22	Date du dernier addenda	18 janvier 2016
Ouverture faite le :	2016/01/22	Délai accordé aux soumissionnaires	16 jours

ANALYSE DES SOUMISSIONS

Nbr de preneurs	25	Nbr de soumissions reçues :	16	% de réponses :	64%
		Nbr de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0%

Soumissions rejetées (Nom)	Motif du rejet : (Administratif ou technique)

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jours — Date d'échéance initiale : 2016/05/21

RÉSULTAT FINAL DE L'APPEL D'OFFRES

Recommandation d'adjuger le contrat à :

Nom de la firme	Montant soumis
Construction G-nesis Inc.	3 166 032.89 $

INFORMATION ADDITIONNELLE

deux preneurs de cahier des charges parmi les neuf qui n'ont pas déposé de soumission ont communiqué leurs motifs de désistement.

Préparé :	
Ahmed Yasmi, agent d'approvisionnement II	2016/02/04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs

Dossier # : 1164383001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Objet :	Adjuger à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme au montant de 3 166 032,89 $ taxes incluses, un contrat pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome et d'autoriser une dépense de 3 341 532,89 $. (Appel d'offres 960 / 16 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD (intervention) cert. du trésor. avec commentaires - pti.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel ROBERT
conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514) 328-4000 poste 4082

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-08

Francine TAILLEFER
Chef de division - ressources financières et matérielles
Tél : 514 328-4045
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164383001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Objet :	Adjuger à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme au montant de 3 166 032,89 $ taxes incluses, un contrat pour la reconstruction de conduites d'égout unitaires et d'eau secondaires sur les avenues de Belleville et de Rome et d'autoriser une dépense de 3 341 532,89 $. (Appel d'offres 960 / 16 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1164383001_Info_Comptable DGSRE.xlsm
GDD 1164383001 - SIVT inf_comptables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.07

2016/04/18 13:00

(1)

Dossier # : 1166765009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 204 147,43 $, taxes incluses (contrat 3 022 780,59 $ + incidences 181 366,84 $) - Appel d'offres public ST-16-09 (11 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:

1- d'autoriser une dépense totale de 3 204 147,43 $, contingences, incidences et taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

2 - d'octroyer au plus bas soumissionnaire conforme, **Roxboro Excavation inc.,** le contrat numéro ST-16-09 au montant de sa soumission, soit
3 022 780,59 $, contingences et taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres préparés pour ce contrat;

3 - de faire assumer cette dépense, contingences, incidences et taxes incluses, à 8,53 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour un montant
total de 273 313,78 $, à 25,60 % par la Division de gestion d'actifs pour un montant total de 820 261,74 $ et à 65,87 % par la Direction de la gestion
stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un montant total de 2 110 571,91 $.

Contenu	

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-23 14:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting
Séance ordinaire du lundi 7 mars 2016 à 19 h	Résolution: CA16 29 0063	Regular Sitting of Monday March 7, 2016 at 7 p.m.

CONTRAT NUMÉRO ST-16-09

ATTENDU que des soumissions publiques ont été demandées pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

ATTENDU que des soumissions ont été reçues et ouvertes le 8 février 2016 et se lisent comme suit :

Soumissionnaires/Tenderers	Prix soumis/Price Quoted
Roxboro Excavation inc.	3 022 780,59 $
Gricon Excavation	3 168 146,78 $
Construction G-Nesis	3 198 800,90 $
Duroking construction	3 240 961,39 $
Gérald Théorêt inc.	3 447 970,72 $
Les Excavations Gilbert Théorêt inc..	3 478 269,46 $
Les Excavations Super inc.	3 681 592,56 $
Les entreprises Michaudville inc.	3 690 000,01 $
Pavages D'Amour inc.	4 148 581,29 $
Pavages Jeskar	4 167 019,52 $
Les pavages Théorêt inc.	4 259 975,62 $

Il est proposé par
la conseillère Catherine Clément-Talbot
appuyé par
le conseiller Yves Gignac

ET RÉSOLU

QUE le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal :

D'autoriser une dépense totale de 3 204 147,43 $, contingences, incidences et taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

CONTRACT NUMBER ST-16-09

WHEREAS public tenders were called for road repair, drainage work, replacement of water mains, water and sewage connections, curbs, asphalt paving and related work on rues Huntington (between avenue de Versailles and rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie and Sherwood in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

WHEREAS tenders were received and opened on February 8, 2016 and read as follows:

It was moved by
Councillor Catherine Clément-Talbot
seconded by
Councillor Yves Gignac

AND RESOLVED

THAT the Borough Council recommend to the Municipal Council:

TO authorize a total expense of $3,204,147.43, contingencies, incidental costs and taxes included, for road repair, drainage work, replacement of water mains, water and sewage connections, curbs, asphalt paving and related work on rues Huntington (between avenue de Versailles and rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie and Sherwood in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

D'octroyer au plus bas soumissionnaire conforme, **Roxboro Excavation inc.,** le contrat numéro ST-16-09 au montant de sa soumission, soit 3 022 780,59 $, contingences et taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres préparés pour ce contrat;

DE faire assumer cette dépense, contingences, incidences et taxes incluses, à 8,53 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour un montant total de 273 313,78 $, à 25,60 % par la Division de gestion d'actifs pour un montant total de 820 261,74 $ et à 65,87 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un montant total de 2 110 571,91 $.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

20.07 1166765009

TO grant to the lowest compliant tenderer, **Roxboro Excavation inc.,** contract number ST-16-09 for the amount of its tender, to wit: $3,022,780.59, contingencies and taxes included, in accordance with the tendering documents prepared for this contract;

TO assume this expense, contingencies, incidental costs and taxes included, at 8.53% by the Borough of Pierrefonds-Roxboro for a total amount of $273,313.78, at 25.60% by the Division de gestion d'actifs for a total amount of $820,261.74 and at 65.87% by the Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau for a total amount of $2,110,571.91.

UNANIMOUSLY ADOPTED

Dimitrios (Jim) BEIS
_____
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
_____
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 8 mars 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166765009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 204 147,43 $, taxes incluses (contrat 3 022 780,59 $ + incidences 181 366,84 $) - Appel d'offres public ST-16-09 (11 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:
1- d'autoriser une dépense de 3 204 147,43 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Roxboro Excavation inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 3 022 780,59 $ (prix corrigé), conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-16-09;

3- d'assumer le total de cette dépense à 8.53 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 273 313,78 $, à 25.60 % par la Division de gestion d'actifs, pour un montant total de 820 261,74 $ et à 65.87 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau, pour un montant total de 2 110 571,91 $.

Signé par Jean-Marc L'ABBÉ **Le** 2016-03-01 14:03

Signataire : Jean-Marc L'ABBÉ

directeur(trice) - cult., sp., lois. & dev.soc. en arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166765009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 204 147,43 $, taxes incluses (contrat 3 022 780,59 $ + incidences 181 366,84 $) - Appel d'offres public ST-16-09 (11 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux (DGSRE) d'eau encourage l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchées pour la réfection des réseaux d'aqueduc afin de minimiser les coûts et les inconvénients notamment sur la circulation et les riverains. Toutefois, dans certaines situations, il peut alors être plus approprié de procéder à des travaux de remplacement.
Selon les résultats du Plan d'intervention intégré (mars 2012), la DGSRE et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro sélectionnent conjointement les projets les plus prioritaires à être réalisés dans le cadre du PTI. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro collabore avec la DGSRE dans la sélection des projets en profitant de l'occasion des travaux souterrains pour bonifier les interventions avec des travaux additionnels sur le réseau de drainage, la réfection complète des chaussées au-delà des tranchées, la réfection complète de trottoirs et/ou l'ajout de bordures, etc.

Dans le cadre du Programme de réfection du réseau routier local 2016, la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports a mis à la disposition de notre arrondissement un budget de 5 600 000 $. Le présent contrat représente une phase de réalisation de ces travaux de réfection de rues.

Un appel d'offres public a été lancé le 21 janvier 2015 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 8 février 2016, laissant ainsi un délai de plus de 15 jours aux soumissionnaires pour préparer leur document de soumission. Les annonces ont paru dans

le journal Constructo ainsi que sur le site électronique du SÉAO. Les addenda suivants ont été publiés:

- Le 1er février 2016 - Précisions concernant les coûts horaires de la main-d'oeuvre, l'assise des conduites, la date limite pour envoyer des questions, modifications des articles 2.24 et 2.34 des «Instructions aux soumissionnaires», l'ajout de l'article 3.57 et réponses aux questions des soumissionnaires.
- Le 4 février 2016 - Réponses aux questions des soumissionnaires concernant les regards RP1 et RP2, l'enlèvement des puisards et le raccordement des branchements d'égout sanitaire et d'égout pluvial.

La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le contrat ST-16-09 consiste en des travaux de reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood.

Travaux assumés par la DGSRE (remplacement de conduite d'aqueduc)

Rue	Longueur d'aqueduc à remplacer	% représentant le coût de la DGSRE
Sherwood	360 m	19.44%
Huntington	79 m	4.26%
Balmoral	290 m	15.66%
D'Alma	178 m	9.61%
Dalhousie	313 m	16.90%
TOTAL	1220 m	**65.87%**

Toutes les rues identifiées sont justifiées techniquement, car les conduites présentent des défaillances reconnues par le MAMOT (Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire). En effet, elles présentent un ou plusieurs des problèmes suivants :

- le taux de bris des conduites d'aqueduc est supérieur à 3/km/année sur une base de 5 ans;
- une problématique récurrente d'eau rouge.

Un montant équivalent à 10% du contrat a été prévu pour les contingences et est inscrit au bordereau de soumission. Un montant de 181 366,84 $ est prévu pour couvrir les incidences (toutes taxes incluses) qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire et des honoraires de surveillance des travaux, pour un total de 6 %. Le montant des incidences sera payé au prorata.

Les entrepreneurs suivants se sont procuré le cahier d'appel d'offres et ont déposé des soumissions:

Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc.
Gricon excavation
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Construction G-Nesis inc.
Roxboro Excavation inc.
LesExcavations Super inc.
Gérald Théorêt inc.
Les Entreprises Michaudville inc.
Les construction et pavage Jeskar inc.
Pavages D'Amour inc.
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.

Les principales raisons du désistement des entrepreneurs n'ayant pas soumissionné se résument à un manque de temps ou à des prix donné en sous-traitance.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de dix-sept (17) preneurs de cahier des charges, onze (11) entrepreneurs ont déposé une soumission incluant la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers.
L'analyse des prix soumis révèle qu'ils sont généralement inférieurs à notre estimation.

	Contrat	Contingences	Total	
1. Excavation Roxboro	2 747 982.35 $	274 798.24 $	3 022 780.59 $	prix corrigé
2. Gricon excavation	2 880 133.44 $	288 013.34 $	3 168 146.78 $	
3 Construction G-Nesis	2 908 000.82 $	290 800.08 $	3 198 800.90 $	
4. Duroking construction	2 946 328.54 $	294 632.85 $	3 240 961.39 $	
5. Gérald Théorêt inc.	3 134 518.83 $	313 451.88 $	3 447 970.72 $	
6. Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	3 162 063.15 $	316 206.31 $	3 478 269.46 $	
7. Les Excavation Super inc.	3 346 902.33 $	334 690.23 $	3 681 592.56 $	
8. Les entreprises Michaudville inc.	3 354 545.46 $	335 454.55 $	3 690 000.01 $	
9. Pavages D'Amour inc.	3 771 437.54 $	377 143.75 $	4 148 581.29 $	
10. Pavages Jeskar	3 788 199.56 $	378 819.96 $	4 167 019.52 $	
11. Les pavages Théorêt inc.	3 872 705.11 $	387 270.51 $	4 259 975.62 $	
Estimation interne	3 082 867.68 $	308 286.77 $	3 391 154.44 $	
Coût moyen des soumissionnaires reçues				
(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			**3 292 008.24 $**	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				
((coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse x 100)			8.91%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)				
(la plus haute – la plus basse)			1 237 195.03 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)				
((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			40.93%	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)				
(la plus basse conforme – estimation des professionnels)			(368 373.86 $)	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)				
((la plus basse conforme – estimation des professionnels) / estimation x 100)			-10.86%	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)				
(la deuxième plus basse – la plus basse)			145 366.20 $	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)			4.81%	

Le présent dossier respecte la directive sur la confidentialité des estimations des contrats.

Les validations requises voulant qu'aucun des soumissionnaires ne soit sur la liste des

entreprises déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites. L'adjudicataire recommandé "Roxboro Excavation inc." no de licence 1258-2003-97 a fourni l'attestation de Revenu Québec numéro 902150-FHZB-0257316 avec sa soumission. L'entrepreneur a reçu en date de 31 octobre 2013 une lettre de l'Autorité des marchés financiers l'autorisant à contracter avec un organisme public sous la décision 2013-CPSM-0214 (lettre jointe aux présentes).

Suite à la vérification et l'analyse des soumissions, nous recommandons d'octroyer le contrat à Roxboro Excavation inc. le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges. Le présent appel d'offres est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc et de voirie sont de 3 022 780,59 $ (toutes taxes incluses) et majorés de 181 366,84 $ (toutes taxes incluses) pour frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, la surveillance des travaux, etc. Le montant pour frais incidents représente 6 % du montant du contrat.
Les coûts assumés par la DGSRE se résument aux travaux d'aqueduc, de la voirie et de l'aménagement situés au-dessus des conduites à remplacer. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la Division de gestion d'actifs du Service des infrastructures du transport et de l'environnement, assument les travaux de réfection, de la chaussée ailleurs qu'au-dessus des conduites à remplacer, ainsi que la réfection des fossés et des terrains.

Pour ce contrat, la dépense sera assumée à 65.87 % par la DGSRE, 25.60 % par la Division de gestion d'actifs et le coût résiduel de 8.53 % est financé par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Les frais incidents représentant 6 % des travaux sont assumés au prorata par les trois intervenants.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT PIERREFONDS-ROXBORO

PTI - Arrondissement

TRAVAUX
Projet Simon: 161684
Imputation : SIMON 6420-2011051-800800-03103-57201-000000-0000-161684-000000-17025-00000

Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépense
16-55713-004	12 997.47 $	14 233.93 $	14 233.93 $

Imputation : SIMON 6420-2014072-800800-03103-57201-000000-0000-161684-000000-17025-00000

Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépense
16-55713-004	222 447.73 $	243 609.26 $	243 609.26 $

INCIDENCES
Projet Simon: 161685
Imputation : SIMON 6420-2014072-800800-03103-54301-000000-0000-161685-000000-17025-00000

Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépense
16-55713-005	14 126.71 $	15 470.59 $	15 470.59 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DGSRE

La dépense de ce contrat est de 2 110 571,91 $ taxes incluses, soit 1 991 105,57 $ pour le contrat et 119 466,34 $ pour les incidences, pour un coût net de 1 927 233,47 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2016-2018 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. La dépense de la DGSRE représente 65.87 % du montant total de la dépense.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 927 233,47 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIVISION DE GESTION D'ACTIFS

La dépense de ce contrat sera financée à 25.60 % par la Division gestion d'actifs du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Cela représente 820 261,74 $, toutes taxes incluses, soit 773 831,83 $ pour les travaux et 46 429,91 $ pour les incidences. Le coût pour les travaux de pavage est de 730 497,25 $, toutes taxes incluses, et le coût pour les travaux de bordure et de trottoir est de 43 334,58 $.

Les informations financières relatives à ce sommaire sont inscrites dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants:

- Renouveler les réseaux de 1% selon la politique nationale de l'eau;
- Réduire la production d'eau potable;
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des travaux aura comme bénéfice les impacts suivants:

- Réduction des fuites et des coûts d'entretien reliés;
- Pérennité des infrastructures municipales;
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En contrepartie, le refus ou report de l'octroi de ce contrat aura comme conséquence d'augmenter la probabilité de fuite sur la conduite d'aqueduc avec les risques suivants:

- Interruption en eau potable;
- Contamination potentielle;

- Coûts élevés en période d'urgence et pour cause de conditions climatiques défavorables.

L'impact sur la circulation locale en raison des travaux sera minimisé par des accès temporaires aux propriétés privées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront avisés au préalable du déroulement de la réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 23 mai 2016
Fin des travaux : 15 octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
La recommandation est signée par monsieur Jean-Marc L'Abbé, directeur - Culture, sports, loisirs et développement social, agissant comme directeur d'arrondissement substitut nommé, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du vendredi 26 février au dimanche 6 mars 2016 inclusivement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Certification de fonds :
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement (Gaétan BRUNET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 16 février 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 16 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain MARCOUX
C/d ing.trav.pub.& inf.<<arr.pier/roxboro)

Tél : 514 624-1541
Télécop. : 514 624-1137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Anne CASTONGUAY
Directrice

Tél : 514 624-1294
Télécop. : 514 624-1298

Pierrefonds Roxboro
Montréal
Section Ingénierie
Division Infrastructures

RÉSULTATS DE SOUMISSION # ST-16-09
Parution SÉAO: 21-janv-16
Date d'ouverture: 08-févr-16

Reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood

GDD 1166765009

		Documents fournis													
	SOUMISSIONNAIRE	Bordereau de prix	Attestation Revenu Québec	AMF	Déclaration rélative aux conflits d'intérêts	Page sommaire	Formule de soumission	Lettre d'engagement	Cautionnement de soumission	Résolution de la compagnie	Licence entrepreneur	RÉNA	LIste des sous-contrats	CONFORME	NON CONFORME
1	Roxboro Excavation inc.	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
2	Gricon excavation	x*	x	x	x	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
3	Construction G-Nesis inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
4	Duroking construction	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
5	Gérald Théorêt inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
6	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
7	Les excavations super inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
8	Les entreprises Michaudville inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
9	Pavages D'Amour inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
10	Les constructions et pavage Jeskar	x	X	X	X	x	x	X	X	X	X	NON	N/A	X	
11	Les pavages Théorêt inc.	X*	X	X	X	X	x	X	X	X	X	NON	X	X	

* Bordereau de prix corrigé, erreur de calcul

Préparé par

Alexandra Enache
Secrétaire d'unité administrative

16/02/2016
date

Approuvé par

Karen Duhamel
Chef de section Ingénierie

2016-02-16.
date

Pierrefonds Roxboro Montréal

Identification du projet de PTI - Informations générales

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	**# Fiche de projet**	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée et de l'aqueduc des rues Sherwood, Dalhousie, Balmoral, D'Alma, Laurier, Lombardy et Huntington (ST-16-09)		
# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière		
# Projet Simon		**# Investi**	
Unité administrative	URB-Ingénierie	**Gestionnaire responsable**	Sylvain Marcoux

Phases du projet

Phases (AAAA-MM-JJ)	Début visé	Fin visée	Durée (jours)
Planification	2015-09-01	2016-01-21	142
Réalisation	2016-05-23	2016-10-15	145
Mise en service	2016-10-15	2016-10-15	0

Bénéfices - Réalisation du projet	Amélioration de la surface de roulement, réduction des fuites et de l'eau brune. Réparation d'urgence, pénurie d'eau et augmentation des nids		
Impacts - Non réalisation du projet	Ne permet pas de répondre à la demande justifiée.		
Objectif(s) stratégique(s) supporté(s)			
Priorité de réalisation		Probabilité de réalisation (%)	70%
Facteurs de risque	Autres		
Mesures d'atténuation			
Services internes impliqués	TP-Voirie		
Partenaires externes impliqués			

Conformité règlementaire et procédures

Conformité du zonage		**Procédures**	
Permis nécessaire		**Changement d'usage requis**	

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Identification du projet de PTI - Informations financières

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	# Fiche de projet	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée et de l'aqueduc des rues Sherwood, Dalhousie, Balmoral, D'Alma, Laurier, Lombardy et Huntington (ST-16-09)		

Budget en capital total requis - Arrondissement ('000$) (Net des ristournes de taxes)	Total (1)	250.0 $

# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière
# Projet Simon	# Investi

Coûts en capital / Années

	Antérieures	2015	2016	2017	Ultérieures	Total (1)
Arrondissement	- $	- $	250.0 $	- $	- $	250.0 $
Corporatif	- $	- $	2 635.0 $	- $	- $	2 635.0 $

Sources de financement

	Emprunt"PTI"	Surplus	Subventions	Promoteurs	Autres	Total (1)
Arrondissement	250.0 $	- $	- $	- $	- $	250.0 $
Corporatif	2 635.0 $	- $	- $	- $	- $	2 635.0 $

Budget d'opération supplémentaire annuel requis ('000$)	- $	Date début	
Économies annuelles au budget d'opération '(000$)		Date début	

Approbations

Date d'approbation du directeur du service	29.02.2016	Signature	Fabienne Lebrun
Date d'approbation du directeur d'arrondissement		Signature	
Date d'autorisation des crédits du CA		# Résolution	

Aide-mémoire - Règles de capitalisation

Question à se poser : Quel est l'actif ? " Bien durable "

Construction , achat ou remplacement (seulement si a atteint durée de vie utile)

> 10 000 $ ou commande de plusieurs items identiques > 1 000 $ toatlisant 10 000 $

ou regroupement d'actifs > 10 000 $ ne fonctionnant pas l'un sans l'autre (ordi)

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0214

Québec, le 31 octobre 2013

Roxboro Excavation inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Théorêt
1620, rue Newman Crescent
Dorval (Québec) H9P 2R8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Roxboro Excavation inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0214 n° d'identification de l'Autorité : 2700005963

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Roxboro Excavation inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 octobre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec :
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

ROXBORO EXCAVATION INC

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1166765009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 204 147,43 $, taxes incluses (contrat 3 022 780,59 $ + incidences 181 366,84 $) - Appel d'offres public ST-16-09 (11 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gaétan BRUNET
Chef de section - Ressources financières

Tél : 514 624-1008

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 624-1622
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166765009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, pavage et travaux connexes sur les rues Huntington (entre l'avenue de Versailles et la rue Lombardy), Balmoral, Lombardy, d'Alma, Laurier, Dalhousie et Sherwood l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 204 147,43 $, taxes incluses (contrat 3 022 780,59 $ + incidences 181 366,84 $) - Appel d'offres public ST-16-09 (11 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765009_Info_Comptable_DGSRE.xlsSIVT 1166765009 - informations comptables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1154102014

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. (PCPR 2016). Dépense totale de 4 503 027,00 $ (contrat: 4 276 027,00 $ + incidences: 227 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324003 - 10 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 4 503 027,00 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (PCPR), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder au Groupe T.N.T. inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 276 027,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 324003 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-15 10:25

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154102014**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. (PCPR 2016). Dépense totale de 4 503 027,00 $ (contrat: 4 276 027,00 $ + incidences: 227 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324003 - 10 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation (PTI) 2016-2018, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer un budget de 50 M $ en 2016 afin de continuer la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR), mis en œuvre de façon à améliorer rapidement la qualité du réseau routier en donnant à plusieurs rues une durée de vie additionnelle se situant entre 7 et 12 ans. Les projets se limitent à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs, à l'exception de correctifs visant à solutionner une problématique associée au drainage et sans bonification de l'aménagement existant.
La sélection des projets est réalisée par la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports au SIVT, alors que la gestion et la réalisation du programme sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

L'appel d'offres a été publié du 5 janvier au 15 février 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 14 juin 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 40 jours, ce qui respecte le délai prescrit par

la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 20 janvier 2016 : Modifications à la formule de soumission ainsi qu'au devis technique voirie. Ces modifications ont pour but de reporter l'ouverture de la soumission du 1er au 10 février, d'ajouter l'article «Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionnaire» ainsi que remplacer le mot «responsable» par «représentant» dans le devis technique - voirie. Ces modifications n'ont pas d'impact sur le prix.
- Addenda n° 2 publié le 8 février 2016 : Modifications au cahier des charges, à la formule de soumission ainsi qu'à un plan. Ces modifications ont pour but de reporter l'ouverture de la soumission du 10 au 15 février, de corriger l'article qui traite de la disponibilité des appareils de planage, de modifier la quantité de certains items ainsi que de corriger un plan. Ces modifications n'ont pas d'impact sur le prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux du présent contrat consistent au planage et revêtement bitumineux dans différentes rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (PCPR), sans intervention sur les trottoirs, à l'exception de correctifs visant à solutionner une problématique associée au drainage et sans bonification de l'aménagement existant. Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi que la liste des tronçons.
Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 388 729,72 $ (taxes incluses), soit une moyenne de 10 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission.

Les dépenses incidentes au montant de 227 000 $ comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication ainsi que des frais de laboratoire pour la gestion des sols excavés et le contrôle qualitatif des matériaux. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 324003 s'est terminé le 15 février 2016. Sur quinze (15) preneurs de cahier des charges, dix (10) firmes ont déposé une soumission et cinq (5) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 67 % et 33 %. La liste des preneurs du cahier de charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat :

RÉSULTATS DE SOUMISSION	*(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	Groupe TNT inc.	3 887 297,28 $	388 729,72 $	4 276 027,00 $
2	Eurovia Québec Construction inc.	3 985 060,30 $	398 506,02 $	4 383 566,32 $
3	Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc.	4 035 090,50 $	403 509,06 $	4 438 599,56 $
4	Construction Soter inc.	4 177 051,52 $	417 705,15 $	4 594 756,67 $
5	Pavages Métropolitain inc.	4 239 745,36 $	423 974,53 $	4 663 719,89 $
6	Construction Bau-Val inc.	4 263 358,77 $	426 335,87 $	4 689 694,64 $
7	Sintra inc. (Région Montérégie-Rive-Sud)	4 454 956,32 $	445 495,64 $	4 900 451,96 $
8	Roxboro Excavation inc.	4 463 364,28 $	446 336,43 $	4 909 700.71 $
9	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	4 949 549,23 $	494 954,93 $	5 444 504,16 $
10	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	5 066 626,26 $	506 662,62 $	5 573 288,88 $
Estimation des professionnels internes ($)		4 241 715,33 $	424 171,53 $	4 665 886,86 $
Coût moyen des soumissions reçues Écart entre la moyenne et la plus basse conforme			**($) (%)**	**4 787 430,98 $ 12,0 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($) (%)**	**1 297 261,88 $ 30,3 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($) (%)**	**-389 859,86 $ -8,4 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($) (%)**	**107 539,32 $ 2,5 %**

***Les prix furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts). Le contrat a été adjugé au plus bas soumissionnaire conforme.**

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -389 859,86 $, soit -8,4 %. Compte tenu que cet écart est favorable à la Ville de Montréal et qu'il est inférieur à 10 %, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Groupe T.N.T inc. détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 20 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 15 décembre 2015 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle a été validée à nouveau le 22 février 2016.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 4 503 027 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 227 000 $ (taxes incluses). Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre et représente un coût net de 4 111 863,85 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt # 15-019 de compétence locale « Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) ».
Les travaux relatifs au contrat sont entièrement admissibles à la subvention offerte par le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ), ce qui laissera un impact sur l'emprunt net de 207 281,25 $, soit la portion des incidences.

Le montant de la subvention est un montant anticipé. Dans le cas où la subvention ne serait pas reçue, le montant équivalent devra être dégagé à même l'enveloppe globale du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) et les virements budgétaires requis devront être effectués.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 14 juin 2016, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Mai 2016
Fin des travaux : Août 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Michel BORDELEAU, 10 mars 2016
Jean CARRIER, 9 mars 2016
Richard C GAGNON, 8 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-8285
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-08

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-15

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0102

Québec, le 20 juin 2013

TNT2 inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à TNT2 inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0102 n° d'identification de l'Autorité : 2700000263

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). TNT2 inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 08 mars 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE TNT INC.
Adresse du siège social : 20845, CH DE LA CÔTE N, 200, BOISBRIAND, QC, J7E 4H5, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700000263
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160480704

Autres noms d'affaires
• CARRIÈRE TNT • CIMENTS LAVALLÉE • GROUPE TNT MERCERON • HOULE H2O • PIEUX BCA • TNT2 • TNT GROUP INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 324003
Numéro de référence : 942978
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. (PCPR 2016)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction & Pavage Portneuf 599 Bona-Dussault Saint-Marc-des-Carrières, QC, G0A 4B0 NEQ : 1142323634	Madame Martine Naud Téléphone : 418 268-3558 Télécopieur : 418 268-5442	**Commande : (1051933)** 2016-01-11 10 h 03 **Transmission :** 2016-01-11 10 h 36	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 14 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Claudia Laurence Téléphone : 450 359-4243 Télécopieur : 450 359-0958	**Commande : (1054716)** 2016-01-15 11 h 24 **Transmission :** 2016-01-15 11 h 33	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 11 - Messagerie

				2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Soter Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 http://www.soter.com NEQ : 1143161066	Madame Mylène Poulin Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur :	**Commande : (1050473)** 2016-01-06 13 h 05 **Transmission :** 2016-01-06 13 h 12	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 12 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1164634611	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1052035)** 2016-01-11 11 h 18 **Transmission :** 2016-01-11 11 h 22	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 26 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1050325)** 2016-01-06 10 h 26 **Transmission :** 2016-01-06 10 h 26	2538219 - 324003_Addenda 1-Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 02 - Courriel 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1050328)** 2016-01-06 10 h 29 **Transmission :** 2016-01-06 10 h 38	2538219 - 324003_Addenda 1-Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 16 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1050736)** 2016-01-07 8 h 10 **Transmission :** 2016-01-07 8 h 16	2538219 - 324003_Addenda 1-Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 02 - Courriel 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1052160)** 2016-01-11 13 h 30 **Transmission :** 2016-01-11 13 h 42	2538219 - 324003_Addenda 1-Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 13 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1051560)** 2016-01-08 13 h 18 **Transmission :** 2016-01-08 13 h 18	2538219 - 324003_Addenda 1-Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 55 - Télécopie 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 16 h 03 - Télécopie

				2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 17 h 19 - Télécopie 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 15 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 45 - Télécopie 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1050967)** 2016-01-07 11 h 20 **Transmission :** 2016-01-07 11 h 29	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 16 h 14 - Télécopie 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 16 h 32 - Télécopie 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 17 h 23 - Télécopie 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 19 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 45 - Télécopie 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1050214)** 2016-01-06 8 h 56 **Transmission :** 2016-01-06 9 h 09	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 49 - Télécopie 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 16 h 03 - Télécopie 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 17 h 20 - Télécopie

			2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 23 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 45 - Télécopie 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Mélanie Lavoie Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 877 292-2237	**Commande : (1050615)** 2016-01-06 15 h 29 **Transmission :** 2016-01-06 15 h 36	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 26 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Pavages Multipro Inc. 3030 Anderson Terrebonne, QC, j6y1w1 NEQ : 1170190491	Monsieur Dany Gagné Téléphone : 450 430-8893 Télécopieur : 450 430-5977	**Commande : (1050900)** 2016-01-07 10 h 24 **Transmission :** 2016-01-07 10 h 24	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 02 - Courriel 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau)

				2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1050119)** 2016-01-05 16 h 26 **Transmission :** 2016-01-05 16 h 26	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-20 15 h 48 - Courriel 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-20 15 h 52 - Courriel 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-20 15 h 52 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 02 - Courriel 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0 NEQ : 1145755295	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1057421)** 2016-01-21 10 h 27 **Transmission :** 2016-01-21 13 h 06	2538219 - 324003_Addenda 1- Incluant un report de date 2016-01-21 10 h 27 - Téléchargement 2538224 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 27 - Téléchargement 2538225 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 27 - Téléchargement 2546571 - 324003_Addenda 2_Incluant un report de date 2016-02-08 16 h 45 - Courriel 2546572 - C-5103 R1 2016-02-08 23 h 22 - Messagerie 2546574 - 324003_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-08 16 h 44 - Courriel 2546575 - 324003_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-08 16 h 44 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: **324003**

Titre: **Travaux de voirie dans les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. (PCPR 2016)**

Arrondissement: **Plusieurs**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Planage et revêtement bitumineux (50 mm à 85 mm)	98120	m²	Longueure des tronçons: ± 7 452 mètre lineaire
Trottoir, Bordure et Mail	Réfection de trottoir	2186	m²	
	Réfection de bordure	122	m	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Nouvelle base de béton	0	unité	
		unité	
Conduits (1 et 2)	0	m lin.	
		m	
Mise aux normes	0	intersection	

Préparé par:	Djamel Chabane, ing.	Date:	29/02/2016

324003- Liste de rues par arrondissement

Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR 2016)

Arrondissement Ahuntsic-Cartierville

- boulevard de l'Acadie, de Louvain Ouest à Chabanel Ouest;
- rue de Lille, de la rue Prieur Est au boulevard Henri-Bourassa Est;
- rue de Louvain Est, de la rue Saint-Hubert à l'avenue Christophe-Colomb;
- rue de Mésy, de la rue Grenet à la rue Ranger;
- avenue Émile-Journault, de la rue Saint-Hubert à l'avenue Christophe-Colomb;
- boulevard Gouin Ouest, de la rue Fréchette à la rue Lachapelle;
- boulevard Henri-Bourassa Est, de la rue Taché à la rue des Jésuites;
- avenue Jean-Bourdon, du boulevard Toupin à l'avenue du Beau-Bois;
- rue Lajeunesse, de la rue Sauriol Est à la rue Prieur Est;
- rue Legendre Est, de l'avenue Henri-Julien à la rue Lajeunesse;
- rue Meilleur, de la rue Sauvé Ouest à la rue Mont-Cassin;
- rue Prieur Est, de l'avenue Péloquin à l'avenue Saint-Charles;
- rue Prieur Est, de l'avenue Papineau à l'avenue Hamelin;
- rue Prieur Est, de la rue de Saint-Firmin à la rue de Lille;
- rue Ranger, de la rue de Mésy au boulevard Gouin Ouest.

Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

1. boulevard Crémazie Est, de la rue D'Iberville au boulevard Saint-Michel;
2. boulevard des Grandes-Prairies, du boulevard Pie-IX à la 24e Avenue;
3. rue Everett, du boulevard Pie-IX à la 24e Avenue;
4. rue Rousselot, de la rue Jarry Est au boulevard Crémazie Est.

Montréal

324003 – Travaux de voirie aux arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Travaux de planage et revêtement bitumineux et de reconstructions ponctuelles de trottoirs sur le boulevard de l'Acadie, la rue de Lille, la rue de Louvain est, la rue de Mésy, l'avenue Émile-Journault, le boulevard Gouin E., le boulevard Henri-Bourassa, l'avenue Jean-Bourdon, la rue Lajeunesse, la rue Legendre, la rue Meilleur, les rues Prieur, la rue Ranger à Ahuntsic-Cartierville et le boulevard Crémazie E., le boulevard des Grandes-Prairies, la rue Everett et la rue Rousselot à Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Tronçons	Entraves et enjeux de circulation
- Boulevard de l'Acadie - Rue de Lille - Rue de Louvain est - Rue de Mésy - Avenue Émile-Journault - Boulevard Gouin O. - Boulevard Henri-Bourassa E. - Avenue Jean-Bourdon - Rue Lajeunesse - Rue Legendre E. - Rue Meilleur - Rues Prieur E. - Rue Ranger - Boulevard Crémazie E. - Boulevard des Grandes-Prairies - Rue Everett - Rue Rousselot	– Lors des phases 1 et 2, l'Entrepreneur ne peut fermer complètement les voies et/ou les intersections que pendant les heures de travaux. À la fin de chaque journée de travail, l'Entrepreneur doit rouvrir les voies et/ou les intersections à la circulation. – Sur le boulevard de l'Acadie, les travaux de reconstruction de trottoirs et de rampes se font de jour en dehors des heures de pointe (entre 9h30 et 15h30). Les travaux de planage, ajustement de structures et pavage se font de nuit entre 22h et 5h. – Sur le boulevard Crémazie, une coordination est requise avec le MTQ deux (2) semaines avant le début des travaux. – Lors des travaux sur le boulevard de l'Acadie, le boulevard Gouin, le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard Crémazie, l'Entrepreneur doit annoncer les travaux à l'aide de PMVM. – Les travaux sur le boulevard Gouin et le boulevard Henri-Bourassa doivent être exécutés en dehors des heures de pointe (entre 9h30 et 15h30). Les travaux sur la rue Lajeunesse doivent être exécutés en dehors de la période de pointe de l'après-midi (entre 7h et 15h30). – Sur le boulevard Gouin, l'Entrepreneur doit maintenir en tout temps un accès à l'hôpital du Sacré-Cœur. – Sur certaines artères, la circulation doit être relocalisée sur une seule voie, dans les deux sens. Aucune fermeture complète n'est permise sur les artères principales. – La plage horaire des travaux sur l'ensemble des rues, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, est de 7h à 19h. – Les travaux sur des tronçons desservant des écoles doivent être exécutés durant la période de vacances scolaires; – L'Entrepreneur doit installer un panneau d'information générale, dix jours avant le début des travaux, afin d'aviser les cyclistes de la fermeture des voies cyclables. – Conserver, en tout temps, les trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles et les accès aux propriétés fonctionnels. Si un trottoir ou passage piétonnier est entravé dans une direction, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons et/ou cyclistes de l'autre côté de la rue. – Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux. – Maintenir une voie de circulation d'une largeur minimale de 3.1m sur les rues transversales lors des travaux aux intersections. – L'Entrepreneur doit maintenir et sécuriser les arrêts d'autobus de la S.T.M. Une coordination doit être faite entre le Directeur, l'Entrepreneur et la S.T.M.
Mesures de gestion des impacts applicables à l'ensemble du projet	- Pour les zones des travaux, pouvant avoir des impacts sur les résidents, des panneaux d'affichage 1200mm x 1800 mm ont été prévus; - L'utilisation des PMVM est prévue sur les artères principales. - Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Mohamed Drissi Kamili, ing., M.ing,
Division Infrastructures urbaines
AXOR Experts-Conseils

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102014

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. (PCPR 2016). Dépense totale de 4 503 027,00 $ (contrat: 4 276 027,00 $ + incidences: 227 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324003 - 10 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1154102014.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-10

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2853

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164102004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou (PCPR). Dépense totale de 3 494 309,64 $ (contrat: 3 293 809,64 $ + incidences: 200 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324004 - 8 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 3 494 309,64 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou (PCPR), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Eurovia Québec Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 293 809,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 324004 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-22 09:39

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164102004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou (PCPR). Dépense totale de 3 494 309,64 $ (contrat: 3 293 809,64 $ + incidences: 200 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324004 - 8 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2016-2018, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) s'est vu allouer un budget de 50 M $ en 2016 afin de continuer la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR), mis en œuvre de façon à améliorer rapidement la qualité du réseau routier en donnant à plusieurs rues une durée de vie additionnelle se situant entre 7 et 12 ans. Les projets se limitent à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs, à l'exception de correctifs visant à solutionner une problématique associée au drainage et sans bonification de l'aménagement existant.
La sélection des projets est réalisée par la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports du SIVT, alors que la gestion et la réalisation du programme est sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIVT.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 8 février 2016 au 2 mars 2016, dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 22 jours, ce

qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 30 juin 2016.

Un (1) addenda a été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 25 février 2016: modifications à la formule de soumission, au devis technique voirie ainsi qu'aux plans. Cet addenda avait pour but de clarifier le paiement de certains items, de modifier des quantités au bordereau ainsi que de modifier deux plans. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur le prix.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent au planage et revêtement bitumineux dans différentes rues, dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou (PCPR). Certains travaux de reconstruction de bordures et de trottoirs sont nécessaires au bon drainage de rue et à la sécurité des utilisateurs. Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi que la liste des tronçons.
Les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes. Lors de l'élaboration des plans et devis et à différentes étapes d'avancement, la Division de la conception des travaux de la Direction des infrastructures du SIVT a transmis aux arrondissements et au requérant, des demandes de commentaires qui ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 299 437,25 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres.

Les dépenses incidentes au montant de 200 500 $ comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication ainsi que des frais de laboratoire pour la gestion des sols excavés et le contrôle qualitatif des matériaux. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 324004 s'est terminé le 2 mars 2016. Sur onze (11) preneurs du cahier des charges, huit (8) firmes ont déposé une soumission et trois (3) firmes n'en ont pas déposé, soit des proportions respectives de 73 % et 27 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à octroyer :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Eurovia Québec Construction inc.	2 994 372,39 $	299 437,25 $	3 293 809,64 $
2	Pavages Métropolitain inc.	3 151 404,45 $	315 140,45 $	3 466 544,90 $

3	Construction Soter inc.	3 297 950,96 $	329 795,09 $	3 627 746,05 $
4	Groupe TNT inc.	3 313 057,79 $	331 305,79 $	3 644 363,58 $
5	Demix Construction (Groupe CRH Canada inc.)	3 548 877,56 $	354 887,76 $	3 903 765,32 $
6	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	3 636 319,73 $	363 631,97 $	3 999 951,70 $
7	Construction Bau-Val inc.	3 715 600,97 $	371 560,10 $	4 087 161,07 $
8	Les Pavages Chenail inc.	3 917 933,22 $	391 793,33 $	4 309 726,55 $
Estimation des professionnels internes ($)		3 318 496,02 $	331 849,61 $	3 650 345,63 $
Coût moyen des soumissions reçues Écart entre la moyenne et la plus basse conforme			**($) (%)**	**3 791 633,60 $ 15,1 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($) (%)**	**1 015 916,91 $ 30,8 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($) (%)**	**-356 535,99 $ -9,8 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($) (%)**	**172 735,26 $ 5,2 %**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix du marché actuel : matériaux, équipements, main d'oeuvre, etc.

L'écart de -356 535,99 $ (-9,8 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Eurovia Québec Construction inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 2 février 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 1er mars 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 3 494 309,64 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 200 500 $ (taxes incluses). Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre et représente un coût net de 3 190 770,46 $ lorsque diminuée des ristournes

fédérale et provinciale, lequel est financé par le Règlement d'emprunt #16-010 de compétence locale « Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) ».
Les travaux relatifs au contrat sont entièrement admissibles à la subvention offerte par le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ). Ce qui laissera un impact sur l'emprunt net de 183 083,22 $, soit la portion des incidences.

Le montant de la subvention est un montant anticipé. Dans le cas où la subvention ne serait pas reçue, le montant équivalent devra être dégagé à même l'enveloppe globale du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) et les virements budgétaires requis devront être effectués.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit au 30 juin 2016, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et en défrayer les coûts.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du PCPR sont planifiés selon un échéancier serré. Tout retard sur la réalisation de ces travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2016
Fin des travaux : Août 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Denis CHARLAND, Montréal-Nord
Jean-François MARCHAND, Saint-Léonard
Réal LAFLEUR, Anjou

Lecture :

Jean CARRIER, 17 mars 2016
Jean-François MARCHAND, 17 mars 2016
Denis CHARLAND, 17 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djamel CHABANE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-8285
Télécop. : 514 872-2874

Martin GAUDETTE, ing.
Chef de section - Voirie
Tél. : 514 872-5622
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-17

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-22

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 324004
Numéro de référence : 952397
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord—Saint-Léonard—Anjou. (PCPR 2016)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction & Pavage Portneuf 599 Bona-Dussault Saint-Marc-des-Carrières, QC, G0A 4B0	Madame Martine Naud Téléphone : 418 268-3558 Télécopieur : 418 268-5442	**Commande : (1067955)** 2016-02-10 10 h 01 **Transmission :** 2016-02-10 11 h 54	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1067256)** 2016-02-09 10 h 44 **Transmission :** 2016-02-09 13 h 15	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 43 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Soter Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 http://www.soter.com	Madame Mylène Poulin Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur :	**Commande : (1066416)** 2016-02-08 10 h 43 **Transmission :** 2016-02-08 13 h 44	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 42 - Messagerie

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1068690)** 2016-02-11 9 h 01 **Transmission :** 2016-02-11 10 h 25	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 47 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1065631)** 2016-02-05 11 h 08 **Transmission :** 2016-02-05 11 h 08	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 44 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1066529)** 2016-02-08 11 h 49 **Transmission :** 2016-02-08 14 h 27	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 46 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1067254)** 2016-02-09 10 h 43 **Transmission :** 2016-02-09 10 h 43	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 48 - Messagerie

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1065492)** 2016-02-05 9 h 37 **Transmission :** 2016-02-05 13 h 27	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 47 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1066411)** 2016-02-08 10 h 41 **Transmission :** 2016-02-08 10 h 41	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 55 - Télécopie 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 56 - Télécopie 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 44 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1065753)** 2016-02-05 13 h 23 **Transmission :** 2016-02-05 13 h 23	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 12 h 37 - Télécopie 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 56 - Télécopie 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 45 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1065841)** 2016-02-05 14 h 44 **Transmission :** 2016-02-05 18 h 41	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 55 - Télécopie 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 25 - Télécopie 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 45 - Messagerie

			Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1877 292-2237	**Commande : (1065950)** 2016-02-05 16 h 06 **Transmission :** 2016-02-05 21 h 20	2555345 - 324004_Addenda 1 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555348 - 324004_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 10 h 54 - Courriel 2555349 - 324004_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 10 h 54 - Téléchargement 2555355 - Plans 2016-02-25 20 h 49 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Section Info-travaux
Stratégie de communication

Soumission : *324004*
GDD : *1164102004*
Client : *Gestion des actifs de voirie*
Nom du requérant (client) : *Jean Carrier, chef d'équipe*
Demandée par : *Djamel Chabane, ing.*
DRM : *3240*
Projet Simon : *non disponible pour le moment*
Préparée par : *Céline Vaillancourt*
Approuvée par : *Sonia Beauchemin, Section Info-travaux, Service des communications, 11 février 2016*
Date : *11 février 2016*
Projet : Travaux de voirie à divers endroits dans les arrondissements d'Anjou, Montréal-Nord et Saint-Léonard dans le cadre du programme PCPR 2016.

Arrondissements : Anjou, Montréal-Nord et Saint-Léonard

Contexte
Afin d'améliorer ses réseaux routiers, la Ville de Montréal prévoit des travaux de voirie à divers endroits dans les arrondissements d'Anjou, Montréal-Nord et Saint-Léonard dans le cadre du Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) 2016 du Service des infrastructures.

Ces travaux devraient commencer au printemps 2016 et sont d'une durée variable. Ils seront réalisés dans les secteurs suivants :

Liste des rues par l'arrondissement

Montréal-Nord

- Rue d'Amiens, de l'avenue Balzac à l'avenue L'Archevêque;
- Rue d'Amos, de l'avenue Jules-Paul-Tardivel au boulevard Lacordaire;
- Rue Fleury Est, du boulevard Saint-Michel à l'avenue Leblanc;
- Boulevard Langelier, du boulevard Léger à l'avenue Allard;
- Avenue Salk, du boulevard Henri-Bourassa Est à la rue de Séville;
- Avenue Salk, de la rue de Charleroi à la rue d'Amos.

Saint-Léonard

- Boulevard Métropolitain (direction est), du boulevard Provencher à l'est de la rue Boischatel;
- Boulevard Métropolitain (direction ouest), de la rue Peugeot à la rue de la Salette.

Anjou

- Rue Colbert, de la rue Larrey au boulevard Henri-Bourassa Est;
- Boulevard de Châteauneuf, de l'avenue Azilda à l'avenue des Ormeaux;
- Boulevard des Sciences, du boulevard Ray-Lawson à la place Ray-Lawson;
- Boulevard Louis-H.-La Fontaine (direction sud), de la rue M-B.Jodoin au boulevard Métropolitain (direction ouest);
- Boulevard Ray-Lawson, du boulevard des Sciences au 4^{ième} Croissant;
- Boulevard Yves-Prévost, de l'avenue Portage à l'avenue Azilda.

Enjeux
Plusieurs tronçons seront fermés à la circulation de façon partielle ou complète en raison des travaux de planage, d'ajustement de structures et de pavage prévus au contrat. La circulation locale sera cependant autorisée en tout temps. Le stationnement sera interdit dans la section des travaux. Des chemins de détour et des itinéraires facultatifs seront balisés aux abords du chantier pour donner accès aux rues avoisinantes, aux pistes cyclables et aux sentiers piétonniers.

Stratégie
En 2015, il a été décidé par le Service des communications de ne pas créer une campagne de communication spécifique sur le PCPR. L'analyse de ce programme nous permet de statuer qu'une stratégie d'information de chantier reposant sur la mise en place d'outils de communication de proximité sera nécessaire pour informer les publics touchés par ces travaux.

Outils de communication — Communications de proximité :

Réalisées par une firme externe :

- Avis aux résidents (Distribution LG, chargé de projets DI, Info-travaux)
- Courriels d'information aux partenaires (311, arrondissements d'Anjou, Montréal-Nord et Saint-Léonard, Gestion des actifs de voirie, bureau du taxi, STM, Vélo-Québec, services publics et d'urgence, etc.)
- Panneaux de chantier PCPR imprimés, installés et désinstallés par l'entrepreneur
- Recherches médias et citoyennes
- Rencontres avec les commerçants et institutions selon le besoin (Section de la Gestion des impacts)
- Accroche-porte pour début des travaux
- Accroche-porte pour fermeture d'eau si requis

Réalisées par la Section Info-travaux :

- Réponses aux citoyens assurées par l'entremise de la Ligne téléphonique Info-travaux

Communication de masse

Réalisées par une firme externe :

- Avis aux chroniqueurs de la circulation
- Information à la Radio-circulation

Réalisées par la Section Info-travaux :

- Validation des réponses médias et citoyennes préparées par la firme externe
- Alertes sur le compte Twitter
- Site Internet — Carte Google indiquant les entraves

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556
N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

324004 – Travaux de voirie aux arrondissements de Montréal-Nord, Saint-Léonard et Anjou

Travaux de planage et revêtement bitumineux et de reconstructions ponctuelles de trottoirs sur la rue d'Amiens, la rue d'Amos, la rue Fleury Est, le boulevard Langelier et l'avenue Salk dans l'arrondissement de Montréal-Nord, le boulevard Métropolitain en direction est et ouest dans l'arrondissement de Saint-Léonard et la rue Colbert, le boulevard Châteauneuf, le boulevard des Sciences, le boulevard Louis-H.-Lafontaine en direction sud, le boulevard Ray-Lawson et le boulevard Yves-Prévost dans l'arrondissement d'Anjou.

Tronçons	Entraves et enjeux de circulation
- Rue d'Amiens - Rue d'Amos - Rue Fleury Est - Boulevard Langelier - Avenue Salk - Boulevard Métropolitain en direction est et ouest - Rue Colbert - Boulevard Châteauneuf - Boulevard des Sciences - Boulevard Louis-H.-Lafontaine en direction sud - Boulevard Ray-Lawson - Boulevard Yves-Prévost	– Lors des phases 1 et 2, l'Entrepreneur ne peut fermer complètement les voies et/ou les intersections que pendant les heures de travaux. À la fin de chaque quart de travail, l'Entrepreneur doit rouvrir les voies et/ou les intersections à la circulation. – À l'exception des tronçons concernés ci-dessous, la plage horaire des travaux sur l'ensemble des rues est de 7h00 à 19h00. – Sur la rue Fleury Est, le boulevard Langelier, l'avenue Salk (aux intersections avec les boulevards Léger et Henri-Bourassa), le boulevard des Sciences, le boulevard Louis-H.-Lafontaine et le boulevard Ray-Lawson, les travaux de reconstruction de trottoirs et de rampes doivent être exécutés de jour en dehors des heures de pointe (entre 9h30 et 15h30 à Montréal-Nord et entre 9h30 et 15h00 à Anjou). – Sur le boulevard Métropolitain, les travaux de reconstruction de trottoirs et de rampes doivent être exécutés de jour en dehors des heures de pointe de l'après-midi (entre 7h00 et 15h30) pour la direction est et en dehors des heures de pointe du matin (entre 9h30 et 19h00) pour la direction ouest. – Sur le boulevard Métropolitain, la rue Colbert, le boulevard des Sciences, le boulevard Louis-H.-Lafontaine et le boulevard Ray-Lawson, les travaux de planage, ajustement de structures doivent être exécutés de nuit entre 22h00 et 5h00. – Sur le boulevard Métropolitain et le boulevard Louis-H.-Lafontaine, une coordination est requise avec le MTQ deux (2) semaines avant le début des travaux. – Lors des travaux sur la rue Fleury Est, le boulevard Métropolitain en direction est, le boulevard Métropolitain en direction est, le boulevard Louis-H.-Lafontaine en direction sud et le boulevard Ray-Lawson, l'Entrepreneur doit annoncer les travaux à l'aide de PMVM. – Sur certaines artères, la circulation doit être relocalisée sur une seule voie, dans les deux sens. Aucune fermeture complète n'est permise sur les artères principales. – Les travaux sur des tronçons desservant des écoles doivent être exécutés durant la période de vacances scolaires; – Conserver, en tout temps, les trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles et les accès aux propriétés fonctionnels. Si un trottoir ou passage piétonnier est entravé dans une direction, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons et/ou cyclistes de l'autre côté de la rue. – Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux. – Maintenir une voie de circulation d'une largeur minimale de 3.1m sur les rues locales transversales lors des travaux aux intersections avec lesdites rues. – L'Entrepreneur doit maintenir et sécuriser les arrêts d'autobus de la STM. Une coordination doit être faite entre le Directeur, l'Entrepreneur et la STM.
Mesures de gestion des impacts applicables à l'ensemble du projet	- Pour les zones des travaux, pouvant avoir des impacts sur les résidents, des panneaux d'affichage 1200mm x 1800 mm ont été prévus; - L'utilisation des PMVM est prévue sur les artères principales. - Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Caroline Bélisle, ing.
AXOR Experts-Conseils

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: **324004**
Titre: **Travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou. (PCPR 2016)**

Arrondissement: **Plusieurs**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Planage et revêtement bitumineux (50 mm à 85 mm)	97110	m²	Longueure des tronçons: ± 3 461 mètre lineaire
Trottoir, Bordure et Mail	Réfection de trottoir	1975	m²	
	Réfection de bordure	290	m	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	
		m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Nouvelle base de béton	0	unité	
		unité	
Conduits (1 et 2)	0	m lin.	
		m	
Mise aux normes	0	intersection	

Préparé par:	Djamel Chabane, ing.	Date:	11-03-2016

324004- Liste de rues par arrondissement

Travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord—Saint-Léonard—Anjou. (PCPR 2016)

Arrondissement Montréal-Nord

1. Rue d'Amiens, de l'avenue Balzac à l'avenue L'Archevêque;
2. Rue d'Amos, de l'avenue Jules-Paul-Tardivel au boulevard Lacordaire;
3. Rue Fleury Est, du boulevard Saint-Michel à l'avenue Leblanc;
4. Boulevard Langelier, du boulevard Léger à l'avenue Allard;
5. Avenue Salk, du boulevard Henri-Bourassa Est à la rue de Séville;
6. Avenue Salk, de la rue de Charleroi à la rue d'Amos.

Arrondissement Saint-Léonard

1. Boulevard Métropolitain (direction est), du boulevard Provencher à l'est de la rue Boischatel;
2. Boulevard Métropolitain (direction ouest), de la rue Peugeot à la rue de la Salette.

Arrondissement Anjou

1. Rue Colbert, de la rue Larrey au boulevard Henri-Bourassa Est;
2. Boulevard de Châteauneuf, de l'avenue Azilda à l'avenue des Ormeaux;
3. Boulevard des Sciences, du boulevard Ray-Lawson à la place Ray-Lawson;
4. Boulevard Louis-H.-La Fontaine (direction sud), de la rue M-B.Jodoin au boulevard Métropolitain (direction ouest);
5. Boulevard Ray-Lawson, du boulevard des Sciences au 4^{ième} Croissant;
6. Boulevard Yves-Prévost, de l'avenue Portage à l'avenue Azilda.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164102004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec Construction inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou (PCPR). Dépense totale de 3 494 309,64 $ (contrat: 3 293 809,64 $ + incidences: 200 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 324004 - 8 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT 1164102004 - informations comptables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : 514-872-4014

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164102003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot. Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 1 409 594,31 $ (contrat: 1 244 994,31 $ + incidences: 164 600,00 $), taxes incluses. Soumission 266101 - 13 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 409 594,31 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction G-NESIS inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 244 994,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 266101 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 12:08

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164102003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot. Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 1 409 594,31 $ (contrat: 1 244 994,31 $ + incidences: 164 600,00 $), taxes incluses. Soumission 266101 - 13 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Dans le présent dossier, à la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire (installée en 1924) ainsi que la conduite d'eau secondaire (installée en 1925) dans la rue Masson ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ce tronçon n'ayant pas été retenu dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation sans tranchée (chemisage).

La Direction des transports poursuit - via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* - sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer

l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

- d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
- de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
- de consolider et conserver les équipements municipaux;
- de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction des transports ainsi que la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 8 février 2016 au 2 mars 2016, dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 23 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 30 juin 2016.

Deux (2) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 25 février 2016 : Modifications mineures à la formule de soumission et clarifications au devis technique égout et aqueduc (cahier O) ainsi qu'au devis technique éclairage (cahier E). Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.

- Addenda n° 2 publié le 26 février 2016 : Modifications mineures à la formule de soumission et clarifications au devis technique circulation (cahier C). Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent principalement en la reconstruction d'environ 130 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 375 mm à 750 mm et d'environ 230 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètres variant de 200 mm à 300 mm de diamètre, la reconstruction complète des trottoirs et de la chaussée, ainsi que le remplacement de lampadaires dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot. Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan de localisation.
Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 117 314,91 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10,4 % du coût des travaux incluant les taxes, tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux de bases et conduits ainsi que d'éclairage où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projets 1658002005 et 1658002006).

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, d'horticulture, de communication, de gestion des impacts, de chloration des conduites d'eau existantes, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

Sur vingt-sept (27) preneurs du cahier des charges, vingt-six (26) étaient susceptibles de soumissionner. Sur ces vingt-six (26), treize (13) firmes ont déposé une soumission et treize (13) n'en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 50 % chacune. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à octroyer :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Construction G-NESIS inc. (Licence RBQ # 5626-8816-01) (Attestation Revenu Québec délivrée le 25 février 2016)	1 127 679,40 $	117 314,91 $	1 244 994,31 $
2	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.	1 230 942,49 $	127 641,22 $	1 358 583,71 $
3	Les entreprises Claude Chagnon inc.	1 249 273,40 $	130 158,65 $	1 379 432,05 $
4	Les Entreprises Michaudville inc.	1 279 477,26 $	133 522,74 $	1 413 000,00 $
5	Les Excavations Super inc.	1 308 119,67 $	135 577,39 $	1 443 697,06 $
6	Pavages D'Amour inc.	1 322 212,51 $	137 395,12 $	1 459 607,63 $
7	9045-6823 Québec inc. (FAS: Groupe Damiano inc.)	1 338 146,89 $	138 361,66 $	1 476 508,55 $

8	Socomec Industriel inc.	1 377 556,13 $	142 537,35 $	1 520 093,48 $
9	Construction Bau-Val inc.	1 382 501,37 $	143 647,75 $	1 526 149,12 $
10	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	1 510 998,58 $	155 742,41 $	1 666 740,99 $
11	Charex inc.	1 538 859,89 $	158 636,68 $	1 697 496,57 $
12	9301-3845 Québec inc.	1 592 694,63 $	164 539,63 $	1 757 234,26 $
13	Construction Fermont International Ltée	1 805 064,38 $	186 882,41 $	1 991 946,79 $
Estimation des professionnels internes ($)		1 392 074,63 $	143 471,08 $	1 535 545,71 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**1 533 498,81 $** **23,2%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**746 952,48 $** **60,0%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-290 551,40 $** **-18,9%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**113 589,40 $** **9,1%**

*** Les prix de soumission furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).**

Le montant total de la soumission de Socomec Industriel inc. est passé de 1 523 220,36 $ à 1 520 093,48 $, suite à une erreur de calcul de la TPS (5%).

Également, le montant total des Excavations Gilbert Théorêt inc. est passé de 1 639 665,50 $ à 1 666 740,99 $, dû à une erreur de calcul des travaux contingents pour le sous-projet 1658002005.

Aussi, le montant de la soumission de Charex inc. est passé de 1 698 695,52 $ à 1 697 496,57 $, vu que l'entrepreneur n'a pas tenu compte de la modification de la quantité de l'Item "Réparation des surfaces de contact" mentionnée dans l'addenda # 2, au niveau du sous-projet 1655845030.

Finalement, le montant total de Construction Fermont International Ltée est passé de 1 997 313,02 $ à 1 991 946,79 $, dû aux erreurs de calcul des travaux contingents pour les sous-projets 1361220540 et 1361220511.

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix du marché actuel : matériaux, équipements, main d'oeuvre, etc.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de -290 551,40 $ (-18,9 %). L'équipe de l'économie de la construction de la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) a procédé à l'analyse des treize (13) soumissions reçues. Il y a un étalement de prix régulier entre les soumissionnaires sauf la plus basse et la plus haute soumissions reçues, ce qui indique un marché actif et concurrentiel. Tout de même la plus basse soumission reste très agressive. La moyenne de toutes les soumissions reçues se situe à 1,4% de l'estimation de la DGPEC. Dans ce contexte et en prenant en considération un écart favorable de 18,9%, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Construction G-NESIS inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 23 octobre 2015. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 25 février 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 1 409 594,31 $ (taxes incluses), incluant des incidences de 164 600,00 $ (taxes incluses).
Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre et représente un coût net de 1 287 147,49 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Une partie du coût des travaux est admissible à une subvention de 849 829,34 $ dans le cadre du Programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), laissant un emprunt net à la charge des contribuables de 437 318,15 $, lequel est financé par les Règlements d'emprunt de compétence local suivants:

- Règlement # 16-004 « Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - 58002 »
- Règlement # 16-006 « Programme de réfection d'artères - 55845 ».

De plus, la dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets du PTI des services :

· 66,02 % est prévu au PTI de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau pour un montant de 930 673,93 $, taxes incluses;
· 33,98 % est prévu au PTI de la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour un montant de 478 920,38 $, taxes incluses.

La répartition du coût des travaux et des incidences est présentée en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DGSRE ainsi que la Direction des transports, nous informent que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes d'égout et d'aqueduc, de la chaussée ainsi que des trottoirs existants.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 30 juin 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2016
Fin des travaux : juillet 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite (Comlan Djanta AFANOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Jean CARRIER, 23 mars 2016
Benoît MALETTE, 23 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvon GAUTHIER
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-9731
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures

Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures, en remplacement du directeur de service
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-29

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 23 octobre 2015

CONSTRUCTION G-NESIS INC.
A/S MONSIEUR STÉPHANE CHAUMONT
4915, LOUIS-B.-MAYER
LAVAL (QC) H7P 0E5

N° de décision : 2015-CPSM-1055314
N° de client : 3000376012

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). CONSTRUCTION G-NESIS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 22 octobre 2018 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 266101
Numéro de référence : 952442
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU, DE VOIRIE ET D'ÉCLAIRAGE DANS LA RUE MASSON, DE L'AVENUE PAPINEAU À LA RUE CHABOT

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9301-3845 Québec inc. 100 rue de la Couronne Repentigny, QC, j5z5e9	Monsieur Stephane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur :	**Commande : (1068397)** 2016-02-10 15 h 26 **Transmission :** 2016-02-10 15 h 26	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 36 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1068349)** 2016-02-10 14 h 50 **Transmission :** 2016-02-10 17 h 48	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 34 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1067617)** 2016-02-09 15 h 53 **Transmission :** 2016-02-09 15 h 53	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 25 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
cojalac inc. 325 notre-dame des champs Repentigny, QC, j6a3b4	Monsieur jacques lachapelle Téléphone : 450 932-4605 Télécopieur :	**Commande : (1069853)** 2016-02-12 11 h 32 **Transmission :** 2016-02-12 16 h 14	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 33 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1067258)** 2016-02-09 10 h 45 **Transmission :** 2016-02-09 13 h 15	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 29 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel

			2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Fermont International Ltee. 1811 rue Lucerne Laval, QC, H7M 2G5	Monsieur Giuseppe Zambito Téléphone : 514 881-8052 Télécopieur : 514 881-8078	**Commande : (1068984)** 2016-02-11 11 h 30 **Transmission :** 2016-02-11 15 h 04	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 22 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1067402)** 2016-02-09 13 h 04 **Transmission :** 2016-02-09 13 h 04	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 28 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Nathalie Côté Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1067236)** 2016-02-09 10 h 22 **Transmission :** 2016-02-09 13 h 11	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 36 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel

			2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe C.B.G. Construction 2325 rue Desautels Montréal, QC, H1N3B5	Madame Nathalie Bélanger Téléphone : 514 259-3897 Télécopieur : 514 252-0131	**Commande : (1078132)** 2016-02-26 10 h 50 **Transmission :** 2016-02-26 10 h 50	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-26 10 h 50 - Téléchargement 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-26 10 h 50 - Téléchargement 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-26 10 h 50 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Damiano Inc. 11560 boul de la Rivière-Des-Prairies Montréal, QC, H1C 1P9	Monsieur Tony Damiano Téléphone : 514 881-7702 Télécopieur : 514 881-7939	**Commande : (1068557)** 2016-02-11 7 h 21 **Transmission :** 2016-02-11 8 h 02	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 36 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1067134)** 2016-02-09 9 h 16 **Transmission :** 2016-02-09 9 h 49	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 35 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel

			2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1070793)** 2016-02-15 14 h 06 **Transmission :** 2016-02-15 14 h 06	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 33 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JNA Leblanc électrique Inc 113A, rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.jnaleblanc.com	Monsieur Normand Leblanc Téléphone : 450 588-3712 Télécopieur : 450 654-9107	**Commande : (1068332)** 2016-02-10 14 h 30 **Transmission :** 2016-02-10 14 h 30	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 30 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 11 - Télécopie 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 14 h 21 - Télécopie 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Télécopie 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450	**Commande : (1066778)** 2016-02-08 15 h	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 23 - Messagerie

Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Transmission :** 2016-02-08 15 h	2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1067212)** 2016-02-09 10 h 05 **Transmission :** 2016-02-09 10 h 05	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 30 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1067122)** 2016-02-09 9 h 11 **Transmission :** 2016-02-09 9 h 46	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 23 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

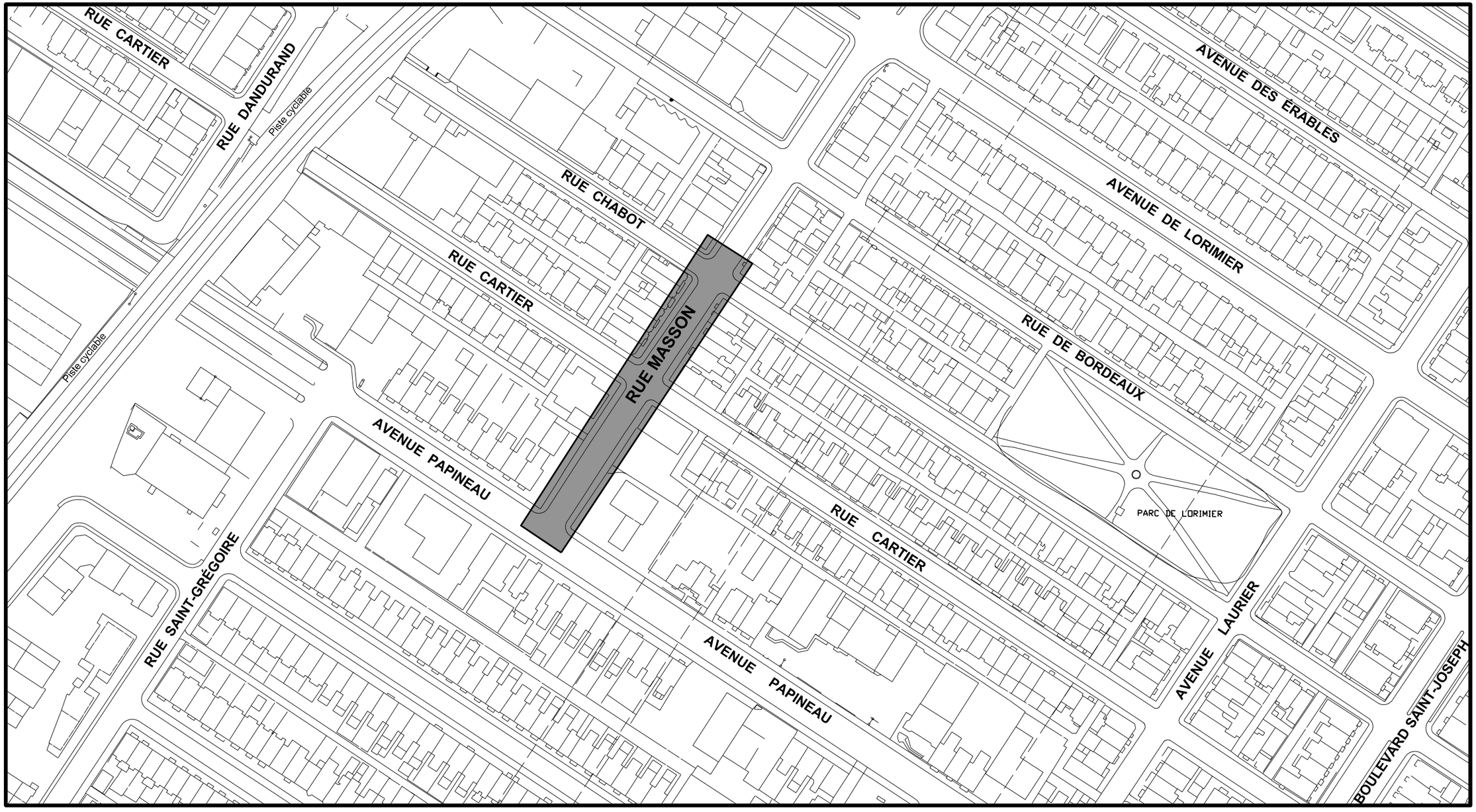
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1067456)** 2016-02-09 13 h 52 **Transmission :** 2016-02-09 15 h 22	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 27 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les entreprises d'électricité Renaissance inc 23 avenue Milton Montréal, QC, H8R1K6	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1068457)** 2016-02-10 16 h 07 **Transmission :** 2016-02-10 16 h 07	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 20 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1067275)** 2016-02-09 10 h 58 **Transmission :** 2016-02-09 13 h 16	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 28 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1066659)** 2016-02-08 13 h 44 **Transmission :** 2016-02-08 13 h 44	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 32 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Télécopie 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 43 - Télécopie 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 14 h 06 - Télécopie 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1072634)** 2016-02-18 7 h 41 **Transmission :** 2016-02-18 7 h 52	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 21 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Télécopie 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 16 h 05 - Télécopie 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 14 h 06 - Télécopie 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1069587)** 2016-02-12 8 h 55 **Transmission :** 2016-02-12 9 h 50	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 35 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 11 - Télécopie 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 14 h 17 - Télécopie 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 14 h 37 - Télécopie

			2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1066881)** 2016-02-08 16 h **Transmission :** 2016-02-08 17 h 59	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 26 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3	Madame Josée Arseneault Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1068964)** 2016-02-11 11 h 21 **Transmission :** 2016-02-11 11 h 21	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 31 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1068399)** 2016-02-10 15 h 27 **Transmission :** 2016-02-10 18 h 17	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 32 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 11 - Télécopie 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 19 - Télécopie

			2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 14 h 03 - Télécopie 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1066882)** 2016-02-08 16 h **Transmission :** 2016-02-08 17 h 43	2555372 - 266101_Addenda 1 2016-02-25 11 h 20 - Messagerie 2555373 - 266101_Formulaires de soumission (devis) 2016-02-25 11 h 10 - Courriel 2555374 - 266101_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-02-25 11 h 10 - Téléchargement 2556245 - 266101_Addenda 2 2016-02-26 13 h 11 - Courriel 2556246 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (devis) 2016-02-26 13 h 32 - Courriel 2556247 - 266101_Formulaire de soumission_Addenda 2 (bordereau) 2016-02-26 13 h 32 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Westmount 1 BETHUNE WESTMOUNT, QC, H3Z 2L2	Madame Elisa Gaetano Téléphone : 514 989-5313 Télécopieur : 514 989-5488	**Commande : (1073340)** 2016-02-18 15 h 39 **Transmission :** 2016-02-18 15 h 39	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

© 2003-2016 Tous droits réservés



RUE MASSON
DE L'AVENUE PAPINEAU À LA RUE CHABOT

PRÉPARÉ PAR : TONY KEYROUZ, AG. TECH.	DATE : 17 FÉVRIER 2016	PLAN DE LOCALISATION	
APPROUVÉ PAR : KHALED MOUCHAORAB, ING.	ÉCHELLE : N/A	ARRONDISSEMENT : PLATEAU-MONT-ROYAL	SOUMISSION : 266101

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Montréal

Division de la conception des travaux

Actifs visés par le projet

Soumission: 266101
Titre: Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson
Arrondissement: Plateau Mont-Royal

Voirie

	Type d'Item	Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Chaussée Flexible	Reconstruction	2 370	m.ca	Longueur = 198 m
Sous total Chaussée				- $	
Trottoir, Bordure et Mail	Trottoir monolithe en béton	Reconstruction	360	m.ca.	
	Trottoir boulevard en béton	Reconstruction	315	m.ca	
				-	
Sous total Trottoir					
TOTAL VOIRIE					

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc 200 mm diam.	65	m	
Aqueduc 300 mm diam.	165	m	
Égout 375 mm diam.	95	m	
Egout 750 mm diam.	35	m	
TOTAL ÉGOUT / AQUEDUC			

m

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Base de béton	9	unité	
Conduits	75	m	
Lampadaire	9	unité	
TOTAL ÉCLAIRAGE / FEUX			

Préparé par:	Yvon Gauthier, ing.

Montréal

Soumission 266101- Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Rue Masson	Les travaux sont répartis en 4 phases distinctes décrites et illustrés au cahier C. **1)** PHASE 1 : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage à l'intersection de la rue Masson et de la rue Cartier; **2)** PHASE 2 : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue Masson, entre la rue Cartier et la rue Chabot; **3)** PHASE 3 : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue Masson, entre l'avenue Papineau et la rue Cartier; **4)** PHASE 4 : Travaux de pavage sur la rue Masson, entre l'avenue Papineau et la rue Chabot. - Lors des travaux de la phase 1, fermeture complète de l'intersection de la rue Masson et de la rue Cartier. Par conséquent, il y aura de la circulation locale seulement et des chemins de détour pour la rue Masson de part et d'autre de la zone des travaux ainsi que sur la rue Cartier; - Lors des travaux de la phase 2, fermeture complète de la rue Masson entre la rue Cartier et la rue Chabot. Par conséquent, il y aura de la circulation locale seulement et des chemins de détour pour la rue Masson de part et d'autre de la zone des travaux ainsi que sur la rue Chabot; - Lors des travaux de la phase 3, fermeture complète de la rue Masson entre l'avenue Papineau et la rue Cartier ainsi que de la voie de droite en direction nord sur l'avenue Papineau. Par conséquent, il y aura de la circulation locale seulement et des chemins de détour pour la rue Masson, à l'est de la rue Cartier; - Lors des travaux de la phase 4, fermeture complète de la rue Masson entre l'avenue Papineau et la rue Chabot. Par conséquent, il y aura de la circulation locale seulement et des chemins de détours pour la rue Masson et les rues transversales; - L'entrepreneur doit mettre en place une signalisation temporaire et prévoir modifier la signalisation existantes pour permettre le double sens lorsque les travaux ferment ou entravent les rues à sens unique afin de faciliter les entrées et les sorties des riverains; - Lors des travaux d'égout et d'aqueduc, l'entrepreneur doit limiter ses excavations à une longueur maximale de 30 mètres à la fois sur la rue Masson; - Interdire le stationnement en amont et en aval de l'aire de travail; - Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Protéger les aires de travail et les excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes; - En l'absence de travaux, l'entreposage des dispositifs de signalisation doit se faire de façon à maintenir les voies de circulation et les trottoirs libres de tout obstacle; - Maintenir en tout temps les nombres de voies de circulation, par phase, décrite au cahier C; - Maintenir en tout temps, d'une façon sécuritaire, tous les mouvements permis aux intersections à moins d'indication contraire;

	- Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou passage piéton est entravé dans une direction, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - Enlever les entraves et redonner les voies à la circulation aussitôt que les travaux sont complétés; - Présence d'un minimum de deux (2) signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Maintenir, en tout temps, les accès aux résidences, entreprises, commerces et aux ruelles des secteurs affectés par les travaux. Aucune fermeture complète de longue durée des accès ne sera tolérée durant les travaux; - Si au cours des travaux, des zones de débarcadère sont entravées, l'entrepreneur doit, avec l'aide du directeur et en accord avec l'arrondissement, aménager des zones temporaires à proximité. Ces zones doivent être signalées par des panneaux de signalisation temporaire; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Station de BIXI à démobiliser sur la rue Cartier (au nord de la rue Masson); - Installation, à l'approche du chantier de construction, d'un panneau d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Coordination avec la STM, à inviter lors de la réunion de démarrage; - Accommoder et maintenir en tout temps l'accès aux services d'urgence-santé, services de sécurité incendie de Montréal et le SPVM.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite

Dossier # : 1164102003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction G-NESIS inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Masson, de l'avenue Papineau à la rue Chabot. Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 1 409 594,31 $ (contrat: 1 244 994,31 $ + incidences: 164 600,00 $), taxes incluses. Soumission 266101 - 13 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

DGSRE_ Info_ Compt_ 1164102003.xls1164102003_SIVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Comlan Djanta AFANOU
Agent Comptable Analyste
Tél : 514-872-0893

Co-auteur
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire - pôle développement

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion resssources financières
Tél : 514 - 872 6052

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1167271001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2016, pour une somme maximale de 280 000 $, exempte de taxes. Contrat de gré à gré.

Il est recommandé de:
approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2016 / Autoriser une contribution financière maximale de 280 000 $

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 14:52

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167271001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2016, pour une somme maximale de 280 000 $, exempte de taxes. Contrat de gré à gré.

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a reçu du conseil municipal, le 27 février 2013, le mandat d'évaluer la portée de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées, des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais et d'émettre, par la suite, des recommandations sur les modifications possibles audit règlement (CM13 0161). La Commission a formulé six recommandations concernant les entrées de service en plomb et la relance du plan d'action établi en 2007, qui ont été approuvées par le Comité Exécutif le 16 septembre 2015.

Parmi ces recommandations, la poursuite des campagnes annuelles de dépistage a été approuvée, tout en visant un objectif de 5000 remplacements par année. Ceci implique donc un besoin en ressources humaines plus important que les années précédentes, d'où l'entente proposée avec l'École Polytechnique de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1033 - (21 septembre 2015) - Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais.
- CE15 1722 - (16 septembre 2016) - Réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau*

potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais ;

- CE15 0103 - (14 janvier 2015) - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs concernant l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais.

DESCRIPTION

L'École Polytechnique de Montréal s'engage, via la convention de partenariat, à conclure vingt contrats de service permettant à la Ville de Montréal d'avoir à son service des stagiaires de Polytechnique au trimestre d'été et au trimestre d'automne 2016.
Durant un total de 25 semaines, les équipes d'étudiants sillonneront les rues de la Ville de Montréal pour faire des analyses permettant de déterminer la présence d'entrée de service en plomb. Ces analyses permettront par la suite de procéder si requis au remplacement des entrées de service en plomb du côté de la ville.

Il est utile de rappeler que la Direction régionale de santé publique du CIUSS du Centre-Sud -de-l'Île-de-Montréal (DRSP) a évalué le risque pour la santé associé à la présence de plomb dans l'eau des bâtiments ayant une entrée de service en plomb sur l'île de Montréal. Elle considère que ce risque est faible et limité aux femmes enceintes (pour l'enfant à naître) et aux enfants de moins de 6 ans.

JUSTIFICATION

La convention de partenariat permet à la Ville de Montréal d'avoir recours à la main d'oeuvre nécessaire pour atteindre les objectifs de dépistages fixés.
Une étude comparative a été faite entre les différentes options suivantes:
- Entente de service avec l'École Polytechnique
- Embauche d'une firme externe

L'offre de service de l'École Polytechnique pour les 20 stagiaires représente 52% du montant estimé pour l'embauche d'une firme externe.
Notre choix se porte donc sur l'entente de service avec l'École Polytechnique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale planifiée est la suivante:
14 stagiaires pendant une période de 16 semaines (été), à un taux horaire variant entre 17.41$/h et 19.81$/h selon le nombre de crédits complétés.
6 stagiaires pendant une période de 16 semaines (automne), à un taux horaire variant entre 17.41$/h et 19.81$/h selon le nombre de crédits complétés.
Au salaire entendu, s'ajoutera un montant équivalent à 16% pour couvrir les avantages sociaux (régime d'assurance emploi, régie des rentes, CSST, vacances, RAMQ, etc.), de même qu'un montant équivalent à 10% du salaire comme frais administratif. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

Un montant total maximal de 280 000$ est donc budgété et est prévu au budget de fonctionnement de la DGSRE.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville Centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal s'est dotée en 2011 de la Stratégie Montréalaise de l'Eau qui comprend des objectifs de sécurité publique, de gestion responsable des actifs et de développement durable.
Notre projet de dépistage des entrées de service en plomb appuie clairement les stratégies mises en évidence dans la Stratégie Montréalaise de l'Eau.

En effet, nos tests de dépistage des entrées de service en plomb permettront de faire une partie du diagnostic sur l'état du réseau sans devoir faire des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce partenariat est essentiel afin d'atteindre l'objectif d'accélération des remplacements des entrées de service en plomb. Il est prévu de dépister plus de 6000 maisons pour vérifier la présence d'une entrée de service en plomb

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Journées de formation des étudiants: 9-10 mai 2016 et 4-5 juillet selon la date d'arrivée des étudiants
Activités des équipes sur le terrain : du 9 mai au 28 octobre 2016 inclusivement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite (Comlan Djanta AFANOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alicia BANNIER
Ingénieure

Tél : (514) 872-2732
Télécop. : (514) 872-6856

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Mathieu-Pierre LABERGE
C/d gestion strategique des reseaux d'eau

Tél : 514 855-6216 X4480
Télécop. : 514 855-4140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-03-29

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu en vertu du Règlement RCE02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET : **CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE**, corporation légalement constituée en vertu des lois de la province de Québec, ayant sa place d'affaires au 2900, Édouard-Montpetit, Montréal, Québec, H3T 1J4, ici représentée par monsieur Allan Doyle, directeur du Carrefour Perfectionnement Polytechnique Montréal (CPPM), dûment autorisé tel qu'il le déclare;

CI-APRÈS APPELÉE « **L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE** »

LESQUELLES, EN VUE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT (CI-APRÈS APPELÉ « CONVENTION ») FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au contractant;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un plan d'action en 2007 visant le remplacement de toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public d'ici à 2026;

ATTENDU QUE le comité Exécutif de la Ville de Montréal a approuvé en 2015 la relance du plan d'action et l'accélération des campagnes de dépistage des entrées de service en plomb;

ATTENDU QUE l'objectif de la Ville de Montréal pour l'année 2016 est le dépistage de 6000 maisons pour vérifier la présence ou absence d'une entrée de service en plomb;

ATTENDU QUE un besoin en ressources humaines supérieur à celui des années passées est nécessaire pour atteindre l'objectif de dépistage;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal est partenaire de l'École Polytechnique par l'intermédiaire de la Chaire CRSNG en Eau Potable;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : Directeur du Service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Territoire » Les arrondissements de la Ville et les villes reconstituées de l'agglomération de Montréal;

1.3 « Annexe 1 » : Document intitulé « Contrat de service – Stagiaires de Polytechnique pour la Ville de Montréal»;

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la Convention. Le texte de la Convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services de l'École Polytechnique qui s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à fournir quatorze (14) stagiaires du 9 mai au 26 août 2016 et six (6) stagiaires du 4 juillet au 28 octobre 2016, qui travailleront sur le projet de dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal.

ARTICLE 4
DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et se termine le 31 octobre 2016.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Considération financière**

En contrepartie de l'exécution de toutes et chacune des obligations assumées par l'École Polytechnique en vertu de la Convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de deux-cent quatre-vingts mille dollars (280 000 $), incluant toutes les taxes applicables (T.P.S. et T.V.Q.) et couvrant tous les honoraires et dépenses.

Cette somme sera versée à l'École Polytechnique en deux (2) versements :

- Cinquante pour cent (50 %) sera versé au milieu du stage;
- Cinquante pour cent (50 %) sera versé à la fin du stage.

L'École Polytechnique ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

Aucun paiement d'honoraires versé à l'École Polytechnique ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la Convention.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 Malgré l'article 4, la Ville peut, sur simple avis écrit et sans préjudice à ses autres droits et recours, mettre fin à la Convention en tout temps.

7.3 L'École Polytechnique renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature que ce soit à l'encontre de la Ville pour la perte de profits anticipés ou pour des dommages occasionnés en raison de cette résiliation.

ARTICLE 8
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

L'École Polytechnique accepte de tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage, de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la Convention, de prendre fait et cause pour la Ville dans toute action ou poursuite intentée contre elle par des tiers en raison des présentes et à l'indemniser de tout jugement, de quelque nature que ce soit, qui pourrait être prononcé contre elle, en capital, intérêts et frais et de toute somme qu'elle aura déboursée, avant ou après jugement, en raison de ce qui précède.

L'École Polytechnique se porte responsable de tout incident qui pourrait survenir aux stagiaires pendant la durée de la Convention (accident de voiture, accident de travail…).

ARTICLE 9
DROITS D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 5, l'École Polytechnique :

9.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la Convention et renonce à ses droits moraux;

9.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la Convention;

9.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 10
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10.1 ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins des présentes et pour tout avis écrit qui doit être envoyé à l'autre partie, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la Convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

10.2 CESSION

La Convention lie les deux parties de même que leurs ayants droit et représentants légaux, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties en vertu de la Convention ne peuvent être cédés ni transférés, en tout ou en partie, à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'autre partie.

10.3 MODIFICATION

La Convention ne peut être modifiée sans l'accord écrit préalable des deux parties.

10.4 VALIDITÉ

Une disposition de la Convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.5 LOIS APPLICABLES

La Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

10.6 POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

L'École Polytechnique déclare qu'elle a pris connaissance de la Politique, qu'elle en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la Politique, comme si elles étaient reproduites au long à la Convention et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la Politique.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL

Par : _____
Allan Doyle

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (CE16).

ANNEXE 1

CARREFOUR CARRIÈRE
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

Date : 26 février 2016

Mme Alicia Bannier
Gestion stratégique des eaux
Ville de Montréal, Direction de l'eau potable
13301 Sherbrooke Est
Montréal
H1A 1C2

Objet : Contrat de service – Stagiaires de Polytechnique pour la Ville de Montréal
Chère madame Bannier,
Par la présente, le Service stages et emplois du Carrefour Carrière de Polytechnique s'engage à conclure une vingtaine de contrats de service permettant à la Ville de Montréal d'avoir à son service des stagiaires de Polytechnique au trimestre d'été et au trimestre d'automne 2016. Les stagiaires seront en effet rémunérés directement par Polytechnique Montréal.
Chaque stage fera l'objet d'un contrat individuel pour lesquels les signataires seront : le stagiaire, le représentant de la Ville de Montréal et le directeur du Carrefour Carrière de Polytechnique Montréal.
Les dates de début et de fin de stage, de même que le salaire devront être négociés entre la Ville de Montréal et les stagiaires. Au salaire entendu, s'ajoutera un montant équivalent à 16% pour couvrir les avantages sociaux (régime d'assurance emploi, régie des rentes, CSST, vacances, RAMQ, etc.), de même qu'un montant équivalent à 10% du salaire comme frais administratif.
Facturation : une facture représentant 50% du total du contrat sera acheminée à la mi-stage et une deuxième facture finale sera acheminée à la fin du stage.

Espérant que le tout répondra à vos attentes.

Bien à vous.



Allan Doyle
Directeur
Carrefour Carrière
Polytechnique Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite

Dossier # : 1167271001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Objet :	Approuver la convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2016, pour une somme maximale de 280 000 $, exempte de taxes. Contrat de gré à gré.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1167271001_Info_Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Comlan Djanta AFANOU
Agent Comptable Analyste
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

André PANI
Conseiller en gestion resssources financières
Tél : 514 - 872 4880
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1165941002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc. pour une durée de près de 8 ans, à compter du 6 novembre 2013 jusqu'au 30 septembre 2021, une partie du lot 5 676 292 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (3552, rue Saint-Patrick), aux fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes et de manutention de conteneurs, pour un loyer au montant total de 101 034,73 $, excluant les taxes. Ouvrage 1094 -101.

Il est recommandé:

1- d'approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc. pour une durée de près de 8 ans, à compter du 6 novembre 2013 jusqu'au 30 septembre 2021, une partie du lot 5 676 292 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (3552 rue, Saint-Patrick), aux fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes et de manutention de conteneurs, pour un loyer au montant total de 101 034,73 $, excluant les taxes;

2- d'imputer cette recette conformément aux informations inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-24 12:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165941002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc. pour une durée de près de 8 ans, à compter du 6 novembre 2013 jusqu'au 30 septembre 2021, une partie du lot 5 676 292 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (3552, rue Saint-Patrick), aux fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes et de manutention de conteneurs, pour un loyer au montant total de 101 034,73 $, excluant les taxes. Ouvrage 1094-101.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc. (le « CTCMSI ») souhaite louer le terrain décrit en objet comme passage et pour la manutention de conteneurs pour son entreprise voisine de traitement et de conditionnement de matériaux secs dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Le terrain décrit en objet est une lisière localisée à la limite ouest du 3552, rue Saint-Patrick, site du projet de cour de service temporaire de l'arrondissement du Sud-Ouest. L'objet du présent sommaire décisionnel est de proposer un nouveau bail pour l'occupation de ce terrain par CTCMSI. Le bail a été négocié de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0929 : Acquisition du 3552-3588 rue Saint-Patrick par la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La Ville a acquis le 5 novembre 2013 le 3552, rue Saint-Patrick dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Ce site est maintenant utilisé comme cour de service temporaire pour l'Arrondissement. Au moment de l'acquisition, une lisière de 1 402,5 m² (montrée au plan A ci-joint) du terrain décrit en objet était déjà utilisée par le voisin comme passage et site d'exploitation d'une balance aux termes d'un bail qui prenait fin avec la vente de l'immeuble à la Ville. La Ville a exigé que la balance, érigée sur la portion arrière de la lisière, soit déplacée car elle nuisait aux travaux d'aménagement du site mais elle acceptait le maintien du droit de passage pour la portion avant de la lisière, qui sert de chemin et qui est essentiel pour l'accès au site. Le CTCMSI a complété le démantèlement de la balance le 26 septembre 2014. Le bail proposé couvre cette première durée du 6 novembre 2013 au 26 novembre 2014 pour une superficie de 1 402,5 m².
D'autre part, dans le cadre du projet d'aménagement de la cour de service temporaire du Sud-Ouest, la Ville a installé sur son site une clôture à 4 mètres de la limite ouest de son terrain, dégageant ainsi une lisière d'une surface de 537,7 m² (montrée au plan B ci-joint)

tout le long de cette limite. Les parties ont finalement convenu de poursuivre l'occupation sur toute cette lisière par le CTCMSI qui utilisera l'espace additionnel comme espace pour la manutention de conteneurs. Le bail proposé couvre donc aussi cette deuxième période du 27 septembre 2014 au 30 septembre 2021, cette fois pour une superficie de 537,7 m².

Toutefois, il est prévu que les parties peuvent résilier le bail avant terme et sans compensation d'aucune sorte à compter du 31 décembre 2018 sur préavis écrit de 6 mois. L'exercice de cette résiliation par la Ville pourrait être utile dans le cas où l'utilisation de la cour de service temporaire par la Ville se termine avant le 30 septembre 2021 et qu'un nouveau projet pour le 3552, rue Saint-Patrick voit le jour et nécessite plus d'espace.

Ce dossier est présenté après l'échéance en raison de plusieurs enjeux reliés à l'acquisition du site par la Ville, à la situation de l'occupant lui-même, au changement d'orientation concernant l'usage du site et à l'installation récente d'une clôture à 4 mètres à l'intérieur de la limite ouest de la propriété de la Ville.

JUSTIFICATION

Le nouveau bail est important pour le CTCMSI car il lui permet de continuer à accéder à l'arrière de sa propriété avec des camions remorques;

- Le nouveau bail proposé est nécessaire afin de fixer les conditions d'occupation par le CTCMSI tout en offrant une flexibilité aux parties avec une résiliation avant terme possible;
- CTCMSI est une société par actions constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ,C. S31.1) dont le président est Martin Cloutier;
- La mise en place du bail proposé évite que le CTCMSI occupe tout ou une partie de la propriété de la Ville sans droit, prélude à une éventuelle demande en prescription acquisitive contre la Ville;
- Le bail proposé ne prive pas la Ville d'une portion de terrain qui pourrait être essentielle aux activités de la cour de service temporaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer annuel proposé pour la première période (6 novembre 2013 au 26 septembre 2014) a été établi en fonction d'une superficie de 1 402,5 m² montrée au plan A ci-joint, alors que le loyer pour la période restante (27 septembre 2014 au 30 septembre 2021) a été établi en fonction d'une superficie de 537,7 m² montrée au plan B ci-joint.

- La valeur locative obtenue par la Section évaluation immobilière en 2014 varie dans une fourchette de 1,53 $/pi² à 1,82 $/pi² alors que le loyer a été fixé à 1,79 $/pi² avec augmentation annuelle de 2 % pour la durée du bail;
- Le locataire se charge de l'entretien des lieux;
- Voir le calcul détaillé du revenu de loyer en pièce jointe;
- La recette sera imputée au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») au compte : Location - Immeubles et terrains - bail ordinaire taxable.

Calcul sommaire du loyer

Année	Période précédente (sans objet)	**6 nov. 2013 au 26 sept 2014**	**27 sept 2014 au 30 sept 2021 augmenté de 2 %/an**	**Total (+TPS et TVQ)**

Loyer annuel	-	24 040,25 $	76 994,48 $	101 034,73 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le bail proposé facilite l'exploitation du centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs du locataire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce projet de bail nuirait de façon importante au CTCMSI, privant cette entreprise d'un passage pour accéder à ses installations situées à l'arrière. De plus, la Ville serait alors tenue de déplacer la clôture à la limite ouest de la propriété pour protéger ses droits, entraînant pour cela des coûts additionnels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec la Direction des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril : approbations municipales et finalisation du bail.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan BEZEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sylvain LEBLANC, Service de la gestion et de la planification immobilière
Martin THERIAULT, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sébastien LÉVESQUE, Le Sud-Ouest

Lecture :

Jonathan BEZEAU, 14 mars 2016
Marie-Sophie COUTURE, 29 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-3774
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-08

Nicole RODIER
Chef de section

Tél : 514 872-5493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité

Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim, en remplacement de Marie-Claude Lavoie, directrice de Service, jusqu'au 31 mars 2016
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-03-23

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1165941002

- **Description de la transaction** : Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue un terrain à Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc.
- Durée : Pour la période du 6 novembre 2013 au 30 septembre 2021
- Type de transaction **:** Location **-** Ville locateur.
- Endroit : 3552 rue Saint-Patrick, arrondissement du Sud-Ouest. Partie du lot 5 676 292 cadastre du Québec
- Superficie des lieux loués : Période du 6 novembre 2013 au 26 septembre 2014 : 1 402,5 m²
  Période du 27 septembre 2014 au 30 septembre 2021 : 537,7 m²

Locateur : Ville de Montréal

Locataire : Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc.

Recettes : Loyer total : 101 034,73 $ (avant taxes).

Valeur locative : Le loyer à 1,79 $/pi² s'inscrit à l'intérieur de la valeur locative (entre 1,53 $ à 1,82 $).

Raison de la location : Exploitation d'une entreprise de traitement et de conditionnement de matériaux secs - passage à pied et en véhicule de toutes sortes, incluant des camions et remorques, ainsi qu'à des fins de manutention de conteneurs.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Guy Beaulieu	Téléphone : 2-3774	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 8-1049	_____	_____

BAIL (1094-101)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

CENTRE DE TRAITEMENT ET DE CONDITIONNEMENT DE MATÉRIAUX SECS INC. personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, maintenant régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec) (RLRQ, c. S-31.1), immatriculée au Registre des Entreprises du Québec (NEQ : 1145493962), ayant son siège social au 3030, montée Saint-François, Laval (Québec) H7E 4P2 et représentée par M. Martin Cloutier, son président en vertu d'une résolution de l'administrateur unique dûment adoptée avec effet au 26 novembre 2015, laquelle est encore en vigueur et n'a pas été modifiée, dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée.

TPS : 840455802RT0001 TVQ : 1021868945TQ0001

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le Locataire a occupé depuis 1996 jusqu'au 26 septembre 2014 la Parcelle « A » ci-après décrite à des fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes, incluant des camions et remorques, et à des fins d'exploitation d'une balance.

ATTENDU que le Locataire occupe depuis le 27 septembre 2014 la Parcelle « B » ci-après décrite à des fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes, incluant des camions et remorques, ainsi que dans l'avenir à des fins de manutention de conteneurs de 20 à 40 verges.

ATTENDU que les parties désirent conclure un bail afin de régulariser l'occupation du Locataire.

ATTENDU que le Locateur a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'il a remis une copie de cette politique au Locataire.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

Initiales	
Locateur	Locataire

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant :

PARCELLE « A »:

Une parcelle de terrain située au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est de la rue du Pitt montrée au plan « A » annexé à ce bail pour en faire partie intégrante. Connue comme étant une partie du lot 5 676 292 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Cette parcelle de terrain comporte une superficie de 1 402,5 mètres carrés ou 15 096,3 pieds carrés, ci-après nommée la Parcelle « A ».

PARCELLE « B »:

Une parcelle de terrain située au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est de la rue du Pitt montrée au plan « B » annexé à ce bail pour en faire partie intégrante. Connue comme étant une partie du lot 5 676 292 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Cette parcelle de terrain comporte une superficie de 537,7 mètres carrés ou 5 787,69 pieds carrés, ci-après nommée la Parcelle « B».

Les parcelles « A » et « B » sont ci-après collectivement nommées les « Lieux Loués »).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvaient lorsque son occupation a commencé, avec et sujet à toutes les servitudes publiées, les servitudes apparentes et les ouvrages qui s'y rattachent.

Le Locataire ne doit utiliser les Lieux Loués que pour les seules fins de son entreprise de traitement et de conditionnement de matériaux secs et plus précisément à des fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes, incluant des camions et remorques, ainsi qu'à des fins de manutention de conteneurs de 20 à 40 verges.

3. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme qui s'étend du 6 novembre 2013 au 30 septembre 2021. Tant le Locateur que le Locataire peut toutefois résilier ce bail en tout temps avant terme et sans compensation d'aucune sorte, à compter du 31 décembre 2018, sur préavis écrit de six (6) mois adressé à l'autre partie.

Pour la période du 6 novembre 2013 au 26 septembre 2014, ce bail concerne la Parcelle « A » seulement alors que pour la période du 27 septembre 2014 au 30 septembre 2021, ce bail concerne la Parcelle « B » seulement.

Le bail se terminera de plein droit et sans avis aux échéances indiquées ci-dessus et l'occupation des Lieux Loués après ces dates par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard

Initiales	
Locateur	Locataire

au-delà de la date de réception d'un avis d'évacuation de la part du Locateur.

4. LOYER

Pour la période du 6 novembre 2013 au 26 septembre 2014, le bail est consenti en considération d'un loyer de 24 040,25 $, payable en un seul versement au plus tard le 1er octobre 2015, sans autre avis.

Pour la période du 27 septembre 2014 au 30 septembre 2021 le bail est consenti en considération d'un loyer de 76 994,48 $, auquel s'ajoutent les taxes de vente, payable d'avance par versements annuels au plus tard le 1er octobre de chaque année, suivant le tableau ci-dessous.

Du :	au :	Loyer annuel
2014-09-27	2015-09-30	10 356,75 $
2015-10-01	2016-09-30	10 563.88 $
2016-10-01	2017-09-30	10 775,16 $
2017-10-01	2018-09-30	10 990,66 $
2018-10-01	2019-09-30	11 210,47 $
2019-10-01	2020-09-30	11 434,68 $
2020-10-01	2021-09-30	11 662,88 $
Total		76 994,48 $

A tout loyer payable s'ajoutent les taxes de vente.

Le paiement du loyer sera effectué par le Locataire sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction. Toutefois, si ce bail est résilié avant terme suivant les dispositions de l'article 3 ci-dessus, il y aura lieu à ajustement pour le loyer qui aurait été payé d'avance par le Locataire.

Tout versement de loyer non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

5. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes grevant les Lieux Loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les « Agents »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et

Initiales	
Locateur	Locataire

autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir

Initiales	
Locateur	Locataire
	MC

la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au Service de gestion et de la planification immobilière 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

l) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

m) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

n) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

Initiales	
Locateur	Locataire
	MC

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux Loués que le Locateur pourrait, à son entière discrétion, juger inadmissibles.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

De plus, lorsque le Locataire aura définitivement libéré les Lieux Loués, il devra remettre au Locateur, dans les trente (30) jours suivant l'échéance ou la résiliation du bail, une étude de caractérisation environnementale des Lieux Loués préparée par un expert accrédité selon les exigences du Locateur, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur.

Si les conclusions de l'étude ainsi réalisée sont à l'effet que des contaminants sont présents dans les Lieux Loués au-delà des valeurs limites réglementaires de l'Annexe II du *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains* (RLRQ, chapitre Q-2, r.37) pour un usage industriel en vigueur à la date d'échéance ou de résiliation du bail, résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents, alors le Locataire devra, à ses frais, réaliser les travaux de réhabilitation requis pour éliminer telle contamination des Lieux Loués. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception par le Locateur de l'étude, alors le Locateur

Initiales	
Locateur	Locataire
	MC

pourra, s'il le juge à propos, effectuer tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

8. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire pour l'année en cours à titre de dommages-intérêts liquidés.

9. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

10. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

Initiales	
Locateur	Locataire

11. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

Locateur : VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 280-3597

Locataire : CENTRE DE TRAITEMENT ET DE CONDITIONNEMENT DE MATÉRIAUX SECS INC.
3030, Montée St-François
Laval (Québec) H7E 4P2

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

12. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

b) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent

Initiales	
Locateur	Locataire
	MC

pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

e) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

g) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ e jour du mois de _____ 2016.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Yves Saindon, Greffier

Le 18 e jour du mois de Janvier 2016.

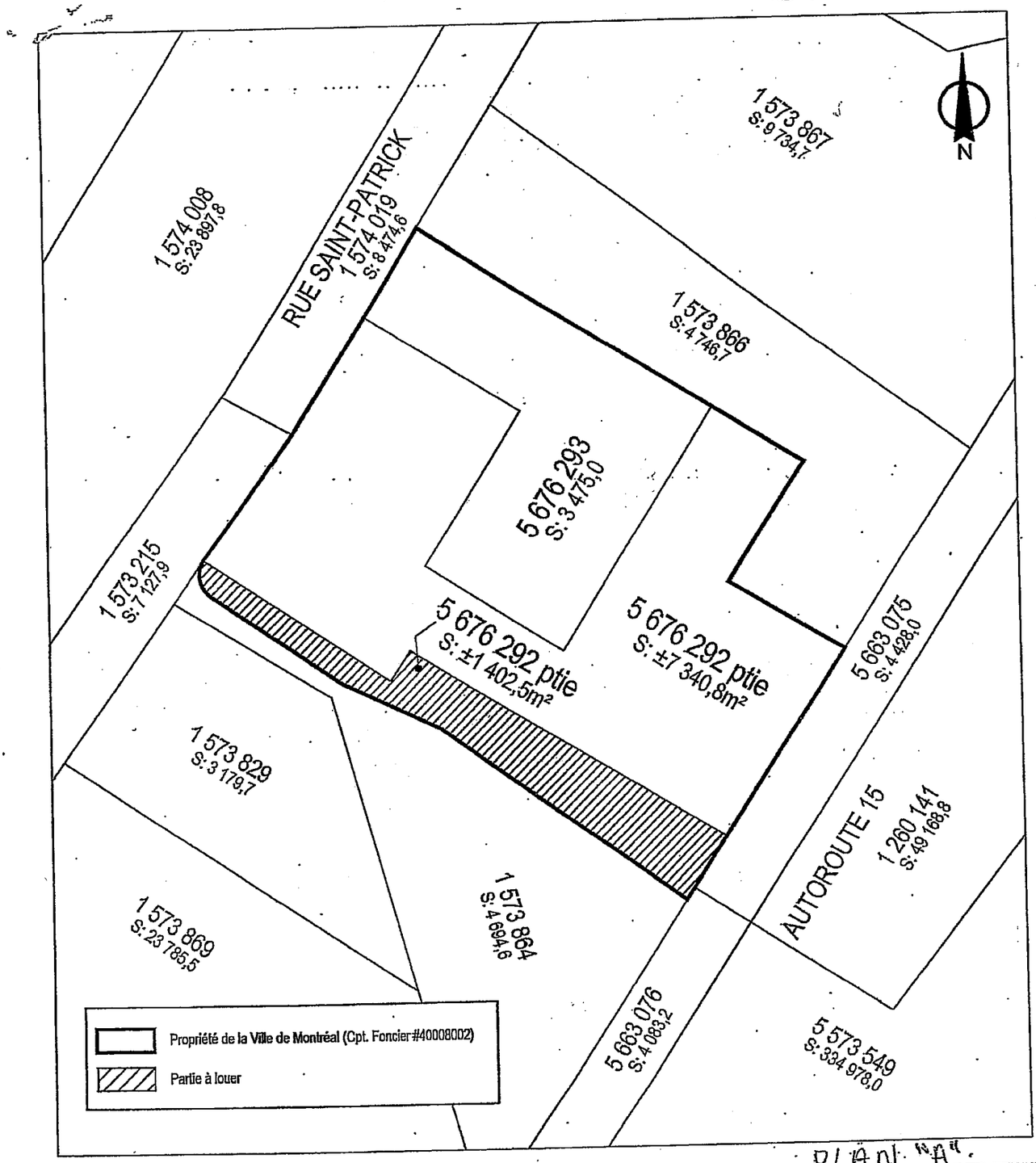
CENTRE DE TRAITEMENT ET DE CONDITIONNEMENT DE MATÉRIAUX SECS INC.

_____

Par : M. Martin Cloutier, président

Initiales	
Locateur	Locataire

B 1094-101.



PLAN "A".

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

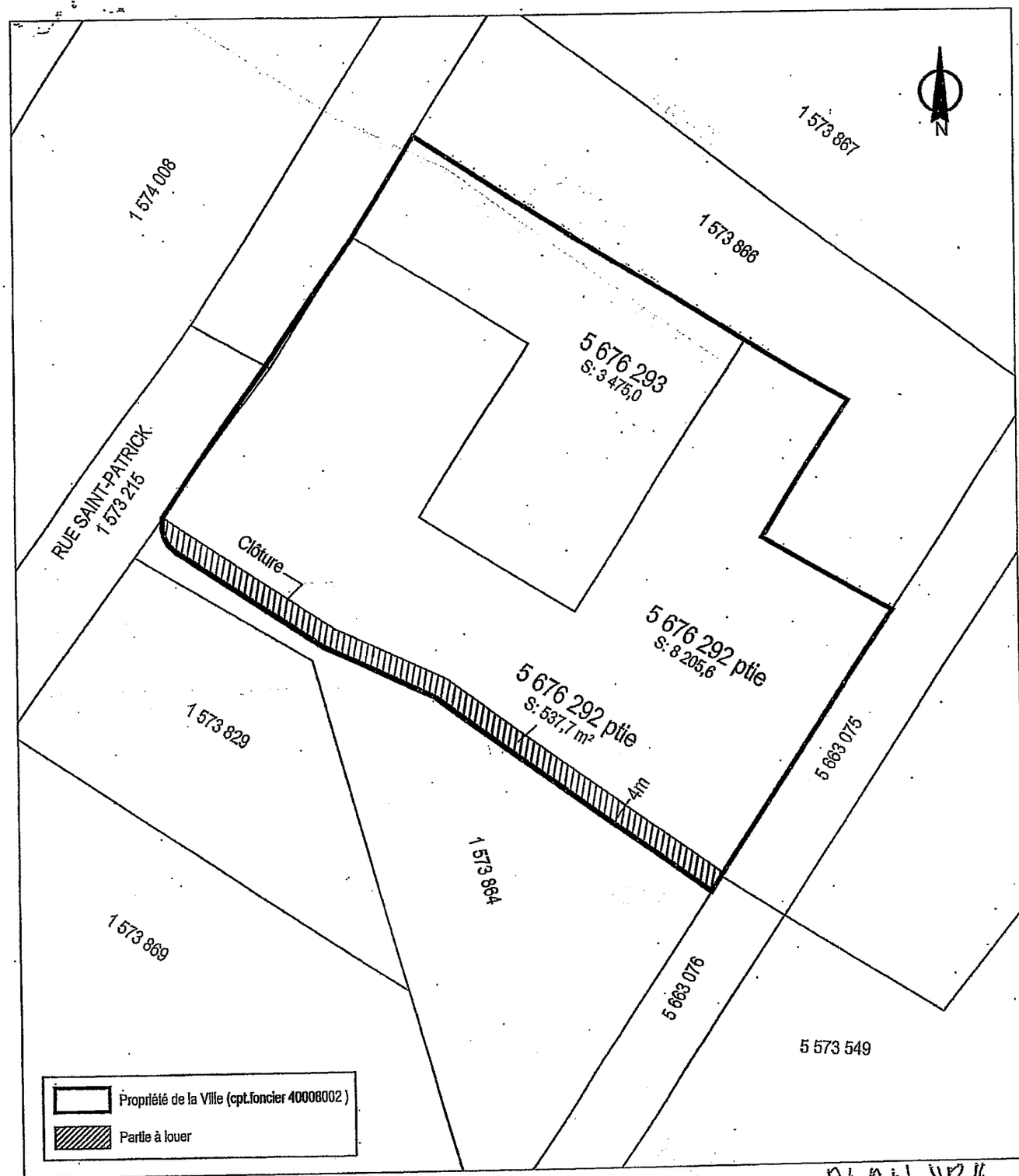
Le Sud-Ouest
Montréal

Dossier: 31H05-005-7168-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1200
Date: 2015-09-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

JC

B 1094-10



PLAN "B"

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION LOCATIONS

Sud-Ouest
Montréal

Dossier : 31H05-005-7168-01
Production : CL
Échelle : 1:1000
Date : 06-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

MC

EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE DE CENTRE DE TRAITEMENT ET DE CONDITIONNEMENT DE MATÉRIAUX SECS INC.

(ci-après la "SOCIÉTÉ"),

ADOPTÉE AVEC EFFET LE 26 NOVEMBRE 2015

IL EST RÉSOLU :

1. **QUE** la Société, à titre de locataire, conclut un bail avec La Ville de Montréal, à titre de bailleur, pour une durée qui s'étend du 6 novembre 2013 au 26 décembre 2018 (ou pour tout autre terme plus long que les parties pourraient convenir) relativement à une parcelle de terrain située au sud de la rue Saint-Patrick et à l'est de la rue du Pitt, en la ville de Montréal, province de Québec, ayant une superficie avant de 298,3 mètres carrés ou 3 210,8 pieds carrés et une superficie arrière de 1 104,2 mètres carrés ou 11 885,5 pieds carrés(ou toute autre superficie plus grande que les parties pourraient convenir) , pour en faire partie intégrante, connue comme étant une partie du lot 5 676 292 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout suivant les termes et conditions décrits au projet de bail; et

2. **QUE,** Martin Cloutier, Président de la Société, soit, et il est par les présentes, autorisé à signer le bail susmentionné au nom de la Société et à y faire les modifications qu'il juge, à son entière discrétion, appropriées, ainsi que tous les autres documents jugés nécessaires, désirables ou utiles pour les fins ci-dessus.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦ ♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Je, soussigné, Martin Cloutier, Président de la Société, certifie par les présentes que la résolution qui précède est une copie véritable, authentique et complète d'une résolution de l'administrateur unique de la Société dûment adoptée avec effet au 26 novembre 2015, et qu'à ce jour ladite résolution est encore en vigueur et n'a pas été modifiée.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé ce 14 jour de Janvier 2016.

Martin Cloutier
Président
CENTRE DE TRAITEMENT ET DE CONDITIONNEMENT DE MATÉRIAUX SECS INC.

Service de la planification et de la gestion immobilière -Section locations
Dossier: 1094-101 Centre de traitement et de conditionnement de materiaux secs
Lots 5 676 292 ptie

Détail du loyer annuel pour le terme augmenté de 2% /an

	Année 2013	Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Total
Loyer	24 040,25 $	10 356,75 $	10 563,88 $	10 775,16 $	10 990,66 $	11 210,47 $	11 434,68 $	11 662,88 $	101 034,73 $
TPS (5%)	1 202,01 $	517,84 $	528,19 $	538,76 $	549,53 $	560,52 $	571,73 $	583,14 $	5 051,74 $
TVQ (9,975%)	2 398,01 $	1 033,09 $	1 053,75 $	1 074,82 $	1 096,32 $	1 118,24 $	1 140,61 $	1 163,37 $	10 078,21 $
Total incluant les taxes	27 640,28 $	11 907,67 $	12 145,82 $	12 388,74 $	12 636,51 $	12 889,24 $	13 147,02 $	13 409,40 $	116 164,68 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165941002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à Centre de traitement et de conditionnement de matériaux secs inc. pour une durée de près de 8 ans, à compter du 6 novembre 2013 jusqu'au 30 septembre 2021, une partie du lot 5 676 292 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (3552, rue Saint-Patrick), aux fins de passage à pied et en véhicules de toutes sortes et de manutention de conteneurs, pour un loyer au montant total de 101 034,73 $, excluant les taxes. Ouvrage 1094 -101.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165941002 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Lan-Huong DOAN
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1165840003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie 9177-4380 Québec inc., un local additionnel d'une superficie de 5,81 m², situé au 2e étage de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de l'eau, pour une période de 2 ans et 11 mois, à compter du 1er janvier 2016. La dépense totale représente un montant de 9 386,52 $, incluant les taxes. Bâtiment 8007-005

Il est recommandé :

1. d'approuver la première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie 9177-4380 Québec inc., un local additionnel d'une superficie de 5,81 m², situé au 2^{e} étage de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de l'eau, pour une période de 2 ans et 11 mois, à compter du 1er janvier 2016, pour un loyer total de 5 092,20 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de modification du bail;

2. d'autoriser à cette fin le coût des travaux d'aménagement, payable en 2016, représentant un montant de 4 294,32 $ taxes incluses.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par le Service de l'eau.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-24 07:29

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165840003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie 9177-4380 Québec inc., un local additionnel d'une superficie de 5,81 m², situé au 2e étage de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de l'eau, pour une période de 2 ans et 11 mois, à compter du 1er janvier 2016. La dépense totale représente un montant de 9 386,52 $, incluant les taxes. Bâtiment 8007-005

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2008, l'unité Est de la Gestion de l'eau de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (la « DGSRE ») du Service de l'eau occupe des espaces au 2e étage, locaux 209 et 210, de l'immeuble situé au 13301, rue Sherbrooke Est.
L'unité Est de la DGSRE dessert le territoire des arrondissements de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, de Mercier - Hochelage-Maisonneuve, d'Anjou, de Saint-Léonard, de Montréal-Nord, du Plateau - Mont-Royal et de Rosemont - La Petite-Patrie. Les locaux répondent bien aux besoins.

Lors de l'aménagement des locaux en 2008, afin d'économiser sur le loyer et les travaux, les équipements de télécommunications de l'unité Est de la DGSRE avaient été installés dans les locaux adjacents occupés par l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à même son local de télécommunications. L'arrondissement a quitté le 31 décembre dernier et vu le coût et la complexité du transfert des équipements ainsi que le manque d'espace pour accueillir ces derniers, le Service de la gestion et de la planification immobilière a été mandaté par le Service de l'eau afin d'ajouter le local à la superficie du bail et de sécuriser les équipements en place. Des travaux visant à modifier l'accès au local sont également nécessaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1347 - 23 novembre 2015 - d'approuver la prolongation du bail, pour un terme de trois ans, à compter du 1er décembre 2015, d'une superficie de 313,27 m², moyennant une dépense totale de 282 411,66 $, taxes incluses
CM10 0943 - 14 décembre 2010 - Approuver le bail augmentant la superficie à 313,27 m², pour une période de 5 ans, à compter du 1er décembre 2010.

CG08 0137 - 3 avril 2008 - Approuver le bail de trois ans, d'une superficie de 180 m², à compter du 1er avril 2008.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver la première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie 9177-4380 Québec inc., un local additionnel d'une superficie de 5,8 m² situé au 2e étage de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de l'eau, pour une période de 2 ans et 11 mois, à compter du 1er janvier 2016.

JUSTIFICATION

Le loyer unitaire de base pour la superficie supplémentaire est le même que celui actuellement payé, soit 125,41 $/m². Le loyer de base dans le secteur pour un espace situé dans un immeuble similaire, représente un taux variant entre 118,40 $/m² et 139,93 $/m². Les locaux actuels ne disposent pas de la superficie nécessaire pour accueillir les équipements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Superficie locative 5,81 m²	**Loyer 2016**	**Loyer 2017**	**Loyer 2018**	**Loyer total (2 ans et 11 mois)**
Loyer de base unitaire (m²)	125,41 $	125,41 $	125,41 $	125,41 $
Frais d'exploitation	99,89 $	99,89 $	99,89 $	99,89 $
Taxes foncières	36,06 $	36,06 $	36,06 $	36,06 $
Loyer unitaire brut	261,36 $	261,36 $	261,36 $	261,36 $
Loyer total	**1 518,50 $**	**1 518,50 $**	**1 391,96 $**	**4 428,96 $**
TPS	75,93 $	75,93 $	69,60 $	221,45 $
TVQ	151,47 $	151,47 $	138,85 $	441,79 $
Loyer incluant les taxes	**1 745,90 $**	**1 745,90 $**	**1 600,41 $**	**5 092,20 $**
Ristourne TPS	75,93 $	75,93 $	69,60 $	221,45 $
Ristourne TVQ	75,74 $	75,74 $	69,42 $	220,89 $
Loyer net	1 594,24 $	1 594,24 $	1 461,38 $	4 649,86 $

Les frais d'exploitation sont indexés annuellement selon l'IPC. Les taxes foncières sont remboursées selon le coût réel.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 5 092,20 $.

La dépense pour les travaux de sécurisation du local représente un montant de 4 294,32 $ taxes incluses.

La dépense totale, incluant le loyer et les travaux, représente un montant de 9 386,52 $.

Pour les années 2016 à 2018, le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés à 100 % par la ville centre à même le budget du Service de l'eau (DGSRE), de même que le montant des travaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST n'est pas exigée puisqu'il s'agit d'une location d'un espace ayant une superficie inférieure à 1 000 m².

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La location de ces espaces est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'unité Est de la DGSRE.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil municipal du 18 avril 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Alain DUBUC, Service de l'eau
Dominique DEVEAU, Service de l'eau

Lecture :

Dominique DEVEAU, 15 mars 2016
Abdelwahid BEKKOUCHE, 15 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-15

Nicole RODIER
Chef de section

Tél : 514 872-0685
Télécop. : 514 280-3597

Tél : 514 872-8726
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité

Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim, en remplacement de Marie-Claude Lavoie, directrice de Service, jusqu'au 31 mars 2016
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-03-23

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1165840003

- **Description de la transaction** : Approuver la modification du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie 9177-4380 Québec inc.
- Durée : Pour un terme de 2 ans et 11 mois, soit du 1er janvier 2016 au 30 novembre 2018
- Type de transaction **:** Location **-** Ville locataire, pour les besoins du Service de l'eau (DGSRE)
- Endroit : Des espaces situés à l'intérieur de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est
- Superficie des lieux loués : 5,81 m² supplémentaires

Locateur : 9177-4380 Québec inc.

Locataire : Ville de Montréal

Dépenses: 9 386,52 $

Valeur locative : Ne s'applique pas

Raison de la location : Augmenter la superficie des lieux loués et travaux pour l'ajout d'un local de télécommunications, pour les besoins du Service de l'eau

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Mélanie Di Palma	Téléphone : 514 872-0685	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 514 872-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 514 868-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 514 872-1049	_____	_____

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2015-09-15 10:23:58

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1164154495
Nom	9177-4380 QUÉBEC INC.

Adresse du domicile

Adresse	710-407 RUE McGill Montréal Québec H2Y2G3 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	ME ORNA HILBERGER

Adresse	1, CARRÉ WESMOUNT, BUREAU 939 WESTMOUNT (QUÉBEC) H3Z2P9

Immatriculation

Date d'immatriculation	2007-01-05
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2007-01-05
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2007-01-01 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38

Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2012-03-17
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2015-03-27 2014
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2015	2016-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2014	2015-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7215
Activité	Sociétés de portefeuille (holdings)
Précisions (facultatives)	SOCIÉTÉ DE PORTEFEUILLE

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire n'est pas majoritaire.

Nom	CARMA, TRUST
Adresse	710-407 RUE McGill Montréal Québec H2Y2G3 Canada

Deuxième actionnaire

Nom	LIEBERMAN, BEN
Adresse	200-55 rue de Louvain O Montréal (Québec) H2N1A4 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	CHIARA, VINCENT
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	710-407 RUE McGill Montréal Québec H2Y2G3 Canada

Nom	LIEBERMAN, LORNE
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	200-55 rue de Louvain O Montréal (Québec) H2N1A4 Canada

Nom	LIEBERMAN, BENNY
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse	200-55 rue de Louvain O Montréal (Québec) H2N1A4 Canada

Nom	LIEBERMAN, BENJAMIN
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	

Fonctions actuelles	Secrétaire, Trésorier
Adresse	55 rue de Louvain O Montréal (Québec) H2N1A4 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-01
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-03-18
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-04-15
Déclaration de mise à jour courante	2012-03-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-03-17
Déclaration annuelle 2010	2011-08-03
État et déclaration de renseignements 2009	2010-02-25
État et déclaration de renseignements 2008	2009-07-31
Déclaration modificative	2009-05-05
Déclaration modificative	2007-12-14
Déclaration modificative	2007-07-05
Déclaration modificative	2007-03-10
Certificat de constitution	2007-01-05
Déclaration initiale	2007-01-05

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2007-01-05

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
9177-4380 QUÉBEC INC.		2007-01-01		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
ÉDIFICE 13 301 SHERBROOKE		2007-12-14		En vigueur
ÉDIFICE SHERBROOKE EST		2007-07-04		En vigueur

© Revenu Québec, 2015

Montréal

PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION

ENTRE :

9177-4380 QUÉBEC INC., personne morale légalement constituée suivant la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec, ayant son siège social au numéro 710, rue Mc Gill, suite 407, Montréal, province de Québec, H1Z 4G2, ici représentée par Monsieur Vincent Chiara, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare ;

Ci-après nommés le « **Locateur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon**,** dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA CONVENTION DE PROLONGATION QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE 9177-4380 Québec inc**.** en tant que bailleur a signé avec la Ville de Montréal une convention de Bail le 3 avril 2008, concernant des locaux ayant une superficie locative des Lieux loués d'environ 180 m² de l'Édifice sis au 13 301 Sherbrooke Est, Ville de Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er avril 2008 et se terminant le 31 mars 2011 ;

ATTENDU QUE 9177-4380 Québec inc**.** en tant que bailleur a signé avec la Ville de Montréal une convention de Bail (ci-après appelée le «Bail») le 13 décembre 2010, concernant des locaux ayant une Superficie locative des Lieux loués de 313,27 m² dans le même Édifice, pour un terme commençant le 8 février 2011 et se terminant le 30 novembre 2015, annulant ainsi le Bail du 3 avril 2008 ;

ATTENDU QU'en vertu de la Première Convention de Prolongation, signée le 23 novembre 2015, le terme du Bail pour les Lieux loués a été prolongé pour une période de trois (3) ans, commençant le 1er décembre 2015 et se terminant le 30 novembre 2018 ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'il a remis une copie de ladite Politique au Locateur ;

ATTENDU QUE les parties désirent apporter des modifications au Bail afin, entres autres, choses d'augmenter la Superficie locative des Lieux loués, selon les mêmes termes et conditions que le Bail sous réserve des dispositions ci-après stipulées;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Locataire	Locateur

2. DURÉE

La présente convention de modification du Bail est consentie pour un terme de deux (2) ans et onze (11) mois, débutant le 1er janvier 2016 et se terminant le 30 novembre 2018.

3. SUPERFICIE

La Superficie locative des Lieux Loués est augmentée de 5,81 mètres carrés pour atteindre un total de 319,08 mètres carrés, tel que démontré en gris à l'Annexe A de la présente Convention de modification.

4. PRORATA D'OCCUPATION

Le prorata de la Superficie locative des Lieux loués par rapport à la Superficie locative totale de l'Édifice équivaut à 5,97 % au moment de la signature de la présente convention.

5. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

La Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité et selon les normes en vigueur, faire exécuter les Travaux d'aménagement décrits à l'Annexe B de la présente Convention de modification.

Le coût des travaux est fixé à un montant total de 4 294,32 $ taxes incluses et sera remboursé par le Locataire au Locateur dès que les travaux seront terminés, à la satisfaction du Locataire.

Les travaux devront être terminés dans les 30 jours suivant l'approbation de la présente convention par les autorités municipales compétentes.

6. RATIFICATION

Outre les modifications constatées par la présente convention, les parties confirment toutes les autres clauses et conditions du bail, lesquelles demeurent en vigueur et continuent de s'appliquer entre elles sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en triple exemplaire, à Montréal, province de Québec, à la date mentionnée comme suit :

Le : _____ 2016

9177-4380 QUÉBEC INC. « Locateur »

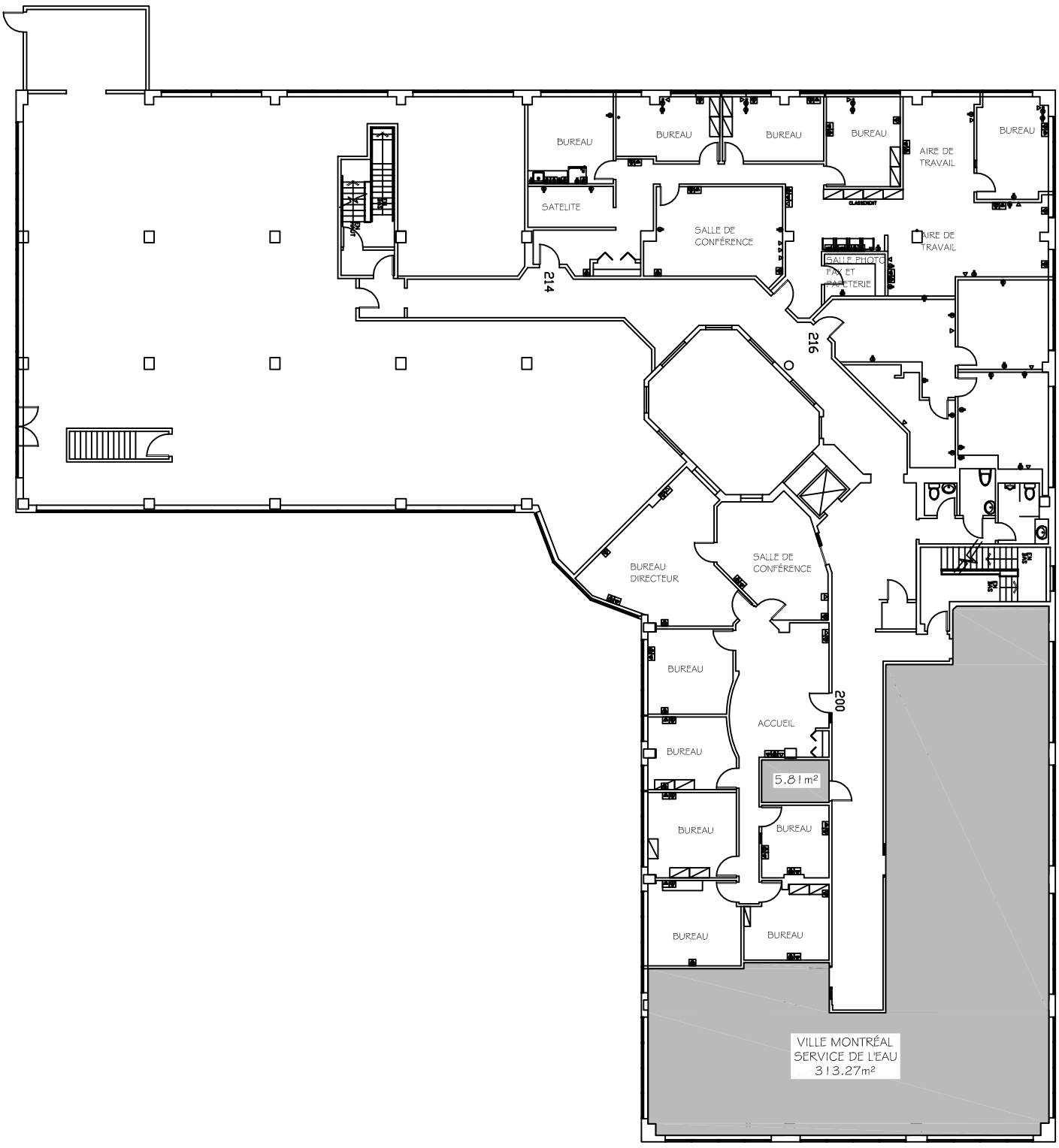
Par : _____
Vincent Chiara

Le : _____ 2016

VILLE DE MONTRÉAL « Locataire »

Par : _____
Yves Saindon

ANNEXE A



NO	DATE	DESCRIPTION	PAR

NOTE : LES PROFESSIONNELS ET L'ENTREPRENEUR DEVRONT, SOUS LEURS SEULS RESPONSABILITÉS, VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE SITE, AINSI QUE LES CONDITIONS DU CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX. EN CAS DE NON-CONFORMITÉ, ILS DEVRONT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE CHARGÉ DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

Montréal
GESTION IMMOBILIÈRE

TITRE :

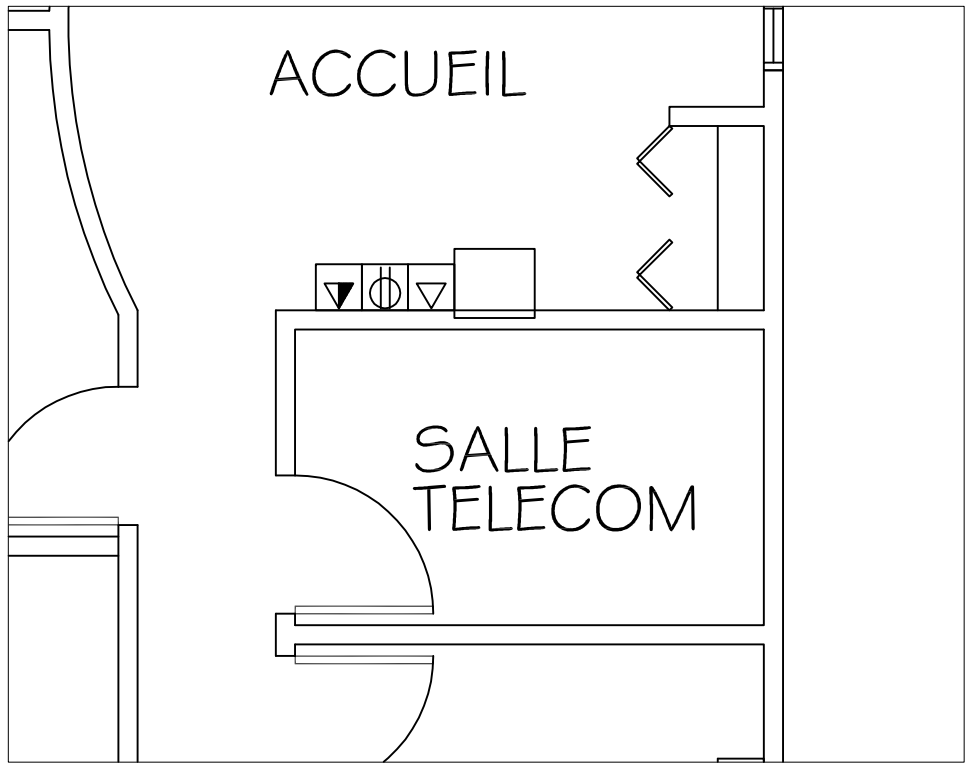
Ville de Montréal - Service de l'eau
13 301 Sherbrooke Est
2étage

PRÉLIMINAIRE

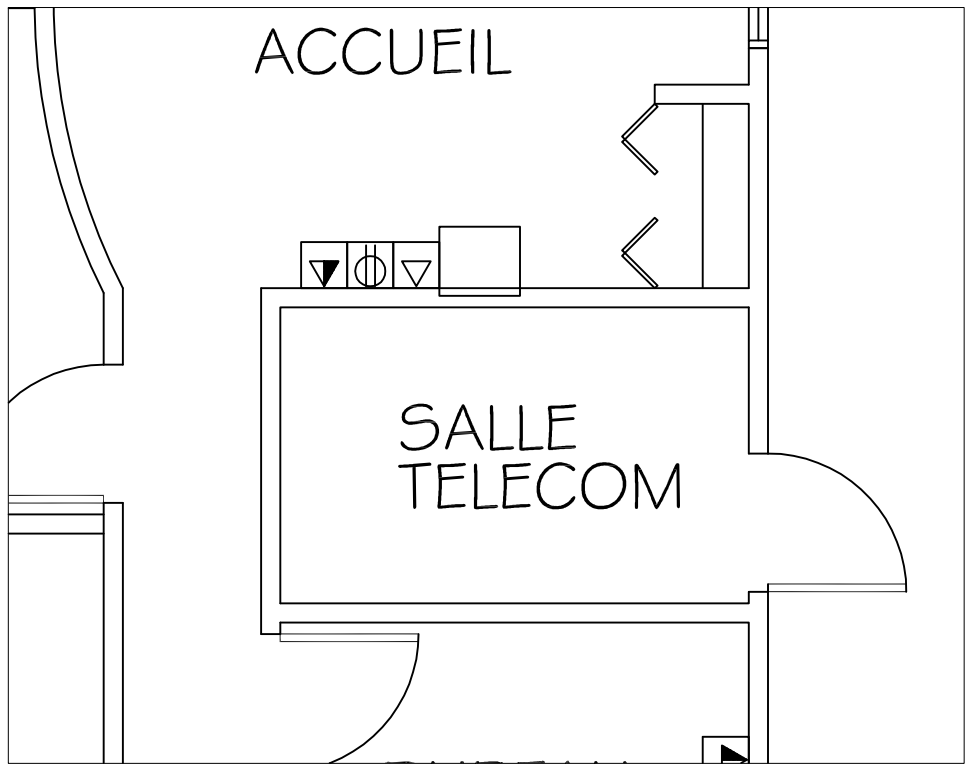
DESSINÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
Shiara Chaparro	
ÉCHELLE :	DATE :
n/a	2016-02-12

NO. MANDAT :	NO. CONTRAT :	NO. BÂTIMENT :	
n/a	n/a	8007	1 / 1

C:\Users\uchap88\Desktop\8007-e1Ma.dwg



AMÉNAGEMENT EXISTANT (ÉCHELLE 1:50)



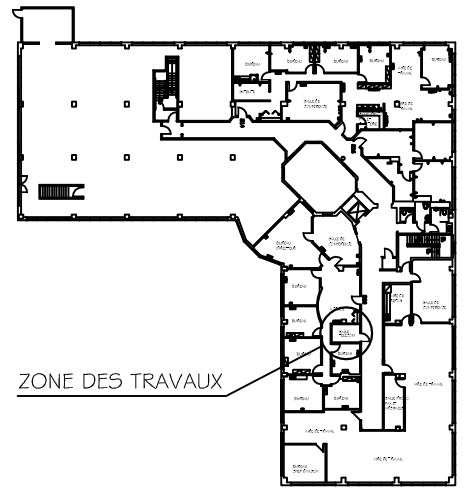
FUTUR AMÉNAGEMENT (ÉCHELLE 1:50)

Description des travaux :

- Faire une ouverture dans le mur de gypse du couloir
- Fournir et installer un cadre de porte simple peinturé selon la couleur du propriétaire. La nouvelle porte doit être accessible du couloir et doit ouvrir vers l'extérieur du local.
- Fournir et installer une porte pleine en massonite 36x82 avec poigné à clé et peinturée selon la couleur du propriétaire. Ajouter une grille de ventilation équivalente à la grille installée à la porte existante pour ventilation du local.
- Retirer les tuiles acoustiques du plafond suspendu
- Ajuster les prises électriques et l'interrupteur en fonction du nouvel aménagement
- Fermer deux murs jusqu'à la dalle (montant métallique, laine, gypse et scellant acoustique)
- Retirer la porte existante et fermer le mur (montant métallique, laine, gypse, joint et peint d'un côté).
- Réinstaller les tuiles acoustiques du plafond
- Ramasser les déchets et remettre les lieux propres.
- La plaque de signalisation du local doit contenir uniquement le numéro du local. Aucune identification de la nature du local ne doit être inscrite.

NOTE : LES PROFESSIONNELS ET L'ENTREPRENEUR DEVRONT, SOUS LEURS SEULS RESPONSABILITÉS, VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR LE SITE, AINSI QUE LES CONDITIONS DU CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX. EN CAS DE NON-CONFORMITÉ, ILS DEVRONT EN AVISER IMMÉDIATEMENT LE CHARGÉ DE PROJET DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

PLAN DU SITE (2e étage)



PRÉLIMINAIRE

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR

RÉVISIONS

Montréal
GESTION IMMOBILIÈRE

TITRE DU CONTRAT :

Réaménagement Salle Telecom
2e étage

NO. BÂTIMENT : 8007

Ville de Montréal - Service de l'eau
13 301 Sherbrooke Est

TITRE DU PLAN :

Description des travaux

DESSINÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :		
Shiara Chaparro			
NO. MANDAT :	NO. CONTRAT :	DATE :	1
n/a	n/a	2016-02-12	1

ANNEXE B

C:\Users\schap86\Desktop\8007-e11fa.dwg

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165840003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , -
Objet :	Approuver la première convention de modification du bail par lequel la Ville loue de la Compagnie 9177-4380 Québec inc., un local additionnel d'une superficie de 5,81 m², situé au 2e étage de l'immeuble sis au 13301, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de l'eau, pour une période de 2 ans et 11 mois, à compter du 1er janvier 2016. La dépense totale représente un montant de 9 386,52 $, incluant les taxes. Bâtiment 8007-005

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1165840003_Info_Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion resssources financières
Tél : 514 868-3354
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1162912001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités, pour l'année 2016. Approuver le projet de convention afférent entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités pour l'année 2016;

2. d'approuver le projet de convention de contribution financière afférente entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-22 18:58

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162912001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités, pour l'année 2016. Approuver le projet de convention afférent entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale.

CONTENU

CONTEXTE

En 1990, la Ville de Montréal (par l'intermédiaire de son Jardin botanique) et l'Université de Montréal créaient l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV). Par cette collaboration, les deux partenaires s'assuraient d'une meilleure synergie dans leurs activités de recherche, d'un meilleur réseautage et de possibilités de financement accrues.
L'IRBV compte maintenant près de 300 personnes (chercheurs, étudiants, personnel administratif et de recherche) qui touchent à toutes les disciplines de la biologie végétale. Ses activités portent principalement sur le développement d'un centre d'excellence pour la recherche en biologie végétale et en biodiversité, tant au point de vue fondamental qu'appliqué; la conservation des collections de recherche en biologie végétale, en entomologie et en mycologie; la formation de la relève scientifique en biologie végétale et en biodiversité (étudiants de cycles supérieurs à la maîtrise, au doctorat et au niveau post-doctoral); le perfectionnement de la formation de ses chercheurs et de son personnel technique et le transfert technologique de ses résultats scientifiques vers les usagers du milieu socio-économique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1232 - 17 octobre 2015 - Accorder un soutien financier de 95 000 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale et approuver un projet de convention à cet effet
CM14 0286 - 27 mars 2014 - Accorder un soutien annuel de 95 000$ à l'Institut de recherche en biologie végétale
CM13 0121 - 28 février 2013 - Accorder un soutien annuel de 95 000 $ à l'Institut de recherche en biologie végétale

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à accorder une contribution de 95 000 $, pour l'année 2016, à l'IRBV. Cette somme servira d'abord à soutenir des programmes de recherche de pointe en biologie végétale et en horticulture pour les chercheurs du Jardin botanique. Elle permettra également d'assigner une personne responsable à la comptabilité qui verra à la bonne gestion des projets, à soutenir les activités de secrétariat et à payer les frais fixes. La contribution accordée par la Ville correspond à environ 10% du budget global de l'organisme.

JUSTIFICATION

Comme dans tout musée d'envergure internationale, la recherche est un volet fondamental de la mission du Jardin botanique.
Les activités de recherche du Jardin botanique sont réalisées par les membres de la Division de la recherche et du développement scientifique qui œuvrent en association avec d'autres chercheurs de l'Université de Montréal, au sein de l'IRBV, sur le site du Jardin botanique.

Non seulement cette association est profitable aux chercheurs du Jardin botanique (qui assume la rémunération de 7 botanistes-chercheurs qui oeuvrent au sein de l'IRBV) en ce qu'elle offre un cadre de développement stimulant, propice à l'avancement des connaissances, mais elle leur est profitable également dans le sens où, s'ils ne travaillaient pas au sein de cette structure de recherche, de nature universitaire, ils ne seraient pas éligibles aux subventions extérieures nécessaires au financement de leurs travaux. Les contrats et subventions de recherche des chercheurs du Jardin botanique au sein de l'IRBV représentent environ 500 000$ par année.

Ces subventions leur ont permis de développer, au cours des dernières années, des expertises reconnues dans plusieurs domaines, notamment en foresterie urbaine, en phytopathologie, en renaturalisation, en conservation de plantes rares et menacées et en décontamination de sites pollués par l'utilisation de végétaux qui profitent tant au Jardin botanique qu'à l'ensemble de la Ville de Montréal. Par exemple, un projet pour la réalisation d'un banc d'essai en phytorémédiation est présentement en cours avec les membres de l'arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles et celui-ci se poursuivra jusqu'en 2020.

Par ailleurs, grâce à la crédibilité acquise par l'IRBV, la recherche au Jardin botanique est reconnue nationalement et internationalement, ce qui contribue significativement à sa renommée.

Aussi, en plus des bénéfices scientifiques de ces savoirs pour les activités du Jardin botanique et pour celles de la Ville de Montréal, l'IRBV, en favorisant la formation, constitue un apport significatif au développement de la main-d'oeuvre spécialisée à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) sera comptabilisé au budget du Service de l'Espace pour la vie.
Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Service de l'Espace pour la vie adhère au plan de développement durable de la collectivité montréalaise et s'est doté d'une charte d'engagement visant à intégrer le concept de développement durable dans toutes les sphères de ses activités de façon à informer, sensibiliser et éduquer les employés, les visiteurs et l'ensemble des parties prenantes à ces enjeux. La présente décision contribue à la protection et à l'essor de la

biodiversité et des milieux de vies par des actions concrètes impliquant des activités de recherche, d'éducation et de conservation in situ et ex situ.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas accorder cette subvention à l'IRBV mettrait en péril la participation historique de la Ville à l'IRBV et rendrait difficile, voir impossible, l'obtention par les chercheurs du Jardin botanique des subventions essentielles à leur travail. Ceci aurait des conséquences néfastes sur le volet recherche de la mission du Jardin botanique, la réputation et la crédibilité de celui-ci.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'enjeux de communication particuliers dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie LAPOINTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

René PRONOVOST
Chef par intérim du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

René PRONOVOST
Chef par intérim du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514-872-1452
Télécop. : 514-872-1455

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE (IRBV)**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, agissant et représentée par M. Michel Labrecque, directeur par intérim, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par les membres de son conseil d'administration le 8 avril 2015 (résolution IRBVCA1509), dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

N^{o} d'inscription TPS : 128144052 RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1011037573 TQ0001
Numéro d'organisme de charité : n/a

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE l'Institut de recherche en biologie végétale a été créé conjointement par la Ville de Montréal et l'Université de Montréal en 1990, scellant une collaboration datant de la création du Jardin botanique de Montréal en 1931;

ATTENDU QUE l'Institut de recherche en biologie végétale est situé sur le site du Jardin botanique de Montréal;

ATTENDU QUE la mission de l'Institut de recherche en biologie végétale est le développement constant d'un centre d'excellence pour la recherche en biologie végétale et en biodiversité, tant au point de vue fondamental qu'appliqué, la conservation des collections de recherche en biologie végétale, en entomologie et en mycologie, la formation de la relève scientifique en biologie végétale et en biodiversité, au baccalauréat, à la maîtrise, au doctorat et au niveau postdoctoral, le perfectionnement de la formation de ses chercheurs et de son personnel technique et le transfert technologique de ses résultats scientifiques vers la communauté;

ATTENDU QUE les deux parties désirent poursuivre leur partenariat et qu'en conséquence, la Ville entend continuer à contribuer au financement des opérations de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : le directeur du Service de l'Espace pour la vie ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : document intitulé « Description des activités ».

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et les conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
DURÉE

Sous réserve d'autres dispositions de la présente convention, celle-ci prend effet à sa signature par les deux parties et se termine le 31 décembre 2016.

ARTICLE 4
RÉSILIATION

4.1 Malgré l'article 3, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention.

Dans un tel cas, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les quinze (15) jours d'une demande écrite du Responsable à cet effet.

4.2 L'Organisme renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de la Ville en cas de résiliation en vertu du présent article.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1. En considération des obligations assumées par l'Organisme, la Ville s'engage à lui verser, pour l'année 2016, une somme de quatre-vingt-quinze mille dollars (95 000 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 Cette somme sera versée à l'Organisme dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention par les deux parties.

5.3 La Ville peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations.

5.4 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme doit :

6.1 utiliser les sommes versées aux seules fins de remplir sa mission et de réaliser son programme d'activités tel que décrit à l'Annexe 1, suivant le budget approuvé par son conseil d'administration;

6.2 remettre à la Ville, dans les dix (10) jours d'une demande à cet effet, toute somme non utilisée à la fin de l'exercice financier;

6.3 demeurer en tout temps pendant la durée de la présente convention un organisme à but non lucratif;

6.4 prendre fait et cause pour la Ville dans toute poursuite ou réclamation résultant directement ou indirectement de la présente convention et la tenir indemne de tout jugement en capital, intérêts et frais, y compris les pénalités le cas échéant, qui pourraient être prononcés contre elle;

Visibilité

6.5 aviser le Responsable, au préalable et dans un délai d'au moins quinze (15) jours ouvrables, de toute activité de communication liée à son programme d'activités;

6.6 faire état de la participation financière de la Ville dans toute publicité ou documents d'information relatifs à l'objet de la présente convention. De plus, lors de cérémonies officielles ou de conférences de presse, l'Organisme s'engage à ce que la Ville soit représentée à la satisfaction du Responsable;

Rapports, vérifications et documents

6.7 transmettre à la Ville, au plus tard le 30 septembre 2017, un rapport annuel de ses activités qui devra contenir des données ou des indicateurs permettant de mesurer la performance de l'Organisme;

6.8 transmettre à la Ville, au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'exercice financier, ses états financiers annuels ainsi que tout autre document et renseignement exigés. Conformément aux exigences de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, les états financiers doivent être vérifiés et transmis au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1) si la valeur de l'ensemble des contributions de la Ville pour l'année visée par la présente convention est de 100 000 $ et plus;

6.9 permettre au Responsable, sur avis raisonnable et durant les heures de bureau, l'examen de tous les registres, livres et pièces justificatives concernant l'utilisation de la contribution financière de la Ville;

6.10 faciliter le travail du Responsable et fournir, sans frais, copie des registres, livres comptables et pièces justificatives;

6.11 tenir des comptes et registres appropriés et précis à l'égard des dépenses relatives à la contribution financière de la Ville et conserver ces comptes et registres pendant une

période d'au moins trois (3) ans après la fin de la présente convention, sous réserve d'autres dispositions légales afférentes;

6.12 lorsque requis par le Responsable, soumettre des rapports et mémoires sur des sujets d'intérêt public se rapportant à ses activités et compétences.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas mentionnés aux articles 7.1.1 et 7.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion résilier la convention sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages causés par le défaut de l'Organisme. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due et l'Organisme doit rembourser à la Ville la portion de la contribution financière établie en divisant le montant reçu de la Ville par le nombre de jours compris dans la période pour laquelle a été versé ce montant et en multipliant le résultat obtenu par le nombre de jours entre la date de la survenance du défaut et le dernier jour couvert par la contribution financière de la Ville.

7.3 Dans les cas mentionnés à l'article 7.1.3, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'article 7.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

ARTICLE 8
DÉONTOLOGIE

8.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

8.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

8.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

8.4 Les dépenses admissibles dans le cadre de la présente convention ne peuvent comprendre une commission, salaire ou honoraires versés par l'Organisme à un membre de son conseil d'administration, ni une commission versée à un membre de la famille de

celui-ci. Le salaire payé à un membre de la famille d'un membre du conseil d'administration n'est pas visé par le présent article.

ARTICLE 9
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux parties.

9.2 Avis

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention et de ses annexes doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE

M. Charles-Mathieu Brunelle
Service Espace pour la vie
4101, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 2B2

POUR L'ORGANISME

M. Michel Labrecque, directeur par intérim
Institut de recherche en biologie végétale
4101, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 2B2

Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

S'il est impossible de faire parvenir un avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'Organisme en lui laissant copie au Greffe de la Cour supérieure du district de Montréal.

9.3 Force majeure

Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des parties.

9.4 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE

Par : _____
Michel Labrecque, directeur par intérim

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2016 (résolution CM16.....).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162912001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , -
Objet :	Accorder une contribution financière de 95 000 $ (taxes incluses) à l'Institut de recherche en biologie végétale relativement au financement de ses activités, pour l'année 2016. Approuver le projet de convention afférent entre la Ville et l'Institut de recherche en biologie végétale.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1162912001 Contribution financière Institut de recherche en Biologie végétale.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie LAPOINTE
Préposée au budget

Tél : 514-872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

François COURCHESNE
Conseiller en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-4066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1165967001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à la compagnie Shanghai Landscape Architecture Construction Co. Ltd, pour la fourniture et la pose des tuiles d'argile et éléments d'ornementation des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal - Dépenses totales de 1 579 181,63 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 579 181,68 $, taxes incluses, pour la fourniture et la pose des tuiles d'argile et éléments d'ornementation des toitures des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal, comprenant tous les frais incidents ;

2. d'accorder à ces fins, et conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Shanghai Landscape Architecture Construction Co. Ltd, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 917 500,50 $, taxes incluses ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-09 15:27

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165967001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à la compagnie Shanghai Landscape Architecture Construction Co. Ltd, pour la fourniture et la pose des tuiles d'argile et éléments d'ornementation des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal - Dépenses totales de 1 579 181,63 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Fondé en 1931 par le frère Marie Victorin et l'architecte paysagiste Henry Teuscher, le Jardin botanique de Montréal forme un impressionnant îlot de verdure en plein cœur de la ville et fait la fierté des Montréalais. Il constitue, assurément, une des attractions les plus intéressantes de la métropole.
Le Jardin botanique est reconnu comme un lieu historique national du Canada. Il accueille près de 800 000 visiteurs par an. Afin de protéger ce patrimoine exceptionnel, Espace pour la vie a entrepris un vaste programme de restauration étalé sur plusieurs années. Tous les travaux prévus dans ce cadre seront complétés en respectant les concepts d'origine des fondateurs. À titre d'exemple, les Jardins d'accueil ont été restaurés, l'an dernier, en préservant rigoureusement l'esprit du concept original d'Henry Teuscher.

Le Jardin de Chine, qui a vu le jour en 1991, est un site exceptionnel au sein du Jardin botanique de Montréal. Il s'agit de l'un des plus spectaculaires jardin chinois hors d'Asie. Il est le fruit de la relation privilégiée que Montréal a tissée avec la ville de Shanghai.

Articulé autour d'un plan d'eau, le Lac de rêve, le Jardin de Chine est l'œuvre du réputé architecte paysagiste Le Wei Zhong, alors directeur de l'Institut de design et d'architecture de paysage de Shanghai. L'aménagement du Jardin de Chine, inspiré de la culture traditionnelle chinoise de l'époque de la dynastie des Ming, se distingue par une recherche d'intégration et d'harmonie avec l'environnement. Des allées et sentiers pavés de pierres joignent les bâtiments dans un circuit de visite très rustique. Ces bâtiments témoignent indéniablement d'un savoir-faire séculaire. Ils attestent de la maîtrise d'un art de construire, propre à l'Extrême-Orient. Si, de prime abord, ils sont liés par la technique de construction, chacun d'eux symbolise une fonction particulière, en convoyant une métaphore culturelle et spatiale unique.

La construction du Jardin de Chine a été réalisée dans la foulée de l'entente de jumelage entre Montréal et Shanghai. Au printemps 1990, une centaine de conteneurs en provenance de Chine sont ainsi arrivés au Port de Montréal. Ils contenaient des milliers de pièces en pierre et en bois, toutes façonnées par des sculpteurs et des ébénistes de Shanghai. En juin de la même année, une quarantaine d'artisans chinois sont arrivés au Jardin botanique afin

d’assembler ce casse-tête géant. Pendant qu’ils érigeaient les sept pavillons, l'imposante porte d'entrée, les murs d'enceinte, le bas relief de la cour d'entrée, les diverses insertions et appliquaient les revêtements de sol, les horticulteurs du Jardin botanique plantaient les quelque 75 000 spécimens de végétaux en respectant minutieusement les règles d’art du jardin traditionnel chinois.

L'approche préconisée par le service de l'Espace pour la vie est de restaurer les pavillons et les murs d'enceinte du Jardin de Chine en phases, tel que décrit ci-dessous, compte tenu de l'ampleur des travaux:

Étapes préalablement autorisées :

Restauration des bâtiments du Jardin de Chine Phase I	Coût, taxes incluses	Date de début	Date de fin
Services professionnels Phase I (2015)	141 516,40 $	Août 2014	Avril 2016
Travaux de construction Phase I Entrepreneur local (2015)	2 134 725,50 $,	Mai 2015	Avril 2016
Services professionnels Phase II (2016)	214 198,42	Janvier 2016	Décembre 2016

Étapes à autoriser dans le présent dossier

Restauration des bâtiments du Jardin de Chine Phase I et Phase II	Date de début prévue	Date de fin prévue
Travaux de restauration Matériaux et Main-d'œuvre Artisans chinois (2016 et 2017) + Incidences Frais afférents au chantier	Phase I : Mai 2016 Phase II : Mai 2017	Août 2016 Août 2017

Étapes à venir ultérieurement :

Restauration des bâtiments du Jardin de Chine Phase II	Date de début prévue
Travaux de construction Phase II Entrepreneur local (2016)	Juin 2016

La phase 1 inclut la restauration des:

- Pavillon de l’amitié (Pavillon Hall Yiyu),
- Pavillon des lotus,
- Pavillon du jardinier,
- Reconstruction du mur d’enceinte de la Cour du Printemps ainsi que son allée couverte (bancs, colonnes et toiture),
- La sécurisation de la Tour Liu Quing.

La phase 2 inclut la restauration des:

- Porte d’entrée (Porte Ji Hua) et la reconstruction du mur d’enceinte de la cour d'entrée et de son bas relief,
- Bateau de pierre,
- Pavillon où se figent les nuages empourprés (Tour Liu Quing),
- Kiosque de l’ombre verte (Pavillon Lu Ying),
- Kiosque de la douceur infinie (Pavillon Yi Mian),

Pour chacune des phases, les travaux incluent : la restauration des finis architecturaux et des boiseries, des travaux de structure/d’électricité/d’éclairage, la reconstruction des pontages de toit et la pose de la membrane d’étanchéité sur les pavillons (travaux réalisés par des entrepreneurs locaux), ainsi que la pose des tuiles et ornements par des artisans

chinois (objet du présent contrat).

Les photos en pièce jointe témoignent de la spécificité des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 15 0664 - 25 mai 2015 : Accorder un contrat à MGB Associés inc. pour la restauration des bâtiments du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal - Dépense totale de 2 134 725,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public JAR-2013-08-T (5 soum)

- CE 14 0556 - 16 avril 2014 : Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et Associés, Architectes, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la préparation des plans et devis ainsi que la surveillance de chantier pour la restauration des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal (#1140185003).

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi d'un contrat pour la fourniture et la pose de tuiles d'argile et d'éléments d'ornementation sur les toitures des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal. Le contrat inclut :

- La fourniture des matériaux requis pour la pose des tuiles et pièces d'ornementation des toitures des pavillons du Jardin de Chine (tuiles d'argile, pièces moulées ou sculptées d'insertion et d'ornementation);
- La main-d'oeuvre spécialisée requise pour la pose des tuiles et pièces d'ornementation;
- Les frais de transport du personnel requis pour 2016 et 2017.

- Compte tenu de la particularité du projet, du contexte de jumelage et que la Ville sera le Maître d'oeuvre, considérant que les produits de mortier spécifiques requis pour ces travaux sont recommandés par les professionnels du laboratoire de la Ville, les garanties ou autres obligations normalement imposées à un entrepreneur sont exclues de la convention jointe en annexes. Afin de s'assurer de la qualité du travail des équipes, une grande collaboration entre le gestionnaire du chantier de la Ville et le chef artisan sera établie dès le départ des travaux avec un suivi quotidien, incluant d'autres experts (Architecte, Ingénieur du laboratoire de la Ville, représentant du manufacturier du mortier spécifique).
- En vertu du contexte spécifique du projet, la Ville accepte la couverture d'assurances (valide à l'international) que Shanghai Landscape Architecture Contruction Co. Ltd détient et qui couvre, durant leur séjour au Canada et pendant la durée des travaux, tous ses artisans et employés affectés à la réalisation du Projet. Cette police d' assurances couvre adéquatement tout événement, incident, accident qui pourraient survenir en sol canadien depuis l'arrivée des artisans et employés jusqu'à leur départ, incluant la période de réalisation des travaux.

Le présent sommaire décisionnel vise, également, à autoriser les dépenses incidentes du projet qui se détaillent comme suit :

- Le transport des conteneurs entre Shanghai et Montréal, incluant tous les frais afférents (transit, douanes, inspections et fumigation.);
- L'accueil, hébergement et prise en charge à Montréal des artisans chinois;
- L'achat de ciment polymère et autres matériaux, ainsi que la location d'échafaudages, d'équipements, d'outillage et autres frais relatifs au chantier.

Il est à noter que, bien que ce projet de reconstruction des toitures soit réalisé en deux phases, en 2016 et 2017, en raison du volume important des travaux, l'achat des matériaux et leur expédition seront effectués en une seule fois pour les besoins de l'ensemble du projet et une économie d'échelle.

L'octroi du contrat est conditionnel à l'obtention d'une exemption par la Commission de la construction du Québec, laquelle pourra être obtenue, compte tenu de la nature très particulière des travaux, une fois que les tuiliers chinois auront obtenu un permis de travail et un numéro d'assurance sociale temporaire (démarches en cours).

La Ville est maître d'oeuvre des travaux. Elle détient auprès de la Régie du bâtiment du Québec une licence de constructeur-propriétaire qui lui permet d'effectuer des travaux de toiture.

JUSTIFICATION

Le contrat est accordé de gré à gré en vertu de l'article 573.3 (4) de la *Loi sur les cités et villes,* qui prévoit qu'une municipalité peut conclure de gré à gré un contrat dont l'objet est la fourniture de biens meubles ou de services reliés au domaine artistique et culturel.

En Chine, l'art du jardin appartient au même titre que la calligraphie ou la poésie, aux arts sacrés. Les pavillons du Jardin de Chine sont inspirés des pavillons que se faisaient construire de grands mandarins de la dynastie Ming (1368-1644) et répondent aux règles d'art des jardins privés du Sud du Fleuve bleu (*jiangnan*), spécifiques aux environs de Shanghai. Les toitures de ces pavillons requièrent l'utilisation de tuiles d'argile, de tuiles de marne, de pièces de frises de pignons, ainsi que de pièces moulées ou sculptées artisanalement. Les tuiles chinoises des débords de toits ont la particularité, entre autres, de présenter un motif sculpté manuellement sur le fascia, suivant des techniques artisanales traditionnelles. Notons que les figures d'ornementation du bestiaire chinois (dragons d'eau, licornes, phénix, lions, etc.) sont des pièces uniques et caractéristiques des toitures du Jardin de Chine de Montréal.

La pose des tuiles d'argile et des pièces moulées des pavillons du Jardin de Chine implique la maîtrise d'un art précis, et nous ne disposons pas localement d'une telle expertise. Transmis de maître à apprenti, le savoir-faire des artisans-tuiliers chinois s'avère être un incontournable pour préserver l'intégrité du Jardin de Chine, lieu unique de culture et de patrimoine.

Ainsi, afin de respecter le caractère architectural original et unique des bâtiments du Jardin de Chine et d'assurer la restauration fidèle des toitures des différents pavillons, l'approvisionnement des tuiles et autres éléments décoratifs requis pour les travaux doit se faire en Chine. La compagnie chinoise qui fournira les tuiles et autres éléments, qui effectuera les travaux, est celle qui avait conçu et réalisé le Jardin de Chine en 1991.

La mission à Shanghai, en août 2015, d'une délégation du service de l'Espace pour la vie, accompagnée d'une représentante des Affaires internationales, a permis de rencontrer des membres de l'équipe d'origine ayant construit le Jardin de Chine afin d'examiner et de mettre à jour les données du projet de manière concrète. Compte tenu de la complexité des éléments et des travaux à réaliser, l'estimation du projet a été réalisé suite à ce voyage.

Notons que l'entente de jumelage entre Montréal et Shanghai prévoit une collaboration pour les travaux de restauration du Jardin de Chine.

Sur l’ensemble du projet de restauration du Jardin de Chine, la pose des tuiles et ornements est la seule partie des travaux confiée à une entreprise qui n’est pas québécoise. À titre indicatif, les montants prévus pour l'achat des matériaux et la main d'oeuvre d'artisans chinois représentent environ 15 % de l'ensemble du montant des travaux. Ainsi, 85 % du montant des travaux sont alloués localement pour l'exécution des autres travaux de restauration des différents pavillons.

Les tuiles de la compagnie Shanghai Landscape Architecture Construction Co. Ltd sont conformes aux normes requises. Des tests de caractérisation ont été effectués par le laboratoire de la Ville de Montréal, sur un échantillon rapporté de Chine par la délégation du Jardin botanique, ont démontré sa conformité. Par ailleurs, les tuiles reposeront sur des pontages de toit et membrane d’étanchéité refaits à neuf par l’entrepreneur québécois mandaté en 2015 pour la Phase I. Le même procédé sera repris lors de la Phase II à venir.

Les tuiles du Jardin de Chine sont faites en terre cuite rugueuse. Elles permettent une bonne adhésion des mortiers. Elles seront posées à l'aide de ciment polymère de haute performance résistant au gel et dégel utilisé pour notre climat. Ce ciment polymère est utilisé au Québec à l'extérieur dans la pose des pierres collées sur les maisons et d’autres applications.

En matière de santé et sécurité au travail, les 12 artisans chinois (10 tuiliers expérimentés/2 superviseurs), qui seront accompagnés d’une interprète, suivront 30 heures de formation afin d’obtenir leur carte de l’ASP Construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget établi pour réaliser le projet s'élève à 1 579 181,63 $ et se détaille ainsi :

- Le coût total soumis par l'institution chinoise pour l'ensemble du contrat (biens et services) est estimée 764 583,75 $ CAD, sans taxes, au taux de 4,75 yuans chinois par dollar canadien (taux en vigueur lors de la rédaction du présent dossier). Dans le cas présent, selon le Service des finances, les biens fournis et les services rendus ne sont pas taxables.
- Un montant pour contingences de 152 916,75 $ taxes incluses (soit 20 % du contrat) est alloué au contractant pour couvrir les fluctuations du taux de change des devises et autres imprévus jusqu'à la fin du contrat en 2017. En effet, à la suite de l’adoption du dossier, le paiement au fournisseur devra être effectué en utilisant le taux de change effectif en ce jour.
- Un budget d'incidences de 661 681,13 $, taxes incluses, est ajouté pour couvrir les frais d'accueil, d'hébergement et de prise en charge des artisans chinois pendant la durée des travaux, ainsi que l'achat des matériaux locaux (mortier, contreplaqué) requis pour le travail et la location des équipements (chariot élévateur, malaxeur , échafaudages, clôtures, outillage, conteneurs à rebuts, etc.).

Ventilation des coûts du contrat				
Travaux	**Coût en devise chinoise (Yuan) taxes non-incluses**	**2016 Coût en devise canadienne (Dollar) taxes incluses**	**2017 Coût en devise canadienne (Dollar) taxes incluses**	**Total taxes incluses**
Coût des matériaux, incluant tous les frais locaux, transport jusqu'au port d'embarquement.	1 045 000,00 CNY	252 945,00 $		252 945,00 $

Frais de la main-d'oeuvre, incluant les per diem, frais de mobilisation locale et frais de voyage du personnel (avion)	2 113 750,00 CNY	255 819,38 $	255 819,37$	511 638, 75 $
Contingences 20 %	631 750 CNY	101 752,88 $	51 163,87 $	152 916,75 $
Total Contrat Chine	3 790 500 CNY			**917 500,50 $**
Incidences				
Transport des conteneurs entre Shanghai et Montréal incluant tous les frais afférents (transit, douanes, inspection, fumigation etc.)		75 308,63 $		75 308,63 $
Accueil, hébergement et prise en charge à Montréal des artisans chinois		51 738,75 $	51 738,75 $	103 477,50 $
Achat de ciment polymère, de matériaux, location d'échafaudages, équipements, outillage et autres frais relatifs au chantier		229 950,00 $	252 945,00 $	482 895,00 $
Total des incidences		356 987,38 $	304 683,75 $	**661 681,13 $**
Grand Total				**1 579 181,63 $**

Le coût total maximal de ce dossier est de 1 579 181,63 $, taxes incluses sera assumé comme suit :

un montant maximal de 1 373 500,00 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale # 15-016 - programme de maintien Jardin botanique. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable a été une des exigences de conception du projet de restauration des bâtiments du Jardin de Chine. Le projet intégrera des solutions visant à améliorer la performance écoénergétique, prévoyant notamment l'installation d'un nouveau système d'éclairage et de mise en valeur des bâtiments au LED, qui offrira une durabilité supérieure et permettra de réaliser des économies d'énergie, particulièrement lors de l'événement annuel ''Jardins de lumière''.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La restauration des bâtiments du Jardin de Chine est une nécessité pour préserver et consolider cet ensemble architectural aussi unique qu'exceptionnel qui, au fil du temps, a subi une altération très visible. Les travaux de cette phase doivent être entrepris suivant l'échéancier établi et éviter une prolongation indue du chantier, ce qui occasionnerait, assurément, des coûts supplémentaires.
Aucun arrêt des activités du Jardin botanique n'est prévu en raison de ces travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans le cadre de ce contrat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de réalisation	avril 2016
Réception des matériaux	avril - mai 2016
Réalisation des travaux Phase I (artisans chinois)	mai - août 2016
Réception du projet Phase I (artisans chinois)	1er septembre 2016
Travaux de la Phase II (Entrepreneur local)	juin - décembre 2016
Réception des travaux Phase II (Entrepreneur local)	décembre 2016
Réalisation des travaux Phase II (artisans chinois)	mai- août 2017
Réception du projet (artisans chinois)	1er septembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie LAPOINTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie LAVOIE, Direction générale

Lecture :

Lucie LAVOIE, 24 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ahmed ABED
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-1512
Télécop. : 514 872-7199

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-04

Jean BOUVRETTE
Chef de section des services techniques

Tél : 514 868-3010
Télécop. : 514 872-7199

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2016-02-25

Programme De Restauration Du Patrimoine Du Jardin Botanique de Montréal

Restauration des bâtiments du Jardin de Chine

Projet : 2013-08

LE JARDIN DE CHINE

Cette illustration aérienne a été préparée à Shanghai. Les noms des pavillons sont indiqués ci-dessous dans le sens contraire des aiguilles d'une montre en partant du pavillon de l'entrée qui se trouve en bas:

A: Cour d'entrée (Porte Ji Hua)

B: Bateau de pierre

C: Etang au lotus

D: Kiosque de la douceur infinie (Pavillon Yi Mian)

E: Lac de rêve

F: Pavillon où se figent les nuages empourprés (Tour Liu Quing)

G: Montagne de pierre

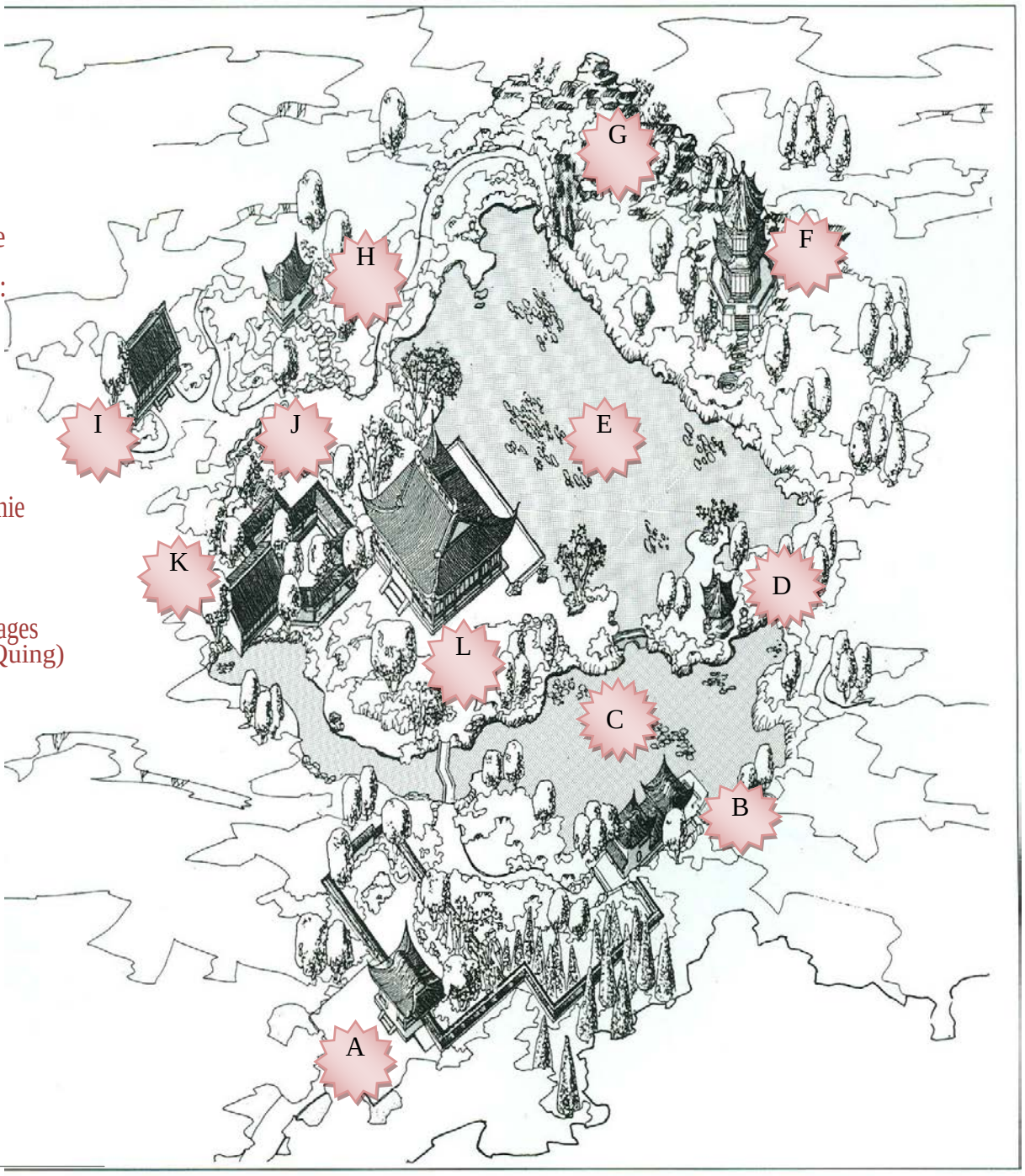
H: Kiosque de l'ombre verte (Pavillon Lu Ying)

I: Pavillon sanitaire

J: Cour du printemps

K: Pavillon des lotus

L: Pavillon de l'amitié (Pavillon Hall Yiyu)



La Porte Ji Hua

La porte Ji Hua marque l'entrée du Jardin de Chine, située sur le côté ouest du site.



Photo 1 : Entrée du Jardin de Chine, les lions sont un symbole d'autorité.



Photo 2 : Le lion avec la boule sous la patte marque un symbole de prospérité.



Photo 3 : Vue du côté nord de l'entrée.



Photo 4 : Vue nocturne de la porte Ji Hua.

La Cour d'entrée

Espace limité par de hauts murs, la Cour d'entrée constitue un lieu de transition. C'est un petit jardin en soi. L'enceinte de la cour est percée de treize lucarnes. Celles-ci symbolisent l'ouverture vers l'extérieur, chacune est unique quant à la forme ou la configuration..



Photo 5 : Cour intérieure, côté sud.



Photo 6 : Cour intérieure, côté nord.



Photo 7 : Cour intérieure, porte vers le Jardin.



Photo 8 : Côté extérieure, porte vers le Jardin.

Le Bateau de pierre

Le Bateau de pierre mouille aux abords de l'Étang des lotus. Ici encore le choix des éléments met l'accent sur la complémentarité et l'alternance : la pierre (yang) de la structure se baignant dans l'eau (yin) de l'étang. Il rappelle, à une échelle beaucoup plus modeste, le bateau de marbre construit au Palais d'Été de Pékin à l'intention de l'impératrice Cixi, personnage politique dominant de la fin de la dynastie Qing (1644-1911).



Photo 9 : Le bateau de pierre et l'Étang des lotus



Photo 10 : Entrée du pavillon.



Photo 11 : Façade principale du Bateau de pierre.



Photo 12 : Façade latérale, côté ouest.

Le Pavillon Yi Mian

Le pavillon Yi Mian porte aussi le nom de Kiosque de la douceur infinie. Le nom de ce petit bâtiment hexagonal s'inspire d'un poème du 9e siècle de Bai Juyi décrivant le sentiment de mélancolie ressenti par un empereur devant le pavillon déserté par sa favorite, tuée pour sauver le royaume aux prises avec de graves révoltes. La structure de ce pavillon a été refaite en 2013



Photo 13 : Le Pavillon Yi Mian ou Kiosque de la douceur infinie.



Photo 14 : Les 6 colonnes structurales du Pavillon Yi Mian ont été restaurées. Vue d'ensemble.



Photo 15 : Le Pavillon Yi Mian, vue sur la toiture.



Photo 16 : Intérieur du Pavillon, banquettes et boiseries.

La Tour Liu Quing

La Tour Liu Quing, appelée aussi Pavillon où se figent les nuages empourprés, est une structure élancée à double corniche s'élevant à 14 mètres, ce pavillon s'apparente à la forme qu'ont les pagodes chinoises, elles-mêmes inspirées de la stûpa indienne, monument en forme de cloche renfermant des reliques ou des textes bouddhiques sacrés. C'est sans doute ce qui explique la vocation religieuse longtemps associée aux pagodes.



Photo 17 : La Tour Liu Quing, le Pavillon où se figent les nuages empourprés.



Photo 18 : La structure à double corniche. Vue d'ensemble.



Photo 19 : La Tour Liu Quing, escalier vers l'étage.



Photo 20 : Vue sur l'escalier intérieur de la Tour.

Le Pavillon Lu Ying

Le Pavillon Lu Ying, appelée également le Kiosque de l'ombre verte, est une construction, perchée sur une butte, elle sert d'étape au cours d'une promenade. En chinois, on la nomme ting, mot qui signifie «arrêt».



Photo 21 : Vue sur le Pavillon Lu Ying ou Kiosque de l'ombre verte.



Photo 22 : Accès au Pavillon Lu Ying.



Photo 23 : Intérieur du Pavillon Lu Ying.



Photo 24 : Intérieur du Pavillon Lu Ying.

Le Pavillon des lotus et la Cour du printemps

Le Pavillon des lotus est caractérisé par une cour intérieure (la Cour du printemps) où se trouve une collection de penjings et de paysages miniatures. On accède à la Cour du printemps en passant une porte à quatre lobes évoquant la fleur de l'abricotier. Cet espace est le domaine privilégié des penjings, ces arbres miniatures que les Japonais appellent, quant à eux, bonsaïs.



Photo 25 : Porte du mur d'enceinte, accès à la Cour du printemps et au Pavillon des lotus.



Photo 26 : Pavillon des lotus, vue sur la cour des penjings (Cour du printemps).



Photo 27 : Pavillon des lotus, vue sur la cour intérieure (Cour du printemps).



Photo 28 : Vue sur la cour des penjings.



Photo 29 : Cour intérieure, paysages miniatures



Photo 30 : Pavillon des lotus, côté sud.

Le Pavillon Hall Yiyu

Le Pavillon Hall Yiyu ou Pavillon de l'amitié est le point central du jardin. Le bâtiment accueille la plupart des expositions présentées au jardin. Les façades, vitrées ou percées de portes, permettent d'être en tout temps en contact avec la nature, en suivant par exemple la course du soleil. On y trouve, enfin, une impressionnante lanterne aux motifs d'oiseaux, de dragons et de phénix qui domine l'espace intérieur du pavillon.

Le Pavillon de l'amitié est représentatif de l'architecture de l'époque Ming qui allie robustesse et élégance. Cette bâtisse de quelque 100 mètres carrés (1 076 pi^2) est surmontée d'une toiture imposante dont la masse est allégée par la structure de bois vitrée de toutes parts, par la galerie qui en fait le tour et, surtout, par la cambrure si distinctive des extrémités du toit.

Typique de l'architecture chinoise, les toits et avant-toits en encorbellement protègent de la pluie ou des rayons du soleil et laissent pénétrer quantité de lumière à l'intérieur du pavillon. Avec ses extrémités cambrées qui tournent vers le ciel, le toit produit un effet de légèreté et de stabilité.

Le poids considérable de cette toiture repose sur une charpente peu commune. Le jeu des poutres maîtresses longitudinales et des poutres secondaires transversales répartit les poids dans les deux sens. Le poids des poutres est à son tour transmis aux 36 colonnes.

Le Pavillon Hall Yiyu

Le toit du Pavillon de l'amitié porte les grandes figures du bestiaire chinois traditionnel. D'abord en haut afin de protéger la structure contre les incendies, deux dragons à queue de poisson se dressent vers le ciel en enserrant de leur gueule le faîteau du toit. Plus bas sur les arêtières dominant l'avant-toit, des lions veillent face aux quatre vents. Enfin et dans une alternance de yin et de yang, le phénix et le dragon viennent former la frange de la toiture en ornant les pièces situées tout au bout des tuiles, les unes en forme de croissant et les autres en forme de disque.



Photo 31: Le Pavillon Hall Yiyu ou Pavillon de l'amitié.



Photo 32 : Pavillon Hall Yiyu, vue de l'intérieur.

.



Photo 33 : Pavillon Hall Yiyu, vue intérieure et sur le plafond.



Photo 34 : Vue depuis la Tour Liu Quing.

Le Pavillon Hall Yiyu



Photo 35 : Pavillon Hall Yiyu, façade sud.



Photo 36 : Pavillon Hall Yiyu, vue intérieure

Le Pavillon sanitaire



Photo 37 : Pavillon sanitaire, rénovation intérieure complétée en 2013, façade sud.



Photo 38 : Pavillon sanitaire, nouvelle rampe d'accès. Vue d'ensemble.

Pièces d'insertions et d'ornementation

La Cour de la Porte d'entrée



Photo 39 : Insertions de lucarnes stylisées en marne dans le mur d'enceinte.



Photo 40 : Autres types de lucarnes du mur d'enceinte, côté intérieur.



Photo 41 : Vue du côté extérieur du mur d'enceinte.



Photo 42 : Fresque de la cour de la porte Ji Hua.



Photo 43 : Mur d'enceinte, tuiles de couronnement en argile, blocs de frise en marne.



Photo 44 : Lucarne carrée, fronton de porte sculpté manuellement.



Photo 45 : Détail du mur d'enceinte, frise en marne et Couronnement en tuiles d'argile.



Photo 46 : Porte Ji Hua, détail du mur d'enceinte.

Le pavillon Hall Yiyu



Photo 47 : Ornementation du toit du Hall Yiyu



Photo 48 : Ornementation du toit

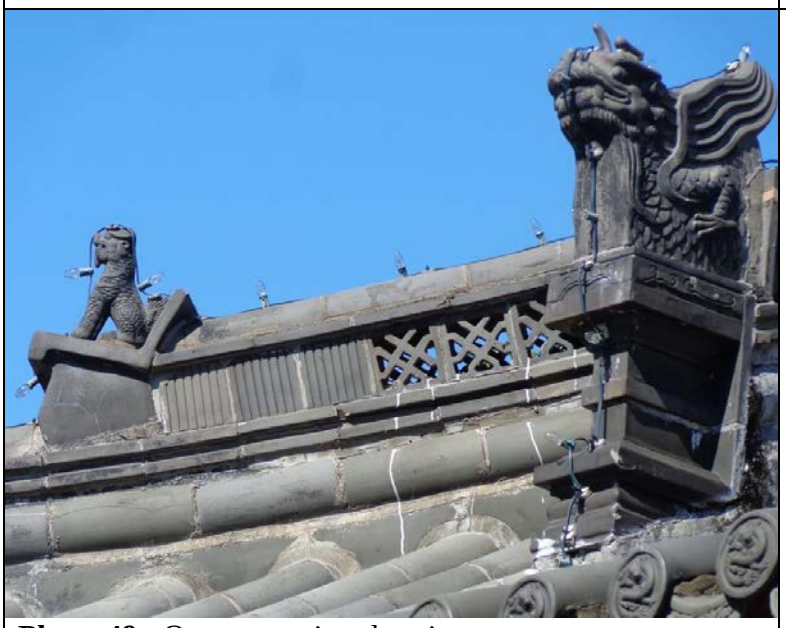


Photo 49 : Ornementation du toit



Photo 50 : Ornementation du toit



Photo 51 : Ornementation du toit



Photo 52 : Insertion dans le faîte du toit



Photo 53 : Insertion dans le faîte du toit



Photo 54 : Ornementation du toit

Autres pièces d'insertion et d'ornementation



Photo55 : Insertion dans le pignon de la toiture du bateau de pierre.



Photo 56 : Fronton de la porte de la Cour du printemps et couronnement du mur d'enceinte.



Photo 57 : Auvent du pavillon des lotus, fronton sculpté; assemblage en pièces de marne et tuiles d'argile sculptées.



Photo 58 : Détail du faîte du toit du pavillon des lotus.



Photo59 : Couronnement de la toiture de la Tour Liu Quing



Photo 60 : Détail du couronnement de la toiture de la Tour Liu Quing



Photo 61 : Disposition des tuiles de marne des pontages de toits exposés, vue sur le toit.



Photo 62 : Pontage de toit en tuiles de marne exposées, plafond du pavillon Hall Yiyu.



Photo 61 : Détail du toit du pavillon des lotus



Photo 62 : Détail du toit du pavillon du Jardinier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165967001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à la compagnie Shanghai Landscape Architecture Construction Co. Ltd, pour la fourniture et la pose des tuiles d'argile et éléments d'ornementation des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal - Dépenses totales de 1 579 181,63 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Convention - 2016-03-30.pdf

Annexe 1 - Projet de restauration du Jardin de Chine - Projet # JA-00093 - 2015-03-23.docx

Annexe 1 - Liste des tuiles traitées - 2015-03-22.docx

Annexe 1 - Liste des pièces fabriquées finement - 2015-03-22.docx

Annexe 2 - Calendrier de réalisation - 2016-03-23.docx

Annexe 3 - Protocole de jumelage - Montréal & Shanghai.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat
Tél : 514-868-4130

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-30

Denis DUROCHER
Avocat
Tél : 514-868-4130
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
Denis Durocher
30 MAR. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autoriséaux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

ci-après appelée la « Ville »

ET : SHANGHAI LANDSCAPE ARCHITECTURE CONSTRUCTION CO LTD, agissant et représentée par monsieur Huang Yong Qiang, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de ;

ci-après appelée le « Cocontractant »

ci-après individuellement ou collectivement appelés « Partie » ou les « Parties »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Jardin botanique de Montréal est notamment reconnu comme un lieu historique national du Canada et comme une des attractions principales et significatives de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire du Jardin botanique de Montréal et que sa gestion relève de son Service Espace pour la vie;

ATTENDU QUE le Jardin de Chine est une composante distinctive et unique du Jardin botanique de Montréal qui contribue à distinguer ce dernier à travers le monde;

ATTENDU QU'en raison d'une entente de jumelage intervenue entre la Ville et la Ville de Shanghai le 14 mai 1985, cette dernière a contribué à la conception et à la réalisation du Jardin de Chine, notamment en faisant don à la ville de pièces uniques et exceptionnelles qui ont été assemblées dans la composition des toitures des pavillons qui s'y trouvent et qui témoignent d'un savoir-faire séculaire et historique;

ATTENDU QUE la Ville de Shanghai et la Ville ont conclu une entente de jumelage complémentaire le 3 novembre 2015 pour la période 2015 à 2018 (Annexe 3) qui réitère notamment une collaboration pour l'entretien de son Jardin de Chine;

ATTENDU QU'à l'époque de sa conception, c'est la Ville de Shanghai qui a recommandé à la Ville les services du Cocontractant au motif que ses artisans chinois détiennent et maîtrisent un savoir-faire ancestral et unique qui permet notamment la fabrication de tuiles et de pièces d'ornementation variées et leur pose, et ce, dans le respect de l'authenticité de la culture et des méthodes traditionnelles chinoises;

ATTENDU QUE les artisans chinois du Cocontractant maîtrisent cet art ancestral, transmis de maître à apprenti, et ce, dans le respect des traditions chinoises;

ATTENDU QU'en Chine, l'art du jardin appartient au même titre que la calligraphie ou la poésie, aux arts sacrés;

ATTENDU QUE le Jardin de Chine de la Ville se caractérise par son authenticité et qu'il constitue, de ce fait, l'un des plus spectaculaires jardin chinois hors d'Asie;

ATTENDU QUE la Ville doit notamment procéder à la restauration des toitures des pavillons de son Jardin de Chine afin de préserver et consolider cet ensemble architectural qui a subi, au fil du temps, des détériorations;

ATTENDU QUE la restauration des toitures est nécessaire pour rétablir et maintenir leur intégrité et leur caractère authentique, artistique et culturel;

ATTENDU QU'afin de respecter et de préserver le caractère architectural original et unique des pavillons de son Jardin de Chine et d'assurer leur restauration fidèle et authentique, la fourniture des différentes tuiles et pièces d'ornementation sculptées ou moulées artisanalement (notamment les tuiles d'argile, des pièces de frises, des pignons, des pièces d'ornementation telles que des dragons d'eau, licornes, phénix, lions, etc.) de même que leur pose ne peut-être effectués que par les artisans chinois;

CONSIDÉRANT QUE le Cocontractant est celui qui avait réalisé et aménagé le Jardin de Chine de la Ville et qu'il est en mesure d'en assurer la restauration fidèle et authentique des toitures de ses pavillons, et ce, selon cet art ancestral chinois et dans le respect du caractère architectural original et de leur authenticité;

ATTENDU QUE la Ville souhaite retenir les services du Cocontractant, et ce, selon les termes conditions prévues dans la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite *Politique* au Cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Jardin botanique de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Projet** » : en liasse à titre d'Annexe 1, les documents suivants :

- un document intitulé « Projet de restauration des toitures en tuiles d'argile des pavillons et des couronnements des murs des deux cours du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal, Projet # JA-00093 – Description du mandat » qui décrit plus amplement la réalisation du Projet;
- un document intitulé « Liste des tuiles traitées – Jardin du Lac de rêve »;
- un document intitulé « Liste des pièces fabriquées finement ».

1.3 « **Annexe 2** » : le document intitulé « Projet de restauration des toitures en tuiles d'argile des pavillons et des couronnements des murs des deux cours du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal, Projet # JA-00093 – Calendrier de réalisation »;

1.4 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Protocole de jumelage entre les Villes de Montréal et de Shanghai 2015-2018 » intervenue le 3 novembre 2015;

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Les Annexes 1, 2 et 3 font parties intégrantes de la présente convention;

2.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services du Cocontractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3, à réaliser le Projet de restauration des toitures des pavillons de son Jardin de Chine selon les plans d'origine conformément à l'Annexe 1.

ARTICLE 4
DURÉE

4.1 La présente convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et dans la mesure où le Cocontractant a obtenu et fourni toutes les autorisations, exemptions, permis de travail, etc., requis pour lui permettre, de même qu'à ses artisans, de réaliser le Projet, y compris le droit, pour lesdits artisans chinois de séjourner, à cette fin, au Canada, et ce, à la satisfaction du Directeur;

4.2 Sous réserve des articles 8 (Propriété intellectuelle) et 10 (Résiliation) de la présente convention, elle prend fin lorsque le Cocontractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le Cocontractant doit :

5.1 réaliser le Projet conformément à la présente convention;

5.2 exécuter la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter les services et le travail confiés;

5.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention;

5.4 assumer, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 6 (Obligations de la Ville) de la présente convention, ses frais généraux, tels les repas, les services de secrétariat et autres;

5.5 assurer la présence d'un traducteur et de douze (12) artisans chinois compétents et qualifiés pour réaliser le Projet, et ce, conformément aux termes et conditions prévues par la présente convention;

5.6 soumettre mensuellement, au Directeur une facture détaillée accompagnée des pièces justificatives, étant entendu que chaque facture sera payée selon les modalités prévues à l'article 6.1 (Obligation de la Ville);

5.7 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, des rapports d'étape faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts et du respect du Calendrier de réalisation (Annexe 2);

5.8 veiller à ce que tous ses artisans et employés affectés à la réalisation du Projet en vertu de la présente convention, bénéficient, durant leur séjour au Canada et pendant la durée de la présente convention, d'une couverture d'assurances complète et appropriées leur accordant, par événement, incident ou accident en sol canadien, y compris durant la réalisation du Projet, un protection adéquate et suffisante pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels, étant entendu que le Cocontractant doit fournir une copie de certificat de la ou des, le cas échéant, police(s) d'assurance à la satisfaction du Directeur, et ce, au plus tard quinze (15) jours avant le départ desdits artisans et employés vers le Canada aux fins de la présente convention;

5.9 respecter le Calendrier de réalisation (Annexe 2) et notamment compléter entièrement le Projet au plus tard le 1er septembre 2017;

5.10 informer sans délai le directeur de tout retard ou problème lié à la réalisation du Projet ou au respect de la présente convention;

5.11 respecter la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, n' entreprendre aucuns services ou travaux susceptibles d'entrainer un dépassement de la somme maximale mentionnée à l'article 6.1* (Obligations de la Ville) de la présente convention sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Directeur;

5.12 veiller à ce que toutes les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés étant entendu, par la présente convention, que le Cocontractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance desdits règlements et du non respect des droits des tiers;

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Cocontractant, la Ville s'engage à :

6.1 lui verser une somme maximale de sept cent soixante quatre mille cinq cent quatre-vingt-trois dollars et soixante-quinze cents (764 583,75$) en paiement de toutes les tuiles et pièces fournies et des services rendus et de toutes les taxes applicables à ceux-ci, le cas échéant.

Conformément à l'article 5.7 de la présente convention, la Ville acquittera chaque facture mensuelle du Cocontractant dans les quarante-cinq (45) jours de leur approbation par le Directeur pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par ce dernier;

La Ville peut refuser de payer une facture si le Cocontractant est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

6.2 assurer au Cocontractant la collaboration du Directeur;

6.3 remettre au Cocontractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.4 fournir une formation en santé-sécurité sur les chantiers au Québec à l'équipe d'artisans chinois du Cocontractant dès leur arrivée au Canada, et ce, à ses frais;

6.5 fournir tous les vêtements et équipements de sécurité à l'équipe d'artisans chinois en respect des normes applicables en cette matière au Québec ;

6.6 fournir tous les équipements et l'outillage requis (tels qu'échafaudage, chariot-élévateur, mélangeur à mortier, petits outillages, etc.) pour permettre aux artisans chinois de réaliser le Projet;

6.7 fournir, à l'exclusion des repas, l'hébergement aux artisans chinois du Cocontractant pour toute la durée de la présente;

6.8 assurer, à l'exclusion du coûts des billets d'avion, les déplacements des artisans chinois du Cocontractant qui sont liés à la réalisation du Projet;

6.9 obtenir et fournir au Cocontractant, à titre de maître d'œuvre, toutes les autorisations, exemptions, permis de travail, etc., requis en vertu des lois et règlements en vigueur au Canada et au Québec, pour lui permettre de

réaliser ses obligations, y compris le droit, pour ses artisans et employés de séjourner, aux fins de la présente convention, au Canada;

ARTICLE 7
RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

7.1 Le Cocontractant garantit à la Ville qu'elle détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention;

7.2 Le Cocontractant garantit et tient la Ville indemne de toute réclamation et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention; prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite intentée contre elle, y compris par ses artisans, en raison de ce qui précède, et la tient indemne de tout jugement et de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

7.3 Le Cocontractant renonce expressément à tout recours contre la Ville résultant directement ou indirectement de la présente convention. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Cocontractant dégage la Ville de toute responsabilité quant aux dommages que pourraient subir ses artisans dans le cadre de la présente convention;

7.4 La Ville n'est pas responsable de l'entretien, de la garde, de la perte, du vol ou de la surveillance des biens et du matériel que le Cocontractant y compris ses artisans, amènent, aménagent, entreposent ou laissent dans ses installations.

ARTICLE 8
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des sommes payées en vertu de l'article 6 (Obligations de la Ville) de la présente convention, le Contractant :

8.1 cède à la Ville tous ses droits, incluant ses droits d'auteurs, titres et intérêts se rapportant au Projet, aux travaux, installations, productions, documents ou tout autre élément réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

8.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé de la propriété intellectuelle qui concerne le Projet, les travaux, installations, productions, documents et tout autre élément dont il se sert aux fins de la présente convention;

8.3 considérant l'article 8.1, doit obtenir de tous les individus impliqués dans la réalisation de la présente convention et n'étant pas intervenus dans la présente convention une cession des droits d'auteur qu'ils détiennent relativement au Projet, le cas échéant, ainsi qu'une renonciation expresse et irrévocable à tous les droits moraux résultant de la *Loi sur le droit d'auteur* (Canada) telle qu'amendée (ou toute autre loi subséquente ayant la même force et le même effet);

8.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à la propriété intellectuelle qui concerne le Projet, les travaux, installations, productions, documents et tout autre élément réalisé dans le cadre de la présente convention, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action ou recours intenté contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 9
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

9.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

9.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Cocontractant quant à l'interprétation de la présente convention;

9.3 refuser les services, travaux, installations, productions ou équipements du Cocontractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention;

9.4 exiger du Cocontractant la rectification et la correction de ces services, travaux, installations, productions ou équipements, et ce, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

10.2 Le Cocontractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 Le Cocontractant déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées.

11.2 Le Cocontractant reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente convention.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente convention, chaque Partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des Parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des Parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

12.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

À Montréal, le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

À Shanghai, le e jour de 2016

SHANGHAI LANDSCAPE ARCHITECTURE CONSTRUCTION CO LTD

Par : _____
Huang Yong Qiang, président

Cette convention a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... e jour du mois de ..... 2016 (Résolution CM16 .....).

Annexe I

Projet de restauration des toitures en tuiles d'argile des pavillons et des couronnements des murs des deux cours du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal, Projet # JA-00093

Description du mandat :

Article 1 : Le mandat inclut la fourniture des tuiles et autres pièces ainsi que la main-d'œuvre requise pour réaliser les travaux conformément aux plans d'origine et tel que précisé ci-dessous.

Article 2 : Les services et travaux consistent à reconstruire les toitures en tuiles d'argile des différents pavillons, ainsi que les couronnements des murs d'enceinte de la cour de la Porte d'entrée Ji Hua et de la Cour du printemps, en reproduisant fidèlement les œuvres d'origine. Ces travaux incluent, également, la mise en place ou la pose des détails, insertions ou figures d'ornementation sculptées ou moulées artisanalement qui font partie des toitures ou des murs d'enceinte.

Article 3 : Les services et travaux se dérouleront en deux (2) phases, la première durant l'été 2016, la seconde durant l'été 2017, suivant le calendrier déterminé pour chacune des deux phases, tel que précisé dans l'annexe 2.

Article 4 : Les services et travaux seront réalisés par une équipe de 12 artisans qualifiés et spécialisés dans la construction des toitures de tuiles d'argile typiques du Jardin de Chine de Montréal. Les artisans seront accompagnés d'un traducteur durant toute la période requise pour la réalisation des travaux.

梦湖园琉璃瓦清单

Liste des tuiles traitées – Jardin du Lac de rêve

序号 No	品名 Nom	沁谊堂 Pavillon de l'amitié	入口小院 Cour d'entrée	绿荫亭 Kiosque de l'ombre verte	意绵亭 Kiosque de la douceur infinie	凝霞阁 Tour	工具间 Pavillon des jardiniers	熙春院围墙 Mur de la Cour des penjing	熙春院长廊 Allée couverte Cour des penjing	熙春院芙蓉榭 Pavillon des lotus	石舫 Bateau de pierre	合计 Total	总计 Grand total
1	3#盖瓦(260×130×65) +5% Tuile de couverture #3	5090	180	160	200	480	66			96	320	6592	7000
2	3#底瓦(280×200) +5% Tuile de fond #3	4784	2090	776	552	1780	1800	520	3200	2058	2150	19710	22000
3	3#定制花纹花沿 +10% Tuile #3 de bordure de toit fabriquée sur mesure avec motif ornemental	400										400	480
4	3#定制龙纹滴水+10% Tuile #3 fabriquée sur mesure avec motif de dragon	400	1028	128	110	280	94	520	520	110	320	3510	4200
5	定制正当沟(220×137) +10% Tuile de joint fabriquée sur mesure	300	1160			120	94	520		110	65	2369	2530
6	定制斜当沟(314×130) +10% Tuile de joint avec angle fabriquée sur mesure	100	80	72	120	204			90		200	866	1100
7	3#罗锅盖瓦 +10% Tuile #3 en forme d'arche		2	2							4	8	16
8	250×95×16贴面砖+10% Brique de façade	288	100	40							80	508	560

梦湖园琉璃瓦清单

9	4#盖瓦(200×110×55) +5% Tuile de couverture#4		2090	776	500	1890	1800	520	3200	2058	2150	14984	15800
10	4#定制龙纹花沿 +10% Tuile #4 fabriquée sur mesure avec motif de dragon		1270	128	110	350	94	520	520	110	320	3422	3800
11	4#罗锅盖瓦 +10% Tuile #4 en forme d'arche		16	17					260		50	343	400
12	3#罗锅底瓦 +10% Tuile #3 en forme d'arche (extrémité)		16	17					260		50	343	400
13	200×100×25定制半面单线条 +10% Tuile demi-face		20	50			80			120	70	340	400
14	200×200×90双线脊座 +10% Double faîtage (base)	242	690	80	80	194	54	286		48	180	1854	2100
15	400×200×90罗锅双线脊座+10% Double faîtage en forme d'arche		2	2							4	8	10
16	200×200×25定制单线条 +10% Bord fabriqué sur mesure	210	620				41			48		919	1050
17	150×175×150线条脊中 +10% Bord de faîtage	60	600				72			64		796	850
18	150×175×150镂空脊中 +10% Faîtage ciselé (milieu)	244	210									454	500

梦湖园琉璃瓦清单

19	定制翘角 +10% Coins relevés fabriqués sur mesure	4	4	4	6	16					8	42	48
20	定制宝顶(直径480×高900) Pignon fabriqué sur mesure (diamètre 480 X hauteur 900)				1							1	2
21	定制宝顶(直径540×高1000) Pignon fabriqué sur mesure (diamètre 540 X hauteur 1000)					1						1	2
22	200×100×90半面双线脊座 Double faîtage sur demi-face (base)					108				12	60	180	200
23	定制700博 Design antique (700) fabriqué sur mesure						2			2		4	5
24	定制550博古 Design antique (550) fabriqué sur mesure		6									6	8
25	200×100×25定制半面单线条封头 Bord de crête de toit demi face fabriqué sur mesure		8				4			4		16	18
26	100×200×90定制双线脊座 Base de faîtage double-bord fabriquée sur mesure							40				40	50
27	150×85×150半面线条脊中 Bord de faîtage demi face (milieu)									14		14	18
28	4#斜盖瓦 Tuile oblique #4								130			130	150
29	3#斜盖瓦 Tuile oblique #3								130			130	150

梦湖园琉璃瓦清单

30	2#阴沟底瓦 Tuile #2 de fin de joint Yin								70			70	80
31	2#阴沟滴水 Goutière #2 Yin								10			10	15
32	300×175×300脊中 Faîtage (milieu)	26										26	35
33	2100斜口鱼龙吻 Bouche du dragon oblique	2										2	3
34	配套150×175×150线条脊中半面方回 纹头 Élément de support (moitié du bord de toit) (pavillon des lotus)									2		2	4
35	250×100×260半面博脊 Faîtage demi face	60										60	70
36	150×175×150三角形镂空脊中 Faîtage triangulaire ciselé (milieu)	14										14	18

梦湖园琉璃瓦清单

序号	品名	沁谊堂	入口小院	绿荫亭	意绵亭	凝霞阁	工具间	熙春院围墙	熙春院长廊	熙春院芙蓉榭	石舫	合计	总计
37	300×175×300斜角脊中	2										2	4
38	1150×175×620主脊花板	1										1	2
39	450×175×620主脊花板	2										2	3
40	定制竖带垂兽	4										4	6
41	定制竖带垂兽座子	4										4	6
42	戗脊戗兽	4										4	6
43	戗脊鳌、戗脊戗兽斜口座	4										4	6
44	600x250x80三角形硬山山花										4	4	5

2016年加拿大蒙特利尔梦湖园砖细加工清单

2016, Canada, Montréal, Jardin du Lac de Rêve, Liste des pièces fabriquées finement

名称 Nom	编号 Numéro	规格 Dimensions	数量 Qté	是否起线 À faire traduire	图案 Design
工具间 Pavillon des Jardiniers	A1	400长*50宽*40厚 400 de long X 50 de large X 40 de profond	44	400面起线	详见“工具间砖细标准断面” Pour de plus amples détails, voir « Section sur les éléments fabriqués finement du pavillon du jardinier »
	A2	400长*40厚,宽200-400 400 de long X 40 de profond, 200-400 de large	44	否 non	
	A3	400长*300宽*40厚 400 de long X 300 de large X 40 de profond	44	400面起线	
	A4	400长*100宽*30厚 400 de long X 100 de large X 30 de profond	44	否 non	
芙蓉榭 Pavillon des lotus	B1	400长*50宽*40厚 400 de long X 50 de large X 40 de profond	56	400面起线	详见“芙蓉榭砖细标准断面” Pour de plus amples détails, voir « Section sur les éléments fabriqués finement du pavillon du lotus »
	B2	400长*200宽*40厚 400 de long X 200 de large X 40 de profond	左右3对 À peu près 3 paires	按图样做 Selon les plans	

2016年加拿大蒙特利尔梦湖园砖细加工清单

2016, Canada, Montréal, Jardin du Lac de Rêve, Liste des pièces fabriquées finement

芙蓉榭 Pavillon des lotus	B3	400长*40厚,宽200-400 400 de long X 40 de profond, 200-400 de large	56	否 non	详见“芙蓉榭砖细标准断面” Pour de plus amples détails, voir « Section sur les éléments fabriqués finement du pavillon du lotus »
	B4	400长*300宽*40厚 400 de long X 300 de large X 40 de profond	56	400面起线	
	B5	400长*100宽*30厚 400 de long X 100 de large X 30 de profond	56	否 non	
	C1	150长*350宽*40厚 150 de long X 350 de large X 40 de profond	3	否 non	详见“芙蓉榭垛头标准断面” Pour de plus amples détails, voir « Section sur les éléments fabriqués finement du pavillon du lotus »
	C2	100长*350宽*40厚 100 de long X 350 de large X 40 de profond	3	350面起线	
	C3	105长*350宽*250高 105 de long X 350 de large X 250 de profond	3	特殊加工 Procédé spécial	
	C4	120长*350宽*100高 120 de long X 350 de large X 100 de profond	5	特殊加工 Procédé spécial	

2016年加拿大蒙特利尔梦湖园砖细加工清单

2016, Canada, Montréal, Jardin du Lac de Rêve, Liste des pièces fabriquées finement

名称	编号	规格	数量	是否起线	图案
芙蓉榭 Pavillon des lotus	C5	350长*350宽*40厚 350 de long X 350 de large X 40 de profond	5	端头切角20*30 Extrémité du coin supérieur 20 X 30	
	C6	300长*350宽*40厚 300 de long X 350 de large X 40 de profond	5	350面起线	
	C7	400长*350宽*40厚 400 de long X 350 de large X 40 de profond	5	350面起线	
	C8	400长*350宽*40厚 100 de long X 350 de large X 40 de profond	5	否 non	

2016年加拿大蒙特利尔梦湖园砖细加工清单

2016, Canada, Montréal, Jardin du Lac de Rêve, Liste des pièces fabriquées finement

沁谊堂 Pavillon de l'amitié	D1	400长*400宽*40厚 2块合并图案 400 de long X 400 de large X 40 de profond 2 variantes du même design	左右3对 À peu près 3 paires	按图样 Selon les plans	
	D2	400长*400宽*40厚 400 de long X 400 de large X 40 de profond	50	否 Non	
	D3	400长*100宽*40厚 400 de long X 100 de large X 40 de profond	50	否 Non	
	望砖 Briques de la pleine lune (?)	210长*100宽*18厚 210 de long X 100 de large X 18 de profond	6000		

Annexe II

Projet de restauration des toitures en tuiles d'argile des pavillons et des couronnements des murs d'enceinte du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal, Projet # JA-00093

Calendrier de réalisation :

Article 1 : Les services et travaux se dérouleront suivant deux phases distinctes, le calendrier relatif à chacune sera comme indiqué ci-dessous :

Article 2 : La phase I se déroulera durant l'année 2016 entre le mois de juin et le mois d'août. Cette phase inclut les services et travaux aux pavillons suivants :

- Le pavillon de l'amitié (Hall Yiyu)
- Le pavillon des lotus
- Le pavillon du jardinier
- La reconstruction du couronnement du mur d'enceinte de la Cour du printemps ainsi que la toiture de son allée couverte.

Article 3 : La phase II se déroulera durant l'année 2017 entre le mois de mai et le mois d'août. Cette phase inclut les services et travaux aux pavillons suivants :

- Le bateau de pierre
- Le pavillon où se figent les nuages empourprés (Tour Liu Quing)
- Le kiosque de la douceur infinie (Pavillon Yi Mian)
- Le kiosque de l'ombre verte (Pavillon Lu Ying)
- La porte d'entrée (porte Ji Hua), ainsi que le couronnement de son mur d'enceinte avec ses détails.

Article 4 : Tableau des étapes du Projet

Octroi du contrat de réalisation par les instances	avril 2016
Réception des matériaux	avril - mai 2016
Réalisation de la Phase I (artisans chinois)	mai - août 2016
Réception du Projet Phase I (artisans chinois)	1er septembre 2016
Réalisation de la Phase II (artisans chinois)	mai- août 2017
Réception du Projet (artisans chinois)	1er septembre 2017

PROTOCOLE DE JUMELAGE
ENTRE LES VILLES DE MONTRÉAL ET SHANGHAI
2015-2018

Considérant les liens d'amitié et de coopération qui nous unissent depuis la signature du Protocole général d'entente du 14 mai 1985, la Ville de Shanghai en République populaire de Chine et la Ville de Montréal au Canada (ci-après désignées comme "les deux villes") signent ce nouveau protocole général et conviennent de déployer tous les efforts nécessaires pour établir une solide relation de coopération mutuelle et poursuivre leurs objectifs de développement.

1. Introduction

Les deux villes respectent le principe du maintien d'échanges amicaux et établissent des initiatives pour une coopération fondée sur l'égalité et les avantages mutuels, conformément aux lois et règlements qui régissent leurs pays respectifs.

2. Développement économique

2.1 Les deux villes renforceront les échanges économiques et commerciaux et faciliteront les missions des représentants d'entreprises pour promouvoir le commerce au sein des deux régions métropolitaines.

2.2 Les deux villes partageront de l'information et leurs meilleures pratiques dans les domaines du transport, de la mobilité durable et en matière de ville intelligente.

2.3 Les deux villes appuieront le développement des échanges dans les domaines de la science et de l'innovation, en particulier dans les secteurs que sont l'industrie de l'aviation, les technologies de l'information, l'électrification des transports, l'industrie bio-pharmaceutique, les appareils médicaux de haute technologie.

2.4 Les deux villes accentueront leurs échanges dans les industries créatives et le design au sein du Réseau des villes créatives de l'Unesco.

2.5 Les deux villes soutiendront la poursuite des démarches entreprises par leurs aéroports et compagnies aériennes respectifs visant à établir une liaison aérienne directe entre Montréal et Shanghai lorsque les conditions seront réunies.

2.6 Les deux villes s'entendent pour soutenir le développement de l'industrie touristique et gastronomique.

3. La culture

3.1 Les deux villes appuieront le développement des échanges d'expériences et de délégations dans le domaine de la culture.

3.2 Les deux villes poursuivront leur coopération dans les domaines de la culture, des arts, des programmes d'échanges jeunesse, du patrimoine, des archives et des bibliothèques, du cinéma et de la danse.

4. L'horticulture, la botanique et la biodiversité

4.1 Les deux villes acceptent de poursuivre des échanges dans les domaines des parcs et de l'horticulture et de partager les expériences et les meilleures pratiques.

4.2 Les deux villes poursuivront leur collaboration pour assurer l'entretien et l'aménagement paysager du Jardin chinois à Montréal et du Jardin de Montréal à Shanghai.

4.3 Les deux villes collaboreront en matière de recherche scientifique dans les domaines de la biologie végétale.

4.4 Les deux villes appuieront le développement des échanges dans le domaine de la biodiversité, et renforceront les liens entre leurs partenaires respectifs dans ce domaine.

5. L'environnement et développement durable

5.1 Les deux villes établiront des initiatives de coopération dans les domaines de l'environnement, du développement durable et des changements climatiques, notamment par le biais d'organisations internationales telles que Metropolis et Cités et gouvernements locaux unis (CGLU).

5.2 Les deux villes partageront les meilleures pratiques et collaboreront à l'atteinte d'objectifs communs.

6. La gouvernance urbaine

6.1 Dans un contexte où les villes du monde entier sont de plus en plus touchées par les phénomènes d'urbanisation, de mobilité des populations et de la diversité sociale, les deux villes s'entendent pour

entamer un dialogue sur les meilleures approches en matière de gestion de la diversité et de participation citoyenne.

6.2 Les deux villes s'entendent pour appuyer les échanges d'expertise entre les experts des deux villes dans le domaine de la gestion urbaine et du développement d'espaces souterrains.

7. Le secteur social

7.1 Les deux villes conviennent de poursuivre la coopération et les échanges dans le domaine de l'éducation, et de soutenir la coopération dans l'enseignement des langues étrangères et l'échange d'étudiants, d'experts et de projets de recherche entre les écoles de tous les niveaux.

7.2 Afin de poursuivre les fructueuses collaborations entreprises entre la Fédération des femmes de Shanghai, le Conseil des Montréalaises et le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville de Montréal, les deux villes conviennent de soutenir leurs échanges d'expertise et de promouvoir et de soutenir le développement des femmes et des enfants ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes.

7.3 Les deux villes s'entendent pour développer les échanges en matière de vieillissement de la société et d'établissement du système de services de la prise en charge des personnes âgées.

8. Échanges entre arrondissements et districts

Les deux villes conviennent d'encourager le développement de liens de coopération durable entre l'arrondissement Ville-Marie de Montréal et le Huangpu District à Shanghai afin de promouvoir les échanges au niveau populaire et la coopération dans des domaines communs de gouvernance.

Ce Protocole général a été rédigé, en copies authentiques, en français et en chinois et entrera en vigueur au moment de la signature officielle à Shanghai le 3 novembre, 2015.

L'honorable Yang Xiong
Maire de Shanghai

République populaire de Chine

L'honorable Denis Coderre
Maire de Montréal

Québec, Canada

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165967001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré, à la compagnie Shanghai Landscape Architecture Construction Co. Ltd, pour la fourniture et la pose des tuiles d'argile et éléments d'ornementation des bâtiments du Jardin de Chine du Jardin botanique de Montréal - Dépenses totales de 1 579 181,63 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165967001 Reconstruction toitures Jardin de Chine - Shanghai Landscape_v2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie LAPOINTE
Préposée au budget

Tél : 514-872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.16

2016/04/18 13:00

(2)

Dossier # : 1167126001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Norclair inc., pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Montant total de 2 236 514,09 $ - Appel d'offres public LAC-PUB-1524 (6 soumissionnaires)

De recommander au conseil municipal :

1. D'autoriser une dépense de 2 236 514,09 $ **t**outes taxes et contingences incluses, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille l'arrondissement de Lachine;

2. D'accorder à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, pour une somme maximale de 2 236 514,09 $, **c**onformément aux documents de l'appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-04 09:04

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Lachine Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 8 février 2016	Résolution: CA16 19 0034

Contrat pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille dans l'arrondissement de Lachine (Appel d'offres public LAC-PUB-1524)

Il est proposé par Daniel Racicot

appuyé par Maja Vodanovic

De recommander au conseil municipal :

D'autoriser une dépense maximale de 2 236 514,09 $ pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille située dans l'arrondissement de Lachine;

D'accorder un contrat à cette fin à la fime Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme dans le cadre de l'appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524, pour un montant maximal de 2 236 514,09 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

20.02 1167126001

Danielle RUEST

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 février 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167126001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Norclair inc., pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Montant total de 2 236 514,09 $ - Appel d'offres public LAC-PUB-1524 (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'écart de 26,10 % entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire et l'estimation de la firme Beaudoin Hurens est attribuable aux raisons suivantes :
- La station de pompage Camille est située dans un endroit très enclavé et encore davantage avec les travaux de l'échangeur Turcot.
- L'espace restreint à l'intérieur de la station rend les opérations de démolition, de manutention et d'installation des nouveaux équipements très difficiles.
- La gestion des eaux usées lors des travaux est très difficile à quantifier et cet aspect à soulevé de nombreuses questions lors de l'appel d'offres. Un addenda a été émis pour clarifier cette problématique. Les entreprises semblaient avoir des craintes par rapport à ce point.
- Le fait que plusieurs corps de métier spécialisés sont appelés à travailler ensemble dans un espace aussi restreint peut contribuer à augmenter le prix soumis par chacun et ainsi influencer à la hausse le prix global.

Section électricité

Pour l'ensemble des items 5.2, 5.3 et 5.4, les soumissionnaires ont inscrit un montant en moyenne 21 % inférieur à l'estimation de 335 000 $, ce qui représente un écart favorable d'environ 69 000 $ par rapport à l'estimation. Les balises entre les différents items forfaitaires ne semblent pas avoir été interprétées de la même façon par tous les entrepreneurs. De façon spécifique, nous avons fait preuve d'une grande prudence lors de l'estimation pour le groupe électrogène (item 5.4) considérant les complications anticipées associées à l'installation d'un tel appareil de grande taille dans un endroit existant, de dimension restreinte.

Pour l'item 5.5, celui-ci a été ajouté dans la section 5 par l'entremise de l'addenda #2 et avait été préalablement estimé à 90 000 $ à l'item 6.5. Le prix de cet item varie beaucoup d'un entrepreneur à l'autre et un écart de 37 % inférieur par rapport à l'estimation est observable. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les options et composants externes d'un variateur de vitesse typique peuvent être considérés comme des pièces des variateurs eux-mêmes ou encore comme faisant partie de la distribution électrique plus générale.

De façon globale, en considérant l'ensemble des changements effectués par l'entremise de l'addenda, et en ajoutant l'item 6.5 de l'estimation à la section 5, la moyenne des prix soumis pour la section électricité est inférieure de 27,32 % à l'estimation faite par la firme Beaudoin Hurens.

Section contrôle et gestion

L'écart de 36 % concerne les items 6.2, 6.3 et 6.4 alors que pour l'ensemble de la section 6 cet écart est de 38, 09 % supérieur à l'estimation faite par la firme de consultant Beaudoin Hurens.

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);

VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU le contrat d'exécution de travaux de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1167126001, mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Mammar MENDIL, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 26 janvier 2016
Mammar MENDIL, 26 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane MARTINEAU
Secretaire de direction

514 634-3471 # 262
Tél :
Télécop. : 514-780-7711

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1167126001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires

De recommander au conseil municipal :

1. D'autoriser une dépense de **2 236 514,09 $** toutes taxes et contingences incluses, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille l'arrondissement de Lachine;

2. D'accorder à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, pour une somme maximale de **2 236 514,09 $**, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Martin SAVARD **Le** 2016-01-28 14:06

Signataire : Martin SAVARD

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167126001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Avec le support financier de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), l'arrondissement de Lachine procède au remplacement et à la réfection de différents actifs reliés au réseau d'aqueduc et d'égout. La station de pompage Camille fait partie de ces actifs et est d'une grande importance pour l'arrondissement de Lachine, plus particulièrement pour le secteur Saint-Pierre. Elle permet l'évacuation des eaux usées d'une bonne partie du secteur, évitant ainsi plusieurs centaines de refoulements d'égout. Malheureusement, la station de pompage des eaux usées a maintenant plus de 50 ans et nécessite des investissements majeurs et assez urgents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 0473 (2 avril 2014) - Accorder à Beaudoin Hurens inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat de services professionnels pour la préparation des plans, devis et surveillance des travaux de réfection de la station de pompage Camille dans le secteur Saint-Pierre de l'arrondissement de Lachine, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 88 530,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 13-12986

DESCRIPTION

Les travaux de réfection de la station de pompage visent le remplacement de l'ensemble des équipements de celle-ci. Ces équipements sont : les pompes, les vannes, le groupe électrogène, l'entrée électrique, la plomberie, les réservoirs d'huile, les systèmes automates, le système de ventilation, l'ensemble de la tuyauterie à l'intérieur de la station, les garde-corps, escaliers, palans, éléments structuraux, flottes et sondes, regards et conduites extérieurs, etc. Afin de réaliser le remplacement de ces équipements sans compromettre le fonctionnement de la station, la mise en place d'un système de pompage et d'alimentation électrique temporaire est nécessaire. La structure du bâtiment doit être renforcée et plusieurs ouvertures devront être faites dans celui-ci afin d'accueillir les nouveaux équipements. De plus, une partie des travaux extérieurs nécessite le soutènement des pentes d'excavation, celles-ci étant situées en contre bas de la rue

Richmond. Il s'agit de travaux de très grande envergure nécessitant l'intervention de plusieurs corps de métiers spécialisés.

JUSTIFICATION

Étant donné l'envergure, la complexité technique du projet et la nécessité d'impliquer plusieurs disciplines spécialisées, on ne peut envisager la possibilité d'exécuter ces travaux à l'interne. C'est pour cette raison que nous avons demandé les services d'entreprises externes pour la réalisation de ce mandat.
Le 30 octobre 2015, l'appel d'offres public LAC-PUB-1524 a été lancé. Au total, six (6) soumissions ont été déposées le 8 décembre 2015 à 11 h lors de l'ouverture des soumissions, environ 23 % des 26 entreprises ayant pris possession des documents d'appel d'offres ont déposé une soumission pour ce projet. L'entreprise Norclair inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

Le tableau des résultats suivant résume la liste des soumissionnaires et prix soumis (toutes taxes incluses).

Firmes	Prix	Contingences	Total partiel	Total avec taxes
Norclair inc.	1 768 379,75 $	176 837,98 $	1 945 217,73 $	2 236 514,09 $
Socomec industriel inc.	1 837 783,00 $	183 778,30 $	2 021 561,30 $	2 324 290,10 $
Filtrum inc.	1 869 700,00 $	186 970,00 $	2 056 670,00 $	2 364 656,33 $
Turcotte (1989) inc.	1 933 695,00 $	193 369,50 $	2 127 064,50 $	2 445 592,41 $
Construction Bau-Val inc.	1 941 240,00 $	194 124,00 $	2 135 364,00 $	2 455 134,76 $
Allen Entrepreneur Général inc.	2 119 753,00 $	211 975,30 $	2 331 728,30 $	2 680 904,61 $

Montant de l'estimé fait par la firme : 1 402 310,00 $ 140 231,00 $ 1 542 541,00$ 1 773 536,51 $

Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)	2 417 848,72 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	8,11%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	444 390,53 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	19,87%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	462 977,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	26,10%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	87 776,03 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	3,92%

Explications des écarts par section :

Section génie civil

De façon générale, nous constatons que les prix unitaires pour plusieurs items sont élevés en comparaison des prix anticipés dans l'estimation du consultant Beaudoin Hurens. En effet, il y a un écart de 58,3% entre le montant estimé pour cette section et celui de l'entreprise Norclair inc. Des prix unitaires élevés pour la fourniture et l'installation de conduites sur de petites distances, l'espace restreint pour les mobilisations fréquentes au chantier, la disposition des matériaux d'excavation contaminés font notamment partie des raisons expliquant ces écarts. Les risques inhérents d'imprévus et de pertes de temps lorsque plusieurs travaux sont concentrés sur de petites superficies font aussi partie des préoccupation des soumissionnaires et cela a contribué à faire augmenter les prix soumis. Cet aspect est très difficile à évaluer pour les entrepreneurs et cela a pour effet l'augmentation des prix soumis.

Section structure
Les prix unitaires des entrepreneurs sont élevés dans toutes les sous catégories de cette section et varient beaucoup d'un entrepreneur à l'autre. Un écart de 119 % en observable entre le montant estimé et le montant du plus bas soumissionnaire. L'aspect manutention peut cependant avoir affecté l'évaluation finale des soumissionnaires. L'accès restreint au bâtiment et aux deux étages inférieurs a certainement eu pour impact d'accentuer la complexité des procédures de démolition, de la disposition du béton existant et de la mise en place des éléments structuraux et du nouveau béton à couler.

Section mécanique de procédé
À notre avis, l'aspect de manutention suite aux travaux de démantèlement et démolition a aussi grandement affecté l'évaluation des travaux à réaliser pour cette section. Un écart de 53,4 % est observable entre le montant estimé et le plus bas soumissionnaire. L'accès restreint au bâtiment et le fait que la plupart des équipements encombrants en mécanique de procédés se retrouvent principalement au palier intermédiaire et à l'étage inférieur, peuvent avoir influencé la surévaluation du prix soumis. De plus, l'incertitude quant à la quantité d'eau à pomper temporairement lors des travaux ainsi que l'emplacement des pompes temporaires a aussi contribué à l'augmentation des prix soumis. D'ailleurs, pendant la période de soumission, nous avons reçu de nombreuses questions à cet effet. L'addenda numéro 2 traitait principalement du pompage temporaire à prévoir pendant les travaux. Notre estimation n'a malheureusement pu être révisée en conséquence de cet addenda.

Section mécanique de bâtiment
Le prix soumis pour cette section est légèrement inférieur à celui ayant été estimé par la firme. Un écart d'environ 18 % est observé entre la moyenne des prix des trois (3) plus bas soumissionnaires et le montant anticipé. À notre avis, le montant global soumis par Norclair Inc. correspond à l'envergure des travaux à réaliser.

Section électricité
Pour l'ensemble de la section, la moyenne des prix soumis est inférieure de 21 % à l'estimation faite par la firme de consultant Beaudoin Hurens. Les balises entre les différents items forfaitaires ne semblent pas avoir été interprétées de la même façon par tous les entrepreneurs et de façon spécifique, nous avons fait preuve d'une grande prudence lors de l'estimation pour le groupe électrogène considérant les complications anticipées associées à l'installation d'un tel appareil de grande taille dans un endroit existant, de dimension restreinte. Cela explique pourquoi l'estimation est inférieure à la moyenne des prix soumis.

Section contrôle et gestion
Typiquement, les travaux de mise en marche et de mise au point d'automatisation et

contrôle demandent des efforts importants de coordination en toute fin de projet, autant avec le consultant qu'avec les représentants du client. Cet élément demeure difficile à quantifier avec précision par les entrepreneurs lors de préparation d'offres de service. Nous croyons qu'ils ont simplement fait preuve de prudence dans ce cas spécifique ce qui explique que le montant moyen soumis est supérieur de 36 % à notre estimation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une dépense maximale de 2 236 514,09 $ toutes taxes incluses, incluant un montant de 10 % pour les contingences, est assumée à 100 % par la Ville centrale. Les coûts assumés par la DGSRE pour ces travaux sont définis dans l'intervention du Service des finances. Pour la DGSRE du Service de l'eau la dépense maximale de 2 236 514,09 $ taxes et contingences incluses, ou 2 042 235,47 $ net des ristournes de taxes, est admissible à une subvention estimée à 2 042 235,47 $ au programme de la TECQ (taxe sur l’essence et de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La station de pompage Camille permet d'évacuer en toute sécurité une importante quantité d'eaux usées vers des lieux de traitement prévus à cet effet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bien que la station fonctionne à l'heure actuelle, celle-ci est très vulnérable et nécessite des interventions d'entretien régulières et dispendieuses. Advenant un refus de la part des différentes instances, des travaux d'urgence devront être entrepris à l'interne afin de sécuriser les lieux et tenter de maintenir le service. Cependant, à moyen terme, la situation serait non viable et des investissements majeurs seraient nécessaires. Aussi advenant le cas d'une défaillance majeure de la station, les conséquences seraient très dommageables et compromettraient la santé publique d'un important secteur de Saint-Pierre.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : Fin avril

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Les clauses particulières en prévention de la collusion et la fraude ont été incluses aux instructions aux soumissionnaires lors de l’appel d’offres initiale.

Cet appel d’offres fait partie des contrats visés par un décret adopté en lien avec la Loi 1. La firme Norclair Inc. n’est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles). De plus, elle n’est pas inscrite sur la liste des entreprises ayant des restrictions sur leur licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ) et ne figure pas sur la liste des entreprises à déclarer non conformes en vertu de la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Ce dossier respecte au meilleur de nos connaissances, les encadrements suivants :

- Politique de gestion contractuelle;
- Politique d'approvisionnement;
- Directive « Gestion des contingences, incidences et déboursés dans tous les contrats » (C-OG-SDO-D-11-002);
- Directive « Gestion des estimations des contrats » (C-OG-SDO-D-12 -001);
- Directive « Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction » (C-OG-SCRAM-D-12-001).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Lachine , Direction des services administratifs et du greffe (Benoît PAULIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite (Comlan Djanta AFANOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Mammar MENDIL, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 26 janvier 2016
Mammar MENDIL, 26 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Steve VADEBONCOEUR
Contremaître Aqueduc et égout

Tél : 514 634-3471 #356
Télécop. : 514-634-8166

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-25

Christophe ASHKAR
Directeur - travaux publics

Tél : 514-634-3471 #380
Télécop. : 514-634-8166

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : LAC-PUB-1524
Numéro de référence : 931664
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réfection de la station de pompage Camille dans l'arrondissement Lachine

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sara Tremblay Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1034665)** 2015-11-10 15 h 19 **Transmission :** 2015-11-10 15 h 19	2516354 - addenda 1 2015-11-10 15 h 19 - Aucun Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Sylvain Lamontagne Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1030770)** 2015-10-30 13 h 59 **Transmission :** 2015-10-30 13 h 59	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1031700)** 2015-11-03 9 h 57 **Transmission :** 2015-11-03 10 h 25	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel

				2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 15 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Cyvex Inc 1229, boul. Curé-Labelle, unité 1, Blainville, QC, J7C 2N5 http://cyvex@bellnet.ca NEQ : 1163026942	Madame Raymonde Lafontaine Téléphone : 450 419-8777 Télécopieur : 450 419-9366	**Commande : (1030889)** 2015-10-30 17 h 41 **Transmission :** 2015-10-30 17 h 51	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 15 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Daniel Cormier Téléphone : 514 260-2942 Télécopieur :	**Commande : (1030966)** 2015-11-02 7 h 44 **Transmission :** 2015-11-02 7 h 46	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 12 - Messagerie

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Constructions BSL Inc. 315, rue De Rotterdam Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 2E5 http://www.bsl.qc.ca NEQ : 1141120692	Monsieur François Auger Téléphone : 418 878-4448 Télécopieur : 418 878-2455	**Commande : (1033449)** 2015-11-06 10 h 39 **Transmission :** 2015-11-06 10 h 50	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 30 - Télécopie 2521378 - addenda 2 2015-11-23 9 h 31 - Télécopie 2522474 - addenda 3 2015-11-25 9 h 31 - Télécopie 2523868 - addenda 4 2015-11-30 8 h 31 - Télécopie 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 20 h 05 - Télécopie 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 12 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1031283)** 2015-11-02 13 h 03 **Transmission :** 2015-11-02 13 h 50	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 13 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1031808)** 2015-11-03 11 h 34 **Transmission :** 2015-11-03 11 h 34	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel

				2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1030794)** 2015-10-30 14 h 28 **Transmission :** 2015-10-30 14 h 30	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 17 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Forages Nella Inc. 118, Rue de la Gare St-Henri Lévis, QC, G0R 3E0 NEQ : 1142112888	Madame Linda Hanbury Téléphone : 418 882-2002 Télécopieur :	**Commande : (1031401)** 2015-11-02 14 h 47 **Transmission :** 2015-11-02 14 h 47	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel

				2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	Monsieur Louis-Paul Parent Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1032012)** 2015-11-03 15 h 52 **Transmission :** 2015-11-03 15 h 52	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	JNA Leblanc électrique Inc 113A, rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.jnaleblanc.com NEQ : 1142744698	Monsieur Pierre Roy Téléphone : 450 588-3712 Télécopieur : 450 588-5611	**Commande : (1034672)** 2015-11-10 15 h 26 **Transmission :** 2015-11-10 15 h 26	2516354 - addenda 1 2015-11-10 15 h 26 - Téléchargement 2521378 - addenda 2 2015-11-23 9 h 31 - Télécopie 2522474 - addenda 3 2015-11-25 9 h 31 - Télécopie 2523868 - addenda 4 2015-11-30 8 h 32 - Télécopie 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 20 h 05 - Télécopie 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 14 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1038123)** 2015-11-19 11 h 43 **Transmission :** 2015-11-19 11 h 43	2516354 - addenda 1 2015-11-19 11 h 43 - Téléchargement 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1031793)** 2015-11-03 11 h 12 **Transmission :** 2015-11-03 13 h 24	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1031747)** 2015-11-03 10 h 40 **Transmission :** 2015-11-03 11 h 53	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel

				2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 16 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Guy Beaulieu 2009 inc 45, 1e Avenue Laval, QC, H7H 2G9 NEQ : 1166098633	Monsieur Guy Beaulieu Téléphone : 450 963-1348 Télécopieur : 450 963-1261	**Commande : (1035919)** 2015-11-13 10 h 07 **Transmission :** 2015-11-13 11 h 26	2516354 - addenda 1 2015-11-13 10 h 07 - Messagerie 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 18 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Pavages Théorêt Inc 1080 rue Principal Saint-Zotique, QC, J0P 1Z0 NEQ : 1143713304	Monsieur Nathaniel Gendron Téléphone : 450 267-3601 Télécopieur : 450 267-4449	**Commande : (1038954)** 2015-11-23 7 h 36 **Transmission :** 2015-11-23 7 h 40	2516354 - addenda 1 2015-11-23 7 h 36 - Messagerie 2521378 - addenda 2 2015-11-23 9 h 31 - Télécopie 2522474 - addenda 3 2015-11-25 9 h 30 - Télécopie 2523868 - addenda 4 2015-11-30 8 h 32 - Télécopie 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 19 h 35 - Télécopie

				2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 16 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8 NEQ : 1166302126	Madame Carole Lamarche Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (1035615)** 2015-11-12 13 h 54 **Transmission :** 2015-11-12 13 h 54	2516354 - addenda 1 2015-11-12 13 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Norclair inc.. 1900, rue Cunard, Bureau 200 Laval, QC, h7s2b2 NEQ : 1149059355	Monsieur Jean-François Lessard Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	**Commande : (1030759)** 2015-10-30 13 h 46 **Transmission :** 2015-10-30 13 h 52	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 14 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1031782)** 2015-11-03 11 h 04 **Transmission :** 2015-11-03 13 h 22	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 15 - Messagerie

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PP Deslandes Inc. 4775 Avenue Trudeau Saint-Hyacinthe, QC, J2S 7W9 http://www.ppdeslandes.com NEQ : 1143003151	Monsieur Jacques Plante Téléphone : 450 778-2426 Télécopieur : 450 778-2266	**Commande : (1037136)** 2015-11-17 14 h 14 **Transmission :** 2015-11-17 14 h 14	2516354 - addenda 1 2015-11-17 14 h 14 - Téléchargement 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1031527)** 2015-11-02 16 h 28 **Transmission :** 2015-11-02 16 h 28	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 30 - Télécopie 2521378 - addenda 2 2015-11-23 9 h 31 - Télécopie 2522474 - addenda 3 2015-11-25 9 h 30 - Télécopie 2523868 - addenda 4 2015-11-30 8 h 33 - Télécopie 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 20 h 04 - Télécopie 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SGM Électricité inc. 555, boul. des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T6G3 NEQ : 1144284537	Monsieur Serge Larouche Téléphone : 450 377-4400 Télécopieur : 450 377-3119	**Commande : (1031672)** 2015-11-03 9 h 34 **Transmission :** 2015-11-03 9 h 34	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 29 - Courriel 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel

				2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1160102480	Madame Josée Arseneault Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1036968)** 2015-11-17 10 h 45 **Transmission :** 2015-11-17 10 h 45	2516354 - addenda 1 2015-11-17 10 h 45 - Téléchargement 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 21 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Turcotte (1989) Inc.. 1311, rue Arthur-Dupéré Québec, QC, G1C0M1 NEQ : 1160209186	Madame Sarah-Maude Cousineau-Poissant Téléphone : 418 661-3726 Télécopieur : 418 661-9637	**Commande : (1031608)** 2015-11-03 8 h 30 **Transmission :** 2015-11-03 8 h 50	2516354 - addenda 1 2015-11-09 9 h 30 - Télécopie 2521378 - addenda 2 2015-11-23 9 h 31 - Télécopie 2522474 - addenda 3 2015-11-25 9 h 30 - Télécopie 2523868 - addenda 4 2015-11-30 9 h 03 - Télécopie 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 20 h 06 - Télécopie

				2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 18 h 12 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Urbex construction inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Abdellatif Moti Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1038812)** 2015-11-20 15 h 47 **Transmission :** 2015-11-20 15 h 47	2516354 - addenda 1 2015-11-20 15 h 47 - Téléchargement 2521378 - addenda 2 2015-11-23 8 h 20 - Courriel 2522474 - addenda 3 2015-11-25 8 h 06 - Courriel 2523868 - addenda 4 2015-11-30 7 h 25 - Courriel 2524096 - addenda 5 (devis) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel 2524097 - addenda 5 (plan) 2015-11-30 17 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2015 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Lachine , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1167126001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

ANALYSE STATION POMPAGE.pdf intervention.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoît PAULIN
Agent approvisionnement 2
Tél : 514-634-3471 poste 272

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-26

Benoît PAULIN
Agent approvisionnement 2
Tél : 514-634-3471 poste 272
Division : ressources matérielles

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : LAC-PUB-1524 — No du GDD : 1167126001

Titre de l'appel d'offres : TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE CAMILLE

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 10 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2015

Ouverture faite le : 8 - 12 - 2015

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 30 - 11 - 2015

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 26

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 23%

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0%

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Norclair inc	2,236,514.09 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Benoit Paulin — Le 26 - 1 - 2016

TABLEAU DE VÉRIFICATION DES SOUMISSIONS

Projet : TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE CAMILLE

Dossier n° : LAC-PUB-1524 **Soumissions ouvertes le :** **Lundi le 8 DÉCEMBRE 2015**

Vérifié par : Benoit Paulin

Soumissionnaire	Signature de la soumission	Cautionnement de soumission ou chèque visé	Lettre d'engagement, cautionnement sal. Mat. & exécution	TPS+TVQ	Licence d'entrepreneur	Fournisseur SIMON	Résolution pour autoriser la signature de la soumission	AMF + 100k	AMF sous-traitant	Attestation Revenu Qc	Montant soumis (incluant les taxes)	Montant corrigé (incluant les taxes)	Remarques	Rang	
Norclair inc	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			1	**2 236 514,08 $**
Socomec industiel inc	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			2	2 324 290,10 $
Filtrum inc	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			3	2 364 656,33 $
Turcotte (1989) inc	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			4	2 445 592,41 $
Construction Bau-Val inc	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			5	2 455 134,76 $
Allen Entrepreneur Général inc	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	montant soumissionner 2 763 973,02$	6	2 680 904,61 $
														7	
														8	
														9	

Coût moyen des soumissions reçues ($)	2 417 848,72 $
Écart de la moyenne et de la plus basse (%)	7%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	444 390,53 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	17%

intact ASSURANCE

Avenant

No: 1

Faisant partie intégrante du cautionnement de soumission et de la lettre d'engagement No: **7710256-15-024**

BÉNÉFICIAIRE: **VILLE DE MONTRÉAL**

DESCRIPTION DES TRAVAUX: **APPEL D'OFFRES N° LAC-PUB-1524 - TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE CAMILLE DANS L'ARRONDISSEMENT LACHINE**

ÉMIS AU NOM DE (entrepreneur): **NORCLAIR INC.**

CAUTION: **INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE**

IL EST PAR LA PRÉSENTE, ENTENDU ET CONVENU QUE :

LA PÉRIODE DE VALIDITÉ DE LA SOUMISSION EST PROLONGÉE DE QUATRE-VINGT-DIX (90) JOURS À COMPTER DU 8 MARS 2016.

L'entrepreneur et la Caution acceptent le(s) changement(s) mentionné(s) ci-haut. Les autres termes et conditions demeurent cependant inchangés.

Daté ce **4 FÉVRIER 2016**

NORCLAIR INC.

Par: _____
Entrepreneur

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

Par: _____
SARAH BLANCHETTE, mandataire

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : LAC-PUB-1524 — No du GDD : 1167126001

Titre de l'appel d'offres : TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE CAMILLE

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 10 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2015

Ouverture faite le : 8 - 12 - 2015

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 30 - 11 - 2015

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 26

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 23%

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0%

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : 90 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Norclair inc	2,236,514.09 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Benoit Paulin — Le 26 - 1 - 2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite

Dossier # : 1167126001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

DGSRE 1167126001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Comlan Djanta AFANOU
Agent comptable analyste

Tél : 514 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-28

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 18 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE167126001

Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE167126001
Octroyer un contrat à l'entreprise Norclair inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant total maximal de 2 236 514,09 $, pour des travaux de réfection de la station de pompage Camille à Lachine - Appel d'offres public numéro LAC-PUB-1524 - Six (6) soumissionnaires.

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants de l'arrondissement de Lachine ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier. Ils ont particulièrement souligné le fait que l'estimation réalisée à l'externe était très inférieure aux prix soumis. Les représentants de l'arrondissement ont reconnu qu'il y avait certaines failles dans l'estimation. À l'évidence, on n'a pas mesuré adéquatement l'impact des travaux du grand chantier de Turcot sur le présent contrat.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'arrondissement a présenté plusieurs hypothèses pour expliquer les écarts de prix sur les divers articles du cahier des charges. Pour la Commission, les réponses reçues aux nombreuses questions des membres ont été jugées satisfaisantes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants de l'arrondissement de Lachine pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE167126001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.17

2016/04/18 13:00

(2)

Dossier # : 1166765008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:

1. - d'autoriser une dépense totale de 3 244 857,59 $, contingences, incidences et taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin Ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin Ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

2. - d'octroyer au plus bas soumissionnaire conforme, **Roxboro Excavation inc.,** le contrat numéro ST-16-05 au montant de sa soumission, soit 3 061 186,41 $, contingences et taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres préparés pour ce contrat;

3. - de faire assumer cette dépense, contingences, incidences et taxes incluses, à 8,78 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour un montant total de 284 898,50 $, à 24,17 % par la Division de gestion d'actifs pour un montant total de 784 282,07 $ et à 67,05 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un montant total de 2 175 677,02 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-14 08:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		**Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting**
Séance ordinaire du lundi 7 mars 2016 à 19 h	Résolution: CA16 29 0062	Regular Sitting of Monday March 7, 2016 at 7 p.m.

CONTRAT NUMÉRO ST-16-05

ATTENDU que des soumissions publiques ont été demandées pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin Ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin Ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

ATTENDU que des soumissions ont été reçues et ouvertes le 8 février 2016 et se lisent comme suit :

Soumissionnaires/Tenderers	Prix soumis/Price Quoted
Roxboro Excavation inc.	3 061 186,41 $
Construction G-Nesis inc.	3 298 229,53 $
Duroking Construction	3 511 588,51 $
9301-3845 Québec inc.	3 732 297,82 $
Sintra inc.	3 878 620,69 $
Gérald Théorêt inc.	3 952 240,33 $
Les entreprises Michaudville inc.	3 987 000,00 $
Pavages D'Amour	4 173 592,50 $
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	4 178 839,84 $
Les Excavations Super inc.	4 185 005,95 $
Les Pavages Chenail inc.	4 493 400,97 $
Groupe TNT inc.	non-conforme

Il est proposé par
le conseiller Yves Gignac
appuyé par
la conseillère Justine McIntyre

ET RÉSOLU

QUE le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal :

D'autoriser une dépense totale de 3 244 857,59 $, contingences, incidences et taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin Ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin Ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;

D'octroyer au plus bas soumissionnaire conforme, **Roxboro Excavation inc.,** le contrat numéro ST-16-05 au montant de sa soumission, soit 3 061 186,41 $, contingences et taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres préparés pour ce contrat;

CONTRACT NUMBER ST-16-05

WHEREAS public tenders were called for road repair, drainage work, replacement of water mains, water and sewage connections, curbs, sidewalks asphalt paving and related work on rues Laurin (south of boulevard Gouin Ouest), Hortie (south of boulevard Gouin Ouest) and Olympia in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

WHEREAS tenders were received and opened on February 8, 2016 and read as follows:

It was moved by
Councillor Yves Gignac
seconded by
Councillor Justine McIntyre

AND RESOLVED

THAT the Borough Council recommend to the Municipal Council:

TO authorize a total expense of $3,244,857.59, contingencies, incidental costs and taxes included, for road repair, drainage work, replacement of water mains, water and sewage connections, curbs, sidewalks asphalt paving and related work on rues Laurin (south of boulevard Gouin Ouest), Hortie (south of boulevard Gouin Ouest) and Olympia in the Borough of Pierrefonds-Roxboro;

TO grant to the lowest compliant tenderer, **Roxboro Excavation inc.,** contract number ST-16-05 for the amount of its tender, to wit: $3,061,186.41, contingencies and taxes included, in accordance with the tendering documents prepared for this contract;

DE faire assumer cette dépense, contingences, incidences et taxes incluses, à 8,78 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour un montant total de 284 898,50 $, à 24,17 % par la Division de gestion d'actifs pour un montant total de 784 282,07 $ et à 67,05 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un montant total de 2 175 677,02 $.

TO assume this expense, contingencies, incidental costs and taxes included at 8.78% by the Borough of Pierrefonds-Roxboro for a total amount of $284,898.50, at 24.17% by the Division de gestion d'actifs for a total amount of $784,282.07 and at 67.05% by the Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau for a total amount of $2,175,677.02.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUSLY ADOPTED

20.06 1166765008

Dimitrios (Jim) BEIS
_____
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
_____
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 8 mars 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1166765008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:
1- d'autoriser une dépense de 3 244 857,59 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin Ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Roxboro Excavation inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 3 061 186,41 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-16-05;

3- d'assumer le total de cette dépense à 8.78 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 284 898,50 $, à 24.17 % par la Division de gestion d'actifs, pour un montant total de 784 282,07 $ et à 67.05 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau, pour un montant total de 2 175 677,02 $.

Signé par Jean-Marc L'ABBÉ **Le** 2016-03-01 14:02

Signataire : Jean-Marc L'ABBÉ

directeur(trice) - cult., sp., lois. & dev.soc. en arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166765008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux (DGSRE) d'eau encourage l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchées pour la réfection des réseaux d'aqueduc afin de minimiser les coûts et les inconvénients notamment sur la circulation et les riverains. Toutefois, dans certaines situations, il peut alors être plus approprié de procéder à des travaux de remplacement.
Selon les résultats du Plan d'intervention intégré (mars 2012), la DGSRE et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro sélectionnent conjointement les projets les plus prioritaires à être réalisés dans le cadre du PTI. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro collabore avec la DGSRE dans la sélection des projets en profitant de l'occasion des travaux souterrains pour bonifier les interventions avec des travaux additionnels sur le réseau de drainage, la réfection complète des chaussées au-delà des tranchées, la réfection complète de trottoirs et/ou l'ajout de bordures, etc.

Dans le cadre du Programme de réfection du réseau routier local 2016, la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports a mis à la disposition de notre arrondissement un budget de 5 600 000 $. Le présent contrat représente une phase de réalisation de ces travaux de réfection de rues.

Un appel d'offres public a été lancé le 21 janvier 2016 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 8 février 2016, laissant ainsi un délai de plus de 15 jours aux soumissionnaires pour préparer leur document de soumission. Les annonces ont paru dans

le journal Constructo ainsi que sur le site électronique du SÉAO. Les addenda suivants ont été publiés:

- Le 1er février 2016 - Précisions concernant les coûts horaires de la main-d'oeuvre, l'assise des conduites, la date limite pour envoyer des questions, modifications des articles 2.24 et 2.34 des «Instructions aux soumissionnaires», l'ajout de l'article 3.57 et réponses aux questions des soumissionnaires.
- Le 4 février 2016 - Réponses aux questions des soumissionnaires concernant l'enlèvement des puisards et le raccordement des branchements d'égout sanitaire et d'égout pluvial.

La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le contrat ST-16-05 consiste en des travaux de reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia.
Travaux assumés par la DGSRE (remplacement de conduite d'aqueduc)

Rue	Longueur d'aqueduc à remplacer	% répresentant le coût de la DGSRE
Hortie	405 m	18.87%
Laurin	484 m	22.55%
Olympia	550 m	25.63%
TOTAL	1439 m	**67.05%**

Toutes les rues identifiées sont justifiées techniquement, car les conduites présentent des défaillances reconnues par le MAMOT (Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire). En effet, elles présentent un ou plusieurs des problèmes suivants :

- le taux de bris des conduites d'aqueduc est supérieur à 3/km/année sur une base de 5 ans;
- une problématique récurrente d'eau rouge.

Un montant équivalent à 10% du contrat a été prévu pour les contingences et est inscrit au bordereau de soumission. Un montant de 183 671,18 $ est prévu pour couvrir les incidences (toutes taxes incluses) qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire et des honoraires de surveillance des travaux, pour un total de 6 %. Le montant des incidences sera payé au prorata.

Les entrepreneurs suivants se sont procuré le cahier d'appel d'offres et ont déposé des soumissions:

Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc.
Sintra inc.

Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Construction G-Nesis inc.
Roxboro Excavation inc.
Les Pavages Chenail inc.
Gérald Théorêt inc.
Les Entreprises Michaudville inc.
Groupe TNT inc.
Pavages D'Amour inc.
9301-3845 Québec inc.
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.

Les principales raisons du désistement des entrepreneurs n'ayant pas soumissionné se résument à un manque de temps ou à des prix donné en sous-traitance.

Les instructions aux soumissionnaires de ce projet prévoient que ce contrat sera octroyé par le conseil municipal après que les recommandations du comité exécutif et du conseil d'arrondissement aient été données. La séance visée du conseil municipal est celle du 18 avril 2016. L'adjudicataire doit entreprendre toutes les démarches administratives nécessaires (cautionnement, dessin d'atelier, etc.) à partir de la réception de la recommandation favorable du contrat par le CA de l'arrondissement, afin de respecter la date de début de travaux. La séance visée du conseil arrondissement est celle du 7 mars 2016.

L'entrepreneur doit commencer les travaux au plus tard le 23 mai 2016 et il doit terminer :

A) Travaux d'aqueduc et d'égout, ouvrage de béton, enrobé bitumineux et structure de chaussée : 23 septembre 2016 ;

B) Nettoyage des conduites, entrée privée, plantation et engazonnement : 15 octobre 2016.

Lorsque l'entrepreneur n'achève pas les travaux dans le délai prescrit, il doit payer à la Ville la somme de mille dollars (1 000 $) par jour de calendrier de retard.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de vingt-deux (22) preneurs de cahier des charges, douze (12) entrepreneurs ont déposé une soumission incluant la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers.
L'analyse des prix soumis révèle qu'ils sont généralement inférieurs à notre estimation.

Les écarts les plus importants se trouvent au niveau des branchements de services et du gazonnement. L'écart entre notre estimation et la soumission du plus bas soumissionnaire est de 1 043 893,66 $. À eux seuls, les branchements de services et le gazonnement expliquent plus de 50 % d'écart, soit 588 675 $.

Le seul autre écart notable est représenté par les travaux de démolition et la gestion des sols contaminés. L'ensemble des autres items de la soumission est inférieur de près de 11 % par rapport à notre estimation, ce qui représente, à notre avis, une saine compétition dans le marché.

La soumission de la firme Groupe TNT inc. a été rejetée à défaut de se conformer à l'article 1.6 des «Instructions aux soumissionnaires» et son prix n'a pas été pris en considération lors de l'analyse des prix.

	Contrat	Contingences	Total
1. Roxboro Excavation inc.	2 782 896.74 $	278 289.67 $	3 061 186.41 $
2. Construction G-Nesis inc.	2 998 390.48 $	299 839.05 $	3 298 229.53 $
3. Duroking	3 192 353.19 $	319 235.32 $	3 511 588.51 $
4. 9301-3845 Québec inc.	3 392 998.02 $	339 299.80 $	3 732 297.82 $
5 Sintra inc.	3 526 018.81 $	352 601.88 $	3 878 620.69 $
6. Gérald Théorêt inc.	3 592 945.76 $	359 294.58 $	3 952 240.33 $
7. Les entreprises Michaudville inc.	3 624 545.45 $	362 454.54 $	3 987 000.00 $
8. Pavages D'Amour	3 794 175.00 $	379 417.50 $	4 173 592.50 $
9. Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	3 798 945.31 $	379 894.53 $	4 178 839.84 $
10. Les excavations super inc.	3 804 550.86 $	380 455.09 $	4 185 005.95 $
11. Les Pavages Chenail inc.	4 084 909.97 $	408 491.00 $	4 493 400.97 $
Estimation interne	3 731 890.97 $	373 189.10 $	4 105 080.07 $
Coût moyen des soumissionnaires reçues			
(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			**3 859 272.96 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse x 100)			26.07%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			
(la plus haute – la plus basse)			1 432 214.56 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			
((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			46.79%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			
(la plus basse conforme – estimation des professionnels)			(1 043 893.66 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			
((la plus basse conforme – estimation des professionnels) / estimation x 100)			-25.43%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
(la deuxième plus basse – la plus basse)			237 043.12 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)			7.74%

Le présent dossier respecte la directive sur la confidentialité des estimations des contrats.

Les validations requises voulant qu'aucun des soumissionnaires ne soit sur la liste des entreprises déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites. L'adjudicataire recommandé "Roxboro Excavation inc." no de licence 1258-2003-97 a fourni l'attestation de Revenu Québec numéro 902150-FHZB-0257316 avec sa soumission. L'entrepreneur a reçu en date de 31 octobre 2013 une lettre de l'Autorité des Marchés Financiers l'autorisant à contracter avec un organisme public sous la décision 2013-CPSM-0214 (lettre jointe aux présentes).

Suite à la vérification et l'analyse des soumissions, nous recommandons d'octroyer le contrat à Roxboro Excavation inc. le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges. Le présent appel d'offres est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Considérant que ce contrat est de plus de 2 000 000 $ et avec un écart supérieur à 20 %, ce dossier doit être étudié par la Commission d'examen des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc et de voirie sont de 3 061 186,41 $ (toutes taxes incluses) et majorés de 183 671,18 $ (toutes taxes incluses) pour frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, la surveillance des travaux, etc. Le montant pour frais incidents représente 6 % du montant du contrat.
Les coûts assumés par la DGSRE se résument aux travaux d'aqueduc, de la voirie et de l'aménagement situés au-dessus des conduites à remplacer. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la Division de gestion d'actifs du Service des infrastructures du transport et de l'environnement, assument les travaux de réfection, de la chaussée ailleurs qu'au-dessus des conduites à remplacer, ainsi que la réfection des fossés et des terrains.

Pour ce contrat, la dépense sera assumée à 67.05 % par la DGSRE, 24.17 % par la Division de gestion d'actifs et le coût résiduel de 8.78 % est financé par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Les frais incidents représentant 6 % des travaux sont assumés au prorata par les trois intervenants.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT PIERREFONDS-ROXBORO

PTI - Arrondissement

TRAVAUX
Projet Simon: à venir
Imputation : SIMON à venir

Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépense
	245 424.82 $	268 772.17 $	268 772.17 $

INCIDENCES
Projet Simon: à venir
Imputation : SIMON à venir

Sous-projet	Crédits	Contrat	Dépense
	14 725.49 $	16 126.33 $	16 126.33 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DGSRE

La dépense de ce contrat est de 2 175 677,02 $ taxes incluses, soit 2 052 525,49 $ pour le contrat et 123 151,53 $ pour les incidences, pour un coût net de 1 986 683,12 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2016-2018 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. La dépense de la DGSRE représente 67.05 % du montant total du contrat.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 986 683,12 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIVISION DE GESTION D'ACTIFS

La dépense de ce contrat sera financée à 24.17 % par la Division gestion d'actifs du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Cela représente 784 282,07 $, toutes taxes incluses, soit 739 888,75 $ pour les travaux et 44 393,32 $ pour les incidences. Le coût pour les travaux de pavage est de 679 922,77 $, toutes taxes incluses, et le coût pour les travaux de bordure et de trottoir est de 59 965,98 $.

Les informations financières relatives à ce sommaire sont inscrites dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants:

- Renouveler les réseaux de 1% selon la politique nationale de l'eau;
- Réduire la production d'eau potable;
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des travaux aura comme bénéfice les impacts suivants:

- Réduction des fuites et des coûts d'entretien reliés;
- Pérennité des infrastructures municipales;
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En contrepartie, le refus ou report de l'octroi de ce contrat aura comme conséquence d'augmenter la probabilité de fuite sur la conduite d'aqueduc avec les risques suivants:

- Interruption en eau potable;
- Contamination potentielle;
- Coûts élevés en période d'urgence et pour cause de conditions climatiques défavorables.

L'impact sur la circulation locale en raison des travaux sera minimisé par des accès temporaires aux propriétés privées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront avisés au préalable du déroulement de la réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 23 mai 2016
Fin des travaux : 15 octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

La recommandation est signée par monsieur Jean-Marc L'Abbé, directeur - Culture, sports, loisirs et développement social, agissant comme directeur d'arrondissement substitut nommé, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du vendredi 26 février au dimanche 6 mars 2016 inclusivement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Certification de fonds :
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement (Gaétan BRUNET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 16 février 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 16 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain MARCOUX
C/d ing.trav.pub.& inf.<<arr.pier/roxboro)

Tél : 514 624-1541
Télécop. : 514 624-1137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Anne CASTONGUAY
Directrice

Tél : 514 624-1294
Télécop. : 514 624-1298

Pierrefonds Roxboro
Montréal
Section Ingénierie
Division Infrastructures

RÉSULTATS DE SOUMISSION # ST-16-05
Parution SÉAO: 21-janv-16
Date d'ouverture: 08-févr-16

Reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia

GDD 1166765008

		Documents fournis													
	SOUMISSIONNAIRE	Bordereau de prix	Attestation Revenu Québec	AMF	Déclaration rélative aux conflits d'intérêts	Page sommaire	Formule de soumission	Lettre d'engagement	Cautionnement de soumission	Résolution de la compagnie	Licence entrepreneur	RÉNA	LIste des sous-contrats	CONFORME	NON CONFORME
1	Roxboro Excavation inc.	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
2	Construction G-Nesis inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
3	Duroking construction	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
4	9301-3845 Québec inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
5	Sintra Inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
6	Gérald Théorêt inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
7	Les entreprises Michaudville inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
8	Pavages D'Amour	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
9	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
10	Les excavations super inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	X	X	
11	Les Pavages Chenail inc.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	NON	N/A	X	
12	Groupe TNT inc.	X	X	X	X	X		X	X	X	X	NON	N/A		X

* Bordereau de prix corrigé, erreur de calcul

Préparé par

Alexandra Enache
Secrétaire d'unité administrative

16/02/2016
date

Approuvé par

Karen Duhamel
Chef de section Ingénierie

2016-02-16
date

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Identification du projet de PTI - Informations générales

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	**# Fiche de projet**	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée et de l'aqueduc des rues Laurin, Hortie et Olympia (ST-16-05)		
# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière		
# Projet Simon		**# Investi**	
Unité administrative	URB-Ingénierie	**Gestionnaire responsable**	Sylvain Marcoux

Phases du projet

Phases (AAAA-MM-JJ)	Début visé	Fin visée	Durée (jours)
Planification	2015-09-01	2016-01-21	142
Réalisation	2016-05-23	2016-10-15	145
Mise en service	2016-10-15	2016-10-15	0

Bénéfices - Réalisation du projet	Amélioration de la surface de roulement, réduction des fuites et de l'eau brune. Réparation d'urgence, pénurie d'eau et augmentation des nids		
Impacts - Non réalisation du projet	Ne permet pas de répondre à la demande justifiée.		
Objectif(s) stratégique(s) supporté(s)			
Priorité de réalisation		Probabilité de réalisation (%)	70%
Facteurs de risque	Autres		
Mesures d'atténuation			
Services internes impliqués	TP-Voirie		
Partenaires externes impliqués			

Conformité règlementaire et procédures

Conformité du zonage		**Procédures**	
Permis nécessaire		**Changement d'usage requis**	

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Identification du projet de PTI - Informations financières

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	# Fiche de projet	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée et de l'aqueduc des rues Laurin, Hortie et Olympia (ST-16-05)		

Budget en capital total requis - Arrondissement ('000$) (Net des ristournes de taxes)	Total (1)	260.2 $

# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière
# Projet Simon	# Investi

Coûts en capital / Années

	Antérieures	2015	2016	2017	Ultérieures	Total (1)
Arrondissement	- $	- $	260.2 $	- $	- $	260.2 $
Corporatif	- $	- $	2 468.8 $	- $	- $	2 468.8 $

Sources de financement

	Emprunt"PTI"	Surplus	Subventions	Promoteurs	Autres	Total (1)
Arrondissement	260.2 $	- $	- $	- $	- $	260.2 $
Corporatif	2 468.8 $	- $	- $	- $	- $	2 468.8 $

Budget d'opération supplémentaire annuel requis ('000$)	- $	Date début	
Économies annuelles au budget d'opération '(000$)		Date début	

Approbations

Date d'approbation du directeur du service	29 02 2016	Signature	Fabienne Lebrun
Date d'approbation du directeur d'arrondissement		Signature	
Date d'autorisation des crédits du CA		# Résolution	

Aide-mémoire - Règles de capitalisation

Question à se poser : Quel est l'actif ? " Bien durable "

Construction , achat ou remplacement (seulement si a atteint durée de vie utile)

> 10 000 $ ou commande de plusieurs items identiques > 1 000 $ toatlisant 10 000 $

ou regroupement d'actifs > 10 000 $ ne fonctionnant pas l'un sans l'autre (ordi)

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0214

Québec, le 31 octobre 2013

Roxboro Excavation inc.
À l'attention de : Monsieur Yvon Théorêt
1620, rue Newman Crescent
Dorval (Québec) H9P 2R8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Roxboro Excavation inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0214 n° d'identification de l'Autorité : 2700005963

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Roxboro Excavation inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 octobre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec :
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

ROXBORO EXCAVATION INC

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1166765008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gaétan BRUNET
Chef de section - Ressources financières

Tél : 514 624-1008

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 624-1622
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166765008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765008_Info_Comptable_DGSRE.xlsm

SIVT 1166765008 - informations comptables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-22

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 18 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE166765008

Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE166765008
Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues Laurin (au sud du boulevard Gouin ouest), Hortie (au sud du boulevard Gouin ouest) et Olympia dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 244 857,59 $, taxes incluses (contrat 3 061 186,41 $ + incidences 183 671,18 $) - Appel d'offres public ST-16-05 (12 soumissionnaires)

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier. Ils ont bien compris que l'estimation du coût des travaux a été basée sur la moyenne des prix unitaires des contrats similaires octroyés en 2015 par l'arrondissement. Ils ont aussi compris que l'arrondissement, pouvant compter sur une équipe de conception de projets, n'avait pas besoin de recourir à des ressources externes à ce chapitre.

Enfin, les membres ont reconnu que les hypothèses de l'arrondissement pour expliquer les écarts de prix entre l'estimation et le prix de l'adjudicataire proposé étaient tout à fait plausibles.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE166765008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1166848001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1- d'autoriser une dépense de 2 445 893,54 $, taxes incluses, pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2- d'accorder à Néolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, le contrat pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 223 539,58 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14982;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-23 06:53

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166848001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Plan stratégique des systèmes de transport intelligents (STI)
Les STI désignent une vaste gamme de techniques appliquées au transport afin d'améliorer la sécurité, l'efficacité et la fiabilité des réseaux de transport. En optimisant l'utilisation des infrastructures existantes et en favorisant les modes de transports collectifs, les STI s'inscrivent directement dans une perspective de développement durable. Par ailleurs, ils participent à l'effort visant à faire de Montréal une ville intelligente.

Un plan stratégique STI a été approuvé par le comité exécutif le 29 mars 2011 (CE11 0428).

Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU)

Parmi les onze projets du plan stratégique, trois ont été identifiés comme étant prioritaires dont celui de la création du CGMU. Le CGMU est en fait le centre d'observation et de gestion du réseau artériel. C'est par ce centre que transitera éventuellement toute l'information provenant du réseau artériel et celle que l'on veut communiquer aux différents outils sur le terrain. Afin de gérer efficacement la circulation, les sources les plus précieuses d'information sont les caméras d'observation routière, dont l'acquisition fait l'objet du présent mandat.

Le CGMU permettra au personnel d'exploiter efficacement les systèmes et ainsi contribuer entre autres à l'efficacité du réseau artériel et à l'amélioration du bilan de la sécurité tel que proposé dans le Plan de transport.

Plan d'action 2015 - 2017 Montréal ville intelligente et numérique

La mobilité intelligente est un des six chantiers dans le plan d'action 2015 - 2017 du Bureau de la ville intelligente et numérique. L'ajout de caméras favorisera la collecte de données sur la mobilité à Montréal. La collecte, le traitement et la diffusion des données en temps réel permettront éventuellement d'accroître la fluidité des transports et d'optimiser les déplacements.

Historique d'installation

Au cours des deux dernières années, des contrats pour l'installation de caméras d'observation routière ont été accordés.

- Un contrat a été octroyé à Néolect Le Saux inc. le 19 mars 2012 (CM12 0202) afin de procéder à l'acquisition et à l'installation des 100 premières caméras de surveillance sur le réseau.
- Un contrat de même envergure a aussi été accordé à ce même fournisseur le 23 avril 2013 (CM13 0310) pour l'ajout de 100 caméras supplémentaires.
- Le 19 août 2014, un contrat était octroyé à la firme Télécommunications Grimard inc, pour l'acquisition et l'installation de 100 caméras d'observation routière supplémentaires.

L'installation de ces 300 caméras est complétée.

À celles-ci s'ajoute une quinzaine de caméras installées ponctuellement parallèlement aux contrats précités.

Ainsi, le nombre total de caméras sur le réseau s'élève actuellement à 315.

Il est à noter qu'un premier appel d'offres (no 15-14157) avait été lancé en 2015 pour l'acquisition des 185 caméras mais a dû être annulé suite à la conclusion de la Commission permanente sur l'examen des contrats.

À noter également qu'à la suite de l'émission d'un avis du contentieux concernant les mesures à prendre afin de s'assurer de la conformité des installations en matière de respect de la vie privée, un document sur les règles d'utilisation des caméras a été préparé à l'interne. Ce document comprend des mécanismes de sécurité similaires à ceux élaborés par le ministère des Transports du Québec. Tous les employés ayant accès aux images recueillies par les caméras doivent signer une déclaration de prise de connaissance et de respect de ces règles. À noter qu'aucune signalisation n'est requise pour informer les citoyens de la présence des caméras puisque les images diffusées ne permettent pas l'identification d'individus. Le document des règles d'utilisation se trouve en pièce jointe au présent sommaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0160 - 4 Février 2015 Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU).
CM14 0792 - **19 Août 2014** Accorder un contrat à Télécommunications Grimard inc., d'une durée de 24 mois, pour l'acquisition et l'installation de 100 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une somme maximale de 1 605 206,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13486 (3 soum.)

CM13 0310 - 23 avril 2013 Accorder un contrat à Néolect Le Saux inc. pour l'acquisition et l'installation de 100 caméras motorisées utilisées pour la surveillance du réseau artériel et l'observation des conditions de circulation à partir du Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 587 851,72 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-12438 - (5 soum.).

CM12 0202 - 19 mars 2012 Accorder un contrat à Néolect Le Saux inc. pour l'acquisition et l'installation de 100 caméras motorisées utilisées pour la surveillance du réseau artériel

et l'observation des conditions de circulation à partir du Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 1 499 681,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11788 - (3 soum.).

DESCRIPTION

Le présent mandat vise à acquérir et installer 185 caméras d'observation routière sur le réseau artériel ce qui portera le total des caméras sur le réseau à 500.
Ceci s'inscrit directement dans les orientations du plan stratégique mentionné ci-dessus et vise à compléter l'acquisition des composantes nécessaires à la télésurveillance du réseau artériel. Ces caméras de type PTZ (Pan-tilt-zoom) installées aux intersections permettent le monitoring en temps réel de points stratégiques du réseau. Les principales caractéristiques de ce type de caméra sont de pouvoir pivoter sur 360 degrés et d'effectuer des «zooms» (agrandissements d'image). Outre ces caméras, des encodeurs pour numériser l'image et optimiser la bande passante sont également nécessaires. Aussi, afin de minimiser les impacts visuels, le contrat comprend l'acquisition de supports pour intégrer les caméras au mobilier urbain.

L'appel d'offres a été publié sur le SEAO du 11 au 27 janvier 2016 pour une période d'affichage de 15 jours.

Au total 3 offres ont été soumises à la Ville de Montréal sur un total de 13 preneurs de cahier de charge. Nous avons reçu 4 réponses à nos demandes de raison de désistement:
- 1 firme mentionne que le délai de soumission est trop court
- 2 firmes que le produit ou service non offert
- 1 firme s'est procuré le cahier de charge a titre informatif.

Les autres firmes n'ont pas répondu à la demande de relance concernant les avis de désistement.

L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 janvier 2016 et la période de validité des offres reçues est de 180 jours, soit jusqu'au 25 juillet 2016.

Les contingences sur les soumissions ont été évaluées à 10%. La contingence servira à l'ajustement du projet aux besoins spécifiques et aux travaux supplémentaires demandant une correction immédiate. Des ajustements de mandats sont à prévoir puisque certaines installations seront réalisées à l'intérieur des villes reconstituées ou sur des sites qui ont été repoussées au fur et à mesure des contrats passés de par leur complexité.

Les incidences de 10% permettront de couvrir les frais internes de réaménagement des cabinets, d'installation des nouveaux fûts, d'acquisition de matériel de télécommunication ainsi que les travaux par la CSEM ou pour la restauration des bases et conduits.

JUSTIFICATION

1- Diminution des délais d'intervention
Le présent mandat est nécessaire pour l'acquisition et l'implantation sur le réseau artériel de 185 caméras d'observation routière motorisées, composantes majeures et indispensables au bon fonctionnement du CGMU. Ces 185 caméras, installées à certains points névralgiques, permettront d'obtenir des informations en temps réel sur les incidents et les perturbations du réseau. L'information recueillie par ces caméras sera directement retransmise au CGMU et traitée par le système d'affichage et de distribution vidéo afin, d'une part, que des actions puissent être prises en cas d'incidents sur le réseau et, d'autre part, de fournir une information visuelle continue sur les conditions de circulation. Le but est de réduire au minimum les délais d'intervention lors d'incidents (pannes ou mauvais fonctionnements du système de feux de circulation, accidents ou pannes aux intersections).

2- Information aux voyageurs et aux partenaires

Les opérateurs du CGMU pourront se servir de ces images afin de vérifier l'état de la circulation à une intersection donnée. Une fois traitées, les informations fournies par les caméras pourraient éventuellement être retransmises sur Géo-trafic, un autre projet inclus au plan stratégique STI, grâce auquel l'information sur les conditions de circulation du réseau serait diffusée. Ainsi, les utilisateurs de cet outil (services d'urgences, citoyens) pourront planifier leurs déplacements. Ces caméras, étant localisées à des points stratégiques, répondront mieux aux besoins de visualisation de la circulation de ces usagers.

3- Gestion des événements planifiés

Les caméras aideront également à la gestion de la circulation lors d'événements planifiés comme les événements sportif, les spectacles, les manifestations ou autre événements qui ont un impact sur les déplacements routiers.

4- Mesures d'urgence

De plus, ces caméras sont accessibles au centre de sécurité civile et au service des incendies de Montréal qui peuvent s'en servir à des fins de sécurité publique lors d'événements spéciaux (pluies exceptionnelles, fuite de gaz, verglas) ou pour l'application des mesures d'urgence en cas de sinistre.

La structure de l'OSCAM (Organisation de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal) comprend 10 missions d'agglomération et 4 missions locales. Chaque mission comprend un ensemble d'activités propres à la sécurité civile qui requiert un plan de mission, chacun sous la responsabilité d'une unité administrative. Le 28 septembre 2010, l'administration de la Ville a donné son accord de jumeler le centre de fonctionnement de la mission «Infrastructures essentielles» avec le CGMU. Ainsi, la salle de réunion prévue pour le CGMU peut être utilisée comme salle de réunion spéciale pour la mission «infrastructures essentielles» permettant une optimisation des ressources et des infrastructures présentes.

Le CGMU, via les images vidéo en continu, permet à la mission d'avoir accès à ce qui se passe sur le terrain à des endroits qui seront choisis ultérieurement en fonction de leur importance stratégique. Le but est de permettre une prise de décisions et d'agir efficacement afin d'assurer aux citoyens une gestion adaptée et sécuritaire des déplacements en temps réel, et d'intervenir en situation d'urgence ou de catastrophe pour permettre l'opération stratégique des axes routiers ciblés.

5- Outil potentiel pour l'amélioration de la sécurité des clientèles vulnérables

Les caméras permettent d'observer les comportements et les interactions qui peuvent être conflictuels entre divers types d'usagers. D'ailleurs, de nouvelles technologies émergent actuellement et des recherches sont en cours à l'École Polytechnique de Montréal en collaboration avec d'autres universités au Canada pour faire la détection et le suivi automatiques des usagers à partir de l'imagerie vidéo pour identifier les zones de risques de collisions. L'analyse des flux vidéo transmis au CGMU permet ainsi d'avoir une approche plus proactive en observant et en identifiant les comportements qui sont susceptibles de causer une collision et éventuellement d'établir un plan d'intervention pour éviter que certaines collisions ne surviennent. Il ne s'agit pour l'instant que d'une opportunité à explorer, mais cette approche pourrait être très utile dans le développement de nouvelles solutions pour régler certaines problématiques reliées à la dynamique de la circulation.

Analyse des soumissions

Veuillez consulter l'intervention du Service de l'approvisionnement pour les résultats du processus d'Appel d'Offres.

Résultats du processus d'appel d'offres et comparaison avec l'estimation :

Firmes soumissionnaires	Prix de base (avec taxes)	Contingences (10 %) (avec taxes)	Total (avec taxes)
Télécommunications Grimard inc.	non-conforme	non-conforme	non-conforme
Néolect Inc.	2 021 399,62$	202 139,96 $	2 223 539,58 $
Site Intégration plus inc. (Groupe SIP)	2 592 664,40 $	259 266,44 $	2 851 930,84 $
Dernière estimation réalisée	2 078 803,00 $	207 880,30 $	2 286 683,30 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 537 735,21 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			14,13 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			628 391,26 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			28,26 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-63 143,72 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-2,76 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			628 391,26 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			28,26 %

Il est à noter que l'entreprise Télécommunications Grimard inc. a été disqualifiée dû à une non-conformité technique.

Compte tenu du résultat de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer un contrat à l'entreprise Néolect inc., plus bas soumissionnaire conforme lors de l'appel d'offres 16-14982 pour la fourniture et l'installation de 185 caméras. Le détail sur les soumissionnaires se trouve dans l'intervention faite par la direction de l'approvisionnement.

Néolect inc. possède une autorisation de l'AMF obtenue le 20 juin 2013 (voir pièce jointe).

Vu que le montant du contrat est supérieur à 2M$ et que l'écart entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission est supérieur à 20%, le présent dossier est assujetti à

l'examen de conformité du processus par la Commission permanente sur l'examen des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder à Néolect inc. est de 2 223 539,58 $ (incluant taxes et contingences de 10%)
Montant sans taxes : 1 758 121,00 $
Contingences sans taxes : 175 812,10 $
TPS (5%) : 96 696,66 $
TVQ (9.975%) : 192 909,83 $
Total contrat : 2 223 539,58 $

Des incidences de 10% doivent être ajoutées à ce montant. Le montant total des dépenses de la Ville pour ce contrat s'élèveront donc à 2 223 539,58 $ + 222 353,96 $ (incidences de 10%) = 2 445 893,54 $.

Les incidences permettront de couvrir les frais internes de réaménagement des cabinets, d'installation des nouveaux fûts, d'acquisition de matériel de télécommunication ainsi que les travaux par la CSEM ou pour la restauration des bases et conduits.

Le contrat s'échelonne sur une période maximale de 24 mois. La répartition de la dépense sera de 80 % pour 2016 et 20% pour 2017. La liste des endroits où seront installées les caméras est en pièce jointe au dossier. Cette liste demeure toutefois sujette à des modifications selon les budgets et les besoins.

La totalité des dépenses sera assumée par la ville centrale, étant donné que ces 185 caméras de type PTZ (Pan-tilt-zoom) installées aux intersections servent à la supervision en temps réel de points stratégiques du réseau ainsi qu'à la gestion ponctuelle de la circulation.

À noter que cet investissement ne constitue pas un aménagement ou un réaménagement du domaine public.

Le montant maximal de 2 233 426,82 $ (net de ristournes incluant contingences et incidences), prévu au PTI 2016-2018, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 13-046 rattaché au Programme de Systèmes de Transport utilisant les nouvelles technologies (54100).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'information fournie par les caméras sera éventuellement retransmise sur le portail des données ouvertes de la Ville et permettra au grand public de s'informer en temps réel sur les conditions de circulation à certains points critiques, et ainsi d'avoir le choix de modifier leur mode de transport ou du moins leur itinéraire. La congestion sur l'île augmente la pollution atmosphérique en plus de représenter un coût économique énorme pour la société. Les caméras permettront aussi de diminuer la congestion en fournissant un outil permettant de réagir plus rapidement en cas d'incident.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'installation des caméras aux intersections visées dans ce mandat, il ne sera pas possible de connaître et de réagir rapidement aux problématiques qui nuiront à la dynamique de circulation, allongeant ainsi les délais d'interventions des services d'urgence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Comme il s'agit de poursuivre le projet déjà amorcé d'installation de caméras sur le réseau artériel, il n'y aura pas d'opération de communication à ce stade du dossier. Cela permettra d'éviter une redite de ce qui avait été fait lors de l'achat des 100 premières caméras d'observation routière. Bien entendu, la Direction des transports demeure disponible pour assurer le suivi de ce dossier auprès de l'équipe des relations médias et des journalistes. L'observation du domaine public par le biais de caméras est un sujet d'intérêt puisqu'il touche au respect de la vie privée des citoyens. L'installation des caméras sur le réseau artériel a été vérifiée par le Service des affaires juridiques qui est d'avis que ce projet ne porte pas atteinte à la vie privée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du CM : 18 avril 2016

1. Octroi du contrat: Avril 2016
2. Début de l'implantation : Mai-Juin 2016
3. Fin des travaux: Janvier 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise BRADETTE, Service de sécurité incendie de Montréal
Stéphane ROBITAILLE, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Bernard BOUCHER, 15 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-02-12

François T THIBODEAU
ingenieur(e)

Tél : 514-462-2158
Télécop. :

Son Thu LÊ
C/d exploitation du reseau arteriel

Tél : 514 872-5181
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures,
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-22

RÈGLES DE CONDUITE POUR L'UTILISATION DU SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE AU CENTRE DE GESTION DE LA MOBILITÉ URBAINE – CGMU

L'utilisation des caméras de surveillance est un élément essentiel à la gestion de la sécurité et de la mobilité sur le réseau artériel de la Ville de Montréal. Il nous faut faire preuve de vigilance lors de l'utilisation des caméras afin de s'assurer de ne pas soulever un problème d'éthique et ainsi contrevenir à *La Charte des droits et libertés de la personne*, à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et aux autres lois du Québec qui consacrent le droit au respect de la vie privée et le droit à la confidentialité.

Les règles suivantes devront être respectées par les opérateurs du CGMU sous la supervision étroite de leur chef d'équipe afin de préserver la vie privée des usagers de la route.

1. Les caméras de surveillance doivent être utilisées uniquement dans le cadre de la surveillance de l'état de la circulation ou pour détecter tout événement pouvant perturber le trafic.
2. En tout temps, les caméras doivent être dirigées sur la rue (endroit public) et ne jamais être orientées vers des lieux privés comme une résidence, les fenêtres d'un immeuble ou l'intérieur d'un véhicule.
3. L'utilisation du zoom sur les caméras doit servir uniquement pour cerner une problématique sur le terrain. Une fois l'information obtenue, l'opérateur doit remettre le zoom de la caméra à sa position d'origine.
4. La censure doit être systématiquement activée dans le cas où un plan serré est nécessaire au suivi des opérations et que ce plan comprend des images d'un lieu privé. Se référer au document « Règles d'utilisation relatives à l'emploi de la censure ».
5. Les caméras ne doivent jamais être utilisées pour faire de la filature (individu ou véhicule). Une dérogation à cette règle peut être faite exceptionnellement à la demande d'un corps policier avec l'approbation du chef de division.
6. Les flux vidéo et les données vidéo ne peuvent être transférés. Une dérogation à cette règle peut être faite exceptionnellement à la demande du chef de division.

Je _____ atteste avoir pris connaissance du document *Règles de conduite pour l'utilisation du système de vidéosurveillance* et j'ai signé _____, le _____.

RÈGLES D'UTILISATION RELATIVES À L'EMPLOI DE LA CENSURE

Pour diffusion grand public

Les images captées par la vidéo surveillance qui sont diffusées sur Internet et les médias électroniques peuvent porter atteinte au droit à la vie privée et constituent une collecte de renseignements nominatifs. De plus, la diffusion de ces images représente une dérogation aux droits fondamentaux reconnus dans les lois du Québec.

Pour ces raisons, voici les critères qui guideront la prise de décision sur l'activation de la censure des images de circulation. L'activation de la censure donnera une image fixe identifiée du logo de la Ville de Montréal avec l'inscription « image non disponible ».

La censure doit être activée dans chacune des situations suivantes :

1. **Utilisation du zoom**
   Si un événement demande l'utilisation du zoom afin de mieux cerner une problématique et que cela permet la cueillette d'informations nominatives (renseignements permettant d'identifier un citoyen dont la plaque d'immatriculation).

2. **Surveillance à l'extérieur du réseau artériel**
   Si un événement implique le déplacement de la caméra dans une zone située à l'extérieur du réseau artériel.

3. **Événement sensationnaliste**
   Si un événement dramatique ou troublant survient tel bagarre, poursuite policière, incendie, émeute, accident mortel, etc.

4. **Défectuosité d'un équipement**
   Si une caméra ne répond plus aux commandes PTZ et qu'elle pointe à l'extérieur de la zone de surveillance; si l'image de la caméra est distortionnée, enneigée, floue, etc.

5. **Catastrophe naturelle ou bris du mobilier urbain**
   Si un bris majeur du mobilier arrivait – lampadaire tombée, fil électrique obstruant la route ou si une catastrophe naturelle comme une inondation survenait.

Ces règles d'utilisation en matière de censure sont un outil qui aide le contrôleur dans sa prise de décision. En cas de doute ou à la suite d'une pression de la part des médias, il faut s'en référer au chef d'équipe.

Je _____ atteste avoir pris connaissance du document *Utilisation de la censure* et j'ai signé _____, le _____.

Num. Seq.	Num. Intersection	Rue 1	Rue 2	Arrondissement
1	1234	Laurentien	Salaberry	Ahuntsic-cartierville
2	1247	Acadie	Persil lier	Ahuntsic-cartierville
3	1239	Acadie	Chabanel	Ahuntsic-cartierville
4	1280	Henri-Bourassa	Meilleur	Ahuntsic-cartierville
5	1266	Berri	Henri-bourassa	Ahuntsic-cartierville
6	1176	Berri	Sauvé	Ahuntsic-cartierville
7	1182	Christophe-Colomb	Fleury	Ahuntsic-cartierville
8	1187	Christophe-Colomb	Sauvé	Ahuntsic-cartierville
9	1158	Henri-Bourassa	Larose	Ahuntsic-cartierville
10	Pas de feux	Addington	Maisonneuve	CDN-NDG
11	154	Côte-Ste-Catherine	Decelles	CDN-NDG
12	1685	Côte-Ste-Catherine	Côte-des-Neiges	CDN-NDG
13	98 (113)	Décarie	Isabella	CDN-NDG
14	51	Notre-Dame-de-Grâce	Girouard	CDN-NDG
15	53	Sherbrooke	Girouard	CDN-NDG
16	52	St-Jacques	Girouard	CDN-NDG
17	42	Décarie	Maisonneuve	CDN-NDG
18	46	St-Jacques	Décarie	CDN-NDG
19	163	Van Horne	Darlington	CDN-NDG
20	1258	Bates	Wilderton	CDN-NDG
21	177	Jean-Talon	Victoria	CDN-NDG
22		Victoria	Georges V	Lachine
23	Pas de feux	6e Avenue	Chemin du musé	Lachine
24		St-Jacques	St-Pierre	Lachine
25		1ère Avenue	Sortie 20 nord	Lachine
26		Notre-Dame	Saint-pierre	Lachine
27		32e Avenue	Victoria	Lachine
28		55e Avenue	Victoria	Lachine
29	1764	Newman	Senkus	Lasalle
30	16660	Newman	Shevchenko	Lasalle
31		St-Patrick	bretelle Angrignon	Lasalle
32	1755	St-Patrick	Dollard	Lasalle
33	13828	Dollard	Elmslie	Lasalle
34	13076	Clément	Des Oblats	Lasalle
35	1759	Champlain	Bishop Power	Lasalle
36	15480	Lafleur	Jean-Milot	Lasalle
37	10194	Airlie	90e Avenue	Lasalle

Num. Seq.	Num. Intersection	Rue 1	Rue 2	Arrondissement
38	1758	Champlain	Dollard	Lasalle
39	12625	Champlain	Gérald	Lasalle
40	1771	De la Vérendrye	Ducas	Lasalle
41	Pas de feux	Clément	Bergevin	Lasalle
42	Pas de feux	Cordner	Angrignon	Lasalle
43	777	Notre-Dame	Viau	Mercier hochelaga
44	943	Hochelaga	Curatteau	Mercier hochelaga
45	1677	Beaubien	Langelier	Mercier hochelaga
46		Langelier	Léger	Montréal nord
47		Rolland	Maurice-Duplessis	Montréal nord
48		Langelier	Maurice-Duplessis	Montréal nord
49		Lacordaire	Maurice-Duplessis	Montréal nord
50		Lacordaire	Léger	Montréal nord
51		Langelier	Henri-Bourassa	Montréal nord
52		Lacordaire	Henri-Bourassa	Montréal nord
53		Rolland	Henri-Bourassa	Montréal nord
54		Industriel	Lacordaire	Montréal nord
55		Léger	Henri-Bourassa	Montréal nord
56		Pie-IX	Henri-Bourassa	Montréal nord
57		Pie-IX	Industriel	Montréal nord
58		Saint-Michel	Henri-Bourassa	Montréal nord
59		Saint-Michel	Fleury	Montréal nord
60		Saint-Michel	Industriel	Montréal nord
61		de Rome	Henri-Bourassa	Montréal nord
62		Rockland	Davaar	Outremont
63	9829	McEachran	Van Horne	Outremont
64	7084	Côte-Sainte-Catherine	Laurier	Outremont
65	8204	Côte-Sainte-Catherine	McEachran	Outremont
66	8190	Côte-Sainte-Catherine	Vincent-d'Indy	Outremont
67	6152	Édouard-Montpetit	Vincent-d'Indy	Outremont
68		Fairmount	Parc	Plateau Mont-Royal
69		Laurier	Papineau	Plateau Mont-Royal
70		Laurier	St-Laurent	Plateau Mont-Royal
71		Mont-Royal	Berri	Plateau Mont-Royal
72		Mont-Royal	Fulam	Plateau Mont-Royal
73		Mont-Royal	Hôtel de Ville	Plateau Mont-Royal
74		Mont-Royal	Rivard	Plateau Mont-Royal

Num. Seq.	Num. Intersection	Rue 1	Rue 2	Arrondissement
75		Mont-Royal	Rester	Plateau Mont-Royal
76		Mont-Royal	St-Hubert	Plateau Mont-Royal
77		Rachel	De la Roche	Plateau Mont-Royal
78		Rachel	Fulam	Plateau Mont-Royal
79		Rachel	St-Denis	Plateau Mont-Royal
80		Sherbrooke	Cherrier	Plateau Mont-Royal
81		Saint-Denis	Cherrier	Plateau Mont-Royal
82		Saint-Denis	Villeneuve	Plateau Mont-Royal
83		Saint-Joseph	Fulam	Plateau Mont-Royal
84		Saint-Laurent	Van horne	Plateau Mont-Royal
85		Saint-Viateur	Parc	Plateau Mont-Royal
86	2479	Maurice-Duplessis	Saint-Jean-Baptiste	RDP-PAT
87	1319	91e Avenue	Sherbrooke	RDP-PAT
88		Notre-Dame	Sherbrooke	RDP-PAT
89	1372	Henri-Bourassa	6e Ave	RDP-PAT
90	1588	Maurice-Duplessis	Rodolphe-Forget	RDP-PAT
91	2796	boul. Métropolitain	Henri-Bourassa	RDP-PAT
92	1533	40e Avenue	Henri-Bourassa	RDP-PAT
93		?	Sherbrooke	RDP-PAT
94	1559	Bretelle A-40	Saint-Jean-Baptiste	RDP-PAT
95	1337	Notre-Dame	Saint-Jean-Baptiste	RDP-PAT
96	1339	Notre-Dame	Tricentenaire	RDP-PAT
97	1407	Notre-Dame	De la Rousselière	RDP-PAT
98	1335	Notre-Dame	81e Avenue	RDP-PAT
99	868	Rosemont	St-Michel	Rosemont P P
100	869	Rosemont	Viau	Rosemont P P
101	1101	Rosemont	St-Denis	Rosemont P P
102		St-Laurent	Bellechasse	Rosemont P P
103	1071	Rosemont	C-Colomb	Rosemont P P
104	1520	Rosemont	Papineau	Rosemont P P
105	1034	Rosemont	De Lorimier	Rosemont P P
106	1023	Rosemont	Iberville	Rosemont P P
107	865	Rosemont	Pie-IX	Rosemont P P
108		Rosemont	St-Joseph	Rosemont P P
109	870	St-Joseph	St-Michel	Rosemont P P
110	866	St-Joseph	Pie-IX	Rosemont P P
111	8895	Henri-Bourassa	Valiquette	Saint-Laurent

Num. Seq.	Num. Intersection	Rue 1	Rue 2	Arrondissement
112	1668	Henri-Bourassa	Douglas-B.-Floreani	Saint-Laurent
113	8861	Henri-Bourassa	Jules-Poitras	Saint-Laurent
114	8256	Côte-Vertu	Décarie	Saint-Laurent
115	1657	Côte-Vertu	Ste-Croix / O'Brien	Saint-Laurent
116	13288	Côte-Vertu	Lebeau	Saint-Laurent
117	7197	Marcel-Laurin	St-Louis	Saint-Laurent
118	8263	Décarie	St-Louis	Saint-Laurent
119	13268	Ste-Croix	Côte-de-Liesse	Saint-Laurent
120	12455	Cavendish	Dr-Frederik-Philips	Saint-Laurent
121		Métropolitain	Provencher	Saint-Leonard
122		Métropolitain	Viau	Saint-Leonard
123		Métropolitain	Lacordaire	Saint-Leonard
124		Métropolitain	Langelier	Saint-Leonard
125		Métropolitain	face au Marché de la Tour	Saint-Leonard
126		Bélanger	Langelier	Saint-Leonard
127	2835	Atwater	sorties A-15N et A-15S	Sud-Ouest
128	220	Atwater	Saint-Antoine Ouest	Sud-Ouest
129	222	Atwater	Atwater local (sortie Super C)	Sud-Ouest
130	231	Saint-Antoine Ouest	Georges-Vanier / du Fort	Sud-Ouest
131	237	Saint-Antoine Ouest	Guy	Sud-Ouest
132	256 - 1418	Saint-Jacques	Saint-Rémi	Sud-Ouest
133	250	Saint-Jacques	Rose-de-Lima	Sud-Ouest
134	233	Saint-Jacques	Greene	Sud-Ouest
135	224	Notre-Dame Ouest	ch. de la Côte-Saint-Paul	Sud-Ouest
136	243	Notre-Dame Ouest	Rose-de-Lima	Sud-Ouest
137	1	Notre-Dame Ouest	Charlevoix	Sud-Ouest
138	246	Notre-Dame Ouest	Saint-Rémi	Sud-Ouest
139	247	Notre-Dame Ouest	Des Seigneurs	Sud-Ouest
140	399	Notre-Dame	Peel	Sud-Ouest
141	405	Peel	William	Sud-Ouest
142	398	Wellington	Nazareth	Sud-Ouest
143	211	De La Vérendrye	Jolicoeur	Sud-Ouest
144	1811	De La Vérendrye	Des Trinitaires	Sud-Ouest
145	205	De l'Église	Laurendeau	Sud-Ouest
146	1416	St-Patrick	Thomas-Keefer	Sud-Ouest
147	264	St-Patrick	Charlevoix	Sud-Ouest
148	265	St-Patrick	Des Seigneurs	Sud-Ouest

Num. Seq.	Num. Intersection	Rue 1	Rue 2	Arrondissement
149		Wellington	LaSalle	Verdun
150		Champlain	Galt	Verdun
151		de l'Église	Wellington	Verdun
152		Galt	Wellington	Verdun
153		Champlain	4ème/5ème	Verdun
154		Champlain	Woodland	Verdun
155		Henri-Duhamel	Joseph/armateur	Verdun
156		Henri-Duhamel	LaSalle	Verdun
157		de l'Église	LaSalle	Verdun
158		Galt	LaSalle	Verdun
159		de l'Église	Bannantyne	Verdun
160	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
161	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
162	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
163	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
164	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
165	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
166	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
167	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
168	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
169	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
170	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
171	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
172	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
173	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
174	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
175	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
176	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
177	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
178	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
179	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
180	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
181	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
182	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
183	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
184	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			
185	Positionnement à définir ultérieurement en fonction de l'optimisation de la couverture (endroit divers)			

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0105

Québec, le 20 juin 2013

Néolect / Le Saux inc.
À l'attention de : Monsieur Sylvain Rousseau
104 boul. Montcalm Nord
Candiac (Québec) J5R 3L8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Néolect / Le Saux inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0105 n° d'identification de l'Autorité : 2700019119

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Néolect / Le Saux inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1166848001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-14982 Det Cah Final.pdf16-14982 Intervention.xls14982 Tableau des prix final.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-3573

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-17

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-14982 — No du GDD : 1166848001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition et installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la gestion de la mobilité urbaine (CGMU]

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 1 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 27 - 1 - 2016

Ouverture faite le : 27 - 1 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 23.08

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 7 - 2016

Date d'échéance révisée : 25 - 7 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Néolect inc.	2,021,399.62	√	
Site Intégration plus inc. (Groupe SIP)	2,592,664.40		

Information additionnelle

Des avis de désistement reçus: une firme mentionne que le délai de soumission est trop court , 2 firmes que le produit ou service non offert, la dernière firme s'est procuré le cahier de charge a titre informatif. Les autres firmes n'ont pas répondu à la demande de relance concernant les avis de désistement. La firme Grimard a été déclaré non conforme techniquement .

Préparé par : Bernard Boucher — Le 17 - 3 - 2016

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-14982
Numéro de référence : 945161
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition et installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la gestion de la mobilité urbaine (CGMU]

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Avaya inc. Avaya Canada 1000, De la Gauchetière O. Bureau 1320 Bureau 1320 Montréal, QC, H3B 4W5 http://www.avaya.com NEQ : 11 6015 77	Monsieur Andre Perazzelli Téléphone : 514 956-7252 Télécopieur : 514 956-7229	**Commande : (1053928)** 2016-01-14 11 h 04 **Transmission :** 2016-01-14 11 h 04	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1052853)** 2016-01-12 14 h 42 **Transmission :** 2016-01-12 14 h 42	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Nathalie Côté Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1052665)** 2016-01-12 11 h 10 **Transmission :** 2016-01-12 11 h 42	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe ADGA	Monsieur	**Commande**	Mode privilégié

	6700 Côte-de-Liesse Suite 105 Montréal, QC, H4T 2B5 http://www.adga.ca NEQ : 1148022370	Pierre Marois Téléphone : 514 878-4388 Télécopieur : 514 861-6310	**: (1052704)** 2016-01-12 11 h 33 **Transmission :** 2016-01-12 11 h 33	(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Hypertec Systèmes (Québec) 2800 rue Einstein Suite 060 Québec, QC, G1X 4N8 NEQ : 1142971879	Monsieur Eric Piral Téléphone : 418 683-2192 Télécopieur : 418 683-2148	**Commande : (1052068)** 2016-01-11 11 h 43 **Transmission :** 2016-01-11 11 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Melius Securite 9420 Pascal Gagnon Montréal, QC, H1P 1Z7 http://www.melius.ca NEQ : 1168413384	Monsieur Pierre Bibeau Téléphone : 514 439-4545 Télécopieur : 514 687-3736	**Commande : (1052883)** 2016-01-12 15 h 08 **Transmission :** 2016-01-12 15 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1052218)** 2016-01-11 14 h 09 **Transmission :** 2016-01-11 14 h 09	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Protect-ip Global Solutions Inc. 6805 Thimens Montréal, QC, H4S 2C7 NEQ : 1168185297	Monsieur Daniel Fontaine Téléphone : 514 331-1040 Télécopieur :	**Commande : (1054468)** 2016-01-15 8 h 46 **Transmission :** 2016-01-15 8 h 46	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Securmax Systèmes Intégrés de Sécurité inc. 5654 Thimens St-Laurent Montréal, QC, h4r 2k9 http://www.securmax.com NEQ : 1145764511	Monsieur Pierre Lalonde Téléphone : 514 333-6633 Télécopieur : 514 221-3261	**Commande : (1059481)** 2016-01-26 11 h 01 **Transmission :** 2016-01-26 11 h 01	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Site Intégration Plus Inc . 1356 rue Newton Boucherville, QC, J4B 5H2 NEQ : 1160184363	Madame Nadia Rouab Téléphone : 450 449-0094 Télécopieur : 450 449-	**Commande : (1058246)** 2016-01-22 13 h 30 **Transmission :** 2016-01-22	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

		0018	13 h 30	
☐	Télécommunications Grimard 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1161248498	Monsieur Patrice Allard Téléphone : 450 665-5553 Télécopieur : 450 665-3655	**Commande : (1052221)** 2016-01-11 14 h 12 **Transmission :** 2016-01-11 14 h 12	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tyco Feu et Sécurité Intégrés Canada inc. 5800, boul. Henri-Bourassa Ouest Montréal, QC, H4R1V9 http://www.tycois.ca NEQ : 1168164912	Monsieur Dean Theriault Téléphone : 438 883-6701 Télécopieur : 514 669-5555	**Commande : (1056140)** 2016-01-19 11 h 46 **Transmission :** 2016-01-19 11 h 46	Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ville de Montréal - Division exploitation du réseau artériel. 801 Brennan 6e étage Montréal, QC, H3C0G4 NEQ :	Monsieur François Thibodeau Téléphone : 514 663-8713 Télécopieur : 514 872-3376	**Commande : (1052183)** 2016-01-11 13 h 43 **Transmission :** 2016-01-11 13 h 43	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166848001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1166848001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-5916

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Brennan 1
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-14

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Brennan 1

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 18 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE166848001

Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE 166848001
Accorder un contrat à Néolect inc., pour la fourniture et l'installation de 185 caméras motorisées pour le Centre de la Gestion de la mobilité urbaine (CGMU), pour une période de 24 mois et autoriser une dépense maximale de 2 445 893,54 $, taxes incluses (contrat: 2 223 539,58 $; incidences: 222 353,96 $) - Appel d'offres public 16-14982 - (3 soumissionnaires).

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Il convient de rappeler que la Commission avait déjà étudié un dossier pour l'acquisition de 185 caméras motorisées en 2015. La Commission avait alors choisi de ne pas constater la conformité du processus d'appel d'offres devant l'imprécision de certains éléments.

Les membres ont constaté que le présent appel d'offres était très semblable à celui mené en 2015 avec une différence de taille, soit des exigences clairement énoncés quant à la technologie attendue pour les caméras.

Le Service a, par ailleurs, fourni des explications claires et satisfaisantes quant à la non-conformité technique d'une des soumissions.

De même, l’analyse des écarts de prix entre les deux soumissions conformes, réalisée par le Service, a été jugée satisfaisante par les membres.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal:

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d’exécution de travaux d’une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l’analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l’égard du mandat SMCE166848001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l’examen des contrats constate, à l’unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.19

2016/04/18 13:00

(2)

Dossier # : 1166765011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses (contrat 2 915 650,22 $ + incidences 174 939,01 $) - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:

1- d'autoriser une dépense de 3 090 589,23 $, taxes incluses, pour reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Gricon excavation, le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 2 915 650,22 $, prix corrigé, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-16-08;

3- d'assumer le total de cette dépense à 4.89 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 151 069,46 $, à 14.66 % par la Division de gestion d'actifs, pour un montant total de 453 208,37 $ et à 80.45 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau, pour un montant total de 2 486 311,41 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-04-05 09:17

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1166765011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses (contrat 2 915 650,22 $ + incidences 174 939,01 $) - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal d'autoriser une dépense totale de 3 090 589,23 $ contingences, incidences et taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin Ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;
D'octroyer au plus bas soumissionnaire conforme, **Gricon excavation,** le contrat numéro ST-16-08 au montant de sa soumission, soit 2 915 650,22 $, incidences et taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres préparés pour ce contrat;

De faire assumer cette dépense, contingences, incidences et taxes incluses, à 4,89 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour un montant total de 151 069,45 $, à 14,66 % par la Division de gestion d'actifs pour un montant total de 453 208,37 $ et à 80,45 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un montant total de
2 486 311,41 $.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Alain DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rachel LECLAIR
secretaire de direction

514 624-1151
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1166765011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses (contrat 2 915 650,22 $ + incidences 174 939,01 $) - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:
1- d'autoriser une dépense de 3 090 589,23 $, taxes incluses, pour reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Gricon excavation, le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 2 915 650,22 $, prix corrigé, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-16-08;

3- d'assumer le total de cette dépense à 4.89 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 151 069,46 $, à 14.66 % par la Division de gestion d'actifs, pour un montant total de 453 208,37 $ et à 80.45 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau, pour un montant total de 2 486 311,41 $.

Signé par Anne CASTONGUAY **Le** 2016-03-29 12:35

Signataire : Anne CASTONGUAY

directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166765011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses (contrat 2 915 650,22 $ + incidences 174 939,01 $) - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux (DGSRE) d'eau encourage l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchées pour la réfection des réseaux d'aqueduc afin de minimiser les coûts et les inconvénients notamment sur la circulation et les riverains. Toutefois, dans certaines situations, il peut alors être plus approprié de procéder à des travaux de remplacement.
Selon les résultats du Plan d'intervention intégré (mars 2012), la DGSRE et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro sélectionnent conjointement les projets les plus prioritaires à être réalisés dans le cadre du PTI. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro collabore avec la DGSRE dans la sélection des projets en profitant de l'occasion des travaux souterrains pour bonifier les interventions avec des travaux additionnels sur le réseau de drainage, la réfection complète des chaussées au-delà des tranchées, la réfection complète de trottoirs et/ou l'ajout de bordures, etc.

Dans le cadre du Programme de réfection du réseau routier local 2016, la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports a mis à la disposition de notre arrondissement un budget de 5 600 000 $. Le présent contrat représente une phase de réalisation de ces travaux de réfection de rues.

Un appel d'offres public a été lancé le 11 février 2016 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 29 février 2016, laissant ainsi un délai de plus de 15 jours aux

soumissionnaires pour préparer leur document de soumission. Les annonces ont paru dans le journal Constructo ainsi que sur le site électronique du SÉAO. Les addenda suivants ont été publiés:

- Le 19 février 2016 - Précisions concernant la validité du cautionnement de soumission et modification de la date de fin des travaux pour les travaux d'aqueduc et d'égout.
- Le 25 février 2016 - Précisions concernant l'autorisation délivrée par l'Autorité des marchés financiers, l'ajout de l'annexe K (liste des sous-contrats) et réponses aux questions des soumissionnaires concernant les poteaux d'incendie.

La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le contrat ST-16-08 consiste en des travaux de reconstruction de la chaussée, de remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et de réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de l'eau visant des infrastructures performantes. Ils font partie intégrante des interventions qui contribuent à améliorer la durabilité des infrastructures collectives, le niveau du service rendu aux usagers et la qualité de vie des citoyens concernés.

Travaux assumés par la Division de gestion des actifs (reconstruction de la chaussée)

Rue	Longueur de chaussée à remplacer	% représentant le coût de la Division de gestion des actifs	Chaussée	Bordure
Marceau de Rivière des Prairies à Émile	910	14.66%	385 936.07 $	41 618.99 $

Travaux assumés par la DGSRE (remplacement ou réhabilitation des conduites d'aqueduc)

Nom de la rue	Type de travaux	Type d'actif	Matériaux	Diamètre (mm)	Année d'installation	Longueur (m)	% coût assumé par la DGSRE
Albert de David à Raymond	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1962	250	4.28%
André de Marceau à	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1962	210	3.59%
Boulevard Gouin de chemin de la Rive-Boisée à la rue Marceau	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	250	1955	585	10.01%
David de # 13740 David à	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1961	375	6.42%
Émile de Roméo à du Parc	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1959	125	2.14%
Marceau de la rue Émile à	Reconstruction	Aqueduc	Fonte grise	150	1959-1961	472	18.85%
Marceau de la rue du Parc à Huntington	Reconstruction	Aqueduc	Fonte grise	150	1958-1962	360	14.37%
Marceau du boul Gouin à la rue Émile	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1959	125	2.14%
Raymond de Davis à Simone	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1962	200	3.42%
Raymond du boul. Gouin à	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1958	360	6.16%
Roméo de des Maçons à Léo	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1960	360	6.16%
Simone de David à	Réhabilitation	Aqueduc	Fonte grise	150	1962	170	2.91%
						Total	**80.45%**

Toutes les rues identifiées sont justifiées techniquement, car les conduites présentent des défaillances reconnues par le MAMOT (Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire). En effet, elles présentent un ou plusieurs des problèmes suivants :

- le taux de bris des conduites d'aqueduc est supérieur à 3/km/année sur une base de 5 ans;
- une problématique récurrente d'eau rouge.

Un montant équivalent à 10% du contrat a été prévu pour les contingences et est inscrit au bordereau de soumission. Un montant de 174 939,01 $ est prévu pour couvrir les incidences (toutes taxes incluses) qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire et des honoraires de surveillance des travaux, pour un total de 6 %. Le montant des incidences sera payé au prorata.

Les entrepreneurs suivants se sont procuré le cahier d'appel d'offres et ont déposé des soumissions:

Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc.
Gricon excavation
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Roxboro Excavation inc.
Charex

Les principales raisons du désistement des entrepreneurs n'ayant pas soumissionné se résument à des prix donnés en sous-traitance.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de dix-sept (17) preneurs de cahier des charges, cinq (5) entrepreneurs ont déposé une soumission incluant la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers. L'analyse des prix soumis révèle qu'ils sont généralement inférieurs à notre estimation.

	Contrat	Contingences	Total
1. Gricon excavation	2 650 591.11 $	265 059.11 $	2 915 650.22 $
2. Roxboro Excavation	3 032 446.55 $	303 244.66 $	3 335 691.21 $
3. Les excavations Gilbert Théoret	3 132 850.30 $	313 285.03 $	3 446 135.33 $
4. Charex	3 321 369.80 $	332 136.98 $	3 653 506.78 $
Estimation interne	2 885 072.27 $	288 507.23 $	3 173 579.50 $
Coût moyen des soumissionnaires reçues			
(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			**3 337 745.88 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse x 100)			14.48%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			
(la plus haute – la plus basse)			737 856.56 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			
((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			25.31%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			
(la plus basse conforme – estimation des professionnels)			(257 929.28 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			
((la plus basse conforme – estimation des professionnels) / estimation x 100			-8.13%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
(la deuxième plus basse – la plus basse)			420 040.99 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)			14.41%

Le présent dossier respecte la directive sur la confidentialité des estimations des contrats.

Les validations requises voulant qu'aucun des soumissionnaires ne soit sur la liste des entreprises déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites.

Suite à la vérification et à l'analyse de la conformité des documents, la firme Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc., a été rejetée à défaut de se conformer à l'article 1.10 « Marché à prix unitaire » du document « Instructions aux soumissionnaires ». Les prix soumis par Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc. à plusieurs articles dans le bordereau de prix ne représentaient pas le prix courant du marché et, par conséquent, ils deviennent non conformes. Le prix total de la soumission de Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc. n'a pas été pris en considération lors de l'analyse des prix.

Également, le prix soumis par Gricon excavation a été corrigé car plusieurs erreurs de calculs ont été trouvées aux articles suivants:

- article 10 de la section A, partie1;
- article 7 de la section C, partie 1;
- article 6 de la section F, partie 1.

Le montant corrigé de la soumission est de 365,51 $ plus haut que le montant soumis par Gricon excavation. Le bordereau de prix corrigé se trouve en pièce jointe.

Ainsi, nous recommandons d'octroyer le contrat à Gricon excavation, le plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges. Le présent appel d'offres est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

L'adjudicataire recommandé Gricon excavation, no de licence RBQ 8272-1457-15 a fourni l'attestation de Revenu Québec numéro 810120-TTKZ-0265148 avec sa soumission. L'entrepreneur a reçu en date de 23 avril 2014 une lettre de l'Autorité des marchés financiers l'autorisant à contracter avec un organisme public sous la décision 2014-CPSM-1024967 (lettre jointe aux présentes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc et de voirie sont de 2 915 650,22 $ (toutes taxes incluses) et majorés de 174 939,01 $ (toutes taxes incluses) pour frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, la surveillance des travaux, etc. Le montant pour frais incidents représente 6 % du montant du contrat.
Les coûts assumés par la DGSRE se résument aux travaux de reconstruction et de réhabilitation des conduites d'aqueduc, de la voirie et de l'aménagement situées au-dessus des conduites à remplacer ou à réhabiliter. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la Division de gestion d'actifs du Service des infrastructures du transport et de l'environnement assument les travaux de réfection, de la chaussée ailleurs qu'au-dessus des conduites à remplacer, ainsi que la réfection des fossés et des terrains.

Pour ce contrat, la dépense sera assumée à 80.45 % par la DGSRE, 14.66 % par la Division de gestion d'actifs et le coût résiduel de 4.89 % est financé par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Les frais incidents représentant 6 % des travaux sont assumés au prorata par les trois intervenants.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT PIERREFONDS-ROXBORO

PTI - Arrondissement

TRAVAUX

La dépense totale assumée par l'arrondissement est de 151 069,45 $. Cela représente 8 551,10 $ pour les incidences et 142 518,35 $ pour les travaux. Le coût des travaux sera payé dans deux règlements d'emprunt différents (133 472,94 $ dans le règlement CA29 0087 et 9 045,41$ dans le règlement CA29 0072).

Projet Simon: 162105
Imputation : SIMON : 6420-2014072-800800-03103-57201-000000-0000-162105-000000-17025-00000
Montant: 9 045,41 $

Crédit	Contrat	Dépense
8 259.67 $	9 045.41 $	9 045.41 $

Projet Simon: 162105
Imputation : SIMON : 6420-2015087-800800-03103-57201-000000-0000-162105-000000-17025-00000
Montant: 133 472,94 $

Crédit	Contrat	Dépense
121 878.59 $	133 472.94 $	133 472.94 $

INCIDENCES

Projet Simon: 162106
Imputation : SIMON 6420-2015087-800800-03103-54301-000000-0000-162106-000000-17025-00000

Crédits	Contrat	Dépense
7 808.30 $	8 551.10 $	8 551.10 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DGSRE

La dépense de ce contrat est de 2 486 311,41 $, taxes incluses, soit 2 345 576,80 $ pour le contrat et 140 734,61 $ pour les incidences, pour un coût net de 2 270 333,72 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2016-2018 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. La dépense de la DGSRE représente 80.45 % du montant total de la dépense.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 2 270 333,72 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIVISION DE GESTION D'ACTIFS

La dépense de ce contrat sera financée à 14.66 % par la Division gestion d'actifs du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Cela représente 453 208,37 $, toutes taxes incluses, soit 427 555,06 $ pour les travaux et 25 653,30 $ pour les incidences. Le coût pour les travaux de pavage est de 385 936.07 $, toutes taxes incluses, et le coût pour les travaux de bordure et de trottoir est de 41 618.99 $.

Les informations financières relatives à ce sommaire sont inscrites dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants:

- Renouveler les réseaux de 1% selon la politique nationale de l'eau;
- Réduire la production d'eau potable;
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des travaux aura comme bénéfice les impacts suivants:

- Réduction des fuites et des coûts d'entretien reliés;

- Pérennité des infrastructures municipales;
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En contrepartie, le refus ou report de l'octroi de ce contrat aura comme conséquence d'augmenter la probabilité de fuite sur la conduite d'aqueduc avec les risques suivants:

- Interruption en eau potable;
- Contamination potentielle;
- Coûts élevés en période d'urgence et pour cause de conditions climatiques défavorables.

L'impact sur la circulation locale en raison des travaux sera minimisé par des accès temporaires aux propriétés privées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront avisés au préalable du déroulement de la réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 30 mai 2016
Fin des travaux : 21 octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
La recommandation est signée par madame Anne Castonguay, directrice - Aménagement urbain et services aux entreprises, agissant comme directeur d'arrondissement substitut nommée, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du vendredi 25 mars au dimanche 3 avril 2016 inclusivement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite (Comlan Djanta AFANOU)

Certification de fonds :
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement (Gaétan BRUNET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Alain DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

Jean CARRIER, 14 mars 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 14 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain MARCOUX
C/d ing.trav.pub.& inf.<<arr.pier/roxboro)

Tél : 514 624-1541
Télécop. : 514 624-1137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-11

Anne CASTONGUAY
Directrice

Tél : 514 624-1294
Télécop. : 514 624-1298

RÉSULTATS DE SOUMISSION # ST-16-08

Parution SÉAO: 11-févr-16

Date d'ouverture: 29-févr-16

Section Ingénierie
Division Infrastructures

GDD 1166765011

Reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau

		Documents fournis														
	SOUMISSIONNAIRE	Bordereau de prix	Attestation Revenu Québec	AMF	Date d'expiration AMF	Déclaration rélative aux conflits d'intérêts	Page sommaire	Formule de soumission	Lettre d'engagement	Cautionnement de soumission	Résolution de la compagnie	Licence entrepreneur	RÉNA	Liste des sous-contrats	CONFORME	NON CONFORME
1	Gricon excavation	X*	810120-TTKZ-0265148	2014-CPSM-1024967	22-04-17	X	X	X	X	X	X	8272-1457-15	NON	X	X	
2	Duroking construction	X**	812152-FAFC-0251913	2014-CPSM-1053072	09-10-17	X	X	X	X	X	X	5582-6416-01	NON	x		X
3	Roxboro excavation inc.	X*	902150-FHZB-0257316	2013-CPSM-0214	30-10-16	X	X	X	X	X	X	1258-2003-97	NON	X	X	
4	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X	403130-HBMF-0260077	2013-CPSM-0088	30-05-16	X	X	X	X	X	X	2641-0001-70	NON	X	X	
5	Charex inc.	X	818152-FAAK-0264836	2013-CPSM-0226	30-10-16	X	X	X	X	X	X	5626-9848-01	NON	X	X	

* Bordereau de prix corrigé, erreur de calcul
** Prix non-conformes - article 1.10 «Marché à prix unitaire»

Préparé par

Alexandra Enache
Préposée à la gestion des contrats

2016-03-10
date

Approuvé par

Karen Duhamel
Chef de section Ingénierie

2016-03-10
date

Pierrefonds Roxboro Montréal

Identification du projet de PTI - Informations générales

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	**# Fiche de projet**	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée et de l'aqueduc de la rue Marceau. Gainage de l'aqueduc des rues André, Marceau, Albert, Simone, David, Émile, Gouin Ouest, Raymond et Roméo (ST-16-08)		
# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière		
# Projet Simon		**# Investi**	
Unité administrative	URB-Ingénierie	**Gestionnaire responsable**	Sylvain Marcoux

Phases du projet

Phases (AAAA-MM-JJ)	Début visé	Fin visée	Durée (jours)
Planification	2015-09-01	2016-01-21	142
Réalisation	2016-05-23	2016-10-15	145
Mise en service	2016-10-15	2016-10-15	0

Bénéfices - Réalisation du projet	Amélioration de la surface de roulement, réduction des fuites et de l'eau brune. Réparation d'urgence, pénurie d'eau et augmentation des
Impacts - Non réalisation du projet	Ne permet pas de répondre à la demande justifiée.
Objectif(s) stratégique(s) supporté(s)	

Priorité de réalisation		Probabilité de réalisation (%)	70%
Facteurs de risque	Autres		
Mesures d'atténuation			

Services internes impliqués	TP-Voirie			
Partenaires externes impliqués				

Conformité règlementaire et procédures

Conformité du zonage		**Procédures**	
Permis nécessaire		**Changement d'usage requis**	

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Identification du projet de PTI - Informations financières

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	# Fiche de projet	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée et de l'aqueduc de la rue Marceau. Gainage de l'aqueduc des rues André, Marceau, Albert, Simone, David, Émile, Gouin Ouest, Raymond et Roméo (ST-16-08)		

Budget en capital total requis - Arrondissement ('000$) (Net des ristournes de taxes)	Total (1)	138.0 $

# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière
# Projet Simon	# Investi

Coûts en capital / Années

	Antérieures	2015	2016	2017	Ultérieures	Total (1)
Arrondissement	- $	- $	138.0 $	- $	- $	138.0 $
Corporatif	- $	- $	3 058.9 $	- $	- $	3 058.9 $

Sources de financement

	Emprunt"PTI"	Surplus	Subventions	Promoteurs	Autres	Total (1)
Arrondissement	138.0 $	- $	- $	- $	- $	138.0 $
Corporatif	3 058.9 $	- $	- $	- $	- $	3 058.9 $

Budget d'opération supplémentaire annuel requis ('000$)	- $	Date début	
Économies annuelles au budget d'opération '(000$)		Date début	

Approbations

Date d'approbation du directeur du service	23 mars 2016	Signature	
Date d'approbation du directeur d'arrondissement		Signature	
Date d'autorisation des crédits du CA		# Résolution	

Aide-mémoire - Règles de capitalisation

Question à se poser : Quel est l'actif ? " Bien durable "

Construction , achat ou remplacement (seulement si a atteint durée de vie utile)

> 10 000 $ ou commande de plusieurs items identiques > 1 000 $ toatlisant 10 000 $

ou regroupement d'actifs > 10 000 $ ne fonctionnant pas l'un sans l'autre (ordi)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

3286916 CANADA INC.
255, BOUL. CHEVREMONT, PORTE 101
L'ILE-BIZARD (QUEBEC) H9C 2B4

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148712806

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 810120-TTKZ-0265148
Date et heure de délivrance de l'attestation : 5 février 2016 à 15 h 48 min 52 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2016

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 23 avril 2014

3286916 CANADA INC.
A/S MONSIEUR MAURO GRILLI
255, BOUL CHEVREMONT
L'ÎLE-BIZARD (QC) H9C 2B4

N° de décision : 2014-CPSM-1024967
N° de client : 3000222170

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION GRICON
- GRICON

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). 3286916 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 avril 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1166765011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses (contrat 2 915 650,22 $ + incidences 174 939,01 $) - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gaétan BRUNET
Chef de section - Ressources financières

Tél : 514 624-1008

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-04

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 624-1622
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite

Dossier # : 1166765011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Gricon excavation pour la reconstruction de la chaussée, remplacement des conduites d'aqueduc, des branchements d'aqueduc et d'égout, travaux de drainage et de pavage, trottoirs, bordures et travaux connexes sur la rue Marceau et pour la réhabilitation des conduites d'aqueduc par gainage structural et travaux connexes sur le boulevard Gouin ouest et les rues Émile, Raymond, Roméo, David, Simone, André, Albert et Marceau dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 090 589,23 $, taxes incluses (contrat 2 915 650,22 $ + incidences 174 939,01 $) - Appel d'offres public ST-16-08 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT 1166765011 - informations comptables.xlsDGSRE - Imput. compt 1166765011.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Comlan Djanta AFANOU
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-01

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion resssources financières
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 20.20

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1166765010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses (contrat 3 240 293,75 $ + incidences 194 417,63 $) - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:

1- d'autoriser une dépense de 3 434 711,38 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Les excavations Gilbert Théorêt inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 3 240 293,75 $, prix corrigé, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-16-07;

3- d'assumer le total de cette dépense à 7.29 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 250 349,02 $, à 61.22 % par la Division de gestion d'actifs, pour un montant total de 2 102 771,74 $ (1 353 661,19 $ pour la partie artérielle et 749 110,55 $ pour la partie locale) et à 31.49 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau, pour un montant total de 1 081 590,61 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-04-05 09:18

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166765010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses (contrat 3 240 293,75 $ + incidences 194 417,63 $) - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement recommande au conseil municipal d'autoriser une dépense totale de 3 434 711,38 $, contingences, incidences et taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10^{e} Avenue, 11^{e} Avenue et 12^{e} Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16^{e} Avenue, 18^{e} Avenue, 10^{e} Rue et 13^{e} Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro;
D'octroyer au plus bas soumissionnaire conforme, **Les excavations Gilbert Théorêt inc.,** le contrat numéro ST-16-07 au montant de sa soumission, soit 3 240 293,75 $, contingences et taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres préparés pour ce contrat;

De faire assumer cette dépense, contingences, incidences et taxes incluses, à 7,29 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro pour un montant total de 250 349,02$, à 61,22 % par la Division de gestion d'actifs pour un montant total de 2 102 771,74 $ et à 31,49 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un montant total de 1 081 590,61 $.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rachel LECLAIR
secretaire de direction

514 624-1151
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1166765010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses (contrat 3 240 293,75 $ + incidences 194 417,63 $) - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soumissionnaires)

Il est recommandé au Conseil municipal:
1- d'autoriser une dépense de 3 434 711,38 $, taxes incluses, pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Les excavations Gilbert Théorêt inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de soumission soit pour une somme maximale de 3 240 293,75 $, prix corrigé, conformément aux documents de l'appel d'offres public ST-16-07;

3- d'assumer le total de cette dépense à 7.29 % par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, pour un montant total de 250 349,02 $, à 61.22 % par la Division de gestion d'actifs, pour un montant total de 2 102 771,74 $ (1 353 661,19 $ pour la partie artérielle et 749 110,55 $ pour la partie locale) et à 31.49 % par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau, pour un montant total de 1 081 590,61 $.

Signé par Anne CASTONGUAY **Le** 2016-03-29 11:25

Signataire : Anne CASTONGUAY

directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166765010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses (contrat 3 240 293,75 $ + incidences 194 417,63 $) - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la gestion stratégique des réseaux (DGSRE) d'eau encourage l'utilisation des techniques de réhabilitation sans tranchées pour la réfection des réseaux d'aqueduc afin de minimiser les coûts et les inconvénients notamment sur la circulation et les riverains. Toutefois, dans certaines situations, il peut alors être plus approprié de procéder à des travaux de remplacement.
Selon les résultats du Plan d'intervention intégré (mars 2012), la DGSRE et l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro sélectionnent conjointement les projets les plus prioritaires à être réalisés dans le cadre du PTI. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro collabore avec la DGSRE dans la sélection des projets en profitant de l'occasion des travaux souterrains pour bonifier les interventions avec des travaux additionnels sur le réseau de drainage, la réfection complète des chaussées au-delà des tranchées, la réfection complète de trottoirs et/ou l'ajout de bordures, etc.

Dans le cadre du Programme de réfection du réseau routier local 2016, la Division de la gestion d'actifs de la Direction des transports a mis à la disposition de notre arrondissement un budget de 5 600 000 $. Le présent contrat représente une phase de réalisation de ces travaux de réfection de rues.

La révision du réseau routier artériel, réalisée dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements, a eu pour effet de transférer au réseau artériel plus de 1 200 km de

rues qui, auparavant, étaient locales. Ainsi, depuis le 1er janvier 2015, la responsabilité d'aménager et de réhabiliter ces rues incombe au Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Or, plusieurs arrondissements avaient planifié de réaliser des travaux sur certaines de ces rues et ce, dès 2015.

Depuis plusieurs années, les services centraux et les arrondissements travaillent avec acharnement pour réhabiliter le réseau routier à la hauteur des attentes des citoyens. Aussi, il est impératif de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas ralentir ces investissements, en dépit des nombreux changements de gouvernance apportés par la réforme. Cependant, les programmations 2015 et 2016 du SIVT ne visent que les rues qui constituaient l'ancien réseau artériel du fait qu'elles ont été planifiées bien avant la réforme.

L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro s'est offert de prendre sous sa responsabilité, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, l'exécution des travaux de réfection de rues inscrites au programme PRR de l'arrondissement et nouvellement ajoutées au réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) au 1er janvier 2015.

La Direction des transports recommande d'accepter l'offre de fourniture de services puisque la réalisation de ces travaux par l'arrondissement permettra d'accélérer la remise en état du réseau routier artériel et d'augmenter les investissements réalisés dans l'année, en complément des efforts de la Direction des transports.

Le GDD numéro 2166765001 a autorisé le lancement d'un appel d'offres public pour l'exécution des travaux de reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égouts sanitaires, des branchements d'aqueduc et d'égouts, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur les rues 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Un appel d'offres public a été lancé le 11 février 2016 et sa séance publique d'ouverture s'est tenue le 29 février 2016, laissant ainsi un délai de plus de 15 jours aux soumissionnaires pour préparer leur document de soumission. Les annonces ont paru dans le journal Constructo ainsi que sur le site électronique du SÉAO. Les addenda suivants ont été publiés:

- Le 19 février 2016 - Précisions concernant la validité du cautionnement de soumission.
- Le 25 février 2016 - Précisions concernant l'autorisation délivrée par l'Autorité des marchés financiers, l'ajout de l'annexe K (liste des sous-contrats), modification de certaines quantités à la section D du bordereau de prix et réponses aux questions des soumissionnaires concernant les quantités au bordereau de prix, les sols contaminés, le type de marquage et le diamètre des arbres à planter.

La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0332 - Accepter les offres à venir des conseils d'arrondissement de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie sur des rues du réseau artériel administratif de la Ville qui, avant le 1er janvier 2015, faisaient partie du réseau local, en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*
CA15 290330 - D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception et la réalisation des travaux visant la réhabilitation des rues du réseau routier artériel, qui avant le 1er janvier 2015, étaient comprises dans le réseau routier local, et ce, dans le cadre de la mise en oeuvre des

programmations 2015 et 2016 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT)

DESCRIPTION

Le contrat ST-16-07 consiste en des travaux de reconstruction de la chaussée, travaux de drai
remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'
bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et t
recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e
l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.
Les travaux de reconstruction des conduites d'eau et d'égout s'inscrivent dans la stratégie de l'
infrastructures performantes. Ils font partie intégrante des interventions qui contribuent à amé
durabilité des infrastructures collectives, le niveau de service rendu aux usagers et la qualité de
citoyens concernés.

Travaux assumés par la Division de gestion des actifs (reconstruction de la chaussée)

Rue	Longueur de chaussée à remplacer	% représentant le coût de la Division de gestion des actifs	Chaussée	Bordure
11e Avenue (réseau artériel) de la 8e Rue à la 14e Rue	645 m.l.	39.41%	1 047 905.71 $	229 135.49 $
10e Avenue (réseau local) de la 11e Rue à à 14e Rue	315 m.l.	12.08%	325 931.34 $	282 754.22 $
12e Rue (réseau local) de la 11e Avenue à la 10e Avenue	175 m.l.	6.70%		
16e Avenue (réseau local) de la 13e Avenue à la 10e Rue	218 m.l.	0.52%	98 022.51 $	0.00 $
18e Avenue (réseau local) de la 17e Avenue au 32, 18e Avenue	94 m.l.	0.22%		0.00 $
10e Rue (réseau local) de la 13e Avenue à la 17e Avenue	558 m.l.	1.34%		0.00 $
13e Rue (réseau local) de la 13e Avenue à la 16e Avenue	398 m.l.	0.95%		0.00 $
TOTAL	2403 m.l.	61.22%	1 471 859.56 $	511 889.71 $

Travaux assumés par la DGSRE (remplacement de conduite d'aqueduc)

Rue	Type de travaux	Type d'actif	Matériaux	Diamètre (m)	Longueur (m)	Année d'installation
11e Avenue (réseau artériel) de la 8e Rue à la 14e Rue	Reconstruction	Aqueduc	FG	200	625	1956
10e Avenue (réseau local) de la 11e Rue à à 14e Rue	Reconstruction	Aqueduc	FG	150	303	1956
12e Rue (réseau local) de la 11e Avenue à la 10e Avenue	Reconstruction	Égout sanitaire	BNA	300	315	1956
TOTAL						

Toutes les rues identifiées sont justifiées techniquement, car les conduites présentent des défai
reconnues par le MAMOT (Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire). En eff
conduites d'aqueduc de la 10 e et la 11e Avenue présentent un taux de bris de 7 et 5 bris/km/a
respectivement et la conduite d'égout de la 10e Avenue présente une cote d'intégrité structural
5 selon l'inspection à la caméra conventionnelle réalisée en 2015.

Un montant équivalent à 10% du contrat a été prévu pour les contingences et est inscrit au bo
soumission. Un montant de 194 417,62 $ est prévu pour couvrir les incidences (toutes taxes in
permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de labo
honoraires de surveillance des travaux, pour un total de 6 %. Le montant des incidences sera p

Les entrepreneurs suivants se sont procuré le cahier d'appel d'offres et ont déposé des soumiss

Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc.
Excavation Gricon
Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Construction G-Nesis inc.
Roxboro Excavation inc.
Excavations Payette ltée
Pavages D'Amour inc.
Les pavages Théorêt inc.

Les principales raisons du désistement des entrepreneurs n'ayant pas soumissionné se résume
donnés en sous-traitance.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de quinze (15) preneurs de cahier des charges, huit (8) entrepreneurs ont
déposé une soumission incluant la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers.
L'analyse des prix soumis révèle qu'ils sont généralement inférieurs à notre estimation.

	Contrat	Contingences	Total	
1. Les excavations Gilbert Théoret	2 945 721.59 $	294 572.16 $	3 240 293.75 $	prix corrigé
2. Excavation Gricon	2 983 107.32 $	298 310.73 $	3 281 418.05 $	
3. Construction G-Nesis	2 993 392.29 $	299 339.23 $	3 292 731.52 $	
4. Roxboro Excavation	3 246 975.66 $	324 697.57 $	3 571 673.23 $	
5. Les excavations Payette	3 261 109.08 $	326 110.91 $	3 587 219.99 $	
6. Pavages D'amour inc.	3 598 809.48 $	359 880.95 $	3 958 690.43 $	
7. Les pavages Théoret	4 043 874.72 $	404 387.47 $	4 448 262.19 $	

Estimation interne	2 961 723.81 $	296 172.38 $	3 257 896.19 $
Coût moyen des soumissionnaires reçues			
(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			**3 625 755.59 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse x 100)			11.90%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			
(la plus haute – la plus basse)			1 207 968.44 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			
((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			37.28%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			
(la plus basse conforme – estimation des professionnels)			(17 602.44 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			
((la plus basse conforme – estimation des professionnels) / estimation			-0.54%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
(la deuxième plus basse – la plus basse)			41 124.30 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)			1.27%

Le présent dossier respecte la directive sur la confidentialité des estimations des contrats.

Les validations requises voulant qu'aucun des soumissionnaires ne soit sur la liste des entreprises déclarées non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites.

Suite à la vérification et à l'analyse de la conformité des documents, la firme Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc., qui était le plus bas soumissionnaire, a été rejetée à défaut de se conformer à l'article 1.10 « Marché à prix unitaire » du document « Instructions aux soumissionnaires ». Les prix soumis par Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc. à plusieurs articles dans le bordereau de prix ne représentaient pas le prix courant du marché et, par conséquent, ils deviennent non conformes. Le prix total de la soumission de Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc. n'a pas été pris en considération lors de l'analyse des prix.

Également, le prix soumis par Les Excavations Gilbert Théorêt inc. a été corrigé car une erreur de calcul s'est glissée à l'article 5, de la section A, partie 2. Ainsi, le total de la partie 2, le montant des contingences et le montant total de la soumission ont été corrigés. Le montant corrigé de la soumission est de 758,74 $ plus haut que le montant soumis par Les Excavations Gilbert Théorêt inc. Le bordereau de prix corrigé se trouve en pièce jointe.

Ainsi, nous recommandons d'octroyer le contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc., le deuxième plus bas soumissionnaire conforme à toutes les exigences du cahier de charges. Le présent appel d'offres est assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

L'adjudicataire recommandé Les Excavations Gilbert Théorêt inc., no de licence RBQ 2641-000
70 a fourni l'attestation de Revenu Québec numéro 403130-HBMF-0260077 avec sa soumissior
L'entrepreneur a reçu en date de 31 mai 2013 une lettre de l'Autorité des marchés financiers

l'autorisant à contracter avec un organisme public sous la décision 2013-CPSM-0088 (lettre jointe aux présentes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés aux travaux de réfection des infrastructures du réseau secondaire d'aqueduc et de voirie sont de 3 240 293,75 $ (toutes taxes incluses) et majorés de 194 417,62 $ (toutes taxes incluses) pour frais incidents qui permettent de couvrir d'éventuels travaux effectués par des tiers, tels que des analyses de laboratoire, la surveillance des travaux, etc. Le montant pour frais incidents représente 6 % du montant du contrat.
Les coûts assumés par la DGSRE se résument aux travaux de reconstruction des conduites d'aqueduc et d'égout, de la voirie et de l'aménagement situés au-dessus des conduites à remplacer. L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et la Division de la gestion d'actifs du Service des infrastructures du transport et de l'environnement assument les travaux de réfection, de la chaussée ailleurs qu'au-dessus des conduites à remplacer, ainsi que la réfection des terrains.

Pour ce contrat, la dépense sera assumée à 31.49 % par la DGSRE, 61.22 % par la Division de gestion d'actifs (39.41 % pour le réseau artériel et 21.81 % pour le réseau local) et le coût résiduel de 7.29 % est financé par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Les frais incidents représentant 6 % des travaux sont assumés au prorata par les quatre intervenants.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR L'ARRONDISSEMENT PIERREFONDS-ROXBORO

PTI - Arrondissement

TRAVAUX

La dépense totale assumée par l'arrondissement est de 250 349,02 $. Cela représente 14 173,04 $ pour les incidences et 236 175,98 $ pour les travaux. Le coût des travaux sera payé dans deux règlements d'emprunt différents (14 543,84 $ dans le règlement CA29 0064 et 221 632,14 $ dans le règlement CA29 0072).

Projet Simon: 162083
Imputation : SIMON 6420-2013064-800800-03103-57201-000000-0000-162083-000000-17025-00000
Montant: 14 543,84 $

Crédit	Contrat	Dépense
13 280.47 $	14 543.84 $	14 543.84 $

Projet Simon: 162083
Imputation : SIMON 6420-2014072-800800-03103-57201-000000-0000-162083-000000-17025-00000
Montant: 221 632,14 $

Crédit	Contrat	Dépense
202 379.68 $	221 632.14 $	221 632.14 $

INCIDENCES

Projet Simon: 162084
Imputation : SIMON 6420-2014072-800800-03103-54301-000000-0000-162084-000000-17025-00000

Crédits	Contrat	Dépense
12 941 .87 $	14 173.04 $	14 173.04 $

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DGSRE

La dépense de ce contrat est de 1 081 590,61 $, taxes incluses, soit 1 020 368,50 $ pour le contrat et 61 222,11 $ pour les incidences, pour un coût net de 987 636,40 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2016-2018 de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau du Service de l'eau. La dépense de la DGSRE représente 31.49 % du montant total de la dépense.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 987 636,40 $ dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA VILLE CENTRALE - DIVISION DE LA GESTION DES ACTIFS

La dépense de ce contrat sera financée à 61.22 % par la Division gestion d'actifs du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Cela représente 2 102 771,74 $, toutes taxes incluses, soit 1 983 749,27 $ pour les travaux et 119 022,47 $ pour les incidences, pour un coût net de 1 920 110,88 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale est prévue au PTI 2016-2018 de la Direction des Transports.

La dépense pour la 11e Avenue, qui fait partie du réseau artériel, représente 39.41 % de la dépense totale pour ce contrat, soit 1 353 661,19 $, toutes taxes incluses. Cela représente 1 277 041,20 $, toutes taxes incluses pour le contrat et 76 619,99 $, toutes taxes incluses, pour les incidences. Pour la 11e Avenue, le coût pour les travaux de pavage est de 1 047 905,71 $, toutes taxes incluses, et le coût pour les travaux de bordure et de trottoir est de 229 135,49 $.

La dépense pour la 10e Rue et pour la 12e Avenue, qui font partie du réseau local, représente 21.81 % de la dépense totale pour ce contrat, soit 749 110,55 $, toutes taxes incluses. Cela représente 706 708,07 $ $, toutes taxes incluses pour le contrat et 42 402,48 $, toutes taxes incluses, pour les incidences. Le coût pour les travaux de pavage est de 423 953,85 $, toutes taxes incluses, et le coût pour les travaux de bordure et de trottoir est de 282 754,22 $.

Les informations financières relatives à ce sommaire sont inscrites dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces travaux permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs suivants:

- Renouveler les réseaux de 1% selon la politique nationale de l'eau;
- Réduire la production d'eau potable;
- Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout;

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des travaux de réhabilitation par la diminution des excavations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des travaux aura comme bénéfice les impacts suivants:

- Réduction des fuites et des coûts d'entretien reliés;
- Pérennité des infrastructures municipales;
- Amélioration de la qualité de vie des citoyens.

En contrepartie, le refus ou report de l'octroi de ce contrat aura comme conséquence d'augmenter la probabilité de fuite sur la conduite d'aqueduc avec les risques suivants:

- Interruption en eau potable;
- Contamination potentielle;
- Coûts élevés en période d'urgence et pour cause de conditions climatiques défavorables.

L'impact sur la circulation locale en raison des travaux sera minimisé par des accès temporaires aux propriétés privées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront avisés au préalable du déroulement de la réalisation des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : 30 mai 2016
Fin des travaux : 21 octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
La recommandation est signée par madame Anne Castonguay, directrice - Aménagement urbain et services aux entreprises, agissant comme directeur d'arrondissement substitut nommée, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal du vendredi 25 mars au dimanche 3 avril 2016 inclusivement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Certification de fonds :
Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement (Gaétan BRUNET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Jean CARRIER, 17 mars 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 15 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain MARCOUX
C/d ing.trav.pub.& inf.<<arr.pier/roxboro)

Tél : 514 624-1541
Télécop. : 514 624-1137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-11

Anne CASTONGUAY
Directrice

Tél : 514 624-1294
Télécop. : 514 624-1298

RÉSULTATS DE SOUMISSION # ST-16-07 Reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue

Parution SÉAO: 11-févr-16

Date d'ouverture: 29-févr-16

Section Ingénierie
Division Infrastructures

GDD 1166765010

		Documents fournis														
	SOUMISSIONNAIRE	Bordereau de prix	Attestation Revenu Québec	AMF	Date d'expiration AMF	Déclaration rélative aux conflits d'intérêts	Page sommaire	Formule de soumission	Lettre d'engagement	Cautionnement de soumission	Résolution de la compagnie	Licence entrepreneur	RÉNA	LIste des sous-contrats	CONFORME	NON CONFORME
1	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	X*	403130-HBMF-0260077	2013-CPSM-0088	30-05-16	X	X	X	X	X	X	2641-0001-70	NON	X	X	
2	Gricon excavation	x*	810120-TTKZ-0265148	2014-CPSM-1024967	22-04-17	x	X	x	X	X	X	8272-1457-15	NON	x	X	
3	Construction G-Nesis inc.	X	915132-HWAC-0271188	2015-CPSM-1055314	22-10-18	X	X	X	X	X	X	5626-8816-01	NON	X	X	
4	Roxboro excavation inc.	X	902150-FHZB-0257316	2013-CPSM-0214	30-10-16	x	X	x	X	X	x	1258-2003-97	NON	X	X	
5	Les excavavations Payette inc.	X	907100-BBBF-0257766	2014-CPSM-1001920	09-01-17	X	X	X	X	X	X	1626-9318-52	NON	X	X	
6	Pavages D'Amour	X	101160-BFBK-0267534	2013-CPSM-0035	17-04-16	X	X	X	X	X	X	1637-2559-98	NON	X	X	
7	Les pavages Théorêt inc.	X	105170-HFMZ-0271189	2015-CPSM-1032357	02-06-18	X	X	X	X	X	X	2636-9405-96	NON	X	X	
8	Duroking construction	X**	812152-FAFC-0251913	2014-CPSM-1053072	09-10-17	X	X	X	X	X	X	5582-6416-01	NON	X		X

* Bordereau de prix corrigé, erreur de calcul
** Prix non-conformes - article 1.10 «Marché à prix unitaire»

Préparé par

Alexandra Enache
Secrétaire d'unité administrative

10/03/2016
date

Approuvé par

Karen Duhamel
Chef de section Ingénierie

2016-03-10
date

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Identification du projet de PTI - Informations générales

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	**# Fiche de projet**	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée, de l'aqueduc et de l'égout sanitaire de la 11e Avenue, 10e Avenue et 12e Rue. Deuxième couche de pavage sur la 10e Rue, la 16e Avenue et la 13e Rue (ST-16-07)		
# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière		
# Projet Simon		**# Investi**	
Unité administrative	URB-Ingénierie	**Gestionnaire responsable**	Sylvain Marcoux

Phases du projet

Phases (AAAA-MM-JJ)	Début visé	Fin visée	Durée (jours)
Planification	2015-09-01	2016-01-21	142
Réalisation	2016-05-23	2016-10-15	145
Mise en service	2016-10-15	2016-10-15	0

Bénéfices - Réalisation du projet	Amélioration de la surface de roulement, réduction des fuites et de l'eau brune. Réparation d'urgence, pénurie d'eau et augmentation des			
Impacts - Non réalisation du projet	Ne permet pas de répondre à la demande justifiée.			
Objectif(s) stratégique(s) supporté(s)				
Priorité de réalisation		Probabilité de réalisation (%)	70%	
Facteurs de risque	Autres			
Mesures d'atténuation				
Services internes impliqués	TP-Voirie			
Partenaires externes impliqués				

Conformité règlementaire et procédures

Conformité du zonage		**Procédures**	
Permis nécessaire		**Changement d'usage requis**	

Pierrefonds Roxboro
Montréal

Identification du projet de PTI - Informations financières

Budget PTI concerné	2016-2017-2018	# Fiche de projet	
Titre du projet	Rues, aqueducs et égouts		
Type de projet	Consolidation		
Description détaillée du projet	Reconstruction de la chaussée, de l'aqueduc et de l'égout sanitaire de la 11e Avenue, 10e Avenue et 12e Rue. Deuxième couche de pavage sur la 10e Rue, la 16e Avenue et la 13e Rue (ST-16-07)		

Budget en capital total requis - Arrondissement ('000$) (Net des ristournes de taxes)	Total (1)	229.0 $
# et Nom - Programme Investi	55713 - Programme de réfection routière	
# Projet Simon	# Investi	

Coûts en capital / Années

	Antérieures	2015	2016	2017	Ultérieures	Total (1)
Arrondissement	- $	- $	229.0 $	- $	- $	229.0 $
Corporatif	- $	- $	2 908.0 $	- $	- $	2 908.0 $

Sources de financement

	Emprunt"PTI"	Surplus	Subventions	Promoteurs	Autres	Total (1)
Arrondissement	229.0 $	- $	- $	- $	- $	229.0 $
Corporatif	2 908.0 $	- $	- $	- $	- $	2 908.0 $

Budget d'opération supplémentaire annuel requis ('000$)	- $	Date début	
Économies annuelles au budget d'opération '(000$)		Date début	

Approbations

Date d'approbation du directeur du service	23 mars 2016	Signature	
Date d'approbation du directeur d'arrondissement		Signature	
Date d'autorisation des crédits du CA		# Résolution	

Aide-mémoire - Règles de capitalisation

Question à se poser : Quel est l'actif ? " Bien durable "

Construction , achat ou remplacement (seulement si a atteint durée de vie utile)

> 10 000 $ ou commande de plusieurs items identiques > 1 000 $ toatlisant 10 000 $

ou regroupement d'actifs > 10 000 $ ne fonctionnant pas l'un sans l'autre (ordi)

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

LES EXCAVATIONS GILBERT THEORET INC.
124, RUE HUOT
NOTRE-DAME-DE-L'ILE-PERROT (QUEBEC)
J7V 7Z8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142215210

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.

- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;

  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 403130-HBMF-0260077

Date et heure de délivrance de l'attestation : 18 janvier 2016 à 15 h 30 min 39 s

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0088

Québec, le 31 mai 2013

Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
À l'attention de : Monsieur Gilbert Théorêt
124, rue Huot
Notre-Dame-De-L'Île-Perrot (Québec) J7V 7Z8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Autorisation n°: 2013-CPSM-0088 n° d'identification de l'Autorité : 2700001869

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Excavations Gilbert Théorêt inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Pierrefonds-Roxboro , Bureau du directeur d'arrondissement

Dossier # : 1166765010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses (contrat 3 240 293,75 $ + incidences 194 417,63 $) - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1166765010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gaétan BRUNET
Chef de section - Ressources financières

Tél : 514 624-1008

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

Victor Aldo MENDEZ
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Tél : 514 624-1622
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166765010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Pierrefonds-Roxboro , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Gilbert Théorêt inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, des branchements d'aqueduc et d'égout, bordures, trottoirs, pavage et travaux connexes sur la 10e Avenue, 11e Avenue et 12e Rue et pour le recouvrement de pavage et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 434 711,38 $, taxes incluses (contrat 3 240 293,75 $ + incidences 194 417,63 $) - Appel d'offres public ST-16-07 (8 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

DGSRE Info Compt _1166765010.xls SIVT - 1166765010.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

Stéphanie MORAN
Conseillère en gestion resssources financières
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1167055001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie MGB associés inc. pour la réfection de la clôture ornementale (phase 2) le long de la rue Sherbrooke et la partie nord du boulevard Pie-IX du Jardin botanique pour une somme maximale de 1 144 802,08 $ (taxes et contingences incluses) /Appel d'offres public #JA-00070 – Sept (7) soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à **MGB associés inc.**, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la **réfection des clôtures rue Sherbrooke Est au Jardin botanique de Montréal,** aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 144 802,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **#JA-00070** ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville central.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-04 09:41

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167055001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie MGB associés inc. pour la réfection de la clôture ornementale (phase 2) le long de la rue Sherbrooke et la partie nord du boulevard Pie-IX du Jardin botanique pour une somme maximale de 1 144 802,08 $ (taxes et contingences incluses) /Appel d'offres public #JA-00070 – Sept (7) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Jardin botanique est ceinturé, depuis 1975, d'une clôture en acier ornemental soutenue par des colonnes architecturales en béton, permettant de limiter les accès au site, lui donnant également une signature extérieure significative. Au fil du temps, la clôture s'est dégradée. Sa stabilité structurale est défaillante et certaines sections sont à risque d'effondrement.
Le projet est réalisé en deux phases :

- La première phase a débuté en 2015 et consistait au remplacement complet des sections ornementales ainsi que des colonnes architecturales en béton de la clôture située le long du boulevard Pie-IX (de Sherbrooke à environ la rue Laurier). Cette phase sera complétée au printemps 2016;
- La deuxième phase faisant l'objet du présent contrat, consiste à remplacer les colonnes architecturales en béton et les clôtures ornementales de la section située sur la rue Sherbrooke, ainsi qu'une petite zone au nord sur le boulevard Pie-IX. Dans ce contrat, il est prévu également une réfection complète du portail du stationnement principal du Jardin ainsi que la réfection des fondations en béton de la clôture. Cette deuxième et dernière phase de réfection de la clôture ornementale périmétrique du Jardin botanique sera complétée à l'automne 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1092 - Accorder un contrat à MGB associés pour la réfection (phase 1) de la clôture ornementale le long du boul. Pie-IX du Jardin botanique - Somme maximale de 1 305 719,57$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public #JA-00055 (#1157036001).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à autoriser l'octroi d'un contrat à l'entreprise MGB associés inc. pour réaliser les travaux de réfection de la clôture (le long de la rue Sherbrooke et la partie

nord du boulevard Pie-IX) du Jardin botanique de Montréal.
Les travaux incluent les éléments suivants :

- Installation de clôtures de chantier;
- Démantèlement des colonnes en béton et des clôtures existantes;
- Ragréage des bases des colonnes architecturales et des poteaux soutenant les clôtures;
- Installation de nouvelles colonnes architecturales préfabriquées;
- Fabrication et installation de nouvelles sections de clôtures;
- Restauration du portail principal du stationnement du Jardin botanique (sablage, galvanisation et peinture);
- Nivellement du terrain, ragréage de la pelouse ainsi que d'une partie de la piste cyclable.

Un montant de 7 % du coût des travaux représentant les contingences a été spécifié dans le formulaire de soumission, pour répondre à des conditions de chantier non prévues durant les travaux.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public # JAR-00070 a été publié dans le devoir et sur le SÉAO, le 12 janvier 2016, avec un dépôt des soumissions le 2 mars 2016, pour une durée d'appel d'offres de 20 jours. Les plans et devis ainsi que l'estimation des travaux ont été réalisés à l'interne.
Un (1) addendum a été publié lors de cet affichage, à savoir :

1. L'addendum No 1; le 22 février 2016 afin de modifier certains détails de construction et de répondre aux questions des soumissionnaires;

La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours.

Dix-huit (18) entreprises de construction ont acquis le cahier des charges (voir la liste en pièce jointe), parmi lesquelles (7) ont déposé des soumissions. Onze (11) entrepreneurs, représentant 61,11 % du nombre des preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné, ne possédant pas la spécialisation pour ce type de projet ou n'ayant pas eu le temps de soumissionner.

Suite à l'analyse des offres, les (7) soumissions ont été jugées conformes.

Voici le tableau des soumissions, classées par ordre croissant :

Tous les montants indiqués incluent les taxes.

Soumissions conformes	Montant des travaux	montant des contingences (7%)	Total
MGB Associés inc	1 069,908,49 $	74 893,59 $	1 144,802,08 $
Groupe Dubé entrepreneur général inc	1 291,744,13 $	90 422,09 $	1 382,166,22 $
Procova Inc.	1 522,269,00 $	106 558,83 $	1 628,827.83$
Les entreprises Ventec inc	1 539,285,30 $	107 749,97 $	1 647,035.27 $
Société générale de construction BPF inc	1 568,316,49 $	109 782,15$	1 678,098.64 $
Aménagement coté jardin inc	1 587,983,82 $	111 158,86 $	1 699,142.68 $

G. Daviault Ltée	1 777,513,50 $	124 425,95 $	1 901,939.45 $
Dernière estimation réalisée	1 771 677.37 $	122 888.70 $	1 894 599.00 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues			1 583,144.60$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *(moyenne -la plus basse conforme)/la plus basse* 100*			38 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes *(la plus haute - la plus basse)*			757 137,37 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *(la plus haute - la plus basse)/la plus basse*100*			66,14 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation *la plus basse - estimation*			- 749 796.92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *(plus basse -estimation)/ estimation* 100*			- 39.58 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse *deuxième plus basse - la plus basse*			237,364,14 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *deuxième plus basse - plus basse)/plus basse* 100*			20,73 %

Nous constatons un écart considérable et favorable de l'ordre de 40 % entre la soumission la plus basse et la dernière estimation réalisée à l'interne. Suite à l'analyse des soumissions, nous réalisons que nous avions surestimé le coût de remplacement des clôtures, puisque que nous avons obtenu un écart de 620 000 $ (-50%) avec le plus bas soumissionnaire et nous avons également un écart de 490,000 $ avec les 5 plus bas soumissionnaires. De plus, suite aux travaux de la phase I, nous avons simplifié certains détails de réfection des fondations qui a amené une économie substantielle (-85 000 $). Le fait d'avoir réalisé le projet en deux phases, nous a permis de revoir certains détails de réfection et a permis, selon nous, d'obtenir des prix plus compétitifs, puisque le plus bas soumissionnaire, connaissant mieux la portée des travaux et a pu ajuster son prix à la baisse.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ni de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites et une attestation fiscale de Revenu Québec, délivrée en date du 1 février 2016, fut déposée avec sa soumission. De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

De plus, l'entreprise MGB Associés Inc détient une attestation de l'AMF (# de client 3000144317) valide jusqu'au 4 février 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 1 144 802,08 $ (taxes et contingences incluses) sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 995 696,53 $ sera financé par les règlements d'emprunt de compétence locale # 7715016 - CM15 0220 (Programme de maintien d'actifs du Jardin botanique) et #7715017 - CM15 0221 (Espace pour la vie - programme de maintien d'actifs communs). Cette dépense sera assumée à 100 % en 2016 par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il a été spécifié dans le devis que tous les déchets et matériaux provenant de ce chantier devront être disposés de manière à respecter les directives de la Ville en matière de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de réalisation	mai 2016
Réalisation des travaux	mai à novembre 2016
Réception du projet	novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie LAPOINTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire DESROSIERS
Agent(e) technique en architecture

Tél : 514 872-1257
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Jean BOUVRETTE
C/s services techniques

Tél : 514 868-3010
Télécop. : 514 872-7199

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2016-04-03

Espace pour la vie
Services techniques
4777, Pierre-de Coubertin
Montréal (Québec) H1V 1B3

SOUMISSION NO :

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 07 - 03 - 2016

Contrat : JA-00070

Mandat :

Bâtiment :

Titre

Réfection des clôtures- rue Sherbrooke Est

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	MGB ASSOCIES INC	1,144,802.08 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : AMF-# CLIENT :3000144317-
Attestation de revenue 911180-CWWH-0263526 en date 01 février 2016 à 13h15 min 24 s date de fin 30 juin 2016.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	GROUPE DUBÉ ENTREPRENEUR GENERAL INC	1,291,744.13 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : AMF OK - RENA OK-
Attestation de Revenue Québec -918142-MBWC-0269372 en date 19 février 2016 à 16h 3 min 35s date de fin 31 mai 2016.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	PROCOVA INC	1,628,827.83 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : AMF-# CLIENT:3000144068-
Attestation de revenue 708160-AKMZ-0267099 en date 12 février 2016 à 11h48 min 53s date de fin 31 juillet 2016.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC	1,647,035.27320 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : AMF-# CLIENT:2700023710
Attestation de revenue 515100-KKCF-0260125 en date 18 janvier 2016 à 16h52 min 43 s.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
5	SGC BPF	1,678,098.64 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : AMF-# CLIENT:3000199197-
Attestation de revenue 717172-HMMM-en date 15 janvier 2016 à 9h56 min 3s.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
6	AMENAGEMENT COTE JARDIN INC	1,699,142.68 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : AMF-# CLIENT:2700029858
Attestation de revenue :400140-KTBC-0259256 en date 14 janvier 2016 à 11h12 min 17s.

Rang		Prix soumis	Statut
+ 1	autres soumissions, au-delà des 6 premières	1,901,939.45 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 7 non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : _____

Fonction : Préposée à la gestion des contrat nom : Linda Daoust 07 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167055001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction de l'exploitation , Division des services techniques
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie MGB associés inc. pour la réfection de la clôture ornementale (phase 2) le long de la rue Sherbrooke et la partie nord du boulevard Pie-IX du Jardin botanique pour une somme maximale de 1 144 802,08 $ (taxes et contingences incluses) /Appel d'offres public #JA-00070 – Sept (7) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167055001 Réfection clôture ornementale Jardin Botanique (phase 2)_v2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie LAPOINTE
Préposée au budget

Tél : 514-872-7070

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

Laura VALCOURT
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.22

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1164962002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif, Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté est du boulevard Pie-IX et au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 213 911 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-2562-01

Il est recommandé :

1. d'abroger la résolution CM16 0228 adoptée par le conseil municipal à sa séance tenue le 22 février 2016;
2. fermer et retirer le lot 2 213 911 du cadastre du Québec;
3. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires le lot 2 213 911 du cadastre du Québec, d'une superficie de 283,5 m², dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
4. d'autoriser la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à ce que l'organisme démontre qu'il a obtenu une confirmation écrite de l'engagement définitif de la subvention dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation de son projet;
5. d'imputer ce revenu et la dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-04-11 07:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164962002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif, Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté est du boulevard Pie-IX et au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 213 911 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-2562-01

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'habitation a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de vendre à l'organisme à but non lucratif Méta d'Âme (l'« Acheteur ») un terrain vacant pour la construction de 7 logements sociaux et communautaires financés dans le cadre du Programme de subvention AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (le « Programme AccèsLogis »). Cet organisme, incorporé depuis mars 2000, a pour mission d'offrir en location des logements à des usagers ayant un revenu faible ou modeste, ainsi que des besoins particuliers en habitation, l'organisme vise tout particulièrement des personnes démunies et sans ressources, aux prises avec divers problèmes de santé et de dépendance. Des espaces communautaires sont prévus afin de fournir le support communautaire requis.

Ce terrain est localisé du côté est du boulevard Pie-IX et au sud de la 39^{e} Rue, constitué du lot 2 213 911 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »). Ce dernier, qui auparavant était utilisé à des fins de ruelle, a été fermé et retiré du domaine public le 24 août 1981, suivant l'adoption du Règlement 5745. Suite à cette fermeture, la Ville devait procéder à l'aménagement d'une nouvelle ruelle sur le lot voisin, soit le lot 2 213 239 du cadastre du Québec, et ce, afin de permettre la circulation, à pied et en voiture, des propriétaires riverains.

Cette vente est consentie en vertu de la *Politique de cession de terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires* adoptée par le comité exécutif en février 2002. Le projet sera réalisé dans le cadre du volet 3 (projet pour clientèles spéciales) du Programme AccèsLogis. Notons que la Direction de l'habitation a été

mandatée par la Société d'habitation du Québec (la « SHQ ») pour la gestion de ce programme sur le territoire de l'agglomération.

L'acheteur s'engage à ériger et à occuper, conformément à la réglementation applicable à ce terrain, un bâtiment résidentiel de 3 ½ étages devant comporter 7 logements sociaux et un espace communautaire, dont la construction devrait débuter à la suite de la signature de l'acte de vente et être complétée au plus tard 24 mois après cette même date. Lors de la réalisation des travaux de construction du projet, l'Arrondissement prévoit préserver l'accès à la ruelle, soit le lot 2 213 236 du cadastre du Québec, et demandera à l'acheteur de maintenir un passage temporaire praticable sur le lot 2 213 911. Une fois les constructions complétées, l'Arrondissement devra réaliser les travaux afin de rendre accessible la ruelle sur le lot 2 213 239. À cet effet, l'acte de vente prévoit l'engagement de la Ville à aménager ledit lot 2 213 239 pour permettre la communication à la voie publique à partir du lot 2 213 236.

Cette transaction a déjà reçu l'approbation du conseil municipal, le 28 avril 2015, pour procéder à la vente du terrain (réf. : CM15 0519 GDD n^{o} 1154962001). Lors de l'ouverture des soumissions, le prix obtenu du plus bas soumissionnaire pour la construction de l'immeuble dépassait le budget prévu, rendant impossible pour l'organisme un engagement financier de la part de la SHQ. L'organisme a donc modifié ses plans d'architecture, ajoutant un logement supplémentaire, et est retourné en soumissions. Le nouveau prix permet l'engagement financier de la SHQ afin de procéder à l'acquisition de l'Immeuble.

Le prix de vente du terrain est passé de 30 000 $ à 35 000 $, compte tenu de l'encadrement réglementaire de la Politique de vente des terrains municipaux (CE02 0095). Une modification du projet d'acte a été approuvée, à cet effet, au conseil municipal du 23 février 2016 (CM16 0228) par un sommaire addenda.

Toutefois, bien que l'Immeuble ait été fermé et retiré du domaine public, il a été constaté que son usage n'a jamais changé et qu'il demeure accessible et ouvert à une libre circulation, à pied ou en voiture. Selon l'acquéreur, cette tolérance de la part de la Ville pourrait soulever des doutes quant au caractère public de l'Immeuble. De plus, l'aménagement du lot 2 213 239 du cadastre du Québec n'a jamais complètement été réalisé. Il y a donc lieu de procéder à la fermeture et au retrait de toute partie de l'Immeuble qui pourrait être incluse dans le domaine public. De plus, compte tenu de ses particularités, la vente devra se faire avec la garantie légale quant au droit de propriété seulement. Cela implique une modification du projet d'acte de vente qui accompagnait les dossiers décisionnels sur lesquels le conseil municipal s'est déjà prononcé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0228 - 23 février 2016 - Abroger la résolution CM15 0519 / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague d'une superficie de 283,5 m², situé du côté est du boulevard Pie-IX, au sud de la 39^{e} Rue, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, constitué du lot 2 213 911 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables;
CM15 0519 - 28 avril 2015 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif, Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté est du boulevard Pie-IX, au sud de la 39^{e} Rue, constitué du lot 2 213 911 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour la somme de 30 000 $, plus les taxes applicables;

CE02 0095 - 20 février 2002 - À l'effet d'approuver le plan de mise en oeuvre de l'Opération

Solidarité 5 000 logements ainsi que la *Politique de vente des terrains municipaux.*

81-05499- le 24 août 1981- Le comité exécutif recommande, conformément aux rapports du directeur du service des travaux publics et de l'avocat en chef de la Ville, d'adopter le projet de règlement ci joint intitulé: «Fermeture d'une partie du lot 366-526-2 (ruelle), d'une partie des lots 366-527 (rue) et 365-1 (rue) situées au nord-est du boulevard Pie IX et au sud de la 39e Rue».

DESCRIPTION

Le but du présent dossier est de fermer et retirer toute partie du lot 2 213 911 qui pourrait être incluse dans le domaine public, et de soumettre pour approbation aux autorités municipales, le projet d'acte de cession du lot précité, tel que montré sur les plans A, B et C ci-joints, par lequel la Ville vend à l'Acheteur, un terrain vacant d'une superficie de 283,5 m^2, constitué du lot 2 213 911 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· L'Arrondissement a confirmé son accord à la réalisation de ce projet de logements sociaux.

· Le projet de construction proposé est admissible au Programme AccèsLogis et l'engagement définitif des subventions est prévu pour le mois d'avril 2016.

· Ce projet de 7 logements contribue à atteindre les objectifs du *Plan d'action en habitation 2015 - 2020* de la Direction de l'habitation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur marchande de l'Immeuble, telle qu'estimée le 14 février 2014 par la Section de l'évaluation immobilière du SGPI, pour le lot 2 213 911 est de 160 000 $ pour une superficie de 283,5 m^2 (3 052 pi²), soit 564,37 $/$m^2$ (52,42 $/pi²).
Selon la *Politique de vente des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires* , le prix de vente des terrains est fixé à 50 % de la valeur marchande, mais avec un plafonnement de 5 000 $ par logement pour les projets réalisés dans le cadre du volet 3 du Programme AccèsLogis. À 50 % de la valeur marchande, le prix de vente serait de 80 000 $ (160 000 $ x 50 %). Dans le cas présent, puisque le plafond de 5 000 $ par logement s'applique, le prix de vente serait de 35 000 $ (7 logements x 5 000 $/logement). De ce prix sont déduits, le cas échéant, les coûts reliés aux travaux de décontamination et ceux engendrés par les contraintes géotechniques des sols. Selon la Direction de l'habitation, le lot 2 213 911 n'est pas contaminé et ne présente pas de contrainte géotechnique.

Prix de vente du lot 2 213 911	
Prix de vente selon la politique	35 000 $ (7 logements x 5 000 $/logement)
Moins coûts géotechniques	0 $ (aucune contrainte géotechnique)
Moins coûts réhabilitation des sols	0 $ (aucune réhabilitation des sols)
Prix de vente ajusté	**35 000 $ plus les taxes applicables**

L'engagement définitif des subventions dans le cadre du Programme AccèsLogis aura été

confirmé au moment de la signature de l'acte, ce dernier ne comporte aucune clause résolutoire.

Le coût de réalisation du projet est estimé à 1 130 000 $ et sa valeur au rôle, qui pourrait être de l'ordre de 780 000 $, devrait générer des retombées fiscales d'environ 7 100 $ annuellement au seul chapitre de la taxe foncière générale (taux de 2015).

Par ailleurs, la valeur aux livres du lot est de 7 629 $ et le produit de la vente de 35 000 $ seront comptabilisés au budget de fonctionnement :

· Coût d'acquisition des propriétés destinées à la revente;

· Cession- propriétés destinées à la revente - Arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus de répondre aux besoins d'une population démunie, le développement de cet immeuble permettra la consolidation de la trame urbaine ainsi que l'utilisation des infrastructures municipales et des installations communautaires et de santé déjà en place ou à proximité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La vente de ce terrain permettra la construction d'un bâtiment comprenant 7 logements sociaux et communautaires ainsi qu'un espace communautaire, ce qui générera des retombées fiscales récurrentes annuelles pour la Ville. De plus, le projet permettra, entre autres, aux futurs résidents de stabiliser leur parcours résidentiel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication seront prévues lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le Programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation, à la Ville et à la SHQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Engagement définitif de la subvention AccèsLogis : mars 2016
· Mise en chantier : mai 2016
· Livraison : février 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Ève SWEENEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BEAULIEU, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS, Service de la mise en valeur du territoire
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Richard C GAGNON, 30 mars 2016
Daniel BROUSSEAU, 22 mars 2016
Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS, 22 mars 2016
Alain BEAULIEU, 22 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette HÉBERT
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-8404
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-04-07

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD et mandat : 1164962002/ Mandat 14-0570-T

Description de la transaction : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend un terrain vague à l'OBNL Méta d'Âme à des fins de construction de logements sociaux et communautaires.

- Type de transaction : Vente de gré à gré
- Localisation : Un terrain vague situé du côté est du boulevard Pie-IX, au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.
- Lot : 2 213 911 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 283,5 m² (3 052 pi²)
- Zonage : Résidentiel
- Particularités : Cette transaction permettra la construction de 6 logements sociaux et communautaires et contribuera à atteindre les objectifs du *Plan d'action en habitation 2015-2020* de la Direction de l'habitation.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Méta d'Âme
2250, rue Florian
Montréal (Québec) H2K 2P5

Prix de vente : 35 000 $, plus les taxes applicables

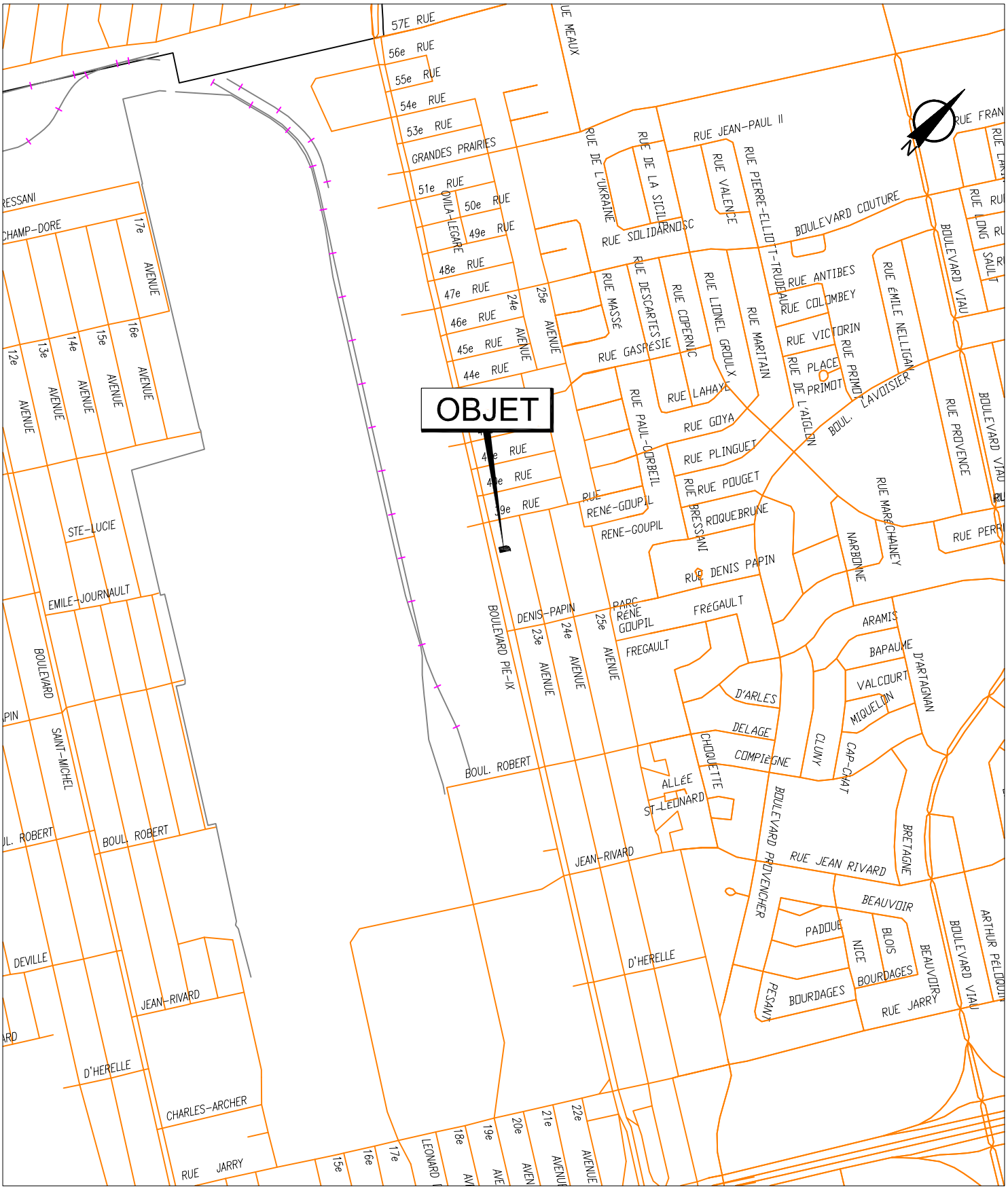
Valeur au rôle foncier 2014 : 110 600 $, soit 390,12 $/m² (36,24 $/pi²)

Juste valeur marchande : Valeur de 160 000 $, soit 564,37 $/m² (52,42 $/pi²)

- En date du : 12 février 2014

Raison du prix de vente : Selon la Politique de vente des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires telle qu'adoptée par le comité exécutif le 20 février 2002 (CE02 0095).

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Ginette Hébert	Téléphone : 2-8404	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

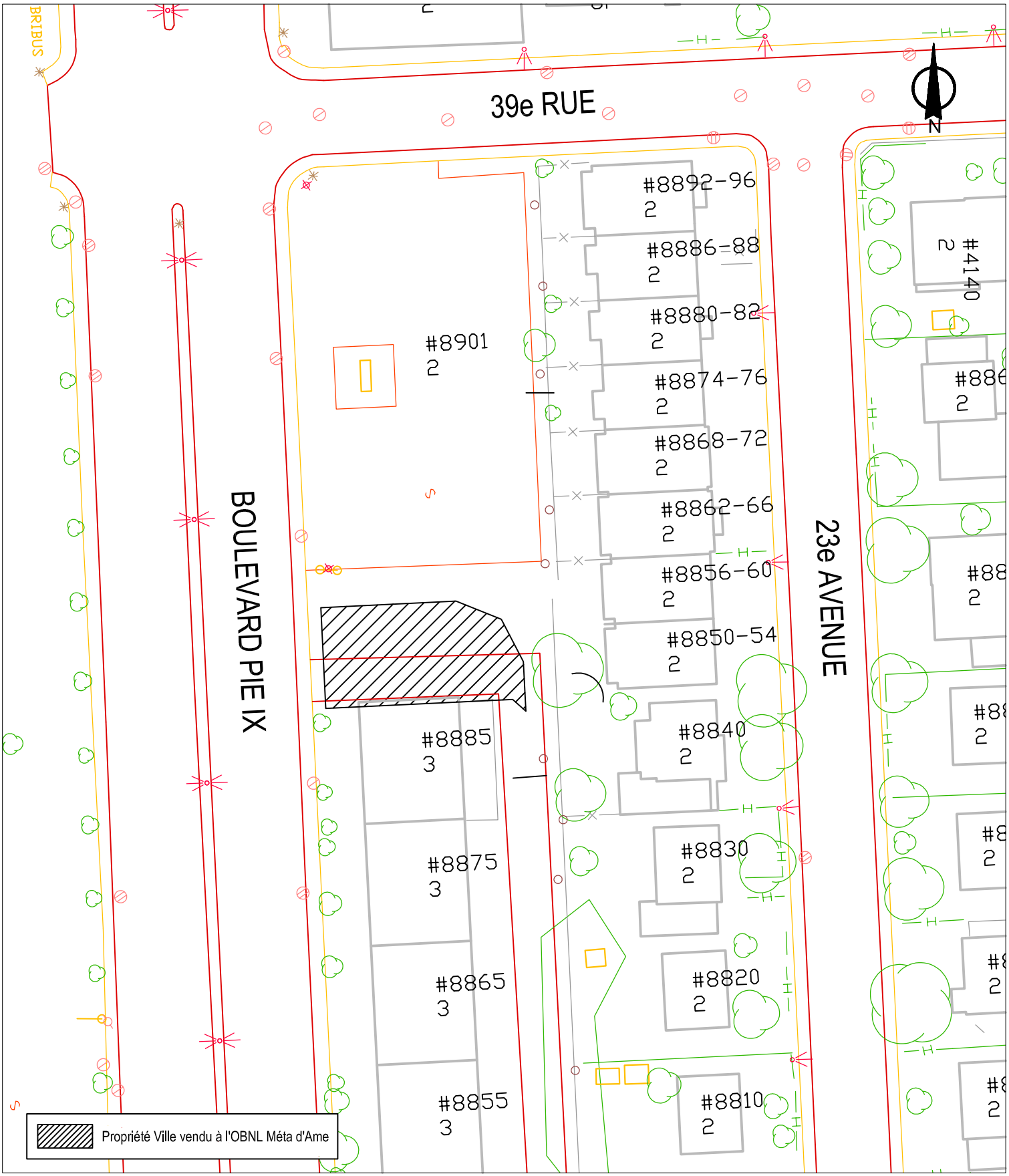


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-2562-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 19-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

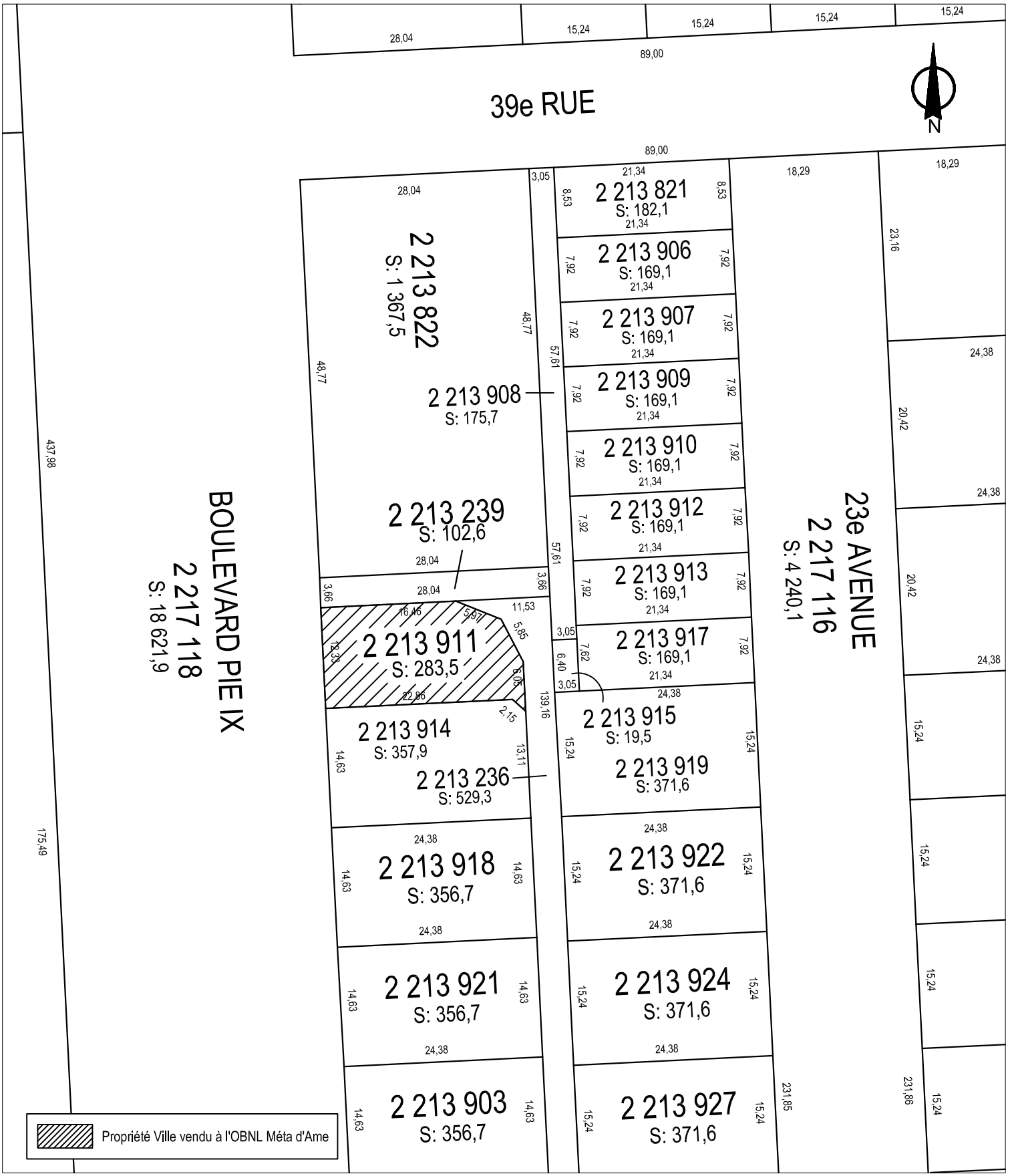


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-2562-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 19-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-2562-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 19-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-2562-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 19-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

PROJET PEGASUS
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUELLE
COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DU 19 JANVIER 2016

LIEU

405, avenue Ogilvy, bureau 111

PARTICIPANTS	ORGANISATIONS
Clothilde-Béré Pelletier	Ville de Montréal – Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension
Douglas Alford	Groupe CDH
Jeanne Lesage	Groupe CDH
Moline Ghanimi	Ville de Montréal – Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension
Pierre Thériault	Ville de Montréal – Direction de l'habitation

SUJET	DISCUSSION	SUIVI/ACTIONS
1) Appel d'offre	La Direction de l'habitation a prévu, dans son programme triennal d'immobilisation (PTI), une somme d'argent pour aménager la ruelle dans son emprise. Cette somme d'argent ne peut être utilisée que si les travaux sont réalisés par un entrepreneur externe. Si un contrat est accordé à un entrepreneur externe, la rédaction d'un sommaire décisionnel est nécessaire pour lancer l'appel d'offre. Mme Josée Bélanger, du Service des finances, devra effectuer une intervention dans le dossier d'appel d'offre.	Vérification à effectuer par Moline Ghanimi : l'arrondissement est –il d'accord à ce que les travaux d'aménagement de la ruelle soient effectués par un entrepreneur externe? Moline Ghanimi doit vérifier qui rédigera le sommaire décisionnel

2) Service des incendies	Le Services des incendies (SIM) a confirmé à Martin Charron, l'année dernière, que les travaux projetés pour aménager la ruelle ainsi que la largeur de son accès sont conformes à leurs exigences.	Clothilde-Béré Pelletier doit envoyer à Moline Ghanimi le courriel faisant état des échanges entre le SIM et Martin Charron.
3) Risque de contamination	M. Ghanimi nous informe qu'il y a des risques que le terrain de la ruelle ainsi que celui où aura lieu le projet de construction puisse être contaminé, étant donné la présence d'une ancienne station-service sur la propriété située directement au nord. Mme Lesage indique qu'une étude de caractérisation du sol a été réalisée et que le terrain n'est pas contaminé.	Jeanne Lesage enverra à Moline Ghanimi une copie de l'étude de caractérisation qu'ils ont faite réaliser
4) Réalisation des travaux	Lors de la réalisation des travaux, il sera nécessaire de préserver l'accès à la ruelle puisqu'elle constitue une deuxième issue pour les propriétés voisines. Le groupe CDH étudiera la possibilité de rendre carrossable le bout de la ruelle accessible depuis la 39e Rue. Si ce n'est pas possible d'ouvrir cette portion de ruelle, le groupe CDH laissera un accès sur leur terrain durant les travaux de construction de la ruelle. L'entrée charretière permettant l'accès à la ruelle depuis le boulevard Pie-IX devra être relocalisée de façon temporaire durant les travaux de construction du nouveau bâtiment. Lors des travaux d'aménagement de la ruelle, il y aura un luminaire à déplacer puisque actuellement il est implanté dans le centre de son emprise.	Clothilde-Béré Pelletier doit vérifier si l'accès à la ruelle doit être véhiculaire ou si elle peut être uniquement piétonnière. Le groupe CDH informera par écrit les propriétaires riverains de la relocalisation des accès à la ruelle. Le groupe CDH effectuera une demande de permis d'occupation temporaire du domaine public. Moline Ghanimi vérifiera la possibilité d'exempter le groupe CDH des frais relatifs à l'occupation temporaire du domaine public.

	M. Ghanimi demande s'il y aurait une possibilité d'installer un luminaire sur le nouveau bâtiment pour éclairer la ruelle. M. Alford précise qu'il serait étonnant que son client accepte. Il propose plutôt que le luminaire actuel soit installé sur leur terrain, entre le bâtiment et la ligne latérale de lot.	

Préparé par : Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement, Arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164962002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif, Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté est du boulevard Pie-IX et au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 213 911 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-2562-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente aux termes duquel la Ville vend à Méta D'Ame, un immeuble vacant formé du lot 2 213 911 du cadastre du Québec.

Nous approuvons, quant à sa validité et quant à sa forme, ledit acte, préparé par Me Louise Lauzon, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, ces vérifications relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Lauzon.

Nous avons reçu la confirmation que le projet d'acte a été vu et approuvé par les représentants de l'acquéreur et qu'ils s'engagent à le signer sans modification.

FICHIERS JOINTS

Acte de vente (Version Finale).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Ève SWEENEY
Notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-07

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

L'AN DEUX MILLE SEIZE
Le

DEVANT Me Louise LAUZON,
notaire à Montréal, province de Québec.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par,

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la *Charte* et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (2003);et

b) la résolution numéro adoptée par le conseil municipal à sa séance du

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le (la) représentant(e) avec et en présence de la notaire soussignée.

ci-après nommée le « **vendeur** »

E T :

META D'AME, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les Compagnies*, Partie III (RLRQ chapitre C-38), immatriculée sous le numéro 1149228000, ayant son siège au numéro 2250 rue Florian, à Montréal, province de Québec, H2K 2P5, agissant et représentée par Guy Pierre LÉVESQUE, directeur général, et Guy JOLICOEUR, président, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du
laquelle est toujours en vigueur pour n'avoir jamais été amendée ni révoquée et dont une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants en présence de la notaire soussignée.

ci-après nommée l'« **acquéreur** »

Le vendeur et l'acquéreur sont également désignés collectivement comme les « **parties** »

PRÉAMBULE

ATTENDU que le vendeur est propriétaire d'un terrain ayant front sur le boulevard Pie-IX, dans l'arrondissement de Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension, à Montréal, province de Québec.

ATTENDU que l'acquéreur désire acquérir ce terrain pour fins de développement résidentiel dans le cadre du programme intitulé « AccèsLogis ».

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

OBJET DU CONTRAT

Le vendeur vend à l'acquéreur, qui accepte, l'immeuble dont la désignation suit (ci-après nommé l'« **immeuble** »), savoir:

DÉSIGNATION

Un immeuble ayant front sur le boulevard Pie-IX, à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro **DEUX MILLIONS DEUX CENT TREIZE MILLE NEUF CENT ONZE (2 213 911)** au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve aucune.

Sujet notamment à la servitude de non-concurrence prohibant d'exploiter une station de service de gaz, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le huit mai mil neuf cent cinquante-six (1956) sous le numéro 1 200 870.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'immeuble pour l'avoir acquis, avec plus grande étendue et avant rénovation cadastrale, aux termes des actes suivants:

A) Acte de cession par La Société du Boulevard Pie IX Limitée, reçu devant Me Camille Paquet, notaire, le cinq octobre mille neuf cent seize (1916), publié le vingt décembre mille neuf cent seize (1916) au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 333 710.

B) Acte de vente par Armand Gagnon, es-qualité, reçu devant Me Pierre Rodrigue, notaire, le onze février mille neuf cent soixante-six (1966), publié le seize février mille neuf cent soixante-six (1966), au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 1 890 398.

C) Acte de vente pour taxes par Ville St-Michel reçu devant Me Camille Paquet, notaire, le sept février mille neuf cent trente (1930), publié le premier mars mille neuf cent trente (1930) au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 239 422.

La Ville a succédé à la Communauté urbaine de Montréal aux termes de l'article 5 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4).

Ladite Communauté urbaine de Montréal était aux droits de la Corporation de Montréal Métropolitain aux termes de l'article 362 de la «Loi de la Communauté urbaine de Montréal» (1969, L.Q. chapitre 84).

La Corporation de Montréal Métropolitain était elle-même aux droits de la Commission métropolitaine de Montréal aux termes de l'article 18 de la section II de la «Loi modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal métropolitain» (1958-79, 7-8 Elizabeth II, chap. 52).

Au surplus, la Ville de Montréal a succédé à la Cité de Saint-Michel aux termes de la *Loi concernant l'annexion de la Cité de Saint-Michel à la Ville de Montréal* (Statuts de la province de Québec, 1968, 17 Élisabeth II, chap.94).

Ladite Cité était aux droits de la Ville de Saint-Michel en vertu de la *Loi modifiant la charte de la Ville de Saint-Michel* (Statuts de la province de Québec, 1953, 1-2 Élisabeth II, chap. 84).

FERMETURE

Le vendeur déclare que l'immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée dans sa comparution.

GARANTIE

La présente vente est faite avec la garantie du droit de propriété seulement, soit sans aucune garantie et aux risques et périls de l'acquéreur quant à la qualité de l'immeuble. Notamment, l'acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité du vendeur pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'acquéreur reconnaît que le vendeur n'a aucune responsabilité relative à l'état et à la qualité du sol et du sous-sol de l'immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls quant à ces état et qualité qu'il ait effectué ou non une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre le vendeur à l'égard de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'immeuble, le cas échéant, telle obligation devant lier également les ayants droit de l'acquéreur. En outre, l'acquéreur s'engage à tenir le vendeur indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à l'égard de la condition des Sols de l'immeuble.

DOSSIER DE TITRES

Le vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à l'acquéreur relativement à l'immeuble.

POSSESSION

L'acquéreur devient propriétaire de l'immeuble à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le vendeur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

1. Il est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu (RLRC 1985, chapitre 1 (5^{e} suppl.))* et au sens de la *Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3);*

2. Il a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

3. Il s'engage à aménager le lot deux millions deux cent treize mille deux cent trente-neuf du cadastre du Québec (2 213 239), pour permettre la communication à la voie publique à partir de l'arrière des immeubles sis sur le boulevard Pie-IX, en continuité de la ruelle portant le numéro de lot 2 213 236.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

D'autre part, l'acquéreur s'oblige à ce qui suit :

1. Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, avec toutes les servitudes continues, discontinues, apparentes et non apparentes s'y rattachant.

2. Destiner l'immeuble à des fins de développement résidentiel dans le cadre du programme intitulé « AccèsLogis » et maintenir cette destination conformément aux règles de ce programme.

3. Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales qui sont ou qui pourront être imposées sur l'immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes.

4. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'acquéreur se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation municipale pour tout autre motif.

5. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités concernées, y compris le vendeur, que tout aménagement, construction ou destination qu'il entend réaliser sur l'immeuble ou lui donner, est conforme aux lois et règlements en vigueur.

6. Payer les honoraires pour la préparation du présent acte, sa publicité et les copies requises, dont trois (3) pour le vendeur.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes concernant l'immeuble.

OBLIGATION DE CONSTRUIRE

L'acquéreur s'engage, dans un délai maximum de vingt-quatre (24) mois de la date des présentes, à compléter la construction d'un bâtiment résidentiel sur l'immeuble, comptant sept (7) logements sociaux et un espace communautaire dans le cadre du programme gouvernemental « AccèsLogis », dont le coût de réalisation ne devra pas être inférieur à la somme d'UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE SOIXANTE ET ONZE DOLLARS (1 576 071,00 $), le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

Aux fins de la présente disposition, les travaux de construction seront réputés complétés lorsque le bâtiment sera totalement fermé, c'est-à-dire lorsque la toiture, les portes, les fenêtres ainsi que le revêtement extérieur auront été installés.

PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **TRENTE CINQ MILLE DOLLARS (35 000,00 $)**, que le vendeur reconnaît avoir reçu de l'acquéreur à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

ÉLECTION DE DOMICILE

Le vendeur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Ville de Montréal au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

L'acquéreur fait élection de domicile au numéro 2250 rue Florian, à Montréal, province de Québec, H2K 2P5.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit sa nouvelle adresse au vendeur, l'acquéreur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le préambule font partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, coopératives, compagnies, personnes morales ou corporations.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence du vendeur ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à un tel droit ou recours.

DÉCLARATIONS DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.).

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (R.L.R., 1985, chapitre. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ chapitre T-0.1), l'acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du vendeur.

Le vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749 RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374 TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 865965982 RT0001
T.V.Q. . :1205225737 TQ0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DU VENDEUR

L'acquéreur reconnaît avoir reçu et pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle du vendeur adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ chapitre C-19).

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties font les déclarations suivantes :

1. Les dénominations sociales et adresses du vendeur et de l'acquéreur dans la comparution sont exactes.

2. L'immeuble est situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

3. Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble, selon le vendeur/cédant et l'acquéreur/cessionnaire est de TRENTE CINQ MILLE DOLLARS (35 000,00 $)

4. Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le vendeur et l'acquéreur, et, le cas échéant, la portion de cette base d'imposition qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 de cette loi, est de CENT TREIZE MILLE NEUF CENT DIX-HUIT DOLLARS (113 918,00 $).

5. Le montant du droit de mutation est de **HUIT CENT QUATRE-VINGT-NEUF DOLLARS ET DIX-HUIT CENTS (889,18 $).**

6. Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1. de la Loi.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par:

META D'AME

_____
Par :Guy Pierre LÉVESQUE

_____
Par : Guy JOLICOEUR

_____
Me Louise LAUZON, notaire

COPIE CONFORME de l'orignal des présentes conservé en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164962002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à l'organisme à but non lucratif, Méta d'Âme, à des fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain vague situé du côté est du boulevard Pie-IX et au sud de la 39e Rue, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, pour la somme de 35 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 2 213 911 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-2562-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164962002 Méta d'Âme.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget

Tél : 514-872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Michel T TREMBLAY
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - c/E
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1160725001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines pour le projet du 1700, rue Le Ber

De recommander au conseil municipal :
D'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet du 1700, rue Le Ber.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-14 08:15

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mars 2016	Résolution: CA16 22 0110

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines pour le projet du 1700, rue Le Ber (dossier 1160725001)

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Sophie Thiébaut

ET RÉSOLU :

De recommander au conseil municipal :

D'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet du 1700, rue Le Ber.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.05 1160725001

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1160725001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines pour le projet du 1700, rue Le Ber.

Il est recommandé de :
D'Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines (égouts) pour le projet du 1700, rue Le Ber.

Signé par Aurèle BLANCHETTE **Le** 2016-02-29 15:18

Signataire : Aurèle BLANCHETTE

_____

Directeur d'arrondissement par intérim
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160725001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines pour le projet du 1700, rue Le Ber.

CONTENU

CONTEXTE

Le centre de maintenance Pointe-Saint-Charles se trouve à l'emplacement des anciens ateliers du Canadien National, un site dont les racines ferroviaires remontent au XIX^{e} siècle. Situé à moins de 2 km de la Gare Centrale, il accueille les trains circulant sur le réseau CN des lignes Deux-Montagnes (électrique), Mascouche (électrique/diesel), et Mont-Saint-Hilaire (diesel).

Ce site de 16 ha, dont les travaux de construction ont débuté au mois d'août 2015, regroupera aussi, des bâtiments et infrastructures ultra-modernes, comme :

- Une aire de stationnement pour 21 rames en garage extérieur
- Un atelier d'inspection pour deux rames complètes composées de 10 voitures et d'une locomotive
- Un atelier de réparations majeures pour cinq voitures multiniveaux, trois locomotives et deux couples de voitures automotrices MR90 électriques
- Un atelier de profilage des roues
- Un lave-train automatisé

Les grandes étapes du projet

- 2011 : Aménagement du chemin d'accès par la rue Marc-Cantin
- 2012 : Démolition des bâtiments existants
- 2013 : Lancement de l'appel de qualification
- 2015 : Début des travaux de construction
- 2017 : Fin des travaux et transfert des opérations de maintenance
- 2018 : Ouverture du centre de maintenance Pointe-Saint-Charles

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

-

DESCRIPTION

Un centre intégré dans son milieu

Situé aux portes du centre-ville de Montréal, dans un secteur à forte mixité industrielle et résidentielle, le futur centre de maintenance Pointe-Saint-Charles se veut un modèle d'intégration à son milieu.

Par l'histoire :

Le concept architectural retenu et approuvé par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement Le Sud-Ouest, reprend les lignes industrielles des anciens ateliers du CN. Le bâtiment principal réutilisera notamment pour la couverture de ses murs extérieurs, une grande partie des briques de l'ancien bâtiment principal détruit par un incendie.

Un mini centre d'interprétation sera aussi intégré au bâtiment administratif pour rappeler la riche histoire ferroviaire du secteur.

JUSTIFICATION

Pour l'emploi :

Une fois en activité, le centre d'entretien Pointe-Saint-Charles génèrera plus de 170 emplois permanents, et servira de pôle d'attraction pour plusieurs fournisseurs reliés au domaine ferroviaire.

Une entente de partenariat pour favoriser la formation de la main-d'œuvre locale aux métiers de l'industrie ferroviaire a également été signée avec le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RÉSO). Celui-ci sera chargé d'élaborer un programme de formation adapté aux besoins de l'AMT et de l'industrie, en collaboration avec les institutions d'enseignement et les milieux de travail.

Par le respect des riverains :

Dès le début du projet, en 2010, la notion de bon voisinage a été au cœur des préoccupations de l'AMT. Une étude acoustique a été commandée à une firme reconnue afin de nous assurer que les activités du centre d'entretien ne dépasseraient pas les normes municipales en vigueur en matière de bruit.

Les conclusions de l'étude ont conduit l'AMT à mettre en place, dès le début de la phase de construction du centre, des mesures concrètes :

- Une butte antibruit de 300 mètres de long et de 2 à 8 mètres de haut, constituée d'un mur acoustique et d'un talus paysagé avec un accès cyclable et piétonnier à son sommet pour offrir un point de vue sur le centre-ville. Un mur acoustique fait de béton et de panneaux translucides dans le prolongement de la butte, d'une hauteur de 7 mètres sur 134 mètres de long, pour compléter les mesures de protection des résidents.
- Un accès des camions au chantier, puis au centre de maintenance par la rue Marc-Cantin, afin de limiter la circulation dans les zones résidentielles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'émission de ce certificat est primordial pour obtenir l'autorisation du MDDELCC afin de réaliser les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à la direction du conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'attestation de non-objection représente une des formalités administratives requises de la part du MDDELCC pour l'émission du certificat d'autorisation, pour effectuer des travaux relatifs à l'eau potable, aux eaux usées et aux eaux pluviales sur le territoire de la municipalité concernée.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yves FAUCHER, Service de l'eau
Jacques BLANCHARD, Service de l'eau
Sylvain VILLENEUVE, Le Sud-Ouest

Lecture :

Yves FAUCHER, 23 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CARON
Chef de division

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Sébastien LÉVESQUE
Directeur

Tél : 514-872-6931
Télécop. : 514-872-6661

Tél : 514-872-3673
Télécop. : 872-6661

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sébastien LÉVESQUE
Directeur
Tél : 514 872-3673
Approuvé le : 2016-02-23

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166470012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier de la Ville à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), d'un certificat d'autorisation pour la réalisation d'infrastructures d'utilités publiques sur les lots portant les numéros 1 703 774 et 1 703 810, du Cadastre du Québec, en vue de permettre la construction d'un immeuble industriel par la compagnie Dollarama.

De recommander au conseil municipal :
D'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2), pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines et de surface sur les lots numéros 1 703 774 et 1 703 810 du cadastre du Québec.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-21 15:36

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 14 mars 2016	Résolution: CA16 19 0079

Recommandation au conseil municipal - Autoriser le greffier de la Ville à émettre une attestation de non-objection - Travaux de construction d'infrastructures d'utilités publiques sur les lots numéros 1 703 774 et 1 703 810 du cadastre du Québec

Il est proposé par Daniel Racicot

appuyé par Maja Vodanovic

De recommander au conseil municipal :

D'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2), pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines et de surface sur les lots numéros 1 703 774 et 1 703 810 du cadastre du Québec.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

30.04 1166470012

Danielle RUEST

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166470012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier de la Ville à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), d'un certificat d'autorisation pour la réalisation d'infrastructures d'utilités publiques sur les lots portant les numéros 1 703 774 et 1 703 810, du Cadastre du Québec, en vue de permettre la construction d'un immeuble industriel par la compagnie Dollarama.

Demander au Conseil municipal d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 pour les travaux de construction d'infrastructures souterraines et de surface pour le projet industriel situé sur les lots portant les numéros 1 703 774 et 1 703 810 du Cadastre du Québec.

Signé par Michel SÉGUIN **Le** 2016-03-03 10:06

Signataire : Michel SÉGUIN

Directeur
Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166470012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier de la Ville à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), d'un certificat d'autorisation pour la réalisation d'infrastructures d'utilités publiques sur les lots portant les numéros 1 703 774 et 1 703 810, du Cadastre du Québec, en vue de permettre la construction d'un immeuble industriel par la compagnie Dollarama.

CONTENU

CONTEXTE

Il s'agit pour le conseil municipal d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) d'un certificat d'autorisation selon l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2), en vue du prolongement du réseau d'infrastructures d'utilités publiques sur les lots portant les numéros 1 703 774 et 1 703 810 du Cadastre du Québec, ayant frontage sur la 23e Avenue, la rue Alphonse-Garépy et la rue Louis-A.-Amos, et la 23e Avenue et la rue Louis-A.-Amos, respectivement, par la compagnie Dollarama.
Le présent projet consiste en:

- Mise en place de conduites d'égouts pluviales en TBA et en PVC DR-35 pour transporter et emmagasiner les eaux pluviales;
- Mise en place de regards d'égouts sanitaires et pluviaux en béton préfabriqué;
- Mise en place de puisards et regard-puisards en béton préfabriqué pour capter les eaux pluviales;
- Aménagement d'un bassin de rétention engazonné;
- Mise en place de régulateurs de débit pour respecter les exigences quantitatives de rejet des eaux pluviales de la ville de Montréal;
- Mise en place de deux unités de traitement commercial des eaux pluviales, afin de respecter les exigences du MDDELCC

Parmi les exigences à satisfaire pour l'obtention du certificat d'autorisation du MDDELCC, le demandeur doit déposer une attestation de non-objection de la Ville à sa délivrance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Afin de permettre à la Compagnie Dollarama d'obtenir l'autorisation du MDDELCC, le greffier de la Ville doit émettre un certificat de non-objection par lequel la Ville de Montréal atteste qu'elle ne s'oppose pas à la délivrance du certificat d'autorisation par le MDDELCC pour le projet en question.

JUSTIFICATION

Le certificat d'autorisation du MDDELCC doit être obtenu avant toute construction, et ce, conformément à l'article 32 de la Loi sur la Qualité de l'environnement (LQE). Les travaux requis visent à assurer les services essentiels de la collecte et de la distribution des eaux pour l'implantation du projet industriel sur les lots portant les numéros 1 703 774 et 1 703 810 du Cadastre du Québec.
La Direction des Travaux publics de l'arrondissement a pris connaissance des travaux visés et ne s'objecte pas à leur réalisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA 2016: Résolution demandant au CM d'autoriser le greffier de la Ville à émettre une attestation de non-objection

- CE 2016: Résolution approuvant la demande de l'arrondissement
- CM 2016: Résolution autorisant le greffier de la Ville à émettre une attestation de non -objection

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'attestation de non-objection représente une des formalités administratives requises de la part du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour l'émission du certificat d'autorisation, pour effectuer des travaux relatifs à l'eau potable, aux eaux usées et pluviales sur le territoire de la municipalité.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christophe ASHKAR, Lachine
Dominique DEVEAU, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

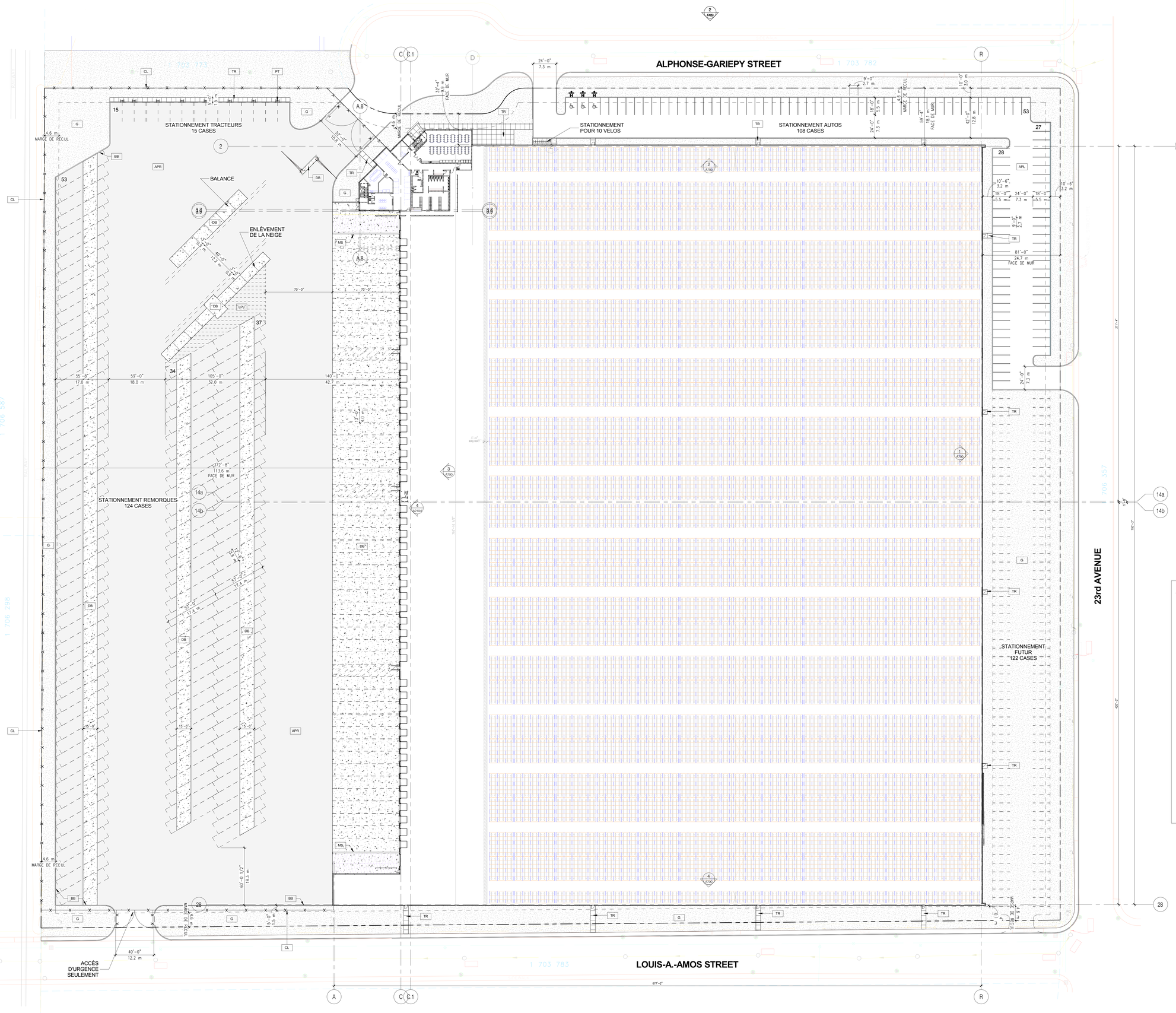
Fella Amina MAHERZI
Conseillère en aménagment

Tél : 514 634-3471 poste 284
Télécop. : 514 780-7709

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Michel SÉGUIN
Directeur

Tél : 514 634-3471 poste 290
Télécop. : 514 780-7709



LÉGENDE DE MARQUEURS

- CLOISONS INTÉRIEUR
- COMPOSITION MURS EXTÉRIEURS
- NIVEAU DE PLAFOND A.P.F. — AU-DESSUS PLANCHER FINI
- 000'-00" — RÉFÉRENCE DE NIVEAU
- XX — ÉLÉVATIONS: MATÉRIAUX & FINIS
- A1.1 — NOTES
- XXX — ABBRÉVIATION: VOIR LÉGENDE
- INDICATEUR DE RÉVISION
- XXX — NUMÉROTATION DES PORTES
- FXXX — NUMÉROTATION DES FENÊTRES
- XXX / XXXX — RÉFÉRENCE DE DÉTAIL
- XXX / XXXX — RÉFÉRENCE DE COUPE
- XXX'-XX" / XXX'-XX" — NIVEAU
- XX — ROOM XXX XXX XX S.F. — NUMÉROTATION DES PIÈCES ET SUPERFICIE
- XXX / XXXX — RÉFÉRENCE ÉLÉVATION DE PIÈCE
- XXX / XXXX — ÉLÉVATION
- 98 000 — NIVEAU DES DALLES DE BÉTON (ARCHITECTURE) (SE RÉFÉRER AU PLAN DE SITE POUR LA RELATION AVEC LE NIVEAU GÉODÉSIQUE)

LÉGENDE D'ABREVIATION

A.P.F.	AUDESSUS PLANCHER FINI
JC	JOINT DE CONTRÔLE
CL	CENTRE-LIGNE
D.P.	DRAIN DE PLANCHER
E.B.	EN BAS
E.H.	EN HAUT
EX	EXISTANT
GA.	GAUGE
GALV.	GALVANISÉ
P.B.	POINT BAS
P.H.	POINT HAUT
H.C.	HORS CONTRAT
N/A	NON-APPLICABLE
N.I.C.	NON INCLUS AU CONTRAT
N.A.E.	NON A L'ÉCHELLE
C.C.	CENTRE À CENTRE
S.I.C.	SAUF INDICATION CONTRAIRE
TYP.	TYPIQUE

LÉGENDE DE SYMBOLES- SITE

- APL — ASPHALTE LÉGÈRE
- APR — ASPHALTE ROBUSTE
- BB — BORDURE EN BÉTON, VOIR CIVIL POUR DÉTAIL
- BGE — BOLLARD EXTÉRIEUR EN ACIER GALVANISÉ Ø 8 REMPLI DE BÉTON, FINI AVEC 2 BANDES RÉFLÉCHISSANTES DE 2" DE LARGE DE TYPE 3M. VOIR DÉTAIL
- CL — CLÔTURE "FROST", 8'-0" DE HAUTEUR
- DB — DALLE DE BÉTON (DOLLY PAD)
- G — GAZON ET AIRE PAYSAGER, VOIR AMÉNAGEMENT PAYSAGER
- H — ENSEIGNE POUR STATIONNEMENT HANDICAPPÉ SELON LES NORMES DE LA VILLE
- LMP — LAMPADAIRE, VOIR ÉLECTRIQUE
- LPJ — LIGNE PEINT JAUNE - EXTÉRIEUR
- MS — MUR DE SOUTÈNEMENT
- PT — PRISE DE RECHARGE POUR TRACTEURS SUR POTEAU EN ACIER GALVANISÉ. VOIR DÉTAIL
- PV — PAVÉ UNI (TYPE ET PATRON A SUIVRE)
- TR — TROTTOIR

STATISTIQUES DU SITE

USAGE DE BÂTIMENT		F2
SUPERFICIE DU SITE	**927,230 pi²**	**86,142.5 m²**
SUPERFICIE DE BÂTIMENT		
REZ-DE-CHAUSSEE		
- ENTREPOT	464,216 pi²	44,985.1 m²
- SUPERFICIE DE BUREAUX	7,578 pi²	704.0 m²
MEZZANINE		
- MEZZ. D'ENTREPOSAGE	7,445 pi²	691.7 m²
- MEZZ. ELECTRIQUE	311 pi²	28.9 m²
- MEZZ. GENERATRICE	158 pi²	14.7 m²
SUPERFICIE TOTALE	**499,608 pi²**	**46,424.4 m²**
POURCENTAGE DE CONSTRUCTION AU SOL		53.9%
CASES DE STATIONNEMENT		
CASES DE STATIONNEMENT AUTOS		108
CASES DE STATIONNEMENT TRACTEURS		15
CASES DE STATIONNEMENT REMORQUES		124

ARPENTAGE:

TOUS LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU TERRAIN PROVIENNENT DU PLAN D'ARPENTAGE DE: **ARSÉNAULT & LÉMAY.**

DOSSIER: 2015-08-23
MINUTE: 17 567
EN DATE DU: 2015.10.19
REÇU LE: 2015.10.17

IMPLANTATION:

CE BÂTIMENT EST PARALLÈLE À LA LIGNE DE PROPRIÉTÉ **EST** (23 ième Avenue).

DIMENSIONS:

TOUTES LES DIMENSIONS DU BÂTIMENT SONT PRISES À L'EXTÉRIEUR DES MURS À 1'-0" AU-DESSUS DU PLANCHER.

PROTECTION-INCENDIE:

CE BÂTIMENT SERA MUNI D'UN SYSTÈME DE GICLEURS AUTOMATIQUES ET D'UN SYSTÈME D'ALARME-INCENDIE SUR TOUTES LES AIRES DE PLANCHER POUR RESPECTER LES EXIGENCES DU CODE DU BÂTIMENT ET CEUX DES ASSUREURS.

No.	Date	Revision	By
1	2015.10.23	Émis pour PIIA	KC

DOLLARAMA $1.00

Centre de distribution
DOLLARAMA

Lachine — Québec

Ordre des architectes du Québec — HENRY COVLENSKY — ARCHITECT

Droit d'auteur G K C Architectes
Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions et conditions devront être vérifiées au chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conformes aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et ce, pour tous les corps de métier.

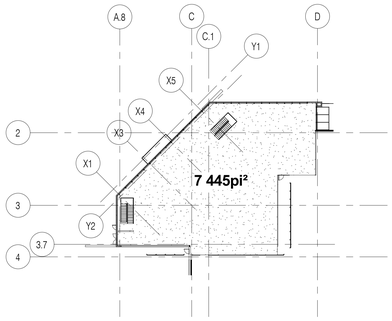
ARCHITECTURE

PLAN D'IMPLANTATION

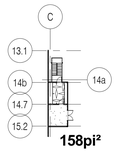
DESSINÉ PAR: Author — DATE: 2015/10/02
VÉRIFIÉ PAR: Checker — FOLIO: 15053
ÉCHELLE: As indicated — NO. DESSIN: **A100** R1

GKC ARCHITECTES
7275 SAINT-URBAIN, BUREAU 100, MONTRÉAL (QUÉBEC), H2R 2Y5
T : 514.737.6255 F : 514.789.4479 info@gkc.ca
www.gkc.ca

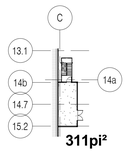
GKC
ARCHITECTES
7275 SAINT-URBAIN, BUREAU 100, MONTREAL (QUEBEC), H2R 2Y5
T : 514.737.0255 F : 514.789.4479 info@gkc.ca
www.gkc.ca



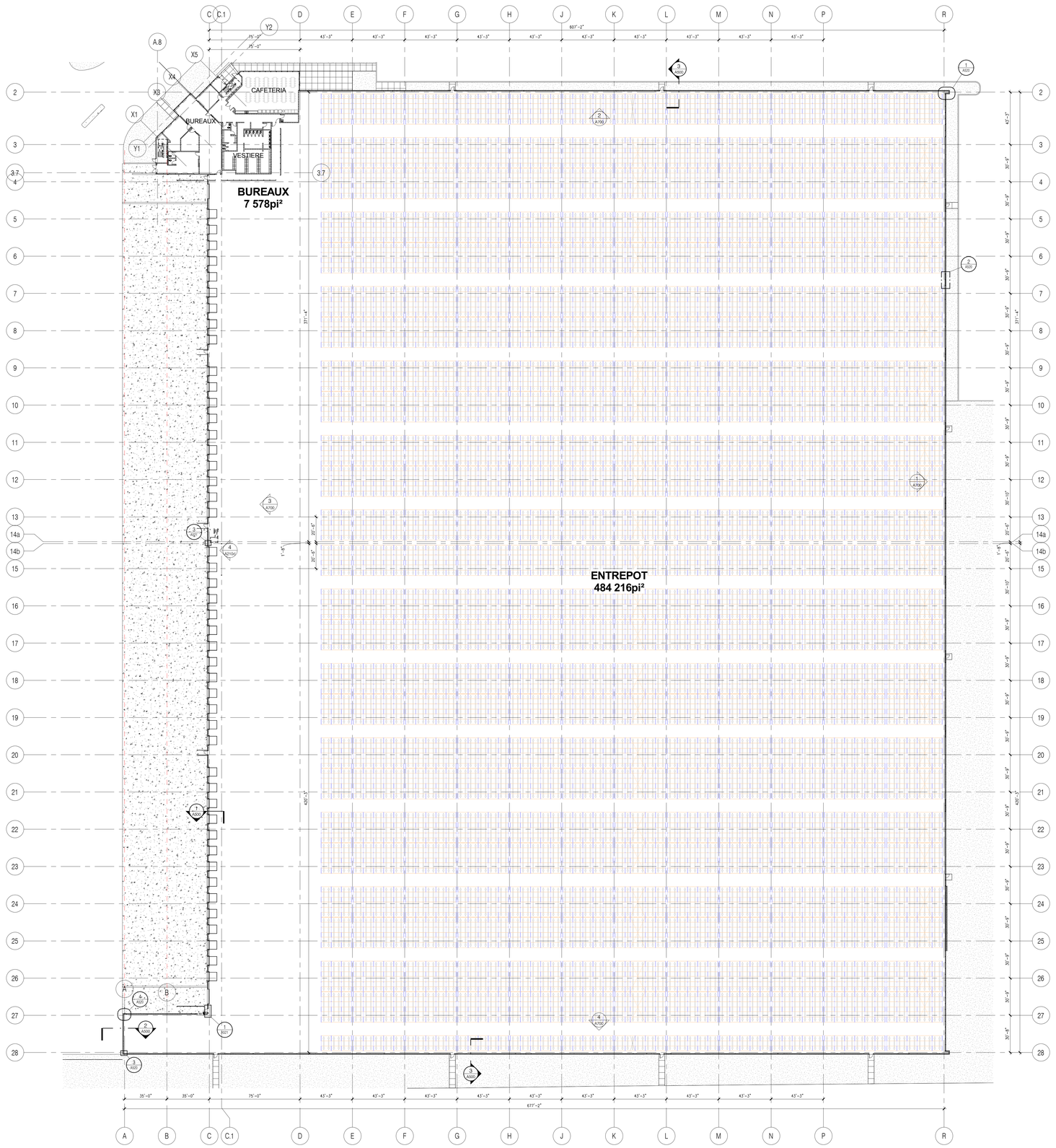
4 MEZZANINE ENTREPOT
A210 Scale: 1/32" = 1'-0"



3 MEZZANINE GENERATRICE
A210 Scale: 1/32" = 1'-0"



2 MEZZANINE ELECTRIQUE
A210 Scale: 1/32" = 1'-0"



1 PLAN DU REZ-DE-CAHUSSEE
A210 Scale: 1/32" = 1'-0"

No.	Date	Revision	Par
1	2015.10.23	Émis pour PIIA	a.c.

DOLLARAMA $1.00

Centre de distribution
DOLLARAMA

Lachine Québec

Ordre des architectes du Québec
HENRY CIVILEVSKY
ARCHITECT

Droit d'auteur G K C Architectes
Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions doivent être vérifiées sur le chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conformes aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et ce pour tous les corps de métier.

ARCHITECTURE

PLAN DU REZ DE CHAUSSEE

DESSINÉ PAR: Author DATE: 2015/10/02

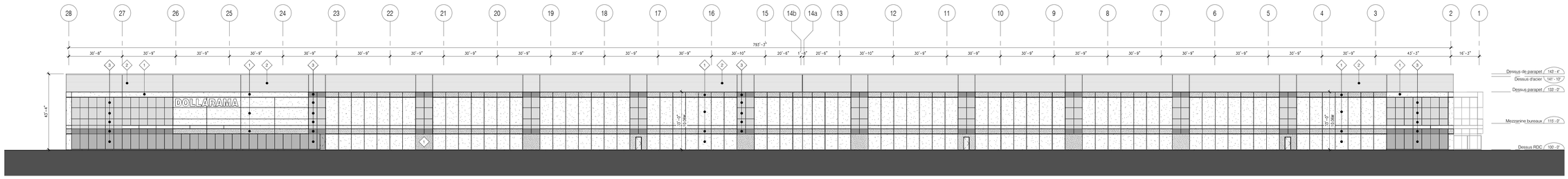
VÉRIFIÉ PAR: Checker FOLIO: 15053

ÉCHELLE: 1/32" = 1'-0" NO. DESSIN:

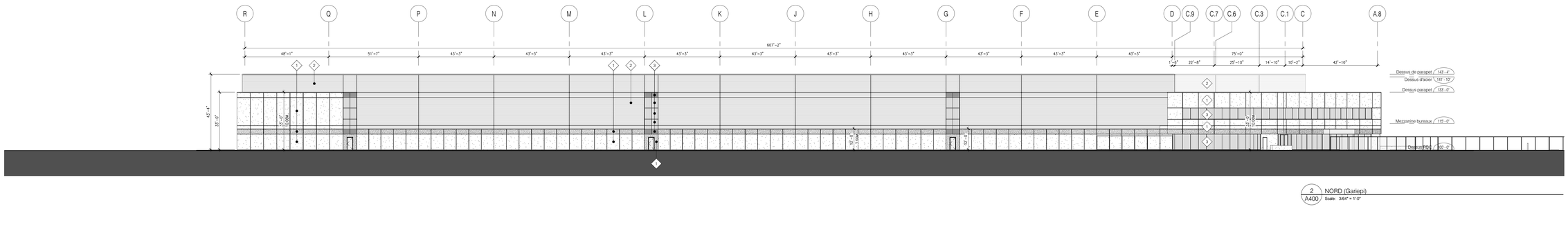
A210 R1

LÉGENDE DES ÉLÉVATIONS (FINIS EXTÉRIEURS) :

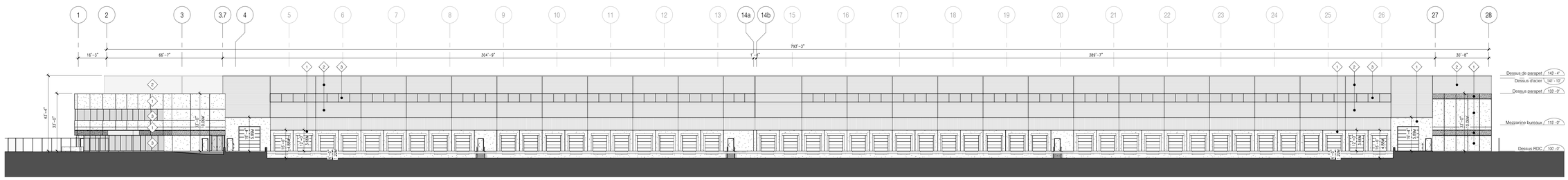
- 1 PANNEAUX EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ
  - AGRÉGATS BLANCS EXPOSÉS (ASPECT RUGUEUX BLANC)
  - CIMENT GRIS (ASPECT LISSE GRIS)
- 2 PANNEAUX MÉTALLIQUES TYPE CORRUGUÉ
- 3 MURS RIDEAUX EN ALUMINIUM ET VERRE



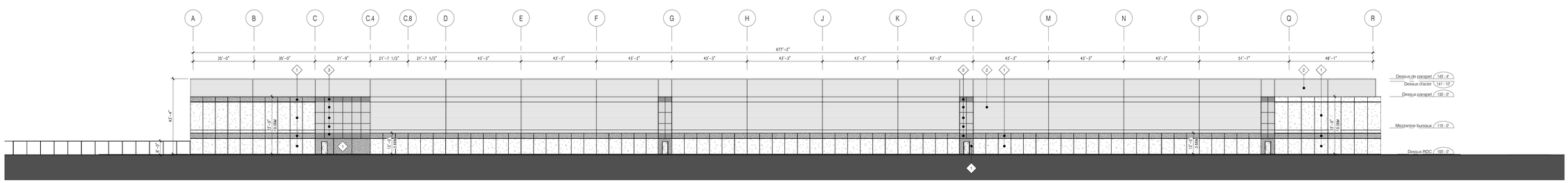
1 / A400 EST (23ième Avenue)
Scale: 3/64" = 1'-0"



2 / A400 NORD (Gariepi)
Scale: 3/64" = 1'-0"



3 / A400 OUEST (cour arrière)
Scale: 3/64" = 1'-0"



4 / A400 SUD (Louis-A-Amos)
Scale: 3/64" = 1'-0"

GKC ARCHITECTES
7275 SAINT-URBAIN, BUREAU 100, MONTREAL (QUEBEC), H2R 2Y5
T : 514.737.0255 F : 514.789.4479 info@gkc.ca
www.gkc.ca

No.	Date	Revision	Par
1	2015.10.23	Émis pour PIIA	a.c.

DOLLARAMA

Centre de distribution
DOLLARAMA

Lachine Québec

Ordre des architectes du Québec — HENRY-DOVIENSKY — ARCHITECT

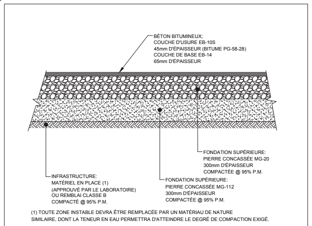
Droit d'auteur G K C Architectes
Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions doivent être vérifiées sur le chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conformes aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et en date de ce dessin.

ARCHITECTURE

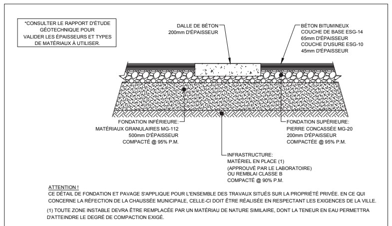
ELEVATIONS

DESSINÉ PAR: MB
DATE: 2015/10/02
VÉRIFIÉ PAR: JC
FOLIO: 15053
ÉCHELLE: 3/64" = 1'-0"
NO. DESSIN:

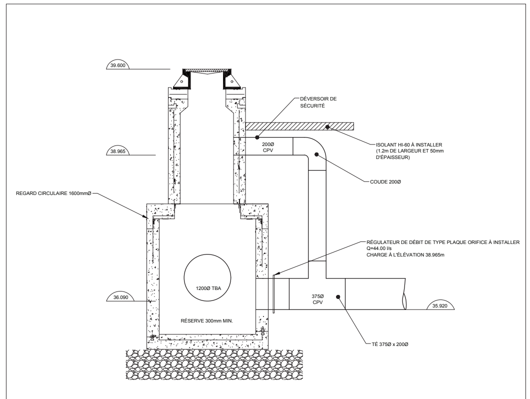
A400 R1



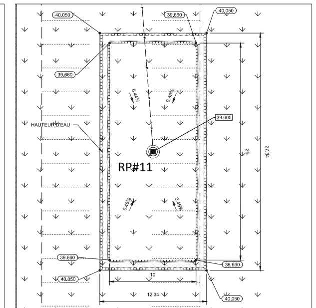
DÉTAIL #6 - FONDATION ET PAVAGE - RUE
ÉCHELLE: AUCUNE



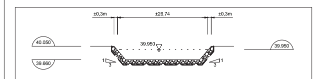
DÉTAIL #7 - TRANSITION PAVAGE - DALLE DE BÉTON
ÉCHELLE: AUCUNE



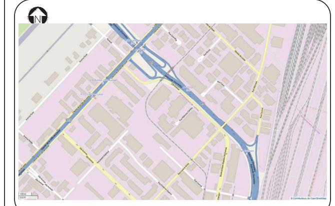
DÉTAIL #8 - REGARD RP#02
ÉCHELLE: AUCUNE



DÉTAIL #9 - BASSIN DE RÉTENTION
ÉCHELLE: AUCUNE

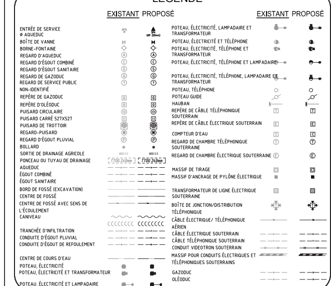


BASSIN DE RÉTENTION - COUPE
ÉCHELLE: AUCUNE



PLAN DE LOCALISATION

LÉGENDE



DEVIS

1. **DESCRIPTION DES TRAVAUX**

AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL, L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER QUE TOUTES LES SERVITUDES, AUTORISATIONS ET PERMIS NÉCESSAIRES ONT ÉTÉ ACQUIS (PAR LE PROPRIÉTAIRE ET AUTRES).

L'ENTREPRENEUR DOIT AVOIR VISITÉ LES LIEUX ET DOIT EFFECTUER SES PROPRES VÉRIFICATIONS SUR LE TERRAIN AFIN D'EN VÉRIFIER ET VALIDER L'ÉTAT ACTUEL ET PROPOSÉ AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

L'ENTREPRENEUR DOIT OBLIGATOIREMENT FAIRE LOCALISER LES CONDUITS ET MASSIFS ENFOUIS APPARTENANT AUX COMPAGNIES D'UTILITÉS PUBLIQUES PAR `` INFO-EXCAVATION`` AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX D'EXCAVATION. LES UTILITÉS PUBLIQUES EX. NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT MONTRÉES AU(X) PRÉSENT(S) PLAN(S).

LA LOCALISATION DES CONDUITES D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC EX. MONTRÉES AU(X) PLAN(S) EST APPROXIMATIVE. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER UNE FOUILLE AFIN DE VÉRIFIER ET VALIDER LA PROFONDEUR DE CES CONDUITES EX.ES. SI DES ÉCARTS IMPORTANTS SONT CONSTATÉS ENTRE LES PROFONDEURS RÉELLES ET CELLES INSCRITES AU PLAN, L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER L'INGÉNIEUR SANS DÉLAI AFIN QUE CE DERNIER APPORTE LES MODIFICATIONS NÉCESSAIRES REQUISES.

L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR LA MISE EN PLACE D'AU MOINS 200mm DE TERRE VÉGÉTALE AVANT D'EFFECTUER SES TRAVAUX D'ENGAZONNEMENT ET/OU D'ENSEMENCEMENT ET/OU DE PLANTATION.

SI REQUIS, L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LE MARQUAGE DE LA RUE EN CONFORMITÉ AVEC LES SPÉCIFICATIONS DU C.C.D.G.(PLUS RÉCENTE VERSION). LA COULEUR DU MARQUAGE SERA CONFIRMÉE PAR LE PROPRIÉTAIRE ET/OU LA VILLE ET/OU L'INGÉNIEUR.

À LA FIN DES TRAVAUX, ET COMME CONDITION À L'ACCEPTATION PROVISOIRE, L'ENTREPRENEUR DOIT SOUMETTRE À L'INGÉNIEUR UNE COPIE INFORMATIQUE (CAD) SIGNÉE DES PLANS FINAUX ``TEL QUE CONSTRUIT`` DU PROJET, MONTRANT DE FACON CLAIRE, NETTE, PROPRE ET RPÉCISE, TOUS LES TRAVAUX , LES CHANGEMENTS, ADDITIONS OU AUTRES QUI ONT ÉTÉ APPORTÉS EN COUR D'EXÉCUTION DU PROJET.

TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS AUX PLANS ET DÉCRITS OU NON CI-APRÈS ET QUI SONT REQUIS POUR L'EXÉCUTION COMPLÈTE DES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE INCLUS À L'INTÉRIEUR DU PRIX DE SOUMISSION DE L'ENTREPRENEUR.

2. **ÉGOUT SANITAIRE**

L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER TOUS LES TRAVAUX D'ÉGOUT SANITAIRE EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU DEVIS NORMALISÉ (NQ 1809-300).

LES RÉSEAUX D'ÉGOUT SANITAIRE EX. DOIVENT ÊTRE MAINTENUS EN OPÉRATION DE FAÇON CONTINUE POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX; LE TOUT AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR. AUCUN POMPAGE (« BYPASS ») DES EAUX USÉES VERS LES RÉSEAUX D'ÉGOUT PLUVIAL EX. NE SERA TOLÉRÉ DURANT LES TRAVAUX.

2.1. **CONDUITES ET BRANCHEMENTS**

LES NOUVELLES CONDUITES PRINCIPALES, DE DIAMÈTRES INSCRITS AUX PLANS DOIVENT ÊTRE EN CPV DR-35.

L'ASSISE ET L'ENROBAGE DES CONDUITES ET BRANCHEMENTS DEVRA ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉE CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER; LE TOUT COMPACTÉ À 95% P.M. LORSQUE APPLICABLE.

ADVENANT LE CAS OÙ L'ASSÈCHEMENT DU FOND DES EXCAVATIONS S'AVÈRE IMPOSSIBLE ET CE, APRÈS QUE L'ENTREPRENEUR AIT TOUT TENTÉ À CETTE FIN, L'ASSISE DES CONDUITES ET BRANCHEMENTS POURRA, SUR APPROBATION AU PRÉALABLE DU LABORATOIRE ET DE L'INGÉNIEUR, ÊTRE CONSTITUÉE DE PIERRE NETTE 40mm ENVELOPPÉE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE NON TISSÉE DONT LE RECOUVREMENT AU JOINT DEVRA ÊTRE, AU MINIMUM, DE 600mm ET D'UNE COUCHE DE 150mm DE PIERRE CONCASSÉE CG-14 COMPACTÉE À 95% P.M. IL DEMEURE TOUTEFOIS LE SEUL RESPONSABLE D'EFFECTUER SES PROPRES VÉRIFICATIONS SUR LE TERRAIN AU MOMENT DE PRÉPARER SA SOUMISSION AFIN D'ÉVALUER LES ENDROITS POTENTIELS OÙ LA CONFECTION D'UNE ASSISE ET ENROBEMENT EN PIERRE NETTE 40mm, MEMBRANE ET CG-14 COMPACTÉ SERONT REQUIS; LE TOUT À SES FRAIS.

2.2. **REGARDS**

LE DIAMÈTRE DES NOUVEAUX REGARDS D'ÉGOUT SANITAIRE DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE DE 1200mm AU MINIMUM. CEUX-CI DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE CIRCULAIRES ET EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ TEL QUE LE MODÈLE M-1200 FLEX-LOK 200 DE LÉCUYER (OU ÉQUIVALENT) ET DOIVENT ÊTRE FOURNIS AVEC TOUS LES AUTRES ACCESSOIRES REQUIS (ÉCHELONS, DÉFLECTEURS, ETC.). LE PREMIER ÉCHELON DOIT SE SITUER À 450mm SOUS LE COUVERCLE. LES DIAMÈTRES ANTICIPÉS DE CHACUN DES NOUVEAUX REGARDS PROPOSÉS SONT INSCRITS AUX PLANS. L'ENTREPRENEUR DEMEURE TOUTEFOIS RESPONSABLE D'EFFECTUER SES PROPRES VÉRIFICATIONS À CETTE FIN ET DOIT PRENDRE NOTE QU'AUCUNE RÉCLAMATION NE LUI SERA ACCORDÉE SI LES DIAMÈTRES DES REGARDS INSCRITS AUX DESSINS D'ATELIER SOUMIS PAR SON FOURNISSEUR DIFFÉRENT DE CEUX INSCRITS AUX PLANS.

LES REGARDS DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE MUNIS DE GARNITURES DE CAOUTCHOUC ÉTANCHES POUR LE RACCORDEMENT DES CONDUITES.

LES REGARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS DE CADRE AJUSTABLE ET COUVERCLE EN FONTE TEL QUE LE MODÈLE C-50-MS DE LA FONDERIE LAPERLE (OU ÉQUIVALENT). LE CADRE GUIDEUR CONIQUE DOIT ÊTRE EN FONTE TEL QUE LE MODÈLE CG-30.5C DE LA FONDERIE LAPERLE (OU ÉQUIVALENT).

LES REGARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS DE CUNETTE. L'ENTREPRENEUR, DANS SON PRIX, DEVRA INCLURE LE COÛT POUR L'INSTALLATION DU BÉTON ENTRE LA CUNETTE PRÉFABRIQUÉE ET LE TUYAU PROJETÉ.

L'ASSISE DES REGARDS DEVRA ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉE CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER ET COMPACTÉE À 95% P.M.

UNE MEMBRANE DE TYPE TEX-O-FLEX 40-12 (OU ÉQUIVALENT) DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE FOURNIE ET MISE EN PLACE AUTOUR DES REGARDS SUR UNE HAUTEUR MINIMALE DE 1,2m AVANT LES OPÉRATIONS DE REMBLAYAGE. LE CHEVAUCHEMENT MINIMAL DE CELLE-CI DOIT ÊTRE DE 300mm ET ELLE DOIT ÊTRE ATTACHÉE À L'AIDE DE CORDES OU D'ATTACHES. LE REMBLAI AUTOUR DES NOUVEAUX REGARDS DOIT ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉ CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER SUR UNE LARGEUR MINIMALE DE 600mm; LE TOUT MIS EN PLACE PAR COUCHES SUCCESSIVES MAXIMALES DE 300mm D'ÉPAISSEUR COMPACTÉES À 95% P.M. JUSQU'À LA LIMITE DE L'INFRASTRUCTURE.
LES TAMPONS DES COUVERCLES DOIVENT PORTER L'INSCRIPTION SUIVANTES: SANITAIRE

2.3. **NETTOYAGE ET ESSAIS**

L'ENTREPRENEUR DOIT PROCÉDER, VIA UNE FIRME SPÉCIALISÉE ET RECONNUE DANS LE DOMAINE, AU NETTOYAGE ET À L'INSPECTION TÉLÉVISÉE DES NOUVELLES CONDUITES PRINCIPALES ET REGARDS; LE TOUT EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA NORME NQ 1809-300. LA VÉRIFICATION DES DÉFORMATIONS DE LA NOUVELLE CONDUITE PRINCIPALE EST ÉGALEMENT EXIGÉE.

L'ENTREPRENEUR DOIT OBLIGATOIREMENT AVISER L'INGÉNIEUR AU MOINS QUARANTE-HUIT (48) HEURES À L'AVANCE AVANT DE RÉALISER TOUS LES ESSAIS REQUIS; FAUTE DE QUOI CEUX-CI SERONT CONSIDÉRÉS NULS.

L'ENTREPRENEUR DOIT REMETTRE À L'INGÉNIEUR UN RAPPORT DE CONFORMITÉ SIGNÉ ET SCELLÉ PAR UN INGÉNIEUR EN RELATION AVEC LES ESSAIS EFFECTUÉS ET AUTRES VÉRIFICATIONS EXIGÉES. LA RÉCEPTION DU RAPPORT DE CONFORMITÉ EST UN PRÉ-REQUIS ESSENTIEL À LA RÉCEPTION PROVISOIRE DES OUVRAGES.

3. . . . .

L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER TOUS LES TRAVAUX D'ÉGOUT PLUVIAL EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU DEVIS NORMALISÉ NQ 1809-300.

LES RÉSEAUX D'ÉGOUT PLUVIAL EX. DOIVENT ÊTRE MAINTENUS EN OPÉRATION DE FAÇON CONTINUE POUR TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX; LE TOUT AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR. AUCUN POMPAGE (« BYPASS ») DES EAUX PLUVIALES VERS LES RÉSEAUX D'ÉGOUT SANITAIRE EX. NE SERA TOLÉRÉ DURANT LES TRAVAUX.

3.1. **CONDUITES ET BRANCHEMENTS**

LES NOUVELLES CONDUITES D'ÉGOUT PLUVIAL, DE DIAMÈTRES INSCRITS AUX PLANS, DOIVENT ÊTRE EN CPV DR-35 OU EN TBA CL IV.

L'ASSISE ET L'ENROBAGE DES CONDUITES ET BRANCHEMENTS DEVRA ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉE CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER; LE TOUT COMPACTÉ À 95% P.M. LORSQUE APPLICABLE.

ADVENANT LE CAS OÙ L'ASSÈCHEMENT DU FOND DES EXCAVATIONS S'AVÈRE IMPOSSIBLE ET CE, APRÈS QUE L'ENTREPRENEUR AIT TOUT TENTÉ À CETTE FIN, L'ASSISE DES CONDUITES ET BRANCHEMENTS POURRA, SUR APPROBATION AU PRÉALABLE DU LABORATOIRE ET DE L'INGÉNIEUR, ÊTRE CONSTITUÉE DE PIERRE NETTE 40mm ENVELOPPÉE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE NON TISSÉE DONT LE RECOUVREMENT AU JOINT DEVRA ÊTRE, AU MINIMUM, DE 600mm ET D'UNE COUCHE DE 150mm DE PIERRE CONCASSÉE MG-20 COMPACTÉE À 95% P.M. IL DEMEURE TOUTEFOIS LE SEUL RESPONSABLE D'EFFECTUER SES PROPRES VÉRIFICATIONS SUR LE TERRAIN AU MOMENT DE PRÉPARER SA SOUMISSION AFIN D'ÉVALUER LES ENDROITS POTENTIELS OÙ LA CONFECTION D'UNE ASSISE ET ENROBEMENT EN PIERRE NETTE 40mm, MEMBRANE ET MG-20 COMPACTÉ SERONT REQUIS; LE TOUT À SES FRAIS.

3.2. **REGARDS**

LE DIAMÈTRE DES NOUVEAUX REGARDS D'ÉGOUT PLUVIAL DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE DE 1200 mm AU MINIMUM. CEUX-CI DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE CIRCULAIRES ET EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ TEL QUE LE MODÈLE M-1200 FLEX-LOK 100 DE LÉCUYER (OU ÉQUIVALENT) ET DOIVENT ÊTRE FOURNIS AVEC TOUS LES AUTRES ACCESSOIRES REQUIS (ÉCHELONS, DÉFLECTEURS, ETC.). LE PREMIER ÉCHELON DOIT SE SITUER À 450mm SOUS LE COUVERCLE. LES DIAMÈTRES ANTICIPÉS DE CHACUN DES NOUVEAUX REGARDS PROPOSÉS SONT INSCRITS AUX PLANS. L'ENTREPRENEUR DEMEURE TOUTEFOIS RESPONSABLE D'EFFECTUER SES PROPRES VÉRIFICATIONS À CETTE FIN ET DOIT PRENDRE NOTE QU'AUCUNE RÉCLAMATION NE LUI SERA ACCORDÉE SI LES DIAMÈTRES DES REGARDS INSCRITS AUX DESSINS D'ATELIER SOUMIS PAR SON FOURNISSEUR DIFFÉRENT DE CEUX INSCRITS AUX PLANS.

LES REGARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS D'UNE RÉSERVE DE 300mm.

LES REGARDS DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE MUNIS DE GARNITURES DE CAOUTCHOUC ÉTANCHES POUR LE RACCORDEMENT DES CONDUITES.

LES REGARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS DE CADRE AJUSTABLE ET COUVERCLE EN FONTE TEL QUE LE MODÈLE C-50-MS DE LA FONDERIE LAPERLE (OU ÉQUIVALENT). LE CADRE GUIDEUR CONIQUE DOIT ÊTRE EN FONTE TEL QUE LE MODÈLE CG-30.5C DE LA FONDERIE LAPERLE (OU ÉQUIVALENT).

LES REGARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS DE CUNETTE. L'ENTREPRENEUR, DANS SON PRIX, DEVRA INCLURE LE COÛT POUR L'INSTALLATION DU BÉTON ENTRE LA CUNETTE PRÉFABRIQUÉE ET LE TUYAU PROJETÉ.

L'ASSISE DES REGARDS DEVRA ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉE CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER ET COMPACTÉE À 95% P.M.

UNE MEMBRANE DE TYPE TEX-O-FLEX 40-12 (OU ÉQUIVALENT) DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE FOURNIE ET MISE EN PLACE AUTOUR DES REGARDS AVANT LES OPÉRATIONS DE REMBLAYAGE. LE CHEVAUCHEMENT MINIMAL DE CELLE-CI DOIT ÊTRE DE 300mm ET ELLE DOIT ÊTRE ATTACHÉE À L'AIDE DE CORDES OU D'ATTACHES. LE REMBLAI AUTOUR DES NOUVEAUX REGARDS DOIT ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉ CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER SUR UNE LARGEUR MINIMALE DE 600mm; LE TOUT MIS EN PLACE PAR COUCHES SUCCESSIVES MAXIMALES DE 300mm D'ÉPAISSEUR COMPACTÉES À 95% P.M. JUSQU'À LA LIMITE DE L'INFRASTRUCTURE.

LES TAMPONS DES COUVERCLES DES REGARDS DOIVENT PORTER L'INSCRIPTION SUIVANTE: PLUVIAL

3.3. **PUISARDS**

LE DIAMÈTRE DES NOUVEAUX PUISARDS DOIT ÊTRE DE 600 mm AU MINIMUM. CEUX-CI DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE CIRCULAIRES ET EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ TEL QUE LE MODÈLE P-1 DE LÉCUYER (OU ÉQUIVALENT) ET DOIVENT ÊTRE FOURNIS AVEC TOUS LES AUTRES ACCESSOIRES REQUIS (CLOCHE EN FONTE, ETC.). UNE DALLE CIRCULAIRE DE 1200mm DE DIAMÈTRE ET DE 200mm D'ÉPAISSEUR EST EXIGÉE SOUS TOUS LES PUISARDS.

LES PUISARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS D'UNE RÉSERVE DE 300mm.

LES PUISARDS DOIVENT ÊTRE MUNIS DE CADRE AJUSTABLE ET GRILLE ANTIVÉLO DE 750mm EN FONTE TEL QUE LE MODÈLE C50P DE LA FONDERIE LAPERLE (OU ÉQUIVALENT). LE CADRE GUIDEUR CONIQUE DOIT ÊTRE EN FONTE TEL QUE LE MODÈLE CG-29.5 DE LA FONDERIE LAPERLE (OU ÉQUIVALENT).

L'ASSISE DES PUISARDS DEVRA ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉE CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER ET COMPACTÉE À 95% P.M.

UNE MEMBRANE DE TYPE TEX-O-FLEX 40-12 (OU ÉQUIVALENT) DOIT OBLIGATOIREMENT ÊTRE FOURNIE ET MISE EN PLACE AUTOUR DES PUISARDS AVANT LES OPÉRATIONS DE REMBLAYAGE (LE REMBLAI AUTOUR DES NOUVEAUX PUISARDS DOIT ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉ CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER SUR UNE LARGEUR MINIMALE DE 600mm; LE TOUT MIS EN PLACE PAR COUCHES SUCCESSIVES MAXIMALES DE 300mm D'ÉPAISSEUR COMPACTÉES À 95% P.M. JUSQU'À LA LIMITE DE L'INFRASTRUCTURE).

3.4. **NETTOYAGE ET ESSAIS**

L'ENTREPRENEUR DOIT PROCÉDER, VIA UNE FIRME SPÉCIALISÉE ET RECONNUE DANS LE DOMAINE, AU NETTOYAGE ET À L'INSPECTION TÉLÉVISÉE DES NOUVELLES CONDUITES PRINCIPALES (EXCEPTION FAITE DES PONCEAUX) ET REGARDS ET AU NETTOYAGE ET À L'INSPECTION VISUELLE DES PUISARDS RACCORDÉS À CETTE CONDUITE PRINCIPALE; LE TOUT EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA NORME NQ 1809-300. LA VÉRIFICATION DES DÉFORMATIONS DES CONDUITES PRINCIPALES EST ÉGALEMENT EXIGÉE.

L'ENTREPRENEUR DOIT OBLIGATOIREMENT AVISER L'INGÉNIEUR AU MOINS QUARANTE-HUIT (48) HEURES À L'AVANCE AVANT DE RÉALISER TOUS LES ESSAIS REQUIS; FAUTE DE QUOI CEUX-CI SERONT CONSIDÉRÉS NULS.

L'ENTREPRENEUR DOIT REMETTRE À L'INGÉNIEUR UN RAPPORT DE CONFORMITÉ SIGNÉ ET SCELLÉ PAR UN INGÉNIEUR EN RELATION AVEC LES ESSAIS EFFECTUÉS ET AUTRES VÉRIFICATIONS EXIGÉES. LA RÉCEPTION DU RAPPORT DE CONFORMITÉ EST UN PRÉ-REQUIS ESSENTIEL À LA RÉCEPTION PROVISOIRE DES OUVRAGES.

4. AQUEDUC

L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER TOUS LES TRAVAUX D'AQUEDUC EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES NQ 1809-300.

4.1. **CONDUITES ET BRANCHEMENTS**

LES CONDUITES PRINCIPALES, DE DIAMÈTRES INSCRITS AUX PLANS, DOIVENT ÊTRE DE TYPE BIONAX PVCO DE IPEX OU EN CPV DR-18 CONFORME AU NORMES C-900 DE L'AWWA.

TOUS LES RACCORDS (COUDES, TÉS, ETC.) DOIVENT ÊTRE EN CPV À JOINT « TYTON »ET DOIVENT ÊTRE DE MÊME CLASSE ET PROVENIR DU MÊME FOURNISSEUR QUE LES CONDUITES PRINCIPALES.

UN ISOLANT RIGIDE DE HAUTE DENSITÉ (HI-40), HYDROFUGE, D'ÉPAISSEUR ET DE LARGEUR CALCULÉES SELON LA FORMULE CI-APRÈS, DOIT ÊTRE INSTALLÉ AU-DESSUS DE LA CONDUITE D'AQUEDUC ET DES BRANCHEMENTS DE SERVICE LORSQUE LE REMBLAI AU-DESSUS DE CEUX-CI EST INFÉRIEUR À 2.20 m :

I = D + 2 ((2.2-X) - 0.3)

E = 25mm PAR 300mm DE REMBLAI MANQUANT POUR ATTEINDRE 2.20m DE COUVERTURE

OÙ :

I = LARGEUR DE L'ISOLANT REQUIS (m)
D = DIAMÈTRE DE LA CONDUITE (m)
X = PROFONDEUR DE L'ISOLANT (m)
E = ÉPAISSEUR DE L'ISOLANT REQUIS (ÉPAISSEUR MINIMALE ACCEPTÉE = 50mm)

TOUS LES ACCESSOIRES TELS QUE LES BOULONS, ETC., DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE 304.

DES JOINTS DE RETENUE ET BUTÉES DE BÉTON DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS À TOUS LES ENDROITS REQUIS ET DOIVENT ÊTRE FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR; LE TOUT EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA NORME NQ 1809-300.

LES CONDUITES PRINCIPALES ET BRANCHEMENTS DOIVENT ÊTRE MUNIS D'UN FIL CONDUCTEUR AFIN DE PERMETTRE LEUR LOCALISATION UNE FOIS ENFOUIS. UN FIL CONDUCTEUR, AFIN DE PERMETTRE LEUR LOCALISATION UNE FOIS ENFOUIS. UN FIL TRACEUR #8 RWU 90 XLPE DE COULEUR VERTE EN CUIVRE (-40 DEGRÉS CELCIUS), 600V DOIT ÊTRE INSTALLÉE SUIVANT L'AXE DE LA CONDUITE ET CE, SUR TOUTE LA LONGUEUR DE CELLE-CI. CE FIL DOIT ÊTRE FIXÉ À CHAQUE LONGUEUR DE CONDUITE, ENROULÉ AUX VANNES ET À LA BASE DES BORNES D'INCENDIE JUSQU'À LA BRIDE DU CORPS DE CELLES-CI. LE FIL TRACEUR DOIT ÊTRE RACCORDÉ AUX BOÎTES DE SERVICE. TOUS LES JOINTS DU FIL TRACEUR DOIVENT ÊTRE ÉTANCHÉISÉS AU MOYEN D'UNE MEMBRANE AUTOCOLLANTE EN CAOUTCHOUC DE 3m ».

L'ASSISE ET L'ENROBAGE DES CONDUITES ET BRANCHEMENTS DEVRA ÊTRE EN PIERRE CONCASSÉE CG-14 EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR DU CHANTIER; LE TOUT COMPACTÉ À 95% P.M. LORSQUE APPLICABLE.

ADVENANT LE CAS OÙ L'ASSÈCHEMENT DU FOND DES EXCAVATIONS S'AVÈRE IMPOSSIBLE ET CE, APRÈS QUE L'ENTREPRENEUR AIT TOUT TENTÉ À CETTE FIN, L'ASSISE DES CONDUITES ET BRANCHEMENTS POURRA, SUR APPROBATION AU PRÉALABLE DU LABORATOIRE ET DE L'INGÉNIEUR, ÊTRE CONSTITUÉE DE PIERRE NETTE 40mm ENVELOPPÉE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE NON TISSÉE DONT LE RECOUVREMENT AU JOINT DEVRA ÊTRE, AU MINIMUM, DE 600mm ET D'UNE COUCHE DE 150mm DE PIERRE CONCASSÉE CG-14 COMPACTÉ À 95% P.M. IL DEMEURE TOUTEFOIS LE SEUL RESPONSABLE D'EFFECTUER SES PROPRES VÉRIFICATIONS SUR LE TERRAIN AU MOMENT DE PRÉPARER SA SOUMISSION AFIN D'ÉVALUER LES ENDROITS POTENTIELS OÙ LA CONFECTION D'UNE ASSISE ET ENROBEMENT EN PIERRE NETTE 40mm, MEMBRANE ET CG-14 COMPACTÉ SERONT REQUIS; LE TOUT À SES FRAIS.

4.2. **DÉTECTION DE L'AQUEDUC**

AFIN DE PERMETTRE DE LOCALISER AVEC PRÉCISION LES CONDUITES PRINCIPALES D'AQUEDUC EN C.P.V, L'ENTREPRENEUR DEVRA INSTALLER UN FIL CONDUCTEUR EN CUIVRE DE CALIBRE NO.8 AWG LE LONG DE CES CONDUITES LORS DE LEUR INSTALLATION. LE FILS CONDUCTEUR SERA RELIÉ À LA BASE DE CHAQUE COLLET DES VANNES DONT LE BOULON HEXAGONAL DE 15.60mm (5/8") DEVRA ÊTRE RALLONGÉ POUR RECEVOIR LA BRIDE DE MALT.

UN RUBAN DÉTECTEUR DE TYPE « PLYAGE HZD » , DE COULEUR BLEU ET DE 200mm DE LARGEUR DEVRA ÊTRE INSTALLÉ 300mm AU-DESSUS DE LA CONDUITE PRINCIPALE.

4.3. **PROTECTION CATHODIQUE ET ANTI-CORROSION**

L'ENTREPRENEUR DEVRA FOURNIR ET INSTALLER LES ANODES DE ZINC CONFORMÉMENT AUX SPÉCIFICATIONS ET RECOMMANDATIONS DU FOURNISSEUR.

LES VANNES, LES BRIDES ET AUTRES SYSTÈMES DE RACCORDEMENT MÉTALLIQUE DOIVENT ÊTRE PROTÉGÉS CONTRE LA CORROSION EN RESPECTANT LES EXIGENCES DÉCRITES CI-BAS.

LES ANODES PRÉEMBALLÉES EN ZINC, TELLES QUE FOURNIES PAR CORROSION SERVICES COMPAGNIE LIMITÉE OU UN FOURNISSEUR APPROUVÉ, SONT DE TYPE Z-24-48, Z-12-24 OU Z-6-12 ET SONT CONFORME AVEC LES SPÉCIFICATIONS SUIVANTES :

TYPE D'ANODE	POIDS DU ZINC (KG)	LONGUEUR DU ZINC (MM)	DIAMÈTRE DU TUBE (MM)	LONGUEUR DU TUBE (MM)	UTILISATION
Z-24-48	10.9	1220	127	1520	BORNE D'INCENDIE
Z-12-24	5.4	610	127	760	VANNE DE PLUS DE 200mm
Z-6-12	2.7	305	127	510	VANNE JUSQU'À 200mm (INCLUSIVEMENT)

LE MOULAGE DE ZINC À L'INTÉRIEUR DU TUBE DE CARTON EST ENTOURÉ D'UN REMPLISSAGE SÉLECTIONNÉ, AYANT UNE RÉACTIVITÉ ÉLECTRIQUE DE MOINS DE 45 OHMS-CM HUMIDE, UNE DENSITÉ COMPACTÉE DE 1.5 G/CM3 ET LA COMPOSITION SUIVANTE :
GYPSE : 77±2%
BENTONITE : 15±1%
SULFATE DE SODIUM : 8±1%

TOUTES LES ANODES PRÉEMBALLÉES EN ZINC SONT FOURNIES AVEC 300mm DE CÂBLE DE CUIVRE #107, AYANT UNE ISOLATION DE COULEUR ORANGE TWH.

L'ENTREPRENEUR DEVRA FOURNIR ET INSTALLER UNE PROTECTION ANTI-CORROSION SUR TOUTES LES ACCESSOIRES EN FONTE (VANNE ET BOITIER DE VANNE) DU RÉSEAU D'AQUEDUC À L'AIDE D'UNE GAINE EN POLYÉTHYLÈNE BASSE DENSITÉ (PEBD) DE 8 MILS D'ÉPAISSEUR OU UNE GAINE EN POLYÉTHYLÈNE HAUTE DENSITÉ (PEHD) DE 4 MILS D'ÉPAISSEUR. LE POLYÉTHYLÈNE ET SA MISE EN PLACE DEVRA ÊTRE CONFORME À LA NORME ANSI/AWWAC105/A21.5.

4.4. **VANNES D'AQUEDUC**

LES NOUVELLES VANNES DOIVENT ÊTRE DE TYPE VANNE À PASSAGE DIRECT ET À SIÈGE OBLIQUE RÉSILIENT AVEC JOINTS DE TYPE À EMBOITEMENT (TYTON) À CLOCHES PROFONDES, TEL QUE LE MODÈLE F-6112 DE CLOW (OU ÉQUIVALENT); LE TOUT CONFORME AUX NORMES AWWA C-509 ET HOMOLOGUÉES ULFM. ELLES DOIVENT ÊTRE FOURNIES AVEC BOÎTE DE VANNE LES NOUVELLES VANNES DOIVENT ÊTRE DE TYPE VANNE À PASSAGE DIRECT ET À SIÈGE OBLIQUE RÉSILIENT AVEC JOINTS DE TYPE À EMBOÎTEMENT (TYTON) TEL QUE LE MODÈLE F-6100 DE CLOW (OU ÉQUIVALENT); LE TOUT CONFORME AUX NORMES AWWA C-509 ET HOMOLOGUÉES ULFM. ELLES DOIVENT ÊTRE FOURNIES AVEC BOÎTE DE VANNE INCASSABLE EN COMPOSITE AVEC PARTIE SUPÉRIEURE EN FONTE AJUSTABLE TEL QUE MODÈLE AJBV-4D (OUVERTURE LIBRE 127mm) DE MUELLER CANADA (OU ÉQUIVALENT). L'ENTREPRENEUR DEVRA PRÉVOIR, S'IL Y A LIEU, DES EXTENSIONS DE REHAUSSEMENT DÛ À LA PROFONDEUR DE LA CONDUITE PRINCIPALE. LA TÊTE DU BOÎTIER DOIT ÊTRE AJUSTABLE ET ANTI CHARRUE.

TOUS LES ACCESSOIRES TELS QUE LES BOULONS, ETC. DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE 304.
UNE PROTECTION CATHODIQUE DOIT ÊTRE FOURNIE ET INSTALLÉE SUR CHAQUE VANNE INSTALLÉE LE TOUT TEL QUE DÉCRIT À L'ARTICLE 4.3
LES VANNES DOIVENT ÊTRE INSTALLÉES À 1m (3.3 PIEDS) DE LA CONDUITE PRINCIPALE QUI EST PERPENDICULAIRE.

LA FERMETURE ET L'OUVERTURE DES VANNES D'AQUEDUC PRINCIPALES EX.ES DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉES PAR LA VILLE DE MONTREAL / ARRONDISSEMENT LACHINE (SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS). L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER TOUTES SES DEMANDES AU MOINS 48 HEURES À L'AVANCE POUR L'UTILISATION DES BORNES D'INCENDIE ET/OU POUR LA FERMETURE ET L'OUVERTURE DES VANNES.

4.8. **NETTOYAGE ET ESSAIS - AQUEDUC**

NOUVELLES BORNES D'INCENDIE DOIVENT ÊTRE DE MODÈLE CONCORD DAIGLE D67M AVEC PRISE D'EAU « STORZ » , CONFORME À LA NORME AWWA C-502 ET ÊTRE DE COULEUR ROUGE.

ELLES DOIVENT ÊTRE MUNIES DE DEUX ACCOUPLEMENTS FILETÉS OPPOSÉS POUR BOYAUX DE 65mm DE DIAMÈTRE ET D'UN RACCORD POMPIER DE 114mm DE DIAMÈTRE DE TYPE « STORZ ».

TOUS LES ACCESSOIRES TELS QUE LES BOULONS, ETC., DOIVENT OBLIGATOIREMENT ÊTRE EN ACIER INOXYDABLE 304.

LES BORNES D'INCENDIE DOIVENT ÊTRE RETENUES SOLIDEMENT PAR UNE BUTÉE DE BÉTON À L'ARRIÈRE ET SUR UN SOL NON REMANIÉ. ELLES DOIVENT ÊTRE POSÉES SUR UNE DALLE DE BÉTON 1065mm X 1065mm X 150mm.

LA PROFONDEUR MINIMALE DE LA CONDUITE DE RACCORDEMENT DE LA BORNE D'INCENDIE (150mm DE DIAMÈTRE) DOIT ÊTRE DE 2.20m.

SAUF INDICATIONS CONTRAIRES AU CHANTIER, LE DOS DE LA BORNE D'INCENDIE DOIT ÊTRE À 300mm DE LA LIGNE D'EMPRISE ALORS QUE LE POTEAU DE CELLE-CI DOIT ÊTRE INSTALLÉ DE FAÇON À CE QUE LA BRIDE DE RUPTURE SOIT SITUÉE À 150 MM (6 POUCES) AU-DESSUS DU PROFIL FINAL DU CENTRE DE RUE.

LA VANNE DE LA BORNE D'INCENDIE DOIT ÊTRE LOCALISÉE À 1.0m DE LA CONDUITE PRINCIPALE.

UNE TOILE DOIT RECOUVRIR LES NOUVELLES BORNES D'INCENDIE OU UN PANNEAU AVEC LA MENTION « HORS D'USAGE » DOIT ÊTRE INSTALLÉ SUR CELLES-CI JUSQU'À LA MISE EN SERVICE DU RÉSEAU D'EAU POTABLE.

4.9. **BORNE D'INCENDIE**

L'ENTREPRENEUR DOIT PROCÉDER, VIA UNE FIRME SPÉCIALISÉE ET RECONNUE DANS LE DOMAINE, AU NETTOYAGE, ESSAIS D'ÉTANCHÉITÉ, LA DÉSINFECTION ET L'ÉCHANTILLONNAGE DE TOUTES LES NOUVELLES CONDUITES D'AQUEDUC INSTALLÉES EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA NORME NQ 1809-300.

L'ENTREPRENEUR DOIT OBLIGATOIREMENT AVISER L'INGÉNIEUR AU MOINS QUARANTE-HUIT (48) HEURES À L'AVANCE AVANT DE RÉALISER TOUS LES ESSAIS REQUIS; FAUTE DE QUOI CEUX-CI SERONT CONSIDÉRÉS NULS.

L'ENTREPRENEUR DOIT REMETTRE À L'INGÉNIEUR, PRÉALABLEMENT À LA MISE EN SERVICE DU NOUVEAU RÉSEAU D'AQUEDUC, UN RAPPORT DE CONFORMITÉ SIGNÉ ET SCELLÉ PAR UN INGÉNIEUR EN RELATION AVEC LES ESSAIS EFFECTUÉS ET AUTRES VÉRIFICATIONS. LA RÉCEPTION DU RAPPORT DE CONFORMITÉ EST UN PRÉ-REQUIS ESSENTIEL À LA RÉCEPTION PROVISOIRE DES OUVRAGES.

5. **FONDATION ET PAVAGE**

L'ENTREPRENEUR DOIT CONSTRUIRE LA CHAUSSÉE EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU C.C.D.G. (PLUS RÉCENTE ÉDITION).

5.1 **STRUCTURE DE CHAUSSÉE**

LA CONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DOIT ÊTRE EFFECTUÉE SELON LES DÉTAILS MONTRÉS AUX PLANS.

L'ENTREPRENEUR DEVRA, S'IL Y A LIEU, PROCÉDER À L'ÉPIERRAGE SOUS LA LIGNE DE L'INFRASTRUCTURE SUR UNE ÉPAISSEUR MINIMALE DE 300mm. IL DEVRA DÉBARRASSER CELLE-CI DE TOUT BLOC OU CAILLOU DE PLUS DE 200mm DE DIAMÈTRE. LES CAVITÉS AINSI FORMÉES DEVRONT ÊTRE COMBLÉES À L'AIDE D'UN MATÉRIAU MG-112.

L'INGÉNIEUR SE RÉSERVE LE DROIT DE MODIFIER LES PROFILS DE RUE PENDANT OU AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX AFIN D'AJUSTER CEUX-CI AUX PROFILS EX. ACTUELLEMENT. AUCUNE RÉCLAMATION NE SERA ACCEPTÉE RELATIVEMENT À TOUT CHANGEMENT DE PROFILS PAR RAPPORT À CEUX EX. ACTUELLEMENT ET/OU ANTICIPÉS PAR L'ENTREPRENEUR.

L'ENTREPRENEUR DEVRA REMETTRE À L'INGÉNIEUR AU CHANTIER, ET AU FUR ET À MESURE DE LEUR LIVRAISON, TOUS LES BILLETS DE PESÉE DES MATÉRIAUX GRANULAIRES (SABLE ET PIERRE CONCASSÉE) AFIN QUE CE DERNIER PUISSE VÉRIFIER ET S'ASSURER DES QUANTITÉS RÉELLES MISES EN PLACE. **AUCUN BILLET REMIS EN RETARD NE SERA CONSIDÉRÉ DANS L'ÉTABLISSEMENT DES QUANTITÉS EXÉCUTÉES AU BORDEREAU.**

5.2 **RÉCUPÉRATION DES MATÉRIAUX DE FONDATION EXISTANTE**

L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE NOTE QU'IL POURRAIT, **À CONDITION D'OBTENIR L'APPROBATION PRÉALABLE DU LABORATOIRE ET DE L'INGÉNIEUR,** RÉCUPÉRER ET RÉUTILISER LES MATÉRIAUX DE FONDATION EX.E À TITRE DE MATÉRIAUX DE REMBLAI DE TRANCHÉE CLASSE B ET/OU DE SABLE MG-112.

L'APPROBATION QUANT À LA RÉUTILISATION DES MATÉRIAUX DE FONDATION EX.E POURRAIT ÊTRE ACCORDÉE SI LES TROIS ÉLÉMENTS SUIVANTS SONT RESPECTÉS :

- LES MATÉRIAUX DE FONDATION EX.E RÉCUPÉRÉS AU CHANTIER RESPECTENT EN TOUS POINTS LES PROPRIÉTÉS INTRINSÈQUES DES MATÉRIAUX QU'ILS REMPLACENT;
- L'ENTREPRENEUR A SOUMIS, AU PRÉALABLE À L'EXÉCUTION DE SES TRAVAUX, UN CRÉDIT À PRIX UNITAIRE POUR CHAQUE TONNE DE MATÉRIAUX RÉCUPÉRÉS AU CHANTIER QU'IL UTILISERA EN REMPLACEMENT DE CEUX SPÉCIFIÉS
- LE CRÉDIT SOUMIS PAR L'ENTREPRENEUR EST JUGÉ REPRÉSENTATIF DE LA RÉALITÉ PAR L'INGÉNIEUR ET EST ACCEPTÉ.

L'ACCEPTATION QUANT À LA RÉUTILISATION DES MATÉRIAUX DE FONDATION EX.E DEMEURE À L'ENTIÈRE DISCRÉTION DE L'INGÉNIEUR ET DE LA VILLE. SI AUCUNE APPROBATION N'EST ACCORDÉE PAR CES DERNIERS,

L'ENTREPRENEUR DEVRA ALORS FOURNIR ET METTRE EN PLACE TOUS LES MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS. AUCUNE RÉCLAMATION NE SERA ACCEPTÉE SUITE AU REFUS DE LA PART DE L'INGÉNIEUR ET/OU DE LA VILLE QUANT À LA RÉUTILISATION DES MATÉRIAUX DE FONDATION RÉCUPÉRÉS AU CHANTIER.

5.3 **CONTRÔLE DE LA POUSSIÈRE/ENTRETIEN DES SURFACES DE CIRCULATION**

L'ENTREPRENEUR DOIT, JUSQU'À L'ACCEPTATION PROVISOIRE DES TRAVAUX, PRENDRE TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR EMPÊCHER LA FORMATION DE POUSSIÈRE ET DOIT ASSUMER L'ENTRETIEN CONSTANT DES SURFACES DE CIRCULATION À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DE SES TRAVAUX JUSQU'À LEUR RÉCEPTION PROVISOIRE SANS S'Y LIMITER, CET ENTRETIEN COMPREND LE NETTOYAGE ET ARROSAGE RÉGULIER DE LA CHAUSSÉE ET LE NIVELAGE DES SURFACES GRANULAIRES. L'ENTREPRENEUR DOIT PARTICULIÈREMENT VÉRIFIER L'ÉTAT DES SURFACES DURANT LES JOURS DE CONGÉ ET REMÉDIER IMMÉDIATEMENT À TOUT DÉFAUT QUI PEUT NUIRE AU BON MAINTIEN DE LA CIRCULATION. SI CETTE MESURE N'EST PAS SUIVIE, L'INGÉNIEUR OU SON REPRÉSENTANT AU CHANTIER DOIT FAIRE UNE DEMANDE ÉCRITE AU REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR SUR LE CHANTIER ET CELUI-CI DOIT PROCÉDER À ATTÉNUER LA POUSSIÈRE ET À L'ENTRETIEN DE LA CHAUSSÉE À LA SATISFACTION DU PROPRIÉTAIRE OU SON REPRÉSENTANT DANS LES DEUX (2) HEURES SUIVANT LA DEMANDE ÉCRITE. LES COÛTS RELATIFS À CES TRAVAUX DOIVENT ÊTRE INCLUS À L'INTÉRIEUR DU PRIX DE SOUMISSION. À DÉFAUT DE RÉPONDRE À LA DEMANDE, LE PROPRIÉTAIRE EXÉCUTE LES TRAVAUX ET DÉDUIT SUR LES DEMANDES DE PAIEMENTS SUBSÉQUENTS DE L'ENTREPRENEUR LES FRAIS ENCOURUS, AINSI QU'UNE SOMME ADDITIONNELLE DE 500.00 $ POUR DOMMAGES-INTÉRÊTS.

L'ÉPANDAGE DE CHLORURE DE CALCIUM (ABAT-POUSSIÈRE) SUR LA FONDATION POURRAIT ÊTRE EXIGÉ À INTERVALLES RÉGULIERS PAR L'INGÉNIEUR AU CHANTIER.

5.4 **NETTOYAGE ET AJUSTEMENT DES REGARDS, PUISARDS, ACCÈS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET BOÎTIERS DE VANNES**

L'ENTREPRENEUR DOIT, À LA FIN DES TRAVAUX, VIDER ET NETTOYER TOUS LES PUISARDS, REGARDS, ACCÈS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET BOÎTES DE VANNES, ETC. LOCALISÉS À L'INTÉRIEUR DES LIMITES DE SON CONTRAT, DE TOUTES LES MATIÈRES QUI AURAIENT PU S'Y DÉPOSER, AVANT OU DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DUDIT CONTRAT. IL DEVRA INCLURE DANS SES PRIX DE SOUMISSION LE COÛT DE CETTE OPÉRATION.

L'ENTREPRENEUR DOIT ÉGALEMENT PRÉVOIR TOUS LES AJUSTEMENTS DES UTILITÉS PUBLIQUES (PUISARDS, BOÎTES DE VANNES, REGARDS, ETC.) POUVANT ÊTRE REQUIS ET TOUTES LES CORRECTIONS ET/OU RACCORDEMENTS DE FONDATION ET/OU PAVAGE NÉCESSAIRES; LE TOUT À SES FRAIS.

5.5 **LOCALISATION (PIQUETAGE) DU PAVAGE PROPOSÉ**

L'ENTREPRENEUR DOIT TENIR COMPTE DANS L'ÉTABLISSEMENT DE SON PRIX DE SOUMISSION QU'IL DOIT OBLIGATOIREMENT PROCÉDER À LA LOCALISATION DES LIMITES DU PAVAGE PROPOSÉ AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. UN PIQUETAGE À TOUS LES 10m DE PART ET D'AUTRE DE LA CHAUSSÉE EST EXIGÉ. À DÉFAUT DE SE CONFORMER À CETTE EXIGENCE, LE PROPRIÉTAIRE SE RÉSERVE LE DROIT DE FAIRE EXÉCUTER LES TRAVAUX DE LOCALISATION (PIQUETAGE) PAR UN TIERS ET TOUS LES FRAIS AINSI ENCOURUS PAR CE DERNIER SERONT À LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR ET PRÉLEVÉS À MÊME SES DÉCOMPTES PROGRESSIFS. L'ENTREPRENEUR DOIT OBTENIR L'APPROBATION DE L'INGÉNIEUR ET DU PROPRIÉTAIRE QUANT AU PIQUETAGE EFFECTUÉ. L'ENTREPRENEUR NE POURRA FORMULER AUCUNE RÉCLAMATION SUITE À DES CHANGEMENTS DEMANDÉS PAR L'INGÉNIEUR ET/OU LE PROPRIÉTAIRE ET/OU LA VILLE OU AUTRES QUANT AU PIQUETAGE EFFECTUÉ CONCERNANT L'ALIGNEMENT DE LA CHAUSSÉE.

6. **NETTOYAGE DES RUES**

TOUTES LES RUES OU ROUTES QUE L'ENTREPRENEUR AURA SALIES OU AURA ENDOMMAGÉES SUITE À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DOIVENT ÊTRE NETTOYÉES ET/OU RÉPARÉES À LA SATISFACTION DE L'INGÉNIEUR, ET CE, À SES FRAIS.

L'ENTREPRENEUR DOIT EN PARTICULIER PRÉVOIR UN NETTOYAGE COMPLET DES RUES À LA FIN DE CHAQUE JOURNÉE.

PAR AILLEURS, L'ENTREPRENEUR DOIT EN TOUT TEMPS MAINTENIR LES CHEMINS PUBLICS TOUCHÉS DE QUELQUES FAÇONS PAR LES TRAVAUX DE CE MARCHÉ, DANS UN ÉTAT PERMETTANT LA CIRCULATION AUTOMOBILE, ET CE, À LA SATISFACTION DE L'INGÉNIEUR.

7. **SIGNALISATION ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION**

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE MAINTENIR, À SES FRAIS, TOUTE LA SIGNALISATION REQUISE DURANT LE JOUR ET LA NUIT EN CONFORMITÉ AUX NORMES DE SIGNALISATION ROUTIÈRE DU QUÉBEC DE TRAVAUX DE LONGUE DURÉE. L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR À L'INGÉNIEUR SON PLAN DE SIGNALISATION PROPOSÉ AU MOINS 10 JOURS AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

8. **CONDUITES D'AQUEDUC EXISTANTES**

L'ENTREPRENEUR SERA TENU RESPONSABLE DE TOUS LES BRIS D'AQUEDUC SURVENANT AU MOMENT DE L'EXCAVATION À PROXIMITÉ DES CONDUITES D'AQUEDUC OU ENCORE À LA SUITE DES TRAVAUX D'EXCAVATION DANS LE SECTEUR ET CE, JUSQU'À LA RÉCEPTION PROVISOIRE DE CEUX-CI.

LES TRAVAUX DE RÉPARATION SONT AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR ET DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA SECTION E-02730 « CONDUITES D'EAU ET D'ÉGOUT » DES CLAUSES TECHNIQUES GÉNÉRALES (NQ-1809-300).

9. **ÉVACUATION DES EAUX ET/OU ASSÈCHEMENT**

LORS DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT ASSURER, À SES FRAIS, L'ÉVACUATION DES EAUX POUVANT PROVENIR DE TOUS LES RÉSEAUX D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS EX., EN OPÉRATION OU NON, (INCLUANT LES FUITES), DE FOSSÉS OU DE L'ÉCOULEMENT DE SURFACE, DE L'INFILTRATION OU DE SOURCES SOUTERRAINES OU AUTRES DANS LES LIMITES DE SON CHANTIER ET EN DISPOSER POUR QU'ELLES N'ENTRAÎNENT AUCUNE NUISANCE AU MOMENT DE LA CONSTRUCTION.

LORS DES RACCORDEMENTS AUX RÉSEAUX EX., L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR EFFECTUER LE POMPAGE D'UN CERTAIN VOLUME D'EAU PROVENANT DES EAUX QUI POURRAIENT S'Y ÊTRE ACCUMULÉES. À NOTER QU'AUCUN POMPAGE (« BYPASS ») DES EAUX USÉES NE SERA TOLÉRÉ VERS LES RÉSEAUX D'ÉGOUT PLUVIAL EX. DURANT LES TRAVAUX (ET VICE VERSA).

L'ENTREPRENEUR DOIT ÉGALEMENT ASSURER L'ASSÈCHEMENT CONVENABLE DU FOND DES TRANCHÉES ET DES EXCAVATIONS; LE TOUT À SES FRAIS ET PEU IMPORTE LA MÉTHODE UTILISÉE.

10. **MAINTIEN DES SERVICES**

L'ENTREPRENEUR DOIT MAINTENIR LES SERVICES EX. EN OPÉRATION, AUTANT LES SERVICES D'AQUEDUC QUE D'ÉGOUT. IL EN EST DE MÊME POUR LES FILS AÉRIENS ET LES CÂBLES ET MASSIFS ENFOUIS.

AINSI, SI L'ENTREPRENEUR ENDOMMAGE DES TUYAUX D'AQUEDUC OU D'ÉGOUT, DE FILS ÉLECTRIQUES, TÉLÉPHONIQUES OU TÉLÉGRAPHIQUES ET DE CONDUITES OLÉODUC OU GAZODUC, IL DOIT RESPECTER POUR LA POSE ET LA RÉFECTION DE CES DERNIERS, LES NORMES DU PRÉSENT DEVIS À CET EFFET ET/OU LES NORMES EXIGÉES PAR LES PROPRIÉTAIRES EN CAUSE, LE TOUT À SES FRAIS.

11. **MATÉRIAUX D'EXCAVATION EN SURPLUS**

LE TEXTE SUIVANT DOIT ÊTRE AJOUTÉ À L'ARTICLE « DISPOSITION DES OBJETS, MATIÈRES, PRODUITS ET AUTRES » :

L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR LE TRANSPORT, LA DISPOSITION ET LE NIVELAGE DES MATÉRIAUX D'EXCAVATION À L'INTÉRIEUR DES LIMITES DE LA MUNICIPALITÉ ET SUR LES TERRAINS DE CELLE-CI. À L'EXCEPTION DES OBJETS OU VESTIGES AYANT UN CARACTÈRE ARTISTIQUE, HISTORIQUE OU ARCHÉOLOGIQUE, TOUS LES OBJETS, MATÉRIAUX, PRODUITS ET AUTRES PROVENANT DE TRAVAUX D'EXCAVATION OU DE DÉMOLITION, DONT L'ENTREPRENEUR N'A PAS BESOIN POUR SES TRAVAUX DOIVENT ÊTRE DISPOSÉS AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR , MAIS HORS DES PLANS D'EAU ET DE LEURS RIVES RESPECTIVES. LES SITES DE DÉPÔT DÉSIGNÉS DOIVENT ÊTRE NIVELÉS AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR ET À LA SATISFACTION DE L'INGÉNIEUR. CES MATÉRIAUX D'EXCAVATION OU DE DÉMOLITION NE PEUVENT ÊTRE RÉUTILISÉS DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX SANS L'AUTORISATION PRÉALABLE DE L'INGÉNIEUR.

S'IL ADVENAIT QUE LA MUNICIPALITÉ N'AIT PLUS D'ENDROITS DISPONIBLES POUR LA DISPOSITION DES MATÉRIAUX, L'ENTREPRENEUR EN DEVIENT LE PROPRIÉTAIRE ET DOIT EN DISPOSER HORS DU CHANTIER ET HORS DES PLANS D'EAU ET DE LEURS RIVES RESPECTIVES. LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE TRANSPORTÉS AUX FRAIS DE L'ENTREPRENEUR À UN OU DES ENDROITS DE SON CHOIX, (APPROUVÉ PAR L'INGÉNIEUR) POUR LEQUEL (LESQUELS) IL A, AU PRÉALABLE, OBTENU UNE APPROBATION ÉCRITE ET SIGNÉE AVEC LE PROPRIÉTAIRE DE CET ENDROIT (UNE COPIE DE CETTE ENTENTE ÉCRITE DEVRA OBLIGATOIREMENT ÊTRE SOUMISE À L'INGÉNIEUR ET À LA VILLE). L'ENTREPRENEUR EST LE SEUL RESPONSABLE DES CONSÉQUENCES DU REMPLISSAGE D'UN OU DE PLUSIEURS TERRAINS ET DES REVENDICATIONS POSSIBLES DES PROPRIÉTAIRES CONCERNÉS, QUANT AU NIVELAGE, À LA QUALITÉ DES MATÉRIAUX DE DÉBLAIS, AUX DOMMAGES CAUSÉS AUX ARBRES, TERRASSES, ETC. À LA FIN DE CES TRAVAUX DE REMPLISSAGE, L'ENTREPRENEUR FOURNIRA AU PROPRIÉTAIRE ET À L'INGÉNIEUR LA PREUVE QUE LE PROPRIÉTAIRE DU OU DES TERRAINS OÙ DU REMPLISSAGE A ÉTÉ EFFECTUÉ EST SATISFAIT DU TRAVAIL EFFECTUÉ ET QU'IL ACCEPTE CEUX-CI.

EN CE QUI A TRAIT AUX MATÉRIAUX SECS (PIÈCES DE BÉTON, VIEILLES CONDUITES, MORCEAUX DE PAVAGES, SOUCHES, BRANCHES, ETC.) L'ENTREPRENEUR EN EST LE PROPRIÉTAIRE ET DOIT EN DISPOSER HORS DU SITE DES TRAVAUX ET À CES FRAIS, LE TOUT CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT SUR LES DÉCHETS SOLIDES (Q-2, R.14), PARTIE INTÉGRANTE DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT.

TOUS LES CHOIX DE SITES D'ENTREPOSAGE ET D'ÉLIMINATION DE DÉBLAIS (SOL EN TROP, MATÉRIEL NON RÉUTILISABLE, ET AUTRES, EXCLUANT LES MATÉRIAUX SECS) AINSI QUE LEURS PROJETS D'AMÉNAGEMENT RESPECTIFS (RE-VÉGÉTATION, RÉGALAGE, ETC.) DOIVENT ÊTRE SOUMIS À L'INGÉNIEUR POUR APPROBATION, AU PLUS TARD À LA PREMIÈRE RÉUNION DE CHANTIER. AUCUN TRAVAIL N'EST PERMIS SANS L'ÉMISSION DE CETTE APPROBATION.

L'ENTREPRENEUR NE DOIT DÉPOSER, DÉVERSER OU LAISSER S'ÉCHAPPER SUR LE SOL OU DANS LES COURS D'EAU AUCUNE MATIÈRE ORGANIQUE OU INORGANIQUE TELLE QUE, MAIS NON LIMITATIVEMENT, LES PRODUITS DU PÉTROLE OU LEURS DÉRIVÉS, ANTIGEL OU SOLVANT. CES MATIÈRES DOIVENT ÊTRE RÉCUPÉRÉES À LA SOURCE ET ÉLIMINÉES DE LA FAÇON APPROUVÉE PAR L'INGÉNIEUR. »

12. **PROTECTION DES PLANS D'EAU**

12.1. **GÉNÉRALITÉS**

LORS DE L'EXÉCUTION DE TRAVAUX À PROXIMITÉ DU MILIEU HYDRIQUE OU DANS LE MILIEU HYDRIQUE (RUISSEAU, RIVIÈRE, FLEUVE, LAC, MER, MARÉCAGE OU MARAIS), L'ENTREPRENEUR DOIT, EN FONCTION DES CARACTÉRISTIQUES DES SOLS RENCONTRÉS, DÉTERMINER LE MODE ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DES OUVRAGES PROVISOIRES DE FAÇON À NE PAS POLLUER L'ENVIRONNEMENT. L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES POUR ASSURER EN TOUT TEMPS LA QUALITÉ ET LE LIBRE ÉCOULEMENT DE L'EAU. TOUT OUVRAGE PROVISOIRE DOIT ÊTRE STABILISÉ À L'AMONT ET À L'AVAL AFIN DE CONSERVER L'INTÉGRITÉ DE L'HABITAT DU POISSON ET PERMETTRE SON LIBRE PASSAGE EN TOUT TEMPS.

À LA FIN DES TRAVAUX, TOUS LES OUVRAGES PROVISOIRES DOIVENT ÊTRE DÉMOLIS ET LE SITE DES TRAVAUX DOIT ÊTRE REMIS DANS SON ÉTAT NATUREL TOUT EN TENANT COMPTE DES PÉRIODES DE RESTRICTION POUR PROTÉGER LE RECRUTEMENT DU POISSON.

LES TRAVAUX SUR LE LITTORAL ET LA BANDE RIVERAINE DES PLANS D'EAU DÉFINIE DANS LA *POLITIQUE DE PROTECTION DES RIVES, DU LITTORAL ET DES PLAINES INONDABLES* SONT INTERDITS À MOINS QU'ILS AIENT FAIT L'OBJET D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS. SI, PAR LE SEUL CHOIX DE SA MÉTHODE DE CONSTRUCTION, L'ENTREPRENEUR INTERVIENT SUR LE LITTORAL OU LA BANDE RIVERAINE, IL DOIT OBTENIR AU PRÉALABLE UN CERTIFICAT DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS.

12.2. **OUVRAGES DE RÉTENTION**

A. BERME FILTRANTE ET TRAPPE À SÉDIMENTS

LES TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR L'ENTREPRENEUR NE DOIVENT PAS ENDOMMAGER LES PLANS D'EAU SITUÉS À PROXIMITÉ, Y COMPRIS LES FOSSÉS PUBLICS ET PRIVÉS. L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR DURANT LES TRAVAUX, AUX ENDROITS REQUIS, LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN DE BERMES FILTRANTES ET TRAPPES À SÉDIMENTS, AFIN DE PRÉCIPITER LES MATIÈRES EN SUSPENSION ENTRAÎNÉES PAR L'EAU DE RUISSELLEMENT, AVANT SON ARRIVÉE DANS UN PLAN D'EAU.

AFIN DE LIMITER LE TRANSPORT DE SÉDIMENTS VERS LE PLAN D'EAU, L'ENTREPRENEUR DOIT CONSTRUIRE DÈS LE DÉBUT DES TRAVAUX, UNE BERME FILTRANTE ET UNE TRAPPE À SÉDIMENTS DANS UN FOSSÉ DRAINANT L'AIRE DE TRAVAIL, SELON LES EXIGENCES SUIVANTES :

- LA BERME FILTRANTE DOIT ÊTRE CONSTRUITE EN TRAVERS DU FOSSÉ, À UNE HAUTEUR SUFFISANTE POUR PERMETTRE À L'EAU DE S'ÉCOULER AU TRAVERS; LE MATÉRIAU UTILISÉ EST UN MATÉRIAU D'EMPIERREMENT DE CALIBRE 70 - 20 MM NE CONTENANT PAS PLUS DE 5% DE MATIÈRES FINES PASSANT LE TAMIS DE 80 M;
- UNE TRAPPE À SÉDIMENTS AYANT LES DIMENSIONS SUFFISANTES POUR RETENIR LES SÉDIMENTS DOIT ÊTRE CREUSÉE EN AMONT DE LA BERME;
- LORSQUE LA TRAPPE À SÉDIMENTS EST REMPLIE À 50%, LES SÉDIMENTS RETENUS DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS ET, LORSQUE NÉCESSAIRE, LE MATÉRIAU FILTRANT DOIT ÊTRE NETTOYÉ ET REMPLACÉ.

LES TRAPPES DOIVENT ÊTRE RÉAMÉNAGÉES À LA FIN DES TRAVAUX. AU MOMENT DE L'EXÉCUTION DE TRAVAUX SUR LES TERRES FORESTIÈRES DU DOMAINE PUBLIC, LES TRAPPES DOIVENT ÊTRE SITUÉES À UNE DISTANCE D'AU MOINS 20 M DU PLAN D'EAU.

B. BARRIÈRES À SÉDIMENTS

AFIN DE LIMITER LE TRANSPORT DES SÉDIMENTS VERS UN PLAN D'EAU, L'ENTREPRENEUR DOIT INSTALLER DES BARRIÈRES À SÉDIMENTS DE TYPE GÉOTEXTILE. CES BARRIÈRES SONT CONSTITUÉES D'UNE MEMBRANE DE GÉOTEXTILE QUI EST MONTÉE SUR DES POTEAUX DE BOIS OU DE MÉTAL DE 1450 MM DE LONGUEUR PLANTÉS À TOUS LES 1500 MM.

LA MEMBRANE DOIT Y ÊTRE TENDUE. SA BASE DOIT SUIVRE LA TOPOGRAPHIE DU TERRAIN ET ÊTRE BIEN RETENUE AU SOL. POUR CE FAIRE, ON DOIT L'ENFOUIR DANS UNE TRANCHÉE DE 100 À 150 MM DE PROFONDEUR PAR 150 MM DE LARGEUR, PUIS LA RECOUVRIR DE SOL COMPACTÉ.

UN ENTRETIEN PÉRIODIQUE DES BARRIÈRES DOIT ÊTRE RÉALISÉ EN PROCÉDANT À L'ENLÈVEMENT DES SÉDIMENTS QUI S'ACCUMULENT CONTRE LA PAROI DE LA MEMBRANE.

LES BARRIÈRES À SÉDIMENTS SONT ENLEVÉES ET RÉCUPÉRÉES LORSQUE LES SURFACES DÉCAPÉES SONT STABILISÉES DE FAÇON PERMANENTE.

LORS DE L'ENLÈVEMENT DES BARRIÈRES, LES ZONES D'ACCUMULATION DE SÉDIMENTS DOIVENT ÊTRE NETTOYÉES ET ÉGALEMENT STABILISÉES DE FAÇON PERMANENTE.

C. BASSIN DE SÉDIMENTATION OU FILTRE NATUREL

LES EAUX PROVENANT DE L'ASSÈCHEMENT DES EXCAVATIONS ET DES BATARDEAUX DOIVENT ÊTRE ÉVACUÉES DANS UN BASSIN DE SÉDIMENTATION OU UNE ZONE DE VÉGÉTATION CONFORMÉMENT AUX EXIGENCES SUIVANTES :

- LE BASSIN DE SÉDIMENTATION DOIT ÊTRE CONÇU EN FONCTION DU DÉBIT À RECEVOIR ET À ÉVACUER;
- LORSQUE LE BASSIN DE SÉDIMENTATION EST REMPLI À 50%, IL DOIT ÊTRE NETTOYÉ;
- LE FILTRE NATUREL DOIT ÊTRE SITUÉ DANS UN CHAMP DE GRAMINÉES (HERBES), DANS UNE TOURBIÈRE OU SUR UNE LITIÈRE FORESTIÈRES;
- L'ENTREPRENEUR DOIT OBTENIR AU PRÉALABLE L'AUTORISATION DU PROPRIÉTAIRE DES TERRAINS ET DÉPLACER RÉGULIÈREMENT LA SORTIE D'EAU POUR BIEN RÉPARTIR LES DÉPÔTS SÉDIMENTAIRES, AFIN D'ÉVITER DE DÉTRUIRE LA VÉGÉTATION;
- AUX ENDROITS OÙ IL Y A RISQUE D'ÉROSION, LE SOL DOIT ÊTRE STABILISÉ; SI NÉCESSAIRE, LA POSE D'UNE CONDUITE OU D'UN GÉOTEXTILE OU LA CONSTRUCTION D'UN EMPIERREMENT DOIT ÊTRE RÉALISÉE;
- LES BASSINS DE SÉDIMENTATION ET LES FILTRES NATURELS DOIVENT ÊTRE RÉAMÉNAGÉS À LA FIN DES TRAVAUX.

13. **PROTECTION CONTRE L'ÉROSION**

À TOUS LES ENDROITS DU CHANTIER OÙ IL Y A RISQUE D'ÉROSION, LE SOL DOIT ÊTRE STABILISÉ.

AFIN DE PRÉVENIR L'ÉROSION SUR LES CHANTIERS, L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER QUE :

- LES TERRAINS DÉBOISÉS, LAISSÉS À NU ET EXPOSÉS AUX AGENTS ATMOSPHÉRIQUES SONT LIMITÉS AU STRICT MINIMUM. LE DÉBOISEMENT DOIT ÊTRE RESTREINT AU SEGMENT DE ROUTE EN VOIE DE CONSTRUCTION. AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT INFORMER LE SURVEILLANT SUR LE TEMPS D'EXPOSITION AINSI QUE LE SEGMENT DE ROUTE À DÉBOISER OU À DÉNUDER;
- LES EAUX DE RUISSELLEMENT PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR DU SITE DE CONSTRUCTION SONT INTERCEPTÉES ET ACHEMINÉES HORS DU CHANTIER VERS DES ENDROITS STABILISÉS, ET CE, DURANT TOUTE LA PÉRIODE DE CONSTRUCTION;
- LES TALUS SONT BIEN STABILISÉS CONFORMÉMENT AUX PLANS ET DEVIS.

L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉPARER UN CROQUIS ET UNE DESCRIPTION DES OUVRAGES PROVISOIRES ET PERMANENTS QU'IL ENTEND EXÉCUTER POUR PRÉVENIR L'ÉROSION ET LES REMETTRE AU SURVEILLANT.

SI LES TRAVAUX SONT SUSPENDANT DURANT L'HIVER, DES TRAVAUX PRÉVENTIFS DE STABILISATION DU SOL DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS SELON LES EXIGENCES STIPULÉES AUX PLANS ET DEVIS.

FIN DE SECTION

ATTENTION
NE PAS UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

No.	RÉVISÉ LE	NATURE	PAR	APPR.
01	2016-01-15	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET MDDELCC REV#1	S.T.	J.L.
00	2015-12-18	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET MDDLECC	S.T.	J.L.
0D	2015-12-03	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES FINAUX	S.T.	J.L.
0C	2015-11-19	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (85%)	S.T.	J.L.
0B	2015-11-09	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (75%)	S.T.	J.L.
0A	2015-10-28	ÉMISSION POUR COORDINATION (50%)	S.T.	J.L.

RÉVISIONS

N.B: L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX:
A) VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS DES DESSINS ET DES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER.
B) AVERTIR AUSSITÔT L'INGÉNIEUR DE TOUTES ERREURS ET/OU OMISSIONS.
C) APPELER AVANT DE CREUSER: BELL CANADA, VIDÉOTRON,HYDRO-QUÉBEC,GAZ MÉTROPOLITAIN,T.N.P.L.,T.Q.M. ETC.

ingemax ISO 9001
6455, rue Doris-Lussier, Suite 210
Boisbriand (Qué.) J7H 0E8
Téléphone: (450) 491-5252
Courriel: info@ingemax.ca

DOLLARAMA
5805 Royalmount,
Montréal, (Qué) H4P 0A1
Téléphone :(514) 737-1006

GKC ARCHITECTES
7275, rue Saint-Urbain, Bureau 100
Montréal (Qué.) H2R 2Y5
Téléphone: (514) 737-6255

ÉCHELLE PLAN : DIMENSIONS EN m
PROFIL hor.: vert.:

SCEAU: Sevy Tremblay 5020359 — 2016-01-15

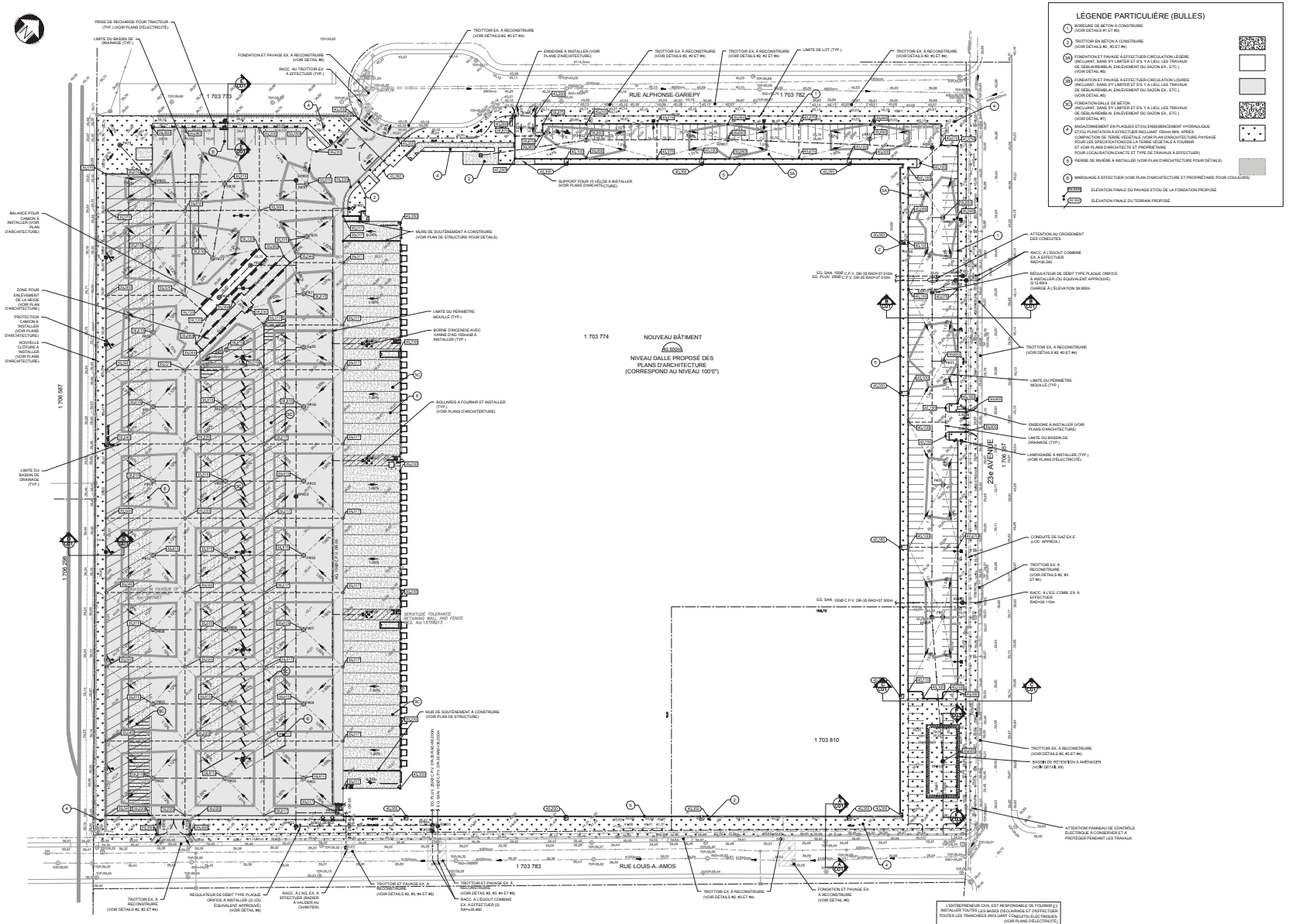
PROJET
NOUVEAUX BÂTIMENT
DOLLARAMA - CENTRE DE DISTRIBUTION
2105, 23e AVENUE (LACHINE)

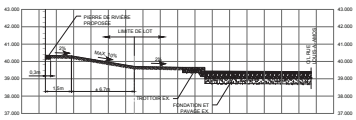
TRAVAUX EXTÉRIEURS DE GÉNIE CIVIL

DÉTAILS, NOTES ET DEVIS

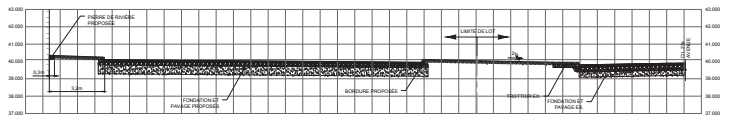
APPROUVÉ PAR: JULIE LAROCQUE, ing. sr
VÉRIFIÉ PAR: JULIE LAROCQUE, ing. sr
PRÉPARÉ PAR: SEVY TREMBLAY, ing.
DESSINÉ PAR: ANN MARIE VALOIS
DATE: 2015-08-13

RELEVÉ PAR: ARSENAULT LEMAY ARPENTEUR-GÉOMÈTRE EN DATE DU 2015-08-23
DOSSIER No.: DOLL-1501
PLAN No.: C03
RÉV. No.: 01

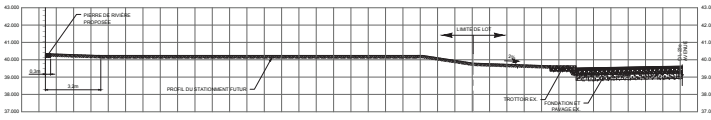




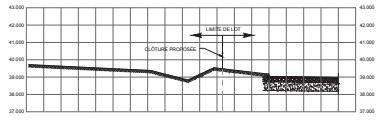
A C01 TERRAIN CÔTÉ SUD-EST DU BÂTIMENT - COUPE
ÉCHELLE: 1:100



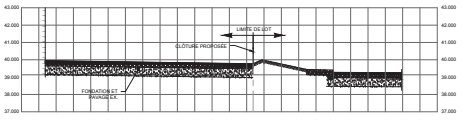
B C01 STATIONNEMENT CÔTÉ NORD-EST DU BÂTIMENT - COUPE
ÉCHELLE: 1:100



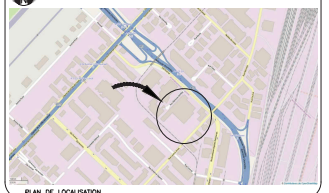
C C01 STATIONNEMENT FUTUR CÔTÉ NORD-EST DU BÂTIMENT - COUPE
ÉCHELLE: 1:100



D C01 FOSSÉ EX. - COUPE
ÉCHELLE: 1:100



E C01 ALLÉE EX.E ET STATIONNEMENT PROPOSÉ CÔTÉ NORD-OUEST - COUPE
ÉCHELLE: 1:100



PLAN DE LOCALISATION

LÉGENDE

	EXISTANT	PROPOSÉ
ENTRÉE DE SERVICE D'ÉLECTRICITÉ		
BOÎTE DE VANNE		
BORNE-FONTAINE		
REGARD D'ÉGOUT SANITAIRE		
REGARD D'ÉGOUT COMBINÉ		
REGARD D'ÉGOUT PLUVIAL		
REGARD DE GAZONIC		
BOÎTE DE SERVICE PUBLIC		
REGARD DE VANNE		
REPÈRE DE GAZONIC		
REPÈRE D'ARPENTEUR		
PUISARD CIRCULAIRE		
PUISARD CARRÉ S/21527		
PUISARD DE TROTTOIR		
REGARD-PUISARD		
REGARD D'ÉGOUT PLUVIAL		
BOLLARD		
SORTIE DE DRAINAGE AGRICOLE		
PONCEAU OU TUYAU DE DRAINAGE AGRICOLE		
ÉGOUT COMBINÉ		
ÉGOUT SANITAIRE		
BORD DE FOSSÉ D'EXCAVATION		
CENTRE DE FOSSÉ		
CENTRE DE FOSSÉ AVEC SENS DE L'ÉCOULEMENT		
CANIVEAU		
TRANCHÉE D'IMPLANTATION		
CONDUITE D'ÉGOUT PLUVIAL		
CONDUITE D'EGOUT DE REFOULEMENT		
CENTRE DE COURS D'EAU		
POTEAU ÉLECTRICITÉ		
POTEAU ÉLECTRICITÉ ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU ÉLECTRICITÉ ET LAMPADAIRE		
POTEAU ÉLECTRICITÉ, LAMPADAIRE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU ÉLECTRICITÉ ET TÉLÉPHONE		
POTEAU ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE ET LAMPADAIRE		
POTEAU ÉLECTRICITÉ, TÉLÉPHONE, LAMPADAIRE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU TÉLÉPHONE		
POTEAU SIGNE		
HAUBAN		
REPÈRE DE CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN		
REPÈRE DE CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN		
COMPTEUR D'EAU		
REGARD DE CHAMBRE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAINE		
REGARD DE CHAMBRE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE		
MASSIF DE TRIAGE		
MASSIF D'ANCRAGE DE PYLÔNE ÉLECTRIQUE		
TRANSFORMATEUR DE LIGNE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN		
BOÎTE DE JONCTION/DISTRIBUTION TÉLÉPHONIQUE		
CÂBLE ÉLECTRIQUE / TÉLÉPHONIQUE AÉRIEN		
CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN		
CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN		
CONDUIT VIDÉOTRON SOUTERRAIN		
MASSIF POUR CONDUITS ÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES SOUTERRAINS		
GAZONIC		
ÉLÉRAIE		

ATTENTION
NE PAS UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

No.	RÉVISÉ LE	NATURE	PAR	APPR.
01	2015-01-15	POUR DEMANDE DE PERMIS ET MODELOC REVIH	S.T.	J.L.
00	2015-12-18	EMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET MODELOC	S.T.	J.L.
0D	2015-12-03	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES FINAUX	S.T.	J.L.
0C	2015-11-19	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (85%)	S.T.	J.L.
0B	2015-11-09	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (75%)	S.T.	J.L.
0A	2015-10-28	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (50%)	S.T.	J.L.

RÉVISIONS

N.B.: L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX:
A) VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS DES DESSINS ET DES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER.
B) AVERTIR IMMÉDIATEMENT L'INGÉNIEUR DE TOUTES ERREURS ET/OU OMISSIONS.
C) APPELER AVANT DE CREUSER: BELL CANADA, VIDÉOTRON,HYDRO-QUÉBEC,GAZ MÉTROPOLITAIN,TLM.,TQM. ETC.

ingemax ISO 9001
6455, rue Doris-Lussier, Suite 210
Boisbriand (Qué.) J7H 0E8
Téléphone: (450) 491-5252
Courriel: info@ingemax.ca

DOLLARAMA
5805 Royalmount,
Montréal, (Qué) H4P 0A1
Téléphone :(514) 737-1006

GKC ARCHITECTES
7275, rue Saint-Urbain, Bureau 100
Montréal (Qué.) H2R 2Y5
Téléphone: (514) 737-6255

ÉCHELLE PLAN 1:500 (0, 10, 20 DIMENSIONS EN m)
PROFIL horz.:
vert.:

PROJET
NOUVEAUX BÂTIMENT
DOLLARAMA - CENTRE DE DISTRIBUTION
2105, 23e AVENUE (LACHINE)

TRAVAUX EXTÉRIEURS DE GÉNIE CIVIL

VUE EN PLAN ET COUPES

SCEAU

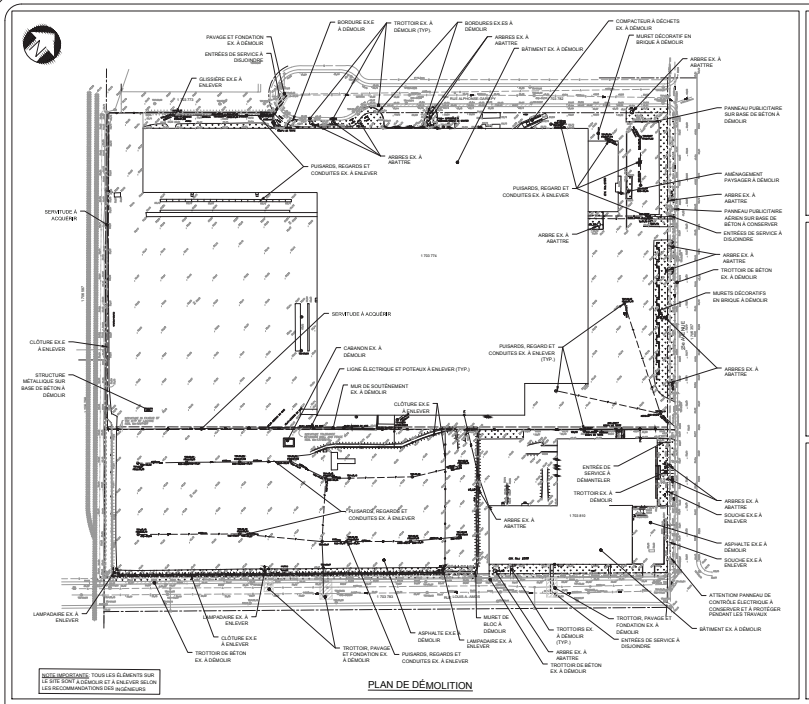
APPROUVÉ PAR: JULIE LAROCQUE, ing.er
VÉRIFIÉ PAR: JULIE LAROCQUE, ing. er
PRÉPARÉ PAR: SEVY TREMBLAY, ing.
DESSINÉ PAR: ANN MARIE VALOIS
DATE: 2015-08-13

RELEVÉ PAR: ARPENTAGE ST-DEMAY ARPENTEURS-GÉOMÈTRES EN DATE DU 2015-08-23

DOSSIER No.: DOLL-1501

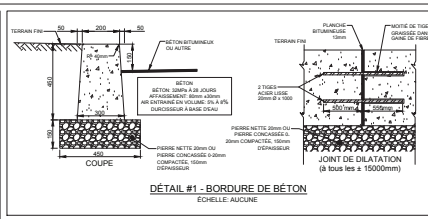
PLAN No.: C01

RÉV. No.: 01

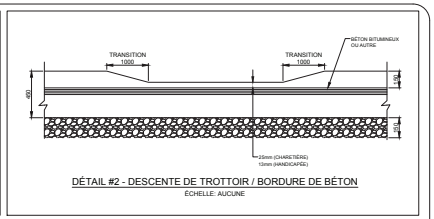


NOTE IMPORTANTE: TOUS LES ÉLÉMENTS SUR LE SITE SONT À DÉMOLIR ET À ENLEVER SELON LES RECOMMANDATIONS DES INGÉNIEURS

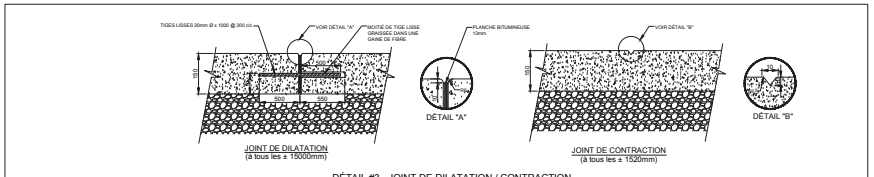
PLAN DE DÉMOLITION



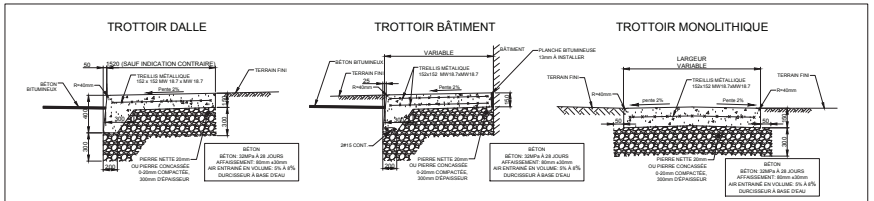
DÉTAIL #1 - BORDURE DE BÉTON
ÉCHELLE: AUCUNE



DÉTAIL #2 - DESCENTE DE TROTTOIR / BORDURE DE BÉTON
ÉCHELLE: AUCUNE



DÉTAIL #3 - JOINT DE DILATATION / CONTRACTION
ÉCHELLE: AUCUNE



DÉTAIL #4 - TROTTOIRS DE BÉTON
ÉCHELLE: AUCUNE



PLAN DE LOCALISATION

LÉGENDE

	EXISTANT	PROPOSÉ
ENTRÉE DE SERVICE « ADSL/DSC »		
BOÎTE DE VANNE		
BORNE-FONTAINE		
REGARD D'ÉGOUT		
REGARD D'ÉGOUT COMBINÉ		
REGARD D'ÉGOUT SANITAIRE		
REGARD DE GAZOMÈTRE		
REGARD DE SERVICE PUBLIC NON IDENTIFIÉ		
REPÈRE DE GAZOMÈTRE		
REPÈRE D'ARPENTEUR		
PUISARD CIRCULAIRE		
PUISARD CARRÉ S27/S27		
PUISARD DE TROTTOIR		
REGARD-PUISARD		
REGARD D'ÉGOUT PLUVIAL		
BOLLARD		
SORTIE DE DRAINAGE AGRICOLE		
PONCEAU OU TUYAU DE DRAINAGE AGRICOLE		
ÉGOUT COMBINÉ		
ÉGOUT SANITAIRE		
BORD DE FOSSÉ D'EXCAVATION		
CENTRE DE FOSSÉ		
CENTRE DE FOSSÉ AVEC SENS DE L'ÉCOULEMENT		
CANIVEAU		
TRANCHÉE D'IMPLANTATION		
CONDUITE D'ÉGOUT PLUVIAL		
CONDUITE D'ÉGOUT DE REFOULEMENT		
CENTRE DE COURS D'EAU		
POTEAU ÉLECTRIQUE		
POTEAU ÉLECTRIQUE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU ÉLECTRIQUE ET LAMPADAIRE		
POTEAU ÉLECTRIQUE, LAMPADAIRE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU ÉLECTRIQUE, TÉLÉPHONE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU ÉLECTRIQUE, TÉLÉPHONE ET LAMPADAIRE		
POTEAU ÉLECTRIQUE, TÉLÉPHONE, LAMPADAIRE ET TRANSFORMATEUR		
POTEAU TÉLÉPHONE		
POTEAU GUIDE		
GARDE-FOU		
REPÈRE DE CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN		
REPÈRE DE CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN		
COMPTEUR D'EAU		
REGARD DE CHAMBRE TÉLÉPHONIQUE		
REGARD DE CHAMBRE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE		
BOÎTE DE DRAINAGE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE		
REGARD DE CHAMBRE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE		
MASSIF DE TIRAGE		
MASSIF D'ANCRAGE DE PYLÔNE ÉLECTRIQUE		
TRANSFORMATEUR DE LIGNE ÉLECTRIQUE SOUTERRAINE		
BOÎTE DE JONCTION/DISTRIBUTION TÉLÉPHONIQUE		
CÂBLE ÉLECTRIQUE / TÉLÉPHONIQUE AÉRIEN		
CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN		
CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN		
CONDUIT VIDÉOTRON SOUTERRAIN		
MASSIF POUR CONDUITS ÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES SOUTERRAINS		
GAZONNÉ		
ÉLÉNÉE		

ATTENTION
NE PAS UTILISER CE PLAN POUR CONSTRUCTION

No.	RÉVISÉ LE	NATURE	PAR	APPR.
01	2016-01-15	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET MODIFICC REVIH	S.T.	J.L.
00	2015-12-18	ÉMIS POUR DEMANDE DE PERMIS ET MODIFICC	S.T.	J.L.
02	2015-12-03	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES FINAUX	S.T.	J.L.
0C	2015-11-19	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (85%)	S.T.	J.L.
0B	2015-11-09	ÉMISSION POUR COMMENTAIRES (75%)	S.T.	J.L.
0A	2015-10-28	ÉMISSION POUR COORDINATION (50%)	S.T.	J.L.

RÉVISIONS

N.B.: L'ENTREPRENEUR DEVRA, AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX:
A) VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS DES DESSINS ET DES CONDITIONS EXISTANTES SUR LE CHANTIER.
B) AVERTIR AUSSITÔT L'INGÉNIEUR DE TOUTES ERREURS ET/OU OMISSIONS.
C) APPELER AVANT DE CREUSER: BELL CANADA, VIDÉOTRON,HYDRO-QUÉBEC,GAZ MÉTROPOLITAIN,TLM.P.,T.C.M. ETC.

ingemax ISO 9001
6455, rue Doris-Lussier, Suite 210
Boisbriand (Qué.) J7H 0E8
Téléphone: (450) 491-5252
Courriel: info@ingemax.ca

DOLLARAMA
5805 Royalmount,
Montréal, (Qué) H4P 0A1
Téléphone :(514) 737-1006

GKC ARCHITECTES
7275, rue Saint-Urbain, Bureau 100
Montréal (Qué.) H2R 2Y5
Téléphone: (514) 737-6255

ÉCHELLE PLAN: 1:1000 (0, 5, 10 DIMENSIONS EN m.)
PROFIL hor./ vert.:

PROJET
NOUVEAUX BÂTIMENT DOLLARAMA - CENTRE DE DISTRIBUTION
2105, 23e AVENUE (LACHINE)
TRAVAUX EXTÉRIEURS DE GÉNIE CIVIL

PLAN DE DÉ.MOLITION, DÉTAILS ET TABLEAUX

RELEVÉ PAR: ARPENTEUR-T.CEMAY INSPECTION DES LIEUX: EN DATE DU 2015-08-23
DOSSIER No.: DOLL-1501
SCEAU
APPROUVÉ PAR: JULIE LAROCQUE, ing. er
VÉRIFIÉ PAR: JULIE LAROCQUE, ing. er
PRÉPARÉ PAR: SEVY TREMBLAY, ing.
DESSINÉ PAR: ANN MARIE VALOIS
DATE: 2015-08-13
PLAN No.: C02
RÉV. No.: 01

TABLEAU DES LONGUEURS DE CONDUITES

	a		DIAMÈTRE (mm)	PENTE (%)	LONGUEUR (m)	VOLUME RETENU (m³)
SC401	@	COND. EX.	375	2.00min	11.00	N/A
RP401	@	SC401	375	1.00	2.50	N/A
BÂTIMENT	@	RP401	250	2.00	6.00	N/A
RP402	@	RP401	375	0.20	51.00	N/A
RP403	@	RP402	1200	0.13	125.00	135.72
PM00	@	COND.	200	0.40min	15.00	0.49
PM01	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM02	@	PM03	200	0.40	27.00	0.85
PM03	@	COND.	250	0.40min	26.50	1.30
PM04	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM05	@	PM06	200	0.40	27.00	0.85
PM06	@	COND.	250	0.40min	26.50	1.30
PM07	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM08	@	PM09	200	0.40	27.00	0.85
PM09	@	COND.	250	0.40min	26.50	1.30
PM10	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM11	@	PM12	200	0.40	27.00	0.85
PM12	@	COND.	250	0.40min	26.50	1.30
RPM04	@	RPM03	300	0.12	118.00	73.27
PM13	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM14	@	PM15	200	0.40	27.00	0.85
PM15	@	COND.	250	0.40min	26.50	1.30
PM16	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM17	@	PM18	200	0.40	27.00	0.85
PM18	@	COND.	250	0.40min	26.50	1.30
PM19	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM20	@	COND.	200	0.40min	26.00	0.82
PM21	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM01	@	COND.	200	0.40min	3.00	0.09
PM22	@	PM27	200	0.40	31.00	0.97
PM23	@	PM26	200	0.40	20.00	0.80
PM24	@	PM25	200	0.40	17.00	0.53
PM33	@	COND.	250	0.40min	17.00	0.83
PM35	@	COND.	200	0.40min	4.00	0.13
RPM34	@	RPM05	375	0.20	53.50	5.91
PM37	@	RPM05	250	0.40	25.00	1.23
PM39	@	RPM06	200	0.40	19.00	0.60
PM30	@	COND.	250	0.40min	1.00	0.05
PM32	@	COND.	200	0.40min	4.00	0.13
PM38	@	COND.	200	0.40min	15.00	0.47
BÂTIMENT	@	RSM01	150	2.00min	6.00	N/A
RSM01	@	COND. RUE	150	2.00min	10.00	N/A
					TOTAL ZONE 1	230,90
SC402	@	COND.EX.	300	2.00min	4.00	N/A
RPM39	@	SC402	300	1.00	4.00	N/A
BÂTIMENT	@	RPM08	250	2.00	22.50	1.10
RPM10	@	RPM08	300	0.30	10.00	N/A
RPM36	@	RPM12	450	0.30	54.00	8.59
PM56	@	COND.	200	0.40min	4.00	0.13
PM55	@	COND.	200	0.40min	4.00	0.13
PM54	@	COND.	200	0.40min	4.00	0.13
RPM11	@	RPM08	375	0.20	4.00	0.44
PM57	@	RPM08	200	0.40	54.00	1.70
RPM13	@	RPM08	450	0.30	128.00	19.89
PM55	@	COND.	200	0.40min	4.00	0.13
RPM57	@	RPM06	375	0.30	76.00	8.29
PM33	@	COND.	200	0.40min	2.00	0.06
PM32	@	RPM07	250	0.35	83.00	2.60
PM31	@	PM32	200	0.40	39.00	1.24
BÂTIMENT	@	RSM02	150	2.00min	25.00	N/A
RSM02	@	COND. RUE	150	2.00min	6.00	N/A
BÂTIMENT	@	RSM03	150	2.00min	25.00	N/A
RSM03	@	COND. RUE	150	2.00min	6.00	N/A
AQ. BÂTIMENT	@	COND. AQ.400	150	N/A	15.50	N/A
					TOTAL ZONE 2	43,73

TABLEAU DES REGARDS ET PUISARDS

#	TOP	ENTRÉE 1 RADIER	Ø	ENTRÉE 2 RADIER	Ø	ENTRÉE 3 RADIER	Ø	SORTIE RADIER	Ø	DÉTAIL*	VOLUME RETENU (m³)
PM01	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM02	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM03	38.815	36.965	200	-	-	-	-	36.915	250	PUISARD 600mm	0,54
PM04	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM05	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM06	38.815	36.965	200	-	-	-	-	36.915	250	PUISARD 600mm	0,54
PM07	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM08	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM09	38.815	36.965	200	-	-	-	-	36.915	250	PUISARD 600mm	0,54
PM10	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM11	38.815	36.965	200	-	-	-	-	36.915	250	PUISARD 600mm	0,54
PM12	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM13	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM14	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM15	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM16	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM17	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM18	38.815	36.965	200	-	-	-	-	36.915	250	PUISARD 600mm	0,54
PM19	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM20	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM21	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM22	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM23	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM24	38.007	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,30
PM25	39.007	37.050	200	-	-	-	-	37.000	200	PUISARD 600mm	0,31
PM26	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM27	38.815	36.880	200	-	-	-	-	36.750	250	PUISARD 600mm	0,58
PM28	38.815	36.880	200	-	-	-	-	36.850	250	PUISARD 600mm	0,58
PM29	39.250	-	-	-	-	-	-	37.148	200	PUISARD 600mm	0,99
PM30	38.815	-	-	-	-	-	-	37.015	200	PUISARD 600mm	0,51
PM36	39.006	-	-	-	-	-	-	37.206	200	PUISARD 600mm	0,61
RPM01	39.460	36.820	375	35.920	250	-	-	35.780	375	REGARD 1200mm	N/A
RPM02	39.600	36.110	1200	-	-	-	-	35.920	375	REGARD 2100mm	0,35
RPM03	39.970	36.270	900	-	-	-	-	36.220	1200	REGARD 2100mm	0,87
RPM04	38.995	36.410	375	-	-	-	-	36.410	900	REGARD 1600mm	5,18
RPM05	38.855	36.645	250	36.695	200	-	-	36.525	375	REGARD PUISARD 1200mm	2,67
SC01	39.466	36.753	375	-	-	-	-	35.666	375	UNITÉ DE TRAITEMENT PLUVAL*	N/A
										TOTAL ZONE 1	39,93
										(VOIR CONCEPTION CARRÉ)	
PM31	40.300	-	-	-	-	-	-	39.068	200	PUISARD 600mm	0,51
PM32	39.800	38.640	200	-	-	-	-	37.568	250	PUISARD 600mm	0,51
PM33	39.800	-	-	-	-	-	-	38.000	200	PUISARD 600mm	0,51
PM34	39.800	-	-	-	-	-	-	38.000	200	PUISARD 600mm	0,51
PM35	39.800	-	-	-	-	-	-	38.000	200	PUISARD 600mm	0,51
PM36	39.800	-	-	-	-	-	-	38.000	200	PUISARD 600mm	0,51
PM37	39.800	-	-	-	-	-	-	38.000	200	PUISARD 600mm	0,51
RSM01	39.466	36.753	250	-	-	-	-	35.753	250	REGARD 1200mm	N/A
RPM06	40.206	37.930	375	-	-	-	-	37.568	450	REGARD 1200mm	1,72
RPM07	39.800	37.850	250	-	-	-	-	37.750	375	REGARD PUISARD 1200mm	1,30
RPM08	39.856	37.780	200	37.930	375	-	-	37.530	450	REGARD 1200mm	1,48
RPM09	40.045	36.740	375	36.740	375	-	-	36.590	300	REGARD 1200mm	2,20
RPM10	40.070	37.170	450	37.420	450	-	-	36.770	300	REGARD 1200mm	2,10
RPM11	39.600	-	-	-	-	-	-	37.750	375	REGARD PUISARD 1200mm	1,16
SC#2	39.995	36.545	300					36.470	300	UNITÉ DE TRAITEMENT PLUVAL*	N/A
RSM02	39.800	37.680	250	-	-	-	-	37.500	350	REGARD 900mm	N/A
RSM03	40.006	36.468	250	-	-	-	-	36.468	250	REGARD 900mm	N/A
										TOTAL ZONE 2	12,37

*UNITÉ DE TRAITEMENT PLUVAL DE TYPE DOWNSTREAM DEFENDERS 1800si D'AOS CANADA OU OSR-2800 DE L'ÉCUYER (1 REGARD ADDITIONNEL À PRÉVOIR) OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.

*UNITÉ DE TRAITEMENT PLUVAL DE TYPE DOWNSTREAM DEFENDERS 1200 mm D'AOS CANADA OU OSR-750 DE L'ÉCUYER (1 REGARD ADDITIONNEL À PRÉVOIR) OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ/ÉQUIVALENT APPROUVÉ

*TOUT LES REGARDS D'ÉGOUT PLUVIAL DOIVENT ÊTRE MUNIS D'UNE RÉSERVE D'AU MOINS 500mm.

CALCULS DE RÉTENTION ZONE 1

SUPERFICIE TOTAL DU LOT: 54 978,43 m²

DONT:

BUREAUX ET GARAGE:	C = 1.00	22 845,98 m²
AIRES GAZONNÉES:	C = 0.25	5 560,99 m²
AIRES BÉTONNÉES:	C = 1.00	0,00 m²
AIRES PAVÉES:	C = 1.00	26 571,46 m²
AIRES EN AGRÉGATS:	C = 0.40	0,00 m²
		54 978,43 m²

POURCENTAGE IMPERMÉABLES : 0,92 %

RÉCURRENCE DE LA PLUIE : 1/25 ans

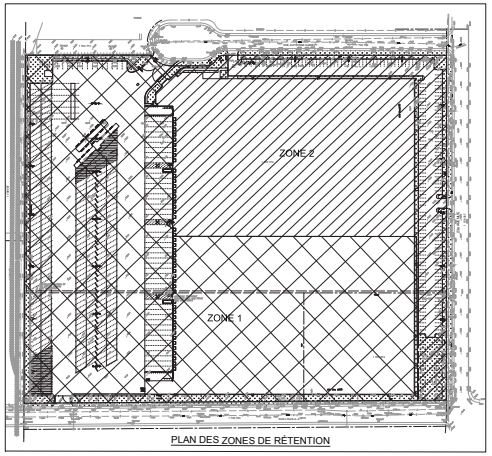
REJET MAXIMUM PERMIS AU RÉSEAU D'ÉGOUT 14 l/s/ha

PLUVIAL MUNICIPAL: 31,98 l/s POUR LE TOIT (INDÉPENDANT)
44,98 l/s POUR L'ENSEMBLE EXCLUANT LE TOIT

PLUIE UTILISÉE: PLUIE DE MONTRÉAL DE TYPE CHICAGO D'UNE DURÉE DE 3 HEURES

VOLUME DE RÉTENTION AU-DESSUS DES PUISARD, TEL QUE VUE DANS LE LOGICIEL PCSWMM

+	27,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM01
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM02
+	26,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM03
+	27,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM04
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM05
+	26,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM06
+	27,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM07
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM08
+	26,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM09
+	27,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM10
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM11
+	26,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM12
+	27,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM13
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM14
+	26,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM15
+	27,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM16
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM17
+	26,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM18
+	12,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM19
+	20,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM20
+	20,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM21
+	24,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM22
+	16,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM23
+	13,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM26
+	23,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM27
+	15,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM28
+	12,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM30
+	14,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM#35
+	57,00 m³	DANS LA CHAMBRE DE LA BALANCE
+	276,11 m³	DANS CONDUITES ET REGARD
+	954,11 m³	(VOIR L'INGÉNIEUR MÉCANIQUE POUR LA RÉTENTION AU TOIT)



PLAN DES ZONES DE RÉTENTION

CALCULS DE RÉTENTION ZONE 2

SUPERFICIE TOTAL DE LA ZONE 2 31 845,98 m²

DONT:

BUREAUX ET GARAGE:	C = 1.00	22 845,98 m²
AIRES GAZONNÉES:	C = 0.25	4 000,00 m²
AIRES BÉTONNÉES:	C = 1.00	0,00 m²
AIRES PAVÉES:	C = 1.00	5 000,00 m²
AIRES EN AGRÉGATS:	C = 0.40	0,00 m²
		31 845,98 m²

POURCENTAGE IMPERMÉABLES : 0,91 %

RÉCURRENCE DE LA PLUIE : 1/25 ans

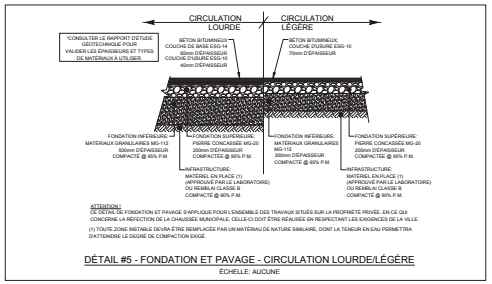
REJET MAXIMUM PERMIS AU RÉSEAU D'ÉGOUT 14 l/s/ha

PLUVIAL MUNICIPAL: 31,98 l/s POUR LE TOIT (INDÉPENDANT)
12,8 l/s POUR L'ENSEMBLE EXCLUANT LE TOIT

PLUIE UTILISÉE: PLUIE DE MONTRÉAL DE TYPE CHICAGO D'UNE DURÉE DE 3 HEURES

VOLUME DE RÉTENTION AU-DESSUS DES PUISARD, TEL QUE VUE DANS LE LOGICIEL PCSWMM

+	17,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD RP#07
+	15,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM32
+	13,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM33
+	17,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM34
+	17,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM35
+	11,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM36
+	15,00 m³	AU DESSUS DU PUISARD PM37
+	106,00 m³	DANS LE BASSIN DE RÉTENTION
+	56,10 m³	DANS LES PUISARD, REGARD ET CONDUITES
+	267,10 m³	(VOIR L'INGÉNIEUR MÉCANIQUE POUR LA RÉTENTION AU TOIT)



ATTENTION!
CE DÉTAIL DE FONDATION ET PAVAGE S'APPLIQUE POUR L'ENSEMBLE DES TRAVAUX SITUÉS SUR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE, EN CE QUI CONCERNE LA RÉFECTION DE LA CHAUSSÉE MUNICIPALE, CELLE-CI DOIT ÊTRE RÉALISÉE EN RESPECTANT LES EXIGENCES DE LA VILLE.

(1) TOUTE ZONE INSTABLE DEVRA ÊTRE REMPLACÉE PAR UN MATÉRIAU DE NATURE SIMILAIRE, DONT LA TENEUR EN EAU PERMETTRA D'ATTEINDRE LE DEGRÉ DE COMPACTION EXIGÉ.

DÉTAIL #5 - FONDATION ET PAVAGE - CIRCULATION LOURDE/LÉGÈRE
ÉCHELLE: AUCUNE

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1160783004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Confirmer au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques l'engagement de la Ville d'acquérir certaines parcelles de terrain appartenant au domaine hydrique de l'État situées en bordure du pont Lachapelle, afin de permettre à la Ville d'accorder les contrats de réfection des voies publiques, de la piste cyclable et du réaménagement paysager des abords du pont Lachapelle, sous condition de les conserver à des fins publiques et non lucratives / Mandater la Division de la géomatique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour la réalisation des travaux d'arpentage des lots sans désignation cadastrale du domaine hydrique de l'État, afin d'entamer les démarches conduisant à l'acquisition de ces propriétés. N/Réf. : 31H12-005-1144-03

Il est recommandé :

1. de confirmer au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques l'engagement de la Ville d'acquérir certaines parcelles du domaine hydrique de l'État situées en bordure du pont Lachapelle afin de permettre à la la Ville d'accorder les contrats de réfection des voies publiques, de la piste cyclable et du réaménagement paysager des abords du pont Lachapelle sous condition de les conserver à des fins publiques et non lucratives favorisant l'accès public au plan d'eau;

2. de mandater la Division de la géomatique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour la réalisation des travaux d'arpentage des lots sans désignation cadastrale du domaine hydrique de l'État afin d'entamer les démarches conduisant à l'acquisition de ces propriétés.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-24 14:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160783004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Confirmer au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques l'engagement de la Ville d'acquérir certaines parcelles de terrain appartenant au domaine hydrique de l'État situées en bordure du pont Lachapelle, afin de permettre à la Ville d'accorder les contrats de réfection des voies publiques, de la piste cyclable et du réaménagement paysager des abords du pont Lachapelle, sous condition de les conserver à des fins publiques et non lucratives / Mandater la Division de la géomatique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour la réalisation des travaux d'arpentage des lots sans désignation cadastrale du domaine hydrique de l'État, afin d'entamer les démarches conduisant à l'acquisition de ces propriétés. N/Réf. : 31H12-005-1144-03

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (le « SIVT ») a obtenu un règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour procéder à la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville.
Dans le cadre de ces travaux, la Ville doit procéder à la réfection des voies routières, de la piste cyclable et du réaménagement paysager des abords du pont Lachapelle. Comme ces terrains sans désignation cadastrale font partie du domaine hydrique de l'État, la Ville ne peut octroyer les divers contrats municipaux sur ces terrains sans la permission écrite du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (le « MDDELCC »).

Ce dernier, sur engagement de la Ville de procéder à l'acquisition de ces terrains, permettra la réalisation des travaux projetés dans l'attente de la conclusion d'une transaction officialisant le titre de propriété de la Ville.

Le présent sommaire a pour but d'obtenir des autorités compétentes de la Ville l'engagement de cette dernière de débuter les procédures requises à l'acquisition de ces terrains, et une fois acquis, de les conserver à des fins publiques et non lucratives.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1282 - 17 novembre 2015 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);
CM15-1507 - 17 novembre 2015 - Règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg.

DESCRIPTION

Les terrains visés font partie de l'ancien lit de la rivière des Prairies (domaine hydrique) et ils ont fait l'objet de remblayage lors des différentes phases de construction du pont Lachapelle. Ces terrains convoités par le SIVT sont identifiés par une trame ombragée sur les plans A, B, C et P disponibles en pièces jointes.
C'est le *Règlement sur le domaine hydrique de l'État* (L.R.Q.,c. R-13, r. 1.1), en vigueur depuis le 27 février 2003, qui détermine les conditions suivant lesquelles le MDDELCC est autorisé à consentir à l'octroi de droits sur le domaine hydrique (aliénation, location et occupation). Le règlement permet aussi au MDDELCC de vendre des portions remblayées du domaine hydrique sous son autorité et d'ajuster les tarifs applicables à l'octroi de certains droits.

Ledit règlement prévoit deux dispositions applicables aux demandes d'achat d'une parcelle remblayée du domaine hydrique. Pour les municipalités, le règlement stipule qu'une vente peut être consentie pour la valeur nominale de 1 $, si la Ville s'engage, sous condition résolutoire, à maintenir les lieux à des fins non lucratives favorisant l'accès public au plan d'eau, ce qui s'applique parfaitement au présent cas, puisque la construction d'une rampe de débarquement à l'eau est prévue sur la rive ouest du pont. Selon cette éventualité, le tarif effectif applicable pour l'exercice financier 2015-2016 est de 639 $ pour les frais d'administration, plus 1,27 $ du mètre linéaire de rive. En fonction de ce taux effectif, jumelé à plus ou moins 70 mètres de rives, le coût d'acquisition sera approximativement de 837 $, incluant les taxes de vente.

Si le Ministère est d'avis que les fins projetées par la municipalité pour ce terrain ne rencontrent pas les critères mentionnés au paragraphe précédent, ce qui est pratiquement improbable compte tenu des aménagements projetés, alors les dispositions usuelles dudit Règlement s'appliqueront pour la vente de ce terrain. Selon cette deuxième éventualité, compte tenu que le domaine hydrique semble avoir été remblayée avant 1994, le prix de vente correspondrait à la plus basse des deux valeurs suivantes : soit la valeur marchande de cet immeuble au moment où le MDDELCC donnera son consentement à la vente ou soit un prix de vente correspondant à 50 % de la valeur uniformisée au rôle d'évaluation à ce moment. À titre informatif, les terrains riverains au domaine hydrique convoités sont évalués en moyenne au rôle foncier à 400 $/$m^2$, mais c'est la valeur au rôle foncier au moment où le MDDELCC donnera son consentement qui s'appliquera. Basé sur ces prémisses, jumelé à une superficie approximative de l'immeuble estimée par le SIVT à 2 690 m^2 (28 955 pi^2), le coût d'acquisition serait approximativement de 600 000 $, incluant les taxes de vente. Cependant, ces terrains compte tenu de leur localisation en bordure du pont et de leur usage actuel (voies routières, piste cyclable et verdure) possèdent selon le Service de la gestion et la planification immobilière (le « SGPI ») un potentiel de développement quasi-inexistant.

Comme la Ville n'est pas propriétaire de tous les terrains adjacents à la partie du domaine hydrique, le MDDELCC pourrait lui demander d'aviser officiellement de la demande d'achat l'ensemble des propriétaires riverains et de les inviter à formuler leurs observations, le cas échéant, auprès du MDDELCC. Les commentaires ou les réserves formulées par les propriétaires riverains, le cas échéant, permettront au ministre s'il le juge opportun, de prévoir toute clause, condition ou servitude nécessaire pour protéger le public et les droits des riverains dans tout acte ou convention à intervenir. Selon le SGPI, les seuls droits que

pourraient prétendre les propriétaires riverains, le cas échéant, seraient de légers empiètements, ce qui ne compromettrait aucunement le projet du SIVT.

Une copie dudit règlement est disponible en pièces jointes.

Pour préparer cet acte d'acquisition, il est d'abord nécessaire de procéder aux travaux d'arpentage des lots sans désignation cadastrale. C'est la Division de la géomatique de la Direction des travaux publics au SIVT qui devra procéder aux travaux d'arpentage aux fins de la désignation cadastrale de lots.

Ce n'est qu'une fois la désignation cadastrale de ces lots obtenue que le SGPI pourra, en collaboration avec le Service des affaires juridiques de la Ville et du MDELCC, préparer l'acte d'acquisition des lots convoités devant être présentés aux autorités pour approbation.

Le Service de l'environnement est d'avis qu'il ne sera probablement pas requis de procéder à une étude de caractérisation environnementale, car la majorité du terrain à acquérir est déjà aménagée par les voies d'accès au pont. De plus, une étude réalisée à proximité du pont Lachapelle dans le parc Promenade Beauséjour indique que la zone de remblais de ce parc située en bordure de la rivière des Prairies est faiblement contaminée (sol de qualité AB ou BC). Si jamais une étude de caractérisation était requise au moment de conclure la transaction, elle serait financée à même l'enveloppe budgétaire de 200 000 $ mis à notre disposition pour compléter cette acquisition.

JUSTIFICATION

Cette demande est conforme au mandat du SIVT et l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville est favorable au projet.
Le dossier est inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal de la Ville pour approbation comme le stipule le Règlement sur le domaine hydrique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Même si la Ville ne procède pas immédiatement à l'acquisition de ces terrains, le SGPI demande de réserver les fonds dès maintenant pour cette acquisition afin d'assurer la disponibilité des budgets lorsqu'il sera prêt à recommander l'acquisition de cet immeuble, car les délais pour conclure cette transaction peuvent être supérieurs à ceux du projet du SIVT et que les tarifs du MDDELCC peuvent changer sans préavis.
Le coût de la transaction basé sur l'éventualité la plus réaliste est estimé à un montant de 837 $, incluant les taxes de vente, mais le SGPI recommande de réserver dès maintenant un budget de 200 000 $ dans le budget PTI de ce projet pour les raisons susmentionnés dans l'onglet « Description ». De ce montant, un budget de 10 000 $ est réservé pour la réalisation d'une étude de caractérisation des sols, si requis.

Les frais relatifs à la délimitation du domaine hydrique convoité, notamment les travaux d'arpentage, seront pris en charge par la Division de la géomatique de la Direction des travaux publics, à même son budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est impératif pour la Ville d'intégrer les terrains du domaine hydrique dans son projet de réfection des abords du pont Lachapelle, afin de permettre l'octroi des contrats de réfection des voies routières et de la piste cyclable situés dans le domaine hydrique et de réaliser un

réaménagement paysager des plus harmonieux en bordure du pont Lachapelle pour cet accès important de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n’est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Obtention d'une résolution des autorités compétentes de la Ville demandant d'acquérir une portion du domaine hydrique de l'état.

1. Transmission par le SIVT au MDDELCC de tous les documents exigés en vertu du règlement pour confirmer l'ouverture officielle du dossier.
2. Le SIVT confirmera le mandat de la Division de la géomatique du SIVT pour la préparation de l'opération cadastrale requise pour l'acquisition de cet immeuble conformément aux exigences du MDDELCC.
3. Le SIVT mandatera le SGPI pour la préparation du sommaire recommandant l'acquisition de cet immeuble, lorsqu'il se sera conformé à toutes les exigences du MDDELCC et qu'il aura obtenu la désignation cadastrale de l'immeuble à acquérir.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports
Francine DUBEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Lucia BENFEITO, Ahuntsic-Cartierville
Josée SAMSON, Service de l'environnement

Lecture :

Lucia BENFEITO, 11 mars 2016
Josée SAMSON, 10 mars 2016

Francine DUBEAU, 3 mars 2016
Francyne GEMME, 3 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-03-22

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1160783004 / Mandat 16-0089-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Accord de principe confirmant l'acquisition d'un terrain
- Localisation : En bordure de la Rivière-des-Prairies et du pont Lachapelle, arrondissement d'Ahunstic-Cartierville
- Lot : Sans désignation cadastrale
- Superficie totale : 70 mètres de rive pour 2 690 m^2 - (28 955 pi^2)
- Particularités : Les terrains convoités sont déjà occupés en bonne partie par la Ville par des infrastructures municipales. Pour être en mesure d'octroyer les différents contrats municipaux pour le réaménagement des infrastructures municipales présentes en bordure du pont Lachapelle, la Ville doit confirmer au MDDELCC son engagement d'acquérir ces terrains lorsque toutes les étapes requises à la conclusion de cette transaction auront été complétées.

Vendeur : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

Acquéreur : Ville de Montréal

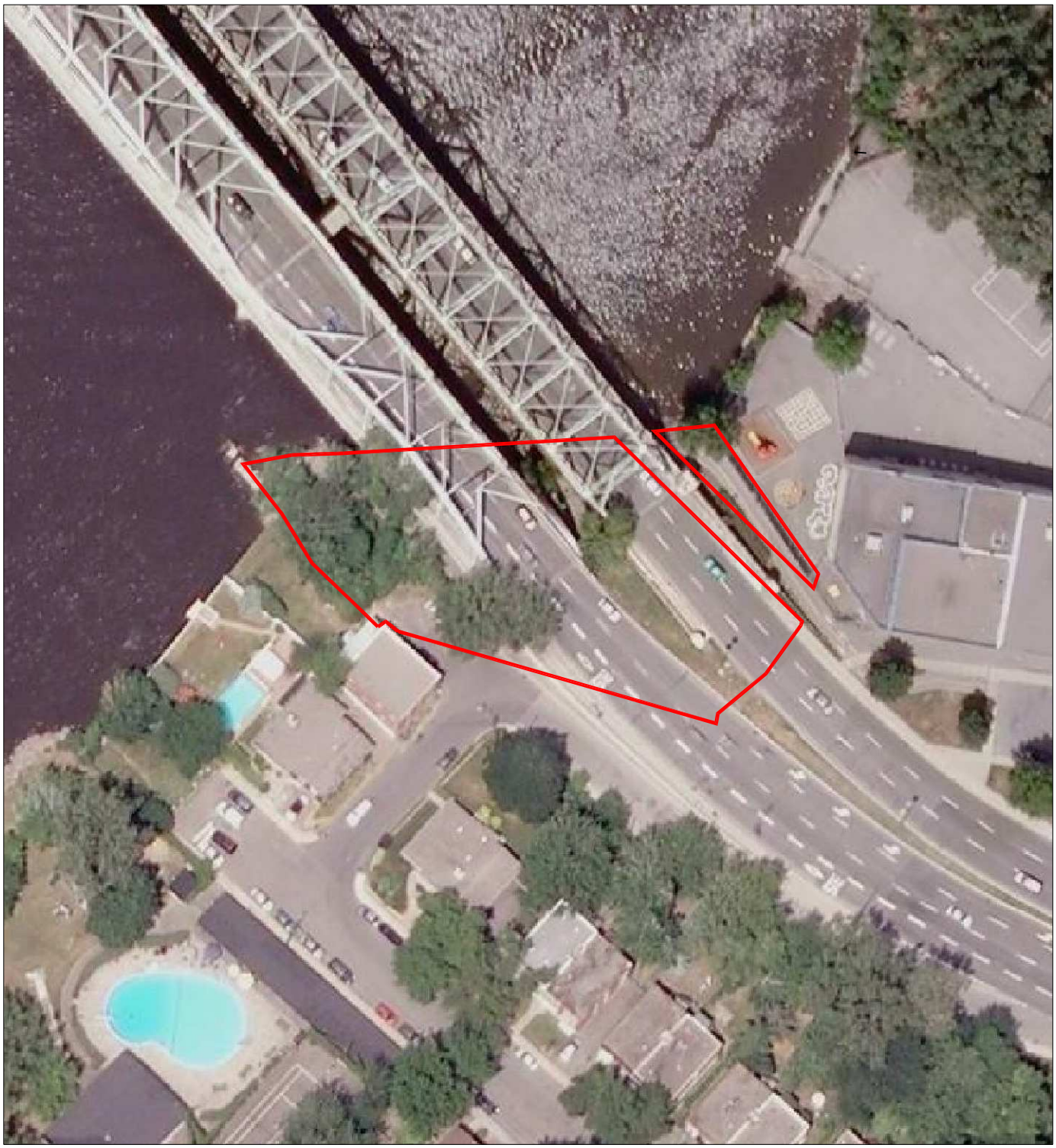
Prix de vente : Sera cédé pour une valeur nominale en fonction de la grille de tarif du MDDELCC en vigueur au moment de finaliser la transaction.

Juste valeur marchande : Non requis

Valeur au rôle foncier 2016 : Immeubles non portés au rôle - valeur municipale moyenne des terrains riverains 400 $/m² (37,16 $/pi²)

Raison du prix de vente : L'article 35 du Règlement sur le domaine hydrique (L.R.Q.,c. R-13, r.1.1) stipulant qu'une vente peut être consentie à une municipalité si cette dernière s'engage sous conditions résolutoires à maintenir les lieux à des fins publiques non lucratives, favorisant l'accès public au plan d'eau.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Denis Charette	Téléphone : 2-7221	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

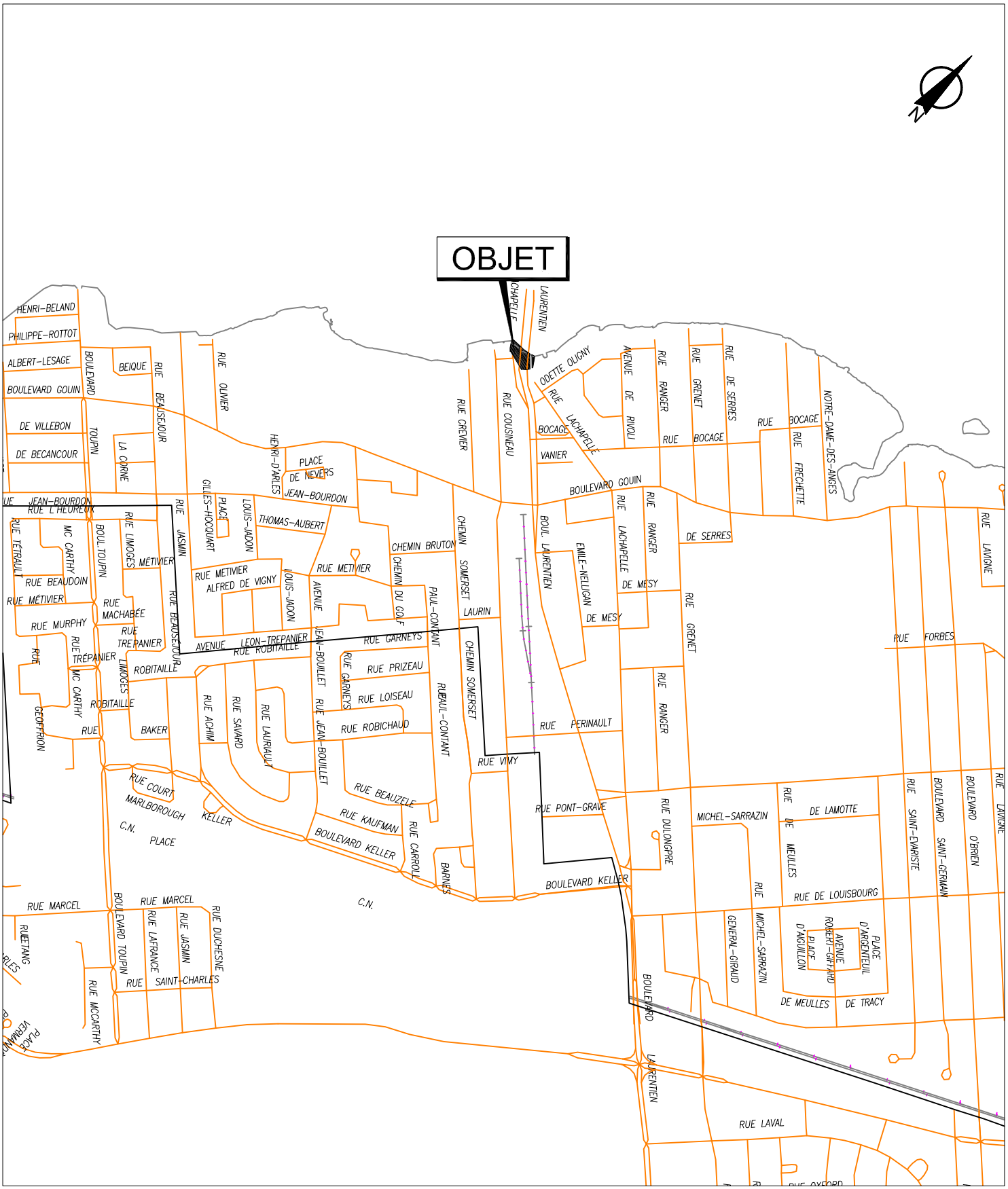


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-1144-03
Production : CL
Échelle : -
Date : 03-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

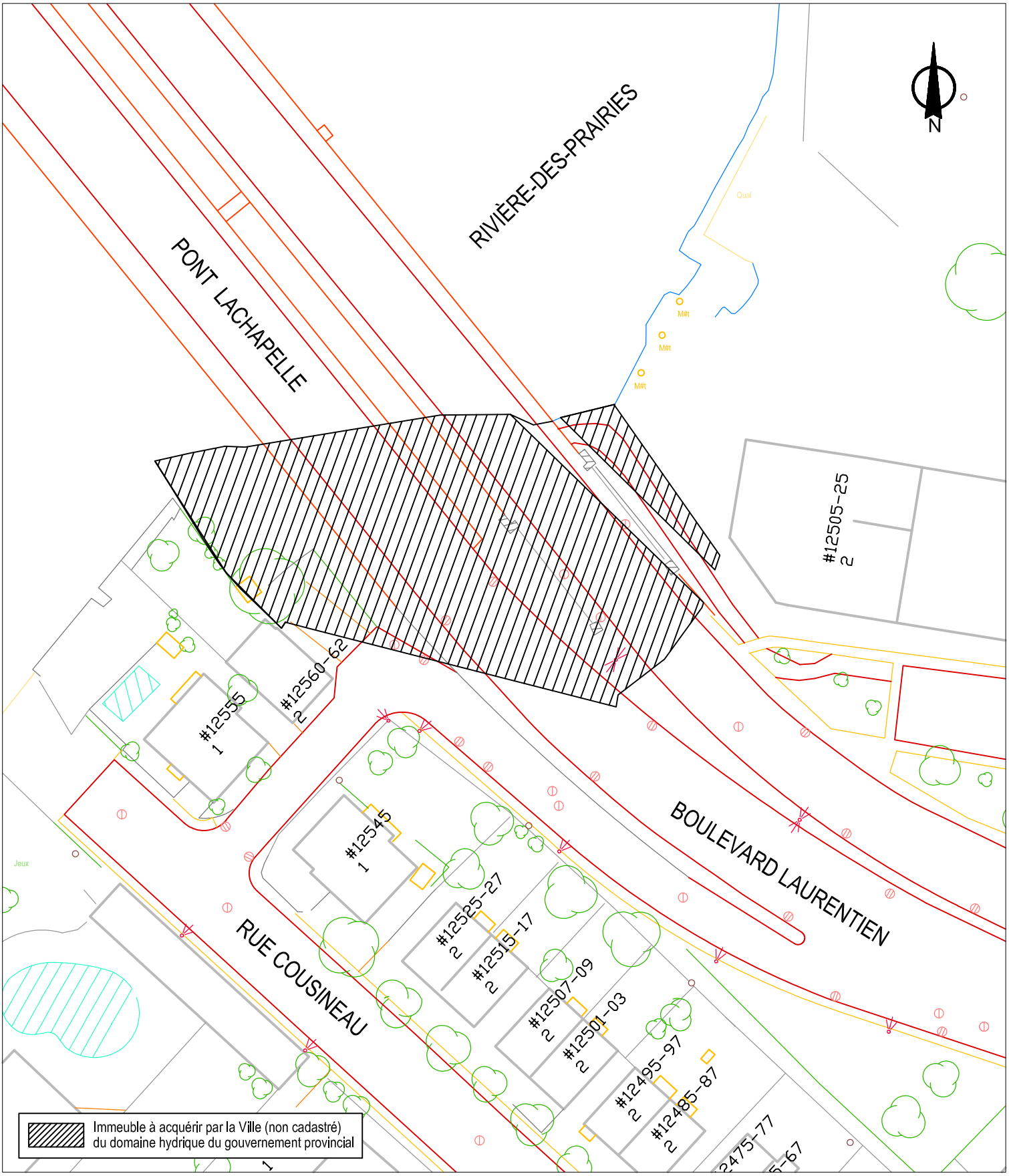


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-1144-03
Production : CL
Échelle : -
Date : 03-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

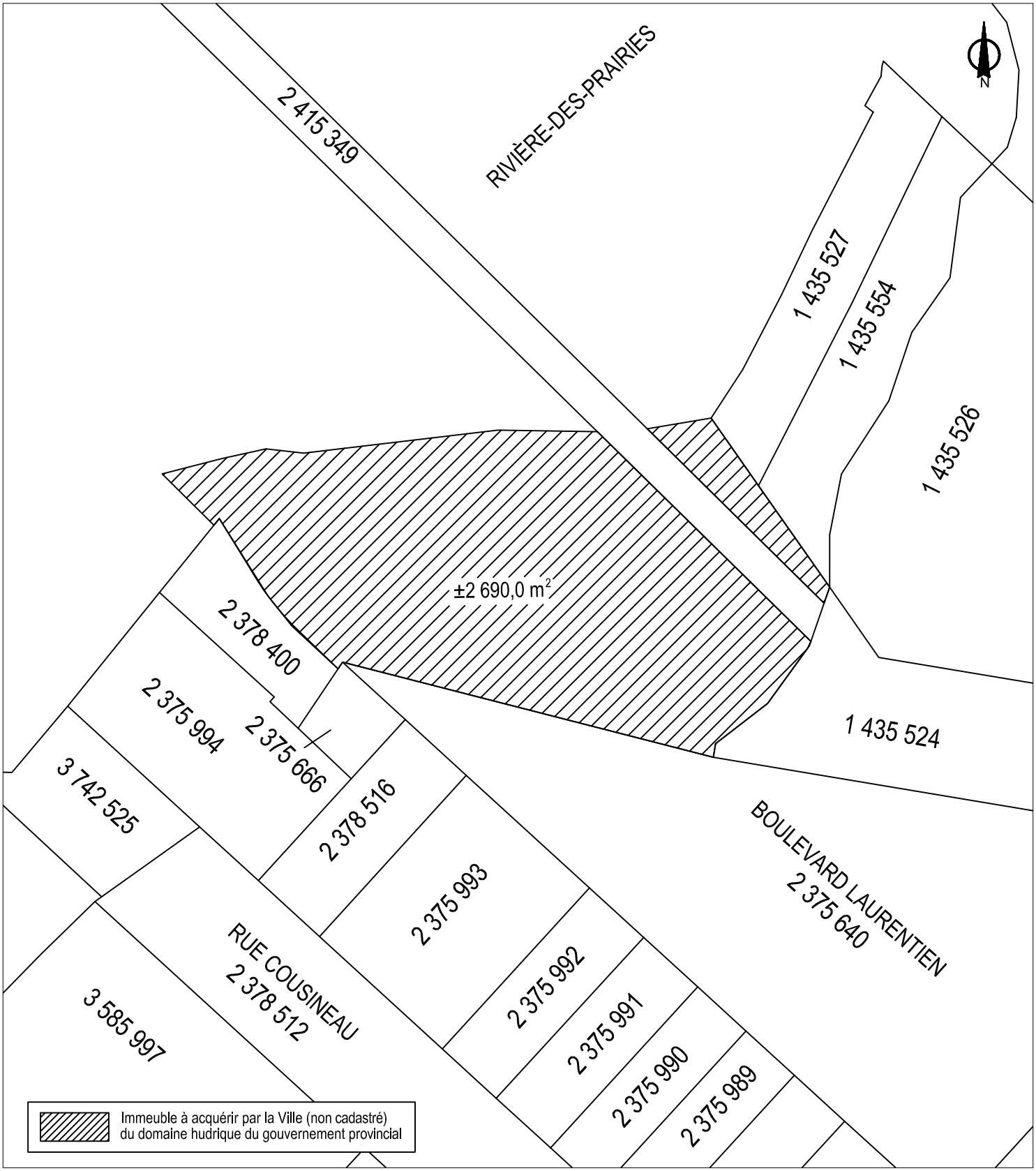


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-1144-03
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 03-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic-Cartieville
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-1144-03
Production : CL
Échelle : -
Date : 03-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Québec

Direction de la gestion du domaine hydrique de l'État

Exercice financier 2015-2016

Règlement sur le domaine hydrique de l'État

(RLRQ, c. R-13, r-1)

Dispositions applicables aux demandes d'achat d'une parcelle remblayée du domaine hydrique de l'État provenant d'une municipalité

L'État est propriétaire du lit des principaux lacs et cours d'eau de la province jusqu'à la ligne des hautes eaux (article 919 du Code civil du Québec). Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques détient l'autorité et assure la gestion du domaine hydrique de l'État. (MDDELCC)

L'occupation exercée par du remblayage dans le lit d'un plan d'eau appartenant à l'État doit être régularisée par le propriétaire riverain ou son occupant. Le Règlement sur le domaine hydrique de l'État (RLRQ, c. R-13, r-1), en vigueur depuis le 27 février 2003, détermine les conditions suivant lesquelles le ministre est autorisé à convenir d'une délimitation et à consentir l'aliénation, la location ou l'occupation du domaine hydrique.

Les principales dispositions qui régissent une demande d'achat provenant d'une municipalité sont les suivantes :

- Sauf exceptions, le prix de vente d'une partie du domaine hydrique remblayée avant 1994 est de 50 % de sa valeur, sans être moindre que le prix minimum payable.

  Cette valeur est déterminée en appliquant pour chaque mètre carré de terrain visé, le taux unitaire du lot de grève, s'il est évalué ou à défaut, le taux unitaire du terrain riverain adjacent. Ce taux unitaire correspond à la valeur uniformisée de la valeur du terrain inscrite au rôle d'évaluation foncière, calculée au mètre carré en vigueur au moment où le MDDELCC donnera son consentement à la vente.

  Ce consentement à la vente est réputé être donné lorsque l'arpenteur-géomètre du MDDELCC aura répondu à la «Requête concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État» que lui aura transmis le moment venu, celui du requérant.

...2

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

675, boulevard René-Lévesque Est
Aile Louis-Alexandre Taschereau, 4e étage, boîte 16
Québec (Québec) G1R 5V7
Téléphone : (418) 521-3818, poste
Télécopieur : (418) 643-1051
Courriel : @mddelcc.gouv.qc.ca
Internet : www.mddelcc.gouv.qc.ca

Des frais administratifs, ajustables au premier avril de chaque année, sont instaurés pour l'examen d'une demande d'achat. Ils sont toutefois déduits du prix de vente lorsque celle-ci se finalise dans un délai raisonnable. Pour l'exercice financier 2015-2016, ces frais sont de 446 $, taxes en sus.

Le prix minimum de vente équivaut aux frais administratifs déboursés (plus l'ajustement intervenu, s'il y a lieu).

- Cependant, pour une municipalité qui poursuit des fins non lucratives favorisant l'accès public au plan d'eau, la vente peut être consentie pour la valeur nominale de 1 $ si celle-ci s'engage, sous condition résolutoire, à maintenir les lieux à ces fins. Des frais administratifs de 639 $, auxquels s'ajoute 1,27 $ le mètre linéaire de rive visée, sont alors exigibles. Les taxes (TPS et TVQ) s'appliquent à ces montants.

- Si la municipalité n'est pas propriétaire du ou des terrains riverains adjacents à la partie du domaine hydrique visée, il pourra lui être demandé d'aviser officiellement de sa demande d'achat l'ensemble des propriétaires riverains touchés et de les inviter à formuler leurs observations, le cas échéant, auprès du MDDELCC.

- Les commentaires ou les réserves formulées par les propriétaires riverains, s'il y a lieu, permettront au ministre s'il le juge opportun, de prévoir toute clause, condition ou servitude nécessaire pour protéger le public et les droits riverains dans tout acte ou convention à intervenir.

- L'arpentage et l'immatriculation du domaine hydrique visé, à être effectués selon les instructions techniques particulières que l'arpenteur-géomètre mandaté obtiendra du Bureau de l'arpenteur général du Québec, sont aux frais de la requérante. Il en est de même pour les frais relatifs à l'acte de vente y compris son inscription au Bureau de la publicité des droits ainsi, dans le cas de vente à des fins non lucratives publiques, que ceux reliés à l'inscription d'un avis d'adresse (article 3022 C.c.Q.) en faveur du ministre.

- Le ministre peut exiger que la requérante apporte certains correctifs à ses aménagements pour stabiliser, délimiter ou nettoyer adéquatement le remblai ou pour corriger ou atténuer des impacts environnementaux. Toute vente est faite sans aucune garantie de qualité en ce qui concerne l'état du terrain et les matériaux composant le remblai.

- Les qualités requises d'un remblai pour qualifier le lot de grève à la vente sont généralement mais non limitativement sa stabilité ainsi que l'absence de nuisance à la libre circulation de l'eau (ce qui exclut notamment les ouvrages tels les débarcadères

...3

permanents, jetées, épis ou brise-lames, lesquels doivent être régularisés par voie de location). Une inspection des lieux est habituellement effectuée par un membre du personnel du MDDELCC.

L'analyse d'une demande d'achat ne s'effectue que lorsque les documents suivants sont présents au dossier :

1) Une résolution du Conseil municipal demandant à acquérir la portion du domaine hydrique de l'État précisant en front de quel(s) lot(s) elle se trouve et y mentionnant les fins poursuivies (non lucratives publiques ou autres).

   Elle y désigne son mandataire, le cas échéant et devrait y préciser sa qualité de propriétaire riveraine ou les droits qu'elle détient à cet égard.

2) Un chèque de 512,79 $ (446 $ plus taxes) à l'ordre du **Ministre des Finances du Québec** si la demande vise des fins autres que non lucratives publiques.

* Dans l'éventualité de fins non lucratives publiques favorisant l'accès au plan d'eau, le prix de vente de 1$ et les frais administratifs de 639 $ plus ceux de 1,27 $ le mètre linéaire de rive visée seront payables à la conclusion de l'acte de vente. Notez que ces frais sont indexés au 1er avril de chaque année et que ce seront ceux en vigueur au moment où le MDDELCC produira l'offre de vente qui seront exigibles.

3) Une photocopie des titres de propriété de la requérante sur le terrain riverain adjacent, le cas échéant.

4) Si disponible, une photocopie du plus récent certificat de localisation et du rapport d'arpentage du terrain riverain adjacent.

Documents facultatifs à l'appui d'une demande d'acquisition :

1) La date approximative de remblayage si connue.

2) Une photocopie de tout plan (matrice graphique,...) du secteur.

3) Des photographies récentes du site en période estivale.

4) Dans l'éventualité d'une vente à des fins autres que non lucratives publiques, une photocopie du rôle d'évaluation municipale, en vigueur pour l'année de la demande

...4

d'acquisition, indiquant la superficie du lot de grève et en eau profonde (à défaut, celle du terrain riverain adjacent), son évaluation foncière et autres informations pertinentes à l'évaluation de la propriété. Cette évaluation n'est qu'à titre indicatif puisque ce sera celle prévalant au moment où le MDDELCC donnera son consentement à la vente qui sera utilisée pour déterminer le prix de vente.

La demande doit être adressée à la:

Ministère du Développement durable, de l'Environnement
et de la Lutte contre les changements climatiques
Direction de la gestion du domaine hydrique de l'État
675, boul. René-Lévesque Est, boîte 16
Aile Louis-Alexandre Taschereau, 4e étage
Québec (Québec) G1R 5V7

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160783004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Confirmer au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques l'engagement de la Ville d'acquérir certaines parcelles de terrain appartenant au domaine hydrique de l'État situées en bordure du pont Lachapelle, afin de permettre à la Ville d'accorder les contrats de réfection des voies publiques, de la piste cyclable et du réaménagement paysager des abords du pont Lachapelle, sous condition de les conserver à des fins publiques et non lucratives / Mandater la Division de la géomatique du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour la réalisation des travaux d'arpentage des lots sans désignation cadastrale du domaine hydrique de l'État, afin d'entamer les démarches conduisant à l'acquisition de ces propriétés. N/Réf. : 31H12-005-1144-03

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1160783004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-14

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2857

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1167252001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement de Habiter Montréal comme marque officielle auprès du registraire des marques de commerces de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

Il est recommandé :
De mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement de Habiter Montréal comme marque officielle auprès du registraire des marques de commerces de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-23 09:42

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167252001**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement de Habiter Montréal comme marque officielle auprès du registraire des marques de commerces de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'habitation utilise l'expression Habiter Montréal dans ses communications depuis 1989. D'abord apparue comme titre de l'énoncé de politique d'habitation de 1989 et de la politique qui l'a suivi, l'expression Habiter Montréal a été ensuite reprise de manière régulière et ininterrompue dans les campagnes publicitaires et le matériel promotionnel produit par la Direction. Aujourd'hui, Habiter Montréal est le titre du site web (habitermontreal.com) servant de pivot à toutes les activités de promotions de la Ville de Montréal en habitation, de même que le nom des comptes Facebook et Twitter utilisés par la Ville de Montréal à cette fin. Le site web et les comptes de médias sociaux ont acquis une importante notoriété :

- 10 000 visiteurs par mois sur le site Habiter Montréal;
- 8 000 abonnés sur le compte Facebook de Habiter Montréal;
- 8 100 abonnés sur le compte Twitter de Habiter Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune relativement à ce dossier.

DESCRIPTION

De façon à protéger les droits de propriété intellectuelle associés à la marque de commerce officielle Habiter Montréal, il y a lieu de demander le dépôt de ce nom, comme marque officielle, auprès du registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Le présent dossier vise à mandater le Service des affaires juridiques à cet effet.

JUSTIFICATION

Avant d'aller de l'avant avec l'enregistrement de la marque de commerce officielle Habiter Montréal, le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal a besoin d'une résolution du conseil municipal le mandatant à le faire en son nom.

L'enregistrement de la marque de commerce officielle Habiter Montréal protègera la Ville de Montréal parce qu'il :

- constituera une preuve de propriété pour la Ville de Montréal;
- permettra à la Ville de Montréal de porter plainte pour contrefaçon en vertu de la Loi sur les marques de commerce;
- accordera les droits exclusifs à la Ville de Montréal à l'égard de la marque de commerce;
- interdira que d'autres utilisent une marque de commerce similaire pouvant prêter à confusion.

La Division du marketing et de l'image de marque du Service des communication a été informée de cette démarche.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dépôt de la marque Habiter Montréal auprès du registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, au coût de 500 $ (sans taxe, aucune taxe ne s'appliquant à cette dépense), est payable par chèque à l'ordre du Receveur général du Canada. Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de l'habitation.
Tant que la marque Habiter Montréal n'est pas enregistrée, il est possible pour une tierce personne de détourner cette expression pour son usage. À terme, cette situation pourrait compromettre les investissements réalisés par la Ville de Montréal dans son site promotionnel et ses comptes de médias sociaux et nuire à des campagnes promotionnelles à venir.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enregistrement de la marque permettra de dissuader toute contrefaçon de Habiter Montréal qui pourrait nuire à la crédibilité des principaux outils de promotion de la Ville de Montréal en habitation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à la décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt de la marque auprès du registraire des marques de commerce de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent LUSSIER
Conseiller en développement - habitation

Tél : 514-872-2559
Télécop. : 514 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Martin WEXLER
C/d planification de l'habitation

Tél : 514 872-8237
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Danielle CÉCILE
Directrice - habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-03-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167252001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal pour procéder à l'enregistrement de Habiter Montréal comme marque officielle auprès du registraire des marques de commerces de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167252001 Receveur général du Canada.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Service des finances - Point de service - Développement
Tél : 514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Camille TROUDE
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-5676
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.05

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1165929001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisation des arrondissements non utilisés en 2015

Il est recommandé:

- D'adopter un budget supplémentaire de 242 401 000 $ au PTI 2016-2018, provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2015, et ce, pour l'ensemble des arrondissements selon le document présenté en pièce jointe.
- De signifier aux arrondissements qu'ils ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-05 13:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165929001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisation des arrondissements non utilisés en 2015

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2016-2018 provenant du report des surplus budgétaires des arrondissements au 31 décembre 2015. Les dépenses réelles des arrondissements pour l'année 2015, s'élèvent à un montant de 156,6 M$. Un portrait des résultats des arrondissements au 31 décembre 2015 est présenté en pièce jointe au présent dossier.

Il est important de rappeler que la gestion budgétaire des dépenses d'immobilisations s'effectue selon la base d'une limite d'emprunt à la charge des contribuables (PTI au net), l'enveloppe budgétaire allouée aux arrondissements est basée sur la dépense au brut déduite des dépôts de promoteurs, des contributions provenant du budget de fonctionnement et des subventions. Ainsi, le montant de 242,4 M$ de dépenses d'immobilisations, reporté aux arrondissements a été calculé de la façon suivante : budget net modifié au 31 décembre 2015 moins la dépense réelle au net. Le résultat de ces reports est présenté en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1061 du 13 novembre 2014 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (Volet Ville centrale)
CM15 1282 du 18 novembre 2015 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (Volet Ville centrale)

DESCRIPTION

Afin de permettre aux arrondissements de finaliser les projets amorcés et non terminés, les budgets non utilisés au 31 décembre 2015 des dépenses d'immobilisations seront reportés en cours d'année 2016 pour leurs PTI 2016-2018. Rappelons que le montant des reports représente l'écart cumulé entre les dépenses réelles et le budget modifié 2015 pour l'ensemble des projets de chacun des arrondissements.

JUSTIFICATION

L'objet du présent dossier vise:

- L'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2016-2018 provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets relevant du conseil municipal reportés en 2015 se chiffrent à 242,4 M$ pour les arrondissements. Ces budgets incluent des transferts de PTI des services centraux pour un montant global de 51,6 M$. L'état des reports est présenté en pièce jointe au présent dossier.
Par ailleurs, les arrondissements ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report des budgets d'arrondissement permettra notamment aux arrondissements de poursuivre les investissements prévus à leur programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le transfert des sommes reportées à chacun des arrondissements sera effectué après approbation du présent dossier par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseiller(ere) Budgétaire

Tél : 514 872-5864
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

Philippe BRILLANT
Chef de division
Plan d'investissement

Tél : 514 872 2238
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - direction du budget et de la planification financiere et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2016-04-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur - Service des finances

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-04-05

SUIVI BUDGÉTAIRE 2015 (Net au 31 décembre 2015)
- Ville de Montréal -

(En Milliers $)

Unité d'affaire	Budget Original Net	Budget Modifié Net	Réel Net	Reports Avant ajust.	Ajustements	Reports après ajustements	Reports possibles au budget 2016 (Réel VS budget modifié) Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
ARRONDISSEMENTS :									
Ahuntsic-Cartierville	7 760	19 911	8 195	11 716		11 716	6 514	5 202	-
Anjou	6 178	12 255	7 329	4 926		4 926	4 820	106	-
Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce (1)	7 451	22 017	10 069	11 948	520	12 468	9 754	2 714	-
Lachine (2)	3 677	12 415	5 526	6 889	1 019	7 908	7 908	-	-
LaSalle	5 132	13 667	3 546	10 121		10 121	9 978	143	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	3 194	10 930	1 197	9 733		9 733	9 596	137	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (3)	8 454	30 874	10 241	20 633	(220)	20 413	18 055	2 358	-
Montréal-Nord	4 311	12 300	3 765	8 535		8 535	7 645	890	-
Outremont	2 649	9 688	3 095	6 593		6 593	6 058	535	-
Pierrefonds-Roxboro	6 326	16 240	6 225	10 015		10 015	9 729	286	-
Plateau-Mont-Royal	4 695	12 497	4 292	8 205		8 205	7 770	419	16
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	13 887	57 408	25 225	32 183		32 183	25 781	6 402	-
Rosemont-La Petite-Patrie	9 643	30 415	7 038	23 377		23 377	17 911	5 466	-
Saint-Laurent (4)	9 924	52 454	20 524	31 930	(4 937)	26 993	7 718	9 542	9 733
Saint-Léonard	6 480	15 086	11 630	3 456		3 456	1 898	1 558	-
Sud-Ouest	6 370	21 038	12 744	8 294		8 294	6 800	1 480	14
Verdun	4 370	21 779	3 001	18 778		18 778	10 911	7 867	-
Ville-Marie (5)	6 098	23 519	8 051	15 468	1 121	16 589	7 352	296	8 941
Villeray-St-Michel-Parc-Extension (6)	7 616	27 807	4 937	22 870	(1 998)	20 872	14 585	6 217	70
Sous-Total Arrondissements	**124 215**	**422 300**	**156 630**	**265 670**	**(4 495)**	**261 175**	**190 783**	**51 618**	**18 774**

Note 1 : Virement budgétaire du SGPI vers l'arrondissement non fait en 2015 (GDD 1143942004) : Aménagement d'un terrain multifonctionnel au parc Nelson-Mandela

Note 2 : Projet admissible à une subvention à venir en 2016 : Bibliothèque Bellow (Ajustement requis pour combler le déficit 2015).

Note 3 : Projets terminés (Report non requis).

Note 4 : Montant inclus dans l'enveloppe PTI 2015-2017 originale : Bassin du ruisseau Bertrand (Report non requis).

Note 5 : Restauration des arches et de la Pagode quartier chinois (GDD 1150890006) (Virement requis pour compléter la phase 1)

Note 6 : Projets terminés (Report non requis).

Cumul Conseil municipal: 242 401

REPORT DES SURPLUS DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS 2015

Données au 30 janvier 2016

(En milliers de dollars au net)

Arrondissements	Sous-projet	Report final - Arron	Report final - Corpo	Report final
Ahuntsic-Cartierville	1655836000	6 514	-	6 514
	1655836005	-	5 202	5 202
	Total	**6 514**	**5 202**	**11 716**
Anjou	1363510004	184	-	184
	1642509003	1 464	-	1 464
	1668709001	88	-	88
	1668509001	277	-	277
	1655510001	1 091	-	1 091
	1668609001	523	-	523
	1634909002	1 193	-	1 193
	1534909200	-	51	51
	1442509100	-	4	4
	1238361001	-	51	51
	Total	**4 820**	**106**	**4 926**
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	1555839003	9 754	-	9 754
	1555839002	-	2 714	2 714
	Total	**9 754**	**2 714**	**12 468**
Île-Bizard–Sainte-Geneviève	1518506000	9 596	-	9 596
	1534506180	-	108	108
	1418506100	-	29	29
	Total	**9 596**	**137**	**9 733**
Lachine	1655517000	7 908	-	7 908
	1655517001	-	-	-
	Total	**7 908**	**-**	**7 908**
LaSalle	1655900000	9 978	-	9 978
	1655900001	-	143	143
	Total	**9 978**	**143**	**10 121**
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	1655835000	18 055	-	18 055
	1655835001	-	2 358	2 358
	Total	**18 055**	**2 358**	**20 413**
Montréal-Nord	1655016100	7 645	-	7 645
	1655016200	-	890	890
	Total	**7 645**	**890**	**8 535**
Outremont	1655910100	6 058	-	6 058
	1655910200	-	535	535
	Total	**6 058**	**535**	**6 593**
Pierrefonds-Roxboro	1655513000	9 729	-	9 729
	1655513100	-	286	286
	Total	**9 729**	**286**	**10 015**
Plateau-Mont-Royal	1655834000	7 770	-	7 770
	1655834001	-	419	419
	Total	**7 770**	**419**	**8 189**
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	1655731100	25 781	-	25 781
	1655731101	-	6 402	6 402
	Total	**25 781**	**6 402**	**32 183**
Rosemont–La Petite-Patrie	1655837001	17 911	-	17 911
	1655837002	-	5 466	5 466
	Total	**17 911**	**5 466**	**23 377**
Saint-Laurent	1655515001	7 718	-	7 718
	1655515002	-	9 542	9 542
	Total	**7 718**	**9 542**	**17 260**
Saint-Léonard	1555514001	1 898	-	1 898
	1555514002	-	1 558	1 558
	Total	**1 898**	**1 558**	**3 456**
	1655833001	6 800	-	6 800

REPORT DES SURPLUS DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS 2015

Données au 30 janvier 2016

(En milliers de dollars au net)

Arrondissements	Sous-projet	Report final - Arron	Report final - Corpo	Report final
Sud-Ouest	1655833002	-	1 480	1 480
	Total	**6 800**	**1 480**	**8 280**
Verdun	1455612000	10 911	-	10 911
	1455612001	-	7 867	7 867
	Total	**10 911**	**7 867**	**18 778**
Ville-Marie	1655832000	7 352	-	7 352
	1655832020	-	296	296
	Total	**7 352**	**296**	**7 648**
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	1655838000	14 585	-	14 585
	1655838001	-	6 217	6 217
	Total	**14 585**	**6 217**	**20 802**
Total Report – Arrondissements		**190 783**	**51 618**	**242 401**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.06

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1165205001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2015, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2015 à des projets spécifiques.

Il est recommandé :

1. d'adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier de 2015 de la Ville de Montréal;
2. d'approuver la méthode de calcul permettant d'établir les résultats financiers de 2015 des arrondissements dans le but d'établir leur surplus de gestion;
3. d'adopter l'affectation du surplus d'un montant de 72 139,0 $ (en milliers de dollars) aux arrondissements et autoriser les transferts aux arrondissements ;
4. d'adopter l'affection du surplus d'un montant de 6 231,0 $ (en milliers de dollars) à la Commission des services électriques pour le fonds de stabilisation des taux de redevances;
5. d'adopter l'affectation du surplus aux dossiers suivants (en milliers de dollars) :

• Élections municipales • Entente sur le développement culturel (MCCC) • Fonds de location à long terme de véhicules	4 000,0 985,8 788,7
• Renflouement du fonds d'énergie • Services professionnels en actuariat - conseils reliés aux régimes de retraite	571,9 193,6
• Services professionnels et techniques liés à la réalisation de diverses opérations de communication	145,8
TOTAL	**6 685,8**

6. d'adopter l'affectation des surplus cumulés d'un montant de 30 000,0 $ (en milliers de dollars) du conseil municipal pour l'équilibre budgétaire 2016.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-05 07:29

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165205001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2015, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2015 à des projets spécifiques.

CONTENU

CONTEXTE

Le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 sera déposé à l'assemblée du conseil municipal du 18 avril (GDD1163592001)
Ce rapport démontre que la Ville de Montréal dégage un surplus global de 145,8 $, composé d'un surplus de 133,8 M$ pour le volet municipal et d'un surplus de 12,0 M$ pour le volet agglomération. Les surplus ou les déficits dégagés des activités du volet municipal appartiennent à la Ville et aux arrondissements. Il revient au conseil municipal d'en disposer, d'en établir les utilisations et le mode de partage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0550 28 avril 2015 - Adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2014, la détermination des surplus de gestion des arrondissements, adopter l'affectation de surplus 2014 à des projets spécifiques

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande :

1. d'adopter la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus dégagés de l'exercice 2015 (*« Politique surplus 2015 »)* présentée en pièce jointe au présent sommaire décisionnel.

2. d'affecter des surplus cumulés après les résultats de l'exercice financier 2015 « volet municipal » en fonction des priorités et des obligations identifiées par l'administration municipale, comme suit :

Détail financier de l'appropriation de surplus au 31 décembre 2015 (*en milliers $)* *

	Volet municipal	Volet agglomération	Total
Surplus libre cumulé au 31 décembre 2015	60 391,5	46 655,7	107 047,2
Résultat / surplus(déficit) - Exercice 2015	133 794,1	12 019,2	145 813,3
Surplus libre disponible avant affectations	**194 185,6**	**58 674,9**	**252 860,5**
Affectations			
Surplus de gestion des arrondissements ***(Note 1)***	(72 139,0)	-	(72 139,0)
CSE - Fonds pour la stabilisation des taux de redevances	(6 231,0)	-	(6 231,0)
Sous-total affectations	**(78 370,0)**	**-**	**(78 370,0)**
Autres demandes d'affectation ***(Note 2)***			
Élections municipales 2017	(4 000,0)	-	(4 000,0)
Entente sur le développement culturel (MCCCF) (CM12 1065)	(985,8)	-	(985,8)
Fonds de location à long terme de véhicules (CE09 0824)	(788,7)	-	(788,7)
Fonds d'énergie (CE08 1163)	(571,9)	-	(571,9)
Services professionnels en actuariat conseil reliés aux régimes de retraites (CE-CG14 0412 et CE-CG14 0521)	(193,6)	(214,0)	(407,6)
Services professionnels et techniques liés aux opérations de communication (CE15 2219; CE15 1221; CE15 1188; CE15 2148)	(145,8)	(161,1)	(306,9)
Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement économique local	-	(12 000,0)	(12 000,0)

Études reliées au centre-ville - Arrondissement de Ville-Marie	-	(243,2)	(243,2)
Sous-total autres demandes d'affectation	**(6 685,8)**	**(12 618,3)**	**(19 304,1)**
Affectation à l'équilibre budgétaire 2016	**(30 000,0)**	**-**	**(30 000,0)**
Surplus disponible après affectations	**79 129,8**	**46 056,6**	**125 186,4**

** Les chiffres ont été arrondis.*

Explication appropriation de surplus au 31 décembre 2015 :

Note 1 :

Les affectations aux arrondissements visent à attribuer du surplus global Ville un montant de 72 139,0 $ (en milliers de dollars) aux arrondissements.

Note 2 :

Une description détaillée est incluse aux pièces jointes du présent dossier.

JUSTIFICATION

L'affectation des surplus est nécessaire selon les politiques établies et permet le transfert des surplus aux arrondissements, à la CSE et au financement de certains projets spécifiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les sommes allouées aux arrondissements à des fins d'affectations seront disponibles une fois que le présent sommaire décisionnel aura été approuvé par le conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniela TANASE
Conseillère engestion des ressources financières C/E

Tél : 514 872-5867
Télécop. : 514 872-5851

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-04

Martine HACHÉ
Chef de division - Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Tél : 514 872-2454
Télécop. : 514 872-5851

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2016-04-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-04-05

en $

DISTRIBUTION DU SURPLUS DE GESTION 2015 DES ARRONDISSEMENTS

Arrondissement	Surplus/(Déficit) comptable avant affectations	Activités financières d'immobilisations	Excédent des activités de fonctionnement affecté	Réserves financières et fonds réservés	Plan d'action canopée 1123082002 CE12 1991	Surplus(Déficit) après affectations	Taxe d'arrondissement	Vente d'actifs 20% du gain net	Subvention acquisition livres 2015	Stationnements tarifés	Correction CSST Budget SBA /Réel	Imputabilité CSST	Mutualisation - surplus de revenus permis construction - modif.	Surplus / Déficit études de demandes	Remboursement libérés syndicaux cols bleus par le syndicat	Répartition des libérés syndicaux (marquage et signalisation)	Remboursement libérés syndicaux professionnels par le syndicat	Matières résiduelles	Autres ajustements (Note 2)	Remboursement fonds d'énergie	Surplus /(Déficit) 2015
Ahuntsic-Cartierville	2,690,072.62				165,008.13	2,855,080.75	82,300.00				(58,113.75)	(655,282.00)	43,166.21	(18,531.90)	57,324.74	(58,500.00)		(466,226.35)		(50,000.00)	**1,731,217.70**
Anjou	1,554,648.11				132,258.02	1,686,906.13	70,800.00		110,800.00		(32,628.94)	(442,157.00)	66,954.76	(1,900.00)	5,034.85	(22,000.00)	2,070.42	(44,361.71)			**1,399,518.51**
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	5,174,861.14	29,823.47			30,964.97	5,235,649.58	193,800.00				(69,171.53)	1,167,650.00	438,822.89	221,180.37	37,578.89	23,900.00		(331,598.49)	464,325.00	(50,000.00)	**7,332,136.71**
Lachine	3,019,419.48					3,019,419.48	(9,800.00)	9,602.20	86,500.00		(62,178.43)	(290,548.00)	23,945.02	42,400.00	368.40	(40,100.00)	131.52	(233,097.18)	333,789.39	(100,000.00)	**2,780,432.40**
LaSalle	2,872,059.09	154,099.99				3,026,159.08	72,500.00		173,500.00			(142,654.14)	176,805.73	49,939.59	-	54,400.00		(250,454.90)	21,129.75	(30,000.00)	**3,151,325.11**
L'Île-Bizard–Ste-Geneviève	522,707.26		(2,078.39)			520,628.87	78,600.00	1,427.00	50,200.00		(20,426.50)	(161,835.00)	7,678.02	1,275.00	3,072.89	(10,900.00)		28,517.41			**498,237.69**
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	4,251,274.47				531,532.17	4,782,806.64	134,200.00	33,715.75			(85,995.79)	(735,229.00)	289,668.07	28,137.00	79,088.49	(65,300.00)	99.62	550,280.36	(75,000.00)	(50,000.00)	**4,886,471.14**
Montréal-Nord	3,031,712.54	3,602.32				3,035,314.86	103,300.00		223,000.00			(146,895.98)	60,073.18	41,018.70	10,968.20	(36,200.00)		(597,997.35)			**2,692,581.61**
Outremont	941,203.07		(65,934.96)		24,579.71	899,847.82	17,100.00		77,700.00	(34,979.00)		14,119.97	93,530.84	32,962.35	31,141.99	(12,600.00)	136.37	(295,078.11)			**823,882.23**
Pierrefonds–Roxboro	729,778.41			5,700.90	32,262.48	767,741.79	(37,400.00)		145,500.00			(151,447.01)	114,996.46	62,725.00	49,654.10	(36,200.00)	147.02	(30,589.51)			**885,127.84**
Plateau-Mont-Royal	4,639,450.29	(190,096.58)			128,856.14	4,578,209.85	32,900.00			159,317.00	(71,339.74)	1,522,921.00	35,068.72	214,689.87	3,634.99	(71,200.00)	55.97	(462,526.12)			**5,941,731.54**
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	7,430,966.59					7,430,966.59	176,800.00	18,682.89			(73,188.29)	1,056,875.00	45,389.69	(48,527.13)	9,157.28	1,700.00		(527,385.00)			**8,090,471.02**
Rosemont–La Petite-Patrie	4,589,031.84	38,133.01			289,797.12	4,916,961.97	257,100.00				(100,594.11)	(179,496.00)	43,275.20	226,804.00	93,338.72	329,800.00	487.02	(490,004.72)		(70,000.00)	**5,027,672.08**
Saint-Laurent	3,507,029.94				59,581.04	3,566,610.98	(30,200.00)	4,704.00	181,800.00	(35,530.00)		(13,521.59)	269,350.99	(32,053.20)	7,889.75	(66,200.00)	199.23	(360,100.12)			**3,492,950.04**
Saint-Léonard	2,239,731.63				38,485.00	2,278,216.63	118,400.00	5,511.01	196,600.00			(305,108.63)	25,321.14	-	2,920.53	(33,800.00)		(92,292.76)	149,895.00	(65,000.00)	**2,280,662.92**
Sud-Ouest	3,916,051.89	127,812.58			39,399.39	4,083,263.86	160,200.00	955,773.65			(38,638.16)	1,222,315.00	180,624.82	51,861.33	9,380.25	(29,300.00)	53,250.91	(199,341.00)			**6,449,390.66**
Verdun	1,041,079.83	4,844.85		(41,357.28)		1,004,567.40	171,700.00	19,702.26	177,000.00	108,528.00	(62,096.73)	50,073.00	25,816.44	58,200.00	61,741.00	(47,600.00)		28,298.00	(66,204.54)		**1,529,724.83**
Ville-Marie	9,415,610.98	129,477.33	(20,750.04)		87,658.47	9,611,996.74	585,500.00	1,296,040.42	20,000.00		(35,318.84)	(147,563.00)	577,178.79	3,251.52	52,484.15	126,400.00	354.19	(1,263,921.00)	(243,201.86)	(100,000.00)	**10,483,201.12**
Villeray–St-Michel–Parc-Extension	2,038,962.94	(39,621.82)			147,973.24	2,147,314.36	194,800.00	4,045.29			(61,880.21)	129,133.00	42,389.14	(8,291.05)	6,159.61	(6,300.00)		271,225.00		(56,920.00)	**2,661,675.14**
Total - Arrondissements	**63,605,652.12**	**258,075.15**	**(88,763.39)**	**(35,656.38)**	**1,708,355.88**	**65,447,663.38**	**2,372,600.00**	**2,349,204.46**	**1,442,600.00**	**197,336.00**	**(771,571.02)**	**1,791,349.62**	**2,560,056.11**	**925,141.45**	**520,938.82**	**-**	**56,932.26**	**(4,766,653.55)**	**584,732.74**	**(571,920.00)**	**72,138,410.28**

Note 2

- CDN-NDG + 464 325 $: Remboursement de revenus de parcomètres en 2015 suite à une entente
- Lachine + 333 789,39 $: Déficit assumé pour le port de plaisance de Lachine - position prise dans le cadre de la réforme sur le financement des arrondissements (sommaire décisionnel 1144631005 - CM14 1127)
- LaSalle + 21 129,75 $: Remboursement d'une agente de stationnement non prise en charge par le SPVM du 17 janvier au 22 mai 2015
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve -75 000 $: Remboursement contribution financière - fondation du Dr Julien (CM13 0051) (4e versement)
- Saint-Léonard +149 895 $: Remboursement suite à un reclassement d'employé
- Verdun - 66 204,54 $: Remboursement de 80% des services rendus par la Commission scolaire Marguerite Bourgeoys suite à la vente d'un terrain en 2014 par l'arrondissement (CM14 0360)
- Ville-Marie - 243 201,86 $: Projets d'agglomération non capitalisables pour des études relatives au centre-ville non finalisés en 2015 (CE15 1869; CE15 1868; CE15 1777)

DISTRIBUTION DU SURPLUS DE GESTION 2015 DES ARRONDISSEMENTS

en milliers $

Arrondissement	Surplus/(Déficit) comptable avant affectations	Activités financières d'immobilisations	Excédent des activités de fonctionnement affecté	Réserves financières et fonds réservés	Plan d'action canopée 1123082002 CE12 1991	Surplus(Déficit) après affectations	Taxe d'arrondissement	Vente d'actifs 20% du gain net	Subvention acquisition livres 2015	Stationnements tarifés	Correction CSST Budget SBA /Réel	Imputabilité CSST	Mutualisation - surplus de revenus permis construction - modif.	Surplus / Déficit études de demandes	Remboursement libérés syndicaux cols bleus par le syndicat	Répartition des libérés syndicaux (marquage et signalisation)	Remboursement libérés syndicaux professionnels par le syndicat	Matières résiduelles	Autres ajustements (Note 1)	Remboursement fonds d'énergie	Surplus /(Déficit) 2015
Ahuntsic-Cartierville	2,690.1	-	-	-	165.0	2,855.1	82.3	-	-	-	(58.1)	(655.3)	43.2	(18.5)	57.3	(58.5)	-	(466.2)	-	(50.0)	**1,731.3**
Anjou	1,554.7	-	-	-	132.3	1,687.0	70.8	-	110.8	-	(32.6)	(442.2)	67.0	(1.9)	5.0	(22.0)	2.1	(44.4)	-	-	**1,399.6**
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	5,174.8	29.8	-	-	31.0	5,235.6	193.8	-	-	-	(69.2)	1,167.7	438.8	221.2	37.6	23.9	-	(331.6)	464.3	(50.0)	**7,332.1**
Lachine	3,019.5	-	-	-	-	3,019.5	(9.8)	9.6	86.5	-	(62.2)	(290.5)	23.9	42.4	0.4	(40.1)	0.1	(233.1)	333.8	(100.0)	**2,780.5**
LaSalle	2,872.0	154.1	-	-	-	3,026.1	72.5	-	173.5	-	-	(142.7)	176.8	49.9	-	54.4	-	(250.5)	21.1	(30.0)	**3,151.1**
L'Île-Bizard–Ste-Geneviève	522.8	-	(2.1)	-	-	520.7	78.6	1.4	50.2	-	(20.4)	(161.8)	7.7	1.3	3.1	(10.9)	-	28.5	-	-	**498.4**
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	4,251.3	-	-	-	531.5	4,782.8	134.2	33.7	-	-	(86.0)	(735.2)	289.7	28.1	79.1	(65.3)	0.1	550.3	(75.0)	(50.0)	**4,886.5**
Montréal-Nord	3,031.7	3.6	-	-	-	3,035.3	103.3	-	223.0	-	-	(146.9)	60.1	41.0	11.0	(36.2)	-	(598.0)	-	-	**2,692.6**
Outremont	941.2	-	(65.9)	-	24.6	899.9	17.1	-	77.7	(35.0)	-	14.1	93.5	33.0	31.1	(12.6)	0.1	(295.1)	-	-	**823.8**
Pierrefonds–Roxboro	729.8	-	-	5.7	32.3	767.8	(37.4)	-	145.5	-	-	(151.4)	115.0	62.7	49.7	(36.2)	0.1	(30.6)	-	-	**885.2**
Plateau Mont-Royal	4,639.5	(190.1)	-	-	128.9	4,578.3	32.9	-	-	159.3	(71.3)	1,522.9	35.1	214.7	3.6	(71.2)	0.1	(462.5)	-	-	**5,941.9**
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	7,431.1	-	-	-	-	7,431.1	176.8	18.7	-	-	(73.2)	1,056.9	45.4	(48.5)	9.2	1.7	-	(527.4)	-	-	**8,090.7**
Rosemont–La Petite-Patrie	4,589.0	38.1	-	-	289.8	4,916.9	257.1	-	-	-	(100.6)	(179.5)	43.3	226.8	93.3	329.8	0.5	(490.0)	-	(70.0)	**5,027.6**
St-Laurent	3,507.0	-	-	-	59.6	3,566.6	(30.2)	4.7	181.8	(35.5)	-	(13.5)	269.4	(32.1)	7.9	(66.2)	0.2	(360.1)	-	-	**3,493.0**
St-Léonard	2,239.8	-	-	-	38.5	2,278.3	118.4	5.5	196.6	-	-	(305.1)	25.3	-	2.9	(33.8)	-	(92.3)	149.9	(65.0)	**2,280.7**
Sud-Ouest	3,916.1	127.8	-	-	39.4	4,083.3	160.2	955.8	-	-	(38.6)	1,222.3	180.6	51.9	9.4	(29.3)	53.3	(199.3)	-	-	**6,449.6**
Verdun	1,041.0	4.8	-	(41.4)	-	1,004.4	171.7	19.7	177.0	108.5	(62.1)	50.1	25.8	58.2	61.7	(47.6)	-	28.3	(66.2)	-	**1,529.5**
Ville-Marie	9,415.6	129.5	(20.8)	-	87.7	9,612.0	585.5	1,296.0	20.0	-	(35.3)	(147.6)	577.2	3.3	52.5	126.4	0.4	(1,263.9)	(243.2)	(100.0)	**10,483.3**
Villeray–St-Michel–Parc-Extension	2,038.9	(39.6)	-	-	148.0	2,147.3	194.8	4.0	-	-	(61.9)	129.1	42.4	(8.3)	6.2	(6.3)	-	271.2	-	(56.9)	**2,661.6**
Total - Arrondissements	**63,605.9**	**258.0**	**(88.8)**	**(35.7)**	**1,708.6**	**65,448.0**	**2,372.6**	**2,349.1**	**1,442.6**	**197.3**	**(771.5)**	**1,791.4**	**2,560.2**	**925.2**	**521.0**	**0.0**	**57.0**	**(4,766.7)**	**584.7**	**(571.9)**	**72,139.0**

Note 1

- CDN-NDG + 464,3 $: Remboursement de revenus de parcomètres en 2015 suite à une entente
- Lachine + 333,8 $: Déficit assumé pour le port de plaisance de Lachine - position prise dans le cadre de la réforme sur le financement des arrondissements (sommaire décisionnel 1144631005 - CM14 1127)
- LaSalle + 21,1 $: Remboursement d'une agente de stationnement non prise en charge par le SPVM du 17 janvier au 22 mai 2015
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve -75,0 $: Remboursement contribution financière - fondation du Dr Julien (CM13 0051) (4e versement)
- Saint-Léonard +149,9 $: Remboursement suite à un reclassement d'employé
- Verdun - 66,2 $: Remboursement de 80% des services rendus par la Commission scolaire Marguerite Bourgeoys suite à la vente d'un terrain en 2014 par l'arrondissement (CM14 0360)
- Ville-Marie - 243,2 $: Projets d'agglomération non capitalisables pour des études relatives au centre-ville non finalisés en 2015 (CE15 1869; CE15 1868; CE15 1777)

VILLE DE MONTRÉAL

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2015 de la Ville de Montréal

Objectif

Adopter des règles de conduite en matière de détermination, d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2015 de même que les règles de remboursement des déficits des exercices 2015 et antérieurs.

Une révision annuelle de la politique de surplus de gestion est souhaitable considérant d'importants impondérables qui pourraient entraver tout engagement à long terme de sa part.

Définition des surplus budgétaires de l'exercice financier de 2015

Les surplus budgétaires sont définis comme étant tout excédent, entre les résultats de fin d'année et le budget, autant pour les dépenses que pour les revenus, après les ajustements mentionnés ci-après. Les déficits budgétaires sont définis comme un manque à gagner entre les résultats finaux et le budget autant au niveau des dépenses que des revenus, après les mêmes ajustements.

Ajustements établissant les surplus de gestion des arrondissements pour 2015

L'établissement des surplus de gestion des arrondissements est présenté au schéma qui suit :

Description		**Commentaires**
« Surplus (déficit) » au 31 décembre 2015 - Dépenses	XX	
« Surplus (déficit) » au 31 décembre 2015 - Revenus	XX	Résultats par rapport au budget de 2015 des arrondissements se rapportant à une de ces catégories.
Total Surplus/(Déficit) avant ajustements	***XX***	
Ajustements		
a) Taxe d'arrondissement	YY	Ajustement lié à la variation réelle des revenus de taxation locale.
b) Remise 20 % du gain comptable découlant de la vente des actifs municipaux	YY	Conformément aux engagements pris par l'Administration.
c) Subvention pour acquisition de livres 2015	YY	Répartition entre les arrondissements, issus des ex-banlieues, de la subvention 2015 en fonction de la subvention réelle de 2014 et de l'écart entre le montant octroyé au surplus 2014 et le réel 2014. L'arrondissement Ville-Marie se trouve également compensé pour la subvention à la bibliothèque polonaise.
d) Imputabilité SST	YY	Imputabilité de la dépense réelle SST pour chacun des arrondissements.
e) Mutualisation des surplus de revenus de permis de construction/ modification et études de demandes	YY	Ajustement découlant de la Réforme sur le financement des arrondissements. Répartition des surplus de revenus de permis de construction et modification à 75 % selon la participation au surplus et à 25 % selon les budgets paramétrés. Le surplus ou déficit 2015 relatif aux études de demandes est remis spécifiquement à chacun des arrondissements en fonction de son budget initial 2014.
f) Corrections particulières	YY	Ajustements spécifiques à certains arrondissements.
g) Corrections et régularisations de fin d'année telles : Le stationnement tarifé, les libérations syndicales, les remboursements des prêts liés au fonds d'énergie, les affectations, etc.	YY	Corrections de dépenses à être imputées ou créditées aux arrondissements concernés.
Total ajustements	***YY***	
Total Surplus /(Déficit) de gestion	***XX+YY***	

VILLE DE MONTRÉAL

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2015 de la Ville de Montréal

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2015 de la Ville de Montréal

Affectation des surplus de gestion alloués aux arrondissements

Seuls les arrondissements qui présentent un surplus de gestion se verront attribuer les sommes ainsi dégagées qu'ils pourront affecter à des fins précises au regard des modalités particulières retenues par leur conseil d'arrondissement respectif.

La présente politique propose l'affectation des sommes provenant du surplus de 2015, par ordre de priorité :

1. **Le comblement du déficit cumulé au 31 décembre 2015 en fonction du plan de remboursement adopté par le conseil d'arrondissement ;**

2. Le comblement, jusqu'à concurrence de 50 % du budget annuel d'enlèvement de la neige de l'arrondissement, de la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement à partir des surplus dégagés de cette activité. La somme allouée à la création de cette réserve ne peut dépasser le surplus de gestion établi ;

3. Le comblement, jusqu'à concurrence de 100 % du budget annuel (estimé des coûts 2015), d'une réserve dédiée à la stabilisation des coûts « santé et sécurité au travail » à partir des surplus dégagés de ce poste budgétaire. La somme allouée à la création de cette mesure ne peut dépasser le surplus de gestion établi ;

4. Le comblement, jusqu'à concurrence de 1,5 % du budget annuel de l'arrondissement, de la réserve pour imprévus, dans la mesure où il existe un solde disponible ;

Tout solde du surplus de gestion de 2015, déterminé pour l'arrondissement, est considéré comme un surplus libre à l'usage de l'arrondissement pour se doter d'une marge de manœuvre ou combler certains besoins.

Les montants transférés aux réserves pour enlèvement de la neige, « santé et sécurité au travail » et pour imprévus tiennent compte des soldes disponibles de ces réserves inscrites aux livres comptables au moment de l'affectation.

Règles de comblement des déficits de gestion des arrondissements

Les arrondissements ne présentant pas de surplus de gestion devront compenser ce manque à gagner (déficit de gestion) selon les priorités établies ci-après :

1. Le comblement du déficit d'opération de l'activité enlèvement de la neige à même la réserve dédiée à la stabilisation du coût du déneigement créée en 2002 et suivantes;

2. Le comblement du déficit d'opération lié aux coûts de santé et sécurité au travail à même la réserve dédiée à la stabilisation des coûts de santé et sécurité au travail créée en 2008;

3. L'utilisation des surplus libres créés par la politique d'utilisation des surplus de gestion de 2002 et suivantes afin de combler le solde du déficit, s'il en existe toujours un;

4. L'utilisation de la réserve pour imprévus créée par la politique d'utilisation des surplus de gestion de 2002 et suivantes afin de combler le solde de déficit, s'il en existe toujours un;

5. Un plan d'optimisation, à court terme, du budget de 2016 afin de compenser, s'il en existe toujours un, le solde du déficit de gestion de 2015, ou tout autre mode de financement proposé par l'arrondissement.

Politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2015 de la Ville de Montréal

Partage du surplus 2015 entre le comblement du déficit et l'utilisation des réserves

Les arrondissements devront faire adopter une résolution, par leur conseil d'arrondissement, établissant le partage des sommes à recevoir et du renflouement des déficits cumulés au 31 décembre 2015, ainsi que de l'utilisation des réserves, le cas échéant.

Approbation

Le comité exécutif soumettra au conseil municipal la politique des surplus de gestion en fonction des règles retenues.

Mise en application de la politique

Les arrondissements sont responsables de l'application de la politique des surplus dans le respect des règles précitées.

Date d'entrée en vigueur

La mise en œuvre de cette politique s'effectuera à la suite du dépôt des états financiers de 2015 vérifiés et signés par le trésorier.

DISTRIBUTION DU SURPLUS DE GESTION 2015 DES ARRONDISSEMENTS

Ajustements surplus de gestion 2015	Explications
Activités financières d'immobilisations	L'ajustement comptable vise à régulariser la valeur des dépenses d'immobilisation payées au comptant. Par exemple, le retour au surplus des engagements financiers non utilisés ou l'absence de l'indication de l'utilisation des dépenses de fonctionnement pour financer les dépenses de PTI.
Excédent des activités de fonctionnement affecté	L'ajustement comptable vise à régulariser les dépenses de fonctionnement financées par le surplus cumulé des l'arrondissements. L'ajustement concerne les écritures de fin d'année qui n'ont pas été effectuées par les arrondissements.
Réservés financières et fonds réservés	L'ajustement comptable vise à régulariser les dépenses de fonctionnement financées par les fonds réservés ou le fonds de roulement des arrondissements. L'ajustement concerne les écritures de fin d'année qui n'ont pas été effectuées par les arrondissements.
Plan d'action canopée CE12 1991 (GDD1123082002)	Le plan d'action canopée vise l'achat et la plantation d'arbres selon le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (PDDCM). L'ajustement comptable sert à réduire les dépenses de fonctionnement de l'arrondissement, car ces dépenses sont financées par emprunt à la charge de la ville-centre même si elles sont non capitalisables.
Taxe d'arrondissement	L'ajustement vise à corriger l'écart entre la taxation estimée lors de la confection du budget et la taxation réelle de l'arrondissement.
Vente d'actifs	L'ajustement relatif à la vente d'actifs municipaux vise à verser aux arrondissements une partie des gains comptables découlant de la vente. L'ajustement de 2015 représente une remise de 20 % du gain comptable.
Subvention acquisition livres 2015	Une subvention accordée par le ministre de la Culture et des Communications pour l'acquisition annuelle de nouveaux documents pour les bibliothèques publiques de Montréal. L'ajustement sert à rembourser les arrondissements ex-banlieues pour leur part de subvention (l'achat des livres des arrondissements ex-Ville est effectué corporativement par la Direction de la culture et du patrimoine) et l'arrondissement Ville-Marie pour la part de subvention accordée à la bibliothèque polonaise.
Stationnements tarifés	Le stationnement tarifé contrôlé par parcomètre et distributeur de borne de stationnement sur le réseau de voirie locale a été centralisé en 2015 suite aux travaux sur la réforme sur le financement des arrondissements (sommaire décisionnel 1144631004 - CM14 1126). En 2015, certains arrondissements ont reçu et comptabilisé des revenus à cet effet. Tandis que d'autres arrondissements ont dépensé des montants pour des raisons particulières relativement au stationnement. L'ajustement vise à régulariser ces situations.
Correction CSST budget SBA / Réel et Imputabilité CSST	L'ajustement sert à refléter les dépenses réelles en matière de CSST selon l'historique des lésions de l'arrondissement.

DISTRIBUTION DU SURPLUS DE GESTION 2015 DES ARRONDISSEMENTS

Ajustements surplus de gestion 2015	Explications
Répartition surplus de permis de construction et modification	Mutualisation des surplus de revenus de permis de construction/modification découlant de la réforme sur le financement des arrondissements. L'ajustement vise à répartir les surplus de permis entre les arrondissements à 75 % en fonction de la participation au surplus et à 25 % au prorata des budgets 2014 paramétrés. Les surplus sont déterminés sur la base du budget 2014 établi par chacun des arrondissements.
Surplus / Déficit d'études de demandes	Initialement, la mututalisation des surplus de revenus de permis devait englober les revenus d'études de demandes. Pour des raisons légales, les surplus/(déficits) d'études de demandes spécifiques à chacun des arrondissements leur seront remis en fonction de leur budget 2014.
Remboursement libérés syndicaux cols bleus par le syndicat	L'ajustement représente le montant à rembourser aux arrondissements pour les libérations syndicales assumées par le syndicat des cols bleus (article 8.08 les libérations aux frais du syndicat).
Répartition des libérés syndicaux	L'ajustement sert à partager les heures de libérations syndicales des cols bleus affectés au marquage et signalisation non assumées par le syndicat, et ce, entre les arrondissements selon leur masse salariale.
Remboursement libérés syndicaux professionnels par le syndicat	Remboursement des libérations syndicales de professionnels généraux remboursées par le syndicat. La Ville de Montréal assume deux banques de 1820 heures de libérations syndicales, la première pour la présidente du syndicat qui est exclut de la facturation générale et une deuxième banque déduite au total de la facturation des libérations syndicales. Le remboursement aux arrondissements correspond donc aux montants facturables par arrondissement multipliées par le montant total remboursé sur la valeur totale des libérations syndicales effectuées. À cela s'ajoute le régime de retraite à rembourser par le syndicat.
Matières résiduelles	Cette activité relève du conseil municipal depuis 2015 à la suite des travaux sur la réforme du financement des arrondissements (sommaire décisionnel 1144631004 - CM14 1126), mais les travaux en régie sont délégués aux arrondissements. L'ajustement vise à récupérer les surplus et compenser tout déficit aux arrondissements.
Remboursement fonds d'énergie	Le fonds a été créé en 2008 (CE08 1163) afin d'accorder des prêts aux projets de réfection d'immeubles qui génèrent des économies d'énergie. L'ajustement correspond au remboursent des prêts des arrondissements via le surplus de gestion sur une période de 6 ans à même les économies d'énergie générées.

DESCRIPTION DES DEMANDES D'AFFECTATION DE SURPLUS 2015

(en milliers de $)

Unité administrative / Sujet	Volet municipal	Description
Affectation découlant de décisions		
Dépenses corporatives Élections municipales 2017	4,000.0 $	La demande d'affectation vise la création d'une réserve pour couvrir les côuts des élections municipales de 2017.
Service de la culture Entente sur le développement culturel entre la Ville de Montréal et le Ministère de la Culture et des Communications	985.8 $	En décembre 2012, le conseil d'agglomération approuvait (CG12 0471) l'entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal. Ainsi, le MCCF et la Ville conviennent d'investir conjointement pour la période de 2012 à 2015, une somme de 121,5 M$ sur plusieurs axes (mise en valeur du patrimoine, accès à la culture, consolidation du réseau de bibliothèques, le forum des équipements culturels). Les dépenses assumées visent autant le budget de fonctionnement que le budget d'immobilisations. Les montants non dépensés du budget de fonctionnement font l'objet d'une demande d'affectation de surplus afin que la Ville puisse respecter ses engagements et ainsi réaliser les projets prévus selon l'entente avec le Ministère de la Culture et des Communications.
Service du matériel roulant et des ateliers Fonds de location à long terme de véhicules	788.7 $	Le fonds de location à long terme de véhicules a été créé en 2009 (CE09 0824) afin de permettre aux clients du SMRA (en grande majorité les arrondissements) de rajeunir leur parc de véhicules et par conséquent réduire leurs coûts de réparation et les délais d'immobilisation afin d'améliorer le service aux citoyens principalement pour les activités du déneigement, de la propreté et de la collecte des matières recyclables. La valeur maximale du fonds a été établie à 2,0 M$ et l'achat initial des véhicules a été financé par le PTI du SMRA à partir d'un règlement d'emprunt corporatif. Le SMRA facture les arrondissements pour la location à long terme de ces véhicules ce qui permet de créer des liquidités pour acheter de nouveaux véhicules. La demande d'affectation vise à renflouer le fonds seulement pour la composante du coût d'acquisition inclus dans les taux mensuels de location.
Service de l'environnement Renflouement du fonds d'énergie	571.9 $	En 2008, le comité exécutif a approuvé la création et les règles de gestion du Fonds Énergie de la Ville de Montréal comme une nouvelle source de financement pour les projets d'immobilisations générant des économies d'énergie. Un arrondissement ou un service municipal peut soumettre une demande au fonds d'énergie afin de financer en tout ou en partie d'un projet. En contrepartie, l'unité s'engage à rembourser le montant emprunté au fonds en montants égaux, dans un délai maximal de six ans, basés sur les économies annuelles d'énergie escomptées, et ce, dès le premier exercice suivant la fin de la réalisation du projet. Aux fins du calcul du remboursement, aucun intérêt ni facteur d'inflation ne sera pris en compte Les remboursements faits par les unités seront réinjectés au Fonds d'énergie. Également, il est prévu que chaque année le fonds est renfloué des sommes utilisées durant l'année précédente. Les deux opérations sont traitées dans les affectations de surplus.
Service des ressources humaines Services professionnels en actuariat-conseil reliés aux régimes de retraite	193.6 $	En 2014, le conseil d'agglomération approuvait l'octroi de deux contrats des services professionnels en actuariat-conseil pour la négociation de régimes de retraite des policiers et policières (CE-CG14 0412 et CE-CG14 0521). Ces contrats s'échelonnent sur plusieurs années et en raison des retards dans les négociations avec le Syndicat, une demande d'affectation est nécessaire pour permettre la continuation des travaux.
Service des communications Services professionnels et services techniques liés à la réalisation de diverses opérations de communication	145.8 $	En 2015, le comité exécutif a autorisé, au Service des communications, un budget additionnel total de 880,0 $, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration. Ce budget additionnel visait la réalisation des opérations de communication liées au déneigement, aux activités Bureau de suivi « Je fais Montréal » ainsi que pour l'atteinte des objectifs liés au Plan de l'Eau Montréal et pour couvrir les dépenses additionnelles en placement média obligatoires et en services de rédaction (CE15 2219; CE15 1221; CE15 1188; CE15 2148). La demande d'affectation est nécessaire pour finaliser les opérations de communication non terminées au 31 décembre 2015.
TOTAL	***6,685.8 $***	

DESCRIPTION DES DEMANDES D'AFFECTATION DE SURPLUS 2015

(en milliers de $)

Unité administrative / Sujet	Volet agglomération	Description
Affectations		
Service des ressources humaines Services professionnels en actuariat-conseil reliés aux régimes de retraite	214.0 $	En 2014, le conseil d'agglomération approuvait l'octroi de deux contrats des services professionnels en actuariat-conseil pour la négociation de régimes de retraite des policiers et policières (CE-CG14 0412 et CE-CG14 0521). Ces contrats s'échelonnent sur plusieurs années et en raison des retards dans les négociations avec le Syndicat, une demande d'affectation est nécessaire pour permettre la continuation des travaux.
Service des communications Services professionnels et services techniques liés à la réalisation de diverses opérations de communication	161.1 $	En 2015, le comité exécutif a autorisé, au Service des communications, un budget additionnel total de 880,0 $, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration. Ce budget additionnel visait la réalisation des opérations de communication liées au déneigement, aux activités Bureau de suivi « Je fais Montréal » ainsi que pour l'atteinte des objectifs liés au Plan de l'Eau Montréal et pour couvrir les dépenses additionnelles en placement média obligatoires et en services de rédaction (CE15 2219; CE15 1221; CE15 1188; CE15 2148). La demande d'affectation est nécessaire pour finaliser les opérations de communication non terminées au 31 décembre 2015.
Service du développement économique Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement économique local	12,000.0 $	En vertu de la Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016(ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six (6) pôles de développement économique local. Ce réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs établis sur le territoire. Ainsi, certains actifs et passifs détenus par les anciens CLD deviennent ceux de la ville à compter du 20 avril 2015. Ce transfert a mené à la comptabilisation d'un revenu net de 12 M$ à l'état des résultats de l'agglomération de Montréal. La demande d'affectation vise à garantir les prêts qui seront effectués aux six (6) pôles du réseau PME MTL afin qu'ils puissent remplir leurs missions respectives en développement économique local.
Arrondissement de Ville-Marie **É**tudes reliées au centre-ville	243.2 $	En 2015, le comité exécutif a approuvé des virements budgétaires totalisant 265,1 $,en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration, pour le financement de diverses études reliées au centre-ville (CE15 1869; CE15 1868; CE15 1777). La demande d'affectation vise à finaliser les travaux qui n'ont pas été exécutés au 31 décembre 2015. **Études 2015:** • étude sur le milieu de vie du centre-ville • étude d'accessibilité et de mobilité au centre-ville • étude sur la vitalité économique du centre-ville
TOTAL	**12,618.3 $**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1167235001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé: «Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux».

Il est recommandé :

d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux», sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-17 19:22

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167235001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé: «Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux».

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal possède un réseau de 40 patinoires intérieures réparties dans 34 arénas ou complexes sportifs. En vertu du protocole de Montréal, de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de la Loi du Québec sur la qualité de l'air et de l'environnement, la Ville doit remplacer l'ensemble des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22) d'ici 2020.
Afin d'assurer le maintien de l'offre de service en sports de glace, le comité exécutif a adopté, le 7 juillet 2010, le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux du Service de la diversité sociale et des sports (anciennement la Direction des sports et de l'activité physique), qui s'adresse essentiellement aux arrondissements. Le 25 janvier 2012, le comité exécutif a approuvé des modifications au Programme en raison des besoins plus importants que prévus en travaux de mise aux normes.

Le calendrier de réalisation prévisionnel du programme municipal du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) prévoit intervenir en moyenne, à chaque année d'ici 2020, dans quatre arénas en conception et quatre arénas en chantier afin de respecter les engagements de la Ville. La priorité a d'abord été accordée dans l'ordre aux arénas ayant des systèmes de réfrigération fonctionnant au fréon (HCFC-22) et aux plus vétustes. Le calendrier a également été révisé avec les arrondissements en vue de répartir les interventions dans le temps et sur le territoire montréalais minimisant ainsi l'impact sur l'offre de service aux citoyens (voir calendrier en pièce jointe).

Le Programme prévoit un soutien financier sur la base du coût des travaux admissibles, soit:

- Le remplacement ou la mise aux normes du système de réfrigération;
- Des travaux de mise aux normes requis pour respecter la réglementation, pour assurer la sécurité des usagers et des employés et pour éviter la fermeture de l'aréna (impliquant l'arrêt des opérations) à court et moyen terme;
- La mise en place de mesures d'économie d'énergie, les travaux requis pour la certification LEED argent et l'accessibilité universelle de base.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1282	17 novembre 2015	Adopter le programme triennal d'immobilisations 2016-2018 du conseil municipal.
CM15 0565	28 avril 2015	Adopter le règlement d'emprunt de 77 951 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.
CM12 0137	21 février 2012	Adopter le règlement d'emprunt de 60 500 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.
CE12 0095	25 janvier 2012	Approuver les modifications au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux, notamment la description des travaux admissibles conformément aux informations contenues au dossier décisionnel.
CM11 0655	22 août 2011	Offrir aux arrondissements concernés, les services de la Direction des stratégies et transactions immobilières pour faire la gestion globale des projets de mise aux normes des arénas du Programme et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.
CE10 1137	7 juillet 2010	Adopter, tel que soumis, le Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.
CM09 0200	30 mars 2009	Adopter le règlement d'emprunt de 30 500 000 $ pour financer le fonds des arénas concernant la mise à niveau des systèmes de réfrigération et la mise aux normes des équipements.

DESCRIPTION

Le règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $, objet du présent dossier, permettra le financement corporatif pour la mise en oeuvre du Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux, notamment pour les projets qui débuteront en 2016, soit le complexe Gadbois (2 glaces), l'aréna Chénier (1 glace) et l'aréna Saint-Michel (2 glaces).

JUSTIFICATION

En vertu du protocole de Montréal, de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et de la Loi du Québec sur la qualité de l'air et de l'environnement, la Ville doit remplacer l'ensemble des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22) d'ici 2020. Il devient donc nécessaire de remplacer les systèmes de réfrigération des arénas de la Ville, sans quoi les arénas ne pourraient plus être en opération à partir de 2020. De plus, divers travaux de mise aux normes sont requis considérant l'âge et l'état des arénas municipaux. La réalisation de ces travaux simultanément avec ceux des systèmes de réfrigération permettront d'éviter une nouvelle fermeture des arénas concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption d'un nouveau règlement d'emprunt de 36 000 000 $ est requise pour poursuivre la réalisation du Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux et de dépenser les budgets qui lui sont consacrés au PTI 2016-2018, notamment pour les projets qui débuteront en 2016, soit le complexe Gadbois (2 glaces), l'aréna Chénier (1 glace) et l'aréna Saint-Michel (2 glaces). Le budget prévu au PTI du SDSS est de 7 200 000 $ par glace, pour un budget total de 36 000 000 $ pour réaliser cinq (5) glaces. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux vise d'abord le remplacement des systèmes de réfrigération utilisant le fréon (HCFC-22), substance appauvrissant la couche d'ozone par l'émission de gaz à effet de serre (GES), par un système fonctionnant à l'ammoniac n'émettant aucun GES. Par ailleurs, les projets réalisés dans le cadre de ce programme, visent la certification LEED argent, conformément à la politique de développement durable pour les édifices municipaux de la Ville de Montréal. Finalement, les projets incluent également la mise en place de mesures d'efficacité énergétique, telle que la récupération de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude domestique, lorsque possible, des systèmes d'éclairage moins énergivores et l'ajout d'une toile réfléchissante.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement qui permettra la mise en oeuvre du Programme selon le calendrier prévu, est essentiel pour éviter une rupture de l'offre de service d'ici 2020, en raison de l'interdiction d'utilisation du fréon (HCFC-22) et de la vétusté de plusieurs arénas. La fermeture non planifiée et simultanée de plusieurs arénas aurait également un impact majeur sur l'offre de service aux citoyens puisque les arénas fonctionnent en réseau et que leur utilisation est déjà saturée en période de pointe.
Si le dossier est retardé, cela aurait un impact majeur sur l'octroi du contrat qui est prévu en juin 2016 pour l'appel d'offres conjointe de cinq (5) glaces, étant donné que l'approbation du règlement par le ministère est également prévu en juin - juillet 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016	Avis de motion par le conseil municipal
Mai 2016	Adoption du nouveau règlement d'emprunt par le conseil municipal
Juin - juillet 2016	Approbation du règlement d'emprunt par le Ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève BLOM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Normand GIRARD
Chef de division - programme des arénas

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-03-17

Programme de mise aux normes des arénas

Règlement d'emprunt 2016

GDD 1167235001

Projet	Plans et devis		Travaux		Total règlement d'emprunt
	Début	Fin	Début	Fin	
Complexe Gadbois - Georges Mantha (Sud-Ouest)	2016	2017	2018	2019	7,200,000 $
Complexe Gadbois - Sylvio Mantha (Sud-Ouest)	2016	2017	2018	2019	7,200,000 $
Aréna Chénier (Anjou)	2016	2017	2018	2019	7,200,000 $
Aréna Saint-Michel - glace 1 (Villeray–St-Michel–Parc-Extension)	2016	2017	2018	2019	7,200,000 $
Aréna Saint-Michel - glace 2 (Villeray–St-Michel–Parc-Extension)	2016	2017	2018	2019	7,200,000 $
Total (3 arénas, 5 glaces)					**36,000,000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167235001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , -
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé: «Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GB-1167235001 - mise aux normes des arénas.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève BLOM
Stagiaire en Droit
Tél : 514-868-5257

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-03

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 36 000 000 $ POUR FINANCER LES TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA MISE AUX NORMES DES ARÉNAS MUNICIPAUX

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la résolution CM11 0655 du conseil municipal adoptée à la séance du 22 août 2011 en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1167235001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167235001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , -
Objet :	Adopter un projet de règlement intitulé: «Règlement autorisant un emprunt de 36 000 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1167235001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1161361001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art » (exercice financier 2016)

Il est recommandé :
d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2016) **»**

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-17 19:19

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161361001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art » (exercice financier 2016)

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement permet à la Ville d'accorder, via le Programme de subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art, une subvention à l'artiste professionnel pour l'utilisation d'un atelier d'artiste pour la production d'œuvres originales de recherche ou d'expression. Ce règlement est adopté annuellement depuis 1995.
En 2008, la Ville abandonne le rôle des valeurs locatives. Or, jusqu'en 2008, les valeurs de ce rôle servent de base pour le calcul des subventions de ce programme. En conséquence, le règlement pour l'exercice financier 2008 introduit des modalités différentes pour tenir compte de ce changement et pour remplacer l'ancienne formule de calcul. Depuis 2009, le règlement reconduit les modifications de 2008 avec la nouvelle formule de calcul des subventions.

À l'instar des années antérieures, la date limite d'acceptation des demandes est fixée 90 jours après la fin de l'année visée. Ainsi, la date limite d'acceptation des demandes pour l'année 2016 est le 31 mars 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0829 du 15 juin 2015
Adoption - Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2015)
CM14 0432 du 28 avril 2014
Adoption - Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2014)
CM13 0470 du 27 mai 2013
Adoption - Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2013)
CM12 0319 du 16 avril 2012

Adoption - Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art (exercice financier 2012)

DESCRIPTION

Le règlement accorde une subvention à l'artiste professionnel ou à la personne morale, dont un tel artiste a le contrôle ou au regroupement d'artistes professionnels, pour l'utilisation d'un atelier d'artiste dans un immeuble ou une partie d'immeuble non résidentiel situé sur le territoire de la Ville de Montréal.
Depuis 2008, le calcul de la subvention tient compte de la superficie occupée et utilisée comme atelier d'artiste ainsi que du nombre de jours durant lesquels la partie de l'immeuble ou l'immeuble, non résidentiel, est utilisé comme tel. Cette approche méthodologique adoptée en 2008 est conservée pour l'année 2016. Plus précisément, le taux utilisé pour le calcul de la subvention demeure à 5,38 $ le mètre carré de superficie de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble utilisé comme atelier d'artiste.

Depuis la création de ce programme, le total annuel, par catégorie, des subventions accordées à ce jour est comme suit :

Année	Arts visuels ($)	Demandes #	Métiers d'art ($)	Demandes #	Total ($)	Demandes #
1995	112 002,41	-	-	-	112 002,41	-
1996	157 361,15	275	43 317,32	60	200 678,47	335
1997	166 187,43	282	50 419,58	78	216 607,01	360
1998	187 623,46	304	54 371,90	83	241 995,36	387
1999	199 949,23	332	59 851,26	86	259 800,48	418
2000	202 500,91	325	67 834,47	99	270 335,38	424
2001	170 601,31	333	71 011,34	112	241 612,65	445
2002	162 996,15	312	75 908,61	119	238 904,76	431
2003	179 665,28	292	85 731,47	106	265 396,75	398
2004	178 219,09	288	80 581,93	99	258 801,01	387
2005	169 612,11	256	82 153,52	95	251 765,64	351
2006	159 494,02	243	80 575,59	99	240 069,61	342
2007	143 535,88	201	68 730,65	87	212 266,53	288
2008	160 130,96	222	63 040,74	90	223 171,71	312
2009	178 078,53	252	60 210,64	92	238 289,17	344
2010	182 828,00	269	56 963,00	93	239 791,00	362
2011	175 521,00	253	60 634,00	95	236 154,00	348
2012	176 767,00	257	65 108,00	106	241 875,00	363
2013	175 207,00	258	64 306,00	114	239 513,00	372
2014	156 074,00	237	63 628,00	108	219 702,00	345
2015	84 890,00*	98*	34 114,00*	51*	119 004,00*	149*

* traitées à ce jour

L'équipe de gestion procède chaque année à l'envoi de deux rappels ou plus, auprès des bénéficiaires de l'année précédente.

JUSTIFICATION

Ce règlement donne suite aux décisions depuis l'exercice de 1995, par des administrations municipales qui se sont succédées, d'accorder des subventions aux artistes professionnels dans le domaine des arts visuels et, depuis l'exercice de 1996, d'en accorder aussi à ceux du domaine des métiers d'art. À l'époque, les artistes ne pouvant être exemptés de la taxe d'affaires, la Ville considérait important de leur accorder un avantage équivalant, par le biais d'un programme de subvention. Depuis, 2008, la subvention est plutôt pour soutenir leur atelier d'artiste professionnel. À l'heure actuelle, le soutien aux OBNL de ce domaine s'effectue notamment par les mesures ou programmes adoptés en vertu de la Politique de développement culturel alors que le soutien aux artistes au moyen d'une subvention sera maintenu par l'adoption du présent règlement.
Finalement, le programme maintient un lien de confiance important entre la Ville, le milieu et les artistes concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits budgétaires afférents aux subventions, consentis dans le cadre de ce règlement sont de 235 000 $. Tout montant additionnel de subvention est pris à même l'enveloppe prévue. Les crédits budgétaires nécessaires à ce dossier sont prévus au Service de la culture. La gestion du programme est assurée par le personnel de l'équipe du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) depuis 2008. Cependant, il est prévu transférer cette année la gestion de ce programme au Service de la culture. Cette dépense est assumée entièrement par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise en œuvre de ce règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art est prévue pour mai 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Mai 2016

- Mise à jour des documents du programme, du formulaire de demandes
- Lien sur le site Internet de la culture de la Ville
- Mise à jour des rubriques sur le site de la culture avec PDF du programme et du formulaire de demande

Mai 2016

- Annonce auprès des bénéficiaires de 2015

Octobre 2016

- 2e rappel auprès des bénéficiaires de 2015

Février 2017

- 3e rappel auprès des bénéficiaires de 2015

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016 Présentation au comité exécutif pour recommandation au conseil
Avril 2016 Présentation au conseil - avis de motion
Mai 2016 Présentation au conseil pour adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Annie Gerbeau

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia MCMULLEN
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-5579
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-15

Lyne RAYMOND
Chef de division

Tél : 514 872-2252
Télécop. : 514 872-1504

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal I. GAGNON
Directrice générale adjointe
Tél : 514 280-4283
Approuvé le : 2016-03-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161361001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art » (exercice financier 2016)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1161361001 Règlement subv artistes exercice financier 2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION AUX ARTISTES PROFESSIONNELS DES ARTS VISUELS ET DES MÉTIERS D'ART (EXERCICE FINANCIER 2016)

Vu l'article 92 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « artiste professionnel » signifie un artiste professionnel dans le domaine des arts visuels ou des métiers d'art, au sens de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (RLRQ, chapitre S-32.01) ou une personne morale dont un tel artiste a le contrôle.

SECTION II
SUBVENTION

2. À condition de se conformer à l'article 5, un artiste professionnel ou une coopérative d'artistes professionnels a droit à une subvention, pour l'occupation de l'immeuble ou de la partie d'immeuble non résidentiel, qui correspond au pourcentage d'occupation que représente l'atelier d'artiste, qu'il ou elle utilise comme atelier d'artiste pour la production d'œuvres originales de recherche ou d'expression.

3. Le montant de la subvention est calculé proportionnellement au nombre de jours durant lesquels la partie de l'immeuble ou l'immeuble est occupé comme atelier d'artiste durant l'exercice financier 2016.

4. L'artiste professionnel ou la coopérative d'artistes professionnels a droit à une subvention d'un montant égal à celui obtenu en multipliant par 5,38 $ le nombre de mètres carrés de superficie de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble non résidentiel utilisé comme atelier d'artiste.

5. L'artiste professionnel ou la coopérative d'artistes professionnels doit exercer son droit en présentant à la Ville de Montréal, avant le 31 mars 2017, une demande de subvention sur le formulaire fourni par la ville à cette fin.

De plus, l'artiste professionnel ou la coopérative d'artistes professionnels doit joindre à sa demande le bail en vigueur en 2016.

SECTION III
APPLICATION

7. Le présent règlement s'applique à l'égard de l'exercice financier 2016.

GDD 1161361001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161361001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention aux artistes professionnels des arts visuels et des métiers d'art » (exercice financier 2016)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161361001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina TAZAIRT
Préposé au budget

Tél : 514-872-2188

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-17

Habib NOUARI
Agent de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166873002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 b) favoriser l'offre et la répartition équitables des services municipaux
Projet :	-
Objet :	Adopter une modification au "Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout" afin de spécifier que les frais liés à l'inspection préalable obligatoire sont à la charge du propriétaire.

Il est recommandé:
d'adopter une modification au "Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout" afin de spécifier que les frais liés à l'inspection préalable obligatoire sont à la charge du propriétaire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 12:54

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166873002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 b) favoriser l'offre et la répartition équitables des services municipaux
Projet :	-
Objet :	Adopter une modification au "Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout" afin de spécifier que les frais liés à l'inspection préalable obligatoire sont à la charge du propriétaire.

CONTENU

CONTEXTE

En novembre de 2015, la Ville de Montréal a abrogé l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais,* et a adopté le *Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout* de même que le *Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)* . Cet ajustement de la réglementation visait à établir un nouveau cadre légal relativement aux travaux d'entretien sur la partie des branchements d'égout située sous le domaine public, notamment en harmonisant les règles à travers les arrondissements. Au surplus, le nouveau règlement octroie à la Ville de Montréal la responsabilité de l'exécution des travaux correctifs, et des frais qui y sont liés, lorsqu'ils visent à pallier à une défaillance structurale de la conduite.
Or, en vertu de l'article 4 du nouveau *Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout* , le propriétaire qui soupçonne que son branchement présente une défaillance de nature structurale doit, préalablement à sa requête pour l'exécution des travaux correctifs par la Ville de Montréal, soumettre à son Directeur d'arrondissement un fichier électronique de la vidéo d'inspection du branchement ainsi qu'un rapport, rédigé par une firme compétente, qui atteste la présence et décrit la nature du défaut. La directive administrative interne courante de la Ville de Montréal est à l'effet que tous les frais liés à la production et à la transmission de la vidéo et du rapport sont à la charge du propriétaire. La modification réglementaire vient, à la demande du Bureau des réclamations, spécifier cet aspect pour éviter les contestations et réclamations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1362 - 30 novembre 2015 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002)
CM15 1033 - 21 septembre 2015 - Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la

Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais

CE15 1722 - 16 septembre 2015 - Recommandation du Comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais

CE15 0103 - 14 janvier 2015 - Prendre connaissance du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs concernant l'étude de l'article 89.13 du Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais.

DESCRIPTION

Le projet de règlement vise à modifier l'article 4 du *Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout* afin de spécifier que le propriétaire est responsable de tous les frais liés à la production de la vidéo et du rapport d'inspection remis à la Ville de Montréal préalablement à l'exécution des travaux correctifs sur la partie du branchement se trouvant sous le domaine public.

JUSTIFICATION

Suite à l'application du règlement 15-085, le Bureau des réclamations a reçu plusieurs demandes des propriétaires pour se faire rembourser l'inspection vidéo bien que rien - dans le règlement - ne prévoit un tel remboursement. Pour éviter toute confusion et des traitements inutiles de réclamations, le Bureau des réclamations demande que soit précisé, dans le règlement, que l'inspection faisant la preuve de la déficience est aux frais du propriétaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La modification du règlement n'engendre aucuns frais additionnels pour la Ville de Montréal. Elle vise au contraire à assurer que les dépenses publiques liées au travaux sur les branchements d'égout soient contenues, en spécifiant de manière formelle que les inspections requises préalablement aux travaux sont à la charge du propriétaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le *Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout* vise à réduire les impacts environnementaux et sociaux liés au vieillissement et aux défaillances des branchements d'égout.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le rejet de la modification réglementaire proposée maintiendrait une ambiguïté relativement à la responsabilité pour le paiement des frais relatifs à l'inspection préalable à la réfection des branchements d'égout privés. Dans ces circonstances, la Ville sera amenée à recevoir et à traiter inutilement des demandes de réclamation inévitablement rejetées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'activité de communications prévue pour cette modification réglementaire qui ne vient que confirmer l'orientation actuelle du règlement. La série de Questions et de Réponses relative au *Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout* et affichée sur le site web de la Ville de Montréal spécifie déjà que les frais liés à l'inspection du branchement sont à la charge du propriétaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016: Avis de motion
Mai 2016 : Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François LANDRY
Conseiller plan.

Tél : 514 872-2838
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514 872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260

Approuvé le : 2016-03-24

Approuvé le : 2016-03-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166873002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter une modification au "Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout" afin de spécifier que les frais liés à l'inspection préalable obligatoire sont à la charge du propriétaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint

FICHIERS JOINTS

Reglement_entretien_branchementv4.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Véronique BELPAIRE
avocat
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À L'ENTRETIEN DES BRANCHEMENTS D'ÉGOUT (15-085)

Vu l'article 25 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 84 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ;

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement relatif à l'entretien des branchements d'égout (15-085) est modifié par l'ajout de l'article suivant après l'article 5 :

> « 5.1 Les coûts liés à l'application des articles 4 et 5 du présent règlement sont à la charge du propriétaire. Ainsi, le propriétaire doit notamment défrayer les coûts d'inspection, de confection de documents, de désobstruction de conduite ou les coûts liés à la démonstration de la localisation de la défaillance structurale, le cas échéant ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 1166873002

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1163894004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger le règlement 14-048 qui autorisait un emprunt au fonds général de la Ville de Montréal au montant de 14 700 000$ pour financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ.

Abroger le règlement 14-048 qui autorisait un emprunt au fonds général de la Ville de Montréal au montant de 14 700 000$ pour financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-24 10:39

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163894004**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger le règlement 14-048 qui autorisait un emprunt au fonds général de la Ville de Montréal au montant de 14 700 000$ pour financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ.

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement a proposé l'application d'un régime général de la TVQ à compter de 2014 de telle sorte que le remboursement s'appliquerait dorénavant aux taxes réellement payées par chaque organisme municipal.
Le 13 septembre 2013, le ministère des Finances et de l'Économie a publié un bulletin d'information fiscale prévoyant un remboursement de TVQ à hauteur de 62,8 %. Ainsi, à compter du 1er janvier 2014, conformément à ce qui est prévu dans l'Entente 2007-2013 sur le partenariat fiscal et financier avec les municipalités et dans l'Entente d'harmonisation TPS-TVQ conclue en mars 2012 avec le gouvernement du Canada, le remboursement de la TVQ prendra dorénavant la forme d'un remboursement de la TVQ payée par chaque organisme municipal à l'égard de ses dépenses taxables.

La transformation du remboursement de la TVQ sous forme de crédits sur intrants plutôt qu'à titre de revenu a un impact considérable sur les budgets des municipalités.

C'est dans ce contexte que le 6 décembre 2013, le gouvernement du Québec a adopté, via le projet de loi 64, des mesures de transition permettant aux municipalités de s'adapter progressivement à l'effet du nouveau régime de remboursement de la TVQ. Ainsi, une municipalité peut, au cours de chacun des exercices financiers visés et par un règlement, décréter un emprunt qui ne peut excéder les montants suivants :

1° 50 % du montant de la compensation 2013 pour un emprunt décrété au cours de l'exercice financier de 2014;
2° 37,5 % du montant de la compensation 2013 pour un emprunt décrété au cours de l'exercice financier de 2015;
3° 25 % du montant de la compensation 2013 pour un emprunt décrété au cours de l'exercice financier de 2016;
4° 12,5 % du montant de la compensation 2013 pour un emprunt décrété au cours de l'exercice financier de 2017.

Une demande d'autorisation pour un emprunt au fonds général a été faite en 2015 pour l'agglomération de Montréal pour un montant de 18,7 M$ et pour le budget municipal pour une somme de 14,7 M$ (voir les décisions antérieures).

La Ville n'aura pas à ce prévaloir de cette mesure pour l'exercice 2015.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0103 Adopter un projet de règlement d'emprunt au fonds général de la Ville au montant de 25 200 000$ pour financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ qui s'appliqueront à compter de l'exercice financier débutant le 1er janvier 2014. (Agglo) RCG-14-004)
CM14 0189 Adopter un projet de règlement d'emprunt au fonds général de la Ville au montant de 19 800 000$ pour financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ qui s'appliqueront à compter de l'exercice financier débutant le 1er janvier 2014. (Municipal) (14-011)

CG15 0362 Adoption - Règlement abrogeant le Règlement portant le numéro RCG 14-004 (Agglo 25 200 000$)

CM15 0680 Adoption - Règlement abrogeant le Règlement portant le numéro 14-011 (Municipal 19 800 000$)

CG14 0565 Adopter un projet de règlement autorisant un financement interne au montant de 18 700 000$ pour 2015 afin de financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ. (Agglo) (RCG-14-037)

CM14 1167 Adopter un projet de règlement autorisant un financement interne au montant de 14 700 000$ pour 2015 afin de financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ. (Municipal) (14-048)

CG15 0744 Adopter - Règlement autorisant un financement interne au montant de 12 600 000$ pour 2016 afin de financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ. (Agglo) (RCG-15-088)

CM15 1403 Adopter - Règlement autorisant un financement interne au montant de 9 900 000$ pour 2016 afin de financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ. (Municipal) (15-095)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'abrogation du règlement qui autorisait un emprunt au fonds général de la Ville pour une somme de 14,7 M$ au budget municipal de 2015.
Un second dossier visera également l'abrogation du règlement de 18,7 M$ pour le budget d'agglomération.

Des règlements similaires ont été adoptés pour l'exercice 2016 dans l'agglomération de Montréal (12,6 M$) et pour le budget municipal (9,9 M$) (voir décisions antérieures). Ces règlements seront utilisés selon les besoins de l'exercice 2016. Lorsque la décision sera prise, les règlements 2016 seront soient maintenus, modifiés ou abrogés en conséquence.

JUSTIFICATION

L'abrogation de ce règlement est possible grâce aux résultats financiers constatés pour l'exercice 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'utilisation du 33,4 M$ aurait entraîné une affectation, comme un revenu pour l'année 2015. Cette affectation aurait été amortie à compter de 2016, minimum de 10% par an, sur une période maximale de 10 ans. L'utilisation de ce règlement aurait nécessité une série d'écritures comptables de 2015 à 2025, qui n'entraînent aucune sortie ou entrée de fonds. Finalement, au budget de 2016, aucun amortissement n'était prévu, à la suite de l'application de ce règlement en 2015. Ainsi, l'abrogation de ce règlement de 14,7 M$ n'entraînera donc pas d'écart budgétaire 2016, relativement à l'amortissement.

Toutefois, au budget de 2016, des affectations sont également prévues en fonction des règlements adoptés pour cet exercice. Au budget municipal, l'affectation atteint 9,9 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale VENNE
Conseillère en finances

Tél : 514 868-4416

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Diane CORBEIL CADOTTE
Chef de division des projets spéciaux et du suivi de l'endettement

Tél : 514-872-6529

Télécop. : 514 872-1855 **Télécop. :** 514 872-1855

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint
Tél : 514 872-3155
Approuvé le : 2016-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-03-17

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN FINANCEMENT INTERNE AU MONTANT DE 14 700 000 $ POUR 2015 AFIN DE FINANCER LE MANQUE À GAGNER DÉCOULANT DES CHANGEMENTS APPORTÉS AUX MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE LA TVQ (14-048)

Vu le quatrième alinéa de l'article 11 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (L.Q., 2013, chapitre 30);

Vu l'article 366 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le règlement portant le numéro 14-048 adopté le 10 décembre 2014, autorisant un financement interne à même le fonds général de la Ville au montant de 14 700 000 $ afin de financer le manque à gagner découlant des changements apportés aux modalités de remboursement de la TVQ, est abrogé.

_____

GDD 1163894004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2016/04/18
13:00

(2)

Dossier # : 1166220002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

Il est recommandé au Conseil municipal de:
Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-12 11:07

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166220002**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

CONTENU

CONTEXTE

Avant 2002, il existait dans l'ex-Ville de Montréal, une Commission de la fonction publique dont le rôle était centré principalement sur la gestion des concours de dotation, y compris notamment, la détermination du profil de compétences, le développement des outils d'évaluation, l'administration d'examens et la participation à des comités d'évaluation. Ce rôle pour la Commission a été maintenu jusqu'en 2004 à l'égard des emplois couverts par les conventions collectives de l'ex-Ville de Montréal.
Cependant, en 2003, dans le contexte de la nouvelle Ville de Montréal et pour respecter l'autonomie accordée aux arrondissements et aux services en matière de dotation et d'embauche de leur main-d'oeuvre, la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est instituée par la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4). En mai 2004 (CM04 0407), le conseil municipal a attribué à la Commission des fonctions plus étendues par l'adoption du Règlement sur la Commission de la fonction publique (règlement 04-061).

Sa mission et ses mandats connaissent alors un virage important. Ainsi, en plus du rôle que la Charte lui attribue d'office, soit de vérifier le caractère impartial et équitable des règles de dotation pour combler les emplois, le conseil de ville a précisé, par règlement, que la CFPM avait pour fonction :

§ de procéder, lorsque requis par la Ville, à la vérification et l'approbation préalable des outils d'évaluation des compétences;
§ de vérifier le respect des règles établies en matière d'évaluation des compétences;
§ de traiter, de la manière qu'elle estime appropriée, les plaintes des candidats relatives au processus d'évaluation des compétences;
§ d'émettre, de la manière qu'elle estime appropriée, des avis et des recommandations aux autorités compétentes.

La contribution de la CFPM à l'administration municipale s'exprime donc par des mandats de vérification des règles de dotation et d'autres politiques de la Ville en matière de gestion de main-d'œuvre, par la vérification d'outils d'évaluation des compétences, par le traitement de plaintes liées au processus d'évaluation des compétences et par la rédaction d'avis ou de recommandations à l'intention des autorités compétentes.

Au 1er janvier 2012, les activités de dotation jusqu'alors assumées par les arrondissements et services, ont été regroupées au Centre de dotation du Service des ressources humaines

(SRH). Depuis, le SRH a pour mission de déterminer les profils de compétences, de développer ou d'assurer le développement des outils d'évaluation des compétences et d'administrer les concours de dotation en conformité avec les règles prévues à la politique de dotation. Le SRH demeure le gardien corporatif des valeurs de dotation enchâssées dans la politique, telles que l'équité, la transparence, la compétence et l'efficience.

Le regroupement des activités de dotation au SRH a notamment permis l'atteinte des objectifs suivants :

§ Une uniformisation des pratiques et processus de dotation;
§ Une assurance que les candidats à un même concours sont traités de la même façon (équité de traitement);
§ La constitution d'une expertise en dotation et en évaluation des compétences conformes aux bonnes pratiques en la matière;
§ Une amélioration de l'expérience-candidat (avec une seule porte d'entrée « Ville de Montréal »);
§ Une optimisation des processus et une réduction des coûts (moins de ressources requises qu'avant le regroupement pour cette activité).

Par ailleurs, le Règlement municipal sur la Commission n'a pas été revu en fonction du nouveau modèle d'affaires. Les rôles et les responsabilités de la Commission sont demeurés les mêmes, et ce malgré la constitution d'une équipe d'experts au SRH en matière de dotation et d'évaluation des compétences. Cela entraîne, dans une certaine mesure, une duplication des activités et parfois des divergences de vues sur les pratiques à adopter qui n'ont souvent aucune incidence sur l'impartialité et l'équité des processus de dotation. De plus, beaucoup de temps est consacré par la CFPM à vérifier des outils et des pratiques d'évaluation des compétences qui sont pourtant développés par des experts en psychométrie au SRH, appuyés à l'occasion par des firmes externes spécialisées aussi dans ce domaine.

Considérant l'évolution du contexte de la Ville et des responsabilités attribuées au SRH pour assurer la réalisation de processus de dotation fondés sur des principes de compétence, d'équité, de transparence et d'efficience, il s'avère important de redéfinir le rôle et les responsabilités de la Commission de la fonction publique de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM040407 Adoption - Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal

DESCRIPTION

Il est recommandé de modifier le Règlement sur la CFPM, conformément au tableau en annexe de façon à centrer son rôle et sa mission sur le traitement des plaintes. Globalement, il est recommandé de redéfinir le rôle de la Commission afin que celle-ci se concentre exclusivement sur les activités suivantes :

§ Vérification, avant l'approbation par l'Administration, du caractère impartial et équitable des règles de dotation et de la conformité dans leur application;
§ Traitement des plaintes des employés relatives à l'impartialité et l'équité des processus de dotation;
§ Formulation, le cas échéant, d'avis et de recommandations à l'unité administrative responsable des processus de dotation.

En fonction de ce rôle redéfini, la Commission n'aurait plus de pouvoirs spécifiques en matière d'évaluation des compétences, c'est-à-dire en regard de la vérification et de l'approbation des outils d'évaluation (tests) des compétences, de la pertinence d'administrer

un test plutôt qu'un autre dans le cadre d'un concours ou encore en regard de l'établissement du seuil de passage d'un test. Leur mandat viserait davantage à assurer à la Ville que les candidats dans les processus de dotation sont évalués et nommés à partir des mêmes règles et des mêmes outils d'évaluation et à traiter toute plainte à cet égard.

JUSTIFICATION

Depuis le regroupement des activités de dotation le 1er janvier 2012 au SRH, le Règlement sur la CFPM n'a pas été revu en fonction du nouveau modèle d'affaires. Les rôles et responsabilités de la Commission sont demeurés les mêmes que lors de sa mise en place en 2003.
Tels que libellés dans la Charte et dans le Règlement 04-061, les pouvoirs de la CFPM ont entraîné une incompréhension des rôles et responsabilités respectifs de la Commission et de l'Administration.

La redéfinition du rôle et des pouvoirs de la Commission amènera une meilleure efficacité, une non duplication des rôles d'experts et la réduction globale des coûts associés aux activités de dotation tout en sauvegardant le respect des valeurs d'équité, de transparence, de compétence et d'efficience.

Il faut aussi tenir compte du fait que les employés ont aussi des recours enchâssés dans les diverses conventions collectives en matière de dotation. Ils peuvent également se référer au Contrôleur général qui veille au respect des comportements éthiques et des valeurs de l'organisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que la décision de modifier le règlement sur la CFPM soit refusée ou reportée, les gains d'efficience et d'efficacité des activités de dotation des postes à la Ville de Montréal seraient compromis par les débats amenés par un partage inadéquat des responsabilités entre l'organisme de vérification et l'Administration.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le projet permettra de clarifier les rôles et responsabilités de la CFPM et du SRH ainsi que d'assurer une cohérence entre les articles de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) et le Règlement sur la CFPM.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline MARCHAND
Charge de dossiers ou missions

Tél : 514 872-1172
Télécop. : 514 872-8434

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-08

Normand LAPOINTE
Directeur_ adjoint au directeur général

Tél : 514 872-6943
Télécop. : 514 872-2896

Modifications proposées
au RÈGLEMENT 04-061 relatif à la CFPM

Règlement actuel sur la CFPM (04-061)	Amendements proposés au Règlement 04-061 sur la CFPM
ATTENDU que l'administration municipale veut pouvoir compter sur une fonction publique compétente et non partisane; ATTENDU que l'administration municipale souscrit aux valeurs d'équité, de transparence et d'impartialité ~~–~~dans le cadre des processus de dotation des postes; Vu les articles 57.3, 57.4 et 57.7 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4); À l'assemblée du 17 mai 2004, le conseil de la Ville de Montréal décrète :	ATTENDU que l'administration municipale veut pouvoir compter sur une fonction publique compétente et non partisane; ATTENDU que l'administration municipale souscrit aux valeurs d'équité, de transparence, d'impartialité dans le cadre des processus de dotation des postes; Vu les articles 57.3, 57.4 et 57.7 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4); À l'assemblée du 17 mai 2004, le conseil de la Ville de Montréal décrète :
SECTION I COMPOSITION **1.** La Commission de la fonction publique de Montréal (« Commission ») est composée d'un président et de deux vice-présidents nommés par le conseil de la ville. **2.** Le mandat du président est de quatre ans. Il exerce ses fonctions à temps plein. **3.** Le mandat d'un vice-président est précisé dans la résolution de nomination du conseil de la ville et ne peut être supérieur à 4 ans. À défaut de mention à ce sujet dans la résolution, elle est de 4 ans. Un vice-président exerce sa fonction à temps partiel. **4.** Un vice-président de la Commission ne doit pas exercer d'autres charges à la Ville.	**SECTION I** COMPOSITION **1.** La Commission de la fonction publique de Montréal (« Commission ») est composée d'un président et de deux vice-présidents nommés par le conseil de la ville. **2.** Le mandat du président est de quatre ans. Il exerce ses fonctions à temps plein. **3.** Le mandat d'un vice-président est précisé dans la résolution de nomination du conseil de la ville et ne peut être supérieur à 4 ans. À défaut de mention à ce sujet dans la résolution, elle est de 4 ans. Un vice-président exerce sa fonction à temps partiel. **~~4.~~** Un vice-président de la Commission ne doit pas exercer d'autres charges à la Ville.
SECTION II FONCTIONS ET POUVOIRS **5.** La Commission a pour mission d'assurer à l'administration municipale que les personnes soumises à un même processus de dotation des postes sont évaluées de façon impartiale et équitable. **6.** La Commission exerce sa juridiction à l'égard des décisions du conseil de la ville, du comité exécutif, des conseils d'arrondissement et de toute décision prise par un fonctionnaire ou employé en vertu d'un règlement de délégation de pouvoirs d'une de ces instances.	**SECTION II** FONCTIONS ET POUVOIRS **5.** La Commission a pour mission de traiter les plaintes en matière de dotation et à cet effet, elle doit s'assurer que les personnes soumises à un même processus de dotation des postes soient évaluées de façon impartiale et équitable, c'est-à-dire selon les mêmes règles et les mêmes outils d'évaluation. **6.** La Commission exerce sa juridiction à l'égard des décisions du conseil de la ville, du comité exécutif, des conseils d'arrondissement et de toute décision prise par un fonctionnaire ou employé en vertu d'un règlement de délégation de pouvoirs d'une de ces instances.

Modifications proposées
au RÈGLEMENT 04-061 relatif à la CFPM

Règlement actuel sur la CFPM (04-061)	Amendements proposés au Règlement 04-061 sur la CFPM
Elle a pour fonction :	Outre les fonctions prévues par la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), en collaboration avec les représentants du Service des ressources humaines de la Ville et les représentants des autres unités administratives, elle a pour fonction :
1° de procéder, lorsque requis par la Ville, à la vérification et l'approbation préalable des outils d'évaluation des compétences;	1° abrogé
2° de vérifier le respect des règles établies en matière d'évaluation des compétences;	2° abrogé
3° de traiter, de la manière qu'elle estime appropriée, les plaintes des candidats relatives au processus d'évaluation des compétences;	3° de traiter, de la manière qu'elle estime appropriée, les plaintes des candidats relatives au processus d'évaluation des compétences;
4° d'émettre, de la manière qu'elle estime appropriée, des avis et des recommandations aux autorités compétentes;	4° d'émettre, de la manière qu'elle estime appropriée, des avis et des recommandations à l'unité administrative responsable du processus de dotation;
	5° de partager avec l'unité responsable du processus de dotation visé par la plainte, toutes les informations relatives à la plainte.
7) Aux fins de l'exercice de ses fonctions, la Commission peut recueillir des renseignements qu'elle juge pertinents. Dans le cadre de son intervention, la Commission peut prendre connaissance et faire des copies de tous les dossiers, registres et tout autre document qu'elle juge pertinent. Elle a le droit d'exiger les renseignements, rapports et explications qu'elle juge nécessaires dans l'accomplissement de ses fonctions.	7) Aux fins de l'exercice de ses fonctions, la Commission peut recueillir des renseignements qu'elle juge pertinents. Dans le cadre de son intervention, la Commission peut prendre connaissance et faire des copies de tous les dossiers, registres et tout autre document qu'elle juge pertinent. Elle a le droit d'exiger les renseignements, rapports et explications qu'elle juge nécessaires dans l'accomplissement de ses fonctions.
8. La Commission doit voir au respect de la nature confidentielle de tout renseignement porté à sa connaissance et à celle de ses employés dans l'exercice de ses fonctions.	8) La Commission doit voir au respect de la nature confidentielle de tout renseignement porté à sa connaissance et à celle de ses employés dans l'exercice de ses fonctions.

Modifications proposées
au RÈGLEMENT 04-061 relatif à la CFPM

Règlement actuel sur la CFPM (04-061)	Amendements proposés au Règlement 04-061 sur la CFPM
9) La Commission peut, lorsqu'elle émet un avis ou une recommandation en vertu du paragraphe 4 de l'article 6, exiger de l'autorité compétente concernée qu'elle lui fournisse un rapport, dans un délai fixé par la Commission, des mesures qu'elle a prises ou entend prendre à ce sujet.	9) La Commission peut, lorsqu'elle émet un avis ou une recommandation en vertu du paragraphe 4 de l'article 6, exiger de l'unité administrative responsable du processus de dotation qu'elle lui fournisse un rapport, dans un délai fixé par la Commission, des mesures qu'elle a prises ou entend prendre à ce sujet.
SECTION III RÈGLES DE FONCTIONNEMENT **10.** Le conseil de la ville met à la disposition de la Commission les ressources nécessaires à son fonctionnement. À des fins administratives, la Commission est considérée comme une unité administrative distincte. Toutefois, pour la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, elle applique les politiques et normes établies par le conseil de ville. **11.** Au moins une fois l'an, la Commission rend compte au conseil de la ville de ses activités.	**SECTION III** RÈGLES DE FONCTIONNEMENT **10.** Le conseil de la ville met à la disposition de la Commission les ressources nécessaires à son fonctionnement. À des fins administratives, la Commission est considérée comme une unité administrative distincte. Toutefois, pour la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, elle applique les politiques et normes établies par le conseil de ville. **11.** Au moins une fois l'an, la Commission rend compte au conseil de la ville de ses activités.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166220002

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal (04-061)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règl. sur la Commission de la fonction publique.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : (514) 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-11

Véronique BELPAIRE
Avocate - chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (04-061)

Vu les articles 57.4 et 57.5 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 5 du Règlement sur la Commission de la fonction publique (04-061) est modifié par :

1° le remplacement des mots « d'assurer à l'administration municipale » par les mots « de traiter les plaintes en matière de dotation et à cet effet, elle doit s'assurer »;

2° l'ajout, après le mot « équitable » des mots «, c'est-à-dire selon les mêmes règles et les mêmes outils d'évaluation ».

2. Le deuxième alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots « Elle a pour fonction » par les mots « Outre les fonctions prévues par la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), en collaboration avec les représentants du Service des ressources humaines de la Ville et les représentants des autres unités administratives, elle a pour fonction »;

2° l'abrogation des paragraphes 1° et 2°;

3° le remplacement, au paragraphe 4°, des mots « aux autorités compétentes » par les mots « à l'unité administrative responsable du processus de dotation »;

4° l'ajout du paragraphe suivant :

« 5° de partager avec l'unité administrative responsable du processus de dotation visé par la plainte, toutes les informations relatives à la plainte. ».

3. L'article 9 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'autorité compétente concernée » par les mots « l'unité administrative responsable du processus de dotation ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX 2016.

GDD : 1166220002

XX-XXX/2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.01

2016/04/18 13:00

(1)

Dossier # : 1160836001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations

JE RECOMMANDE :
de demander au conseil municipal d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville au conseil d'arrondissement (02-002., Section I –Alinéa 1) » afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations en conformité avec le règlement 11-010 (Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout) pour le secteur sud-est de la rue Anne-Hébert dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-19 14:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 2 février 2016	Résolution: CA16 27 0050

Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

Il est proposé par Réal MÉNARD

appuyé par Karine BOIVIN ROY

Et résolu :

De demander au conseil municipal d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) » afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi en conformité avec le Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout (11-010) dans les immeubles sujets à des inondations pour le secteur sud-est de la rue Anne-Hébert dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1160836001

Magella RIOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 3 février 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1160836001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

JE RECOMMANDE :
de demander au conseil municipal d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville au conseil d'arrondissement (02-002., Section I –Alinéa 1) » afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations en conformité avec le règlement 11-010 (Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout) pour le secteur sud-est de la rue Anne-Hébert dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

Signé par Jacques SAVARD **Le** 2016-01-21 14:03

Signataire : Jacques SAVARD

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160836001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une subvention pour l'installation d'une pompe de renvoi pour les résidents du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert, située entre l'avenue Pierre-De Coubertin et la rue Georges-Villeneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, l'arrondissement demande au conseil de la ville d'adopter un règlement modifiant le règlement intérieur de la Ville pour déléguer les pouvoirs au conseil d'arrondissement afin d'adopter et d'appliquer un règlement visant un programme de subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.
Ce secteur est pris par le problème d'auto-inondation via les fosses de garage lors de fortes pluies.

Ce développement a été construit en 2008 par un promoteur qui avait la responsabilité de la construction de ces propriétés conformément aux règlements en vigueur. À la date de construction, le règlement de l'installation des pompes de renvoi pour des zones inondables n'était pas requis.

Dans cette optique et afin d'aider les résidents de ce secteur particulier, l'arrondissement permet cette aide financière à ces vingt-six propriétaires pour financer l'installation d'une pompe de renvoi en conformité avec le règlement 11-010 selon des conditions préalables. Ces conditions se résument par le fait que ces propriétaires confirment l'installation des clapets anti-refoulement dans leur propriété et que les gouttières mal installées soient détournées vers les espaces verts à proximité.

Cette subvention sera financée en totalité par le budget de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s. o.

DESCRIPTION

Les résidents du secteur concerné sont situés dans un point bas du réseau de drainage. De surcroît, les eaux de ruissellement des entrées en contre-pente et dans les allées menant aux garages ne peuvent s'évacuer lors de fortes pluies.
Les clapets anti-retour exigés dans des cas particuliers pour protéger les résidents ne contribuent pas à régler ce problème, puisque l'eau qui inonde les sous-sols provient des dalles de stationnement situées à l'arrière des résidences. Ce qui explique la sensibilité de ce secteur à des refoulements fréquents lors de fortes pluies.

Cette subvention vise les condos situés dans la zone du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert, tel que présenté dans la pièce jointe au présent sommaire.

Cette subvention est pour une durée de deux ans à partir de la date de l'adoption du règlement par le conseil municipal.

Tel que précisé dans le contexte du présent sommaire, des conditions préalables seront requises par les propriétaires pour l'admissibilité de cette subvention, Ces pièces seront validées par les services de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Le cadre juridique actuel ne permet pas à l'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement afin d'offrir le programme de subvention aux résidents du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert pour l'installation des pompes de renvoi recommandées par le règlement 11-010 dans les zones inondables. Pour cela, le conseil d'arrondissement demande au conseil de la ville d'adopter un règlement modifiant le règlement 02-002 sur la délégation de pouvoirs afin de lui permettre d'adopter et d'appliquer le règlement visant le programme de subvention que l'arrondissement veut offrir aux propriétaires d'un secteur particulier et assumer en totalité les coûts qui seront imputés au budget de l'arrondissement.
Lors de la construction de ces propriétés, le règlement pour la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout n'était pas applicable. De plus, ce développement a excédé la durée de garantie de cinq ans exigée par la Loi du code civil (article 2118) qui aurait pu permettre au promoteur de faire les installations nécessaires pour remédier à ces problèmes. Pour ces raisons, cette aide financière est nécessaire pour ce secteur sensible aux auto-inondations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total requis pour la subvention est de l'ordre de 13 000 $. Cette aide est d'une valeur de 25 % du coût total de l'installation de la pompe de renvoi, pour un maximum de 500,00 $ par propriété et ce avec preuve d'exécution des travaux uniquement. Ce montant sera imputé au budget de l'arrondissement des années 2016 ou 2017 selon les demandes.
Le montant réservé à cette subvention sera pour une durée de deux ans. Cette durée reflète la durée imposée par l'arrondissement pour que les propriétaires du secteur sud-est de la rue Anne-Hébert puissent bénéficier de cette subvention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'arrondissement souhaite adopter ce règlement avant le printemps afin de permettre aux propriétaires d'installer leurs pompes de renvoi avant la saison estivale, laquelle apporte de fortes pluies.
L'adoption du règlement permet à l'arrondissement d'accorder le programme de subvention

aux propriétaires situés dans des zones inondables et qui devront installer les pompes de renvoi pour éviter des refoulements lors de fortes pluies.
Ce projet vise à aider les citoyens de ce secteur à se conformer aux lois en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du CA pour demander au CM d'adopter un règlement modifiant le règlement 02-002 : CA 2 février 2016;
Présentation du dossier au CE : CE 10 février 2016;
Avis de motion au CM d'un règlement modifiant le règlement 02-002 : 22 février 2016;
Adoption par le CM du règlement modifiant le règlement 02-002 : 21 mars 2016;
Avis de motion pour adoption du règlement pour le programme du subvention : 1er mars 2016;
Adopter par le CA le règlement pour le programme de subvention : 5 avril 2016;
Publication du règlement de la subvention de l'installation des pompes de renvoi de ce secteur au journaux : 12 avril 2016.

L'accès au programme de cette subvention sera disponible pour les propriétaires de ce secteur à partir du mois d'avril.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées par les différents intervenants et auprès du greffe, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie LEMIEUX, Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles
Annie GERBEAU, Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Lecture :

Annie GERBEAU, 20 janvier 2016
Anne-Marie LEMIEUX, 18 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karima ARIBIA
Ingenieur(e)

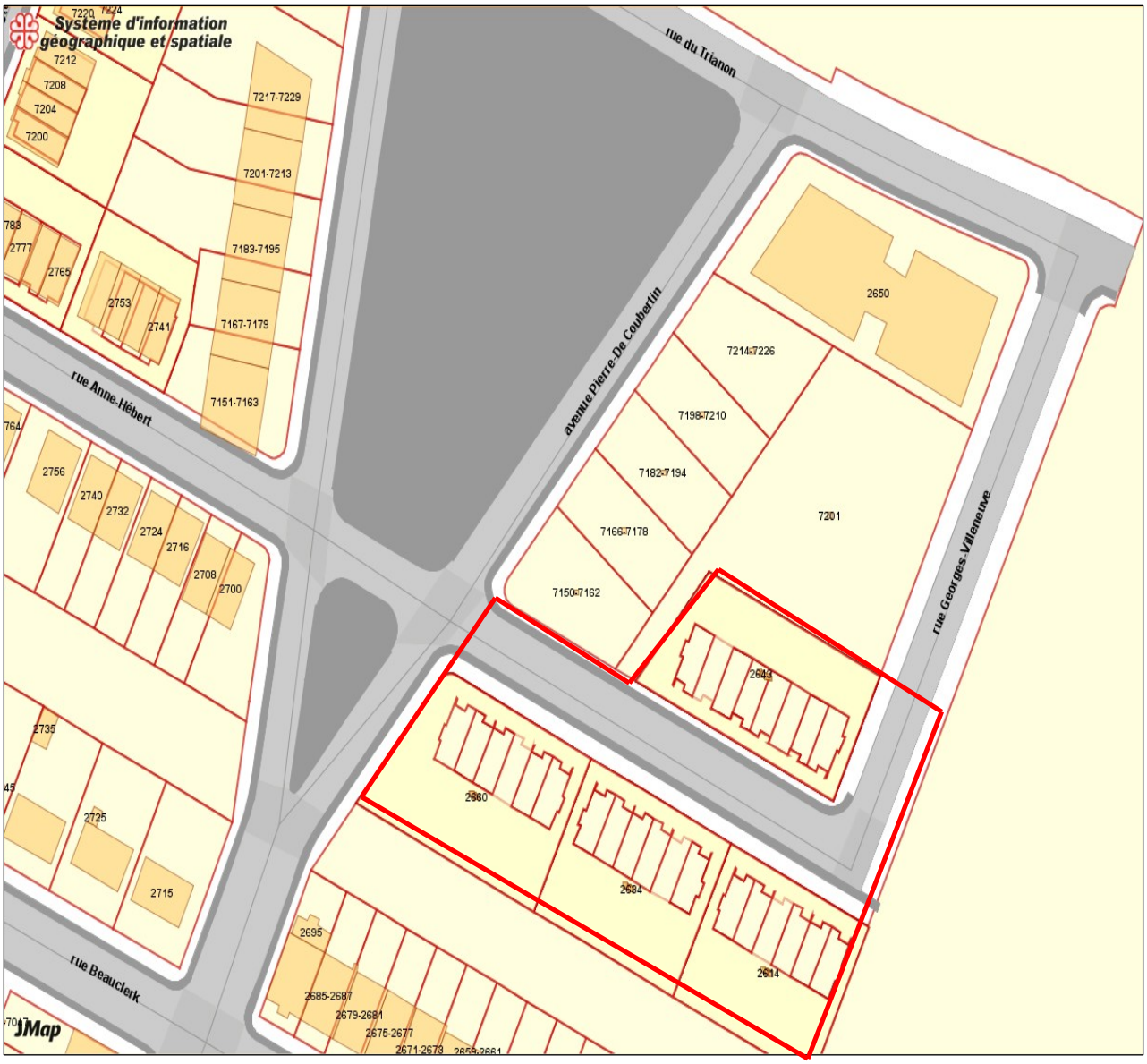
Tél : 514 872-6946
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-15

Pierre MORISSETTE
Directeur

Tél : 514 868-4102
Télécop. : 514 868-4186

Secteur PHASE 3 Anne-Hébert



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160836001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Demander au conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) afin de permettre aux conseils d'arrondissement d'adopter et d'appliquer un règlement établissant un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Modification - 02-002 version finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-20

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-002-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par l'ajout du sous-paragraphe suivant :

> « o) à un programme d'intervention prévoyant l'octroi d'une subvention en vue de favoriser l'installation de pompes de renvoi dans les immeubles sujets à des inondations; ».

_____

GDD 1160836001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1161180001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

Il est recommandé :
1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;

2- de réserver une somme de 159 317 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-22 11:47

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161180001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 décembre 2010, à la suite de l'augmentation des tarifs des parcomètres dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et après des discussions avec les représentants des sociétés de développement commercial (SDC) de ce territoire, l'Administration a proposé de mettre en place un fonds visant essentiellement à permettre le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de cette décision. La proposition vise tout particulièrement les parcomètres sur le réseau artériel qui, de l'avis même des représentants des commerçants, devraient être au même tarif que sur le réseau local pour plus de cohérence considérant que les rues s'entrecroisent.
Conséquemment, le 21 mars 2012, le comité exécutif approuvait la création du fonds de dynamisation des rues commerciales (le « Fonds ») (CE12 0394). Cette décision implique que les revenus nets supplémentaires générés à la suite à l'augmentation des tarifs sur le réseau artériel seraient versés dans un fonds servant notamment à la vitalité économique des SDC. L'Administration a créé le Fonds en ayant comme objectif le soutien financier aux gens d'affaires de l'arrondissement, regroupés, notamment, au sein des SDC. Ces dernières peuvent bénéficier du Fonds pour une année donnée sur la base des remises de l'année précédente.

Le Fonds est subdivisé en trois volet:

- Volet I - Soutien aux SDC
- Volet II - Aménagement du domaine public
- Volet III - Besoins complémentaires

Le Service du développement économique a été mandaté pour assumer la gestion du Fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées (CE12 0394). Depuis 2014, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal assume la gestion pour

le volet III (Besoins complémentaires), soit pour la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0575 - 28 avril 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2015 - remises de 2014).
CE15 0493 - 18 mars 2015 - Réserver une somme de 169 032 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2015 - remises de 2014).

CE14 0971 - 11 juin 2014 - Approbation d'un projet d'ordonnance modifiant le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales - Réserver une somme de 58 738 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (2014 - remises 2013).

CM14 0183 - 24 février 2014 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2014 - remises 2013).

CM13 0662 - 4 juillet 2013 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2013 - remises 2012).

CM13 0344 - 22 avril 2013 - Adoption de l'affectation de surplus 2012 à des projets spécifiques.

CM12 0405 - 14 mai 2012 - Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) » et du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2012 - remises 2011).

CE12 0394 - 21 mars 2012 - Approbation de la création du Fonds de dynamisation des rues commerciales pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et des règles de gestion s'y rattachant / Mandat à la DUDE pour assumer la gestion de ce fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

DESCRIPTION

La mise en place du Fonds permet de contribuer à la vitalité économique des rues commerciales traditionnelles par l'entremise des SDC et des associations volontaires de commerçants dans le contexte d'une augmentation des tarifs des parcomètres. Les organismes peuvent bénéficier directement d'une portion du soutien financier du Fonds sur la base des revenus nets supplémentaires perçus provenant des parcomètres.
Chaque année, une partie des revenus générés sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal peut être versée aux organismes afin de créer des conditions plus propices aux affaires par des interventions qui favoriseraient un environnement plus compétitif (accessibilité, expérience des clientèles, mise en valeur commerciale,

appartenance au milieu, etc.).

Dans sa décision du 21 mars 2012 (CE12 0394), le comité exécutif a approuvé des règles propres au Fonds ainsi que des modalités de reddition de compte.

Pour l'année 2016 (remises 2015), le présent dossier décisionnel a pour objet, d'une part, l'adoption d'un règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales ». Ce règlement permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC sur la base des revenus nets supplémentaires de parcomètre perçus en 2015 sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

D'autre part, l'approbation de ce sommaire décisionnel viendra réserver la somme associée au volet III et autoriser son virement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal afin que celui-ci puisse optimiser l'utilisation des fonds par la réalisation de projets structurants avec les associations de commerçants sur les différentes artères commerciales de l'arrondissement.

À chaque début d'année, le Service des finances est en mesure de préciser le montant disponible sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Pour l'année 2016, une somme totale de 1 593 163 $ est disponible. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ». Dans le cadre du volet I, les SDC recevront une somme de 1 433 846 $ (90 % de l'enveloppe) alors que pour le volet III, 159 317 $ (10 % de l'enveloppe) serviront à la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants du même arrondissement.

JUSTIFICATION

Le Fonds permet essentiellement le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de l'augmentation du tarif des parcomètres sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Il s'inscrit dans une perspective municipale plus globale favorisant la formule SDC en consolidant le réseau existant et en stimulant la création de nouvelles SDC.
Le versement des subventions faisant l'objet du présent dossier demeure conditionnel au respect des exigences documentaires pour la reddition de compte. Aussi, en participant à l'amélioration des pratiques et à la performance des SDC et des associations volontaires de commerçants, la Ville favorise du même coup le développement d'une offre commerciale complète qui contribue à la vitalité et au rayonnement de Montréal.

En vertu de l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), un conseil municipal peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux SDC des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la SDC prévus à leur budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement. Depuis 2012, suite à une modification réglementaire (CM12 0405), le conseil municipal de Montréal est en mesure de verser des subventions financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales aux organismes concernés.

Par ailleurs, en vertu de l'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal, c'est l'arrondissement qui a compétence pour accorder des subventions visant les associations de commerçants non regroupés en SDC.

Le volet II (Aménagement) ne fait pas l'objet d'un soutien afin de maximiser les sommes disponibles pour les volets I « Soutien aux SDC » et volet III « Besoins complémentaires » destinés aux interventions directes des SDC et des associations de commerçants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes sont versées à la Ville de Montréal par la Société en commandite Stationnement de Montréal, organisme responsable de la perception et de la gestion des parcomètres pour la Ville de Montréal. À chaque début d'année, le calcul de la somme disponible est effectué par le Service des finances sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Le présent dossier vise à autoriser la répartition des sommes recueillies durant l'année 2015.
La constitution du Fonds s'appuie sur les **revenus nets** supplémentaires puisqu'il faut soustraire du total les coûts marginaux associés à la croissance des revenus découlant de la modification des tarifs (par exemple les coûts récurrents reliés notamment à la collecte et au comptage ainsi qu'à l'utilisation de cartes de crédit et des coûts ponctuels engendrés, entre autres, par la programmation des bornes et parcomètres, par la pose de nouvelles étiquettes de tarifs, etc.).

Pour l'année 2016, sur la base des remises de l'année 2015, une somme totale de 1 593 163 $ est disponible pour le Fonds de dynamisation des rues commerciales de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal. Le tableau mis en pièce jointe précise les modalités de partage de la somme.

La somme disponible pour le volet I « Soutien aux SDC » est de 1 433 846 $. La répartition entre les SDC existantes est effectuée selon le nombre de membres et le budget des cotisations obligatoires adopté par les membres l'année précédente (poids égal à chaque critère). Une règle d'allocation maximale du Fonds limite le montant de la subvention au montant des cotisations obligatoires des membres à leur SDC. La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante : Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal (663 846 $), Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent (570 000 $), Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis (200 000 $).

La somme disponible pour le volet III « Besoins complémentaires » est de 159 317 $ et elle sera virée à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal afin d'optimiser l'utilisation des fonds par la réalisation de projets structurants sur les différentes artères commerciales de l'arrondissement avec la collaboration d'associations de commerçants.

Le montant des subventions à verser aux SDC pour le volet « Soutien aux SDC », qui représente un somme de 1 433 846 $, a été provisionné aux livres de la Ville pour l’exercice financier 2015. En conséquence le paiement de ces subventions ne nécessite aucun crédit budgétaire en 2016.

La somme requise pour le volet « Besoins complémentaires » de 159 317 $ sera réservée par le biais d'une demande de surplus de gestion 2015 et virée ultérieurement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal afin d'optimiser l'utilisation des fonds par la réalisation de projets structurants sur les différentes artères commerciales de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au coeur des quartiers, la Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, un élément important au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts envisagés sont les suivants :

- pouvoir d'attraction accru par le renforcement concurrentiel des secteurs commerciaux ciblés;
- attraction et fidélisation de la clientèle;
- contribution à une plus grande prise en charge par les commerçants de leur développement au sein des SDC et des associations volontaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Mars 2016 Avis de motion
- Avril 2016 Adoption du règlement
- Mai 2016 Versement des subventions non récurrentes aux SDC et virement de la portion de 10 % à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal
Christian C NADEAU, Service des finances

Lecture :

Christian C NADEAU, 27 janvier 2016
Michael TREMBLAY, 26 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel VALADE
Conseiller économique

Tél : 872-8512
Télécop. : 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-25

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Répartition des sommes entre les SDC et virement de fonds à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal
Année 2016 (remise 2015)

Enveloppe totale année courante : 1 593 163 $

Volet I – Soutien aux SDC – 1 433 846 $ (90 % de l'enveloppe)

Organisme	Nombre de cotisants facturés 2015 (1)	Budget de cotisation 2015 (1)	Somme à verser pour l'année 2016 (2)	Dépassement Somme à verser / Budget de cotisation (3)	Redistribution (4)	Total des sommes à verser après redistribution
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	507	785 000$	616 554 $		47 292 $	663 846 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	622	570 000 $	559 200 $		10 800 $	570 000$
SDC Pignons rue Saint-Denis	312	200 000 $	258 092 $	58 092 $		200 000 $
			1 433 846 $	58 092 $	58 092 $	1 433 846$

(1) Source : Service des finances, Suivi budgétaire des SDC – Exercice 2015 (Web Focus)
(2) Selon répartition, poids égal 50 % - 50 % nombre de cotisants facturés 2015 / budget de cotisation 2015. SDC Carrefour du Plateau-Mont-Royal (43 %), SDC du boulevard Saint-Laurent (39 %), SDC Pignons rue Saint-Denis (18 %).
(3) Règle d'allocation maximale du Fonds ne pouvant dépasser le budget de cotisation de la SDC. Budget de cotisation de la SDC Pignons rue Saint-Denis de 200 000 $. Dépassement du budget de cotisation SDC Pignons rue Saint-Denis de 58 092 $.
(4) Redistribution à la SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal et à la SDC du Boulevard Saint-Laurent du montant provenant du dépassement du budget de cotisation de la SDC Pignons rue Saint-Denis de 58 092 $. Répartition entre la SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal (52 %) et la SDC du Boulevard Saint-Laurent (48 %), jusqu'à un plafond équivalent au budget de cotisation 2015. Une somme de 10 800 $ permet d'atteindre le plafond des cotisations pour la SDC du boulevard Saint St-Laurent.

Volet III – Besoins complémentaires – 159 317 $ (10 % de l'enveloppe)

Arrondissement	Somme à verser pour l'année 2016
Plateau-Mont-Royal	159 317 $

GDD1161180001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161180001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1161180001 - Subventions SDC Fonds dynamisation 2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-27

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1° Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 663 846 $;

2° Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 570 000 $;

3° Société du développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 200 000 $.

_____

GDD1161180001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161180001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2016 (remises 2015) des subventions totales non récurrentes de 1 433 846 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et réserver une somme de 159 317 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 116118001 Règlement subventions SDC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Service des finances - point de service Chaussegros-de-Léry
Tél : 514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-29

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières - c/e

Tél : 514 872-0226
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1151175003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

Il est recommandé :
D'adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-23 16:24

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1151175003**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal élimine environ 12 000 000 de mètres cubes de neige dans 28 sites d'élimination de neige répartis sur l'ensemble de son territoire. Ces sites d'élimination de neige sont : 16 chutes à l'égout, 11 dépôts de surface et 1 dépôt en carrière.
Le Programme triennal d'immobilisations 2016 prévoit des investissements principalement pour l'amélioration et l'optimisation de lieux d'élimination de neige existants, et ce, afin de maintenir et d'améliorer la capacité d'élimination de neige de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM11 0777 du 04 octobre 2011 Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2012-2014 du conseil municipal

DESCRIPTION

Ce règlement d'emprunt de 4 200 000 $ servira à optimiser la capacité de sites existants, à corriger certaines déficiences en rapport aux normes environnementales, à améliorer la sécurité et les opérations sur les lieux d'élimination (chutes ou sites de surface) et à l'acquisition de terrains si nécessaire. Les travaux visés en 2016 sont principalement :
- construction d'une dalle en pavage et étanchéisation de la surface du dépôt à neige Sartelon, dans l'arrondissement St-Laurent ;
- correction du réseau de drainage au dépôt à neige Ray-Lawson, dans l'arrondissement Anjou;
- services professionnels pour le nettoyage de la surface et la construction d'une dalle en pavage ou en béton compacté au rouleau (BCR) au dépôt à neige Newman, dans l'arrondissement Sud-Ouest;
- amélioration diverses des équipements existants des dépôts et des chutes à neige existants (mécanisation, bâtiments, structures d'acier, sécurité, éclairage, etc.);
- construction d'un nouveau chemin d'accès au dépôt à neige Autoroute 13.

JUSTIFICATION

Les travaux prévus en 2016 serviront principalement à corriger des déficiences observées au niveau du drainage, de l'étanchéité et de la capacité portante des surfaces d'entassement de la neige. La construction de surfaces rigides en pavage ou BCR permet de rendre celles-ci étanches aux infiltrations de métaux lourds, chlorures ou autres polluants dans le sol, en plus d'optimiser les opérations en période de gel/dégel.
De plus, en corrigeant le drainage du site Ray-Lawson, cela permettra à ce dépôt de mieux répondre aux normes de rejet du MDDELCC concernant les matières en suspension dans l'eau de fonte.

À plus long terme, il sera nécessaire de voir à l'aménagement de nouveaux sites dans le but de remplacer ceux qui seront affectés par les projets autoroutiers majeurs (Bonaventure, Turcot, pont Champlain , et aussi pour s'assurer de pouvoir éliminer efficacement la neige des hivers où l'on enregistre des précipitations plus importantes que la normale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Jacques P TREMBLAY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel MEUNIER
Ingénieur

Tél : 514 872-5640
Télécop. : 514 868-3692

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-09

André HAMEL
C/d - Travaux publics - SCA

Tél : 514 872-8900
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2015-12-14

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 4 200 000 $ AFIN DE FINANCER LES AMÉLIORATIONS DES LIEUX D'ÉLIMINATION DE NEIGE ET DES ÉQUIPEMENTS CONNEXES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant et, le cas échéant, le coût d'acquisition de terrains lorsque requis.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1151175003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1151175003

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division des travaux publics , -
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2016, un règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ afin de financer les améliorations des lieux d'élimination de neige et des équipements connexes relevant de la compétence du conseil municipal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1151175003 - Information comptable.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste
Direction du conseil et du soutien financier CDL
Tél : 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-10

Sylvain LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-1985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1161543001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), 15-091, afin de corriger certains tarifs relatifs aux équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives

Il est recommandé :

1. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), 15-091, afin de corriger certains tarifs relatifs aux équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-19 16:03

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161543001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la gestion des installations sportives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016), 15-091, afin de corriger certains tarifs relatifs aux équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives

CONTENU

CONTEXTE

La demande de modification du règlement est nécessaire suite à une erreur de tarif pour l'inscription à la pratique libre de racquetball et du squash lors de l'adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) par le conseil municipal en décembre 2015. Le racquetball et le squash devaient apparaître au premier alinéa de l'article 18, avec le tennis intérieur, et non au paragraphe 3 avec le badminton. Ainsi, le présent sommaire vient régulariser la situation en identifiant le tarif de la pratique libre de racquetball et du squash au bon endroit et selon le bon tarif pour l'année 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1399 -Adoption - Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016).

DESCRIPTION

Au Chapitre III du Règlement sur les Tarifs (exercice financier 2016), Accès aux équipements collectifs, Section I - Équipements sous la juridiction de la division de la gestion des installations sportives, Sous-section I - Équipements :
Modifier l'article 18, visant les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du complexe sportif Claude-Robillard, comme suit :

· Le paragraphe 1 devrait se lire comme suit : Inscription à la pratique libre du tennis intérieur, du racquetball ou du squash, par session;
· Le paragraphe 3 devrait se lire comme suit : inscription à la pratique libre du badminton, par session.

JUSTIFICATION

Pour un adulte résident de Montréal, les tarifs par session en 2016 pour l'inscription à la pratique libre du racquetball et du squash auraient dû être, comme prescrit au paragraphe 1, identiques à celui du tennis intérieur. Ainsi, il en coûte 128 $ pour l'inscription à la pratique libre du racquetball et du squash, comme pour celle du tennis intérieur, tandis que

le coût est de 61 $ pour la pratique libre du badminton. Les tarifs sont similaires à ceux de l'année 2015, car ils étaient respectivement de 125 $ et de 60 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La rectification de l'erreur permettra aux gestionnaires du complexe sportif Claude-Robillard de percevoir les bons montants pour les inscriptions à la pratique libre du racquetball et du squash, soit 128 $ par inscription par session. Si la rectification n'était pas effectuée, la Division de la gestion des installations sportives verrait une perte de revenu de 67 $ par inscription pour le restant de l'année 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: séance du conseil du 21 mars 2016
Adoption du règlement: séance du conseil du 18 avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DULIÈPRE, Service de la diversité sociale et des sports
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports
Julie LEMAY, Service de la diversité sociale et des sports
Anne-Marie LEMIEUX, Service des affaires juridiques

Lecture :

Johanne DEROME, 22 janvier 2016
Anne-Marie LEMIEUX, 15 janvier 2016
Julie LEMAY, 8 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rocca LONIGRO
Agente de développement

Tél : 872-9259
Télécop. : 872-4718

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-22

Jean-François DULIÈPRE
Chef de division

Tél : 514 872-7990
Télécop. : 872-4718

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-02-04

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2016) (15-091)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le premier alinéa de l'article 18 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) est modifié :

1° par l'insertion, au paragraphe 1°, après les mots tennis intérieur, des mots « du racquetball ou du squash, »

2° par la suppression, au paragraphe 3°, des mots « du racquetball ou du squash, »

GDD 1161543001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166335001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Secrétariat des commissions
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

Il est recommandé :
D'adopter le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-26 09:27

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166335001**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Secrétariat des commissions
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087) remplaçant le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015 et portant le même numéro

CONTENU

CONTEXTE

Le 23 novembre 2015, le Conseil municipal adoptait le nouveau règlement du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal qui allait devenir, par le fait même, le Règlement 15-087.
Une copie de ce règlement a été transmise à la Régie des rentes du Québec, maintenant appelée "Retraite Québec", qui l'exigeait pour être en mesure d'approuver l'évaluation actuarielle du régime en date du 31 décembre 2013 et éventuellement autoriser la fusion des différents régimes de retraite contenant des cadres au Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal.

À la suite de l'analyse du Règlement 15-087, les intervenants de Retraite Québec ont exigé des modifications pour que ce dernier soit conforme, notamment, à l'évaluation actuarielle du régime en date du 31 décembre 2013.

Voici les modifications exigées par Retraite Québec :

- Changer la date de fusion des cadres du Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent pour le 31 décembre 2013; et
- Changer la date de prise d'effet de l'indexation post retraite, visant la rente acquise pour la participation à compter de 2009, pour le 30 décembre 2013.

Nous avons profité de ces changements exigés pour apporter des ajustements au Règlement 15-087 dont voici les principaux :

- Clarification du traitement à appliquer pour les participants provenant du Régime de retraite des cadres de la CUM lors de la conversion;
- Clarification de la qualification du conjoint dans les annexes du règlement;
- Corrections diverses (références erronées etc.).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1364 - 23 novembre 2015 - (1156335002) - Adoption du Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'adoption du Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal afin de se conformer aux exigences de Retraite Québec.
Ce règlement viendrait remplacer celui adopté par le conseil de la Ville en date du 23 novembre 2015. Nous avons déjà communiqué avec les représentants de Retraite Québec à cet effet. Ils attendent la nouvelle version du règlement.

Pour des raisons de simplifications administratives, **nous demandons que le règlement joint au présent sommaire garde le même numéro que celui adopté le 23 novembre 2015** afin d'éviter un nouvel enregistrement (processus plus complexe) auprès des autorités compétentes (Retraite Québec et Agence du revenu du Canada).

JUSTIFICATION

Pour autoriser les fusions des différents régimes de retraite des arrondissements aux régimes de retraites de la Ville de Montréal, les évaluations actuarielles de fusion de chacun des régimes doivent être conformes au règlement du régime en question. Dans le Règlement 15-087, la date du fusion du Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent est le 31 décembre 2010 alors qu'elle aurait dû être le 31 décembre 2013, conformément à l'entente entre les parties et au rapport d'évaluation actuarielle de fusion du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal. De plus, à la demande de Retraite Québec, la date de prise d'effet de l'indexation post retraite a été modifiée pour le 30 décembre 2013.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement :

- Permettra à Retraite Québec d'autoriser la fusion des différents régimes de retraite des arrondissements aux régimes de retraite de la Ville; et
- Reflétera l'utilisation de la valeur de l'indexation post retraite conformément au rapport d'évaluation actuarielle du régime en date du 31 décembre 2013.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis sera envoyé aux cadres provenant du Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent pour les aviser de la modification à la date de fusion de leur régime antérieur à celui des cadres de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le processus de scission et de fusion des actifs et des passifs des divers régimes de retraite des arrondissements vers le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal pourra être entamé avec l'approbation de Retraite Québec; et

- Envoi d'un avis aux cadres de Saint-Laurent.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

David BÉLANGER, Service des ressources humaines

Lecture :

David BÉLANGER, 25 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Paul SIMARD
Conseiller - Caisses de retraite

Tél : 514 872-6520
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Alain LANGLOIS
Chef de division secrétariat aux commissions

Tél : 514 872-5902
Télécop. : 514 872-1855

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint
Tél : 514 872-3155
Approuvé le : 2016-02-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-02-25

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-087

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET APPLICATION 1

SECTION I - DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION 1

SECTION II - APPLICATION ET RÈGLES GÉNÉRALES 12

SECTION III - ADHÉSION ET PARTICIPATION 15

SECTION IV - COTISATIONS 16

Sous-section 1 - Cotisations salariales et patronales 16

Sous-section 2 - Intérêts crédités sur les cotisations 19

Sous-section 3 – Cotisations excédentaires 19

SECTION V - RETRAITE 20

Sous section 1 - Admissibilité à la retraite 20

Sous-section 2 - Rentes de retraite 22

Sous-section 3 - Prestations de retraite maximales 24

Sous-section 4 - Service de la rente 26

§ 1- Mode normal de rente 26
§ 2- Modes facultatifs de rente 26
§ 3- Prestation minimale 27

SECTION VI - INVALIDITÉ 27

SECTION VII - CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE 28

SECTION VIII - DÉCÈS 29

SECTION IX - INDEXATION 35

Sous section 1 - Indexation des rentes servies 35

Sous-section 2 - Indexation des rentes différées 36

SECTION X - ADMINISTRATION DU RÉGIME 37

SECTION XI - MODIFICATION DU RÉGIME 40

SECTION XII - TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE 41

Sous-section 1 - Transferts entre régimes de retraite dont la Ville est le promoteur 41

§ 1- Transferts vers un autre régime de retraite de la Ville 41
§ 2- Transferts en provenance d'un autre régime de retraite de la Ville 42

Sous-section 2 - Transferts en provenance d'un régime de retraite d'un autre employeur ... 42

§ 1- Transferts sans entente-cadre 42
§ 2- Transferts avec entente-cadre 43

SECTION XIII - RACHAT DE SERVICE PASSÉ 44

CHAPITRE 2 - VOLET FLEXIBLE 46

SECTION I - COTISATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES 46

SECTION II - PRESTATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES 48

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS D'INTÉGRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS 49

SECTION I - FUSION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES 49

SECTION II - CONVERSION 51

Sous-section 1 – Dispositions générales 51

Sous-section 2 – Régimes de retraite antérieurs à prestations déterminées 53

Sous-section 3 – Régimes de retraite antérieurs à cotisation déterminée 55

Sous-section 4 – Rachat de participation non reconnue par la conversion 56

CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES 58

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-087

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète que le Règlement établissant le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (15-087), adopté à l'assemblée du 23 novembre 2015, est remplacé par le présent règlement portant le même numéro :

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET APPLICATION

SECTION I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Le Régime établi par le présent règlement est un régime de retraite flexible soustrait à l'application de certaines dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« actuaire » : Lorsque la loi l'exige, un « fellow » de l'Institut canadien des actuaires ou, dans l'accomplissement des tâches administratives qui lui sont confiées dans le but d'assister la commission dans l'administration du Régime, un tel « fellow » ou un bureau d'actuaires dont au moins un membre possède le titre de « fellow »;

« âge normal de la retraite » : l'âge normal de la retraite, pour un participant autre qu'un membre de l'état-major, est 65 ans. Pour le participant membre de l'état-major, l'âge normal et obligatoire de la retraite est 60 ans.

« année de l'événement » : l'année durant laquelle survient le premier des événements suivants : le décès, la retraite ou la cessation de participation active du participant**;**

« années de participation » : les périodes de service du participant suivantes :

1° La période de service en tant que cadre, basée sur un horaire de travail à temps plein, durant laquelle il a versé des cotisations salariales dans le Régime, exprimée en nombre d'années, avec crédit proportionnel pour les années incomplètes, incluant toute période de service à l'égard de laquelle il a été exonéré de verser des cotisations salariales et pendant laquelle il n'a pas reçu de rente d'invalidité ainsi que les années de service reconnues selon les sections XII et XIII du présent

chapitre. Toutefois, cette période de service exclut l'année 2008 pour le participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 et exclut les années 2011 à 2013 pour le participant de la CUM;

Pour toute période où le participant n'a pas travaillé le nombre d'heures prévu pour sa catégorie d'emploi, le nombre d'années de participation ou la fraction d'année de participation est égale au nombre d'heures, exprimé en années, pour lesquelles il a versé des cotisations salariales divisé par le nombre d'heures de travail prévu pour sa catégorie d'emploi;

2° La période de service reconnue à titre d'années de participation à la suite de la conversion des droits du participant et à la suite du rachat des années non reconnues par la conversion, le cas échéant, conformément à la section II du chapitre 3;

« années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur » :

1° Pour un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118, les périodes de service suivantes :

a) La période de service reconnue jusqu'au 31 décembre 2007 par le régime de retraite antérieur en tant que cadre aux fins du calcul de la rente;

b) La période de service reconnue du 1er janvier au 31 décembre 2008 par le Régime en tant que cadre selon les dispositions du régime de retraite antérieur.

Ces périodes de service incluent toute période de service rachetée conformément aux dispositions du régime de retraite antérieur;

2° Pour un cadre qui, au 31 décembre 2008, était un participant actif à l'un des régimes de retraite antérieurs à cotisation déterminée : toute période de service antérieure au 1er janvier 2009 durant laquelle le cadre participait à un tel régime de retraite, avec rajustement proportionnel pour toute période pendant laquelle le cadre n'occupait pas un emploi à temps plein;

3° Pour un participant de la CUM :

a) La période de service reconnue jusqu'au 31 décembre 2010 par le régime de retraite de la CUM aux fins du calcul de la rente;

b) La période de service reconnue du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 par le Régime en tant que cadre selon les dispositions du régime de retraite de la CUM.

Ces périodes de service incluent toute période de service rachetée conformément aux dispositions du régime de retraite de la CUM;

4° Pour un participant de Saint-Laurent, la période de service reconnue jusqu'au 31 décembre 2013 par le régime de retraite de Saint-Laurent aux fins du calcul de la rente.

Cette période de service inclut toute période de service rachetée conformément aux dispositions du régime de retraite de Saint-Laurent;

« **années de participation aux fins de l'admissibilité** » : les périodes de service suivantes :

1° Toute période de service reconnue à titre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

2° Toute période de service reconnue à titre d'années de participation, à l'exclusion des périodes de service reconnues comme des années de participation à la suite de la conversion des droits du participant et à la suite du rachat des années non reconnues par la conversion, le cas échéant, conformément à la section II du chapitre 3;

3° Toute période de service reconnue comme années de service servant uniquement aux fins de l'admissibilité à la retraite en vertu d'une entente-cadre de transfert visant le Régime;

4° Toute période de service reconnue par un régime de retraite d'une municipalité reconstituée aux fins du calcul de la rente pour un participant actif au Régime le 1er janvier 2009 qui, au 31 décembre 2008, participait à un régime de retraite d'une municipalité reconstituée, si cette période de service n'a pas été reconnue au Régime en vertu de la sous-section 2 de la section XII et à la condition que le participant se soit prévalu de son droit au transfert en vertu de cette sous-section;

5° Toute période de service reconnue par un régime de retraite d'une municipalité reconstituée aux fins du calcul de la rente pour un participant actif au Régime le 1er janvier 2009 qui, au 31 décembre 2008, participait à un régime de retraite d'une municipalité reconstituée et qui ne peut transférer la valeur de ses droits tel que prévu à la sous-section 2 de la section XII notamment en raison de son âge;

« **cadre** » : un employé de la Ville qui n'est pas un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail incluant les personnes nommées à l'Annexe A.

Au sens du Régime, les employés suivants sont exclus des cadres :

1° Un membre de l'état-major des policiers;

2° Un membre du personnel politique; et

3° Une personne employée à titre d'étudiant ou de stagiaire;

« caisse de retraite » : la caisse établie sous le nom de « Caisse de retraite des cadres de la Ville de Montréal » afin de pourvoir au paiement des prestations prévues par le Régime;

« commission » : la Commission du Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal et qui constitue le comité de retraite chargé de l'administration du Régime au sens de la Loi;

« conjoint » : la personne qui au jour qui précède le décès du participant :

1° Est liée par un mariage ou une union civile au participant; ou

2° Vit maritalement avec le participant non marié ni uni civilement, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an :

a) Un enfant au moins est né ou à naître de leur union;

b) Ils ont conjointement adopté au moins un enfant durant leur période de vie maritale;

c) L'un d'eux a adopté au moins un enfant de l'autre durant cette période.

Pour l'application du paragraphe 2° du premier alinéa, la naissance ou l'adoption d'un enfant avant la période de vie maritale en cours au jour où s'établit la qualité de conjoint permet de qualifier une personne comme conjoint;

« employeur » : la Ville de Montréal ou, pour le participant visé par la section II de l'annexe A, la municipalité reconstituée pour laquelle il travaille, sous réserve de l'article 61.17 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005 et ses modifications);

« enfant » : un enfant du participant ou de son conjoint, né, adopté ou à naître au jour qui précède le décès du participant, qui est à la charge du participant à cette date et qui, à toute fin autre que celle de déterminer le statut de « conjoint », est âgé de moins de 18 ans;

« fonction supérieure » : le passage temporaire d'un cadre d'un emploi à un autre dont le groupe de traitement est supérieur et qui entraîne une augmentation de la rétribution de ce cadre;

« gains cotisables » :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, la rétribution régulière du cadre incluant la rémunération reçue pour l'occupation d'une fonction supérieure, mais à l'exclusion de toute rétribution additionnelle telle la rémunération du surtemps et les allocations;

2° Pour le participant membre de l'état-major, la rétribution régulière du cadre incluant la rémunération reçue pour l'occupation d'une fonction supérieure, la prime de rotation, la prime de garde et la prime de rappel, mais à l'exclusion de toute rétribution additionnelle telle la rémunération du surtemps et les allocations;

« indice des prix à la consommation » : sauf aux fins de l'article 74, la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels des prix à la consommation au Canada, établis par Statistique Canada pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 septembre de l'année précédente;

« indice des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,030 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice des rentes de l'année précédente;

« indice monétaire d'inflation » : pour chaque année civile, le quotient que l'on obtient en divisant par 1,020 la somme de 1,000 et la moyenne, pour les 60 mois se terminant le 31 décembre de l'année précédente, des taux de rendement des obligations du Canada échéant dans 10 ans ou plus publiés par la Banque du Canada (Série V122487, anciennement CANSIM indice B14013);

« invalidité » : l'état de déficience physique ou mentale qui permet à un participant actif de recevoir des prestations d'invalidité longue durée en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la Ville pour le bénéfice des cadres ou qui permettrait d'avoir autrement reçu une telle prestation n'eût été des prestations qu'il reçoit en vertu de l'un des régimes publics suivants :

1° Le régime d'accidents du travail administré par la Commission de la santé et sécurité du travail du Québec (CSST);

2° Le régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels du Québec (IVAC);

3° Le régime d'indemnisation des victimes d'accidents automobiles administré par la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ); et

4° Le régime de prestations d'invalidité prévu par le Régime de rentes du Québec et administré par la Régie des rentes du Québec.

Cette définition est applicable à compter du 1er janvier 2009. Pour toute période antérieure à cette date, l'invalidité est définie à l'annexe applicable au régime de retraite auquel l'employé participait au cours de cette période;

« Loi » : la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1);

« meilleur traitement » : la moyenne annualisée la plus élevée du traitement de 36 mois consécutifs de service à la date de cessation de participation active, sauf dans le cas d'un participant qui a moins de 36 mois de service où cette moyenne est calculée sur sa période de service;

« meilleur traitement indexé » : la moyenne la plus élevée du traitement indexé de 36 mois consécutifs de service à la date de cessation de participation active, sauf dans le cas d'un participant qui a moins de 36 mois de service où cette moyenne est calculée sur sa période de service. Le traitement indexé étant égal au traitement rajusté selon la méthode décrite à l'article 43 aux fins du calcul de la rétribution moyenne la plus élevée;

« membre de l'état-major » : un cadre faisant partie de l'état-major du Service de la sécurité incendie de Montréal;

« MGA » : le maximum annuel des gains admissibles pour une année tel que prévu par la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9);

« MGA ajusté moyen » : la moyenne du MGA ajusté pour la période utilisée dans le calcul du meilleur traitement du participant, où le MGA ajusté correspond, pour une année, au montant le moins élevé du MGA et du traitement du cadre;

« mort en service » : décès survenant dans les 24 mois des suites d'un événement causé par un risque inhérent à la fonction d'un membre de l'état-major et auquel ce dernier est exposé, ou le décès sur les lieux mêmes d'un incendie ou autre sinistre que ce membre de l'état-major a été appelé à combattre, quelle que soit la cause de ce décès;

« municipalité reconstituée » : une des municipalités suivantes : Beaconsfield, Côte Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Kirkland, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire, Senneville, Sainte-Anne-de-Bellevue et Westmount;

« participant » : un cadre qui a adhéré au Régime et qui conserve des droits en vertu de ce dernier;

« participant actif » : un participant dont la période de service à titre de cadre n'est pas terminée;

« participant de la catégorie A » : un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui rencontre un des critères suivants :

1° Il était un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007, il était en service à la Ville le 30 avril 1983 et il s'est prévalu de l'option mentionnée à l'article 53 du Règlement 6121 du Régime;

2° Il est un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007 et il est un employé transféré, avant le 1er janvier 2008, de la Communauté urbaine de Montréal qui, au moment du transfert, était régi par des dispositions similaires à celles décrites au paragraphe 1° de la présente définition mais dans un régime de retraite de la Communauté urbaine de Montréal;

3° Il est un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007 ou il est un cadre qui adhère au Régime après cette date et il est un employé transféré d'un autre régime de retraite de la Ville qui, au moment du transfert, était régi par des dispositions similaires à celles décrites au paragraphe 1° de la présente définition dans cet autre régime de retraite de la Ville; ou

4° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie A en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui a toujours droit, au moment de sa réembauche, à une rente différée payable du Régime en rapport avec sa participation antérieure;

« **participant de la catégorie B** » : un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui était un participant actif au Régime en date du 31 décembre 2007, qui était en service à la Ville le 30 avril 1983 et qui n'est pas un participant de la catégorie A;

« **participant de la catégorie C** » : un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui rencontre les critères suivants :

1° Il était un participant actif au 31 décembre 2007, il était en service à la Ville le ou après le 1er mai 1983 et il n'est pas un participant de la catégorie A ou de la catégorie B;

2° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui adhère au Régime du 1er janvier au 31 décembre 2008;

3° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie C en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui se prévaut, à la suite de sa réembauche, des dispositions prévues à l'article 16; ou

4° Il est un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie A ou de la catégorie B en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui se prévaut, à la suite de sa réembauche, des dispositions prévues au deuxième alinéa de l'article 16;

« participant de la catégorie D » : un membre de l'état-major qui rencontre un des critères suivants :

1° Il était un participant actif au 31 décembre 2007 et il était en service à la Ville le 31 décembre 1985, incluant le membre de l'état-major étant devenu un participant invalide entre le 1er janvier 1985 et le 31 décembre 1985 ou il a été embauché à la Ville le ou après le 1er janvier 1986;

2° Il est un membre de l'état-major qui adhère au Régime du 1er janvier au 31 décembre 2008; ou

3° Il est un membre de l'état-major réemployé par la Ville qui, à la date de sa cessation précédente de participation active, était un participant de la catégorie D en vertu du règlement du Régime en vigueur à cette date et qui se prévaut, à la suite de sa réembauche, des dispositions prévues à l'article 16;

« participant de la CUM » : un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 119;

« participant de Saint-Laurent » : un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 120;

« participant invalide » : un participant actif dont l'état correspond à la définition d'invalidité;

« participant non actif » : un participant qui n'est pas un participant actif mais qui conserve des droits en vertu du Régime;

« pourcentage d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, rajusté du ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir sauf dans le cas où l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée est inférieur à 1,000; dans ce dernier cas, le pourcentage de l'année considérée est égal à celui de l'année précédente, multiplié par l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée;

« prestataire » : un participant, un conjoint, un enfant ou un ayant cause qui reçoit une rente payable du Régime;

« **Régime** » : le Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal;

« **régime admissible** » : un des régimes suivants, dans la mesure où le participant ou son conjoint, selon le cas, y est admissible en vertu de la législation applicable :

1° Un régime de retraite;

2° Un compte de retraite immobilisé ou un contrat de retraite, tel que défini dans les règlements pris en vertu de la Loi;

3° Tout autre régime permis selon les règlements pris en vertu de la Loi incluant, le cas échéant, un régime enregistré d'épargne-retraite;

« **régime de retraite** » : un régime de retraite enregistré assujetti à la Loi ou un régime équivalent assujetti à une autre loi provinciale ou fédérale;

« **régime de retraite antérieur** » : selon le cas, un des régimes de retraite mentionnés à la définition de « régime de retraite antérieur à cotisation déterminée » ou à la définition de « régime de retraite antérieur à prestations déterminées»;

« **régime de retraite antérieur à cotisation déterminée** » : un des régimes de retraite suivants :

- Régime de retraite des employés de la Ville de l'Île-Bizard;
- Régime de retraite des employés de la Ville de Sainte-Geneviève.

  Le régime enregistré d'épargne-retraite collectif des employés de la bibliothèque de la Ville de Montréal, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, est considéré et traité, aux fins du présent règlement, comme un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée;

« **régime de retraite antérieur à prestations déterminées** » : un des régimes de retraite suivants :

- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou;
- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachine;
- Régime complémentaire de retraite des salariés de la Ville de LaSalle;
- Régime de rentes des employés de l'ancienne Ville de Montréal-Nord et de certains employés dont est doté l'arrondissement de Montréal-Nord;
- Régime de retraite des employés, non assujettis à une convention collective de travail, de la Ville d'Outremont;
- Régime de retraite des employés de la Ville de Pierrefonds;
- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro;
- Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Saint-Léonard;
- Régime de retraite pour les employés de Ville de Montréal, Arrondissement Verdun;

« régime de retraite apparenté » : un régime de retraite à prestations déterminées auquel contribue la Ville en tant qu'employeur ou auquel contribue un organisme ou une société dont la Ville désigne la majorité des administrateurs ou dont le budget annuel doit être approuvé par la Ville;

« régime de retraite de la CUM » : le Régime de retraite des cadres de la Communauté urbaine de Montréal;

« régime de retraite de Saint-Laurent » : le Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent;

« rémunération » ou « rétribution » : la rétribution tel que ce terme est défini au paragraphe 147.1(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5^{e} suppl.) et ses modifications);

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite;

« retraité » : un participant ayant commencé à recevoir une rente du Régime en vertu du présent règlement;

« RRQ » : le Régime de rentes du Québec;

« service » : la plus récente période ininterrompue d'emploi continu à la Ville, que ce soit en qualité de cadre ou non, indépendamment de la participation au Régime, compte tenu du fait que le service n'est pas considéré interrompu pendant ce qui suit :

1° Une absence temporaire, incluant un congé de maternité, avec ou sans traitement;

2° Une période durant laquelle le participant est un participant invalide;

3° Une période au cours de laquelle le participant cesse de cotiser au Régime mais participe à un autre régime de retraite de la Ville;

4° Les vacances et les congés statutaires.

Par contre, un participant invalide est considéré comme ayant terminé sa période d'emploi continu lorsqu'il n'accumule plus de nouveaux droits dans le Régime. Toutefois, la période d'emploi continu n'est pas considérée comme terminée dans le cas d'un participant atteint d'une invalidité temporaire même s'il cesse d'accumuler des droits dans le Régime.

Le service inclut aussi :

1° Les périodes d'emploi avec d'autres organismes reconnus aux fins du Régime en vertu de la sous-section 2 de la section XII du présent chapitre, pour lesquelles les prestations imputables à l'emploi du participant auprès d'un tel organisme sont

acquises aux termes d'une disposition à prestations déterminées ou à cotisation déterminée d'un autre régime de retraite auquel le participant a cessé de participer;

2° La période d'emploi à l'ex-Société des musées des sciences naturelles de Montréal dans le cas des employés transférés de cette société;

3° La période d'emploi reconnue en vertu d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées pour le participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118;

4° La période d'emploi reconnue en vertu d'un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée pour le participant actif à un tel régime de retraite le 31 décembre 2008;

5° La période ininterrompue d'emploi continu auprès d'une municipalité reconstituée pour un cadre visé par la section II de l'Annexe A;

6° La période d'emploi reconnue en vertu du régime de retraite de la CUM pour le participant de la CUM;

7° La période d'emploi reconnue en vertu du régime de retraite de Saint-Laurent pour le participant de Saint-Laurent;

8° La période d'emploi reconnue en vertu d'un régime de retraite d'une municipalité reconstituée pour un participant actif au 1er janvier 2009 qui participait à un tel régime de retraite le 31 décembre 2008, excluant toute période d'emploi à ce régime de retraite reconnue dans le Régime en vertu du paragraphe 1° du présent alinéa;

Nonobstant ce qui précède, la période d'emploi à la Ville, qui était reconnue à titre de service aux fins du Régime avant la cessation de participation active du participant qui est réembauché à titre de cadre, est reconnue aux fins de la présente définition si le participant se prévaut des dispositions prévues à l'article 16. Toutefois, tout service inclus dans cette période qui n'est pas reconnu à titre d'années de participation ne peut faire l'objet d'un rachat de service passé.

Cependant, pour le participant visé par l'article 15 qui ne se prévaut pas du transfert prévu à l'article 94, toute période d'emploi avant sa date de nomination à titre de cadre est considérée comme une période d'absence temporaire sans traitement approuvée par la Ville sans toutefois être admissible à un rachat selon la section XIII du présent chapitre;

« **traitement** » : les gains cotisables du cadre selon un horaire de travail à temps plein.

Pour un participant visé par l'article 15 et pour les fins du calcul du meilleur traitement seulement, le traitement inclut également les gains cotisables définis en vertu de l'autre régime de retraite de la Ville et qui lui ont été versés avant sa nomination à titre de cadre.
Pour le participant visé à l'article 16, les traitements qui lui ont été reconnus avant sa réembauche à titre de cadre ne sont pas considérés aux fins du calcul du meilleur traitement;

« valeur actualisée » : la valeur, à une date donnée, d'un paiement ou d'une série de paiements, telle que calculée en utilisant les hypothèses actuarielles prévues par la législation applicable;

« valeur actuarielle » : la valeur, à une date donnée, d'un paiement ou d'une série de paiements, telle que calculée en utilisant les hypothèses actuarielles adoptées par la commission, sur recommandation de l'actuaire, conformément aux principes actuariels généralement reconnus;

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION ET RÈGLES GÉNÉRALES

3. Le Régime, mis en vigueur le 16 octobre 1913, tel que modifié et remplacé au cours des années par différents règlements, notamment par les règlements 6121, 94-049 et R-3.1 est continué conformément aux dispositions du présent règlement qui remplace tous ces règlements antérieurs.

Le principal objet du Régime est de prévoir et d'organiser le versement de rentes aux participants du Régime.

4. Toutes les prestations payables aux participants ayant commencé à recevoir une rente du Régime avant le 1er janvier 2008, de même que les prestations payables à leur conjoint ou à leurs ayants cause et toutes les rentes différées payables aux participants ayant cessé de participer activement au Régime avant le 1er janvier 2008, continuent à être payées ou payables, selon le cas, conformément aux dispositions qui leur étaient applicables avant l'adoption du présent règlement, sauf dans la mesure expressément prévue par le présent règlement ou par la Loi.

5. Les dispositions du présent règlement s'appliquent, à compter du 1er janvier 2008, aux prestations créditées aux participants actifs au Régime le 31 décembre 2007 et aux participants qui ont adhéré au Régime le ou après le 1er janvier 2008.

Ces dispositions s'appliquent aussi, à compter du 1er janvier 2008, aux prestations créditées aux participants qui étaient des participants actifs le 31 décembre 2007 dans un régime de retraite antérieur à prestations déterminées. Pour ces participants, la date d'adhésion au régime de retraite antérieure est considérée comme étant la date d'adhésion effective au Régime.

Les dispositions du règlement s'appliquent également, à compter du 1er janvier 2009, aux prestations créditées aux participants qui étaient des participants actifs le 31 décembre 2008 à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée. Lorsqu'un participant a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3, la date de son adhésion au régime de retraite antérieur à cotisation déterminée est considérée comme étant la date d'adhésion effective au Régime. Pour tout autre participant actif à l'un de ces régimes de retraite, la date d'adhésion au Régime est le 1er janvier 2009.

De plus, les dispositions du règlement s'appliquent, à compter du 1er janvier 2009, aux prestations créditées aux cadres qui étaient des participants actifs le 31 décembre 2008 à un régime de retraite d'une municipalité reconstituée et qui ont adhéré au Régime le 1er janvier 2009.

Finalement, les dispositions du règlement s'appliquent, à compter du 1er janvier 2011, aux prestations créditées aux participants de la CUM et, à compter du 1er janvier 2014, à celles créditées aux participants de Saint-Laurent. Pour ces participants, la date d'adhésion au régime de retraite de la CUM ou au régime de retraite de Saint-Laurent, selon le cas, est considérée comme étant la date d'adhésion effective au Régime.

Les dispositions applicables au service à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour les participants de la CUM qui n'ont pas converti leur service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et les participants de Saint-Laurent) sont notamment prévues aux sections IV à IX du chapitre 1 du présent règlement.

Les dispositions applicables au service antérieur au 1er janvier 2009 (au 1er janvier 2014 pour les participants de la CUM qui n'ont pas converti leur service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et les participants de Saint-Laurent) sont prévues aux annexes B à O.

6. Lorsqu'une option est offerte à un participant, son conjoint ou ses ayants cause, le choix doit être signifié par écrit à la commission.

7. Une fraction d'année a une valeur proportionnelle et les calculs où interviennent les nombres qui ne sont pas entiers sont effectués en tenant compte de la partie fractionnaire.

8. L'exercice financier du Régime correspond à l'année civile.

9. Toute cotisation salariale, de rachat ou patronale, les intérêts crédités sur ces cotisations, toute somme remboursée ou toute prestation versée en vertu du Régime et toute somme attribuée au conjoint à la suite d'un partage ou d'une cession de droits dans le cadre du Régime ne peuvent être cédées, saisies, grevées, anticipées ni offertes en garantie ni faire l'objet d'une renonciation.

Malgré le premier alinéa, ne sont pas considérés comme des cessions :

1° Un partage, à la suite d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un arrêt d'un tribunal compétent ou d'un accord écrit en règlement, après un échec du mariage ou d'une situation assimilable à une union conjugale entre un participant et son conjoint, des droits découlant du mariage ou d'une telle situation;

2° Un paiement effectué au représentant légal d'un participant décédé, lors du règlement de la succession;

3° Un partage découlant d'une saisie pour dette alimentaire due par le participant.

10. Tout partage ou cession entre conjoints des droits accumulés par le participant au titre du Régime est effectué conformément aux dispositions du chapitre VIII de la Loi qui prévoient notamment que :

1° Le participant et son conjoint ont droit, sur demande faite par écrit à la commission, d'obtenir un relevé faisant état des droits accumulés par le participant au titre du Régime et de leur valeur en date de l'introduction d'une demande en séparation de corps, en divorce, en annulation de mariage, en dissolution ou en annulation d'union civile, en paiement d'une prestation compensatoire ou en date de la cessation de la vie maritale ainsi qu'à l'occasion d'une médiation effectuée préalablement à des procédures en matière familiale ou au cours d'une démarche commune de dissolution de leur union civile devant notaire;

2° Sur demande faite par écrit à la commission, les droits accumulés par le participant au titre du Régime sont partagés avec son conjoint dans la mesure prévue au Code civil ou par le jugement du tribunal ou une déclaration commune notariée de dissolution d'une union civile, en cas de séparation de corps, de divorce, de nullité du mariage ou en cas de dissolution autrement que par décès ou de nullité de l'union civile ou par la convention entre conjoints, le cas échéant;

3° Sur demande faite par écrit à la commission, les droits accumulés par le participant au titre du Régime sont cédés au conjoint dans la mesure prévue par le jugement du tribunal ou la déclaration notariée, lorsque l'un ou l'autre les attribue au conjoint du participant en paiement d'une prestation compensatoire;

4° Le conjoint peut consulter, notamment, le règlement du Régime et tout autre document prévu par la Loi.

Aux fins du présent article, la qualité de conjoint s'établit à la date du calcul de la valeur des droits accumulés par le participant dans le Régime.

11. Sauf dans les cas prévus par la Loi, les droits attribués au conjoint à la suite du partage des droits du participant ou pour le paiement d'une prestation compensatoire sont versés dans un régime admissible au nom du conjoint dans le but de constituer une rente viagère.

Toutefois, les droits attribués au conjoint à la suite d'une saisie pour dette alimentaire doivent être acquittés par un paiement en un seul versement, selon les modalités prévues par la Loi.

12. Toute prestation prévue au Régime, autre que celles prévues au paragraphe 1° de l'article 61 et au paragraphe 1° de l'article 62, est réduite pour tenir compte du montant attribué au conjoint à la suite d'une saisie pour dette alimentaire, d'un partage ou d'une cession de droits.

Les prestations créditées au participant par le Régime ne doivent, à aucun moment, être rajustées pour remplacer tout ou partie de la réduction de ses droits à la suite du partage, de la cession des droits ou de la saisie pour dette alimentaire.

SECTION III
ADHÉSION ET PARTICIPATION

13. Sous réserve du premier alinéa de l'article 17, un cadre devient admissible au Régime dès sa date d'embauche.

14. Tout cadre doit adhérer au Régime dès qu'il y est admissible.

Toutefois, l'adhésion au Régime est facultative pour un cadre à contrat d'une durée déterminée ou d'un cadre de direction qui ne participait pas déjà à un des autres régimes de retraite de la Ville mentionnés à l'article 15. La décision de ce cadre de participer au Régime est irrévocable.

La période pendant laquelle le cadre a choisi de ne pas adhérer au régime ne peut faire l'objet d'un rachat de service passé en vertu de la section XIII du présent chapitre.

15. Un cadre adhère au Régime le jour de sa nomination à titre de cadre s'il participait activement, le jour précédant, à l'un des régimes de retraite suivants :

- Régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des cols bleus de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal;
- Régime de retraite des professionnels de la Ville de Montréal.

16. Sous réserve du premier alinéa de l'article 17, tout participant non actif qui redevient un cadre après avoir cessé d'être à l'emploi de la Ville adhère au Régime à la date de sa réembauche à titre de cadre. Un tel participant actif peut faire reconnaître au Régime ses années de participation accumulées avant la date de sa réembauche. Le cas échéant, son droit aux prestations de cessation de participation active, eu égard à ces années de participation, notamment son droit au paiement d'une rente différée ou au transfert de la valeur de cette rente différée, est alors suspendu jusqu'à la prochaine cessation d'emploi. Aux fins de l'article 26 et des prestations qui en découlent, les cotisations salariales du participants versées avant la date de sa réembauche et accumulées avec les intérêts s'ajoutent aux cotisations salariales en cours de versement. La valeur actualisée de la rente qui sera payable relativement à ces années de participation devra être au moins égale, à la date de l'événement, à la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant sa réembauche.

Le cadre qui adhère au Régime alors qu'il a reçu le remboursement ou le transfert de la valeur de ses droits, eu égard aux années de participation accumulées avant la date de sa réembauche, peut de nouveau faire reconnaître au Régime ces années de participation s'il rembourse à la caisse de retraite le montant reçu lors de son départ, avec les intérêts

couvrant la période écoulée entre la date du paiement de ce montant au participant et la date à laquelle il effectue le remboursement à la caisse de retraite. Aux fins de l'article 26 et des prestations qui en découlent, aucune partie du montant remboursé à la caisse de retraite n'est considérée comme une cotisation salariale et il n'est pas tenu compte des droits reconnus par le Régime à la suite de ce remboursement pour établir la valeur actualisée des prestations. Le test de valeur minimale requis par la Loi s'applique, le cas échéant.

Le remboursement à la caisse de retraite prévu au deuxième alinéa doit de plus avoir été autorisé au préalable par les autorités fiscales par l'émission d'une attestation du « facteur d'équivalence pour services passés », s'il y a lieu.

De plus, si les années de participation à reconnaître à nouveau sont antérieures au 1er janvier 1992, le montant nécessaire à la reconnaissance de ces années de participation doit être transféré directement d'un régime admissible et le montant ainsi transféré doit suffire à assurer le coût total de cette reconnaissance. Aux fins du présent alinéa, le coût total correspond à la valeur des droits transférée au participant pour ces années de participation et accumulée avec les intérêts couvrant la période écoulée entre la date du paiement au participant de cette valeur jusqu'à la date de remboursement à la caisse de retraite.

17. Le cadre qui reçoit une rente du Régime ou d'un régime de retraite apparenté, y compris d'un régime de retraite antérieur, n'est pas admissible au Régime.

Un participant actif qui commence à recevoir une rente du Régime ou d'un régime de retraite apparenté, y compris d'un régime de retraite antérieur, cesse d'être un participant actif à la date à laquelle cette rente commence à être versée.

SECTION IV
COTISATIONS

SOUS-SECTION 1
COTISATIONS SALARIALES ET PATRONALES

18. Chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant, par année, est établi comme suit :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, autre qu'un participant de la CUM et autre qu'un participant de Saint-Laurent :

a) Du 1er janvier 2009 au 30 septembre 2013, la somme de :

i) 3,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 7,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

b) Du 1er octobre au 31 décembre 2013, la somme de :

i) 5,50 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,00 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

c) Du 1er janvier au 31 décembre 2014, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

d) Du 1er janvier au 30 juin 2015, la somme de :

i) 3,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 7,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

e) À compter du 1er juillet 2015, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

2° À compter du 1er janvier 2009, pour le participant membre de l'état-major, la somme de :

a) 8,8 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

b) 9,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

3° Pour le participant de la CUM et pour le participant de Saint-Laurent :

a) Du 1er janvier au 31 décembre 2014, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

b) Du 1er janvier au 30 juin 2015, la somme de :

i) 3,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 7,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

c) À compter du 1er juillet 2015, la somme de :

i) 5,65 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

ii) 9,15 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

Malgré l'alinéa précédent, la cotisation salariale du cadre au cours d'une année ne peut excéder le moindre de :

1° 9 % de sa rétribution reçue au cours de l'année; et

2° 1 000 $ plus 70 % du « facteur d'équivalence » du cadre pour l'année concernée.

19. Un participant cesse de verser des cotisations salariales en cas de cessation de participation active, de retraite ou de décès, selon la première des éventualités. Son obligation de verser des cotisations salariales est toutefois suspendue pendant la durée de tout congé visé à l'article 102 et pendant toute période où il est un participant invalide. Un participant actif ne peut cesser ou arrêter temporairement de verser des cotisations salariales dans d'autres cas.

20. Un participant ne peut retirer ses cotisations salariales de la caisse de retraite.

21. Les cotisations salariales prélevées sur les gains cotisables des participants actifs sont versées à la caisse de retraite à chaque période de paie. Toute autre cotisation d'un participant, y compris une cotisation de rachat, est versée à la caisse de retraite au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de sa perception.

22. Aucune cotisation volontaire additionnelle ne peut être versée dans la caisse de retraite par un participant.

23. L'employeur doit verser au moins mensuellement à la caisse de retraite des cotisations patronales dont le montant est déterminé par l'actuaire afin de capitaliser les prestations se constituant durant l'année en vertu du Régime.

La Ville verse une cotisation d'équilibre constituée par les montants d'amortissement relatifs à tout déficit actuariel, de modification ou technique ainsi que toute autre somme déterminée en vertu de la Loi, dont les minimums mensuels sont déterminés par l'actuaire.

24. La commission peut rembourser au participant ou à la Ville la cotisation que l'un ou l'autre a versée en vertu de la présente section, lorsqu'il est nécessaire de prendre cette mesure en vue d'empêcher le retrait de l'agrément du Régime.

SOUS-SECTION 2
INTÉRÊTS CRÉDITÉS SUR LES COTISATIONS

25. Toute cotisation porte intérêt à un taux basé sur le taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du Régime, déduction faite des frais de placement et d'administration. Ce taux est déterminé selon la méthode de calcul adoptée par la commission sur recommandation de l'actuaire.

Aux fins du calcul des intérêts crédités, les cotisations additionnelles de l'employeur, les cotisations salariales et les cotisations de rachat versées par déductions salariales durant un exercice financier du Régime sont considérées comme ayant été versées en une seule somme au milieu de la période visée. Toutefois, les montants forfaitaires versés en vertu des articles 104 et 136 s'accumulent avec les intérêts à compter de la date de leur versement à la caisse de retraite.

À la fin de chaque exercice financier ou lorsqu'une prestation devient payable en vertu du Régime, des intérêts déterminés conformément au premier alinéa sont crédités sur le solde des cotisations du participant accumulées avec les intérêts jusqu'à la fin de l'exercice financier précédent, s'il y a lieu, et sur les cotisations versées par ce dernier au cours de l'exercice financier visé.

Pour les participants visés par le paragraphe 1° de l'article 118, les intérêts sur les cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 sont crédités selon les dispositions et les modalités du régime de retraite antérieur jusqu'à la date du transfert des actifs. Par la suite, les intérêts sont crédités selon les dispositions et modalités du présent article.

Pour les participants de la CUM et les participants de Saint-Laurent, les intérêts sur les cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2013 sont crédités selon les dispositions et les modalités du régime de retraite de la CUM ou du régime de retraite de Saint-Laurent, selon le cas, jusqu'à la date du transfert des actifs. Par la suite, les intérêts sont crédités selon les dispositions et modalités du présent article.

SOUS-SECTION 3
COTISATIONS EXCÉDENTAIRES

26. Les cotisations excédentaires correspondent :

1° Pour la participation antérieure au 1er janvier 1990, au montant, qui ne peut être négatif, qu'on obtient en soustrayant du montant établi en a), le montant obtenu en b) :

a) Les cotisations salariales versées par le participant pour cette période plus les intérêts crédités;

b) La valeur actualisée de toute prestation à laquelle le participant a droit pour cette période;

2° Pour la participation postérieure au 31 décembre 1989, au montant, qui ne peut être négatif, qu'on obtient en soustrayant du montant établi en a), le montant obtenu en b) :

a) Les cotisations salariales versées par le participant pour cette période plus les intérêts crédités;

b) 50 % de la valeur actualisée de toute prestation à laquelle le participant a droit pour cette période.

Le calcul des cotisations excédentaires s'effectue à la date de cessation de participation active, du décès ou de la retraite, selon la première des éventualités.

SECTION V
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

27. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge normal de la retraite.

28. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 85;

2° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 35 années de participation aux fins de l'admissibilité;

3° Pour le participant actif membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 28 années de participation aux fins de l'admissibilité.

29. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 36, à compter de la première des dates suivantes :

1° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 30 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° Pour le participant actif autre qu'un membre de l'état-major, la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 80;

3° Pour le participant actif membre de l'état-major, la date à laquelle il accumule 25 années de participation aux fins de l'admissibilité;

4° Pour le participant actif membre de l'état-major, la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans.

30. Un participant actif qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118, qui est un participant de la CUM ou un participant de Saint-Laurent, qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3 et qui n'a pas atteint les critères prévus aux articles 27 à 29 peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 37, à compter de la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction ou avec réduction autre que par équivalence des valeurs actuarielles par rapport à la date normale de retraite, selon les dispositions de son régime de retraite antérieur.

31. Un participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui a atteint l'âge de 55 ans et qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 27 à 30 peut prendre sa retraite et recevoir une rente viagère réduite conformément à l'article 38.

Nonobstant le premier alinéa, un participant actif qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118, qui est un participant de la CUM ou un participant de Saint-Laurent et qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3 et qui n'a pas atteint l'âge de 55 ans peut prendre sa retraite et recevoir une rente viagère réduite conformément à l'article 38 à compter de la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction par équivalence des valeurs actuarielles par rapport à la date normale de retraite, selon les dispositions de son régime de retraite antérieur.

32. Un participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui est encore à l'emploi de l'employeur après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40.

Le participant qui est toujours à l'emploi de l'employeur le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Le participant membre de l'état-major ne peut pas ajourner sa retraite et il ne peut pas demeurer en service après sa date normale de retraite.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

33. Le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite. Il s'agit d'une rente viagère annuelle, pour chaque année de participation à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM qui n'a pas converti son service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et le participant de Saint-Laurent), égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major : 1,65 % du MGA ajusté moyen, plus 2 % de son meilleur traitement en excédent, s'il y a lieu, du MGA ajusté moyen;

2° Pour le participant membre de l'état-major : 1,95 % de son meilleur traitement indexé.

34. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 28, 29 ou 30 a droit, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM qui n'a pas converti son service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et le participant de Saint-Laurent), à une prestation de raccordement payable jusqu'au dernier jour du mois de la date de son 65e anniversaire de naissance ou jusqu'à son décès, s'il survient avant, et dont le montant annuel pour chaque année de participation est égal à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major : 0,35 % du MGA ajusté moyen;

2° Pour le participant membre de l'état-major: 0,55 % du meilleur traitement indexé.

35. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 28, 29 ou 30 reçoit, sous réserve des articles 36 et 37, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34.

36. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 29 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 35 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de sa retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 27 ou 28, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

37. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 30 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 35 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 36, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à la date de retraite visée par cet article.

38. Le participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui prend sa retraite conformément à l'article 31 reçoit une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

39. La valeur actualisée d'une rente anticipée, excluant la valeur actualisée de toute prestation de raccordement, doit au moins être égale à la valeur actualisée de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

40. Le participant actif qui est encore à l'emploi de l'employeur après avoir atteint sa date normale de retraite reçoit, à compter de sa date de retraite, une rente viagère égale à la plus grande des rentes suivantes :

1° La rente viagère correspondant à la somme des rentes suivantes :

a) La rente viagère dont la valeur actualisée est équivalente à celle de la rente viagère qui aurait été payable à sa date normale de retraite comme si le participant avait cessé de verser les cotisations salariales à cette date, ce montant de rente étant assujetti aux exigences minimales prévues à l'article 26; et

b) La rente viagère, payable selon le mode normal, dont la valeur actualisée est égale au total des cotisations salariales, avec les intérêts jusqu'à la date de la retraite, versées par le participant depuis sa date normale de retraite, le cas échéant.

2° S'il verse des cotisations salariales après sa date normale de retraite, la rente viagère établie en tenant compte de la totalité des années de participation et en considérant également les traitements après la date normale de retraite ce montant de rente étant assujetti aux exigences minimales prévues à l'article 26.

41. Le participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite peut exiger le paiement immédiat d'une partie ou de la totalité de la rente à laquelle il aurait eu droit s'il avait mis fin à sa participation active pour compenser, en tout ou en partie, une réduction de rémunération survenue après la date normale de retraite. Dans de telles circonstances, il cesse de verser les cotisations salariales et il devient un retraité aux fins du Régime.

Dans l'éventualité où seule une partie de sa rente devient payable avant sa retraite, le solde de sa rente devient payable à sa date réelle de retraite. Le montant de rente ainsi payable doit être établi de manière à ce que sa valeur actualisée soit équivalente à celle du solde de la rente qui aurait été payable à la date à laquelle le paiement de la rente partielle a débuté. Le mode de versement choisi au moment de la retraite partielle s'applique au solde de la rente payable à la date réelle de retraite.

42. Le participant actif qui prend sa retraite a droit à une rente viagère additionnelle dont la valeur actualisée correspond aux cotisations excédentaires déterminées conformément à l'article 26.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

43. Aux fins de l'application de la présente sous-section, on entend par :

1° « plafond des prestations déterminées » : pour une année civile, $^1/_9$ du plafond des cotisations déterminées applicable au cours de telle année, tel que défini à l'article 147.1(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5^e suppl.) et ses modifications);

2° « rétribution moyenne la plus élevée » : la moyenne la plus élevée de la rétribution totale indexée du cadre au cours de 3 périodes non chevauchantes de 12 mois, telle que décrite au paragraphe 2 de l'article 8504 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications);

3° « service crédité » : la somme du nombre d'années de participation et, pour un participant qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118, un participant de la CUM ou un participant de Saint-Laurent et qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3, du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

44. Sous réserve du troisième alinéa, la rente viagère payable à la date du début de versement de la rente, en faisant comme si aucune prestation n'avait été versée par suite d'un partage de droits effectué conséquemment à une rupture de mariage ou à une cessation de vie maritale, mais à l'exclusion de toute rente additionnelle découlant de l'application de l'article 26, ne doit en aucune circonstance excéder le moindre :

1° Du plafond des prestations déterminées pour l'année où la rente commence à être versée, multiplié par le nombre d'années de service crédité; et

2° D'un montant égal au produit de :

a) 2 % par année de service crédité; et

b) La rétribution moyenne la plus élevée.

Toutefois, à l'égard des années de service crédité antérieures au 1er janvier 1990 qui ont été reconnues après le 7 juin 1990 et dont aucune partie ne constituait des années de service crédité avant le 8 juin 1990, la rente viagère payable à la date du début de versement de la rente, en faisant comme si aucune prestation n'avait été versée par suite d'un partage de droits effectué conséquemment à une rupture de mariage ou à une cessation de vie maritale, mais à l'exclusion de toute rente additionnelle découlant de l'application de l'article 26, ne doit en aucune circonstance excéder $^2/_3$ du plafond des prestations déterminées pour l'année où la rente commence à être versée multiplié par le nombre d'années de service crédité antérieures au 1er janvier 1990 qui ont été reconnues au participant après le 7 juin 1990.

Si la prestation de retraite devient payable avant la date du 60e anniversaire de naissance du participant, alors qu'il n'a pas complété 30 années de service ou que la somme de son âge et de ses années de service est inférieure à 80, la rente maximale décrite ci-dessus doit être réduite de ¼ % pour chaque mois compris entre la date du début du versement de la rente et la première des dates suivantes :

1° Le jour où le participant atteint l'âge de 60 ans;

2° Le jour où le participant aurait complété 30 années de service s'il avait continué son emploi auprès de l'employeur;

3° Le jour où la somme de son âge et de ses années de service aurait totalisé 80, s'il avait continué son emploi auprès de l'employeur.

Pour le participant membre de l'état-major, les nombres 60, 30 et 80 du troisième alinéa sont remplacés par les nombres 55, 25 et 75, respectivement.

45. La prestation de raccordement versée conformément au présent règlement ne peut excéder la somme de la pension de la Sécurité de la vieillesse du Canada et du montant qui aurait été payable au participant à titre de rente du RRQ s'il avait atteint l'âge de 65 ans au moment de la retraite, réduite de ¼ % pour chaque mois compris entre la date du début du versement de la prestation de raccordement et le jour où le participant atteindra l'âge de 60 ans, et multipliée par la proportion que représente le nombre d'années de service crédité sur 10, cette proportion étant sujette à un maximum de 1.

Aux fins du présent article, la rente du RRQ correspond à la rente maximale de retraite payable par le RRQ multipliée par le rapport entre la moyenne des trois meilleures années de rémunération du participant sur la moyenne des MGA correspondants, sujet à un maximum de 1.

46. Pour chacune des années entre la date du début de versement et la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans, la somme de la rente viagère et de la prestation de raccordement payable au participant ne peut excéder la somme des deux montants suivants :

1° Le plafond des prestations déterminées pour l'année multipliée par les années de service crédité du participant; et

2° $^{1}/_{35}$ du produit de 25 % de la moyenne du MGA de l'année de la retraite et des deux années précédentes et des années de service crédité du participant jusqu'à concurrence de 35.

47. Pour chacune des années postérieures à l'année du début du versement de la rente, les montants de rentes payables lors d'une année donnée ne peuvent dépasser les limites prévues aux articles 44 à 46 pour l'année civile où leur versement débute, indexées jusqu'à l'année visée en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

48. Toute rente annuelle payable du Régime est versée en 24 paiements bimensuels égaux.

Le montant du premier paiement bimensuel est établi en proportion de la quinzaine en cours à la date de retraite du participant. Le dernier paiement, soit celui versé pour la quinzaine durant laquelle survient le décès du participant, est à ses ayants cause.

Aux fins de la présente sous-section, la prestation de raccordement est présumée payable jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le participant aurait atteint l'âge de 65 ans.

§ 1- Mode normal de rente

49. Sous le mode normal, la rente est versée au retraité, sa vie durant, avec la garantie que son conjoint survivant recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente annuelle égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, 65 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès;

2° Pour le participant membre de l'état-major, 60 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès.

Le conjoint du retraité peut renoncer à la prestation de décès prévue au premier alinéa en avisant par écrit la commission avant le début du paiement de la rente qui lui serait payable. La renonciation ne vaudra toutefois pas si le conjoint admissible à la prestation de décès n'est pas celui qui y a renoncé. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en avisant par écrit la commission avant le début du service de la rente du participant. Une renonciation faite après le début du service de la rente au participant ne peut être révoquée.

Au décès d'un retraité, autre qu'un membre de l'état-major, qui n'a pas de conjoint ou dont le conjoint a renoncé à ses droits conformément au deuxième alinéa, le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois suivant immédiatement la date de sa retraite est versé aux ayants cause du participant.

Lorsque la prestation de décès est payable aux ayants cause, ceux-ci peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

50. Le participant qui a acquis le droit à une rente peut, avant qu'elle ne soit servie, ajouter une garantie à l'effet que si son décès survient dans les 120 premiers mois de la retraite, la rente payable au conjoint est égale à 100 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès jusqu'à la fin de ces 120 premiers mois. La rente est alors réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal.

Si le conjoint qui reçoit la rente garantie décède avant la fin de la période de 120 mois débutant à la date de retraite du participant, le solde des versements prévus jusqu'à la fin de cette période est versé aux ayants cause du participant.

À défaut de conjoint à la date du décès du retraité ou si le conjoint a renoncé à ses droits conformément au deuxième alinéa de l'article 49, le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant à la date de retraite du participant est versé à ses ayants cause.

Lorsque la prestation de décès leur est payable, les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

51. Le participant qui a acquis le droit à une rente viagère a droit de remplacer cette rente viagère, en totalité ou en partie et avant que n'en commence le service, par une rente temporaire additionnelle dont il fixe le ou les montants, sous réserve des limites et conditions prévues par la Loi. Le service de cette rente temporaire cesse au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel le participant atteint l'âge de 65 ans. Les montants de rente résultant de l'application de cette formule de revenu nivelé sont ajustés afin que la valeur actuarielle de cette rente temporaire additionnelle soit équivalente à celle de la rente viagère à laquelle le participant a renoncé.

Un participant se prévalant de l'option prévue au premier alinéa et dont l'âge au moment de la retraite est inférieur de plus de 10 ans de l'âge normal de la retraite peut, à compter du moment où il atteint un âge inférieur à 10 ans de l'âge normal de la retraite, remplacer cette rente temporaire par une nouvelle rente temporaire qui satisfait aux exigences légales alors applicables.

§ 3- Prestation minimale

52. Lorsqu'il n'y a plus de prestations payables au retraité, à son conjoint et à ses enfants, le cas échéant, et que le total des prestations versées est inférieur aux cotisations salariales, accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de sa retraite, les ayants cause du participant reçoivent la différence, sans intérêt, entre ces deux montants.

SECTION VI
INVALIDITÉ

53. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales.

L'exonération du paiement des cotisations salariales pour le participant invalide prend fin à la première des dates suivantes :

1° Le jour où il atteint l'âge de 65 ans (60 ans pour un membre de l'état-major);

2° Le jour où il cesse d'être un participant invalide.

54. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a alors droit aux prestations en cas cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul des prestations de cessation de participation active, de la rente ou des prestations de décès :

1° Le meilleur traitement, ou le meilleur traitement indexé pour un participant membre de l'état-major, est celui calculé à la date de début de l'invalidité;

2° Le MGA ajusté moyen est celui calculé à la date de début de l'invalidité.

Le montant de rente calculé est rajusté du pourcentage d'indexation entre la date de début de l'invalidité et la date du début du versement de la rente, de cessation de participation active ou de décès, selon la première des éventualités, à compter du 1er juillet suivant l'année du début de l'invalidité. Cette rente, incluant toute indexation précédente, est augmentée jusqu'à la date d'événement au 1er juillet de chaque année subséquente. L'année du début de versement de la rente ou de la cessation de participation active devient l'année d'événement aux fins de l'indexation subséquente.

Aux fins de ce calcul, le pourcentage d'indexation signifie :

1° Pour l'année suivant l'année de début de l'invalidité, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de début de l'invalidité, rajusté du ratio du nombre de mois entiers pour lesquels le participant est un participant invalide sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice des rentes de l'année suivant l'année de début de l'invalidité. Ce pourcentage d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de début de l'invalidité;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir.

SECTION VII
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

55. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente normale de retraite, en fonction de son meilleur traitement, ou son meilleur traitement indexé pour un participant membre de l'état-major, et du MGA ajusté moyen à la date de la cessation de sa participation active.

56. Le participant non actif qui a droit à une rente différée peut demander que celle-ci lui soit versée à n'importe quel moment avant la date de son 65e anniversaire de naissance ou la date de son 60e anniversaire dans le cas d'un participant membre de l'état-major. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée.

57. Le participant non actif, qui a droit à la rente différée, a également droit aux cotisations excédentaires déterminées conformément à l'article 26, le cas échéant.

Le participant non actif, qui a droit à une rente différée et qui demande que celle-ci commence à lui être versée, a droit de recevoir une rente additionnelle dont la valeur actualisée correspond aux cotisations excédentaires déterminées conformément au premier alinéa et accumulées avec les intérêts jusqu'à sa date de retraite.

58. Un participant, autre qu'un membre de l'état major, dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance et avant la date à compter de laquelle il aurait été admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction, peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

Un participant actif membre de l'état-major dont la participation active a cessé avant la date de son 50e anniversaire de naissance et avant la date à compter de laquelle il aurait été admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction, peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 50e anniversaire de naissance.

59. Un participant non actif qui a acquis droit à une rente différée peut, conformément à la Loi, la remplacer, en totalité ou en partie, avant qu'elle ne soit servie, par un paiement en un seul versement une fois l'an.

SECTION VIII
DÉCÈS

60. Malgré la définition de conjoint, la personne qui, au jour où s'établit la qualité de conjoint, est judiciairement séparée de corps du participant n'a droit à aucune prestation à titre de conjoint, et ce, peu importe la date à laquelle le jugement en séparation de corps est intervenu, sauf lorsque le participant et son conjoint ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Toutefois, si le participant a avisé par écrit la commission de verser la prestation de décès à la personne judiciairement séparée de corps du participant malgré la séparation de corps, la personne qui est judiciairement séparée de corps du participant au jour, où s'établit la qualité de conjoint, conserve son droit à la prestation payable au conjoint en vertu du Régime. Par contre, l'avis ne vaudra plus si le participant divorce de cette personne par la suite.

Par ailleurs, lorsque le mode de paiement de la rente choisi par le participant est tel qu'une prestation de décès pourrait être versée à ses ayants cause, le conjoint séparé de corps peut se qualifier comme un ayant cause s'il satisfait aux conditions prévues par la Loi à cette fin.

61. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite et avant la date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 28, son conjoint reçoit, à moins qu'il n'y ait renoncé conformément à l'article 71, sa vie durant, une rente annuelle égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major, une rente annuelle égale à 26,25 % du meilleur traitement pour l'ensemble de sa participation. Cette prestation doit être au moins égale à la somme de la prestation de décès payable en vertu de l'annexe applicable et de la valeur minimale prévue à l'article 67 pour la participation à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour un participant de la CUM qui n'a pas converti son service avant cette date conformément à la section II du chapitre 3 et le participant de Saint-Laurent);

2° Pour le participant membre de l'état-major, 60 % de la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34. La prestation de raccordement est présumée payable jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le participant aurait atteint l'âge de 65 ans;

Cependant, la rente payable au conjoint, incluant la prestation payable au conjoint en vertu de l'annexe applicable, ne peut être inférieure au montant qu'il faut ajouter à la somme des montants prévus aux sous-paragraphes a) et b) pour atteindre 40,5 % du meilleur traitement indexé du participant :

a) 100 % du montant initial payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001) ou de la Loi sur l'assurance automobile (RLRQ, chapitre A-25);

b) 60 % du montant initial de la rente maximum qui serait payable en vertu du RRQ à un cotisant qui aurait atteint l'âge de 65 ans et dont le traitement aurait été le meilleur traitement indexé du participant, si le conjoint a droit à la rente de conjoint survivant du RRQ par suite du décès du participant. Le montant initial de la rente maximum en vertu du RRQ est déterminé par interpolation entre le montant qui aurait été payable le 1er janvier de l'année de l'événement et celui payable au 1er janvier précédent;

Pour le participant membre de l'état-major mort en service, la rente payable au conjoint, incluant la prestation payable au conjoint en vertu de l'annexe applicable, ne peut être inférieure au montant qu'il faut ajouter aux montants initiaux payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (RLRQ, chapitre A-3.001) ou de la Loi sur l'assurance automobile (RLRQ, chapitre A-25), du RRQ et du Régime aux enfants pour atteindre 75 % du traitement du participant au moment du décès.

62. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite et avant la date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 28, la prestation payable aux enfants est une rente annuelle, payable tant que l'enfant est âgé de moins de 18 ans, égale à :

1° Pour le participant autre qu'un membre de l'état-major qui décède sans conjoint ou si ce dernier a renoncé à ses droits conformément à l'article 71, 8,75 % du meilleur traitement du participant, incluant la prestation payable à l'enfant en fonction de l'annexe applicable, pour chaque enfant jusqu'à un maximum de trois;

2° Pour le participant membre de l'état-major qui décède avec un conjoint survivant, 10 % de la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34, pour chaque enfant, jusqu'à un maximum de trois.

Pour le participant membre de l'état-major qui décède sans conjoint survivant ou au décès du conjoint de ce participant décédé ou en cas de renonciation du conjoint de ce participant décédé conformément à l'article 71, la prestation payable pour chaque enfant, jusqu'à un maximum de quatre, est égale à 20 % de la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 33 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 34. La prestation de raccordement est présumée payable jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le participant aurait atteint l'âge de 65 ans.

La rente payable à chaque enfant est réduite du montant initial de la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ. Si le participant provient d'un régime de retraite antérieur et qu'il n'a pas converti ses droits et prestations en vertu de la section II du chapitre 3, la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ est établie en proportion du nombre d'années de participation sur la somme du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du nombre d'années de participation.
Cependant, la rente annuelle payable à chaque enfant, incluant la rente annuelle payable à l'enfant en fonction de l'annexe applicable, ne peut être inférieure à 6,75 % du meilleur traitement indexé, ou 13,5 % s'il n'y a pas de conjoint survivant ou à son décès ou s'il a renoncé à la prestation de décès conformément à l'article 71, moins la rente payable en vertu du RRQ.

Chaque enfant peut choisir, avant que ne commence le service de sa rente, de la remplacer par un paiement forfaitaire égal à la valeur actualisée de cette rente.

63. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 28, mais avant sa date normale de retraite, les prestations payables sont établies en vertu de l'article 49, comme si le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès. Pour un participant autre qu'un membre de l'état-major, si le conjoint du participant décédé a renoncé à ses droits conformément à l'article 71, la prestation de décès est établie selon le troisième alinéa de l'article 49.

64. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit, à moins qu'il n'y ait renoncé conformément à l'article 71, la rente qu'il aurait reçue en vertu du mode normal de rente, comme si le participant avait pris sa retraite la veille de son décès.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément au mode normal de rente, comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 67 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

65. Au décès d'un participant non actif, avant le début du service de la rente, ayant droit à une rente différée, son conjoint a droit, à moins qu'il n'y ait renoncé conformément à l'article 71, à une rente viagère immédiate dont la valeur actualisée est équivalente à la somme de la valeur actualisée de la rente différée du participant et de ses cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts à la date de son décès, le cas échéant.

Le conjoint peut choisir, avant que ne commence le service de la rente, de remplacer la rente décrite ci-dessus par un paiement forfaitaire égal à la valeur actualisée de la prestation payable.

66. Lorsqu'un participant décède avant que ne commence le service de sa rente, la rente payable au conjoint ne peut excéder 66 $^{2}/_{3}$ % de la rente viagère projetée du participant, telle que définie ci-dessous. Par ailleurs, la somme de la rente payable au conjoint et des rentes payables aux enfants ne peut excéder 100 % de la rente viagère projetée du participant.

Aux fins du présent article, la rente viagère projetée du participant est égale au plus élevé :

1° Du montant de rente viagère que se serait constitué le participant s'il avait survécu jusqu'à l'âge de 65 ans et continué son service avec le même traitement que la veille de son décès ou, si moindre, 150 % du MGA de l'année du décès; et

2° De la rente viagère du participant accumulée à la date du décès.

Lorsque le décès d'un participant actif survient après la date de retraite normale, le paragraphe 1° ne s'applique pas.

Nonobstant ce qui précède, la rente de décès payable au conjoint doit être ajustée, le cas échéant, afin que sa valeur actualisée soit au moins égale à celle de la prestation minimale prévue à l'article 67.

67. Au décès d'un participant avant le début du service de sa rente, la valeur actualisée de la prestation de décès payable doit au moins être égale :

1° Pour les années de participation antérieure au 1er janvier 1990, aux cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 1989 et accumulées avec les intérêts jusqu'à la date du décès;

2° Pour les années de participation antérieure au 1er janvier 1990 reconnue après le 7 juin 1990 :

a) En cas de décès d'un participant actif, à la valeur actualisée de la rente différée pour cette période, comme s'il avait cessé sa participation active le jour de son décès pour une raison autre que le décès, et à l'excédent, s'il en est, des cotisations de rachat versées par le participant pour cette période, plus les intérêts crédités jusqu'à la date du décès, sur cette même valeur;

b) En cas de décès d'un participant non actif, à la valeur actualisée de la rente à laquelle il avait droit pour cette période et à l'excédent, s'il en est, des cotisations de rachat versées par le participant pour cette période, plus les intérêts crédités jusqu'à la date du décès, sur cette même valeur;

3° Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1990 :

a) En cas de décès d'un participant actif, à la valeur actualisée de la rente différée pour cette période, comme s'il avait cessé sa participation active le jour de son décès pour une raison autre que le décès, et aux cotisations excédentaires déterminées conformément au paragraphe 2° de l'article 26;

b) En cas de décès d'un participant non actif, à la valeur actualisée de la rente à laquelle il avait droit pour cette période et aux cotisations excédentaires déterminées conformément au paragraphe 2° de l'article 26, plus les intérêts crédités jusqu'à la date du décès;

La valeur minimale décrite au premier alinéa ne tient pas compte de la prestation de décès payable aux enfants, le cas échéant.

Si le décès du participant survient avant sa date normale de retraite, la valeur minimale décrite au premier alinéa est payable au conjoint survivant sous la forme d'un montant forfaitaire ou sous la forme d'une rente dont la valeur actualisée est égale à cette valeur minimale.

Si le décès du participant actif survient durant la période d'ajournement du versement de sa rente, la valeur minimale décrite au premier alinéa est payable au conjoint sous la forme d'une rente dont la valeur actualisée est égale à cette valeur minimale.

À défaut de conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71, les ayants cause du participant ont droit à une prestation dont la valeur est au moins égale à la valeur décrite au premier alinéa. Cette prestation leur est payable en un seul versement.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie conformément à l'article 41, la prestation de décès minimale payable en vertu du premier alinéa ne s'applique qu'en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

68. Au décès d'un participant avant le début du service de sa rente, lorsqu'il n'y a plus de prestations payables au conjoint et aux enfants du participant décédé, le cas échéant, et que le total des prestations versées est inférieur aux cotisations salariales, accumulées avec les intérêts crédités jusqu'à la date de décès du participant, les ayants cause du participant reçoivent la différence, sans intérêt, entre ces deux montants.

69. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section V du présent chapitre.

70. Le conjoint qui a acquis le droit à une rente viagère a droit de remplacer cette rente, en totalité ou en partie, avant que n'en commence le service, par une rente temporaire additionnelle dont il fixe le ou les montants, sous réserve des limites et conditions prévues par la Loi. Le service de cette rente temporaire cesse au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de 65 ans. Les montants de rente résultant de l'application de cette formule de revenu nivelé sont ajustés afin que la valeur actuarielle de cette rente temporaire additionnelle soit équivalente celle de la rente viagère à laquelle le conjoint a renoncé.

71. Le conjoint d'un participant peut renoncer à toute prestation de décès avant la retraite en avisant par écrit la commission, pourvu que ce soit avant le paiement de la prestation de décès.

Le conjoint d'un participant peut également révoquer cette renonciation pourvu que la commission en soit informée par écrit avant le décès du participant.

SECTION IX
INDEXATION

SOUS-SECTION 1
INDEXATION DES RENTES SERVIES

72. Au 1er juillet 2015, toute rente servie en date du 31 décembre 2013 et relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 est augmentée selon les modalités suivantes :

1° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2009 :

a) 5,62 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 5,21 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

2° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2010 :

a) 4,47 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 4,14 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

3° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2011 :

a) 3,34 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 3,09 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

4° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2012 :

a) 2,21 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 2,05 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major;

5° Aux prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2013 :

a) 1,10 % de la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

b) 1,02 % de la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major.

À compter du 1er juillet 2016, pour les prestataires visés au premier alinéa, toute rente servie relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 est augmentée selon les modalités suivantes :

1° 1,10 % pour la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

2° 1,02 % pour la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major.

À chaque 1er juillet, débutant le 1er juillet 2015, toute rente servie au 31 décembre de l'année précédente et relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009, pour les prestataires dont le paiement de la rente initiale a débuté en 2014 ou après, est augmentée selon les modalités suivantes :

1° 1,10 % pour la rente qui découle du service d'un cadre autre qu'un membre de l'état-major; ou

2° 1,06 % pour la rente qui découle du service d'un membre de l'état-major.

Malgré ce qui précède, le 1er juillet suivant l'année de l'événement, le pourcentage applicable en vertu du paragraphe 1° ou 2° est multiplié par le quotient obtenu en divisant le nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie durant l'année de l'événement par 12.

Aux fins du présent article, la rente initiale correspond à la rente payable du Régime à la suite de la retraite ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 2
INDEXATION DES RENTES DIFFÉRÉES

73. La rente différée est augmentée de façon à ce que son montant soit égal à celui qui serait payable au participant si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

Le pourcentage d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de la cessation de participation active.

74. La rente différée est augmentée, s'il y a lieu, d'une indexation minimale entre la date à laquelle le participant cesse d'être actif et la date à laquelle le participant atteint son 55e anniversaire de naissance (50e anniversaire de naissance pour un membre de l'état-major). Cette indexation minimale est de 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, non désaisonnalisé, publiée par Statistique Canada entre le mois au cours duquel le participant a cessé d'être actif et celui au cours duquel cesse l'indexation. Le taux annualisé de cette indexation ne peut toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %. Cette indexation est réputée comprendre tout autre indexation accordée par le Régime.

SECTION X
ADMINISTRATION DU RÉGIME

75. Le Régime est administré par la commission qui est composée de 12 membres, ayant droit de vote, désignés comme suit :

1° Un membre est désigné par les participants actifs lors de l'assemblée annuelle; lorsque les participants actifs font défaut de désigner un membre ou de renouveler le mandat du membre en poste, un participant est nommé à la majorité par les membres de la commission mentionnés aux paragraphes 3° et 4° pour un mandat se terminant lors de l'assemblée annuelle subséquente à sa nomination;

2° Un membre est désigné par les participants non actifs et les bénéficiaires lors de l'assemblée annuelle; lorsque ce groupe fait défaut de désigner un membre ou de renouveler le mandat du membre en poste, un participant ou bénéficiaire est nommé à la majorité par les membres de la commission mentionnés aux paragraphes 3° et 4° pour un mandat se terminant lors de l'assemblée annuelle subséquente à sa nomination;

3° Deux membres sont désignés par l'Association des cadres municipaux de Montréal;

4° Un membre est désigné par l'Association des chefs pompiers de Montréal inc.;

5° Un membre indépendant est désigné ou reconduit dans son poste par le comité exécutif de la Ville avec l'accord de la majorité des membres de la commission mentionnés aux paragraphes 1° à 4°, ce membre ne devant être ni un participant ni une personne à qui il est interdit de consentir un prêt en vertu de la Loi;

6° Six membres sont désignés ou reconduits dans leur poste par le comité exécutif de la Ville.

De plus, lors de l'assemblée annuelle, le groupe des participants actifs ainsi que le groupe des participants non actifs et des bénéficiaires peuvent chacun, sur demande adressée au président de l'assemblée, désigner un membre additionnel de la commission. Ces membres additionnels ont les mêmes droits que les autres membres de la commission, à l'exception du droit de vote.

La durée du mandat d'un membre de la commission est celle fixée lors de sa désignation par ceux ayant procédé à celle-ci. Ce mandat ne peut toutefois excéder trois ans.

Par ailleurs, l'Association des chefs pompiers de Montréal inc., l'Association des cadres municipaux de Montréal ou le comité exécutif de la Ville peut remplacer un membre de la commission qu'il avait désigné en vertu du paragraphe 3°, 4°, 5° ou 6°, selon le cas, sur avis écrit adressé au secrétaire de la commission. Le remplacement du membre s'effectue à la date spécifiée dans l'avis.

76. Le quorum de la commission est de six membres ayant droit de vote, comprenant au moins trois des membres prévus au paragraphe 6° de l'article 75 et au moins trois des membres désignés en vertu des paragraphes 1° à 5° de cet article.

77. Un membre de la commission peut démissionner sur préavis écrit d'au moins 30 jours adressé au secrétaire de la commission et précisant la date effective de sa démission. Dès lors, le secrétaire de la commission en avise les autres membres de la commission.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 1° ou 2° de l'article 75, il doit être remplacé par un participant désigné par la commission dans un délai raisonnable. Le mandat d'un tel remplaçant à titre de membre de la commission se termine à l'assemblée annuelle qui suit sa désignation.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 3° ou 4° de l'article 75, il doit être remplacé dans un délai raisonnable par l'Association des cadres municipaux de Montréal ou l'Association des chefs pompiers de Montréal inc., selon le cas.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 5° de l'article 75, il doit être remplacé par le comité exécutif de la Ville, sous réserve de l'accord prévu au paragraphe 5° de cet article, dans un délai raisonnable.

Si le membre démissionnaire est un membre désigné en vertu du paragraphe 6° de l'article 75, il doit être remplacé par le comité exécutif de la Ville dans un délai raisonnable.

78. Si un membre de la commission ayant droit de vote décède ou devient autrement incapable d'agir, un remplaçant est immédiatement désigné par la partie concernée. Les règles prévues à l'article 77 s'appliquent à cette désignation.

79. Sous réserve de l'article 167 de la Loi, un membre empêché de siéger à une séance de la commission peut voter sur tout sujet inscrit à l'ordre du jour au moyen d'une procuration écrite indiquant le sens de son vote et le membre à qui il confie le soin d'exprimer ce vote.

80. À la date d'entrée en vigueur de sa démission ou de son remplacement, le membre de la commission est entièrement libéré de tout devoir futur et des obligations et responsabilités qui lui incombaient en raison de sa fonction de membre de la commission.

81. À l'exception du membre indépendant désigné en vertu du paragraphe 5° de l'article 75, les membres de la commission n'ont droit à aucune rémunération à titre de membre de la commission. Le membre indépendant peut, quant à lui, recevoir toute rémunération qui lui revient en vertu du Règlement intérieur de la commission.

82. La commission désigne l'actuaire du Régime.

83. La Ville a la charge de tous les frais d'administration du Régime, sauf les suivants qui sont à la charge de la caisse de retraite :

1° Les honoraires de l'actuaire pour l'évaluation du Régime ou les honoraires reliés à des cas particuliers spécialement autorisés par la commission;

2° Les honoraires de la Régie des rentes du Québec;

3° Les frais de secrétaire;

4° Les autres dépenses spécialement autorisées par la commission.

84. Tout prestataire doit, sur demande de la commission, fournir la preuve qu'il est vivant. De plus, au décès du participant, son conjoint doit fournir à la commission des preuves qui, de l'avis de celle-ci, sont suffisantes pour établir sa qualité de conjoint au sens du Régime. Également, lorsqu'une prestation devient payable aux enfants, ils doivent fournir à la commission des preuves raisonnables qui, de l'avis de celle-ci, sont suffisantes pour établir leur lien de filiation ainsi que leur âge.

85. Un participant non actif qui a cessé de résider au Canada depuis au moins deux ans depuis la cessation de son emploi a droit, sur demande et sur présentation des preuves qui, de l'avis de la commission, sont satisfaisantes pour démontrer le changement du lieu de sa résidence, au remboursement de la valeur de ses droits.

86. Le participant qui cesse d'être actif et dont la valeur des droits est inférieure à 20 % du MGA pour l'année au cours de laquelle il a cessé sa participation active a droit, dans les 90 jours de la date à laquelle il reçoit le relevé décrit au deuxième alinéa de l'article 87 et avant qu'une rente ne lui soit servie, au remboursement ou au transfert dans un régime enregistré d'épargne-retraite de cette valeur.

Malgré ce qui précède, la commission peut procéder au remboursement de la valeur des droits du participant si les conditions prévues au premier alinéa sont remplies et qu'elle avise par écrit le participant qu'elle fera ce paiement sauf si elle reçoit de ce dernier des instructions écrites différentes quant au mode de remboursement qu'il choisit dans les 30 jours qui suivent l'envoi de l'avis du paiement proposé par la commission.

87. Tout cadre devenant admissible à adhérer au Régime, ou tout participant qui en fait la demande par écrit à la commission, a droit de recevoir une description écrite des dispositions pertinentes du Régime, un exposé de ses droits et devoirs et tout autre renseignement prescrit par la Loi.

De plus, tout participant qui cesse d'être actif et qui a droit à une prestation en vertu du Régime ainsi que toute personne qui, à la suite du décès du participant, a droit à des prestations en vertu du Régime reçoit, dans les délais prescrits, un relevé qui fournit les renseignements requis en vertu de la Loi.

Enfin, la commission rend disponible tous les documents prescrits par la Loi pour consultation par un participant ou toute autre personne autorisée qui a fait une demande écrite à cet effet.

88. Sauf si le montant nécessaire au paiement total de la prestation est versé à la caisse de retraite, lorsque le degré de solvabilité du Régime, tel qu'établi à la dernière évaluation actuarielle, est inférieur à 100 %, la valeur des droit d'un participant ou d'un bénéficiaire ne peut être acquittée à même la caisse de retraite qu'en proportion dudit degré de solvabilité du Régime.

Le solde de la valeur des droits non acquittée est payable aux conditions et dans les délais suivants :

1° Le cas échéant, l'excédent des cotisations salariales accumulées avec les intérêts sur le montant acquitté doit être versé au moment de l'acquittement initial;

2° Un montant ne dépassant pas 5 % du MGA de l'année de l'acquittement initial peut être versé au moment de cet acquittement initial. Toutefois, la somme des montants ainsi acquittés depuis la dernière évaluation actuarielle du Régime ne peut être supérieure à 5 % de l'actif établi lors de cette évaluation pour en vérifier la solvabilité;

3° Le solde, après l'application des paragraphes 1° et 2°, est capitalisé et versé dans les cinq années de l'acquittement initial ou à l'âge normal de la retraite du participant, selon la première éventualité.

Le présent article ne s'applique pas aux versements de rentes prévues par le Régime.

SECTION XI
MODIFICATION DU RÉGIME

89. Le Régime peut être modifié par la Ville sous réserve du deuxième alinéa.

Toute modification au présent règlement doit avoir préalablement fait l'objet d'une recommandation de la majorité des membres de la commission désignés parmi les participants au Régime et de la majorité des autres membres de la commission, présents à une séance de la commission lors du vote sur cette modification. De plus, à moins que les membres désignés parmi les participants au Régime, présents à cette séance, n'aient approuvé la modification à l'unanimité, le règlement ne peut être adopté qu'après avoir reçu l'approbation de la majorité :

1° Soit des participants actifs lorsque la modification ne vise que les services à venir;

2° Soit de l'ensemble des participants dans les autres cas;

qui ont manifesté leur opinion lors d'un référendum tenu à cette fin.

SECTION XII
TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE

SOUS-SECTION 1
TRANSFERTS ENTRE RÉGIMES DE RETRAITE DONT LA VILLE EST LE PROMOTEUR

90. La présente sous-section ne s'applique pas à un transfert en provenance d'un régime de retraite antérieur et ne vise pas les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

§ 1- Transfert vers un autre régime de retraite de la Ville

91. Un participant qui cesse d'être un participant actif au Régime pour devenir, sans interruption de sa période d'emploi continu, un participant actif à un autre régime de retraite de la Ville peut y transférer, si l'autre régime de retraite le permet, ses années de participation et ses cotisations salariales accumulées avec les intérêts dans le Régime au moment de sa cessation de participation active.

92. Si le participant exerce l'option prévue à l'article 91, l'actuaire du Régime calcule la valeur de la réserve actuarielle, à la date de sa cessation de participation active au Régime et à l'égard des années de participation reconnues par le Régime, sur la base des hypothèses de capitalisation prévues à la plus récente évaluation actuarielle du Régime transmise à la Régie des rentes du Québec au moment de faire le calcul.

La valeur de la réserve actuarielle du participant, accumulée avec les intérêts établis selon les hypothèses utilisées à l'alinéa précédent jusqu'à la date du versement, est transférée à l'autre régime de retraite. Dans ces circonstances, l'employé cesse d'être un participant au Régime qui est ainsi dégagé de toute obligation envers lui.

Le transfert de la valeur de la réserve actuarielle prévu à l'alinéa précédent est soumis aux règles prévues à l'article 88.

93. Un participant qui cesse d'être un participant actif au Régime pour devenir, le jour suivant, un participant actif à un autre régime de retraite de la Ville et qui ne se prévaut pas de l'article 58 ni de l'article 91 conserve sa rente différée et ses cotisations excédentaires, le cas échéant, dans le Régime.

Si un tel participant redevient un participant actif au Régime, la période au cours de laquelle il n'était pas un participant actif est considérée comme une période d'absence temporaire sans traitement approuvée par la Ville sans, toutefois, être admissible à un rachat selon la section XIII du présent chapitre.

§ 2- Transfert en provenance d'un autre régime de retraite de la Ville

94. Le participant visé à l'article 15 peut choisir de faire reconnaître par le Régime la totalité des années de participation et des cotisations salariales accumulées avec les intérêts dans l'autre régime de retraite de la Ville au moment de sa cessation de participation active à cet autre régime de retraite.

Aux fins d'une telle reconnaissance, la commission exige le versement à la caisse de retraite de la valeur de la réserve actuarielle calculée à la date de la cessation de participation active du participant à l'autre régime de retraite de la Ville, accumulée avec les intérêts jusqu'à la date du transfert et à l'égard des années de participation reconnues par cet autre régime de retraite, sur la base des hypothèses de capitalisation prévues à la plus récente évaluation actuarielle de cet autre régime de retraite transmise à la Régie des rentes du Québec au moment de la cessation de participation active du participant.

À la suite du transfert à la caisse de retraite de la valeur de la réserve actuarielle prévue au deuxième alinéa, le participant actif a droit aux prestations calculées en vertu du Régime comme s'il y avait participé durant la période de participation transférée. Cette valeur est établie selon les dispositions et par l'actuaire de l'autre régime de retraite. Les cotisations salariales versées et accumulées avec les intérêts à l'autre régime de retraite deviennent des cotisations salariales au Régime aux fins d'établir le montant de toute prestation payable du Régime.

SOUS-SECTION 2
TRANSFERTS EN PROVENANCE D'UN RÉGIME DE RETRAITE D'UN AUTRE EMPLOYEUR

§ 1 – Transferts sans entente-cadre

95. Le participant actif qui détient des droits dans un régime de retraite d'un autre employeur, autre qu'un régime de retraite antérieur, et avec lequel il n'y a pas d'entente-cadre de transfert, peut faire transférer à la caisse de retraite, en totalité ou en partie, la valeur de ces droits, et ce, aux fins de se faire reconnaître des années de participation additionnelles dans le Régime.

À cette fin, le participant doit présenter par écrit une demande de transfert à la commission dans les six mois suivant la date de son adhésion au Régime.

96. Les années de participation additionnelles pouvant être reconnues au Régime sont établies en fonction du montant nécessaire pour les reconnaître, calculé conformément aux hypothèses sure base de capitalisation prévues à l'évaluation actuarielle la plus récente transmise à la Régie des rentes du Québec, à la date de la demande, et en fonction du montant transféré à la caisse de retraite correspondant, en tout ou en partie, à la valeur des droits que le participant a accumulés dans le régime de retraite de l'autre employeur.

Le participant qui désire procéder au transfert doit en aviser la commission au plus tard le 60e jour qui suit la réception du calcul prévu au premier alinéa. Le non-respect de ce délai est considéré comme un refus de la part du participant de transférer la valeur de ses droits au Régime. Ce dernier peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des motifs sérieux et légitimes. La décision de transférer est irrévocable.

97. Les années de participation additionnelles reconnues à la suite du transfert sont considérées comme des années de participation au même titre que les autres années pendant lesquelles le participant est un participant actif.

Aux fins de l'article 26, aucune partie du montant transféré n'est considérée comme une cotisation salariale et il n'est pas tenu compte des droits transférés pour établir la valeur actualisée des prestations. Le test de valeur minimale requis par la Loi s'applique, le cas échéant.

98. Le participant actif visé par les articles 95 à 97 ne peut racheter ni se faire reconnaître comme années de participation aux fins de l'admissibilité un nombre d'années supérieur à celui calculé en vertu du premier alinéa de l'article 96. De plus, le nombre d'années de participation additionnelles reconnues ne peut être supérieur à celui des années qui étaient reconnues au participant en vertu du régime de retraite de l'autre employeur.

99. Malgré l'article 95, un cadre qui, au 31 décembre 2007, est un participant actif du Régime peut présenter la demande de transfert, s'il est toujours un participant actif au moment de sa demande, dans les six mois suivant la date d'envoi d'un avis à cet effet par la commission.

§ 2 – Transferts avec entente-cadre

100. La Ville peut conclure avec d'autres organismes des ententes-cadres prévoyant les conditions de transfert de droits ou d'actifs entre le Régime et d'autres régimes de retraite. Ces ententes sont approuvées par le comité exécutif de la Ville et par la commission.

Ces ententes sont parties intégrantes du règlement du Régime. À cet effet, toute entente-cadre de transfert visant le Régime, conclue avant le 1er janvier 2008 et encore en vigueur à cette date fait partie du présent règlement.

101. Toute entente-cadre conclue avec un autre organisme peut servir à faire compter aux fins du calcul de la rente et de l'admissibilité à la retraite prévues au Régime, en tout ou en partie, les années de service que tout participant a accomplies auprès de son ancien employeur ou à établir les paiements à effectuer par la caisse de retraite pour les participants passant au service de tel employeur.

Aux fins de l'article 26, aucune partie du montant transféré n'est considérée comme une cotisation salariale et il n'est pas tenu compte des droits transférés pour établir la valeur actualisée des prestations. Le test de valeur minimale requis par la Loi s'applique, le cas échéant.

SECTION XIII
RACHAT DE SERVICE PASSÉ

102. Les années de service qu'un participant actif peut racheter sont celles postérieures au 31 décembre 2008 (postérieures au 31 décembre 2013 pour les participants de la CUM et les participants de Saint-Laurent) et relatives à :

1° Une période d'absence temporaire sans traitement autre que celles visées aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6°;

2° Une période de suspension de ses fonctions;

3° Sous réserve du troisième alinéa de l'article 14, une période de service avec traitement antérieure à son adhésion au Régime, alors qu'il n'était pas admissible à un régime de retraite de la Ville;

4° Une période de congé parental ou de congé de paternité jusqu'à concurrence du nombre de semaines prévu à la politique relative aux conditions et avantages des cadres administratifs et des cadres de direction de la Ville de Montréal, en vigueur à la date du premier jour de la période visée par le rachat;

5° Une période de congé de maternité ou d'adoption jusqu'à concurrence du nombre de semaines prévu à la politique relative aux conditions et avantages des cadres administratifs et des cadres de direction de la Ville de Montréal, en vigueur à la date du premier jour de la période visée par le rachat;

6° Toute autre période d'absence temporaire sans traitement à l'égard de laquelle une loi d'ordre public oblige l'employeur à permettre aux participants d'accumuler des droits dans le Régime sous réserve du paiement régulier des cotisations salariales exigibles.

Un participant actif qui est un participant de la catégorie A, un participant de la catégorie B, un participant de la catégorie C, un participant de la catégorie D ou un participant qui adhère au Régime le ou après le 1er janvier 2009 en vertu de l'article 15 et qui a transféré ses droits au Régime conformément à l'article 94 peut également racheter des années de service avant le 1er janvier 2009 et relatives aux périodes de service prévues aux paragraphes 1° à 6° du premier alinéa.

Lorsqu'une période d'absence temporaire sans traitement ou avec traitement réduit est reconnue à titre d'années de participation pendant la durée de l'absence du participant ou au cours de la période suivant immédiatement son retour, nécessitant ainsi la déclaration d'un « facteur d'équivalence » ou d'un « facteur d'équivalence amendé » pour la période visée, le total de ces périodes reconnues ne doit pas dépasser cinq années de rémunération à temps plein plus, lorsqu'applicable, pour toute période d'obligations familiales, trois années additionnelles de rémunération à temps plein.

103. Le participant actif qui désire racheter ses années de service passé admissibles, prévues à l'article 102, doit en faire la demande par écrit à la commission.

Il doit préciser le nombre d'années qu'il désire racheter et aviser, s'il y a lieu, que les cotisations de rachat soient payables par déduction salariale conformément à l'article 104.

Sous réserve des modalités que la commission peut imposer, le participant peut se prévaloir de la possibilité de racheter des années de service passé admissibles en tout temps, en autant qu'il soit actif à la date à laquelle il en fait la demande.

104. Afin de racheter le nombre d'années de service passé choisi selon l'article 103, le participant actif doit verser les cotisations de rachat demandées.

Ces cotisations de rachat sont calculées en fonction des gains cotisables du participant et des MGA en vigueur pour chaque année de la période visée par le rachat.

De plus, les taux de cotisations en vigueur pour chaque année de la période visée par le rachat sont utilisés pour déterminer les cotisations de rachat.

Pour les rachats de périodes visées aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 102, les cotisations de rachat sont égales à la somme des cotisations salariales et des cotisations patronales pour chaque année de la période visée.

Pour les rachats de périodes visées aux paragraphes 3°, 4° et 6° du premier alinéa de l'article 102, les cotisations de rachat sont égales aux cotisations salariales prévues pour la période visée.

Pour les rachats des périodes visées au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 102, les cotisations salariales sont payées par l'employeur jusqu'à concurrence du nombre de semaines prévu à la politique relative aux conditions et avantages des cadres administratifs et des cadres de direction de la Ville de Montréal, en vigueur à la date du premier jour de la période visée par le rachat.

Le participant paye les cotisations de rachat demandées en un seul versement. Il peut par ailleurs choisir de les verser par déduction salariale autorisée sur une période d'au plus 10 ans, s'il avise la commission dans un délai de 90 jours suivant la réception de l'avis lui faisant part de cette option.

Le participant actif qui cesse de l'être doit acquitter tout solde de cotisations dues à la caisse de retraite. À défaut d'acquitter les cotisations dues, les prestations payables sont alors rajustées pour exclure les années de participation correspondant au solde impayé.

S'ajoutent aux cotisations de rachat demandées, des intérêts sur le solde impayé à un taux établi par la commission et composé annuellement depuis la date à laquelle ces cotisations auraient dû être versées initialement jusqu'à la date à laquelle elles sont réellement versées.

Aux fins du Régime, les cotisations de rachat sont considérées comme étant des cotisations salariales.

105. La Ville verse le montant nécessaire, sur recommandation de l'actuaire, pour pourvoir aux coûts additionnels non couverts par les cotisations de rachat.

CHAPITRE 2
VOLET FLEXIBLE

SECTION I
COTISATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES

106. À la condition de compléter et de signer le formulaire relatif à ces cotisations, tout participant actif, autre qu'un membre de l'état-major, peut verser des cotisations accessoires optionnelles à la caisse de retraite à compter du 1er janvier 2009 (à compter du 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM et le participant de Saint-Laurent).

Le versement de cotisations accessoires optionnelles est volontaire et le montant de ces cotisations est entièrement à la discrétion du participant actif, sous réserve des limites prévues à la présente section.

Sur réception d'une première cotisation accessoire optionnelle, la commission ouvre un compte flexible au nom du participant actif. Toute cotisation versée en vertu du présent article doit être notée dans ce compte.

Les droits du participant actif résultant des cotisations accessoires optionnelles qu'il a versées se limitent à la valeur des prestations accessoires optionnelles prévues à la Section II du présent chapitre.

107. L'employeur ne peut verser aucune cotisation au compte flexible du participant actif.

108. Le participant actif doit indiquer dans le formulaire de cotisation le pourcentage de ses gains cotisables qu'il demande à l'employeur de prélever pour être versé à la caisse de retraite à titre de cotisations accessoires optionnelles.

L'employeur verse à la caisse de retraite tout montant retenu sur le traitement du participant actif à titre de cotisations accessoires optionnelles au plus tard à la fin du mois qui suit le mois au cours duquel la cotisation a été retenue.

À la fin de chaque année civile, un participant actif peut cesser de verser des cotisations accessoires optionnelles ou peut modifier le taux de celles versées par prélèvement sur le traitement en complétant et en transmettant à l'employeur un nouveau formulaire.

Pendant toute absence, un participant actif cesse de verser des cotisations accessoires optionnelles s'il ne reçoit pas de traitement.

109. Le montant total des cotisations accessoires optionnelles versées par un participant actif au cours d'une année civile ne doit en aucun cas excéder le montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le plus petit des montants suivants :

a) 9 % de la rétribution de ce participant actif reçue au cours de l'année;

b) 1 000 $ plus 70 % du « facteur d'équivalence » du cadre pour l'année concernée; et

2° Le montant total des cotisations salariales versées par ce participant actif en vertu du Régime.

Le montant total des cotisations accessoires optionnelles versées par un participant actif au cours d'une année civile ne doit pas excéder le maximum des cotisations qui, selon la politique de la Ville, si elles étaient versées par le participant, entraînerait la perte de cotisations accessoires optionnelles prévues à l'article 110.

110. Le montant du compte flexible qui dépasse la valeur totale des prestations accessoires optionnelles déterminée à la retraite, au décès avant la retraite ou à la date du transfert des droits, doit être transféré au compte général de la caisse de retraite. Ni le participant actif, ni le conjoint, ni les ayants cause ne jouissent de quelque droit que ce soit sur ce montant de cotisations accessoires optionnelles excédentaires.

111. Les cotisations accessoires optionnelles permettent d'améliorer les prestations des participants actifs payables à l'égard :

1° Des années de participation postérieures au 31 décembre 1989, s'il s'agit d'un participant actif au Régime le 31 décembre 2007 ou d'un participant actif qui a converti ses droits et prestations d'un régime de retraite antérieur en vertu de la section II du chapitre 3;

2° Des années de participation postérieures au 31 décembre 2013, s'il s'agit d'un participant de la CUM qui n'a pas converti ses droits et prestations du régime de retraite de la CUM en vertu de la section II du chapitre 3 ou s'il s'agit d'un participant de Saint-Laurent;

3° Des années de participation postérieures au 31 décembre 2008, s'il s'agit de tout autre participant actif.

Les améliorations résultant des cotisations accessoires optionnelles constituent des prestations accessoires optionnelles.

112. Les cotisations accessoires optionnelles ainsi que tout montant crédité au compte flexible portent intérêt au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du Régime, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION II
PRESTATIONS ACCESSOIRES OPTIONNELLES

113. La conversion des cotisations accessoires optionnelles en prestations accessoires optionnelles est effectuée à la date de la retraite, à la date de la cessation de participation active, à la date de la demande de transfert des droits du participant si le transfert est demandé plus de 90 jours après la réception du relevé décrivant les droits du participant ou à la date du décès du participant actif, selon le dernier de ces événements à être survenu. La valeur des prestations accessoires optionnelles est calculée conformément aux dispositions des lois applicables.

La valeur des prestations accessoires optionnelles est calculée en fonction des cotisations accessoires optionnelles qui ont été versées par le participant et accumulées avec les intérêts à la date de calcul.

114. Le participant actif peut obtenir, dans l'ordre, les prestations accessoires optionnelles suivantes :

1° Rente viagère optionnelle : la rente viagère, à l'égard des années de participation postérieures au 31 décembre 1989, postérieures au 31 décembre 2008 ou postérieures au 31 décembre 2013, selon le cas, est calculée en substituant au meilleur traitement utilisé dans le calcul de la rente créditée en vertu de la section V du chapitre 1 ou, s'il y a lieu, de l'Annexe B ou de l'Annexe C applicable au participant le meilleur traitement indexé qu'importe la catégorie de participation;

Si le participant actif prend sa retraite à l'une des dates prévues aux articles 29 à 31, sa rente à l'égard de ses années de participation postérieures au 31 décembre 1989, postérieures au 31 décembre 2008 ou postérieures au 31 décembre 2013, selon le cas, est déterminée de telle sorte que la réduction appliquée à cette partie de la rente viagère du participant est celle décrite à l'article 44 plutôt que celle indiquée aux articles 36 à 38, selon le cas applicable.

2° Prestation de raccordement optionnelle : une prestation de raccordement, à l'égard des années de participation postérieures au 31 décembre 1989, postérieures au 31 décembre 2008 ou postérieures au 31 décembre 2013, selon le cas, pouvant atteindre, mais sans l'excéder, la prestation de raccordement annuelle maximale permise en vertu des articles 45 et 46, est calculée compte tenu de la prestation de raccordement payable en vertu de la section V du chapitre 1 et de l'Annexe B ou de l'Annexe C applicable au participant, s'il y a lieu. Cette prestation est payable selon le mode normal prévu à l'article 49 mais son paiement cesse au plus tard le dernier jour du mois de la date du 65^{e} anniversaire du participant ou jusqu'à son décès, s'il survient avant.

3° Indexation additionnelle de ses prestations : une indexation après la retraite sur la rente viagère et la prestation de raccordement n'excédant pas l'augmentation de l'indice des prix à la consommation depuis le début du versement de la rente moins toute autre indexation prévue par le Régime.

Lorsque le montant du compte flexible n'est pas suffisant pour porter la prestation accessoire au maximum décrit dans l'article applicable, le montant ou le taux de cette prestation est rajusté en fonction de la somme disponible dans ce compte.

Lorsque le montant du compte flexible est plus élevé que la valeur de la prestation accessoire optionnelle choisie par le participant, le solde permet au participant de se procurer d'autres prestations accessoires optionnelles jusqu'à concurrence du maximum prévu.

115. Lorsqu'un participant actif décède avant d'avoir commencé à recevoir sa rente du Régime, la prestation payable au conjoint ou, à défaut de conjoint ou en cas de renonciation du conjoint, à ses ayants cause, est augmentée du solde des cotisations accessoires optionnelles du participant jusqu'à concurrence de la valeur actuarielle des prestations accessoires optionnelles qui auraient procuré au participant, la veille de son décès, la plus grande majoration de ses prestations.

116. Si le participant cesse sa participation au Régime pour une raison autre que le décès ou la retraite, ses cotisations accessoires optionnelles portent intérêt jusqu'à la date de cessation de la participation active. Elles seront alors converties en prestations accessoires optionnelles conformément à la présente section.

Si le participant transfère ses droits à l'extérieur du Régime, ses cotisations accessoires optionnelles lui sont remboursées en espèces moins l'impôt sur le revenu applicable ou transférées dans le régime enregistré d'épargne retraite de son choix, ou toute autre option prescrite par la Loi. Toutefois, le remboursement ou le transfert ne s'applique pas pour le participant qui se prévaut de l'option prévue à l'article 91.

117. L'article 26 n'est pas applicable aux cotisations et prestations accessoires optionnelles.

CHAPITRE 3
DISPOSITIONS D'INTÉGRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS

SECTION I
FUSION DES RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

118. Conditionnellement à l'autorisation délivrée par la Régie des rentes du Québec, à compter du 31 décembre 2007, la caisse de retraite assume les obligations des régimes de retraite antérieurs à prestations déterminées à l'égard des personnes suivantes :

1° Tout participant actif au 31 décembre 2007 d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées qui occupe une fonction assimilable à la fonction d'un cadre;

2° Tout participant non actif au 31 décembre 2007 d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées et qui occupait une fonction assimilable à la fonction d'un cadre au moment de la fin de sa participation active;

3° Toute personne qui reçoit au 31 décembre 2007, des prestations d'un régime de retraite antérieur à prestations déterminées parce qu'elle est le conjoint, l'enfant ou le bénéficiaire d'un ancien participant d'un tel régime de retraite qui occupait une fonction assimilable à la fonction d'un cadre au moment de la fin de sa participation active.

Sous la même condition, le Régime est autorisé à recevoir et détenir tous les éléments d'actif des régimes de retraite antérieurs à prestations déterminées que ces régimes de retraite détenaient à l'égard des personnes mentionnées aux paragraphe 1° à 3° du premier alinéa.

119. Conditionnellement à l'autorisation délivrée par la Régie des rentes du Québec, à compter du 31 décembre 2010, la caisse de retraite assume les obligations du régime de retraite de la CUM à l'égard des personnes suivantes :

1° Tout participant actif au 31 décembre 2010 du régime de retraite de la CUM qui est un employé non syndiqué;

2° Tout participant non actif au 31 décembre 2010 du régime de retraite de la CUM et qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active;

3° Toute personne qui reçoit au 31 décembre 2010, des prestations du régime de retraite de la CUM parce qu'elle est le conjoint, l'enfant ou le bénéficiaire d'un ancien participant de ce régime de retraite qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active.

Sous la même condition, le Régime est autorisé à recevoir et détenir tous les éléments d'actif du régime de retraite de la CUM que ce régime de retraite détenait à l'égard des personnes mentionnées aux paragraphe 1° à 3° du premier alinéa.

120. Conditionnellement à l'autorisation délivrée par la Régie des rentes du Québec, à compter du 31 décembre 2013, la caisse de retraite assume les obligations du régime de retraite de Saint-Laurent à l'égard des personnes suivantes :

1° Tout participant actif au 31 décembre 2013 du régime de retraite de Saint-Laurent qui est un employé non syndiqué;

2° Tout participant non actif au 31 décembre 2013 du régime de retraite de Saint-Laurent et qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active;

3° Toute personne qui reçoit au 31 décembre 2013, des prestations du régime de retraite de Saint-Laurent parce qu'elle est le conjoint, l'enfant ou le bénéficiaire d'un ancien participant de ce régime de retraite qui était un employé non syndiqué au moment de la fin de sa participation active.

Sous la même condition, le Régime est autorisé à recevoir et détenir tous les éléments d'actif du régime de retraite de Saint-Laurent que ce régime de retraite détenait à l'égard des personnes mentionnées aux paragraphe 1° à 3° du premier alinéa.

SECTION II
CONVERSION

SOUS-SECTION 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

121. Un participant actif au Régime le 1er janvier 2009 (le 1er janvier 2014 pour un participant de la CUM) qui participait activement au 31 décembre 2007 à un régime de retraite antérieur (au 31 décembre 2010 au régime de retraite de la CUM) et qui est un participant actif au Régime au moment de sa demande peut demander que les droits et les prestations qu'il s'est constitués avant le 1er janvier 2009 soient convertis conformément à la présente section de façon à ce qu'ils soient remplacés par des droits et prestations établis selon les dispositions prévues à l'Annexe C ou, s'il s'agit d'un membre de l'état major, à l'Annexe D. Pour le participant de la CUM, les droits et les prestations qu'il s'est constitués du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2013 sont convertis conformément à la présente section de façon à ce qu'ils soient remplacés par des droits et des prestations établis selon les dispositions prévues au chapitre 1.

Nonobstant ce qui précède, le participant visé à l'alinéa précédent qui prend sa retraite à compter du 1er janvier 2009 et avant d'avoir pu faire sa demande est admissible à l'option de conversion.

Un participant de Saint-Laurent n'est pas visé par la présente section.

122. La demande de conversion doit être faite dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission d'un relevé de conversion émis par la commission. Le non-respect de ce délai est considéré comme un refus de la part du participant de convertir ses droits. Le participant peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des motifs sérieux et légitimes.

123. La décision de convertir est irrévocable à moins d'un refus de l'attestation du « facteur d'équivalence pour services passés », si une telle attestation est requise, par l'Agence du revenu du Canada.

124. Les cotisations versées et accumulées avec les intérêts jusqu'au 31 décembre 2008 (jusqu'au 31 décembre 2013 pour un participant de la CUM) qui sont reconnues à titre de cotisations salariales versées en vertu d'un régime de retraite antérieur ou du régime de

retraite de la CUM, selon le cas, s'ajoutent aux cotisations salariales versées à la caisse de retraite et aux intérêts crédités sur ces cotisations.

125. Les années de participation reconnues en vertu de la présente section sont des années de participation antérieures au 1er janvier 2009 (antérieures au 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM). Elles sont présumées avoir été accomplies immédiatement après la date d'adhésion au régime de retraite antérieur ou au régime de retraite de la CUM, selon le cas.

Si le nombre de ces années dépasse le nombre d'années compris entre cette date d'adhésion et le 31 décembre 2008 (le 31 décembre 2013 pour le participant de la CUM), le nombre d'années excédentaires est présumé avoir été accompli immédiatement avant la date d'adhésion, dans la mesure permise par les règles fiscales, sinon à tout autre moment permis par les lois fiscales. De plus, cet excédent est aussi inclus dans les années de participation aux fins de l'admissibilité sans toutefois entraîner de changement à la date d'adhésion.

126. Lorsqu'un partage, une saisie pour dette alimentaire ou une cession des droits au titre du régime de retraite antérieur, ou au titre du régime de retraite de la CUM, a été effectué, une rente réductrice est établie en vertu du Régime afin de tenir compte de ce partage, cette saisie pour dette alimentaire ou cette cession de droits.

Cette rente réductrice a pour effet de réduire toute prestation servie par le Régime de la manière prévue par le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite (R.R.Q., chapitre R-15.1, r.6).

Le montant de la rente réductrice est établi de sorte que sa valeur actualisée corresponde, selon le cas :

1° Pour un régime de retraite antérieur à prestations déterminées, ou pour le régime de retraite de la CUM, à la valeur actualisée de la rente réductrice prévue par le régime de retraite antérieur à prestations déterminées, ou par le régime de retraite de la CUM, au titre du partage, de la saisie pour dette alimentaire ou de la cession de droits; ou

2° Pour un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée, au montant estimatif, établi par l'administrateur du régime de retraite antérieur, de la réduction du compte à cotisation déterminée résultant de l'exécution de la saisie pour dette alimentaire, du partage ou de la cession de droits, augmenté des intérêts jusqu'au 31 décembre 2008, ces intérêts étant déterminés avec les taux utilisés pour l'accumulation du compte à cotisation déterminée du participant.

SOUS-SECTION 2
RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

127. Pour le participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 ou pour le participant de la CUM, la conversion des droits qu'il a accumulés avant le 1er janvier 2009, ou le 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM, est effectuée selon les articles 128 à 131.

128. Dans un premier temps, l'actuaire choisi par la commission établit la valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le participant s'est constitués pour son service antérieur au 1er janvier 2009 (antérieur au 1er janvier 2014 pour le participant de la CUM), selon les dispositions du régime de retraite antérieur qui lui sont applicables le 31 décembre 2007 ou selon les dispositions du régime de retraite de la CUM qui lui sont applicables le 31 décembre 2010, selon le cas.

Cette valeur exclut :

1° Les cotisations volontaires versées par le participant au régime de retraite antérieur et les intérêts s'y rapportant;

2° Les droits à cotisation déterminée résultant des sommes transférées d'un autre régime de retraite au titre d'une période antérieure à son embauche par l'employeur parrainant le régime de retraite antérieur; et

3° L'indexation des prestations, si les dispositions du régime de retraite antérieur n'accordent pas explicitement le droit à une telle indexation ou si ce droit est assujetti à une modification règlementaire.

De plus, il n'est pas tenu compte de la réduction de la rente attribuable à l'exécution d'une saisie pour dette alimentaire, d'un partage ou d'une cession de droits.
Lorsque le régime de retraite antérieur est de type derniers traitements ou traitement moyen des meilleures années, la valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitement après le 31 décembre 2008, cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du traitement de 2008 et des années antérieures sans projection de l'évolution du traitement.

Pour le régime de retraite de la CUM, la valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitements après le 31 décembre 2013, cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du traitement de 2013 et des années antérieures sans projection de l'évolution du traitement.

Lorsque le régime de retraite antérieur n'est pas de type derniers traitements ou traitement moyen des meilleures années, la projection de l'évolution des traitements n'est pas prise en compte dans l'établissement de la valeur de la réserve actuarielle.

La valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le participant s'est constitués en vertu du régime de retraite antérieur, ou en vertu du régime de retraite de la CUM, tient compte de la valeur de la réserve actuarielle pour les prestations auxquelles le participant a droit en vertu d'un régime de retraite surcomplémentaire au titre des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

129. Dans un second temps, l'actuaire choisi par la commission établit la valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le Régime reconnaîtrait au participant selon les dispositions de l'Annexe C (et selon les dispositions du chapitre 1 pour les années 2009 à 2013 pour le participant de la CUM) ou l'Annexe D, selon le cas, pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur. Aux fins de ce calcul, le nombre d'années de service servant à déterminer l'admissibilité à la retraite est le même que le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur servant aux fins du calcul des prestations.

La valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitements après le 31 décembre 2008 (après le 31 décembre 2013 pour le participant de la CUM), cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du meilleur traitement au 31 décembre 2008 (au 31 décembre 2013 pour un participant de la CUM) sans projection de l'évolution du traitement.

Finalement, la valeur de la réserve actuarielle tient compte des cotisations salariales accumulées avec les intérêts que le cadre a versées à son régime de retraite antérieur ainsi qu'au Régime pour l'année 2008. Pour un participant de la CUM, la valeur de la réserve actuarielle tient compte des cotisations salariales accumulées avec les intérêts que le cadre a versées au régime de retraite de la CUM ainsi qu'au Régime pour les années 2011 à 2013.

130. Sous réserve du troisième alinéa, les valeurs déterminées aux articles 128 et 129 pour les participants visés par le paragraphe 1° de l'article 118 sont établies par l'actuaire en date du 31 décembre 2008, avec la méthode et les hypothèses actuarielles sur la base de capitalisation, utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007 du Régime.

Sous réserve du troisième alinéa, les valeurs déterminées aux articles 128 et 129 pour les participants de la CUM sont établies par l'actuaire en date du 31 décembre 2013, avec la méthode et les hypothèses actuarielles sur la base de capitalisation, utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010 du Régime.

Aux fins du calcul de la valeur déterminée à l'article 128, l'actuaire doit utiliser les hypothèses, sur la base de capitalisation, relatives à la retraite qui ont été retenues aux fins de l'évaluation actuarielle du régime de retraite antérieur au 31 décembre 2007 ou du régime de retraite de la CUM au 31 décembre 2010, selon le cas.

131. Dans un troisième temps, les valeurs établies aux articles 128 et 129 sont comparées et la différence, s'il y a lieu, fait l'objet d'un remboursement ou d'un ajustement du nombre d'années de participation reconnues, selon les dispositions ci-dessous.

Lorsque la valeur établie à l'article 128, est égale ou supérieure à celle établie à l'article 129, toutes les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur sont reconnues par le Régime à titre d'années de participation.

Par ailleurs, le montant obtenu en soustrayant la valeur établie à l'article 129 de la valeur établie à l'article 128 est versé au participant avec les intérêts courus entre le 1er janvier 2009 (le 1er janvier 2014 pour un participant de la CUM) et la date de paiement, au même taux que le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur établie à l'article 129. Ce montant doit être immobilisé dans la mesure requise par la Loi et transféré dans un régime admissible dans la mesure permise par la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.) et ses modifications). Toute partie de ce montant qui ne peut être transférée dans un tel instrument est payée au participant en un paiement forfaitaire.

Lorsque la valeur établie à l'article 128 est moins élevée que la valeur établie à l'article 129, le nombre d'années reconnues à titre d'années de participation correspond à une proportion des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, selon la méthodologie retenue par l'actuaire choisi par la commission.

SOUS-SECTION 3
RÉGIMES DE RETRAITE ANTÉRIEURS À COTISATION DÉTERMINÉE

132. Pour le participant qui participait à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée le 31 décembre 2008, la conversion des droits qu'il a accumulés avant le 1er janvier 2009 est effectuée selon les articles 133 à 135.

133. Dans un premier temps, on établit la valeur des droits que le participant s'est constitués pour son service antérieur au 1er janvier 2009. Cette valeur correspond au compte à cotisation déterminée détenu par le participant au 31 décembre 2008. Toutefois, s'il y a eu réduction du compte en raison d'une saisie pour dette alimentaire, d'un partage ou d'une cession de droits, la valeur est majorée du montant estimatif, établi par l'administrateur du régime de retraite antérieur, de la réduction du compte résultant de l'exécution de la saisie pour dette alimentaire, du partage ou de la cession de droits, augmenté des intérêts jusqu'au 31 décembre 2008, ces intérêts étant déterminés avec les taux utilisés pour l'accumulation du compte à cotisation déterminée du participant.

134. Dans un second temps, l'actuaire choisi par la commission établit la valeur de la réserve actuarielle pour les droits que le Régime reconnaîtrait au participant selon les dispositions de l'Annexe C ou l'Annexe D, selon le cas, pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur. Aux fins de ce calcul, le nombre d'années de service servant à déterminer l'admissibilité à la retraite est le même que le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur servant aux fins du calcul des prestations.

La valeur de la réserve actuarielle est établie en tenant compte de la projection de l'évolution des traitements après le 31 décembre 2008, cette valeur ne pouvant pas être inférieure à la valeur de la réserve actuarielle déterminée sur la base du meilleur traitement au 31 décembre 2008 sans projection de l'évolution du traitement.

Cette valeur est établie par l'actuaire en date du 31 décembre 2008 avec la méthode et les hypothèses actuarielles sur la base de capitalisation utilisées aux fins de l'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2007.

Finalement, la valeur de la réserve actuarielle tient compte des cotisations salariales accumulées avec les intérêts que le cadre a versées à son régime de retraite antérieur.

135. Dans un troisième temps, les valeurs établies aux articles 133 et 134 sont comparées et la différence, s'il y a lieu, fait l'objet d'un remboursement ou d'un ajustement du nombre d'années de participation reconnues, selon les dispositions ci-dessous.

Lorsque la valeur établie à l'article 133, est égale ou supérieure à celle établie à l'article 134, toutes les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur sont reconnues par le Régime à titre d'années de participation.

Par ailleurs, le montant obtenu en soustrayant la valeur établie à l'article 134 de la valeur établie à l'article 133 est versé au participant avec les intérêts courus entre le 1er janvier 2009 et la date de paiement, au même taux que le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur établie à l'article 134. Ce montant doit être immobilisé dans la mesure requise par la Loi et transféré dans un régime admissible dans la mesure permise par la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.) et ses modifications). Toute partie de ce montant qui ne peut être transférée dans un tel instrument est payée au participant en un paiement forfaitaire.

Lorsque la valeur établie à l'article 133 est moins élevée que la valeur établie à l'article 134, le nombre d'années reconnues à titre d'années de participation correspond à une proportion des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, selon la méthodologie retenue par l'actuaire choisi par la commission.

SOUS-SECTION 4
RACHAT DE PARTICIPATION NON RECONNUE PAR LA CONVERSION

136. Le participant qui a opté pour la conversion de ses prestations, conformément à l'article 121, peut racheter les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur non reconnues par la conversion à titre d'années de participation sous réserve de l'attestation, si elle est requise, d'un « facteur d'équivalence pour services passés » qui doit être émis à l'égard de la période rachetée.

La demande de rachat doit être faite dans un délai de 60 jours suivant la date de la transmission du relevé de conversion prévu à l'article 122. Le non-respect de ce délai est considéré comme un refus de la part du participant de racheter. Ce dernier peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des motifs sérieux et légitimes. La décision de racheter est irrévocable.

Les modalités de rachat sont les suivantes :

1° Pour un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 ou pour un participant de la CUM, le coût du rachat est égal au montant que l'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 129 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 131 augmenté du nombre d'années de participation que le participant désire racheter;

b) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 129 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 131;

2° Pour un participant qui participait à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée le 31 décembre 2008, le coût du rachat est égal au montant que l'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 134 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 135 augmenté du nombre d'années de participation que le participant désire racheter;

b) La valeur qui aurait été établie conformément à l'article 134 si le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avait été égal au nombre d'années de participation reconnues conformément au dernier alinéa de l'article 135;

3° Le coût du rachat calculé au paragraphe 1° ou 2°, selon le cas, porte intérêt, entre le 1er janvier 2009 et la date du versement unique ou la date du début de l'étalement prévu au paragraphe 5°, au taux d'intérêt sur la base de capitalisation utilisé aux fins de l'évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2007;

4° Au lieu de communiquer le nombre d'année de participation qu'il désire racheter, le participant peut informer la commission du montant unique qu'il choisit de verser pour effectuer le rachat. Le nombre d'années de participation ainsi rachetées est déterminé selon la méthodologie retenue par l'actuaire choisi par la commission;

5° Lorsque le coût du rachat est d'au moins 2 000 $, le participant peut se prévaloir des modalités d'étalement applicables aux rachats effectués en vertu de la section XIII du chapitre 1. Toutefois, l'intérêt crédité chaque année sur le solde du rachat correspondra au taux d'intérêt crédité sur les cotisations salariales. Par contre, ce

taux ne peut être négatif;

6° Sous réserve du paragraphe 5°, le montant du rachat doit être payé en un versement unique dans les 60 jours suivant la date d'envoi par la commission de la confirmation écrite du coût du rachat. Le participant peut être relevé du défaut d'avoir respecté ce délai si la commission juge que le retard est justifié par des circonstances motifs sérieux et légitimes;

7° Le coût du rachat peut être acquitté en totalité ou en partie en utilisant les montants indiqués aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa de l'article 128 ou au moyen d'un transfert de la somme requise d'un régime enregistré d'épargne-retraite;

8° Aux fins de l'article 26, tout montant versé par le participant à titre de cotisations de rachat n'est pas considéré comme des cotisations salariales et les années de participation additionnelles reconnues en vertu de ce rachat ne sont pas prises en compte pour établir la valeur actualisée des prestations. Toutefois, la valeur actualisée des prestations relatives à ces années de participation doit au moins être égale à ces cotisations de rachat accumulées avec les intérêts à la date de l'événement.

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

137. Un participant actif de la catégorie A, de la catégorie B ou qui participait activement au 31 décembre 2007 à un régime de retraite antérieur à prestations déterminées et qui n'a pas converti ses droits au Régime conformément à la section II du chapitre 3 peut demander que ses droits et prestations soient exclusivement établis à la date de sa retraite en fonction des dispositions qui s'appliquent à lui avant le 1er janvier 2009 et qui sont décrites en annexes s'il prend sa retraite le ou avant le 30 avril 2013 et qu'il a atteint à cette date soit 55 ans, soit une date de retraite en vertu de laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée sans réduction ou une rente anticipée avec réduction autrement que par équivalence des valeurs actuarielles par rapport à la date normale de retraite.

Un participant visé au premier alinéa qui ne consent pas par écrit à l'application de ces dispositions sera présumé y avoir renoncé. Les dispositions applicables pour sa participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du présent règlement.

138. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi mais prend effet le 1er janvier 2008, à l'exception de l'article 118 qui prend effet le 31 décembre 2007, des articles 119 et 120 qui prennent effet le 31 décembre 2010 ainsi que de l'article 72 qui prend effet le 30 décembre 2013.

ANNEXE A

ANNEXE B
SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE A OU UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE B

ANNEXE C
SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE C

ANNEXE D
SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE D

ANNEXE E
ANJOU

ANNEXE F
LACHINE

ANNEXE G
LASALLE

ANNEXE H
MONTRÉAL-NORD

ANNEXE I
OUTREMONT

ANNEXE J
PIERREFONDS

ANNEXE K
ROXBORO

ANNEXE L
SAINT-LÉONARD

ANNEXE M
VERDUN

ANNEXE N
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

ANNEXE O
SAINT-LAURENT

CE RÈGLEMENT DOIT ÊTRE ENREGISTRÉ ET AUTORISÉ PAR LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

ANNEXE A

SECTION I

AVOCATS ET PROCUREURS SYNDIQUÉS AU 1ER JANVIER 2008

AVOCATS	**PROCUREURS**
Biron, Paule	Barabé, Lorraine
Comtois, Diane	Béchard, Suzanne
Girard, Huguette	Benazet, Sophie
Métivier, Jovette	Cimon, Serge
Ouimet, Danielle	Crevier, Patrice G.
Tremblay, Bernard	Dupuis, Céline
	Labelle, Normand
	Laguë, Gérard
	Lauzanne, Marie-Claude
	Martel, Gaétane

SECTION II

CADRES DES MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES AU 1ER JANVIER 2008

Les personnes suivantes occupent une fonction assimilable à la fonction d'un cadre dans une municipalité reconstituée. Elles participaient au Régime le 1er janvier 2006 et n'ont pas adhéré au régime de retraite de la municipalité visée après cette date.

Bordage, André
Bourel, Anne
Côté, Alain
Ducharme, Roger
Lévesque, André
Ward-Leduc, Lisa

ANNEXE B – SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE A OU UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE B

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente annexe s'applique aux années de participation antérieures au 1er janvier 2009 pour un participant de la catégorie A ou de la catégorie B.

Elle s'applique également aux années de participation postérieures au 31 décembre 2008 pour le participant de la catégorie A ou de la catégorie B qui se prévaut des mesures transitoires prévues à la section IX.

Nonobstant ce qui précède, les articles 31 et 32 visent également un participant qui répondait à la définition de participant de la catégorie A ou de participant de la catégorie B en vertu du règlement en vigueur au moment de sa cessation de participation active ainsi que le conjoint, les enfants et les ayants cause d'un tel participant, le cas échéant.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66 à 68, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 74 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« indice alternatif des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,040 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice alternatif des rentes de l'année précédente;

« pourcentage alternatif d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, multiplié par le ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice alternatif des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage alternatif d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir sauf dans le cas où l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée est inférieur à 1,000; dans ce dernier cas, le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est égal à celui de l'année précédente, multiplié par l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée;

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

2. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 2,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA;

2° 6,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

Un participant actif de la catégorie B peut choisir de cesser de verser des cotisations salariales lorsqu'il a accumulé 32 années de participation avant le 1er janvier 2009. Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de cette date.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

3. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

4. Un participant actif de la catégorie A peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

5. Un participant actif de la catégorie B peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 60 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 90;

2° La date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

6. Un participant actif de sexe féminin de la catégorie A peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle elle atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'elle ait accumulé 25 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° La date à laquelle elle atteint l'âge de 60 ans pourvu qu'elle ait accumulé 10 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter de la date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 80.

8. Un participant actif qui atteint l'âge de 55 ans, mais qui n'a pas atteint les critères prévus aux articles 3 à 7 est admissible à la retraite et a droit à une rente viagère réduite conformément à l'article 16.

9. Un participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992;

2° La prestation de raccordement prévue au deuxième alinéa de l'article 12;

Le participant actif de la catégorie B reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° La somme du produit de 2,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation antérieures au 1er mai 1983 et du produit de 2,0 % de son meilleur

traitement et de ses années de participation à compter du 1er mai 1983 mais antérieures au 1er janvier 1992,

2° La prestation de raccordement prévue au troisième alinéa de l'article 12.

11. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

2° Le plus élevé des montants suivants :

a) Le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, divisé par le nombre A défini au dernier alinéa, moins le produit de 0,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

b) 0.

Le participant actif de la catégorie B reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

2° La prestation de raccordement prévue au troisième alinéa de l'article 13.

Le nombre A correspond au plus grand des nombres suivants :

1° 85 % du nombre d'années comprises entre son 18e anniversaire de naissance ou le 1er janvier 1966, s'il a atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance;

2° Les années de participation entre le 1er janvier 1966 et sa date normale de retraite;

3° 35.

12. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 4, 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement

payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une prestation de raccordement égale au produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation du 1er janvier 1966 au 31 décembre 1991, jusqu'à un maximum de 35 années, divisé par le nombre A.

Le participant actif de la catégorie B reçoit une prestation de raccordement égale au produit de $^{1}/_{35}$ de 17,5 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992, jusqu'à un maximum de 35 années.

Le nombre A a la même valeur que celle prévue à l'article 11.

13. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 4, 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal à ce qui suit selon la catégorie d'employé.

Le participant actif de la catégorie A reçoit une prestation de raccordement égale au plus élevé des montants suivants :

1° Le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, divisé par le nombre A;

2° Le produit de 0,5 % de son meilleur traitement et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992.

Le participant de la catégorie B reçoit une prestation de raccordement égale au produit de $^{1}/_{35}$ de 17,5 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, jusqu'à un maximum de 35 années moins les années de participation visées au troisième alinéa de l'article 12.

Le nombre A a la même valeur que celle prévue à l'article 11.

14. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 4, 5, 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 15, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

15. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 7 reçoit la rente prévue à l'article 14 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3, 4, 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

16. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 8 reçoit une rente viagère réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

17. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, ne s'applique pas à la rente payable pour les années de participation avant le 1er janvier 1992 pour un participant de la catégorie A et pour un participant de la catégorie B pour lequel des années de participation ont été reconnues avant le 1er mai 1983.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

§ 1- Mode normal de rente

18. Sous le mode normal, la rente est versée au retraité, sa vie durant, avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter de la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à :

1° Sous réserve du paragraphe 2°, 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès;

2° Pour le participant de la catégorie A qui avait choisi, avant le 31 décembre 1986, de pouvoir recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité en échange d'une réduction de certains avantages accessoires, 65 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

Le conjoint du retraité peut renoncer à la prestation de décès prévue au premier alinéa en avisant par écrit la commission avant le début du paiement de la rente qui lui serait payable. La renonciation ne vaudra toutefois pas si le conjoint admissible à la prestation de décès n'est pas celui qui y a renoncé. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en avisant par écrit la commission avant le début du service de la rente du participant. Une renonciation faite après le début du service de la rente au participant ne peut être révoquée.

19. Au décès d'un retraité de la catégorie A sans conjoint, ou si le conjoint a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément au deuxième alinéa de l'article 18, et qui avait choisi, avant le 31 décembre 1986, de pouvoir recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité en échange d'une réduction de certains avantages accessoires, les ayants cause du participant recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec la date de retraite du participant.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

20. Un participant de sexe féminin de la catégorie A qui a opté pour les dispositions particulières qui lui sont offertes conformément à l'article 6 ne bénéficie pas de façon automatique des prestations décrites aux articles 18 et 19. Un tel participant qui a un conjoint admissible à sa date de retraite reçoit plutôt une rente réduite payable sa vie durant et dont 60 % du montant est versé après son décès à ce conjoint, sa vie durant. Le montant de cette rente est réduit afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable sans réversion au conjoint.

Si le participant de sexe féminin de la catégorie A a un conjoint à sa date de retraite, il peut choisir de recevoir une rente sans prestation au conjoint à condition que le formulaire de renonciation prescrit par la Loi dûment signé par son conjoint soit remis à la commission avant que ne commence le service de cette rente.

Pour les fins de cet article, la qualité de conjoint s'établit au jour qui précède la date de retraite du participant.

§ 2- Modes facultatifs de rente

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe.

22. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente dans la mesure permise en vertu de la législation applicable.

SECTION IV
INVALIDITÉ

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin en vertu du deuxième alinéa de l'article 53 du règlement, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul des prestations de cessation de participation active, de la rente ou des prestations de décès :

1° Le meilleur traitement est celui calculé à la date de début de l'invalidité;

2° Le MGA ajusté moyen est celui calculé à la date de début de l'invalidité.

Le montant de rente calculé, rajusté de l'indexation prévue au premier alinéa de l'article 30 selon la catégorie du participant entre la date de début de l'invalidité et la date du début du versement de la rente ou la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans, selon la première des éventualités, devient le montant de rente payable prévu au premier alinéa de l'article 30 et l'année du début de versement de la rente devient l'année d'événement aux fins de l'indexation subséquente. Aux fins de ce calcul, l'indexation signifie l'indexation prévue au premier alinéa de l'article 30 en remplaçant 87,5 % par 100 % pour chaque catégorie de participant.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

25. Au décès d'un participant actif de la catégorie A avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3, 4 et 6, son conjoint reçoit, sa vie durant, une rente égale à :

1° Sous réserve du paragraphe 2°, 50 % de la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13, moins le montant initial de la rente payable au conjoint en vertu du RRQ en proportion du nombre d'années de participation avant le 1er janvier 2009 sur le total des années de participation;

2° Dans le cas du participant qui s'était prévalu du choix lorsque la commission lui a permis de le faire, 75 % de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11;

Au décès d'un participant actif de la catégorie B avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3 et 5, la prestation de décès payable au conjoint est établie en fonction de l'article 61 du règlement.

26. Au décès d'un participant actif de la catégorie A avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3, 4 et 6, et avec un conjoint, chacun de ses enfants, s'il en est, jusqu'à un maximum de trois, reçoit, tant qu'il est âgé de moins de 18 ans, une rente égale à 10 % de la prestation prévue aux articles 10 à 13 et calculée à la date du décès, moins le montant initial de la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ en proportion du nombre d'années de participation avant le 1er janvier 2009 sur le total des années de participation.

En l'absence de conjoint ou au décès de ce dernier, ou en cas de renonciation de ce dernier conformément à l'article 71 du règlement, chacun des enfants, jusqu'à un maximum de quatre, reçoit, tant qu'il est âgé de moins de 18 ans, une rente égale à 20 % de la prestation prévue aux articles 10 à 13 et calculée à la date du décès, moins le montant initial de la rente payable à l'enfant en vertu du RRQ en proportion du nombre d'années de participation avant le 1er janvier 2009 sur le total des années de participation.

Au décès d'un participant actif de la catégorie B avant d'avoir atteint la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 3 et 5, la prestation de décès payable aux enfants est établie en fonction de l'article 62 du règlement.

27. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu des articles 4, 5 et 6, mais avant sa date normale de retraite, les prestations payables le sont en vertu des articles 18 à 20, selon le cas, comme si le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès.

28. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif de la catégorie A ayant droit à une rente différée, son conjoint reçoit une rente immédiate égale à la rente payable selon le paragraphe 1° ou le paragraphe 2° de l'article 25.

Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif de la catégorie B ayant droit à une rente différée, la prestation de décès payable à son conjoint est établie en fonction de l'article 65 du règlement.

29. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

30. Les montants de rentes servies et différées sont augmentés conformément aux paragraphes suivants :

1° Pour le participant de la catégorie A, le montant de toute rente servie ou différée ou le montant de toute rente payable en cas de décès est égal au plus élevé des montants de rente prévus aux sous-paragraphes a) et b) :

a) Le montant de la rente qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable;

b) 87,5 % du montant de la rente visé au sous-paragraphe a), augmenté du pourcentage alternatif d'indexation;

À compter du 1er janvier 2010, pour les participants de la catégorie A actifs au 31 décembre 2007, le montant de toute rente servie ou différée ou de toute rente payable en cas de décès d'un tel participant est égal au montant déterminé selon le premier alinéa du présent paragraphe, augmenté annuellement de 0,38 %. À compter du 1er juillet 2010, le montant de la rente visé au sous-paragraphe a) du présent paragraphe correspond à celui augmenté au cours des années antérieures en vertu du présent alinéa.

2° Pour le participant de la catégorie B :

a) Le montant de la rente payable au participant ou de la prestation de décès prévue à l'article 18, relatif aux années de participation antérieures au 1er mai 1983, est égal au plus élevé des montants de la rente prévus aux sous-paragraphes i) et ii) :

i) Le montant de la rente qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable;

ii) 87,5 % du montant de la rente visé au sous-sous-paragraphe i), augmenté du pourcentage alternatif d'indexation;

b) Le montant de la rente payable au participant ou de la prestation de décès prévue à l'article 18, relatif aux années de participation à compter du 1er mai 1983, ou le montant de la rente prévue au paragraphe 1° de l'article 61 ou au paragraphe 1° de l'article 62 du règlement est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

Le pourcentage alternatif d'indexation et le pourcentage d'indexation sont révisés le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de l'événement.

31. Les rentes servies en date du 1er janvier 2008 aux participants, aux conjoints et aux enfants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 1,34 % payable à compter du 1er janvier 2008. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation ou du pourcentage alternatif d'indexation tel que prévu à l'article 30. À compter du 1er juillet 2008, toute indexation résultant de l'application de l'article 30 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

32. Les rentes servies ou différées en date du 1er janvier 2010 aux participants qui étaient actifs au Régime en date du 31 décembre 1999 ou en date du 31 décembre 2000 et dont la rente est en cours de versement ou différée en date du 31 décembre 2007 ainsi qu'aux conjoints et aux enfants de ces participants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 4,48 % payable à compter du 1er janvier 2010. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation ou du pourcentage alternatif d'indexation tel que prévu à l'article 30. À compter du 1er juillet 2010, toute indexation résultant de l'application de l'article 30 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

SECTION VIII
RACHAT DE SERVICE PASSÉ

33. Si le participant de la Catégorie B a choisi de cesser de verser ses cotisations salariales en vertu du deuxième alinéa de l'article 2, ses années de service accomplies avant le 1er janvier 2009, mais après qu'il ait complété 32 années de participation, ne sont pas admissibles au rachat.

SECTION IX
MESURES TRANSITOIRES

34. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de

participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

35. Le participant actif visé à l'article 34 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite, et ce, même s'il est un participant de la catégorie B qui a accumulé 32 années de participation.

36. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 34, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont augmentés conformément à l'article 30.

ANNEXE C – SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE C

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente annexe s'applique aux années de participation antérieures au 1er janvier 2009 pour :

1° Un participant de la catégorie C;

2° Un participant, autre qu'un membre de l'état-major, visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement ou qui était un participant actif à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée au 31 décembre 2008 et qui a choisi de convertir son service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement; ou

3° Un cadre, autre qu'un membre de l'état-major, qui adhère au Régime le ou après le 1er janvier 2009 et qui se fait reconnaître des années de participation antérieures à cette date conformément à la section XII et à la section XIII du chapitre 1 du règlement.

Malgré l'alinéa précédent, la présente annexe s'applique également aux années de participation antérieures au 1er janvier 2009 pour un participant de la CUM qui a choisi de convertir son service antérieur au 1er janvier 2014 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Nonobstant ce qui précède, les articles 20 et 21 s'appliquent également à un participant qui répondait à la définition de participant de la catégorie C en vertu du règlement en vigueur au moment de sa cessation de participation active ainsi qu'au conjoint, aux enfants et aux ayants cause d'un tel participant, le cas échéant.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66 à 68, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 74 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe pour les participants visés par le premier alinéa.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

2. Pour l'année 2008, chaque participant actif de catégorie C verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 2,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA;

2° 6,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif, qui est un participant visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement et qui a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement, verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal aux cotisations salariales prévues à l'annexe qui reflète les dispositions du régime de retraite antérieur qui lui est applicable.

4. Pour les années 2011 à 2013, chaque participant actif, qui est participant de la CUM et qui a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement, verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal aux cotisations salariales prévues à l'Annexe N.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 60 ans et pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 90;

2° La date à laquelle il a accumulé 35 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise au moins 80;

2° La date à laquelle il a accumulé 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

8. Un participant actif qui a atteint l'âge de 55 ans, mais qui n'a pas atteint les critères prévus aux articles 5 à 7 est admissible à la retraite et a droit à une rente viagère réduite conformément à l'article 14.

9. Un participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,0 % de son meilleur traitement et de ses années de participation;

2° La prestation de raccordement prévue à l'article 11.

11. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal au produit de $^{1}/_{35}$ de 17,5 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation jusqu'à un maximum de 35 années.

12. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 13, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit une rente viagère réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

15. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, ne s'applique pas à la rente payable pour les années de participation avant le 1er janvier 1992 pour un participant pour lequel des années de participation ont été reconnues avant le 1er mai 1983.

SECTION IV
INVALIDITÉ

16. Les dispositions applicables pour un participant invalide sont celles établies conformément à la section VI du chapitre 1 du règlement.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

17. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

18. Au décès d'un participant, les prestations payables, s'il y a lieu, le sont en vertu de la section VIII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VII
INDEXATION

19. Le montant de toute rente servie ou différée est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

Le pourcentage d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de l'événement.

20. Les rentes servies en date du 1er janvier 2008 aux participants, aux conjoints et aux enfants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 1,34 % payable à compter du 1er janvier 2008. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation tel que prévu à l'article 19. À compter du 1er juillet 2008, toute indexation résultant de l'application de l'article 19 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

21. Les rentes servies ou différée en date du 1er janvier 2010 aux participants qui étaient actifs au Régime en date du 31 décembre 1999 ou en date du 31 décembre 2000 et dont la rente est en cours de versement ou différée en date du 31 décembre 2007 ainsi qu'aux

conjoints et aux enfants de ces participants, le cas échéant, sont augmentées d'un pourcentage fixe de 4,48 % payables à compter du 1er janvier 2010. Cette augmentation ne doit pas servir aux fins de la détermination du pourcentage d'indexation tel que prévu à l'article 19. À compter du 1er juillet 2010, toute indexation résultant de l'application de l'article 19 s'applique sur la rente augmentée en vertu du présent alinéa.

ANNEXE D – SERVICE AVANT LE 1ER JANVIER 2009 SELON LES DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PARTICIPANT DE LA CATÉGORIE D

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente annexe s'applique aux années de participation avant le 1er janvier 2009 pour :

1° Un participant de la catégorie D;

2° Un participant membre de l'état-major qui est un visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement ou qui était actif à un régime de retraite antérieur à cotisation déterminée au 31 décembre 2008 et qui a choisi de convertir son service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement; ou

3° Un membre de l'état-major qui adhère au Régime le ou après le 1er janvier 2009 et qui se fait reconnaître des années de participation antérieures à cette date conformément à la section XII du chapitre 1 du règlement et à la section VIII de la présente annexe.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 43 à 47, 52, 66 à 68, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 74 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« indice alternatif des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,040 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice alternatif des rentes de l'année précédente;

« MGA ajusté moyen » : la moyenne du MGA ajusté pour la période utilisée dans le calcul du meilleur traitement indexé du participant;

« pourcentage alternatif d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de

l'événement, multiplié par le ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice alternatif des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage alternatif d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir sauf dans le cas où l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée est inférieur à 1,000; dans ce dernier cas, le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est égal à celui de l'année précédente, multiplié par l'indice monétaire d'inflation de l'année considérée.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif de catégorie D verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 5,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA;

2° 8,5 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Pour l'année 2008, chaque participant actif, qui est visé par le paragraphe 1° de l'article 118 du règlement et qui a choisi de convertir ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement, verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal aux cotisations salariales prévues à l'annexe qui reflète les dispositions du régime de retraite antérieur qui lui est applicable.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 60 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la date à laquelle il a accumulé 28 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a accumulé 25 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° La date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

8. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au plus élevé des montants suivants :

1° Le montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) Le produit de 2,25 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992;

b) Si le participant a été embauché avant le 1er janvier 1986, le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation entre le 1er janvier 1966 et le 31 décembre 1991 jusqu'à un maximum de 35 années, et divisé par le nombre A défini à l'article 9. Autrement, le produit de $^{1}/_{35}$ de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992, jusqu'à un maximum de 35 années.

2° Le produit de 1,95 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation.

9. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au plus élevé des montants suivants :

1° Le montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au sous-paragraphe a), le montant obtenu au sous-paragraphe b) :

a) Le produit de 2 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

b) Le plus élevé des montants suivants :

i) Le produit de 25 % du MGA ajusté moyen et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992, divisé par le nombre B défini au troisième alinéa, moins le produit de 0,25 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

ii) 0.

2° Le produit de 1,95 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation.

Le nombre A correspond au plus grand des nombres suivants :

1° 85 % du nombre d'années comprises entre son 18e anniversaire de naissance ou le 1er janvier 1966, s'il a atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance;

2° Ses années de participation entre le 1er janvier 1966 et la date à laquelle il atteint la date normale de retraite;

3° 35.

Le nombre B correspond à 35 pour le participant embauché à compter du 1er janvier 1986 et, pour celui embauché avant le 1er janvier 1986, au nombre A défini au deuxième alinéa.

10. Pour les années de participation antérieures au 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au sous-paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,42 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation antérieures au 1er janvier 1992;

2° La rente déterminée selon l'article 8.

11. Pour les années de participation à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 5, 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans ou jusqu'à son décès s'il survient avant et dont le montant annuel est égal au montant qu'on obtient en soustrayant du montant obtenu au paragraphe 1°, le montant obtenu au sous-paragraphe 2° :

1° Le produit de 2,42 % de son meilleur traitement indexé et de ses années de participation à compter du 1er janvier 1992;

2° La rente déterminée selon l'article 9.

12. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 13, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère

déterminée selon les articles 8 et 9 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 10 et 11.

13. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

14. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, ne s'applique pas à la rente payable pour les années de participation avant le 1er janvier 1992 pour un participant pour lequel des années de participation ont été reconnues avant le 1er janvier 1986.

SECTION IV
INVALIDITÉ

15. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin en vertu du deuxième alinéa de l'article 53 du règlement, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul des prestations de cessation de participation active, de la rente ou des prestations de décès :

1° Le meilleur traitement indexé est celui calculé à la date de début de l'invalidité;

2° Le MGA ajusté moyen est celui calculé à la date de début de l'invalidité.

Le montant de rente calculé, rajusté de l'indexation prévue aux paragraphes 1° et 2° de l'article 18 entre la date de début de l'invalidité et la date du début du versement de la rente, devient le montant de rente payable prévu aux paragraphes 1° et 2° de l'article 18 et l'année du début de versement de la rente devient l'année d'événement aux fins de l'indexation subséquente.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

16. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

17. Au décès d'un participant, les prestations payables, s'il y a lieu, le sont en vertu de la section VIII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VII
INDEXATION

18. Les montants de rentes servies et différées sont augmentés conformément aux paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente servie ou différée ou de toute rente payable en cas de décès, relativement aux années de participation antérieures au 1er janvier 1986, est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage alternatif d'indexation;

2° Le montant de toute rente servie ou différée ou de toute rente payable en cas de décès, relativement aux années de participation depuis le 1er janvier 1986, de même que le montant qui s'ajoute à la prestation payable en cas de décès dans le calcul du montant minimum, est égal à celui qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation;

3° Malgré les autres dispositions du présent article, la rente payable au conjoint ou aux enfants d'un participant mort en service est indexée le 1er janvier de chaque année selon l'indice utilisé par le RRQ pour l'indexation de la rente de conjoint survivant.

Le pourcentage alternatif d'indexation et le pourcentage d'indexation sont révisés le 1er juillet de chaque année, à compter de l'année suivant l'année de l'événement.

ANNEXE E- ANJOU

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe E s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« années de service reconnu » : la somme de :

1° Toute année de participation aux fins de l'admissibilité; et

2° Toute période d'absence temporaire pour laquelle le participant n'a pas cotisé depuis sa date d'adhésion.

Ces périodes incluent la période d'emploi à compter du 1er janvier 2009;

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« invalidité » : l'invalidité totale, certifiée par écrit par un médecin, au cours de laquelle une rente d'invalidité est ou serait versée en vertu d'un régime d'assurance-invalidité de l'employeur, n'eût été des prestations payables en vertu des régimes gouvernementaux aux mêmes fins;

« maximum des gains admissibles indexé » : le MGA au cours d'un exercice financier multiplié par le ratio obtenu en divisant, selon le premier des événements, soit le salaire moyen de l'année de la cessation de service, soit le salaire moyen de l'année de la retraite ou de l'année de la date normale de retraite, si antérieure, par le salaire moyen de l'année de l'exercice financier concerné. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire moyen pour une année ne peut excéder le minimum entre l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année concernée et 3 %, ni être inférieure à 0 %;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire » : la rémunération de base effectivement reçue de l'employeur et apparaissant sur sa liste de paie, à l'exclusion de tout boni, honoraires, prime, paiement pour heures supplémentaires, paiement spécial, allocation ou remboursement de dépenses;

« salaire indexé » : le salaire au cours d'un exercice financier multiplié par le ratio obtenu en divisant, selon le premier des événements, soit le salaire moyen de l'année de la cessation de service, soit le salaire moyen de l'année de la retraite ou de l'année de la date normale de retraite, si antérieure, par le salaire moyen de l'année de l'exercice financier concerné. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire moyen pour une année ne peut excéder le minimum entre l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année concernée et 3 %, ni être inférieur à 0 %;

« salaire industriel moyen » : indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois;

« salaire moyen de l'année » : la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels du traitement et salaire hebdomadaire moyens de l'ensemble des industries au Canada, établi par Statistique Canada pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de son salaire et dont le montant est égal à la somme de :

1° 7,0 % de son salaire, jusqu'au niveau du MGA et

2° 8,5 % de son salaire en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal à la moyenne des taux de rendement, net de frais, réalisé par la caisse de retraite du régime de retraite antérieur au cours des trois années précédant l'année en cause et calculé sur la valeur marchande de l'actif.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 34 années de service reconnu;

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle son âge et ses années de service reconnu totalise 85;

3° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle le participant atteint l'âge de 60 ans, pour un participant de sexe féminin qui participait au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville d'Anjou le 1er juillet 1987.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il a atteint l'âge de 50 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6 et 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. Sous réserve de l'article 40 du règlement, la rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 15.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il continue de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années

de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite. Il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° La rente créditée au 31 décembre 2006, tel que transmise par l'administrateur du régime de retraite antérieur.

La partie de cette rente correspondant aux créances de rente pour les années 2000 à 2006 inclusivement est indexée conformément au salaire indexé;

2° Une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rente pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur postérieures à 2006; la créance de rente pour une telle année est égale à 2 % du salaire indexé, réduite de 0,6 % de ce salaire indexé jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles indexé.

La réduction de 0,6 % du salaire indexé jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles indexé ne s'applique qu'à la dernière des deux dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans;

2° La date de la retraite.

11. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement additionnelle payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant annuel est égal à la prestation de raccordement accumulée en date du 31 décembre 2006, tel que transmis par l'administrateur du régime de retraite antérieur. Cette prestation de raccordement est égale à 0,4 % du salaire indexé de l'année 2006 pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2007.

De plus, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant annuel pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2007 est égal à 0,4 % du salaire indexé de l'année en cause.

12. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la somme de la rente déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui

serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date dans le cas du paragraphe 1° de l'article 6 et en supposant que les années de service reconnu cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi dans le cas du paragraphe 2° de l'article 6.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date dans le cas du paragraphe 1° de l'article 6 et en supposant que les années de service reconnu cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi dans le cas du paragraphe 2° de l'article 6.

15. Le participant actif pour qui le paiement de sa rente viagère a été ajourné conformément à l'article 9 reçoit, à compter de sa date de retraite, une rente viagère égale à la somme des rentes suivantes :

1° La rente viagère dont la valeur actualisée est équivalente à celle de la rente viagère qui aurait été payable à sa date normale de retraite; et

2° Les créances de rente accumulées au cours de la période d'ajournement, le cas échéant. Ces créances de rente sont revalorisées jusqu'à la date de retraite afin que leurs valeurs actualisées soient équivalentes à celles des créances de rente qui auraient été payables le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement l'anniversaire de naissance du participant qui suit la période au cours de laquelle elles sont créditées.

SOUS-SECTION 3
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 18 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 26.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 26, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

19. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 180 mois débutant avec la date de sa retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 180 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le salaire et le MGA d'un participant invalide correspondent au salaire et au MGA au début de son invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à la somme des rentes différées suivantes :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, le montant de la rente différée est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10.

Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu du premier alinéa du présent paragraphe peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date dans le cas du paragraphe 1° de l'article 6 et en supposant que les années de service reconnu cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi dans le cas du paragraphe 2° de l'article 6.

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, la rente différée correspond à celle parmi les suivantes dont la valeur actualisée est la plus grande au moment de l'événement :

a) La rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10 et réduite conformément au deuxième alinéa du paragraphe 1° lorsque le participant demande le versement de sa rente le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite;

b) La rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10 et réduite afin que sa valeur actualisée soit équivalente à celle de la rente normale payable à la date normale de retraite lorsque le participant demande le versement de sa rente le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le montant de cette rente différée est ajusté annuellement le 31 décembre de chaque année suivant la cessation de participation active du participant et une dernière fois à la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Cet ajustement annuel correspond à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année pour le Canada, non désaisonnalisé, publiée par Statistique Canada. Le taux annuel de cette indexation ne peut toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %.

25. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

26. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, une personne, autre que la personne mariée au participant, peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° L'autre personne satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié; et

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne visée au paragraphe 2°.

Lorsqu'une personne se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 18 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 16.

27. Au décès d'un participant actif avant l'âge de 55 ans, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation de décès égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

28. Au décès d'un participant actif à compter de l'âge de 55 ans mais avant la date normale de retraite, les prestations payables sont les suivantes :

1° Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause ont droit à la valeur actualisée des prestations prévues à la sous-section 3 de la section III, en supposant que le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès;

2° Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

29. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 28; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 18, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 28.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 18 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 28 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 28 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

30. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, les prestations suivantes sont payables :

1° Si le décès du participant survient avant qu'il ait atteint l'âge de 55 ans, les prestations payables sont celles prévues à l'article 27;

2° Si le décès du participant survient à compter de la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans, les prestations payables sont les suivantes :

a) Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause ont droit à la valeur actualisée des prestations prévues à la sous-section 3 de la section III, en supposant que le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès;

b) Relativement aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1990, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

31. Si un participant décède après son 55e anniversaire de naissance mais avant sa date normale de retraite, son conjoint peut choisir de recevoir, sa vie durant, une rente dont la valeur est égale au montant qu'il aurait autrement reçu en vertu de l'article 28.

32. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 3 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

33. Les rentes servies ne sont pas indexées.

34. Sous réserve du sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'article 24, les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

35. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

36. Le participant actif visé à l'article 35 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

37. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 35 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 36 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

38. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 35, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE F - LACHINE

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe F s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachine le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« années de participation Ville de St-Pierre » : les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur faites par l'employé à l'ancienne Ville de St-Pierre, jusqu'à ce que cet employé accumule des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur comme employé de la Ville de Lachine;

« années de service » : une année durant laquelle un employé occupe une fonction auprès de l'employeur, incluant les périodes d'absence temporaire ou d'invalidité.

La présente définition vise également la période d'emploi à compter du 1er janvier 2009;

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la rétribution de base, à l'exclusion de tout boni, paie de service, honoraires, prime, commission, paiement pour heures supplémentaires, paiement spécial, allocation ou remboursement de dépenses;

« indice des rentes différées de l'année » : l'augmentation proportionnelle de l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente, limité à 5,5 %;

« indice des rentes servies de l'année » : l'augmentation proportionnelle de l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente;

« invalidité » : l'invalidité totale, certifiée par un médecin, au cours de laquelle une rente d'invalidité est ou serait versée en vertu d'un régime d'assurance-invalidité de longue durée contracté par l'employeur, n'eût été des prestations payables en vertu de régimes gouvernementaux aux mêmes fins mais excluant toute invalidité ouvrant droit à des prestations de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

« meilleur traitement » : pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2007, la moyenne des traitements indexés des trois années de participation au cours desquelles le traitement indexé fut le plus élevé ou des années de participation si elles sont inférieures à trois. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2007, la moyenne des gains cotisables des trois années de participation au cours desquelles les gains cotisables furent les plus élevés ou des années de participation si elles sont inférieures à trois.

Pour les fins du calcul du meilleur traitement, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire industriel moyen » : la moyenne annuelle calculée à partir des indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyens de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente;

« traitement ajusté » : les gains cotisables reçus au cours d'une année augmenté de 4 %, pour les année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 1992, de 3 % pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1993, pour chaque année complète entre la fin de ladite année, la date de retraite ou la date normal de retraite, si antérieure;

« traitement indexé » : les gains cotisables reçus au cours d'un exercice financier multiplié par l'augmentation proportionnelle du salaire industriel moyen de l'année de la retraite ou de la cessation de participation active, si antérieure, par rapport à celui de l'année où les gains cotisables sont reçus, ou 1986 si postérieure.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 9 % de ses gains cotisables.

Le participant cesse de cotiser lorsqu'il a atteint 35 années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

Malgré ce qui précède, la cotisation salariale d'un participant actif au cours d'une année ne peut excéder 1 000 $ plus 50 % du « facteur d'équivalence » du cadre pour l'année concernée.

Aux fins du présent article, le salaire est limité à un montant égal à 50 fois le « plafond des prestations déterminées » défini au paragraphe 1° de l'article 43 du règlement applicable pour l'année considérée.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 58 ans et que la somme de son âge et de ses années de service totalise 80;

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans.

Le participant comptant des années de participation Ville St-Pierre peut recevoir pour ses années de participation Ville St-Pierre, une rente anticipée sans réduction à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 64 ans.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation Ville St-Pierre, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à 1,7 % du traitement ajusté multiplié par les années de participation Ville St-Pierre.

La rente pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, autre que les années de participation Ville St-Pierre, est égale à 2 % du meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, autre que les années de participation Ville St-Pierre, limitées à 35 années.

11. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à sa date normale de retraite et dont le montant annuel est égale à 1 % de son meilleur traitement multiplié par ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, autre que les années de participation Ville St-Pierre, limitées à 35 années.

12. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente viagère décrite à l'article 10 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date. La prestation de raccordement décrite à l'article 11 est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la prestation de raccordement qui serait payable à la première date à laquelle le participant aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Le participant ayant des années de participation Ville St-Pierre reçoit, pour ses années de participation Ville St-Pierre, la rente viagère décrite à l'article 10, réduite de 0,25 % pour chacun des 60 premiers mois d'anticipation et 0,5 % pour les mois d'anticipation en excédant de 60 mois entre la date de la retraite et le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 64 ans.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la date de retraite prévue à l'article 7.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

15. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement s'applique au moment de la cessation de la participation active, du décès ou de la retraite, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 19 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Nonobstant l'alinéa précédent, pour la rente provenant des années de participation Ville St-Pierre, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de garantie.

19. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 18.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le traitement pour un participant invalide correspond à une estimation raisonnable du traitement qu'aurait reçu le participant s'il était demeuré au service actif de l'employeur.

24. Un participant ayant subi une lésion professionnelle ouvrant droit à des prestations de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, peut continuer de verser sa cotisation salariale à la caisse de retraite. Dans de telles circonstances, le traitement au cours de cette période est le traitement annuel que gagnait le participant avant le début de cette période et indexé annuellement par la suite selon l'indice des rentes différées de l'année.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

25. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la somme de la rente viagère déterminée conformément à l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée conformément à l'article 11, en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, de son meilleur traitement et, le cas échéant, de son traitement ajusté à la date de la cessation de sa participation active.

26. Si la prestation de cessation de participation active est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente, elle ne peut être inférieure au double des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de cessation de participation active du participant.

27. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 25 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la date de retraite prévue à l'article 7 et réduite conformément à l'article 13.

28. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

29. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou,la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, une personne, autre que la personne mariée au participant, peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° L'autre personne satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié; et

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne visée au paragraphe 2°.

Lorsqu'une personne se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 19 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 16.

30. Au décès d'un participant actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

31. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 30; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 19, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 19 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

32. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

33. Si le décès survient avant le début du service de la rente et que la prestation de décès est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente, la valeur de la prestation de décès ne peut être inférieure au double des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date du décès du participant.

34. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

35. Le montant de toute rente différée :

1° Est ajusté annuellement pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année et est égal au montant de la rente à la fin de l'exercice financier qui vient de se terminer, multiplié par l'indice des rentes différées de l'année;

3° L'ajustement est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis la date de cessation d'emploi, si l'évènement est survenu au cours des 12 mois précédents;

4° Un ajustement à la rente différée est effectué à la date normale de retraite ou la date de retraite, si antérieure, et est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis le 1er janvier de l'année.

36. Le montant de toute rente servie relative à la participation avant le 1er janvier 2007 et autre que celle provenant des années de participation Ville St-Pierre :

1° Est ajusté annuellement pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année et est égal au montant de la rente à la fin de l'exercice financier qui vient de se terminer, multiplié par l'indice des rentes servies de l'année;

3° L'ajustement est composé sur le nombre de mois écoulés depuis la date de début du service de la rente, s'il est survenu au cours des 12 mois précédents.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

37. Le participant actif atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013 peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

38. Le participant actif visé à l'article 37 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 3 du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

39. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 37 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 38 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

40. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 37, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE G - LASALLE

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe G s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des salariés de la Ville de LaSalle le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 52, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : les gains attribués à l'employé sur la base de la fonction occupée, à l'exclusion du temps supplémentaire, des bonis et des allocations de dépenses ou autres rémunérations;

« meilleur traitement » : la moyenne des traitements des trois années de service les mieux rémunérées;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 5 % de ses gains cotisables.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. La date normale de retraite d'un participant de sexe féminin, qui a adhéré au régime de retraite antérieur visé avant le 3 octobre 1984, est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle un tel participant atteint l'âge de 60 ans.

7. Un participant actif qui occupe un poste de directeur peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et ses années de service totalise 80.

Un participant actif provenant de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle la somme de son âge et de ses années de service totalise 90.

8. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément au premier alinéa de l'article 14, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans ou l'âge de 50 ans pour un participant visé par l'article 6.

Malgré ce qui précède, un participant qui provient de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément au deuxième alinéa de l'article 14, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

Malgré ce qui précède, un participant actif qui occupe un poste de directeur peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément au troisième alinéa de l'article 14, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il a atteint l'âge de 50 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de service totalise 80;

2° La date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

9. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 8, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

10. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

11. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à 2 % de son meilleur traitement multiplié par la somme de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de la période d'attente, jusqu'à concurrence d'un an, comprise entre la date d'embauche et la date d'adhésion au régime de retraite antérieur.

La période d'attente maximale d'un an n'est pas incluse pour les cadres provenant de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun à l'exception de Michel Bourgeois.

Conformément à l'entente intervenue avec l'ancienne Ville de LaSalle, une période supplémentaire de 2,721 années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur est créditée à Marc Morin. Cette période représente les années et ses fractions comprises entre le 30 octobre 1985 et le 20 juillet 1988.

12. Le participant qui occupe un poste de directeur et qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8 ou 9 reçoit une prestation de raccordement payable à compter de l'âge de 55 ans jusqu'à l'âge de 60 ans égale à la prestation de retraite qu'il aurait reçu du RRQ s'il avait atteint l'âge de 65 ans au moment de sa retraite.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 11 et, dans le cas d'un participant qui occupe un poste de directeur, de la prestation de raccordement prévue à l'article 12.

14. Le participant, autre qu'un participant qui occupe un poste de directeur ou un participant qui provient de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun, qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente viagère déterminée selon l'article 11 réduite de la façon suivante :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 60 ans;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date normale de retraite.

Le participant qui provient de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun et qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente viagère déterminée selon l'article 11 réduite de la façon suivante :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 60 ans;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000, la rente est réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date normale de retraite.

Malgré ce qui précède, la réduction ne peut être supérieure à 0,5 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date entre celle à laquelle la somme de son âge et de ses années de service aurait totalisé 90 et la date normale de retraite, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Le participant qui occupe un poste de directeur et qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente viagère déterminée selon l'article 11 réduite de la façon suivante :

1° S'il prend sa retraite en vertu du paragraphe 1° du troisième alinéa de l'article 8, 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 55 ans;

2° S'il prend sa retraite en vertu du paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 8, 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle la somme de son âge et de ses années de service aurait totalisé 80, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Cependant, aucune réduction n'est applicable pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000 si le participant a atteint l'âge de 60 ans.

Le participant qui occupe un poste de directeur recevra également la prestation de raccordement décrite à l'article 12, réduite de 0,25 % pour chaque mois d'anticipation avant l'âge de 60 ans. S'il n'a pas 10 ans de service, la prestation de raccordement est également réduite au prorata du service sur 10 ans.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la date à laquelle il aurait été admissible à la retraite en vertu de l'article 8.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

16. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement s'applique au moment de la cessation de la participation active, du décès ou de la retraite du participant, selon la première des éventualités.

Malgré ce qui précède, le « plafond des prestations déterminées » défini au paragraphe 1° de l'article 43 du règlement est remplacé, pour une année civile, par un montant de 1 722,22 $ et la « rétribution moyenne la plus élevée » définie au paragraphe 2° de ce même article correspond au meilleur traitement du participant.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

17. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 20 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

18. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 29.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 29, le rétablissement de la rente prévu

à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

19. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 17, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

20. Sous réserve de l'article 17, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 19.

§ 2- Modes facultatifs de rente

21. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

22. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

23. Le participant invalide doit verser à la caisse de retraite des cotisations salariales pendant son invalidité afin que cette période soit reconnue comme années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

24. À la fin de l'invalidité, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente et des cotisations salariales qu'il doit verser, le traitement pour un participant invalide correspond à une estimation raisonnable du traitement qu'aurait reçu le participant s'il était demeuré au service actif de la Ville.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

25. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 11 en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de son meilleur traitement à la date de la cessation de sa participation active.

26. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 25 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la date à laquelle il aurait été admissible à la retraite en vertu de l'article 8 et réduite conformément à l'article 14.

27. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

28. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

29. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

30. Au décès d'un participant actif avant la retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation, payable en un versement unique, égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 27 et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

31. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 30; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 20, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour du décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction le mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 20 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

32. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

33. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

34. Les montants de rentes servies au titre des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, sont augmentés selon les paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente payable aux participants qui étaient actifs au 30 septembre 2000 est ajusté annuellement de 1 %;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année;

3° L'ajustement est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis le début du service de la rente s'il est survenu au cours des 12 mois précédents.

Malgré ce qui précède cet article ne s'applique pas aux cadres provenant de la Régie de la sécurité publique LaSalle/Verdun.

35. Les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

36. Le participant actif atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013 peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

37. Le participant actif visé à l'article 36 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

38. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 36 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 37 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

39. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 36, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE H – MONTRÉAL-NORD

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe H s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de rentes des employés de l'ancienne Ville de Montréal-Nord et de certains employés dont est doté l'arrondissement de Montréal-Nord le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la rémunération de base, à l'exclusion des avantages imposables et de toute rétribution supplémentaire telle que boni, indemnité, prime, gratification et toute rémunération pour des heures supplémentaires ou allocation de tout genre. À titre de précision, la rémunération reçue pour l'occupation d'une fonction supérieure est exclue des gains cotisables;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 6,5 % de ses gains cotisables moins sa cotisation au Régime de rentes du Québec.

Il cesse de cotiser après avoir complété 31,82 années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal la moyenne du taux de rendement net de la caisse de retraite du régime de retraite antérieur des trois dernières années civiles précédant l'année en cause.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Relativement à la participation antérieure au 1er janvier 1992, un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 10 années de service;

2° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il a complété 31,82 années de participation aux fins de l'admissibilité.

Relativement à la participation postérieure au 31 décembre 1991, un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans pourvu qu'il ait complété 10 années de service;

2° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans et que la somme de son âge et de ses années de service totalise 80;

3° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il a complété 31,82 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 16, à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'il ait complété 10 années de service;

2° Le premier jour de tout mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6 et 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 17, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. Sous réserve de l'article 40 du règlement, la rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 18.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à :

1° 2,2 % de son meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992; moins

2° 1/40 de la rente du RRQ multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à :

1° 2 % de son meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992; moins

2° $^{1}/_{40}$ de la rente du RRQ moins 0,2 % du meilleur traitement, multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992. Ce montant ne pouvant être inférieur à 0.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal à $^{1}/_{40}$ de la rente du RRQ multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal au plus élevé de :

1° $^{1}/_{40}$ de la rente du RRQ multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992; et

2° 0,2 % du meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

14. La rente du RRQ utilisée aux fins du calcul de la rente viagère prévue aux articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement prévue aux articles 12 et 13 est déterminée au moment de la retraite en présumant que le participant recevra la rente maximale du RRQ à l'âge de 65 ans.

La rente maximale du RRQ est calculée en présumant que le MGA augmentera jusqu'à ce que le participant atteigne l'âge de 60 ans et demeurera ensuite stable jusqu'à ce que le participant atteigne l'âge de 65 ans. À cette fin, le taux d'augmentation du MGA est égal au taux d'augmentation moyen du MGA au cours des trois années précédant la retraite du participant, arrondi au multiple de 0,5 % qui précède.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 16 et 17, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

16. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite de la façon suivante :

1° Dans la mesure où il a complété 10 années de service et qu'il a atteint l'âge de 50 ans, il recevra alors la rente anticipée multipliée par les pourcentages suivants, selon l'âge atteint au moment de sa retraite en reflétant toute interpolation requise pour un âge non entier :

Âge à la retraite	Homme	Femme
50	65,29 %	67,01 %
51	70,93 %	72,48 %
52	77,15 %	78,45 %
53	84,01 %	84,99 %
54	91,59 %	92,14 %
55	100,00 %	100,00 %

2° Si le participant n'a pas complété 10 années de service et qu'il a atteint l'âge de 55 ans, il recevra alors la rente anticipée réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente viagère payable à la date normale de retraite.

La rente viagère établie en vertu de l'article 11 doit être au moins réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle le participant aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 5 et des paragraphes 1°, 2° et 3° du deuxième alinéa de l'article 6, en supposant qu'il continue son emploi et que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

17. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 16, en supposant que le participant continue son emploi et que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

18. Le participant actif pour qui le paiement de sa rente viagère a été ajourné conformément à l'article 9 reçoit, à compter de sa date de retraite, une rente viagère égale à la plus élevée des rentes suivantes :

1° La rente viagère établie en fonction des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du meilleur traitement à la date normale de retraite. Le montant de la rente calculé en vertu du paragraphe 1° de l'article 10 et du paragraphe 1° de l'article 11 est revalorisé en multipliant par les pourcentages indiqués au tableau ci-après, selon l'âge atteint au moment de sa retraite en reflétant toute interpolation requise pour un âge non entier :

Âge à la retraite	Homme	Femme
65	100,00 %	100,00 %
66	111,77 %	110,38 %
67	125,36 %	122,52 %
68	141,12 %	135,44 %
69	159,51 %	150,62 %
70	181,08 %	168,02 %

La rente ainsi revalorisée est réduite des montants prévus au paragraphe 2° de l'article 10 et au paragraphe 2° de l'article 11, le cas échéant;

2° La rente viagère correspondant à la somme des rentes suivantes :

a) La rente viagère qui aurait été payable à compter de la date normale de retraite; et

b) La rente viagère dont la valeur actualisée correspond à la somme des paiements de la rente viagère qui aurait été payable à compter de la date normale de retraite accumulés jusqu'à la date réelle de retraite. Le taux d'accumulation ne devant pas être inférieur à la moyenne du taux de rendement net de la caisse des trois dernières années civiles précédant la date réelle de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

19. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement du participant.

20. Aux fins de la présente annexe, l'article 44 du règlement s'applique au moment de la retraite, de la cessation de participation active ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

21. Aux fins de la présente annexe, l'article 46 du règlement ne s'applique que pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

22. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 25 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

23. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 33.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 33, le rétablissement de la rente prévu

à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

24. Si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite et que ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 22, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 50 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

25. Sous réserve de l'article 22, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente, à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 24.

§ 2- Modes facultatifs de rente

26. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

27. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

28. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

29. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide sont déterminés selon le taux annuel de gains cotisables que le participant recevait immédiatement avant le début de son invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

30. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée payable à la date normale de retraite. La rente différée est établie en fonction des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du meilleur traitement du participant à la date de la cessation de sa participation active.

Si le participant cesse sa participation active avant d'être admissible à une retraite en vertu de l'article 7, le montant de la rente différée est égal à la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11.

Si le participant cesse sa participation active alors qu'il a atteint une date de retraite en vertu de l'article 7, le montant de la rente différée est égal à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

La rente du RRQ utilisée aux fins du calcul de la rente différée est déterminée au moment de cessation d'emploi en présumant que le participant recevra la rente maximale du RRQ à l'âge de 65 ans.

La rente maximale du RRQ est calculée en utilisant la moyenne du MGA au cours des trois périodes consécutives de 12 mois de service précédant la date de cessation de participation active du participant pendant lesquelles ses gains cotisables étaient les plus élevés.

31. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 30 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant visé par le deuxième alinéa de l'article 30 reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée payable à la date normale de retraite. Le participant visé par le troisième alinéa de l'article 30 reçoit alors une rente immédiate égale à la rente différée réduite conformément à l'article 16.

32. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

33. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

34. Au décès d'un participant actif avant d'être admissible à une retraite en vertu des articles 6 et 7, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle établie conformément à l'article 32 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

35. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu des articles 6, mais avant sa date normale de retraite, son conjoint a droit à 50 % de la rente qui aurait été payable au participant, en supposant qu'il avait effectivement pris sa retraite le premier jour du mois du décès. La valeur actualisée de cette rente doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 34.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 34.

36. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 34; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 25, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 34.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par

rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 25 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 34 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 34 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

37. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit pour sa participation à compter du 1er janvier 1990 et aux cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

38. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

39. Si la rente viagère de retraite ou la prestation de raccordement ont été limitées en vertu des articles 44 à 46 du règlement, elles sont augmentées le 1er janvier de chaque année après la retraite en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, et ce, jusqu'à ce qu'elles aient atteint le niveau établi avant d'avoir été ainsi limitées. Dans le cas d'une rente dont la mise en service s'est effectuée au cours de l'année précédant la date d'indexation, l'indexation est ajustée selon le rapport du nombre de mois de paiement dans cette année sur 12 mois.

40. Sous réserve de l'article 39 de la présente annexe, les rentes servies ne sont pas indexées.

41. Les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

42. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

43. Le participant actif visé à l'article 42 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

44. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 42 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 43 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

45. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 42, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE I – OUTREMONT

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe I s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite des employés de la Ville d'Outremont le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la rémunération du participant, à l'exclusion de tout paiement pour heures supplémentaires, gratifications, honoraires, allocations et autres bonis ou primes;

« meilleur traitement » : la moyenne du traitement du participant pour les trois années de participation consécutives pour lesquelles cette moyenne est la plus élevée ou pour la durée de ses années de participation si cette durée est inférieure à trois ans.

Pour les fins de calcul du meilleur traitement, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« prestations des régimes publics » : tout montant initial de rente, déterminé conformément à la législation applicable à la date de cessation de service et excluant toute majoration due à l'indexation, et payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9), ajusté au prorata des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur par rapport à 35, ou en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C., 1985, chapitre O-6, telle que modifiée), ajustée au prorata des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur au 31 décembre 1989 par rapport à 35;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 4,5 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

2° 6,0 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le dernier jour du mois au cours duquel le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le dernier jour du mois au cours duquel le participant complète 32 années de participation aux fins de l'admissibilité;

2° Le dernier jour du mois au cours duquel le participant atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 30 années de participation aux fins de l'admissibilité.

7. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 5 et 6, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du dernier jour du mois au cours duquel il atteint la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

8. Un participant, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 16, le dernier jour de n'importe quel mois précédant sa date normale de retraite.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au produit de 2,5 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Cette rente est réduite par un pourcentage du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes.

Ce pourcentage est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 et du quotient obtenu en divisant 25 % par 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant, ou le 1er janvier 1966 s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au moindre des montants suivants :

1° Le « plafond des prestations déterminées » de l'année de cessation de participation active, tel que défini à l'article 43 du règlement, par année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992;

2° La différence entre :

a) Le produit de 2,0 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992;

b) L'excédent, s'il en est, entre :

i) Le produit du pourcentage du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992. Le pourcentage étant égal au quotient obtenu en divisant 25 % par 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant, ou le 1er janvier 1966 s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance;
et

ii) Le produit de 0,5 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au dernier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant est égal à un pourcentage du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes. Ce pourcentage est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 et du quotient obtenu en divisant 25 % par 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant, ou le 1er janvier 1966 s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au dernier jour du mois qui précède son 65e anniversaire de naissance et dont le montant est égal au plus élevé des montants suivants :

1° Le produit du pourcentage, tel que défini au sous-paragraphe b) i) du paragraphe 2° de l'article 11, du meilleur traitement jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année civile de la cessation de participation active du participant et les deux années précédentes et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992; et

2° Le produit de 0,5 % du meilleur traitement et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6 ou 7 reçoit, sous réserve de l'article 15, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 14 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

16. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit une rente égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13 et réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable à compter de la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu l'article 5 et du paragraphe 1° de l'article 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

17. Lorsque la rente payable à un participant avant revalorisation actuarielle pour ajournement, majorée des prestations des régimes publics, excède la somme de 1 000 $ et 80 % des gains cotisables du participant pour l'année de participation ou l'année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, selon le cas, pour laquelle ces gains cotisables sont les plus élevés, cette rente est réduite du montant de l'excédent.

La rente considérée pour l'application du présent article est la rente viagère payable à compter de l'âge de 65 ans, telle que calculée lors de la prise de retraite. Si une réduction doit être effectuée à la suite de l'application du présent article, elle ne prend effet qu'à l'âge de 65 ans ou lors de la prise de retraite effective si postérieure.

18. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement du participant.

19. Les articles 44 à 46 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, s'appliquent uniquement pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

La prestation de raccordement maximale prévue à l'article 45 du règlement est déterminée au prorata du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 sur la somme du nombre total d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du nombre d'années de participation.

20. Aux fins de la présente annexe, l'article 44 du règlement s'applique au moment de la retraite, de la cessation de participation active ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

21. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue au premier alinéa de l'article 23 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

22. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 32.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 32, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

23. Sous réserve de l'article 21, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint survivant recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

La prestation de décès payable au conjoint doit être au moins égale à la valeur de 50 % de la rente viagère du participant établie en vertu du premier alinéa de l'article 10, de l'article 11 et de la prestation de raccordement établie en vertu de l'article 13.

24. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 21, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause

recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

25. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

26. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

27. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

28. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide correspondent aux gains cotisables que ce participant aurait reçus n'eut été de son absence.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

29. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13 en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de son meilleur traitement à la date de la cessation de sa participation active.

Cette rente différée est payable à la première des dates suivantes :

1° Le dernier jour du mois au cours duquel survient le 65^{e} anniversaire de naissance du participant; ou

2° Le dernier jour du mois au cours duquel il aurait complété 32 années de participation aux fins de l'admissibilité comme s'il était resté à l'emploi jusqu'à cette date.

30. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 29 peut demander que celle-ci lui soit versée à n'importe quel moment avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée.

31. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

32. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

33. Au décès d'un participant actif avant d'être admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle établie conformément à l'article 31 et aux cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

34. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 6, mais avant sa date normale de retraite, les prestations payables le sont en vertu de l'article 23 ou 24, selon le cas, comme si le participant avait

effectivement pris sa retraite la veille de son décès. Toutefois, la valeur de ces prestations ne peut être inférieure à la valeur des prestations décrites à l'article 33.

35. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 33; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 23, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 23 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

36. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant son décès pour sa participation à compter du 1er janvier 1990 et aux cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

37. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

38. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

39. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

40. Le participant actif visé à l'article 39 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

41. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 39 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 40 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

42. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 39, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE J – PIERREFONDS

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe J s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite des employés de la Ville de Pierrefonds le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : le salaire annuel de base, à l'exclusion du temps supplémentaire, des bonis, des allocations de dépenses ou autres rémunérations; pour le participant à temps partiel, le salaire annuel de base est celui qu'il aurait gagné s'il avait servi à plein temps;

« maximum des gains admissibles moyen » : la moyenne du MGA pour les mêmes années civiles que celles qui ont été retenues dans la détermination du meilleur traitement 5 ans;

« meilleur traitement 3 ans » : la moyenne des trois meilleures années de traitement. Ce calcul est ajusté au nombre d'année si le participant compte moins de trois années de traitement;

« meilleur traitement 5 ans » : la moyenne du traitement pour les cinq meilleures années civiles consécutives de participation ou pour la durée de la participation si elle est inférieure à cinq années.

Pour les fins de la présente définition, les années civiles de participation correspondent aux années de participation et aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à la somme de :

1° 3,85 % de ses gains cotisables, jusqu'au niveau du MGA; et

2° 5,35 % de ses gains cotisables en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal à la moyenne du taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration, pour les cinq années civiles précédant l'année en cause.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu qu'il ait complété 35 années de service;

2° Le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 63 ans pourvu qu'il ait complété 30 années de service.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant

établie conformément à l'article 16, à compter du premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. Sous réserve de l'article 40 du règlement, la rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 17.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à 2 % du meilleur traitement 5 ans réduit de 0,6 % du meilleur traitement 5 ans jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles moyen, le solde étant multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000.

Le meilleur traitement 5 ans utilisé pour déterminer cette rente ne pourra être inférieur au traitement du participant pour l'année 1999.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année étant égale à 2 % du traitement réduit de 0,6 % du traitement jusqu'à concurrence du MGA, une fraction d'année ayant une valeur proportionnelle.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant est égal à 0,6 % du meilleur traitement 5 ans jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles moyen multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2000.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant est égal à 0,6 % de la somme des traitements des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2000 jusqu'à concurrence du MGA de chaque année en cause.

14. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 15 et 16, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13.

15. Sous réserve de l'article 29, le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 14 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

16. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 14 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de service continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

17. Le participant actif pour qui le paiement de sa rente viagère a été ajourné conformément à l'article 9 reçoit, à compter de la date de sa retraite, une rente viagère égale à la somme des rentes suivantes :

1° La rente viagère créditée à la date de la retraite; et

2° La rente viagère additionnelle dont la valeur actualisée est égale au total des versements de la rente créditée, accumulées avec les intérêts, qui auraient été faits au participant si celui-ci avait pris sa retraite à sa date normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS MAXIMALES

18. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement 3 ans du participant.

19. Aux fins de la présente annexe, l'article 44 du règlement s'applique au moment de la retraite, de la cessation de participation active ou du décès du participant, selon la première des éventualités.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

20. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 23 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

21. Lorsque la rente payée au participant a été établi de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 32.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 32, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

22. Si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite et que ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 20, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 50 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

23. Sous réserve de l'article 20, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 22.

§ 2- Modes facultatifs de rente

24. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

25. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

26. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

27. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le traitement d'un participant invalide correspond au traitement que le participant recevait au début de son invalidité majoré annuellement du pourcentage d'augmentation moyen annuel accordé aux employés ayant une fonction similaire. Cette augmentation est cependant limitée au taux d'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

28. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée égale à la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11 et à la prestation de raccordement déterminée selon les articles 12 et 13 et établies à la date de la cessation de sa participation active.

29. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 28 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite.

Si la cessation de participation active du participant est survenue avant l'âge de 55 ans, il reçoit alors une rente immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée réduite conformément à l'article 15, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsque le participant cesse son emploi. Si la cessation de participation active du participant est survenue à l'âge de 55 ans ou plus, il reçoit alors une rente immédiate réduite conformément à l'article 15.

30. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer dans un régime admissible la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit, au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

31. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la

date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

32. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

33. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation payable en un versement unique égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle établie conformément à l'article 30 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

34. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente viagère dont la valeur actualisée est égale à la plus élevé des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 33; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 23, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 23 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

35. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation payable en un versement unique égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant son décès pour sa participation à compter du 1er janvier 1990 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

36. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

37. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

38. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

39. Le participant actif visé à l'article 38 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des

éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

40. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 38 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 39 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

41. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 38, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE K - ROXBORO

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe K s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Roxboro le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« indice des rentes de l'année » : l'augmentation proportionnelle de l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente, réduite de 4 %. L'indice des rentes d'une année ne peut être inférieur à 0 %. Si le mode de calcul de l'indice des prix à la consommation est modifié, la commission détermine, après consultation avec l'actuaire, le mode de calcul de l'indice des rentes pour l'année subséquente;

« maximum des gains admissibles indexé » : le MGA au cours d'un exercice financier multiplié par le ratio obtenu en divisant, selon le premier des événements, soit le salaire moyen de l'année de la cessation de service, soit le salaire moyen de l'année de la retraite ou de l'année de la date de normale de retraite, si antérieure, par le salaire moyen de l'année de l'exercice financier concerné. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire moyen pour une année ne peut excéder 3 %, ni être inférieur à 0 %;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire » : toute somme versée par l'employeur à un employé en considération d'un travail exécuté pour l'employeur;

« traitement indexé » : le salaire au cours d'un exercice financier multiplié par l'augmentation proportionnelle du salaire moyen de l'année de la retraite par rapport à celui de l'année au cours de laquelle le salaire est reçu. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation du salaire pour une année ne peut excéder 3 %, ni être inférieur à 0 %;

« salaire industriel moyen » : indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois;

« salaire moyen de l'année » : la moyenne annuelle calculée à partir du salaire industriel moyen pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de son salaire et dont le montant est égal à la somme de :

1° 4,5 % de son salaire, jusqu'au niveau du MGA; et

2° 6,0 % de son salaire en excédent, s'il y a lieu, du MGA;

4. Pour les fins de la présente annexe, le paragraphe 2° de l'article 26 du règlement s'applique à l'ensemble de la participation et des prestations payables.

5. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal à la moyenne du taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration, pour les trois années civiles se terminant le 31 décembre de l'année en cause.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

6. La date normale de retraite est le dernier jour du mois au cours duquel le participant atteint l'âge de 65 ans.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 62 ans; et

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle la somme de son âge et ses années de service totalise 85.

8. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du dernier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

9. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 8, est admissible à la retraite et a droit à une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 15, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

10. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1995, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° 50 % des cotisations salariales de l'année 1984, multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur reconnue au 31 décembre 1984; et

2° 50 % des cotisations salariales versées entre le 1er janvier 1985 et le 31 décembre 1994.

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1995, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année est égale à 1,4 % du traitement indexé jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles indexé et 2 % de l'excédent.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8 ou 9 reçoit, sous réserve des articles 14 et 15, une rente anticipée égale à la rente viagère déterminée selon les articles 11 et 12.

14. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 13 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

15. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 13 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il serait admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

SOUS-SECTION 3
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 19 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° l'article 28.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 28, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

19. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 18.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

23. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le traitement indexé et le maximum des gains admissibles indexé d'un participant invalide correspondent au traitement indexé et au maximum des gains admissibles indexé au début de son invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon les articles 11 et 12 à la date de la cessation de sa participation active.

25. Si la prestation de cessation de participation active est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente, elle ne peut être inférieure à 175 % des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de cessation de participation active du participant.

26. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 24 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite de la manière prévue à l'article 14.

27. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

SECTION VI
DÉCÈS

28. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, la personne qui vit maritalement avec le participant peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° Une autre personne vit maritalement avec le participant;

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne avec laquelle il vit maritalement; et

4° La personne avec laquelle vit maritalement le participant satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié.

Lorsqu'une personne avec laquelle le participant vit maritalement se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 19 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 16.

29. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

30. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 29; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 19, si le service de la rente ajournée avait débuté le 1er jour du mois au cours duquel le décès du participant est survenu.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 19 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette

partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

31. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

32. Si la prestation de décès est versée sous une forme autre que sous la forme d'une rente et si le décès survient avant le début du service de la rente, la prestation de décès payable en vertu de la présente section ne peut être inférieure à 175 % des cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2008 accumulées avec les intérêts à la date du décès.

33. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 3 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

34. Les rentes servies sont augmentées selon les paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente servie est ajusté annuellement pour tenir compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation;

2° L'ajustement est effectué le 1er janvier de chaque année et est égal au montant de la rente servie à la fin de l'exercice financier qui vient de se terminer, multiplié par l'indice des rentes de l'année précédente;

3° L'ajustement est proportionnel au nombre de mois écoulés depuis le début du service de la rente s'il est survenu au cours des 12 mois précédents.

35. Les rentes différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

36. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

37. Le participant actif visé à l'article 36 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

38. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 36 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 37 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

39. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 36, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE L – SAINT-LÉONARD

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe L s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Saint-Léonard le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 52, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« bénéficiaire désigné » : la ou les personnes désignée(s) par le participant, soit par un avis écrit à la commission, soit par testament, pour recevoir la prestation de décès prévue par le régime de retraite antérieur;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« enfant » : tout enfant légitime, naturel ou adopté du participant ou de son conjoint qui dépend du participant, du conjoint, ou des deux pour sa subsistance et qui remplit les conditions suivantes :

1° Souffrir d'une incapacité physique ou mentale le rendant totalement invalide; et
2° Être admis aux prestations d'orphelin en vertu des dispositions du Régime de rentes du Québec.

« gains cotisables » : s'entend, pour tout participant, de la rétribution de base effectivement reçue de l'employeur et apparaissant sur sa liste de paie, à l'exclusion de tout boni, honoraires, prime, commission, paiement pour heures supplémentaires, paiement spécial, allocation ou remboursement de dépenses;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe;

« salaire industriel moyen » : indices mensuels de traitement et salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des industries au Canada établis par Statistique Canada à chaque mois;

« salaire moyen de l'année » : la moyenne annuelle calculée à partir du salaire industriel moyen pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 30 juin de l'année précédente;

« traitement indexé » : les gains cotisables au cours d'un exercice financier multiplié par l'augmentation proportionnelle du salaire moyen de l'année de la cessation de participation active par rapport à celui de l'année au cours de laquelle les gains cotisables sont reçus. Nonobstant ce qui précède, l'augmentation des gains cotisables pour une année ne peut excéder 2 %, ni être inférieur à 0 %.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 7 % de ses gains cotisables.

Aux fins du présent article, les gains cotisables sont limités à ceux donnant droit à une rente viagère égale au « plafond des prestations déterminées » défini à l'article 43 du règlement pour l'année du versement.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans;

2° Le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise 85.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'il compte deux années de participation aux fins de l'admissibilité.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6 et 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il cesse de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite. Il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2008, 2 % de la moyenne des traitements des trois années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur les mieux rémunérées avant le 1er janvier 2008. Le montant de la rente annuelle obtenu au 31 décembre 2007 est par la suite multiplié par le rapport entre le traitement indexé de l'année 2007 et les gains cotisables de l'année 2007;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2008, une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année étant égale à 2 % du traitement indexé.

11. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'à l'âge de 65 ans et dont le montant est égal à la somme de :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2008, 0,5 % de la moyenne des traitements des trois années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur les mieux rémunérées avant le 1er janvier 2008. Le montant de la prestation de raccordement annuelle obtenu au 31 décembre 2007 est par la suite multiplié par le rapport entre le traitement indexé de l'année 2007 et les gains cotisables de l'année 2007;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2008, une prestation de raccordement annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une telle année étant égale à 0,5 % du traitement indexé.

12. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11.

13. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 13.

SOUS-SECTION 3
SERVICE DE LA RENTE

15. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 17 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

16. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de

la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 29, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

17. Sous réserve de l'article 15, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint survivant recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès. Toutefois, si le décès du retraité survient dans les 60 mois suivant immédiatement la date de sa retraite, la rente payable au conjoint est égale à 100 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès jusqu'à la fin de ces 60 premiers mois. Si le conjoint décède avant la fin de la période de 60 mois, les ayants cause du participant ont droit au solde des versements prévus jusqu'à la fin de cette période garantie de 60 mois seulement s'il n'y a pas d'enfants admissibles à une rente en vertu de l'article 19.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois.

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 15, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois débutant avec sa date de retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois.

19. Chaque enfant a droit à une rente annuelle dont le montant est égal à 15 % de la rente viagère déterminée conformément à l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée conformément à l'article 11. Advenant que le nombre d'enfants soit plus élevé que quatre, la prestation versée à chacun des enfants sera ajustée à la baisse de façon à ce que le total des prestations versées ne dépasse pas 60 % de la rente viagère déterminée conformément à l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée conformément

à l'article 11. Ces prestations sont payables à la suite du décès du retraité auquel s'applique une des situations suivantes :

1° Il n'avait pas de conjoint admissible au moment de sa retraite;

2° Il avait un conjoint admissible au moment de la retraite et ce dernier ne se qualifie plus comme conjoint au sens de la présente annexe en raison notamment de son décès, d'un divorce ou d'une séparation de corps; ou

3° Il avait un conjoint admissible au moment de la retraite et ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 15.

Aux fins du présent article, la partie de la rente payable à l'enfant correspondant à un pourcentage de la prestation de raccordement cesse à la date à laquelle le retraité aurait atteint l'âge de 65 ans.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

22. Malgré ce qui précède, si le mode facultatif de rente choisi par le participant comporte une réversibilité au conjoint, la prestation de décès prévue à l'article 19 reste applicable.

SECTION IV
INVALIDITÉ

23. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

24. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide sont fondés sur les gains cotisables que le participant aurait reçus n'eut été de son invalidité. Les gains cotisables que le participant aurait reçus ne peuvent excéder, pour une période en cause, le moindre des gains cotisables du participant au début de l'invalidité et indexé annuellement par la suite, selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à la période

en cause et des gains cotisables que le participant aurait reçus s'il avait été à l'emploi de la Ville pour la période en cause.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

25. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée payable à la date normale de retraite.

S'il cesse sa participation active avant d'être admissible à une retraite en vertu de l'article 7, il a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon l'article 10 à la date de la cessation de sa participation active.

S'il cesse sa participation active à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 7, il a droit à une rente différée dont le montant est égal à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 10 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 11 à la date de la cessation de sa participation active.

26. Un participant non actif, qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 25, peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant visé par le deuxième alinéa de l'article 25 reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi. Le participant visé par le troisième alinéa de l'article 25 reçoit alors une rente immédiate réduite conformément à l'article 13.

27. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

Si le participant choisi de transférer la valeur actualisée de ses droits conformément au premier alinéa, le paragraphe 2° de l'article 26 du règlement s'applique sur la totalité de sa participation.

28. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VI
DÉCÈS

29. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

Nonobstant toute disposition à effet contraire, la personne qui vit maritalement avec le participant peut se qualifier comme conjoint au sens du régime de retraite antérieur, si les conditions suivantes sont rencontrées :

1° La personne mariée au participant a perdu son statut de conjoint par suite d'une séparation de corps;

2° Une autre personne vit maritalement avec le participant;

3° Le participant n'a pas nommé comme bénéficiaire désigné quelqu'un d'autre que la personne avec laquelle il vit maritalement; et

4° La personne avec laquelle vit maritalement le participant satisfait aux exigences de la définition de conjoint. Aux fins de vérifier si cette personne répond aux exigences de cette définition, le participant est réputé ne pas être marié.

Lorsqu'une personne avec laquelle le participant vit maritalement se qualifie comme conjoint en vertu de l'alinéa précédent, le participant peut choisir un mode de rente offrant au conjoint moins que la prestation de décès prévue à l'article 17 sans que ce conjoint ait renoncé à cette prestation conformément à l'article 15.

30. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 28 et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

31. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 30; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 17, si le service de la rente ajournée avait débuté le 1er jour du mois au cours duquel le décès du participant est survenu.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 17 comme si le participant cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 30 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

32. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

33. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 3 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

34. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées après la retraite.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

35. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

36. Le participant actif visé à l'article 35 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

37. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 35 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 36 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

38. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 35, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE M - VERDUN

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe M s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite pour les employés de la Ville de Montréal, Arrondissement Verdun le 31 décembre 2007 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2009 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2009 pour les participants actifs visés au premier alinéa et au service postérieur au 31 décembre 2008 pour ces mêmes participants actifs qui se prévalent des mesures transitoires prévues à la section VIII.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« année de service » : une année durant laquelle un employé occupe une fonction auprès de l'employeur incluant également la période d'emploi à compter du 1er janvier 2009.

Pour un participant qui travaille à temps partiel, la période est ajustée selon le rapport du traitement reçu durant l'année sur le traitement qu'il aurait reçu s'il avait travaillé à temps plein;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la Section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou, au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités;

« gains cotisables » : la compensation monétaire que le participant reçoit pour ses services. Les gains cotisables comprennent le salaire régulier ainsi que tout montant additionnel fixe, tel le boni d'ancienneté, mais ne comprennent pas la compensation pour le temps supplémentaire et les allocations de toute sorte;

« invalidité » : une déficience physique ou mentale du participant qui l'empêche d'occuper l'emploi pour lequel il est raisonnablement qualifié par ses études, sa formation ou son expérience et qui donne droit à une prestation en vertu d'un régime d'assurance salaire contracté par l'employeur ou en provenance de la CSST ou de la SAAQ;

« maximum des gains admissibles moyen » : la moyenne arithmétique du MGA de l'année de l'évènement et des deux années qui la précèdent;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section V de la présente annexe.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour l'année 2008, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de ses gains cotisables et dont le montant est égal à 6 % de ses gains cotisables.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2008 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite antérieur à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime de retraite antérieur à sa valeur marchande, déduction faite des frais de placement et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est le premier jour du mois suivant immédiatement la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter du premier jour du trimestre coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans pourvu que la somme de son âge et de ses années de service totalise 81.

7. Un participant peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 13, à compter du premier jour de tout mois suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

8. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu de l'article 7, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 14, à compter du premier jour du mois coïncidant avec ou suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

9. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit

obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

Si le participant actif visé au premier alinéa atteint sa date normale de retraite avant le 1er janvier 2009, il continue de verser des cotisations salariales et d'accumuler des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur jusqu'au 31 décembre 2008. Par la suite, les dispositions du règlement s'appliquent, le cas échéant.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

10. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2008, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la rente accumulée en date du 31 décembre 2007 tel que transmis par l'administrateur du régime de retraite antérieur.

11. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2008, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale à la somme de ses créances de rente. La créance de rente pour une année est égale à 2 % des gains cotisables.

12. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7 ou 8 reçoit, sous réserve des articles 13 et 14, une rente immédiate égale à la rente viagère déterminée selon les articles 10 et 11.

13. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

14. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 12 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu des articles 5 et 6, en supposant que les années de service cessent de s'accumuler lorsqu'il cesse son emploi.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

15. Si la rente a été limitée en vertu de l'article 44 du règlement, une prestation de raccordement dont la valeur actualisée est équivalente à celle de la rente viagère non payable en raison de cette limite est versée au participant jusqu'à sa date normale de

retraite. Le montant de cette prestation de raccordement ne peut excéder le montant maximal de prestation de raccordement prévu à l'article 45 du règlement et la rente viagère et la prestation de raccordement ne peuvent excéder le montant prévu à l'article 46 du règlement.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

16. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 19 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

17. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 28.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° de l'article 28, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

18. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 16, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants causes recevront le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois débutant avec la date de sa retraite.

Les ayants cause peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 60 mois.

19. Sous réserve de l'article 16, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, sa rente est ajustée pour tenir compte qu'au moment de son décès une rente égale à 60 % de la rente qu'il aurait reçue n'eût été de son décès devient payable à son conjoint. La

rente du participant est réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 18.

§ 2- Modes facultatifs de rente

20. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

21. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

22. Le participant invalide continue de verser à la caisse de retraite des cotisations salariales pendant son invalidité afin que cette période soit reconnue comme années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

23. À la fin de l'invalidité, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins de la présente section, les gains cotisables sont présumés comprendre tout salaire que le participant aurait reçu durant sa période d'invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

24. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère prévue aux articles 10 et 11 à la date de la cessation de sa participation active.

25. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 24 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Le participant reçoit alors une rente viagère immédiate réduite de la manière prévue à l'article 13.

26. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55^{e} anniversaire de naissance.

27. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de la retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2001, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION V
DÉCÈS

28. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

29. Au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 27 et des cotisations excédentaires calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

30. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 29; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 19, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 19 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette portion de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 29 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

31. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent une prestation égale à la somme de la valeur actualisée de la rente différée et des cotisations excédentaires accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

32. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VI
INDEXATION

33. Les rentes servies et différées ne sont pas indexées.

SECTION VIII
MESURES TRANSITOIRES

34. Le participant actif, atteignant les critères requis à l'article 137 du règlement au moment de sa retraite le ou avant le 30 avril 2013, peut demander de recevoir, pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009, une rente établie conformément aux dispositions de la section III.

S'il ne se prévaut pas de cette option ou s'il prend sa retraite après le 30 avril 2013, les dispositions applicables pour ses années de participation à compter du 1er janvier 2009 seront alors celles établies en vertu du règlement.

35. Le participant actif visé à l'article 34 verse des cotisations salariales à la caisse de retraite correspondant au maximum entre les cotisations salariales établies conformément à l'article 3 et celles établies conformément à l'article 18 du règlement, et ce, du 1er janvier 2009 jusqu'à la date de sa retraite ou jusqu'au 30 avril 2013, selon la premières des éventualités. À compter du 1er mai 2013, le participant verse des cotisations salariales à la caisse de retraite Régime conformément à l'article 18 du règlement, le cas échéant.

36. Le participant actif visé au deuxième alinéa de l'article 34 a droit à un ajustement rétroactif, sans intérêts, correspondant aux cotisations salariales versées conformément à l'article 35 en excédent des cotisations salariales qui auraient dû être versées à compter du 1er janvier 2009 conformément à l'article 18 du règlement.

37. Pour le participant actif qui se prévaut de l'option prévue au premier alinéa de l'article 34, les montants de rentes servies relatifs aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 sont indexés conformément à la section VII.

ANNEXE N – COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe N s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de retraite des cadres de la Communauté urbaine de Montréal le 31 décembre 2010 et qui n'ont pas converti leur service antérieur au 1er janvier 2014 conformément à la section II du chapitre 3 du règlement.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2014 pour les participants actifs visés au premier alinéa.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 52, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, l'article 68 du règlement ne s'applique pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« années de service crédité » : la somme du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et du nombre d'années de participation;

« années de service reconnu » : la somme de :

1° Toute année de participation aux fins de l'admissibilité;

2° Toute période de 12 mois qu'un cadre a passé au service de la Communauté avant le 1er novembre 1983, sans égard à toute absence temporaire, suspension ou congé autorisé, avec ou sans traitement, pendant laquelle le cadre n'a pas versé les cotisations dues en vertu du régime de rentes de la Communauté qui était alors en vigueur; et

3° Toute période de 12 mois reconnue comme service aux fins de l'admissibilité à la retraite seulement en conformité avec une entente-cadre de transfert conclue avec un autre régime de retraite et visant le Régime de retraite des cadres de la Communauté urbaine de Montréal;

« cadre classe A » : en date du 1er janvier 2011, un des participants suivants, s'il n'a pas converti ses droits conformément à la section II du chapitre 3 du règlement : Sylvie Boileau, Michael Davidson, Jasmin Delisle, Richard Fortier, France Gosselin, Johanne Groulx, Michel Hamelin Purtell, François Landry, Jean Langlois, Josée Larivée, Gisèle

Laverdière, Régent Lemarbre, André Regnier, Naguib Tannous, Lucie Tousignant et Linda Villeneuve;

« cadre classe B » : toute personne qui est devenue un cadre, à titre permanent, le ou après le 1er janvier 1985 et qui n'a pas participé au régime de retraite établi par la Communauté en vertu du règlement 56. Est également un cadre classe B, tout cadre admissible au régime de retraite de la CUM le 1er juin 1990 ou, par la suite, le premier jour de travail dans une année civile s'il a été au service de la Communauté durant au moins 700 heures pendant l'année civile précédente ou s'il a reçu une rémunération au moins égale à 35 % du MGA pendant l'année civile précédente;

« Communauté » : la Communauté urbaine de Montréal;

« conjoint » : la personne qui se qualifie à titre de conjoint au sens de la section I du chapitre 1 du règlement, mais au jour qui précède le décès du participant ou au jour où débute le service de la rente, selon la première de ces éventualités.

Toutefois, une personne qui ne se qualifie pas à titre de conjoint à la date à laquelle débute le service de la rente peut également se qualifier si elle satisfait les conditions décrites premier alinéa à la date du 60e anniversaire de naissance du participant ou au jour qui précède son décès, selon la première des éventualités. Pour qualifier un tel conjoint, le participant doit avoir choisi le mode normal de versement prévue à l'article 24 ou à l'article 25, selon le cas. Il peut également avoir choisi un mode de rente nivelée conformément à l'article 51 du règlement;

« enfant » : une personne qui, à la date du début du service de la rente ou à la date du décès du participant, selon la première des éventualités, était :

1° Non mariée;

2° Âgée de moins de 18 ans;

3° L'enfant biologique ou adoptif du participant ou de son conjoint, y compris tout enfant à naître; et

4° À la charge du participant à la date du décès, soit une personne aux besoins de laquelle le participant subvenait;

« indice alternatif des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,040 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice alternatif des rentes de l'année précédente.

Cependant, pour la portion de rente correspondant au ratio des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001 sur le total des années de

participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, l'indice monétaire d'inflation de l'année courante est réduit de 0,036 plutôt que la réduction prévue de 0,040;

« indice des rentes » : pour l'année 1982, 1,000, et pour chaque année civile subséquente, le produit que l'on obtient en multipliant la différence qui résulte de la soustraction de 0,030 de l'indice monétaire d'inflation de l'année courante, par l'indice des rentes de l'année précédente.

Cependant, pour la portion de rente correspondant au ratio des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001 sur le total des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, l'indice monétaire d'inflation de l'année courante est réduit de 0,0255 plutôt que la réduction prévue de 0,030;

« invalidité » : durant les 24 premiers mois, l'invalidité s'entend d'un état de santé consécutif à une maladie ou à un accident, nécessitant des soins médicaux, en raison duquel le participant est totalement incapable d'accomplir les tâches habituelles de son emploi, sous réserve des limitations et exclusions habituellement applicables dans les contrats d'assurance en cas d'invalidité de courte durée; cette invalidité est présumée exister à compter de la date déterminée dans un rapport d'expertise signé par un médecin autorisé à exercer sa profession au Québec.

Par la suite, l'invalidité s'entend d'un état de santé consécutif à une maladie ou à un accident en raison duquel le participant est totalement incapable d'occuper tout emploi pour lequel il est raisonnablement qualifié en tenant compte de sa formation, de son éducation ou de son expérience, et qui comporte une rémunération supérieure à la rente à laquelle il aurait droit s'il avait atteint l'âge de 65 ans; cette invalidité est présumée exister à compter de la date déterminée dans un rapport d'expertise signé par un médecin autorisé à exercer sa profession au Québec.

Dans le cas d'un cadre nommé à titre permanent, l'emploi dont il s'agit au deuxième alinéa doit en être un que la Communauté peut lui offrir;

« meilleur traitement » : la moyenne du traitement pour ses trois années de participation consécutives les mieux rémunérées ou pour la durée de ses années de participation si cette durée est inférieure à trois années.

Aux fins du calcul du meilleur traitement, l'employé cadre dont le traitement est au maximum de l'échelle et qui a reçu dans les cinq années précédant sa retraite des montants forfaitaires suite à un rendement supérieur ou exceptionnel verra ces montants inclus dans le calcul de son meilleur traitement. En contrepartie, le cadre doit verser à la caisse un montant égal à la cotisation qu'il aurait dû normalement verser sur ce montant forfaitaire dont il est tenu compte pour la nouvelle détermination du meilleur traitement.

Si un employé qui avait été déclaré invalide revient au travail, il est réputé, aux fins du calcul du meilleur traitement, avoir été rémunéré durant la période d'invalidité. Cette rémunération fictive est basée sur son traitement au début de l'invalidité et augmenté, le 1er juillet de chaque année qui suit l'année d'invalidité, du pourcentage alternatif d'indexation annuel. Cette augmentation appliquée à la rémunération fictive du cadre est limitée de telle

manière que son meilleur traitement pour chaque année ne dépasse pas celui qui aurait vraisemblablement été le sien sans l'invalidité.

Lorsque appliqué aux prestations de rente relatives aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001, les traitements utilisés dans le calcul du meilleur traitement décrit aux deux alinéas précédents sont indexés jusqu'à la date de cessation de participation active selon les modalités d'indexation relatives à la rétribution totale indexée prévues à l'article 8504(2) du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications).

Aux fins de la présente définition, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« meilleur traitement ajusté » : la moyenne sur les trois dernières années de participation pendant lesquelles le participant a reçu un traitement ou est réputé avoir reçu une rémunération fictive du montant le moins élevé applicable à chacune de ces années ou partie d'année entre :

1° Le traitement reçu ou la rémunération fictive attribuée s'il s'agit d'un employé déclaré invalide pour lequel une telle rémunération a été attribuée;

2° Le MGA.

Aux fins de la présente définition, les années de participation incluent les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur;

« pourcentage alternatif d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, multiplié par le ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice alternatif des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice alternatif des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage alternatif d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage alternatif d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir.

Le pourcentage alternatif d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année.

« pourcentage d'indexation » :

1° Pour l'année suivant l'année de l'événement, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à celui de l'année de l'événement, rajusté du ratio du nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie ou différée durant l'année de l'événement sur 12;

2° Pour chaque année subséquente, le pourcentage de variation de l'indice des rentes de l'année considérée par rapport à l'indice des rentes de l'année suivant l'année de l'événement. Ce pourcentage d'indexation ainsi déterminé se compose avec celui applicable pour l'année suivant l'année de l'événement;

3° Malgré les paragraphes 1° et 2°, si le pourcentage d'indexation de l'année considérée est inférieur à celui de l'année précédente, ce dernier continue de prévaloir.

Le pourcentage d'indexation est révisé le 1er juillet de chaque année.

SECTION II
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

3. Pour les années 2011 à 2013, chaque participant actif verse à la caisse de retraite des cotisations salariales déduites de son salaire et dont le montant est égal à la somme de :

1° 2,80 % de son traitement, jusqu'au niveau du MGA et

2° 6,30 % de son traitement en excédent, s'il y a lieu, du MGA.

4. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2013 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite de la CUM à la caisse de retraite est égal au taux de rendement obtenus sur le placement de l'actif du régime de retraite de la CUM, déduction faite des frais de placements et d'administration.

SECTION III
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

5. La date normale de retraite est la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans.

6. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° La date à laquelle il atteint 30 années de service reconnu; ou

2° La date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans.

7. Une participante active qui est cadre classe A peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction, sous réserve de l'article 16, à compter de la date à laquelle elle atteint 25 années de service reconnu, si elle a au moins atteint l'âge de 50 ans.

8. Un cadre classe A qui est un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 17, à compter de la date à laquelle il a atteint l'âge de 55 ans si la somme de son âge et de ses années de service reconnu totalise au moins 80.

9. Un cadre classe B qui est un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 6, 7 et 8, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 18, à compter de la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

10. Un participant actif, qui n'est pas admissible à recevoir une rente anticipée prévue aux articles 6, 7, 8 et 9, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 19, à compter de la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans.

11. Un participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite continue de verser des cotisations salariales, d'accumuler des années de participation et le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant actif qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

12. Le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit la rente normale de retraite.

Pour le cadre classe A, il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la somme de :

1° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, une rente égale à 2,5 % du meilleur traitement multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 réduite du montant prévu à l'article 13.

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, la différence entre :

a) 2,0 % du meilleur traitement; et

b) L'excédent, s'il en est, de i) sur ii) :

i) Le pourcentage d'ajustement du meilleur traitement ajusté; et

ii) 0,5 % du meilleur traitement;

multipliée par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, sujet à un maximum de 32 années moins le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Le pourcentage d'ajustement correspond au moindre de :

a) Le pourcentage de réduction défini au sous-paragraphe b) du paragraphe 1°; et

b) Le pourcentage égal à $^{1}/_{35}$ de 25 %.

Pour le cadre classe B, il s'agit d'une rente viagère annuelle égale à la différence entre :

1° 2,0 % du meilleur traitement multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, sujet à un maximum de 35 années; et

2° L'excédent, s'il en est, de a) sur b) :

a) $^{1}/_{35}$ de 25 % du meilleur traitement ajusté multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, sujet à un maximum de 35 années; et

b) Pour les participants actifs, 0,20 % du meilleur traitement multiplié par les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur du 1er janvier 1983 au 31 décembre 2000.

13. La rente déterminée au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 12 est réduite à compter de la première des dates qui suivent :

1° À la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans ou à la date effective de la retraite si elle est postérieure; ou

2° La date effective de la retraite, si le cadre a acquis droit à une rente d'invalidité du RRQ en raison d'une invalidité existant au moment de la retraite et qui a bénéficié d'une prestation d'invalidité de longue durée d'un régime auquel participe la Communauté ou d'un programme administré par la Communauté.

La réduction de la rente consiste en un pourcentage du meilleur traitement ajusté pour chaque année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992. Ce pourcentage est égal à 25 % divisé par le plus grand des nombres suivants :

1° Le nombre d'années égal à 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du cadre, ou le 1er janvier 1966 s'il a atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance; ou

2° Le nombre d'années de service crédité entre le 31 décembre 1965 et la date à laquelle il atteint l'âge normal de la retraite.

14. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7, 8 ou 9 a droit à une prestation de raccordement additionnelle payable jusqu'à l'âge de 65 ans.

Pour le cadre classe A, la prestation de raccordement est égale pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, au plus élevé des montants suivants :

1° Le pourcentage d'ajustement du meilleur traitement ajusté; ou

2° 0,5 % du meilleur traitement;

multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, sujet à un maximum de 32 années moins le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Le pourcentage d'ajustement correspond au moindre :

1° Du pourcentage défini à l'article 13; et

2° Du pourcentage égal à $^{1}/_{35}$ de 25 %.

Pour le cadre classe B, la prestation de raccordement est égale à $^{1}/_{35}$ de 25 % du meilleur traitement ajusté multiplié par le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, sujet à un maximum de 35 années.

Malgré ce qui précède, le cadre qui a acquis droit à une rente d'invalidité du RRQ en raison d'une invalidité existant au moment de la retraite et qui a bénéficié d'une prestation d'invalidité de longue durée d'un régime auquel participe la Communauté ou d'un programme administré par la Communauté n'a pas droit à la prestation de raccordement.

15. Le participant qui prend sa retraite en vertu de l'article 6, 7, 8 ou 9 reçoit, sous réserve des articles 16, 17 et 18, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon l'article 12 coordonnée, le cas échéant, selon l'article 13 et de la prestation de raccordement déterminée selon l'article 14.

16. La participante qui est cadre classe A et qui prend sa retraite conformément à l'article 7 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15. Toutefois, la rente viagère découlant des années de service reconnu à compter du 1er janvier 1992 est réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la date à laquelle le total de son âge et de ses années de service aurait été égal à 80, en supposant qu'elle continue son emploi jusqu'à cette date.

17. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant qu'il continue son emploi jusqu'à cette date.

18. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 15 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable à la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 6, en supposant que les années de service reconnu continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

19. Le participant actif qui prend sa retraite conformément à l'article 10 reçoit une rente viagère réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente normale de retraite.

SOUS-SECTION 3
PRESTATIONS DE RETRAITE MAXIMALES

20. La sous-section 3 de la section V du chapitre 1 du règlement, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, s'applique uniquement à la rente attribuable aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

21. La prestation de raccordement maximale prévue à l'article 45 du règlement est déterminée au prorata du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 sur le nombre d'années de service crédité.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

22. Avant que ne débute le service de la rente du participant, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 24 en remplissant le formulaire prévu à cet effet par la commission. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en tout temps avant le début du service de la rente du participant en avisant par écrit la commission.

23. Lorsque la rente payée au participant a été établie de manière à tenir compte du droit du conjoint à une prestation de décès au moins égale à 60 % de la rente que le participant aurait reçue n'eût été de son décès et que ce conjoint perd son statut de conjoint au sens de la présente annexe pour une raison autre que le décès, le participant a droit, au moyen d'une demande faite par écrit à la commission, d'obtenir que le montant de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la

date de cessation de vie maritale. Le montant ou les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au participant à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente. Cependant, l'exercice de ce droit est conditionnel à ce que le participant n'ait pas demandé le maintien du statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33.

Nonobstant l'alinéa précédent, à moins que le participant n'ait maintenu le statut du conjoint conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 33, le rétablissement de la rente prévu à l'alinéa précédent doit être effectué, sans attendre une demande écrite du participant à cette fin, lorsque les droits du participant font l'objet d'un partage avec son ex-conjoint conformément à l'article 10 du règlement.

§ 1- Mode normal de rente

24. Sous réserve de l'article 22 et de la définition de conjoint, si le participant a un conjoint admissible au moment de la retraite, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès.

Toutefois, si le retraité qui décède avant l'âge de 65 ans était visé par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 13 ou le dernier alinéa de l'article 14, son conjoint reçoit également 60 % de la prestation de raccordement que le participant aurait reçue n'eût été de l'application de ce paragraphe ou de cet alinéa.

Pour la participante qui est cadre classe A et qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, la rente payable selon le mode normal prévu au premier alinéa est établie de façon à ce que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente comportant la prestation de décès prévue à l'article 25.

Aux fins du présent article, la prestation de raccordement payable au conjoint cesse à la date à laquelle le retraité aurait atteint l'âge de 65 ans.

25. Sous réserve de la définition de conjoint, si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite ou si ce dernier a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 22, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que, en cas de décès, ses ayants cause recevront la somme de ses cotisations salariales accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de sa retraite, déduction faite des versements de rente qu'il a reçus.

26. Au décès d'une retraitée cadre classe A qui a pris sa retraite conformément à l'article 7, chaque enfant, jusqu'à concurrence de quatre, reçoit une rente égale à 20 % de la rente qui aurait été payable à la participante en vertu de la sous-section 2 de la présente section, en considérant comme étant une rente viagère la prestation de raccordement pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, diminuée de la rente initiale payable à l'enfant en vertu du RRQ. La rente est payable jusqu'au premier jour du mois qui suit le 18e anniversaire de naissance de l'enfant.

Si la participante a cinq enfants ou plus, la rente égale à 80 % de la rente qui aurait été payable à la participante en vertu de la sous-section 2 de la présente section, diminuée de la rente initiale payable à l'enfant en vertu du RRQ, est répartie en parts égales à chaque enfant. Chaque fois qu'un enfant atteint l'âge de 18 ans, cette rente totale maximale est à nouveau répartie en parts égales entre les enfants âgés de moins de 18 ans. Cependant, un enfant ne peut recevoir une rente supérieure à 20 % de la rente qui aurait été payable à la participante en vertu de la sous-section 2 de la présente section diminuée de la rente initiale payable à l'enfant en vertu du RRQ.

§ 2- Modes facultatifs de rente

27. Jusqu'au 31 décembre 2013, le participant qui a un conjoint admissible au moment de la retraite peut opter pour un mode facultatif de versement de la rente, soit une rente payable jusqu'au premier décès du retraité ou de son conjoint et, par la suite, 75 % de cette rente devient payable au survivant sa vie durant.

Lorsque le conjoint décède avant le retraité moins d'un an après la retraite, la rente est payable à 100 % au retraité sa vie durant.

Toutefois, la valeur actualisée de cette rente ne doit pas dépasser celle d'une rente du même montant, mais garantie pour une période de cinq ans et réversible à 66 $^{2}/_{3}$ % au conjoint.

28. Jusqu'au 31 décembre 2013, le participant qui n'a pas de conjoint admissible au moment de la retraite, ou dont le conjoint a renoncé à son droit à une rente de conjoint survivant conformément à l'article 22, peut opter pour une rente comportant une période de garantie de 5, 10 ou 15 ans. La rente est alors réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente payable selon le mode normal prévu à l'article 25.

29. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

30. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable et en faisant les adaptations nécessaires, notamment en ce qui concerne le moment où s'applique la qualité de conjoint.

SECTION IV
INVALIDITÉ

31. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation active ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, le meilleur traitement et le meilleur traitement ajusté d'un participant invalide sont établis au début de son invalidité. La rente ainsi calculée est indexée conformément à l'article 40 ou l'article 41, selon le cas, à compter de la date de début de l'invalidité.

SECTION V
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

32. Les prestations payables pour un participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite sont établies conformément à la section VII du chapitre 1 du règlement.

SECTION VI
DÉCÈS

33. Le droit à une prestation de décès accordé au conjoint du participant s'éteint, selon le cas, par la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile et par la cessation de la vie maritale, sauf dans les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint reçoit une prestation de décès non pas à titre de conjoint mais à titre d'ayant cause du participant;

2° Lorsque le participant a avisé par écrit la commission de verser la rente ou la prestation de décès à ce conjoint malgré le divorce, l'annulation du mariage, la séparation de corps, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale;

3° Lorsque le participant et son conjoint sont judiciairement séparés de corps mais qu'ils ont repris la vie commune à la date à laquelle s'établit la qualité de conjoint.

34. Aux fins de la présente section, l'article 67 du règlement s'applique en considérant les prestations de décès payables aux enfants, le cas échéant, pour établir la valeur minimale de la prestation de décès totale payable du Régime.

35. Sous réserve du deuxième alinéa, au décès d'un participant actif avant sa date normale de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 26,25 % du meilleur traitement du participant. La rente est payable jusqu'à la date du versement qui suit le décès du conjoint.

En cas de décès d'un cadre classe A, cette rente ne peut être inférieure à la rente constituée de la somme des rentes suivantes :

1° 50 % de la rente créditée au participant en vertu de la sous-section 2 de la Section III diminuée de la rente initiale payable au conjoint en vertu du RRQ; et

2° Pour chacun des trois premiers enfants du participant, une rente égale à 10 % de la rente créditée au participant en vertu de la sous-section 2 de la Section III diminuée de la rente initiale payable à chaque enfant en vertu du RRQ.

36. Sous réserve du troisième alinéa, au décès d'un participant actif sans conjoint ou en cas de renonciation du conjoint conformément à l'article 71 du règlement, chaque enfant, jusqu'à concurrence de trois, reçoit une rente égale 8,75 % du meilleur traitement. La rente est payable jusqu'au premier jour du mois qui suit le 18e anniversaire de naissance de l'enfant.

Si le participant a quatre enfants ou plus, la rente égale à 26,25 % du meilleur traitement du participant est répartie en parts égales à chaque enfant. Chaque fois qu'un enfant atteint l'âge de 18 ans, la rente totale égale à 26,25 % du meilleur traitement du participant est à nouveau répartie en parts égales entre les enfants âgés de moins de 18 ans. Cependant, un enfant ne peut recevoir une rente supérieure à 8,75 % du meilleur traitement du participant.

En cas de décès d'un cadre classe A, la rente payable à chaque enfant ne peut toutefois être inférieure à la rente décrite à l'article 26.

37. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement, son conjoint survivant reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article article 67 du règlement; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 24, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction de la forme de versement choisie par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 24 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette portion de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

38. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint a droit à une rente immédiate de valeur actuarielle équivalente à 60 % de la rente différée qui aurait été payable au participant à compter de la date normale de retraite.
Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 67 du règlement.

39. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la section III de la présente annexe.

SECTION VII
INDEXATION

40. Pour les participants cadre classe A, les montants de rentes servies et différées sont augmentés conformément aux paragraphes suivants :

1° Le montant de toute rente servie ou différée au participant, ou de toute prestation payable en cas de décès après la retraite de même que les rentes minimales prévues aux deuxième alinéa de l'article 35 et au troisième alinéa de l'article 36, est égal au plus élevé des montants prévus aux sous-paragraphes a) et b) :

a) Le montant qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable;

b) 87,5 % du montant visé au sous-paragraphe a), augmenté du pourcentage alternatif d'indexation.

Nonobstant ce qui précède, le pourcentage de 87,5 % est remplacé par 100 % pour la portion de rente correspondant au ratio des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 2001 sur le total des années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur.

2° Le montant de toute rente servie au conjoint du participant, ou à ses enfants, en cas de décès avant la retraite, autres que ceux mentionnés au paragraphe 1°, est égal au montant qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage alternatif d'indexation.

41. Pour les participants cadre classe B, le montant de toute rente servie ou différée est égal au montant qui serait payable si aucune indexation n'y était applicable, augmenté du pourcentage d'indexation.

42. La rente différée relative aux années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 2009 est augmentée, s'il y a lieu, d'une indexation minimale entre la date à laquelle le participant cesse d'être actif et la date à laquelle le participant atteint son 55e anniversaire de naissance. Cette indexation minimale est de 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, non

désaisonnalisé, publiée par Statistique Canada entre le mois au cours duquel le participant a cessé d'être actif et celui au cours duquel cesse l'indexation. Le taux annualisé de cette indexation ne peut toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %. Cette indexation est réputée comprendre toute autre indexation accordée par le Régime.

ANNEXE O – SAINT-LAURENT

SECTION I
DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. La présente Annexe O s'applique uniquement à l'égard des participants qui participaient au Régime de rentes des employés de Ville de Saint-Laurent le 31 décembre 2013.

Elle s'applique au service antérieur au 1er janvier 2014 pour les participants actifs visés au premier alinéa.

Les dispositions du règlement s'appliquent à la participation et aux prestations visées par la présente annexe, à moins que celle-ci ne comporte des dispositions à l'effet contraire.

Notamment, les articles 26, 39, 40, 43 à 47, 66, 67, 86 et 88 du règlement s'appliquent à la totalité de la participation reconnue et des prestations payables par le Régime, incluant la participation reconnue et les prestations payables conformément à la présente annexe.

Par exception, les articles 16, 52, 62, 68, 73 et 74 du règlement ne s'appliquent pas à la participation et aux prestations visées par la présente annexe.

2. Pour les fins de la présente annexe, on entend par :

« indice des prix à la consommation » : moyenne annuelle calculée à partir des indices des prix à la consommation au Canada, établis par Statistique Canada pour chaque mois de la période de 12 mois prenant fin le 31 octobre de l'année précédente;

« invalidité » : un état d'incapacité résultant d'une maladie ou d'un accident qui , pendant les 24 premiers mois, empêche complètement le participant d'exercer les tâches habituelles de sa fonction et, après 24 mois, empêche effectivement le participant d'exercer toute activité à but lucratif pouvant correspondre raisonnablement aux aptitudes des personnes ayant son éducation, sa formation et son expérience, quoique n'exigeant pas nécessairement des soins médicaux. Cette incapacité doit être attestée par écrit par un médecin légalement autorisé à exercer sa profession soit par les lois provinciales applicables soit par les lois du lieu où le participant réside;

« rente différée » : la rente dont le service est différé à la date normale de retraite ou, si antérieure, à toute autre date prévue à la section VI de la présente annexe.

SECTION II
PARTICIPATION

3. Tout participant non actif qui a droit à une rente différée et qui redevient un participant actif au Régime peut faire reconnaître ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur accumulées avant la date de sa réembauche. Le cas échéant, son droit aux prestations de cessation de participation active, eu égard à ces années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur, notamment son droit au paiement d'une rente

différée ou au transfert de la valeur de cette rente différée, est alors suspendu jusqu'à la prochaine cessation d'emploi. Pour les fins de l'article 26 du règlement et des prestations qui en découlent, les cotisations salariales du participant versées avant la date de sa réembauche et accumulées avec les intérêts s'ajoutent aux cotisations salariales en cours de versement. La valeur actualisée de la rente qui sera payable relativement à ces années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur devra être au moins égale, à la date de l'événement, à la valeur actualisée de la rente différée à laquelle le participant avait droit avant sa réembauche.

SECTION III
COTISATIONS SALARIALES ET INTÉRÊT

4. Les cotisations salariales versées jusqu'au 31 décembre 2013 et accumulées avec les intérêts en vertu des dispositions du régime de retraite de Saint-Laurent sont reconnues à titre de cotisations salariales aux fins du Régime.

5. Le taux d'intérêt annuel applicable sur les cotisations versées jusqu'au 31 décembre 2013 et crédité jusqu'à la date de transfert des actifs du régime de retraite de Saint-Laurent à la caisse de retraite est basé sur le taux de rendement obtenus sur le placement de l'actif du régime de retraite de Saint-Laurent, déduction faite des frais de placements et d'administration.

SECTION IV
RETRAITE

SOUS-SECTION 1
ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE

6. La date normale de retraite est le premier jour du mois suivant le 65^{e} anniversaire de naissance du participant.

7. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée sans réduction à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 60 ans;

2° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il complète 30 années de participation aux fins de l'admissibilité;

3° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité totalise 85.

8. Un participant actif de sexe féminin qui a adhéré au régime de retraite de Ville de Saint-Laurent avant le 1er octobre 1990 peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 17, à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu qu'il ait complété 25 années de participation aux fins de l'admissibilité.

9. Un participant actif peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 18, à compter de la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans;

2° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 48 ans pourvu qu'il ait complété 25 années de participation aux fins de l'admissibilité; ou

3° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle il atteint l'âge de 50 ans pourvu que le total de son âge et de ses années de participation aux fins de l'admissibilité égale au moins 70.

10. Un participant actif, qui n'est pas admissible à la retraite en vertu des articles 8 et 9, peut prendre sa retraite et recevoir une rente anticipée avec réduction, cette réduction étant établie conformément à l'article 19, à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle il est admissible à recevoir une rente anticipée avec réduction conformément à l'article 29 du règlement.

11. Pour le participant actif qui est encore à l'emploi de la Ville après avoir atteint sa date normale de retraite, le paiement de sa rente viagère est ajourné jusqu'à ce que sa période d'emploi continu se termine ou jusqu'à ce que le début du versement de sa rente soit obligatoire en vertu du deuxième alinéa, selon la première des éventualités. La rente qui lui est alors payable est établie conformément à l'article 40 du règlement.

Le participant qui est toujours à l'emploi de la Ville le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge prévu à l'article 8502 du Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications) devient un retraité aux fins du Régime et le paiement de sa rente viagère commence à cette date.

SOUS-SECTION 2
RENTES DE RETRAITE

12. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au produit de 2,5 % du meilleur traitement réduit d'un pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation active et les deux années précédentes, et du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

Ce pourcentage est égal au quotient obtenu en divisant 25 % par le plus grand des nombres suivants :

1° 35;

2° 85 % du nombre d'années comprises entre le 18e anniversaire de naissance du participant ou le 1er janvier 1966, s'il atteint l'âge de 18 ans avant cette date, et son 65e anniversaire de naissance.

Nonobstant ce qui précède, la rente annuelle créditée payable à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le participant atteint l'âge de 65 ans ne peut être inférieure à 2 % du meilleur traitement du participant par année de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

13. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant qui prend sa retraite à sa date normale de retraite reçoit une rente viagère annuelle égale au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 et de la différence entre :

1° 2,0 % du meilleur traitement; et

2° L'excédent, s'il en est, entre :

a) Le pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation active et les deux années précédentes, tel que ce pourcentage est défini à l'article 12; et

b) 0,5 % du meilleur traitement.

Pour les fins du présent article, le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 est limité à 35 moins le nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992.

14. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8, 9 ou 10 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois au cours duquel il atteint son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur avant le 1er janvier 1992 et du moins élevé entre :

1° Le pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation et les deux années précédentes, tel que ce pourcentage est défini à l'article 12; et

2° 0,5 % du meilleur traitement.

15. Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992, le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8, 9 ou 10 a droit à une prestation de raccordement payable jusqu'au premier jour du mois au cours duquel il atteint son 65e anniversaire de naissance et dont le montant annuel est égal au produit du nombre d'années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992 et du plus élevé entre :

1° Le pourcentage du meilleur traitement, jusqu'à concurrence de la moyenne du MGA pour l'année de la cessation de participation active et les deux années précédentes, tel que ce pourcentage est défini à l'article 12; et

2° 0,5 % du meilleur traitement.

16. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 7, 8, 9 ou 10 reçoit, sous réserve des articles 17, 18 et 19, une rente immédiate égale à la somme de la rente viagère déterminée selon les articles 12 et 13 et de la prestation de raccordement déterminée selon les articles 14 et 15.

17. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 8 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 16. La portion de cette rente correspondant à la rente viagère déterminée conformément à l'article 12 est réduite de 0,25 % pour chaque mois entre la date de la retraite et la première des dates suivantes :

1° Le premier jour du mois suivant le 60^{e} anniversaire de naissance du participant;

2° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle le participant aurait complété 30 années de service, s'il était demeuré à l'emploi de la Ville;

3° Le premier jour du mois suivant la date à laquelle le total de l'âge du participant plus le nombre d'années de service aurait été égal à 80, s'il était demeuré à l'emploi de la Ville.

La portion de la rente anticipée correspondant à la rente viagère déterminée conformément à l'article 13 ainsi que la prestation de raccordement déterminée conformément aux articles 14 et 15 sont réduites, le cas échéant, selon les dispositions prévues à la sous-section 3 de la présente section.

Le participant visé par le présent article a droit à une prestation de raccordement additionnelle, s'il y a lieu, pour compenser la réduction pour anticipation du paiement de la rente viagère, tel que décrit ci-haut.

18. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 9 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 16 réduite d'un pourcentage pour chaque mois entre la date de retraite et la première date à laquelle il aurait été admissible à une retraite en vertu de l'article 7, en supposant que les années de participation aux fins de l'admissibilité continuent de s'accumuler jusqu'à cette date.

Le pourcentage de réduction varie selon l'âge du participant au cours de la période d'anticipation.

Âge du participant	**% de réduction par mois**
Moins de 50 ans	$^{1}/_{2}$ %

De 50 à 55 ans	$^1/_3$ %
55 ans et plus	$^1/_4$ %

19. Le participant actif qui prend sa retraite en vertu de l'article 10 reçoit la rente anticipée prévue à l'article 16 réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente qui serait payable en vertu de l'article 18.

SOUS-SECTION 3
PRESTATION DE RETRAITE MAXIMALE

20. Aux fins de la présente annexe, la « rétribution moyenne la plus élevée » définie à l'article 43 du règlement correspond au meilleur traitement du participant.

21. Aux fins de la présente annexe, les articles 44 et 46, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 44, du règlement ne s'appliquent que pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur à compter du 1er janvier 1992.

SOUS-SECTION 4
SERVICE DE LA RENTE

22. Le conjoint du retraité peut renoncer à la prestation de décès prévue à l'article 23 en avisant par écrit la commission avant le paiement de la prestation de décès applicable. La renonciation ne vaudra toutefois pas si le conjoint admissible à la prestation de décès n'est pas celui qui y a renoncé. Le conjoint peut révoquer cette renonciation en avisant par écrit la commission avant le début du service de la rente du participant.

§ 1- Mode normal de rente

23. Sous le mode normal, la rente est versée au retraité sa vie durant avec la garantie que son conjoint recevra sa vie durant, à compter du versement pour la quinzaine suivant celle du décès du retraité, une rente égale à 60 % de celle qu'il aurait reçue n'eût été de son décès. Toutefois, si le décès du retraité survient dans les 120 mois suivant immédiatement la date de sa retraite, la rente payable au conjoint est égale à 100 % de celle que le retraité aurait reçue n'eût été de son décès jusqu'à la fin de ces 120 premiers mois. Si le conjoint décède avant la fin de la période de 120 mois, les ayants cause du participant ont droit au paiement du solde des versements prévus jusqu'à la fin de cette période garantie de 120 mois.

Lorsque la prestation de décès est payable aux ayants cause, ceux-ci peuvent opter pour un montant forfaitaire correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

24. Si le retraité n'a pas de conjoint admissible à la date de son décès ou si son conjoint a renoncé à ses droits conformément à l'article 22, le solde, s'il y a lieu, des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois débutant avec la date de retraite du participant est versé à ses ayants cause. Ceux-ci peuvent opter pour un montant forfaitaire

correspondant à la valeur actualisée du solde des versements prévus jusqu'à la fin de la période de 120 mois.

§ 2- Modes facultatifs de rente

25. Le mode normal de rente prévu à l'article 49 du règlement devient un mode facultatif de rente applicable à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable.

26. Les modes facultatifs de rente prévus aux articles 50 et 51 du règlement s'appliquent à la rente payable au retraité en vertu de la présente annexe dans la mesure permise en vertu de la législation applicable.

SECTION V
INVALIDITÉ

27. Un participant invalide est exonéré de verser des cotisations salariales tant qu'il répond à la définition d'invalidité.

28. À la date à laquelle l'exonération des cotisations salariales prend fin, si le participant ne revient pas au travail, il a droit aux prestations de cessation de participation ou aux prestations de retraite, s'il y est admissible.

Aux fins du calcul de la rente, les gains cotisables d'un participant invalide correspondent aux gains cotisables au début de son invalidité indexé le 1er janvier de chaque année selon l'augmentation moyenne des gains cotisables des cadres.

SECTION VI
CESSATION DE PARTICIPATION ACTIVE

29. Le participant dont la participation active cesse pour une raison autre que le décès ou la retraite, devient un participant non actif et a droit à une rente différée dont le montant est égal à la rente viagère déterminée selon les articles 12 et 13, en fonction de ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur et de son meilleur traitement à la date de la cessation de sa participation active.

30. Le participant non actif qui a droit à une rente différée en vertu de l'article 29 peut demander que celle-ci lui soit versée le premier jour de n'importe quel mois avant sa date normale de retraite. Si le participant prend sa retraite avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans, il reçoit alors une rente viagère immédiate réduite afin que sa valeur actuarielle soit équivalente à celle de la rente différée payable à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle le participant atteint l'âge de 55 ans et réduite de 0,5 % pour chaque mois entre cette date et la date normale de la retraite. Si le participant prend sa retraite à compter de la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans, il reçoit alors une rente viagère immédiate réduite de 0,5 % pour chaque mois entre la date effective de la retraite et la date normale de retraite.

31. Un participant dont la participation active a cessé avant la date de son 55e anniversaire de naissance peut choisir de transférer la valeur actualisée de toute prestation à laquelle il a droit dans un régime admissible au plus tard 90 jours suivant la date de son 55e anniversaire de naissance.

32. Le participant qui cesse sa participation active à une date qui est à 10 ans ou plus de la date normale de retraite a droit, pour ses années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur entre le 1er janvier 2001 et le 31 décembre 2013, à une prestation additionnelle déterminée de la manière prévue par l'article 60.1 de la Loi et ses règlements d'application. Cette prestation additionnelle est payée en un versement unique.

SECTION VII
DÉCÈS

33. Au décès d'un participant actif avant d'être admissible à la retraite en vertu de l'article 6, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants causes reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990, de la prestation additionnelle déterminée conformément à l'article 32 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 calculées conformément à l'article 26 du règlement, le cas échéant. Ces prestations sont déterminées comme si le participant avait cessé son emploi le jour de son décès pour un raison autre que le décès.

34. Au décès d'un participant actif à compter de la date à laquelle il est admissible à une retraite en vertu de l'article 6, mais avant sa date normale de retraite, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants causes reçoivent une prestation égale à la somme :

1° Des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, payable en un versement unique;

2° Pour les années de participation en vertu d'un régime de retraite antérieur après le 31 décembre 1989, la valeur des prestations payables en vertu de l'article 23 ou 24, selon le cas, comme si le participant avait effectivement pris sa retraite la veille de son décès.

Si la prestation est versée au conjoint, elle est versée sous forme de rente. Sinon, elle est payable en un versement unique aux ayants cause du participant.

35. Au décès d'un participant actif pendant la période d'ajournement du versement de sa rente, son conjoint reçoit une rente dont la valeur actualisée est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° La valeur établie conformément à l'article 33; et

2° La valeur actualisée de la rente que le conjoint aurait reçue conformément à l'article 23, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour précédant le décès du participant.

Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33.

Si la rente du participant avait commencé à être versée en partie, la prestation de décès payable est déterminée en fonction du mode de versement choisi par le participant pour la partie de sa rente qui était déjà en paiement. La prestation de décès payable au conjoint par rapport à la partie de sa rente dont le versement n'a pas encore commencé est établie conformément à l'article 23 comme si le participant avait cessé son emploi et demandé le versement de la balance de sa rente la veille de son décès. La valeur actualisée de cette partie de la prestation de décès doit au moins être égale à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale. Si le participant n'a pas de conjoint admissible au moment de son décès ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants cause reçoivent un remboursement égal à la prestation de décès prévue à l'article 33 réduite en proportion de la partie de la rente dont le versement n'a pas encore débuté sur la rente totale.

36. Au décès, avant le début du service de la rente, d'un participant non actif ayant droit à une rente différée, son conjoint, ou en l'absence d'un conjoint ou en cas de renonciation du conjoint à ses droits conformément à l'article 71 du règlement, ses ayants causes reçoivent une prestation égale à la somme des cotisations salariales versées avant le 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts, de la valeur actualisée de la rente différée accumulée à compter du 1er janvier 1990 et des cotisations excédentaires à compter du 1er janvier 1990 accumulées avec les intérêts jusqu'à la date de décès du participant, le cas échéant.

37. Au décès d'un retraité, les seules prestations de décès payables sont celles payables en vertu de la sous-section 4 de la Section IV de la présente annexe.

SECTION VIII
INDEXATION

38. L'indice des rentes d'une année civile est égal à la proportion que représente l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente, réduit de 0,015. Toutefois, pour toute année à l'égard de laquelle ce calcul fournit un indice des rentes inférieur à 1,000, l'indice des rentes est égal à 1,000. Nonobstant ce qui précède, l'indice des rentes pour une année ne pourra jamais être inférieur au moindre de :

1° La proportion que représente l'indice des prix à la consommation de l'année par rapport à celui de l'année précédente; et

2° 1,025.

39. Les rentes servies sont indexées de la façon prévue aux deuxième et troisième alinéas.

Pour l'année suivant celle où débute le service de la rente, l'indice des rentes est égal à 1,000 plus la différence entre l'indice des rentes de l'année et 1,000 multipliée par le nombre de mois entiers pour lesquels la rente a été servie durant la première année de service de la rente et divisé par 12.

Pour les années subséquentes, le montant de la rente payable au participant ainsi que celle payable à son conjoint en cas de décès après la retraite est égal au produit obtenu en multipliant le montant de la rente qui aurait été autrement payable par l'indice des rentes applicable, selon le cas.

40. Les rentes différées ne sont pas indexées.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166688004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :
1. d'adopter le « Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-29 18:59

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166688004**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

En mai 2015, le conseil municipal a adopté le Règlement 15-040 visant à lutter contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Ce règlement a permis d'harmoniser les interventions appliquées sur les frênes publics et privés afin d'assurer le succès des efforts de lutte contre l'agrile du frêne à Montréal. Après presque une année d'existence du Règlement, il est nécessaire de le modifier afin de combler des vides juridiques pour faciliter son application.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0830 - 15 juin 2015 - Adoption - 1- Adopter le « Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ». 2- Autoriser un virement budgétaire de 1 000 000 $ en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour 2015. 3- Ajuster annuellement la base budgétaire. CM15 0690 - 25 mai 2015 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

CM15 0543 - 28 avril 2015 - Dans le contexte de l'adoption du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne, de déclarer le conseil de la ville compétent en matière d'abattage d'arbres lorsqu'il s'agit de frênes.

CE14 1450 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Ouest, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 69 762,23 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13900 - Un seul soumissionnaire

CE14 1451 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Novafor pour le dépistage de frênes publics dans les grands parcs, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 113 474,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13898 - Deux soumissionnaires.

CE14 1449 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Centre, dans le cadre de la

stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 77 263,20 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13899 - Un seul soumissionnaire.

CM14 0610 - 16 juin 2014 - Accorder un contrat au Service des Espaces Verts pour l'injection de frênes sur le domaine public dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 1 998 552,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-6698 - (1 soumissionnaire).

CE14 0667 - 23 avril 2014 - Autoriser un virement budgétaire de 2 645 000 $ en provenance du service des Finances vers la Direction des grands parcs et du verdissement du Service de la qualité de la vie pour soutenir la lutte à l'agrile du frêne, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Plusieurs modifications sont proposées au texte du Règlement. Voici la description des modifications proposées:
Les articles 2 et 4, ainsi que l'annexe B, du Règlement sont modifiés pour faire passer le diamètre minimal qui exige un permis d'abattage de 10 à 15 cm. Ceci vise à harmoniser le diamètre minimal d'exigence du permis d'abattage avec le diamètre minimal d'obligation de traitement dans les zones à risque qui est également de 15 cm.

L'article 12 du Règlement est modifié par le remplacement de «Le propriétaire de tout frêne se trouvant dans une zone à risque» par « Le propriétaire d'un terrain se trouvant en tout ou en partie dans une zone à risque» dans la première ligne de son premier paragraphe. Cette modification de l'article 12 du Règlement vise l'identification plus précise des frênes auxquels s'applique cet article.

Dans l'article 12 du Règlement, il est également proposé d'ajouter une mention relative à la conformité du Règlement montréalais sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) à toutes les mentions relatives à «pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne» qui se trouvent dans le premier et le dernier paragraphe de cet article. Depuis l'adoption du Règlement modifiant le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le 25 janvier 2016, certains pesticides homologués au Canada sont dorénavant interdits à Montréal. Cette modification vise donc à éviter toute confusion sur les pesticides autorisés pour le traitement des frênes.

Dans le texte du Règlement des articles 9, 10 et 11, il est proposé de remplacer la date du «15 mars» et la date du «1er octobre» par les dates du «15 avril» et du «15 septembre», respectivement. Ces modifications visent à prolonger la période durant laquelle le bois de frêne, non transformé, peut être déplacé sur le territoire de la Ville afin de faciliter l'élimination des frênes dépérissants ou morts. La nouvelle période où il sera permis de transporter le bois de frêne sans risquer de propager l'agrile sera dorénavant comprise entre le 15 septembre et le 15 avril.

JUSTIFICATION

L'objectif du *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* est d'harmoniser les efforts réalisés sur les domaines privé et public pour assurer le succès des interventions de lutte contre l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville. La protection de la canopée de frênes montréalaise dépend du succès de l'application de ce Règlement.
Les trois premières modifications proposées au Règlement visent à éliminer des vides juridiques afin de rendre son interprétation et son application plus facile. Les modifications proposées aux dates des articles 9, 10 et 11 du Règlement visent à faciliter l'élimination des frênes, morts, dépérissants ou infestés en prolongeant les périodes où le bois de frêne peut

être déplacé sans risque de propager l'agrile. L'élimination des frênes morts, dépérissants et infestés est une des stratégies déployées parmi les plus efficaces pour ralentir la mortalité des frênes sur le territoire de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'application de ce Règlement vise à préserver une partie de la canopée du territoire montréalais composée de frênes. Ce Règlement est en concordance avec l'objectif d'augmentation de la canopée de 5%, d'ici 2025, que s'est fixé la Ville dans son plan corporatif de développement durable adopté en 2012.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les modifications proposées au Règlement sont essentielles afin de faciliter son interprétation et son application pour qu'il contribue à la protection de la canopée de frêne montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication, dont un des objectifs est d'améliorer le respect du Règlement par les propriétaires de frênes privés est en cours d'élaboration. Il sera lancé en avril 2016.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Modification au Règlement (Avis de motion au Conseil municipal) 21 mars 2016

- Modification au Règlement (Adoption au conseil municipal) 18 avril 2016
- Lancement des actions du plan de communication (avril 2016)
- Entrée en vigueur des modifications du Règlement (mai 2016)
- Mise en application du Règlement modifié (1er juin 2016)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec la législation et la réglementation applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Christine AUBÉ-GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anthony DANIEL
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 872-0051
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Pierre JUTRAS
Agronome

Tél : 514 872-7147
Télécop. : 514 872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-29

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DE L'AGRILE DU FRÊNE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu les articles 4, 10, 19 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ chapitre C-47.1);

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 5° de l'article 2, l'article 4 ainsi que le paragraphe 1° de l'article 1 de l'annexe B, du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040) sont modifiés, par le remplacement, du chiffre « 10 cm » par le chiffre « 15 cm ».

2. Les articles 9, 10 et 11 de ce règlement sont modifiés par le remplacement, dans chacun de ces articles, des mots « 1er octobre » par les mots « 15 septembre » et les mots « 15 mars » par les mots « 15 avril ».

3. L'article 12 ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Le propriétaire d'un terrain se trouvant en tout ou en partie dans une zone à risque, identifiée à l'annexe A du présent règlement doit faire procéder au traitement des frênes de ce terrain à l'aide d'un pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne, conforme aux exigences de la législation et de la réglementation applicables relatives aux pesticides au Québec (Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides, RLRQ c. P-9.3, r.2) et à la Ville de Montréal (Règlement sur l'utilisation des pesticides de Montréal (04-041), avant le 31 août de l'année de déclaration de cette zone à risque. Le propriétaire doit pouvoir démontrer, au moyen d'un document reconnu, que ses frênes ont été traités dans le délai prescrit. »;

2° le remplacement, dans la première phrase du deuxième alinéa, des mots « du frêne » par les mots « des frênes »;

3° le remplacement, dans la dernière phrase du deuxième alinéa, des mots « son frêne a été traité » par les mots « ses frênes ont été traités »;

4° le remplacement du dernier alinéa par le suivant :

« Sont considérées comme des documents reconnus au sens du présent article les factures pour les travaux de traitement de frênes à l'aide d'un pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires (L.C. 2002, chapitre 28) et conformes au Règlement sur l'utilisation des pesticides de Montréal (04-041), par une entreprise qui dispose des permis ou certificats nécessaires pour réaliser ces travaux en vertu de la Loi sur les pesticides (RLRQ c. P-9.3) et du Règlement sur les permis et les certificats pour la vente et l'utilisation des pesticides (RLRQ c. P-9.3, r.2). Pour être considérées comme des documents reconnus, les factures doivent également indiquer le nom du propriétaire des frênes traités et l'adresse de l'endroit où les travaux ont été effectués. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1166688004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166688005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

Il est recommandé :

1. d'adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-01 18:40

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166688005**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2015, le conseil municipal a adopté le Règlement 15-063 visant à soutenir financièrement les interventions sur le domaine privé imposées par le nouveau règlement de lutte contre la propagation de l'agrile du frêne par l'adoption du *Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque* , afin d'encourager les interventions sur les frênes privés, ceci en complément des interventions menées par la Ville sur les frênes publics depuis plusieurs années. Ce Règlement de subvention fait intervenir les entreprises en arboriculture pour octroyer une subvention aux propriétaires de frênes privés dans les zones à risque. Un an après l'adoption de ce Règlement, des ajustements sont nécessaires afin d'améliorer le programme et stimuler davantage la participation des entreprises en arboriculture qui agissent à titre d'intermédiaires entre la Ville et les propriétaires de frênes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0830 - 15 juin 2015 - Adoption - 1- Adopter le « Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ». 2- Autoriser un virement budgétaire de 1 000 000 $ en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour 2015. 3- Ajuster annuellement la base budgétaire.
CM15 0690 - 25 mai 2015 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

CM15 0543 - 28 avril 2015 - Dans le contexte de l'adoption du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne, de déclarer le conseil de la ville compétent en matière d'abattage d'arbres lorsqu'il s'agit de frênes.

CE14 1450 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Ouest, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 69 762,23 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13900 - Un seul soumissionnaire

CE14 1451 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Novafor pour le dépistage de

frênes publics dans les grands parcs, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 113 474,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13898 - Deux soumissionnaires.

CE14 1449 - 24 septembre 2014 - Accorder un contrat à Service d'arbres Primeau pour le dépistage de frênes sur le domaine public en rue - Secteur Centre, dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 77 263,20 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 14-13899 - Un seul soumissionnaire.

CM14 0610 - 16 juin 2014 - Accorder un contrat au Service des Espaces Verts pour l'injection de frênes sur le domaine public dans le cadre de la stratégie de lutte à l'agrile du frêne pour une somme maximale de 1 998 552,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-6698 - (1 soumissionnaire).

CE14 0667 - 23 avril 2014 - Autoriser un virement budgétaire de 2 645 000 $ en provenance du service des Finances vers la Direction des grands parcs et du verdissement du Service de la qualité de la vie pour soutenir la lutte à l'agrile du frêne, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Il est proposé d'effectuer les modifications suivantes au Règlement de subvention:
1. À l'article 5 du Règlement, le début de la période d'admissibilité des travaux au programme de subvention est devancé du 15 juin au 1er juin;

2. À l'article 7 du Règlement, le coût plafond des travaux de traitement dont 50% est subventionnés est augmenté de 5,00$ à 6,00 $ le centimètre;

3. L'article 11 du Règlement est modifié par le remplacement du coût subventionné de 2,50 $ à 3,00 $ du centimètre de diamètre de tronc , mesuré à 1,40 mètre du niveau du sol, l'ajout, à la fin du 1er alinéa des mots « , auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 20 $ par propriété privée. » et l'ajout, à la fin du 2e alinéa des mots « sur une période de 2 ans ». L'augmentation de 2,50 $ à 3,00 $ correspond au montant subventionné, soit 50% du tarif maximal des travaux de 6,00 $ par centimètre. Le montant forfaitaire de 20 $ par adresse vise à compenser les entreprises participantes au programme qui doivent facturer à la fois la ville et les propriétaires de frênes. Enfin, l'ajout des mots « sur une période de 2 ans» vise à limiter la subvention à 2 000 $ par propriété privée sur une période de deux ans.

4. L'annexe A du Règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa 8°« le coût de tous les frais connexes en lien avec les travaux (tels les frais de déplacement, les frais d'estimation ou de diagnostic, etc.) ». Cet ajout permet d'obtenir plus de détails sur les frais connexes facturés aux propriétaires de frênes sur la facture.

JUSTIFICATION

L'objectif du *Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque* est d'aider les propriétaires de frênes privés à respecter les exigences du *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* . Ce dernier Règlement, adopté en mai 2015, vise quant à lui à harmoniser les efforts réalisés sur le domaine privé et public pour assurer le succès des interventions de lutte contre l'agrile du frêne. La protection de la canopée de frênes montréalaise dépend ainsi directement du succès de l'application de ces

deux règlements.
Les modifications proposées Règlement de subvention visent à augmenter la notoriété et l'accessibilité de ce programme. Le prolongement de la période de vigueur du programme poursuit cet objectif. L'ajustement du tarif maximal subventionné, à un tarif reflétant davantage le marché, permettra d'augmenter le nombre d'entreprises en arboriculture qui participeront au programme. Il sera ainsi plus facile pour les propriétaires de frênes privés, dans les zones à risque, de trouver une entreprise par laquelle obtenir la subvention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits budgétaires nets pour financer cette dépense proviennent du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). Pour l'année 2016, les crédits de 1 000 000 $ ont été réservés par l'engagement de gestion QV66688005. L'information comptable est détaillée dans l'intervention du Service des finances.
Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre. Le SGPVMR, désigné par le conseil de la ville, a le pouvoir d'intervenir en matière d'environnement en vertu l'article 84 de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une plus grande participation au programme de subvention augmentera le nombre de frênes privés traités sur le territoire de la ville et ce qui contribuera à préserver une partie de la canopée du territoire montréalais. Ce Règlement est en concordance avec l'objectif d'augmentation de la canopée de 5%, d'ici 2025, que s'est fixé la Ville dans son plan corporatif de développement durable adopté en 2012.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans les modifications proposées au Règlement, le programme de subvention pourrait connaître un succès amoindri et le succès des efforts pour protéger la canopée de frêne montréalaise pourrait être diminué.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication, dont un des objectifs est d'améliorer la notoriété du programme de subvention est en cours d'élaboration. Il sera lancé en avril 2016.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Modification au Règlement de subvention (Avis de motion au Conseil municipal) 21 mars 2016

- Modification au Règlement de subvention (Adoption au conseil municipal) 18 avril 2016
- Lancement des actions du plan de communication (avril 2016)
- Entrée en vigueur des modifications du Règlement de subvention (mai 2016)
- Mise en application du Règlement de subvention (1er juin au 31 août 2016)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec la législation et la réglementation applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Christine AUBÉ-GAGNON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anthony DANIEL
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 872-0051
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-26

Pierre JUTRAS
Agronome

Tél : 514 872-7147
Télécop. : 514 872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-29

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-063

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES FRÊNES SITUÉS SUR DES PROPRIÉTÉS PRIVÉES COMPRISES DANS DES ZONES À RISQUES

Vu l'article 92 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal, 15-040

À l'assemblée du_____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 5 du Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063) est remplacé par le texte suivant :

> « Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux effectués avant le 1er juin ou après le 31 août. »

2. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 5 » par le chiffre « 6 ».

3. L'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 2,50 » par le chiffre « 3,00 », », l'ajout, à la fin du 1er alinéa, des mots « , auquel s'ajoute un montant forfaitaire de 20 $ par propriété privée. » et l'ajout, à la fin du 2e alinéa, des mots « sur une période de 2 ans ».

4. L'annexe A de ce règlement est remplacée par l'annexe A jointe au présent règlement.

ANNEXE A
FACTURE

_____

GDD : 1166688005

15-063/2

ANNEXE A
FACTURE

1. Toute facture doit viser exclusivement les travaux effectués et ne comporter aucun autre service rendu ou produit vendu par l'entreprise de services arboricoles au propriétaire.

2. L'entreprise de services arboricoles doit déduire du coût des travaux auquel les taxes de vente applicables ont été ajoutées le montant équivalent à celui de la subvention calculé conformément à l'article 11 du présent règlement.

3. La facture doit comporter les mentions suivantes :

1° les noms, prénoms, adresse complète et numéro de téléphone de l'entreprise de services arboricoles;

2° les noms, prénoms, adresse complète et numéro de téléphone du propriétaire du terrain privé où les travaux ont été effectués;

3° la date à laquelle les travaux ont été effectués;

4° le nombre de frênes traités;

5° le diamètre du tronc, mesuré à 1,40 mètre du niveau du sol, de chacun des frênes traités;

6° le coût des travaux par frêne;

7° le coût total des travaux;

8° le coût de tous les frais connexes en lien avec les travaux (tels les frais de déplacement, les frais d'estimation ou de diagnostic, etc.)

9° le coût total de la facture, incluant les taxes de vente.

10° le montant de la réduction calculé conformément à l'article 11 du présent règlement;

11° le montant facturé au propriétaire pour les travaux c'est-à-dire : le montant prévu au paragraphe 8º duquel a été soustrait le montant prévu au paragraphe 9º de la présente annexe.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166688005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division stratégies_programmes et politiques , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166688005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514-868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Sandrine CLÉMENT
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164815001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

Il est recommandé :

1. D'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-24 09:22

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164815001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

CONTENU

CONTEXTE

En 2010, un centre sportif, avec stade de soccer, a été construit sur un terrain appartenant au Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (le « CMV »), situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (le « Centre »). Le Centre comprend notamment des terrains de soccer intérieurs, un gymnase double, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique d'article de sports. Depuis son ouverture, le Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (le « CAPCE »), un organisme à but non lucratif, n'a pu rentabiliser les opérations du Centre malgré des prêts consentis par le CMV et une flexibilité de remboursement du créancier hypothécaire. Considérant que certains services et activités sont actuellement offerts aux citoyens de ce secteur de la Ville dans le Centre, les représentants du CMV et du CAPCE ont approché la Ville à l'automne 2015 afin de vérifier son intérêt pour l'acquisition des droits du CAPCE dans l'emphytéose. Entre les mois d'octobre 2015 et janvier 2016, plusieurs rencontres des représentants de la Ville du Service de la diversité sociale et des sports (le « SDSS ») et du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), du CAPCE et du CMV ont eu lieu afin de discuter des conditions d'une possible acquisition du Centre par la Ville. Après analyse des besoins, le SDSS a constaté que l'acquisition du Centre par la Ville permettrait une plus grande offre de services aux Montréalais à des tarifs plus accessibles, comparables à ceux qui sont normalement exigés par la Ville dans les équipements qui lui appartiennent.

Les conseils d'administration du CMV et du CAPCE ont approuvé un projet d'entente tripartite relativement aux conditions d'acquisition par la Ville de tous les droits détenus dans le Centre par le CAPCE et le CMV, incluant les équipements. Ce projet d'entente est présenté pour approbation par les élus municipaux en parallèle du présent dossier (GDD 1161368001).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour le financement de l'acquisition par la Ville de Montréal de tous les droits détenus par le CMV et le CAPCE, incluant les équipements, dans un immeuble situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Cet équipement sera sous la responsabilité du conseil municipal.

JUSTIFICATION

L'acquisition du Centre par la Ville permettra une offre bonifiée de services aux Montréalais, notamment ceux résidants dans les arrondissements de Montréal-Nord, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Saint-Léonard et d'Anjou, à des coûts accessibles. Une offre de service régionale pour plusieurs activités et la collaboration entre les arrondissements seront favorisées.
Le prix de vente est conforme à la valeur marchande évaluée par le SGPI, sans considérer la subvention qui sera versée par le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à la Ville. Le bâtiment est de construction récente et l'acquisition de tous les droits dans l'immeuble (terrain et bâtiment) permettra une gestion autonome et efficace à long terme par la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin d'acquérir le Centre, l'adoption d'un règlement d'emprunt de 18 500 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Centre est un milieu où l'éducation à la santé et la mise en forme sont omniprésentes, au bénéfice des citoyens et des étudiants. L'acquisition du Centre par la Ville est en adéquation avec les principes de développement durable qui visent :

- Une meilleure qualité de vie par l'accès aux équipements de loisirs;
- Une collectivité au cœur du développement durable par l'accessibilité universelle et l'équité entre les genres et les générations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'acquisition du Centre par la Ville permettra d'offrir une gamme plus vaste d'activités sportives aux Montréalais à des tarifs comparables à ceux exigés dans les autres centres appartenant à la Ville, lesquels sont généralement inférieurs à ceux qui sont actuellement exigés par le CAPCE. Cette transaction permettra également au CAPCE de mettre fin à ses activités déficitaires et au CMV de maintenir à long terme les activités sportives et d'éducation auprès de sa clientèle étudiante.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Règlement d'emprunt

- Avis de motion par le conseil municipal : 21 mars 2016.
- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 18 avril 2016.
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai 2016.

Acquisition du Centre

- Vérification diligente à être complétée par la Ville : mars à mai 2016.
- Lancement d'un appel d'offres pour retenir les services d'un gestionnaire du Centre : printemps 2016.
- Approbation et signature du projet d'acte de vente, d'un acte d'usufruit pour les terrains de soccer et de la convention d'échanges de services : mai 2016.
- Approbation du choix du gestionnaire : été 2016.
- Prise de possession et début des opérations par le gestionnaire retenu par la Ville : 1er septembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Suzie DESMARAIS, Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction

Lecture :

Suzie DESMARAIS, 12 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEMAY
Conseillère en planification

Tél : 514 872-5672
Télécop. : 514 872-9255

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-11

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514 872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-02-23

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 18 500 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION D'UN CENTRE SPORTIF (TERRAIN ET BÂTIMENT) SITUÉ AU 7000, BOULEVARD MAURICE-DUPLESSIS

Vu l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 18 500 000 $ afin de financer l'acquisition d'un centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1164815001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164815001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adopter un projet de règlement d'emprunt de 18 500 000 $ pour financer l'acquisition par la Ville de Montréal d'un Centre sportif (terrain et bâtiment) situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1164815001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-12

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 43.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166826003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-14 08:15

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 mars 2016	Résolution: CA16 170078

DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL - RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 14-049

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Russell Copeman

De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1166826003

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mars 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1166826003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

IL EST RECOMMANDÉ:
De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2016-03-02 13:46

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166826003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé d'adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle tels les garderies, écoles et centres hospitaliers.

Les modifications proposées font suite à l'analyse des demandes visées par le règlement 14-049 sur une période de 10 mois suivant l'entrée en vigueur du règlement, le 30 mars 2015. Au courant de cette période, un total de 20 demandes ont été visées par le règlement. Aussi, certains constats ont pu être observés suite à l'analyse du règlement et des différents cas.

Tout projet de nouvelle construction de garderies, d'écoles et de centres hospitaliers se qualifie comme projet de redéveloppement et des frais de parcs doivent être assumés. À titre d'exemple, un projet de nouvelle garderie qui s'implante sur un terrain vacant pourrait devoir payer une somme très importante en frais de parcs. Il s'agit d'équipements collectifs et institutionnels reconnus pour leur rôle bénéfique dans une communauté.

Au courant des derniers mois, des citoyens ont signifié leur mécontentement quant à l'imposition de frais de parcs, et ce, principalement lors de demandes de conversion de duplex et de triplex existants en copropriété divise.

Une iniquité subsiste entre les frais exigés pour les petits bâtiments de deux ou trois logements et les projets immobiliers de moyenne et grande ampleur. À titre d'exemple, la transformation d'un duplex en copropriété divise génère un paiement de près de 10 000$ par logement, alors que les projets de plus grande envergure (ex. 20 à 100 logements) génèrent des revenus variant de 800$ à 4000$ par logement.

À titre indicatif, des 20 demandes étudiées, 7 n'auraient pas nécessité de frais de parcs si les modifications proposées dans le présent sommaire avaient été en vigueur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0368 - Le 23 mars 2015 - Adoption du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. (Dossier 1141462012)

DESCRIPTION

Le projet de règlement vise à soustraire du règlement 14-049 les immeubles de 3 logements et moins lors de leur conversion en copropriété divise, ainsi qu'à soustraire les projets de redéveloppement dont l'utilisation principale projetée est l'une des suivantes: garderie, école primaire et préscolaire, école secondaire, collège d'enseignement général et professionnel, université, centre de services de santé et de services sociaux ou centre hospitalier.

JUSTIFICATION

Considérant l'important poids financier que représentent les frais pour fins de parcs sur les propriétaires de duplex et de triplex désirant les convertir en copropriété divise;
Considérant que des projets tels garderies, écoles ou de centres hospitaliers sont des équipements collectifs et institutionnels bénéfiques pour la communauté;
Considérant les commentaires reçus des citoyens au courant des derniers mois;
Considérant que ces modifications ne compromettent pas significativement l'augmentation du financement en vue de l'acquisition de terrains, l'aménagement et la mise à niveau des parcs et espaces verts de l'arrondissement;
La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande l'adoption du présent projet de modification réglementaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sur la période de 10 mois étudiée, cette modification représente près de 177 724$ qui n'aurait pas été visé par le règlement s'il excluait les bâtiments de trois logements et moins ainsi que les garderies, écoles et centres hospitaliers, sur un montant total de près de 1 381 419$ visé par le règlement, ce qui représente 13% du budget.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications proposées ne compromettent pas l'augmentation du financement dédié aux parcs et espaces verts tout en assurant un meilleur équilibre avec la capacité financière des citoyens et des établissements à vocation collective.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public sera publié et une consultation publique aura lieu conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 7 mars 2016: Adoption d'une résolution de transmission par le conseil d'arrondissement demandant l'adoption du règlement par le conseil municipal
- 6 avril 2016: Présentation au comité exécutif dans le but d'inscrire le projet à l'ordre du jour du conseil municipal
- 18 avril 2016: Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le conseil municipal
- avril 2016: Publication d'un avis annonçant l'assemblée publique de consultation
- mai 2016: Assemblée publique de consultation tenue par l'arrondissement
- mai 2016: Transmission du procès verbal de la consultation publique ainsi que du projet de règlement final
- juin 2016: Présentation du dossier au comité exécutif dans le but d'inscrire le règlement final à l'ordre du jour du conseil municipal
- juin 2016: Adoption du règlement final par le conseil municipal
- juillet 2016: Entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme (LRQ , chapitre A-19.1).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Philippe GRENIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-9565
Télécop. : 514-868-5050

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2016-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166826003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

voir le document joint

FICHIERS JOINTS

Règlement modificateur 29 février (révisé).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Éric COUTURE
Avocat et urbaniste
Tél : 514-872-6868
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (14-049)

Vu les articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme *(*RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

1. L'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (14-049) est modifié par :

1° l'ajout, au paragraphe 1°, après les mots « Code civil du Québec », des mots «, à l'exclusion des immeubles de 3 logements et moins».

2° l'ajout, au paragraphe 3°, après les mots « de redéveloppement », des mots «, à l'exclusion d'un projet dont l'utilisation principale envisagée est l'une des suivantes: garderie, école primaire et préscolaire, école secondaire, collège d'enseignement général et professionnel, université, centre de services de santé et de services sociaux ou centre hospitalier ».

_____

GDD 1166826003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1162931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

De demander au conseil municipal d'adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »;
De soumettre ces projets de règlement à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique, conformément à l'article 89.1 de la Charte de la Ville et prévue à l'article 109.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, conformément au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 83 de la Charte de la Ville.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-19 13:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 15 mars 2016	Résolution: CA16 240138

Recommander au conseil municipal d'adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

Il est proposé par Richard Bergeron

appuyé par Jean-Marc Gibeau

De demander au conseil municipal d'adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et de demander au conseil municipal d'adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »;

De soumettre ces projets de règlement à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique, conformément à l'article 89.1 de la Charte de la Ville et prévue à l'article 109.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, conformément au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 83 de la Charte de la Ville.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à la majorité.

Dissidence : Steve Shanahan

40.07 1162931001

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 17 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162931001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu une demande afin de permettre la construction d'un complexe résidentiel sur la propriété de la Corporation des Syndics Apostoliques des Franciscains, située aux 1980 à 2080, boulevard René-Lévesque Ouest, à la limite sud du Quartier des Grands jardins.
Le projet à l'origine de cette demande a beaucoup évolué suite aux commentaires et réserves de la Division de l'urbanisme et des instances consultatives, soit le Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (CCU), le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV).

Le projet a par conséquent été revu, mais requiert néanmoins une modification du Plan d'urbanisme quant à l'affectation et à la hauteur maximale de construction, de même qu'une autorisation, en vertu de la procédure visée par l'article 89 de la Charte, afin de déroger à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le site
La propriété, d'une superficie d'environ 18 000 m², se trouve du côté sud du boulevard René-Lévesque, à l'ouest de l'Esplanade Ernest-Cormier qui fait face au Centre canadien d'architecture, lequel inclut le monument classé de la Maison Shaughnessy. Elle est délimitée au sud par les voies ferrées du C.P. situées au bas de la falaise Saint-Jacques et à l'ouest par le secteur résidentiel de la rue du Souvenir.

Le site des Franciscains comprend trois lots dont deux sont occupés par d'anciennes villas

bourgeoises, les maisons Judah (1874) et Masson (1850), acquises par les Franciscains dans les années 40, et aujourd'hui occupées par du bureau. Ces villas sont parmi les dernières d'une importante génération de constructions qui a marqué l'urbanisation de Montréal au 19e siècle. De même, contrairement aux autres exemplaires du genre dans l'arrondissement de Ville-Marie, celles-ci sont les seules à avoir conservé intacts leur parvis décoratif, ainsi que toutes leurs caractéristiques architecturales d'origine.

Entre ces deux bâtiments pavillonnaires historiques, un terrain demeure vacant depuis l'incendie et la démolition en 2010 de la chapelle Saint-François-d'Assise et du couvent Saint-Joseph. Actuellement, sur le site, il ne subsiste aucune construction liée à la présence presque centenaire des Franciscains.

Le projet
Sur le terrain laissé vacant par l'incendie et la démolition de 2010, il est proposé de construire un complexe résidentiel comprenant près de 360 logements et 210 places de stationnement souterrain, accessibles depuis un accès véhiculaire à la limite ouest de la maison Judah. Le projet présente une implantation résolument pavillonnaire, avec un alignement de construction largement en retrait du boulevard (40 et 45 m), soit environ 6 m en retrait des maisons patrimoniales. Il comprend deux tours jumelles de 19 étages (60 m) qui surplombent un basilaire d'un seul étage en verre.

Le projet prévoit la conservation des maisons, de leurs parvis et jardins, incluant leurs aménagements paysagers, de même que la préservation de l'espace naturel de la falaise St -Jacques. La proposition inclut aussi la cession à la Ville de deux espaces verts : un parc à l'ouest du site, d'une superficie de 2063 m^2 accessible depuis la rue du Souvenir et le boulevard René-Lévesque et un jardin public, d'une superficie 1300 m^2 en front du boulevard René-Lévesque. Les aménagements paysagers comprennent une mise en valeur commémorative de l'ancienne chapelle des Franciscains.

Les dérogations
Les dérogations visées par la présente concernent principalement les usages et le plafond des hauteurs, et ce, aussi bien au Plan d'urbanisme qu'au règlement de zonage. Ainsi, le Plan d'urbanisme doit être modifié concernant :

- l'affectation «couvent, monastère et lieu de culte», qui doit être remplacée par l'affectation «secteur résidentiel »;
- la hauteur maximale de 25 m, qui doit être remplacée par la hauteur 65 m.

De la même façon, l'autorisation demandée requiert de déroger au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, soit notamment aux dispositions suivantes:

- l'usage autorisé (lieu de culte);
- la hauteur maximale autorisée (23 mètres).

JUSTIFICATION

La justification des dérogations demandées et la modification du plan d'urbanisme s'appuient largement sur la singularité de l'emplacement, la pertinence de conserver deux propriétés patrimoniales exceptionnelles, l'occasion de mettre en valeur et de protéger des espaces paysagers et naturels et la qualité architecturale de la construction projetée. Les notes explicatives suivantes portent sur l'apport du projet et ses impacts sur le milieu, ainsi que sur les avis des instances consultatives.
Mise en valeur du patrimoine bâti et paysager
Le site fait partie d'une zone excentrique au quartier Village Shaughnessy. L'enclavement de

cette zone entre un boulevard d'échelle métropolitaine et la falaise Saint-Jacques, elle-même doublée de l'autoroute Ville-Marie et de la voie ferrée du CP, conjugué à l'occupation centenaire du site par les Franciscains ont retardé son développement et protégé, quasi intégralement, les villas, leurs terrains et leurs jardins respectifs.

Malgré les avis du CPM qui prônait une approche de remaillage du tissu urbain, la problématique urbaine atypique du site commande un projet avec une implantation pavillonnaire qui puisse à la fois mettre en valeur les villas, les aménagements paysagers et les espaces verts. Ce choix permet de maintenir une occupation pavillonnaire, en soi patrimoniale, à une échelle qui n'existe plus dans l'arrondissement. L'arrimage avec le bâti environnant est facilité par d'immenses dégagements tout autour de la nouvelle construction, la création et l'aménagement d'espaces verts à la fois publics et privés en lien avec les immenses parvis aménagés des villas.

Le maintien de la qualité paysagère et la protection et la conservation des villas et de leurs jardins sont assurés par un très faible coefficient d'occupation au sol qui est limité à 1,8 pour l'ensemble de la propriété (en prenant soin d'exclure les terrains cédés pour parc éventuellement à la Ville). A priori, cette situation ne favorise pas l'entretien et la conservation des édifices patrimoniaux qui pourraient, comme c'est souvent le cas, se détériorer faute de soins. Aussi, il est proposé que les maisons et leurs jardins fassent l'objet d'un acte de servitude de protection et de conservation, dont la ville serait partie prenante.

Enfin, l'appropriation publique d'une partie des anciens jardins monastiques et la création d'un espace public commémoratif dédié à la présence des Franciscains, à même les vestiges de la chapelle, sont un gain indéniable et durable pour la collectivité.

Qualité et impacts du projet
À terme, les bâtiments sur le site n'occuperaient que 20 % de la superficie au sol, alors que le zonage autorise un taux d'implantation au sol jusqu'à 70 %. Aussi, la proposition à l'étude permettrait d'améliorer l'ancrage de cette zone dans le paysage du quartier en lui attribuant une nouvelle cohérence d'ensemble et une meilleure liaison avec l'Esplanade Ernest-Cormier, ainsi que son vis-à-vis, le Centre canadien d'architecture, le parc Toe-Blake et la Place Henri Dunant et le Square Cabot.

La contrepartie d'une si faible occupation au sol est comblée par une hauteur plus importante sur ce site qui, nous le rappelons, est en rupture avec la trame du quartier. Cette plus grande hauteur est toutefois limitée dans la portion centrale de la propriété. Enfin les bâtiments projetés sont considérablement en retrait des villas et respectent l'orientation du boulevard René-Lévesque. Les analyses volumétriques effectuées par la Ville démontrent que le projet aura une cohérence dans le quartier.

La nouvelle construction au traitement sobre dispose d'un volume qui s'inscrit pleinement dans la silhouette du centre-ville et vient marquer le début du principal massif bâti, qui s'étend vers l'ouest. Selon les études d'impacts visuels soumises et l'analyse de la division de l'urbanisme, il s'avère que le projet n'aura aucune conséquence sur les divers cônes visuels vers la montagne ou à partir de la montagne. L'implantation nord-sud des deux fines tours symétriques, à cet endroit, dégage les vues protégées vers le fleuve et à partir du Mont Royal de même qu'elle est sans conséquence sur l'ensoleillement du voisinage.

Les conditions
La modification réglementaire permet d'encadrer les interventions sur l'ensemble des propriétés actuelles des Franciscains. Aussi, toutes les demandes de permis visant des modifications des composantes architecturales et paysagères sur ce site devront être analysées et revues en conformité avec les conditions et critères prévus tant par le règlement proposé que par la réglementation d'urbanisme.

De plus, avant d'adopter les modifications réglementaires proposées, des engagements formels devront être conclus quant à la contribution pour le logement social, à la cession des espaces verts, une fois aménagés, et à l'établissement d'une servitude à des fins de conservations et protection des maisons.

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le CCU a étudié le projet le 14 février 2013 et a émis un avis favorable moyennant le respect des conditions suivantes :

- La hauteur du projet hors tout et en tout point ne pourra pas dépasser 65 m.
- Les clôtures existantes des maisons Masson et Judah devront être restaurées.
- L'aménagement du parc devra assurer l'accessibilité et de la sécurité de celui-ci.

Le Conseil du patrimoine de Montréal et le comité Jacques-Viger
L'emplacement étant situé dans l'aire de protection de la maison Shaughnessy, le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est tenu d'émettre un avis sur le projet. Pour la même raison, une autorisation devra être émise par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Lors de ses séances du 27 février 2013 et du 14 juin 2013, les comités ont émis plusieurs commentaires et réserves quant à la pérennité des maisons Judah et Masson et leurs abords, quant à l'intégration urbaine (la hauteur) et la présence des espaces verts.

La plupart des préoccupations des comités ont été intégrées dans la présente version du projet soumis pour autorisation. Les éléments maintenus dans cette proposition, comme la hauteur à 60 m, sont intimement liés à la problématique urbaine unique et inhabituelle du site qui commande un projet distinctif et singulier.

Conclusion
Dans la version actuelle, la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises recommande la proposition puisque les impacts des dérogations demandées sur l'échelle du quartier et du boulevard René-Lévesque sont mineurs, et ce, compte tenu du caractère unique et atypique du site qui commande un projet prestigieux et respectueux de son contexte. De même, le projet offre la possibilité d'intégrer et de conserver adéquatement et durablement les anciennes villas et leurs aménagements respectifs.

L'adoption du règlement en vertu de l'article 89 de la charte et la modification du plan d'urbanisme s'inscrivent dans la mise en œuvre de la vision et des paramètres de développement du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins, notamment en matière de conversion et de requalification d'une propriété institutionnelle, maintenant vacante, et par la création d'un milieu de vie misant sur la protection des maisons bourgeoises, des espaces paysagers, l'aménagement et la création de parcs; l'ensemble ancrant de façon pérenne le caractère distinctif de ces propriétés dans le quartier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation préliminaire de l'investissement associé à ce projet est d'approximativement 100 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse et consultation publique de l'OCPM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 8 mars 2016 : acheminement du projet au CE

- **CE du 6 avril 2016 :** Mise à l'ordre du jour du CM du 18 avril 2016
- **CM du 18 avril 2016:** Adoption d'avis de motion et des projet de règlement visant la modification du Plan d'urbanisme et l'adoption d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de Montréal, le tout accompagné d'un mandat de consultation par l'OCPM
- **Mai à septembre :** Audiences publiques et rapport de l'OCPM

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Danielle CÉCILE, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Danielle CÉCILE, 17 février 2016
Monique TESSIER, 5 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-02-05

Stéphanie TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5164
Télécop. : 514 868-4912

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2016-02-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

voir les documents joints

FICHIERS JOINTS

Règlement 89 (Final).docAnnexe A.pdfAnnexe B.pdfAnnexe C.pdf

Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (Final).docAnnexe A.jpg

Annexe B.jpg

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT ET ENCADRANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN ENSEMBLE RÉSIDENTIEL AUX 1980 ET 2080, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE

Vu le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire délimité au plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A au présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la règlementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, l'occupation, la transformation et la construction d'un ensemble résidentiel, ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs sont autorisés conformément au présent règlement.

À cette fin, il est notamment permis de déroger :

1º aux articles 9, 34, 134, 300, 609 et 612 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2º au Règlement sur l'occupation du bâtiment situé au 2080, boulevard René-Lévesque Ouest (96-222);

3º au Règlement sur l'occupation du bâtiment portant le numéro 1980, boulevard René-Lévesque Ouest (01-200).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
USAGE ET DENSITÉ

3. Les usages des catégories R.3 et M.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sont les seuls usages autorisés sur les lots A, D et E identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

4. Les usages des catégories E.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sont les seuls usages autorisés sur les lots B et C identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

5. Le coefficient d'occupation du sol (COS) maximal autorisé sur les lots A, D et E identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement, est de 1,8.

SECTION II
HAUTEUR, VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION

6. L'implantation des bâtiments doit être conforme au plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

7. L'alignement sur rue et la volumétrie du bâtiment doivent être conformes aux plans préparés pour la compagnie Prével, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 25 janvier 2016, joints en annexe C au présent règlement.

8. La hauteur maximale du bâtiment implanté sur le lot A identifié sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B du présent règlement, est de 60 m.

SECTION IV
MAISON JUDAH ET MAISON MASSON

9. Les bâtiments sis aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque Ouest, connus sous les noms de maison Judah et maison Masson, doivent être conservés dans leur implantation d'origine conformément au plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

10. L'enveloppe extérieure des bâtiments décrits à l'article 11 et les aménagements paysagers existants, notamment, les murs, escaliers, arbres, grotte, sentiers, murs d'enceinte, clôtures sur rue, parvis aménagé et accès doivent être, selon le cas, conservés, restaurés ou reconstitués au besoin.

SECTION V
OCCUPATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

11. Des espaces extérieurs accessibles au public et d'une superficie au moins égale à celles illustrées pour les lots B et C identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation », joint en annexe B au présent règlement, doivent être aménagés.

12. Les espaces extérieurs accessibles au public décrits à l'article 13 doivent être, en tout temps, maintenus en bon état.

SECTION VI
DEMANDES DE PERMIS

13. Toute demande de certificat d'autorisation ou toute demande de permis de construction, d'agrandissement ou de transformation d'un bâtiment ainsi que l'aménagement paysager d'un terrain autorisés en vertu du présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

14. Une demande de permis de construction, d'agrandissement ou de transformation de bâtiments visés par le présent règlement doit être accompagnée des documents suivants :

1° un devis technique décrivant les critères d'intégration architecturale qui guident la composition et le choix des matériaux des façades;

2° une étude d'impacts éoliens effectuée avec une simulation incluant, le cas échéant, les mesures de mitigation requises;

3° un devis technique décrivant les mesures à mettre en œuvre pour conserver et restaurer les éléments mentionnés à l'article 12;

4° un plan d'aménagement paysager des espaces libres comprenant des références à l'occupation monastique du site;

5° un plan d'aménagement paysager incluant un programme de mise en valeur des murs, escaliers, arbres, grotte, sentiers, murs d'enceinte, clôtures sur rue, parvis aménagé et accès existants.

SECTION VII
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

15. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les critères suivants s'appliquent à l'évaluation d'une demande de permis mentionnée à l'article 15 :

1° le traitement architectural de la construction doit favoriser la simplicité et l'unité et privilégier l'innovation et l'expression contemporaine dans la composition

architecturale, notamment en ce qui a trait aux matériaux de parement et aux ouvertures;

2° toutes les façades visibles de la voie publique doivent être traitées avec le même soin que les façades principales, notamment quant aux choix des matériaux et aux ouvertures;

3° le traitement des façades doit respecter les principes de composition architecturale énoncés aux plans préparés pour la compagnie Prével, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 25 janvier 2016, joints en annexe C au présent règlement;

4° la construction doit tendre à contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais, tant à l'échelle de la rue, du quartier, que de la Ville;

5° les éléments mécaniques et techniques doivent être intégrés à la volumétrie du bâtiment et les matériaux de revêtement utilisés doivent assurer leur intégration architecturale et atténuer leur visibilité;

6° afin de respecter la valeur paysagère et historique du site, les travaux d'aménagement des espaces libres doivent tendre à respecter les éléments caractéristiques du lieu tel que défini dans l'énoncé d'intérêt patrimonial;

7° l'aménagement paysager des espaces libres et des aires de détentes extérieurs doit privilégier les éléments végétaux.

SECTION VIII
GARANTIE MONÉTAIRE

16. La délivrance d'un permis de construction est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire émise par une institution financière et équivalente au coût estimé des aménagements paysagers à être réalisés.

La lettre de garantie bancaire doit demeurer valide jusqu'à ce que les travaux d'aménagement paysagers prévus aux articles 13 et 14 soient complétés.

17. Les travaux d'aménagement paysager doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction d'une des deux tours composant le bâtiment implanté sur le lot A identifié sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B du présent règlement, à défaut la garantie monétaire peut être conservée par l'arrondissement de Ville-Marie.

Les travaux de construction et d'aménagement paysager sont considérés comme complétés aux fins du présent règlement lorsque la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, a constaté qu'ils ont été exécutés en totalité et conformément aux permis émis à cet effet.

La garantie monétaire est remise au plus tard 60 jours après la constatation par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie de l'exécution complète des travaux d'aménagement paysager.

CHAPITRE IX
DÉLAI DE RÉALISATION

18. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement est nulle et sans effet.

CHAPITRE X
DISPOSITION PÉNALE

19. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 718 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

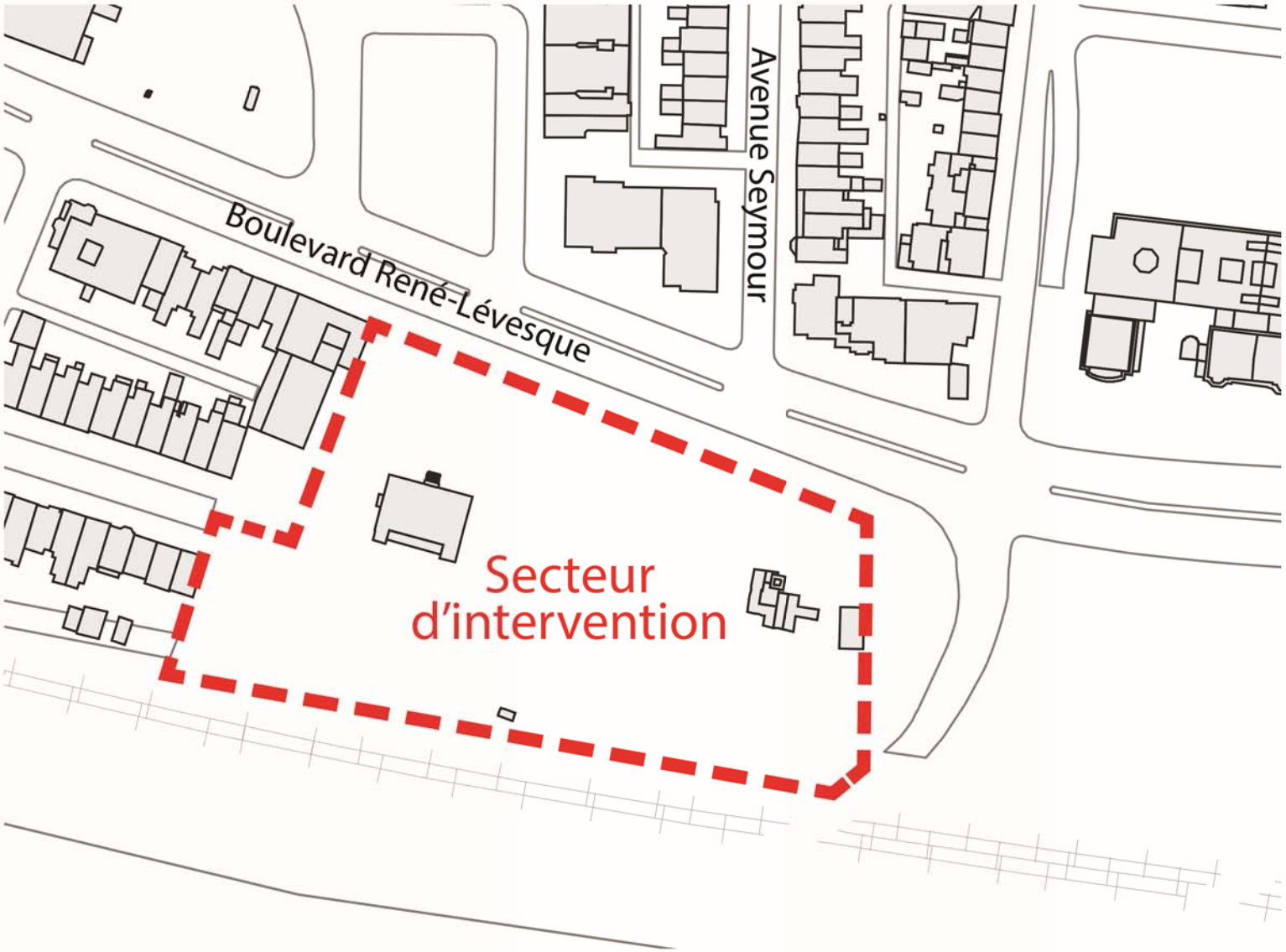
ANNEXE B
PLAN INTITULÉ « PLAN D'IMPLANTATION »

ANNEXE C
PLANS PRÉPARÉS POUR PRÉVEL ET ESTAMPILLÉS PAR LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE LE 25 JANVIER 2016.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1162931001



Territoire d'application

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie

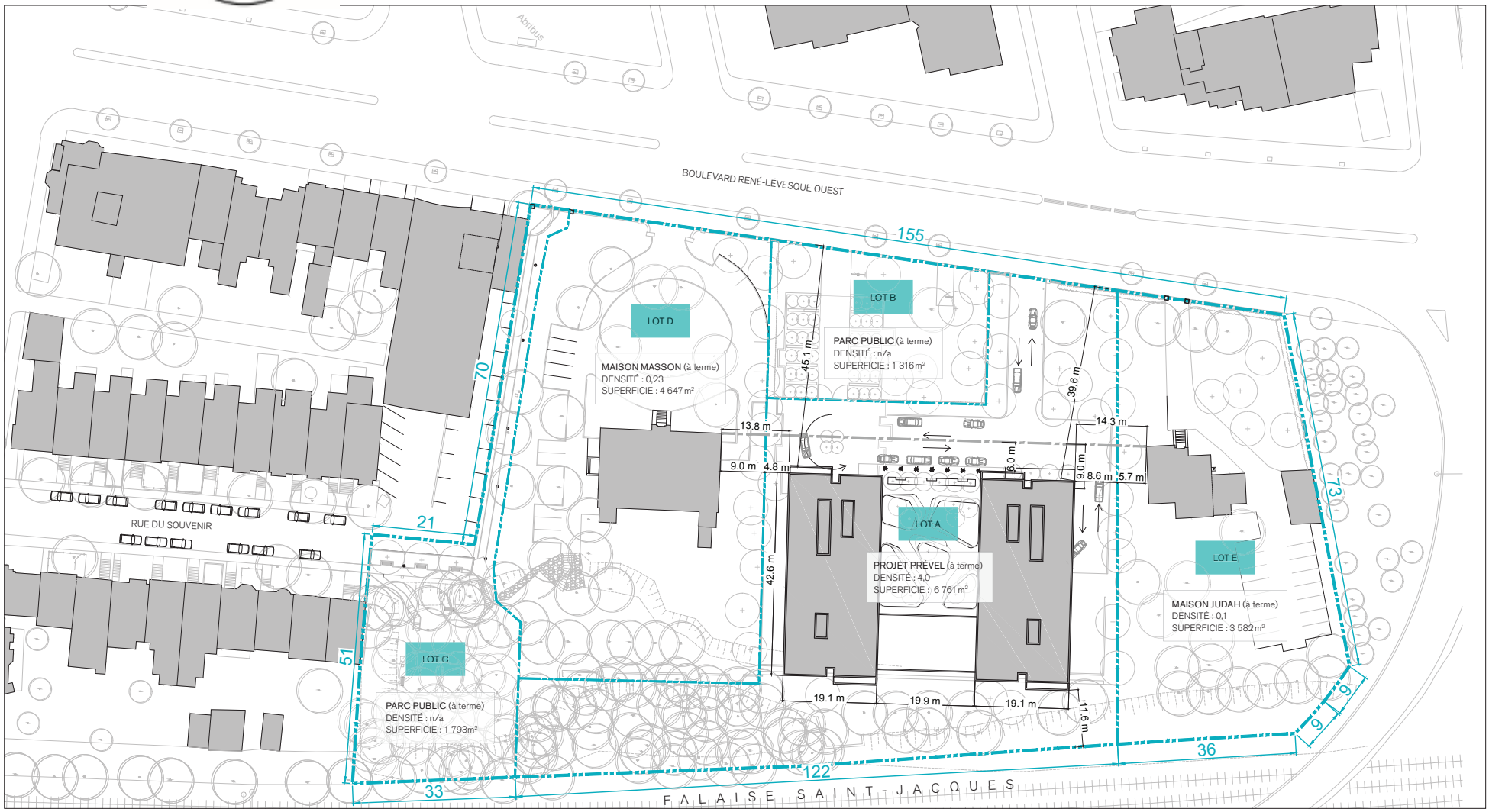
Date: 3 février 2016

Annexe:

A

ANNEXE **B**

PLAN D'IMPLANTA



Ligne d'implantation (maisons patrimoniales)
Limite ensemble du site et parc
Limite hypothétique après opération cadastrale (à terme)
Emprise du sous-sol

arbres existants

arbres proposés

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

2.2 ACCESSIBILITÉ, ESPACES PUBLIC ET SEMI-PUBLIC

Le PPU du Quartier des grands jardins souligne la valeur paysagère de vastes propriétés institutionnelles. Deux enjeux en découlent : la protection du patrimoine paysager et l'accessibilité aux espaces verts. Le redéveloppement du domaine des Franciscains favorise à la fois la conservation et la mise en valeur des espaces verts et leur accessibilité. La proposition inclut le don de deux espaces verts à la Ville de Montréal, qui seront transformés en parc et jardin publics.

Le parc à l'ouest, d'une superficie de 1800m^2, comprend deux accès formels: un accès depuis le trottoir du boulevard René-Lévesque (corridor de 4 à 8 mètres) et un autre dans le prolongement du trottoir sud de la rue du Souvenir. Afin de répondre aux orientations du PPU, une ouverture assurera une accessibilité publique maximisée du jardin de la cour avant vers le parc, sans obstruer sur la lecture d'ensemble du jardin de la maison patrimoniale. Au cœur du domaine des Franciscains, un espace public totalisant une superficie de 1300 m^2 serait également cédé à la Ville de Montréal. La mise en valeur des vestiges et l'installation de certains éléments de commémoration sont envisagées dans les nouveaux espaces publics (voir section 3.2).

L'aménagement des cours avant, définies comme les jardins, mise sur la préservation du caractère de grande propriété de cet espace. Malgré le changement de vocation du lot central (institutionnel versus résidentiel), le site est vu, depuis le boulevard René-Lévesque, comme appartenant au paysage de la rue. Le nouvel espace public central et les accès formels assurent la perméabilité entre les espaces publics et privés. En contrepartie, les cours arrière offrent un lieu résolument privatif.

Le redéveloppement du domaine des Franciscains intervient minimalement sur les accès existants des maisons Judah et Masson. Une voie centrée sur la tour est permet l'accès aux résidences depuis le boulevard René-Lévesque. Une seule rampe de stationnement est dissimulée sur le côté est du nouvel immeuble. Un corridor dégagé et carrossable de six mètres est prévu au milieu du jardin public central afin de permettre aux véhicules d'urgence de sortir du site sans faire marche arrière. En devanture des résidences, l'aménagement permet l'implantation de mobiliers et de végétation qui définissent un parcours d'entrée convivial à l'échelle du piéton. Un alignement d'arbres permet de créer un écran entre le débarcadère et l'espace privé de la cour intérieure. Le traitement tout en transparence du rez-de-chaussée des tours traduit une relation privilégiée du projet avec le quartier et le paysage singulier du domaine des Franciscains.

Dans un souci d'animation et d'appropriation, la majorité de la superficie du rez-de-chaussée est occupée par des espaces communs ou commerciaux. Une grande transparence entre les des espaces extérieurs et intérieurs est privilégiée. Les logements ou commerces du rez-de-chaussée disposent d'accès privés extérieurs depuis les allées piétonnières couvertes, de part et d'autre des tours.



PLAN CLÉ

- Espace public
- Espace institutionel privé
- Site à l'étude

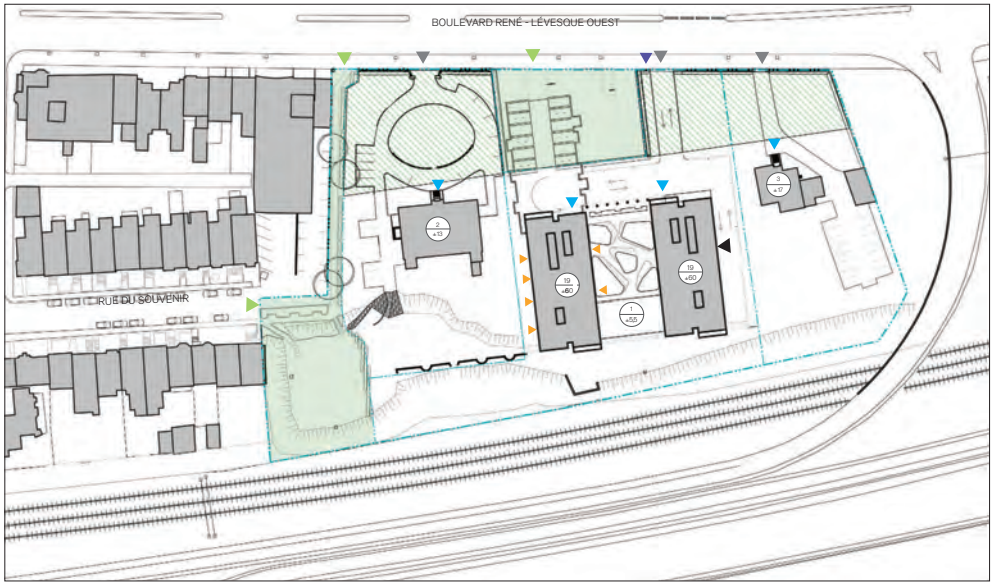


SCHÉMA ACCESSIBILITÉ, ESPACES PUBLIC ET SEMI-PUBLIC

- Accès véhiculaire
- Accès au stationnement souterrain
- Accès piétonnier au parc
- Accès aux halls d'entrée
- Accès privé aux logements ou aux commerces
- Accès piétonnier
- Hauteur en étages
- Hauteur en mètre
- Limites de propriétés
- Espace public (parc)
- Espace semi-public (jardins avant)

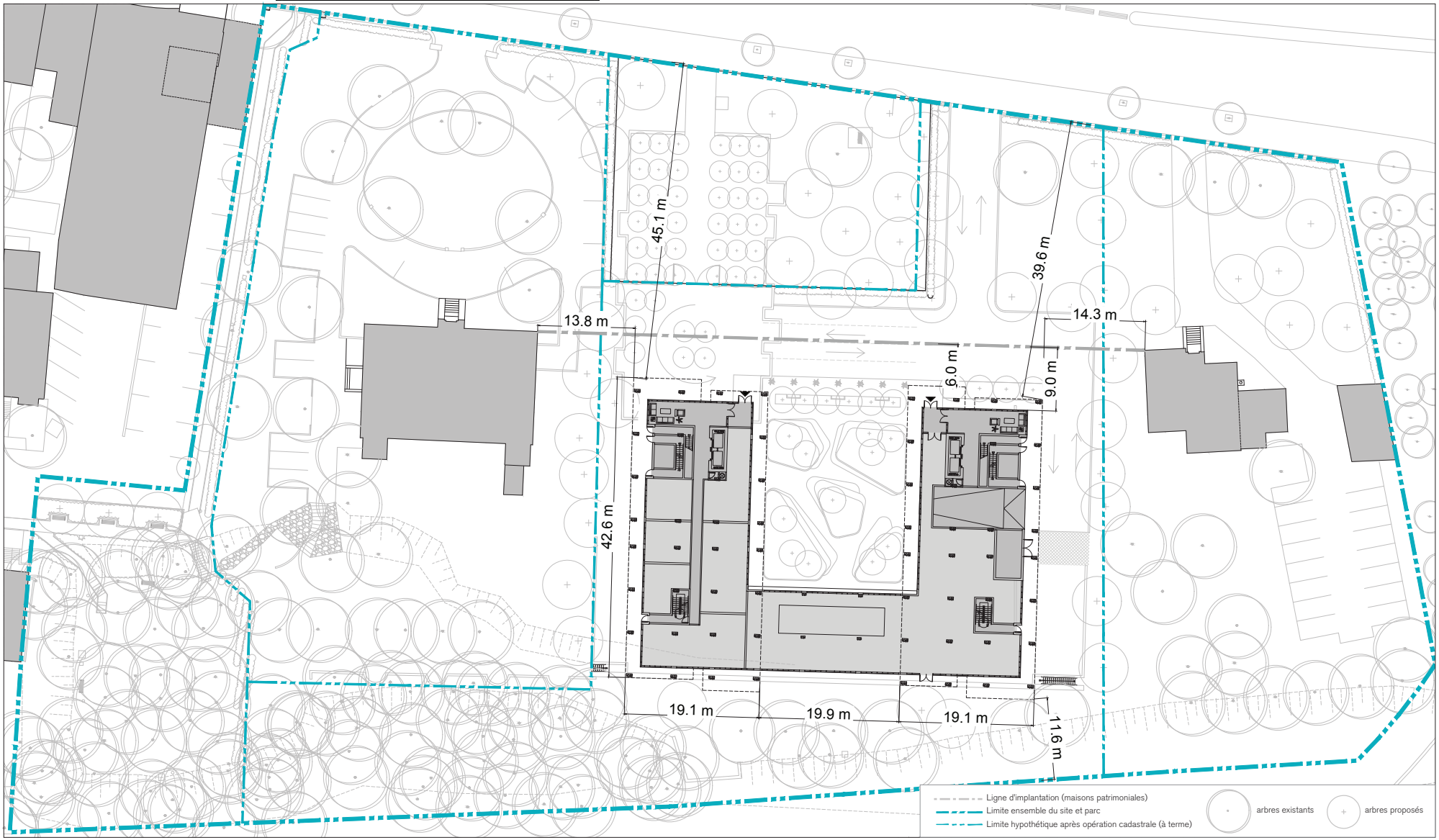
LEMAY + CHA | PRÉVEL

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

0 5 10 25m ÉCHELLE 1:500

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE



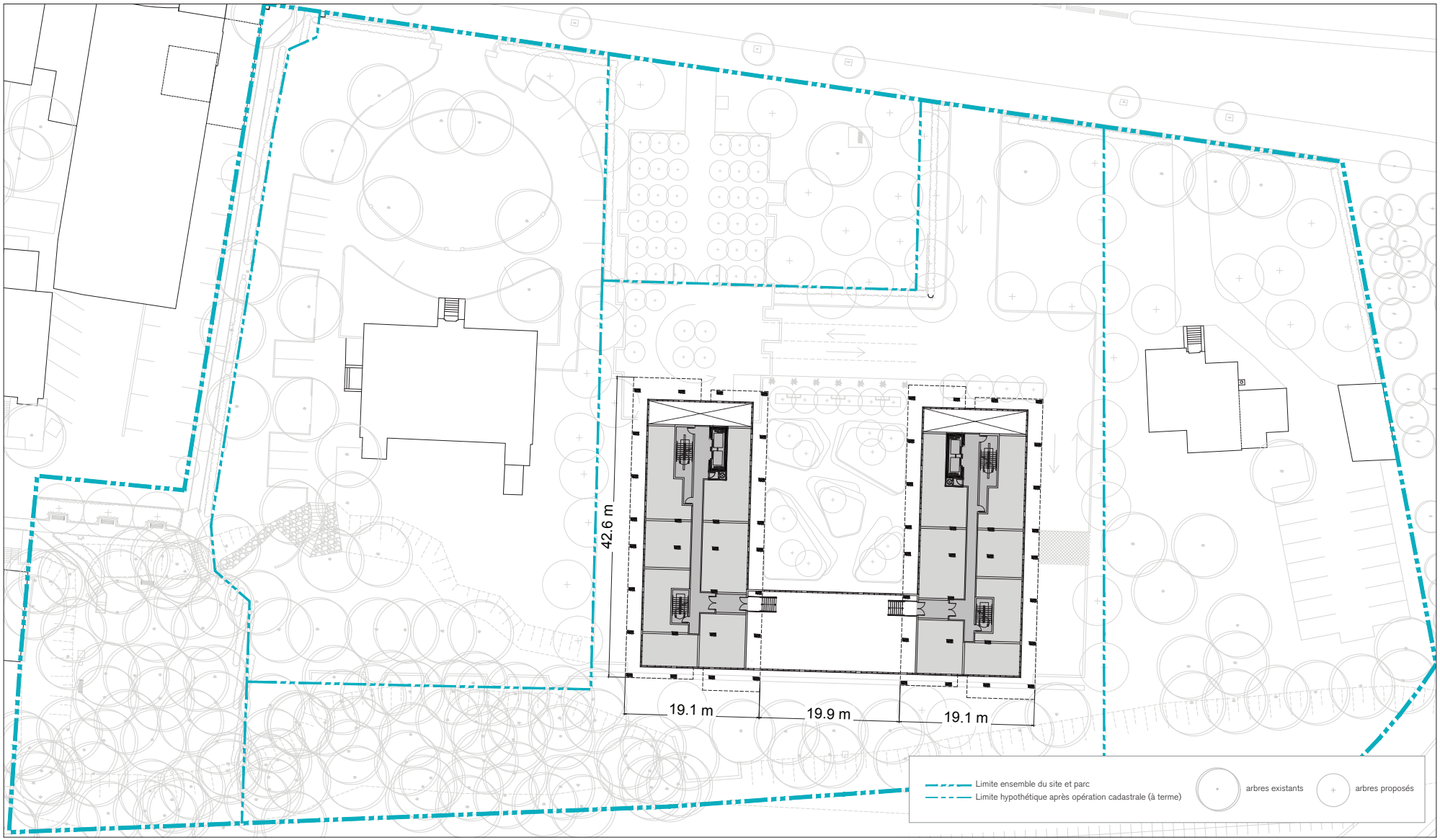
ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

PLAN D'ÉTAGE 2

ÉCHELLE 1:500

0 5 10 25m

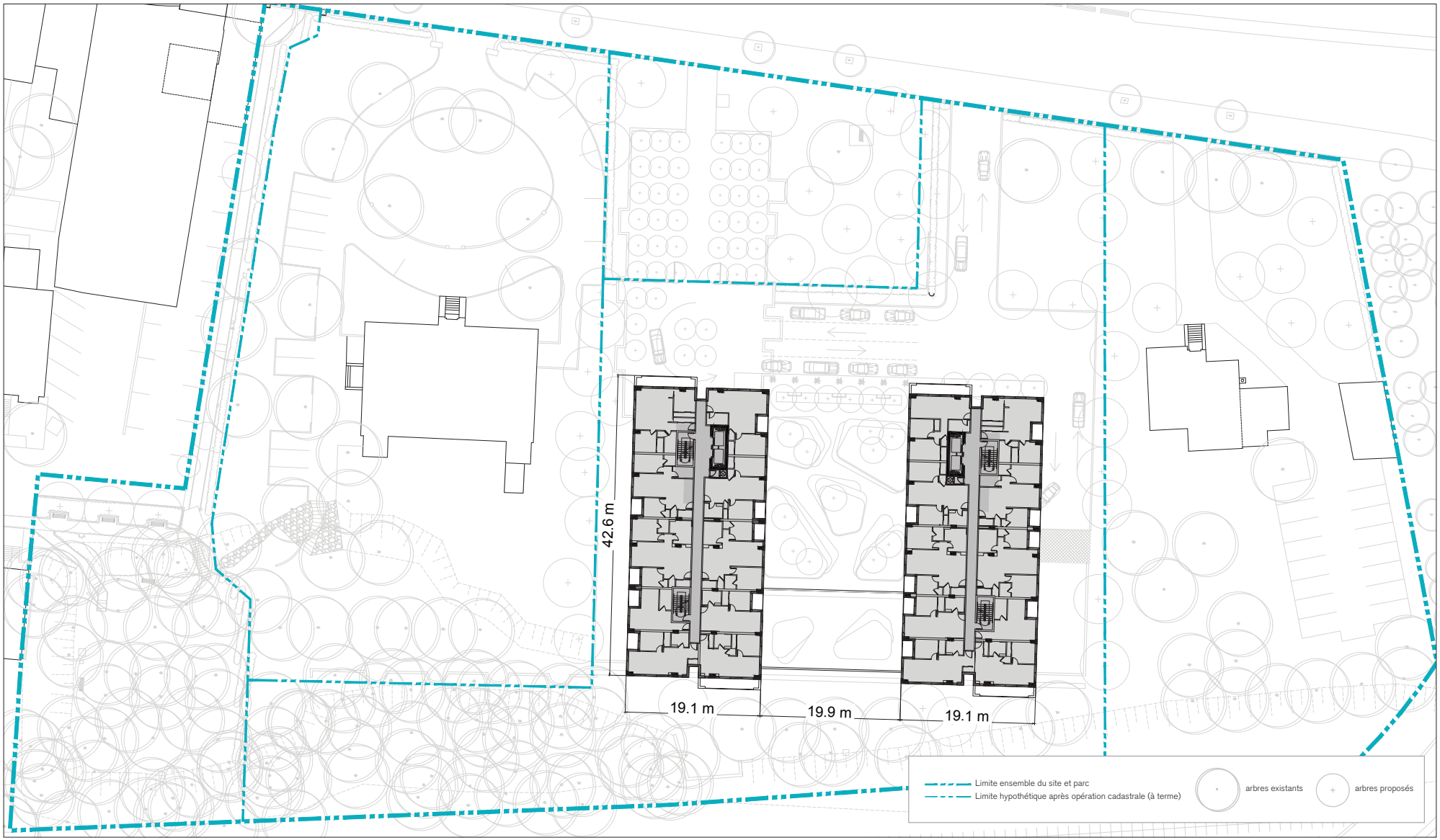


ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

0 5 10 25m ÉCHELLE 1:500

PLAN D'ÉTAGE TYPE



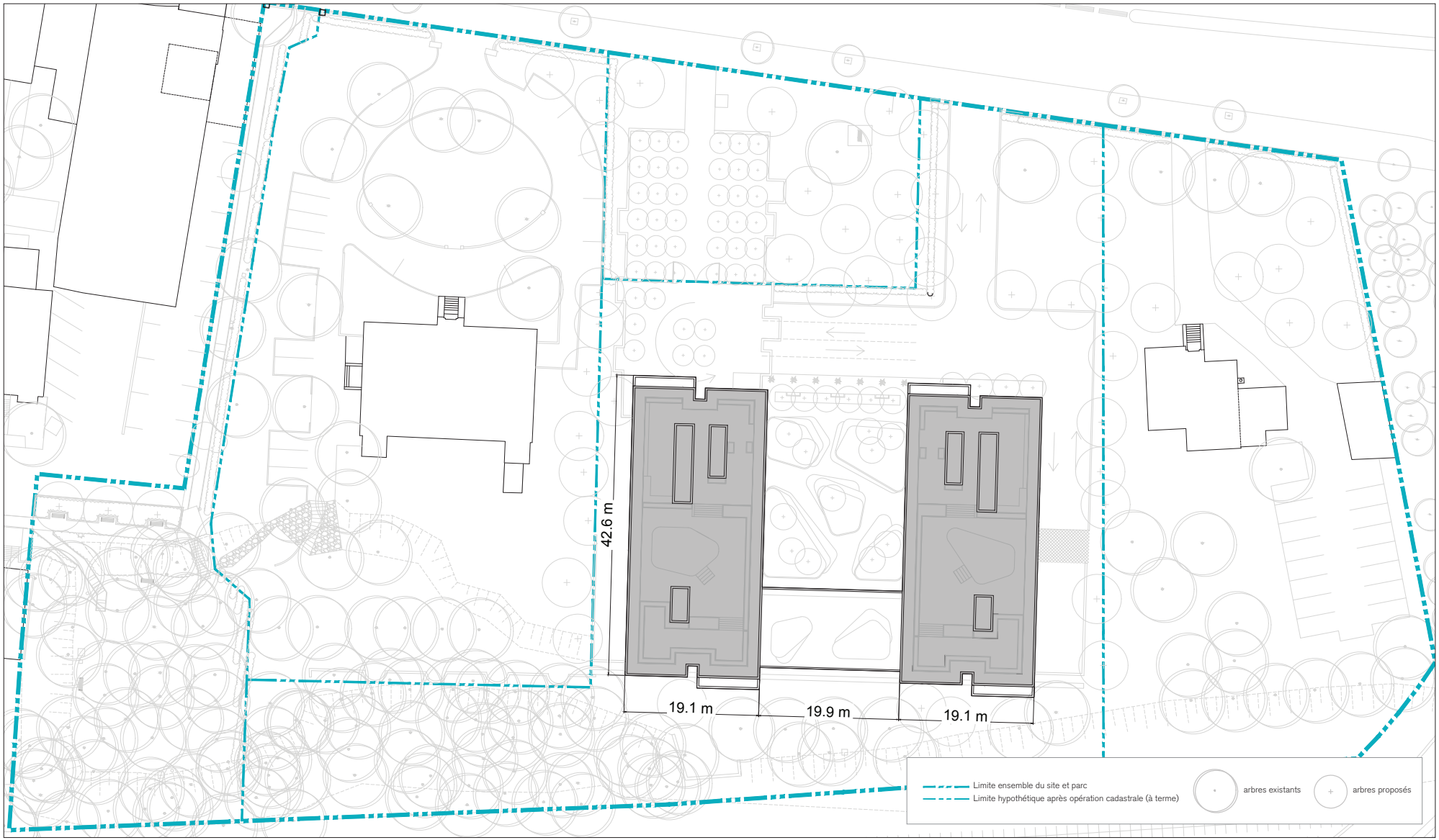
ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

PLAN D'ÉTAGE TOIT

ÉCHELLE 1:500

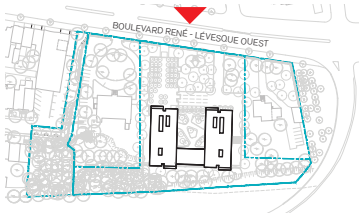
0 5 10 25m



ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

ÉLÉVATION BOUL. RENÉ-LEVESQUE



PLAN CLÉ

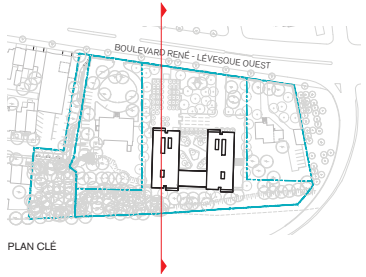


ANNEXE C

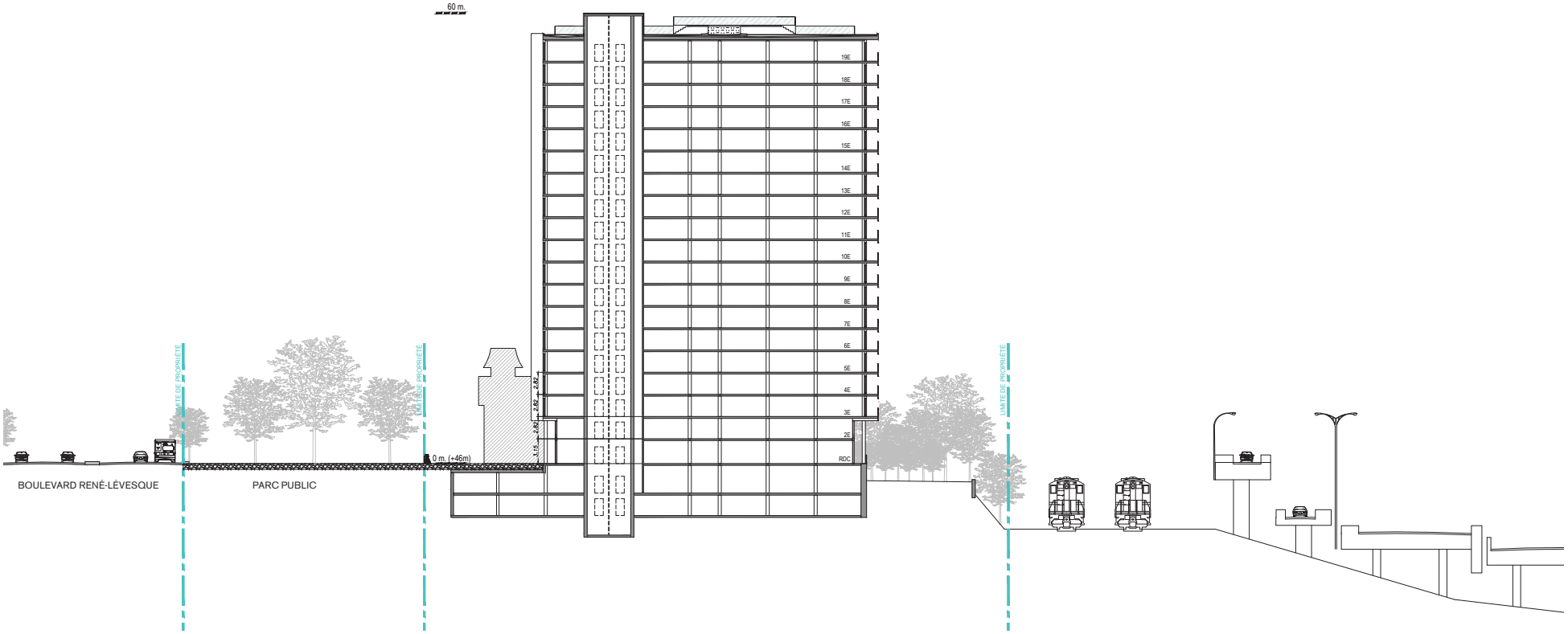
Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

COUPE LONGITUDINALE

ÉCHELLE 1:500 0 5 10 25m



PLAN CLÉ



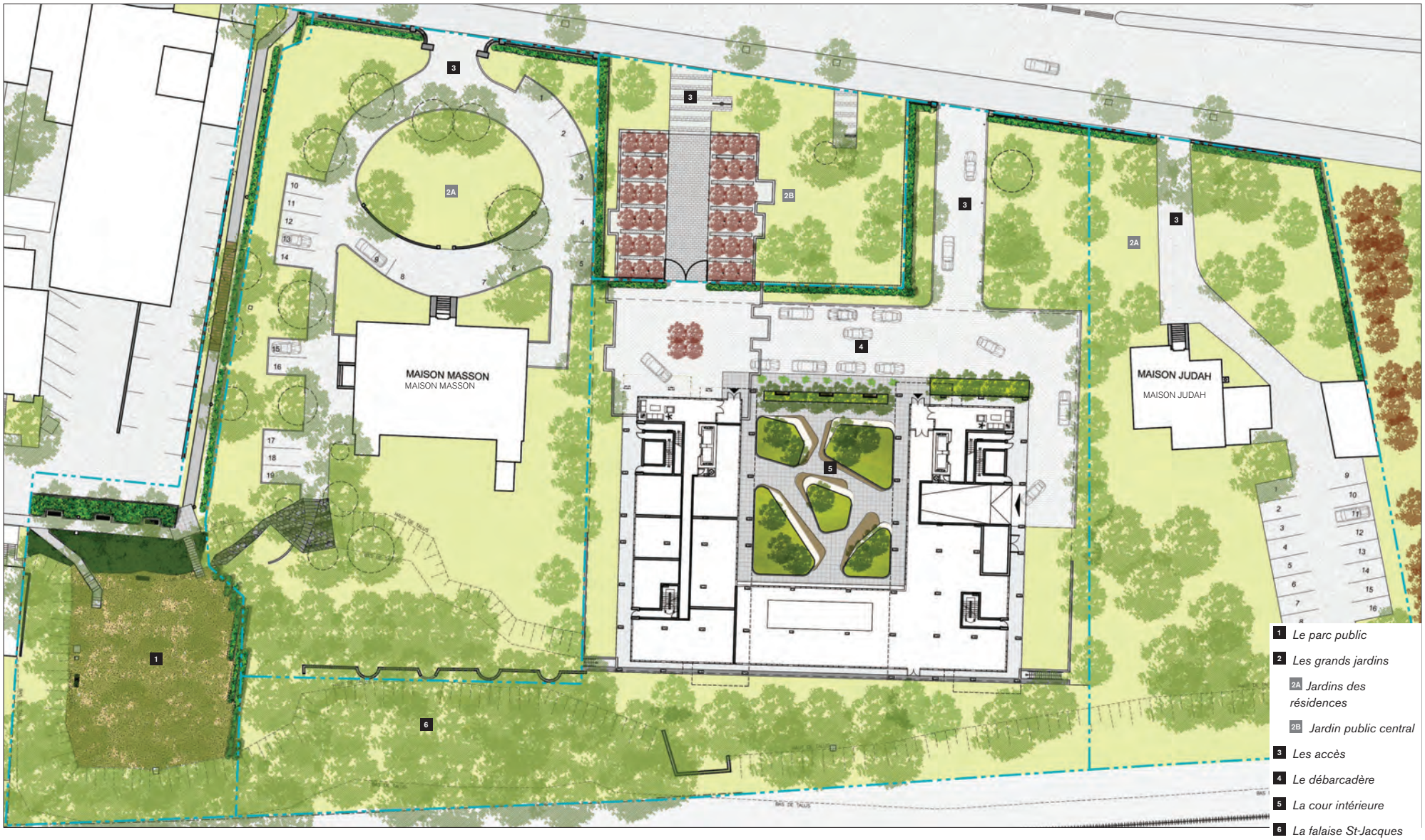
GROUPE IBI | CHBA + PRÉVEL

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

ÉCHELLE 1:500

PLAN D'ENSEMBLE



ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

3.1.2 Les espaces extérieurs

Tout en contribuant à la qualité de vie des résidants, le projet de redéveloppement du Domaine des Franciscains répond aux grandes orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins. D'une part, les aménagements paysagers participent au projet « ceinture verte » et d'autre part, ils mettent en valeur le Domaine des Franciscains en préservant entièrement le caractère boisé du site, les abords de la falaise Saint-Jacques ainsi que les principaux alignements d'arbres qui renforcent le caractère civique du boulevard René-Lévesque.

1 *Le parc public*

Une des grandes orientations du PPU du Quartier des grands jardins est de faire du quartier un milieu de vie de grande qualité. Afin de guider la mise en œuvre de cette orientation, la bonification de l'offre en espaces verts du quartier mise notamment sur l'accès aux grands jardins institutionnels. À cet égard le nouveau plan d'aménagement propose le don par les Franciscains d'une portion de terrain à la Ville de Montréal totalisant une superficie de 2063m². Transformé en parc public, cet espace sera aménagé par le promoteur au profit de la collectivité. Un agencement de mobilier, d'éclairage, de végétation et de différents revêtements de sol rendront ce parc sécuritaire et convivial. Des éléments de commémoration pourront être installés sur les socles des statues disparues. La délimitation entre l'espace privé et le parc public se fera par la plantation d'une haie.



Rehwaldt Landscape Architects

ULAP SQUARE, BERLIN, ALLEMAGNE



1 Sentier en poussière de pierre
2 Haie (hauteur ± 1m)
3 Gazonnement
4 Plantes grimpantes sur clôture à mailles de chaîne existante
5 Sentiersurrélevés
6 Corbeille à rebuts
7 Pavés de béton préfabriqués
8 Emmarchement
9 Socle de statue existant avec plaque (élément didactique)
10 Falaise Saint-Jacques
11 Bordure de béton coulé en place
12 Massif arbusif
13 Massif de vivaces
14 Arbre feuillu proposé
15 Arbre feuillu existant
16 Prolongement du trottoir de béton existant
17 Banc
18 Pilastre en pierre naturelle proposé

PLAN PARC PUBLIC

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

2B *Jardin public central*

Au cœur du Domaine des Franciscains, un espace public serait également cédé à la Ville de Montréal. Totalisant une superficie de plus de 1300 m², cet espace faisant front au boulevard René-Lévesque sera aménagé par le promoteur selon les règles de l'art quant à l'aménagement d'un espace public (mobilier, éclairage, etc.). Ravagée par les flammes en 2010, la chapelle de Saint-François-d'Assise fut le principal témoin de la présence des Franciscains dans le quartier. Dans la perspective de préserver des qualités paysagères, un espace circonscrit se distingue du parterre gazonné et offre un lieu d'appropriation aux résidants et aux citoyens. Au niveau du sol, une insertion de pierres naturelles récupérées des fondations existantes ou nouvelles, marque l'implantation de l'ancienne chapelle. Des éléments commémoratifs pourront y être installés et commémorés (cloche et plaque). Quoiqu'illustré de façon schématique sur le présent plan, il est envisagé que cet espace de repos présente un mobilier et des alignements d'arbres plus réguliers, rappelant l'ordonnancement du lieu de culte. Clin d'œil au premier découpage agricole de Montréal réalisé par les Sulpiciens, une plantation régulière de pommetiers pourrait, notamment, tapisser l'empreinte de la chapelle et s'inscrire en continuité avec le verger du jardin du CCA.

1. Revêtement de poussière de pierre stabilisée
2. Pavés de béton préfabriqués
3. Pommetier décoratif
4. Insertion de bandes de pavés de béton préfabriqués
5. Banc
6. Luminaire encastré
7. Insertion de pierres naturelles récupérées marquant l'implantation de l'ancienne chapelle
8. Arbre feuillu proposé
9. Arbre feuillu existant
10. Clôture en acier
11. Haie
12. Gazonnement
13. Élément commémoratif - cloche
14. Élément commémoratif / signalétique - emplacement de l'ancienne croix
15. Portes de clôture en acier



PLAN DU PARC PUBLIC CENTRAL

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifiée par le remplacement de l'extrait de la carte intitulée « L'affectation du sol / Arrondissement de Ville-Marie » par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifiée par le remplacement de l'extrait de la carte intitulée « Les limites de hauteur / Arrondissement de Ville-Marie » par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL»

ANNEXE B
EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEUR»

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1164400001



PLAN D'URBANISME - L'affectation du sol

Modification: Affectation actuelle = Couvent, monastère ou lieu de culte
Nouvelle affectation = Secteur résidentiel

Modification de la carte intitulée
« L'affectation du sol»

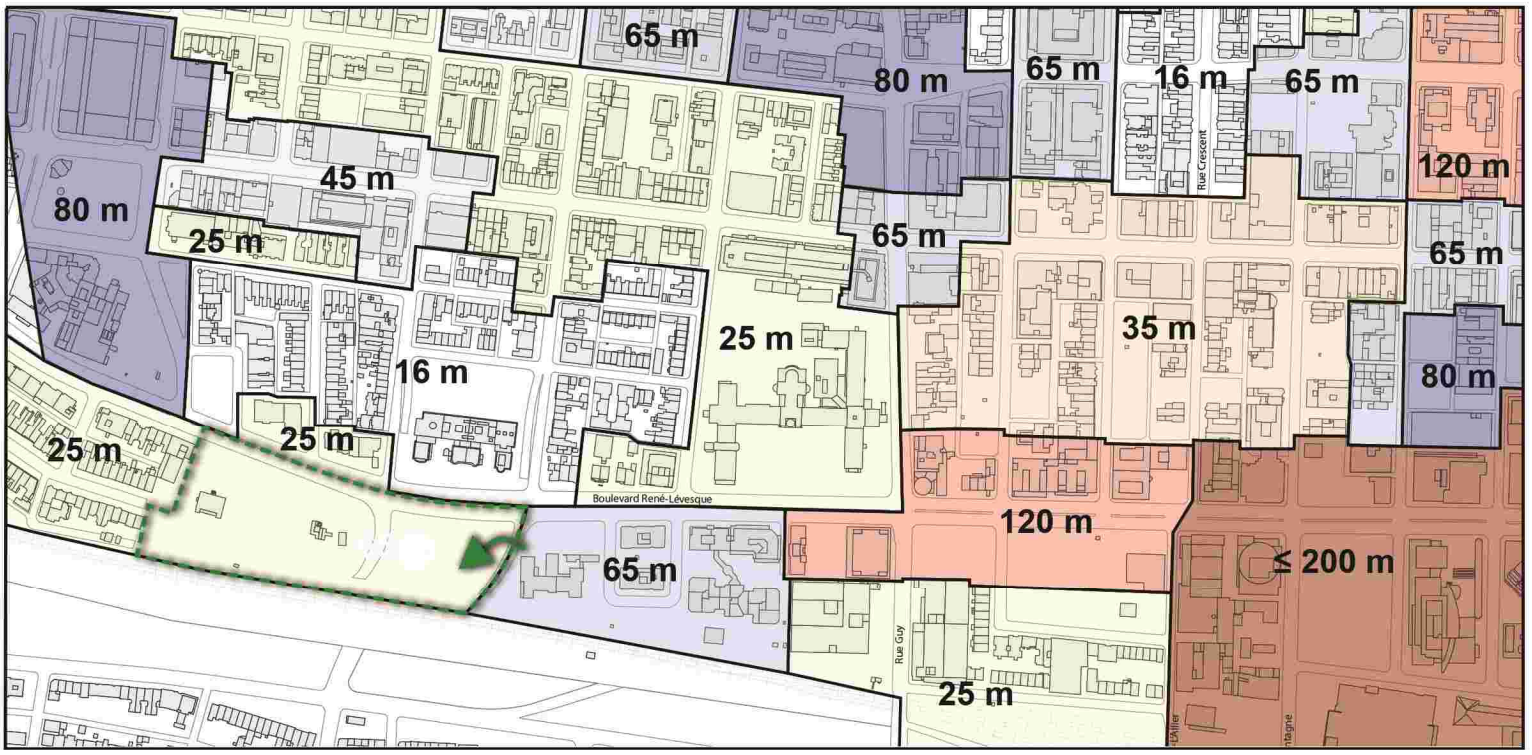
Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie

Date: 18 janvier 2016

Annexe:

A



PLAN D'URBANISME - Les limites de hauteurs

Modification: Hauteur maximale actuelle = 25 m
Nouvelle hauteur maximale = 65 m

Modification de la carte intitulée « Les limites de hauteur »

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie

Date: 18 janvier 2016

Annexe:

B

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 février 2013
1084400060 et 1136090019
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER – MODIFICATION AU PLAN D'URBANISME**

Endroit : 2000, boulevard René-Lévesque Ouest

Responsable : Pierre-Étienne Gendron-Landry

Description : La demande vise la construction d'un ensemble immobilier en plein cœur du domaine des Franciscains. Le projet s'insère entre les deux maisons encore présentes sur le site. Une fois les deux phases construites, le projet comprendra 452 logements, dont plus de la moitié (58 %) auront deux chambres à coucher. 14 unités aux rez-de-chaussée seront aménagées sur deux niveaux et comprendront des espaces de travail, une typologie innovante. Les deux premiers étages sont dotés d'espaces communs à l'usage des résidants. Au total, 273 unités de stationnement sont prévues et minimalement 97 unités de stationnement pour vélo devront être fournies. Le projet culminera à 65 m de hauteur.

Un remembrement complet des lots existants, toujours découpés selon l'ancien cadastre et ne tenant pas compte du cadre bâti actuel, sera nécessaire afin d'autoriser le projet. Cette opération cadastrale permettra aussi de céder un minimum de 10 % de la superficie du site à la Ville pour des fins de parc. Le promoteur s'est engagé à aménager le parc à ses frais. Le parc sera accessible par le boulevard René-Lévesque et par la rue du Souvenir, desservant les résidences isolées au sud du quartier. Des pourparlers sont en cours entre l'arrondissement et le promoteur afin de s'assurer que les aménagements rencontrent les standards d'aménagement de la Ville, notamment au niveau de l'éclairage, de la sécurité urbaine, du mobilier, de l'accessibilité et de la végétation.

Le projet déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme 01-282, notamment à la hauteur en étages minimale et maximale, à la hauteur en mètres maximale, à la densité maximale, aux usages prescrits, à l'alignement de construction et aux normes de stationnement.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour ces travaux, car l'emplacement est situé dans l'aire de protection de la maison Shaughnessy.

L'emplacement est également une grande propriété institutionnelle désignée comme immeuble significatif au Règlement d'urbanisme 01-282.

Remarque importante : Aucune.

Considérant que : Le projet permettra de mettre en valeur et de préserver les qualités paysagères de l'ensemble à partir du boulevard René-Lévesque.

Considérant que : La hauteur proposée permet de libérer un maximum d'espace au sol, amplement verdi et planté d'arbre; la forme des tours, très étroite, permettant de libérer les vues sur le fleuve et la montagne, en plus de s'inscrire élégamment dans le macropaysage montréalais et d'en réduire l'impact sur l'ensoleillement du site.

Considérant que : Le changement d'usage permettra de répondre à la nouvelle réalité de ce secteur en plus de garantir sa mixité d'usage.

Considérant que : Le projet prévoit 30 % d'unités privées abordables directement sur le site et l'équivalent de 15 % d'unités de logement social ou communautaire versé dans un fonds de compensation pour un projet dans le secteur.

Considérant que : La partie la plus boisée du site des Franciscains sera cédée à des fins de parc à la Ville et que les frais de conception et d'aménagement seront assumés par le promoteur.

Considérant que : Le projet permettra de protéger et de mettre en valeur le caractère patrimonial du secteur en plus de révéler et de valoriser les paysages urbains exceptionnels et la topographie du quartier, notamment la falaise Saint-Jacques.

Considérant que : Le projet peut donner un second souffle au quartier, contribuant davantage aux qualités urbaines du secteur.

Considérant que : La demande respecte les grandes orientations du Plan directeur des parcs de l'arrondissement de Ville-Marie et du Programme particulier d'urbanisme du Quartier des grands jardins.

Considérant que : La demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme et les dispositions du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification, de modification ou d'occupation d'un immeuble, une modification au Plan d'urbanisme étant toutefois requise pour la limite de hauteur, la densité maximale et l'affectation du sol.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **La hauteur du projet hors tout et en tout point ne pourra pas dépasser 65 m.**
- **Les clôtures existantes des maisons Masson et Judah devront être restaurées.**
- **L'aménagement du parc devra assurer l'accessibilité et de la sécurité de celui-ci.**
- **Une fois le projet terminé, la densité maximale pour l'ensemble des lots du projet, de la maison Masson et de la maison Judah ne pourra pas dépasser 2 tandis que la densité sur le lot du projet ne pourra pas dépasser 4,5.**
- **Le projet devra être substantiellement conforme aux plans paginés 32, 39 à 46 et 49 à 53 du document présenté par les promoteurs.**
- **Le projet pourra être réalisé en deux phases.**
- **Des unités de stationnement pourront être fournies à l'extérieur sur le terrain du projet.**
- **Les plans d'aménagement devront être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme, tout comme les éléments suivants :**
    - **Un plan de l'aménagement paysager des trois terrains touchés par le projet, visant notamment :**
        - **la conservation des arbres sains;**
        - **la mise en valeur des vestiges et la commémoration de la présence des Franciscains sur le site;**

    - **la conservation et la mise en valeur des clôtures des maisons Judah et Masson;**
    - **la réorganisation du stationnement de surface.**
- **Un plan complet de protection des arbres produit par un ingénieur forestier.**
- **Une étude d'impact éolien et, le cas échéant, des mesures de mitigation.**
- **Déposer un projet d'accord de développement concernant notamment la cession de terrain à la Ville et l'aménagement du parc**
- **Pour autoriser la délivrance des permis, la demande devra être accompagnée des éléments suivants :**
    - **Une lettre officialisant le remembrement et la vente du terrain;**
    - **Un accord de développement concernant notamment la cession de terrain à la Ville et l'aménagement du parc, signé entre les propriétaires actuels, les promoteurs et l'arrondissement de Ville-Marie.**
- **Un délai de 60 mois sera fixé pour débuter les travaux, sans quoi l'autorisation sera nulle et sans effet.**

Sammy Forcillo
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Développement de la propriété des Franciscains

AC13-VM-02

Localisation :	1980-2080, boulevard René-Lévesque Ouest, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle « Haut de la falaise (René-Lévesque Ouest et Guy) » (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Aire de protection de la Maison Shaughnessy (1975-03-25)

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) émettent un avis car le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme et vise un site qui se trouve en partie dans l'aire de protection d'un immeuble patrimonial classé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., chapitre P9.002).

NATURE DES TRAVAUX

Le projet élaboré a trait à la propriété des Franciscains bordant le boulevard René-Lévesque Ouest. Il vise essentiellement la construction, par le promoteur et gestionnaire immobilier Groupe Prével, de deux tours résidentielles à l'endroit du terrain dégagé à la suite de l'incendie, en 2010, de l'ensemble monastique des Franciscains. Les maisons Frederick-Thomas-Judah (à l'est) et Joseph-Masson (à l'ouest) ne sont pas touchées par le programme, mis à part le réaménagement de leurs espaces extérieurs, et demeureraient la propriété des Franciscains. Les deux tours jumelles projetées, comprenant au total environ 450 logements, seraient implantées perpendiculairement au boulevard René-Lévesque, en retrait d'au moins 3 mètres des plans de façade des deux maisons voisines. Ces tours atteindraient une hauteur de 22 étages, 65 mètres et l'indice de superficie de plancher sur le site qu'elles occuperaient serait porté à 4,5. Deux étages de stationnement souterrain seraient aménagés, pour un total de 273 cases. Des modifications sont requises au Plan d'urbanisme en raison de l'usage, de la hauteur maximum et de la densité projetés, le Plan y prévoyant actuellement une affection « couvent, monastère ou lieu de culte » et limitant la hauteur maximum à 25 mètres et l'indice de densité à 3.

Le projet propose un réaménagement des espaces extérieurs attenant aux deux maisons (par la relocalisation et la réduction des cases de stationnement qui s'y trouvent), l'aménagement d'un large espace paysager entre le boulevard René-Lévesque et les tours, ainsi qu'un jardin entre les tours.

La proposition inclut la cession d'une portion du site (1 757 m^2) et sa transformation en parc public de proximité. L'espace visé est situé à l'extrémité ouest du site, dans l'aboutissement de la rue du Souvenir, et serait également accessible depuis le boulevard René-Lévesque par le biais d'un passage. La mise en valeur de vestiges et l'installation

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et
Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Gaston-Miron
1210, rue Sherbrooke Est, bureau 002
Montréal (Québec) H2L 1L9
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

d'éléments de commémoration y sont envisagées. Cette cession s'inscrit dans le sens de l'objectif établi au programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins (adopté en septembre 2011) qui vise à améliorer l'offre d'espaces verts en misant notamment sur l'accès ouvert aux grands jardins institutionnels. Elle répond par ailleurs à l'exigence du *Règlement sur les opérations cadastrales* en vertu de laquelle le propriétaire doit céder à la Ville, à des fins de parcs, une superficie de terrain représentant 10 % du site, ou payer une somme équivalant à 10 % de la valeur du site. Il est à souligner que la superficie de l'ensemble de la propriété des Franciscains a été prise en compte pour ce calcul.

Afin de répondre aux objectifs de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, une contribution monétaire correspondant au nombre d'unités requis (15 % du total des unités réservées au marché privé) sera versée par le promoteur dans un fonds établi par l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation hors site de logements abordables.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet a aussi été présenté au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et il sera soumis à une consultation publique tenue par l'Office de consultation publique de Montréal.

Le ministère de la Culture et des Communications doit également donner son autorisation.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX[1]

Le site à l'étude se trouve au haut de la falaise Saint-Jacques, juste à l'ouest de la rue du Fort de la Montagne. Il est occupé en premier lieu par les Religieuses hospitalières de Saint-Joseph, puis par les Sulpiciens qui, dès 1666, lotissent les terres autour de leur domaine au pied de la montagne. Le secteur conserve une vocation essentiellement agricole jusqu'aux années 1830.

Il connaît ensuite sa première phase d'édification avec le développement du quartier Saint-Antoine, un quartier montréalais habité essentiellement par la bourgeoisie anglophone. Les résidences bourgeoises sont implantées surtout le long de trois axes est-ouest, soit les rues Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque), Sainte-Catherine et Sherbrooke, la rue Dorchester constituant alors la seconde artère résidentielle la plus prestigieuse de Montréal, après la rue Sherbrooke. Contrairement aux rues voisines orientées nord-sud et bordées de maisons contiguës, la rue Dorchester est longée de grandes villas, notamment, à l'endroit du site visé, la maison de l'avocat Henry Judah (vers 1830), la maison du seigneur de Terrebonne Joseph Masson (1850-1851) et la maison du directeur de la *Montreal City and District Savings Bank*, Frederick Thomas Judah (1874-1875). La maison Shaughnessy, formée de deux résidences bourgeoises jumelées construites en 1874 et 1875 (maintenant intégrée au Centre Canadien d'Architecture), est un

[1] Sources :
Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal, fiches des secteurs Haut de la falaise et Village Shaughnessy
http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/fiche_zone.php?typologie=édifice%20religieux&intervention=&arrondissement=1&lignes=10&rangees=3&type_requete=vignette&id=1118&type_requete=vignette
Louis Brillant, architecte, *Étude patrimoniale en vue de l'évaluation patrimoniale des bâtiments situés aux 1980-2080 du boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal,* (volumes I et II), 11 juillet 2005

éloquent témoignage du caractère huppé de cette voie à l'époque. L'implantation de ces grandes demeures au sommet de la falaise permet d'offrir des vues panoramiques sur la ville, le fleuve Saint-Laurent et la rive sud. Au cours du dernier tiers du XIXe siècle, le quartier accueille plusieurs ensembles conventuels; les Sœurs Grises de Montréal, les religieuses du Mont Sainte-Marie, la Maison-Mère de la Congrégation de Notre-Dame. L'asile des vieillards tenu par les Petites Sœurs des Pauvres, est érigé entre 1892 et 1893.

Les Franciscains (anciennement les Récollets), qui sont interdits de recruter de nouveaux membres suite à la fin du régime seigneurial, reviennent à Montréal en 1890. Grâce à des dons, ils acquièrent la maison de Henry Judah en 1892 pour la transformer progressivement en couvent (couvent Saint-Joseph). En 1893, le couvent est agrandi vers l'est et la construction de la chapelle inférieure de l'église (chapelle Saint-François) débute. Le couvent Saint-Joseph est agrandi en 1896. La chapelle Saint-François supérieure de l'église est construite en 1902. Une bibliothèque est ajoutée en 1938.

La construction en 1881 de la voie ferrée du Canadien Pacifique le long de la falaise Saint-Jacques (à la limite sud du site visé), marque fortement le secteur. À la fin du XIXe siècle, plusieurs terrains situés le long de la rue Dorchester sont subdivisés pour permettre la construction de maisons en rangée.

Dans les années 1940, les Franciscains acquièrent la maison Joseph-Masson puis la maison Frederick-Thomas-Judah, afin de les intégrer à leur ensemble monastique.

À partir des années 1950, la Cité de Montréal entreprend de grands projets urbanistiques pour répondre à l'accroissement du transport automobile et la difficulté de circuler en ville. En 1954-1955, la rue Dorchester est élargie et transformée en boulevard. Autour des années 1960-1970, le développement du centre-ville, à proximité, amène des pressions à la densification du secteur et quelques tours d'habitation y sont construites.

En 1971-1972, des bretelles d'accès menant à l'autoroute Ville-Marie sont réalisées. Près de la rue Guy, le couvent Mont-Sainte-Marie est démoli pour laisser place à de nouveaux projets immobiliers de haute densité. En 1973, la maison Shaughnessy est désignée « lieu historique national du Canada » par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada et en 1975 elle est classée monument historique par le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Son aire de protection inclut en partie la propriété des Franciscains. Entre 1985 et 1989, le Centre Canadien d'Architecture est construit, intégrant la maison Shaughnessy qui est restaurée. La réalisation du Jardin des sculptures, par l'architecte Melvin Charney entre 1987-1991, renforce la qualité paysagère du secteur.

En 2006, les Franciscains cessent d'occuper l'ensemble monastique et en 2010, ce dernier disparaît à la suite d'un incendie. Les Franciscains demeurent propriétaires du terrain, ainsi que des maisons Judah et Masson, aujourd'hui occupées par des bureaux de professionnels.

ANALYSE DU PROJET

Le 19 février 2013, des représentants de l'arrondissement et du promoteur ont présenté le projet au comité mixte réunissant des membres du Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et du Comité Jacques-Viger (CJV).

L'analyse conjointe du CPM et du CJV s'appuie notamment sur la documentation fournie[2] ainsi que sur l'énoncé de l'intérêt patrimonial[3] qui leur a été présenté par un représentant de la Division du patrimoine. L'analyse porte sur les aspects suivants : la démarche de planification et la richesse patrimoniale de la propriété (1), la pérennité des maisons Judah et Masson et de leurs abords (2), l'intégration urbaine (3), les espaces verts et la falaise Saint-Jacques (4).

1. La démarche de planification et la richesse patrimoniale à la propriété

À prime abord le CPM et le CJV désirent rappeler que la requalification de cette propriété institutionnelle ne doit pas se faire au détriment de sa richesse patrimoniale, tant bâtie que paysagère, ni de sa contribution au paysage du secteur, des abords de la maison Shaughnessy (*lieu historique national du Canada* et *monument historique*), et du boulevard René-Lévesque Ouest.

De l'avis des comités, l'approche retenue pour l'élaboration du projet aurait dû considérer la propriété dans son ensemble. Or, l'opération cadastrale finale qui vise à scinder la propriété en trois terrains va à l'encontre de ce principe. En effet, le programme de construction bénéficie de dérogations pour l'ensemble du site alors qu'il est implanté sur la seule partie de terrain dégagée à la suite de l'incendie de 2010. À l'inverse, les lots des maisons Judah et Masson, qui deviendront des propriétés séparées, auront des contraintes importantes qui pourraient compromettre leur avenir. Par ailleurs, l'analyse du site proposée pour soutenir le projet oppose le caractère du paysage urbain sur le boulevard René-Lévesque et celui qui longe les falaises, ce que la division en trois parties ne permet pas.

Les valeurs identifiées dans l'énoncé de l'intérêt patrimonial auraient dû davantage guider l'élaboration du projet. À cet effet, les comités déplorent l'absence d'informations quant à l'état des vestiges de la chapelle Saint-François-d'Assise et l'identification, le cas échéant, de mesures visant leur préservation. Il serait souhaitable d'identifier des mesures de commémoration formelles et pérennes de la présence centenaire des Franciscains à cet endroit.

2. La pérennité des maisons Judah et Masson et de leurs abords

Le CJV et le CPM sont d'avis que le projet présenté n'assure pas la pérennité des maisons Judah et Masson, ni leur prédominance par le simple retrait minimal de 3 mètres de l'implantation des façades des deux tours projetées. Les enjeux entourant la conception d'un projet dans l'environnement de ces deux maisons, et de la maison Shaughnessy, se posent avant tout en termes d'insertion. À l'exemple des projets qui ont été réalisés à l'endroit de la maison Shaughnessy et de la maison Buchanan (170, rue Sherbrooke Est), une vision d'ensemble, intégrant comme assise et

[2] *Domaine des Fransciscains_projet soumis à l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*, émis le 29 janvier 2013, Prével Groupe IBI l CHBA

[3] Une évaluation de la valeur patrimoniale de la propriété des Franciscains a été réalisée en 2010 et révisée en 2011 (suite à l'incendie) par un groupe de travail comprenant des représentants de l'arrondissement, du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et du Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise de la Ville (révisé le 15 février 2011, J. Laberge, rédacteur). L'énoncé de l'intérêt patrimonial porte sur les valeurs historique, artistique, paysagère urbaine et symbolique de la propriété, ainsi que sur les éléments caractéristiques dans lesquels celles-ci s'incarnent.

ancrage les deux maisons et leur cadre paysager, aurait conduit à l'élaboration d'un projet davantage garant de leur mise en valeur pérenne. Il est essentiel de concevoir un projet auquel contribue l'ensemble des composantes, tant existantes que projetées.

3. L'intégration urbaine

Au plan de l'intégration urbaine, la détermination des hauteurs aurait dû s'appuyer sur une analyse du cadre bâti du milieu d'insertion et de celui de ce secteur du bouvard René-Lévesque, ainsi que sur une juste compréhension des relations qu'entretient la propriété avec les différentes composantes de son milieu.

La hauteur envisagée de 22 étages, 65 mètres, s'éloigne trop de la réalité du bâti existant et serait nettement en rupture avec l'échelle du secteur majoritairement composé de bâtiments de moins de six étages[4]. Il est utile de rappeler qu'un des principes directeurs établis à l'égard de la forme bâtie du centre vise l'établissement d'une transition graduelle des hauteurs vers le massif bâti du centre-ville. Le gabarit des tours est habituellement associé au cadre bâti du centre-ville. Or, le site se trouve à l'extérieur du centre des affaires et à l'ouest du secteur visé par l'arrondissement de Ville-Marie lors de l'élaboration du *Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville*. Les comités se questionnent sur l'inscription du projet dans la silhouette du centre-ville illustrée au Document complémentaire au Plan d'urbanisme (particulièrement dans l'axe est-ouest) et, plus récemment, au *Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville*. Les comités soulignent par ailleurs que la réalisation des tours proposées aurait pour effet d'obstruer la vue d'intérêt identifiée au Document complémentaire au Plan d'urbanisme et s'offrant sur le fleuve depuis l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Cedar.

Par ailleurs, les diagrammes schématiques présentant le projet tentent d'illustrer son intégration dans le secteur et de démonter que son implantation en U reprend celle de l'ensemble monastique. Toutefois, une représentation en trois dimensions aurait éloquemment démontré qu'avec ce gabarit l'intervention n'est pas en lien avec le secteur, ni avec l'ensemble monastique.

4. Les espaces verts et la falaise Saint-Jacques

Le CPM et le CJV apprécient la contribution du parc public projeté et de l'espace paysager bordant le boulevard René-Lévesque à l'atteinte d'objectifs énoncés au PPU du Quartier des grands jardins, soit l'amélioration de l'offre d'espaces verts et l'instauration d'une coulée verdissant le secteur depuis le mont Royal jusqu'au Centre Canadien d'Architecture. En ce qui a trait au parc public, les comités soulignent qu'il aurait été heureux d'y inclure l'espace attenant de la grotte en l'honneur de la Vierge et de Sainte-Bernadette Soubirous, faisant partie d'un même ensemble paysager.

Les comités considèrent que l'ensemble de l'unité de paysage « falaise Saint-Jacques » identifiée au PPU, qui inclut la section présente sur le site visé et celles attenantes au Jardin des sculptures et au site dit des Petites Sœurs des Pauvres, aurait mérité davantage d'attention. Le document présentant le projet[5] s'en tient à mentionner que la falaise constitue un attrait naturel à protéger et mettre en valeur et qu'elle contribuera à amenuiser les impacts visuels et sonores des voies ferrées et de l'autoroute. Des mesures précises visant sa mise en valeur sont manquantes, d'autant

[4] Réf. : Perspective présentée à la page 22 et élévation en page 32, *Domaine des Fransciscains_projet soumis à l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*, émis le 29 janvier 2013, Prével Groupe IBI l CHBA

[5] *Domaine des Fransciscains_projet soumis à l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*, émis le 29 janvier 2013, Prével Groupe IBI l CHBA, pages 14 et 33

plus que la section attenante aux tours projetées est particulièrement ténue et que l'équilibre de l'écosystème y est donc grandement menacé. Des engagements fermes auraient été souhaités quant à la consolidation et au renforcement du couvert végétal de la falaise. Toutefois, la réalisation du projet envisagé et du chantier le sous-tendant risquent fort de détruire sa réalité écologique.

AVIS DU CJV ET DU CPM

Le CJV et le CPM émettent un avis défavorable au projet élaboré et à la modification souhaitée des paramètres du Plan d'urbanisme, notamment parce que la réalisation des interventions envisagées compromettrait grandement l'intégrité patrimoniale du site et contribuerait à l'effritement des principes devant guider l'évolution du centre-ville et de ses abords.

L'octroi de dérogations au Plan d'urbanisme doit se justifier par la contribution du projet à l'amélioration de la qualité du milieu urbain. De l'avis des comités, le projet élaboré ne présente pas une contrepartie suffisante pour la ville, considérant l'importance des droits de développement supplémentaires qui seraient conférés par la modification souhaitée des paramètres du Plan d'urbanisme. Par ailleurs, considérant l'ampleur du potentiel de développement qui serait autorisé avec l'approbation de ces modifications, les composantes urbaines et architecturales qui caractérisent le secteur (notamment les maisons Judah et Masson) s'en verraient fragilisées.

Les comités recommandent de réviser la proposition en élaborant un programme qui veille davantage à protéger les deux maisons et leur cadre paysager, à préserver les valeurs associées au site, à s'intégrer au secteur environnant et à mettre en valeur et à protéger la falaise Saint-Jacques.

Considérant ce qui précède, les comités souhaitent revoir le projet.

Le président du CJV,

Original signé

Adrien Sheppard

Le 27 février 2013

Le président du CPM,

Original signé

Jacques Lachapelle

Le 27 février 2013

Montréal

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Développement de la propriété des Franciscains

AC13-VM-03

Localisation :	1980-2080, boulevard René-Lévesque Ouest, arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle « Haut de la falaise (René-Lévesque Ouest et Guy) » (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Aire de protection de la Maison Shaughnessy (1975-03-25)

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) émettent un avis car le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme et vise un site qui se trouve en partie dans l'aire de protection d'un immeuble patrimonial classé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (L.R.Q., chapitre P9.002).

NATURE DES TRAVAUX

Le projet élaboré a trait à la propriété des Franciscains bordant le boulevard René-Lévesque Ouest. Il vise essentiellement la construction de deux tours résidentielles à l'endroit du terrain dégagé à la suite de l'incendie, en 2010, de l'ensemble monastique des Franciscains. Les maisons Frederick-Thomas-Judah (à l'est) et Joseph-Masson (à l'ouest) ne sont pas touchées par le programme, mis à part le réaménagement de leurs espaces extérieurs, et demeureraient la propriété des Franciscains. Les deux tours, jumelles, seraient implantées perpendiculairement au boulevard René-Lévesque et comprendraient un stationnement souterrain. Des modifications sont requises aux dispositions du Plan d'urbanisme relatives à l'usage et à la hauteur maximum projetés. Le Plan affecte le terrain « couvent, monastère ou lieu de culte » et y limite la hauteur maximum à 25 mètres.

Le projet propose un réaménagement des espaces extérieurs attenant aux deux maisons (par la relocalisation et la réduction des cases de stationnement qui s'y trouvent), l'aménagement d'un large espace paysager entre le boulevard René-Lévesque et les tours, ainsi qu'un jardin entre les tours.

La proposition entraîne un nouveau tracé des lots et inclut la cession d'une portion du site (2 063 m^2) et sa transformation en parc public de proximité. L'espace visé est situé à l'extrémité ouest du site, dans l'aboutissement de la rue du Souvenir, et serait également accessible depuis le boulevard René-Lévesque par le biais d'un passage. La mise en valeur de vestiges et l'installation d'éléments de commémoration y sont envisagées. Cette cession s'inscrit dans le sens de l'objectif établi au programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins (adopté en septembre 2011) qui vise à améliorer l'offre d'espaces verts en misant notamment sur l'accès ouvert aux grands jardins institutionnels.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

Afin de répondre aux objectifs de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, le projet comporterait 30 % d'unités privées abordables et une contribution monétaire correspondant au nombre d'unités requis (15 % du total des unités réservées au marché privé) serait versée par le promoteur dans un fonds établi par l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation hors site de logements sociaux et communautaires.

AUTRES INSTANCES CONSULTÉES

Le projet a aussi été présenté au comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie et il sera soumis à une consultation publique tenue par l'Office de consultation publique de Montréal.

Le ministère de la Culture et des Communications doit également donner son autorisation.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

Le site à l'étude se trouve au haut de la falaise Saint-Jacques, juste à l'ouest de la rue du Fort de la Montagne. Il est occupé en premier lieu par les Religieuses hospitalières de Saint-Joseph, puis par les Sulpiciens qui, dès 1666, lotissent les terres autour de leur domaine au pied de la montagne. Le secteur conserve une vocation essentiellement agricole jusqu'aux années 1830.

Il connaît ensuite sa première phase d'édification avec le développement du quartier Saint-Antoine, un quartier montréalais habité essentiellement par la bourgeoisie anglophone. Les résidences bourgeoises sont implantées surtout le long de trois axes est-ouest, soit les rues Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque), Sainte-Catherine et Sherbrooke, la rue Dorchester constituant alors la seconde artère résidentielle la plus prestigieuse de Montréal, après la rue Sherbrooke. Contrairement aux rues voisines orientées nord-sud et bordées de maisons contiguës, la rue Dorchester est longée de grandes villas, notamment, à l'endroit du site visé, la maison de l'avocat Henry Judah (vers 1830), la maison du seigneur de Terrebonne Joseph Masson (1850-1851) et la maison du directeur de la *Montreal City and District Savings Bank*, Frederick Thomas Judah (1874-1875). La maison Shaughnessy, formée de deux résidences bourgeoises jumelées construites en 1874 et 1875 (maintenant intégrée au Centre Canadien d'Architecture), est un éloquent témoignage du caractère huppé de cette voie à l'époque. L'implantation de ces grandes demeures au sommet de la falaise permet d'offrir des vues panoramiques sur la ville, le fleuve Saint-Laurent et la rive sud. Au cours du dernier tiers du XIXe siècle, le quartier accueille plusieurs ensembles conventuels; les Sœurs Grises de Montréal, les religieuses du Mont Sainte-Marie, la Maison-Mère de la Congrégation de Notre-Dame. L'asile des vieillards tenu par les Petites Sœurs des Pauvres, est érigé entre 1892 et 1893.

Les Franciscains (anciennement les Récollets), qui sont interdits de recruter de nouveaux membres suite à la fin du régime seigneurial, reviennent à Montréal en 1890. Grâce à des dons, ils acquièrent la maison de Henry Judah en 1892 pour la transformer progressivement en couvent (couvent Saint-Joseph). En 1893, le couvent est agrandi vers l'est et la construction de la chapelle inférieure de l'église (chapelle Saint-François) débute. Le couvent Saint-Joseph est agrandi en 1896. La chapelle Saint-François supérieure de l'église est construite en 1902. Une bibliothèque est ajoutée en 1938.

La construction en 1881 de la voie ferrée du Canadien Pacifique le long de la falaise Saint-Jacques (à la limite sud du site visé), marque fortement le secteur. À la fin du XIXe siècle, plusieurs terrains situés le long de la rue Dorchester sont subdivisés pour permettre la construction de maisons en rangée.

Dans les années 1940, les Franciscains acquièrent la maison Joseph-Masson puis la maison Frederick-Thomas-Judah, afin de les intégrer à leur ensemble monastique.

À partir des années 1950, la Cité de Montréal entreprend de grands projets urbanistiques pour répondre à l'accroissement du transport automobile et la difficulté de circuler en ville. En 1954-1955, la rue Dorchester est élargie et transformée en boulevard. Autour des années 1960-1970, le développement du centre-ville, à proximité, amène des pressions à la densification du secteur et quelques tours d'habitation y sont construites.

En 1971-1972, des bretelles d'accès menant à l'autoroute Ville-Marie sont réalisées. Près de la rue Guy, le couvent Mont-Sainte-Marie est démoli pour laisser place à de nouveaux projets immobiliers de haute densité. En 1973, la maison Shaughnessy est désignée « lieu historique national du Canada » par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada et en 1975 elle est classée monument historique par le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Son aire de protection inclut en partie la propriété des Franciscains. Entre 1985 et 1989, le Centre Canadien d'Architecture est construit, intégrant la maison Shaughnessy qui est restaurée. La réalisation du Jardin des sculptures, par l'architecte Melvin Charney entre 1987-1991, renforce la qualité paysagère du secteur.

En 2006, les Franciscains cessent d'occuper l'ensemble monastique et en 2010, ce dernier disparaît à la suite d'un incendie. Les Franciscains demeurent propriétaires du terrain, ainsi que des maisons Judah et Masson, aujourd'hui occupées par des bureaux de professionnels.

ANALYSE DU PROJET

Le projet a été présenté une première fois au Conseil du patrimoine de Montréal et au Comité Jacques-Viger lors d'une réunion mixte tenue le 19 février 2013, à la suite de quoi les comités ont émis un avis défavorable daté du 27 février 2013 (A13-VM-02). Le 31 mai 2013, les représentants de l'arrondissement de Ville-Marie, ainsi que les requérants et leurs consultants, ont à nouveau rencontré le CPM et le CJV. Ils étaient cette fois accompagnés d'un représentant des Franciscains. Cette rencontre visait à présenter une version modifiée du projet et à apporter certaines précisions. Le présent avis s'appuie sur les présentations qui ont été faites et sur la documentation fournie au préalable.

L'analyse qui suit porte sur: (1) les modifications au projet, (2) la hauteur projetée des tours, (3) la préservation des maisons Judah et Masson.

Les changements

Les principaux changements apportés depuis la présentation du 19 février 2013 sont les suivants :

1. le lotissement proposé est modifié : la superficie du lot central qui accueillerait les deux tours inclut à présent les parties de la falaise qui se trouvent derrière les maisons Judah et Masson;

2. une diminution de la taille du projet (emprise au sol : 2 478 m^2 au lieu de 2 598 m^2, superficie de plancher nette : 25 823 m^2 au lieu de 28 340 m^2) et du nombre de logements (360 logements plutôt que 452) et une réduction de hauteur de 5 mètres pour une hauteur totale de 60 mètres plutôt que de 65 mètres[1]. Ces modifications s'accompagnent d'un recul accru à 6 mètres (au lieu de 3 mètres) de l'implantation des deux tours par rapport à l'alignement des deux anciennes villas, ainsi que d'une augmentation de la distance latérale à 13,8 mètres de la maison Masson et à 14,3 mètres de la maison Judah (au lieu de 12 mètres dans les deux cas). Enfin, l'accès au stationnement intérieur, qui se trouvait dans la cour avant, est relocalisé à sur la façade latérale de la tour est.

Ces changements permettent au projet de construction d'avoir un indice de densité de 3 conforme au maximum prévu au Plan d'urbanisme, au lieu de l'indice de 4,5 qui était proposé dans la version précédente et qui constituait une demande de dérogation. Par contre, la hauteur de 60 mètres déroge à la hauteur de 25 mètres prévue au Plan d'urbanisme.

La hauteur

L'objet principal de la discussion au sein du CPM et du CJV porte sur le choix de ce type architectural et de la dérogation au Plan d'urbanisme relative à la hauteur. Deux arguments principaux sont invoqués pour justifier ce choix. Le premier est étroitement lié au fait que l'empreinte au sol soit limitée et concentrée en arrière-lot, ce qui permet un aménagement paysager le long du boulevard René-Lévesque. Le projet contribuerait ainsi à mettre en réseau les jardins institutionnels tel que souhaité au PPU du Quartier des grands jardins. Ce faisant, le parti offrirait également une plus grande visibilité aux maisons Judah et Masson depuis le boulevard René-Lévesque. Le second argument repose sur une volonté de mettre en lien les tours avec les immeubles en hauteur de l'ensemble du centre-ville [2], plutôt qu'en relation avec le cadre bâti dominant du secteur où se trouve le lot à construire.

Les comités considèrent que la dérogation demandée est majeure. Elle entraine un type architectural – deux tours jumelles – qui va à l'encontre de ce qui est recherché au Plan d'urbanisme. En effet, dans le secteur où se trouve la propriété, le Plan d'urbanisme prévoit une hauteur maximale de 25 mètres et au nord du boulevard René-Lévesque, il la limite à 16 mètres. Ces hauteurs tiennent compte de la prédominance de certains types architecturaux que l'on trouve dans le milieu environnant la propriété des Franciscains. Par conséquent, les comités s'interrogent sur l'impact visuel de deux tours. De plus, ils craignent que le projet constitue un précédent qui aura un effet d'entraînement qui sera nuisible, d'une part, à la sauvegarde des édifices résidentiels qui se trouvent aux alentours et d'autre part aux qualités de la forme urbaine qui leur est associée. Pour ce qui est de la relation du projet avec les autres tours du centre-ville, les comités n'adhèrent pas à cet argument et rappellent qu'avec justesse, l'arrondissement n'a pas jugé à propos en 2011 de modifier les paramètres de hauteur de ce secteur dans son *Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville* mis de l'avant en 2011.

Par ailleurs, le projet de tours présente un contraste d'échelle saisissant par rapport aux maisons Judah et Masson. À ce titre, il est utile de rappeler que, tout en ayant une implantation très différente, le monastère des Franciscains avait une volumétrie distinctive mais dont le gabarit était plus près de celui des deux villas, ce qui porte à croire que

[1] *Domaine des Fransciscains_projet soumis au comité mixte dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*, émis le 23 mai 2013, p.27 et *Domaine des Fransciscains_projet soumis à l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*, émis le 29 janvier 2013, p. 38

[2] *Domaine des Fransciscains_projet soumis au comité mixte dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*, émis le 23 mai 2013, p. 22-23

d'autres formes bâties que celles proposées pourraient être envisagées. À cet égard, les comités constatent également que le lotissement retenu pour l'ensemble du projet constitue une contrainte de planification.

La préservation des maisons Judah et Masson

Une partie de la discussion a également porté sur les mesures de protection des deux maisons. Comme c'était le cas dans la version précédente, la proposition est à l'effet de rendre la réglementation d'arrondissement plus restrictive pour les lots où elles se trouvent. Les comités sont d'avis qu'à long terme, cette mesure est insuffisante pour assurer la sauvegarde des maisons. Les comités considèrent que d'autres outils protection de ces deux villas méritent d'être examinés tels que des servitudes dans une transaction immobilière privée.

AVIS DU CJV ET DU CPM

Compte tenu du fait que le projet révisé comporte peu de changements par rapport à la version ayant fait l'objet de l'avis en date du 27 février 2013, le Comité Jacques-Viger et le Conseil du patrimoine de Montréal maintiennent un avis défavorable.

Le président du CJV,

Original signé

Adrien Sheppard

Le 14 juin 2013

Le président du CPM,

Original signé

Jacques Lachapelle

Le 14 juin 2013

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 46.01

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1164521003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place Iona-Monahan dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est recommandé :
de nommer « place Iona-Monahan » la place publique située sur le lot numéro 1 488 281 du cadastre du Québec, à l'intersection de la rue Chabanel Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 10:21

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164521003**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la place Iona-Monahan dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a acheté le lot numéro 1 488 281 du cadastre du Québec, situé à l'angle de la rue Chabanel Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, afin d'y aménager une place publique. L'objectif s'inscrit dans la stratégie municipale de revaloriser ce secteur de la ville comme prescrit dans le Programme particulier d'urbanisme (PPU) L'Acadie / Chabanel, adopté par le conseil municipal en 2006.

En 2015, l'arrondissement a aménagé une place publique qui sera terminée au printemps 2016, au coeur du secteur historiquement associé à la mode vestimentaire. Il a été proposé d'associer le nom de madame Iona Monahan, journaliste spécialisée dans le domaine de la mode, à ce nouvel espace public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA16 090069 - 14 mars 2016 - Demander au conseil municipal de nommer la future place publique située à l'angle de la rue Chabanel Ouest et de l'avenue de l'Esplanade « place Iona-Monahan ».

DESCRIPTION

Nommer « place Iona-Monahan » la place publique située sur le lot numéro 1 488 281 du cadastre du Québec, à l'intersection de la rue Chabanel Ouest et de l'avenue de l'Esplanade, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

JUSTIFICATION

Iona Monahan (1923-2006), journaliste, coordonnatrice de mode, directrice artistique et publicitaire. Née dans le quartier de Pointe-Saint-Charles en 1923, madame Monahan débute dans l'univers de la mode à la fin des années 1940 en travaillant dans un studio de photographie. Évoluant dans le domaine de la publicité, elle fait notamment la promotion des industries du textile, de la fourrure et de la chaussure. Pendant les années 1950, elle

est directrice artistique et rédactrice de mode avec le photographe montréalais Sam Getz. Un reportage sur la mode canadienne paru en 1959 marque le début de sa renommée dans le domaine de la mode. Par ses reportages sur la mode canadienne, elle collabore dans les années suivantes à de nombreux magazines et émissions télévisées. À partir de 1967, elle est journaliste au quotidien *Montreal Star* puis, de 1978 jusqu'à sa retraite en 2002, au quotidien *The Gazette .* Elle est notamment décorée de l'Ordre du Canada en 1985 pour son apport à l'industrie de la mode.

Source : Claude-Sylvie Lemery, « Monahan, Iona », *Dicomode, Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours* , Gérald Baril (auteur), Éditions Fides, 2004, pages 253 à 255.

Le nom de madame Iona Monahan figure à la banque prévisionnelle « Toponym'Elles » mise de l'avant par l'administration municipale afin de promouvoir une plus grande représentation des femmes dans la toponymie montréalaise. Il a notamment été proposé par la designer québécoise Marie Saint-Pierre.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette recommandation lors de la séance du 22 octobre 2015.

L'époux de madame Iona Monahan et sa famille ont été informés du projet mis de l'avant et l'appuient avec enthousiasme.

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a adopté une résolution appuyant la proposition le 14 mars 2016.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le choix de ce nouveau toponyme permet d'associer le nom d'une femme ayant marqué l'industrie de la mode au coeur du quartier de la mode à Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- L'arrondissement a prévu une stratégie de communication en lien avec cette décision.
- L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Une inauguration de la place publique sera réalisée par l'arrondissement à la fin des travaux.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles CÔTÉ, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Gilles CÔTÉ, 22 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Nathalie M MARTIN
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514-872-0049

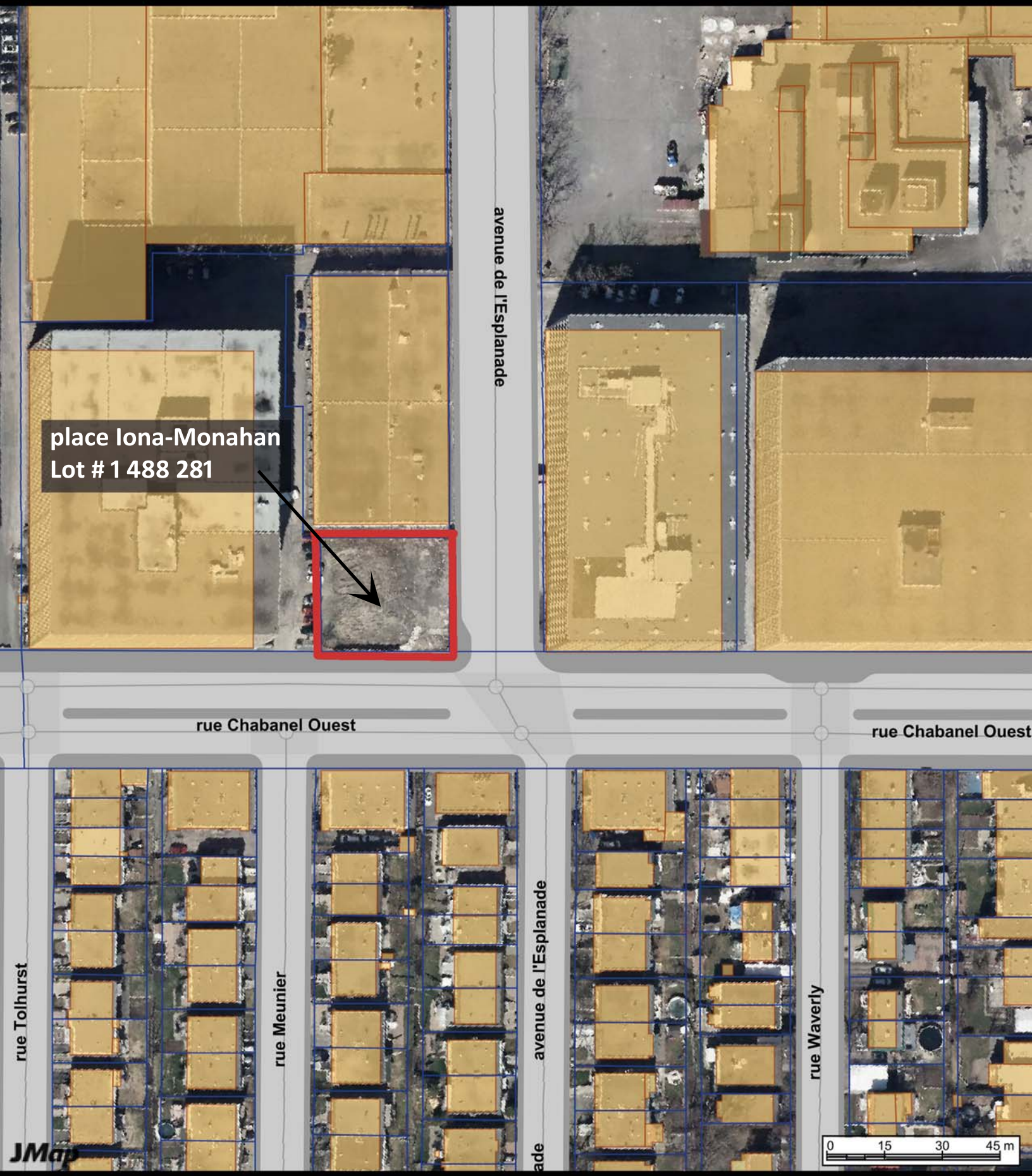
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-03-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-03-29

Nommer la place Iona-Monahan dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Dossier numéro 1164521003



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SMVT, Ville de Montréal
21 mars 2016

Source: SIGS
Ville de Montréal

Article 51.01

Désignation du maire suppléant et fixation de son mandat

Aucun document ne sera livré.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.02

2016/04/18
13:00

(1)

Dossier # : 1167181003

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Nommer Mme Jessica Mandziya-Sathoud et Mme Xiya Ma à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en avril 2019.

Il est recommandé de :

Nommer Mme Jessica Mandziya-Sathoud en remplacement de Mme Chahinaze Fala, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans se terminant en avril 2019.

Nommer Mme Xiya Ma en remplacement de M. Gopinath Jeyabalaratnam, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans se terminant en avril 2019.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-24 07:37

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167181003**
Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Nommer Mme Jessica Mandziya-Sathoud et Mme Xiya Ma à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en avril 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Nomination d'un nouveau membre :

Le Conseil jeunesse de Montréal a été créé par le conseil municipal de la Ville de Montréal par le règlement 02-177, Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres (Section II, Article 3), dont une présidence et une vice-présidence.

Un poste est à pourvoir à la suite de la démission de M. Gopinath Jeyabalaratnam.

Un autre poste est à pourvoir à la suite de la fin du mandat de Mme Chahinaze Fala.

L'article 7 du Règlement mentionne qu'en cas de vacance, le poste doit être comblé par le conseil de ville, dans les 90 jours où elle survient.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0958 en date du 27 octobre 2014 - Nommer M. Gopinath Jeyabalaratnam à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans se terminant en octobre 2017 et de renouveler pour une période de 3 ans se terminant en novembre 2017, le mandat de M. François Marquette à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal.

CM13 0166 en date du 13 mars 2013 - Nommer Mme Rym El-Ouazzani et Mme Chahinaze Fala à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, soit jusqu'en mars 2016. Nommer de M. Michael Ryan Wiseman à titre de président et Mme Jessy Thermil de vice-présidente pour un mandat d'un an, soit jusqu'en mars 2014.

DESCRIPTION

Remplacement de membres :

Membres en fin de mandat :

Noms	Date de fin initiale du mandat
Mme Chahinaze Fala	18 Mars 2016

Membre démissionnaire :

Nom	Date de fin initiale du mandat	Date de fin du mandat
M. Gopinath Jeyabalaratnam	31 octobre 2017	13 janvier 2016

Le règlement 02-177 stipule que les membres sont nommés pour trois ans.

Nom	Date de début du mandat	Date de fin du mandat	Remplacement de
Mme Jessica Mandziya-Sathoud	18 avril 2016	18 avril 2019	Mme Chahinaze Fala
Mme Xiya Ma	18 avril 2016	18 avril 2019	M. Gopinath Jeyabalaratnam

JUSTIFICATION

Nominations des nouveaux membres :

L'appel de candidatures a été diffusé dans le réseau des organismes jeunesse, dans les institutions d'enseignement, dans le réseau de la Ville et dans divers journaux.

Étapes de réalisation lors de la campagne de recrutement :

1. Appel de candidatures : Publication de communiqués de presse, diffusion dans les organismes jeunesse, dans les institutions d'enseignement et dans le réseau municipal.
2. Présélection des candidatures selon la représentativité hommes/femmes, et la diversité culturelle, linguistique et sociale de la jeunesse montréalaise tel que stipulé dans le Règlement (Section II, Article 4)
3. La constitution d'un comité de sélection composé de 6 personnes : Quatre représentants des quatre partis politiques siégeant au conseil municipal, un fonctionnaire responsable du dossier de la jeunesse au Service de la diversité sociale et des sports et la coordination du Conseil jeunesse de Montréal.
4. Entrevues de sélection des candidats par le comité
5. Création d'une banque de candidatures ayant réussi l'entrevue de sélection pour des nominations éventuelles.

Le comité de sélection a été composé de Mme Marie-Eve Brunet, élue de Verdun pour Équipe Coderre, Mme Marie-Andrée Mauger, élue de Verdun pour Projet Montréal, Mme Virginie Harvey, responsable du soutien aux élus pour Coalition Montréal, M. Mehdi Lekehal, responsable du dossier de la jeunesse à la Direction de la diversité sociale et des sports (observateur) et Martin Crépeau, coordonnateur du Conseil jeunesse de Montréal (observateur). Aucun représentant de Le vrai changement pour Montréal n'a pu être délégué.

Vingt-quatre candidatures ont été reçues au cours de la campagne de recrutement. Huit n'ont pas été retenues en regard des critères de sélection et deux personnes ont abandonné le processus de sélection. Quatorze personnes ont été rencontrées en entrevue et huit ont été sélectionnées pour être inscrites sur la liste de réserve.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total de fonctionnement du Conseil jeunesse de Montréal est de 246 000$ pour l'année 2016. Ce montant est assuré à 100% par la Ville de Montréal et la rémunération annuelle de la présidence et de la vice-présidence est assumée à l'intérieur du budget annuel du CjM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implication de jeunes montréalais au sein du Conseil jeunesse de Montréal permet d'assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'Administration municipale. Le travail de concertation réalisé, les échanges développés entre les élus et les jeunes citoyens et les recommandations soumises à travers divers avis et mémoires sont l'application des principes de développement durable et contribuent à augmenter la qualité de vie à Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Comblement de postes assurant le bon fonctionnement dans la poursuite des activités du CjM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affiches dans les organismes, publicité dans les journaux et communiqués de presse pour annoncer la campagne de recrutement.
Communiqué de presse annonçant les nominations.
Diffusion du communiqué sur le site Web et la page Facebook du CjM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801
Télécop. : 514-868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-03-23

Jessica Mandziya-Sathoud

Langues parlées et écrites **: Français et Anglais**

Distinction

- Récipiendaire d'une bourse d'excellence (Bourse spéciale du maire Benoît Dorais) 2014.
- Lauréate du prix de reconnaissance des jeunes de la relève du Réseau de Communication pour la Prévention des Actes Criminels (RECOPAC), 2010.

Profil personnel

- Bon sens de l'observation
- Habileté à écrire de façon explicite
- Aisance à travailler sous pression
- Capacité d'établir des priorités
- Sens de la stratégie
- Facilité à communiquer

Formation

Je suis acceptée pour entreprendre un baccalauréat en sciences politiques en septembre à l'Université de Montréal.

Baccalauréat en sciences politiques (à partir de septembre 2016)

Établissement
Collège Ahuntsic (En cours de formation) (2015 à avril 2016)
Sciences humaines, profil international

Établissement
École secondaire Saint-Henri 2009-2014
Secondaire 5

Expériences de travail

Commis à l'impression 2015
Collège Ahuntsic, Montréal

- Imprimer, scanner, changer les papiers dans l'imprimante
- Occuper le poste de caissière
- Relier des cahiers manuellement
-

Scrutatrice 2015
Collège Ahuntsic, Montréal

- Identifier des gens dans les listes
- Veiller à la discrétion et l'impartialité lors des votes
- Signer les billets de vote

Animatrice d'une émission de télévision 2013-2014
École secondaire Saint-Henri, Montréal
- Faire des recherches
- Choisir des sujets et préparer l'enregistrement de l'émission
- Présenter des artistes et leurs réalisations

Bénévolat
Fondation internationale résonances plurielle, Montréal 2010-2014
- Effectuer des recherches sur Internet
- Rédiger des fiches d'informations
- Participer à des réunions d'équipe

Journaliste 2010-2011
École secondaire Saint-Henri, Montréal
- Trouver des sujets
- Rédiger des articles
- Travailler en équipe

Aptitudes développées : persévérance et partage des tâches.

Bénévolat 2008-2009
École primaire Saint-Zotique, Montréal
- Préparer des collations
- Travailler en équipe
- Aide au nettoyage

Publications

- Mandziya-Sathoud Jessica, Mes confidences, Montréal, Éditions Melonic, 2005.
- Plusieurs articles

Champs d'intérêt et loisirs

- Écrire et réaliser des recherches
- Théâtre
- Divertir des gens
- Soccer

Curriculum Vitae

Éducation

Doctorat en médecine - Université de Montréal 2013-Présent
Préclinique : 2e année (en cours)

DEC en Sciences, Lettres et Arts - Marianopolis College 2011-2013
Honour Sciences; Dean's list/Honour Roll;
Biologie I et II, Calcul intégral, Algèbre linéaire et Chimie organique Enrichis;
Mention Outstanding contribution to Student Life

Implication parascolaire

Membre du Conseil de Supervision – SCORE International team - IFMSA 2016-Présent
Membre de l'équipe internationale de SCORE (Standing Committee on Research Exchanges) de IFMSA (International Federation of Medical Student Associations). Supervision du déroulement des échanges des 67 pays participants, révision de la qualité des projets de recherche, écriture de rapports

Coordonnatrice nationale des échanges de recherche (SCORE) - IFMSA 2015-Présent
Organisation des échanges de recherche entre les 4 facultés de médecine du Québec et nos partenaires à l'international : signature des contrats aux rencontres internationaux, accueil des étudiants étrangers, formation des étudiants sortant à l'étranger

Coordonnatrice locale des échanges de recherche (SCORE) - IFMSA 2014-2015
Organisation des échanges de recherche et de sessions d'information, recherche de personnes contact

Conférencière SCOI-Chine - IFMSA Février 2015
Témoignage pour préparer les participants aux différences culturelles

Coordonnatrice locale de santé mondiale (SCOGH) - IFMSA 2013-2014
Organisation d'activités (collectes de fonds, soirées cinéma, conférences), sensibilisation des étudiants en médecine sur la santé mondiale, aide pour le projet « Ma Planète, Ma santé »

Secrétaire générale – AÉÉMUM 2014-2015
Porte-parole de l'Association des étudiantes et étudiants en médecine de l'Université de Montréal

Représentante KOOP – Conseil de classe Promotion 2018 2013-2014, 2015-présent
Responsable de la distribution et la révision des notes de cours en médecine

Comité exécutif – Groupe d'intérêt en Chirurgie 2013-présent
Organisation d'activités (enseignement des techniques de nœuds et de points de suture, conférences, journées d'observation en chirurgie, vin et fromage avec les chirurgiens)

Journaliste et Graphiste – Le Pouls (journal étudiant) 2013-présent
Conception de la page couverture; rédaction et illustration du journal étudiant

Prix et Distinctions

Prix « Most likely to exchange the world » - Rencontre Régionale des Amériques IFMSA 2015
Décerné au meilleur officier d'échange SCORE et SCOPE des Amériques

2e place – Présentation et Foire aux projets, Rencontre Régionale des Amériques IFMSA 2015
Présentation du projet d'éducation par les pairs d'IFMSA-Québec « Ma Planète, Ma Santé »

Médaille du Lieutenant-Gouverneur du Québec pour la jeunesse 2011
Distinction honorifique décernée (parmi 500 étudiants) pour reconnaître « l'engagement, la détermination et le dépassement de soi de Québécois qui ont ou ont eu une influence positive au sein de leur communauté ou de la nation québécoise »

1er place pour Best Prototype – Shad Valley Entrepreneurship Cup 2011
Compétition nationale parmi 12 universités participantes; représentante et présentatrice de l'équipe du campus Carleton à la cérémonie (University of Waterloo)
Lauréate de divers concours scientifiques
Top 25% national : concours canadien de mathématiques 2007-2011
Concours scientifiques Montmorency; 3e prix en mathématiques et 4e prix en chimie 2011

Expérience en recherche et conférences scientifiques

Échange SCOI – Guilin, China présent-Juillet 2016
Observation de médecins chinois, échanges culturels et académiques sur le système médical chinois et l'intégration de la médecine traditionnelle dans le monde contemporain
Participante - Canadian Undergraduate Surgical Education Committee Novembre 2015
Participante étudiante à une conférence pancanadienne sur l'éducation de la chirurgie dans le programme de médecine du premier cycle
SCORE exchange – Hokkaido University, Japan Juillet 2015
Projet en sciences fondamentales sur les récepteurs NMDA dans l'induction de la potentialisation à long terme dans les hippocampes murins; présentation au laboratoire
Observatrice – Journées Scientifiques du Département de chirurgie, UdeM avril 2015
Participation aux présentations scientifiques du département de chirurgie de l'Université de Montréal
Stagiaire en recherche - Chirurgie Plastique et Reconstructive, CHUM Janvier 2015-présent
Revue de dossier sur les facteurs prédicteurs de la mortalité chez les grands brûlés gériatriques
Traductrice – Chirurgie Plastique et Reconstructive, CHUM Novembre 2014-Janvier 2015
Traduction d'un article en anglais sur les effets de la stimulation électrique sur la régénération axonale des nerfs périphériques
Stagiaire d'été – Laboratoire du Dr.Philip Wong – CRCHUM Mai-Août 2014
Récipiendaire d'une bourse COPSE, subventionnée par le Département de Radiologie-oncologie et médecine nucléaire de l'Université de Montréal; Recherche fondamentale sur l'influence des microARNs sur la radiosensibilité des sarcomes des tissus mous; Acquisition des connaissances sur:

- Culture cellulaire, transfection, essai clonogénique, extraction d'ARN, RT-PCR, qPCR
- Recherche dans la littérature médicale et scientifique, rédaction de rapport, présentation
- Utilisation de logiciels tels Microsoft excel, GraphPad Prism, ExpressionSuite

Présentations (première auteure):

- Affiche: Congrès du CHUM Décembre 2014
- Présentation powerpoint: Congrès COPSE Janvier 2015

Programmes d'enrichissement

Déléguée – Rencontre Internationale IFMSA à Malte Mars 2016
Personne de support pour SCORE: aide à la préparation des sessions des échanges, formatrice et présentatrice de rapports de l'équipe internationale
Training Medical Education Trainers Février 2016
Formation pour former des formateurs sur l'éducation médicale et l'advocacy
Training New Trainers Février 2015
Formation sur divers sujets de leadership (communication, travail d'équipe, etc)
Déléguée – Rencontre régionale des Amériques en Colombie Janvier 2015
Participation dans les sessions d'échanges, présentation du projet « Ma Planète, Ma santé »

Symposium étudiant sur la médecine familiale Automne 2013 et 2014
Atelier sur l'accouchement, points de suture, ponction lombaire et examen ORL
Shad valley – Carleton University Été 2011
Programme d'été canadien compétitif en sciences et en entrepreneuriat; seule participante du Québec au campus Carleton; projet primé; représentante du campus au Shad Cup
Ton avenir en main 1 et 2 2010-2012
Programme de leadership compétitif pour 20 filles au Québec; réalisation de 2 projets de leadership dans la communauté

Bénévolat

Mentor – Projet SEUR Accès Médecine 2015-présent
Aider et promouvoir l'accès au programme de médecine pour les étudiants du secondaire et du CEGEP
Hôpital Général de Montréal 2012-2014
Plus de 350 heures de bénévolat; visites amicales; bénévolat à l'urgence; HELP Elder Care Program; formation de nouveaux bénévoles
Ambassadrice – Shad Valley 2011-Présent
Promotion du programme (présentations et recrutements dans les écoles, collecte de fonds

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 18 avril 2016

Article 65.01

Motion demandant un sursis à la conversion aux DEL blanches de l'éclairage de rue

Attendu que la Ville de Montréal amorce la conversion aux DEL blanches (4000 Kelvins) de ses 110 000 lampadaires de rue, un investissement de 110 M$;

Attendu que la technologie d'éclairage aux diodes électroluminescentes (DEL) comporte plusieurs avantages dont l'efficacité énergétique et la durée de vie;

Attendu qu'un éclairage aux DEL blanches, contrairement aux DEL ambrées, présente un inconvénient majeur : une fraction importante de sa lumière émise est composée de lumière bleue;

Attendu qu'à luminosité égale, un éclairage aux DEL blanches produit de trois à quatre fois plus de pollution lumineuse qu'un éclairage typique au sodium et présente des risques d'éblouissement;

Attendu que cette forte pollution lumineuse s'explique par le fait que l'atmosphère diffuse plus abondamment la lumière bleue que les autres couleurs, d'où le ciel bleu;

Attendu que des études reconnues par l'Organisation mondiale de la santé ont démontré que la production de mélatonine, l'hormone du sommeil, est supprimée au contact de la lumière bleue;

Attendu que le déploiement à grande échelle de luminaires à dominante bleue quasi aussi stimulants que la lumière naturelle (6000 K) pourrait être associé à des problèmes de santé allant de l'insomnie au cancer en passant par la dépression, le diabète et l'obésité, tout en diminuant l'efficacité du système immunitaire;

Attendu que la Ville de Sherbrooke a opté pour un éclairage de rue aux DEL ambrées (1800 K), qui réduit les impacts sur la santé humaine et les écosystèmes associés à la pollution lumineuse;

Attendu que l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a émis en 2010 un avis afin de restreindre la mise sur le marché grand public des systèmes d'éclairage DEL présentant une luminance trop forte et trop de bleu dans le spectre lumineux;

Attendu que le Bureau de normalisation du Québec publiera d'ici les prochains mois une norme sur le contrôle de la pollution lumineuse;

Attendu que la Ville de Montréal a sollicité un avis sur l'éclairage de rue aux DEL auprès de la Direction de santé publique et est en attente de ce dernier;

Il est proposé par Sylvain Ouellet, conseiller de ville de François-Perrault, et appuyé par Émilie Thuillier, conseillère de ville d'Ahuntsic :

Que le conseil municipal, dans l'attente de l'avis de la Direction de santé publique et de la norme du Bureau de normalisation du Québec, suspende la conversion aux DEL blanches de l'éclairage de rue.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 18 avril 2016

Article 65.02

Motion pour l'embellissement de la fonte de voirie à l'occasion du 375e de Montréal

Attendu que Montréal célébrera, en 2017, le 375e anniversaire de sa fondation;

Attendu que la Ville de Montréal doit saisir chaque occasion d'embellissement de l'espace public et que les couvercles d'égout et de regard sont nombreux et très visibles;

Attendu que des centaines de villes à travers le monde, dont Barcelone, Berlin, Malmö, Miami, Seattle, Séoul et Yokohama, ont fait de leurs couvercles d'égout et de regard des éléments de signature visuelle spécifiques;

Attendu que plusieurs villes canadiennes, dont Vancouver, Richmond, Calgary, Toronto, Québec, Moncton et Halifax ont fait de même;

Attendu que le 375e anniversaire est une occasion toute désignée pour procéder au lancement d'une nouvelle signature visuelle pour les couvercles d'égout et de regard de Montréal;

Attendu qu'entre 700 à 800 nouveaux couvercles d'égout et de regard sont installés annuellement sur le territoire de la Ville de Montréal;

Attendu que chaque couvercle d'égout ou de regard installé sur le territoire de la Ville de Montréal porte une inscription particulière et donc, provient d'un ou plusieurs moules spécifiquement fabriqués pour la Ville;

Attendu que la création d'une signature visuelle, via un nouveau moule spécifique, pour les couvercles d'égout ou de regard, n'engage pas de dépense supplémentaire pour la Ville au niveau des approvisionnements;

Attendu que, depuis 2006, Montréal est désignée comme Ville de design UNESCO;

Attendu que les villes de Vancouver, Richmond et Calgary ont retenu l'idée d'un concours de design pour déterminer le design gagnant pour les prochains couvercles d'égouts;

Attendu l'expertise du Bureau du design de la Ville de Montréal dans l'organisation de concours de design;

Il est proposé par Guillaume Lavoie, conseiller du district Marie-Victorin, et appuyé par Anne-Marie Sigouin, conseillère du district Saint-Paul–Émard :

Que la Ville de Montréal lance un concours de design pour la création de nouveaux couvercles d'égout et de regard;

Que la Ville de Montréal procède progressivement au remplacement de ses couvercles d'égout et de regard, en priorisant les artères commerciales et lieux touristiques.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1163447001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Cité Nissan Gabriel S.E.C. une entente-cadre d'une période de deux ans, avec une option de renouvellement d'un an, pour la fourniture sur demande d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf — Appel d'offres no 16-15007 (2 soumissionnaires conformes). (Montant estimé de 1 797 930,13 $ taxes incluses)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. de conclure une entente-cadre d'une période de deux (2) ans avec une option de renouvellement pour une période supplémentaire d'un (1) an, pour la fourniture sur demande d'automobiles électriques du modèle NIssan Leaf;

2. d'accorder à Cité Nissan Gabriel S.E.C, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15007 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur ;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-16 13:07

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163447001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Cité Nissan Gabriel S.E.C. une entente-cadre d'une période de deux ans, avec une option de renouvellement d'un an, pour la fourniture sur demande d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf — Appel d'offres no 16-15007 (2 soumissionnaires conformes). (Montant estimé de 1 797 930,13 $ taxes incluses)

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2015, la Ville de Montréal manifestait sa volonté de se positionner en chef de file exemplaire et avant-gardiste dans le domaine de l'électrification des transports en mettant de l'avant plusieurs actions concrètes visant à prendre un virage au profit des technologies écoresponsables.
Ces actions stratégiques en matière d'électrification des transports de la Ville s'appuyaient principalement sur les orientations contenues dans le Plan d'urbanisme, le Plan de transport et le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (lequel remplaçait le premier Plan stratégique de développement durable couvrant la période 2005-2009).

L'initiative visant à se doter d'une entente-cadre pour l'acquisition de véhicules 100 % électriques s'inscrit dans cette démarche et elle respecte par ailleurs la politique verte du matériel roulant deuxième génération 2012-2015 (volet motorisation). D'ailleurs, la Ville possède déjà une vingtaine de véhicules électriques à son actif qu'elle a acquis de façon ponctuelle.

Le choix du modèle Nissan Leaf et les besoins quantitatifs sont le résultat des analyses effectuées par les analystes du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA).

La validité de l'entente et l'option de prolongation ont été établies afin de s'arrimer aux ententes actuelles pour la fourniture d'automobiles sous-compactes de petite cylindrée à faible consommation des modèles Ford Fiesta Berline, Nissan Note à hayon et Toyota Prius C hybride.

Il y a eu une publication dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) comme prescrit par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) et dans le journal « Le Devoir ». Le délai de réception des soumissions a été de 17 jours incluant les

dates de publication et d'ouverture des soumissions, soit du 18 janvier 2016 au 3 février 2016.

La période de validité des soumissions reçues est de cent cinquante (150) jours civils suivant la date d'ouverture des soumissions. Dans le présent cas, la validité des soumissions se terminera le 2 juillet 2016. À la suite de la présentation et de l'approbation du dossier décisionnel par le Conseil d'agglomération, l'entente-cadre sera transmise à l'adjudicataire en avril respectant ainsi la date limite de validité.

Durant la période de sollicitation, un addenda a été produit le 29 janvier 2016, ayant pour but le changement de la grille d'évaluation de l'adjudicataire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre visant à combler les besoins des différents arrondissements et des services centraux pour la fourniture, sur demande, d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf.
Cette entente sera valide pour une période de deux (2) ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Toutefois, avant la fin de leur période de validité et à la suite de l'accord des deux parties, la Ville pourra exercer une option pour la prolongation de l'entente pour une période supplémentaire d'un an (1) selon les mêmes conditions.

Même si les ventes d'automobiles rechargeables représentent moins de 1 % du total, le nombre d'automobiles électriques sur les routes est appelé à augmenter de façon importante dans le futur. En plus du modèle Nissan Leaf disponible depuis décembre 2010, plusieurs modèles ont fait leur apparition : Mitsubishi, iMiEV, BMW I3, Kia Soul EV, Ford Focus EV, Tesla modèle 3, Bolt, etc.

La Nissan Leaf serait l'automobile 100 % électrique le plus populaire et le plus couronné au monde à ce jour (selon l'AVÉQ : Association des Véhicules électriques du Québec) et l'arrivée en 2016 d'une batterie de plus longue durée en option (version SV : 172 KM) s'annonce populaire malgré un prix plus élevé.

Les quantités (21 automobiles par année) ont été établies à partir des prévisions de remplacement des automobiles sous-compactes à la suite d'analyse de la flotte d'automobiles de la Ville par le SMRA.

Les quantités exprimées au bordereau sont fournies à titre indicatif seulement, elles sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle. L'entente vise donc l'acquisition d'environ 42 automobiles sur 2 ans (63 automobiles sur 3 ans avec l'option). Ces acquisitions représentent des commandes pour des automobiles en inventaire chez le concessionnaire ou fabriquées par le manufacturier. L'entente permettra aussi l'acquisition des bornes de recharges.

La conclusion de cette entente-cadre donnera accès à toutes les versions disponibles de modèle Nissan Leaf pendant la période de validité de l'entente. La détermination du prix soumis pour chaque automobile s'effectue en fonction du prix de détail suggéré par le manufacturier au concessionnaire pour une automobile répondant au devis proposé, le rabais fixe du manufacturier applicable, le pourcentage de rabais fixe du concessionnaire, le transport, la préparation, ainsi que toutes les taxes applicables.

De plus, le programme gouvernemental Roulez électrique offre un rabais de 8 000 $ pour

les véhicules entièrement électriques, et ce, jusqu'au 31 décembre 2020. Les rabais s'appliquent sur le coût total du véhicule (comprenant tous les frais et les taxes applicables).

Afin de reconstituer et contrôler les coûts d'acquisition en cours de contrat, l'adjudicataire a l'obligation de compléter un formulaire conformément à la structure de prix présentée, de joindre le document contenant le nom et le numéro de code de l'automobile de base et les groupes d'options du manufacturier ou l'automobile de base ainsi que ceux des équipements et les accessoires (options) d'usines nécessaires pour construire l'automobile requise, et ce, sur le gabarit fournit par le Service de l'approvisionnement.

JUSTIFICATION

Analyse administrative des soumissions
Appel d'offres public no 16-15007

Titre : ACQUISITION SUR DEMANDE D'AUTOMOBILES ÉLECTRIQUES DE MARQUE NISSAN LEAF – ENTENTE D'APPROVISIONNEMENT 2 ANS

Date de lancement : 18 janvier 2016

Date d'ouverture : 3 février 2016

Preneurs du cahier des charges (5) :

Albi Ford Lincoln Joliette inc. (9291-7996 Québec inc. /Albi Nissan Mascouche);
Cité Nissan Gabriel S.E.C.;
Park Avenue Nissan Brossard;
Régate Valleyfield Nissan inc.;
Ville de Laval.

Soumissionnaires(2) :

Albi Ford Lincoln Joliette inc. (9291-7996 Québec inc. /Albi Nissan Mascouche);
Cité Nissan Gabriel S.E.C.

Raisons du non-dépôt de soumissions :

Trois des cinq preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : bris majeur qui a occasionné la fermeture de l'établissement pendant une semaine et il n'a pu compléter la soumission à temps, ne possède pas la certification de Nissan Canada pour la vente des véhicules électriques. Une ville s'est procurée les documents pour consultation.

Le processus d'appel d'offres public et le présent dossier sont conformes aux encadrements administratifs suivants :

— Les politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal.
— La politique de gestion contractuelle et à la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.
— L'encadrement « Confidentialité des estimations des contrats ».

Analyse des soumissions :

Cet appel d'offres inclut les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence (prévention de la collusion et de la fraude).

Lors des vérifications administratives des soumissions reçues, nous constatons que la proposition de la firme Cité Nissan Gabriel S.E.C. ne possède pas d'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), il n'était toutefois pas requis de la détenir dans le cadre de ce contrat. Cette firme ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA, et la vérification au Registre des entreprises du Québec confirme que les actionnaires et administrateurs ne figurent pas sur la liste des personnes devant être déclarées non conformes (LPNC) en vertu de l'article 2.2 de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Ces vérifications ont été effectuées le 5 février 2016.

Les propositions qui ont franchi avec succès la conformité administrative ont été transmises pour valider la conformité technique en fonction du devis et des critères de spécifications techniques selon le principe de l'analyse de la soumission la plus basse. La conformité technique a été effectuée par le Service du matériel roulant et des ateliers.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi de ce contrat, au prix de sa soumission, conformément à la clause 11 des clauses particulières : « Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme ».

La soumission de la firme Cité Nissan S.E.C. est conforme aux devis et aux conditions du cahier des charges.

Conformité technique : Voir pièces jointes

Tableau des prix reçus : Voir pièces jointes

Adjudicataires recommandés :

Conclure avec la firme Cité Nissan Gabriel S.E.C. une entente-cadre d'une période de deux (2) ans, au montant approximatif de 1 797 930,13 $ incluant les taxes, pour la fourniture sur demande d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf, avec une option de renouvellement pour une période supplémentaire d'un (1) an selon l'appel d'offres public no 16-15007.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu deux (2) soumissionnaires.

Soumissions conformes	**Total (taxes incluses)**
Cité Nissan Gabriel S.E.C.	1 797 930,13 $
9291-7996 Québec inc. – Albi Nissan Mascouche	1 808 033,73 $
Dernière estimation réalisée à l'interne ($)	1 738 422,00 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ([coût moyen des soumissions conformes — la plus basse]/la plus basse) x100	1 802 981,93 $ 0,3 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme — la plus basse conforme)	10 103,60 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ([la plus haute conforme — la plus basse conforme]/la plus basse) x 100	0,6 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme — estimation)	59 508,13 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ([la plus basse conforme — estimation]/estimation) x 100	3,4 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service du matériel roulant et des ateliers a effectué une estimation de 1 738 422,00 $ incluant les taxes. Dans un premier temps, l'estimation des quantités est basée sur le potentiel de remplacement des véhicules sous-compacts de la Ville qui dépasseront leur durée de vie utile. Le SMRA estime qu'environ le tiers des véhicules sous-compacts à essence seront remplacés par des Nissan Leaf (cela exclut les véhicules des ADS — Agents de stationnement, pour lesquels des essais d'autonomies sont encore requis par le SPVM).
Dans un second temps, l'estimation monétaire est basée sur l'écart de PDSF entre le modèle S et SV et le prix de l'appel d'offres antérieur no 15-14524 indexé selon l'IPC depuis le 19 juin 2015.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande. Tous les services corporatifs et arrondissements de la Ville pourront utiliser cette entente-cadre, cette dernière pourrait donc engager des dépenses d'agglomération. Il reviendra donc à chacun des utilisateurs de l'entente de justifier, s'il y a lieu, le choix de la Nissan Leaf par rapport à d'autres modèles sous ententes (GES, coûts, etc.).

Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une appropriation de crédits. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des unités requérantes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Plan de développement durable 2010-2015 de la collectivité montréalaise fixait une cible de réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990. L'atteinte de cet objectif en lien avec le matériel roulant passait notamment par un plan global et à grande échelle d'électrification des transports (dont l'activité à elle seule représente près de 43 % des émissions de GES au Québec).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-conclusion de cette nouvelle entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens en obligeant des appels d'offres répétitifs en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume. De plus, cela pourrait retarder l'acquisition de véhicules pour la participation au 29ème symposium international de la voiture électrique qui se tiendra à Montréal du 18 juin au 22 juin 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise par le bulletin Info-Achats aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités d'acquisition convenues. De plus, cette entente sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans le rapport des ententes valides du système informatique SIMON.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain SAVARD, Service du matériel roulant et des ateliers
Lucie MC CUTCHEON, Service du matériel roulant et des ateliers
Philippe SAINT-VIL, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Alain SAVARD, 16 mars 2016
Lucie MC CUTCHEON, 16 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-1057
Télécop. : 514 872-8140

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-03

Denis LECLERC
Chef de section

Tél : 514-872-5241
Télécop. : 514 872-8140

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Approuvé le : 2016-03-15

Servicde de l'approvisionnement
Direction générale adjointe - Services institutionnels
9515, rue St-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Montréal

Tableau de prix

Appel d'offres public

Acquisition sur demande d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf – Entente d'approvisionnement 2 ans		**Ouverture des soumissions**			**No de soumission**
		jour	**mois**	**année**	**16-15007**
		3	2	2016	
			Cité Nissan Gabriel S.E.C. * **16753**		9291-7996 Québec inc. Albi Nissan Mascouche **16754**
Article		**Qtée**	**Prix unitaire**	**Motant total**	**Prix unitaire**	**Motant total**
1	Acquisition sur demande d'automobile électrique neuve, traction avant, hayon 5 portes, selon les caractéristiques décrit au devis ci-joint.	42	35 715,77 $	1 500 062,34 $	36 326,55 $	1 525 715,10 $
2	Acquisition sur demande de station de recharge murale pour automobile électrique neuve, selon les caractéristiques décrit au devis ci-joint.	42	1 516,55 $	63 695,10 $	1 115,00 $	46 830,00 $
	TOTAL AVANT TAXES :			1 563 757,44 $		1 572 545,10 $
	T.P.S. 5 % :			78 187,88 $		78 627,26 $
	T.V.Q. 9,975 % :			155 984,81 $		156 861,37 $
	MONTANT TOTAL :			1 797 930,13 $		1 808 033,73 $
CONDITION DE PAIEMENT :			Net 30 jours		Net 30 jours	
DÉLAI DE LIVRAISON :			5 à 90 jours ouvrables		15 à 105 jours civils	
CLAUSE PÉNALITÉ ACTIVE:			Oui		Non	
SIGNATURE :			Oui		Non	
GARANTIE DE SOUMISSION :			Non requis		Non requis	
ACHAT DU CAHIER DES CHARGES VIA SEAO			Oui		Oui	
VÉRIFICATIONS - AMF - RENA- REQ - LNPC			Oui		Oui	
Numéro de NEQ			3370431176		1169629095	

Remarque :

Plus bas soumisisonniare conforme administrativement

Vérifié par:	Renée Veillette/hm		**Jour**	**Mois**	**Année**
			10	2	2016

OBJET: Tableau comparatif du coût d'un cycle de vie (10 ans) d'une automobile.Coûts en dollar ($) constant. Automobile électrique Nissan Leaf SV comparée à des automobiles présentement utilisées dans les Services (excluant SPVM) et les Arrondissements de la Ville de Montréal. Février 2016.

Automobile électrique

Automobiles à essence

Automobile descriptif

	Automobile électrique	Automobiles à essence			
Marque :	**Nissan**	**Nissan**	**Ford**	**Toyota**	**Toyota**
Modèle :	**Leaf SV 2016 30 kWh, 172km**	**Versa Note SV 2016**	**Fiesta Berline**	**Yaris**	**Prius C**
Durée de vie :	[10 ans]	[10 ans]	[10 ans]	[10 ans]	[10 ans]
Utilisation annuelle en kilomètres :	[5 700 km]	[5 700 km]	[5 700 km]	[5 700 km]	[5 700 km]
Carburant utilisé :	[0 % essence, 100% électrique]	[100% essence]	[100% essence	[100% essence]	[100% essence]

Coûts d'acquisition et de revente

Entente valide :	[n/a]	Numéro d'entente valide :	[Ent.941596]	[Ent.1047023]	[Terminée]	[Ent.1044441]
Date d'obtention du prix :	[janvier 2016]	Prix payé en date de:	[décembre 2015]	[juillet 2014]	[juillet 2013]	[janvier 2016]
Prix d'achat avant taxes d'une auto (prix budgétaire) :	34 000 $	Prix d'achat avant taxes d'une auto:	18 268 $	17 366 $	17 327 $	20 695 $
Taxes après ristourne TPS (100%), ristourne TVQ (50%) :	1 697 $	Taxes après ristourne TPS (100%), ristourne TVQ (50%) :	912 $	867 $	865 $	1 033 $
Rabais à l'achat du Gouvernement du Québec, programme Roulez électrique :	-8 000 $	Rabais à l'achat du Gouvernement du Québec, programme Roulez électrique:	[n/a]	[n/a]	[n/a]	-500 $
Prix borne de recharge Schneider (EV230WSR) (prix budgétaire) :	1 865 $	Prix de revente net à l'encan selon historique des ventes du MRA:	-1 250 $	-1 250 $	-1 250 $	-1 250 $
Taxes après ristourne TPS (100%), ristourne TVQ (50%) :	93 $	**Total général:**	**17 930 $**	**16 983 $**	**16 942 $**	**19 978 $**
Prix de l'installation de la borne de recharge sur piédestal (Prix budgétaire) :	2 000 $					
Taxes après ristourne TPS (100%), ristourne TVQ (50%) :	100 $					
Subvention du Gouvernement du Québec sur borne de recharge 50% sur acquisition et installation avant taxes :	-1 933 $					
Estimation du prix de revente à l'encan à la fin de la durée de vie du véhicule. Prix fixé au même montant que les véhicules à l'essence malgré le remplacement imminent des batteries et l'obsolescence technologique :	-1 250 $					
Total général :	**28 572 $**					

Coûts d'opération sur 10 ans

Immatriculation (355$ / an) x 10 ans:	3 550 $	Immatriculation (355$ / an) x 10 ans:	3 550 $	3 550 $	3 550 $	3 550 $
Assurances (Ville de Montréal s'assure elle-même) :	[n/a]	Assurances (Ville de Montréal s'assure elle-même) :	[n/a]	[n/a]	[n/a]	[n/a]
Électricité Nissan Leaf 18,5 kWh / 100 km, 9¢ / kWh pour 5 700 km x 10 ans:	949 $	Cote de consommation de carburant,ressources naturelles Canada (nombre de litres / 100 km) :	7,5	8,5	7,9	4,5
Frais d'entretien réparation moyenne de 995$ / année x 10 ans :	9 950 $	Ajustement entre cote consommation théorique et réalité Ville +2,5:	10,0	11,0	10,4	7,0
Crédit de 2 changements d'huile / année non-requis à $75 chacun :	-1 500 $	Essence 0,9930$/litre moyenne en 2015, 5 700 km annuel x10 ans :	5 660 $	6 226 $	5 887 $	3 962 $
Total général:	**12 949 $**	Frais d'entretien 995$ / année selon historique MRA :	9 950 $	9 950 $	9 950 $	9 950 $
		Total général:	**19 160 $**	**19 726 $**	**19 387 $**	**17 462 $**

Total général des coûts sur 10 ans pour 57 000 km:	**41 521 $**	**37 090 $**	**36 709 $**	**36 328 $**	**37 440 $**
Coûts moyens par année:	**4 152 $**	**3 709 $**	**3 671 $**	**3 633 $**	**3 744 $**

Coûts totaux supplémentaires (cycle de vie complet) pour une automobile Nissan Leaf SV par rapport à un automobile à essence: → **4 431 $** | **4 812 $** | **5 193 $** | **4 081 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15007
Numéro de référence : 946556
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition sur demande d'automobiles électriques de marque Nissan Leaf – Entente d'approvisionnement 2 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Albi Ford Lincoln Joliette inc 525 route 131 Notre-Dame-des-Prairies, QC, j6e 0m1 NEQ : 1143060441	Monsieur Yannick Bastien Téléphone : 450 759-7750 Télécopieur : 450 759-1468	**Commande : (1056841)** 2016-01-20 12 h 33 **Transmission :** 2016-01-20 12 h 33	2542533 - 16-15007 Addenda 1 2016-01-29 14 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CITE NISSAN GABRIEL S.E.C 3500 Jean Talon Ouest Montréal, QC, H3R 2E8 http://www.citenissangabriel.com NEQ : 3370431176	Monsieur WILSON ROSALES Téléphone : 514 509-7777 Télécopieur : 514 739-9774	**Commande : (1056703)** 2016-01-20 10 h 26 **Transmission :** 2016-01-20 10 h 26	2542533 - 16-15007 Addenda 1 2016-01-29 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Park Avenue Nissan Brossard 9005 boul. Taschereau Ouest Brossard, QC, J4Y 1A4 NEQ : 3362692801	Monsieur Charles Richer Téléphone : 450 445-9811	**Commande : (1055629)** 2016-01-18 14 h 32 **Transmission :**	2542533 - 16-15007 Addenda 1 2016-01-29 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

		Télécopieur : 450 445-9461	2016-01-18 14 h 32	électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Regate Valleyfield Nissan inc 1325 boul Monseigneur Langlois Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6C 1C1 NEQ : 1169422707	Maryse Lessard Téléphone : 514 368-7801 Télécopieur : 514 368-7821	**Commande : (1059783)** 2016-01-26 15 h 29 **Transmission :** 2016-01-26 15 h 29	2542533 - 16-15007 Addenda 1 2016-01-29 14 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	Madame Daniela Lana Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1055602)** 2016-01-18 14 h 13 **Transmission :** 2016-01-18 14 h 13	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	Madame Daniela Lana Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1061184)** 2016-01-28 14 h 05 **Transmission :** 2016-01-28 14 h 05	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

marchés financiers

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1165309001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Stantec Experts-conseils ltée et CIMA+ s.e.n.c., d'une durée de 24 mois, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents pour une somme maximale respective de 2 244 760,40 $ et 1 691 569,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public No 16-14972 - (6 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure 2 ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14972 et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

Firme	Montant maximal (taxes incluses)
Stantec Experts-conseils ltée	2 244 760,40 $
CIMA+ S.E.N.C	1 691 569,69 $

3. d'imputer cette dépense à même les budgets de la Direction des transports, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-18 11:05

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165309001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Stantec Experts-conseils ltée et CIMA+ s.e.n.c., d'une durée de 24 mois, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents pour une somme maximale respective de 2 244 760,40 $ et 1 691 569,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public No 16-14972 - (6 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Systèmes de transport intelligents
Dans le cadre du Plan de transport de la Ville de Montréal adopté en 2008, plusieurs objectifs ont été mis de l'avant afin d'améliorer la mobilité et la qualité de vie des citoyens. Une des interventions proposées par ce plan est l'adoption d'un Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents (STI). Les STI désignent une vaste gamme de techniques appliquées aux transports pour rendre les réseaux plus sûrs, plus efficaces, plus fiables et plus écologiques. De plus, ces technologies permettent une utilisation optimale des infrastructures routières existantes. Le Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents a été élaboré en concertation avec les partenaires municipaux et propose des projets qui permettent d'assurer un déploiement optimal des STI dans la région montréalaise afin d'assurer un service accru pour les citoyens.

Ce plan comprend les volets suivants :

- Diffusion des informations du transport en commun et de la circulation

- 511 MONTRÉAL

- Géobase Montréal

- Géo-Trafic

- Droit de passage prioritaire pour les véhicules d'urgence et le transport en commun

- Intégration des mesures prioritaires BUS aux intersections - collaboration avec la STM pour son projet iBus
- Système de préemption pompiers aux abords des casernes
- Déploiement d'axes de préemption pompiers

- Centre de gestion de la mobilité urbaine (CGMU) (STI-4) - terminé
- Gestion des opérations de construction et d'entretien

- Géo-Trafic

- Gestion et coordination des urgences

- Corridors de mobilité intégrée (CMI)

- Gestion du transport collectif

- iBus (STM)
- Système de gestion bus pour véhicule Rive-sud et Rive-nord (AMT)

- Gestion des données archivées

- CGMU

- Système de communication intégré pour la mobilité et la sécurité des déplacements

- Réseau de télémétrie urbaine CGMU

- Système de corridors de mobilité intégrée

Ententes-cadres antérieures

Depuis 2008, plusieurs ententes-cadres ont été conclues pour soutenir la Direction des transports afin d'effectuer les études et préparer les documents nécessaires à la réalisation des projets mentionnés dans le Plan de transport. Les principales ententes-cadre précédentes sont les suivantes :

Les enveloppes contractuelles des sept premières ententes-cadres d'une valeur totale de 21 M$ couvrant les années 2008 à 2015 sont complètement utilisées. La huitième entente-cadre (1156848002) au montant de 1 399 087,96 $ et couvrant la période 2015 et 2016 est utilisée à 98 %.

La Division de l'exploitation du réseau artériel (DERA) ne dispose plus de la marge de manœuvre nécessaire pour le développement de nouveaux projets prévus au Plan de transport et au Plan stratégique des systèmes de transport intelligents.

L'appel d'offres visant la conclusion de nouvelles ententes-cadres a été publié le 6 janvier 2016 dans le journal *Le Devoir* et le site internet SEAO et l'ouverture des enveloppes a eu lieu le 1er février 2016, pour une période totale de soumission de 26 jours calendrier. Initialement, la date de soumission était fixée au 25 janvier 2016 mais celle-ci a été reportée par addenda.

Le délai de validité des soumissions est de 180 jours, soit jusqu'au 30 juillet 2016.

Il est à noter que quatre (4) addendas ont été publiés en cours d'appel d'offres afin de clarifier certains points :

- Addenda 1 (13 janvier 2016) : Remplacement de texte dans le devis technique, formulaire d'offre de service fourni en format word et réponses aux questions.
- Addenda 2 (14 janvier 2016) : Réponses aux questions
- Addenda 3 (18 janvier 2016) : Report de date d'ouverture de l'appel d'offres et réponses aux questions
- Addenda 4 (25 janvier 2016) : Réponses aux questions

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0547 - 24 septembre 2015 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes CIMA+ s.e.n.c. et Stantec Experts-conseils ltée, d'une durée de 24 mois, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents pour une somme maximale respective de 921 237,19 $ et 477 850,77 $ (Appel d'offres public No 15-14460 - 5 soumissionnaires). Approuver les projets de conventions à cette fin.
CG15 0030 - 29 janvier 2015 (1146848001) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada inc., CIMA + s.e.n.c. et Dessau inc., d'une durée de 24 mois, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents et la réalisation d'études en circulation pour une somme maximale respective de 1 128 392,10 $, 683 267,68 $ et 470 537,92 $ (Appel d'offres public No 14-13875 - 6 soumissionnaires). Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG14 0295 - 29 mai 2014 (1145897003) - Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

CG14 0217 - 1 mai 2014 - (1145897005) - Autoriser une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Aecom Consultants Inc pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en oeuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 235 753,14$ taxes incluses (appel d'offres public No 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

CG13 0127 - 25 avril 2013 (1125309007) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Dessau, Aecom et Cima +, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents et la réalisation d'études en circulation pour une somme maximale respective de 1 250 000 $, 750 000 $ et 500 000 $ (Appel d'offres public No 12-12112 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CE11 0428 - 29 mars 2011 - Prendre acte du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents à Montréal, effectué en partenariat avec l'ensemble des intervenants en transport sur l'île de Montréal, et ce, afin de répondre aux interventions du Plan de transport et mandater la Direction des transports pour coordonner le déploiement de ce plan.

CG10-0291 – 27 juillet 2010 – (1104021002) Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes GENIVAR, CIMA+, AECOM Tecsult Inc., SNC-Lavalin Inc. et Le Groupe S.M.International Inc., pour le soutien technique aux activités de la Direction des

transports pour la mise en œuvre du Plan de transport pour une somme maximale respective de 1 600 000$, 1 300 000$, 1 000 000$, 700 000$ et 400 000$ / Appel d'offres public No 10-11321 - 8 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG08-0420 – 28 août 2008 – (1080037002) Approuver les conventions et retenir les services professionnels de Tecsult, Dessau/SM, Cima, Génivar et Groupe Séguin pour la préparation de plans et devis et surveillance pour la réalisation des programmes de réaménagement géométriques et de sécurité routière ainsi que pour le soutien technique à la Direction des transports.

DESCRIPTION

Pour permettre la réalisation des différents projets du Plan stratégique des systèmes de transport intelligents ainsi que la réalisation des nombreux projets de développement sur le territoire de l'agglomération, la Division de l'exploitation du réseau artériel (DERA) aura besoin de confier des mandats à des firmes d'experts en systèmes de transport intelligents et en circulation afin de faire exécuter des études en transport et en circulation, des avant-projets, des plans et devis ainsi que des études connexes en support à ses activités. Les ententes-cadres sont prévues et dimensionnées afin de répondre aux besoins en STI et en circulation de la Direction des transports pour une période de 2 ans. Les mandats spécifiques qui découleront des ententes-cadres seront rémunérés selon les termes du devis.

JUSTIFICATION

L'expertise recherchée dans le présent appel d'offres concerne principalement la réalisation d'études de concept, d'opportunité, de faisabilité et d'avant-projet touchant les systèmes de transport intelligents nécessaires pour la mise en œuvre des projets visés par le Plan stratégique des STI et pour effectuer les études de circulation reliées aux projets particuliers qui en résulteront, ainsi que pour les projets qui relèvent du mandat de la DERA dans le cadre de ses activités normales. Ces services doivent être obtenus à l'extérieur puisque la DERA ne dispose pas de toutes les expertises techniques de pointe et afin de disposer de suffisamment de support technique pour réaliser un lot d'activités non récurrentes dans les délais requis.
Les deux tableaux suivants présentent, pour les deux ententes à conclure, les résultats du processus d'appel d'offres et de comparaison avec l'estimation.

Les écarts entre les valeurs estimées des contrats et les valeurs soumises sont inférieurs à 10 % pour les deux contrats.

Les taux utilisés pour l'estimation correspondent aux taux du décret 1235 du Gouvernement du Québec réduits de 20 % pour tenir compte de la réalité du marché de l'ingénierie à Montréal sur la base des prix soumis au cours des dernières années.

Entente #1 - Stantec Experts-conseils ltée - 2 244 760,40 $

Soumissions	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Stantec Experts-conseils ltée	80,9	0,58	2 244 760,40 $		2 244 760,40 $
Cima+ s.e.n.c.	76,5	0,56	2 242 012,50 $		2 242 012,50 $
WSP Canada inc.	80,9	0,50	2 641 995,01 $		2 641 995,01 $
NORDA - STELO INC.	69,0			Non conforme	
Consultants AECOM inc.	68,4			Non conforme	

Les Consultants S.M. inc.	67,6			Non conforme	
Dernière estimation réalisée			2 299 699,99 $		2 299 699,99 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100					-54 939,59 $ - 2,4%
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleure note finale – adjudicataire) Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100					- 2 747,90 $ - 0,1 %

Entente #2 - CIMA + s.e.n.c. - 1 691 569,69 $

Soumissions	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Cima+ s.e.n.c.	76,5	0,75	1 691 569,69 $		1 691 569,69 $
WSP Canada inc.	80,9	0,66	1 988 953,10 $		1 988 953,10 $
Stantec Experts-conseils ltée	80,9			Adjudicataire 1	
NORDA - STELO INC.	69,0			Non conforme	
Consultants AECOM inc.	68,4			Non conforme	
Les Consultants S.M. inc.	67,6			Non conforme	
Dernière estimation réalisée			1 722 533,87 $		1 722 533,87 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100					- 30 964,18 $ - 1,8 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2e meilleure note finale – adjudicataire) Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100					297 383,41 $ 17,6 %

Sur dix (10) preneurs de cahier des charges, six (6) ont déposé des offres. L'appel d'offres était axé sur les systèmes de transport intelligents avec une expertise en circulation. Toutes les firmes ont déposé 2 offres, une par contrat. Trois (3) firmes n'ont pas été qualifiées avec des notes intérims en bas de 70 % par le comité de sélection.

Preneurs du cahier des charges (10) :

Consultants AECOM Inc.
Beaudoin Hurens
Cima+ s.e.n.c.
Groupe SNC-Lavalin inc.
Les Consultants S.M. Inc.
Les Services Exp Inc.
Matricis Informatique Inc.

Norda Stelo Inc.
Stantec Experts-conseils ltée
WSP Canada Inc.

Soumissionnaires (6) :

Cima+ s.e.n.c.
WSP Canada inc.
Stantec Experts-conseils ltée
NORDA - STELO INC.
Consultants AECOM inc.
Les Consultants S.M. inc.

En résumé, la sélection pour les deux contrats a été effectuée selon la procédure à deux enveloppes. Les deux ententes-cadres seraient conclues dans l'ordre avec Stantec Experts-conseils ltée et Cima+ s.e.n.c. Le détail des pointages est illustré dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Le projet de convention à signer avec les deux adjudicataires est conforme au document juridique standard pour les conventions de services professionnels ayant un coût avec taxes excédant 50 000 $ (voir projets de conventions en pièces jointes au présent dossier).

Il est à noter que les deux adjudicataires ont soumis une attestation de l'autorité des marchés financiers les autorisant à contracter avec un organisme public. Stantec Experts-conseils ltée a obtenu son attestation le 4 novembre 2014 et Cima+ s.e.n.c. a obtenu la sienne le 30 janvier 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels concernant des mandats divers. Les différents mandats seront effectués sur demande de la Division de l'exploitation du réseau artériel qui assurera la gestion desdits services.
Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoirs en matière d'ententes-cadres. Les ententes pourraient engager des dépenses d'agglomération. Ces mandats seront rémunérés selon les termes du devis, soit selon deux (2) méthodes possibles : forfaitaire ou horaire avec plafond.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût maximal de 3 936 330,09 $, taxes incluses réparti de la façon suivante :

Consultant Montant du contrat
Stantec Experts-conseils ltée 2 244 760,40 $
Cima+ s.e.n.c. 1 691 569,69 $

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets de la Direction des transports, d'autres Directions du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ou d'autres unités municipales pour lesquels la Division de l'exploitation du réseau artériel offre ses services en appui. Il n'y a donc pas de budget ou de dépenses spécifiques liés à l'octroi de ces 2 ententes. Les crédits sont prévus au budget PTI 2016-2018 et au budget de fonctionnement 2016-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Gérer la mobilité des personnes et des marchandises de manière efficace et sécuritaire est un enjeu de taille pour une ville de dimension aussi importante que Montréal. Dans un contexte de développement durable, les villes doivent prendre en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux inhérents au développement des réseaux de transport.

Les coûts socio-économiques de la congestion sont en progression constante ces dernières années. De plus, les émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de transport représentent près de 40 % des émissions. L'optimisation des déplacements par les systèmes de transport intelligents et les feux de circulation permet de minimiser les impacts environnementaux liés aux transports par :

- La réduction des arrêts fréquents et par conséquent une réduction d'émission des gaz à effet de serre;
- L'amélioration de la régularité des services du transport en commun;
- La diminution des débordements de la circulation dans le réseau local.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer de contrats de services professionnels avec des firmes expertes en systèmes de transport intelligents et en circulation pour la réalisation de plans et devis et pour le soutien technique permet à la DERA de soutenir efficacement la réalisation du Plan stratégique en systèmes de transport intelligents et celle de nombreux projets de développement sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication ne peut être défini à cette étape-ci.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du Conseil d'agglomération (CG) : 21 avril 2016
Signature des ententes : Avril 2016
Services professionnels dispensés de mai 2016 à avril 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hugues BESSETTE
Ingénieur

Tél : 514 872-5798
Télécop. : 514-872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Son Thu LÊ
CHEF DE DIVISION

Tél : 514 872-4830
Télécop. : 514 872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-03-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-18

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;**

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SOCIÉTÉ : **Stantec Experts-conseils ltée**, société de services conseils en ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 300-1080, côte du Beaver Hall, Montréal, Québec, H2Z 1S8), représentée par Martin Chevrier, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 887 251 288 RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1022281379 TQ001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1. « **Directeur** » : le directeur **du Service des Infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT)** ou son représentant dûment autorisé;

2. « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 6 janvier 2016 relatifs à l'appel d'offres 16-14972;

3. « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 29 janvier 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à

Services professionnels pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique STI (Systèmes de transport intelligents)

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

1. Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2. Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

1. assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

2. remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

3. communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

1. exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

2. respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

3. assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

4. obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

5. divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6. remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

7. assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

8. soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

9. transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

1. coordonner l'exécution de la convention;

2. décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

3. refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

4. exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions deux cents quarante-quatre mille sept cents soixante dollars (2 244 760 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

- la méthode horaire avec un plafond équivalent à l'enveloppe budgétaire du programme de travail accepté par la Ville;

  ou

- la méthode forfaitaire.

au rythme des besoins à combler.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

1. cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

2. garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

3. tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

1. La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

2. Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

3. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Stantec Experts-conseils ltée

Par : _____
Martin Chevrier, géogr., M. Sc., PMP,
Directeur de service et de discipline

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;**

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SOCIÉTÉ : **CIMA+ s.e.n.c.**, société de services conseils en ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, Montréal, H3C 3X6, représentée par Jean-Pierre Normandin, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 103036430 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1010372212 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1. « **Directeur** » : le directeur **du Service des Infrastructures, de la Voirie et des Transports (SIVT)** ou son représentant dûment autorisé;

2. « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 6 janvier 2016 relatifs à l'appel d'offres 16-14972;

3. « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 1er février 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à

Services professionnels pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en œuvre du Plan stratégique STI (Systèmes de transport intelligents)

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

1. Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2. Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

1. assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

2. remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

3. communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

1. exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

2. respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

3. assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

4. obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

5. divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6. remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

7. assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

8. soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

9. transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

1. coordonner l'exécution de la convention;

2. décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

3. refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

4. exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un millions six cents quatre-vingt-onze cinq cents soixante-dix dollars (1 691 570 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

- la méthode horaire avec un plafond équivalent à l'enveloppe budgétaire du programme de travail accepté par la Ville;

  ou

- la méthode forfaitaire.

au rythme des besoins à combler.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

1. cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

2. garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

3. tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

1. La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

2. Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

3. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

CIMA+ s.e.n.c.

Par : _____
Jean-Pierre Normandin, ing., PMP –
associé vice-président principal, Gestion de projets

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 novembre 2014

STANTEC CONSULTING LTD.
A/S MONSIEUR MAURICE LEGER
10160, 112 ST NW, SUITE 200
EDMONTON (AB) T5K 2L6

N° de décision : 2014-CPSM-1056457
N° de client : 3000241872

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). STANTEC CONSULTING LTD. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 novembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1165309001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division de l'exploitation du réseau artériel
Objet :	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Stantec Experts-conseils ltée et CIMA+ s.e.n.c., d'une durée de 24 mois, pour le soutien technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique sur les systèmes de transport intelligents pour une somme maximale respective de 2 244 760,40 $ et 1 691 569,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public No 16-14972 - (6 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-14972 intervention.pdf 16-14972 Det Cah Final.pdf 16-14972 tabeau contrat 1.pdf

16-14972 tabeau contrat2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-08

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : acquisitions biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-14972

No du GDD : 1165309001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutient technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique STI (Systèmes de transport intelligents)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 1 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 25 - 1 - 2016

Ouverture faite le : 1 - 2 - 2016

Date du comité de sélection : 17 - 2 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 25 - 1 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 25 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 60

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Consultants AECOM inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
Les consultants S.M. inc	pointage intérimaire inférieur à 70%
NORDA STELO INC	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 7 - 2016

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 30 - 7 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes		Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CIMA + s.e.n.c.	Contrat 1	2 242 012,50 $		
Stantec Experts-conseil lté	Contrat 1	2 244 760,40 $	√	
WSP Canada Inc.	Contrat 1	2 641 995,01 $		
WSP Canada Inc.	Contrat 2	1 988 953,10 $		
CIMA+ s.e.n.c.	Contrat 2	1 691 569,69 $	√	

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs n'ayant pas déposé de soumission nous indique deux firmes n'ont pas les ressources demandées. Les deux autres firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 8 - 3 - 2016

16-14972 - Services professionnels pour le soutient technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique STI (Systèmes de transport intelligents)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans les travaux semblables 25%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA + s.e.n.c.	4,13	7,50	11,38	19,50	17,75	16,25	76,5	2 242 012,50 $	0,56	**2**
CONSULTANTS AECOM Inc.	4,00	7,75	11,25	17,88	15,25	12,25	68,4			**Non conforme**
Les Consultants S.M. inc.	3,13	7,25	10,00	18,25	15,50	13,50	67,6			**Non conforme**
NORDA STELO INC.	3,75	7,50	10,00	17,00	15,25	15,50	69,0			**Non conforme**
Stantec Experts-conseils ltée	4,13	7,25	11,50	21,00	20,25	16,75	80,9	2 244 760,40 $	0,58	**1**
WSP Canada Inc.	4,25	8,00	11,63	20,25	20,25	16,50	80,9	2 641 995,01 $	0,50	**3**
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement **Robert Normandeau**

Comité **CONTRAT 1**

Date	**17-02-2016**
Heure	**9 h 00**
Lieu	**9515 St-Hubert**

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-14972 - Services professionnels pour le soutient technique aux activités de la Division de l'exploitation du réseau artériel pour la mise en oeuvre du Plan stratégique STI (Systèmes de transport intelligents)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans les travaux semblables 25%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA + s.e.n.c.	4,13	7,50	11,38	19,50	17,75	16,25	76,5	1 691 569,69 $	0,75	1
CONSULTANTS AECOM Inc.	4,00	7,75	11,25	17,88	15,25	12,25	68,4			Non conforme
Les Consultants S.M. inc.	3,13	7,25	10,00	18,25	15,50	13,50	67,6			Non conforme
NORDA STELO INC.	3,75	7,50	10,00	17,00	15,25	15,50	69,0			Non conforme
Stantec Experts-conseils ltée	4,13	7,25	11,50	21,00	20,25	16,75	80,9		-	non conforme adj.contrat 1
WSP Canada Inc.	4,25	8,00	11,63	20,25	20,25	16,50	80,9	1 988 953,10 $	0,66	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité

contrat 2

Date	17-02-2016
Heure	9 h 00
Lieu	9515 St-Hubert

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-14972
Numéro de référence : 942590
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP pour soutien technique activités Division l'exploitation réseau artériel pour mise en œuvre Plan stratégique STI (Système transport intelligent)

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1050918)** 2016-01-07 10 h 45 **Transmission :** 2016-01-07 10 h 45	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1051044)** 2016-01-07 13 h 09 **Transmission :** 2016-01-07 13 h 09	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1050562)** 2016-01-06 14 h 44 **Transmission :** 2016-01-06 14 h 44	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1050625)** 2016-01-06 15 h 45 **Transmission :** 2016-01-06 15 h 45	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1050837)** 2016-01-07 9 h 36 **Transmission :** 2016-01-07 9 h 36	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1441, boulevard René-Lévesque Ouest Bureau 200 Montréal, QC, H3G 1T7 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1050680)** 2016-01-06 17 h 02 **Transmission :** 2016-01-06 17 h 02	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Matricis Informatique Inc. 1425, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 240 Montréal, QC, H3G 1T7 NEQ : 1149011802	Monsieur François Beaubien Téléphone : 514 394-0011 Télécopieur : 514 315-9077	**Commande : (1051382)** 2016-01-08 9 h 21 **Transmission :** 2016-01-08 9 h 21	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4

				2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1051206)** 2016-01-07 15 h 40 **Transmission :** 2016-01-07 15 h 40	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1057236)** 2016-01-21 8 h 48 **Transmission :** 2016-01-21 8 h 48	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-21 8 h 48 - Téléchargement 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-21 8 h 48 - Aucun 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-21 8 h 48 - Aucun 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-21 8 h 48 - Aucun

				2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 1080, Côte du Beaver Hall, bureau 300 Montréal, QC, H2Z 1S8 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1050758)** 2016-01-07 8 h 37 **Transmission :** 2016-01-07 8 h 37	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date 2016-01-18 11 h 33 - Courriel 2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1050935)** 2016-01-07 10 h 56 **Transmission :** 2016-01-07 10 h 56	2535365 - 16-14972 Addenda No 1 (devis) 2016-01-13 17 h 46 - Courriel 2535366 - 16-14972 Addenda No 1 (bordereau) 2016-01-13 17 h 46 - Téléchargement 2535763 - 16-14972 Addenda No 2 2016-01-14 10 h 23 - Courriel 2536924 - 16-14972 Addenda 3 - Report de date

2016-01-18 11 h 33 - Courriel

2540043 - 16-14972 Addenda No 4 2016-01-25 15 h 35 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1160522001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	sectoriel - Aménagement du territoire
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente avec la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours pour l'aménagement du parvis et des trottoirs - Projet de la rue Saint-Paul.

Il est recommandé d'approuver le projet d'entente entre la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours et la Ville de Montréal pour la réalisation des travaux qui seront effectués sur la propriété de la Corporation et faisant partie des travaux du lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-14 15:01

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160522001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	sectoriel - Aménagement du territoire
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente avec la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours pour l'aménagement du parvis et des trottoirs - Projet de la rue Saint-Paul.

CONTENU

CONTEXTE

Le concept d'aménagement de la rue Saint-Paul a été annoncé, en conférence de presse, le 20 novembre 2015. Le Service de la mise en valeur du territoire a mandaté la Division des grands projets #2 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour assurer la réalisation des plans et devis, les travaux ainsi que la gestion des chantiers.
La préoccupation de s'inscrire dans une démarche de développement durable milite en faveur de systèmes constructifs et de matériaux simples, résistants, faciles d'entretien et tenant compte des qualités patrimoniales du lieu.

Le projet comprend la réfection des infrastructures et l'aménagement du domaine public. Le territoire d'intervention couvre la rue Saint-Paul, de la rue Berri à la rue McGill, et la réalisation du projet est prévue en trois phases :

· phase 1 : section située entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier incluant certaines rues à proximité et le parvis du Marché Bonsecours;
· phase 2 : section située entre la Place Jacques-Cartier et la rue Saint-Sulpice;
· phase 3 : section située entre la rue Saint-Sulpice et la rue McGill, incluant les abords de la Place Royale.

Ce projet significatif pour le Vieux-Montréal est réalisé en partenariat avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec dans le cadre de *l'Entente sur le développement culturel de Montréal.*

Le budget du projet est estimé à 35M$. La phase 1, financée dans l'Entente 2012-2015, est évaluée à 16,5M$, dont 3M$ proviennent du ministère de la Culture et des Communications. Le lot 1 de la phase 1, qui comprend la réfection de la côte de la rue Berri, la rue

Bonsecours entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Paul, et la rue Bonneau a été complétée en 2015.

Lors de la séance du 24 mars 2016, le CG a autorisé l'octroi d'un contrat à Entreprise Ventec construction inc. pour la réalisation du lot 2B de la phase 1 qui comprend l'aménagement de surface de la rue Saint-Paul, du parvis du Marché Bonsecours et des trottoirs autour de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours. Une partie des travaux effectués par l'entrepreneur se feront sur le domaine privé. Le calendrier de réalisation des travaux est présenté en pièce jointe au présent dossier.

Le projet d'entente proposé dans le présent dossier vise à établir les conditions de réalisation par la Ville des travaux d'aménagement sur le terrain de la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours et à définir les obligations de chacune des parties relativement à ces travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0199, 24 mars 2016 (dossier 1164139002) - Accorder à Entreprise Ventec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Appel d'offres public 329902 (3 soumissions). Le calendrier de réalisation des travaux est présenté en pièce jointe au présent dossier.
CG16 0017, 28 janvier 2016 (dossier 1154139004) - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de conduite d'eau secondaire et de raccordement des drains à l'égout unitaire de la rue Saint-Paul, entre la place Jacques -Cartier et le rue Bonsecours - lot 2A de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement Ville-Marie - Appel d'offres public 329901 (16 soumissions).

CG15 0512, 19 octobre 2015 (dossier 1153751005) - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul - phase 1 - réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

CG15 0285, 4 mai 2015 (dosier 1154139001) - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri, entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de -Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Appel d'offres public 322601 (2 soumissions).

CE15 0161, 4 février 2015 (dossier 1146706002) - Autorisation de lancer un appel d'offres public pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul dans l'arrondissement Ville-Marie.

DESCRIPTION

Le projet d'entente autorise la Ville de Montréal à réaliser les travaux d'aménagement sur le terrain de la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours. Il s'agit principalement de reconstruire de nouveaux trottoirs (voir annexe du document juridique). Le représentant de la Corporation sera associé aux décisions relatives aux travaux sur le terrain de la Corporation.
Le coût des travaux de la phase 1 du projet Saint-Paul est de 16.5 M. La portion des travaux sur le domaine privé est d'une superficie de 105 mètres carrés et représente une dépense estimée à 139 000,00 $ qui sera assumée par la Ville à même les contingences du projet.

Dans le cadre de l'entente, la Corporation s'engage à assurer l'entretien et à conserver tels quels les aménagements - excluant l'éclairage encastré qui fait partie du Plan lumière du Vieux-Montréal - pour une période de 15 ans.

JUSTIFICATION

Dans un souci d'harmonisation des interventions sur le domaine public, la Ville et la Corporation ont souhaité se concerter afin de donner une signature unique dans le secteur est de la rue Saint-Paul. L'objectif est d'avoir un seul entrepreneur qui assure la réalisation du projet afin de mieux coordonner la séquence des travaux sur la propriété de la Corporation et celle de la Ville et d'obtenir une meilleure qualité étant donné le concept d'aménagement unifié.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût des travaux sur le domaine privé, estimé à 139 000,00 $, sera assumé à 100 % par l'agglomération à même les contingences du projet. Cette dépense a déjà été approuvée par la résolution CG16 0199 du 24 mars 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'utilisation de dalles de granit, un matériau noble et résistant, s'inscrit dans une démarche de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente permettra une meilleure intégration du nouvel aménagement de la rue Saint-Paul et du parvis du Marché Bonsecours avec la propriété de la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours.

Une décision défavorable ou tardive dans le présent dossier compromettrait la réalisation des travaux du projet autorisés par la résolution CG16 0199 du 24 mars 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication particulière n’est prévue en lien avec le présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de réaménagement du lot 2 de phase 1 de la rue Saint-Paul se feront sur 2 ans, soit en 2016 et 2018. Une suspension est prévue en 2017 pour ne pas nuire aux festivités liées au 375e anniversaire de la fondation de Montréal.

Octroi du contrat de surveillance des travaux: 21 avril 2016

Approbation de l'entente visée par le présent dossier: 21 avril 2016

Début des travaux: début mai 2016

Fin des travaux: décembre 2018 (arrêt des travaux en 2017)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude DUBOIS, Ville-Marie
Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Nathalie M MARTIN, 23 février 2016
Guy PELLERIN, 18 février 2016
Claude DUBOIS, 18 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hélène BENOÎT
Architecte, préposée à la planification

Tél : 872-9773
Télécop. : 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-17

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél : 514 872-3683
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE

Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160522001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Approuver une entente avec la Corporation de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours pour l'aménagement du parvis et des trottoirs - Projet de la rue Saint-Paul.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons l'entente ci-jointe quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

scan@ville.montreal.qc.ca_20160304_142642.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-04

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division - contrats
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
4 MAR. 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée aux présentes par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **CORPORATION DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS ET DU MUSÉE MARGUERITE-BOURGEOYS**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa principale place d'affaires au 400 rue Saint-Paul est, Montréal, Québec, H2Y 2H4, agissant et représentée par monsieur Stéphane Chagnon, directeur général, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 2 décembre 2015;

(ci-après appelée la « **Corporation** »)

ATTENDU QUE la Ville, dans son Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, adopté en 2013, a identifié comme priorité d'intervention le réaménagement de la rue Saint-Paul (ci-après le « Projet »);

ATTENDU QUE le Projet sera réalisé en plusieurs phases et que chaque phase comprendra plusieurs lots de travaux;

ATTENDU QUE le parvis de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours et du musée Marguerite-Bourgeoys est grandement dégradé;

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a adopté, le 20 août 2015, un règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $, taxes incluses, afin de financer les travaux de la phase 1 du Projet, soit la section de la rue St-Paul située entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier, incluant certaines rues transversales, soit la côte de la rue Berri, entre les rues du Champ-de-Mars et de la Commune, la rue Bonsecours, entre les rues Notre-Dame et de la Commune, la rue du Marché-Bonsecours, entre les rues Saint-Paul et de la Commune, la rue Bonneau, entre la rue Saint-Paul et de la Commune, les parvis du Marché Bonsecours et de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours (ci-après appelée la « **Phase 1 du Projet** »), réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015;

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a octroyé, le 30 avril 2015, par la résolution no. CG15 0285, un contrat d'une valeur de 3 036 592,82 $ (taxes incluses) à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri, entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul (ci-après « Lot 1 de la Phase 1 du Projet »;

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a octroyé, le 28 janvier 2016, par la résolution no. CG16 0017, un contrat d'une valeur de 1 448 611,24$, taxes incluses à Construction Bau-Val inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de conduite d'eau secondaire et de raccordement des drains à l'égout unitaire dans la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours (ci-après « Lot 2a de la Phase 1 du Projet »);

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a octroyé, le 24 mars 2016, par la résolution no. CGXX XXX, un contrat d'une valeur à Entreprise Ventec construction inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours (ci-après «Lot 2B de la phase 1 du Projet »);

ATTENDU QUE une partie des travaux du Lot 2b de la Phase 1 du Projet doit être réalisée sur le domaine public de la Ville et une autre partie sur la propriété de la Corporation;

ATTENDU QUE les travaux visés par la présente convention, soit les travaux du Lot 2b de la Phase 1 du Projet qui seront réalisés sur la propriété de la Corporation (ci-après les « Aménagements ») sont décrits dans le document intitulé « Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, plan du parvis, 27 octobre 2015 » tel que joint en Annexe 1 au présent protocole et s'inscrivent dans le Projet;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les obligations de la Ville et de la Corporation dans le cadre de la réalisation des Aménagements;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à la Corporation;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« Aménagements » partie des travaux du Lot 2b de la Phase 1 du Projet qui seront effectués sur la propriété de la Corporation;

«Annexe 1 » : Le plan d'aménagement proposé, s'intitulant « Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, plan du parvis, 13 janvier 2016 », soit le plan montrant le concept d'aménagement et les zones affectées par les travaux projetés sur la propriété de la Corporation;

« Projet » : Le réaménagement de la rue St-Paul.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les conditions de réalisation des Aménagements par la Ville.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération du respect par la Corporation de toutes et chacune de ses obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville s'engage à :

4.1 réaliser les Aménagements conformément à l'Annexe 1, et cela, après avoir soumis à la Corporation, pour approbation préalable, l'échéancier de réalisation desdits Aménagements;

4.2 durant l'exécution des travaux, permettre à un représentant de la Corporation d'avoir accès au chantier en tout temps, permettre de prendre copie de tout document relatif aux Aménagements et d'assister aux réunions de chantier;

4.3 durant l'exécution des travaux, garder libre en tout temps l'accès à la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours et au Musée Marguerite-Bourgeoys sis au 400 rue Saint-Paul est, Montréal, Québec, H2Y 2H4, à l'exception de circonstances particulières, auquel cas l'approbation préalable de la Corporation sera requise;

4.4 obtenir l'autorisation de la Corporation préalablement à l'exécution de toute modification aux Aménagements, tels que prévus à l'Annexe 1, étant entendu que cette approbation ne pourra être refusée sans motifs raisonnables ;

4.5 procéder à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux étant en lien avec les Aménagements;

4.6 remettre à la Corporation, lors des étapes prévues à l'article 4.5, copie des documents que la Ville recevra de l'entrepreneur responsable de l'exécution des Aménagements;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA CORPORATION

La Corporation s'engage à :

5.1 entretenir, à ses frais, les Aménagements et les maintenir dans un état de propreté satisfaisant, le tout conformément aux documents mentionnés à l'article 4.6, excluant les luminaires encastrés au sol devant la chapelle;

5.2 conserver tels quels les Aménagements, et ce, pour une durée minimale de 15 ans à compter de la réception définitive des travaux;

5.3 pendant la durée prévue à l'article 5.2, obtenir l'autorisation de la Ville préalablement à l'exécution de toute modification aux Aménagements, étant entendu que toute demande de modification devra faire état des raisons justifiant ces changements.

ARTICLE 6
DÉCLARATION ET GARANTIES

La Corporation déclare et garantit:

6.1 qu'elle a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention;

6.2 qu'elle autorise expressément la Ville à exécuter tous les travaux prévus à l'Annexe 1.

ARTICLE 7
CONDITIONS GÉNÉRALES

7.1 ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

Tout avis doit être transmis par courrier recommandé et sera réputé reçu dans les trois jours suivant sa transmission.

7.2 CESSION

La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

7.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

7.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

7.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Yves Saindon, greffier

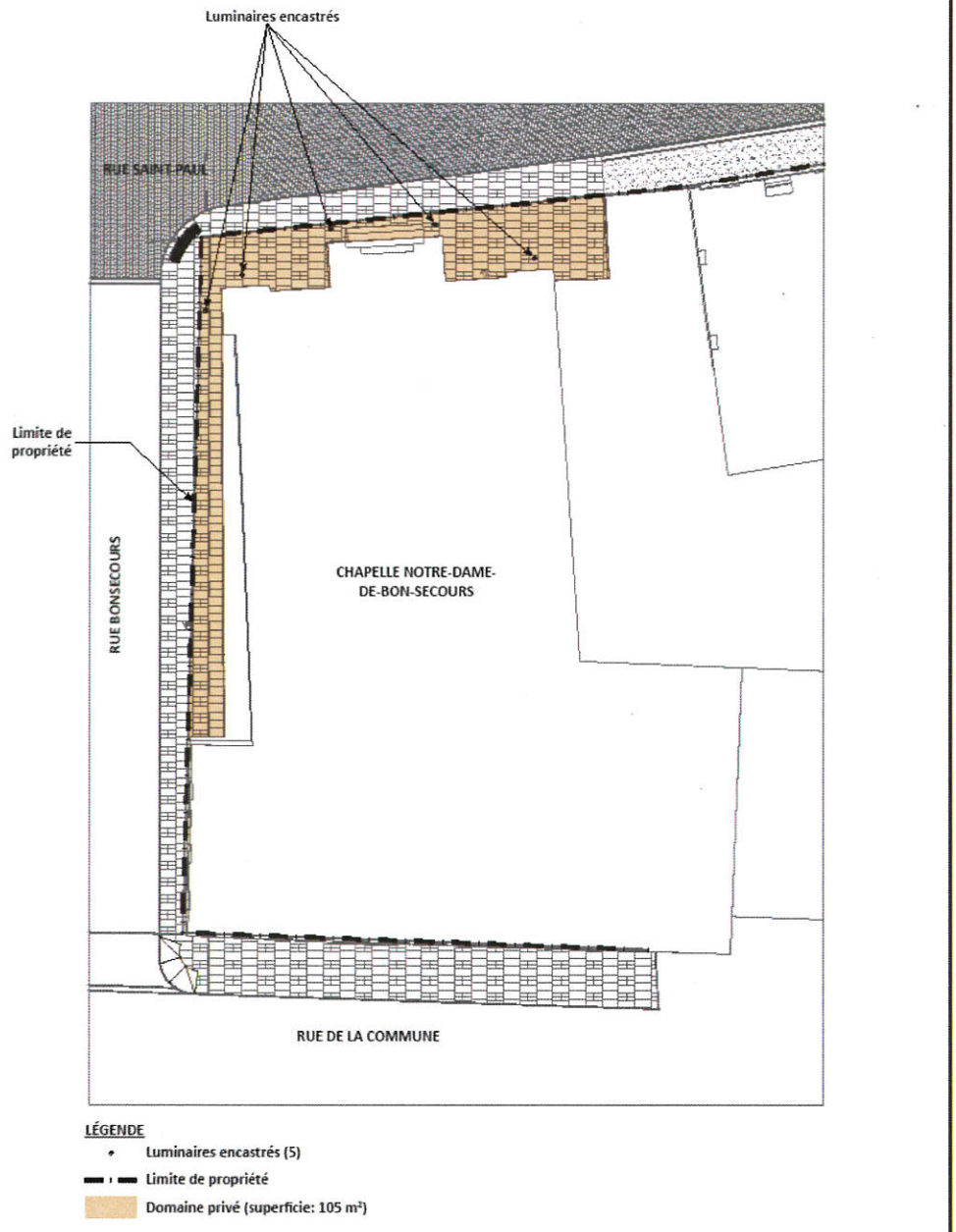
Le ième jour de 2016

CORPORATION DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS ET DU MUSÉE MARGUERITE-BOURGEOYS

Par: _____
Stéphane Chagnon, directeur général

Cette convention a été approuvée par la résolution CG_____du Conseil d'agglomération.

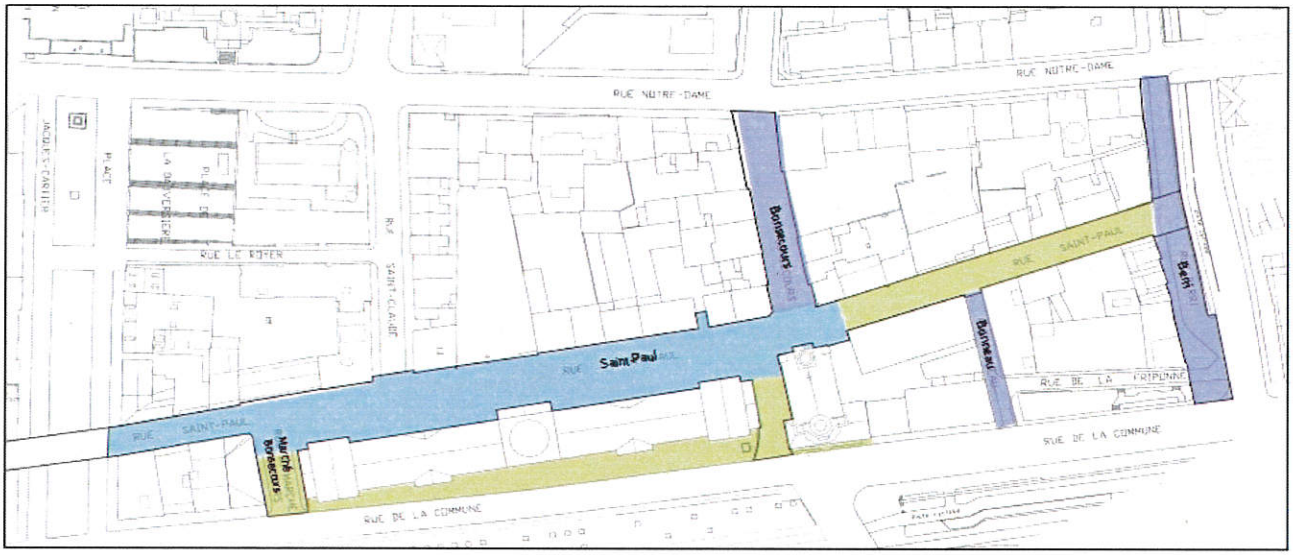
«Annexe 1 » : **Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, plan du parvis, 13 janvier 2016;**



Montréal Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Direction des transports.	Division sécurité et aménagement du réseau artériel	Date: 2016/01/13 Échelle: 1 : 200 — Feuillet: 1/1 Numéro de plan: Dessin 01 — Rév. 02
	Titre: Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours Plan du parvis	

« Annexe 2 » : Programmation de mise en oeuvre, phase 1

Calendrier de mise en œuvre



2015	2016	2017	2018

375è
Relâche
des travaux

10

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1156692004

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division du développement résidentiel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Prendre acte et accepter les engagements pris par 9199-8393 Québec Inc. et par M. Giuseppe Panzera en faveur de la Ville de Montréal, dans une lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015, et prendre acte et accepter l'hypothèque accordée par ces derniers en faveur de la Ville de Montréal, publiée au registre foncier le 5 octobre 2015 sous le numéro 21 877 991, grevant le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal

Il est recommandé :
· De prendre acte et d'accepter les engagements pris par 9199-8393 Québec Inc. et par M. Giuseppe Panzera en faveur de la Ville de Montréal, dans une lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015, incluant notamment l'engagement de vendre à la Ville de Montréal un terrain destiné à des fins de réalisation de logements sociaux et communautaires, ce terrain étant désigné comme une partie du lot 3 353 616 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

· De prendre acte et d'accepter l'hypothèque consignée dans un acte publié au registre foncier le 5 octobre 2015 sous le numéro 21 877 991, grevant le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au montant de 1 512 000 $, accordée par 9199-8393 Québec Inc. et par M. Giuseppe Panzera en faveur de la Ville de Montréal afin de garantir certaines obligations, incluant notamment l'obligation de vendre à la Ville de Montréal un terrain destiné à des fins de réalisation de logements sociaux et communautaires.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-18 15:20

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156692004**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division du développement résidentiel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Prendre acte et accepter les engagements pris par 9199-8393 Québec Inc. et par M. Giuseppe Panzera en faveur de la Ville de Montréal, dans une lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015, et prendre acte et accepter l'hypothèque accordée par ces derniers en faveur de la Ville de Montréal, publiée au registre foncier le 5 octobre 2015 sous le numéro 21 877 991, grevant le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En application de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* de la Ville de Montréal (la « Stratégie d'inclusion »), 9199-8393 Québec Inc. et M. Giuseppe Panzera (les « Propriétaires ») ont pris des engagements envers la Ville de Montréal, consignés dans une lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015. Cette lettre d'engagement s'inscrit dans le cadre du projet immobilier à vocation principalement résidentielle que les Propriétaires entendent réaliser sur le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, illustré en pièce jointe, soit le site des anciens ateliers du ministère des Transports du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Ce site est localisé du côté nord du boulevard Henri-Bourassa Ouest, entre la rue Meilleur et le centre de services de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Le site est localisé dans la zone visée par le programme particulier d'urbanisme du secteur Henri-Bourassa Ouest, adopté par le conseil municipal le 15 juin 2015. Un règlement a ensuite été adopté par le conseil d'arrondissement le 9 novembre 2015, modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement. Ces modifications règlementaires ont eu comme effet d'augmenter le potentiel constructible du site.

Le potentiel constructible du site, soit environ 50 200 m^2 de plancher, pourrait permettre environ 550 logements. Il est à noter toutefois que, comme le projet des Propriétaires n'est

pas encore connu, le nombre de 550 logements est approximatif; il pourrait notamment diminuer si les Propriétaires choisissaient d'inclure une proportion d'espace de bureau dans leur projet.

Vu la taille potentielle du projet et vu les modifications règlementaires octroyées, la Stratégie d'inclusion est applicable. À ce titre, les Propriétaires se sont engagés, dans la lettre du 11 septembre 2015, à inclure des logements sociaux et communautaires et des logements abordables privés dans leur projet. Plus précisément, 15% de la superficie résidentielle brute de plancher totale du projet sera destinée à des fins de logements sociaux et communautaires et 15% des unités privées seront des logements abordables.

Logements sociaux et communautaires

Les Propriétaires se sont engagés à vendre un terrain situé sur le site du projet, pour la réalisation de logements sociaux et communautaires (ci-après l'« Immeuble »). L'Immeuble présentera les caractéristiques suivantes :

▪ Il sera constitué d'une partie à subdiviser du lot 3 353 616 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

▪ Sa localisation sur le site sera au choix des Propriétaires;

▪ Il sera décontaminé avant la vente; et

▪ Il devra permettre la construction d'un bâtiment dont la superficie résidentielle brute de plancher représentera 15 % de la superficie résidentielle brute de plancher totale du projet. Sur la base du potentiel du site, le projet social et communautaire devrait comporter approximativement 84 logements. Ce nombre pourrait toutefois diminuer si les Propriétaires choisissaient d'inclure une proportion d'espace de bureau dans leur projet.

La vente de l'Immeuble se fera selon les termes suivants :

▪ Le prix de vente sera de 12 000 $ par logement, soit un total d'approximativement 1 000 000 $, plus les taxes applicables. Ce prix de vente est largement inférieur à la valeur marchande dans le secteur.

▪ Un échéancier pour la vente est prévu à la lettre d'engagement. Le délai pour la vente est calculé en fonction de plusieurs événements qui doivent survenir auparavant, soit :

- L'adoption du projet des Propriétaires par le conseil de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville;

- La conclusion d'une entente en vertu du *Règlement sur les ententes relatives à des travaux municipaux* (08-013);

- La démolition des bâtiments existants;

- La décontamination de l'Immeuble; et

- Le lotissement de l'Immeuble.

▪ La Ville de Montréal aura la possibilité d'acquérir l'Immeuble, selon la disponibilité des fonds. Un dossier décisionnel sera acheminé aux instances, à une date plus rapprochée de l'achat, afin qu'elles se prononcent à ce sujet. La détention de l'Immeuble par la Ville sera temporaire, puisque l'Immeuble sera revendu à un organisme à but non lucratif d'habitation, au même coût. La directrice de la Direction de l'Habitation pourra également

désigner un organisme à but non lucratif d'habitation afin que celui-ci acquière l'Immeuble directement des Propriétaires.

L'accomplissement des engagements relatifs aux logements sociaux et communautaires a été garanti au moyen d'une hypothèque de premier rang consentie par les Propriétaires le 5 octobre 2015, de manière unilatérale en faveur de la Ville de Montréal. L'acte d'hypothèque a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le même jour, sous le numéro 21 877 991. L'hypothèque grève le site entier des Propriétaires, soit le lot 3 353 616 du cadastre du Québec. Le site est hypothéqué pour la somme de 1 512 000 $, soit l'écart entre le prix de vente estimé de l'Immeuble et la valeur marchande de ce dernier.

Lorsque le projet des Propriétaires aura été autorisé par l'Arrondissement et que la localisation de l'Immeuble aura été déterminée, un arpenteur-géomètre préparera une description technique de l'Immeuble. La Ville accordera alors mainlevée de l'hypothèque pour les parties du site autres que l'Immeuble. Une mainlevée complète de l'hypothèque sera accordée lorsque l'Immeuble aura été vendu à la Ville ou à l'organisme désigné par la directrice de la Direction de l'Habitation.

Logements abordables privés

Les Propriétaires se sont également engagés à ce qu'un minimum de 15 % de tous les logements privés construits soit des logements abordables, soit des logements vendus ou loués à des prix ne dépassant pas des montants stipulés. Sur la base du potentiel du site, ce dernier pourrait compter environ 70 logements abordables privés. Ce nombre pourrait toutefois diminuer si les Propriétaires choisissaient d'inclure une proportion d'espace de bureau dans leur projet.

La réalisation des logements abordables sera garantie par des lettres de garantie bancaire à être déposées auprès de la Ville au moment de chaque demande de permis de construire, au montant de 10 000 $ par logement abordable à réaliser.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE05 1708 (2005-08-24) – Adoption de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels
CM15 0833 (2015-06-16) – Adoption, avec changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur Henri-Bourassa Ouest

CA15 090273 (2015-11-09) – Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274) à des fins de concordance au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04 047) - Intégration du Programme particulier d'urbanisme du Secteur Henri-Bourassa Ouest (01-274-39)

CE15 2254 (2015-12-09) – Adopter les modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

CM15 1498 (2015-12-14) – Accepter que tous les promoteurs signataires d'ententes comportant l'obligation de réaliser des logements abordables privés puissent se prévaloir, à leur choix, soit des critères tels que stipulés dans leur entente soit de critères modifiés dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

DESCRIPTION

Les engagements des Propriétaires prennent la forme d'une lettre et d'une hypothèque. Ces engagements sont unilatéraux de la part des Propriétaires, c'est-à-dire que seuls les Propriétaires ont signé ces documents. Par conséquent, les Propriétaires sont actuellement les seuls liés par ces engagements et les seuls pouvant en réclamer le respect.
Pour permettre à la Direction de l'habitation de poser éventuellement, au besoin, les gestes requis afin d'obtenir le respect des engagements des Propriétaires, il y a lieu d'obtenir une décision des instances décisionnelles de la Ville prenant acte et acceptant les engagements pris par les Propriétaires envers la Ville. En posant ce geste, la Ville créera des liens de droit bilatéraux, ce qui permettra de préserver les droits de la Ville.

La Division de l'urbanisme, des permis et de l'inspection de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a confirmé son accord au présent sommaire.

JUSTIFICATION

En acceptant les engagements unilatéraux des Propriétaires, la Ville parfait la formation des contrats. Elle pourra ainsi réclamer le respect des engagements des Propriétaires tels que stipulés dans la lettre en date du 11 septembre 2015 et dans l'acte d'hypothèque en date du 5 octobre 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix d'achat du terrain destiné aux logements sociaux et communautaires sera de 12 000 $ par logement, soit un total d'environ 1 000 000 $, plus les taxes applicables.
L'Immeuble pourra, selon le choix du directeur de la Direction de l'Habitation, être vendu directement à un organisme à but non lucratif d'habitation ou encore être vendu à la Ville, pour fins de revente éventuelle à un tel organisme. Dans le second cas, l'Immeuble sera détenu de façon temporaire avant d'être revendu, au même prix que le prix payé par la Ville (incluant les taxes applicables), dès qu'un projet de logements sociaux et communautaires pourra être réalisé. L'opération sera donc à coût nul pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard BLAIS, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Richard BLAIS, 17 février 2016
Francyne GEMME, 17 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Élise BÉLAND
Conseiller en développement - Habitation

Tél : 514-872-5831
Télécop. : 514-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-16

Bernard CYR
Cadre sur mandat

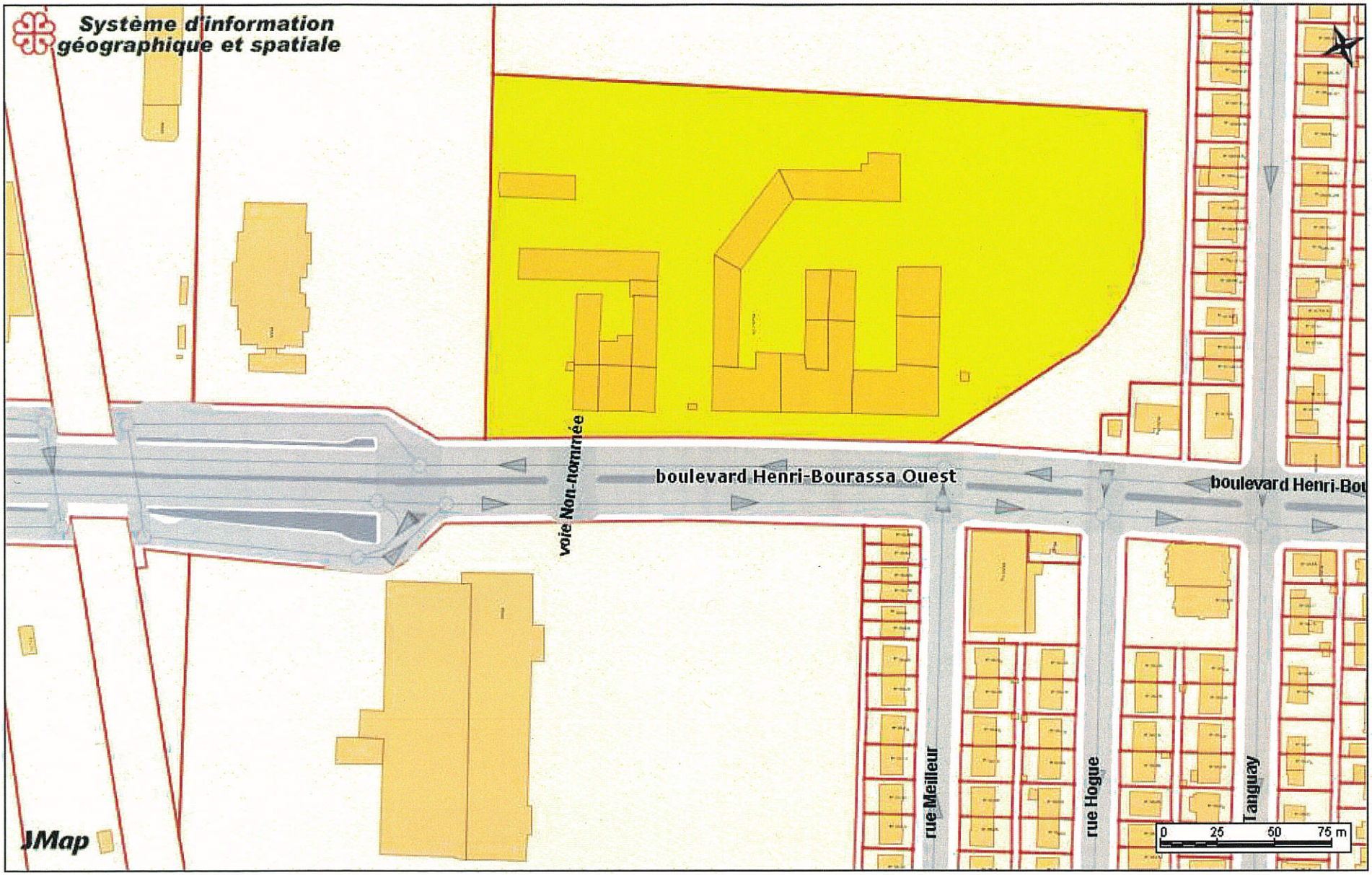
Tél : 514-872-2848
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Danielle CÉCILE
Directrice - habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2016-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-03-18



Sigs3

Date: 16-02-15 17:02

Échelle 1:2300

Montréal, le 11 - Septembre 2015

OBJET : **Engagements relatifs à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal** - Projet de construction de logements sur le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, connu comme étant le site d'une ancienne cour de voirie du ministère des Transports du Québec.

ATTENDU QUE M. Giuseppe Panzera, domicilié pour les fins des présentes au 9151 boulevard Saint-Laurent à Montréal (Québec), et 9199-8393 Québec Inc., ayant son siège social au 1380 rue Poncet à Montréal (Québec), (ci-après les « Propriétaires ») sont les propriétaires du lot 3 353 616 du cadastre du Québec (la « Propriété ») tel que représenté à l'annexe 2;

ATTENDU QUE 9199-8393 Québec Inc. s'engage à la présente conformément à la résolution de son conseil d'administration en date du _____ 2015, dont copie certifiée conforme est jointe en annexe 1;

ATTENDU QUE les Propriétaires désirent mettre en valeur la Propriété en démolissant les bâtiments existants et en y construisant un projet immobilier à vocation principalement résidentielle (le « Projet »);

ATTENDU QUE la Propriété est située dans la zone du programme particulier d'urbanisme du secteur Henri-Bourassa Ouest (le « PPU »), adopté par le conseil municipal de Montréal le 15 juin 2015;

ATTENDU QUE le PPU prévoit une modification du zonage de la Propriété, dont l'usage institutionnel sera majoritairement remplacé par un usage résidentiel;

ATTENDU QUE, afin d'assurer la concordance avec le PPU, le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (ci-après «l'Arrondissement ») adoptera une modification à sa règlementation qui permettra notamment une hauteur maximale de 6 étages et un coefficient d'occupation du sol de 2,8 sur une certaine partie de la Propriété (la « Modification règlementaire »).

ATTENDU QUE les Propriétaires consentent à satisfaire les objectifs de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal en s'engageant à ce que le Projet comporte une proportion de logements sociaux et communautaires et de logements abordables.

EN CONSÉQUENCE, GIUSEPPE PANZERA ET 9199-8393 QUÉBEC INC. S'ENGAGENT DE FAÇON SOLIDAIRE ET IRRÉVOCABLE À CE QUI SUIT :

1- Engagements conditionnels

La présente lettre d'engagement est conditionnelle à ce que le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville adopte la Modification règlementaire

2- Projet

Les Propriétaires s'engagent à faire en sorte que 15% de la superficie résidentielle brute de plancher totale du Projet accepté par l'arrondissement soit destiné à des fins de logements sociaux et communautaires (voir définition à l'annexe 3).

Ils s'engagent de plus à ce qu'un minimum de 15 % des unités privées soit des unités de logements abordables (voir définition à l'annexe 3).

Ces engagements sont plus amplement décrits aux articles 3 et 4 de la présente.

3- Logements sociaux et communautaires

3.1- L'engagement énoncé à l'article 2 en matière de réalisation de logements sociaux et communautaires se concrétisera par la vente d'un terrain à la Ville de Montréal.

Les Propriétaires s'engagent irrévocablement à vendre un lot à la Ville de Montréal (le « Lot Social »), sur le site du Projet. Le Lot Social devra être distinct et devra permettre la construction d'un bâtiment autonome dont la superficie résidentielle brute de plancher représentera 15 % de la superficie résidentielle brute de plancher totale du Projet incluant le lot social, accepté par l'arrondissement.

Advenant que le Projet accepté par l'arrondissement prévoit un nombre d'unités maximal d'unités de logements, le nombre d'unités attribuées au Lot social équivaudra à 15% du nombre maximal d'unités permises pour l'ensemble du projet incluant le lot social.

Au plus tard 4 années suivant l'émission du premier permis de construire pour un bâtiment résidentiel permanent sur le site du projet, la rue desservant le Lot Social devra être aménagée et desservie par les infrastructures municipales, incluant notamment, les égouts, l'aqueduc, les massifs de conduits pour les réseaux câblés, les fondations de rues et le pavage temporaire en gravier. Il est entendu que les Propriétaires ne sont pas responsables de l'entretien du pavage temporaire. Les éléments suivants pourront être complétés subséquemment : le pavage, les trottoirs et bordures, les plantations de végétaux et les systèmes d'éclairage.

Le calcul du prix de vente du Lot social est effectué de la façon suivante :

$$\left[\frac{\text{superficie résidentielle brute de plancher totale du Projet x 15\%}}{90\ m^2}\right]^{*} \quad X\ 12\ 000\ \$ \quad = \quad \textbf{Prix de vente}$$

* arrondi à l'unité la plus près.

Le prix de vente tient compte du fait que le Lot Social sera livré prêt à construire, que les Propriétaires assument la totalité des coûts de décontamination du Lot Social, de manière à ce qu'il soit conforme à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., chapitre Q-2) (« LQE ») et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEFP pour une utilisation résidentielle, de même que tous les coûts de démolition des bâtiments et structures, et tous les coûts de décontamination en ce qui a trait aux matières réglementées (amiante, BPC, etc.). Les Propriétaires devront s'assurer de

remblayer le site avec du matériel de classe A atteignant l'élévation des trottoirs adjacents au site. Le nivellement du site devra être effectué de façon à éviter les endroits d'accumulation d'eau et d'érosion des sols. Les sols remblayés qui sont ou qui pourraient être localisés sous l'empreinte du futur bâtiment social devront atteindre un niveau de compaction minimal de 95 sur l'échelle Proctor, s'ils sont situés à une profondeur de plus de 9 pieds sous le niveau de la rue. À cet effet, l'implantation approximative du bâtiment social devra être connue et autorisée par l'Arrondissement au moment du remblaiement.

Le choix de la localisation du Lot social sur le site du projet est à la discrétion des Propriétaires. Le Lot Social devra être situé sur une partie de la Propriété n'étant pas destinée à être cédée au domaine public. Le Lot social devra posséder des titres clairs et être libre de toute hypothèque, charge ou priorité et être libre de toute servitude à l'exception des servitudes usuelles d'utilité publique. Ces dernières ne devront pas imposer de contraintes à l'implantation d'un bâtiment sur le Lot social.

Les Propriétaires s'engagent à respecter l'échéancier ci-après :

Étape	Échéance
Les propriétaires déposent à l'arrondissement un projet de développement immobilier pour l'ensemble du site	Au plus tard 12 mois après l'adoption de la Modification réglementaire
Les Propriétaires entreprennent les négociations avec l'arrondissement en vue de conclure une entente de réalisation d'infrastructures en vertu du Règlement sur les ententes relatives aux travaux municipaux (08-013)	Au plus tard 6 mois après l'adoption du projet de développement par le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Les Propriétaires débutent les travaux de démolition et de décontamination sur la Propriété	Au plus tard 6 mois suivant la conclusion de l'entente de réalisation d'infrastructures en vertu du Règlement sur les ententes relatives aux travaux municipaux (08-013)
Les Propriétaires déposent une demande d'opération cadastrale afin d'obtenir un numéro de lot distinct pour le Lot Social	Au plus tard 12 mois suivant la conclusion de l'entente de réalisation d'infrastructures en vertu du Règlement sur les ententes relatives aux travaux municipaux (08-013)
Vente du Lot Social à la Ville de Montréal	À la demande de la Ville de Montréal, qui pourra faire sa demande à partir du 3e mois suivant l'inscription du lot social au Registre foncier

Les Propriétaires s'engagent à procéder avec diligence à la réalisation des étapes susmentionnées.

Le notaire instrumentant la vente du Lot social sera celui de la Ville de Montréal qui se chargera de préparer l'acte de vente en vue de la transaction, et ce aux frais de la Ville.

La Direction de l'habitation de la Ville aura la possibilité de désigner un organisme sans but lucratif ou une coopérative d'habitation afin que celui-ci se porte acquéreur du Lot

Social en lieu et place de la Ville, aux mêmes conditions. Dans un tel cas, le notaire instrumentant sera celui de l organisme sans but lucratif ou de la coopérative.

3.2- Afin de garantir l'accomplissement des engagements relatifs aux logements sociaux et communautaires, les Propriétaires s'engagent à publier au registre foncier, au plus tard 30 jours avant l'adoption de la Modification réglementaire, une hypothèque de premier rang, en faveur de la Ville de Montréal, sur le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, au montant de 1 512 000 $. Le libellé de l'hypothèque doit être autorisé par le contentieux de la Ville au préalable.

Dès que le Projet des Propriétaires aura été autorisé par l'Arrondissement et le Lot social dûment identifié, les Propriétaires feront préparer par un arpenteur géomètre une description technique du Lot social afin que l'hypothèque grevant le lot 3 353 616 y soit transférée.

Le processus de radiation de l'hypothèque sera entrepris par la Ville de Montréal, à ses frais, lorsque les Propriétaires auront vendu le Lot Social à la Ville de Montréal ou à l'organisme désigné par celle-ci.

Advenant que le conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville décide de manière définitive de ne pas adopter la Modification règlementaire, le processus de radiation de l'hypothèque sera entrepris dans les dix (10) jours suivant la séance où la Modification règlementaire aura été définitivement rejetée.

4- Logements abordables

4.1- Les Propriétaires s'engagent à ce qu'un minimum de 15% de tous les logements privés construits soit des logements abordables.

4.2- La réalisation des logements abordables est garantie par un montant de dix mille dollars (10 000 $) par logement, en vertu de lettres de garantie bancaire irrévocables en faveur de la Ville de Montréal, conformes au modèle en annexe 4, chacune devant être déposée simultanément avec chaque demande de permis de construire du Projet. Le montant de chaque garantie sera calculé de la façon suivante :

15 % du nombre de logements privés visés par la demande de permis, arrondi à l'unité la plus près	X	10 000 $

Les logements abordables n'ont pas à être réalisés dans la même séquence que le dépôt des garanties; ils peuvent être répartis à l'intérieur des différentes phases du Projet selon la préférence des Propriétaires. Les logements abordables pourront aussi être réalisés sur un autre site appartenant au Propriétaires, soit le site de l'ancienne usine Crown Cork and Seal, situé au 10 000 rue Meilleur à Montréal.

4.3- Les Propriétaires peuvent requérir à leur choix, soit annuellement à la date anniversaire de la signature de la présente, soit lorsque la totalité des logements abordables d'un bâtiment sont vendus, une réduction du montant de la garantie pour les logements abordables loués ou vendus. La demande de réduction sera appuyée de pièces justificatives.

6- Garanties bancaires

Toute lettre de garantie bancaire à déposer aux termes de la présente doit être émise par une institution financière dûment autorisée.

Toute telle lettre de garantie doit être irrévocable et encaissable sur le territoire de la Ville de Montréal, à première demande, nonobstant tout litige entre les Propriétaires et la Ville de Montréal, et doit indiquer qu'elle sera encaissable par la Ville de Montréal si les Propriétaires sont en défaut de renouveler ladite lettre de garantie bancaire au moins trente (30) jours précédant son échéance ou s'ils ne respectent pas tous les engagements auxquels ils ont souscrit.

7- Vente

L'aliénation, par les Propriétaires, de la Propriété ou d'une partie de celle-ci ne nécessite pas le consentement de la Ville de Montréal. Lorsque les Propriétaires procèdent à l'aliénation, ils doivent exiger du nouveau propriétaire, au moyen d'un contrat de cession d'obligations, que ce dernier s'engage à respecter tous et chacun des engagements des Propriétaires stipulés aux présentes, en regard de la Propriété ou de la partie de celle-ci faisant l'objet de l'aliénation.

Les Propriétaires seront, dès le jour où tel contrat de cession entrera en vigueur, dégagés de toute responsabilité eu égard aux obligations qui auront été ainsi assumées par le nouveau propriétaire, sans qu'il soit nécessaire de poser quelque geste que ce soit, sauf de fournir au Directeur de l'habitation de la Ville de Montréal (i) une copie du contrat de cession d'obligations dûment signé et (ii) la ou les lettres de garantie bancaire exigibles selon les présentes à l'égard de la Propriété ou de la partie de celle-ci ayant fait l'objet de l'aliénation.

Nonobstant tout contrat de cession d'obligations en faveur du nouveau propriétaire, les Propriétaires demeurent responsables des obligations décrites aux présentes en regard de toute partie de la Propriété n'ayant pas fait l'objet d'un contrat de cession d'obligations.

Il est entendu que la vente d'une unité de logement résidentielle est exclue de la portée du présent article.

8- Études environnementales

Les Propriétaires s'engagent à fournir à la Ville de Montréal, dans les 30 jours suivant la signature de la présente, tous les documents en leur possession faisant état de la qualité des sols de la Propriété.

9- Reconnaissance de dette

Les Propriétaires conviennent qu'en cas de défaut de déposer à la Ville de Montréal les lettres de garanties bancaires décrites à la présente, ils se reconnaissent débiteurs d'une

somme équivalente auprès de la Ville de Montréal.

10- Non-respect des délais

Advenant que les Propriétaires ne respectent pas un ou plusieurs délais mentionnés à la présente, la Ville de Montréal pourra à sa seule discrétion, par l'entremise du Directeur de la Direction de l'habitation, soit (i) prolonger le délai en question, auquel cas les délais subséquents seront ajustés en conséquence et tous les termes et conditions de la présente demeureront en vigueur, sans modification, pendant la période de prolongation, soit (ii) exercer tout les recours qui lui sont disponibles, notamment un recours hypothécaire.

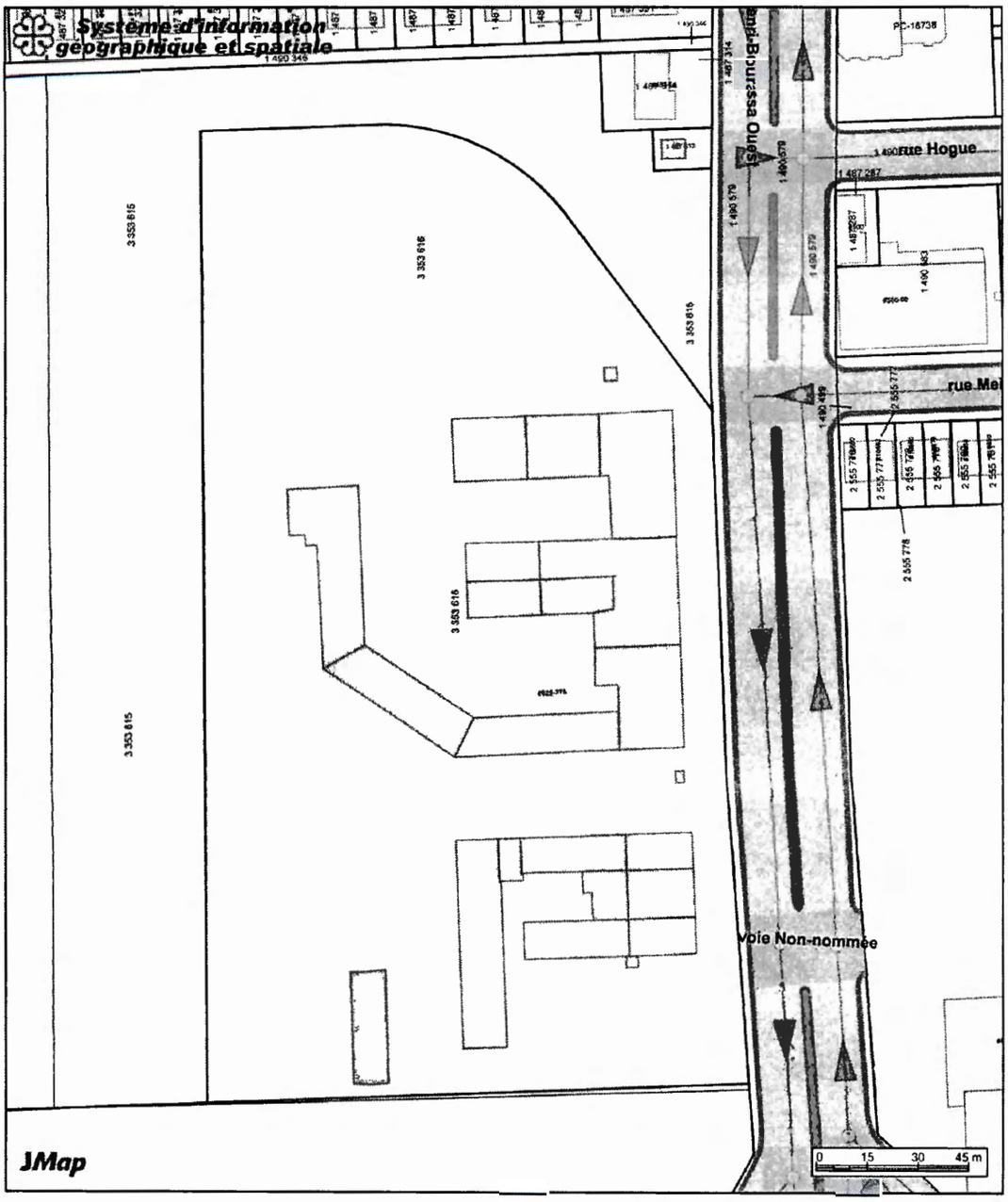
Par : Giuseppe Panzera

Par :
9199-8393 Québec Inc.

Signataires autorisés en vertu des résolutions dont copie jointe à l'annexe 1.

Annexe 1 : Résolutions

Annexe 2 : Plan



Page 8

Annexe 3 : Définitions

Logement

Une pièce ou une suite de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires composées d'au moins un W.-C., d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine. Les chambres à coucher doivent être fermées et posséder une fenêtre.

Logements abordables

Les logements abordables peuvent être offerts en vente ou en location.

Logements vendus

- Logement d'une chambre à coucher, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe c) du paragraphe 4° de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) **ou** Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 250 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

- Logement de deux chambres à coucher, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 4° de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) **ou** Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 280 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre;

- Logement de trois chambres à coucher, d'une superficie intérieure habitable d'au moins 96 m^2, dont le prix de vente incluant les taxes ne doit pas dépasser le plus élevé des montants prévus au sous-paragraphe d) du paragraphe 4° de l'article 4 des règlements suivants : Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) **ou** Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Actuellement, ce montant est de 360 000 $, étant entendu qu'il peut être modifié de temps à autre.

Les prix de vente des projets faisant l'objet d'une certification LEED ou Novoclimat peuvent être majorés du plus élevé des montants prévus soit au Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou au Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété (14-035). Ces règlements peuvent être modifiés ou remplacés de temps à autre. Actuellement la majoration des projets LEED est de 5 000 $ et celle pour les projets Novoclimat est de 2 500 $.

Dans l'éventualité où le Règlement sur la subvention pour l'acquisition d'une propriété (03-168) ou le Règlement sur la subvention municipale pour l'acquisition d'une propriété

(14-035) étaient abrogés sans être remplacés, les prix de vente susmentionnés seront automatiquement indexés selon l'indice des prix à la consommation compilé par Statistique Canada (IPC), pour la région de Montréal, au 1er janvier de chaque année suivant l'abrogation, étant entendu que le prix ne sera jamais ajusté à la baisse.

Logements loués

Loyers abordables de référence, valides l'année de signature de l'entente.

1. 758 $ pour un logement studio
2. 909 $ pour un logement d'une chambre à coucher
3. 1023 $ pour un logement de 2 chambres à coucher
4. 1212 $ pour un logement de 3 chambres à coucher
5. 1440 $ pour un logement de 4 chambres à coucher

Il est entendu que les loyers maximums ci-dessus mentionnés pourront être augmentés annuellement d'un maximum de 2% au 1er janvier de chaque année à compter de la date de signature des présentes. Le propriétaire pourra aussi utiliser toute nouvelle grille de loyer que la Ville de Montréal pourrait rendre disponible de temps à autre.

« Le taux d'indexation de 2 % s'appliquera également aux loyers payables pour les 5 années qui suivent la date à laquelle l'immeuble est prêt pour l'usage auquel il est destiné. À cet effet, le propriétaire devra fournir à la Ville de Montréal une copie du bail de départ ainsi qu'un addenda au bail, signé par les deux parties, stipulant qu'en cas de renouvellement du bail, la hausse maximale annuelle pour cette période de 5 ans ne pourra excéder 2 % ».

Logements sociaux et communautaires

Les logements faisant partie d'un projet de construction d'immeuble d'un organisme à but non lucratif, de l'Office municipal d'habitation de Montréal, d'une coopérative d'habitation, de la Ville de Montréal ou d'une société paramunicipale, réalisés dans le cadre d'un programme d'habitation sociale mis en œuvre par la Société d'habitation du Québec.

Annexe 4 : Modèle de lettre de garantie bancaire

VOLET LOGEMENTS ABORDABLES

En-tête institution bancaire
(DATE)

Lettre de garantie irrévocable

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Nous, (institution bancaire), établissons ce jour en faveur de la Ville de Montréal et pour le compte de (nom de la compagnie), une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle pour le montant de _____ dollars (_____ $).

Le montant total ou partiel de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle sera payable à la Ville de Montréal, sur demande écrite signée du Directeur de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal, attestant que le montant réclamé par la Ville de Montréal est dû en raison du non-respect d'un des engagements auxquels (nom de la compagnie) a souscrit en matière de réalisation de logements abordables, en regard de la phase _____ du projet immobilier à réaliser sur le lot _____ du cadastre du Québec, connu comme étant le site _____.

Notre lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle demeurera en vigueur pour douze (12) mois à partir de la date de son émission. Elle vous sera également payable sur présentation d'une demande écrite signée par le Directeur de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal attestant que (nom de la compagnie) a fait défaut de remettre à la Ville de Montréal trente (30) jours avant l'expiration des présentes, une nouvelle lettre de garantie renouvelée ou amendée irrévocable et inconditionnelle qui demeurera en vigueur pour une période additionnelle de douze (12) mois et comportant les mêmes modalités et le même montant que la présente lettre.

Notre responsabilité à l'égard de cette lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle ne dépassera pas le montant maximal de _____ dollars (_____ $). Le montant de cette lettre sera payable sans que nous cherchions à vérifier les termes de l'entente vous donnant le droit de faire votre demande et sans donner suite à toute réclamation du proposant.

Les dispositions de la présente lettre de garantie décrivent toutes les modalités de notre engagement.

Toute correspondance ou demande devra être adressée par écrit à (succursale de la banque ou la caisse populaire où l'encaissement peut être demandé, qui doit être située sur le territoire de la Ville de Montréal) et devra faire référence à notre lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle numéro _____.

_____
Signataire autorisé

COPIE CONFORME
RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
9199-8393 QUÉBEC INC. (LA « SOCIÉTÉ »)

« IL EST RÉSOLU :

1. Que la Société soit, et elle est par les présentes, autorisée à signer une lettre d'engagement irrévocable au bénéfice de la Ville de Montréal en regard de la Stratégie d'inclusion de logements abordables pour le projet immobilier situé sur le site MTQ Henri-Bourassa.

2. Que la Société soit, et elle est par les présentes, autorisée à exécuter tous autres documents nécessaires ou utiles ainsi qu'à poser tous actes afférents à la lettre d'engagement;

3. Que Monsieur Marco Musto soit, et il est par les présentes, autorisé, pour et au nom de la Société, à signer la Convention avec toute modification qu'il pourra juger utile ou nécessaire d'y apporter, ainsi que tous autres documents afférents à la Convention, afin de donner plein effet aux présentes, sa signature à tous tels documents devant suffire à lier la Société. **»**

COPIE CERTIFIÉE CONFORME DE LA RÉSOLUTIONS DE 9199-8393 QUÉBEC INC. dûment adoptée le 11 Sept 2015. **et non subséquemment amendée ni abrogée.**

Marco Musto, secrétaire

L'AN DEUX MILLE QUINZE, ----------
Le cinq octobre.
(2015 - 10 - 05)

DEVANT Me Jacques DORAIS, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

9199-8393 QUÉBEC INC., société par actions dûment constituée le vingt-deux (22) juillet deux mille huit (2008) sous le régime de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38), maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1165324303, ayant son siège au 1380, rue Poncet, Montréal, province de Québec, H3M 3A4, agissant et représentée par **Marco MUSTO**, son représentant, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le dix-sept (17) septembre deux mille quinze (2015), dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné,

Et

Giuseppe PANZERA, homme d'affaires, domicilié au 9151, boulevard Saint-Laurent, Montréal, province de Québec, H2N 1N2 ;

ci-après collectivement nommés le « **Débiteur** »,

1. PRÉAMBULE

1.1 ATTENDU que dans le cadre du projet de construction à vocation principalement résidentielle, situé sur le site connu comme étant l'ancienne cour de voirie du ministère des Transports du Québec (ci-après le « **Projet** »), le Débiteur à signé le onze (11) septembre deux mille quinze

(2015), une lettre d'engagements, (ci-après la « **Lettre d'engagements** ») en faveur de la **VILLE DE MONTRÉAL** (ci-après le « **Créancier** »), relativement à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la ville de Montréal. Copie de la Lettre d'engagements demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le Débiteur avec et en présence du notaire soussigné;

Avis d'adresse : 6 019 444

1.2 ATTENDU qu'aux termes de la Lettre d'engagements, le Débiteur s'est engagé à démolir, décontaminer, remblayer, niveler, lotir et vendre au Créancier un terrain dont la superficie sera déterminée en fonction des critères établis dans la Lettre d'engagements, situé sur le site du Projet et qui sera destiné à la construction de logements sociaux et communautaires (ci-après le « **Lot social** »);

1.3 ATTENDU que pour garantir le respect de ses obligations, le Débiteur s'est engagé à constituer sur son immeuble, une garantie hypothécaire immobilière en faveur du Créancier;

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, le Débiteur convient et déclare ce qui suit :

2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE

La présente garantie hypothécaire est consentie en faveur du Créancier afin de garantir l'exécution des obligations du Débiteur relatives aux logements sociaux et communautaires prévues aux termes de la Lettre d'engagements, notamment :

Le Débiteur s'oblige à vendre le Lot social, étant une partie de l'Immeuble défini à l'article 3, au Créancier ou à un organisme à but non lucratif ou une coopérative d'habitation, désigné par le Directeur de l'habitation du Créancier, pour un prix et selon les délais fixés aux termes de la Lettre d'engagements.

Le prix de vente tiendra compte du fait que le Lot social sera livré au Créancier prêt à construire, que le Débiteur aura assumé la totalité des coûts de son lotissement et de sa décontamination, de manière à ce qu'il soit conforme à la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2) et à ses règlements applicables, de même qu'aux critères de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés du MDDEFP, pour une utilisation résidentielle. Le prix de vente tiendra également compte

du fait que le Débiteur aura remblayé, nivelé et compacté les sols sur le Lot social.

Le Débiteur s'oblige à réaliser la totalité des obligations prises en vertu de la Lettre d'engagements et ce, en respectant l'échéancier qui y est fixé.

Ci-après collectivement « l'**Obligation** »

3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE

En garantie de l'accomplissement de l'Obligation envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier, jusqu'à concurrence d'une somme de **UN MILLION CINQ CENT DOUZE MILLE DOLLARS (1 512 000,00 $)** (ci-après la « **Dette** »), sans intérêt, l'immeuble suivant :

DÉSIGNATION

Un immeuble situé dans la ville de Montréal, arrondissement Ahuntsic-Cartierville, connu et désigné comme étant le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE-TROIS MILLE SIX CENT SEIZE (3 353 616)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à cet immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

Ci-après l'« **Immeuble** »

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes auront effet à compter de la date des présentes afin de garantir le respect de l'exécution de l'Obligation par le Débiteur.

4. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, et notamment les autres sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire telles que, mais sans limitation, les taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt pour cent (20 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt pour cent

(20%) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

5. CHARGES ET CONDITIONS

5.1 Frais

Le Débiteur sera responsable des honoraires, des frais de publicité et de tous les autres déboursés relatifs aux présentes.

5.2 Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

5.3 Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou contrainte ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la primauté de ses droits sur l'Immeuble hypothéqué.

5.4 Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et primer l'hypothèque consentie aux termes des présentes, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées.

5.5 Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, sur demande, dans les trente (30) jours de l'échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

5.6 Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais découlant de la Dette ou des présentes, ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal à compter de la date de leur déboursement par le Créancier.

5.7 Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, et le cas échant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

5.8 Aliénation de l'Immeuble

Toute aliénation de l'Immeuble par le Débiteur à un tiers acquéreur ne nécessite pas le consentement du Créancier. Advenant l'aliénation de l'Immeuble, le Débiteur doit exiger du tiers acquéreur qu'il s'engage, envers le Créancier, à respecter toutes et chacune des obligations du Débiteur résultant des présentes. Le Débiteur demeure responsable, envers le Créancier, desdites obligations qui n'auraient pas été assumées par le tiers acquéreur. Le Débiteur sera, dès le jour où telle aliénation aura été dûment signée par les parties concernées, automatiquement dégagé de toute responsabilité eu égards aux obligations qui auront été ainsi assumées par le tiers acquéreur, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir quelque formalité que ce soit, sauf de fournir au Créancier une copie de l'acte d'aliénation dûment signé.

5.9 Remise de documents

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois, règlements ou normes environnementales affectant l'Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l'Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d'autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l'exécution complète des obligations du Débiteur.

6. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles aux présentes, à savoir :

6.1 l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute priorité, hypothèque, servitude et charge quelconque.

6.2 aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours actuellement et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

6.3 toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

6.4 le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, y compris ceux relatifs à la protection de l'environnement édictés par les autorités concernées, à aviser le Créancier de tout avis, ordonnance ou poursuite à cet effet et, le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

7. DÉFAUTS

Le Débiteur sera en défaut si lui ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble :

7.1 ne respecte pas l'Obligation;

7.2 ne se conforme pas aux obligations résultant des clauses prévues au titre des charges et conditions ci-dessus ou de toute autre clause du présent acte;

7.3 fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

7.4 n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son

inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

7.5 n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

7.6 n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie pas à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

7.7 fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

7.8 consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tel une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans le consentement préalable écrit du Créancier à l'exception d'une hypothèque de rang subséquent.

8. DROITS ET RECOURS EN CAS DE DÉFAUT

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

8.1 d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des présentes en capital, intérêts, frais et accessoires;

8.2 d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

8.3 d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec.*

9. ÉLECTION DE DOMICILE

Le Débiteur fait élection de domicile à son adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

10. ÉTAT CIVIL ET RÉGIME MATRIMONIAL

Giuseppe PANZERA déclare être marié en premières noces à Margaret CIOT, sous le régime de la séparation de biens, aux termes d'un contrat de mariage, reçu devant Me Robert Burke, notaire, le vingt-huit (28) juin mil neuf cent soixante-huit (1968) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 2077227. Il déclare de plus que son état civil et son régime matrimonial n'ont été et ne sont l'objet d'aucun changement.

11. INDIVISIBILITÉ

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble, ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

12. SOLIDARITÉ

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier des obligations qui sont stipulées à la Lettre d'engament et aux présentes.

13. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro QUARANTE-SEPT MILLE CINQUANTE-CINQ (47 055) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

9199-8393 QUÉBEC INC.

(SIGNÉ)

_____

Par : Marco MUSTO

(SIGNÉ)

_____

Giuseppe PANZERA

(SIGNÉ)

_____

Me Jacques DORAIS, notaire

VRAIE COPIE
Me Jacques DORAIS, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156692004

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division du développement résidentiel
Objet :	Prendre acte et accepter les engagements pris par 9199-8393 Québec Inc. et par M. Giuseppe Panzera en faveur de la Ville de Montréal, dans une lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015, et prendre acte et accepter l'hypothèque accordée par ces derniers en faveur de la Ville de Montréal, publiée au registre foncier le 5 octobre 2015 sous le numéro 21 877 991, grevant le lot 3 353 616 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Puisque les engagements pris par 9199-8393 Québec Inc. et par M. Giuseppe Panzera, dans la lettre d'engagement datée du 11 septembre 2015 et dans l'acte d'hypothèque reçu, le 5 octobre 2015 devant Me Jacques Dorais, notaire, sous le numéro 47 055 de ses minutes, sont unilatéraux, il est nécessaire que la Ville les accepte. En vertu de l'article 1386 du Code civil du Québec, l'échange de consentement relativement à une offre de contracter se réalise par la manifestation expresse ou tacite, de la volonté d'une personne d'accepter l'offre de contracter que lui fait une autre personne. La résolution qui sera adoptée par le conseil d'agglomération constituera l'acceptation de la Ville.

16-000501

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Marie-Andrée SIMARD
Notaire Chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1151027010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société de transport de Montréal le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 244 500 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 5 515 316 au cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

Il est recommandé :

1. de fermer comme domaine public le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
2. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société de transport de Montréal, un immeuble, situé au sud-ouest de la rue Sanguinet entre l'avenue Viger l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, connu et désigné comme étant le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour le prix de 244 500 $, plus les taxes applicables, le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;
3. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-15 11:30

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1151027010**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société de transport de Montréal le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 244 500 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 5 515 316 au cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a été mandaté, en 2012, afin de négocier la vente des terrains requis par la Société de transport de Montréal (la « STM ») pour que celle-ci puisse réaliser l'agrandissement de son édicule de métro Champ-de-Mars. Étant donné les travaux imminents et afin que la STM puisse respecter ses échéanciers, le SGPI a négocié avec les représentants de la STM, une entente sur le prix et les conditions de la vente en juillet 2012. Un exemplaire de la promesse d'achat faite à la Ville de Montréal, relativement à l'acquisition des droits immobiliers requis pour l'agrandissement de la station de métro Champ-de-Mars, est joint au sommaire. Par la suite, l'arrondissement de Ville-Marie a délivré un permis d'occupation du domaine public permettant ainsi à la STM de procéder rapidement aux travaux de construction, et ce, préalablement à la signature de l'acte de vente.
L'agrandissement de l'édicule de Métro, qui fut complété en décembre 2014, a permis à la STM d'installer un ascenseur mécanique permettant aux personnes à mobilité réduite, aux personnes âgées ainsi qu'aux parents avec poussette d'accéder à son réseau de transport souterrain. La présence de cet ascenseur permet également aux travailleurs et aux bénéficiaires du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (le « CHUM ») d'accéder directement au réseau du métro via le tunnel du CHUM sous la rue Sanguinet.

L'agrandissement a été réalisé sur une partie du lot 1 180 979, propriété de la Ville, maintenant connue comme étant le lot 5 515 316 du cadastre du Québec. Il s'agit d'un lot volumétrique qui fut déposé au Registre foncier du Québec en novembre 2014. Celui-ci est situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie. À titre indicatif, cet emplacement est illustré par une trame hachurée aux plans B et C joints à la présente (l'« Immeuble »). À noter que les lots 1 288 694 et 1 288 664 ainsi que les parties aménagées des lots 1 180 979 et 1 180 985 du cadastre du Québec ont été nommées en 2012 « espace public place Marie-Josèphe-Angélique ».

Tenant compte que les travaux sont maintenant terminés et que le lot volumétrique est maintenant connu, le présent sommaire a pour but de faire approuver la vente de l'Immeuble à la STM, anciennement connu comme étant une partie du lot 1 180 979 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, circonscription foncière de Montréal**,** ayant une superficie totale de 270,5 m^2, pour la somme de 244 500 $, plus les taxes applicables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM12 0077 - 20 février 2012 - Nommer « place Marie-Josèphe-Angélique » l'espace public aménagé situé entre l'avenue de l'Hôtel-de-ville et la station de métro Champ-de-Mars, au sud de l'avenue Viger Est.
CE04 1069 - 2 Juin 2004 - Autoriser la STM à entreprendre des travaux de rénovation et d'agrandissement en tréfonds, sur des terrains appartenant à la Ville de Montréal, aux stations de métro Champ-de-Mars, Laurier, Mont-Royal et Beaudry.

CM03 0457 - 27 mai 2003 - Approuver le Règlement R-034 de la STM modifiant le Règlement CA-96 autorisant un emprunt de 7 255 000 $ pour le Programme de rénovation des stations de métro initial comprenant la station Champ-de-Mars.

DESCRIPTION

En vertu de la transaction faisant l'objet de notre recommandation, la Ville ferme, comme domaine public, le lot 5 515 316 du cadastre du Québec et le vend à la STM aux fins d'agrandissement de l'édicule de métro Champ-de-Mars, et ce, au prix de 244 500 $, plus les taxes applicables.
La superficie de l'Immeuble qui est vendu par la Ville à la STM est constituée d'un espace en tréfonds de 206 m^2 et d'un autre espace aérien de 103,4 m^2. De plus, la Ville cède sans contrepartie à la STM 64,5 m^2 du même lot, localisé en tréfonds, qui a fait l'objet d'une entente entre la Ville et la STM le 2 juin 2004 (CE04 1069). Cette entente n'a jamais été régularisée. La superficie totale du lot 5 515 316 en tréfonds est donc de 270,5 m^2 . La valeur marchande fut établie en juillet 2012 entre 247 000 $ et 273 000 $, et ce, pour une superficie légèrement plus grande que celle cédée à la STM. À noter également que la STM a dû débourser des frais additionnels de 42 520 $ relativement à l'excavation de sols contaminés.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande cette vente pour les motifs suivants :

· Le prix de vente de 244 500 $ a été négocié de gré à gré avec la STM et est conforme à la valeur marchande établie par la Section de l'évaluation immobilière du SGPI.

· Les travaux de la STM sont complétés. Un ascenseur est maintenant en service.

· Cette transaction est appuyée par les intervenants municipaux de l'arrondissement de Ville-Marie et la Division de la géomatique de la Ville.

· La vente permet de régulariser les titres de propriété de la STM, incluant la parcelle de 64,5 m^2 cédée gratuitement en juin 2004, pour la construction en tréfonds d'une salle de télécommunication, contrôle de procédure et d'exploitation (TCPE).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette vente au montant de 244 500 $ sera comptabilisée au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière.
Le prix de vente de l'Immeuble, établi à 244 500 $ est basé sur une valeur marchande de 298,70 $/$m^2$ pour la partie en tréfonds et 1692,61 $/$m^2$ pour la partie hors-sol. Ce montant respecte la valeur marchande confirmée par la Section de l'évaluation immobilière du SGPI le 4 juillet 2012.

Le coût aux livres du lot cédé 5 515 316 est de 28 558,97 $ et représente la partie hors-sol du lot qui est de 103,4m^2. La valeur au rôle d'évaluation foncière 2014-2016 du lot cédé (103,4m^2) est de 165 275,21 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cet investissement de la STM s'inscrit dans sa politique visant à offrir à l'ensemble des Montréalais et Montréalaises l'accessibilité universelle à son réseau de transport en commun efficace et sécuritaire tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux sont maintenant terminés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente et transfert de l'Immeuble de la Ville à la STM au début de l'année 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Dominique BALLO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Andrée BLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc LABELLE, Ville-Marie
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Luc LÉVESQUE, 17 novembre 2015Marc LABELLE, 12 novembre 2015

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 872-2042
Télécop. : 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-12

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

Denis SAUVÉ, chef de section
Tél. : 514 872-2125

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-03-11

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1151027010 / Mandat 11-0013-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente de gré à gré du lot volumétrique 5 315 316 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.
- Endroit : Le lot est situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, et désigné comme étant le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie.
- Superficie : La superficie de l'immeuble vendu est constituée d'un espace en tréfonds de 206 m^2 (2 217 pi^2) et 103,4 m^2 (1 113 pi^2) en aérien. De plus, la Ville cède gratuitement un espace de 64,5 m^2 (694 pi^2) en tréfonds, du même lot, en vertu d'une entente approuvée par le comité exécutif en juin 2004 (CE04 1069). La superficie en tréfonds totalise donc 270,5 m^2 (2 912 pi^2).
- Zonage : E.1 (3) – Espaces et lieux publics
- Particularités : Le lot 5 515 316 remplace une partie du lot 1 180 979 qui fut nommé en 2012 espace public « place Marie-Joseph-Angélique ». Conséquemment, ce lot doit être fermé et retiré du domaine public.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Société de transport de Montréal

Prix : **244 500 $** 298,70 $/$m^2$ pour la partie en tréfonds et 1692,61 $/$m^2$ pour la partie en aérien.

En sus du prix de vente, la STM a dû débourser des frais additionnels de 42 520 $ relativement à l'excavation de sols contaminés. Ceux-ci n'ont pas été défalqués du prix de vente.

Valeur marchande : Entre 247 000 $ et 273 000 $,

La valeur marchande fut établie pour une superficie en tréfonds de 212 m^2 et une superficie en aérien de 107 m^2.

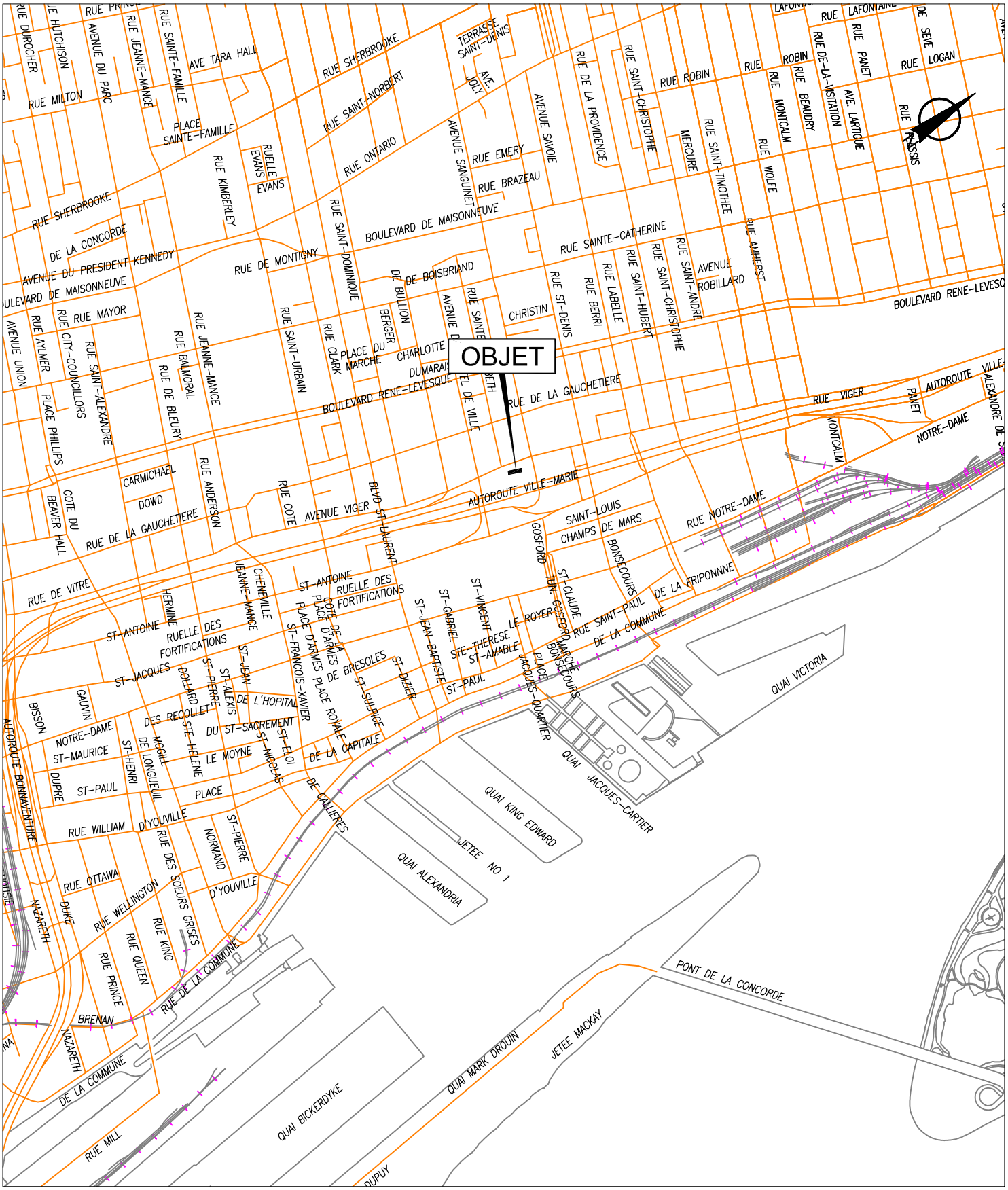
- En date du : 4 juillet 2012

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Valeur au rôle foncier : 190 100 $, 1 600 $/$m^2$ (valeur des droits = 15 % tréfonds et 85 % aériens)

Raison du prix d'achat : Valeur marchande

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Roger Grondines	Téléphone : 2-2042	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

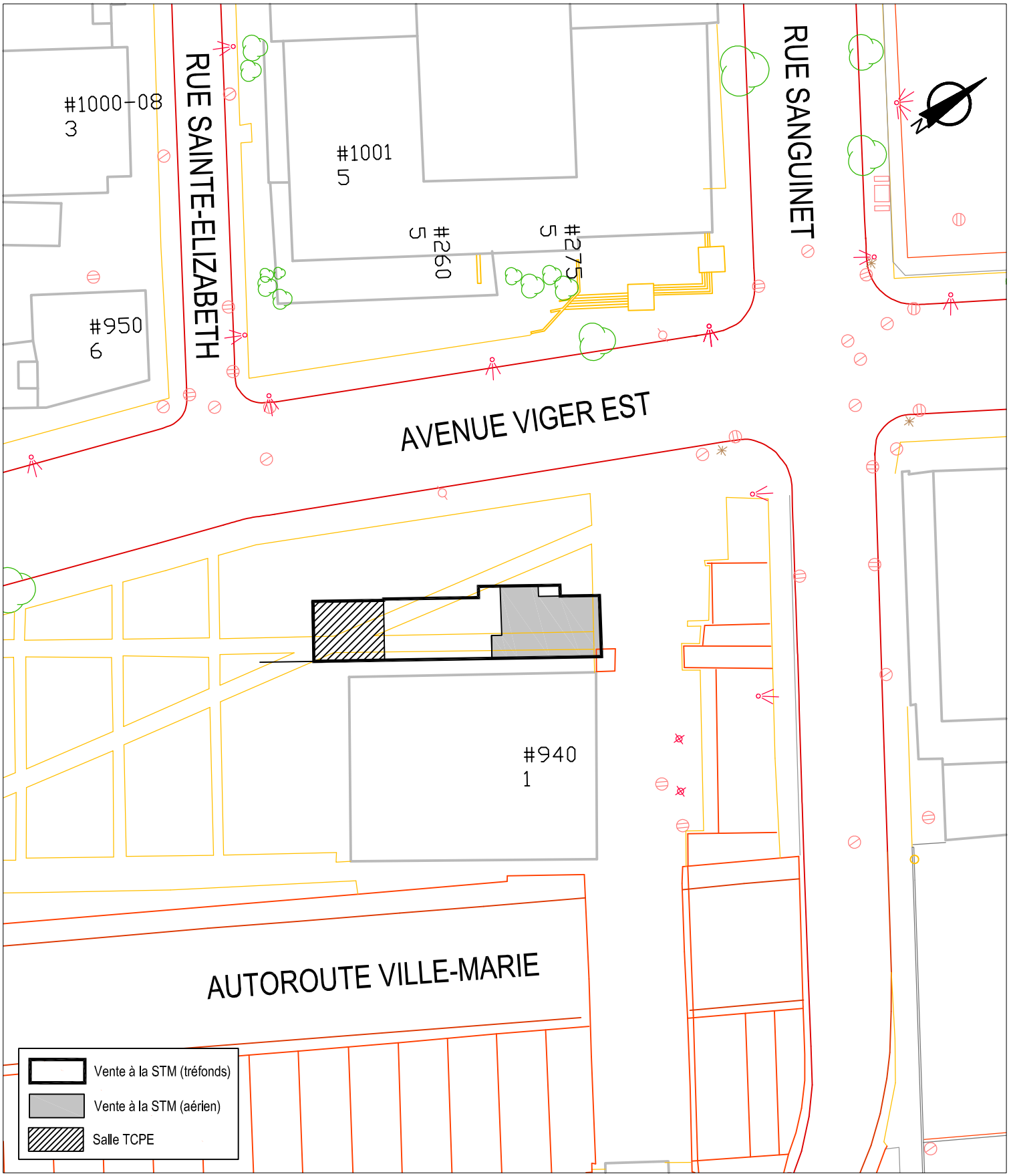


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0471-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 14-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

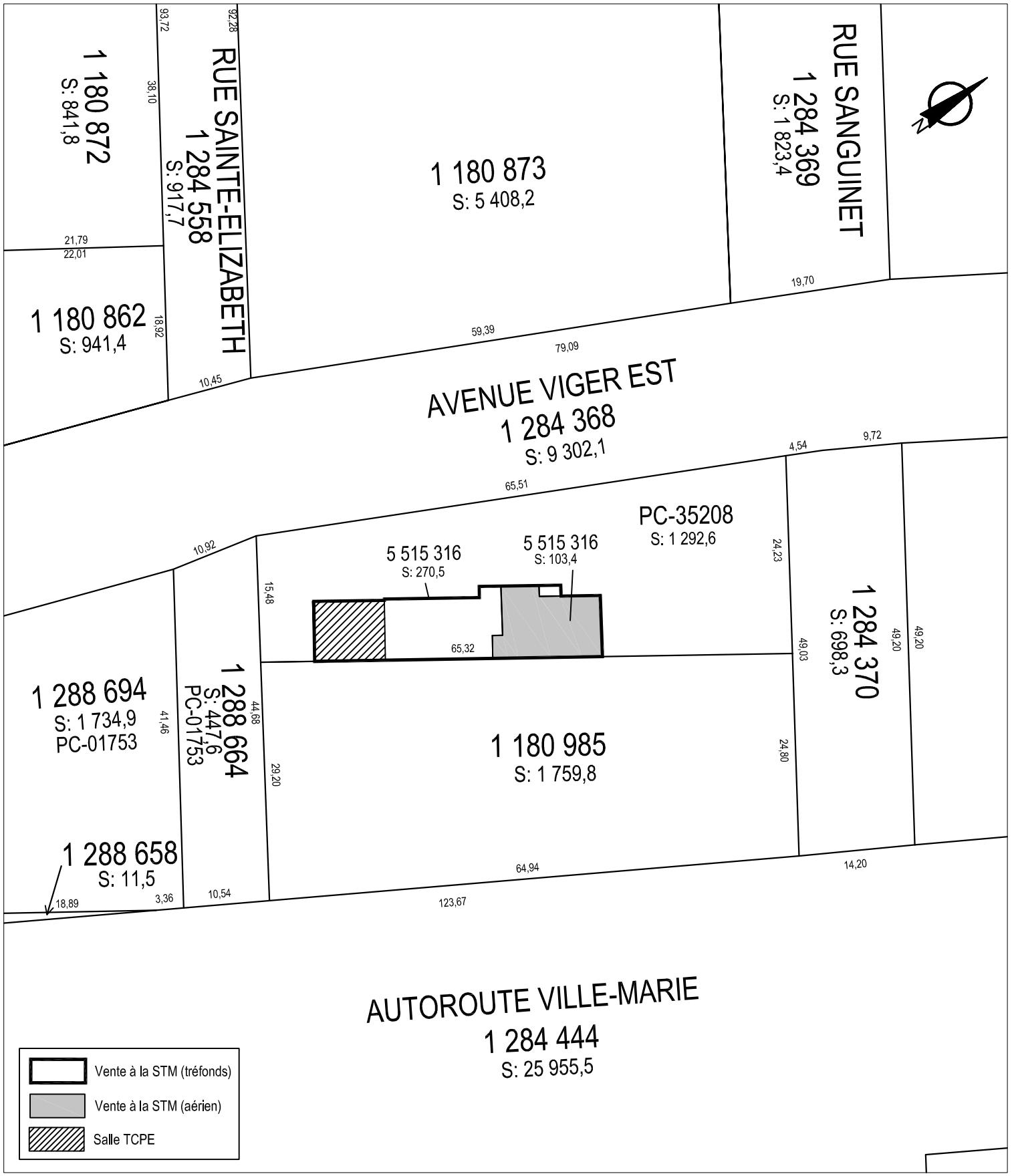


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0471-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 14-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

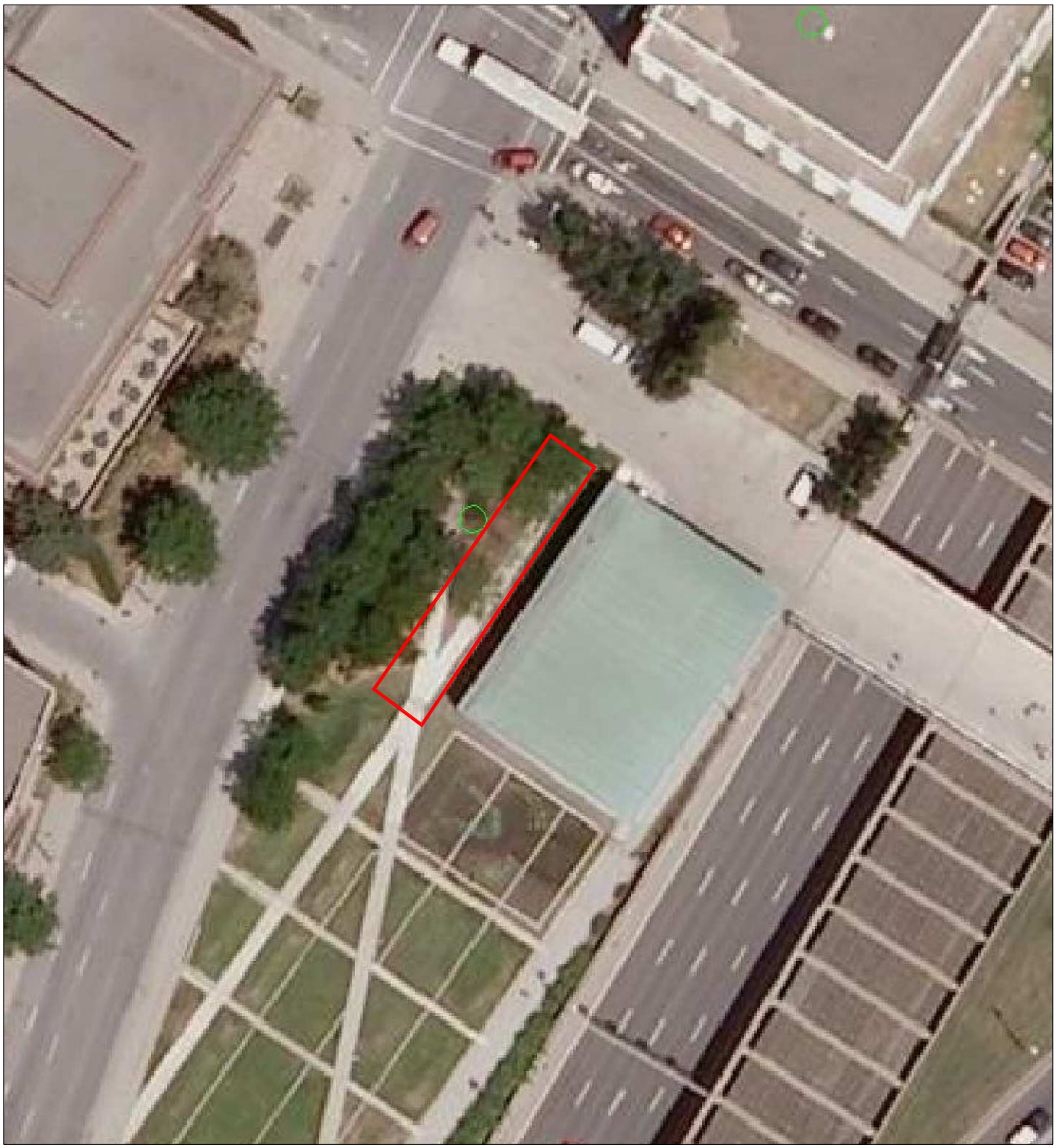


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0471-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:600
Date : 14-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0471-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 14-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1151027010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société de transport de Montréal le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 244 500 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 5 515 316 au cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de vente par la Ville à la Société de transport de Montréal (ci-après STM) ci-joint. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l' acheteur n'a été effectuée, celles-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant. Nous avons reçu confirmation de Me Alan Vaudry, notaire, à l'effet que le projet d'acte a été dûment accepté par la STM.

Ce document a été vu et approuvé suivant les informations et documents fournis par le service demandeur.

FICHIERS JOINTS

Vente 4 (version propre).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andrée BLAIS
Notaire
Tél : 2-7361

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-07

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division-Droit contractuel
Tél : 514 872-8323
Division : Direction des affaires civiles

L'AN DEUX MILLE SEIZE
le ●

DEVANT **M^e** ●, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après nommée la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé en vertu

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG15 ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL, personne morale de droit public instituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), ayant son siège au 800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1170, Montréal, Québec, H5A 1J6, agissant et représentée par Luc TREMBLAY, directeur général et Sylvie TREMBLAY, secrétaire générale, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu :

a) d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 1er mai 2013 (CA-2013-113) et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants en présence du notaire soussigné ; et

b) du *Règlement autorisant la signature de certains actes, documents ou écrits de la Société de transport de Montréal* (R-009), tel que modifié par les règlements R-009-1, R-009-2, R-009-3, R-009-4, R-009-5, R-009-6, R-009-7 et R-009-8, lesquels règlements ont été respectivement publiés dans les journaux suivants :

dans le journal « Le Devoir le quinze avril deux mille deux (15 avril 2002) et le vingt-quatre février deux mille trois (24 février 2003), dans le Journal « Métro » le trente et un octobre deux mille trois (31 octobre 2003), le sept juillet deux mille

cinq (7 juillet 2005) et le six juillet deux mille sept (6 juillet 2007), dans le Journal « 24 Heures » le dix-huit février deux mille onze (18 février 2011) et le neuf mars deux mille douze (9 mars 2012) et dans le « Journal de Montréal » le huit juillet deux mille treize (8 juillet 2013) et le seize octobre deux mille quinze (16 octobre 2015).

Ci-après nommé(e) « l'**Acquéreur** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à l'Acquéreur qui accepte, un immeuble situé à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DESIGNATION

Le lot CINQ MILLIONS CINQ CENT QUINZE MILLE TROIS CENT SEIZE (5 515 316) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie, situé au sud de l'Avenue Viger Est et à l'Ouest de la rue Sanguinet.

Ci-après nommé «l'**Immeuble**»

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution CG15 mentionnée dans sa comparution.

Il est également convenu entre les parties que l'Acquéreur et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture du lot 5 515 316 du cadastre du Québec comme place publique, de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture, et de la présente vente. L'Acquéreur, s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit, renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

2. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIETE

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis en plus grande étendue aux termes d'un avis de prise de possession publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 714 978 et des rapports d'expropriations publiés au bureau de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 1 873 804, 1 894 715, 1 959 216 et 1 959 215.

3. GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires

de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (ci-après nommés les « **Sols** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

4. POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

5. DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

6. DECLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3).

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

7. POLITIQUES DE GESTION CONTRACTUELLE

Les dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et de l'article 103.2 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01) imposent respectivement aux municipalités et aux sociétés de transport l'adoption d'une politique de gestion contractuelle. Afin de se conformer à la loi, la Ville et l'Acquéreur ont chacun adopté sa politique (ci-après nommée la « **Politique** »).

La Politique s'applique à la présente vente en faisant les adaptations nécessaires et chacune des parties en a reçu copie.

8. OBLIGATIONS DE L'ACQUEREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction.

b) Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

c) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville.

9. DECLARATIONS DE L'ACQUEREUR

L'Acquéreur déclare :

a) Être une société de transport en commun, personne morale de droit public, dûment constituée par l'article 1 de la *Loi sur les Sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01);

b) Qu'il est résident canadien au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ c. I-3) ;

c) Qu'il a le pouvoir et la capacité de posséder et d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies ; et

d) Qu'il acquiert l'Immeuble afin de l'utiliser pour l'agrandissement de l'édicule actuel à la station Champ-de-Mars.

10. PRIX

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de DEUX CENT QUARANTE-QUATRE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (244 500 $), que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

11. DECLARATION ET ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville déclare que le lot adjacent à l'Immeuble, soit le lot CINQ MILLIONS CINQ CENT QUINZE MILLE TROIS CENT QUINZE (5 515 315) du cadastre du Québec, fait partie de son domaine public et qu'il est présentement utilisé comme parc. Par conséquent, aucun droit réel, incluant toute servitude affectant ce lot, ne peut être consenti par la Ville.

Dans l'éventualité où la Ville voulait développer ou vendre ce lot pour des fins autres que publiques, la Ville s'engage à consentir préalablement à l'Acquéreur ou à tout successeur, les servitudes réelles et perpétuelles suivantes :

a) Une servitude de limitation de poids limitant à douze kilopascals (12 kPa) ou deux cent cinquante livres par pieds carrés (250 lbs/pieds carrés), plus la terre déjà sur place, la contrainte appliquée sur la surface supérieure des parties de l'Immeuble de l'Acquéreur, à titre de fonds dominant, touchant trois (3) parties du lot CINQ MILLIONS CINQ CENT QUINZE MILLE TROIS CENT QUINZE (5 515 315) du cadastre du Québec, identifiées à la description technique et au plan préparés par François Arcand, arpenteur-géomètre, le vingt-sept mai deux mille quinze (27 mai 2015) sous le numéro dix-sept mille cinq cents (17 500) de ses minutes, dossier no. 2012-08-57, comme étant les parcelles 1, 2 et 3, lesquels plan et description technique sont annexés à la minute des présentes après avoir été reconnus véritables et signés pour identification par les parties en présence du notaire soussigné ;

b) Une servitude de ventilation touchant deux (2) parties du lot CINQ MILLIONS CINQ CENT QUINZE MILLE TROIS CENT QUINZE (5 515 315) du cadastre du Québec, étant les parcelles 4 et 5 au plan et à la description technique ci-haut indiqués, afin que les grilles de ventilation situées à la limite supérieure de la propriété de l'Acquéreur soient libres de toute obstruction ou de toute entrave afin de permettre la ventilation efficace de la station de métro ;

c) Une servitude de passage permettant aux employés, représentants, mandataires et clients de l'Acquéreur d'avoir accès à l'édicule de la station de métro à partir de la rue Sanguinet ou à tout autre endroit que les parties jugeront préférables; et

d) Une servitude de vue permettant de maintenir l'accès principalement fait de verre dans son état et situation actuels et, au besoin, le droit de reconstruire cet accès tel qu'il se trouve actuellement.

12. <u>CONSTRUCTION FUTURE SUR LA PROPRIÉTÉ DE LA VILLE</u>

Dans l'éventualité où la Ville décidait de construire sur sa propriété et que cela toucherait une partie de l'Immeuble, les parties s'engagent à collaborer et à signer une entente pour l'intégration des infrastructures se trouvant sous les parcelles 4 et 5 décrites au plan et à la description technique relatés à l'article 11, à la construction projetée, ainsi que sur les droits immobiliers qui seraient alors requis de part et d'autre suite à cette intégration, le tout sous réserve des NORMES ET CRITÈRES DE CONCEPTION MÉTRO («NCC») de l'Acquéreur en vigueur au moment de cette construction. Les plans émis, les devis, ainsi que les méthodes de construction ou de réalisation des travaux devront être présentés à l'Acquéreur pour l'obtention de ses commentaires, ceux-ci ne visant qu'à assurer que les NCC, les orientations et les besoins spécifiques de l'Acquéreur en matière d'intégrité de ses infrastructures et de ventilation soient respectés.

Les NCC sont disponibles sans frais autant à la Ville, qu'à tout promoteur intéressé par le projet de construction, et seront fournis de façon diligente et dans un maximum de trente (30) jours suivant une demande de la part de la VIlle ou de son représentant.

La présente clause s'applique également à tout successeur de la Ville.

13. <u>DECLARATIONS RELATIVES A LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES ET A</u>

LA TAXE DE VENTE DU QUEBEC

Le prix de vente exclut la TPS et la TVQ

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, c. T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscription aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : 121364749RT 0001 ;
TVQ : 1006001374TQ 0002 ;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscription aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : R114496086;
TVQ : 1006448697;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

14. DECLARATION RELATIVE A L'AVANT-CONTRAT

Les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente, écrite ou verbale, concernant l'Immeuble.

15. CLAUSES INTERPRETATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

16. MENTIONS EXIGEES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES

L'Acquéreur déclare que, conformément à l'article 129 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, c. D-15.1) ne s'applique pas aux transferts effectués en faveur d'une société de transport.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

Ayant déclaré avoir pris connaissance du présent acte et ayant expressément exempté la notaire de leur en donner lecture ou que lecture soit faite devant eux, les représentants des parties ont signé le présent acte en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

Par : _____
Luc TREMBLAY
Directeur général

Par :_____
Sylvie TREMBLAY
Secrétaire générale

_____
M^e^ ●, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1151027010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société de transport de Montréal le lot 5 515 316 du cadastre du Québec, situé au sud-ouest de la rue Sanguinet, entre l'avenue Viger et l'autoroute Ville-Marie, dans l'arrondissement de Ville-Marie, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 244 500 $, plus les taxes applicables / Fermer comme domaine public le lot 5 515 316 au cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1151027010 - informations comptables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire - Point de service CDL
Tél : 514-872-7344

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-11-19

Sylvain LESSARD
Chef de division
Tél : 514 872-1985
Division : - Point de service CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1165035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder, un contrat de gré à gré à la firme Les solutions Victrix Inc., (fournisseur exclusif), pour le rehaussement des modules matériels de sécurité (HSM) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant le support pour une période de 3 ans, le transfert des données dans les nouveaux HSM et la mise à jour du système d'authentification à deux facteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 181 493,88$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. D'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à la firme Les solutions Victrix Inc., (fournisseur exclusif), pour le rehaussement des modules matériels de sécurité (HSM) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant le support pour une période de 3 ans, le transfert des données dans les nouveaux HSM et la mise à jour du système d'authentification à deux facteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 181 493,88$, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 11 mars 2016;
2. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 12:52

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165035001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder, un contrat de gré à gré à la firme Les solutions Victrix Inc., (fournisseur exclusif), pour le rehaussement des modules matériels de sécurité (HSM) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant le support pour une période de 3 ans, le transfert des données dans les nouveaux HSM et la mise à jour du système d'authentification à deux facteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 181 493,88$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le service de police de la Ville de Montréal (SPVM) utilise une infrastructure de gestion des clés cryptographiques (clés de chiffrement ou encryption) permettant de signer électroniquement des transactions au nom du SPVM et d'en assurer la confidentialité. Cette infrastructure permet d'assigner sécuritairement une clé d'authentification unique à chacun des utilisateurs du réseau informatique du SPVM. Cela vise à assurer la sécurité des informations accédées par le SPVM et échangées avec d'autres corps policiers.
De nombreux systèmes dépendent directement du HSM au SPVM, soit les ordinateurs véhiculaires (PTM), les ordinateurs branchés au réseau du SPVM (postes de travail et serveurs) et les applications utilisées par le SPVM.

Compte tenu que les systèmes HSM sont en service depuis plusieurs années et qu'ils doivent être renouvelés, le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Les solutions Victrix inc, pour le rehaussement des modules matériels de sécurité (HSM) du SPVM, incluant le support pour une période de 3 ans, le transfert des données dans les nouveaux HSM, les services techniques pour la mise en production et la mise à jour du système d'authentification à deux facteurs, pour une somme maximale de 181 493,88 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

B/C 262669 - 5 mai 2008 - Acquisition de deux serveurs applicatifs dédiés (appliances) Thales netHSM 500.

DESCRIPTION

Ce contrat permettra à la Ville d'acquérir les biens et services techniques suivants :

- Remplacement des HSM actuels par des équipements de dernière génération;
- Mise à jour des autorités de certification Microsoft;
- Renouvellement des certificats de l'autorité racine et des autorités intermédiaires.

Le coût de la proposition comprend aussi :

- Trois (3) années de support et soutien technique de la compagnie Les Solutions Victrix et de la firme Thales;
- Les services techniques de Les Solutions Victrix pour la mise en production des nouveaux équipements.

JUSTIFICATION

Afin de poursuivre ses opérations, le SPVM requiert des infrastructures informatiques robustes et sécuritaires, les HSM étant un composant critique pour la sécurité de l'information du SPVM.
Les deux serveurs applicatifs dédiés "Hardware security modules" sont en fin de vie et ainsi doivent être mis à jour. Considérant la très haute sensibilité de ces équipements pour les opérations du SPVM, toutes les précautions nécessaires doivent être prises afin de ne pas interrompre le fonctionnement des applications et systèmes du SPVM.

La firme Les Solutions Victrix inc. est revendeur exclusif et certifié du manufacturier Thales. Seule la firme Les Solutions Victrix peut obtenir le contrat pour exécuter les travaux de rehaussement, de transfert et de mise à jour, puisque les données sur ces serveurs sont dans un format dont Thales détient les droits de propriété intellectuelle.

L'utilisation d'un logiciel de sécurité HSM propre à Thales qui permet d'assurer la compatibilité avec les systèmes d'authentification et d'encryptage est conforme au paragraphe (6) a) sur la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes* et l'article (6) b) qui prévoit qu'un contrat peut être conclu de gré à gré puisque les droits de propriété intellectuelle sont détenus par le manufacturier.

Suite aux négociations, la Ville obtient pour 122 311,46 $ taxes incluses les coûts des équipements HSM, les services professionnels et une (1) année de garantie sur les équipements, soit un escompte de 37%. À cela s'ajoute pour 59 182,41 $ taxes incluses, une prolongation de deux (2) années de la garantie sur les équipements et un support technique de trois (3) années pour un accord final de 181 493,88$ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat est de 181 493,88 $**,** taxes incluses, et sera assumé, d'une part, au PTI 2016-2018 du Service des technologies de l'information et d'autre part, au budget de fonctionnement du SPVM de l'année 2016.
PTI 2016-2018 du Projet Gestion capacité des serveurs (# Investi : 70900).

La dépense de 122 311,46 $, taxes incluses (111 688,00$, Net de ristourne), sera imputée au PTI 2016-2018 du Service des technologies de l'information et doit être entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la sécurité publique qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Ci-joint la décomposition de la dépense qui sera assumée à même le PTI 2016-2018 du STI :

Description	Montants assumés par PTI du STI	
	Avant taxes	Toutes taxes
Équipements	68 380,92 $	78 620,96 $
Services techniques de mise en production	38 000,00 $	43 690,50 $
S/Total PTI du STI :	**106 380,92 $**	**122 311,46 $**

Budget de fonctionnement (BF) du SPVM :

La dépense de 59 182,42 $, taxes incluses (54 043,00$, Net de ristourne), pour les supports techniques et d'entretien sera imputée au budget de fonctionnement du SPVM.

Ci-joint la décomposition de la dépense qui sera assumée à même le BF du SPVM :

Description	Montants assumés par BF du SPVM	
	Avant taxes	Toutes taxes
Support relatif au système	22 500,00 $	25 869,38 $
Support relatif aux équipements	28 974,16 $	33 313,04 $
S/Total BF du SPVM :	**51 474,16 $**	**59 182,42 $**

Tableau récapitulatif des montants PTI et BF :

Description	Montants assumés par PTI du STI	
	Avant taxes	Toutes taxes
S/Total PTI du STI :	**106 380,92 $**	**122 311,46 $**
Description	**Montants assumés par BF du SPVM**	
	Avant taxes	**Toutes taxes**
S/Total BF du SPVM :	**51 474,16 $**	**59 182,42 $**
Total du contrat octroyé :	**157 855,08 $**	**181 493,88 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au SPVM de moderniser des infrastructures informatiques critiques aux opérations du service et ainsi assurer la continuité opérationnelle des systèmes informatiques qui en dépendent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Autorisation du présent sommaire par les instances de la Ville : 21 avril 2016;
- Virement des crédits et émission du bon de commande par le STI (volet PTI) : Mai 2016;
- Réception des équipements et préparation des travaux : Mai 2016;
- Exécution des travaux : Mai - Juin 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel NANTEL, Service de police de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Contrôleur de projets

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Ian GOSSELIN
Chef de division - centre d'expertise - infrastructures et plateformes

Tél : 514 872-0696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur(trice) centre d expertise - plateformes et infrastructures
Tél : 514 280-3567
Approuvé le : 2016-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514 280-6970
Approuvé le : 2016-03-29

THALES

THALES e-SECURITY, INC.
900 South Pine Island Road
Suite 710
Plantation, FL 33324 USA

Telephone: 888 744 4976

or: 954 888 6200
Fax: 954 888 6211
Email: sales@thalesesec.com
www.thalesesec.com

February 16, 2016

To whom it may concern:

Please be advised that Les Solutions Victrix Inc. Is the only authorized reseller of The Thales e-Security Products and Solutions that is located in Quebec Province.

Regards,

Patrick McLarney
Sales Director NE/Canada
Thales e-Security, Inc

_____

Email: patrick.mclarney@thalesesec.com
Direct Line: +1 954-888-6246
Cell: +1 339-222-0628
Fax: + 1 781-998-7875

PROTECT YOUR THALES INVESTMENT. PROTECT YOUR HIGH VALUE DATA.

Thales is committed to helping you keep your mission critical systems up and running. To that end, we offer a flexible range of service plans to help ensure that your Thales products never stop protecting your high value, sensitive data. Moreover, our service plans give you a significant cost advantage over traditional equipment repair and replacement options. Let Thales help put your mind – and your organization's bottom line – at ease.

Key Benefits

- Three distinct customer service plans which provide valuable coverage beyond the standard manufacturer's warranty
- Response by phone, web, and e-mail
- Access to the most recent software/firmware updates
- Maximize uptime and performance
- Reduce operational costs of equipment repair and replacement
- Fast response to return requests

Thales e-Security

Customer Support – Americas





Customer Support – Americas

Fast response. High level of availability.

Data protection solutions and services demand high availability. That's why our customer service plans are designed for fast response to your requests – and more importantly, fast turnaround times for product replacement. Thales has developed a range of flexible, comprehensive customer service plans with different options to fit your needs. All of our plans ensure that our customers can:

- Troubleshoot, repair, or replace vital Thales products quickly to avoid risk to sensitive data.
- Draw upon the knowledge of highly experienced Thales technicians.
- Eliminate the high costs of product repair or replacement.
- Reduce network downtime and disruption to business.
- Maintain high availability of mission-critical systems.

The bottom line: Thales customer service plans provide you with cost effective protection of your investment.

Comprehensive service plans.

Thales understands that one size does not fit all when it comes to our customers' requirements. That's why we offer several levels of customer service plans to meet your individual needs.

Standard Service – This service includes:

- Access to our expert help desk by phone or email, Monday – Friday, 8:00AM to 9:00PM EST, excluding Thales holidays.
- You will receive a response within 4 hours of contacting our help desk by phone or email.
- 24 x 7 access to the online Customer Portal and all software, firmware and document updates.
- If necessary, hardware repair or replacement for failed hardware within 10 days of Thales' receipt of returned faulty equipment.

Premium Service – All of the benefits of Standard Service, plus:

- Advance Hardware Replacement -- replacements for failed hardware units are shipped within one working day, with no need to return the failed unit first. Failed units must be returned within 14 days of receiving the replacement.
- You will receive a response within 2 hours of contacting our help desk by phone or email.

Premium Plus Service – All of the benefits of Premium Service, plus:

- 24 x 7 x 365 telephone support with a 2-hour response time for your most critical production devices.

All service plans include unlimited online access to the Thales Technical Knowledge Base portal.

Additional Services

Training services – Thales provides extensive training courses on all products, as well as customized training based on your organization's unique requirements.

Installation services – A Thales technician will ensure that your equipment is installed and configured for optimal performance. Combine installation services with our comprehensive training services to take full advantage of the knowledge and expertise of our technicians.

Expert developer support – Access to our technicians for help with interface design, testing and debugging of applications that interface with Thales products as well as our CodeSafe capability.

Please contact your Account Sales Manager for information on course pricing and availability.

Warranty

All Thales hardware and software products are covered by warranty for a minimum of 90 days. Some products have longer warranty coverage periods. Please review the information on our website for warranty details. Thales is here to provide you with proactive technical support contracts that may be purchased to extend the life of your IT investment. Let Thales provide your staff with direct access to Thales expert hardware and software support engineers, software and content updates, and premium advance hardware replacement options through flexible online tools and resources.

Contact information

Thales e-Security customer support can be reached using the contact information below. Customers who call receive rapid support by providing their service contract number and/or serial number, company name, and a concise problem description.

Tel: 800-521-6261
Tel: 954-888-6277
Email: americas.support@thalesesec.com

Follow us on:

© Thales - April 2015 • PLB4970

Americas – Thales e-Security Inc. 900 South Pine Island Road, Suite 710, Plantation, FL 33324 USA • Tel: +1 888 744 4976 or +1 954 888 6200 • Fax: +1 954 888 6211 • E-mail: sales@thalesesec.com
Asia Pacific – Thales Transport & Security (HK) Lt, Unit 4101-3, 41/F, Sunlight Tower, 248 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong • Tel: +852 2815 8633 • Fax: +852 2815 8141 • E-mail: asia.sales@thales-esecurity.com
Europe, Middle East, Africa – Meadow View House, Long Crendon, Aylesbury, Buckinghamshire HP18 9EQ • Tel: +44 (0)1844 201800 • Fax: +44 (0)1844 208550 • E-mail: emea.sales@thales-esecurity.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165035001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Objet :	Accorder, un contrat de gré à gré à la firme Les solutions Victrix Inc., (fournisseur exclusif), pour le rehaussement des modules matériels de sécurité (HSM) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant le support pour une période de 3 ans, le transfert des données dans les nouveaux HSM et la mise à jour du système d'authentification à deux facteurs, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 181 493,88$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165035001 STI.xls

Code financier (GDD 1165035001) - SPVM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina TAZAIRT
Préposé au budget
Tél : 514-872-2188

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7174
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1164472006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à "Circuit Ford Lincoln ltée", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de trente-quatre véhicules de marque Ford 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 778 865,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15046 - 2 soumissionnaires - Achat de véhicules banalisés

Il est recommandé:
1. d'accorder à "Circuit Ford Lincoln ltée", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de trente-quatre véhicules de marque Ford 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 778 865,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres 16-15046 et au tableau des prix reçus joints au présent dossier;

2. d'autoriser le paiement d'un montant de 65 385,10 $ correspondant à la TVQ payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-25 08:07

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164472006**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à "Circuit Ford Lincoln ltée", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de trente-quatre véhicules de marque Ford 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 778 865,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15046 - 2 soumissionnaires - Achat de véhicules banalisés

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de remplacer trente-quatre véhicules banalisés qui seront mis au rancart pour cause de désuétude, l'appel d'offres public 16-15046 s'est tenu du 15 février au 9 mars 2016, soit pour une période de vingt-quatre jours civils, donc neuf jours supplémentaires au délai exigé par la Loi sur les cités et villes.
L'appel d'offres public 16-15046 a été publié, durant la même période, dans le Système électronique d'appels d'offres (SÉAO) et sur le site Internet de la Ville de Montréal. Il a également été publié dans le journal La Presse la journée du 15 février 2016. L'appel d'offres public 16-15046 concernait la fourniture de trente-quatre véhicules Ford 2016.

Le délai de validité des soumissions est de cent vingt jours civils suite à l'ouverture des soumissions. Donc, dans le présent cas, le délai de validité a débuté le 9 mars 2016 et se terminera le 6 juillet 2016. Dès présentation, et approbation, du dossier décisionnel par le conseil d'agglomération, le bon de commande sera transmis à l'adjudicataire, soit à la fin du mois d'avril 2016. Le délai de validité sera donc respecté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Voici quelques décisions concernant l'acquisition de véhicules banalisés:
DA154472018 - 10 septembre 2015 - Accorder au seul soumissionnaire, "John Scotti Automotive ltd", ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de deux véhicules, pour les besoins opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 67 386,85 $, taxes incluses.

DA154472016 - 1er septembre 2015 - Accorder un contrat à "Armand Quérin automobiles ltée", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de deux véhicules, pour les besoins opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 65 777,87 $, taxes incluses.

CE15 1311 - 29 juillet 2015 - Accorder à Jacques Olivier Ford inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de cinq véhicules de marque Ford, année 2015, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 163 271,15 $, taxes incluses.

DA154472012 - 29 juillet 2015 - Accorder un contrat à "9213-7926 Québec inc. - St-Basile Hyundai", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de deux véhicules, pour les besoins opérationnels du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 54 816,65 $, taxes incluses.

CE15 0954 - 20 mai 2015 - Accorder à Armand Quérin Automobile/Mazda de Laval, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de seize véhicules de marque Mazda, année 2015, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 369 594,04 $, taxes incluses.

DA154472009 - 7 mai 2015 - Accorder un contrat à "Bourassa Chevrolet Buick GMC ltée", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de trois véhicules, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 82 389,94 $, taxes incluses.

DA154472008 - 4 mai 2015 - Accorder un contrat à "Cité Nissan Gabriel S.E.C.", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de trois véhicules, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 91 643,12 $, taxes incluses.

DA144472028 - 7 octobre 2014 - Autoriser une dépense de 159 867,15 $, taxes incluses, pour l'acquisition de six véhicules de marque Dodge 2015 pour les besoins du Service de police, conformément à l'entente d'achat contractuelle 706439 intervenue entre la Ville de Montréal et Montréal Chrysler Dodge Jeep (LaSalle) (CG12 0013).

CE14 1448 - 24 septembre 2014 - Accorder au seul soumissionnaire, 3857387 Canada inc. (Volkswagen Des Sources), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de deux véhicules de marque Volkswagen 2015, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 60 750,47 $, taxes incluses.

DA144472024 - 11 septembre 2014 - Accorder un contrat à "Automobiles Donald Brassard inc. (Honda Terrebonne)" et "Spinelli Honda", plus bas soumissionnaires conformes, pour la fourniture de deux véhicules pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal pour la somme maximale de 58 357,85 $, taxes incluses. Le contrat est accordé par article, au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des articles.

CE14 0913 - 11 juin 2014 - Accorder un contrat à 9213-7926 Québec inc. (St-Basile Hyundai), plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de quinze véhicules de marque Hyundai pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme maximale de 313 295,40 $, taxes incluses.

DA144472005 - 25 mars 2014 - Accorder un contrat à "Woodland Verdun Ltée" et "Alix automobile inc.", plus bas soumissionnaires conformes, pour la fourniture de deux véhicules pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal pour la somme maximale de 59 028,08 $, taxes incluses. Le contrat est accordé par article, au plus bas soumissionnaire

conforme pour chacun des articles.

DA144472002 - 24 mars 2014 - Accorder un contrat à "Park Avenue Nissan Brossard", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de deux véhicules pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal pour la somme maximale de 64 216,91 $, taxes incluses.

DA144472004 - 20 mars 2014 - Accorder un contrat à "Automobiles Richard Labelle inc. (Métro Mazda)", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de deux véhicules pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal pour la somme maximale de 56 615,64 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Accorder à "Circuit Ford Lincoln ltée", plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de trente-quatre véhicules de marque Ford 2016 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

L'acquisition de ces véhicules est justifiée afin de remplacer trente-quatre véhicules banalisés qui seront mis au rancart pour cause de désuétude.

Soumissions conformes	Coût de base	Autres	Total
1. Circuit Ford Lincoln ltée	778 865,94 $	0,00 $	778 865,94 $
2. West Island Ford Lincoln	787 297,07 $	0,00 $	787 297,07 $
Dernière estimation réalisée	*761 147,15 $*	*0,00 $*	*761 147,15 $*
Les taxes sont incluses dans les coûts			
Coût moyen des soumissions conformes reçues *(Total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)*			783 081,51 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((Coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) X 100*			0,5 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(La plus haute conforme – la plus basse conforme)*			8 431,13 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((La plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) X 100*			1,1 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(La plus basse conforme – l'estimation)*			+ 17 718,79 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((La plus basse conforme – l'estimation) / l'estimation) X 100*			+ 2,3 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(La deuxième plus basse – la plus basse)*			8 431,13 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((La deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) X 100*			1,1 %

Relativement à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, le Service de police de la Ville de Montréal a vérifié auprès de l'Autorité des marchés financiers, à la rubrique intitulée « *Foire aux questions – Contrats publics* », que l'on retrouve sur son site Internet, et peut ainsi confirmer que l'adjudicataire "Circuit Ford Lincoln ltée" n'a pas l'obligation d'obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers, et ce, vu que le contrat décrit au présent dossier décisionnel n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, en étant un d'approvisionnement en biens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Accorder un contrat à "Circuit Ford Lincoln ltée", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de trente-quatre véhicules Ford 2016 pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 778 865,94 $, taxes incluses. Les crédits nécessaires sont disponibles au budget du Programme triennal d'immobilisations du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal.
Le coût total maximal de ce contrat de 778 865,94 $, taxes incluses, sera assumé comme suit : un montant maximal de 711 208,43 $ (net des ristournes) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG15-015 – « Achat de véhicules et leurs équipements » - # CM15-0147.

Autoriser le paiement d'un montant de 65 385,10 $ correspondant à la TVQ (applicable au véhicule seulement) payable directement à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), conformément à la réglementation applicable sur les véhicules de masse nette de moins de 4 000 kg. Il est à noter que depuis le 1er janvier 2015, les municipalités ont droit à un remboursement partiel de 50 % de la TVQ payée sur leurs achats liés à un service municipal exonéré.

Les imputations budgétaires complètes sont inscrites dans l'intervention du Service des finances de la Ville de Montréal.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les trente-quatre véhicules que le Service de police de la Ville de Montréal souhaite acquérir par le présent dossier décisionnel, étant des véhicules dits "spécialisés", ne sont pas visés par le Fonds véhicules verts de la Ville de Montréal. Toutefois, le SPVM demeure sensible et préoccupé par la question environnementale et plus particulièrement par les émissions de gaz à effet de serre de ses véhicules. Des efforts corporatifs sont mis en oeuvre pour répondre à l'objectif "*Réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à 1990* " de l'orientation "*Améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre* " du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.
À l'heure actuelle, le parc de véhicules du SPVM compte 1 239 voitures et mini-fourgonnettes (sont exclus les camions et motos). Comparativement à l'année 2013, année qui correspond à "l'année 0" quant à la prise de statistiques relatives au type de cylindres des véhicules du SPVM, on remarque une variation appréciable à l'égard des 4/6 cylindres - vs- les 8 cylindres. Le tableau ci-bas démontre bien cette variation.

	2013	2014	2015	2016	Variation
4 et 6 cylindres	84,9 %	87,3 %	88,2 %	92,1 %	+ 7,2 %
8 cylindres	14,1 %	11,8 %	11,0 %	6,8 %	- 7,3 %
Électriques	1,0 %	0,9 %	0,8 %	1,1 %	+ 0,1 %

Les derniers véhicules 8 cylindres ont été acquis en 2010 (véhicules identifiés Crown Victoria). Un bon nombre de ces véhicules seront mis au rancart cette année pour cause de désuétude. Il est donc fort à parier qu'à la fin 2017, les véhicules 8 cylindres auront pratiquement disparus du parc de véhicules du SPVM.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au Service de police de la Ville de Montréal, un véhicule banalisé est mis au rancart pour cause de désuétude s'il répond à **deux des trois conditions suivantes**: avoir atteint 72

mois d'âge; avoir atteint 100 000 kilomètres au compteur; avoir atteint, en entretien et réparations (excluant les coûts reliés à l'achat de pneus et aux accidents), le coût d'acquisition du véhicule avant aménagement.
Le SPVM possède 527 véhicules banalisés. En date de ce jour, près de 250 de ces véhicules répondent à deux des trois conditions énumérées plus haut, soit plus de 72 mois d'âge et plus de 100 000 kilomètres au compteur.

Une des conséquences constatée est de compter plus de véhicules "non disponibles pour cause d'entretien et de réparations" que prévu. De plus, les délais d'immobilisation au garage sont de plus en plus longs et les coûts de plus en plus élevés. Durant ce temps, ces véhicules ne sont pas disponibles pour offrir le service aux citoyens.

Les trente-quatre véhicules que le SPVM souhaite acquérir par le présent dossier décisionnel viendront remplacer autant de véhicules devant être mis au rancart pour cause de désuétude. Les véhicules ainsi retirés de la circulation ne causeront donc plus de dépenses en entretien et réparations à la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette acquisition ne devrait pas avoir d'incidence médiatique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016: dossier décisionnel présenté au conseil d'agglomération.
Avril 2016: transmission du bon de commande à l'adjudicataire.
Octobre 2016: réception des véhicules à la Section du parc automobile.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Youness FAOUZI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie MC CUTCHEON, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Lucie MC CUTCHEON, 18 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric LONGPRE
Chef de la Section parc automobile

Tél : 514 280-3238
Télécop. : 514 280-3258

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-17

Érik VINCENT
Chef de division
Division des ressources matérielles

Tél : 514 280-2947
Télécop. : 514 280-3193

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES
Directeur adjoint - Police
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2016-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Philippe PICHET
Directeur
Tél : 514 280-2005
Approuvé le : 2016-03-24

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15046 — No du GDD : 1164472006

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de trente-quatre (34) véhicules FORD 2016

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 2 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 9 - 3 - 2016

Ouverture faite le : 9 - 3 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 3 - 3 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 7 - 2016

Date d'échéance révisée : 7 - 7 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTÉE	778865,94	√	
7513151 CANADA INC. (WEST ISLAND FORD)	787297,06		

Information additionnelle

Le montant de la soumission de la firme 7513151 CANADA INC. (WEST ISLAND FORD) a été modifié pour corriger une erreur de calcul.
Deux (2) soumissionnaires n'ont pas répondus à nos demandes d'informations relativement aux raisons de leurs désistements.

Préparé par : Youness Faouzi — Le 22 - 3 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Youness Faouzi
2	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de trente-quatre (34) véhicules FORD 2016
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15046
5	**Préposée au secrétariat**	**Catherine Desmeules (22 mars 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	09-03-2016
8	Service requérant	SPVM
9	Requérant	Gisèle Laverdière

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Circuit Ford Lincoln Ltée	*** Délais de livraison** Article 1 : 120 jours ou moins Article 2 : 120 jours ou moins Article 3 : 120 jours ou moins	net 30 jours	Non requises		*voir commentaires	Conforme	17218
2	West Island Ford Lincoln	*** Délais de livraison** Article 1 : 60 jours Article 2 : 160 jours (2017) Article 3 : 160 jours (2017)	30 jours	Non requises		*voir commentaires	Conforme	17219

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15046		Titre de l'appel d'offres:	Acquisition de trente-quatre (34) véhicules FORD 2016				
Youness Faouzi				Circuit Ford Lincoln Ltée			West Island Ford Lincoln				
No	**Articles**	**Terme**	**Qté**	**Coût unitaire**	**Total**		**Coût unitaire**	**Total**		**Coût unitaire**	**Total**
1	Focus SE sedan 4 portes	1	30	19 616,00 $	588 480,00 $		19 833,00 $	594 990,00 $			
2	Fusion S traction avant 4 portes	1	3	22 116,00 $	66 348,00 $		22 308,00 $	66 924,00 $			
3	Escape S traction avant 101A	1	1	22 594,00 $	22 594,00 $		22 841,00 $	22 841,00 $			
				Total	677 422,00 $		**Total**	684 755,00 $		**Total**	
				TPS	33 871,10 $		**TPS**	34 237,75 $		**TPS**	
				TVQ	67 572,84 $		**TVQ**	68 304,31 $		**TVQ**	
				TOTAL	778 865,94 $		**TOTAL**	787 297,06 $		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total							
Circuit Ford Lincoln Ltée	677 422,00 $	+ TPS	33 871,10 $	+ TVQ	67 572,84 $	=	**778 865,94 $**

Direction de l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15046	Titre de l'appel d'offres	Acquisition de trente-quatre (34) véhicules FORD 2016			Nom de l'agent d'approvisionnement	Youness Faouzi
Date d'ouverture	2016-03-09	Appel d'offres	Publique	Service requérant	SPVM	Requérant	Gisèle Laverdière

	Adjudicataire recommandé		
	Circuit Ford Lincoln Ltée	West Island Ford Lincoln	0
Total avant taxes	677 422,00 $	684 755,00 $	
TPS	33 871,10 $	34 237,75 $	
TVQ	67 572,84 $	68 304,31 $	
TOTAL	**778 865,94 $**	**787 297,06 $**	

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15046
Numéro de référence : 954262
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de trente-quatre (34) véhicules FORD 2016

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Albi Ford Lincoln Joliette inc 525 route 131 Notre-Dame-des-Prairies, QC, j6e 0m1 NEQ : 1143060441	Monsieur Yannick Bastien Téléphone : 450 759-7750 Télécopieur : 450 759-1468	**Commande : (1072982)** 2016-02-18 11 h 13 **Transmission :** 2016-02-18 11 h 13	2558892 - 16-15046 Addenda No 1 2016-03-03 14 h 58 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Circuit Ford Lincoln Ltée 6300 Henri-Bourassa Est Montréal, QC, H1G5W9 NEQ : 1163735666	Monsieur William Calleya Téléphone : 514 325-4700 Télécopieur : 514 325-9872	**Commande : (1071809)** 2016-02-16 20 h 53 **Transmission :** 2016-02-16 20 h 53	2558892 - 16-15046 Addenda No 1 2016-03-03 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LASALLE FORD INC 7227 boul Newman Montréal, QC, H8N 2K3 NEQ : 1162759352	Madame MARYSE LESSARD Téléphone : 514 368-7801 Télécopieur : 514 368-7821	**Commande : (1071531)** 2016-02-16 13 h 42 **Transmission :** 2016-02-16 13 h 42	2558892 - 16-15046 Addenda No 1 2016-03-03 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
West Island Ford lincoln 3850 des Sources	Monsieur Patrick Tobin Téléphone	**Commande : (1079513)** 2016-02-29 19	2558892 - 16-15046 Addenda No 1 2016-03-03 14 h 57 -

Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B2C8 NEQ : 1169496818	: 514 683-3850 Télécopieur : 514 421-3673	h 47 **Transmission :** 2016-02-29 19 h 47	Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique	

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164472006

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources matérielles
Objet :	Accorder un contrat à "Circuit Ford Lincoln ltée", plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de trente-quatre véhicules de marque Ford 2016, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 778 865,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15046 - 2 soumissionnaires - Achat de véhicules banalisés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164472006 Achat 34 véhicules.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget

Tél : 514-872-4232

Co-auteur
David Marcaurelle
Conseiller budgétaire
514-872-4529

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Michel T TREMBLAY
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres - c/E
Tél : 514-872-0470

Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1164087001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Neolect inc, pour divers travaux électriques à la station Drain des filtres et aux stations de pompage Vincent d'Indy et Châteaufort - Dépense totale de 704 959,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10187- (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 704 959,68 $, taxes incluses, pour divers travaux électriques à la station Drain des filtres et aux stations de pompage Vincent d'Indy et Châteaufort, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Neolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 679 959,68 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10187;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération**.**

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-23 09:46

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164087001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Neolect inc, pour divers travaux électriques à la station Drain des filtres et aux stations de pompage Vincent d'Indy et Châteaufort - Dépense totale de 704 959,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10187- (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage, les travaux suivants sont prévus : 1) le transfert de l'alimentation électrique de la station Drain des filtres de l'usine Atwater vers le réseau basse tension d'Hydro Québec, 2) la protection des câbles portatifs de la génératrice de la station de pompage Vincent d'Indy et 3) le remplacement du système de distribution basse tension à la station de pompage Châteaufort.
1) Station Drain des filtres :

Des équipements électriques et mécaniques seront installés prochainement à l'usine Atwater, sur l'aire occupée actuellement par les deux interrupteurs moyenne tension désuets alimentant la station Drain des filtres. Étant donné que les interrupteurs seront démantelés à court terme, il est important d'assurer la continuité de services de la station susmentionnée en la réalimentant directement avec le réseau électrique basse tension d'Hydro-Québec.

2) Station de pompage Vincent d'Indy :

Un massif de béton doit être construit afin de protéger les câbles portatifs de la génératrice mobile. Un panneau d'entreposage robuste et permanent est aussi requis pour protéger les connecteurs amovibles. Afin de respecter en tout point les exigences en matière de santé et sécurité du travail, une potence de levage doit être installée à proximité de la génératrice mobile. Cette installation permettra aussi de diminuer le temps d'intervention advenant une avarie sur le réseau d'Hydro-Québec et de réduire les risques de blessures.

3) Station de pompage Châteaufort :

Le système électrique des services auxiliaires de la station Châteaufort, composé de deux transformateurs et d'un centre de distribution basse tension, a atteint sa durée de vie utile. Actuellement, ces équipements montrent des signes de désuétude étant donné leur âge. De ce fait, il est important d'installer un nouveau système permettant la sécurité énergétique des circuits auxiliaires requis au bon fonctionnement, entre autres, de l'automate programmable principal (PLC) et des trois groupes motopompes.

L'appel d'offres 10187 a été publié du 14 janvier 2016 au 8 février 2016. L'annonce de l'appel d'offres a été publiée dans le journal Le Devoir le 18 janvier 2016 et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO le 14 janvier 2016. La durée de la publication a été de vingt-deux (22) jours de calendrier. Les soumissions sont valides durant cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 6 juin 2016.

Quatre (4) addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur le contrat.

Calendrier des émissions d'addenda:

Addenda	Date d'émission	Description
1	2016-01-27	Remplacer la page 7 de 9 *du formulaire de soumission* questions et réponses techniques, notamment, la fourniture des câbles portatifs et l'entreposage des câbles démantelés.
2	2016-02-02	Questions et réponses techniques, surtout, sur la modification de la capacité de la génératrice de 500 KVA à 800 kVA-600/347.
3	2016-02-04	Questions et réponses techniques, particulièrement sur l'isolation des câbles moyenne tension et la signature par un ingénieur membre de l'ordre des ingénieurs du Québec des dessins d'atelier relatifs aux armatures, aux coffrages et aux étaiements.
4	2016-02-05	Questions et réponses techniques, principalement, sur la disponibilité des disjoncteurs de 150 A compatibles avec un panneau de distribution.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0284 - 30 avril 2015- Accorder un contrat à HMI Construction inc. pour l'exécution des travaux à l'usine de production d'eau potable Atwater, dans le cadre du projet de modernisation des usines - Dépense totale de 55 457 316,97 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10160 (3 soum.);
CG14 0017 -30 janvier 2014- Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec pour réalimenter la station Drain des filtres à travers le réseau basse tension pour une somme maximale de 148 759,88 $, taxes incluses (fournisseur unique).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Neolect inc, pour les travaux d'installation d'un poste de distribution basse tension à la station Drain des filtres située en face de l'usine de production de l'eau potable Atwater, la protection des câbles de la génératrice de la station de pompage Vincent d'Indy et le remplacement du système de distribution basse tension à la station de pompage Châteaufort.
Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

- le démantèlement et la disposition des équipements désuets;
- l'installation, le raccordement, les essais et la mise en service d'un poste blindé incluant ses accessoires connexes;
- l'installation, le raccordement, les essais et la mise en service d'un filtre actif incluant ses accessoires connexes;
- l'installation, le raccordement, les essais et la mise en service de deux transformateurs à sec incluant leurs accessoires connexes notamment disjoncteurs débrochables;
- la fourniture, l'installation, les essais et la mise en service d'un panneau d'entreposage de câbles portatifs et d'une potence de levage;
- la construction des murets de soutènement, d'un massif de conduits bétonnés et des dalles de propreté;
- les essais, la mise en service et la formation du personnel d'exploitation et d'entretien;
- la fourniture des manuels d'entretien et des plans tels que construits (TQC).

Le montant prévu de 88 690,39 $, taxes incluses, relatif aux travaux supplémentaires (contingences) représentant 15 % de la valeur du contrat est relié principalement à la complexité de la conception et de l'installation des équipements, entre autres, du poste blindé, des transformateurs à sec incluant leurs équipements connexes, ainsi que la construction d'un massif de conduits bétonnés et des murets de soutènement. Également, un montant de 25 000 $ (taxes incluses), soit 3,67 % du contrat est prévu au contrat pour les incidences, telles que des dépenses reliées aux frais de laboratoire.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, il y a eu quinze (15) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO et deux (2) soumissions ont été déposées. Deux (2) des quinze (15) preneurs du cahier des charges sont des organismes. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en annexe. Onze (11) entreprises n'ont pas déposé d'offre. Les motifs de désistement des onze (11) entreprises sont les suivants:
· Une (1) entreprise a mentionné que le produit, le service ou travaux non offerts;
· Une (1) entreprise a annoncé la complexité du projet et les exigences surtout en ce qui a trait aux normes à respecter;
· Une (1) entreprise a indiqué qu'elle n'a pas réussi à obtenir des prix des sous-traitants spécialisés en électricité dans les délais prescrits;
· Une (1) entreprise a mentionné le manque d'effectif;
· Une (1) entreprise a évoqué l'éloignement;
· Six (6) entreprises ont évoqué le manque de temps pour la préparation d'une offre.

L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les deux (2) soumissionnaires sont conformes.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)
Neolect Inc.	591 269,29 $	88 690,39 $	679 959,68 $
Les entreprises d'électricité renaissance Inc.	731 460,60 $	109 719,09 $	841 179,69 $
Dernière estimation réalisée par la Ville	607 537,10 $	91 130,56 $	698 667,66 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			760 569,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			11,85 %

((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	161 220,01 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	23,71 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(18 707,98) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(2,67) %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 2,67 %.

Les validations requises indiquent que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP).* L'adjudicataire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Toutefois, la compagnie Neolect inc, détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur depuis le 20 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 704 959,68 $, incluant des incidences de 25 000,00 $ taxes incluses.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Cette dépense sera entièrement financée par la réserve de l'eau de l'agglomération.

La réserve de l'eau sera affectée annuellement, en fin d'exercice, en fonction des dépenses réelles constatées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce mandat contribue à réduire les accidents de travail et assure en tout temps l'alimentation en eau potable des citoyens et du service d'incendie de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Avril 2016
Réunion de démarrage : Mai 2016
Début des travaux : Mai 2016
Fin des travaux : Novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie L GOUPIL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Khaled BAHARI
INGÉNIEUR EN ÉLECTRICITÉ

Tél : 514 872-2628
Télécop. : 514 872- 2898

Annie CARRIÈRE
Chef de section - ingénierie d'usines

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-19

Christian MARCOUX
Chef de division Ingénierie

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-03-23

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0105

Québec, le 20 juin 2013

Néolect / Le Saux Inc.
À l'attention de : Monsieur Sylvain Rousseau
104 boul. Montcalm Nord
Candiac (Québec) J5R 3L8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Néolect / Le Saux inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0105 n° d'identification de l'Autorité : 2700019119

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Néolect / Le Saux Inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10187
Numéro de référence : 946829
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : installation poste blindé 600/347 V-600 A pour station Drain des filtres et protection des câbles de la génératrice mobile 2 MW-2,4 à vincent d'indy

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
1 ☐	ACQ Métropolitaine 7900 avenue Jean-Desprez Montréal, QC, H1K0H4 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1055928)** 2016-01-19 9 h 19 **Transmission :** 2016-01-19 9 h 19	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
2 ☐	Ardec Construction inc. 579 rue Principale Laval, QC, H7X 1C7 NEQ : 1147794813	Monsieur Gilles W Claude Téléphone : 450 627-6262 Télécopieur : 450 627-5021	**Commande : (1054177)** 2016-01-14 14 h 30 **Transmission :** 2016-01-14 14 h 56	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
3 ☐	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Sylvain Lamontagne Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1054168)** 2016-01-14 14 h 25 **Transmission :** 2016-01-14 14 h 25	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel

				2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
4 ☐	Black & McDonald Ltée 625 rue Gougeon Montréal, QC, H4T 2B4 http://www.blackandmcdonald.com NEQ : 1143849587	Monsieur Stéphane Lambert Téléphone : 514 735-6671 Télécopieur : 514 735-9057	**Commande : (1055529)** 2016-01-18 12 h 59 **Transmission :** 2016-01-18 12 h 59	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
5 ☐	Cummins Eastern Canada Lp. 315, rue Liberté Candiac, QC, J5R 6Z7 NEQ : 3362082326	Monsieur Santo Barone Téléphone : 514 631-5000 Télécopieur : 450 638-1202	**Commande : (1054818)** 2016-01-15 13 h 24 **Transmission :** 2016-01-15 13 h 24	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
6 ☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1054881)** 2016-01-15 14 h 14 **Transmission :** 2016-01-15 14 h 34	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
7 ☐	Gilles & Fils Électrique Inc 774 rue Principale Laval, QC, H7X 1E6 NEQ : 1144184455	Monsieur Jean Boulanger Téléphone : 450 689-4677 Télécopieur : 450 969-0106	**Commande : (1056865)** 2016-01-20 13 h 07 **Transmission :** 2016-01-20 13 h 07	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
8 ☐	Lambert Somec Inc.. 1505 rue des Tanneurs Québec, QC, G1N 4S7 NEQ : 1145371366	Madame Lucie Deschênes Téléphone : 418 687-1640 Télécopieur : 418 780-3226	**Commande : (1057372)** 2016-01-21 10 h **Transmission :** 2016-01-21 10 h	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9 ☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1054814)** 2016-01-15 13 h 19 **Transmission :** 2016-01-15 13 h 19	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐				

	Les entreprises d'électricité Renaissance inc 23 avenue Milton Montréal, QC, H8R1K6 NEQ :	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1055466)** 2016-01-18 11 h 33 **Transmission :** 2016-01-18 11 h 33	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
10 ☐	Les Installations Électriques Pichette Inc . 3080 rue Peugeot Laval, QC, H7L 5C5 NEQ : 1143997626	Monsieur François Pichette Téléphone : 450 682-4411 Télécopieur : 450 682-8930	**Commande : (1057312)** 2016-01-21 9 h 31 **Transmission :** 2016-01-21 9 h 31	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
11 ☐	Les Services Électriques Blanchette Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 NEQ : 1142064576	Madame Diane Turenne Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1054485)** 2016-01-15 8 h 55 **Transmission :** 2016-01-15 10 h 16	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
12 ☐	Neolect Inc. 1830 Bl. Fortin Laval, QC, H7s 1N8 NEQ : 1166302126	Madame Carole Lamarche Téléphone : 450 668-2200 Télécopieur : 450 668-8114	**Commande : (1054413)** 2016-01-15 7 h 57 **Transmission :** 2016-01-15 7 h 57	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel

				2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
13 ☐	PROCONSTRUCTION PARFAIT ELECTRIQUE 1845 rue Bossuet Montréal, QC, H1N 2R6 http://www.proconstruction.ca NEQ : 1163873715	Monsieur Marius Tiron Téléphone : 514 253-3999 Télécopieur : 514 253-9990	**Commande : (1056623)** 2016-01-20 9 h 38 **Transmission :** 2016-01-20 9 h 45	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 53 - Courriel 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 10 h 44 - Courriel 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 08 - Courriel 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
14 ☐	Turcotte (1989) Inc.. 1311, rue Arthur-Dupéré Québec, QC, G1C0M1 NEQ : 1160209186	Madame Marilyse Gendreau Téléphone : 418 661-3726 Télécopieur : 418 661-9637	**Commande : (1055944)** 2016-01-19 9 h 30 **Transmission :** 2016-01-19 13 h 14	2541101 - Addenda # 1 2016-01-27 12 h 54 - Télécopie 2543511 - Addenda # 2 2016-02-02 11 h 16 - Télécopie 2544865 - Addenda # 3 2016-02-04 10 h 09 - Télécopie 2545684 - Addenda # 4 2016-02-05 12 h 26 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164087001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder un contrat à Neolect inc, pour divers travaux électriques à la station Drain des filtres et aux stations de pompage Vincent d'Indy et Châteaufort - Dépense totale de 704 959,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10187- (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1164087001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-1025

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-25

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier PS EAU

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1163775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Optimisation du réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 – 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 474 993,02 $, taxes incluses, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Socomec Industriel inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 838 108,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10191 ;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 10:51

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163775001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Optimisation du réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 – 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Ces dernières années, la Ville de Montréal a lancé un des plus vastes chantiers de son histoire, soit la remise à niveau de ses infrastructures liées à l'eau et la gestion efficace de cette ressource sur son territoire. Dans le cadre de la Stratégie de l'eau 2011-2020, l'un des projets majeurs identifiés est la régulation de la pression sur le réseau d'eau potable. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de diminuer les bris de conduites et des entrées de services, de réduire le volume de fuites, et d'augmenter la durée de vie utile des conduites, ce qui amène des économies substantielles. Elle a déjà été utilisée avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe. Le Service de l'eau compte réaliser de trois à quatre secteurs de régulation de la pression (SRP) par année sur une période de dix ans.
Le présent dossier concerne l'octroi du troisième contrat de construction pour la réalisation de trois secteurs de régulation de la pression (SRP) prévus en 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 1er février 2016. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 29 février 2016, soit 4 semaines après le lancement.

Un addenda a été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications technique mineures.

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 28 juin 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.
CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée, pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 - Dépense totale de 6 609 119 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 - 5 soumissionnaires.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 $, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réalisation des travaux de construction des secteurs de régulation de la pression pour l'année 2016.
Ces travaux visent les infrastructures pour trois secteurs :

- Ahuntsic - Cartierville (RAC-1):
  - 4 chambres de régulation de la pression
  - 2 chambres de régulation d'urgence
  - 3 chambres de mesure de la pression
- Villeray – St-Michel – Parc-Extension (RVE-1):
  - 1 chambre de régulation de la pression
  - 3 chambres de régulation d'urgence
  - 2 chambres de mesure de la pression
- Ville de Dorval (RDV-1):
  - 2 chambres de régulation de la pression
  - 2 chambres de mesure de la pression

Pour les SRPs Ahuntsic – Cartierville et Villeray – St-Michel – Parc-Extension, quelques chambres ont été intégrées à d'autres projets pour limiter les interventions dans ces secteurs. Dans Ahuntsic – Cartierville, une troisième chambre d'urgence a été intégrée au projet de réfection du secteur Laurentien – Lachapelle. Dans Villeray – St-Michel – Parc-Extension, une deuxième chambre de régulation a été intégrée au réaménagement du boulevard St-Michel et une troisième à la construction d'une conduite principale sur Léonard -De Vinci.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 530 737,13 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc).

Des frais incidents de 636 884,56 $, taxes incluses, soit 12 % du montant des travaux, ont

été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais reliés aux activités suivantes :

· Alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la majorité des branchements sont souterrains);
· Activités de communications;
· Déplacement d'utilités publiques;
· Contrôle qualitatif des matériaux (159 221,14 $, taxes incluses soit 3%).

JUSTIFICATION

Il y a eu vingt-quatre (24) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, sept (7) soumissionnaires ont déposé des soumissions, ce qui représente 30 % des preneurs de documents. Parmi les dix-sept (17) qui n'ont pas déposé d'offre, six (6) étaient des sous-traitants, trois (3) étaient des fournisseurs et un (1) représentait une association. Enfin, les sept (7) derniers preneurs n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièces jointes.
Lors de l'analyse de conformité, des erreurs de calcul ont été identifiées sur quatre soumissions**.** Certains soumissionnaires ont omis du total les contingences ou un des articles du bordereau. Le tableau ci-dessous présente les montants corrigés, les corrections n'ont pas eu d'incidence sur le classement des soumissionnaires. Outre ces omissions, les sept (7) soumissions ont été jugées conformes, l'analyse peut être consultée en pièces jointes.

Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses) (10%)	Total (Taxes incluses)
Socomec industriel	5 307 371,32 $	530 737,13 $	5 838 108,46 $
Groupe TNT	5 430 203,71 $	543 020,37 $	5 973 224,09 $
Construction Deric	5 633 200,13 $	563 320,01 $	6 196 520,14 $
Constructions RRN	5 669 312,73 $	566 931,27 $	6 236 244,00 $
Entreprises Michaudville	6 393 129,74 $	639 312,97 $	7 032 442,72 $
Excavation Loiselle	6 556 900,47 $	655 690,05 $	7 212 590,51 $
Excavations Lafontaine	7 837 230,40 $	783 723,04 $	8 620 953,44 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	5 439 352,28 $	543 935,23 $	5 983 287,50 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			6 730 011,91 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,3 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			2 782 844,99 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			47,7 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 145 179,05 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 2,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	135 115,63 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	2,3 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 2,4 % par rapport à l'estimation réalisée par les firmes SNC-Lavalin et Tetra Tech QI.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'adjudicataire recommandé, l'entreprise Socomec Industriel inc., détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur depuis le 18 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièces jointes au dossier.

L'entrepreneur Socomec Industriel inc. s'avère le plus bas soumissionnaire conforme. La DGSRE recommande de lui octroyer le contrat au montant corrigé de sa soumission.

Les deux arrondissements touchés par les travaux ainsi que la Direction de l’eau potable ont été avisés comme parties prenantes, mais aucun n’a envoyé de commentaire. Copie du sommaire a également été transmis au représentant de la ville de Dorval qui nous a signifié son accord avec le contenu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût relatif au contrat à octroyer est de 6 474 993,02 $ taxes incluses, incluant des incidences de 636 884,56 $ taxes incluses.
Cette dépense est entièrement assumée par l’agglomération puisqu’elle concerne la production de l’eau potable qui est une compétence d’agglomération en vertu de la «Loi sur l’exercice de certaines compétences municipale dans certaines agglomérations».

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 3 941 687,79 $ net des ristournes de taxes au programme PIQM (Programme d’infrastructures Québec-Municipalités). La portion non subventionnée de 1 970 843,89 $ sera entièrement financée par la réserve de l’eau d’agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d’eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 28 juin 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leurs soumissions. Il

faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés. De plus, le report ou le rejet de l'octroi du contrat, retardera également les bénéfices qu'on en tirera pour la réduction du gaspillage de l'eau potable et la réduction des bris sur les réseaux secondaires et entrées de service.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée en accord avec le service des communications.
De plus, un plan de gestion des impacts et de la circulation a été élaboré. Les mesures de mitigation aux automobilistes et aux résidents ont été intégrées à l'appel d'offres.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 21 avril 2016
Début des travaux : juin 2016
Fin des travaux : décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ronald LARIVIÈRE, Ahuntsic-Cartierville
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Babak HERISCHI, Service de l'eau

Lecture :

Ronald LARIVIÈRE, 17 mars 2016
Richard C GAGNON, 14 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-09

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514-872-9402
Télécop. :

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-03-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-03-29

Montréal
Service de l'eau

Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

PROJET: Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016
Chargé de projet: Jean-François Côté ing.

SOUMISSION : 10191
OUVERTURE : 2016-02-29

	Socomec industriel	Groupe TNT	Construction Deric	Constructions RRN	Entreprises Michaudville	Excavation Loiselle	Excavations Lafontaine
Visite facultative							
Présence	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Formule des soumission							
Nom et adresse	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Prix dactylographié	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Cautionnement ou chèque visé	CAUTIONNEMENT	CAUTIONNEMENT	CAUTIONNEMENT	CAUTIONNEMENT	CAUTIONNEMENT	CAUTIONNEMENT	CAUTIONNEMENT
Signature et initiale	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Bordereau de prix	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Prix à chaque point	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Exactitude mathématique	Contingences pas incluses dans le total, révision à la hausse de 675 916,18 $	OUI	Erreur de calcul, révision à la hausse de 5 691,26 $	OUI	Pavage hiver pas inclus dans le total, révision à la hausse de 102 442,72 $	OUI	Pavage hiver pas inclus dans le total, révision à la hausse de 102 442,72 $
Échéancier	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Acusé de réception addenda 1	OUI	OUI	OUI, mais n'a pas utilisé le bordereau de l'addenda	OUI	OUI	OUI	OUI
Qualification du soumissionnaire							
Liste de travaux similaires	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Pertinence des travaux présentés	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Curriculum du chargé de projet	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Sous-traitants							
Nom	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
personnel identifié	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Liste de réalisations des 5 dernières années	NON	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Résolution de la compagnie :							
Signature	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Date	2016-01-09	2016-02-29	2015-06-08	2016-02-29	2016-02-29	2016-02-29	2016-02-29
Attestation de validité	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON

Montréal
Service de l'eau
Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

PROJET: **Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016**
Chargé de projet: Jean-François Côté ing.

SOUMISSION : 10191
OUVERTURE : 2016-02-29

	Socomec industriel	Groupe TNT	Construction Deric	Constructions RRN	Entreprises Michaudville	Excavation Loiselle	Excavations Lafontaine
Certificat d'attestation / de conformité							
certificat	attestation QC	attestation QC	attestation QC	attestation QC	attestation QC	attestation QC	attestation QC
date	2015-02-09	2016-01-05	2015-04-17	2015-06-03	2015-12-03	2015-07-06	2015-07-06
Licence de la régie des entreprises en construction du QC							
numéro	8104-3846-33	8276-8086-40	5669-5729-01	2153-0878-87	1504-5727-24	1211-9046-37	1462-3045-02
validité	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Attestation TPS et TVQ inclus							
Attestation	À demander						
Cautionnement de soumission							
Prix exact	OK(10%)	OK(10%)	OK(10%)	OK(10%)	OK(10%)	OK(10%)	OK(10%)
Titre de projet exact	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Signature assureur	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Signature entrepreneur	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Lettre d'engagement - formulaire 2	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Déclarations							
Liens d'affaires et de parenté	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun, n'a pas initialé	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun
Conflits d'intérêts (Formulaire 11)	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun	OK, aucun
Attestation de revenu Québec							
Fournie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
validité	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Attestation AMF							
Fournie	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
validité	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0108

Québec, le 18 juin 2013

Socomec Industriels inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Pelletier
3200, des Chantiers
Sorel-Tracy (Québec) J3R 0E2

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Socomec Industriels inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0108 n° d'identification de l'Autorité : 2700018209

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Socomec Industriels inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **17 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : AO 10191
Numéro de référence : 951066
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com	Madame Sara Tremblay Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1062912)** 2016-02-01 16 h 05 **Transmission :** 2016-02-01 16 h 05	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 22 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 07 - Télécopie 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Télécopie 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1067946)** 2016-02-10 9 h 56 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 56	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 16 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	Monsieur Sylvain Lamontagne	**Commande : (1063316)** 2016-02-02 10 h 37	

5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7	Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Transmission :** 2016-02-02 10 h 37	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 19 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1063970)** 2016-02-03 10 h 16 **Transmission :** 2016-02-03 10 h 16	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 17 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Coffrage Alliance Ltée, Entrepreneur Général 2000 rue De Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1062704)** 2016-02-01 13 h 31 **Transmission :** 2016-02-01 17 h 58	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 16 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Daniel Cormier Téléphone : 514 260-2942 Télécopieur :	**Commande : (1062849)** 2016-02-01 15 h 18 **Transmission :** 2016-02-01 18 h 54	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 14 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1063581)** 2016-02-02 14 h 53 **Transmission :** 2016-02-02 14 h 53	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 03 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5	Monsieur Léonard Pinchuk Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	**Commande : (1071088)** 2016-02-16 8 h 16 **Transmission :** 2016-02-16 8 h 16	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 05 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1066943)** 2016-02-08 16 h 45 **Transmission :** 2016-02-08 16 h 45	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 14 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1062536)** 2016-02-01 11 h 13 **Transmission :** 2016-02-01 16 h 26	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 20 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1	Monsieur Louis-Paul Parent Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1071065)** 2016-02-16 7 h 48 **Transmission :** 2016-02-16 7 h 48	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 21 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1062446)** 2016-02-01 10 h 35 **Transmission :** 2016-02-01 15 h 27	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 06 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Hanson 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1073004)** 2016-02-18 11 h 28 **Transmission :** 2016-02-18 13 h 23	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 07 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1063039)** 2016-02-02 7 h 28 **Transmission :** 2016-02-02 7 h 28	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 13 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1063705)** 2016-02-02 16 h 46 **Transmission :** 2016-02-03 1 h 07	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 18 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1065490)** 2016-02-05 9 h 34 **Transmission :** 2016-02-05 13 h 18	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 24 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Constructions RRN inc. 812, Queen Saint-Lambert. (Montérégie), QC, J4R 1J8	Monsieur Richard Nault Téléphone : 450 465-6888 Télécopieur : 450 465-0299	**Commande : (1062551)** 2016-02-01 11 h 22 **Transmission :** 2016-02-01 19 h 07	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 01 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Entreprises Cogenex Inc. 10685 boul. Henri-Bourassa Est, bureau 300 Montréal, QC, H1C1G7	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1062459)** 2016-02-01 10 h 41 **Transmission :** 2016-02-01 15 h 27	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 10 h 57 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1063142)** 2016-02-02 9 h 02 **Transmission :** 2016-02-02 10 h 23	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 20 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Monsieur Mathieu Lafontaine Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1064724)** 2016-02-04 9 h 59 **Transmission :** 2016-02-04 11 h 01	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 23 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 40 - Télécopie 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h 01 - Télécopie 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Norclair inc.. 1900, rue Cunard, Bureau 200 Laval, QC, h7s2b2	Monsieur Jean-François Lessard Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	**Commande : (1062614)** 2016-02-01 11 h 59 **Transmission :** 2016-02-01 16 h 50	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 09 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1062639)** 2016-02-01 12 h 31 **Transmission :** 2016-02-01 17 h 26	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 02 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3	Madame Josée Arseneault Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1065128)** 2016-02-04 15 h 21 **Transmission :** 2016-02-04 15 h 21	2552310 - Addenda no. 1 2016-02-19 11 h 04 - Messagerie 2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1 2016-02-19 9 h 06 - Courriel 2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis) 2016-02-22 9 h - Courriel 2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau) 2016-02-22 9 h - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Turcotte (1989) Inc..
1311, rue Arthur-Dupéré
Québec, QC, G1C0M1

Monsieur Simon Roussel
Téléphone : 418 661-3726
Télécopieur : 418 661-9637

Commande : (1063178)
2016-02-02 9 h 26
Transmission :
2016-02-02 10 h 38

2552310 - Addenda no. 1
2016-02-19 11 h 23 - Messagerie

2552312 - 10191 - Bordereau addenda 1
2016-02-19 9 h 07 - Télécopie

2552999 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (devis)
2016-02-22 9 h - Télécopie

2553000 - 10191 - Bordereau addenda 1 format EXCEL (bordereau)
2016-02-22 9 h - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Optimisation du réseau
Objet :	Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 – 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1163775001_Info Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1161029001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Potosi Construction, 9203-8959 Québec Inc., pour le remplacement des fenêtres et travaux connexes de l'édifice du 2060 Dickson (0434) - Dépense totale de 1 287 032,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5830 - 04 soumissionnaires - Contrat 14707

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 287 032,50 $, taxes incluses, pour le remplacement des fenêtres et travaux connexes de l'édifice du 2060 Dickson (0434), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Potosi Construction, 9203-8959 Québec Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 184 070,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5830;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 41,88 % par l'agglomération, pour un montant de 539 009,21 $.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-29 15:18

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161029001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Potosi Construction, 9203-8959 Québec Inc., pour le remplacement des fenêtres et travaux connexes de l'édifice du 2060 Dickson (0434) - Dépense totale de 1 287 032,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5830 - 04 soumissionnaires - Contrat 14707

CONTENU

CONTEXTE

L'édifice du 2060 Dickson, construit en 1958, est un imposant et important immeuble occupé principalement par l'Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM) et par le Service du matériel roulant et ateliers (SMRA). Le rez-de-chaussée est majoritairement utilisé par le SMRA pour l'entretien et la réparation des véhicules lourds et légers appartenant à la Ville et dessert la région Est de l'île de Montréal. Le premier étage contient les bureaux de la Direction des travaux publics de l'arrondissement MHM alors que le dernier étage est occupé par le Bureau des élections, relevant du Service du greffe.
Le chauffage de l'édifice du 2060 Dickson vient d'être remplacé au complet (février 2016) permettant des économies d'énergie tout en améliorant le confort des employés du magasin, du garage et des bureaux.

Le présent projet s'inscrit dans la continuité des investissements que le Service de la gestion et de la planification (SGPI) entend réaliser pour répondre aux préoccupations des occupants et assurer la pérennité des installations, le tout en conformité avec les politiques de la Ville en termes de développement durable et de réduction des gaz à effet de serres.

Les investissements réalisés au cours des cinq dernières années selon une planification stratégique tenant compte des priorités et totalisant ± 7 millions pour quatre projets distincts sont :
1) - Nouvelle entrée électrique de la cour Dickson, remplacement des panneaux électriques désuets;
2) - Mise aux normes des séparateurs d'huile du garage;
3) - Réfection de la toiture, mise en conformité des issues de secours du bâtiment, installation d'un système d'alarme incendie, éclairage extérieur de l'édifice et de la cour Dickson;
4) - Conversion du chauffage à l'eau chaude (3,5 M$).

Les plans et devis ont été réalisés par la firme d'architecte Services intégrés Lemay et

associés inc. avec laquelle la Ville détient un contrat-cadre.

Le marché a été sollicité via un appel d'offres public dans le journal Le Devoir et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du 10 février 2016 au 2 mars 2016, date d'ouverture des soumissions, laissant 20 jours aux soumissionnaires pour se procurer les documents et déposer leur soumission. La validité des soumissions est pour une période de 120 jours à partir de la date de dépôt, soit à compter du 2 mars 2016.

Un seul addenda a été émis le 25 février 2016 pour rééditer la gestion des déchets de construction, car les documents paraissaient mal à l'impression dans le cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0388 18 juin 2015 Autoriser une dépense de 1 052 517,88 $, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du programme de protection de bâtiments industriels et corporatifs, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant et approuver un projet de convention par lequel Services intégrés Lemay et associés inc., Bouthillette Parizeau inc., Marchand Houle & associés inc. et Pasquin St-Jean & associés inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 002 517,88 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-14035 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat de construction pour le remplacement des portes et fenêtres de l'édifice du 2060 Dickson. D'autres travaux pourraient s'avérer nécessaires pour assurer l'intégrité de l'enveloppe d'où les 15 % de travaux contingents inscrits au bordereau de soumission. Ce taux de 15 % tient compte de l'âge du bâtiment et des expériences précédentes démontrant que de nombreuses interventions dans un bâtiment vétuste peuvent révéler d'autres travaux difficilement prévisibles avant les travaux de démolition. Les dépenses incidentes (10 %) serviront principalement à réaliser certains travaux à contrat :

- Pour les déménageurs, le mobilier et le matériel déplacés au Greffe dans le cadre du projet antérieur (chauffage) n'ont pas été réinstallés pour laisser place aux travaux du présent projet;
- Pour le nettoyage des locaux du Greffe, le cas échéant;

À noter que les locaux du Greffe ne seront pas utilisés cette année (2016).

La rémunération des professionnels est à pourcentage du coût réel des travaux conformément à l'entente cadre en vigueur avec la firme d'architecte Services intégrés Lemay et associés inc.

Suite à l'appel d'offres public 5830, douze (12) firmes et l'APCHQ se sont procurées le cahier des charges, quatre d'entre elles ont déposé une soumission.

Liste des preneurs de cahier des charges	dépôt de soumission
Axe Construction Inc.	Oui
Construction D.L.T. (2014) Inc.	Non
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	Non
Construction Genfor Ltée	Non

Construction Michel Dubé Inc.	Non
Corporation de Construction Germano	Oui
Groupe Lessard Inc.	Non
Groupe Unigesco	Non
MELK Construction	Non
Potosi Construction	Oui
Procova Inc.	Oui
Trempro Construction Inc.	Non
XO Construction Inc.	Non

JUSTIFICATION

Quatre entrepreneurs généraux sur douze, soit un tiers des preneurs de cahier des charges ont déposé une soumission et toutes sont conformes. Les autres preneurs de cahier des charges n'ont pas déposé de soumission par manque de temps ou surcharge de travail en cette période d'année.

Soumissions conformes	**Coût de base (taxes incluses)**	**Contingences (10 %) (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Potosi Construction, 9203-8959 Québec Inc.	1 029 626,00 $	154 443,90 $	1 184 069,90 $
Procova Inc.	1 129 054,50 $	169 358,18 $	1 298 412,68 $
Axe Construction Inc.	1 343 503,80 $	201 525,57 $	1 545 029,37 $
Corporation de Construction Germano	1 352 238,00 $	202 835,70 $	1 555 073,70 $
Dernière estimation réalisée à l'externe ($)	1 026 025,29 $	153 903,79 $	1 179 929,08 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			1 395 646,41 $ 17,87 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			371 003,80 $ 31,33 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			4 140,82 $ 0,35 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			114 342,78 $ 9,66 %

La dernière estimation réalisée par les professionnels était de 1 179 929,08 $, soit à peine un demi pour cent moins élevée que la plus basse soumission conforme. Les deux soumissions les plus basses présentent un écart inférieur à 10 %, alors que les deux autres sont pratiquement identiques mais se détachent à près 20 % par rapport aux deux premières. On peut en déduire que les deux groupes de soumissionnaires ont présenté des produits différents bien qu'équivalents et que dans l'ensemble les soumissions s'avèrent cohérentes et reflètent une compréhension similaire des documents d'appel d'offres.

Le coût des travaux supplémentaires et des imprévus sera défrayé à même les contingences prévues au contrat (15 %).

La conformité et l'analyse des soumissions ont été réalisées par les professionnels du projet. La plus basse soumission est conforme et recommandée (voir recommandation des professionnels en pièces jointes).

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à la firme Potosi Construction, 9203-8959 Québec Inc., plus bas soumissionnaire conforme.

En outre, Intact compagnie d'assurance figure sur la liste des institutions financières habilitées à agir légalement comme caution au Québec (Source : Autorité des marchés financiers).

Par ailleurs l'adjudicataire recommandé ne figure pas sur la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ni sur le registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat bien que l'entreprise en détient une.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 1 287 032,50 $ sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 748 023,29 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale (Règlement 15-082- Corpo). Le solde, soit 539 009,21 $ sera assumé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-070.

Cette dépense sera assumée à 41,88 % par l'agglomération (voir intervention du Service des finances).

Le coût total maximal du présent contrat inclut les contingences 154 443,90 $ (15 %) et les incidences 102 962,60 $ (10 %).

Le budget est disponible au PTI 2016 - 2018 du Service de la gestion et de la planification immobilière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).
Dans le cadre de la Politique de développement durable des édifices municipaux (PDDEM), ce projet de remplacement de portes et fenêtres n'est pas assujetti à l'exigence LEED.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En respectant l'échéancier on réalise les travaux dans les meilleures conditions et sans impact majeur pour les occupants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas, car ce projet n'affecte pas les opérations des occupants et est circonscrit à l'immeuble.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat Avril 2016
Réalisation des travaux Mai à novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Françoise TURGEON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Réjean DANEAULT, Service du matériel roulant et des ateliers
Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement
Jean-Pierre FRAPPIER, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Jean B MASSÉ, Service du greffe

Lecture :

Normand CHRÉTIEN, 22 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Belgacem HIMEUR
Gestionnaire immobilier

Tél : 872-7912
Télécop. : 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514 872-3957
Télécop. : 514 280-3597

Rémy-Paul LAPORTE
Gestionnaire immobilier
En remplacement de André CAZELAIS
Chef de section - Gestion immobilière - Corporatif
(pour la période du 3 au 28 mars 2016)
Tél. 514 872-2419

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction gestion des projets de de développement et de maintien des actifs immobiliers

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS

En remplacement de Marie-Claude LAVOIE
Directrice - SGPI
(pour la période du 23 au 30 mars 2016)

Tél : 514 872-2619
Approuvé le : 2016-03-29

Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-03-29

Le 22 mars 2016

Monsieur Belgacem Himeur, MGP
Gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

projet : Garage Dickson – Remplacement des fenêtres et travaux connexes
objet : Rapport de soumission – Appel d'offres
Contrat : 14707 – Mandat : 17611-2-002
opus : 15-0324.01

Monsieur,

Suite à l'ouverture des soumissions du **2 mars 2016** pour le projet cité en rubrique, nous vous transmettons par la présente nos commentaires concernant l'étude des documents de soumission.

1. Soumission

Quatre (4) entrepreneurs, ont présenté une soumission. La liste suivante place par ordre de prix les soumissionnaires (avant taxes) :

1	***Potosi Construction ..... 895 523,00 $***	***conforme***
2.	*Procova .....982 000,00 $*	*conforme*
3.	*Axe Construction.....1 168 518,20 $*	*conforme*
4.	*Germano. .....1 176 115,00 $*	*conforme*

2. Conditions essentielles à la recevabilité d'une soumission

Les quatre (4) soumissions reçues ont été jugées conformes suite à l'analyse de celles-ci par la Ville de Montréal.

Les quatre (4) soumissions sont valides jusqu'au **2 juin 2016**, soit quatre-vingt-dix (90) jours après l'ouverture des soumissions, à l'échéance du cautionnement de soumission.

3. Budget

Le coût estimé par les professionnels pour les travaux de remplacement des fenêtres au Garage Dickson (ref.: estimation classe A, émission pour appel d'offres, le 4 février 2016) est de **892 389,90 $** avant taxes et contingences de construction.

Le montant de la soumission la plus basse reçue de « **Potosi Construction** » est de **895 523,00 $** avant taxes et s'inscrit à l'intérieur des prévisions budgétaires. L'écart représente une différence de 3 133,00 $, soit une diminution de 0.4%, entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation des coûts préparée par les professionnels.

lemay® est une marque de commerce déposée des Services intégrés Lemay et associés inc.

projet : Garage Dickson – Remplacement des fenêtres et travaux connexes
objet : Rapport de soumission – Appel d'offres
Contrat : 14707 – Mandat : 17611-2-002
opus : 15-0324.1

4. Analyse des soumissions

Pour les détails de comparaisons des coûts à chaque item, voir le tableau d'analyse de soumissions en pièce-jointe.

De façon générale, on remarque qu'il y a des disparités entre les coûts détaillés des différentes soumissions et de l'estimation. Les variations de coûts observées suggèrent que la distribution des coûts aux différents items diverge entre les soumissions ainsi qu'à l'estimation des professionnels.

Tout d'abord, on constate que le plus bas soumissionnaire a présenté un prix relativement inférieur à la moyenne des soumissions reçus, avec un écart de 160 016,05 $ ou environs 19%.

La ventilation des coûts de la plus basse soumission montre plusieurs items qui sont nettement inférieurs aux autres soumissions reçues notamment pour les items inclus sous les travaux de démolition, de maçonnerie, de charpenterie et de finition. Il est possible que le soumissionnaire ait choisi d'inclure une part de ces coûts avec les items « Fenêtre en aluminium à châssis fixes ou à volets ouvrants », « Chambranles, portes et quincaillerie » et « Miroiterie, vitrage » dont les prix sont supérieurs aux autres soumissions reçues.

Il existe aussi a une disparité notable entre les prix soumis aux items « Générales » et « Division 01 – Exigences générales » qui ont été distribués différemment entre les soumissions et l'estimation des coûts des professionnels. Cependant en additionnant les montants sous ces deux catégories, la comparaison démontre que la moyenne des coûts de soumissions s'apparente à l'estimation des professionnels avec un écart d'environ 2% tandis que le plus bas soumissionnaire indique des coûts inférieurs de 119 838,30 $ à la moyenne des autres soumissions, ce qui explique en bonne partie l'écart total entre la plus basse soumission et la moyenne des soumissions reçues.

Finalement, notez que (3) trois des (4) quatre soumissionnaires ont omis d'indiquer un montant sous l'item « administration et profits ». Le seul prix reçu pour cet item est celui de *Germano*, qui présente la plus haute soumission avec un taux d'administration et profits de 15.6%, ce qui nous apparait élevé. L'estimation prévoyait un taux de 8%, soit environ la moitié moins. Cette différence explique une part significative de l'écart de coût entre la plus haute soumission et l'estimation des professionnels. Les coûts « Administration et profits » ont probablement été distribués sous d'autres items aux contenus des (3) trois plus basses soumissions. En l'absence d'information détaillée, il est impossible d'analyser cet item pour l'ensemble de la soumission.

5. Références sur l'entrepreneur le plus bas conforme

« Potosi Construction. » opère sous le numéro de licence **5595-2113-01**, dont le renouvellement annuel est due pour le 12 juin 2016 et possède les catégories requises l'autorisant à procéder au type de travaux prévus dans le présent contrat pour des édifices publics et dont copie est jointe à la formule de soumission.

projet : **Garage Dickson – Remplacement des fenêtres et travaux connexes**
objet : **Rapport de soumission – Appel d'offres**
Contrat : 14707 – Mandat : 17611-2-002
opus : 15-0324.1

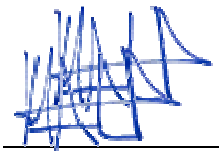
6. Recommandation des professionnels

Compte tenu que la soumission recevable la plus basse a été jugée conforme et considérant que rien, jusqu'à présent, ne nous indique qu'il y ait eu omission de certains travaux, nous considérons que le contrat pour le remplacement des fenêtres et travaux connexes au Garage Dickson, pourrait être accordé au plus bas soumissionnaire conforme, soit :

« **Potosi Construction (9203-8959 Québec inc.)** » au montant initial de sa soumission de **895 523,00 $** avant taxes.

Espérant le tout conforme, recevez Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

lemay®



Marc-André Lemaire, architecte
chargé de projet

pj : Tableau comparatif

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO : 5830

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 03 - 07 R1

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14707	17611-2-002	0434

Titre

Garage Dickson - Remplacement des fenêtres et travaux connexes

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	(Potosi Construction) 9203-8959 Québec Inc.	1 184 070,00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☒ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☒ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : Au point 7 - Intérêts dans l'industrie de l'armement nucléaire, le soumissionnaire a coché les deux (2) cases. Nous ne pouvons confirmer s'il détient ou non un intérêt défini par le Conseil à la résolution CO9003584.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Procova inc.	1 298 412,58 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : Le soumissionnaire a inclus à sa soumission, le cahier des instructions aux soumissionnaires.

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Axe Construction Inc.	1 545 029,37 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Corporation de construction Germano	1 555 074,00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
5		$	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
6		$	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	$ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : Services intégrés Lemay et associés inc. (Lemay)

Fonction : Chargé de projet, architecture nom : Marc-André Lemaire, architecte

Projet: Garage Dickson (434) - Remplacement des fenêtres et travaux connexes

Contrat : 14707

Appel d'offres : 5830

Calcul du coût des travaux			TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Contrat					
	%	**$**			
Travaux forfaitaires					
Structure					
Civil					
Mécanique					
Électricité					
Architecture	100,0%	895 521,64 $	44 776,08 $	89 328,28 $	1 029 626,00 $
Sous-total	100,0%	895 521,64 $	44 776,08 $	89 328,28 $	1 029 626,00 $
Contingences	15,0%	134 328,25 $	6 716,41 $	13 399,24 $	154 443,90 $
Total - Contrat		**1 029 849,88 $**	**51 492,49 $**	**102 727,53 $**	**1 184 069,90 $**
Dépenses incidentes					
Générales	10,0%	89 552,16 $	4 477,61 $	8 932,83 $	102 962,60 $
Spécifiques					
Coût des travaux (montant à autoriser)		**1 119 402,04 $**	**55 970,10 $**	**111 660,35 $**	**1 287 032,50 $**

Calcul du coût des travaux après les ristournes				Total
Ristourne TPS	100,00%	55 970,10 $		55 970,10 $
Ristourne TVQ	50,00%		55 830,18 $	55 830,18 $
Coût des travaux (montant à emprunter)				**1 175 232,22 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161029001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Corporatif
Objet :	Accorder un contrat à Potosi Construction, 9203-8959 Québec Inc., pour le remplacement des fenêtres et travaux connexes de l'édifice du 2060 Dickson (0434) - Dépense totale de 1 287 032,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5830 - 04 soumissionnaires - Contrat 14707

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161029001 - information comptable 2060 Dickson.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514-872-0946

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1164139003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B) pour une somme maximale de 724 923,12 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15056 ; 3 soumissionnaires / approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel Cima+ s.e.n.c., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels d'ingénierie pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B) pour une somme maximale de 724 923,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15056 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-24 10:11

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164139003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B) pour une somme maximale de 724 923,12 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15056 ; 3 soumissionnaires / approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La rue Saint-Paul constitue la plus ancienne rue commerciale de Montréal. Elle fut créée officiellement en 1673 par les Messieurs de Saint-Sulpice en utilisant le chemin qui bordait la lisière nord de la commune. Aujourd'hui, la rue Saint-Paul constitue toujours l'artère commerciale principale de l'arrondissement historique de Montréal (Vieux-Montréal).
Les dernières interventions significatives sur la rue Saint-Paul ayant été réalisées au cours des années 1980 et les revêtements de surface étant très détériorés, la Ville a retenu sa réfection comme projet prioritaire. Cette intervention est inscrite au *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal* adopté par le conseil de ville à sa séance du 26 août 2013.

Le projet retenu privilégie les déplacements à pied dans le Vieux-Montréal tout en assurant la vitalité commerciale de la rue. La préoccupation de s'inscrire dans une démarche de développement durable milite en faveur de systèmes constructifs et de matériaux simples, résistants, faciles d'entretien et tenant compte des qualités patrimoniales du lieu.

Le projet comprend la réfection des infrastructures et l'aménagement du domaine public de manière à permettre un meilleur partage de l'espace public en diminuant l'emprise de la voiture au profit des piétons. Le territoire d'intervention couvre la rue Saint-Paul, de la rue Berri à la rue McGill, et la réalisation du projet est prévue en trois phases :

§ Phase 1 : section située entre la rue Berri et la Place Jacques-Cartier incluant certaines rues à proximité, soit la Côte Berri (entre la rue du Champ-de-Mars et la rue de la Commune), la rue Bonsecours (entre la rue Notre-Dame et la rue de la Commune) la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonneau;
§ Phase 2 : section située entre la Place Jacques-Cartier et la rue Saint-Sulpice;
§ Phase 3 : section située entre la rue Saint-Sulpice et la rue McGill, incluant les abords de la Place Royale.

Les travaux de la phase 1, qui ont fait l'objet d'une planification intégrée avec les différents propriétaires d'infrastructures enfouies sous la chaussée, ont été amorcés à l'automne 2014. Ils ont été découpés en 3 (trois) lots de travaux, dont deux (2) seront complétés ou en voie de l'être au printemps 2016 :

§ Lot 1 : Réaménagement de la Côte Berri (entre la rue du Champ-de-Mars et la rue de la Commune), réaménagement de la rue Bonsecours (entre la rue Notre-Dame et la rue Saint-Paul) et réaménagement de la rue Bonneau ; travaux complétés en 2015, à l'exception de la pose des pavés sur la rue Bonneau planifiée en avril et mai 2016;

§ Lot 2A : Reconstruction de l'aqueduc et des branchements de services de la rue Saint-Paul (entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours) ; travaux prévus du début mars à la mi-mai 2016;

§ Lot 2B : Réaménagement de la rue Saint-Paul (entre Place Jacques-Cartier et la rue Berri), de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours (entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune), du parvis nord et sud du Marché Bonsecours et du parvis de la Chapelle Notre-Dame du Bonsecours.

Le conseil d'agglomération a octroyé le 24 mars 2016 le contrat de réalisation des travaux du lot 2B de la phase 1 du projet, soit celui portant sur les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours.

Le présent dossier vise l'octroi du contrat de services professionnels prescrits au suivi et à la surveillance des travaux du Lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul.

Le Service de la mise en valeur du territoire a mandaté la Division des grands projets #2 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour assurer la réalisation des plans et devis, les travaux ainsi que la gestion des chantiers.

Ce projet significatif pour le Vieux-Montréal est réalisé en partenariat avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec dans le cadre de *l'Entente sur le développement culturel de Montréal.*

Le budget global du projet est estimé à 35M$. La phase 1, financée dans l'*Entente* 2012-2015, est évaluée à 16,5M$, dont 3M$ proviennent du ministère de la Culture et des Communications. Le financement des phases 2 et 3 doit être confirmé dans la prochaine entente.

Étapes déjà réalisées:

	Coût	Date de début	Date de fin
• Plans et devis de la phase 1	157 078$	Septembre 2014	Décembre 2015

Étapes en cours de réalisation :	Coût	Date de début	Date de fin
• Phase 1 - Lot 1 : Réaménagement de la rue	3 036 593 $	Juin 2015	Mai 2016

Bonsecours, de la rue Bonneau et de la Côte Berri	1 687 611 $	Mars 2016	Mai 2016
• Phase 1 - Lot 2A : Reconstruction de l'aqueduc et raccordement des drains à l'égout de la rue Saint-Paul, de la Place Jacques-Cartier à la rue Bonsecours			

Étape à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Phase 1 - Lot 2B : Surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri	Mai 2016	Décembre 2018

Étapes à venir :	Coût	Date de début	Date de fin
• Phase 1 - Lot 2B : Réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri	12 641 003 $	Mai 2016	Décembre 2018 (pas de travaux en 2017)
• Phase 2 : Réaménagement de la rue Saint-Paul, de la place Jacques-Cartier la rue Saint-Sulpice		à confirmer	à confirmer
• Phase 3: Réaménagement de la rue Saint-Paul, de la rue Saint-Sulpice à la rue MGill		à confirmer	à confirmer

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0017, 28 janvier 2016 (dossier 1154139004) - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de conduite d'eau secondaire et de raccordement des drains à l'égout unitaire dans la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours - lot 2A de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul

CG16 0030, 28 janvier 2016 (dossier 1150522002) - Conclure une entente-cadre, d'une durée de 84 mois, avec Rock of Ages Canada inc. pour la fourniture de pavés de granit dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, de la rue Berri à la rue McGill, pour une somme maximale de 1 596 004,25 $, taxes et contingences incluses.

CG15 0512, 19 octobre 2015 (dossier 1153751005) - Adoption - Règlement autorisant un

emprunt de 16 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul - phase 1 - réalisés en partie dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015*

CG15 0285 , 4 mai 2015 (dossier 1154139001) - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul

CG11 0175, 19 mai 2011 (dossier 1110687002) - Règlement autorisant un emprunt de 31 064 000 $ pour la réalisation de projets déterminés dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel 2008-2012* , ainsi que divers travaux d'aménagement et de mise en valeur du domaine public dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal et dans les secteurs d'intérêt patrimonial.

DESCRIPTION

La présente demande vise à autoriser l'octroi d'un contrat de services professionnels à la firme Cima+ pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune et du trottoir nord de la rue de la Commune entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul.
Également, il s’agit d’approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin. La convention de services professionnels a été rédigée à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et est présentée en pièce jointe au présent dossier.

Description des services professionnels requis

Les services professionnels requis portent notamment sur la surveillance des travaux, la gestion de l’exécution des travaux, la validation de l’arpentage de construction, la surveillance en matière de gestion des impacts sur la circulation et sur les riverains ou encore une combinaison de ces travaux relativement au projet, afin de s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis. Le contractant sera rémunéré selon la méthode horaire.

Critères de sélection et pondération

Les offres soumises par les firmes dans le cadre de l'appel d'offres public 16-15056 ont été analysées à l'aide d'une des grilles d'évaluation standard approuvées par le comité exécutif en vertu de la résolution CE12 1261. De façon plus précise, les critères de sélection et la pondération utilisés étaient les suivants :

- Présentation de l’offre : 5%;
- Compréhension du mandat et de la problématique : 10%;
- Méthodologie proposée : 10%;
- Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables : 20%;
- Qualification et expérience du chargé de projet : 25 %
- Qualification et expérience du personnel affecté au projet : 30 %

L'appel d'offres a été publié du 15 février au 2 mars 2016 dans le journal Le Devoir et sur le

site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 17 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes. La soumission est valide pendant les cent quatre-vingt (180) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 29 août 2016.

Un (1) addenda a été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda no 1 émis le 25 février 2016: Correction apportée au total d'heures requises pour le poste de technicien intermédiaire

JUSTIFICATION

La réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul requiert une surveillance en continu tout au long de la durée des travaux. Étant donné que ces besoins sont limités à la durée du projet, il est avantageux pour la Ville de recourir à des services professionnels d'une firme externe. D'autre part, et compte tenu de la nature des travaux (aménagement du domaine public de qualité, pose de pavés de granit neufs et anciens, etc.), des services professionnels spécialisés sont requis. Dans cette optique, l'octroi d'un contrat à l'externe est recommandé étant donné que les services requis ne peuvent être couverts entièrement par les contrats-cadres actuels de la Ville.
La surveillance des travaux par un consultant encadré par un représentant de la Ville de Montréal permettra de s'assurer du progrès des travaux, de même que de la qualité de leur exécution. Le consultant devra en ce sens informer la Ville de tout défaut, manquement, retard dans la progression des travaux et reprise de travaux jugés non conformes aux documents contractuels. Il devra également recommander à la Ville les modifications requises et les actions à prendre pour assurer la bonne marche des travaux.

Précisons finalement que tout retard dans l'octroi du contrat de services professionnels faisant l'objet du présent dossier se répercutera sur le calendrier des travaux, ceux-ci ne pouvant commencer sans surveillance. Le calendrier des travaux est serré, avec notamment pour objectif de compléter tous les travaux sur la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours d'ici la fin 2016, en vue des célébrations entourant les festivités du 375ème anniversaire de la fondation de Montréal.

Suite à l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs de cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission et quatre (4) n'en ont pas déposé; soit des proportions respectives de 43% et 57%. La liste des preneurs du cahier des charges ainsi que les motifs de désistement, lorsque ceux-ci sont connus, se trouvent dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les offres reçues ont été présentées conformément aux politiques, règlements et encadrements administratifs prévoyant une évaluation en deux étapes à partir des documents fournis, et ce, dans deux enveloppes scellées. Les trois offres de service reçues ont été analysées en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels - enveloppe n^{o} 1).

Soumissions reçues :

1- CIMA+ s.e.n.c.
2- WSP Canada inc.
3- Les Consultants S.M.inc.

Le comité de sélection a siégé le 14 mars 2016. Les trois (3) propositions ont été jugées recevables et ont été analysées par le comité de sélection. Une d'entre elles a obtenu le

pointage minimal requis et a été jugée admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe n° 2).

Soumission retenue techniquement:

CIMA+ s.e.n.c.

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes, les notes obtenues ainsi que le prix des soumissions, taxes incluses. Le tableau présente également les différents écarts entre les soumissions et l'estimation et entre les soumissions.

Soumissions	Pointage intérimaire	Pointage final	Prix (taxes incluses)
1- CIMA+ s.e.n.c.	73,5	1,7	724 923,12 $
Estimation interne			676 650,87 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)			48 272,25 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)			7%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note et l'adjudicataire ($)			n.a.
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)			n.a.

À la suite de l'analyse de conformité administrative par le Service de l'approvisionnement et de l'évaluation des soumissions par le comité de sélection, seule Cima+ s.e.n.c. a obtenu un pointage intérimaire supérieure au pointage minimum (note de 70). Les soumissions de WSP Canada inc. et de Consultants S.M. n'ont pas obtenu le pointage intérimaire minimal requis pour être considéré et se sont donc avérées non conformes.

L'offre déposée par Cima+ s.e.n.c. est conforme et s'élève à un montant de 724 923,12 $, taxes incluses.

L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles inscrites au bordereau de soumission et selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Le prix soumis par Cima+ s.e.n.c. est 7% supérieur à l'estimation interne.

La firme Cima+ s.e.n.c. détient une attestation de l'AMF, en date du 30 janvier 2015, lui permettant de conclure des contrats publics. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier. Le comité de sélection recommande donc l'octroi du contrat à Cima+ s.e.n.c., soit le soumissionnaire ayant obtenu la plus haute note finale au terme de l'évaluation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet de réaménagement de la rue Saint-Paul est financé par la Ville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec dans le cadre de l'*Entente* sur le développement culturel de Montréal avec le gouvernement du Québec.

Les services professionnels pour la surveillance des travaux du lot 2B sont prévus au PTI corporatif 2016-2018 du Service de la mise en valeur du territoire.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des Finances. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Le coût total maximal de ce contrat de 724 923.12 $ sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 661 951.43 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération #RCG 15-069 - « Travaux de réaménagement de la rue Saint- Paul»

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération

La dépense de 724 923.12 **$** est subventionnée à 30 % dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015* , par les recommandations de crédit #11-1.2.2.1-058, 11-1.2.2.1-078, 13-1.1.5.3-226 et 14-1.1.5.3-227, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 463 366.01 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La conception du projet tient compte de l'accessibilité aux personnes ayant des limitations fonctionnelles, tout en respectant le caractère historique du lieu.
L'espace réaménagé aura une durée de vie de plusieurs décennies. L'utilisation de matériaux nobles, tel le granit, et la mise en place d'un programme d'entretien adapté, permettra la livraison d'un projet urbain de grande qualité qui profitera à l'ensemble de la collectivité pour les prochaines générations. Enfin, l'aménagement privilégie une approche simple et durable, dans le respect des contraintes archéologiques du site.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin de respecter le calendrier et l'échéance de réalisation , il est nécessaire que les travaux commencent en mai 2016. Afin d'assurer la surveillance et l'assistance technique requises dans le cadre de ces travaux, le contrat pour les services professionnels en surveillance devra être signé en avril 2016.

Une décision favorable dans le présent dossier au conseil d'agglomération du 21 avril 2016 permettrait de réaliser le suivi des travaux prévus sur la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours, entre mai et novembre 2016, en vue des célébrations du 375^{e} anniversaire de la fondation de Montréal en 2017. Une décision tardive ou défavorable compromettrait l'atteinte de cet objectif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Depuis 2013, 5 soirées avec les riverains (commerçants et résidents) ont été organisées. Ces rencontres avaient pour but d'identifier les besoins et les préoccupations des riverains, de discuter du partage de l'espace entre les différents usagers et les scénarios d'aménagement et de présenter le concept final et l'échéancier de réalisation de la première phase. La Société de développement commercial du Vieux-Montréal a également été consultée tout au long du projet.
Pour les travaux du lot 2B, il est prévu plusieurs mesures d'accompagnement et d'animation, tel qu'un partenariat avec Montréal en Histoires, des activités archéologiques aux abords du chantier, un habillage du chantier avec des clôtures dotées de toiles de couleur, un parcours narratif sur l'histoire de la rue et du marché Bonsecours.

Un agent de liaison est également prévu tout au long de l'année 2016 pour assurer une meilleure communication entre les riverains et le chantier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cheminement du projet (phase 1 - lot 2B):
Octroi du contrat de surveillance des travaux: 21 avril 2016
Début des travaux – début mai 2016
Fin des travaux – Décembre 2018 (arrêt des travaux en 2017)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Nathalie M MARTIN, 18 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurent GUIGNARD
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514 872 3365
Télécop. : 514 868 3232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Alain TRUDEAU
Chef de division

Tél : 514-872-3683
Télécop. : 514 868 3232

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN

Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-24

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q. c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1164139003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B) pour une somme maximale de 724 923,12 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15056 ; 3 soumissionnaires / approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

int. octroi 16-15056.pdf tableau 16-15056.pdf 15056 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Richard DAGENAIS
c/s
Tél : 514-872-2608
Division : approvisionnement en biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15056 — No du GDD : 1164139003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en surveillance et assistance technique en ingénierie du projet de réaménagement de surface de la rue St-Paul entre la place

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 2 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 2 - 3 - 2016

Ouverture faite le : 2 - 3 - 2016

Date du comité de sélection : 14 - 3 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 25 - 2 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 42,86

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada	Pas le pointage intérimaire suffisant
Les Consultants S.M.	Pas le pointage intérimaire suffisant

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 8 - 2016

Date d'échéance révisée : 29 - 8 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Cima+	724 923,12	X	

Information additionnelle

Des quatre firmes qui n'ont pas soumis, une s'est désistée mentionnant qu'elle ne pouvait rencontrer les spécifications demandées. Nous n'avons pas eu de réponse des autres firmes.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 17 - 3 - 2016

16-15056 - Services professionnels en surveillance et assistance technique en ingénierie du projet de réaménagement de surface de la rue Saint-Paul entre la place Jacques-Cartier et la rue Berri

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expertise du chargé de projet 25%	Qualification et expertise du personnel affecté au mandat 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+	4,33	7,00	8,33	16,00	15,50	22,33	73,5	724 923,12 $	1,70	1
WSP Canada	3,17	6,33	7,00	14,00	18,33	17,00	65,8			Non conforme
Les Consultants S.M.	3,83	7,33	6,67	13,33	16,00	16,67	63,8			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	lundi 14-03-2016
Heure	13h30
Lieu	801 Brennan, salle P_10_10145

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15056
Numéro de référence : 954266
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP surveillance assistance technique ingénierie du projet réaménagement surface de la rue St-Paul entre Place Jacques-Cartier et rue Berri

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1070915)** 2016-02-15 15 h 29 **Transmission :** 2016-02-15 15 h 29	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1071275)** 2016-02-16 10 h 07 **Transmission :** 2016-02-16 10 h 07	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1071716)** 2016-02-16 15 h 52 **Transmission :** 2016-02-16 15 h 52	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1074620)** 2016-02-22 11 h 32 **Transmission :** 2016-02-22 11 h 32	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services intégrés Lemay et associés inc. 780, ave Brewster, 4e étage Montréal, QC, H4C 2K1 http://www.lemayonline.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 787-3322 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1071667)** 2016-02-16 15 h 17 **Transmission :** 2016-02-16 15 h 17	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1072034)** 2016-02-17 10 h 01 **Transmission :** 2016-02-17 10 h 01	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1071196)** 2016-02-16 9 h 24 **Transmission :** 2016-02-16 9 h 24	2555479 - 16-15056 Addenda No 1 2016-02-25 13 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

l'éducation.

Autorité des marchés financiers

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164139003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ s.e.n.c. pour la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul (phase 1 - lot 2B) pour une somme maximale de 724 923,12 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15056 ; 3 soumissionnaires / approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164139003 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Tél : 514 872-5911

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

Josée BÉLANGER
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-5676

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CIMA+ s.e.n.c., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 900, Montréal, Québec, H3C 3X6, agissant et représentée par Raymond Leclerc, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 16 février 2016;

Ci-après appelée le
« **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : R103036430
N^{o} d'inscription T.V.Q. :1010372212

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des Infrastructures, de la Voirie et des Transports ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 15 février 2016 relatifs à la surveillance des travaux du lot 2B de la rue Saint-Paul;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 2 mars 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à réaliser le suivi et la surveillance de chantier, la gestion de l'exécution des travaux, la validation de l'arpentage de construction, la surveillance en matière de gestion des impacts sur la circulation et sur les riverains ou encore une combinaison de ces travaux relativement au projet.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8

HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de sept cent vingt-quatre mille neuf cent vingt-trois dollars et 12 cents (724 923,12 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

La Ville paiera au Contractant des honoraires calculés selon la méthode horaire. La méthode horaire comporte le paiement du temps d'utilisation des membres du personnel de l'adjudicataire appelés à travailler directement à la réalisation du Projet.

Les taux horaires facturables par la firme pour les heures effectuées sont ceux soumissionnés et seront applicables sur toute la durée du mandat.

Le Contractant devra soumettre sa première facture d'honoraires au courant du mois qui suit la réunion de démarrage du projet. Par la suite, le Contractant devra soumettre mensuellement une facture pour les services rendus. Au terme de ses services professionnels, le Contractant devra indiquer clairement sur sa facture la mention : <<Facture finale>>.

Les factures devront être transmises au Responsable du projet, sous format électronique et sous format papier.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

CIMA+ s.e.n.c.

Par : _____
Raymond Leclerc, ing. , associé

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1163334005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Axor Experts-conseils inc. un contrat de services professionnels d'une durée approximative de trois ans en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau - au montant de 3 096 236,50 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 16-14928 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé:

1. d'accorder à la firme Axor Experts-Conseils inc. un contrat de services professionnels d'une durée approximative de trois ans en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau - au montant de 3 096 236,50 $, taxes incluses;

2. d'approuver un projet de convention par lequel la firme Axor Experts-Conseils inc. ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau pour une somme de 3 096 236,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14928 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer la convention de services professionnels et tout document y donnant suite;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 11:14

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163334005**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Axor Experts-conseils inc. un contrat de services professionnels d'une durée approximative de trois ans en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau - au montant de 3 096 236,50 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 16-14928 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme triennal d'immobilisation, la Direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU) doit entreprendre ou poursuivre plusieurs projets de mise à niveau de ses infrastructures tant sur son réseau des intercepteurs, collecteurs et bassins qu'à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station). Ces projets incluent la mise à niveau de stations de pompage, des ouvrages de contrôle et de régulation sur les réseaux des collecteurs et des intercepteurs ainsi que des installations et équipements de la Station.

Une partie de ces projets est préparée et réalisée par le personnel du groupe d'ingénierie d'usine et de procédés de la DÉEU. En appui au personnel technique pour réaliser l'ensemble des projets prioritaires, la DÉEU requiert les services d'une firme d'ingénierie qui dispose d'une expertise multidisciplinaire pour produire des études, préparer des estimations des coûts, préparer des plans et devis préliminaires et détaillés, exécuter la surveillance et assurer un contrôle de la qualité des ouvrages concernés.

L'objectif du présent contrat est de permettre à la DÉEU réaliser plusieurs projets de mises à niveau de diverses installations en utilisant les services de professionnels en ingénierie.

Un appel d'offres public a été lancé le 10 février 2016 et l'ouverture des soumissions s'est effectuée le 29 février 2016. Le montant pour contingences et dépenses afférentes est de 10 %. Un addenda a été émis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels en ingénierie multidisciplinaire à taux horaires selon un nombre d'heures déterminées pour une durée approximative de trois ans et inclut des mandats de types études, conception, réalisation et surveillance des travaux de construction.

Les travaux prévus par le présent contrat incluent des mises à niveaux d'édicules et de stations de pompage à travers l'île de Montréal ainsi que des mises à niveau dans plusieurs secteurs de la Station:

- mise à niveau des systèmes électriques, mécaniques, d'automatisation et de ventilation dans les édicules et stations de pompage suivants: Langelier, Lanthier, Salk, Hénault, Curotte, Auteuil, Meilleur, Autoroute des Laurentides, O'Brien, Iles aux Régates, Cité du Havre et Joliette;
- travaux sur les systèmes de climatisation et ventilation de la salle des serveurs informatiques;
- mise à niveau de la prise d'air du système de ventilation principale au bâtiment de l'Administration;
- mise à niveau des systèmes de ventilation avec récupération de chaleur aux garages;
- ajout de climatisation avec pressurisation et filtration du H2S à la salle UPS du bâtiment du prétraitement;
- travaux de ventilation et climatisation de la salle des serveurs informatiques de l'Unité d'ozonation en continu;
- amélioration des systèmes de ventilation au bâtiment des boues;
- travaux de chauffage dans les galeries souterraines.

JUSTIFICATION

Plusieurs équipements et systèmes de la Station et du réseau des intercepteurs et collecteurs datent des années 70 et 80. Plusieurs mises à niveau requièrent d'être réalisées quasi simultanément d'ici les prochaines années.

Afin de réaliser ces mandats d'ingénierie rendus nécessaires par le vieillissement des installations et l'amélioration des conditions en matière de santé et sécurité, les services d'une firme d'ingénierie disposant d'une expertise multidisciplinaire sont requis. Cette firme réalisera des études, des estimations de coûts, les plans et devis détaillés, la surveillance de travaux et le contrôle de qualité des ouvrages.

Tableau d'analyse des soumissions				
Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)	**Pointage final**
1. Axor Experts-Conseils inc.	**2 814 760.45 $**	**281 476.05 $**	**3 096 236.50 $**	**0.43**
2. SNC-Lavalin inc.	**3 257 714.87 $**	**325 771.49 $**	**3 583 486.36 $**	**0.37**

3. TETRA TECH QI inc.	**3 436 970.67 $**	**343 697.07 $**	**3 780 667.74 $**	**0.32**
Estimation interne des professionnels	3 259 196.32 $	**325 919.63 $**	3 585 115.95 $	
Coût moyen des soumissions reçues			3 486 796.87 $	
Écart entre la moyenne et la firme ayant obtenu le plus haut pointage			12.61%	
Écart entre la firme ayant obtenu le plus haut pointage final et l'estimation interne			(488 879.45 $)	
Écart entre la firme ayant obtenu le plus haut pointage et l'estimation interne (%)			-13.64%	

Veuillez vous référer à l'intervention du service de l'Approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions.

L'écart entre l'estimation interne et Axor Experts-Conseils inc. est favorable de 13,64 %. Cet écart s'explique uniquement par un taux horaire moyen de 95 $ / heure à la soumission comparativement à 110 $ / heure pour l'estimation interne.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites.

Les entreprises devaient détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers pour soumissionner dans le cadre de ce contrat en vertu du décret 795-2014 du 24 septembre 2014 et Axor Experts-Conseils inc. détient une telle attestation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour les services professionnels d'une durée de trois ans en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau sont de 3 096 236,50 $, taxes incluses. Cette dépense représente un coût net de ristournes de taxes de 2 827 276,62 $. Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné le contexte opérationnel de la gestion des eaux usées, soit 24 heures sur 24, 365 jours par année, la mise à niveau des installations permettra de diminuer les bris d'équipements et de maintenir ceux-ci en bon état de fonctionnement.

L'octroi du présent contrat permettra de réaliser un plus grand nombre de projets

d’ingénierie.

Le fait de ne pas accorder le contrat ne permettra pas d'atteindre les objectifs en terme de réalisation de projets du PTI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude S MEUNIER
Ingénieur

Tél : 280-4418
Télécop. : 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-03-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-03-23

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-14928 — No du GDD : 1163334005

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire – Travaux d'amélioration et de mise à niveau

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 2 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - [illegible] - 2016

Ouverture faite le : 29 - 2 - 2016

Date du comité de sélection : 17 - 3 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 23 - 2 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 30

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 8 - 2016

Date d'échéance révisée : 27 - 8 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
AXOR Experts-Conseils Inc.	3 096 236,50 $	√	
SNC-Lavalin inc.	3 583 486,36 $		
TETRA TECH QI INC.	3 780 667,74 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges nous indique: Deux (2) firmes ont un manque de ressources. Une (1) firme est sous-traitant pour un soumissionnaire. Une (1) firme a pris le cahier des charges pour son information. Trois (3) firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 21 - 3 - 2016

16-14928 - Services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire – Travaux d'amélioration et de mise à niveau

FIRME	Présentation de l'offre. 5%	Compréhension du mandat et de la problématique. 10%	Méthodologie proposée. 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblable. 10%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat. 30%	Qualification et expérience du chargé de projet. 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
AXOR Experts-Conseils inc.	4,33	8,00	12,00	8,00	24,33	27,00	83,7	3 096 236,50 $	0,43	1
SNC-Lavalin inc.	4,00	9,00	12,00	8,00	26,00	23,33	82,3	3 583 486,36 $	0,37	2
TETRA TECH QI INC.	3,33	7,33	10,83	6,67	21,33	23,33	72,8	3 780 667,74 $	0,32	3
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	17-03-2016
Heure	9 h 30
Lieu	9515 St-Hubert

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-14928
Numéro de référence : 953059
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire – Travaux d'amélioration et de mise à niveau

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1068876)** 2016-02-11 10 h 39 **Transmission :** 2016-02-11 10 h 39	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Amec Foster Wheeler Environnement & Infrastructure 210 Colonnade Road South Suite 300 Nepean, ON, K2E7L5 http://www.amecFW.com NEQ : 1149862121	Monsieur Christian Thibault Téléphone : 613 727-0658 Télécopieur :	**Commande : (1069351)** 2016-02-11 16 h **Transmission :** 2016-02-11 16 h	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur	**Commande : (1068161)** 2016-02-10 11 h 39 **Transmission :**	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

		: 514 846-4005	2016-02-10 11 h 39	électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1068503)** 2016-02-10 16 h 43 **Transmission :** 2016-02-10 16 h 43	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe BBA 375, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H 6C3 http://www.bba.ca NEQ : 1148460331	Madame Nathalie Rondeau Téléphone : 450 464-2111 Télécopieur :	**Commande : (1069370)** 2016-02-11 16 h 12 **Transmission :** 2016-02-11 16 h 12	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1067878)** 2016-02-10 9 h 22 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 22	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1068760)** 2016-02-11 9 h 34 **Transmission :** 2016-02-11 9 h 34	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 425, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 1001 Montréal, QC, H3A 3G5 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1067902)** 2016-02-10 9 h 34 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 34	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1071395)** 2016-02-16 11 h 27 **Transmission :** 2016-02-16 11 h 27	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 51 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169711510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1068643)** 2016-02-11 8 h 40 **Transmission :** 2016-02-11 8 h 40	2554295 - 16-14928 Addenda 1 2016-02-23 22 h 52 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par Richard Fontaine, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____ du conseil d'agglomération;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

CORPORATION : **AXOR Experts-Conseils inc.**., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101 rue Buchan bureau 400, Montréal, Québec, H4P 1S4, agissant et représentée par Jacques Grenier ing., dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : Le Directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels de l'appel d'offres en date du 10 février 2016 relatif à des services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire – Travaux d'amélioration et de mise à niveau.

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 29 février 2016

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à fournir des services professionnels d'ingénierie multidisciplinaire décrits à l'annexe 1.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve des dispositions prévues à l'article 11 des présentes, prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

a. soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;
b. à moins d'un avis écrit du Directeur, ne pas modifier les documents standards de la Ville pour rédiger tous Documents d'Appel d'offres;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'application de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaises qualités ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 3 096 236,50 $ taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Cette somme est payable, par mandat, selon les modalités, méthodes et conditions prévues au Cahier des charges.

8.3 Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROIT D'AUTEUR

En contrepartie des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantis la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Richard Fontaine, Directeur

Le e jour de 2016

AXOR Experts-Conseils inc.

Par: _____
Jacques Grenier ing.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder à la firme Axor Experts-conseils inc. un contrat de services professionnels d'une durée approximative de trois ans en ingénierie multidisciplinaire - Travaux d'amélioration et de mise à niveau - au montant de 3 096 236,50 $, taxes incluses - Approuver la convention de services professionnels - appel d'offres public 16-14928 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

InfoCompt_1163334005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : 514 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1167287001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes suivantes: Les Services EXP. Inc. (1 980 444,38$), Axor Experts Conseils Inc. (1 185 392,25$), Stantec Experts-Conseils Ltée (815 000,29$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15079 - 8 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-15079) et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;

    - Les Services exp. Inc. ==> 1 980 444,38$
    - Axor Experts Conseils Inc ==> 1 185 392,25$
    - Stantec Experts-Conseils Ltée ==> 815 000,29$

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 10:55

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167287001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes suivantes: Les Services EXP. Inc. (1 980 444,38$), Axor Experts Conseils Inc. (1 185 392,25$), Stantec Experts-Conseils Ltée (815 000,29$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15079 - 8 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'atteindre les objectifs de réalisation visés dans son plan d'action, la Ville de Montréal s'adjoint le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels ciblés en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux. Ces services professionnels sont requis en support aux équipes de la gestion des grands projets et sous leur encadrement administratif.
En vertu de la loi 76 "Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux", l'appel d'offres auquel fait suite le présent dossier décisionnel a été publié du 24 février 2016 au 14 mars 2016.
Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingt (180) jours calendriers qui suivent leur date d'ouverture, soit jusqu'au 13 septembre 2016.

L'appel d'offres a été publié sur le site électronique d'appel d'offres SEAO (n. réf. 957475). La durée de publication a été de 21 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Deux (2) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda 1 émis le 8 mars 2016: Répondre à des questions techniques formulées par des preneurs de cahiers des charges.
- Addenda 2 émis le 10 mars 2016: Répondre à des questions techniques formulées par des preneurs de cahiers des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Approuver les projets de conventions et conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces services professionnels sont requis en support aux équipes des grands projets de rues pour réaliser différents projets de natures diverses allant de l'aménagement du domaine public, à la mise à niveau des infrastructures, égout, aqueduc, à la construction de chaussée, de trottoir, de pistes cyclables, d'éclairage de rue, de signalisation lumineuse et de réaménagement géométrique.
En considérant les nombreux projets majeurs aux Divisions des grands projets, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) désire conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels pour un montant total maximum de 3 980 836,92$ incluant les taxes et pour une période de trois ans.

Suite au lancement de l'appel d'offres public no. 16-15079, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes:

- Les Services EXP. Inc. ==> 1 980 444,38$
- Axor Experts Conseils Inc ==> 1 185 392,25$
- Stantec Experts-Conseils Ltée ==> 815 000,29$

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires ou forfaitaires par catégorie d'employés.

Les bordereaux de soumission ont été préparés en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures provisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacun des contrats ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. Les durées des ententes-cadres sont établies sur une période de trente-six (36) mois à compter de la signature de la convention ou pour des enveloppes budgétaires maximales telles que détaillées ci-haut, selon la première des deux éventualités.

Les projets de conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont présentées en pièces jointes au présent dossier.

Sur quatorze (14) preneurs du cahier des charges dont la liste complète est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement (Division de l'acquisition de biens et services), huit (8) firmes ont déposé une soumission. Sur ces huit (8) soumissions, huit (8) soumissions étaient conformes aux exigences administratives du Service de l'approvisionnement. Sur ces huit (8) soumissions, cinq (5) soumissions se sont qualifiées (pointage intérimaire supérieur à 70 points sur 100).

JUSTIFICATION

Compte tenu des nombreux grands projets (de développement) en cours de réalisation et des projets pour les années à venir, le SIVT anticipe une insuffisance de ressources techniques spécifiques au sein de ses directions pour répondre aux besoins lors des périodes de pointe en 2016. Dans ce contexte, il est requis de retenir les services professionnels d'experts-conseils pour réaliser trois mandats de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux, dans le cadre des différents grands projets à réaliser par la Ville de Montréal.
L'analyse des soumissions, dont le détail est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement, s'est conclue par la recommandation de trois (3) adjudicataires.

Contrat # 1

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Les Services Exp. Inc.	75,1	0,63	1 980 444,38 $
2- Axor	71	0,61	1 970 211,60 $
3- Stantec Experts-Conseils	73	0,60	2 040 202,63 $
4- CIMA+ S.E.N.C.	74,5	0,55	2 276 275,05 $
5- Beaudoin Hurens	70,6	0,53	2 272 049,72 $
6- SNC-LAVALIN inc.	68,6 < 70	Éliminé	-
7- Les Consultants S.M. inc.	63,1 < 71	Éliminé	-
8- IGF Vigilance	55,3 < 70	Éliminé	-
		Estimation interne	2 236 256,56 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudication - estimation)	(255 812,19) $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudication - estimation)/estimation)x100	-11%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire ($) (2ième meilleure note finale - adjudicatiare)	(10 232,77) $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%) ((2ième meilleure note finale - adjudicatiare)/adjudicatiare)x100	-1%

Contrat #2

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Axor	71	1,02	1 185 392,25 $
2- Stantec Experts-Conseils	73	1,00	1 227 444,36 $
3- CIMA+ S.E.N.C.	74,5	0,91	1 370 789,44 $
4- Beaudoin Hurens	70,6	0,89	1 351 962,28 $
5- Les Services Exp. Inc.	75,1		
6- SNC-LAVALIN inc.	68,6 < 70	Éliminé	-
7- Les Consultants S.M. inc.	63,1 < 71	Éliminé	-
8- IGF Vigilance	55,3 < 70	Éliminé	-
		Estimation interne	1 348 514,47 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudication - estimation)	(163 122,22) $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudication - estimation)/estimation)x100	-12%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire ($) (2ième meilleure note finale - adjudicatiare)	42 052,11 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%) ((2ième meilleure note finale - adjudicatiare)/adjudicatiare)x100	4%

Contrat #3

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Stantec Experts-Conseils	73	1,51	815 000,29 $
2- CIMA+ S.E.N.C.	74,5	1,42	876 741,86 $
3- Beaudoin Hurens	70,6	1,33	907 095,26 $
4- Axor	71		
5- Les Services Exp. Inc.	75,1		
6- SNC-LAVALIN inc.	68,6 < 70	Éliminé	-
7- Les Consultants S.M. inc.	63,1 < 71	Éliminé	-
8- IGF Vigilance	55,3 < 70	Éliminé	-
		Estimation interne	893 959,37 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudication - estimation)	(78 959,08) $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudication - estimation)/estimation)x100	-9%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire ($) (2ième meilleure note finale - adjudicatiare)	61 741,58 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%) ((2ième meilleure note finale - adjudicatiare)/adjudicatiare)x100	8%

Suite à l'évaluation qualitative, les pointages intérimaires obtenus par les firmes SNC Lavalin Inc., Les Consultants S.M. Inc. et IGF Vigilance étaient inférieurs à 70 % . Par conséquent, ces trois (3) firmes n'ont pu être considérées pour l'établissement du pointage final puisque seules les soumissions ayant obtenu la note de passage fixée à 70 % sont considérées pour l'ouverture de la seconde enveloppe.

Comme la firme Les Services Exp. Inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, elle devient non conforme pour les contrats #2 et #3. La firme Axor Experts Conseils Inc.. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 2 et devient ainsi non conforme pour le contrat # 3. La firme Stantec Experts-Conseils Lté. est recommandée comme adjudicataire pour le contrat #3.

L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles prévues au bordereau de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Les montants soumis par les firmes ayant obtenues les meilleurs pointages pour les trois (3) mandats au terme du comité d'évaluation sont plus bas que les estimations internes. Cet écart est à l'avantage de la Ville pour ce scénario d'heures prévisionnelles.

L'écart favorable obtenu entre l'estimation interne et le plus bas soumissionnaires est de 11% pour le contrat # 1, 12% pour le contrat # 2 et 9% pour le contrat #3.

Les trois (3) contrats sont inférieurs de 9 à 12 % par rapport à l'estimation interne. Nous pouvons noter une légère baisse dans les taux horaires des ingénieurs, professionnels et techniciens dans chacun des trois (3) contrats.

Toutes les firmes ayant fait l'objet de cette évaluation qualitative possèdent un certificat de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels concernant des mandats de préparation de plans et devis, de surveillance des travaux et de gestion de projets dans le cadre des grands projets à la Ville de Montréal. Les différents mandats seront effectués sur demande du SIVT qui assurera la gestion desdits services. Ces ententes pourraient donc impliquer des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets situés au centre-ville ou relevant de la compétence de l'agglomération.
Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

La Division des grands projets - portefeuille #1 au SIVT s'assurera de la disponibilité des crédits et le suivi des enveloppes et la gestion contractuelle des ententes-cadres.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût total approximatif maximal de 3 980 836,92$ incluant les taxes sur une période de trois (3) ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les grands projets comporteront des aménagements particuliers qui permettront de:

- sécuriser et favoriser les déplacements par des modes actifs;
- augmenter la couverture arborescente le long des rues;
- déployer l'accessibilité universelle dans les nouveaux aménagements publics;
- améliorer la qualité physique, et donc la performance des infrastructures municipales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer de contrats de services professionnels avec des firmes expertes permettra de soutenir efficacement les divisions des Grands projets du SIVT dans les différentes phases de réalisation et de répondre à plusieurs demandes concurrentes, même en période de pointe. Advenant un retard ou un refus d'autoriser ces appels d'offres, plusieurs grands projets seraient retardés dans le temps et les divisions des Grands projets de rues ne seraient pas en mesure de respecter les engagements de leur programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi des contrats : Suite à l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des contrats : Avril 2016
Fin des contrats : Avril 2019 ou à l'épuisement des enveloppes budgétaires (selon la première occurrence).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Imen ZAYANI
contrôleueuse de projet

Tél : 5147822144
Télécop. : 5148722874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures, en remplacement de Claude Carette
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-29

16-15079 - services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la ville de montréal contrat 1

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 10%	méthodologie proposée 10%	expérience et expertise de la firme dans de stravaux semblables 15%	qualification et expérience du chargé de projet 30%	qualification et expertise du personnel affecté au projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,88	6,75	7,00	10,13	22,00	21,25	71,0	1 970 211,60 $	0,61	2
Beaudoin Hurens	3,88	7,00	6,50	9,75	21,00	22,50	70,6	2 246 755,22 $	0,54	5
SNC-Lavalin	3,38	6,00	7,75	10,50	21,50	19,50	68,6			Non conforme
consultants SM	4,13	7,25	6,50	10,25	16,75	18,25	63,1			Non conforme
CIMA+	4,00	7,25	7,75	12,00	22,00	21,50	74,5	2 276 275,05 $	0,55	4
services EXP	3,88	8,25	8,50	11,00	22,50	21,00	75,1	1 980 444,38 $	0,63	1
Stantec	4,13	7,25	7,25	11,38	22,00	21,00	73,0	2 040 202,00 $	0,60	3
IGF vigilance	3,00	6,50	6,75	7,25	16,75	15,00	55,3			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Yves belleville

Comité	
Date	mardi 22-03-2016
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan salle 7133

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15079 - services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la ville de montréal contrat 2

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 10%	méthodologie proposée 10%	expérience et expertise de la firme dans de stravaux semblables 15%	qualification et expérience du chargé de projet 30%	qualification et expertise du personnel affecté au projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,88	6,75	7,00	10,13	22,00	21,25	71,0	1 185 392,25 $	1,02	1
Beaudoin Hurens	3,88	7,00	6,50	9,75	21,00	22,50	70,6	1 351 962,28 $	0,89	4
SNC-Lavalin	3,38	6,00	7,75	10,50	21,50	19,50	68,6			Non conforme
consultants SM	4,13	7,25	6,50	10,25	16,75	18,25	63,1			Non conforme
CIMA+	4,00	7,25	7,75	12,00	22,00	21,50	74,5	1 370 789,44 $	0,91	3
services EXP	3,88	8,25	8,50	11,00	22,50	21,00	75,1		-	
Stantec	4,13	7,25	7,25	11,38	22,00	21,00	73,0	1 227 444,36 $	1,00	2
IGF vigilance	3,00	6,50	6,75	7,25	16,75	15,00	55,3			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Yves belleville

Comité	
Date	mardi 22-03-2016
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan salle 7133

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15079 - services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la ville de montréal contrat 3

FIRME	présentation de l'offre 5%	compréhension du mandat et de la problématique 10%	méthodologie proposée 10%	expérience et expertise de la firme dans de stravaux semblables 15%	qualification et expérience du chargé de projet 30%	qualification et expertise du personnel affecté au projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Axor	3,88	6,75	7,00	10,13	22,00	21,25	71,0		-	
Beaudoin Hurens	3,88	7,00	6,50	9,75	21,00	22,50	70,6	907 095,26 $	1,33	3
SNC-Lavalin	3,38	6,00	7,75	10,50	21,50	19,50	68,6			Non conforme
consultants SM	4,13	7,25	6,50	10,25	16,75	18,25	63,1			Non conforme
CIMA+	4,00	7,25	7,75	12,00	22,00	21,50	74,5	876 741,86 $	1,42	2
services EXP	3,88	8,25	8,50	11,00	22,50	21,00	75,1		-	
Stantec	4,13	7,25	7,25	11,38	22,00	21,00	73,0	815 000,29 $	1,51	1
IGF vigilance	3,00	6,50	6,75	7,25	16,75	15,00	55,3			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Yves belleville

Comité

Date	mardi 22-03-2016
Heure	13 h 30
Lieu	801 Brennan salle 7133

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15079
Numéro de référence : 957475
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance des travaux pour différents grands projets sur territoire de VDM

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1076637)** 2016-02-24 14 h 19 **Transmission :** 2016-02-24 14 h 19	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1076304)** 2016-02-24 10 h 40 **Transmission :** 2016-02-24 10 h 40	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1076724)** 2016-02-24 15 h 11 **Transmission :** 2016-02-24 15 h 11	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Civiliti 5778 rue St-Andre Montréal, QC, H2S2K1 http://www.civiliti.com NEQ : 1160256609	Monsieur Peter Soland Téléphone : 514 402-9353 Télécopieur : 514 402-9353	**Commande : (1077953)** 2016-02-26 9 h 19 **Transmission :** 2016-02-26 9 h 19	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Delcan Corporation, Ottawa 1800 ave. McGill College, suite 510 Montréal, QC, h3a3j6 NEQ : 1166572348	Madame Danielle Charbonneau Téléphone : 514 390-2300 Télécopieur : 514 393-9069	**Commande : (1076498)** 2016-02-24 13 h **Transmission :** 2016-02-24 13 h	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1076344)** 2016-02-24 11 h 02 **Transmission :** 2016-02-24 11 h 02	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF Vigilance 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfvigilance.com NEQ : 1147455431	Madame Marie-Alix Pouteaux Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1079118)** 2016-02-29 12 h 45 **Transmission :** 2016-02-29 12 h 45	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1080484)** 2016-03-02 8 h 31 **Transmission :** 2016-03-02 8 h 31	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 425, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 1001 Montréal, QC, H3A 3G5 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1076403)** 2016-02-24 11 h 26 **Transmission :** 2016-02-24 11 h 26	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Norda Stelo Inc. (siège social) 1015, av. Wilfrid-Pelletier Québec, QC, G1W 0C4 http://www.norda.com NEQ : 1165310831	Madame Josée Laberge Téléphone : 418 654-9600 Télécopieur :	**Commande : (1077572)** 2016-02-25 14 h 48 **Transmission :** 2016-02-25 14 h 48	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services intégrés Lemay et associés inc. 780, ave Brewster, 4e étage Montréal, QC, H4C 2K1 http://www.lemayonline.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 787-3322 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1076683)** 2016-02-24 14 h 44 **Transmission :** 2016-02-24 14 h 44	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société du Parc Jean-Drapeau 1 circuit Gilles-Villeneuve Montréal, QC, H3C 1A9 NEQ :	Monsieur Pierre St-Jean Téléphone : 514 872-9950 Télécopieur : 514 872-5691	**Commande : (1076536)** 2016-02-24 13 h 27 **Transmission :** 2016-02-24 13 h 27	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1077492)** 2016-02-25 14 h 04 **Transmission :** 2016-02-25 14 h 04	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1076782)** 2016-02-24 15 h 39 **Transmission :** 2016-02-24 15 h 39	2560795 - 16-15079 Addenda 1 2016-03-08 15 h 36 - Courriel 2561959 - 16-15079 Addenda No 2 2016-03-10 9 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

...2

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 novembre 2014

STANTEC CONSULTING LTD.
A/S MONSIEUR MAURICE LEGER
10160, 112 ST NW, SUITE 200
EDMONTON (AB) T5K 2L6

N° de décision : 2014-CPSM-1056457
N° de client : 3000241872

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). STANTEC CONSULTING LTD. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 novembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des Grands Projets

ANNEXE 1

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

Les Services EXP. Inc.., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1441, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 200, Montréal, (Québec) H3G 1T7, agissant et représentée par. Guillaume Halde, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal Février 2016.

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 14 mars 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur, pour une période maximale de trois (3) ans ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat, selon la première des deux éventualités.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de

l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages (sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la

Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale d'un million sept cent vingt deux mille et cinq cent dollars (1 722 500,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Vile et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désigné comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: Les Services EXP. Inc.
1441, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 200,
Montréal, (Québec) H3G 1T7

a/s Guillaume Halde, ing. PA LEED BD+C

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
M^e^ Yves Saindon
Greffier

Le ième jour de ____, 20__

(INSCRIRE LE NOM DE L'ORGANISME)

_____
Guillaume Halde, ing. PA LEED BD+C
Directeur Infrastructures et Transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des Grands Projets

ANNEXE 1

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

AXOR Experts+Conseils. Inc.., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101, rue Buchan, bureau 400 Montréal, (Québec) H4P 1S4, agissant et représentée par. Denis Courchesne, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 101518958
No d'inscription T.V.Q. : 1002119508

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal Février 2016.

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 14 mars 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur, pour une période maximale de trois (3) ans ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat, selon la première des deux éventualités.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de

l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages (sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la

Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale d'un million trente et un mille dollars (1 031 000,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Vile et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désigné comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: AXOR Experts+Conseils. Inc..
5101, rue Buchan, bureau 400
Montréal, (Québec) H4P 1S4

a/s Denis Courchesne, ing. M.Sc.A.

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
M^e^ Yves Saindon
Greffier

Le ième jour de ____, 20__

(INSCRIRE LE NOM DE L'ORGANISME)

_____
Denis Courchesne, ing. M.Sc.A
Vice-Président, Division Infrastructures urbaines

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des Grands Projets

ANNEXE 1

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

Stantec Experts-conseils ltée, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1060, boul. Robert-Bourassa, bureau 600 Montréal, (Québec) H3B 4V3, agissant et représentée par. Paolo Alves, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 887251288RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1022281379TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal Février 2016.

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 14 mars 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur, pour une période maximale de trois (3) ans ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat, selon la première des deux éventualités.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de

l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages (sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la

Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de sept cent huit mille huit cent cinquante dollars (708 850,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Vile et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désigné comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: Stantec Experts-conseils ltée..
1060, boul. Robert-Bourassa, bureau 600
Montréal, (Québec) H3B 4V3

a/s Paolo Alves, ing..

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
M^e^ Yves Saindon
Greffier

Le ième jour de ____, 20__

(INSCRIRE LE NOM DE L'ORGANISME)

_____
Paolo Alves, ing.
Directeur de secteur, Routes
et développement urbain

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1166025002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue du Conseil national de recherches Canada / National Research Council Canada (CNRC – NRC) pour une période de 10 mois à compter du 1er mai 2016, des espaces, situés au 6100, avenue Royalmount, d'une superficie d'environ 773,63 m², à des fins de laboratoire et de bureaux pour la relocalisation temporaire des employés de l'usine Charles-J. Des Baillets, pour une dépense totale de 315 238,65 $, taxes incluses. Bâtiment 8216.

Il est recommandé :

1. d'approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue du Conseil national de recherches Canada, pour une période de dix (10) mois, à compter du 1er mai 2016, des espaces de laboratoire et de bureaux, situés au 6100, avenue Royalmount, d'une superficie d'environ 773,63 m², à des fins de relocalisation temporaire de l'usine Charles-J Des Baillets, moyennant un loyer total de 229 007,40 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au bail;
2. d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 86 231,25 $, taxes incluses, pour les frais de déménagement, les contingences et les incidences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de total de 315 238,65 $, taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-29 08:34

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166025002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue du Conseil national de recherches Canada / National Research Council Canada (CNRC – NRC) pour une période de 10 mois à compter du 1er mai 2016, des espaces, situés au 6100, avenue Royalmount, d'une superficie d'environ 773,63 m², à des fins de laboratoire et de bureaux pour la relocalisation temporaire des employés de l'usine Charles-J. Des Baillets, pour une dépense totale de 315 238,65 $, taxes incluses. Bâtiment 8216.

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Charles-J. Des Baillets, située au 8585, boulevard de La Vérendrye dans l'arrondissement de LaSalle, nécessite des travaux dans le cadre du projet de réfection des équipements des usines et des stations de pompage de la Ville de Montréal (« REQUP1 »). Pour permettre la réalisation de ce projet, 24 employés du laboratoire de la Division de l'expertise technique du Service de l'environnement travaillant dans cette usine ont été relocalisés temporairement depuis le 1er novembre 2014, dans des locaux loués au 6100, avenue Royalmount à Montréal. La Ville loue actuellement cinq (5) laboratoires et sept (7) bureaux, d'une superficie totale de 773,63 m² au premier étage du 6100, avenue Royalmount.
À cet effet, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu le mandat de la Direction de l'eau potable (la « DEP ») de renouveler le bail pour une période additionnelle de dix (10) mois, soit le temps requis pour compléter les travaux à L'usine Charles-J. Des Baillets et pour effectuer un retour dans ces locaux (déménagement, ré-aménagement).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 15 0487 - 20 août 2015 - Approuver un projet de modification de bail, pour une période de 8 mois, à compter du 1er septembre 2015 pour des espaces de laboratoire, d'une superficie d'environ 153,59 m², au 6100, avenue Royalmount. La dépense totale est de 31 636,19 $, taxes incluses.
CG 14 0371 - 21 août 2014 - Approuver un projet de bail, pour une période de 18 mois, à compter du 1er novembre 2014 pour des espaces de type bureau et laboratoire, d'une

superficie d'environ 643,75 m², au 6100, avenue Royalmount. La dépense totale est de 380 501,37 $, taxes incluses.

CA11 0211 - 22 juin 2011 - Octroyer deux contrats de services professionnels pour des services d'ingénierie afin de réaliser la réfection des équipements des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue du Conseil national de recherches Canada (le « CNRC ») des espaces locatifs, comprenant des laboratoires et des bureaux, d'une superficie totale de 773,63 m², dans l'immeuble situé au 6100, avenue Royalmount à Montréal. Le renouvellement du bail débutera le 1er mai 2016 pour un terme de dix (10) mois et prendra fin le 28 février 2017.
La dépense de loyer brut pour le terme, incluant les taxes, est de 229 007,40 $ et comprend tous les frais d'exploitation.
La dépense totale pour le terme, incluant la dépense totale de loyer, le coût de déménagement, les incidences et contingences, représente 315 238,65 $, taxes incluses.

JUSTIFICATION

Le site proposé situé au 6100, avenue Royalmount répond aux besoins et respecte l'ensemble des critères recherchés par la Division de l'expertise technique. D'ailleurs, la proximité de la desserte autoroutière et des stations de métro Namur et de La Savane assurent l'accessibilité.
Cette location permet d'assurer un bon suivi de la qualité de l'eau potable pour les six (6) usines de production, pour quatorze (14) réservoirs et pour les réseaux de distribution de l'eau potable. Le site fournit un environnement de travail fonctionnel et sécuritaire. De plus, la location avec le centre de recherches du Canada crée une synergie entre les professionnels des différentes spécialités.

Les travaux à l'usine Charles-J. Des Baillets ne seront pas complétés pour l'échéance initiale du présent bail, car ils ont débuté en retard. Un renouvellement est donc demandé, afin de prolonger l'occupation au delà du 1er mai 2016 et ce jusqu'au 28 février 2017. Une clause de résiliation sur préavis de quatre-vingt-dix (90) jours est prévue au bail advenant que les travaux se terminent avant la fin février 2017. Une option de renouvellement, d'une durée de six (6) mois est également prévue à cette convention de renouvellement de bail.

Le loyer au bail présente un taux de 219,29 $/m² brut, pour les espaces à bureaux et un taux 358,85 $/m² brut, pour les laboratoires, ce qui est avantageux considérant que le taux brut de location sur le marché pour un espace offrant les mêmes usages, se situe entre entre 279,86 $/m^2 et 592,01 $/m^2 et que ce type d'usage en location est très rare.

Le locateur n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La superficie locative est de 773,63 m² (8 327,28 pi²).

	Loyer 2016 (8 mois)	**Loyer 2017 (2 mois)**	**Loyer total terme de 10 mois**
Loyer brut avant taxes	159 344,16 $	39 836,04 $	**199 180,20 $**
TPS	7 967,21 $	1 991,80 $	
TVQ	15 894,58 $	3 973,64 $	

Loyer brut taxes incluses	**183 205,95 $**	**45 801,48 $**	**229 007,40 $**
Ristourne TPS	7 967,21 $	1 991,80 $	
Ristourne TVQ (50 %)	7 947,29 $	1 986,82 $	
Coût de loyer total net	**167 291,45 $**	**41 822,86 $**	**209 114,31 $**

Il n'y a pas d'augmentation du loyer brut par rapport au loyer brut antérieur.

En vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, l'immeuble est considéré « non taxable ». Le loyer convenu tient compte de l'exemption de taxes foncières dont bénéficie cet immeuble.

La dépense totale de loyer brut, incluant tous les frais d'exploitation pour le terme des dix mois, représente un montant de 229 007,40 $, incluant la TPS et la TVQ.

Coût de déménagement :

Le tableau suivant présente l'estimation des dépenses reliées au déménagement pour le retour à l'usine Charles-J. Des Baillets :

	2016
Coût déménagement et incidences	57 000,00 $
Contingences	18 000,00 $
TPS - 5 %	3 750,00 $
TVQ - 9.975 %	7 481,25 $
Total	**86 231,25 $**
Recouvrement de TPS pour 2016	3 750,00 $
Recouvrement de TVQ pour 2016	3 740,63 $
Coût total net	78 740,62 $

Les incidences comprennent les coûts estimés pour la téléphonie et les prises réseaux et le déménagement.

Les contingences sont prévues pour les frais de remise à neuf des laboratoires du CNRC et autres frais quotidiens.

La dépense totale pour le terme, incluant la dépense totale de loyer, le coût du déménagement, les incidences et les contingences, est de 315 238,65 $, taxes incluses.

La dépense du présent dossier est prévue au PTI 2016 de la DEP. Celle-ci assumera le loyer à même son enveloppe budgétaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'obtenir une approbation des autorités municipales dans ce dossier, la DEP ne pourra plus exécuter une partie de ses activités, soit celles d'assurer un bon suivi de la qualité de l'eau potable pour les six (6) usines de production, pour quatorze (14) réservoirs et pour les réseaux de distribution de l'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 21 avril 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent LAROCHE, Service de l'environnement
Laurie DESNOYERS, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Laurie DESNOYERS, 21 mars 2016
Laurent LAROCHE, 16 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève QUESNEL
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-0394
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Nicole RODIER
Chef de section

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS

Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité

Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-24

Directrice par intérim, en remplacement de Marie-Claude Lavoie, directrice de Service, jusqu'au 31 mars 2016
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-03-24

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1166025002

Description de la transaction : Approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue du Conseil national de recherches Canada, des locaux à des fins de laboratoires et de bureaux, pour les besoins de la DEP, ainsi que des montants pour les frais de déménagement, des contingences et des incidences.

- Durée : À compter du 1er mai 2016 pour une période de dix (10) mois.
- Type de transaction **:** Location **-** Ville locataire
- Endroit : 6100 avenue Royalmount
- Superficie des lieux loués : 773,63 m²

Locateur : Conseil national de recherches Canada (« CNRC »)

Locataire : Ville de Montréal

Dépenses : 315 238,65 $, taxes incluses.

Valeur locative : Ne s'applique pas

Raison de la location : Prolongation du bail, car les travaux de rénovation de l'usine Charles-J. Des Baillets ne sont pas encore terminés.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Marie-Eve Quesnel	Téléphone : 2-0394	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

DOSSIER : MTLR-0028

ENTRE : **CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA,**
ayant un établissement au :
1200 chemin Montréal,
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0R6 (ci-après appelé le " Locateur ")

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame, Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de *la Loi sur les cités et ville*;
TPS : 121364749
TVQ : 1006001374 (ci-après appelé le " Locataire ")

ATTENDU QUE

1. Les parties ont conclu une entente (ci-après appelée le « bail initial »), signée par leLocateur le 2 septembre 2014.

2. Les parties souhaitent modifier le bail initial.

EN CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS MUTUELS CI-DESSOUS, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Les dispositions qui suivent sont incorporées au bail initial. À l'égard de toutes les autres dispositions, les parties confirment le bail initial.

2. La section 1 « IDENTIFICATION DES LIEUX LOUÉS » du bail initial doit lire comme suit :
Les lieux loués sont :

   Du 1er novembre 2014 au 31 août 2015 : LABORATOIRES : L-557/557A, L-558/558A,L-570/570A, L-571/571A, L4-2025/2027, L4-2029/2031, L4-2033/2035, L4-2037/2039 BUREAUX : L4-2020, L4-2024, L4-2026, L4-2028, L4-2030, D207/207A

   Du 1er septembre 2015 au 30 avril 2016 : LABORATOIRES : L-557/557A, L-558/558A,L-570/570A, L-571/571A, L4-2025/2027, L4-2029/2031, L4-2033/2035, L4-2037/2039. AJOUT L4-2017/2019, L4-2021/2023 BUREAUX : L4-2020, L4-2026, L4-2028, L4-2030, D207/207A. CHANGER L4-2024 POUR L4-2032

   Du 1er mai 2016 au 28 février 2017 : LABORATOIRES : L-557/557A, L-558/558A,L-570/570A, L-571/571A, L4-2025/2027, L4-2029/2031, L4-2033/2035, L4-2037/2039, L4-2017/2019, L4-2021/2023 BUREAUX : L4-2020, L4-2026, L4-2028, L4-2030, L4-2032, D207/207A.

3. La sous-section 4.1 de la section 4 intitulée « PAIEMENTS » doit lire comme suit :

   L'entente modificatrice #2 est consentie en considération d'un loyer total de CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT DOLLARS ET DIX-NEUF SOUS (199,180.19 $), payable en DIX (10) versements mensuels, égaux et consécutifs de DIX-NEUF MILLE NEUF CENT DIX-HUIT DOLLARS ET DEUX SOUS (19,918.02 $) chacun auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, et sans avis à compter de la première journée de l'entente modificatrice #2 tel qu'indiqué à l'annexe SP – Calendrier de paiements. Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues dans le bail original et au prorata d'occupation telle qu'établie à l'article 2.1.

SIGNÉ en triple exemplaire par le Locataire à Montréal, Québec, CANADA.

VILLE DE MONTRÉAL

Date : _____ Par : _____

Colette Fraser, Greffière adjointe

SIGNÉ en triple exemplaire par le Locateur à Ottawa, Ontario, CANADA.

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA

Date : _____ Par : _____

Frank Jefferies, Directeur général, SAGI

Cette convention a été approuvée le

_____

(Résolution _____)

ANNEXE SP - CALENDRIER DE PAIEMENTS

DOSSIER : MTLR-0028

Entente avec : **VILLE DE MONTRÉAL**

Période	Genre d'espace	Superficie rentable (M^2)	Taux	Loyer Mensuel	Taxes 14.975%	Chèques postdatés dus chaque mois
1-May-16 au 28-Feb-17	Bureau	98.06	$ 219.29	$ 1,791.96	$ 268.35	
	Laboratoire	497.04	$ 358.85	$ 14,863.57	$ 2,225.82	
	Aire commune	178.53	$ 219.29	$ 3,262.49	$ 488.56	
	Hotte		$ -	$ -	$ -	
	meuble		$ -	$ -	$ -	
	Autre service		$ -	$ -	$ -	
	Total	**773.63**		**$ 19,918.02**	**$ 2,982.72**	**$ 22,900.74**
	Bureau	0.00	$ -	$ -	$ -	
	Laboratoire	0.00	$ -	$ -	$ -	
	Aire commune	0.00	$ -	$ -	$ -	
	Hotte		$ -	$ -	$ -	
	meuble		$ -	$ -	$ -	
	Autre service		$ -	$ -	$ -	
	Total	**0.00**		**$ -**	**$ -**	**$ -**
	Bureau	0.00	$ -	$ -	$ -	
	Laboratoire	0.00	$ -	$ -	$ -	
	Aire commune	0.00	$ -	$ -	$ -	
	Hotte		$ -	$ -	$ -	
	meuble		$ -	$ -	$ -	
	Autre service		$ -	$ -	$ -	
	Total	**0.00**		**$ -**	**$ -**	**$ -**

MODALITÉS DE PAIMENT:

Les paiements doivent être effectués par chèque libellé à l'ordre du: "Receveur général - Conseil national de recherches Canada"

FORM ol (09/11)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166025002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver la convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue du Conseil national de recherches Canada / National Research Council Canada (CNRC – NRC) pour une période de 10 mois à compter du 1er mai 2016, des espaces, situés au 6100, avenue Royalmount, d'une superficie d'environ 773,63 m², à des fins de laboratoire et de bureaux pour la relocalisation temporaire des employés de l'usine Charles-J. Des Baillets, pour une dépense totale de 315 238,65 $, taxes incluses. Bâtiment 8216.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1166025002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU - Environnement
Tél : 514-872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion resssources financières

Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1165941003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Stationnement Wentworth Ltée pour une période de neuf (9) mois débutant le 1er mars 2016 et se terminant le 30 novembre 2016, un terrain d'une superficie de 1 568,2 m², désigné comme étant le lot 1 181 812 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'aire d'entreposage de matériaux et d'équipements dans le cadre du projet de réfection de la rue Saint-Paul, moyennant un loyer de 304 658,48 $, incluant la TPS et la TVQ. Ouvrage 6211-001.

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Stationnement Wentworth Ltée pour une période de neuf (9) mois débutant le 1er mars 2016 et se terminant le 30 novembre 2016, un terrain d'une superficie de 1568,2 m², désigné comme étant le lot 1 181 812 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'aire d'entreposage de matériaux et d'équipements dans le cadre du projet de réfection de la rue St-Paul, moyennant un loyer de 304 658,47 $, incluant la TPS et la TVQ. Ouvrage #6211-001.

2- d'Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par le Service de la mise en valeur du territoire.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-29 15:59

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165941003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Stationnement Wentworth Ltée pour une période de neuf (9) mois débutant le 1er mars 2016 et se terminant le 30 novembre 2016, un terrain d'une superficie de 1 568,2 m², désigné comme étant le lot 1 181 812 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'aire d'entreposage de matériaux et d'équipements dans le cadre du projet de réfection de la rue Saint-Paul, moyennant un loyer de 304 658,48 $, incluant la TPS et la TVQ. Ouvrage 6211-001.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de réfection de la rue Saint-Paul de l'arrondissement historique de Montréal (Vieux-Montréal), la Ville de Montréal prévoit utiliser le site indiqué en rubrique pour l'entreposage de matériaux et d'équipements pour la période du 1er mars au 30 novembre 2016. L'objet de ce sommaire décisionnel consiste donc à soumettre pour approbation aux autorités municipales un bail à conclure avec Stationnement Wentworth Ltée.(« Wentworth »). Ce bail a été négocié de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 (en cours) - 24 mars 2016 - Accorder un contrat à Entreprise de construction Ventec inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, de la rue du Marché-Bonsecours, de la rue Bonsecours, entre la rue Saint-Paul et la rue de La Commune, et du trottoir nord de la rue de la Commune, entre la rue du Marché-Bonsecours et la rue Bonsecours - lot 2B de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de dépense de 12 678 724,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329902 (3 soum.)
CG16 0017 - 28 janvier 2016 -(dossier 1154139004) Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de conduite d'eau secondaire et de raccordement des drains à l'égout unitaire dans la rue Saint-Paul, entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours - lot 2A de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 1 687 611,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329901 (16 soum.)

CG15 0512, 19 octobre 2015 (dossier 1153751005) - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Saint-

Paul - phase 1 - réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015

CG15 0285 , 4 mai 2015 (dossier 1154139001) - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie

CG11 0175, 19 mai 2011 (dossier 1110687002) - Règlement autorisant un emprunt de 31 064 000 $ pour la réalisation de projets déterminés dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2008-2012, ainsi que divers travaux d'aménagement et de mise en valeur du domaine public dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, dans l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal et dans les secteurs d'intérêt patrimonial.

DESCRIPTION

Le projet d'aménagement de la rue St-Paul, d'un coût de 35M $, sera réalisé en 3 phases. La phase 1, qui a débuté en mars 2015 et qui se poursuivra jusqu'en 2018, avec une pause complète en 2017, comprend le segment entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri (voir le Calendrier-Phase 1 ci-joint). Les travaux prévus entre le 1er mars 2016 et le 30 novembre 2016 prévoient la reconstruction de l'aqueduc et des branchements de service ainsi que le réaménagement de surface de la rue Saint-Paul entre la Place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours. Le contrat pour la réalisation des travaux d'infrastructure a été accordé à Construction Bau-Val inc. tel qu'il appert de la décision antérieure relatée ci-dessus. Le contrat des travaux d'aménagement a quant à lui été alloué à Entreprise de construction Ventec inc. Afin de faciliter la réalisation des travaux, le Service des infrastructures de la voirie et des transports de la Ville a demandé au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), section locations de prendre entente avec Wentworth afin de louer le site indiqué en objet pour une durée de neuf (9) mois débutant le 1er mars 2016. Ce site sera utilisé par la Ville pour l'entreposage de matériaux et d'équipements incluant des roulottes de chantier. Stationnement Wentworth Ltée est par ailleurs une entreprise immatriculée en 1996 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de l'Ontario, dont la présidente et première actionnaire est Mme Sharon Herman. Le tout, tel qu'il apparaît au projet de bail ci-joint et au registre des entreprises du Québec dont copie est jointe au présent dossier.

JUSTIFICATION

L’utilisation de ce terrain par la Ville durant les travaux programmés en 2016 permettrait de réduire la durée du chantier. En évitant de devoir maintenir l'accès en tout temps à ce stationnement durant les travaux, l'entrepreneur pourra diminuer le nombre de phases de travaux et donc la durée totale des entraves.
L’utilisation du site par la Ville permettrait également de réduire l'encombrement de la chaussée et des trottoirs par les matériaux de chantier (pierre de remplissage, conduite d'aqueduc, palettes de pavés, roulottes et toilettes de chantier, etc.). En utilisant l'espace de ce terrain pour y déposer les matériaux de chantier, les impacts du chantier le long de la rue St-Paul seraient diminués de manière significative, facilitant du même coup les déplacements à pieds et réduisant l'impact visuel du chantier pour les commerçants et les touristes.

Le propriétaire n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Calcul du loyer - Superficie locative de 1 568 m² :

	2016
Loyer annuel (ajusté pour 9 mois)	264 978,00$
TPS (5 %)	13 248,92$
TVQ (9,975 %)	26 431,56$
Loyer incluant les taxes	304 658,48$
Ristourne TPS	(13 248,92$)
Ristourne TVQ (50 %)	(13 215,78$)
Coût total net	278 193,78$

Le loyer indiqué ci-dessus comprend les taxes municipales et scolaires dont le site pourra faire l'objet pendant la durée du bail jusqu'à concurrence d'une somme de 62 823,00$ à l'égard des taxes municipales et de 2 900,00$ à l'égard des taxes scolaires. La Ville s'engage par ailleurs à rembourser Wentworth toutes taxes municipales et scolaires en excédant de ces montants pour la durée du bail, une fois l'ajustement appliqué en regard du fait que pendant la durée du bail, le site ne sera pas utilisé comme stationnement.

Ce montant des taxes municipales prévu au bail comporte une importante diminution de taxes attribuable en grande partie au fait que le site est habituellement utilisé comme stationnement commercial dont l'usage est suspendu pour neuf (9) mois.

En excluant les taxes municipales et scolaires, ce loyer correspond à 169,43$/$m^2$ (265 673 $) sur une base annuelle. Ce loyer est plus élevé de près de 27 % que la valeur locative estimée par la Section de l'évaluation du SGPI qui est de 133,91$/$m^2$ (210 000$) sur une base annuelle. Toutefois, les avantages de cette location pour la Ville (accessibilité, proximité, localisation, dimensions) pendant les travaux dans l'emprise de la rue Saint-Paul sont tels que le loyer demandé paraît acceptable dans les circonstances.

Les frais du loyer et d'électricité seront pris en charge par le Service de la mise en valeur du territoire tel que mentionné à l'intervention du présent dossier.

Les autres frais (entretien et réparation, déneigement, sécurité), seront également pris en charge par l'entrepreneur qui utilisera les lieux.

Le loyer sera payé au moyen de sept (7) versements : le 1er mai 2016, puis le 1er jour des mois de juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre 2016.

Cette dépense sera entièrement assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La proximité des lieux loués permettra de réduire le temps de déplacement des personnes, des matériaux et équipement qui y seront localisés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'approbation pour le bail proposé était refusée, il serait nécessaire d'utiliser la rue Saint-Paul pour l'entreposage de matériaux. De plus, la nécessité de maintenir l'accès véhiculaire

au terrain allongerait la durée des travaux et donc le risque de ne pas pouvoir achever les travaux de la rue Saint-Paul entre la place Jacques-Cartier et la rue Bonsecours avant la fin 2016. Si l'approbation était reportée, il faudrait alors questionner l'utilité de la présente démarche, considérant la courte durée du bail. Par ailleurs, si l'approbation est accordée, toutes les mesures pourront alors être prises afin d'utiliser les lieux loués sans délai et sans risques de retard pour le projet de la rue St-Paul.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec la Direction des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016: approbations municipales en finalisation du bail.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles ETHIER, Service des finances
Laurent GUIGNARD, Service des infrastructures_voirie et transports
Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire
Marcel CHICOINE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Patrick LEMYRE, Ville-Marie
Martin THERIAULT, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Patrick LEMYRE, 24 mars 2016
Nathalie M MARTIN, 23 mars 2016
Gilles ETHIER, 23 mars 2016
Laurent GUIGNARD, 22 mars 2016
Marcel CHICOINE, 22 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-3774
Télécop. : 514-872-5279

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Nicole RODIER
Chef de section

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité

Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim en remplacement de Marie-Claude Lavoie, directrice de service, jusqu'au 30 mars 2016
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-03-29

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1165941003

- **Description de la transaction :** Approuver un projet de bail
  - Durée : pour une période de neuf (9) mois débutant le 1er mars 2016 et se terminant le 30 novembre 2016
  - Type de transaction **:** Location **-** Ville locataire
  - Endroit : Un terrain désigné comme étant le lot 1 181 812 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie
  - Superficie des lieux loués : 1568,2 m²

Locateur : Stationnement Wentworth Ltée

Locataire : Ville de Montréal

Recettes ou dépenses : 304 658,48 $, incluant la TPS et la TVQ

Valeur locative : -

- **Raison de la location :** Aux fins d'aire d'entreposage de matériaux et d'équipements dans le cadre du projet de réfection de la rue Saint-Paul

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Guy Beaulieu	Téléphone : 2-3774	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

CONVENTION DE BAIL
#6211-001

ENTRE : **STATIONNEMENT WENTWORTH LTÉE,** personne morale constituée suivant la *Loi sur les sociétés par actions,L.R.O. c. B.16* ayant son domicile au 905-70 avenue Rosehill à Toronto, Ontario, M4T 2W7, ici représentée par Madame Sharon Herman, présidente autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 17 mars 2016, laquelle est toujours en vigueur pour n'avoir pas été amendée ni révoquée;

ci-après appelée le « **Locateur** »

TPS : 105621239 RT 0001
TVQ : 1001350231 TQ 0001

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

ci-après appelée le « **Locataire** »

T.P.S. : 121364749RT 0001 ;
T.V.Q. : 1006001374TQ0002 ;

Le Locateur et le Locataire sont également désignés collectivement comme les « Parties ».

LES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

- ATTENDU que la Ville de Montréal projette un réaménagement de la rue Saint-Paul, localisée dans l'arrondissement de Ville-Marie dans le Vieux Montréal;

- ATTENDU que la Ville souhaite utiliser les lieux loués ci-après décrits à court terme pour l'entreposage de matériaux et d'équipements (incluant des roulottes de chantier) en lien avec le projet de réaménagement de la rue Saint-Paul et que le Locateur convient de louer ces lieux à la Ville.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

1. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes au Locataire un emplacement non construit d'une superficie locative de 1 568,2 m² situé du côté nord-ouest de la rue Saint-Paul, dans l'arrondissement de Ville-Marie à Montréal, connu et désigné comme étant :

Le lot UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE HUIT CENT DOUZE (1 181 812) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Le tout tel que montré au plan ci-joint comme annexe « A »

ci-après nommé les « Lieux Loués ».

Locataire	Locateur

2. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de neuf (9) mois commençant le 1er MARS 2016 et se terminant sans autre avis le 30 NOVEMBRE 2016.

3. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du *Code civil du Québec*, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

3.1 Prendre à sa charge le coût du présent bail, de sa publication, s'il y a lieu, et des copies dont une pour le Locateur;

3.2 N'utiliser les Lieux Loués qu'à des fins d'entreposage de matériaux et d'équipements (incluant des roulottes de chantier) en lien avec la réfection de la rue Saint-Paul et n'utiliser en aucune façon les Lieux Loués pour transiger quelque affaire de nature à faire concurrence aux activités de stationnement commercial exercées par le Locateur. A cet égard, il est entendu que le Locateur reprendra ses activités d'exploitation d'un stationnement commercial à l'égard des Lieux Loués à l'expiration du bail et que son droit acquis d'exploiter ce stationnement n'est aucunement affecté par le présent bail;

3.3 Le Locataire sera responsable de tous travaux d'aménagement des Lieux Loués, étant entendu que le Locateur ne peut, pour aucune raison, creuser le sol des Lieux Loués pour quelque raison que ce soit;

3.4 Tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

3.5 Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués;

3.6 Maintenir, à ses frais les Lieux Loués, en bon état, en ordre et propres;

3.7 Prendre toutes les précautions nécessaires et les mesures de sécurité pour prévenir les accidents sur les Lieux Loués;

3.8 Ne pas céder ni transporter les droits découlant du présent bail ni sous-louer les Lieux Loués;

3.9 Se conformer, en tout temps, aux lois, règlements, codes, directives, politiques, guides, ordonnances, arrêtés en conseil et autres exigences applicables de juridictions fédérale, provinciale et municipale aux Lieux Loués;

3.10 Le Locataire se déclare auto-assuré et n'aura pas à contracter de polices d'assurances aux fins du présent bail;

3.11 Le Locateur maintiendra son compte avec Hydro-Québec et le Locataire s'engage à rembourser le Locateur des coûts relatifs à l'électricité consommée pendant la durée du bail à l'égard des Lieux Loués;

3.12 Si pendant la durée du bail, le propriétaire à la limite Nord-Ouest (lot 1181819) des Lieux Loués ou les propriétaires à la limite Sud-Est (lots PC-02372, 1 181 810, PC-01696 des Lieux Loués entreprennent des travaux d'entretien ou de réparation de leurs murs qui se trouvent aux limites ou près des limites des Lieux Loués, le Locateur s'engage à leur permettre l'accès aux Lieux Loués pour réparer ou entretenir leurs murs suivant les modalités à établir avec ces propriétaires qui ne devront pas nuire de façon substantielle aux activités du Locataire;

3.13 Le Locataire s'engage à protéger adéquatement les équipements de stationnement laissés sur place par le Locateur soit un kiosque, un afficheur (sign post) ainsi qu'un parcmètre (parking meter) et à retirer ces protections à la fin du bail;

Locataire	Locateur

3.14 Le 30 novembre 2016 les Lieux Loués devront être remis par le Locataire au Locateur, dans le même état que celui dans lequel ils se trouvaient au début du bail, à la satisfaction du Locateur. Particulièrement, les protections installées sur les équipements du Locateur devront avoir été retirées et les Lieux loués devront être libres de tous débris, poussière et neige.

4. LOYER

4.1 Le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant de 264 978,00 $ payable au moyen d'un (1) versement de 88 326,00 $ payable le 1er mai 2016 et de six (6) versements mensuels égaux et consécutifs de 29 442,00 $ chacun, le premier jour des mois de juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre 2016. Au loyer s'ajoutent les taxes de vente (TPS/TVQ) applicables.

4.2 Ce loyer comprend les taxes municipales et scolaires dont les Lieux Loués pourraient faire l'objet pour la durée du bail jusqu'à concurrence d'une somme de 62 823,00 $ à l'égard des taxes municipales et de 2 900,00 $ à l'égard des taxes scolaires. Le Locataire devra par ailleurs rembourser le Locateur de toutes taxes municipales et scolaires excédant ces montants pour la durée du présent bail, une fois l'ajustement appliqué en regard du fait que pendant la durée de ce bail, les Lieux Loués ne sont pas utilisés comme stationnement commercial.

5. FORCE MAJEURE

5.1 Aucune des Parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des Parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

6. AVIS

6.1 Chacune des Parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de main à main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur : Stationnement Wentworth Ltée.
  905-70 avenue Rosehill
  Toronto (Ontario) M4T 2W7

- Pour le Locataire : Ville de Montréal
  Service de Gestion et de Planification Immobilière
  303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
  Montréal (Québec) H2Y 3Y8

6.2 Les adresses ci-avant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des Parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

6.3 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de main à main, soit signifié par huissier ou soit transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de main à main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Locataire	Locateur

7. DÉFAUT

7.1 Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit, le Locateur pourra alors, sans autre avis au Locataire, mettre fin au présent bail, sans préjudice à tout autre recours que lui donne la loi.

7.2 Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit, le Locataire pourra alors, sans autre avis au Locateur, mettre fin au présent bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur.

8. CONVENTION COMPLÈTE

8.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des Parties à l'égard des Lieux Loués. Il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les Parties pour ces Lieux Loués.

8.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les Parties, à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

9. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

9.1 Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

10. ANNEXES

10.1 Le document suivant est annexé au Bail et en fait partie intégrante : Annexe « A » : Plan des Lieux Loués.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

STATIONNEMENT WENTWORTH LTÉE

Le 17 jour du mois de March 2016

par : Sharon Herman
Nom : Mme Sharon Herman
Titre : présidente

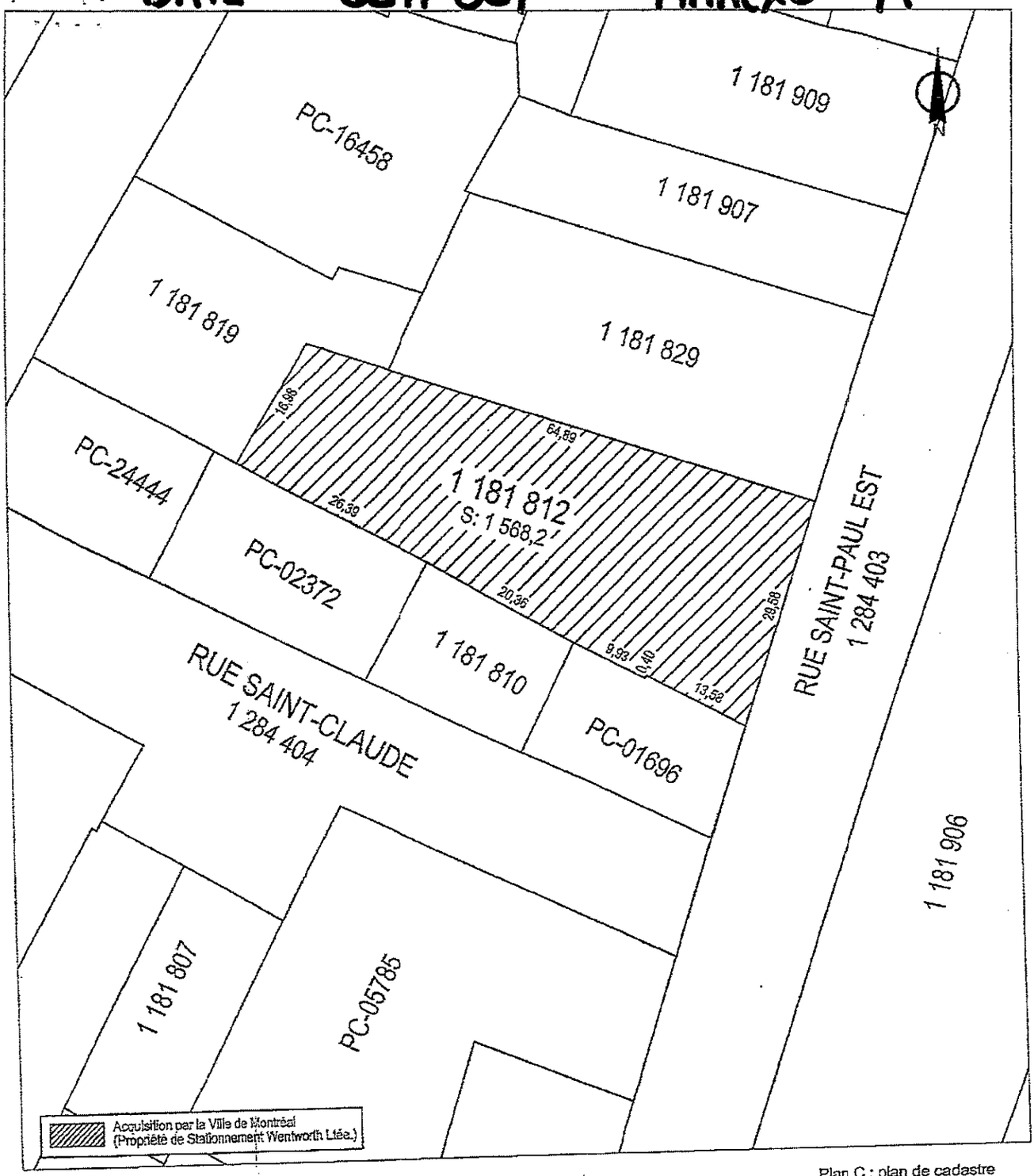
VILLE DE MONTRÉAL,

Le ___ jour du mois de _____ 2016

par : _____
Nom :
Titre :

Locataire	Locateur

BAIL #6211-001 Annexe "A"



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0372-21
Production : CL
Échelle : 1:600
Date : 12-11-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

RESOLUTION OF THE DIRECTORS
OF
WENTWORTH PARKING LTD./STATIONNNEMENT WENTWORTH LTEE.
(the "Corporation")

WHEREAS the City of Montreal wishes to enter into a Lease with the Corporation for the premises municipally known as 321 St. Paul Street, Montreal, Quebec for a period of nine (9) months, commencing March 1st, 2016 and expiring November 30th, 2016, on the terms set out in the draft Lease annexed hereto.

AND WHEREAS the Corporation has agreed to enter into the said Lease with the City of Montreal on the terms set out in the said Lease.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT:

1. The entering into the said Lease arrangement by the Corporation is ratified and approved and confirmed.

2. The Corporation is authorized to fulfill and perform all of its obligations set out in the said Lease.

3. Any director or officer of the Corporation is authorized and directed:

   (a) To execute and deliver a copy of the said Lease and such director's or officer's signature thereto is to be conclusive evidence of such approval;

   (b) To do all such further acts and things and give such further assurances as she/he in her/his sole discretion considers necessary, desirable or useful in connection with the said Lease.

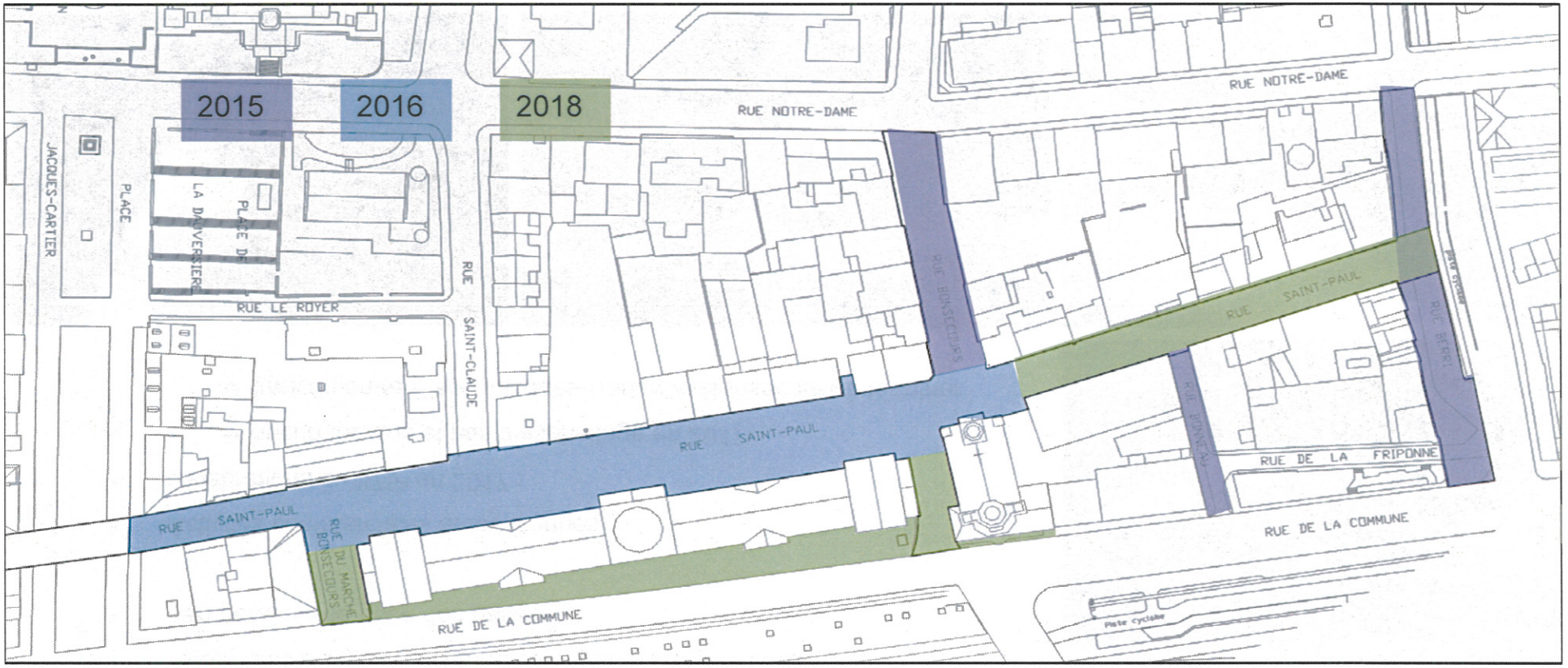
The foregoing is hereby certified to be a true and correct copy of a Resolution of the Board of Directors of the Corporation passed in the manner required by law, which Resolution is in full force and effect, unamended as of the date hereof.

DATED AT TORONTO, ONTARIO this 22nd day of March, 2016.

WENTWORTH PARKING LTD./
STATIONNNEMENT WENTWORTH
LTEE.

per: _____
SHARON HERMAN
I have the authority to bind the corporation A.S.O.

Calendrier – Phase 1



Mesures prises pour diminuer la durée des travaux

- Réalisation des travaux d'égout et d'aqueduc avant le dégel (mars et avril 2016)
- Travaux autorisés 7 jours sur 7
- Imposition de plusieurs équipes simultanées
- Bonification de performance et pénalités prévues

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165941003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Stationnement Wentworth Ltée pour une période de neuf (9) mois débutant le 1er mars 2016 et se terminant le 30 novembre 2016, un terrain d'une superficie de 1 568,2 m², désigné comme étant le lot 1 181 812 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'aire d'entreposage de matériaux et d'équipements dans le cadre du projet de réfection de la rue Saint-Paul, moyennant un loyer de 304 658,48 $, incluant la TPS et la TVQ. Ouvrage 6211-001.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165941003 infor comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Tél : 514 872-5911

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

Josée BÉLANGER
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-5676

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1164565001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de renouvellement du sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville 2000, des espaces situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019. Le loyer total est de 517 387,50 $, incluant les taxes. Bâtiments 8202.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de renouvellement du sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville 2000, pour une période de 3 ans, à compter du 1er avril 2016, des espaces d'une superficie totale de 1 965 m² situés au 10 950, boulevard Perras et utilisés pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un loyer total est de 517 387,50 $, incluant les taxes, et ce, selon les termes et conditions stipulés au projet de renouvellement du sous-bail;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-24 09:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164565001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de renouvellement du sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville 2000, des espaces situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019. Le loyer total est de 517 387,50 $, incluant les taxes. Bâtiments 8202.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du maintien des compétences de ses policiers, le Service de police de la Ville de Montréal (le « SPVM ») occupe, depuis le 1er avril 2013, des locaux situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, pour les besoins de son centre de formation. Trois volets de formation sont offerts aux policiers : volet tactique, volet emploi de la force et volet enquête.
1. Le volet tactique est requis pour les policiers représentant les groupes d'intervention. Ce groupe de policiers est spécialisé dans le maintien de l'ordre (notamment lors des manifestations) ainsi que pour intervenir auprès des personnes armées.

2. Le volet emploi de la force est utilisé pour former et requalifier tous les policiers opérationnels. Ces policiers ont des formations de maintien des compétences, de mise à niveau et des formations sur les nouvelles techniques. Chacune de ces formations a un volet théorique, un volet pratique et, pour la plupart, un volet extérieur.

3. Le volet enquête est un programme de perfectionnement où s'effectue le transfert de connaissances des experts. L'objectif est de former les enquêteurs du SPVM de façon optimale et de préparer la relève pour ainsi mettre un terme à la fuite de l'expertise interne.

En conséquence, le SPVM a demandé au Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») de renouveler l'entente actuelle afin d'assurer le maintien et le développement des compétences du personnel du SPVM.

Boscoville 2000 est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d’appuyer le développement et la participation sociale des jeunes de 0 à 30 ans. Le propriétaire de l'immeuble est la Société immobilière du Québec. Le bail a été négocié de gré à gré avec le sous-locataire.

Ce dossier n'a pu être présenté avant le 1er avril car quelques informations et documents au dossier étaient manquants pour finaliser la transaction, notamment les plans d'occupation des espaces avec les calculs des superficies locatives et la résolution autorisant le directeur de Boscoville 2000 à signer le sous-bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0397 - 26 septembre 2013 - Approbation du sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans - 1er avril 2013 au 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de renouvellement du sous-bail par lequel la Ville sous-loue, de Boscoville 2000, des espaces intérieurs et extérieurs situés au 10950 boulevard Perras, incluant 6 espaces de stationnement pour véhicules sans frais, utilisés pour les besoins du centre de formation du SPVM, dont la superficie totale représente 1 965 m² (21 151 pi²). Le terme du bail est de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019.

JUSTIFICATION

La formation continue des groupes d'intervention, des policiers et des enquêteurs est essentielle pour assurer le maintien de leurs compétences. Actuellement, il n'existe aucun centre de formation centralisé et aucun immeuble appartenant à la Ville ne peut répondre à ce besoin. Le SGPI étudie la possibilité d'implanter un centre de formation centralisé qui offrira la formation académique et pratique aux policiers pour toutes les spécialités nécessaires. L'horizon de réalisation de ce projet est prévu pour 2019.
Le bail est échu depuis le 31 mars 2016 et il est donc nécessaire de le renouveler pour une période de 3 ans.

Le loyer convenu est fixe pour la durée du terme et représente une augmentation de 10 %.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	Loyer actuel	**Loyer annuel 2016 (9 mois)**	**Loyer annuel 2017 (12 mois)**	**Loyer annuel 2018 (12 mois)**	**Loyer annuel 2019 (3 mois)**	**Coût total du loyer brut pour 3 ans**
Loyer annuel brut pavillon 7	36 000 $	29 250 $	39 000 $	39 000 $	9 750 $	
Loyer annuel brut pavillon 9	56 000 $	45 750 $	61 000 $	61 000 $	15 250 $	
Entretien ménager*	45 000 $	37 500 $	50 000 $	50 000 $	12 500 $	
Loyer brut total	137 000 $	**112 500 $**	**150 000 $**	**150 000 $**	**37 500 $**	**450 000 $**
TPS - 5 %		5 625,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	1 875,00 $	
TVQ - 9,975 %		11 222,88 $	14 962,50 $	14 962,50 $	3 740,63 $	
Loyer total		**129 346,88 $**	**172 462,50 $**	**172 462,50 $**	**43 115,63 $**	**517 387,50 $**

Ristourne de TPS		5 625,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	1 875,00 $	
Ristourne de TVQ		5 610,94 $	7 481,25 $	7 481,25 $	1 870,32 $	
Loyer net annuel		**118 110,94 $**	157 481,25 $	157 481,25 $	39 370,31 $	

*Il s'agit des coûts maximums relatifs à l'entretien ménager payable directement à Boscoville 2000, selon les coûts réels.

Le coût du loyer ainsi que les fluctuations seront assumés par le SPVM à même sa base budgétaire.

La dépense totale de loyer pour le terme, incluant les taxes, est de 517 387,50 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST n'est pas exigée puisqu'il s'agit d'une sous-location.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du renouvellement du sous-bail soit refusée, le SPVM devra suspendre ses activités de formation et de maintien des compétences pour le personnel des groupes d'intervention et des policiers, jusqu'à ce que le SGPI trouve un nouveau site temporaire pour le centre de formation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévu pour le conseil d'agglomération du 21 avril 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jocelyne GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Érik VINCENT, Service de police de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-17

Nicole RODIER
Chef de section

Tél : 514 872-8726
Télécop. : 514-872-2222

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité

Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim, en remplacement de Marie-Claude Lavoie, directrice de Service, jusqu'au 31 mars 2016
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-03-23

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1164565001

- **Description de la transaction :** Approuver le projet de renouvellement d'un sous-bail
- Durée : Pour un terme de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019
- Type de transaction **:** Location **-** Ville locataire
- Endroit : Espaces situés au 10950, boulevard Perras à Montréal
- Superficie des lieux loués : 1 965 m² (21 151 pi²)

Locateur : Boscoville 2000

Locataire : Ville de Montréal.

Dépenses : 517 387,50 $, incluant les taxes

Valeur locative : -

Raison de la location : Pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Annie Bertrand	Téléphone : 0-4275	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

PREMIER RENOUVELLEMENT DU SOUS-BAIL

ENTRE

BOSCOVILLE 2000, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, partie III, ayant son siège au 10 950, boulevard Perras à Montréal, province de Québec, H1C 1B3, agissant et représentée par Claude Lévesque, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 27 juin 2013 ;

(ci-après nommée le « Locataire »)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution no CG06 0006.

(ci-après nommée le « Sous-Locataire »)

ATTENDU QUE Boscoville 2000 a signé un sous-bail (ci-après appelé le « Sous-Bail ») avec la Ville de Montréal, le 22 novembre 2013, concernant des locaux situés au 10 950 boulevard Perras, Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er avril 2013 et se terminant le 31 mars 2016 ;

ATTENDU QUE le Locataire désire renouveler le Bail pour une période de trois (3) ans sous réserve des dispositions ci-après stipulées ;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1 **Préambule :** Le préambule fait partie intégrante du Sous-Bail.

2 **Durée :** Le présent renouvellement du Sous-Bail est prolongé pour une période de trois (3) ans à compter du 1er avril 2016 pour se terminer le 31 mars 2019.

3 **Loyer :** Le Sous-Locataire paiera un loyer annuel de trente-neuf mille dollars (39 000 $) pour l'utilisation du pavillon 7 et soixante et un mille dollars (61 000 $) pour l'utilisation du pavillon 9 et du terrain.

Sous réserve des dispositions et engagements de ce renouvellement de Sous-Bail, faisant partie intégrante du Sous-Bail, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Sous-Bail demeurent inchangés et continueront de s'appliquer entre les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

POUR LE LOCATAIRE :

Signée par le Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2016

Par _____

Claude Lévesque, directeur général

POUR LE SOUS-LOCATAIRE :

Signée par le Sous-Locataire à Montréal ce _____e jour du mois de _____ 2016

Par _____

Yves Saindon, greffier

Ce renouvellement de sous-bail a été approuvé le _____.

Résolution no _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164565001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le projet de renouvellement du sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville 2000, des espaces situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal pour un terme de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019. Le loyer total est de 517 387,50 $, incluant les taxes. Bâtiments 8202.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention - code financier.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jocelyne GUAY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2953

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Mathieu PERRIER
Conseillier en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514 242-3789
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1161063001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme maximale de 327 575 $ à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Hiver 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder quatre (4) contributions financières non récurrentes totalisant la somme maximale de 327 575 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Hiver 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal :

Organisme	Projet	Montant
Mobilisons Montréal	Mobilisons local	83 000 $
Pépinières & Collaborateurs	Post-Olympique	80 000 $
Centre culturel Espace 7000 inc.	Salle Désilets, nouveau diffuseur de l'Est de Montréal	82 525 $
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Vivre l'Est!	82 050 $

2. d'approuver quatre (4) projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 07:01

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161063001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme maximale de 327 575 $ à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Hiver 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a lancé à l'automne 2013 le PRAM-Est, un programme doté d'une enveloppe budgétaire de 4 M$ pour la période 2014 à 2017 afin de soutenir des projets porteurs et novateurs qui stimuleront le développement de l'Est de Montréal. Il fonctionne sur la base d'appels de projets auprès d'organismes à but non lucratif et prend la forme de contributions financières.
La somme accordée par projet peut varier de 25 000 $ à 250 000 $, n'est pas récurrente et ne peut servir aux activités de fonctionnement des organismes. Aussi, la contribution de la Ville, des ministères et organismes publics ne peut excéder 60 % de la totalité du budget des projets soutenus. Les projets répondant aux critères d'admissibilité sont soumis à un jury d'experts issus du milieu.

Voici un résumé des appels de projets PRAM-Est qui se sont déroulés jusqu'à présent :

Appels de projets	Nombre de dossiers reçus	Nombre de dossiers financés	Montant total accordé
Automne 2013	23	5	292 363 $
Printemps 2014	12	4	597 200 $
Été 2014	7	3	463 435 $
Hiver 2015	13	2	213 435 $
Été 2015	10	3	378 403 $

Le 6e appel de projets a été lancé en novembre 2015 pour un dépôt des dossiers de candidature le 1er février 2016. L'appel de projets a été diffusé sur le site Internet de la Ville, dans l'infolettre de la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, sur les réseaux sociaux, chez les partenaires, les relayeurs ainsi qu'auprès des organismes ayant manifesté de l'intérêt pour le programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0418 (26 septembre 2013) : Adoption des modifications aux termes de référence du programme « PRAM-Est » qui vise à soutenir le développement de l'Est de Montréal.

- CG12 0369 (27 septembre 2012) : Adoption de la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente de 175 M$.
- CG12 0307 (23 août 2012) : Approbation des termes de référence des programmes de soutien à l'innovation, à la créativité et au redéveloppement économique et territorial (volets Innovation et Est).
- CE12 1131 (4 juillet 2012) : Approbation du projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville.
- CM12 0396 (15 mai 2012) : Déclaration de compétence du conseil municipal relativement au financement d'organismes à but non lucratif pour la gestion et l'octroi de bourses dans le cadre des programmes réussir@montréal - volets Innovation et Est, pour une période de 5 ans, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal.
- CE11 1722 (31 octobre 2011) : Adoption du plan d’action de l'Est de Montréal 2011-2017.
- CE11 0975 (22 juin 2011) : Adoption de la stratégie de développement économique 2011-2017.

DESCRIPTION

Dans un premier temps, chacun des projets a été étudié en fonction des critères d'admissibilité et des objectifs contenus dans le document « Objectifs, admissibilité et procédure d’approbation » mis en pièce jointes.

Sur les six (6) projets reçus lors de l’appel de projets, cinq (5) ont été jugés admissibles au programme et ont été soumis au jury. Celui-ci les a analysé en fonction de la grille d’évaluation qui se trouve également en pièce jointe. Les projets ayant obtenu une note moyenne supérieure à 70 % sont présentés aux instances pour approbation.

Voici les quatre (4) projets qui ont obtenu la note de passage et qui sont présentés dans le présent sommaire décisionnel :

Organisme	**Projet**	**Montant PRAM-Est**	**Budget total du projet**	**Part de la contribution de la Ville** (Maximum 60%)
Mobilisons Montréal	Mobilisons local	83 000 $	151 320 $	55 %
Description du projet	Campagne d’idées et de projets sur la plateforme Web collaborative Mobilisons local permettant de stimuler et d’accompagner l’émergence d'idées novatrices qui conduiront potentiellement au démarrage de nouvelles entreprises et de nouveaux projets d’économie sociale dans les quartiers de l’Est de Montréal.			
Pépinières & Collaborateurs	Post-Olympique	80 000 $	473 000 $	17 %
Description du projet	Projet d'urbanisme autogéré et participatif qui vise à favoriser une réappropriation quotidienne de l'Esplanade du Parc Olympique, autant			

	pour la population locale que pour les touristes. Le verdissement du site, la grande terrasse et les zones d'ombres dessineront un nouveau lieu de rassemblement privilégié, un lieu de rendez-vous culturels, d'activités familiales, sportives, de projections et de 5 à 7.			
Centre culturel Espace 7000 inc.	Salle Désilets, nouveau diffuseur de l'Est de Montréal	82 525 $	179 325 $	46 %
Description du projet	Développement et mise en oeuvre d'une programmation afin de permettre à la salle Désilets, la plus grande salle de spectacles de l'Est de Montréal, de devenir un diffuseur reconnu en proposant des spectacles grand public dans l'Est de Montréal.			
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Vivre l'Est !	82 050 $	136 750 $	60 %
Description du projet	Production de contenu pour valoriser les attraits touristiques et les événements culturels de l'Est sur le web et les médias sociaux.			

Le jury a le pouvoir de revoir le montant des contributions financières ou de suggérer à la Ville d'effectuer, en collaboration avec l'organisme, certains changements au projet ou au montage financier. Cela n'a pas été nécessaire dans le cadre de l'appel de projets faisant l'objet du présent dossier.

Chacun des projets retenus fait l'objet d'une convention entre l'organisme porteur du projet et la Ville. Celle-ci précise les modalités de versement des contributions financières en fonction de l'avancement des activités prévues à l'intérieur des projets des organismes. Ainsi, chacun recevra sa contribution financière en, au moins, trois versements.

JUSTIFICATION

Le choix des projets a été réalisé par un jury indépendant conformément aux règles et critères établis dans les termes de référence du programme et de l'appel de projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe globale réservée au programme PRAM-Est (2014-2017) provient de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal.
La dépense totale de 327 575 $ à autoriser dans le cadre du présent dossier sera entièrement assumée par l'agglomération.

Les sources budgétaires de chacun des organismes admissibles sont les suivantes :

Mobilisons Montréal
Revenus du projet qui se déroulera jusqu'en septembre 2017

Partenaires financiers	**Montant 2016**	**Montant 2017**	**Total**
Ville de Montréal - PRAM-Est	62 000 $	21 000 $	83 000 $
Organisme	8 320 $		8 320 $
Autres partenaires	15 000 $	45 000 $	60 000 $
Total	**85 320 $**	**66 000 $**	**151 320 $**

Pépinière & Collaborateurs
Revenus du projet qui se déroulera jusqu'en décembre 2017

Partenaires financiers	**Montant 2016**	**Montant 2017**	**Total**
Ville de Montréal - PRAM-Est	50 000 $	30 000 $	80 000 $
Esplanade du Parc Olympique	25 000$	25 000 $	50 000 $

FIRM	20 000 $	20 000 $	40 000 $
PME MTL (Prêt)	20 000 $		20 000 $
Organisme (Investissement et revenus)	84 000 $	194 000$	278 000 $
Total	**199 000 $**	**269 000 $**	**468 000 $**

Centre culturel Espace 7000 inc.
Revenus du projet qui se déroulera jusqu'en décembre 2017

Partenaires financiers	Montant 2016	Montant 2017	Total
Ville de Montréal - PRAM-Est	38 000 $	44 525 $	82 525 $
Organisme	10 000 $	30 000 $	40 000 $
Billetterie	12 600 $	37 800 $	50 400 $
Commandites	4 000 $		4 000 $
Produits dérivés	600 $	1 800 $	2 400 $
Total	**65 200 $**	**114 125 $**	**179 325 $**

Chambre de commerce de l'Est de Montréal
Revenus du projet qui se déroulera jusqu'en décembre 2017

Partenaires financiers	Montant 2016	Montant 2017	Total
Ville de Montréal - PRAM-Est	76 000 $	6 050$	82 050 $
Organisme	18 400 $	36 300 $	54 700 $
Total	**94 400 $**	**42 350 $**	**136 750 $**

Les crédits nécessaires à la réalisation des projets sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique de l'année 2016. Pour l'année 2017, les crédits sont déjà prévus à la programmation de l'entente. Conséquemment, ces projets n'auront aucun impact sur le cadre financier de l'année 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un des objectifs du programme est l'adoption de meilleures pratiques de développement durable par les entreprises de l'Est de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Soutenir la relance de l'Est de Montréal par des contributions destinées à appuyer la réalisation de projets portés par le milieu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de communication et de visibilité prévues respecteront les obligations convenues dans les conventions signées avec la Ville de Montréal (voir annexe 3 de chaque convention). Ces obligations sont imposées par l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des projets soutenus selon l'échéancier convenu dans chacune des conventions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Romain FAYOLLE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Johanne COUTURE, Saint-Léonard
Myriame BEAUDOIN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie
Andrée DUQUETTE, Anjou
Marie-Claude LAUZON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Romain FAYOLLE, 23 mars 2016
Myriame BEAUDOIN, 23 mars 2016
Andrée DUQUETTE, 23 mars 2016
Daniel LAFOND, 22 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-03-22
Valérie ST-JEAN Commissaire - développement économique		Serge GUÉRIN Directeur	
Tél : **Télécop. :**	514 872-3656	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-0068 514 872-0049

CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT No. 1

(Étant les règlements généraux)

SECTION 1
GÉNÉRALITÉS

Art. 1 Définitions

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes utilisés ont le sens suivant :

1.1 «**Loi**» désigne la partie II de la Loi sur les chambres de commerce L.R.C. (1985), ch. B-6.

1.2 «**Chambre**» désigne la Chambre de commerce de l'Est de Montréal, corporation à but non lucratif légalement constituée en vertu de la partie II de la Loi sur les chambres de commerce L.R.C. (1985), ch. B-6.

1.3 «**Membre**» désigne toute personne, physique ou morale, admise de la manière prescrite par le présent règlement, y incluant tout délégué dûment désigné par un membre corporatif.

1.4 «**Conseil d'administration**» désigne le conseil d'administration de la Chambre.

1.5 «**Administrateur**» désigne un membre du conseil d'administration.

1.6 « **Président du Conseil d'administration**» ou « **PCA** » désigne le président du conseil dûment élu à cette fin par le Conseil.

1.7 « **Président-directeur général** » ou « **PDG** » désigne la personne nommée par le Conseil pour exercer les tâches et fonctions qui lui sont conférées par celui-ci.

1.8 « **Écrit ou Écrite**» désigne une lettre, une télécopie ou un courriel.

Art. 2 Interprétation

Dans les présents règlements généraux :

2.1 Lorsque cela est possible, les mots employés au singulier incluent aussi la dimension plurielle et vice versa.

2.2 La forme masculine ou féminine employée de façon générique désigne aussi bien, lorsqu'il y a lieu, les hommes que les femmes.

2.3 Le mot personne désigne aussi bien une personne physique ou morale (corporation, compagnie, association, coopérative, fiducie, etc.).

2.4 Les titres utilisés ne sont là que pour faciliter la lecture et la consultation et ne doivent pas servir à interpréter les présents règlements.

Art. 3 Siège social

Le siège social de la corporation est établi sur le territoire de la Chambre, à l'endroit désigné par le conseil d'administration.

Art. 4 Mission de la Chambre

La Chambre de commerce de l'Est de Montréal est le plus important regroupement de gens d'affaires de son territoire et entend exercer son leadership afin de susciter la participation active des intervenants socioéconomiques de son milieu.

Elle a pour mission de soutenir et de promouvoir les intérêts économiques et sociaux de ses membres et des 30 000 entreprises qui composent son territoire,

- en étant prompt à interagir avec les forces vives du milieu ;
- en se distinguant par sa culture d'ouverture;
- en innovant par un réseautage intelligent ;
- en étant engagé dans sa communauté ;
- en assurant le rayonnement local et international des entreprises.

SECTION 2
MEMBRES

Art. 5 Catégories de membres

La corporation comprend cinq (5) catégories de membres.

5.1 Est **membre individuel** toute personne physique faisant affaire sous son nom propre, sans être incorporé ou enregistré.

5.2 Est **membre corporatif** toute personne morale admise par la Chambre.

5.3 Est **membre associé** toute association de gens d'affaires ayant signé une entente avec la Chambre ou toute entité gouvernementale.

5.4 Est **membre gouverneur** toute personne physique ayant assumé la présidence de la Chambre, de la Chambre de commerce de Ville d'Anjou ou de la Chambre de commerce de l'Est du Grand Montréal.

5.5 Est **membre honoraire** toute personne désignée à ce titre par le conseil d'administration.

Art. 6 Qualification et admission des membres

6.1 Toute personne, physique ou morale, souscrivant aux buts et aux activités de la Chambre et se conformant aux présents règlements et aux normes d'admission établies par résolution par le conseil d'administration, peut, sur demande à cette fin, devenir membre dans la catégorie appropriée.

6.2 Tout nouveau membre est considéré admis au moment où il acquitte sa cotisation.

6.3 Tous les membres ont droit d'assister aux assemblées générales régulières ou spéciales de la Chambre ; seuls les membres individuels et les délégués des membres corporatifs y ont cependant droit de vote et sont éligibles à titre d'administrateur.

6.4 Chaque membre corporatif désigne, pour la période qu'il détermine, son ou ses représentants à titre de délégué à la Chambre et ce, en fonction du nombre de délégués défini par le conseil d'administration de la Chambre.

6.5 Un délégué, bénéficiant de ce statut à titre de représentant désigné par un membre corporatif est automatiquement disqualifié comme délégué advenant :

a) sa destitution par le membre corporatif qui l'a désigné,

ou

b) le retrait ou la radiation du membre corporatif qui l'a désigné.

Art. 7 Cotisation annuelle

7.1 Le conseil d'administration fixe par résolution le montant de la cotisation annuelle à être versée à la Chambre, de même que l'époque, le lieu et la manière d'en effectuer le paiement.

7.2 Les membres gouverneurs et honoraires ne sont pas tenus de verser de cotisation.

7.3 Les cotisations payées ne sont pas remboursables en cas de radiation, suspension ou de retrait d'un membre.

7.4 Un membre qui n'acquitte pas sa cotisation dans le mois qui suit sa date d'exigibilité peut être rayé de la liste des membres par résolution du conseil d'administration, sur avis Écrit de trente (30) jours donné à ce membre.

Art. 8 Retrait, suspension et radiation

8.1 Tout membre peut se retirer comme tel de la Chambre et ce, en tout temps, en signifiant ce retrait à la Chambre.

8.2 Le conseil d'administration peut, par résolution, suspendre pour une période qu'il détermine ou encore radier définitivement tout membre qui commet un acte jugé contraire ou néfaste aux buts poursuivis par la Chambre.

8.3 La décision du Conseil peut faire l'objet d'une demande de révision au Comité d'arbitrage constitué conformément aux dispositions de l'article 43. La décision de ce comité est finale et sans appel.

SECTION 3
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Art. 9 Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle a lieu à la date et à l'endroit que le conseil d'administration fixe chaque année ; cette date devra être située à l'intérieur des quatre (4) mois suivant la fin de l'exercice financier de la Chambre.

Art. 10 Assemblée générale d'élection

Une assemblée générale d'élection est tenue entre le 1er mai et le 30 juin de chaque année, à la date et à l'endroit fixés par résolution par le conseil d'administration aux fins d'élire les administrateurs qui constitueront le conseil d'administration pour le prochain exercice financier.

Art. 11 Assemblée générale spéciale

Le conseil d'administration ou dix (10) membres en règle peuvent, selon les besoins, convoquer une assemblée spéciale, aux lieu, date et heure qu'ils fixent. Le conseil d'administration procède par résolution tandis que le groupe de membres doit produire par Écrit une réquisition, signée par ces membres. Le secrétaire est alors tenu de convoquer cette assemblée générale spéciale et ce, dans les dix (10) jours suivant la réception d'une telle réquisition qui devra spécifier le but et les objets d'une telle assemblée spéciale.

Art. 12 Avis de convocation

12.1 Toute assemblée des membres devra être convoquée par Écrit, auprès de chaque membre en règle qui y a droit, à sa dernière adresse connue.

12.2 Le délai de convocation pour toute assemblée générale annuelle ou assemblée générale d'élection est de vingt (20) jours et de dix (10) jours pour toute assemblée générale spéciale.

12.3 L'avis de convocation pour une assemblée spéciale doit spécifier le ou les sujets qui y seront étudiés; seuls ces sujets pourront être étudiés lors de cette assemblée spéciale.

12.4 Aucune erreur ou omission dans l'envoi de l'avis de convocation ou d'ajournement d'une assemblée générale entraînant la non-réception de celui-ci n'annulera ladite assemblée ni les résolutions qui ont été adoptées.

Art. 13 Quorum

13.1 Pour toute assemblée, le quorum est constitué des membres présents dûment convoqués.

13.2 Le quorum doit être constaté par le secrétaire de l'assemblée pour que l'assemblée puisse débuter.

Art. 14 Droit de vote

14.1 Seuls les délégués des membres corporatifs et les membres individuels en règle ont droit de vote. Le vote par procuration est prohibé.

14.2 Toutes les décisions sont prises à la majorité simple des votes. En cas d'égalité, le président d'assemblée aura un vote prépondérant.

14.3 Le vote est pris à main levée ou, à la demande de tout membre habilité à voter, au scrutin secret.

Art. 15 Président et secrétaire d'assemblées

Les assemblées des membres sont présidées par le président du conseil d'administration. C'est le secrétaire de la Chambre qui agit à titre de secrétaire d'assemblée. À défaut de leur présence, l'assemblée désigne parmi les membres présents un président et/ou un secrétaire d'assemblée.

SECTION 4
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 16 Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration compte un maximum de vingt-neuf (29) administrateurs, dont vingt-huit (28) sont élus par l'assemblée générale des membres, le PCA sortant de charge devenant automatiquement membre d'office du conseil d'administration.

Art. 17 Durée et alternance des mandats

Chaque administrateur demeure en fonction pour un mandat de deux (2) ans, à moins que son mandat ne prenne fin avant terme. L'administrateur dont le mandat se termine est rééligible. L'alternance des mandats s'effectue de la façon suivante : à chaque année, quatorze (14) postes sont en élection.

Art. 18 Cens d'éligibilité

Nul ne peut être élu comme administrateur à moins qu'il ne rencontre les conditions suivantes :

18.1 Il doit être un membre individuel ou délégué d'un membre corporatif ;

18.2 Il doit être âgé de dix-huit ans et plus ;

18.3 Il ne doit pas être un failli non libéré ;

18.4 Il ne doit pas être candidat à une élection municipale, scolaire, provinciale ou fédérale ou être une personne élue lors d'une telle élection ;

18.5 Il ne doit pas avoir fait l'objet d'une condamnation en dernière instance rendue par une cour criminelle ;

18.6 Il ne doit pas avoir fait l'objet d'une conduite préjudiciable à la Chambre, telle que déterminée par le conseil d'administration.

Art. 19 Élection

19.1 Quarante-cinq (45) jours avant la date de l'assemblée générale d'élection, le conseil d'administration forme un comité de nomination. Le comité de nomination est composé du PCA, de trois administrateurs nommés par et parmi le conseil d'administration sortant et dont le mandat ne sera pas échu lors de l'assemblée d'élection ainsi que de deux membres en règle de la Chambre. Le quorum pour les délibérations de ce comité est de quatre membres.

19.2 Le conseil d'administration établit les critères devant guider le comité de nomination dans sa recherche de candidats, suite aux recommandations du comité gouvernance et ressources humaines

19.3 Le comité de nomination choisira parmi les membres en règle et habilités à y siéger des candidats au poste d'administrateur ; ces derniers devront consentir par Écrit à poser leur candidature en accompagnant le tout d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation. Le comité de nomination doit faire rapport de ses recommandations à une assemblée du conseil d'administration précédant l'assemblée générale d'élection. Le nombre de candidats soumis à l'assemblée générale d'élection par le comité de nomination ne doit pas excéder de plus de trois (3) le nombre de postes à combler.

19.4 La liste des candidats proposés par le comité de nomination doit être expédiée à tous les membres avec l'avis de convocation de l'assemblée générale d'élection.

19.5 Tout membre en règle et habilité à siéger au conseil d'administration peut poser sa candidature à titre d'administrateur. Il doit pour ce faire, en signifier son intention par Écrit, appuyé par deux membres en règle, le tout signé et retourné au siège social de la Chambre, dans les quinze (15) jours suivant la date d'expédition de l'appel de candidatures. Il doit également joindre à son bulletin de mise en candidature son curriculum vitae et une lettre de motivation.

19.6 Si le nombre de candidats soumis par le comité de nomination ou par les membres eux-mêmes n'excède pas le nombre de postes à combler, ces personnes sont alors déclarées élues par acclamation.

19.7 Si le nombre de candidats soumis est inférieur au nombre de postes à combler, ceux-ci sont élus par acclamation et le conseil d'administration voit à combler par la suite les postes vacants.

19.8 Si le nombre de candidats soumis excède le nombre de postes à combler, l'assemblée générale procède à l'élection des administrateurs par vote au scrutin secret ; l'assemblée générale désigne pour ce faire un président, un secrétaire d'élection et deux scrutateurs, qui prennent en charge la collecte des bulletins de vote et leur dépouillement et enregistrent le résultat du vote. Les membres habilités à voter votent sur un seul bulletin de vote en inscrivant les noms des personnes pour lesquelles ils votent ; le bulletin ne doit pas comporter plus de noms que le nombre de postes à combler ; si tel est le cas, le bulletin sera alors jugé nul. Sont élus administrateurs ceux qui obtiennent le plus grand nombre de votes.

Art. 20 Destitution d'un administrateur

20.1 Le conseil d'administration peut suspendre ou destituer un administrateur dont le comportement est jugé à l'encontre des intérêts de la Chambre ou qui a été absent plus de deux assemblées du conseil consécutivement sans raison valable. La décision du conseil est finale sous réserve de toute décision du Comité d'arbitrage.

20.2 L'administrateur peut en appeler au comité d'arbitrage dans les dix (10) jours de la réception de l'avis de destitution, conformément aux dispositions de l'article 43.

Art. 21 Validité des actes

Une irrégularité dans l'élection ou la nomination d'un administrateur ou sa destitution n'aura pas pour effet d'invalider les gestes ou actes posés par cet administrateur ou par le conseil alors qu'il était administrateur.

Art. 22 Vacance

22.1 Il y a vacance au sein du conseil d'administration par suite de :

a) la mort, la maladie prolongée ou l'insolvabilité d'un de ses membres ;

b) la démission par Écrit d'un membre du conseil ;

c) la perte de la qualification d'un administrateur comme membre délégué.

22.2 Le conseil d'administration comble tout poste vacant sur recommandation du comité gouvernance et ressources humaines ; l'administrateur ainsi nommé reste en fonction pour la durée du mandat de celui qu'il remplace.

Art. 23 Rémunération

Les administrateurs ne sont pas rémunérés pour leurs services en tant qu'administrateur et agissent bénévolement.

Art. 24 Devoirs des administrateurs

Le conseil d'administration est élu pour administrer toutes les affaires de la Chambre.

a) Il accomplit tous les actes nécessaires à la réalisation des buts que poursuit la Chambre conformément à la Loi et aux règlements généraux, adopte de nouveaux règlements ou les modifie, s'il y a lieu, et adopte les résolutions qui s'imposent pour réaliser les buts de la Chambre.

b) Il prend les décisions concernant l'engagement du PDG, ses fonctions et responsabilités, les achats et les dépenses qu'il peut autoriser, les contrats et les obligations qu'il peut autoriser, les contrats et les obligations où il peut s'engager.

c) Il adopte le budget de la Chambre, approuve les états financiers et le rapport annuel qu'il soumet à l'assemblée générale annuelle des membres.

d) Il voit à ce que les règlements soient appliqués et les résolutions exécutées.

e) Il peut déléguer tout ou partie des pouvoirs qu'il possède, à l'exception des pouvoirs qui lui sont dévolus expressément par la Loi ou le présent règlement.

f) Il se doit de préserver la confidentialité des débats, échanges et discussions.

Art. 25 Responsabilités des administrateurs

25.1 Aucun administrateur ou officier de la Chambre ne sera tenu responsable pour toutes pertes occasionnées par une erreur de jugement ou omission de sa part ou pour toute perte, dommage ou infortune quelconque qui peut survenir dans l'exécution de ses fonctions ou de celles du PDG.

25.2 Aucun acte ou procédé de tout administrateur ou du conseil d'administration ne sera jugé invalide en raison de la constatation subséquente de toute irrégularité relative à la qualification ou à la légitimité de tel administrateur.

25.3 Les administrateurs sont présumés avoir agi avec l'habilité convenable et de bonne foi s'ils se fondent sur l'opinion ou le rapport d'un expert pour prendre une décision.

25.4 Les administrateurs ne sont responsables qu'en cas de fautes lourdes, négligences grossières ou fraudes à l'égard de la Chambre. Celle-ci dégage de plus les administrateurs de toute responsabilité qu'ils pourraient avoir à son égard en raison d'une simple négligence, d'un acte irrégulier ou d'une faute, accompli de bonne foi.

25.5 La Chambre souscrit annuellement à une police d'assurance-responsabilité pour ses administrateurs.

Art. 26 Réunions du conseil d'administration

26.1 Le conseil d'administration doit tenir toutes les réunions qui sont nécessaires à la bonne marche de la Chambre.

26.2 Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le secrétaire ou le PCA, soit sur instruction du PCA soit sur demande Écrite de quatre (4) administrateurs. Elles sont tenues au siège social de la Chambre ou à tout autre endroit désigné par le PCA ou le conseil d'administration.

26.3 L'avis de convocation doit être Écrit et donné au moins quarante-huit (48) heures avant la réunion.

26.4 Une réunion du conseil d'administration peut être tenue sans avis de convocation si les membres sont présents ou consentent à la tenue de l'assemblée par Écrit. La réunion du conseil qui suit immédiatement l'assemblée générale annuelle des membres peut être tenue sans avis de convocation.

26.5 Aucune erreur ou omission dans l'avis de convocation n'annulera ladite réunion ou les mesures qui y ont été prises.

Art. 27 Quorum et vote

27.1 La majorité des administrateurs en fonction constituent le quorum pour la tenue d'une réunion du conseil d'administration, nonobstant que le quorum ne soit pas maintenu tout au long de la réunion. S'il y a lieu d'avoir un vote,

le quorum devra être respecté sans quoi le vote sera reporté à une assemblée ultérieure.

27.2 Le quorum est requis pour reprendre la tenue d'une réunion ajournée ; le quorum peut être formé par des administrateurs autres que ceux qui ont contribué à former le quorum initial de la réunion ajournée.

27.3 Les questions débattues au conseil d'administration sont décidées à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, le PCA peut exercer un vote prépondérant.

Art. 28 Résolution signée

Une résolution Écrite, signée par tous les administrateurs est valide et a le même effet que si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Une telle résolution doit être insérée dans le registre des procès-verbaux de la Chambre suivant sa date, au même titre qu'un procès-verbal régulier.

Art. 29 Conférence téléphonique

Les administrateurs peuvent participer à une réunion du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone ou par tout autre moyen électronique. Ils sont alors réputés avoir assisté à ladite réunion.

Art. 30 Présidence et secrétariat d'assemblée

Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le PCA ou en en son absence par le vice-président. C'est le secrétaire de la Chambre qui agit comme secrétaire des réunions. À défaut de la présence de ces personnes, le conseil choisit parmi les administrateurs présents un président et/ou un secrétaire d'assemblée.

Art. 31 Procès-verbaux

Les membres de la Chambre peuvent consulter en tout temps les procès-verbaux et résolutions du conseil d'administration.

SECTION 5
OFFICIERS

Art. 32 Désignation des officiers

Les officiers sont élus par et parmi les membres du conseil d’administration, sur recommandation du comité gouvernance et ressources humaines. Les officiers de la corporation sont : le président du conseil d’administration, le vice-président, le secrétaire et le trésorier. Une même personne peut cumuler plusieurs postes d’officier, si le Conseil en décide ainsi.

Art. 33 Le président du conseil d'administration

Cette personne préside toutes les réunions du conseil d'administration, du comité exécutif et toutes les assemblées générales. Ce dernier est aussi le dirigeant qui a la garde du sceau. Le PCA ne pourra être élu ou réélu que pour un maximum de deux années consécutives.

Outre les fonctions qui lui sont conférées par le présent règlement, le PCA préside aux destinées de la Chambre. Il fait partie ex officio du comité exécutif et gouvernance et ressources humaines, et peut assister, lorsqu'il le juge nécessaire, à tous les autres comités. Il surveille l'exécution des décisions prises au conseil d'administration et au comité exécutif et il remplit toutes les charges qui lui sont attribuées durant le cours de son terme par le conseil d'administration. Il est également le porte-parole de la Chambre auprès des membres et préside les activités de la Chambre. Au besoin, il agit de concert avec le PDG comme porte-parole de la Chambre auprès des représentants socio-économiques et des instances politiques.

Art. 34 Le vice-président du conseil d'administration

Le vice-président du conseil d'administration remplace le PCA en son absence et exerce alors toutes les prérogatives du PCA. Il peut également se voir confier par le PCA ou par le conseil lui-même des charges et responsabilités particulières. Il peut assister à tous les comités et il est le principal adjoint du PCA.

Art. 35 Le secrétaire

Le secrétaire s'assure de la rédaction de tous les procès-verbaux des assemblées des membres et des réunions du conseil d'administration et du comité exécutif. Il a la garde des archives, livres des minutes, procès-verbaux, registre des membres et registre des administrateurs. Enfin, il exécute toutes les autres fonctions qui lui sont attribuées par les règlements ou par le conseil d'administration.

Art. 36 Le trésorier

Le trésorier a la charge et la garde des fonds de la Chambre et de ses livres de comptabilité. Il s'assure de la disposition d'un relevé précis de l'actif et du passif ainsi que des recettes et déboursés de la Chambre. Il s'assure des dépôts des deniers de la Chambre dans une institution financière déterminée par le conseil d'administration. Il doit faire rapport à l'assemblée annuelle de même qu'au conseil d'administration de l'état des finances de la Chambre.

Art. 37 Élection des officiers et durée du mandat

37.1 Le conseil d'administration doit, à sa première assemblée suivant l'assemblée générale d'élection et par la suite lorsque les circonstances l'exigent, élire les officiers de la Chambre.

37.2 Les officiers ont un mandat renouvelable d'une année.

Art. 38 Démission, destitution et vacances

38.1 Tout officier peut démissionner en tout temps en remettant sa démission par Écrit au président ou au secrétaire de la Chambre ou lors d'une réunion du conseil d'administration. Les officiers sont sujets à destitution pour ou sans cause par résolution du conseil d'administration.

38.2 Si les fonctions de l'un quelconque des officiers de la Chambre deviennent vacantes par suite de décès, de démission ou de destitution, le conseil d'administration peut élire une autre personne au sein du conseil pour remplir cette vacance et cet officier reste en fonction pour la durée non écoulée du terme de l'officier ainsi remplacé.

SECTION 6
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Art. 39 Le président-directeur général

Sans restreindre la généralité de ce qui précède et à moins de circonstances exceptionnelles, le comité exécutif délègue ses charges administratives et confie des mandats au PDG. Le PDG est embauché par le conseil d'administration sur recommandation du comité gouvernance et ressources humaines.

Le PDG doit donner suite aux décisions et recommandations du conseil d'administration et du comité exécutif. Il est responsable du fonctionnement et de l'administration de la Chambre dans le cadre de ses règlements. Les contrats, conventions, ententes, engagements et documents requérant l'intervention de la Chambre dans le cadre du cours normal des affaires de la Chambre sont signés par le PDG agissant seul, ou en cas d'incapacité ou d'absence du PDG, par deux (2) administrateurs agissant conjointement et désignées par le Conseil d'administration et/ou en cas d'urgence par le Comité exécutif. Tout contrat, document, convention, entente ou engagement ayant trait à des activités ou transactions hors du cours normal des affaires de la Chambre doit être signé par deux (2) personnes agissant conjointement et désignées par le Conseil d'administration et/ou en cas d'urgence par le Comité exécutif, parmi les personnes suivantes : le PDG et les administrateurs alors en fonction.

Le PDG est le porte-parole public de l'organisation, incluant les médias, les groupes socio-économiques et les instances politiques.

SECTION 7
COMITÉS

Art. 40 Les comités

40.1 En sus du comité exécutif, les comités gouvernance et ressources humaines, le comité d'audit et le comité exportation sont des comités permanents et statutaires de la Chambre. Le comité audit est composé de trois (3) à cinq (5) administrateurs en plus du PCA, et le comité gouvernance et ressources humaines est composé de cinq (5) à sept (7) administrateurs en plus du PCA. Le conseil d'administration peut aussi constituer tout comité, notamment des comités de réseautage, de travail, des comités territoriaux ou autres et leur confier les mandats appropriés. Ces comités rendent compte au conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine et précise le mandat de chacun des comités permanents ou de tout autre comité constitué de temps à autre.

40.2 Chaque président de comité est nommé par le conseil d'administration.

40.3 Les comités audit et gouvernance et ressources humaines sont composés uniquement d'administrateurs.

40.4 Pour tous les autres comités, seul un membre en règle peut en faire partie.

Art. 41 Le comité exécutif

41.1 Le comité exécutif est composé de sept (7) administrateurs, incluant les officiers et le président sortant. Le comité exécutif exécute les mandats confiés par le conseil d'administration et lui fait tous les rapports appropriés. Il a la responsabilité de régler toute affaire courante de la Chambre et de faciliter les prises de décision des instances supérieures de la Chambre que sont le Conseil et l'assemblée générale des membres.

41.2 La majorité des membres en fonction constituent le quorum pour la tenue d'une réunion du comité exécutif, nonobstant que le quorum ne soit pas maintenu tout au long de la réunion.

41.3 Les questions débattues au comité exécutif sont décidées à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, le PCA peut exercer un vote prépondérant.

SECTION 8
BUREAU DES GOUVERNEURS

Art. 42 Le Bureau des gouverneurs

42.1 Le Bureau des gouverneurs a pour but principal d'aider la Chambre à prendre des orientations qui respectent la culture de l'organisation et favorisent la pérennité de celle-ci.

42.2 Chaque année, le président du conseil d'administration sortant de charge assume la présidence du Bureau des gouverneurs.

42.3 Le Bureau des gouverneurs doit favoriser la bonne réputation de la Chambre en aidant le conseil d'administration et le comité exécutif, lorsque ceux-ci le requièrent, à prendre les décisions affectant l'orientation générale ou les finances de l'organisation.

42.4 À moins que des circonstances particulières l'obligent, les travaux du Bureau des gouverneurs ne sont pas assujettis à un horaire de rencontres et les membres sont plutôt consultés sur une base ponctuelle.

42.5 Il incombe aux gouverneurs de choisir annuellement les récipiendaires des prix Orchidée.

SECTION 9
COMITÉ D'ARBITRAGE

Art. 43 Le Comité d'arbitrage

Dans tous les cas où un membre ou un administrateur est destitué par le conseil d'administration de ses privilèges ou fonctions suivant les dispositions des présents règlements, le membre ou l'administrateur ainsi destitué peut, dans les dix (10) jours de la réception d'une lettre signée par le PCA ou, en cas d'incapacité, par le vice-président du conseil d'administration et l'avisant de pareille destitution (« **l'Avis de destitution** »), en appeler auprès du comité d'arbitrage (« le **Comité d'arbitrage** ») selon les modalités et règles qui suivent :

a) le membre ou l'administrateur visé par l'Avis de destitution doit faire parvenir une demande (« **l'Appel** ») au président demandant la tenue d'une audience auprès du Comité d'arbitrage dans le délai prescrit, lequel est de rigueur ;

b) le Comité d'arbitrage est formé de trois (3) gouverneurs de la Chambre désignés par le conseil d'administration et de deux (2) membres en règle de la Chambre, dont l'un est désigné par le membre ou l'administrateur visé par l'Avis de destitution (« **l'Appelant** ») et l'autre est désigné par le conseil d'administration ; ces cinq (5) personnes constituent le Comité d'arbitrage ;

c) le Comité d'arbitrage est présidé par l'un des trois (3) gouverneurs désignés sur décision majoritaire des membres du Comité d'arbitrage ;

d) le Comité d'arbitrage doit être constitué dans les quinze (15) jours suivant la réception par le président de l'Appel ;

e) le président du Comité d'arbitrage convoque par Écrit tous les membres du Comité d'arbitrage à une rencontre dans les locaux de la Chambre pour la tenue d'une audience ;

f) à défaut par l'Appelant de désigner son représentant au Comité d'arbitrage dans les quinze (15) jours de l'Appel, les membres du Comité d'arbitrage alors désignés pourront désigner le cinquième (5^{e}) membre ;

g) lors de l'audience, le président exposera les motifs ayant présidé et justifié la destitution de l'Appelant et celui-ci sera invité par le président du Comité d'arbitrage à exposer les motifs pour lesquels il ne devrait pas être destitué ;

h) suite à l'audience, le Comité d'arbitrage rendra une décision Écrite et motivée, au plus tard dans les dix (10) jours de l'audience, qui devra être expédiée à l'Appelant et au président dans ce délai ;

i) la décision du Comité d'arbitrage doit être prise à la majorité de ses membres, est finale et sans autre appel et lie les parties ;

j) aussi longtemps que les délais pour en appeler au Comité d'arbitrage ne sont pas expirés ou tant que le Comité d'arbitrage n'a pas rendu sa décision, la décision du conseil d'administration et les motifs et délibérations relatives à cette destitution doivent être tenues confidentielles et ne pas être dévoilées sauf aux parties concernées ;

k) nonobstant ce qui précède, tout membre de la Chambre ou tout administrateur qui est destitué, non pas par le conseil d'administration mais par résolution des membres réunis en Assemblée générale dûment convoquée à cette fin n'a aucun recours au Comité d'arbitrage en pareilles circonstances, la résolution de l'Assemblée générale étant finale et exécutoire. Au cas où une telle assemblée spéciale est convoquée par le PCA ou le conseil d'administration, le membre ou l'administrateur dont la destitution sera proposée lors de cette assemblée spéciale aura l'opportunité de se faire entendre et d'exposer, pendant au plus quinze (15) minutes, les motifs pour lesquels sa destitution ne devrait pas être prononcée.

SECTION 10
DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 44 Année financière

L'exercice financier de la Chambre se termine le 30 juin de chaque année.

Art. 45 Signatures des effets de commerce et des contrats ou engagements

Tous les chèques, billets, lettres de change et autres effets de commerce négociables, contrats ou conventions engageant la Chambre ou le favorisant doivent être signés par les personnes désignées de temps à autre à cette fin par le conseil d'administration. À défaut d'une désignation particulière par le conseil d'administration, les effets de commerce et les contrats sont signés par deux des personnes suivantes : le PCA**,** le secrétaire, le trésorier ou le PDG.

Art. 46 Emprunts et placements

46.1 Le conseil d'administration peut effectuer les emprunts nécessaires au bon fonctionnement de la Chambre.

46.2 Le conseil d'administration choisit la ou les institutions financières où seront déposés les fonds de la Chambre et effectue les placements de fonds disponibles, sur recommandation du comité audit.

Art. 47 Auditeurs

Les états financiers de la Chambre sont audités chaque année, aussitôt que possible après l'expiration de chaque exercice financier, par des auditeurs indépendants nommés à cette fin lors de l'assemblée annuelle des membres, sur recommandation du conseil d'administration.

Art. 48 Procédures judiciaires

L'un ou l'autre des membres du comité exécutif que le conseil d'administration ou le PDG désignera aura le droit de comparaître et de répondre pour la Chambre et en son nom, sur tout bref, ordonnance et interrogatoire et de faire toute démarche légale se rapportant à toute saisie et à toute procédure judiciaire.

Art. 49 Dissolution de la Chambre

49.1 La dissolution de la Chambre exige un vote des deux tiers des membres en règle lors d'une assemblée générale spéciale des membres convoquée à cette fin.

49.2 Advenant une telle dissolution de la Chambre, tout le reliquat de ses biens, une fois ses dettes acquittées, sera distribué à un ou plusieurs organismes qui poursuivent des buts et objets apparentés ou similaires.

SECTION 11
MODIFICATION AUX RÈGLEMENTS

Art. 50 Modifications et ratifications des règlements

50.1 Le conseil d'administration a le pouvoir d'abroger, d'ajouter ou de modifier toute disposition du présent règlement.

50.2 Cette abrogation, cet ajout ou cette modification n'entrera en vigueur qu'à compter de leur ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle, à moins que dans l'intervalle elle ou il n'ait été ratifié par une assemblée générale spéciale. Le texte des amendements apportés doit être communiqué aux membres avec l'avis de convocation.

50.3 Lors de l'assemblée générale ou de l'assemblée générale spéciale, tout abrogation, ajout ou modification devra être ratifié par les deux tiers des

membres en règle présents. À défaut d'une telle majorité, cette modification est réputée ne jamais avoir été en vigueur.

SECTION 12
AUTRES DISPOSITIONS

Art. 51 Conflits d'intérêt ou de devoirs

Tout membre, délégué, administrateur ou employé qui se livre à des opérations de contrepartie avec la Chambre ou qui contracte à titre personnel avec la Chambre ou à titre de représentant de cette dernière auprès de l'un de ses partenaires ou qui est directement ou indirectement intéressé dans un contrat avec la Chambre ou l'un de ses partenaires, doit divulguer son intérêt au conseil d'administration. S'il est présent au moment où le conseil d'administration ou le comité exécutif délibère et décide au sujet de tout contrat le concernant, il doit se retirer de la séance pour le temps consacré à ce sujet. Tel retrait temporaire n'a pas pour effet de modifier le quorum de la réunion qui est réputé être le même, le membre devant se retirer étant réputé présent ; toutefois la majorité requise pour l'adoption d'une résolution tient compte du nombre de membres réputés présents habilités à voter.

Art. 52 Indépendance politique

La Chambre demeurera politiquement indépendante et sera libre de tout lien avec quelque parti ou regroupement politique et religieux que ce soit.

Art. 53 Les administrateurs

Les membres du conseil d'administration, outre les devoirs et obligations imposés par la Loi ou par les présents règlements, doivent, dans l'exercice de leurs fonctions :

a) Agir de bonne foi et de façon courtoise ;

b) Participer activement aux activités de la Chambre ;

c) Assister aux réunions du conseil d'administration et à celles de comités dont ils font partie ;

d) Agir avec soin, honneur, intégrité, probité et impartialité et dans le meilleur intérêt de la Chambre ;

e) Faire preuve de rigueur, d'indépendance et de prudence ;

f) Agir avec loyauté et intégrité avec les autres membres du conseil d'administration ;

g) Préserver la confidentialité des débats, échanges et discussions.

Art. 54 Observateur

Le conseil d'administration peut inviter tout membre ou délégué en règle à assister à ses réunions en tant qu'observateur à condition que celui-ci s'engage à garder confidentielles les délibérations et l'information véhiculée lors de ces réunions. Cet observateur n'a ni droit de parole ni droit de vote.

Art. 55 Entrée en vigueur

Les présents règlements généraux entreront en vigueur au jour de leur ratification en assemblée générale et abrogeront tous règlements généraux antérieurs.

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX ADOPTÉS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE TENUE LE MERCREDI 17 JUIN 2015

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
1er appel de projets, automne 2013			
Corporation de développement économique communautaire Saint-Léonard (CG14 0133)	Gestion des matières résiduelles de la zone industrielle Saint-Léonard, Plan d'action 2014.	74 423 $	142 826 $
Description du projet	Planification et mise en oeuvre du plan d'action afin d'améliorer la gestion des matières résiduelles au sein des entreprises léonardoises. Préconiser une approche d'information (auprès de 500 entreprises), de sensibilisation (60 visites) et d'éducation afin d'augmenter la collecte des matières résiduelles et encourager la collaboration entre les entreprises. Mise en place d'outils afin de faciliter la collecte.		
Comité musique Maisonneuve (CG14 0133)	Montréal côté cours.	65 000 $	109 000 $
Description du projet	Mettre en valeur des lieux inédits ou oubliés de l'Est de Montréal en y associant des artistes montréalais dans 20 vidéoclips qui seront diffusés sur Internet / Créer une plateforme web afin de rassembler tous les événements culturels ayant lieu à l'est de Pie-IX, notamment par un calendrier interactif.		
Société Château Dufresne inc. (CG14 0133)	Promotion touristique à l'échelle canadienne et américaine du nouveau complexe muséal Château Dufresne / Studio Nincheri.	60 000 $	100 000 $
Description du projet	Promotion à l'échelle québécoise, canadienne et américaine du nouveau complexe muséal (Studio de vitrail Nincheri / Château Dufresne) et consolidation du partenariat avec les acteurs du Parc olympique.		
S.E.R.I.C. Coopérative de solidarité (CG14 0133)	Forum de développement durable, Est de Montréal.	50 940 $	84 900 $
Description du projet	Réalisation d'un événement majeur qui réunira 150 acteurs de l'Est de Montréal autour des enjeux et des défis mondiaux en matière de développement durable. Maillage, promotion des pratiques en développement durable, création d'une plateforme centralisée où les organisations se rassembleront pour obtenir des informations, outils et accompagnement pour se conformer aux nouvelles normes du marché local, régional, national et mondial.		
2e appel de projets, printemps 2014			
SODEC (CG14 0461)	INV'Est - Développement industriel attractif et intégré par l'écologie industrielle	250 000 $	546 018 $
Description du projet	Création de synergies entre les entreprises pour renforcer le développement des filières industrielles via l'écologie industrielle (utilisation des rebuts) tout en assurant l'attractivité des parcs et zones industriels du territoire.		
Vestechpro (CG14 0461)	Étude de faisabilité pour l'implantation d'un incubateur d'entreprises dans le secteur du vêtement et textile intelligent.	60 000 $	113 100 $
Description du projet	Étude de faisabilité pour la création d'un incubateur d'entreprises à développement technologique sur le vêtement et le textile intelligent réunissant des experts de différentes disciplines. Ce projet s'inscrit dans une démarche plus large d'implantation de laboratoire et d'un cursus scolaire lié au vêtement intelligent.		
Écotech Québec (CE14 1572)	Atelier de maillage pour les technologies propres.	37 200 $	62 000 $
Description du projet	Organisation de trois ateliers de maillage pour mettre en relation des entreprises de l'Est et les développeurs de technologies propres du Québec.		

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
CHU Sainte-Justine (CG15 0422)	Technopôle en réadaptation pédiatrique	250 000 $	425 000 $
Description du projet	Réalisation d'études stratégiques afin de faciliter la création d'un technopôle en réadaptation pédiatrique sur le terrain du Centre de réadaptation Marie Enfant du CHUSJ, dans l'Est de Montréal.Le Technopôle représenterait un premier investissement d'environ 60 millions de dollars permettant de doter l'Est de Montréal d'une infrastructure scientifique de calibre mondial dont la mission serait de révolutionner les soins et l'intégration sociale en réadaptation pédiatrique, de soutenir l'innovation médicale dans ce domaine et d'accélérer la concrétisation des résultats de recherche vers les enfants et leur famille		
3e appel de projets, été 2014			
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve (CG14 0527)	Fab Lab iMusée.	140 046 $	317 981 $
Description du projet	Ouverture du premier Fab Lab dans l'Est de Montréal. Le projet, qui débute par une phase d'appropriation grâce à un FabLab mobile et une exposition au Imusée, se concrétisera pour l'ouverture d'un FabLab permanent. Catalyseur de changement en agissant comme un incubateur de projets et d'innovation en collaboration avec les acteurs de développement économique de l'Est de Montréal.		
Journal de la Rue (CG14 0527)	Autofinancement du monde communautaire	50 020 $	99 020 $
Description du projet	Aider les organismes communautaires d'Hochelaga-Maisonneuve à s'autofinancer pour être autonome et créer de l'emploi. Axé autour d'un service de collecte de fonds du Bistro Le Ste-Cath, le projet vise à appuyer les organismes en créant des événements pour récolter des fonds de façon ponctuelle (avec des levées) ou à long terme (ex. produits dérivés). Le modèle permet également de lever des fonds sur des événements créés par d'autres organismes. Il permet aussi l'enrichissement culturel du quartier.		
4e appel de projets, hiver 2015			
Branchons les PME (CG15 0262)	Branchons les PME de l'Est de Montréal	89 910 $	149 910 $
Description du projet	Accompagnement, formation et assistance technique à 400 entreprises de l'Est de Montréal pour qu'elles se dotent d'une boutique transactionnelle en ligne		
S.E.R.I.C. : Services environnementaux et récupération industrielle en collectif (CG15 0262)	Innovation écoénergétique dans le secteur industriel de l'Est de Montréal	123 525 $	206 658 $
Description du projet	Service de coaching éco-énergétique personnalisé des industriels de l'Est de Montréal en collaboration avec l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie. Investissement technologique innovant visant une rentabilité accrue, une plus forte valeur ajoutée, une plus grande compétitivité et une réduction de l'empreinte environnementale des entreprises de l'Est.		

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
Skying Montréal (CG15 0398)	Le pré-événement test de « SKYING MONTRÉAL »	250 000 $	625 810 $
Description du projet	Préparation et test technique en 2016 afin d'assurer le succès de l'événement récurrent d'envergure international Skying Montréal : 25 skieurs élites descendant la tour olympique, un village hivernal avec activités sportives et culturelles dont la grande première aura lieu en 2017.		
5e appel de projets, été 2015			
Cargo M (CG15 0706)	Analyse du réseau routier de l'Est et validation de l'application mobile.	83 896 $	139 826 $
Description du projet	Collecte et analyse de données récoltées avec des enregistreurs placés sur une flotte de camions appartenant à des entreprises et organismes œuvrant dans l'Est de Montréal afin d'identifier les principales zones de congestion, d'analyser les émissions de GES et de valider l'utilisation d'une application mobile qui permet d'améliorer les déplacements routiers.		
Escale Famille le Triolet (CG15 0706)	Escale pour Toit	144 507 $	288 310 $
Description du projet	Projet pilote, en partenariat avec les organismes du milieu, visant à soutenir la réintégration de femmes monoparentales avec des enfants d'âge préscolaire, au marché du travail à court et à moyen terme. Ce projet vient supporter la réalisation de la construction d'un bâtiment de 21 unités de logement transitoire (investissement de 5 M$) réalisé grâce au programme AccèsLogis. Le projet financé par le PRAM-Est permettra d'aménager les locaux de l'organisme, d'offrir de nouvelles activités de support aux femmes et de créer un partenariat avec les organismes du milieu afin de devenir un réel pôle d'aide aux femmes monoparentales dans le quartier.		
Association des restaurateurs de rue du Québec (CG15 0706)	Premiers Vendredis Montréal - offre bonifiée en partenariat avec des acteurs de l'Est	150 000 $	446 200 $
Description du projet	Profiter de la popularité des Premiers Vendredis en tant que plus grand rassemblement de camions de cuisine de rue au Canada, afin de créer des partenariats avec des acteurs de l'industrie culturelle (principalement de l'Est) et faire rayonner l'Est de Montréal en tant que véritable pôle culturel. Le projet inclut, notamment, l'agrandissement du site occupé par les Premiers Vendredis, des aménagements et, possiblement, l'extension de l'événement sur deux jours. Ce projet vise également à supporter l'organisme dans sa recherche de partenaires culturels, principalement de l'Est, afin que ceux-ci soient présents lors des événements et puissent faire la promotion de leurs offres respectives, de façon ludique et intéressante. Ce projet favorise également la pérennisation des Premiers Vendredis grâce à une offre bonifiée de services.		
6e appel de projets, hiver 2016 (à approuver)			
Mobilison Montréal	Mobilison local	83 000 $	151 320 $
Description du projet	Campagne d'idées et de projets sur la plateforme Web collaborative Mobilisons local permettant de stimuler et d'accompagner l'émergence d'idées novatrices qui conduiront potentiellement au démarrage de nouvelles entreprises et de nouveaux projets d'économie sociale dans les quartiers de l'Est de Montréal.		

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
Pépinières & Collaborateurs	Post-olympique	80 000 $	478 000 $
Description du projet	Projet d'urbanisme autogéré et participatif qui vise à favoriser une réappropriation quotidienne de l'Esplanade du Parc Olympique, autant pour la population locale que pour les touristes. Le verdissement du site, la grande terrasse et les zones d'ombres dessineront un nouveau lieu de rassemblement privilégié, un lieu de rendez-vous culturels, d'activités familiales, sportives, de projections et de 5 à 7.		
Centre culturel Espace 7000 inc.	Salle Désilets, nouveau diffuseur de l'Est de Montréal	82 525 $	179 325 $
Description du projet	Développement et mise en oeuvre d'une programmation afin de permettre à la salle Désilets, la plus grande salle de spectacles de l'Est de Montréal, de devenir un diffuseur reconnu en proposant des spectacles grand public dans l'Est de Montréal.		
Chambre de commerce de l'Est de Montréal	Vivre l'Est !	82 050 $	136 750 $
Description du projet	Production de contenu pour valoriser les attraits touristiques et les événements culturels de l'Est sur le web et les médias sociaux.		

Critères d'évaluation PRAM-Est, appel de projets hiver 2016

Pour se qualifier, les candidats doivent obtenir une note de passage supérieure à 70 %. En fonction des sommes dont nous disposons, les projets ayant plus de 70 % et ayant obtenu les meilleures notes seront recommandés aux instances décisionnelles de la Ville.

Titre du projet : _____ Porteur du projet : _____

Pertinence du projet	
Le projet répond à une problématique ou à un besoin non comblé de l'Est de Montréal	/5
Le projet répond de façon réaliste aux objectifs du PRAM-Est et du Plan de l'Est	/5
La portée du projet est large ou a un bon potentiel de déploiement sur l'ensemble du territoire visé par le programme	/5
Sous-total	**/15**
Commentaires	

Impacts attendus sur le développement économique de l'Est (en prenant en considération le montant demandé versus les retombées)	
Le projet a le potentiel de créer des impacts à moyen et à long terme dans son environnement	/5
Le projet aura des retombées importantes pour l'Est de Montréal, notamment en terme de création de richesse, d'emplois, de renforcement du savoir, de la productivité et de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité du territoire	/20
La faisabilité du projet est démontré ainsi que sa capacité à avoir un impact économique dans le milieu	/5
Sous-total	**/30**
Commentaires	

Dimension innovante du projet	
Le projet favorise l'innovation, la créativité et la compétitivité dans les entreprises et organismes de l'Est de Montréal et/ou offre un réel rayonnement au territoire	/20
Le projet permet d'offrir un nouveau service/produit/modèle non déployé dans l'Est de Montréal. Il ne crée pas de concurrence avec d'autres services déjà offerts	/5
Sous-total	**/25**
Commentaires	

Plan de travail, budget et viabilité financière	
Viabilité financière du projet (budget réaliste à chaque étape, postes budgétaires détaillés, diversification des revenus)	/8
Clarté et réalisme des étapes du projet et des besoins associés à chacune d'elle	/5
Capacité du promoteur / organisme à mener à bien le projet	/7
Sous-total	**/20**
Commentaires	

Capacité du projet à s'inscrire sur le territoire ou à mobiliser les partenaires	
Qualité et degré d'implication des partenaires dans le projet	/5
Effet de levier du projet	/5
Sous-total	**/10**
Commentaires	

Note générale	/100
Commentaires généraux	

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE MONTRÉAL,** personne morale sans but lucratif constituée sous Loi du Canada sur les chambres de commerce, L.R.C. 1985, c. B-6, dont l'adresse principale est 5600, rue Hochelaga, bureau 100, Montréal (Québec) H1N 3L7, agissant et représentée par Isabelle Foisy, présidente-directrice générale dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.5 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre,

couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre-vingt deux mille cinquante (82 050$) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de dix-huit mille dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.

3.2.2 Une somme de cinquante-huit mille dollars (58 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du dépôt du plan d'action.

3.2.3 le solde de six mille cinquante dollars (6 050 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, au plus tard le 15 décembre de chaque année de la convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée des activités à l'Annexe 1;

4.3 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention;

4.4 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.5 transmettre au Directeur avant le deuxième versement, le plan d'action et, avant le dernier versement, un bilan financier et un bilan final faisant état des réalisations du Projet; les bilans doivent comprendre, notamment, le descriptif des activités entreprises et les bénéfices ou retombées obtenus en se basant sur les activités décrites à l'Annexe 1.

4.6 transmettre au Directeur, au même moment que le bilan final, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.7 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.8 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.9 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.10 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.11 transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

OU
transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des

états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier (soit avant le 30 septembre), comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.12 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.13 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.14 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.15 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.16 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.17 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.18 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit

relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L’Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L’Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque

année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service du développement économique À l'attention du directeur M. Serge Guérin 303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3Y8	Chambre de commerce de l'Est de Montréal À l'attention de la présidente-directrice générale Mme Isabelle Foisy 5600, rue Hochelaga, bureau 100, Montréal (Québec) H1N 3L7

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2016

CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE MONTRÉAL

Par : _____
Isabelle Foisy, présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2016 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet *Vivre l'Est!* a pour objectif d'engager une ressource en rédaction pour 18 mois afin de produire du contenu sur les plateformes collaboratives sur le web, pour valoriser les attraits touristiques, les activités et les événements culturels de l'est de Montréal (Est de Pie-IX) à l'attention des clientèles locales, nationales et internationales.

Description de l'étape	Échéance	Description de chacune des activités entreprises dans l'étape	Retombées attendues et indicateurs
Embauche d'une ressource en rédaction	Mai 2016	-Création de la description de tâches. -Processus d'affichage, entrevue et sélection -Formation	Embauche d'un employé
Recherche	Août 2016	-Recherche et appel à tous pour trouver des activités et des lieux d'intérêt touristique dans l'est de Montréal -Recherche de lieux de diffusion collaboratifs (pages Facebook, blogue, site Web, etc.) (exemple: Buzzfeed, TripAdvisor, Where.com)	Plan d'action
Rédaction et diffusion	Décembre 2017	-Rédaction d'articles ou de billets sur des sujets variés suscitant l'intérêt de potentiels touristes (ex. : Top 10, Les meilleurs points de vu de l'Est, Les lieux naturels de l'Est, les lieux sportifs de l'Est, etc.) -Diffusion sur les sites collaboratifs	Diffusion d'au moins 80 articles/billets Nombre de lecteurs Rapport d'activité en fonction de la disponibilité des données selon la plateforme et étalonnage des articles entre eux Bilan final
EFFET DE LEVIER		Attraction de touristes et de Montréalais(es) dans l'Est de Montréal	Hausse de l'achalandage local, national et international Analyse qualitative en fonction des données disponibles
		Maximiser les reprises par des médias électroniques traditionnels	Publication de certains articles par des médias électroniques traditionnels

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d’immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE MONTRÉAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.

- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CENTRE CULTUREL ESPACE 7000 INC,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 7000, rue Marie-Victorin, Montréal (Québec) H1G 2J6, agissant et représenté par M. Jean-Marc Ravatel, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 25 novembre 2015 dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

.

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Annexe 4** » : le document intitulé « Autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre-vingt deux mille cinq cent vingt-cinq dollars (82 525$) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention.

3.2.2 Une somme de dix-huit mille dollars (18 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt du bilan de mi-mandat et la preuve qu'au moins trois (3) spectacles auront lieu.

3.2.3 Une somme de trente mille dollars (30 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt du deuxième bilan et la preuve qu'au moins six (6) autres spectacles auront lieu.

3.2.4 le solde de quatorze mille cinq cent vingt-cinq dollars (14 525 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être

employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur avant le deuxième et le troisième versement, un bilan d'étape et, avant le dernier versement, un bilan financier et un bilan final faisant état des réalisations du Projet; les bilans doivent comprendre, notamment, le descriptif des activités entreprises et les bénéfices ou retombées obtenus en se basant sur les activités décrites à l'Annexe 1.

4.5 transmettre au Directeur, au même moment que le bilan final, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant

notamment les dépenses non admissibles indiqués à l’annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l’Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

OU
transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d’un rapport de mission d’examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier (soit avant le 30 septembre), comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l’annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l’Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d’un rapport de mission d’examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s’adjoindre, au besoin, d’autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l’éventualité de la constitution d’un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l’Organisme relatives à l’élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d’une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l’Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu’il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d’organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de

l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de

résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service du développement économique À l'attention du directeur M. Serge Guérin 303, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 3Y8	Centre Culturel Espace 7 000 Inc. À l'attention du directeur général M. Jean-Marc Ravatel 7000, rue Marie-Victorin Montréal (Québec) H1G 2J6

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de ……. 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de ……. 2016

CENTRE CULTUREL ESPACE 7 000 INC.

Par : _____
Jean-Marc Ravatel, directeur général

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2016 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Développement et mise en œuvre d'une programmation afin de permettre à la salle Désilets, la plus grande salle de spectacles de l'Est de Montréal, de devenir un diffuseur reconnu en proposant des spectacles grand public dans l'Est de Montréal.

Description de l'étape	**Échéancier**	**Description des activités**	**Retombées attendues**
Élaboration de la programmation. Embauche des contractuels (communication, graphiste, attaché de presse)	juin à juillet 2016	Recherche d'artistes, Contacts avec des agents et des producteurs, négociation des cachets, élaboration du calendrier de diffusion. Signature des contrats et des ententes contractuelles, achat d'équipement récupération du matériel promotionnel	Calendrier des 12 spectacles.
Réalisation du plan de communication Réseautage, développement de public et recherche de commandites	août septembre 2016	Mise en application de la stratégie de communication et du placement média Internet, conception du matériel promotionnel. Élaboration d'un réseau de distribution de matériel promotionnel. Négociation avec les restaurateurs du quartier.	Liste d'une quarantaine de lieux de distribution pour le matériel promotionnel Une dizaine d'ententes avec différents restaurateurs. Bilan d'étape
3 spectacles, lancement, programmation, relation de presse, développement de public, billetterie	octobre novembre décembre 2016	Organisation d'un lancement de programmation. Contacts et suivi avec différents partenaires (école, centre d'hébergement, groupe communautaire, etc.) pour le développement de public. Établissement d'une grille tarifaire. Suivi du placement média.	Présence d'une centaine de personnes pour le lancement. 600 spectateurs pour les 3 spectacles. Bilan d'étape
6 spectacles, promotion, développement de public, suivi placement média	janvier à juillet 2017	Promotion et diffusion de 6 spectacles et recherche d'artistes pour la prochaine saison 2017-2018. Suivi développement de public.	Préparation du calendrier de la prochaine saison. 1 500 spectateurs pour les 6 spectacles.

3 spectacles, promotion, bilan, analyse des résultats, comptabilité finale.	août à décembre 2017	Promotion et diffusion de 3 spectacles. Analyse et bilan général et financier du projet. Suivi développement de public. Finalisation du dossier de presse.	Réalisation d'un dossier de presse. Base de données des spectateurs et des partenaires. Bilan final

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d’immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

CENTRE CULTUREL ESPACE 7 000 INC.

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.

- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Autorisation de signature

SALLE DÉSILETS

7000, rue Marie-Victorin, Montréal (Québec) H1G 2J6
514-328-3817 – www.salledesilets.com

Le Centre Culturel Espace 7000 inc.
7000 rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J6

Le 20 Janvier 2016

CENTRE CULTUREL ESPACE 7000 INC.

Résolution du conseil d'administration

Le conseil d'administration lors du CA du 25 novembre 2015 désigne et autorise **M. Jean-Marc Ravatel**, directeur général de la corporation le Centre Culturel Espace 7000 inc à déposer et signer tous les documents concernant la demande de financement auprès de La Ville de Montréal dans le cadre du programme PRAM-EST 2016.

Jean-Guy Prince
Secrétaire
Conseil d'administration
Centre Culturel Espace 7000 inc.
514-325-0150 # 2615

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **MOBILISONS MONTRÉAL,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 2300, avenue De la Salle, bureau 201, Montréal (Québec) H1V 2L1 agissant et représenté par M. Rachad Lawani, président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 15 décembre 2015 dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

.

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Annexe 4** » : le document intitulé « Autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre-vingt trois mille dollars (83 000 $) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de quarante mille dollars (40 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention et sous présentation d'une preuve qu'au moins 80 % du montage financier du projet est assuré.

3.2.2 Une somme de vingt deux mille dollars (22 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt du bilan d'étape qui démontre notamment que l'application web est fonctionnelle.

3.2.3 Une somme de seize mille dollars (16 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt du deuxième bilan.

3.2.4 le solde de cinq mille dollars (5 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur avant le deuxième et le troisième versement, un bilan d'étape et, avant le dernier versement, un bilan financier et un bilan final faisant état des réalisations du Projet; les bilans doivent comprendre, notamment, le descriptif des activités entreprises et les bénéfices ou les retombées obtenus en se basant sur les activités décrites à l'Annexe 1;

4.5 transmettre au Directeur, au même moment que le bilan final, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre au Directeur, à la fin du projet, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations

énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à

l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service du développement économique
À l'attention du directeur
M. Serge Guérin
303, rue Notre-Dame Est,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

POUR L'ORGANISME :

Mobilisons Montréal
À l'attention du président
M. Rachad Lawani
2300, avenue De la Salle, bureau 201
Montréal (Québec) H1V 2L1

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de ……. 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de ……. 2016

MOBILISONS MONTRÉAL

Par : _____
Rachad Lawani, président

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2016 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Lancement d'une campagne d'idées et de projets sur la plateforme Web collaborative Mobilisons local permettant de stimuler et d'accompagner l'émergence de nouvelles idées novatrices qui conduiront potentiellement au démarrage de nouvelles entreprises et de nouveaux projets d'économie sociale dans les quartiers de l'Est de Montréal.

Description de l'étape	**Échéancier**	**Description des activités entreprises de l'étape**	**Cibles**
Activités préparatoires du concours d'idées	Juin 2016 à août 2016	- Planification et coordination du projet avec la majorité des partenaires de soutien au développement. - Mobilisation des partenaires locaux. - Développement de la miniapplication web. - Développement des outils de communication du concours.	- **Livraison de l'application web de gestion du concours d'idées.** - Livraison des outils de communication. - Dépôt du premier bilan.
Lancement et promotion du concours	Septembre 2016 à novembre 2016	- Organisation d'un événement de lancement réunissant partenaires locaux, citoyens et autres acteurs. - Campagne d'information et de promotion itinérante dans les 6 arrondissements.	- Participation d'au moins 100 personnes à l'événement de lancement. - Visite des tables de quartiers et des réseaux d'entreprises - Contact avec au moins 1 000 personnes lors de la tournée.
Réception des idées, projets et activités de formation	Déc. 2016 à février 2017	- Réception des idées et projets sur la plateforme web. - Organisation d'ateliers de formation sur les démarches de cocréation de projets avec les parties prenantes.	- 1 500 membres inscrits sur la plateforme. - 200 idées soumises - 50 projets élaborés suite à l'idéation. - Cible de 200 participants aux ateliers de formation sur les 6 arrondissements. - Dépôt du 2e bilan et d'un bilan financier
Période de développe-ment et de financement des 50 projets déposés	Mars 2017 à juillet 2017	- Activités de développement des projets en ligne (collaboration, cocréation, implication bénévole) - Organisation des événements - Les socio mécènes - - Préparation des campagnes de financement participatif.	- Plus de 100 bénévoles impliqués dans les projets - De nombreux dons en nature aux projets. - 30 campagnes de financement réussies (sur 1 an à partir de mai 2017) - Objectif de 200 000 $ collectés en mise de fonds sur les 6 arrondissements (sur 1 an à partir de mai 2017)

Gala de remise de bourses et remerciement des partenaires	Août 2017 à octobre 2017	- Préparation du gala final - Collaboration avec les partenaires locaux pour le suivi des projets financés - Préparation de la revue de presse	- Dépôt du bilan final

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

MOBILISONS MONTRÉAL

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.

- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Autorisation de signature

MOBILISONS LOCAL

MOBILISER
COLLABORER
PROPULSER

15 décembre 2015

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Résolution #15-12-15

Sur proposition dûment faite, IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ de mandater Monsieur Rachad Lawani, président fondateur de *Mobilisons Montréal*, de faire une demande de financement au Programme PRAM-Est (appel de projets, hiver 2016) pour soutenir la réalisation du projet "*Mobilisons Local : 200 idées et 50 projets pour propulser les quartiers de l'Est de Montréal*", et de signer toutes les ententes éventuelles liées à cette demande.

Marc-André Léger

Sécrétaire

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **Pépinière & Collaborateurs,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est 2097 rue Viau, bureau 218, Montréal (Québec) H1V 0A7, agissant et représenté par Jérôme Glad, vice-président dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 1er février 2016, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 « **Annexe 4** » : le document intitulé « Autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme

maximale de quatre-vingt mille dollars (80 000 $) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention et après présentation d'une lettre d'engagement de la Régie des installations olympiques pour l'utilisation des lieux.

3.2.2 Une somme de vingt-cinq dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt du bilan de mi-mandat et après présentation d'un engagement de l'Organisme indiquant que le Projet se tiendra en 2017.

3.2.3 le solde de cinq mille dollars (5 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final de la réalisation du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de cette convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu;

4.4 transmettre au Directeur avant le deuxième versement, un bilan de mi-mandat et avant le dernier versement, un bilan financier et un bilan final faisant état des réalisations du Projet; les bilans doivent comprendre, notamment, le descriptif

des activités entreprises et les bénéfices ou retombées obtenus en se basant sur les activités décrites à l'Annexe 1;

4.5 transmettre au Directeur, au même moment que le bilan final, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre au Directeur, pour chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier (soit avant le 30 septembre), comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiqués à l'annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé

d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :
Ville de Montréal
Service du développement économique
À l'attention du directeur
M. Serge Guérin
303, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

POUR L'ORGANISME :
Pépinière & Collaborateurs
À l'attention du vice-président
M. Jérôme Glad
218- 2097 rue Viau
Montréal (Québec) H1V 0A7

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de ……. 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de ……. 2016

PÉPINIÈRE & COLLABORATEURS

Par : _____
Jérôme Glad, vice-président

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2016 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Projet d'urbanisme autogéré et participatif qui vise à favoriser une réappropriation quotidienne de l'Esplanade du Parc Olympique, autant pour la population locale que pour les touristes. Le verdissement du site, la grande terrasse et les zones d'ombres dessineront un nouveau lieu de rassemblement privilégié, un lieu de rendez-vous culturels, d'activités familiales, sportives, de projections et de 5 à 7.

Description de l'étape	Échéancier	Description des activités
Aménagement du site et développement d'une programmation quotidienne	mai 2016	Aménagement d'un lieu convivial à l'échelle humaine, offrant une multitude d'activités ludiques et gratuites, autour de la thématique du sport et des jeux. Démarrage des plantations en mai. Stratégie de communication pour assurer un achalandage en continue par l'implication de partenaires.
Animation de l'espace	juin à fin septembre 2016	Rendez-vous culturel hebdomadaire qui, chaque fin de semaine, met en valeur la créativité du quartier : artistes, chefs, commerces, etc... Opérations quotidiennes du site (vente nourriture, boisson, agriculture, activités sportives et interactives)
Bilan	octobre 2016	Bilan de l'expérience précédé d'une consultation formelle des partenaires, des citoyens et du public. Inscription du projet à différents concours nationaux et internationaux et création d'une revue de presse. Préparation d'une revue de presse
Préparation de l'an 2	hiver 2016	Recherche de subventions et de partenaires complémentaire pour la reconduction de l'événement. Planification de l'an 2
Animation de l'espace	Juin à septembre 2017	Opérations quotidiennes du site Rendez-vous culturel hebdomadaire qui, chaque fin de semaine, met en valeur la créativité du quartier : artistes, chefs, commerces, etc.
Bilan	octobre 2016	Bilan et planification d'une reconduction

Objectif	Retombée	Horizon	Indicateur	Cible	
Retombées économiques, sociales et culturelles					
Renforcer l'offre touristique dans l'Est de Montréal	1. Appropriation d'un lieu, l'Esplanade du Parc olympique, en lui donnant une vocation sportive, ludique, culturelle économiquement viable 2. Implication des communautés locales	2016-2017	Création d'emplois	4 emplois temporaires en aménagement et construction de site. 1 emploi à temps partiel en communication pour tout l'été Création de 2 emplois saisonniers à temps plein	
			Personnes présentes sur le site	20 000 personnes par année	
			Activités offertes	45 activités/ événements culturels par an	
Effet de levier					
	3. Augmentation de l'offre culturelle dans l'Est				
	4. Amélioration de l'image de l'Est				
	5. Sentiment d'appartenance de la communauté				

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME PÉPINIÈRE & COLLABORATEURS

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **communications@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.
- Apposer la signature du gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.

- Offrir au Secrétariat ou au gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Autorisation de signature

PÉPINIÈRE & co.
CRÉATEURS D'ESPACES

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉSOLUTION ÉCRITE tenant lieu d'assemblée ou de réunion du Conseil d'administration.

IL EST RÉSOLU QUE :

Jérome Glad soit autorisé à signer au nom de l'organisme Pépinière & Collaborateurs tous documents requis relatifs à la demande de subvention PRAM EST.

Je, soussigné, président élu, signe et approuve les résolutions mentionnés ci-dessus.

Cette résolution entre en vigueur aujourd'hui le 1er février 2016.

Maxim Bragoli
Président

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161063001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme maximale de 327 575 $ à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Hiver 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161063001 - PRAM-Est Hiver 2016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Preposé au budget
Tél : (514) 872-3752

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

Josée BÉLANGER
Conseille analyse - contrôle de gestion
Tél : 514 872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1166794001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ pour l'année 2016 à différents organismes, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour le soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ pour l'année 2016, aux trois organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri;

Organisme	Projet	Soutien 2016
Mission Old Brewery	Accueil, référence, accompagnement et suivi des personnes itinérantes	**125 000 $**
Maison du Père	Lutte à l'itinérance et soutien à la réinsertion	**125 000 $**
Mission Bon Accueil	Soutien à la lutte à l'exclusion et prévention de l'itinérance	**125 000 $**

2. d'approuver les trois projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-24 19:23

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166794001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ pour l'année 2016 à différents organismes, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour le soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La complexité des situations vécues par nos concitoyennes et nos concitoyens aux prises avec le phénomène de l'errance urbaine nécessite une collaboration et une concertation étroites de tous les acteurs montréalais œuvrant dans le domaine de l'itinérance. Soucieuse de prendre part à cet effort, la Ville de Montréal a accordé, au fil des ans, des soutiens financiers aux trois grands refuges. Ainsi, de 1998 à 2008, un soutien financier annuel de 100 000 $ a été alloué à Mission Old Brewery. Mission Bon Accueil a profité, de 2004 à 2008, d'un soutien financier annuel de 25 000 $. Depuis 2009, la Ville accorde à Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil et Maison du Père un soutien annuel respectif de 125 000 $.

Jusqu'en 2012, le financement pour le soutien financier aux trois grands refuges était pris en totalité ou en partie à même les sommes découlant de l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, une entente conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Depuis 2013, le soutien financier est pris en totalité à même le budget de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0347 du 28 mai 2015
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ aux trois organismes suivants, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à

Mission Bon Accueil, pour l'année 2015, dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports

CG14 0426 du 18 septembre 2014

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ à Mission Old Brewery, Maison du Père et Mission Bon Accueil pour l'année 2014 / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses générales d'administration de l'agglomération vers le budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports

CG13 0152 du 30 mai 2013

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 375 000 $ à Mission Old Brewery, Maison du Père et Mission Bon Accueil pour l'année 2013 / Autoriser un virement budgétaire à cette fin

DESCRIPTION

L'appui de la Ville aux trois grands refuges montréalais contribue à leurs efforts de lutte à l'itinérance, conformément leur mission globale. Le soutien est particulièrement axé sur les interventions faites auprès des personnes, à travers des actions spécifiques à chacun des projets, mais qui ont comme dénominateurs communs l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement, la référence et le suivi.

Mission Old Brewery

Projet : Accueil, référence, accompagnement et suivi des personnes itinérantes
Le projet vise à consolider les postes de quatre conseillers en intervention au sein de l'équipe de la Mission Old Brewery. Les activités du projet consistent plus précisément à diagnostiquer les besoins de la clientèle afin de développer des programmes individualisés et la référer vers les ressources pertinentes.

Maison du Père

Projet : Lutte à l'itinérance et soutien à la réinsertion
Le projet vise à consolider six postes d'intervenant au sein de l'équipe de la Maison du Père. Les activités cherchent, de manière générale, à rehausser la qualité de l'intervention dans un contexte où la Maison du Père constate un alourdissement de la clientèle plus touchée par des problématiques de santé mentale et physique. Ainsi, des activités spécifiques ont pour but de diagnostiquer les besoins de la clientèle du refuge et des programmes de réinsertion, de développer des programmes individualisés et d'améliorer le suivi auprès des partenaires, notamment les différents services du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Mission Bon Accueil

Projet : Soutien à la lutte à l'exclusion et prévention de l'itinérance
Le projet vise à consolider quatre postes d'intervenant au sein de l'équipe de la Mission Bon Accueil. Les activités du projet consistent plus précisément à donner accès aux services de base tels que les dortoirs, les douches, les produits d'hygiène et les vêtements, la distribution de repas, l'offre d'ateliers d'employabilité et de développement des compétences ainsi que des programmes de réinsertion. Le soutien financier permet également de développer davantage de services d'aide destinés aux jeunes de 15 à 25 ans.

JUSTIFICATION

Ce soutien financier permet aux trois grands refuges montréalais d'offrir accueil et hébergement aux personnes en situation d'itinérance, alors que nous constatons une augmentation des taux d'occupation dans les ressources d'hébergement cet hiver ainsi qu'une plus grande complexité des problématiques rencontrées. De plus, les trois organismes, par l'entremise de ces projets, adoptent, par des activités d'accompagnement, de référence et de suivi, une approche structurante en misant sur la réinsertion. C'est pourquoi, après analyse des résultats antérieurs, le SDSS recommande de reconduire le financement de ces projets à hauteur de 125 000 $ chacun.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 375 000 $ (taxes incluses) sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération parce qu'elle concerne le logement social et l'aide aux sans-abri, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Le tableau suivant illustre les soutiens financiers accordés ces dernières années aux trois organismes pour les mêmes projets.

	Accordé		**Recommandé**	**Soutien en proportion du budget total de l'organisme**
	2014	**2015**	**2016**	
Mission Old Brewery	125 000 $	125 000 $	**125 000 $**	1,65 %
Maison du Père	125 000 $	125 000 $	**125 000 $**	2,17 %
Mission Bon Accueil	125 000 $	125 000 $	**125 000 $**	0,8 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les services offerts par ces ressources de première ligne appuient les actions du volet social du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise, notamment l'Action 35 - Être solidaire et l'Action 36 - Être équitable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien financier octroyé par la Ville de Montréal permet d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation d'itinérance, leur réinsertion sociale, ainsi qu'une cohabitation sociale plus harmonieuse.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2016 Présentation au comité exécutif
Avril 2016 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation
Décembre 2016 Fin du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sabrina TAZAIRT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc LORTIE
Conseiller en developpement communautaire

Tél : 514 872-3553
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

Patrice ALLARD
Chef de division

Tél : 514-872-1274
Télécop. : 514 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michèle LAFOND
Chef de division pour :
Johanne Derome, directrice
Tél : 514 280-4471
Approuvé le : 2016-03-24

CONVENTION - SERVICE D'AIDE AUX ITINÉRANTS
GDD 1166794001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET: **MISSION OLD BREWERY**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies*,* ayant une place d'affaires au 915, rue Clark, Montréal, Québec, H2Z 1J8, agissant et représentée aux présentes par M. Matthew Pearce, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 8 décembre 2014;

No d'inscription TPS : 123920324 RP
No d'inscription TVQ : 1006021197
No de charité : 12392 0324 RR001

Ci-après appelée l'**« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme désirent unir leurs efforts en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes sur le territoire de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La Ville reconnaît l'importance des services que l'Organisme dispense en matière d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi destinés aux personnes itinérantes et l'Organisme s'engage à maintenir ses activités dans ce domaine dans l'esprit de sa mission et de ses principes, conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Directeur » :** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé;

2.2 **« Annexe A » :** la demande de soutien financier préparé par l'Organisme;

2.3 **« Rapport annuel »** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à :

4.1 poursuivre ses activités en regard des services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes;

4.2 remettre au représentant de la Ville, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de l'exercice financier, un rapport d'activités et des états financiers sous leur forme vérifiée, indiquant ses revenus et dépenses;

4.3 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre, pour

chaque année de la présente convention, au Directeur, un Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.4 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à:

5.1 maintenir sa reconnaissance de l'Organisme comme organisme communautaire dispensant des services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi aux personnes itinérantes sur le territoire montréalais;

5.2 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (125 000 $)**.

5.3 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.3.1 **QUATRE-VINGT-DIX POUR CENT** (90 %), **soit CENT DOUZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (112 500 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;

5.3.2 **DIX POUR CENT** (10 %), (**soit DOUZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (12 500 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur d'un rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis avant le **31 janvier 2017**;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention, d'une durée de douze (12) mois, débute le 1er janvier 2016 et se termine le 31 décembre 2016.

ARTICLE 7
REPRÉSENTANT DES PARTIES

7.1 La Ville désigne la directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou toute autre personne nommée par écrit par cette dernière comme représentante autorisée;

7.2 L'Organisme désigne comme représentant autorisé M. Matthew Pearce, directeur général;

7.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 8
INDEMNISATION - ASSURANCES

8.1 L'Organisme s'engage en tout temps à tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution des présentes. L'Organisme s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

8.2 L'Organisme s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurances responsabilité civile, accordant par événement, une protection minimale de un million de dollars (1 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

ARTICLE 9
DÉFAUT

9.1 Il y a défaut:

9.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

9.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

9.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.2, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 9 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, cette dernière devant remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison d'une telle résiliation.

10.2 Les parties peuvent mettre fin à cette convention en tout temps, sur préavis écrit de trente (30) jours, sans aucun recours l'une contre l'autre pour perte de profits, ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation. La contribution de la Ville est alors ajustée au prorata du nombre de jours écoulés sur la durée de la convention.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS FINALES

11.1 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

MISSION OLD BREWERY

Par : _____
M. Matthew Pearce, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (résolution no.).

CONVENTION - SERVICE D'AIDE AUX ITINÉRANTS
GDD 1166794001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET: **MAISON DU PÈRE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant une place d'affaires au 550, boulevard René-Lévesque Est, Montréal, Québec, H2L 2L3, agissant et représentée aux présentes par Mme France Desjardins, directrice générale, dûment autorisée à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 17 juin 2014;

No d'inscription TPS : 10761 9322 RT0001
No d'inscription TVQ : 1000598816DQ0001
No d'inscription d'organisme de charité : 10761 9322 RR0001

Ci-après appelée l'**« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme désirent unir leurs efforts en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes sur le territoire de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
OBJET

La Ville reconnaît l'importance des services que l'Organisme dispense en matière d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi destinés aux personnes itinérantes et l'Organisme s'engage à maintenir ses activités dans ce domaine dans l'esprit de sa mission et de ses principes, conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Directeur » :** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé;

2.2 **« Annexe A » :** la demande de soutien financier préparé par l'Organisme;

2.3 **« Rapport annuel »** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à:

4.1 poursuivre ses activités en regard des services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes;

4.2 remettre au représentant de la Ville, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de l'exercice financier, un rapport d'activités et des états financiers sous leur forme vérifiée, indiquant ses revenus et dépenses;

4.3 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre, pour

chaque année de la présente convention, au Directeur, un Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.4 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à:

5.1 maintenir sa reconnaissance de l'Organisme comme organisme communautaire dispensant des services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi aux personnes itinérantes sur le territoire montréalais;

5.2 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (125 000 $)**.

5.3 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.3.1 **QUATRE-VINGT-DIX POUR CENT** (90 %), **soit CENT DOUZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (112 500 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;

5.3.2 **DIX POUR CENT** (10 %), (**soit DOUZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (12 500 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur d'un rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis avant le **31 janvier 2017**;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention, d'une durée de douze (12) mois, débute le 1er janvier 2016 et se termine le 31 décembre 2016.

ARTICLE 7
REPRÉSENTANT DES PARTIES

7.1 La Ville désigne la directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou toute autre personne nommée par écrit par cette dernière comme représentante autorisée;

7.2 L'Organisme désigne comme représentant autorisé Mme France Desjardins, directrice générale;

7.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 8
INDEMNISATION - ASSURANCES

8.1 L'Organisme s'engage en tout temps à tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution des présentes. L'Organisme s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

8.2 L'Organisme s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurances responsabilité civile, accordant par événement, une protection minimale de un million de dollars (1 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

ARTICLE 9
DÉFAUT

9.1 Il y a défaut:

9.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

9.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

9.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.2, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 9 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, cette dernière devant remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison d'une telle résiliation.

10.2 Les parties peuvent mettre fin à cette convention en tout temps, sur préavis écrit de trente (30) jours, sans aucun recours l'une contre l'autre pour perte de profits, ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation. La contribution de la Ville est alors ajustée au prorata du nombre de jours écoulés sur la durée de la convention.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS FINALES

11.1 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

MAISON DU PÈRE

Par : _____
Mme France Desjardins, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (résolution no.).

CONVENTION - SERVICE D'AIDE AUX ITINÉRANTS
GDD 1166794001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET: **MISSION BON ACCUEIL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant une place d'affaires au 606, rue de Courcelle, 3e étage, Montréal, Québec, H4C 3L5, agissant et représentée aux fins des présentes par M. Cyril Morgan, directeur général, dûment autorisé à cette fin par une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée du 15 décembre 2015 ;

No d'inscription TPS : 108195215RT0001
No d'inscription TVQ : 10006229032DQ0001
No de charité : NE 10819 5215 RR0001

Ci-après appelée l'**« Organisme »**

ATTENDU QUE la Ville désire soutenir sur son territoire les services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi offerts par certains organismes communautaires aux personnes itinérantes;

ATTENDU QUE l'Organisme a développé une expertise en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes et qu'il œuvre dans le domaine;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme désirent unir leurs efforts en matière de services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes sur le territoire de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
OBJET

La Ville reconnaît l'importance des services que l'Organisme dispense en matière d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi destinés aux personnes itinérantes et l'Organisme s'engage à maintenir ses activités dans ce domaine dans l'esprit de sa mission et de ses principes, conformément à la présente convention et à son Annexe A qui en fait partie intégrante.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Directeur » :** la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou son représentant autorisé;

2.2 **« Annexe A » :** la demande de soutien financier préparé par l'Organisme;

2.3 **« Rapport annuel »** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'Organisme

L'Organisme s'engage à:

4.1 poursuivre ses activités en regard des services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi pour les personnes itinérantes;

4.2 remettre au représentant de la Ville, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de l'exercice financier, un rapport d'activités et des états financiers sous leur forme vérifiée, indiquant ses revenus et dépenses;

4.3 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* et transmettre, pour

chaque année de la présente convention, au Directeur, un Rapport annuel, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.4 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à:

5.1 maintenir sa reconnaissance de l'Organisme comme organisme communautaire dispensant des services d'accueil, de référence, d'accompagnement et de suivi aux personnes itinérantes sur le territoire montréalais;

5.2 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et à son Annexe A, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **CENT VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (125 000 $)**.

5.3 **Versements**

La somme maximale payable à l'Organisme comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit :

5.3.1 **QUATRE-VINGT-DIX POUR CENT** (90 %), **soit CENT DOUZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (112 500 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;

5.3.2 **DIX POUR CENT** (10 %), (**soit DOUZE MILLE CINQ CENTS DOLLARS (12 500 $)** dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur d'un rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis avant le **31 janvier 2017**;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention, d'une durée de douze (12) mois, débute le 1er janvier 2016 et se termine le 31 décembre 2016.

ARTICLE 7
REPRÉSENTANT DES PARTIES

7.1 La Ville désigne la directrice du Service de la diversité sociale et des sports ou toute autre personne nommée par écrit par cette dernière comme représentante autorisée;

7.2 L'Organisme désigne comme représentant autorisé M. Cyril Morgan, directeur général;

7.3 Une partie peut en tout temps désigner par écrit un autre responsable aux fins de l'application de la présente convention.

ARTICLE 8
INDEMNISATION - ASSURANCES

8.1 L'Organisme s'engage en tout temps à tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution des présentes. L'Organisme s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

8.2 L'Organisme s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurances responsabilité civile, accordant par événement, une protection minimale de un million de dollars (1 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

ARTICLE 9
DÉFAUT

9.1 Il y a défaut:

9.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

9.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

9.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.2, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 9 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, cette dernière devant remettre à la Ville toute somme non encore employée reçue de celle-ci. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison d'une telle résiliation.

10.2 Les parties peuvent mettre fin à cette convention en tout temps, sur préavis écrit de trente (30) jours, sans aucun recours l'une contre l'autre pour perte de profits, ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation. La contribution de la Ville est alors ajustée au prorata du nombre de jours écoulés sur la durée de la convention.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS FINALES

11.1 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

MISSION BON ACCUEIL

Par : _____
M. Cyril Morgan, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2016 (résolution no.).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166794001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 375 000 $ pour l'année 2016 à différents organismes, soit 125 000 $ à Mission Old Brewery, 125 000 $ à Maison du Père et 125 000 $ à Mission Bon Accueil, pour le soutien à l'hébergement d'urgence des personnes sans-abri / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166794001 - Certification de fonds- DSS- Itinérance.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina TAZAIRT
Préposé au budget

Tél : 514-872-2188

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-23

Habib NOUARI
Agent de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1160206001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à CPA-ERP, pour la mise à niveau du progiciel de la Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi (GARE) pour permettre l'ajout du Module Gestion des ressources opérationnelles (GRO), pour les besoins du SPVM, pour une somme maximale de 145 012,21 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1- D'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à CPA-ERP, pour la mise à niveau du progiciel de la Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi (GARE) pour permettre l'ajout du Module Gestion des ressources opérationnelles (GRO), pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 145 012,21 $, taxes incluses.

2- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-04 09:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160206001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à CPA-ERP, pour la mise à niveau du progiciel de la Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi (GARE) pour permettre l'ajout du Module Gestion des ressources opérationnelles (GRO), pour les besoins du SPVM, pour une somme maximale de 145 012,21 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a acquis et procédé à la paramétrisation d'un progiciel de gestion intégrée pour l'allocation d'uniformes, de vêtements, d'accessoires et d'équipements fournis au personnel (civil et policier) selon les règles régissant leur convention collective.

Ce progiciel « Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi » (GARE) a été acquis en raison de sa compatibilité aux modules de gestion des achats et des inventaires de la solution Oracle du système intégré de gestion SIMON de la Ville de Montréal. Dix ans plus tard, ce progiciel doit être mis à niveau et de nouvelles fonctions ajoutées.

Le module de Gestion des ressources opérationnelles (GRO) permet de répondre aux exigences de la Ville de Montréal et de gérer les stocks de la Section armurerie et équipement du SPVM.

La Section armurerie et équipement du SPVM doit déployer la mise à niveau de GARE avec le progiciel GARE - GRO qui comprend :

- plusieurs nouvelles fonctionnalités ;
- l'ajout de nouveaux rapports ;
- l'inventaire requis par la Ville de Montréal.

L'Annexe 1 du contrat en date du 3 décembre 2014 prévoit les termes et coûts de la mise à niveau de GARE- GRO, appelé aussi GARE 2.

L'objet du présent dossier décisionnel est d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à CPA-ERP, pour la mise à niveau du progiciel GARE pour permettre l'ajout du module GRO.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0011 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat de services techniques à CPA-ERP inc., fournisseur unique, pour les droits d'utilisation, l'entretien et le support logiciel des modules « Inventaire en direct » dans le cadre de l'application SIMON, pour une période d'un an, soit du 1er janvier au 31 décembre 2015 et « GARE » pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 307 975,48 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat de gré à gré à cette fin.
CG10 0282 - 26 août 2010 - Octroyer un contrat à la firme « Les Consultants Parent & Associés inc. (CPA-ERP) », fournisseur exclusif, pour le renouvellement du contrat de licence du logiciel «Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi» (GARE) du progiciel «Comptoir -transaction en direct» utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal pour une période de cinq ans, soit du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014 pour un montant total de 299 634,35 $ (toutes taxes incluses).

CM05 0015 - 24 janvier 2005 - Accorder, dans le cadre de ce projet, le contrat négocié de gré à gré avec la firme Les Consultants Parent & Associés inc. (CPA), conformément à l'article 573.3, paragraphe 6, 1er alinéa de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c. C-19), pour l'acquisition du module « Gestion des allocations de biens et services reliés à l'emploi » incluant un contrat de support de 5 ans et des services d'implantation pour un montant maximum de 388 209,38 $ (taxes incluses).

DESCRIPTION

Voici les principales fonctionnalités de la GARE - GRO :

- Arrimage des ressources opérationnelles aux objectifs corporatifs ;
- Identification unique des biens stratégiques à contrôler ;
- Documentation technique des biens (guide d'entretien, devis technique) ;
- Gestion des déplacements de ces biens entre tous les intervenants internes et externes ;
- Gestion historique de l'inventaire des biens sous la responsabilité de ces intervenants ainsi que de leur localisation (personne, département, inventaire, dépôt, fournisseur, véhicule) ;
- Gestion d'un programme de qualification des ressources matérielles et humaines (tir) ;
- Élaboration des standards de performance ;
- Élaboration des configurations optimales (actuelle et future) pour un individu, un véhicule, etc. ;
- Gestion d'une cédule de test de conformité, de maintenance et de prise d'inventaire ;
- Documentation des résultats et des correctifs à effectuer ;
- Gestion de la désuétude et de l'entretien ;
- Gestion de la récupération et de la disposition des biens ;
- Prise d'inventaire périodique des biens ;
- Saisie des ajustements et justification des écarts.

Le coût de la mise en place de GARE - GRO est composée de :

- coût d'utilisation de la licence GARE - GRO: 37 500 $ + taxes;
- coût des honoraires: 50 000 $ +taxes.

Le coût d'utilisation de la licence GARE -GRO seras majorée d'un taux de 3% pour les années subséquentes.

Le montant total du présent dossier se chiffre à 145 012,21 $, taxes incluses.

Le contrat, mentionné au présent dossier décisionnel, en étant un de services autres que professionnels, n'a pas été soumis à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics ou d'un décret adopté en vertu de cette loi, car non visé par cette loi. De ce fait, la firme CPA-ERP. n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat.

La firme CPA-ERP n'est pas inscrite au registre de l'Autorité des marchés financiers.

JUSTIFICATION

L'utilisation, le support et l'entretien des produits de la firme CPA-ERP sont essentiels pour la Ville afin de soutenir adéquatement les processus d'affaires du Service de l'approvisionnement et de la Section
armurerie et équipement du SPVM.

En plus d'assurer le contrôle de la gestion des inventaires par le Service de l'approvisionnement et la gestion des uniformes du SPVM, le progiciel GARE - GRO soutiendra l'inventaire de l'armurerie du SPVM qui doit être géré de façon indépendante.

Cette mise à niveau permettra de répondre aux exigences de la Ville de Montréal et d'harmoniser le contrôle des équipements des policiers du SPVM déjà assumé par GARE.

Le progiciel GARE - GRO permettra d'éliminer l'utilisation d'une base de données ACCESS pour l'inventaire des armes, des vestes pare-balles et des ŀampes de poche.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à CPA-ERP, pour la mise à niveau du progiciel GARE pour permettre l'ajout du Module GRO, pour les besoins du SPVM, pour une somme maximale de 145 012,21 $, taxes incluses.

Les imputations budgétaires complètes sont inscrites dans l'intervention de la Division du conseil et du soutien financier du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le progiciel GARE - GRO permettra d'améliorer le service à la clientèle de la Section armurerie et équipement et de gérer les biens de l'armurerie de façon plus adéquate (gestion historique et localisation de l'inventaire), de mieux gérer la désuétude des accessoires de sécurité et les tests de conformité ainsi que l'entretien. La mise à niveau du progiciel acquis par la Ville en 2005 évite des problèmes d'incompatibilité et d'utilisation d'un nouveau progiciel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'échéancier global du projet se résume comme suit :
· Octroi du contrat : mai 2016;
· Période d'implantation : dès l'approbation du dossier décisionnel.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gervais THIBAULT, Service des technologies de l'information

Lecture :

Gervais THIBAULT, 9 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane CHARRON
Chef de section, Développement des technologies

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-08

Christian BOISVERT
C/d ressources informationnelles spvm

Tél : 514-280-9276
Télécop. : 514-280-3451

Tél : 514 602-3404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES
Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2016-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Philippe PICHET
Directeur

Tél : 514 280-2005
Approuvé le : 2016-04-04

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
3 DEC 2014
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT CADRE DE LICENCE D'UTILISATION, D'ENTRETIEN ET DE SUPPORT DES LOGICIELS DE LA FIRME
CPA-ERP Inc.

Contenu du Contrat :

CONTRAT DE LICENCE D'UTILISATION, D'ENTRETIEN ET DE SUPPORT DES LOGICIELS, intervenu à Montréal, district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada.

Annexe 1 :
- Liste et tarification des licences d'utilisation du progiciel « Inventaire en direct » pour l'année 2015.

- Liste et tarification des licences d'utilisation des progiciels de gestion des allocations reliées à l'emploi (G.A.R.E.) pour le service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) pour les années 2015 à 2017.

Annexe 2 :
- Dispositions s'appliquant au présent Contrat

CONTRAT DE LICENCE D'UTILISATION, D'ENTRETIEN ET DE SUPPORT DES LOGICIELS

intervenu à Montréal, district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée « **LE CLIENT** »

ET : **CPA-ERP**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 4258 De Lorimier Montréal, Québec H2H 2B1, agissant et représentée par Marc René Parent, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le **« LE VENDEUR »**

N° d'inscription T.P.S. : 882582729
N° d'inscription T.V.Q. : 1023201166

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

A) LE CLIENT désire utiliser des logiciels spécialisés de gestion supportés par un service d'entretien et de maintenance adéquat;

B) LE VENDEUR est une entreprise œuvrant dans le domaine du développement, de la vente de droits d'utilisation et du support de logiciels informatiques de gestion; au sens du présent Contrat les termes VENDEUR et CONTRACTANT sont synonymes;

C) LE VENDEUR offre aussi un service de support technique et un service de dépannage reliés aux logiciels qu'il vend et distribue;

D) Il est dans l'intérêt des parties de consigner les conditions et modalités afférentes au Contrat de vente dans un écrit sous seing privé;

E) Les parties désirent que cet écrit s'interprète comme un Contrat de gré à gré;

F) Attendu que la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant.

LE VENDEUR	LE CLIENT

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT.

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils apparaissent dans le Contrat ou dans toute documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent, à moins d'une dérogation implicite ou explicite dans le texte, en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après :

0.01.01 Contrat

désigne le Contrat incluant le préambule et ses annexes, toute documentation subordonnée à celui-ci, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées à l'occasion par les parties; les expressions «des présentes», «aux présentes», «en vertu des présentes» et «par les présentes» et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le Contrat font généralement référence à l'ensemble du Contrat plutôt qu'à une partie de celui-ci, à moins d'indication contraire dans le texte.

0.01.04 Progiciels, logiciels, programmes

désignent les produits identifiés à l'annexe 1 des présentes.

0.01.05 Propriété intellectuelle

désigne les sigles, dessins, emblèmes, symboles, pictogrammes, slogans, enseignes, affiches, écriteaux, plaques, formulaires, papeteries et autres objets d'identification, logiciels, progiciels de gestion, méthodes et techniques qui sont créés, développés ou utilisés par le vendeur à titre de propriétaire, détenteur, auteur, usager inscrit, usager autorisé ou autre qualité d'utilisateur qu'il utilise dans le cadre de l'exploitation de la technologie, des œuvres bénéficiant de droits d'auteurs, et des marques de commerce ainsi que tous les ajouts et améliorations qui peuvent être développés ou acquis à l'avenir par le VENDEUR.

Sont inclus tous les renseignements techniques, procédures, procédés, formules, secrets industriels, usages techniques, renseignements, diagrammes, dessins, spécifications, manuel d'utilisation et informations développés ou utilisés par le VENDEUR relativement à la technologie.

0.01.06 Représentants légaux

désignent, pour chaque partie au Contrat, eu égard à son état et à son organisation, soit les liquidateurs de sa succession, ses héritiers, légataires ou ayants droit, soit ses mandataires ou ses préposés.

0.02 Préséance

Le Contrat constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties à l'exclusion de tout autre document, promesse verbale ou contrat antérieur concomitant qui peut être intervenu, dans le cadre des négociations qui ont précédé l'exécution complète du Contrat,

LE VENDEUR	LE CLIENT

que les parties déclarent inadmissibles en tant qu'élément de preuve susceptible de modifier ou d'affecter de quelque façon que ce soit l'une ou l'autre des dispositions du Contrat.

0.03 Juridiction

0.03.01 Assujettissement

Ce Contrat, son interprétation, son exécution, son application, sa validité et ses effets sont assujettis aux lois applicables qui sont en vigueur dans la province de Québec et au Canada, qui régissent en partie ou en totalité l'ensemble des dispositions qu'il contient.

0.03.02 Présomption

Toute disposition du Contrat, non conforme aux lois applicables, est présumée sans effet dans la mesure où elle est prohibée par l'une d'elles. Il en va de même pour toutes les clauses subordonnées ou liées à une telle disposition dans la mesure où leur applicabilité dépend de ladite disposition.

0.03.03 Adaptation

Si une disposition du Contrat contrevient à une loi, elle doit s'interpréter, le cas échéant, de façon à la rendre conforme à la loi ou à défaut, de la façon la plus susceptible de respecter l'intention des parties sans déroger aux prescriptions de cette loi.

0.03.04 Continuation ou annulation

Lorsque le Contrat contient une disposition prohibée par la loi, toutes les autres dispositions de ce dernier demeurent en vigueur et continuent de lier les parties, à moins que la disposition dérogatoire se rapporte à une stipulation essentielle et indivisible du Contrat. Le cas échéant, le Contrat peut être annulé et les parties remises en état, dans la mesure où il est possible de le faire en tenant compte de l'évolution de leur situation, depuis l'entrée en vigueur de celui-ci, pour en arriver à une équivalence de remise en état.

0.04 Généralités

0.04.01 Délais

Tous les délais indiqués dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Lors de la computation d'un délai, les règles suivantes doivent s'appliquer :

- le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui de l'échéance l'est;
- les jours non juridiques, c'est-à-dire les dimanches et les jours de fête identifiés à l'article 6 du *Code de procédure civile du Québec,* sont comptés; cependant, lorsque le jour de l'échéance est non juridique, le terme ou délai est prorogé au premier jour juridique suivant; et
- le terme «mois» lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat indique une date précise du calendrier et que cette date est un jour non juridique, l'échéance devient alors le premier jour juridique suivant la date indiquée.

LE VENDEUR	LE CLIENT

0.04.02 Cumul

Tous les droits mentionnés dans le Contrat sont cumulatifs et non alternatifs. La renonciation à l'exercice d'un droit consenti par l'une des parties en faveur de l'autre partie au Contrat ne doit jamais s'interpréter comme une renonciation à l'exercice de tout autre droit, ici consenti, à moins que le texte d'une disposition du Contrat n'indique exceptionnellement la nécessité d'un tel choix.

0.04.03 Devises canadiennes

Toutes les sommes d'argent prévues dans le Contrat réfèrent à des devises canadiennes.

0.04.04 Genre et nombre

Dans la mesure où la compréhension du texte le requiert, un mot exprimé avec le genre masculin comprend le féminin et vice versa; il en va de même pour un mot exprimant un nombre en ce que le singulier comprend le pluriel et vice versa.

Toute phrase contenant des mots polyvalents de cette nature doit se lire, lorsque le sens du texte l'exige, de façon à accommoder la version appropriée d'un tel mot avec les changements grammaticaux qui s'imposent pour donner une signification logique à la phrase concernée.

0.04.05 Titres

Les titres utilisés dans le Contrat n'ont aucune valeur interprétative; ils servent uniquement comme élément de classification et d'identification des dispositions constitutives de l'entente entre les parties qui sont consignées dans le Contrat et, en raison de cette fonction, ils ne peuvent se voir attribuer de signification ni influencer l'interprétation d'une disposition.

1.00 OBJET

Sous réserve du paiement de la contrepartie et des modalités du Contrat, LE VENDEUR licence au CLIENT, par les présentes, les droits d'utilisation des logiciels et offre des services d'entretien et de support des logiciels décrits à **l'annexe 1**.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Prix

Le prix du Contrat est un coût annuel par logiciel tel qu'indiqué à l'annexe 1 des présentes, lequel prix n'inclut aucune taxe de vente, qu'elle soit fédérale ou provinciale, lesquelles s'il y a lieu devront être payées en sus des paiements prévus.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

LE CLIENT s'engage à payer la totalité du prix des droits d'utilisation des logiciels et frais de support annuels, tel qu'établi à **l'annexe 1** des présentes, et ce, dans les 30 jours suivant les dates de facturations mentionnées.

LE VENDEUR	LE CLIENT

4.00 ATTESTATION DU VENDEUR

LE VENDEUR atteste ce qui suit au bénéfice du CLIENT :

- Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés au sein du Contrat ou de désintéresser LE CLIENT.

5.00 ATTESTATION DU CLIENT

LE CLIENT atteste ce qui suit au bénéfice du VENDEUR:

- Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés au sein du Contrat ou de désintéresser LE VENDEUR.

6.00 OBLIGATIONS DU VENDEUR

6.01 Livraison et installation

Sous réserve de la section 6.02 du Contrat, LE VENDEUR s'engage à livrer et à faire l'installation et la mise en opérations des logiciels à l'adresse suivante, laquelle est ci-après désignée l'«Endroit déterminé», soit :

VILLE de MONTRÉAL
801, rue Brennan,
Montréal (Québec)
H3C 0G4

6.02 Support technique et amélioration

Pourvu que LE CLIENT paie le coût prescrit, LE VENDEUR doit fournir les services de support technique normal de l'industrie tels que définis à l'annexe 2.

7.00 OBLIGATIONS DU CLIENT

7.01 Utilisation et soin

LE CLIENT doit opérer le logiciel conformément aux directives édictées dans le manuel d'instructions du VENDEUR.

7.02 Emplacement de l'installation des logiciels.

Tant que le Contrat sera en force, le CLIENT fournira au VENDEUR l'adresse de l'équipement ou le logiciel sera installé.

De plus, le CLIENT fournira les accès nécessaires physiques ou techniques pour permettre au VENDEUR de donner les services de support sur place ou par connexion électronique.

LE VENDEUR	LE CLIENT

7.03 Services professionnels inclus dans le Contrat

Les services inclus dans la proposition par le VENDEUR dans le cadre du support et de l'entretien des logiciels sont les suivants :

1. Installation des nouvelles versions ou de correctifs à ses logiciels sur un environnement désigné par un représentant autorisé du CLIENT;
2. Participation aux tests d'acceptation avec les ressources internes du CLIENT lors de l'installation des nouvelles versions ou de correctifs à ses logiciels;
3. Formation de quelques ressources internes sur les changements apportés à ses logiciels;
4. Support à la migration de correctifs ou des nouvelles versions de ses logiciels dans les environnements du CLIENT (pré production et production).

7.04 Contrat de licence

LE CLIENT convient d'intervenir à un Contrat de licence avec le propriétaire des logiciels Oracle pour l'utilisation des bases de données, générateurs d'écrans, générateurs de rapports et tous autres logiciels permettant le bon fonctionnement des logiciels du VENDEUR.

8.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

8.01 Droit d'auteur et propriété intellectuelle

8.01.01 Transfert du titre de propriété

Il est bien entendu entre les parties qu'aucun transfert de la propriété intellectuelle et des droits d'auteurs en faveur du CLIENT n'a lieu. Si LE CLIENT demeure en défaut dans l'acquittement du prix des licences d'utilisation et des intérêts sur le solde impayé, LE VENDEUR a le choix, à sa discrétion, d'exiger du CLIENT le remboursement immédiat de tout montant dû ou de résoudre la vente des droits d'utilisation en supprimant tous ses logiciels des environnements techniques du CLIENT ainsi que les données, le tout sous réserve de ses droits et recours en dommages contre le client.

Il est entendu que les données sont la stricte propriété du CLIENT et qu'elles doivent lui être rendues disponibles selon le format et médium convenus entre les parties.

8.01.02 Propriété intellectuelle

Par les présentes LE VENDEUR confirme et le CLIENT accepte que :

Les logiciels sont la propriété uniquement du VENDEUR et sont protégés par les droits de propriété intellectuelle et droit d'auteur. Le CLIENT bénéficie d'un droit d'utilisation et n'acquiert aucun droit relatif à ces programmes et à toutes extensions de ceux-ci obtenues par le biais des nouvelles versions ou correctifs apportés.

8.02 Licence

Le client a le droit d'utiliser les programmes dans le contexte d'exploitation de son entité propre. L'utilisation des programmes est réservée à l'opération de gestion du CLIENT

LE VENDEUR	LE CLIENT

uniquement et ce dernier ne peut offrir à des tierces parties des services de traitements ou d'utilisation en temps partagé.

Le client n'est pas autorisé à supprimer ou masquer les identifications du VENDEUR, ou les avis de droits d'auteur.

8.03 Garantie

LE VENDEUR ne fournit, en vertu des présentes, aucune garantie autre que celle de bon fonctionnement de ses produits.

8.04 Cession

De plus, le client ne peut louer les programmes ou les utiliser dans un contexte d'impartition sans le consentement écrit du VENDEUR. Il ne peut effectuer la cession, la vente, le transfert des programmes sous quelque forme que ce soit.

Toute vente, cession, transfert ou donation fait sans l'autorisation écrite et préalable du VENDEUR n'est nullement opposable à ce dernier qui demeure propriétaire des logiciels.

8.05 Force majeure

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes, si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure constitue toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, grève, arrêt partiel ou complet de travail, incendie, émeute, intervention par les autorités civiles ou militaires, acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et fait de guerre ou de terrorisme (déclarée ou non).

8.06 Responsabilité

LE VENDEUR et quiconque ayant participé à la livraison ou l'installation des logiciels ne peuvent être tenus responsables de tout dommage direct, indirect, secondaire ou accessoire (y compris les dommages entraînés par la perte de bénéfices, l'interruption des activités ou la perte d'informations et autres) découlant de l'utilisation ou de l'impossibilité d'utilisation du logiciel, et ce, même si LE VENDEUR a été informé de la possibilité de tels dommages.

En cas de conflit entre la présente disposition et toute loi provinciale applicable, cette loi a préséance.

8.07 Financement de l'acquisition des droits d'utilisation

Le Contrat n'est pas conditionnel à l'obtention par LE CLIENT d'un financement auprès d'une institution financière et, à cet effet, LE CLIENT peut dès la signature des présentes procéder à l'acquisition des droits d'utilisation auprès du VENDEUR.

LE VENDEUR	LE CLIENT

9.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9.01 Annexes

Tout document annexé au Contrat et paraphé par les parties aux fins d'identification fait partie intégrante de celui-ci. Toute prescription se trouvant dans l'un des documents est exécutoire dans l'autre. À l'exception de l'annexe 2, s'il y a contradiction ou conflit d'interprétation entre le Contrat et une annexe, les parties conviennent que les dispositions de l'annexe, qui entrent en conflit avec le Contrat, sont sans effet.

9.02 Avis

Exception faite des articles du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver que ledit avis fut effectivement livré à la partie destinataire à l'adresse indiquée au début du Contrat ou à toute autre adresse que celle-ci peut faire connaître en conformité avec la présente section.

9.03 Élection

Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au Contrat, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

9.04 Modification

Le Contrat peut être modifié ou changé en tout ou en partie, d'un commun accord entre les parties. Le cas échéant, tout changement ou toute modification ainsi effectué ne prend effet qu'à compter du jour où il est consigné dans un écrit dûment signé par les parties et annexé au Contrat. Toute modification au présent Contrat est soumise aux règles d'approbation et aux lois régissant le CLIENT.

9.05 Non-renonciation

Le silence d'une partie, sa négligence ou son retard à exercer un droit ou un recours qui lui est consenti en vertu du Contrat ne doit jamais être interprété contre telle partie comme une renonciation à ses droits et recours, tant et aussi longtemps que la prescription conventionnelle ou légale prévue pour l'exercice d'un tel droit ou recours n'est pas expirée.

10.00 Durée du Contrat « GARE » - Durée du Contrat « Inventaire en direct »

10.01 Sous réserve des dispositions des présentes, et des annexes ci-jointes, la durée du Contrat pour le volet GARE est de trois (3) ans à compter de sa date d'entrée en vigueur soit du 1er janvier 2015 et se termine le 31 décembre 2017.

Sur avis écrit de la Ville donné au VENDEUR au moins trente (30) jours calendrier avant la date de fin de Contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent Contrat pour le volet « GARE » pourra être prolongé pour une période d'un (1) an.

LE VENDEUR	LE CLIENT

Advenant le renouvellement d'un (1) an, l'adjudicataire devra respecter l'intégralité des termes du Contrat.

10.02 Sous réserve des dispositions des présentes, et des annexes ci-jointes, la durée du Contrat pour le volet « Inventaire en direct » est d'un (1) an à compter de sa date d'entrée en vigueur soit du 1er janvier 2015 et se termine le 31 décembre 2015.

Sur avis écrit de la Ville donné au VENDEUR au moins trente (30) jours calendrier avant la date de fin de Contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent Contrat pour le volet « Inventaire en direct » pourra être prolongé pour une période d'un (1) an.

Advenant le renouvellement d'un (1) an, le VENDEUR devra respecter l'intégralité des termes du Contrat.

11.00 Procédure en cas de retrait ou de résiliation de Contrat

11.01 Sauf dispositions contraires, une partie est dite en défaut, si dans les trente (30) jours après la réception de l'avis l'informant de ses manquements aux obligations contractuelles, elle n'a pas remédié à ceux-ci.

Lorsqu'une partie est en défaut, l'autre peut résilier le Contrat, sous réserve de tous ses autres droits et recours.

11.02 Le VENDEUR peut résilier le Contrat au moyen d'un avis écrit entrant en vigueur dès sa réception par le CLIENT, si :

a) le CLIENT viole les dispositions de l'article 8.01 relatives à la protection des droits d'auteurs et de la confidentialité;

b) le CLIENT cède ou tente de céder directement ou en sous licence un droit que lui confère le présent Contrat sans le consentement écrit du VENDEUR.

11.03 S'il y a résiliation :

a) le CLIENT doit restituer immédiatement au VENDEUR les logiciels, progiciels, manuels d'utilisation, documentations d'exploitation et autres documents qui ont été remis par le VENDEUR et cesser d'utiliser tous les renseignements confidentiels et les logiciels du VENDEUR ;

b) le CLIENT doit payer toutes les sommes dues au VENDEUR.

11.04 La Ville pourra mettre fin au Contrat, en tout ou en partie, sur un préavis de trente (30) jours ouvrables au VENDEUR qui doit :

a) arrêter les travaux à la date, de la manière et dans les limites indiquées à l'avis;

b) résilier, sauf instruction contraire de la Ville, tout Contrat avec ses sous-traitants et ses fournisseurs;

c) poursuivre tous les autres travaux qui ne font pas l'objet de l'avis de retrait ou de résiliation;

LE VENDEUR	LE CLIENT

d) prendre toute mesure qu'il juge nécessaire pour conserver en bon état ses installations et son matériel;

e) prendre toute mesure jugée nécessaire par la Ville pour conserver en bon état les ouvrages exécutés et les matériaux approvisionnés;

f) en cas de résiliation discrétionnaire par la Ville, celle-ci paiera seulement les droits de licence pour l'année en cours.

12.00 CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à présenter le caractère confidentiel du contenu de ce Contrat sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1).

13.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur au 1er janvier 2015.

14.00 PORTÉE

Le Contrat lie les parties aux présentes ainsi que leurs Ayants cause.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX(2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2014
VILLE DE MONTRÉAL

Par: Mme Colette Fraser, Greffière adjointe

Le e jour de 2014
CPA-ERP INC.

Par: _____
M. Marc René Parent, président

Ce Contrat a été approuvé par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 201 (résolution).

LE VENDEUR	LE CLIENT

ANNEXE 1

A. Liste des licences et tarification des progiciels « Inventaire en direct » pour la Ville de Montréal

FACTURATION ET ECHÉANCIER DE PAIEMENT

TERME OU DATE	MONTANT FACTURÉ	DATE DUE
2015-01-01	51 500$	2015-01-31

B. Liste des licences d'utilisation des progiciels GARE pour le service de Police de la Ville de Montréal

FACTURATION ET ECHÉANCIER DE PAIEMENT des logiciels actuellement licencés : GARE

TERME OU DATE	MONTANT FACTURÉ	DATE DUE
2015-01-01	70 000,00$	2015-01-31
2016-01-01	72 100,00$	2016-01-31
2017-01-01	74 263,00$	2017-01-31

Ce calendrier de facturation représente une augmentation annuelle 3,0 %

C. Option GARE 2

Le logiciel GARE-2 est optionnel et n'est pas inclus dans l'échéancier de paiement qui précède.

Advenant le déploiement de GARE-2, les modalités de paiements et de montants facturés correspondraient à 50 % des montants de GARE

Gestion des ressources opérationnelles GARE-2) *	37 500$	7.5$ par client

D. Facturation de services professionnels sur demandes

Pour des travaux non inclus dans le présent Contrat d'entretien et demandés par la Ville de Montréal (ex. : demande de changement), la facturation sera sur une base horaire en fonction des professionnels qui interviendront dans la réalisation de la demande :

Type de conseiller	Taux horaire applicable
Marc René Parent (Conseiller senior)	160 $/heure
Michel Dion (Conseiller intermédiaire)	140 $/heure

Le VENDEUR devra d'abord fournir une évaluation écrite des travaux demandés et le CLIENT devra approuver le tout par écrit avant leur réalisation.

LE VENDEUR	LE CLIENT

ANNEXE 2

1. Dispositions de l'annexe

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent au présent Contrat.

2. Documentation fournie par le VENDEUR

✓ **Technique**

Le VENDEUR doit préalablement (avant d'installer le ou les logiciels faisant l'objet du présent Contrat) fournir au CLIENT toute la documentation technique détaillée, nécessaire pour installer ses applications dans les environnements technologiques du CLIENT.

✓ **Fonctionnelle**

Le VENDEUR doit préalablement (avant d'installer le ou les logiciels faisant l'objet du présent Contrat) fournir au CLIENT toute la documentation fonctionnelle détaillée, nécessaire pour que les utilisateurs désignés du CLIENT puissent prendre connaissance des fonctionnalités du logiciel et configure celui-ci selon ses besoins, le cas échéant.

3. Gestion des sources

Le VENDEUR doit fournir au CLIENT les sources de ses logiciels et garantir les disponibilités de celles-ci dans les systèmes du CLIENT.

4. Compatibilité et synchronisation

Le VENDEUR garantit au CLIENT que ses logiciels doivent être en parfaite synchronisation avec les applications Oracle du CLIENT (progiciel EBS d'Oracle et base de données Oracle).

5. Service à la clientèle

Le VENDEUR s'engage à fournir les services suivants dans le cadre des opérations régulières du CLIENT :

- Assistance téléphonique pour l'utilisation des logiciels incluant l'utilisation de lignes sans frais pour le CLIENT.
- Support à distance en cas de mal fonctionnement des logiciels
- Faire tous les efforts raisonnables pour corriger tout défaut de fonctionnement des logiciels en mettant à la disposition du CLIENT des programmes et/ou des correctifs qui seront également documentés au bénéfice du CLIENT.
- Un retour d'appel dans un délai de 24 heures.

LE VENDEUR	LE CLIENT

6. Mise à niveau du logiciel

Les différents logiciels doivent être adaptés à la version du progiciel E-Business Suite (EBS) de la firme Oracle implanté à la Ville de Montréal et à la version de la base de données Oracle en place pour le progiciel EBS à la Ville de Montréal.

Les logiciels du VENDEUR doivent respecter les standards des API du progiciel ORACLE pour la mise à jour des informations de la base de données du progiciel EBS.

La mise à niveau requise par le VENDEUR pour adapter son logiciel à la version EBS de la Ville de Montréal est incluse dans le présent Contrat d'entretien et de support de chaque logiciel.

7. Fin d'un Contrat avant son terme

Le présent Contrat donne la possibilité au CLIENT de mettre fin à un Contrat de support pour un logiciel suite à un avis écrit de trente (30) jours.

La Ville de Montréal désire prévoir cette clause pour une situation où elle déciderait de ne plus utiliser un logiciel du VENDEUR.

8. Obligations du CLIENT

Le CLIENT doit:

- ✓ assurer au VENDEUR sa pleine collaboration;
- ✓ remettre au VENDEUR les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution du Contrat, documents qui seront considérés exacts, à moins que le CLIENT ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;
- ✓ communiquer avec diligence au VENDEUR sa décision sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le VENDEUR.

9. Obligations du VENDEUR

Le VENDEUR doit :

- ✓ exécuter le Contrat en collaboration étroite avec le CLIENT et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;
- ✓ respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits au présent Contrat ou qui en découlent.
- ✓ assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par le CLIENT, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

LE VENDEUR	LE CLIENT

- ✓ obtenir l'autorisation écrite du CLIENT avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

- ✓ divulguer au CLIENT tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par le CLIENT de biens ou de services ayant une relation avec le présent Contrat;

- ✓ remettre au CLIENT, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celui-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

- ✓ assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

- ✓ soumettre au CLIENT une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution du Contrat et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du VENDEUR, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

10. Limite de responsabilité

La responsabilité du CLIENT pouvant lui être imputé en raison du présent Contrat et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale par logiciel mentionnée à l'annexe 1.

LE VENDEUR	LE CLIENT

AVENANT À LA CONVENTION INTERVENUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représenté par Mme Colette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG01 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes;*

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

CPA-ERP inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 4258, de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 2B1, agissant et représentée par .Marc René Parent dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il(elle) le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. :
No d'inscription T.V.Q. :

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CE CG15 0011 du conseil d'agglomération de la Ville adoptée à son assemblée du 29 janvier 2015 (ci-après, la "convention initiale") avec le Contractant ;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article C de l'Annexe 1 de la convention initiale prévoit la mise en place de l'Option GARE 2, appelé aussi GARE – GRO, au coût de trente sept milles cinq cents dollars (37 500$) avant les taxes;

2. Le coût du projet, en termes d'honoraires professionnels, est de cinquante milles dollars (50 000$) avant les taxes;

3. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés;

4. La présente convention entre en vigueur dès l'approbation du dossier décisionnel et prend fin le 31 décembre 2017 sous réserve des obligations envers la Ville quant à la convention initiale;

5. Aucun paiement versé à CPA-ER ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention;

6. Les paiements seront honorés sur la présentation de la facture détaillée indiquant le détail des travaux;

7. L'échéance pour l'installation devrait être complétée au plus tard le 1 novembre 2016.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de 200

VILLE DE MONTRÉAL

par :

_____

Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le ième jour de 200

LE CONTRACTANT

(inscrire le nom du Contractant)

par :

_____

(inscrire le nom et le titre du représentant autorisé)

CPA-ERP inc.

Montréal, le 10 mars 2016

Estimation GARE 2 GRO

Ville Montréal
À l'attention de Nathalie Pelletier

Proposition concernant l'ajout du système GARE 2 GRO au contrat cadre liant la Ville de Montréal et la firme CPA-ERP Inc.

License d'utilisation et frais de maintenance:

CPA-GRO	**2016 License d'utilisation**	**$37 500,00**
	2017 License d'utilisation	**$38 625,00**

Les honoraires professionnels sont évalués à 50 000$ selon l'implication des ressources internes.

Marc René Parent c.a.
Président
514 942 6297

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160206001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Ressources informationnelles
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à CPA-ERP, pour la mise à niveau du progiciel de la Gestion des allocations des biens et services reliés à l'emploi (GARE) pour permettre l'ajout du Module Gestion des ressources opérationnelles (GRO), pour les besoins du SPVM, pour une somme maximale de 145 012,21 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Code financier (GDD 1160206001).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 280-2930

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Mathieu PERRIER
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514 280-2192
Division : Direction du conseil et du soutien financier - Point de service - Sécurité publique - SPVM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1160184003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Labrecque Langlois inc. (Compteurs d'eau du Québec), pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 624 584.16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14891 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, les commandes pour la fourniture de compteurs d'eau, aux prix de leur soumission, soit pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14891;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Labrecque Langlois inc. (Compteurs d'eau du Québec)	Groupe 1 - Compteurs 50 à 150 millimètres	624 584.16 $

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 16:07

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160184003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Labrecque Langlois inc. (Compteurs d'eau du Québec), pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 624 584.16 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14891 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La section de la mesure de la consommation de l'eau (MCE) installe depuis juillet 2012 des compteurs d'eau dans les immeubles des secteurs industriels, commerciaux et institutionnels (ICI), ainsi que dans quelques bâtiments résidentiels (aux fins de la production annuelle du bilan de l'usage de l'eau selon les exigences d'échantillonnage du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)).
Au début de mars 2016, 7 364 compteurs étaient en exploitation dans le cadre de ce programme. À terme, soit en 2022, environ 23 500 compteurs seront déployés pour l'agglomération de Montréal.

Les ententes nous permettant d'acquérir les compteurs d'eau de grand diamètre sont échues. Afin de maintenir la cadence d'installation prévue au programme, le Service de l'eau se doit de renouveler ses contrats d'approvisionnement pour les deux prochaines années.

Pour évaluer nos besoins, nous avons pris en considération :

- les stocks disponibles au moment du lancement de l'appel d'offres;
- le résultat des inspections réalisées au même moment;
- les projections établies en fonction des types de bâtiments prévus;
- les besoins requis par l'arrondissement Saint-Laurent.

La mise à jour de nos connaissances sur les produits disponibles, suite à l'analyse du marché a permis d'identifier les technologies que la Ville désire acquérir pour répondre aux

besoins. Elle s'appuie principalement sur la mesure de la consommation, la relève automatisée, les signaux de communication supplémentaires destinés au citoyen et le respect des normes et standards applicables.

Au cours des années, la Ville de Montréal a adopté une stratégie d'approvisionnement basée sur plusieurs appels d'offres. Cette stratégie a pour avantage de suivre les évolutions technologiques et d'éviter à la Ville de conclure des ententes contractuelles comportant des technologies qui pourraient s'avérer désuètes à court terme.

L'appel d'offres est structuré en trois groupes d'acquisition pour répondre aux différents besoins. L'octroi se fait par groupe. Le premier groupe d'items, faisant l'objet de ce dossier permettra de combler la majorité des besoins. Le deuxième groupe d'items est traité dans le dossier 1160184004. Le troisième groupe a été annulé pour non conformité des soumissions lors de l'analyse.

Notre évaluation du marché ainsi que l'expérience acquise au cours des années nous ont permis de réaliser que ce découpage des contrats favorisait la concurrence.

La réception des compteurs sera échelonnée sur une période de 24 mois. Le contrat prévoit une ouverture pour prolonger l'entente au même prix unitaire si l'enveloppe budgétaire n'est pas écoulée au bout des 24 mois et avec l'accord des deux parties.

L'appel d'offres public 15-14891 a été lancé le 21 décembre 2015 et publié sur le site SEAO et le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 25 janvier 2016. Le délai pour soumissionner était de 34 jours. La validité des soumissions est de 180 jours.

Deux addendas ont été publiés durant le processus de sollicitation de marché :

- 7 janvier 2016 : Réponses à des questions provenant des preneurs de cahier des charges
- 21 janvier 2016 : Correction d'une coquille au devis technique, ajustement d'une exigence technique et réponse à une question concernant une clause administrative.

Étapes déjà autorisées

	Coût	Date de début	Date de fin
Étapes terminées :			
• Mise en place de la structure organisationnelle et opérationnelle	-	Avril 2011	Juillet 2012
• Nouvelle stratégie de l'eau montréalaise	-	Juin 2012	-
• Achat de compteurs d'eau et leurs accessoires	4 920 903.83 $	Octobre 2011	Janvier 2017
• Octroyer le contrat pour un système de relève automatisée	2 975 583 $	Janvier 2016	Décembre 2025

Étapes à autoriser dans le présent dossier

	Coût	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Octroyer un contrat de 24 mois pour la fourniture de compteurs d'eau de dimensions particulières dont les ententes d'acquisition sont échues.	624 584.16 $	Avril 2016	Avril 2018

Étapes à venir ultérieurement

	Date de début prévue	Date de fin prévue
• Poursuite du programme d'installation des compteurs d'eau	Juillet 2012	Juillet 2022
• Déploiement et mise en service du système de relève	Janvier 2016	Décembre 2017
• Octroi de contrat de compteurs d'eau et accessoires pour la poursuite du programme MCE	Janvier 2017	Juillet 2022

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0753 - 17 décembre 2015 - Accorder un contrat à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc., pour la fourniture d'un système de relève automatisée pour compteurs d'eau, pour une période de 10 ans, pour une somme maximale de 2 975 581,74 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-13408 (4 soum.)
CG15 0019 - 29 janvier 2015-Accorder un contrat à Réal Huot inc. et deux contrats à Nouvelle technologie (TEKNO) inc. pour la fourniture de compteurs d'eau et de ses accessoires, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 1 929 377,09 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13750 (3 soum.)

DG140184002- 30 septembre 2014 - Accorder un contrat à Les Compteurs Lecomte Ltée , pour la fourniture d'accessoires pour compteurs d'eau, pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 74 343,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13611 - 2 soumissionnaires.

DG140184001 - 21 mai 2014 - Accorder un contrat à la Réal Huot inc., pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 71 450,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13456 - 3 soumissionnaires.

DA120184002 - 13 mars 2013 - Accorder un contrat à la firme Spécialités d'aqueduc Corix pour la fourniture de compteurs d'eau pour une période de 24 mois. Dépense totale de 33 954,13$, taxes incluses. - Appel d'offres public 12-11928 - Groupe 4 - 3 soumissionnaires

CG13 0035 - 28 février 2013 - Accorder deux contrats à Vision instrumentation inc. pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 1 409 301,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-11928 (7 soum.)

CE13 0138 - 13 février 2013 - Accorder deux contrats à la firme Réal Huot inc. pour la fourniture de compteurs d'eau, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 486 849,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-11928 - 7 soumissionnaires

CG12 0166 - 21 juin 2012 - Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs sur l'examen public de la nouvelle stratégie de l'eau montréalaise.

DESCRIPTION

Le projet consiste à octroyer un contrat d'acquisition de compteurs d'eau spécialisés de grand diamètre totalisant 400 unités.
Les caractéristiques recherchées pour ce groupe de compteurs sont :

- comprendre des diamètres variés de 50 mm à 150 mm (2 pouces à 6 pouces);
- avoir un élément de mesure offrant de bonnes performances métrologiques;
- offrir une plage de débit répondant à la majorité des besoins requis par les bâtiments visés par le programme;
- assurer la compatibilité du protocole de communication avec le système de relève acquis récemment;
- être de longueurs standardisées;
- pouvoir être installés dans tous types de milieux (intérieur, vide sanitaire, chambre souterraine extérieure);
- respecter les normes et standards applicables.

Aucune contingence n'est prévue au bordereau de la soumission. Le présent contrat est un contrat de fourniture de biens. Les prix soumis sont fixes pour toute la durée du contrat, soit 24 mois.
Il n'est pas prévu d'augmenter les quantités désirées. Par contre, si au terme des 24 mois, les quantités prévues n'ont pas été écoulées entièrement, la Ville pourrait s'entendre avec l'adjudicataire afin de prolonger l'entente de 12 mois, et ce au même prix soumis.

JUSTIFICATION

Il y a eu 7 fournisseurs qui ont pris le cahier des charges. De ce nombre, 2 fournisseurs ont déposé des offres (29%). L'un de ces fournisseurs a déposé deux offres pour un total de 3 pour ce groupe.
Les raisons pour lesquelles certains preneurs de cahier des charges n'ont pas soumissionnés se retrouvent dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Suite à l'analyse des soumissions, une offre a été rejetée puisque le produit proposé ne répondait pas à l'exigence de compatibilité avec le système de relève.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Labrecque Langlois inc. (Compteurs d'eau du Québec)	624 584.16 $		624 584.16$
Les compteurs Lecomte Ltée	1 262 409.10$		1 262 409.10$
Dernière estimation réalisée	662 543.44$		662 543.44$

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	949 496.63$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	51%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	637 824.94$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	102%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	-37 959.28$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	637 824.94$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	102%

Le deuxième soumissionnaire, Les compteurs Lecomte Ltée, n'a rien évoqué dans sa soumission pour expliquer son prix. Depuis 2012, ce fournisseur ne s'est jamais qualifié au niveau du prix afin de remporter un appel d'offres, et ce, malgré la stratégie de sollicitation du marché adoptée par la Ville. En effet, de 2012 à 2016, 5 fournisseurs distincts auront remporté des contrats suite à des appels d'offres publics de fournitures de compteurs d'eau. Le coût plus élevé pourrait s'expliquer par le coût des matériaux, le coût de fabrication, le coût de recherche et développement, les frais de transport, etc. À notre connaissance, le produit offert est très peu répandu dans les autres municipalités du Québec, ce qui peut démontrer la difficulté du fournisseur à être compétitif pour ce marché des compteurs d'eau.

L'adjudicataire recommandé avait déjà soumissionné lors l'appel d'offres public de 2012. Il avait alors soumis la proposition la plus coûteuse. Nous constatons que la stratégie de sollicitation du marché adoptée par la Ville a eu pour effet, chez ce soumissionnaire, de réduire considérablement les prix de sa proposition. En fait, sa proposition est maintenant alignée sur notre estimé lui-même basé sur les prix de nos précédents contrats octroyés à d'autres fournisseurs.

En date du 18 mars 2016, le soumissionnaire n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissible (RENA).

Le soumissionnaire respecte la politique de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de d'une entente cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de compteurs d'eau. Les achats seront effectués sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs, permettant à tous les arrondissements et services corporatifs de faire appel à cette entente cadre. Chacune des commandes émises devra faire l'objet d'une appropriation de crédits.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de règlement répond à plusieurs engagements de la Ville en matière de développement durable et notamment à :

- l'orientation de pratiquer une gestion responsable des ressources;
- l'engagement de répertorier la consommation de l'eau par secteur d'activité;
- la responsabilité environnementale accrue par la gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de l'octroi du contrat pourrait compromettre la pose des compteurs et ceci pourrait l'atteinte des objectifs du programme et son échéancier.
Par ailleurs, l'activité qui découle de ce dossier occasionnera des travaux préparatoires devant être effectués à l'intérieur d'une période définie, entraînant des frais pour les propriétaires de bâtiments ICI. Une rupture de stock causerait un délai prolongé dans l'installation du compteur aux fins des réalisations des travaux préparatoires et pourrait provoquer un mécontentement pour certains propriétaires touchés par le programme MCE.

Ce retard impliquerait également un délai dans la mise en application d'une facturation des entreprises selon leur consommation, conformément à la loi sur la fiscalité.

La Ville de Montréal a l'obligation de facturer la consommation d'eau résidentielle au compteur de l'arrondissement St-Laurent en vertu d'un règlement de tarification. Un retard pourrait compromettre l'équité entre les usagés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Avril 2016
Réception des équipements : entre Juin 2016 et mai 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Laurence THÉORÊT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D LAUZON, Saint-Laurent

Lecture :

Daniel D LAUZON, 21 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémi LACROIX
ingénieur

Tél : 514 872-3973
Télécop. : 514 872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-18

Maciej PIROG
Chef de section

Tél : 514 280 0063
Télécop. : 514 872 3587

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-03-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-03-29

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 15-14891 — No du GDD : 1160184003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de compteurs d'eau avec registre

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 12 - 2015

Ouverture originalement prévue le : 25 - 1 - 2016

Ouverture faite le : 25 - 1 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 21 - 1 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 7 - 2016

Date d'échéance révisée : 23 - 7 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Compteurs d'eau du Québec	624 584,16 $	√	1
Les compteurs Lecomte ltee	1 262 410,29 $		

Information additionnelle

Conformité des soumissions :
Les compteurs Lecomte ont déposé 2 options (A & B) avec des prix soumis différents dans leur soumission. L'option A est déclarée non-conforme techniquement.
Raisons de désistement:
- Nella Distribution Ltée. se désiste comme soumissionnaire, en raison de l'article 21 de la Section III (Clauses administratives particulières), dont le texte est le suivant:
21. Disponibilité de pièces
L'adjudicataire garantit la disponibilité des pièces pour une période d'au moins quinze (15) ans à partir de la date de livraison des compteurs. Dans le cas où le manufacturier arrêterait de produire une des composantes du produit, l'adjudicataire donne un avis de douze (12) mois au responsable de la Ville afin de permettre l'emmagasinage des pièces de remplacement..
Nella Distribution Ltée justifie son désistement de la manière suivante:
«Devoir savoir 12 mois à l'avance si le fabricant fera faillite pour pouvoir respecter l'obligation de disponibilité des pièces sur 15 ans. Ceci est impossible à respecter car nous sommes toujours devant un fait accompli».
Ce désistement découle directement de l'obligation de l'adjudicataire à garantir la disponibilité des pièces des compteurs livrés à la Ville pour une période de quinze (15) ans.
De plus, il doit aviser la Ville douze (12) mois avant que le manufacturier cesse de produire toute composante des compteurs livrés à la Ville.
Nella Distribution Ltée invoque le cas où un manufacturier fait faillite. Confronté à une telle éventualité, l'adjudicataire est mis devant un événement hors de son contrôle, et n'est désormais plus en mesure de respecter aucune des deux obligations.
- Les pénalités de retards qui ne sont pas limitées à la valeur du produit (section III,article 11) .
- La reconduction du délai de garantie de 12 mois suite à une réparation ou à un changement de pièce (section II, article 17).
- Pour le groupe 1 et 2 : nos compteurs ne rencontrent pas les spécifications pour le bas débit à 95% ainsi que nous ne pouvons pas fournir un registre avec 2 sorties, nous avons soit un registre encodeur HRE ou un registre à pulse (RTR).
- Pour le groupe 3, nos compteurs magnétiques ne rencontrent pas les spécifications tel que FM et OILM.

Préparé par : Sonia bedder Le 5 - 4 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Laurence Théorêt
2	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de compteurs d'eau avec registre
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	**Groupe 1**
4	No de l'appel d'offres	15-14891
5	**Préposée au secrétariat**	**Marie-Ève Pharand (mardi le 2 février 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	Le 25 janvier 2016
8	Service requérant	Service de l'eau
9	Requérant	Rémi Lacroix

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE.		Net 30 jours	Fournie	25%	Aucun	Conforme	16664
2	LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE. OPTION B		Net 30 jours	Fournie	2%	Aucun	Conforme	16665
3	LABRECQUE LANGLOIS INC. (COMPTEURS D'EAU DU QUÉBEC)		Net 30 jours	Fournie	2%	Aucun	Conforme	16666

Tableau comparatif des prix reçus

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	15-14891	Titre de l'appel d'offres:	Fourniture de compteurs d'eau avec registre		
Laurence Théorêt		LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE.		LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE. OPTION B		LABRECQUE LANGLOIS INC. (COMPTEURS D'EAU DU QUÉBEC)

G	No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
		Groupe 1 - Compteurs d'eau 50 à 150 millimètres								
	1.1	Compteur 50 mm - Plage normale	1	25	828,00 $	20 700,00 $	824,55 $	20 613,75 $	1 110,83 $	27 770,75 $
	1.2	Compteur 80 mm - Plage normale	1	200	2 341,20 $	468 240,00 $	2 655,80 $	531 160,00 $	1 282,28 $	256 456,00 $
	1.3	Compteur 100 mm - Plage normale	1	150	2 767,20 $	415 080,00 $	2 897,13 $	434 569,50 $	1 367,64 $	205 146,00 $
	1.4	Compteur 150 mm - Plage normale	1	25	2 833,20 $	70 830,00 $	4 465,74 $	111 643,52 $	2 154,48 $	53 862,00 $
					Total	974 850,00 $	**Total**	1 097 986,77 $	**Total**	543 234,75 $
					TPS	48 742,50 $	**TPS**	54 899,34 $	**TPS**	27 161,74 $
					TVQ	97 241,29 $	**TVQ**	109 524,18 $	**TVQ**	54 187,67 $
					TOTAL	1 120 833,79 $	**TOTAL**	1 262 410,29 $	**TOTAL**	624 584,16 $

Soumissionnaire le moins cher au total

LABRECQUE LANGLOIS INC. (COMPTEURS D'EAU DU QUÉBEC)	543 234,75 $	+ TPS	27 161,74 $	+ TVQ	54 187,67 $	=	**624584,16**

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	15-14891	Titre de l'appel d'offres	Fourniture de compteurs d'eau avec registre			Nom de l'agent d'approvisionnement	Laurence Théorêt
Date d'ouverture	Le 25 janvier 2016	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Service de l'eau	Requérant	Rémi Lacroix

			Adjudicataire recommandé
	LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE.	LES COMPTEURS LECOMPTE LTÉE. OPTION B	LABRECQUE LANGLOIS INC. (COMPTEURS D'EAU
Total avant taxes	974 850,00 $	1 097 986,77 $	543 234,75 $
TPS	48 742,50 $	54 899,34 $	27 161,74 $
TVQ	97 241,29 $	109 524,18 $	54 187,67 $
TOTAL	**1 120 833,79 $**	**1 262 410,29 $**	**624 584,16 $**

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 15-14891
Numéro de référence : 941956
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de compteurs d'eau avec registre

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sara Tremblay Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1051958)** 2016-01-11 10 h 22 **Transmission :** 2016-01-11 10 h 22	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-11 10 h 22 - Téléchargement 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Compteurs d'eau du Québec 304 rue Lachance Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3A 1A1 NEQ : 1149284425	Monsieur Daniel Langlois Téléphone : 514 466-8882 Télécopieur : 450 376-6678	**Commande : (1053571)** 2016-01-13 17 h 29 **Transmission :** 2016-01-13 17 h 29	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-13 17 h 29 - Téléchargement 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Corix Water Products / Corix	Monsieur Ric	**Commande**	2533251 - 15-14891

	Spécialité Aqueduc 2446 Leitrim road Ottawa, ON, k1t 3v3 http://www.corix.com NEQ : 1163660907	Amlin Téléphone : 613 822-4379 Télécopieur : 613 822-8223	**: (1048839)** 2015-12-23 13 h 34 **Transmission :** 2015-12-23 13 h 34	Addenda 1 2016-01-07 14 h 06 - Télécopie 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Corix Water Products / Corix Spécialité Aqueduc 2446 Leitrim road Ottawa, ON, k1t 3v3 http://www.corix.com NEQ : 1163660907	Madame Michelle Humphries Téléphone : 604 455-3532 Télécopieur :	**Commande : (1048842)** 2015-12-23 13 h 50 **Transmission :** 2015-12-23 13 h 50	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-07 14 h 06 - Courriel 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Compteurs Lecomte Ltée. 2925, rue Cartier Saint-Hyacinthe, QC, J2S 1L4 NEQ : 1143842863	Monsieur Francois Lecomte Téléphone : 450 774-3406 Télécopieur : 450 773-0759	**Commande : (1049495)** 2016-01-04 14 h 18 **Transmission :** 2016-01-04 14 h 18	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-07 14 h 37 - Télécopie 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 16 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nouvelle Technologie (TEKNO) Inc. 101, boulevard Roland-Therrien bureau 110 Longueuil, QC, J4H 4B9 http://tekno.ca NEQ : 1164113525	Monsieur Antoine Camarda Téléphone : 514 982-6774 Télécopieur : 514 982-9040	**Commande : (1048712)** 2015-12-22 16 h 35 **Transmission :** 2015-12-22 16 h 35	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-07 14 h 06 - Courriel 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Real Huot Inc.. 5430 rue J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1H1	Madame Nathalie Monette	**Commande : (1049313)** 2016-01-04	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-07 14 h 06 -

	NEQ : 1140902363	Téléphone : 450 656-8411 Télécopieur : 450 656-3603	10 h 38 **Transmission :** 2016-01-04 10 h 38	Courriel 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-21 14 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Saint-Eustache. 145 Saint-Louis Saint-Eustache, QC, J7R 1X9 NEQ :	Monsieur Aziz Rahhali Téléphone : 450 974-5155 Télécopieur : 450 974-5156	**Commande : (1058233)** 2016-01-22 13 h 20 **Transmission :** 2016-01-22 13 h 20	2533251 - 15-14891 Addenda 1 2016-01-22 13 h 20 - Téléchargement 2538761 - 15-14891 Addenda No 2 2016-01-22 13 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1165329001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	1 - Octroyer un contrat à Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc. au montant de 821 896,49 $ (taxes incluses) et autoriser la dépense afférente pour l'opération d'un premier trajet de navettes fluviales reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, ainsi qu'un second trajet « Express » reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau pour la saison estivale 2016 - Appel d'offres public 16-14904 (1 soumissionnaire) / 2 - Approuver une entente entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal concernant le financement et le partage des coûts pour le contrat des navettes fluviales, pour la saison estivale 2016 / 3 - Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 232 276,66 $ pour 2016 / 4 - Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes d'un montant de 174 409,71 $ vers le Service des infrastructures, de la voirie et des transports / 5 - Autoriser la réception d'un revenu de 254 373,23 $ (taxes incluses) provenant de la Ville de Longueuil pour l'opération et le fonctionnement du service de navettes fluviales pour le trajet reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le parc Jean-Drapeau (Montréal) et le Vieux-Port (Montréal) pour la saison estivale 2016, ainsi que d'un revenu de 7 000 $ (taxes incluses) en frais de gestion de ce service pour la même période.

Il est recommandé :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour la période estivale 2016, le contrat pour la fourniture de services de navettes fluviales reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, ainsi qu'un second trajet « Express » reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 821 896,49$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14904.

2- d'approuver une entente entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal concernant le financement et le partage des coûts pour le contrat des navettes fluviales, pour la saison estivale 2016.

3- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 232 276,59 $ pour 2016.

4- d'autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes d'un montant de 174 409,71 $ vers le Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

5- d'autoriser la réception d'un revenu de 254 373,23 $ (taxes incluses) provenant de la Ville de Longueuil pour l'opération et le fonctionnement du service de navettes fluviales pour le trajet reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le parc Jean-Drapeau (Montréal) et Vieux-Port (Montréal) pour la saison estivale 2016, ainsi que d'un revenu de 7 000 $ (taxes incluses) en frais de gestion de ce service pour la même période.

6- d'imputer ces dépenses et ces revenus, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses et revenus relèvent de l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 10:09

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165329001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	-
Objet :	1 - Octroyer un contrat à Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc. au montant de 821 896,49 $ (taxes incluses) et autoriser la dépense afférente pour l'opération d'un premier trajet de navettes fluviales reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, ainsi qu'un second trajet « Express » reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau pour la saison estivale 2016 - Appel d'offres public 16-14904 (1 soumissionnaire) / 2 - Approuver une entente entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal concernant le financement et le partage des coûts pour le contrat des navettes fluviales, pour la saison estivale 2016 / 3 - Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 232 276,66 $ pour 2016 / 4 - Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes d'un montant de 174 409,71 $ vers le Service des infrastructures, de la voirie et des transports / 5 - Autoriser la réception d'un revenu de 254 373,23 $ (taxes incluses) provenant de la Ville de Longueuil pour l'opération et le fonctionnement du service de navettes fluviales pour le trajet reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le parc Jean-Drapeau (Montréal) et le Vieux-Port (Montréal) pour la saison estivale 2016, ainsi que d'un revenu de 7 000 $ (taxes incluses) en frais de gestion de ce service pour la même période.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1990, la Ville de Montréal soutient un service de navettes fluviales sur le fleuve Saint -Laurent. Ce service, prisé notamment par les cyclistes, permet de faire des liens entre des aménagements riverains remarquables, ainsi qu'entre différents tronçons de la Route Verte de la Montérégie et des régions limitrophes.
Ce service est ancré dans les habitudes de plusieurs citoyens et il contribue à leur appropriation des pistes cyclables, des rives et des plans d'eau. Il favorise également le récréotourisme de plein air et permet aux usagers de prendre contact avec le milieu fluvial et de certains sites d'exception. Pour le présent contrat, les sites qui accueillent les quais des navettes fluviales sont le Vieux-Port et le parc Jean-Drapeau à Montréal, ainsi que le port de plaisance Réal-Bouvier à Longueuil. Leur emplacement remarquable permet aux usagers de vivre une expérience stimulante en contact direct avec l'eau et les rives.

Jusqu'en 2014, la Ville de Longueuil lançait périodiquement un appel d'offres en vue d'obtenir les services d'un opérateur de navettes fluviales pour le trajet reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau et à Longueuil, ainsi que pour le trajet reliant le parc de l'île Charron à Longueuil. La Ville de Montréal avait la responsabilité de lancer l'appel d'offres pour le trajet reliant les parcs de la Promenade-Bellerive et de l'île Charron.

En mai 2014, à la suite d'un avis de l'adjoint au contrôleur général, il a entre autres été décidé de transférer le processus d'appel d'offres pour le service global des navettes fluviales, entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil, au Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal. C'est donc ce dernier qui a pris en charge le processus d'appel d'offres pour les saisons 2015-2016

À noter qu'un contrat a été octroyé en 2015 par le Service des grands parcs et du verdissement pour une durée de deux ans pour les deux trajets reliant l'île-Charron. Le présent dossier ne concerne que le trajet reliant le Vieux-Port, le parc Jean-Drapeau et Longueuil puisque le contrat de ce trajet n'avait qu'une durée d'un an.

Les agglomérations de Longueuil et de Montréal se sont toujours partagées les frais d'exploitation de ces services, en vertu d'une entente intermunicipale renouvelée chaque année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0408 - 18 juin 2015 - Accorder au seul soumissionnaire, Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'opération et la fourniture de deux bateaux-passeurs pour le trajet reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, ainsi que pour le trajet « Express » reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau, pour la saison estivale 2015, aux prix révisés de sa soumission, soit pour une somme maximale de 698 672,03 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15 -14320 / Approuver un projet d'entente entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal concernant le financement et le partage des coûts pour le contrat des bateaux-passeurs, pour la saison estivale 2015 / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 191 411 $ pour 2015 / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération de 115 000 $ vers le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour 2015 / Autoriser la réception d'un revenu de 220 074,70 $, taxes incluses, provenant de la Ville de Longueuil pour l'opération et le fonctionnement du service de bateaux-passeurs pour le trajet reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil) au Vieux-Port de Montréal puis au parc Jean-Drapeau pour la saison estivale 2015.

CG 15 0350- 28 mai 2015 - Accorder au seul soumissionnaire conforme, Croisières Navark inc., un contrat pour l'opération et la fourniture de deux bateaux-passeurs pour le trajet reliant le parc de la Promenade-Bellerive au parc de l'Île Charron, ainsi que pour le trajet reliant le parc René-Lévesque à Longueuil au parc de l'île Charron pour les saisons estivales 2015 et 2016, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 566 088,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14116 / Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel / Approuver un projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil concernant le financement des services de bateaux-passeurs entre Montréal et Longueuil pour les années 2015 et 2016 / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 133 340 $ pour l'année 2015 et autoriser un ajustement de base budgétaire de 136 407 $ en 2016 / Autoriser la réception d'un revenu de 310 141,61 $, taxes incluses, provenant de la Ville de Longueuil pour l'opération et le

fonctionnement du service de bateaux-passeurs reliant Longueuil au parc de l'île Charron pour les saisons estivales 2015 et 2016.

CG14 0259 - 29 mai 2014 - Autoriser une dépense de 425 628,28 $ pour le financement d'un contrat d'exploitation de deux services de navettes fluviales pour la saison 2014 / Approuver une entente intermunicipale couvrant l'année 2014 entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil concernant la gestion d'un contrat d'exploitation de ces deux navettes fluviales.

CG12 0289 - 23 août 2012 - Autoriser une dépense de 1 113 515 $ pour le financement d'un contrat d'exploitation de deux services de navettes fluviales pour les saisons 2011, 2012 et 2013 / Approuver un projet d'entente avec la Ville de Longueuil concernant le financement des services de navettes entre Montréal et Longueuil pour les années 2011, 2012 et 2013.

CG10 0141 – 22 avril 2010 - Autoriser une dépense de 471 834 $ pour le financement des contrats d'opération de quatre services de navettes fluviales pour la saison 2010 / Approuver un projet d'entente avec la Ville de Longueuil concernant le financement du service de navettes entre Montréal et Longueuil pour l'année 2010 / Ajuster la base budgétaire de trois entités administratives et mandater ces dernières pour gérer les navettes fluviales.

CE09 0868 – 27 mai 2009 - Autoriser une dépense de 384 927 $ pour l'opération de trois services de navettes fluviales pour la saison 2009, soit entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau, incluant les travaux préparatifs des quais, et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil; entre le parc de la Promenade Bellerive et le parc national des Îles-de-Boucherville, incluant les travaux préparatifs du quai; et entre le parc René-Lévesque et le parc de la Commune de la Ville de Châteauguay et mandater l'arrondissement de Lachine pour gérer le service de navettes entre Lachine et Châteauguay.

CG08 0331 - 19 juin 2008 - Approuver le projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Longueuil pour le financement de l'opération du service de navette fluviale entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil.

CE08 0561 - 9 avril 2008 - Autoriser une dépense de 439 246,25 $ (toutes taxes incluses) pour l'opération de trois services de navettes fluviales pour la saison 2008, soit entre le Vieux-Port de Montréal, le parc Jean-Drapeau, incluant les travaux préparatifs des quais, et le port de plaisance Réal-Bouvier de Longueuil; entre le parc de la Promenade Bellerive et le parc national des Îles-de-Boucherville, incluant les travaux préparatifs du quai; et entre le parc René-Lévesque et le parc de la Commune de la Ville de Châteauguay et mandater l'arrondissement de Lachine pour gérer le service de navettes entre Lachine et Châteauguay.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel propose l'octroi d'un contrat à Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc., seul soumissionnaire conforme à l'AO 16-14904, pour un service de navettes fluviales (précédemment défini comme « Trajet 3 »). Ce contrat permettra d'assurer le service de deux (2) itinéraires de navettes fluviales définis comme suit (voir carte en pièce jointe - Annexe A) :
Itinéraire 1

Vieux-Port → Parc Jean-Drapeau → Port de plaisance Réal-Bouvier → Parc Jean-Drapeau → Vieux-Port

- Le tarif pour un trajet reliant le Vieux-Port et Longueuil est de 7,75 $ taxes incluses par passage, alors que le tarif pour relier le parc Jean-Drapeau et le Vieux-Port est de 4,25 $ taxes incluses par passage.
- Les coûts pour cet itinéraire sont de 508 746,46 $ taxes incluses et sont partagés entre la Ville de Montréal (50 %) et la Ville de Longueuil (50 %).
- La période d'exploitation est du 21 mai au 10 octobre 2016 inclusivement, pour un total de 1165 heures d'opération.
- L'horaire des départs selon la période de l'année se trouve en pièce jointe (annexe B).

Itinéraire 2 (Express)

Vieux-Port → Parc Jean-Drapeau → Vieux-Port.

- Le tarif pour relier le parc Jean-Drapeau et le Vieux-Port est de 4,25 $ taxes incluses par passage.
- Les coûts pour cet itinéraire sont de 313 150,03 $ et sont assumés entièrement (100 %) par la Ville de Montréal.
- La période d'exploitation est du 21 mai au 10 octobre 2016 inclusivement, pour un total de 635 heures d'opération.
- L'horaire des départs selon la période de l'année se trouve en pièce jointe (annexe B).

À noter que, pour les deux (2) itinéraires, le service est interrompu à 19 h lors des feux d'artifice.

Le contrat comprend la fourniture de service de navettes fluviales durant la période estivale 2016, incluant le système de billetterie, la gestion des matières résiduelles, l'affichage et l'information destinés aux usagers, toutes dépenses d'électricité, de carburant, tout le matériel d'opération, d'entretien, ainsi que toutes les dépenses reliées à l'obtention de permis. Ce contrat inclut également l'installation, la désinstallation et le remisage du quai et des passerelles.

À noter que des données d'achalandage sont disponibles depuis l'année 2007. Depuis 2015, année à laquelle la Ville de Montréal a pris en charge le processus d'appel d'offres, le devis demande à ce que l'opérateur nous fournisse un rapport journalier détaillé des fréquentations à l'heure, dont les données sont répertoriées grâce au système de billetterie de l'adjudicataire. La vente de tous les billets est informatisée et chaque billet est entré dans le système de réservation mis en place par l'opérateur.

Ce dossier décisionnel vise également à approuver l'entente intermunicipale entre Montréal et Longueuil nécessaire afin de partager les dépenses reliées au contrat. À noter que le modèle d'entente intermunicipale utilisé est le même que celui utilisé lors de la dernière saison et qui avait été visé par le Service des affaires juridiques. Seules des modifications de formes y ont été apportées afin de le mettre à jour pour la présente saison. À noter également que le terme « bateau-passeur » a été remplacé par le terme « navette fluviale ».

Le projet d'entente intermunicipale (voir pièces jointes) prévoit notamment ce qui suit :

- La délégation à la Ville de Montréal de la mise en service et du fonctionnement des navettes entre le Vieux-Port de Montréal et le port de plaisance Réal-Bouvier à Longueuil.
- Les obligations de la Ville de Montréal et celles de Longueuil, notamment en matière de partage des coûts.
- La composition du comité intermunicipal.

- La description des bateaux requis, ainsi que leurs conditions d'opération.
- La grille horaire et la tarification.

JUSTIFICATION

Le maintien des opérations du service de navettes fluviales pour les itinéraires présentés préalablement se justifie par le fait que ce service renforce le lien avec le réseau cyclable de l'agglomération de Montréal ainsi qu'avec la Route verte à Montréal et sur la Rive-Sud. Il favorise le récréotourisme de plein air et permet aux usagers de prendre contact avec le milieu fluvial et certains sites d'exception. Ce service est très apprécié de la population comme en témoignent les statistiques d'utilisation des cinq (5) dernières années (voir pièce jointe). Il s'inscrit également en lien avec plusieurs orientations stratégiques de la Ville de Montréal, comme la Stratégie de développement économique 2011-2017 de la Ville de Montréal, le Plan de transport 2008, le Plan d'action Montréal 2007-2017 et Montréal physiquement active.
Au terme du processus d'appel d'offres qui s'est déroulé du 25 janvier 2016 au 10 février 2016, il y a eu deux (2) preneurs de cahier des charges dont un seul a déposé une soumission. L'autre preneur du cahier des charges s'est désisté, car il n'avait pas de bateau disponible pour la période visée.

La soumission est valide pour une durée de 120 jours, soit jusqu'au 9 juin 2016 .

Un seul addenda a été émis le 5 février 2016 concernant les points suivant:
-Précisions sur les polices d'assurances à fournir
- Précisions sur les exigences lors des périodes d'achalandage de pointe
- Précisions sur la capacité des bateaux

Comme cela nous est permis lorsqu'il n'y a qu'un seul soumissionnaire conforme, une négociation par conférence téléphonique avec le soumissionnaire s'est déroulée le 10 mars 2016, en compagnie d'un représentant du Service de l'approvisionnement. Le tableau ci-dessous présente le prix final, incluant la réduction de 11 255,99$ (avant taxes) obtenue après négociation.

Soumission conforme	Itinéraire 1 (50 % à la charge de Longueuil) (50 % à la charge de Montréal)	Itinéraire 2 (100 % à la charge de Montréal)	Total de la soumission (taxes incluses)
Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc. (AML) - taxes incluses	442 484,42 $	272 363,59 $	714 848,01$

Il est à noter que le montant soumissionné est de 13,8 % inférieur à notre estimation. Cet écart s'explique par différents facteurs.

- Il n'existe que très peu de données disponibles sur les différents coûts d'opération de cette navette fluviale ainsi que sur la proportion que représentent les frais fixes. Ainsi, il est difficile de mesurer l'impact de l'ajout ou de la suppression d'heures d'opération sur le coût total.
- Le nombre d'heures d'opération étant substantiellement plus élevé cette année, nous avions prévu une augmentation de coût plus importante.
- L'année de référence 2015 pour notre estimation n'était pas totalement représentative puisque la période d'opération avait été écourtée. Néanmoins, elle demeurait l'année pour laquelle nous avions les données les plus fiables. Une estimation basée sur les

années antérieures à 2015 aurait également soulevé un biais d'ordre méthodologique en raison du changement de certains paramètres comme la tarification, la durée des contrats et les spécifications du devis.

Le tableau suivant illustre l'évolution des prix des contrats de ce service lors des 10 dernières années. Il est toutefois hasardeux de comparer les années entre elles en raison des facteurs mentionnés ci-dessus, mais le tableau permet de donner une idée globale de l'évolution des prix des contrats, tous obtenus par la compagnie Navettes maritimes du St-Laurent.

Année	Montant (tx inc)	Montant / année	Achalandage	$ / passager
2016	821 896,50	821 896,50	N/D	N/D
2015	698 672,00	698 672,00	101293	6,90 $
2014	587 945,37	587 945,37	105934	5,55 $
2013	1 312 853,00	437 617,67	93960	4,66 $
2012		437 617,67	102653	4,26 $
2011		437 617,67	102082	4,29 $
2010	402 845,00	402 845,00	N/D	N/D
2009	612 950,00	306 475,00	N/D	N/D
2008		306 475,00	N/D	N/D
2007	119 000,00	265 743,00	N/D	N/D
	146 743,00		N/D	N/D

La différence de 123 224,50$ observée entre 2015 et 2016 est attribuable à trois facteurs selon les données fournies par le soumissionnaire.
1- 78% de cette hausse est due à l'augmentation du nombre d'heures d'opération (569 heures de plus qu'en 2015).
2- 16,5% de la hausse s'explique par une augmentation des frais d'opération
3- Un autre 5,5 % est attribuable à l'augmentation des loyers pour les quais.

Il importe de préciser que dans ce contexte, la Direction des transports désire entreprendre une étude pour évaluer et revoir le modèle d'affaires actuel du service des navettes fluviales. En s'appuyant sur une comparaison avec d'autres services similaires de grandes villes, l'étude aura pour objectif de dégager des recommandations sur les améliorations et modifications possibles à ce modèle. Un appel d'offres devrait d'ailleurs être lancé dans les prochaines semaines.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire ne fait pas partie des listes des entreprises non autorisées à conclure des contrats avec la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant résume les coûts de ce contrat :

Tableau pour GDD

Résumé des coûts			
	av txs	txs inc.	Net de rist.
Itinéraire 1	442484,42	508746,46	464553,18
Itinéraire 2	272363,59	313150,04	285947,63
Total	714848,01	821896,50	750500,82
Portion Montreal	493605,80	567523,27	518224,22
Portion Longueil	221242,21	254373,23	232276,66
	714848,01	821896,50	750500,88

En vertu de l'entente intermunicipale entre les villes de Montréal et de Longueuil, la Ville de Montréal recevra un revenu de 254 373,23 $ (taxes incluses), provenant de la Ville de Longueuil et correspondant à la moitié (50 %) des coûts du service pour l'itinéraire 1.

De même, en considération des services rendus par Montréal, Longueuil s'engage à verser à Montréal, une somme de sept mille dollars (7 000 $), incluant toutes les taxes applicables, pour la gestion des services liés à l'opération et au fonctionnement des services de navettes fluviales. Ce montant sera facturé ultérieurement par la Ville de Montréal à la Ville de Longueuil.

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports ne disposant pas d'un budget pour la portion à être remboursée par la Ville de Longueuil, il est demandé d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 232 276,66 $ pour 2016.

De plus, le montant disponible au budget de fonctionnement de la Direction des transports pour ce trajet est de 343 814,52 $. Ce montant est toutefois insuffisant pour payer la portion assumée par Montréal (50% de l'itinéraire 1 + 100 % de l'itinéraire 2), soit 518 224,22 $ (net de ristourne). Il est donc demandé d'autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes d'un montant de 174 409,71 $ vers le Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour combler ce manque.

Information budgétaire et comptable :

Description : Exploitation des deux services de navettes fluviales	2016
Montant avant taxes	714 848,01 $
Montant toutes taxes incluses	821 896,50 $
Dépense nette	750 500,81 $

Imputation	2016
Service des infrastructures, de la voirie et des transports - Direction des transports - Division du développement des transports.	750 500,81 $

L'ensemble de ces dépenses et revenus relève de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le service de navettes fluviales entre Montréal et Longueuil rejoint certains objectifs inscrits au Plan d'action de développement durable. En effet, ce service encourage les citoyens à utiliser davantage les transports collectifs et le vélo ce qui permet de favoriser des modes de vie plus actifs.
Ce service contribue également à la mise en valeur du fleuve et de ses berges et à faire prendre conscience aux citoyens de la richesse de l'écosystème de notre collectivité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts de ne pas octroyer ou de reporter l'octroi du contrat seraient de priver les utilisateurs d'un service de navettes fluviales pour une partie ou pour toute la saison estivale 2016. Ce service est offert depuis 1990 aux citoyens et est ancré dans le choix de déplacements de plusieurs citoyens. Tout retard dans la prise de décision pourrait également avoir des conséquences pour la Ville de Longueuil, partenaire de ce contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation du conseil d'agglomération de Montréal : 21 avril 2016
- Approbation par le conseil d'agglomération de Longueuil de l'entente intermunicipale entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal et du partage des coûts pour la saison 2016 : 21 avril 2016
- Début du service de navettes fluviales : 21 mai 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Julie LEBLANC)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas BISSUEL-ROY
Conseiller en aménagement C/E

Tél : 514 872-3516
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-03-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-29

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-14904 — No du GDD : 1165329001

Titre de l'appel d'offres : Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau, saison 2016

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 1 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2016

Ouverture faite le : 10 - 2 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 5 - 2 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2016

Date d'échéance révisée : 9 - 6 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Navette Maritime du St-Laurent inc.	821 896,50	√	

Information additionnelle

Raisons du non-dépôt de soumission : aucun bateau disponible pour cette période.

Préparé par : Julie Leblanc — Le 17 - 3 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Julie Leblanc
2	Titre de l'appel d'offres	Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau, saison 2016
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-14904
5	**Préposée au secrétariat**	**Michelle Lee (Le 4 mars 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	10-02-2016
8	Service requérant	Serv. des infrastructures, de la voirie et des transports
9	Requérant	Thomas Bisseul-Roy

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Navettes maritimes du St-Laurent inc.		Net 30 jours	Fournie	Chèque de 85 000$		Conforme	16933
2	Navettes maritimes du St-Laurent inc. (Prix révisé)	Prix révisé	Net 30 jours	Fournie	Chèque de 85 000$		Conforme	17187
3								

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-14904	Titre de l'appel d'offres:	Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau, saison 2016	
Julie Leblanc		**Navettes maritimes du St-Laurent inc.**		**Navettes maritimes du St-Laurent inc. (Prix révisé)**	

No	Articles	Terme	Qté	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et de Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau pour la saison 2016. Trajet 1 : Vieux-Port (Quai A) → Parc Jean-Drapeau (Quai B) → Port de plaisance Réal-Bouvier (Quai C) → Parc Jean-Drapeau (Quai B) → Vieux-Port (Quai A).	1	1	449 453,23 $	449 453,23 $	442 484,42 $	442 484,42 $		
2	Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et de Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau pour la saison 2016. Trajet 2 « Express » : Vieux-Port (Quai A) → Parc Jean-Drapeau (Quai B) → Vieux-Port (Quai A).	1	1	276 654,77 $	276 654,77 $	272 363,59 $	272 363,59 $		
				Total	726 108,00 $	**Total**	714 848,01 $	**Total**	
				TPS	36 305,40 $	**TPS**	35 742,40 $	**TPS**	
				TVQ	72 429,27 $	**TVQ**	71 306,09 $	**TVQ**	
				TOTAL	834 842,67 $	**TOTAL**	821 896,50 $	**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total							
Navettes maritimes du St-Laurent inc. (Prix révisé)	714 848,01 $	+ TPS	35 742,40 $	+ TVQ	71 306,09 $	=	**821 896,50 $**

Direction de l'approvisionnement

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-14904	Titre de l'appel d'offres	Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau, saison 2016			Nom de l'agent d'approvisionnement	Julie Leblanc
Date d'ouverture	2016-02-10	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Serv. des infrastructures, de la voirie et des transports	Requérant	Thomas Bisseul-Roy

		Adjudicataire recommandé	
	Navettes maritimes du St-Laurent inc.	Navettes maritimes du St-Laurent inc. (Prix révisé)	0
Total avant taxes	726 108,00 $	714 848,01 $	
TPS	36 305,40 $	35 742,40 $	
TVQ	72 429,27 $	71 306,09 $	
TOTAL	**834 842,67 $**	**821 896,50 $**	

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-14904
Numéro de référence : 948381
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau, saison 2016

☐	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
☐	Croisières Navark inc 81, chemin de la Rive Longueuil, QC, J4h 4C9 NEQ : 1161580494	Monsieur Normand Noel Téléphone : 514 871-8356 Télécopieur :	**Commande : (1062120)** 2016-01-31 11 h 34 **Transmission :** 2016-01-31 11 h 34	2545686 - 16-14904 Addenda No 1 2016-02-05 12 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc 530, rue St-André Montréal, QC, H2L 5B9 NEQ :	Madame Marie Josée Picard Téléphone : 418 692-2634 Télécopieur : 418 692-0845	**Commande : (1058668)** 2016-01-25 10 h 15 **Transmission :** 2016-01-25 10 h 15	2545686 - 16-14904 Addenda No 1 2016-02-05 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

ENTENTE INTERMUNICIPALE CONCERNANT

ENTRE : **VILLE DE LONGUEUIL,** personne morale de droit public, constituée en vertu de l'Annexe III de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale* des *régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, c 56), ayant son hôtel de ville au 4250, chemin de la Savane en la Ville de Longueuil, Québec, J3Y 9G4; agissant aux présentes par Mme Caroline St-Hilaire, mairesse, et M^{e} Annie Bouchard, greffière, toutes deux dûment autorisées aux termes d'une résolution, dont une copie certifiée conforme est annexée aux présentes, et en vertu de l'article 48.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Longueuil;*

Ci-après désignée « Longueuil »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant *et* représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après désignée « Montréal »

Ci-après collectivement désignées les « Parties ».

ATTENDU QUE les Parties souhaitent que le fleuve qui les relie soit au cœur de leur collaboration;

ATTENDU QUE des navettes fluviales reliant le territoire de chaque Partie durant la saison estivale permettent l'accessibilité à un réseau très étendu d'itinéraires intégrant les noyaux urbains, les espaces verts et les pistes cyclables des deux (2) rives du Saint-Laurent;

ATTENDU QUE Montréal exploite le service de quatre (4) trajets de navettes fluviales reliant les rives des villes de Montréal et de Longueuil avec les rives du parc de l'Île Charron et du parc Jean-Drapeau;

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente en vertu de laquelle Montréal fournit à Longueuil les services de deux (2) trajets de navettes fluviales, soit celui faisant le trajet entre Montréal (quai de la promenade Bellerive) et Longueuil (quai du parc de l'île Charron) et celui faisant le trajet entre Longueuil (quai de la Promenade René-Lévesque) et Longueuil (quai de la rampe de mise à l'eau du parc de l'île Charron);

ATTENDU QUE la présente entente prévoit que Montréal fournisse les services d'un troisième (3^{e}) trajet de navettes fluviales à Longueuil;

ATTENDU QU'à cette fin, Montréal consentira un contrat de service à un opérateur de service de navettes fluviales (ci-après « l'Opérateur »), à l'issue d'un processus d'adjudication de contrat conforme aux règles applicables;

ATTENDU QUE le service d'un quatrième (4^{e}) trajet de navettes fluviales est exploité par Montréal, mais puisqu'il couvre uniquement le territoire de Montréal, il ne fait pas partie de la présente entente;

ATTENDU QUE Longueuil a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à la Ville de Longueuil;

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La présente entente établit les obligations des Parties dans la mise en opération, la gestion et le fonctionnement d'un service de navettes fluviales reliant les rives des villes de Montréal et de Longueuil ainsi que le parc Jean-Drapeau (ci-après appelé le « Service de navettes fluviales »).

2.2 Le trajet du Service de navettes fluviales a été déterminé par Montréal et Longueuil préalablement à la conclusion du contrat de service avec l'Opérateur (ci-après, le « Trajet ») :

- une navette fluviale faisant le trajet entre Montréal (Vieux-Port de Montréal, ci-après « Quai A »), Montréal (parc Jean-Drapeau, ci-après « Quai B » et Longueuil (port de plaisance Réal-Bouvier, ci-après « Quai C »);

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE MONTRÉAL

En considération des obligations assumées par Longueuil en vertu de la présente entente, Montréal s'engage, selon les termes et conditions de la présente entente, à :

3.1 pour la période indiquée à l'article 8 de la présente entente, assurer la mise en opération, la gestion et le fonctionnement d'un Service de navettes fluviales pour le Trajet qui sera déterminé par Montréal conformément à l'article 2.2, et ce, selon les conditions d'opération et les spécifications décrites en **ANNEXE A** de la présente entente;

3.2 fournir à Longueuil un rapport de gestion financière détaillé à la fin de chaque année d'opération du Service de navettes fluviales;

3.3 transmettre une copie à Longueuil de tous rapports des statistiques de fréquentation du Service de navettes fluviales, étant entendu que de telles données appartiennent exclusivement à Montréal;

3.4 obtenir l'approbation de Longueuil avant d'approuver tout changement demandé par l'Opérateur à l'horaire d'exploitation du Trajet lorsqu'un tel changement affecte le Service de navettes fluviales sur le territoire de Longueuil.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LONGUEUIL

En considération des services rendus par Montréal en vertu de la présente entente, Longueuil s'engage à :

4.1 verser à Montréal, sur demande de cette dernière, une somme de sept mille dollars (7 000 $), incluant toutes les taxes applicables, pour la gestion des services liés à l'opération et au fonctionnement du Service de navettes fluviales, y compris la gestion du contrat de Service de navettes fluviales qu'elle a octroyé à l'Opérateur aux fins de la présente entente;

4.2 verser à Montréal, sur demande de cette dernière, le montant payable à l'Opérateur pour le Service de navettes fluviales soit 50 % du montant, taxes incluses;

4.3 permettre l'installation du Quai C et sa passerelle afférente sur son domaine public sans frais;

4.4 assurer l'installation, à ses frais et conformément aux règles applicables, du Quai C et leurs passerelles afférentes au plus tard le 21 mai 2016 à 9 h et procéder, à ses frais, à leur retrait à la fin de la présente entente;

4.5 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations nécessaires pour l'amarrage du Quai C;

4.6 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations nécessaires pour l'amarrage d'un bateau au Quai C;

4.7 publiciser le Service de navettes fluviales à travers ses communiqués promotionnels et fournir une signalisation indiquant l'emplacement du Service de navettes fluviales sur son territoire afin d'informer la clientèle de ces services.

ARTICLE 5
TARIFICATION AUX USAGERS

Les Parties conviennent que les sommes provenant de la tarification aux usagers du Service de navettes fluviales seront perçues par l'Opérateur et lui appartiendront.

ARTICLE 6
COMMANDITES

Seule Montréal est en droit de permettre l'affichage commercial de commanditaires ou toute autre forme de commandites sur les bateaux, les quais et les systèmes de billetterie. Si Longueuil désire solliciter toute forme de commandites à afficher sur les bateaux, les quais ou les systèmes de billetterie, elle devra obtenir au préalable le consentement écrit de Montréal.

ARTICLE 7
ANNULATION D'UNE JOURNÉE D'OPÉRATION

7.1 Montréal et Longueuil peuvent, d'un commun accord, annuler toute journée ou toute partie de journée d'opération du Service de navettes fluviales prévue à la grille horaire figurant en **ANNEXE A**, dans le cas où les circonstances l'exigeraient. Montréal s'engage ensuite à informer l'Opérateur.

Montréal pourra, à sa discrétion, décider de reporter ou non à une autre journée toute journée ou toute partie de journée d'opération annulée conformément au présent article. Advenant un report, la date où aura lieu la journée ou partie de journée ainsi reportée sera entendue entre les parties.

7.2 Montréal s'engage à transmettre à Longueuil toute demande de la part de l'Opérateur relativement à une utilisation des quais ou des passerelles de Longueuil qui ne fait pas partie des Services de navettes fluviales (ci-après appelée l'« Utilisation privée ») ainsi qu'à l'informer de la date de cette Utilisation privée.

Longueuil doit alors transmettre sa réponse favorable ou défavorable à une telle demande à Montréal dans un délai maximal de six (6) jours ouvrables précédant la date prévue de l'Utilisation privée. À défaut, pour Montréal, de recevoir une réponse de la part de Longueuil dans un tel délai, Longueuil sera réputée approuver favorablement la demande de l'Opérateur.

ARTICLE 8
DURÉE

8.1 Malgré sa date de signature par les Parties, la présente entente est d'une durée d'un (1) an à partir du 21 mai 2016.

8.2 Selon les conditions d'opération plus amplement décrites à l'**ANNEXE A** de la présente entente, le Trajet du Service de navettes fluviales débute le 21 mai 2016 et prend fin le 10 octobre 2016.

ARTICLE 9
COMITÉ INTERMUNICIPAL

9.1 Un comité intermunicipal est constitué aux fins de l'application de la présente entente. Ce comité intermunicipal sera composé comme suit :

- un représentant désigné par Longueuil;
- un représentant désigné par Montréal;
- un représentant désigné par le parc Jean-Drapeau.

Seront également invités à collaborer aux travaux du comité intermunicipal à titre d'observateurs et conseillers :

- un représentant désigné par Sogerive;
- un représentant désigné par le Vieux-Port de Montréal.

9.2 Ce comité aura notamment pour fonctions :

9.2.1 de vérifier la conformité des navettes fluviales et, en même temps, le respect de toutes les conditions d'opération (**ANNEXE A**) de celles-ci qui prévaudront à défaut de modifications ultérieures selon le processus ci-dessous mentionné;

9.2.2 de se réunir, sur demande écrite de l'un ou l'autre des représentants désignés, dans la saison en cours et au plus tard à la fin de la saison, pour faire le bilan sur les conditions d'opération des navettes fluviales. Toute modification aux conditions d'opération des navettes fluviales devra cependant faire l'objet d'un accord commun des représentants désignés à défaut de quoi le *statu quo* demeurera;

9.2.3 d'approuver le rapport des statistiques de fréquentation, que l'Opérateur du Service de navettes fluviales est tenu de remettre à la période de facturation, comme stipulé au contrat du Service de navettes fluviales octroyé par Montréal au dit Opérateur;

9.2.4 d'approuver la nature des rapports statistiques des activités ou de tous rapports d'évaluation qui pourraient être jugés nécessaires.

9.3 Dans tous les cas, seule l'instance décisionnelle compétente de chacune des Parties peut autoriser la dépense de deniers en vertu de la présente entente.

ARTICLE 10
PARTAGE DE L'INFORMATION

Montréal fournira avec diligence sur demande écrite du représentant de Longueuil désigné aux fins de l'article 9 (Comité intermunicipal), tous les renseignements, les informations et les documents y compris les rapports ainsi que tout autre document préparé en lien avec la présente entente, y compris le contrat de fourniture et d'opération du Service de navettes fluviales qu'elle a octroyé à l'Opérateur, étant entendu que ceux-ci doivent être traités de manière confidentielle sous réserve des exigences des lois applicables.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée qu'avec l'accord écrit des deux Parties.

11.2 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Avis

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

11.4 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) **EXEMPLAIRES, À LA DATE APPARAISSANT EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2016

VILLE DE LONGUEUIL

Par : _____
Caroline St-Hilaire, mairesse de Longueuil

Par : _____
Annie Bouchard, greffière de Longueuil

Cette entente a été approuvée par le Conseil de la Ville de Longueuil le e jour de 2016 et par le Conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil le e jour de 2016 (Résolution n°……) et par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le e jour de 2016 (Résolution n°……)

ANNEXE A

CONDITIONS D'OPÉRATION ET CARACTÉRISTIQUES DES NAVETTES FLUVIALES

A. CONDITIONS D'OPÉRATION ET TRAJET

Les conditions d'opération du Service des navettes fluviales sont les suivantes :

Les bateaux servant de navettes fluviales permettront aux piétons, cyclistes et personnes à mobilité réduite de joindre les deux rives du fleuve St-Laurent ainsi que le parc Jean-Drapeau.

Les départs s'effectueront :

- du côté de la Ville de Montréal au Vieux-Port;
- et à partir du quai du parc Jean-Drapeau;
- du côté de Longueuil au port de plaisance Réal-Bouvier.

Le trajet consiste à relier les quais suivants :

Vieux-Port (Quai A) → Parc Jean-Drapeau (Quai B) → Port de plaisance Réal-Bouvier (Quai C) → Parc Jean-Drapeau (Quai B) → Vieux-Port (Quai A).

Un système d'information sera mis sur pied pour les usagers, au moyen d'une ligne téléphonique commerciale en opération sept (7) jours par semaine entre le 21 mai 2016 et le 10 octobre 2016.

Un système de billetterie sera mis en place pour permettre un contrôle adéquat des passagers.

Un système de réservation sera mis en place pour permettre aux usagers de réserver leurs heures de départ et de retour.

B. CARACTÉRISTIQUES

Les navettes fluviales offriront les caractéristiques suivantes :

- o être aménagées de façon à protéger les passagers de la pluie, du vent et du soleil;
- o avoir les installations nécessaires afin de pouvoir embarquer et débarquer aisément et rapidement piétons, personnes à mobilité réduite et cyclistes;
- o être munies d'un nombre minimal de sièges ou banquettes fixes permettant d'asseoir le nombre correspondant à la charge minimale de passagers tel qu'indiqué ci-après;
- o être munies de supports sécuritaires concernant l'amarrage des vélos à bord, selon les capacités des bateaux exigées dans le présent devis;
- o être en mesure d'offrir le service du trajet 1 en une (1) heure ou moins incluant le temps requis pour l'achat des billets, le trajet, l'embarquement et le débarquement des passagers;
- o être en mesure d'offrir le service du trajet 2 en une (1) heure ou moins incluant le temps requis pour l'achat des billets, le trajet, l'embarquement et le débarquement des passagers;
- o être compatibles avec toutes les installations portuaires et leur capacité d'accueil mentionnée au présent devis;
- o satisfaire à toutes les dispositions de la Loi sur la Marine marchande du Canada et de ses règlements;

- être sécuritaires selon les normes en vigueur. L'adjudicataire devra déposer avec sa proposition la description des bateaux proposés ainsi que la certification valide des navires de Transports Canada ─ certificat d'inspection (85-0431). La certification devra correspondre au type de navire et au type de voyage qu'il aura à effectuer. Une attestation de conformité, émise par un architecte naval, attestant que le navire répond aux normes de Transports Canada, pourra également être considérée;
- si un bateau en processus d'acquisition est proposé, la preuve que son design et/ou que sa construction ont été approuvés par Transports Canada ─ certificat d'inspection (85-0431) devra être fournie au jour et à l'heure de la clôture des offres. Une attestation de conformité, émise par un architecte naval, attestant que le navire répond aux normes de Transports Canada, pourra également être considérée. Dans le cas d'une proposition avec un bateau en processus d'acquisition, le soumissionnaire devra également démontrer hors de tout doute que le bateau sera opérationnel pour le début de l'exécution du contrat;
- avoir le personnel requis afin d'assurer en tout temps une bonne opération des navires ainsi que la sécurité des passagers;
- avoir sur chaque bateau, un minimum d'un (1) membre d'équipage bilingue pouvant s'exprimer en français et en anglais;
- avoir un réservoir de rétention pour récupérer les eaux usées produites à bord qui ne pourra être vidangé que dans des installations de pompage septique conformes à la réglementation environnementale en vigueur. Le système de récupération devra être vidangé régulièrement pour assurer le service ininterrompu des installations produisant des rejets d'eaux usées;
- avoir des toilettes propres et convenables à bord qui répondent ou dépassent les normes environnementales;
- être munies d'un système de haut-parleurs pouvant diffuser de façon convenable tout au long de la traversée;

Les bateaux doivent respecter les charges minimales de passagers tel qu'indiqué au tableau suivant :

	Trajet 1	**Trajet 2 (Express)** ***(fin de semaine, jours fériés et périodes de pointe)***
Période hors pointe	**47 passagers**	**47 passagers**
Périodes de pointe	**94 passagers**	**94 passagers**

Ce tableau indique le **nombre minimal** (charge minimale) de passagers qui doivent pouvoir être transportés **par direction et par heure** selon les trajets et selon la période d'achalandage.

Les bateaux doivent pouvoir transporter un nombre de vélos correspondant à au moins 20 % de la charge minimale de passagers.

L'accès des personnes à mobilité réduite devra être assuré en tout temps et pour tous les trajets.

Les bateaux devront être clairement identifiés de chaque côté des bateaux par une affiche avec le libellé suivant :

- NAVETTE FLUVIALE MONTRÉAL ─ JEAN-DRAPEAU ─ LONGUEUIL.

C. GRILLE HORAIRE

Le Service des navettes fluviales devra respecter la grille horaire suivante :

	Trajet 1 : Vieux-Port – Parc Jean-Drapeau – Port de plaisance Réal-Bouvier – Parc Jean-Drapeau – Vieux-Port		
	Horaire 2016		
	Du 21 mai au 19 juin	Du 20 juin au 5 sept.	Du 6 sept. au 10 oct.
Lundi au jeudi	Aucun service	11 h à 19 h	Aucun service
Vendredi	Aucun service	11 h à 22 h	Aucun service
Samedi* Dimanche Jours fériés et périodes de pointe	9 h à 22 h	9 h à 22 h	9 h à 22 h

- Ce trajet représente 1165 heures d'opération.
- Les heures du tableau indiquent le premier et le dernier départ à partir du quai du Vieux-Port.
- Les départs du trajet 1 à partir du Vieux-Port se feront aux heures pile (9 h; 10 h, et ce, jusqu'à 22 h).
- Les départs du trajet 1 à partir de Longueuil se feront 30 minutes après l'heure (9 h 30, 10 h 30, et ce, jusqu'à 22 h 30).
- Au minimum, les périodes des départs indiquées à la grille horaire ci-dessus doivent être respectées.
- Les heures précises des départs inscrites ci-dessus sont sujettes à modification. Elles seront discutées et validées lors de la rencontre de démarrage.
- Des départs supplémentaires peuvent être ajoutés en période de grande affluence pourvu que l'horaire de base soit respecté.
- Les heures des départs à partir du parc Jean-Drapeau seront à définir avec la Ville en fonction des temps de trajets estimés par l'opérateur.

D. TARIFICATION

Les tarifications de base par usager incluant la bicyclette pour un aller simple taxes incluses pour 2016 seront de :

	Trajet 1		**Trajet 2 : l'Express**
	Vieux-Port → Parc JD ou Parc JD → Vieux-Port	Vieux-Port → Réal-Bouvier ou Réal-Bouvier → Vieux-Port ou Réal-Bouvier → Parc JD ou Parc JD → Réal-Bouvier	Vieux-Port → Parc JD ou Parc JD → Vieux-Port
6 ans et +	**4,25 $**	**7,75 $**	**4,25 $**
5 ans et —	**Gratuit**	**Gratuit**	**Gratuit**
Passe famille (2 enfants et 2 adultes)	**125 $** (+10 $ par personne supplémentaire)		

**Pour le détail des trajets se référer aux descriptions de la clause 2.2 trajets et quais*
Les prix présentés dans le tableau incluent les taxes.

Il est prévu dans le contrat conclu entre Montréal et l'Opérateur que ce dernier devra offrir aux usagers la possibilité d'acheter un forfait illimité « famille ». Ce forfait sera offert aux détenteurs de la carte accès Montréal ou aux citoyens de l'Agglomération de Longueuil sur présentation d'une preuve de résidence. Ce forfait permettra le passage illimité durant la saison 2016 de deux (2) adultes et deux (2) enfants sur n'importe lesquels des trajets définis ci-dessous pour la somme de cent vingt-cinq (125 $) dollars, taxes incluses, par année. Des frais de dix (10 $) dollars seront ajoutés pour chaque enfant supplémentaire.

E. ASSURANCE

Il est prévu dans le contrat conclu entre Montréal et l'Opérateur que ce dernier devra être couvert par une assurance responsabilité civile satisfaisante et les villes de Longueuil et de Montréal, ainsi que la SOGERIVE et la Société du parc Jean-Drapeau, devront être nommément désignées comme coassurées à l'intérieur de cette police. Une copie de cette police sera remise au représentant de Montréal au plus tard lors de la signature de la présente entente. Montréal doit s'assurer que l'Opérateur détient une telle police valable durant toute la période couverte par la présente entente.

F. DEVIS DE RÉFÉRENCE

Les Parties reconnaissent que Montréal a lancé l'appel d'offres public numéro 16-14320 dans le but d'octroyer un contrat pour le Service de navettes fluviales et une copie du cahier des charges et du contrat de fourniture et d'opération du Service de navettes fluviales octroyé a été remise au représentant de Longueuil pour commentaires et approbation préalablement au lancement de l'appel d'offres.

ANNEXE G

APPEL D'OFFRES 16-14904

SERVICE DE NAVETTES FLUVIALES POUR LES VILLES DE MONTRÉAL ET LONGUEUIL

Statistiques de fréquentations 2011- 2015

Trajet : Longueuil - Montréal - Parc Jean Drapeau

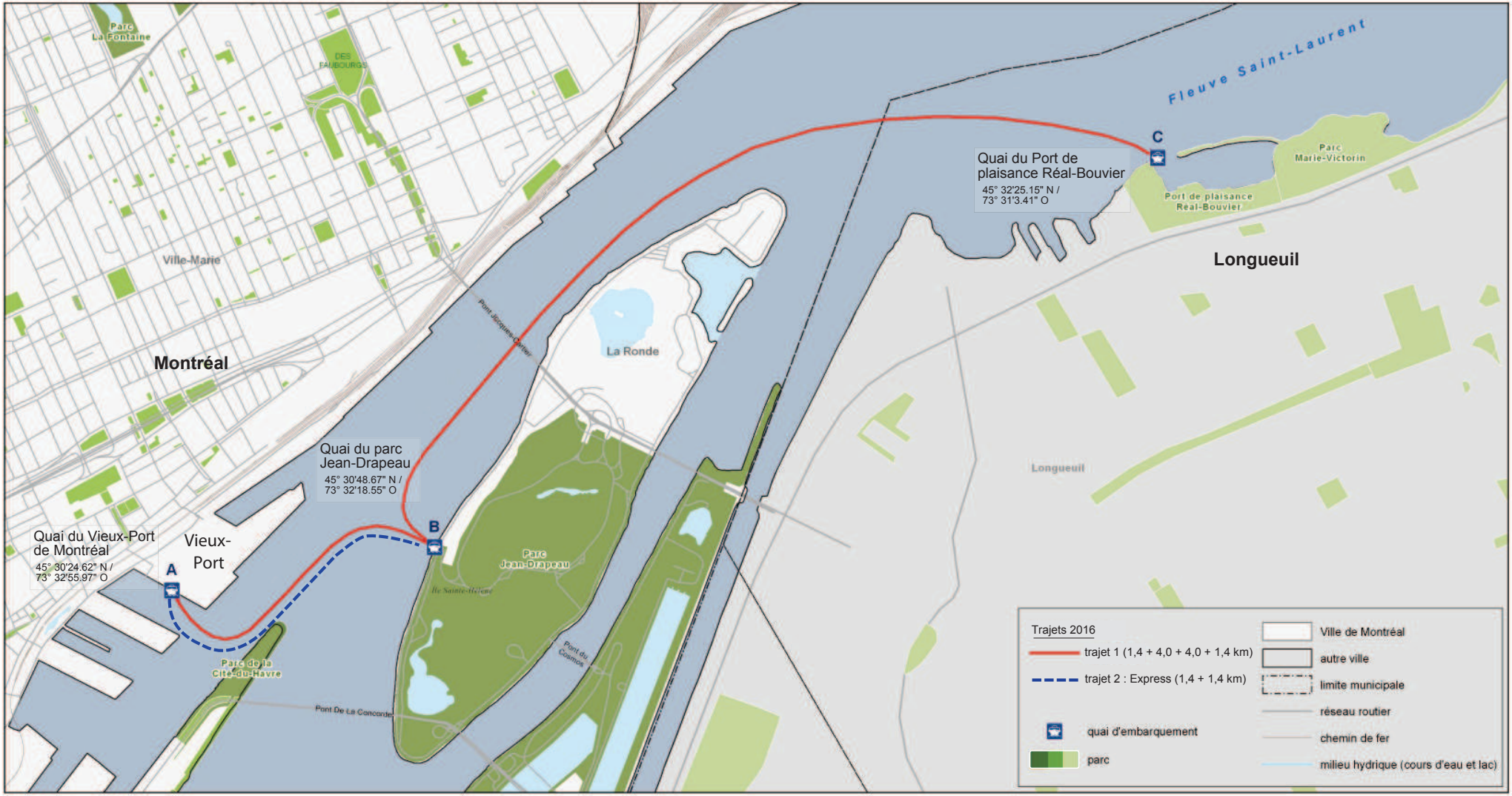
TOTAL PASSAGERS 2011							
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Total
Longueuil	**260**	**3991**	**20880**	**14323**	**4342**	**0**	**43796**
Longueuil (vélo)	0	632	1809	1606	446	0	4493
Montréal	**308**	**3787**	**12971**	**8697**	**2231**	**0**	**27994**
Montréal (vélo)	0	526	2640	1775	469	0	5410
Île Sainte-Hélène	**320**	**2923**	**7170**	**6240**	**1499**	**0**	**18152**
Île Sainte-Hélène (vélo)	0	166	1029	769	273	0	2237
TOTAL/MOIS	**888**	**12025**	**46499**	**33410**	**9260**	**0**	**102082**

TOTAL PASSAGERS 2012							
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Total
Longueuil	**2050**	**6438**	**17536**	**11551**	**4082**	**0**	**41657**
Longueuil (vélo)	298	578	1484	1170	480	0	4010
Montréal	**2415**	**7207**	**10788**	**7824**	**2375**	**0**	**30609**
Montréal (vélo)	358	694	1778	1514	541	0	**4885**
Île Sainte-Hélène	**1630**	**4028**	**6097**	**4112**	**1846**	**0**	**17713**
Île Sainte-Hélène (vélo)	308	587	1472	1108	304	0	3779
TOTAL/MOIS	**7059**	**19532**	**39155**	**27279**	**9628**	**0**	**102653**

TOTAL PASSAGERS 2013							
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Total
Longueuil	**643**	**5761**	**16590**	**15671**	**2004**	**0**	**40669**
Longueuil (vélo)	132	513	1030	1035	181	0	2891
Montréal	**844**	**6637**	**9945**	**10486**	**1471**	**0**	**29383**
Montréal (vélo)	143	261	902	1072	171	0	2549
Île Sainte-Hélène	**442**	**3896**	**6074**	**5325**	**1241**	**0**	**16978**
Île Sainte-Hélène (vélo)	54	229	826	350	31	0	1490
TOTAL/MOIS	**2258**	**17297**	**35367**	**33939**	**5099**	**0**	**93960**

TOTAL PASSAGERS 2014							
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Total
Longueuil	**1929**	**6951**	**16394**	**16653**	**0**	**0**	**41927**
Longueuil (vélo)	**194**	766	1027	1301	272	27	3587
Montréal	**2674**	**8716**	**9981**	**12255**	**0**	**0**	**33626**
Montréal (vélo)	**303**	965	1391	1542	313	26	4540
Île Sainte-Hélène	**1333**	**6209**	**6383**	**6137**	**0**	**0**	**20062**
Île Sainte-Hélène (vélo)	**248**	351	771	576	211	35	2192
TOTAL/MOIS	**6681**	**23958**	**35947**	**38464**	**796**	**88**	**105934**

TOTAL PASSAGERS 2015							
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Total
Longueuil	**0**	**4447**	**14288**	**15302**	**2485**	**0**	**36522**
Longueuil (vélo)	**0**	584	1050	1345	209	0	3188
Montréal	**0**	**9011**	**10706**	**11783**	**1908**	**0**	**33408**
Montréal (vélo)	**0**	480	1120	1412	207	0	3219
Île Sainte-Hélène	**0**	**7320**	**7371**	**6613**	**1648**	**0**	**22952**
Île Sainte-Hélène (vélo)	**0**	585	592	675	152	0	2004
TOTAL/MOIS	**0**	**22427**	**35127**	**37130**	**6609**	**0**	**101293**



Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division du développement des transports

Montréal



Échelle : 1 : 15 000
Date : 2015-12-10
Dessin : Marco Duplessis (modifié par F. Le May)
Responsable du projet : Thomas Bissuel-Roy
Approbation : Isabelle Morin
Numéro d'appel d'offre : 16-14904

Nom du projet :
Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil

Titre de la carte :
Trajets et quais 2016

Annexe
A

Annexe B : Horaire d'opération des trajets 1 et 2

Appel d'Offres 16-14904
Service de navettes fluviales pour les villes de Montréal et Longueuil

	Trajet 1 : **Vieux-Port – Parc Jean-Drapeau – Port de plaisance Réal-Bouvier– Parc Jean-Drapeau – Vieux-Port** **Option A : Service de base**		
	Horaire 2016		
	Du 21 mai au 19 juin	Du 20 juin au 5 sept.	Du 6 sept. au 10 oct.
Lundi au jeudi	Aucun service	11 h à 19 h	Aucun service
Vendredi	Aucun service	11h à 22h	Aucun service
Samedi* Dimanche Jours fériés et périodes de pointe	9 h à 22 h	9 h à 22 h	9 h à 22 h

- L'option A représente 1165 heures d'opération
- Les heures du tableau indiquent le premier et le dernier départ à partir du quai du Vieux-Port.
- Les départs du trajet 1 à partir du Vieux-Port se feront aux heures pile (9 h ; 10 h et ce jusqu'à 22 h).
- Les départs du trajet 1 à partir de Longueuil se feront 30 minutes après l'heure (9 h 30, 10 h 30 et ce jusqu'à 22 h 30).
- Au minimum, les périodes de départs indiquées à la grille horaire ci-dessus doivent être respectées.
- Les heures précises des départs inscrites ci-dessus sont sujettes à modification. Elles seront discutées et validées lors de la rencontre de démarrage.
- Des départs supplémentaires peuvent être ajoutés en période de grande affluence pourvu que l'horaire de base soit respecté.
- Les heures de départs à partir du parc Jean-Drapeau seront à définir avec la Ville en fonction des temps de trajets estimés par l'opérateur.

*Les soirs de feux d'artifice, le dernier départ se fera à 19 h.

	Trajet 1 : Vieux-Port – Parc Jean-Drapeau – Port de plaisance Réal-Bouvier– Parc Jean-Drapeau – Vieux-Port Option B : Service de base et heures de pointe		
	Horaire 2016		
	Du 21 mai au 19 juin	Du 20 juin au 5 sept.	Du 6 sept. au 10 oct.
Lundi au jeudi	7 h à 9 h + 16 h à 19 h	7 h à 19 h	7 h à 9 h + 16 h à 19 h
Vendredi	7 h à 9 h + 16 h à 22 h	7 h à 22 h	7 h à 9 h + 16 h à 22 h
Samedi* Dimanche Jours fériés et périodes de pointe	9 h à 22 h	9 h à 22 h	9 h à 22 h

- L'option B représente 1693 heures d'opération
- Les heures du tableau indiquent le premier et le dernier départ à partir du quai du Vieux-Port.
- Les départs du trajet 1 à partir du Vieux-Port se feront aux heures pile (9 h ; 10 h et ce jusqu'à 22 h).
- Les départs du trajet 1 à partir de Longueuil se feront 30 minutes après l'heure (9 h 30, 10 h 30 et ce jusqu'à 22 h 30).
- Au minimum, les périodes de départs indiquées à la grille horaire ci-dessus doivent être respectées.
- Les heures précises des départs inscrites ci-dessus sont sujettes à modification. Elles seront discutées et validées lors de la rencontre de démarrage.
- Des départs supplémentaires peuvent être ajoutés en période de grande affluence pourvu que l'horaire de base soit respecté.
- Les heures de départs à partir du parc Jean-Drapeau seront à définir avec la Ville en fonction des temps de trajets estimés par l'opérateur.

*Les soirs de feux d'artifice, le dernier départ se fera à 19 h.

	Trajet 2 ou « Express »
	Horaire 2016
	Du 20 mai au 10 octobre
Lundi au vendredi	Aucun service
Samedi* Dimanche Jours fériés et périodes de pointe	9h30 à 21h30

- Le trajet 2 représente 635 heures d'opération
- Les heures du tableau indiquent le premier et le dernier départ à partir du quai du Vieux-Port
- Les départs du trajet 2 à partir du Vieux-Port se feront 30 minutes après l'heure (9h30-10h30…21h30)
- Les départs du trajet 2 à partir du parc Jean-Drapeau se feront aux heures pile (9h00, 10h00….22h00)
- Au minimum, les périodes de départs indiquées à la grille horaire ci-dessus doivent être respectées
- Les heures précises des départs inscrites ci-dessus sont sujettes à modification. Elles seront discutées et validées lors de la rencontre de démarrage.
- Des départs supplémentaires peuvent être ajoutés en période de grande affluence pourvu que l'horaire de base soit respecté.

*Les soirs de feux d'artifice, le dernier départ se fera à 19h00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165329001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Objet :	1 - Octroyer un contrat à Navettes Maritimes du Saint-Laurent inc. au montant de 821 896,49 $ (taxes incluses) et autoriser la dépense afférente pour l'opération d'un premier trajet de navettes fluviales reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le Vieux-Port de Montréal et le parc Jean-Drapeau, ainsi qu'un second trajet « Express » reliant le Vieux-Port de Montréal au parc Jean-Drapeau pour la saison estivale 2016 - Appel d'offres public 16-14904 (1 soumissionnaire) / 2 - Approuver une entente entre la Ville de Longueuil et la Ville de Montréal concernant le financement et le partage des coûts pour le contrat des navettes fluviales, pour la saison estivale 2016 / 3 - Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 232 276,66 $ pour 2016 / 4 - Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes d'un montant de 174 409,71 $ vers le Service des infrastructures, de la voirie et des transports / 5 - Autoriser la réception d'un revenu de 254 373,23 $ (taxes incluses) provenant de la Ville de Longueuil pour l'opération et le fonctionnement du service de navettes fluviales pour le trajet reliant le port de plaisance Réal-Bouvier (Longueuil), le parc Jean-Drapeau (Montréal) et le Vieux-Port (Montréal) pour la saison estivale 2016, ainsi que d'un revenu de 7 000 $ (taxes incluses) en frais de gestion de ce service pour la même période.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1165329001 - Information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514 872-5916

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1150504018

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder une contribution financière de 59 870 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité. Approuver un projet de convention à cette fin. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 59 870 $.

Il est recommandé:
1- d'accorder une contribution financière de 59 870 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité. Ce projet est subventionné à 100% par l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2015-2016).

2- d'approuver un projet de convention à cette fin;

2- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 59 870 $;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-03-23 19:26

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1150504018**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder une contribution financière de 59 870 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité. Approuver un projet de convention à cette fin. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 59 870 $.

CONTENU

CONTEXTE

Le Mont-Royal comporte des qualités culturelles, naturelles et patrimoniales exceptionnelles dont la reconnaissance a été marquée par la création du Site du patrimoine du Mont-Royal en 1987. En 2005, le gouvernement décrétait l'arrondissement historique et naturel du mont Royal. Au cours des années, diverses interventions se sont succédées dans l'objectif de protéger et de mettre en valeur la biodiversité de la montagne. Parmi celles-ci, soulignons le Projet de conservation des milieux naturels - Écoterritoire des sommets et des flancs du mont Royal qui a été reçu favorablement en 2007 par les membres de la Table de concertation du mont Royal (TCMR). Ce projet présente des zones noyaux primaires, des zones noyaux à consolider, des zones tampons, des corridors écologiques, des plaines horticoles d'intérêt écologique ainsi que des bois d'intérêt à valoriser en dehors du réseau écologique. En février 2008, dans le cadre du Pacte du mont Royal, les institutions sises sur le mont Royal prenaient des engagements concrets en regard de la protection et de la mise en valeur des patrimoines sur leur propriété. En avril 2009, la Ville de Montréal adoptait le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal. En mars 2010, la Ville de Montréal approchait l'ensemble des institutions présentes sur le mont Royal, ayant une superficie boisée sur ses terrains, pour présenter son Projet de restauration et de valorisation de la biodiversité en milieu urbain. Déjà préparée par de nombreuses études internes sur la biodiversité de ses bois, l'Université de Montréal s'est rapidement montrée intéressée par ce nouveau programme, en vue de protéger et de mettre en valeur ses bois et également pour trouver de nouvelles manières de les intégrer dans la pédagogie auprès de sa clientèle étudiante.
Le Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du mont Royal vient s'inscrire dans la foulée des actions mises en œuvre pour répondre aux objectifs de protection de la biodiversité et de mise en valeur du mont Royal. Ce programme est l'une des nombreuses initiatives issues de l'Entente sur le développement culturel conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC). La Ville est responsable de la mise en œuvre du programme et d'en administrer le budget. Ce programme vise à encourager et à soutenir financièrement

les efforts déployés par les propriétaires institutionnels du site patrimonial du Mont-Royal (SPMR) pour conserver la diversité biologique du mont Royal dans le cadre d'une stratégie concertée de protection et de mise en valeur des milieux naturels de ce territoire. La subvention accordée aux propriétaires visés pour la réalisation des travaux admissibles sur leur terrain est versée après une entente avec la Ville et le MCC quant à la nature des travaux, leur coût et le calendrier de réalisation.

L'Université de Montréal fait partie des institutions sollicitées par la Ville de Montréal pour participer au programme et soumettre un projet. Celui-ci est localisé dans le site patrimonial du Mont-Royal. Cet établissement d'enseignement s'étale sur un vaste territoire situé principalement entre le boulevard Édouard-Montpetit, l'Avenue Decelles, la rue Jean-Brillant et localisé en périphérie du parc du Mont-Royal. Plus particulièrement, le territoire visé par le projet est situé sur le campus de l'Université de Montréal, d'une part dans la partie boisée qui longe le boulevard Édouard-Montpetit et d'autre part, dans la partie boisée située en face de l'École polytechnique (Coulée verte).

Le projet déposé par l'Université en 2015 a été reçu favorablement par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et le MCC et le présent sommaire vise à octroyer le financement nécessaire pour procéder à sa mise en œuvre. Les activités prévues dans le projet déposé par l'Université et acceptées par le SGPVMR se réaliseront jusqu'à la fin de l'année 2016. Le plan de gestion conjoint de conservation devra être déposé un an plus tard, soit en décembre 2017. Le projet de l'Université rencontre les objectifs de conservation et de mise en valeur ainsi que les principes d'intervention mis de l'avant par le MCC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG120471 - 20 décembre 2012- Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.
CG15 0683 - 27 novembre 2015 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal
CG16 0114 - 25 février 2016 - Accorder un soutien financier de 60 000 $ à la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Un rapport de stage du conseiller en biodiversité de l'Université de Montréal sur l'état de la biodiversité sur le campus de l'Université de Montréal a présenté les principales espèces constituant les peuplements naturels et semi-naturels en plus d'y inclure les zones. Le rapport a confirmé le potentiel du site au niveau de la biodiversité, mais il a également mis en évidence l'urgence d'agir et l'importance d'en assurer le suivi. Il semblait également essentiel d'y baliser les sentiers, voire d'en fermer quelques-uns, et de coupler ces efforts à une campagne de sensibilisation. Le projet déposé par l'Université de Montréal s'inspire de ce rapport de stage, ainsi que du plan d'action qui en a découlé.
Bien que les bois sur le campus de l'Université de Montréal couvrent une superficie totale de 15,6 ha, un bail emphytéotique accordé à la Ville de Montréal a permis de transférer à celle-ci la gestion de 13,42 ha de superficie boisée, dans le cadre du nouveau parc. Par conséquent, il reste environ 2,18 ha de bois sur les terrains de l'Université de Montréal qui sont admissibles au programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du mont Royal. Cette superficie boisée comprend une partie du noyau primaire dans le bois Édouard-Montpetit (environ 1,53 ha), et d'autre part, le petit bois du corridor écologique d'une superficie d'environ 0,65 ha (Coulée verte en face de l'École polytechnique).

Le projet déposé par l'Université de Montréal s’inscrit au Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, et plus particulièrement à son projet de conservation, et tient compte également de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, de la Politique de l’arbre, de la Stratégie du Développement durable, de même que de la Stratégie de verdissement de la Ville de Montréal.

Dans sa vision globale, l’Université de Montréal vise entre autres à :
• Réaliser ses projets dans une optique de gestion durable, pédagogique et environnementale;
• Améliorer et prendre en compte la qualité des milieux naturels;
• Assurer le suivi de la qualité de ses milieux naturels;
• Augmenter les couverts forestiers, s’intégrant aux cibles proposées pour la Ville de Montréal;
• Favoriser le maintien et l’implantation de certaines espèces indigènes, tant végétales qu'animales;
• Documenter les méthodes et leurs succès concernant la lutte aux plantes envahissantes;
• Intégrer des valeurs de développement durable et de saine gestion de la biodiversité;
• Informer et sensibiliser la communauté universitaire aux enjeux de la biodiversité urbaine;
• Intégrer dès le début des étudiants de la communauté universitaire au développement du projet;
• Promouvoir l’engagement social et humanitaire et célébrer la diversité;
• Sensibiliser le grand public;
• Mettre en place sur le terrain des panneaux de sensibilisation pertinents;
• Offrir aux utilisateurs de nouvelles perspectives paysagères;
• Offrir aux utilisateurs des écosystèmes enrichis à découvrir lors de leur visite.

Le projet consiste à maintenir et même à rehausser la biodiversité des bois de l’Université de Montréal et à mettre en valeur leurs composantes écologiques. Ce faisant, le projet vise entre autres à mettre en application de nombreuses recommandations du rapport d’étude de 2003 intitulé État de la biodiversité des boisés de l’Université de Montréal. Brièvement, les objectifs poursuivis dans le cadre du présent projet sont notamment : l’éradication des plantes envahissantes, dont le nerprun cathartique pour lequel l'Université doit s'engager à effectuer le suivi du Projet de restauration et de valorisation de la biodiversité en milieu urbain, financé par la Fondation Hydro-Québec en Environnement, Programme Valorisation jeunesse du Gouvernement du Québec, de même que l'Entente sur le le développement culturel de Montréal, soit notamment la coupe des rejets de souches des tiges coupées au cours des années 2009 à 2013; la protection d'espèces à statut précaire; l’enrichissement floristique des sous-bois; l’augmentation de la canopée des bois; la survie accrue des plantations réalisées; le suivi de la santé des noyers cendrés; l’amélioration d’habitats pour l’avifaune; la protection des sols contre le piétinement, la compaction et l’érosion par la fermeture de sentiers inutiles et la consolidation de sentiers à conserver.

À terme, ce projet servira d'assise pour produire un plan de gestion conjoint de conservation de la biodiversité du bois qui permettra notamment d'assurer la pérennité des travaux réalisés.

Voici le détail du financement pour la réalisation du projet de l'Université de Montréal :

Items	**Montant de la subvention demandée**	**Contribution de l'Université de Montréal (en nature et/ou en espèces)**
Ressources humaines	27 000 $	3 000 $
Biens et services	27 000 $	3 000 $
Dépenses diverses	5 870 $	-

TOTAL	**59 870 $**	**6 000 $**
Montant total de la subvention versée pour 2015-2016-2017	59 870 $	

Ce projet permettra de sensibiliser des milliers d'employés et d'étudiants, ainsi que les communautés avoisinantes qui fréquentent le territoire visé par le projet de maintien et de rehaussement de la biodiversité déposé par l'Université de Montréal.

Le Programme de subvention est renouvelable selon les disponibilités financières accordées via l'Entente sur le développement culturel par le MCC. Le Collège Jean-de-Brébeuf vient d'obtenir une subvention de 60 000$ dans le cadre de ce Programme. Au total, dans le cadre de l'Entente 2015-2016, le MCC a accordé 120 000 $. Ainsi, les prochaines demandes de subventions seront accordées à la suite du renouvellement du financement.

JUSTIFICATION

Ce projet correspond d'une part aux engagements de la Ville de Montréal en ce qui a trait au projet de conservation de la biodiversité sur le mont Royal présenté et accepté par les membres de la Table de concertation du Mont-Royal en 2007 qui consiste à déterminer les composantes du réseau écologique du territoire du SPMR qui devront faire l'objet d'une gestion écologique. De plus, le projet déposé par l'Université de Montréal répond aux lignes directrices du programme de subvention quant à la nature des travaux admissibles et des objectifs de rehausser et mettre en valeur la biodiversité sur son territoire.
Les actions présentées par l'Université de Montréal est le résultat d'un consensus entre le MCC, la Ville et l'Université de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention accordée pour ce projet est financée à 100 % par l'Entente sur le développement culturel de Montréal convenue avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC). La gestion du programme est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) qui administre le budget. Les dépenses de ce programme sont comptabilisées dans le cadre de l'Entente. Notons que tel que prescrit par le Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du mont Royal, l'institution doit fournir 10 % de la totalité des coûts associés au projet.
Axe : 01- mise en valeur du patrimoine
Sous-axe : 01-02-07 Milieux naturels

Un budget additionnel de dépenses équivalent à l'entente avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC), soit une somme de 59 870 $, est requis. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Cette dépense additionnelle provenant d'une subvention du ministère de la Culture et des Communications (MCC) sera consacrée à couvrir différentes dépenses de fonctionnement relatives à la contribution financière accordée à l'Université de Montréal, notamment pour 59 870 $.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel provenant de la subvention du MCC devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015* comprend cinq (5) orientations déclinées en neuf (9) objectifs à l'intérieur desquels sont définis les actions du plan.
Le projet de l'Université de Montréal contribuera à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels en périphérie du bois visé par les travaux et ce, par les plantations et le maintien d'un bois de qualité.
Action #15 : Contribuer au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur.

Il vise également à améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.
Action #31 : Établir un cadre de collaboration pour protéger et mettre en valeur des territoires riches en biodiversité
Action # 33 : Diffuser l'information relative à la biodiversité.
Action # 34: Renforcer la gestion écologique des espaces verts sur le territoire montréalais.

De plus, dans une perspective de développement durable, dans le cadre de la réalisation des diverses activités du projet, il n'y aura aucun pesticide utilisé. Les végétaux prévus dans le projet seront des espèces indigènes et caractéristiques du milieu naturel en place.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution est en lien avec la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 2012-2015 et l'entente sur développement culturel 2015-2016 qui a été récemment renouvelée. L'Institution doit démarrer la planification du projet le plus tôt possible en 2016 pour être en mesure de compléter les travaux avant la fin de l'année 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est défini dans le document présentant le programme de subvention, lequel l'Université de Montréal a eu copie, et est en vigueur et doit être appliqué par l'Université.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de travaux prévu : mai 2016
Fin des travaux : décembre 2017

La prochaine étape de ce projet pour l'Université de Montréal est l'élaboration d'un Plan de gestion conjoint de conservation de la biodiversité : à déposer au plus tard le 1er décembre 2017, l'année suivant la réalisation des travaux et ce, tel que spécifié dans la convention.

La continuité et la réalisation d'autres activités ne pouvant être effectuées dans le cadre du présent budget en vue du maintien et rehaussement de la biodiversité dans les bois de l'Université de Montréal pourra éventuellement se poursuivre selon les possibilités dans le cadre du renouvellement de l'entente avec le ministère de la Culture et des Communications avec la Ville de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie S HOULE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie COMTOIS
Conseiller(ere) en planification

Tél : 514 280-8666
Télécop. : 514 280-8705

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-09-23

Pierre-Paul SAVIGNAC
Chef de division

Tél : 514 872-4046
Télécop. : 872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-03-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1150504018

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder une contribution financière de 59 870 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité. Approuver un projet de convention à cette fin. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 59 870 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

convention UdeM_Ville_22_03_16.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-22

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

CONVENTION

Contribution financière dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du Comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004), art. 6, al.2;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, établissement d'enseignement de niveau universitaire reconnu par la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, RLRQ c. E-14.1, constituée en personne morale sans but lucratif, ayant son siège social au 2900 boulevard Édouard-Montpetit, Montréal, Québec, H3T 1J4, ici représentée par Monsieur Éric Filteau, vice-recteur aux finances et aux infrastructures, dûment autorisé à agir aux présentes en vertu d'une délégation de pouvoir du *Règlement sur les autorisations de conclure et signer au nom de l'Université de Montréal des documents de la nature d'un contrat* (Règlement 10.6)

No d'inscription TPS : 108160995 RT 0001
No d'inscription TVQ : 1006011132 TQ 0005

Ci-après appelée l' « **Institution** »

ATTENDU QUE le décret de l'Arrondissement historique et naturel du Mont-Royal de 2005 reconnaît l'importance et la richesse des ensembles institutionnels;

ATTENDU QUE le statut d'arrondissement historique et naturel a été remplacé par celui de site patrimonial en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec;

ATTENDU QUE le Mont-Royal représente un territoire qui permet un contact avec la nature, grâce à une biodiversité remarquable;

ATTENDU QUE les grands propriétaires institutionnels ont, dans le cadre du Pacte patrimonial du Mont-Royal, affirmé leur volonté d'agir sur leurs propriétés en respect des objectifs du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal;

ATTENDU QUE le Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal – orientations et paramètres (Annexe 2) a été préalablement approuvé par la Ville, soit par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (ci-après appelée la « SGPVMR ») et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après appelé le « MCC »);

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Institution en vertu de la présente convention proviennent de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre la Ville et le MCC dans le but de maintenir un cadre permanent d'échanges et d'interventions liés au développement culturel municipal;

ATTENDU QUE la Ville et le MCC souhaitent soutenir financièrement l'Institution afin qu'elle rencontre les objectifs qu'elle s'est fixés dans le cadre du Pacte patrimonial du Mont-Royal et du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Institution;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le Directeur du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal ou son représentant autorisé;

1.2 « **Plan** » : le Plan de gestion conjoint de conservation de la biodiversité qui sera élaboré par l'Institution;

1.3 « **Programme** » le Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal pour les années 2015, 2016 et 2017 – demande de subvention approuvée (Annexe 1);

1.4 « **Annexe 1** » : Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal pour les années 2015, 2016 et 2017 – demande de subvention de l'Université de Montréal approuvée par la Ville;

1.5 « **Annexe 2** » : Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal – orientations et paramètres;

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes et celui de l'Annexe 2 a préséance sur celui de l'Annexe 1

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Institution pour la réalisation du Programme décrit à l'Annexe 1.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 En considération du respect par l'Institution de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville s'engage, sur présentation de pièces justificatives, à lui verser une somme maximale de cinquante-neuf mille huit cent soixante-dix dollars (59 870,00 $) pour les années 2015, 2016 et 2017, étant entendu que cette somme doit être affectée exclusivement à la réalisation du Programme tel que défini à l'Annexe 1. La Ville retient une somme de 15 % jusqu'à son acceptation finale du Programme. Cette participation financière inclut toutes les taxes applicables, le cas échéant.

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Institution comme suit :

3.2.1 une somme de 42 000,00 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention.

3.2.2 une somme de 8 870,00 $ dans les trente (30) jours suivant la remise par l'Institution de la totalité des pièces justificatives ainsi que du bilan de l'avancement du Programme prévu à l'article 4.5.

3.2.3 le solde restant, soit une somme de 9 000,00$, sera versé dans les trente (30) jours suivant la remise par l'Institution du Plan conformément à l'article 4.3;

3.2.4 advenant le cas où des sommes aient été versées en trop, l'Institution doit rembourser la Ville, dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis à cet effet.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Institution est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.5 L'Institution ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'INSTITUTION

En considération des sommes versées par la Ville, l'Institution s'engage à :

4.1 réaliser le Programme de l'Annexe 1;

4.2 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Programme de l'Annexe 1;

4.3 élaborer et remettre le Plan au plus tard le 1er décembre 2017;

4.4 le Plan devra répondre aux exigences du Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal – orientations et paramètres (Annexe 2);

4.5 transmettre au Directeur, au plus tard le 1er décembre 2016, un bilan de la réalisation du Programme de l'Annexe 1 pour l'année écoulée;

4.6 assumer tous les coûts de réalisation du Programme et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.7 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur, pour fins de suivi ou de vérification, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. Les pièces justificatives et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Institution pour une période d'au moins quinze (15) ans après la date de la fin du Plan;

4.8 se conformer aux exigences de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, dans la mesure où celui-ci est applicable, avant le 31 mars suivant la fin de son exercice financier;

4.9 assurer la pérennité des travaux réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan et maintenir la vocation des lieux visés pour une période de 10 ans, à compter de la fin des travaux, le tout conformément à ce qui est prévu audit Plan. Pour l'application du présent article, il est entendu que l'Institution assume tous les frais y afférents;

4.10 se conformer et observer tous les règlements et ordonnances de l'autorité publique, soit fédérale, provinciale ou municipale, en lien avec l'exécution de la présente convention;

4.11 concéder à la Ville, à titre gratuit, une licence non-exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements sur les travaux ou documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

4.12 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement d'un manquement aux obligations assumées par l'Institution en vertu du présent protocole et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Institution doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans le Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal reproduit à l'Annexe 2, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Programme; tout écrit relatif au Programme doit être approuvé par le Directeur et par le MCC avant diffusion.

5.2 L'Institution devra de plus associer la Ville et le MCC aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Programme.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Institution est en défaut :

6.1.1 si elle refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Institution pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 si elle a fait une cession de biens, est réputée avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 si elle a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Institution et celle-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3 et 6.1.4, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Institution. Cette dernière renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

L'Institution déclare et garantit qu'elle a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 mars 2018.

Nonobstant la fin de la convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.7, 4.9, 4.11, 4.12 et 5.1 continueront à produire leurs effets entre les parties.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Institution doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Institution doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile et avis**

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée ci-dessous. Par conséquent, tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Pierre-Paul Savignac, chef de division
801, rue Brennan – pavillon Duke, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

POUR L'INSTITUTION :

Université de Montréal

Éric Filteau
Rectorat – Finances et Infrastructures
2900, boulevard Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4

10.2 **Cession**

L'Institution ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

10.3 **Absence de mandat**

L'Institution n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

10.4 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

10.6 **Modifications**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 2015

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 2015

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Par : _____
Éric Filteau, vice-recteur aux finances et aux infrastructures

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2015 (Résolution CE15 ……..).

ANNEXE 1

Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal pour les années 2015, 2016 et 2017 – demande de subvention approuvée

ANNEXE 2

Programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du Mont-Royal – orientations et paramètres

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1150504018

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder une contribution financière de 59 870 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité. Approuver un projet de convention à cette fin. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 59 870 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation de la direction générale adjointe, Qualité de vie :
- d'accorder une contribution financière à l'Université de Montréal dans le cadre du programme de subvention pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité;

- d'autoriser une dépense maximale de 59 870 $, toutes taxes incluses, le cas échéant;

- d'autoriser en 2016 un budget additionnel de Revenus et de Dépenses de 59 870 $;

-d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Le projet est subventionné à 100% par l'Entente sur le développement culturel de Montréal convenue avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC).

Sur le plan budgétaire , ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et en dépenses .

Information budgétaire et comptable

1150504018.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
Préposée au budget

Tél : 514 872-1738

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-21

Habib NOUARI
Agent de gestion des ressources financieres et materielles
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1164069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016 un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail. Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc. à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²) situés au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale visée par ce sommaire décisionnel est de 13 223 825,41 $ taxes incluses. (Bâtiment 8237)

Il est recommandé :
1- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016 un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail.

2- d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc., à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²) situés au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

3- d'autoriser la dépense de 929 572,88 $ taxes incluses pour les travaux d'aménagement et les contingences payables à 9103-1013 Québec inc. ;

4- d'autoriser la dépense de 362 659,89 $ taxes incluses en incidences ;

5- de mandater le Service de la gestion et de la planification immobilière afin de mettre fin au bail du 8e étage du 1550, rue Metcalfe pour le 31 juillet 2017 et de payer la pénalité de 399 317,63 $ taxes incluses au propriétaire les Immeubles Centurian Peel/Metcalfe inc. au plus tard le 31 juillet 2016;

6- d'imputer la dépense de la pénalité en 2016, après avoir opéré un virement de crédits de 364 630,22 $, net des ristournes de taxes, en provenance du budget de dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la gestion et de la planification immobilière, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel ;

7- d'imputer la dépense de location 2016 de novembre et décembre du 700, rue De La Gauchetière Ouest, après avoir opéré un virement de crédits de 86 306,24 $, net des ristournes de taxes, en provenance du budget de dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la gestion et de la planification immobilière, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel ;

8- d'ajuster la base budgétaire de location du Service de la gestion et de la planification immobilière conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel ;

9- d'imputer la dépense pour les travaux d'aménagement, qui sera assumée à 63,36 % par l'agglomération, pour un montant de 818 758,69 $ taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-29 08:29

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164069001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016 un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail. Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc. à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²) situés au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale visée par ce sommaire décisionnel est de 13 223 825,41 $ taxes incluses. (Bâtiment 8237)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2010, l'Administration municipale connaît une importante réorganisation. Les services municipaux, dorénavant regroupés sous plusieurs directions générales, et souhaitant optimiser la synergie d'équipe et l'efficience opérationnelle, ont formulé des demandes au Service de la Gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») pour regrouper leurs effectifs selon leurs nouvelles structures. Un plan directeur d'immeuble a été réalisé pour l'édifice Chaussegros-de-Léry (le « CDL ») suivant le plan directeur immobilier des édifices corporatifs. Des réaménagements et des déplacements sont à prévoir sur plusieurs étages de l'édifice.
Pour ce faire, le SGPI a élaboré une stratégie d'occupation dans le but de loger toutes les unités corporatives à moindre coût. Il a donc été décidé de mettre fin au bail pour les espaces situés au 8^{e} étage des Cours Mont-Royal (les « CMR ») à compter du 31 juillet 2017 et de louer un espace pouvant accueillir l'ensemble des unités qui devront être relocalisées à un loyer unitaire inférieur.

Le marché immobilier étant favorable pour les locataires, le SGPI veut profiter d'une opportunité afin de louer un espace situé au 700, rue De La Gauchetière Ouest (le « 700 »).

Par conséquent, la direction générale a mandaté le SGPI afin de faire approuver cette location.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 2289 – le 9 décembre 2015 - autoriser une dépense de 1 201 776,19 $, taxes et contingences incluses, pour la réalisation du plan stratégique des espaces administratifs, applicable à l'édifice Louis-Charland (0410), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant.
CG15 0543 – le 24 septembre 2015 - approuver un projet de cession de bail par lequel la Conférence régionale des élus de Montréal cède à la Ville de Montréal un bail, d'une durée de 6 ans et 10 mois, pour des locaux situés au 8e étage de l'immeuble sis au 1550, rue Metcalfe, d'une superficie totale de 15 491 pieds carrés, à des fins de bureaux moyennant une dépense totale de 4 334 977,82 $ taxes incluses / Approuver un projet de convention de sous-location par lequel la Ville de Montréal sous-loue à Concertation régionale de Montréal, pour une période de 18 mois à compter du 1er juillet 2015, un local situé au 8e étage de l'immeuble sis au 1550, rue Metcalfe, d'une superficie de 4 100 pieds carrés, moyennant un loyer total de 214 022,40 $, avant taxes.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à faire approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016 jusqu'au 31 mars 2018 un espace situé au 28e étage de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail.
Par la suite, le sommaire vise à faire approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc., à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²) situés au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

L'entente prévoit qu'en plus de bénéficier d'un taux de location très avantageux pour toute la durée du terme, le sous-locateur (Hydro-Québec) accorde à la Ville une période d'aménagement de 30 jours gratuitement. Conséquemment, même si le sous-bail débute le 1er novembre 2016, la Ville ne débutera le paiement du loyer que le 1er décembre 2016. De plus, Hydro-Québec donne à la Ville la totalité du mobilier.

De plus, à compter du 1er avril 2018, le locateur, 9103-1013 Québec inc, permettra au locataire d'utiliser les espaces de stationnement rattachés à l'immeuble à l'usage des employés du locataire, des personnes à mobilité restreinte et des visiteurs, sans attribution spécifique et sans frais additionnels, pour un minimum de 10 places. Du 1er novembre 2016 au 31 mars 2018, les unités qui occuperont l'immeuble devront défrayer le coût pour les espaces de stationnement selon le nombre d'espace requis.

JUSTIFICATION

La location est la première étape afin de réaliser le plan directeur des espaces administratifs pour l'immeuble Chaussegros-de-Léry. Le marché immobilier actuel procure à la Ville l'opportunité de loger des fonctionnaires à moindre coût. En effet, le loyer affiché par le propriétaire, pour le 28e étage du 700, qui est complètement meublé et qui requiert peu d'aménagement (tapis et peinture), se situe entre 40 $/pi² et 43 $/pi² alors que la Ville a l'opportunité de payer un loyer entre 29 $/pi² et 34 $/pi² pour toute la durée du terme.

Aussi, la Ville a l'opportunité de mettre fin au bail pour les espaces qu'elle a repris de l'organisme Conférence régionale des élus de Montréal (la « CRE ») situé au 8e étage de l'immeuble sis au 1550, rue Metcalfe à compter du 31 juillet 2017 moyennant une pénalité d'environ 399 317,63 $ taxes incluses. La superficie de ce local est de 15 491 pi² et il est déjà occupé en partie par l'organisme Concertation régionale de Montréal sur une superficie de 4 100 pi². Concernant la superficie excédentaire vacante d'environ 11 391 pi², si la Ville souhaitait y loger des fonctionnaires, des rénovations majeures seraient requises (1 M$) en plus de payer un loyer de 36 $/pi² à 38 $/pi² jusqu'en 2022.

Les tableaux suivants représentent les scénarios étudiés.

Scénario # 1 : Poursuivre la location au 8e étage du 1550, rue Metcalfe d'une superficie de 15 491 pi² et louer un espace d'une superficie de 24 000 pi² ailleurs dans le secteur du Centre-ville Est ou Vieux-Montréal.

Scénario # 1	**Valeur actuelle nette sur 9 ans avant taxes**
Poursuite de la location au 8e étage du 1550, rue Metcalfe d'une superficie de 15 491 pi²	3 689 910 $
Nouvelle location autre que le 700 d'une superficie de 24 000 pi²	4 853 953 $
Travaux d'aménagement et de déménagement	3 081 995 $
Total	**11 625 858 $**

Scénario # 2 : Louer le 28e étage du 700 d'une superficie de 34 348 pi² et mettre fin au bail de 8e étage du 1550, rue Metcalfe d'une superficie de 15 491 pi² à compter du 31 juillet 2017.

Scénario # 2	**Valeur actuelle nette sur 9 ans avant taxes**
Location de 34 348 pi² au 700	7 670 922 $
Pénalité de mettre fin au bail du 8e étage	347 308 $
Poursuite de la location au 8e étage des CMR jusqu'au 31 juillet 2017	356 254 $
Travaux d'aménagement et de déménagement	1 219 087 $
Total	**9 593 571 $**

La superficie locative du scénario # 1 (15 491 pi² + 24 000 pi²) est plus élevée que la superficie du scénario # 2 (34 348 pi²). Dans les faits, parce que le mobilier est inclus dans la transaction, la location du 700 permet à la ville de densifier l'occupation.

Pour plus d'information, concernant l'analyse voir le document « Analyse financière » en pièce jointe.

Le scénario # 2 étant le plus économique, il a été proposé de procéder à la location du 700, rue De La Gauchetière O et de mettre fin à la location au 8e étage des CMR.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉPENSE LOCATION

Le tableau suivant représente la dépense en loyer pour la sous-location d'une période de 17

mois à compter du 1er novembre 2016 jusqu'au 31 mars 2018.

	2016 (2 mois loyer dont nov. gratuit)	2017	2018 (3 mois)	Total
Superficie (pi²)	**34 348,00**			
Loyer de base	25 761,00 $	309 132,00 $	77 283,00 $	412 176,00 $
Frais d'exploitation	29 024,06 $	355 501,80 $	90 592,85 $	475 118,71 $
Taxes foncières	27 421,15 $	335 579,96 $	85 612,39 $	448 613,50 $
Total avant taxes	82 206,21 $	1 000 213,76 $	253 488,24 $	1 335 908,21 $
TPS (5%)	4 110,31 $	50 010,69 $	12 674,41 $	66 795,41 $
TVQ (9,975%)	8 200,07 $	99 771,32 $	25 285,45 $	133 256,84 $
Total incluant taxes	**94 516,59 $**	**1 149 995,77 $**	**291 448,10 $**	**1 535 960,46 $**
Ristourne de TPS	(4 110,31) $	(50 010,69) $	(12 674,41) $	(66 795,41) $
Ristourne de TVQ (50%)	(4 100,04) $	(49 885,66) $	(12 642,73) $	(66 628,42) $
Coût total net	86 306,24 $	1 050 099,42 $	266 130,96 $	1 402 536,63 $

Le taux unitaire annuel moyen pour cette sous-location est de 27,45 $/pi²

Le tableau suivant représente la dépense en loyer pour la location d'une période de 7 ans et 6 mois à compter du 1er avril 2018 jusqu'au 30 septembre 2025.

	du 1er avril 2018 au 30 septembre 2025
Superficie (pi²)	**34 348,00**
Loyer de base	3 220 125,00 $
Frais d'exploitation	2 784 764,10 $
Taxes foncières	2 689 448,40 $
Total avant taxes	8 694 337,50 $
TPS (5 %)	434 716,88 $
TVQ (9,975 %)	867 260,17 $
Total incluant taxes	**9 996 314,55 $**
Ristourne de TPS	(434 716,88) $
Ristourne de TVQ (50 %)	(433 630,09) $
Coût total net	9 127 967,59 $

Pour le détail complet des loyers annuels, voir le document « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux unitaire annuel moyen pour cette location est de 33,75 $/pi².

La dépense totale de loyer pour le terme de 8 ans et 11 mois représente un montant de 10 530 504,22 $, net des ristournes de taxes et sera financée par le budget de fonctionnement. Comme les services qui utiliseront les espaces ne sont pas encore déterminés, la répartition des budgets et des coûts de loyer sera calculée en fonction de la superficie occupée et les virements budgétaires seront effectués lors du processus budgétaire de l'année 2017.

Une somme de 86 306,24 $, nette des ristournes de taxes, en provenance du budget de dépenses contingentes imprévues d'administration , pour l'année 2016, devra être virée au budget du SGPI pour le loyer de novembre et décembre.

Ce dossier présente un impact sur le cadre financier qui est le résultat net du coût de la nouvelle location du 700 , rue De La Gauchetière Ouest sur celui de la fin du bail du 8e étage du 1550, rue Metcalfe. Ainsi, un ajustement à la base budgétaire est requis pour l'année 2017 et les années suivantes. Pour les informations complètes concernant les ajustements budgétaires, voir le document « Détail des ajustements budgétaires » en pièce jointe ainsi que l'intervention du Service des finances.

DÉPENSE PÉNALITÉ

Comme il est mentionné plus haut, la Ville a l'opportunité de mettre fin au bail qui lui a été cédé par la CRE le 1er juillet 2015. Afin de mettre fin à l'entente, le bail prévoit les modalités suivantes :

- Le locataire fait parvenir un avis écrit par courrier recommandé au plus tard le 31 juillet 2016 afin de signifier au bailleur que le locataire désire quitter les lieux loués, à défaut de quoi son droit d'annulation deviendra nul et non avenu; et
- au même moment de l'envoi de l'avis, le locataire paiera au bailleur à titre d'indemnité compensatoire, une somme équivalente à la portion non-amortie des honoraires de courtage ainsi que la portion non-amortie de l'allocation qui est de 15,71 $ le pied carré, 3 mois de loyer de base et 3 mois de loyer additionnel excluant le coût de l'électricité (estimé en 2011), à 1,05 $ le pied carré et l'entretien ménager, estimé en 2011, à 1,00 $ le pied carré.

Le tableau suivant représente la somme que doit payer la Ville au plus tard le 31 juillet 2016 afin de mettre fin au bail pour le 31 juillet 2017.

Superficie de l'espace	15491	**Pénalité**
La portion non-amortie des honoraires de courtage ainsi que la portion non-amortie de l'allocation pour les travaux	15,71 $	243 363,61 $
3 mois de loyer de base annuel (14 $ le pi²)	3,50 $	54 218,50 $
3 mois de loyer additionnel annuel (13,84 $ - 1,00 $ le pi²)	3,21 $	49 726,11 $
Total avant taxes	347 308,22 $	
TPS (5 %)	17 365,41 $	
TVQ (9,975 %)	34 643,99 $	
Total incluant taxes	**399 317,63 $**	
Ristourne de TPS	(17 365,41) $	
Ristourne de TVQ (50 %)	(17 322,00) $	
Coût total net	364 630,22 $	

Afin d'assumer la pénalité, une somme de 364 630,22 $, net des ristournes de taxes, en provenance du budget de dépenses contingentes imprévues d'administration , pour l'année 2016, devra être virée au budget du SGPI.

Les budgets économisés reliés à la fin du bail du 8e étage du 1550, rue Metcalfe seront virés au SGPI.

DÉPENSE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

Le tableau suivant représente les dépenses reliées aux travaux d'aménagement pour le 700.

	Coûts estimés
Travaux d'aménagement	735 000,00 $
Contingences 10 %	73 500,00 $
Incidences	315 425,00 $
Total avant taxes	1 123 925,00 $
TPS (5 %)	56 196,25 $
TVQ (9.975 %)	112 111,52 $
Total taxes incluses	**1 292 232,77 $**
Ristourne de TPS	(56 196,25 $)
Ristourne de TVQ (50 %)	(56 055,76 $)
Coût total net	1 179 980,76 $

Le coût des incidences inclut l'achat du mobilier manquant, la télécommunication ainsi que le déménagement.

Le coût des travaux d'aménagement incluant les contingences, les incidences, la TPS et la TVQ est de 1 292 232,77 $.

Les travaux sont prévus au PTI 2015-2017 du SGPI.

Cette dépense, sera assumée à 63,36 % par l'agglomération, pour un montant de 818 758,69 $ taxes incluses, selon les hypothèses d'activités.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification BOMA BEST a été exigée au locateur telle que requis en vertu de la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du bail soit refusée, le SGPI devra trouver une autre façon afin d'effectuer son plan stratégique des espaces municipaux, ce qui occasionnerait des délais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue pour le conseil d'agglomération du 21 avril 2016.
Les travaux d'aménagement se dérouleront du 1er novembre 2016 au 30 novembre 2016.
La prise de possession des locaux est prévue après la réalisation des travaux, soit le 1er décembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane NGUYEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Robert COULOMBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie ORTEGA, Service de la gestion et de la planification immobilière
André CAZELAIS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sylvain LEBLANC, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Sylvain LEBLANC, 10 février 2016
Nathalie ORTEGA, 10 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-10

Nicole RODIER
Chef de section

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-03-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-03-22

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1164069001

Description de la transaction :

- Approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue de la Gauchetière Ouest à des fins de bureaux;

- Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc. un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue de la Gauchetière Ouest à des fins de bureaux;

- Durée : **Sous-location :** une période de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016

  Location : une période de 7 ans et 6 mois à compter du 1er avril 2018

- Type de transaction **:** Location **-** Ville locataire et Ville Sous-locataire
- Endroit : situé au 700, rue de la Gauchetière O,
- Superficie des lieux loués : d'une superficie de 34 348 pi²

Locateur : 9103-1013 Québec inc.

Sous-Locateur : Hydro Québec

Locataire : Ville de Montréal

Recettes ou dépenses: La dépense totale en loyer est de 11 532 275,01 $ taxes incluses. La dépense totale en travaux d'aménagement est de 1 292 232,77 $ taxes incluses. La dépense en pénalité de loyer pour mettre fin au bail du 8e étage du 1550 rue Metcalfe est de 399 317,63 $ taxes incluses.

Valeur locative : La valeur locative marchande pour ce type de local, dans ce secteur, se situe entre 40 $/pi² et 43 $/pi². Le loyer contractuel moyen pour cette location est de 32,75 $ le pi².

Raison de la location dans le but de réaliser le plan directeur des espaces administratifs pour l'immeuble Chaussegros-de-Léry

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Joel Gaudet	Téléphone : 2-0324	_____	_____
Nicole Rodier	Téléphone : 2-8726	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

Détail annuel du loyer location (HQ et 9103-1013 QUEBEC INC)

	2016 (2 mois)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (9 mois)	Total
Superficie (pi²)	**34 348,00**										
Loyer de base	25 761,00 $	309 132,00 $	386 415,00 $	412 176,00 $	412 176,00 $	412 176,00 $	412 176,00 $	450 817,50 $	463 698,00 $	347 773,50 $	3 632 301,00 $
Frais d'exploitation	29 024,06 $	355 501,80 $	369 069,26 $	371 301,88 $	371 301,88 $	371 301,88 $	371 301,88 $	371 301,88 $	371 301,88 $	278 476,41 $	3 259 882,81 $
Taxes foncières	27 421,15 $	335 579,96 $	354 557,23 $	358 593,12 $	358 593,12 $	358 593,12 $	358 593,12 $	358 593,12 $	358 593,12 $	268 944,84 $	3 138 061,90 $
Total avant taxes	82 206,21 $	1 000 213,76 $	1 110 041,49 $	1 142 071,00 $	1 142 071,00 $	1 142 071,00 $	1 142 071,00 $	1 180 712,50 $	1 193 593,00 $	895 194,75 $	10 030 245,71 $
TPS (5%)	4 110,31 $	50 010,69 $	55 502,07 $	57 103,55 $	57 103,55 $	57 103,55 $	57 103,55 $	59 035,63 $	59 679,65 $	44 759,74 $	501 512,29 $
TVQ (9,975%)	8 200,07 $	99 771,32 $	110 726,64 $	113 921,58 $	113 921,58 $	113 921,58 $	113 921,58 $	117 776,07 $	119 060,90 $	89 295,68 $	1 000 517,01 $
Total incluant taxes	**94 516,59 $**	**1 149 995,77 $**	**1 276 270,20 $**	**1 313 096,13 $**	**1 313 096,13 $**	**1 313 096,13 $**	**1 313 096,13 $**	**1 357 524,20 $**	**1 372 333,55 $**	**1 029 250,17 $**	**11 532 275,01 $**
Ristourne de TPS	(4 110,31) $	(50 010,69) $	(55 502,07) $	(57 103,55) $	(57 103,55) $	(57 103,55) $	(57 103,55) $	(59 035,63) $	(59 679,65) $	(44 759,74) $	(501 512,29) $
Ristourne de TVQ (50%)	(4 100,04) $	(49 885,66) $	(55 363,32) $	(56 960,79) $	(56 960,79) $	(56 960,79) $	(56 960,79) $	(58 888,04) $	(59 530,45) $	(44 647,84) $	(500 258,51) $
Coût total net	86 306,24 $	1 050 099,42 $	1 165 404,81 $	1 199 031,79 $	1 199 031,79 $	1 199 031,79 $	1 199 031,79 $	1 239 600,53 $	1 253 123,45 $	939 842,59 $	10 530 504,21 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016 un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail. Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc. à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²) situés au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale visée par ce sommaire décisionnel est de 13 223 825,41 $ taxes incluses. (Bâtiment 8237)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à leur validité et à leur forme, le projet de convention de sous-sous-location ainsi que le projet de bail ci-joints. Le service nous confirme que toutes les parties impliquées ont approuvé ces projets dans leur forme actuelle.

FICHIERS JOINTS

Sous-Sous-Bail - HQ - RC - Original.DOCBail - 9103-1013 Qc - RC Original.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Robert COULOMBE
Notaire
Tél : 872-6854
Division : Droit contractuel

BAIL

ENTRE : **9103-1013 QUÉBEC INC.**, personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1160041902 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1000, rue De La Gauchetière Ouest, Bureau 2100, à Montréal, province de Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par son mandataire DREAM OFFICE MANAGEMENT CORP., aussi connue sous la dénomination sociale de GESTION IMMOBILIÈRE DREAM OFFICE, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario (L.R.O., chapitre B.16), ayant son siège au 30, Adelaide Street East, Suite 1600, à Toronto, province de l'Ontario, M5C 3H1, immatriculée sous le numéro 1148655070 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), elle-même agissant et représentée par Kevin HARDY, son vice-président principal, gestion d'actifs, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son actionnaire unique datée du quinze (15) mars deux mille seize (2016), dont copie certifiée est annexée aux présentes.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003), et de la résolution numéro CM16 _____ , adoptée par le conseil municipal à sa séance du _____ deux mille seize (2016), dont copie certifiée est annexée aux présentes.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés, de temps à autre, par le Locateur pour l'usage ou le bénéfice de tous les locataires de l'Immeuble, y compris le Locataire, ainsi que, le cas échéant, leurs invités et employés.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné par le Locateur avec l'approbation préalable du Locataire, sauf mention contraire au Bail, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'administration et de gestion** : dépenses du Locateur pour gérer l'Immeuble et administrer le Bail qui ne peuvent représenter plus de quinze pour cent (15%) des Frais d'exploitation.

1.7 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locateur pour l'énergie, incluant la consommation électrique, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations de l'Immeuble et des Lieux loués. Les Dépenses de nature capitalisable font également parties des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Les Frais d'administration et de gestion seront ajoutés aux Frais d'exploitation et en feront parties. Sont exclues des Frais d'exploitation, les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues par le Locateur pour le compte d'autres locataires de l'Immeuble, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux des autres locataires et les pertes résultant des loyers impayés.

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.8 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.5.

1.9 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.10 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.11 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.12 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur à ses frais à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés par le Locateur, à ses frais, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Un local situé au vingt-huitième (28ème) étage du bâtiment sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, à Montréal, province de Québec, H3B 5M2, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe A. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 179 333 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie locative des Lieux loués est établie à trente-quatre mille trois cent quarante-huit pieds carrés (34 348 pi^2). La Superficie locative des Lieux loués sera mesurée par un Expert choisi par le Locateur selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente, au plus tard trois (3) mois de la date de signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Les parties conviennent que nonobstant le mesurage des Lieux loués, la Superficie locative des Lieux loués ne peut excéder celle fixée ci-

Paraphes	
Locateur	Locataire

dessus.

2.3 **<u>Superficie locative de l'Édifice</u> :** La Superficie locative de l'Édifice est établie à neuf cent trente-cinq mille six cent soixante-cinq pieds carrés (935 665 pi^2) La Superficie locative de l'Édifice sera mesurée par un Expert selon la norme BOMA (ANSI-Z-65.1-1996) ou sa version la plus récente au plus tard trois (3) mois de la date de la signature du Bail et liera les parties à compter de la première journée du Bail. Le Locateur doit faire parvenir une copie certifiée de ce rapport de mesurage au Locataire dans les cinq (5) jours de son obtention. Si le certificat fourni par le Locateur établi une Superficie locative de l'Édifice différente de celle mentionnée au présent paragraphe, la Quote-part d'occupation mentionnée au paragraphe 2.4 sera ajustée en conséquence.

2.4 **<u>Quote-part d'occupation</u> :** La Superficie locative des Lieux loués équivaut à trois pour cent et soixante-sept centièmes (3,67 %) de la Superficie locative de l'Édifice.

2.5 **<u>Stationnement</u> :** Le Locateur doit permettre au Locataire d'utiliser les espaces de stationnement rattachés à l'Immeuble à l'usage des employés du Locataire, des personnes à mobilité restreinte et des visiteurs, sans attribution spécifique et sans frais additionnels, pour un minimum de dix (10) places. Le Locataire ne pourra céder ou sous-louer ces espaces de stationnement.

ARTICLE 3
<u>DURÉE</u>

3.1 **<u>Durée</u>** : Le Bail est consenti pour une durée de sept (7) ans et six (6) mois, commençant le premier (1^{er}) avril deux mille dix-huit (2018) et se terminant le trente (30) septembre deux mille vingt-cinq (2025).

3.2 **<u>Renouvellement</u>** : Pourvu que le Locataire ne soit pas en défaut de remplir ses obligations aux termes des présentes, le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour deux (2) périodes additionnelles et consécutives de cinq (5) ans chacune aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locataire à être obtenue à la plus rapprochée des dates suivantes: i) cent quatre-vingts (180) jours suivant l'établissement du loyer payable pendant la période du renouvellement; et ii) cent quatre-vingts (180) jours avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours.

Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins dix-huit (18) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à

Paraphes	
Locateur	Locataire

l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de cent-vingt (120) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

Si le Locataire exerce une option mais que les parties n'arrivent pas à un accord sur le loyer payable pendant cette période de renouvellement dans un délai de cent-vingt (120) jours suivant la date à laquelle le Locataire aura signifié au Locateur son intention de se prévaloir de cette option de renouvellement, la question sera soumise à l'arbitrage, le tout conformément aux dispositions des articles 2638 à 2643 inclusivement du *Code civil du Québec* et des articles 940 et suivants du *Code de procédure civile de la province de Québec*, sous réserve que l'arbitrage aura lieu devant un seul arbitre désigné d'un commun accord entre les parties.

Pour fixer le loyer, l'arbitre nommé par les parties devra s'appuyer sur le taux du marché pour un espace similaire et un usage semblable, sans tenir compte des améliorations locatives apportées aux Lieux loués, pour une location de même durée. L'arbitre devra fixer le loyer payable dans les soixante (60) jours de sa nomination. Les frais d'arbitrage seront à la charge égale de chacune des parties. Chaque partie sera responsable de ses propres frais.

3.3 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Sous réserve des dispositions de l'article 3.2, le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Le loyer de base annuel est le suivant :

Période	Loyer de base annuel par pied carré de Superficie locative des Lieux loués
1er avril 2018 au 31 mars 2023	12,00 $
1er avril 2023 au 30 septembre 2025	13,50 $

Pour la période du premier (1er) avril deux mille dix-huit (2018) au trente et un (31) mars deux mille dix-neuf (2019), le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de sept cent soixante-douze mille quatre cent quatre-vingt-six dollars et cinquante-deux cents (772 486,52 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de soixante-quatre mille trois cent soixante-treize dollars et quatre-vingt-huit cents (64 373,88 $) chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance au début de chaque mois à compter de la première journée du Bail.

Le loyer sera ajusté selon les modalités contenues au Bail, y compris le paragraphe 4.4, et au prorata d'occupation tel qu'établi à l'article 2.4.

4.2 **Loyer unitaire** : Le loyer se compose des coûts unitaires suivants :

► Loyer de base (du 1er avril 2018 au 31 mars 2023)	12,00 $/pi^2
► Frais d'exploitation (*évaluation 2016*) (y compris les Dépenses de nature capitalisable, les Frais d'administration et de gestion et l'électricité et tel que montré plus en détail au tableau apparaissant à l'Annexe D)	10,49 $/pi^2
Total :	22,49 $/pi^2

4.3 **Loyer Taxes foncières:** Les Taxes foncières seront payées par le Locataire au Locateur dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes dûment acquittés, le tout calculé au prorata d'occupation établi conformément aux dispositions de l'article 2.4. À la date des présentes, les Taxes foncières représentent un montant de 10,44 $/pi^2.

Les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des Taxes foncières payables pendant la durée du Bail suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le

Paraphes	
Locateur	Locataire

Locateur s'engage à aviser le Locataire, sans délai, de toute telle révision et ce, même après l'expiration du Bail.

4.4 **Loyer Frais d'exploitation** : Le Locateur devra produire au Locataire, au plus tard le premier (1er) mars deux mille dix-huit (2018), un rapport des Frais d'exploitation conforme aux dispositions du Bail pour la période du premier (1er) janvier au trente et un (31) décembre deux mille dix-sept (2017), le tout accompagné des pièces justificatives appropriées (ci-après nommé le « **Rapport** »).

Le taux unitaire des Frais d'exploitation établi dans le Rapport majoré de deux pour cent (2 %) deviendra le montant des Frais d'exploitation payable pour la période du premier (1er) avril deux mille dix-huit (2018) au trente et un (31) mars deux mille dix-neuf (2019).

Pour les années subséquentes, à la date d'anniversaire du Bail, un ajustement automatique des Frais d'exploitation sera fait selon la variation entre l'indice général des prix à la consommation (tous les éléments), publié par Statistique Canada (Montréal), pour le troisième mois précédant la première journée du Bail et le troisième mois précédant la date d'anniversaire du Bail.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation est ramené à une nouvelle base, la formule s'appliquera en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada (Montréal). Nonobstant ce qui précède, les Frais d'exploitation payables une année ne pourront jamais être inférieurs à ceux de l'année précédente.

ARTICLE 5
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT INITIAUX

5.1 **Travaux d'aménagement initiaux** : Les travaux du Locataire à être effectués dans les Lieux loués au moment où le Locataire en prendra possession aux termes de la sous-sous-location avec Hydro-Québec (ci-après nommés les « **Travaux d'aménagement initiaux** ») seront exécutés par le Locateur et un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix sur la base des plans fournis par le Locataire.

5.2 **Réalisation des Travaux d'aménagement initiaux** : À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenue par le Locateur.

Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité,

Paraphes	
Locateur	Locataire

faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus dix pour cent (10%) ce prix, incluant les Frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Locateur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

5.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement initiaux payé par le Locateur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront payés par le Locataire au Locateur selon l'avancement des travaux, dans un délai raisonnable suivant la réception des factures du Locateur par le Locataire.

ARTICLE 6
TRAVAUX ULTÉRIEURS

6.1 **Travaux ultérieurs** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur et avoir reçu son consentement par écrit, faire effectuer des travaux d'aménagement autres que ceux mentionnés à l'article 5. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix sur la base des informations et plans, le cas échéant, fournis par le Locataire.

6.2 **Réalisation des Travaux ultérieurs** : Les dispositions des paragraphes 5.2 et 5.3 s'appliqueront aux Travaux ultérieurs.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Heures normales d'occupation** : fournir à l'occasion dans les Lieux loués, sur demande du Locataire, en dehors des heures normales d'occupation, les mêmes conditions que durant les heures normales d'occupation. Les heures normales d'occupation sont: du lundi au vendredi, entre 6h30 et 19h00.

Le Locataire paiera au Locateur le coût des services additionnels requis en dehors des heures normales d'occupation, notamment la sécurité (autres que

Paraphes	
Locateur	Locataire

ceux fournis par le Locateur sur une base quotidienne), le chauffage, la ventilation et la climatisation. Le coût des services additionnels de chauffage, ventilation et climatisation, à la date de la signature du Bail, est de vingt-cinq dollars (25,00 $) l'heure, auquel s'ajoutent les Frais d'administration et de gestion de quinze pour cent (15 %), pour un total de 28,75 $ l'heure. Ce montant est sujet à révision.

7.3 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables. Il produira à ses frais, sur demande raisonnable du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.4 **Entretien ménager** : faire l'entretien ménager des Lieux loués et de l'Immeuble tel que prévu au devis joint au Bail comme Annexe B. De plus, le Locateur devra, sur demande, fournir avec diligence un registre des travaux d'entretien, à l'exception des travaux quotidiens.

7.5 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Locateur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.

7.6 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout en utilisant des produits dont l'utilisation n'est pas prohibée ; et

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis.

7.7 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.8 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, les conditions suivantes :

a) Été : température minimale de 23°C et maximale de 24°C;
taux d'humidité relative maximum de 60%.

b) Hiver : température minimale de 21°C et maximale de 23°C;

Paraphes	
Locateur	Locataire

taux d'humidité relative minimum de 25%.

7.9 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, durant les heures normales d'occupation, une gestion d'air frais respectant les normes généralement applicables pour les immeubles locatifs de cette catégorie.

7.10 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.11 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé, le tout aux frais du Locataire.

7.12 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.13 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire.

Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.14 **Sécurité incendie** : assurer la protection des occupants des Lieux loués et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux loués, le tout conformément aux règles en vigueur.

7.15 **Développement durable** : respecter les directives 01, 04 et 05 du Plan stratégique de développement durable du Locataire qui est joint au Bail comme Annexe C.

7.16 **Voies d'accès** : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé et que l'accès des piétons soit séparé de celui des véhicules motorisés.

7.17 **Drapeau et signalisation** : Rayé intentionnellement

7.18 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

Paraphes	
Locateur	Locataire

7.19 **Désignation de responsables et remise des clés** : fournir au Locataire une liste des préposés de service à la clientèle lors des heures normales d'affaires qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints pendant les heures normales d'affaires en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locateur en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais.

Des agents de sécurité présents 24 heures sur 24 heures et 365 jours par année sont également disponibles en cas d'urgence ou en dehors des heures normales d'affaires. De plus, le Locateur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.20 **Transformations** : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués par le Locataire s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Locateur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués sauf en cas d'urgence.

7.21 **Stationnement et remisage** : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement et de remisage, le cas échéant.

7.22 **Peinture** : Rayé intentionnellement

7.23 **Sous-location et cession** : permettre et par les présentes, permet au Locataire de sous-louer les Lieux loués, en tout ou en partie, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

a) le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du Bail ;

b) le sous-locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée de la sous-location, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la sous-location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur ; et

Paraphes	
Locateur	Locataire

c) le Locataire et le sous-locataire demeureront solidairement responsables de l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au Bail.

Par ailleurs, le Locataire ne pourra céder ses droits dans le Bail à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans motif raisonnable.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de bureau.

8.2 **Responsabilité et assurance** : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants.

De plus, le Locataire se tiendra responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux.

Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit (étant convenu que l'auto-assurance est réputé inclure la couverture offerte par une assurance "tous risques" et une assurance responsabilité civile commerciale générale).

8.3 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.4 **Réparations** : permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.5 **Visites** : permettre, pendant les trois (3) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la réintégration du Locataire dans les Lieux loués ou jusqu'à la date de la relocalisation prévue ci-après, selon le cas.

Le Locateur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

Paraphes	
Locateur	Locataire

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, si la durée des travaux de réparation des Lieux loués, telle qu'établie par un Expert choisi par le Locateur, excède quatre-vingt-dix (90) jours de la date de tels dommages ou destruction, alors le Locataire aura le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme, sauf faute de sa part.

Le Locataire devra aviser par écrit le Locateur de son intention de mettre fin au Bail dans les trente (30) jours de la réception de l'avis du Locateur lui dénonçant la durée des travaux de réparation des Lieux loués.

Pour fins de clarification, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire aux termes des présentes tant que le Locataire n'aura pas fait connaître au Locateur ses intentions quant à la résiliation du Bail.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit (ou toute période plus longue si en raison de la nature du défaut, il est impossible de remédier à ce défaut dans ce délai de 30 jours même en faisant preuve d'une diligence raisonnable); ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Locateur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le

Paraphes	
Locateur	Locataire

remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu du Bail.

Toute réparation effectuée par le Locataire pour le compte du Locateur demeurera néanmoins la responsabilité de ce dernier. Par ailleurs, l'encaissement par le Locateur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 Résiliation : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit de mettre fin au Bail, sans procédures judiciaires, pourvu que le Locateur soit en défaut de remplir une obligation importante qui doit être assumée par lui en vertu du Bail.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 Modalités : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les cinq (5) jours à compter de la réception de cet avis écrit si le défaut vise tout loyer qui n'est pas payé lorsqu'il est exigible;

b) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit si le défaut vise l'inexécution de toute autre obligation qui doit être assumée par le Locataire en vertu du Bail (ou toute période plus longue si en raison de la nature du défaut, il est impossible de remédier à ce défaut dans ce délai de 30 jours même en faisant preuve d'une diligence raisonnable); ou

c) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire devra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

Paraphes	
Locateur	Locataire

11.2 Résiliation : Nonobstant ce qui précède, le Locateur aura toujours le droit de mettre fin au Bail, sans procédures judiciaires, pourvu que le Locataire soit en défaut de remplir une obligation importante qui doit être assumée par lui en vertu du Bail.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 Déclaration : Le Locateur déclare qu'au meilleur de sa connaissance il n'y a pas actuellement d'amiante friable dans les Lieux loués.

12.2 Test d'air : Le Locateur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans les Lieux loués, à en informer le Locataire. Le Locateur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Locateur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Locateur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements aux termes du présent article, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

Paraphes	
Locateur	Locataire

13.4 **Inscription** : Le Bail ou toute cession ou sous-location ne doit pas être inscrit au long au registre foncier mais uniquement au moyen d'un avis conforme aux dispositions de l'article 2999.1 du *Code civil du Québec*. L'avis ne devra contenir aucune information financière prévue au Bail. Le Locataire sera responsable de tous les coûts reliés à cette inscription, le cas échéant, y compris les frais d'inscription ainsi qu'un exemplaire pour le Locateur. Si un avis du Bail est inscrit au registre foncier par le Locataire, ce dernier doit, à l'expiration ou à la résiliation du Bail, obtenir la radiation de cet avis à ses frais, à défaut de quoi le Locateur pourra obtenir cette radiation et réclamer au Locataire les frais raisonnables ainsi encourus.

13.5 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

13.6 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

ARTICLE 14
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

14.1 **Remise** : Le Locataire a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de cette politique au Locateur.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- ► Annexe A : Plan des Lieux loués.
- ► Annexe B : Devis d'entretien ménager.
- ► Annexe C : Plan stratégique de développement durable.
- ► Annexe D: Détail des Frais d'exploitation.

Paraphes	
Locateur	Locataire

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou courrier électronique :

► Pour le Locateur :
9103-1013 QUEBEC INC.
700, rue De La Gauchetière Ouest
Bureau 1610
Montréal, Québec, H3B 5M2
Télécopie: (514) 392-9088

► Pour le Locataire :
VILLE DE MONTRÉAL
Direction des stratégies et transactions immobilières
303, rue Notre Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8
Télécopie: (514) 872-3475

16.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 **Avis** : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 17
COURTIER

17.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent relativement à la présente location sera assumée exclusivement par le Locateur, le tout à la complète exonération du Locataire.

ARTICLE 18
GESTIONNAIRE

18.1 Statut : Le Locataire reconnaît que la signature du gestionnaire sur ce Bail n'est donnée qu'à titre de représentant en tant que gestionnaire de bien du Locateur et que le gestionnaire n'a pas de responsabilité personnelle aux termes des dispositions de ce Bail. Sous réserve de ce qui précède, le gestionnaire représente le Locateur et agit en son nom aux fins de ce Bail et, en signant ce Bail, il déclare et garantit qu'il a le pouvoir de lier le Locateur aux termes de ce Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2016

9103-1013 QUEBEC INC., représentée par son mandataire, Gestion Immobilière Dream Office

_____

par : Kevin HARDY

Le _____ 2016

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Yves SAINDON

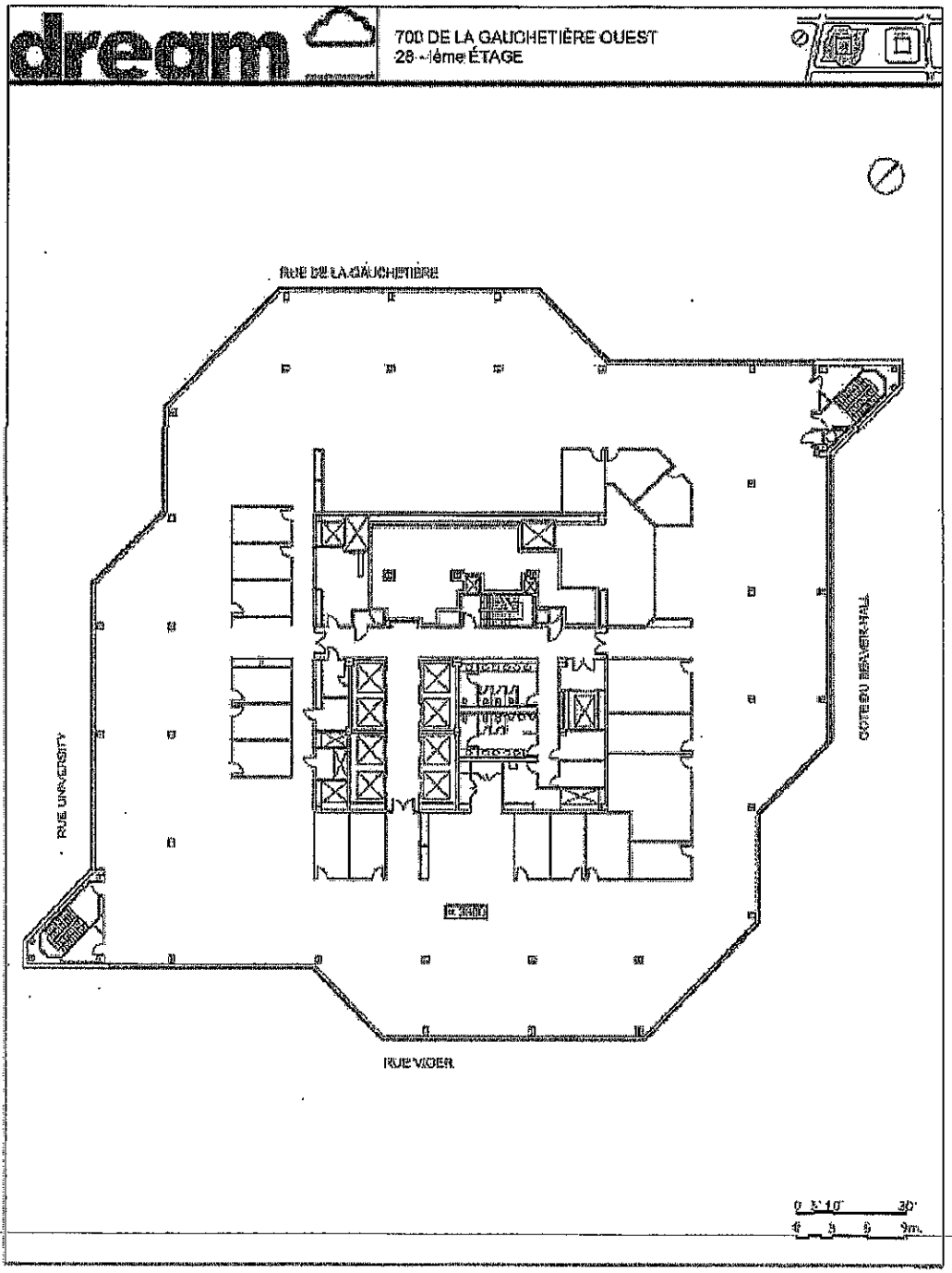
Paraphes	
Locateur	Locataire

Annexe A

Plan des Lieux loués

ANNEXE A

PLAN D'ÉTAGE



Annexe C

Plan stratégique de développement durable

Directive # 01
Peinture sans composés organiques volatiles

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de réaménagement, de rénovation, d'agrandissement ou de construction des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

C.O.V. : composés organiques volatiles qui sont considérés comme un danger pour l'environnement car ils contribuent à réduire la qualité de l'air intérieur. Les C.O.V. peuvent s'avérer un irritant avec des effets variables sur la santé d'une personne à l'autre. Les effets comprennent la toux, les maux de tête, les étourdissements ou des malaises plus graves. (sources : Environnement Canada et SCHL)

Peinture sans C.O.V. : peinture ne dégageant pas de composés organiques volatiles.

3. OBJET

Lorsque l'usage permet l'utilisation de peinture à base d'eau, utiliser des peintures sans C.O.V. Les peintures sélectionnées devront avoir obtenu le certificat environnemental « Green seal » émis par le « Master Painters Institute » (MPI).
Lorsque l'usage requiert des peintures à base de solvant chimique, favoriser les produits avec la plus faible teneur de C.O.V. disponible sur le marché et figurant sur la liste des produits approuvés du MPI Green Performance Standard. Pour information consultez le site internet : http://www.specifygreen.com/APL/ProductIdxByMPInum.asp

4. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais (acazelais @ville.montreal.qc.ca) qui les acheminera au comité.

5. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de peintures sans C.O.V. pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 04
Utilisation de produits d'entretien sains et produits de papiers

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal et vise à promouvoir l'utilisation de produits sains *(ou écologiques)* pour une meilleure qualité de l'environnement intérieur dans les projets d'entretien/rénovation/agrandissement/construction de bâtiments de la Ville de Montréal.

1. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

2. DÉFINITIONS

(Produits sains ou écologique). Produits identifiés avec le sceaux (Green Seal) ou avec le logo programme choix environnemental du (P.C.E.)

3. OBJET

Obliger les entrepreneurs/locateurs à utiliser les produits écologiques disponibles afin de minimiser l'impact environnemental aussi bien à partir de la production que leur utilisation et finalement leur disposition.
Les entrepreneurs/locateurs doivent fournir la liste des produits avec leur soumission au représentant du directeur.

Les produits d'entretien sains et les produits de papiers homologués possibles sont:

- (Green Seal) veuillez consulter la liste à l'adresse suivante *http://www.greenseal.org/findaproduct/index.cfm*
- (P.C.E.) choix environnemental veuillez consulter l'adresse suivante *http://www.environmentalchoice.com*

Dans le cas des produits non listés, tels que les nettoyants à tapis et des décapants à planchers, le soumissionnaire doit favoriser les produits répondant aux normes les plus strictes. De plus l'utilisation de produit sans composé organique volatile (COV) et sans chlore doit être préférée. L'acceptation de produits ne répondant pas à une des normes citées précédemment est à la discrétion du directeur.

RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. Pour tout commentaire relatif à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

4. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types ou par l'approvisionnement de produits sains pour les projets en régie.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction de immeubles. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Directive # 05
Gestion des déchets de construction

Date d'entrée en vigueur : immédiat

Émetteur : Direction des immeubles

1. OBJECTIF

La présente directive s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal. Elle vise à détourner de l'élimination dans un site d'enfouissement les déchets de CRD (déchets issus de la construction, de la rénovation ou de la démolition) dans les projets d'entretien / construction / rénovation / agrandissement / démolition de bâtiments de la Ville de Montréal.

L'importance de cette directive découle du fait que les déchets de CRD représentent environ 30% des matières résiduelles générées au Québec, soit 3,5 millions de tonnes produites chaque année. Or, on estime que 90% de ces résidus de CRD peuvent être mis en valeur et, ainsi, détournés de l'enfouissement (source : Recyc-Québec).

Le recyclage des résidus de CRD permet de réduire l'impact sur l'environnement créé lorsqu'ils sont enfouis (par exemple, contamination de la nappe phréatique par les liquides qui se dégagent de la décomposition du gypse ou du bois, biogaz dégagés dans l'atmosphère par la décomposition du bois)

De plus, dans certains cas, la récupération des matériaux permet de réduire les coûts de démolition, notamment lorsque la quantité de métaux non ferreux à récupérer est importante. Cette affirmation sera d'autant plus vraie que les coûts de disposition des déchets dans les sites d'enfouissement augmenteront bientôt de façon significative en raison de la fermeture du site d'enfouissement au Complexe environnemental Saint-Michel.

2. CHAMP D'APPLICATION

Cette directive s'applique aux projets d'entretien, de construction, de rénovation, d'agrandissement ou de démolition des bâtiments municipaux, qu'ils soient des propriétés de la Ville ou des espaces en location.

3. DÉFINITIONS

Déchets de CRD : déchets de construction, rénovation, démolition. Ce terme désigne toutes les matières résiduelles amenées et produites sur un chantier ainsi que les éléments non-utilisés laissés sur place. Les déchets de CRD inclus également les déchets générés par les travailleurs (canettes, papiers, etc.) et les emballages.

Valorisation des déchets de CRD : la collecte, la transformation, la commercialisation et l'utilisation de matériaux qui ont été détournés ou récupérés du volume des déchets

solides qui autrement auraient été éliminés dans les sites d'enfouissement. Y est incluse la valorisation énergétique autant que le recyclage et la réutilisation.

Réutilisation : la stratégie de remettre les matériaux ou équipements en utilisation active dans la même capacité ou dans une capacité similaire avec ou sans restauration / ré usinage.

Déconstruction sélective : Façon d'effectuer la démolition en tout ou en partie d'un bâtiment en démantelant et en triant les composantes et les matériaux résiduels sur place lors des travaux. Le but est d'améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché. L'entrepreneur s'occupe alors lui-même de trouver des débouchés pour ces différents matériaux. Il en va de son propre profit. Le processus peut être un peu plus long qu'une démolition conventionnelle mais il est généralement moins dispendieux.

Filière d'élimination : Lieux d'élimination des déchets (récupération, recyclage, enfouissement, etc.).

Séparation à la source : le tri des déchets de CRD directement au chantier en fonction du type de matière (ex. : bois, métal, granulats, etc.) en vue d'une réutilisation immédiate, de leur revente à des récupérateurs / recycleurs pour fin de valorisation.

Métaux non-ferreux : aluminium, cuivre, plomb, zinc. Ces métaux ont une grande valeur de revente. La valeur de revente des métaux non-ferreux diminue beaucoup s'ils sont mélangés dans un même conteneur avec des métaux ferreux. Les métaux ferreux transformés tels que l'acier inoxydable et le laiton ont une valeur moindre sur le marché.

4. OBJET

- **Pour les travaux d'entretien** effectués par le personnel de la Ville, les déchets de CRD doivent être envoyés dans l'un des six (6) écocentres. Les résidus de CRD y sont acceptés gratuitement dans la mesure où ils sont livrés par un véhicule municipal de taille moyenne (les véhicules à benne versante sont refusés). Les catégories de déchets triés récupérés dans les écocentres pour valorisation sont :

Le bois	La terre
Le métal	Les résidus verts
Le roc et le béton	Les matières recyclables (carton, papier, verre, plastique)

Les matériaux ou objets réutilisables tels que lavabos ou autres peuvent également être déposés dans les entrepôts du réemploi des écocentres qui favoriseront par la suite leur réutilisation. Ils peuvent également être envoyés dans un centre de réemploi tels que ceux cités plus loin (Boytech, Habitat pour l'Humanité).

Les déchets dangereux tels que peintures, tubes fluorescents, détecteurs de fumée et batteries ne sont acceptés par les écocentres qu'en petite quantité. Les quantités plus importantes doivent être envoyées chez des récupérateurs spécialisés tels que :

- AMB inc.
  4450, rue Garand, St-Laurent Qc (514) 332-7577
- Consortium Écho-Logique
  9705, rue Clément, LaSalle Qc (514) 323-2999
- Recycleur de lampes fluorescentes Contech inc.
  725, av. Meloche, Dorval Qc (514) 637-3111

Pour plus d'informations et pour les adresses, consulter le guide de gestion des Écocentres (voir les références Internet).

- **Pour les chantiers de construction neuve et de rénovation,** il faut planifier les travaux et rédiger les documents d'appels d'offres de façon à :
  - Spécifier le maximum de matériaux fabriqués à partir de produits recyclés et le maximum de matériaux / équipements réutilisés tels quels ou restaurés / ré usinés;
  - Penser dès le départ à faciliter la déconstruction sélective à la fin de la vie utile du projet de façon faciliter la récupération des résidus de CRD (par exemple en favorisant des assemblages mécaniques au lieu d'utiliser de la colle, en ne favorisant pas l'utilisation de matériaux composites qui ne peuvent être séparés lors de leur disposition);
  - Récupérer le maximum de déchets de CRD produits par le chantier pour fin de valorisation (au minimum viser un taux de 50%). Dans la plupart des cas, la façon la plus simple est d'exiger que l'entrepreneur retienne les services d'une compagnie spécialisée qui fournit les conteneurs, les récupèrent et, dans leurs ateliers, font le tri des résidus de CRD en vrac. Il faut alors exiger un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité. Il est cependant profitable que les métaux (notamment les non ferreux) soient triés immédiatement au chantier dans un conteneur distinct car il est très payant de les revendre directement.

Actuellement, les deux principales entreprises à offrir ce genre de service intégré sont :

- Centre de tri Mélimax inc.
  210-b, boul. Industriel, Châteauguay Qc (450) 699-6862
- Multi-recyclage S.D. inc.
  3630, Montée St-François, Laval Qc (450) 625-9191

Pour les matériaux et équipements en bon état et réutilisables (lavabos, armoires de cuisine, portes, moulures, etc.), le chargé de projet est invité à :

- Trouver une nouvelle utilisation dans le même ou un autre bâtiment;
- À vérifier avec les équipes d'entretien s'ils veulent en garder comme pièces de remplacement;
- À vérifier s'ils peuvent être envoyés dans un centre de réemploi tel que :
  - Éco-Réno
    6631, ave. Papineau, Montréal Qc (514) 725-9990
  - Boytech Démolition
    5, rue des noyers, Mercier Qc (514) 918-0248
  - Habitat pour l'humanité / ReStore
    7177, boul. Newman, LaSalle Qc (514) 907-8991

- **Pour la démolition** en tout ou en partie de bâtiments, il faut spécifier la déconstruction sélective et exiger de l'entrepreneur un rapport indiquant quels sont les matériaux qui ont pu être recyclés et dans quelle quantité.

5. RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION, DU SUIVI ET DE L'ÉVALUATION DE LA DIRECTIVE

Le comité Bâtivert est responsable de collecter les données relatives à l'impact de cette directive. À la fin de chaque projet, il faut fournir le bilan par écrit des matériaux recyclés. Pour tout commentaire relativement à l'application de la directive, veuillez les transmettre par courriel à M. André Cazelais qui les acheminera au comité.

6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION

L'ensemble du personnel de la Direction des immeubles est responsable de l'application de cette directive par la modification des documents contractuels types, l'ajout d'exigences spécifiques additionnelles dans les documents contractuels d'un projet ou par la planification de travaux d'entretien exécutés en régie ou à contrats.

Pour fins de statistiques, les chargés de projet doivent transmettre le bilan de la récupération des déchets de CRD pour chacun de leurs projets à André Cazelais.

Cette directive s'applique à tous les projets pilotés par la Direction des immeubles comme requérant. Elle s'applique aussi aux projets gérés par les arrondissements qui l'ont adopté ou qui y sont favorables.

7. RÉFÉRENCES INTERNET

SITE D'INFORMATION GÉNÉRALE
Écocentres, guide de gestion :
http:/ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ENVIRONNEMENT_FR/MEDIA/DOCUMENTS/GUIDE%20%C9COCENTRES%20VERSUIB%208.PDF

SITES OFFRANT LISTE DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Recyc-Québec : www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/client/fr/repertoires/rep-recuperateurs.asp.
Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ) : www.3rmcdq.qc.ca/membres.htlm

SITES DE RÉCUPÉRATEURS / RECYCLEURS
Mélimax : www.mélimax.com
Multi Recyclage S.D. : www.multirecyclage.com
Éco-réno : www.ecoreno.com
Boytech Démolition : www.boytechdemolition.com
Habitat pour l'Humanité / Re Store : www.habitatmontreal.qc.ca

Date d'émission : Juin 2007
Date de révision : Juin 2007

Annexe D

Détail des frais d'exploitation

700 DE LA GAUCHÈTIER - ADDITIONAL RENTS DETAILS

Realty Tax Expense

Description	*Expense Category*		*2016 Budget*
Realty tax expense	Realty Tax	$	9,485,276
School tax	Realty Tax	$	472,982
	Total Realty Tax	**$**	**9,958,258**
	Building GLA (sf)		*953,725*
	Price /SF	***$***	***10.44***

Operating Expenses

	Expense Category		*2016 Budget*
	Building R&M	**$**	**1,574,474**
	Equipment R&M	**$**	**1,361,642**
	Cleaning	**$**	**1,330,460**
	Administration expense	**$**	**1,497,438**
	Utilities	**$**	**1,666,969**
	Exterior maintenance	**$**	**39,958**
	HVAC expenses	**$**	**429,080**
	Depn exp on Building Improvements	**$**	**1,169,689**
	Additional expenses recovered	**$**	**(370,716)**
	Recovarable Operating Expenses	*$*	*8,698,994*
	Management fee is equal to 15% of Operating Costs 2016	$	1,304,849
	Total Recovarable Operating Expenses	**$**	**10,003,843**
	Building GLA sf		*953,725*
	Price /SF	***$***	***10.49***

CONVENTION DE SOUS-SOUS-LOCATION

ENTRE: **9103-1013 QUÉBEC INC.**, personne morale constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38) et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, chapitre S-31.1), immatriculée sous le numéro 1160041902 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1000, rue De La Gauchetière Ouest, Bureau 2100, à Montréal, province de Québec, H3B 4W5, agissant et représentée par son mandataire DREAM OFFICE MANAGEMENT CORP., aussi connue sous la dénomination sociale de GESTION IMMOBILIÈRE DREAM OFFICE, personne morale constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* de l'Ontario (L.R.O., chapitre B.16), ayant son siège au 30, Adelaide Street East, Suite 1600, à Toronto, province de l'Ontario, M5C 3H1, immatriculée sous le numéro 1148655070 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), elle-même agissant et représentée par Kevin HARDY, son vice-président principal, gestion d'actifs, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son actionnaire unique datée du 15 mars 2016, dont copie certifiée est annexée aux présentes.

Ci-après nommée le «**Propriétaire**»

ET: **BELL CANADA**, société par actions légalement constituée suivant la *Loi régissant les sociétés par actions* de régime fédéral ayant son siège au 1050, Côte du Beaver Hall, , à Montréal, province de Québec, H2Z 1S4, représentée par Denis LÉVESQUE, Spécialiste principal - Gestion des actifs, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Politique sur les Autorisations – Sociétés du Groupe BCE*, adoptée en vertu de la Résolution No.3 du conseil d'administration de ladite société adoptée à une assemblée tenue le trois (3) août deux mille cinq (2005), laquelle est toujours en vigueur, dont copie certifiée est annexée aux présentes.

Ci-après nommée le «**Locataire**»

ET: **HYDRO-QUÉBEC**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ, chapitre H-5), ayant son siège au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, à Montréal, province de Québec, H2Z 1A4, agissant et représentée par Stéphane FOREST, Conseiller - Propriétés immobilières, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une procuration signée sous seing privée en date du _____ 201__, dont copie certifiée est annexée aux présentes.

Ci-après nommée le «**Sous-Locataire**»

ET: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003),

et de la résolution numéro CM16 _____ , adoptée par le conseil municipal à sa séance du _____ deux mille seize (2016), dont copie certifiée est annexée aux présentes.

Ci-après nommée la «**Ville**»

ATTENDU qu'aux termes d'un bail signé sous seing privé le vingt-six (26) mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) (ci-après nommé le «**Bail Initial**»), TRIZEC HAHN CORPORATION a loué au Locataire, pour une période de vingt (20) ans commençant le vingt-six (26) mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) et se terminant le trente et un (31) mars deux mille dix huit (2018), certaines parties de l'édifice sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, à Montréal, province de Québec (ci-après nommé l'«**Édifice**»), lequel Édifice est érigé sur un emplacement connu et désigné comme étant le lot UN MILLION CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE TROIS CENT TRENTE-TROIS (1 179 333) au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ATTENDU qu'aux termes d'un acte signé sous seing privé le seize (16) mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999), et inscrit au livre foncier de la circonscription de Montréal le dix-huit (18) mars mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) sous le numéro 5 074 831, TRIZEC HAHN CORPORATION a vendu vingt-huit pour cent (28 %) indivis de ses droits dans l'Édifice à TRIZECHAHN OFFICE PROPERTIES LTD.

ATTENDU qu'aux termes d'un acte reçu devant M^{e} Sonia RAINVILLE, notaire, le huit (8) mai deux mille (2000) sous le numéro 3 265 de ses minutes, et inscrit au livre foncier de la circonscription de Montréal le même jour sous le numéro 5 168 075, TRIZEC HAHN CORPORATION et TRIZECHAHN OFFICE PROPERTIES LTD ont vendu l'Édifice à SITQ 700 DE LA GAUCHETIÈRE I INC. et SITQ 700 DE LA GAUCHETIÈRE II INC.

ATTENDU que le sept (7) novembre deux mille un (2001), SITQ 700 DE LA GAUCHETIÈRE I INC. et SITQ 700 DE LA GAUCHETIÈRE II INC. ont fusionné pour devenir 9103-1013 QUÉBEC INC.

ATTENDU qu'aux termes d'une entente signée sous seing privé le quinze (15) novembre deux mille (2000), le Locataire a sous-loué au Sous-Locataire, pour une période de quatre (4) ans commençant le premier (1er) mars deux mille un (2001) et se terminant le vingt-huit (28) février deux mille cinq (2005) (ci-après nommée la «**Sous-Location**»), un espace situé au vingt-huitième (28^{e}) étage de l'Édifice d'une superficie de trente-quatre mille trois cent quarante-huit pieds carrés (34 348 pi²) (ci-après nommé les «**Lieux Loués**»).

ATTENDU que la Sous-Location a été entérinée par le Propriétaire aux termes d'une convention signée sous seing privé par le Propriétaire, le Locataire et le Sous-Locataire le treize (13) janvier deux mille six (2006) (ci-après nommée la «**Convention de Sous-Location**»).

ATTENDU qu'en date du trente (30) janvier deux mille quatre (2004), le Sous-Locataire a exercé la première option de renouvellement prévue à la Convention de Sous-Location afin de prolonger la Sous-Location pour une période de trois (3) ans commençant le premier (1er) mars deux mille cinq (2005) et se terminant le vingt-huit (28) février deux mille huit (2008) (ci-après nommé le «**Renouvellement No.1**»).

ATTENDU qu'aux termes d'une convention de modification et de renouvellement signée sous seing privé par le Propriétaire, le Locataire et le Sous-Locataire le vingt-neuf (29)

juin deux mille sept (2007), la Sous-Location a été prolongée pour une période additionnelle de dix (10) ans et un (1) mois commençant le premier (1er) mars deux mille huit (2008) et se terminant le trente et un (31) mars deux mille dix-huit (2018) (ci-après nommée le «**Renouvellement No.2**»).

ATTENDU que le Bail Initial, la Convention de Sous-Location, le Renouvellement No.1 et le Renouvellement No.2 sont ci-après collectivement nommés le «**Bail**».

ATTENDU que le Sous-Locataire accepte de sous-sous-louer les Lieux Loués à la Ville, qui accepte, le tout selon les modalités prévues à la présente convention de sous-sous-location.

ATTENDU que le Propriétaire et le Locataire consentent à la présente sous-sous-location.

ATTENDU qu'aux termes d'un bail signé sous seing privé le vingt-neuf (29) juin deux mille sept (2007), le Propriétaire a loué au Sous-Locataire plusieurs locaux dans l'Édifice, dont les Lieux Loués, pour une période de deux (2) ans et un (1) mois débutant le premier (1er) avril deux mille dix-huit (2018) et se terminant le trente (30) avril deux mille vingt (2020) (ci-après nommé le «**Bail HQ**»).

ATTENDU que le Sous-Locataire a rétrocédé les Lieux Loués au Propriétaire à compter du trente et un (31) mars deux mille dix-huit (2018).

ATTENDU que le Propriétaire a loué les Lieux Loués à la Ville pour une période de sept (7) ans et six (6) mois à compter du premier (1er) avril deux mille dix-huit (2018).

ATTENDU que la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie de cette Politique au Propriétaire, au Locataire et au Sous-Locataire.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention de sous-sous-location.

2. Le Sous-Locataire, par les présentes, sous-sous-loue à la Ville, les Lieux Loués d'une superficie de trente-quatre mille trois cent quarante-huit pieds carrés (34 348 pi²), tels que montrés sur le plan joint comme Annexe «A».

3. Le Sous-Locataire, par les présentes, cède à la Ville, qui accepte à titre gratuit, tout le mobilier qui se trouve présentement dans les Lieux Loués et dont elle se déclare propriétaire, à l'exception du mobilier énuméré dans la liste jointe comme Annexe «B». Par ailleurs, il est convenu entre le Sous-Locataire et la Ville que le mobilier (incluant les chaises) de cinq (5) bureaux sera remplacé par du mobilier fonctionnel et en bon état. La présente cession est consentie sans aucune garantie de quelque nature que ce soit et aux risques et périls de la Ville, le tout à l'entière exonération du Sous-Locataire.

4. Cette sous-sous-location est consentie pour une durée de dix-sept (17) mois commençant le premier (1er) novembre deux mille seize (2016) (ci-après nommée la «**Date Effective**») et se terminant le trente et un (31) mars deux mille dix-huit (2018).

5. Le Sous-Locataire accorde à la Ville une période d'emménagement gratuite de trente (30) jours, soit du premier (1er) au trente (30) novembre deux mille seize (2016), période pendant laquelle la Ville ne sera pas tenue de payer le loyer ainsi que les taxes foncières normalement payables pour cette période.

6. Pour la période commençant le premier (1er) décembre deux mille seize (2016) et se terminant le trente et un (31) mars deux mille dix-huit (2018), la Ville versera au Sous-Locataire, à titre de loyer, la somme totale de huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent quatre-vingt-quatorze dollars et soixante-douze cents (887 294,72 $), payable en seize (16) versements mensuels, égaux et consécutifs de cinquante-cinq mille quatre cent cinquante-cinq dollars et quatre-vingt-douze cents (55 455,92 $) chacun, auxquels s'ajoutent les taxes de vente applicables.

   Le loyer susmentionné inclut le loyer de base ainsi que les frais d'exploitation, mais exclut le montant pour les taxes foncières prévu ci-après. Aucun ajustement de loyer ne sera effectué pendant la durée de la présente sous-sous-location, à l'exception du montant pour les taxes foncières.

   Les versements mensuels de loyer sont payables d'avance le premier (1er) jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

   Le montant pour les taxes foncières sera remboursé par la Ville au Sous-Locataire dans un délai raisonnable suivant la réception d'une copie des comptes dûment acquittés. Ce montant sera calculé au prorata d'occupation fixé à trois et soixante-sept centièmes pour cent (3,67 %). À titre indicatif, le montant pour les taxes foncières représente un montant annuel d'environ trois cent trente-six mille quatre cent soixante dollars et treize cents (336 460,13 $).

   Les parties devront tenir compte, le cas échéant, de toute variation du montant des taxes foncières payables pendant la durée de la présente sous-sous-location suite à une révision de l'évaluation municipale due à une contestation devant l'organisme compétent. Le Propriétaire s'engage à aviser le Locataire, le Sous-Locataire et la Ville, sans délai, de toute telle révision, et ce, même après l'expiration de la présente convention.

7. La Ville reconnaît avoir reçu une copie du Bail et en avoir pris connaissance. Par les présentes, la Ville s'engage envers le Propriétaire, solidairement avec le Locataire et le Sous-Locataire, à respecter toutes les conditions et à remplir toutes les obligations prévues au Bail quant aux Lieux Loués à compter de la Date Effective, le tout sous réserve des dispositions de la présente convention de sous-sous-location, notamment celles relatives au paiement du loyer ou les autres aspects financiers.

8. Malgré ce qui précède et nonobstant les dispositions prévues au Bail à cet effet, le Propriétaire, le Locataire et le Sous-Locataire reconnaissent que la Ville ne sera tenue de souscrire à aucune assurance, de quelque nature que ce soit, étant donné qu'elle s'auto-assure (étant convenu que l'auto-assurance est réputé inclure la couverture offerte par une assurance "tous risques" et une assurance responsabilité civile commerciale générale).

9. Le Locataire, le Sous-Locataire et la Ville renoncent aux bénéfices de division et de discussion.

10. Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail ou de la présente convention de sous-sous-location devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

Pour le Propriétaire:

9103-1013 QUÉBEC INC.
700, rue De La Gauchetière Ouest
Bureau 1610
Montréal, Québec, H3B 5M2

Pour le Locataire:

BELL CANADA
1050, Côte du Beaver Hall
Montréal, Québec, H2Z 1S4

Pour le Sous-Locataire:

HYDRO QUÉBEC
75, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal, Québec, H2Z 1A4

Pour la Ville:

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Section location
303, rue Notre Dame Est, 3^{e} étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser les autres d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise ou de sa signification.

11. Il est entendu et convenu entre les parties qu'aucune autre sous-location des Lieux Loués ne pourra être consentie sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de chacune d'entre elles.

12. Malgré la date de signature, la présente convention de sous-sous-location prend effet à compter de la Date Effective.

13. Sauf stipulation contraire, les mots et expressions utilisés dans la présente convention de sous-sous-location ont la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

14. Les parties déclarent et garantissent qu'aucun courtier, représentant d'agence immobilière ou autre intermédiaire n'a négocié ou pris part à la négociation de la présente convention de sous-sous-location, hormis les conseillers juridiques respectifs des parties, dont les honoraires seront payés par la partie ayant retenu leurs services.

EN FOI DE QUOI, le Propriétaire a signé la présente convention de sous-sous-location le _____ 2016.

9103-1013 QUEBEC INC.

_____

par: Kevin HARDY

EN FOI DE QUOI, le Locataire a signé la présente convention de sous-sous-location le _____ 2016.

BELL CANADA

_____

par: Denis LÉVESQUE

EN FOI DE QUOI, le Sous-Locataire a signé la présente convention de sous-sous-location le _____ 2016.

HYDRO QUÉBEC

_____

par: Stéphane FOREST

EN FOI DE QUOI, la Ville a signé la présente convention de sous-sous-location le _____ 2016.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par: Yves SAINDON

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue d'Hydro Québec, pour une durée de 17 mois, à compter du 1er novembre 2016 un espace situé au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²), à des fins de bureaux, pour un loyer total de 1 535 960,46 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail. Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de 9103-1013 Québec inc. à compter du 1er avril 2018, des locaux d'une superficie de 34 348 pi² (3 191,04 m²) situés au 28e étage, de l'immeuble sis au 700, rue De La Gauchetière Ouest, pour une durée de 7 ans et 6 mois, à des fins de bureaux, pour un loyer total de 9 996 314,55 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La dépense totale visée par ce sommaire décisionnel est de 13 223 825,41 $ taxes incluses. (Bâtiment 8237)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

2016GDD1164069001-Loc.700 gauch.#8237-07032016C.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane NGUYEN
Conseillère analyse et contrôle de gestion
Tél : 514-872-0549

Co-auteur:
Jacques P Tremblay
Agent comptable analyste
Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Tél.: 514-872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1154102010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 11 801 587,80 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage et de mise aux normes du réseau de la CSEM dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au chemin de la Côte-des-Neiges, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à la compagnie Les Excavations Gilbert Théorêt inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 878 083,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 280001 ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 0,42 % par l'agglomération, pour un montant de 48 994,76 $, taxes incluses.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-02 16:11

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1154102010**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire installée entre 1932 et 1943, ainsi que la conduite d'eau secondaire installée entre 1932 et 1952, sous les trottoirs de chaque côté du chemin de la Côte-Sainte-Catherine entre l'avenue Victoria et le chemin de la Côte-des-Neiges, ainsi qu'un tronçon d'égout et d'aqueduc à l'intersection du chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue Westbury ont été identifiés par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation du secteur en 2012.

Par ailleurs, la Direction des transports poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Les lampadaires et l'infrastructure des systèmes d'éclairage sur les tronçons routiers concernés par le présent contrat sont en très mauvais état et ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), la Direction de l'eau potable et la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 20 janvier 2016, lequel a été reporté au 27 janvier 2016 pour laisser le temps aux soumissionnaires de se conformer à la clause concernant l'évaluation de l'adjudicataire. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 43 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

Quatre (4) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

· Addenda n° 1 émis le 13 janvier 2016 : Modification au cahier des charges afin d'ajouter la clause concernant l'évaluation de l'adjudicataire et le report de la date d'ouverture de la soumission du 20 janvier 2016 au 27 janvier 2016. Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.
· Addenda n° 2 émis le 15 janvier 2016 : Ajout du cahier C - Devis technique Circulation, et clarifications mineures au cahier des charges, à la formule de soumission, ainsi qu'au devis technique égout et aqueduc (cahier O). Ces modifications représentent une augmentation estimée du coût des travaux, incluant les taxes et contingences, de l'ordre de 45 000 $; cette valeur représente le 0,42% du coût estimé du contrat, donc peu significatif sur le coût

total des travaux.
· Addenda n° 3 émis le 21 janvier 2016 : Clarifications mineures au devis technique égout et aqueduc (cahier O) ainsi qu'au devis technique circulation (cahier C). Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.
· Addenda n° 4 émis le 22 janvier 2016 : Clarification mineure au cahier des charges. Ce qui n'a aucun impact significatif sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0486 - Le 14 novembre 2014 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1143843014).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction d'environ 998 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 750 mm et d'environ 1 007 mètres de conduite d'eau secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction complète des trottoirs et de la chaussée, le remplacement de l'éclairage, des modifications au réseau de la CSEM et de Bell Canada, dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au chemin de la Côte-des-Neiges. De plus, ce contrat comprend des travaux de reconstruction d'une dalle de toit de la chambre de débitmètre située dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à mi-distance entre la rue Légaré et le chemin de la Côte-des-Neiges. Étant donné l'envergure et la complexité du présent contrat, une clause particulière quant à l'expérience du maître d'oeuvre a été incluse aux cahiers des charges, laquelle se retrouve en pièce jointe (clause 13).

Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences attribuable à la Ville est déterminée à 997 074,18 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10,1 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'éclairage où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projet 1555845204).

Des travaux d'amélioration sont requis pour modifier les infrastructures de Bell Canada. Les deux parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. Ces travaux nécessitent les interventions suivantes sur les actifs de Bell Canada : construction des nouveaux massifs et d'une nouvelle structure, reconstruction de certains massifs existants. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Mise aux normes du Réseau de Bell Canada».

Par contre, ces travaux au montant de 111 554,69 $ taxes incluses, représentent 1,03 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

D'autres travaux d'amélioration sur les actifs sont aussi requis au réseau de la CSEM. La totalité des coûts de construction reliés au réseau de la CSEM, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Mise aux normes du réseau de la CSEM».

Les dépenses incidentes au montant de 1 035 058,55 $ comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication, de gestion des impacts, de chloration des conduites d'eau existantes, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres publics # 280001 s'est terminé le 27 janvier 2016. Sur vingt-neuf (29) preneurs de cahier des charges, huit (8) firmes ont déposé une soumission et vingt-et-une (21) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 28 % et 72 %. Parmi les vingt-et-un (21) qui n'en ont pas déposé, six (6) firmes sont connues comme étant des sous-traitants et une (1) firme s'est désistée car elle ne répondait pas à la clause concernant l'expérience du maître d'oeuvre. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Les Excavations Gilbert Théorêt inc. (Licence RBQ # 2641-0001-70) (Attestation Revenu Québec délivrée le 18 janvier 2016)	9 870 868,42 $	1 007 215,52 $	10 878 083,94 $
2	Roxboro Excavation inc.	10 069 470,53 $	1 026 216,56 $	11 095 687,09 $
3	Groupe TNT inc.	11 271 819,03 $	1 144 878,62 $	12 416 697,65 $
4	Les Entreprises Michaudville inc.	11 532 969,78 $	1 173 588,46 $	12 706 558,24 $
Estimation des professionnels internes ($)		10 157 052,44 $	1 042 724,30 $	11 199 776,74 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**11 774 256,73 $** **8,2 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**1 828 474,30 $** **16,8 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-321 692,80 $** **-2,9 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**217 603,15 $** **2,0 %**

FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES		**PRIX TOTAL**
1	Construction Bau-Val inc.	8 597 188,19 $

2	Sade Canada inc.	9 484 974,32 $
3	Duroking Construction inc.	10 215 366,64 $
4	Pavages D'Amour inc.	10 638 253,88 $

* Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts, etc.).

*Veuillez noter que les soumissionnaires Construction Bau-Val inc., Sade Canada inc., Duroking Construction inc. et Pavages D'Amour inc. sont déclarés non conformes étant donné que la clause 13 du cahier des charges " Expérience du maître d'oeuvre" n'a pas été respectée. Par conséquent, leurs soumissions ont été rejetées.

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart de -321 692,80 $ (-2,9 %) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels étant étant inférieur à 10 % et favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande donc l'octroi du contrat.

Ce dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard décrites à l'article 5.1.10 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (exécution des travaux) (Volume 1) mars 2009. L’article stipule que pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du contrat avant taxes et contingences. De plus, un boni est prévu et décrit à l'article 12 des Clauses administratives particulières du Cahier des charges du présent contrat; cet article stipule qu'un boni de 5 000 $ par jour jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 100 000 $ pour l'ensemble du contrat est prévu dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai d'exécution défini dans les documents d'appel d'offres.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Les Excavations Théorêt inc. détient une attestation de l’Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 31 mai 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 18 janvier 2016 par Revenu Québec a été déposée avec sa soumission.

Des validations ont été faites, afin de vérifier la conformité de l'expérience du maître d'oeuvre exigée à l'article 15 des Clauses administratives particulières du Cahier des charges du présent contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 11 801 587,80 $ (taxes incluses) incluant des incidences de 1 035 058,55 $ (taxes incluses) et excluant les travaux sur le réseau de Bell Canada.
La dépense est assumée à 97,50 % par la ville centre, à 2,08 % par la CSEM et à 0,42 % par l'agglomération. La dépense d'agglomération est dédiée à la reconstruction d'une structure de chambre de débitmètre et concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.

De plus, la dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets du PTI des services :

· 48,32 % est prévu au PTI de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau pour un montant de 5 702 281,83 $, taxes incluses ;
· 49,18 % est prévu au PTI de la Direction du transport du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour un montant de 5 804 471,16 $, taxes incluses ;
· 2,08 % est prévu au PTI de la CSEM pour un montant de 245 840,05 $, taxes incluses ;
· 0,42 % est prévu au PTI de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour un montant de 48 994,76 $, taxes incluses.

La dépense totale de 11 801 587,80 $ représente un coût net de 10 772 428,38 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Ce coût net est financé par les règlements d'emprunt suivants:

- règlement 13-024 de compétence locale "Travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction des systèmes de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées" au montant de 5 206 943,37 $;
- règlement 15-032 de compétence locale "Programme de réfection d'artères" au montant de 5 300 255,85 $;
- règlement RCG14-020 de compétence d'agglomération "Conduites primaires d'aqueduc" au montant de 44 738,75 $;
- règlement 15-045 de compétence locale "CSEM" au montant de 220 490,40 $.

Par ailleurs, l'ensemble des travaux de la DGSRE est admissible à une subvention de 100%, soit 5 206 943,37 $ dans le cadre de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec) ce qui ne laisse aucune charge aux contribuables. Pour les autres travaux, un impact global sur l'emprunt est à la charge des contribuables pour un montant de 5 565 485,01 $, dont 44 738,75 $ à la charge spécifique des villes reconstituées.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes et Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d’eau potable visant à réduire les fuites d’eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d’aqueduc le tout en conformité avec l’action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes d'égout et d'aqueduc, de la chaussée ainsi que des trottoirs existants, principalement pour la conduite d'égout existante qui est en très mauvaise condition structurale avec un risque important d'effondrement.
Il s'agit d'un contrat majeur pour la Direction des infrastructures. La complexité d'un contrat de cette ampleur implique un délai de 4 à 6 semaines pour le démarrage des travaux afin de rencontrer l'entrepreneur, préparer et approuver les planches de signalisation, commander le matériel, obtenir les permis, etc. Afin de réaliser un maximum de travaux cette année, le début du contrat est prévu à la dernière semaine d'avril. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de mars aurait un impact sur le phasage des travaux prévu aux documents d'appel d'offres et sur la réalisation du projet.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 mai 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: mars 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Avril 2016
Fin des travaux : Août 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 29 février 2016
Jean-François DUBUC, 26 février 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 24 février 2016
Guy PELLERIN, 23 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ
Ingénieur

Tél : 514 872-5156
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872-2874

Mario DUGUAY, ing.
Chef de section - Aqueduc et égouts
Tél. : 514 872-8976
Télécop. : 514 872-2874

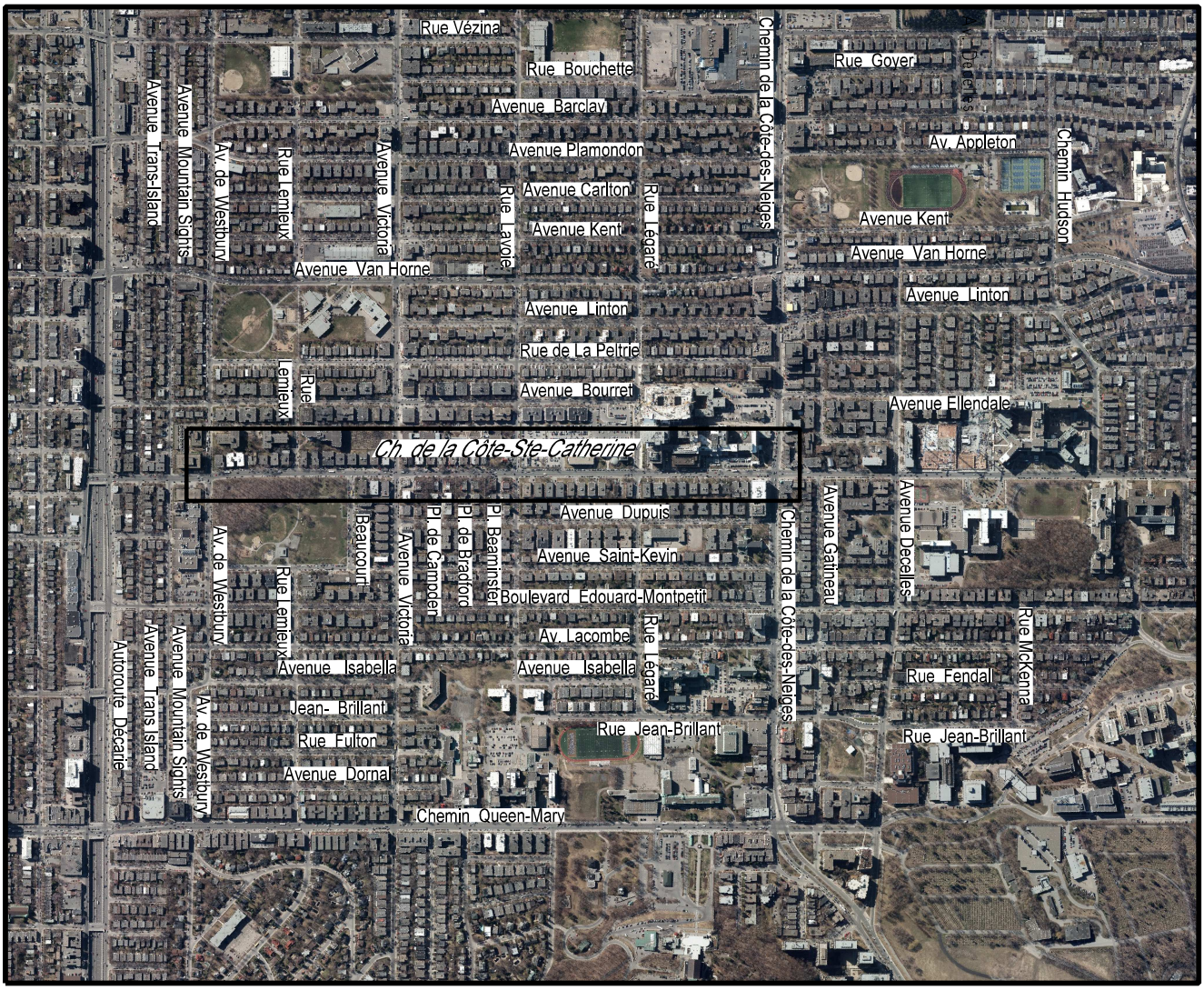
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-03-02

Plan de Localisation



CHEMIN DE LA CÔTE-STE-CATHERINE
de l'avenue WESTBURY au chemin de la CÔTE-DES-NEIGES

TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU,
DE VOIRIE ET D'ÉCLAIRAGE

ARRONDISSEMENT :	SOUMISSION :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	280001

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

13. EXPÉRIENCE DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de nature similaire et d'une valeur de **10 000 000 $** et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre incluant l'information décrite dans le paragraphe précédent et cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission. Le défaut de joindre cette information à sa soumission entraînera automatiquement le rejet de celle-ci.

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LE PROJET

Soumission: **280001**
Titre: **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans le Chemin Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges**

Arrondissement: **CDN - NDG**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction de chaussée flexible	23400	m²	
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	4070	m²	
	Reconstruction de trottoir boulevard	44	m²	
	Mail central	7	m²	
	Réparation du cours d'eau	793	m²	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc en tranchée d'égout 200 mm	92	m	
Aqueduc en tranchée d'égout 300 mm	780	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 200 mm	35	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 300 mm	100	m	
Égout 300 mm	145	m	
Égout 375 mm	75	m	
Égout 450 mm	75	m	
Égout 525 mm	64	m	
Égout 600 mm	615	m	
Égout 750 mm	24	m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaire fonctionnel	24	unité	
Nouvelle base de béton	19	unité	
Conduits	750	m	
Lampadaires décoratifs	30	unité	
Muminaires sur poteau d'H.Q.	30	unité	

Préparé par:	Benjamin Rodriguez, ing	Date:	19 février 2016

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 18 février 2016

Monsieur Marc Germain
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Soumission : 280001**

Monsieur,

En ce qui concerne les travaux cités en titre, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes sur ses actifs :

- reconstruction des massifs existants;
- construction des nouveaux massifs;
- reconstruction d'un puits d'accès;

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville de Montréal et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour l'octroi est :

- Entrepreneur général : Les Excavations Théorêt Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec / Common Inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à **111 554,69 $ (taxes incluses)**. À cet effet, vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) liés à la portion des travaux de Bell, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué, à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

...2

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets au 514-872-5156.

Veuillez nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par votre compagnie avant le 26 février 2016 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour l'octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

YP/sc

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 280001

c.c M. Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets – Division de la conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et je souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet N° 1555845208.

J'ai signé le 25 février 2016, à Montréal.

MARC GERMAIN

Nom du signataire (en lettres moulées)

No Sous-projet : 1555845208
No Simon : 160151

MISES AUX NORMES DU RÉSEAU DE BELL CANADA DANS LE CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-CATHERINE, DE VICTORIA À CÔTE-DES-NEIGES

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
BRISER MASSIF				
DE 2 STD/61, 4CA (REP. A1-A3)	3	M	769,00 $	2 307,00 $
DE 4 STD/61, 3CA (REP. A1-A4)	1	M	372,00 $	372,00 $
DE 4 CPCV-1/79, 3CA (REP. A4-A5)(VOIR NOTE 10, PLAN 401)	5	M	530,00 $	2 650,00 $
DE 1 CONDUIT EN BOIS/INC, 3C1. BRISER 1CPVC-1/69 (REP. A1-A6)	3	M	349,00 $	1 047,00 $
DE 4 STD/61, ACA (REP. A1-A7)	1	M	372,00 $	372,00 $
DE 4 CPCV-1/07, 4CA, (REP. A1-A7)(VOIR NOTE 6, PLAN 401)	4	M	372,00 $	1 488,00 $
DE 4 STD/61, 4CA (REP. A15-A16)	3	M	372,00 $	1 116,00 $
DE 4 STD/61, 4CA (REP. A16-A17)	5,4	M	372,00 $	2 008,80 $
RECONSTRUCTION DE MASSIF				
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 4CA, 2FE. (REP. A2-A3)	3,2	M	261,00 $	835,20 $
8 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 3CA, 3FE (VOIR NOTE 9, PLAN 401)(REP A2-A5)	6,1	M	395,00 $	2 409,50 $
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 4CA, 2FE (REP. A2-A6)	2,7	M	261,00 $	704,70 $
8 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 4CA, 3FE (REP. A2-A8)	4,4	M	374,00 $	1 645,60 $
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 3FE (REP. A15-A16)	3	M	274,00 $	822,00 $
4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE, 3FE (REP.A16-A17)	5,4	M	274,00 $	1 479,60 $
CONSTRUCTION DE MASSIF				
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A1-A2)	23,7	M	195,00 $	4 621,50 $
DE 4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A1-A7)	23	M	248,00 $	5 704,00 $
DE 6 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A8-A9)	9,3	M	298,00 $	2 771,40 $
DE 4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A7-A8)	19,5	M	231,00 $	4 504,50 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A7-A11)	18,5	M	195,00 $	3 607,50 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A8-A11)	17	M	195,00 $	3 315,00 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE(REP. A7-A13)	2,3	M	195,00 $	448,50 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A17-A19)	21,8	M	207,00 $	4 512,60 $
DE 4 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A11-A12)	1,4	M	432,00 $	604,80 $
DE 2 CONDUITS CPVC-1 BETONNE (REP. A20-A22)	13,9	M	215,00 $	2 988,50 $
PUITS D'ACCES A BRISER, A SUPPORTER ET A RECONSTRUIRE	1	UNITE	35 869,00 $	35 869,00 $
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10 % DU MONTANT TOTAL DU SOUS-PROJET AVANT TAXES)		GLOBAL	8 820,47 $	8 820,47 $

Total du sous-projet avant taxes : (1555845208) 97 025,17 $

Signature _____

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 280001
Numéro de référence : 941262
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans le Chemin de la Côte-Ste-Catherine, de l'av. Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9301-3845 Québec inc. 100 rue de la Couronne Repentigny, QC, j5z5e9	Monsieur Stephane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur :	**Commande : (1049344)** 2016-01-04 10 h 59 **Transmission :** 2016-01-04 11 h 05	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1	Monsieur Luc Catalogna Téléphone : 514 484-1101 Télécopieur : 514 637-7088	**Commande : (1046697)** 2015-12-15 12 h 32 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 41	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 10 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 16 h 08 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 30 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 35 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 58 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 16 h 01 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1046454)** 2015-12-15 6 h 25 **Transmission :** 2015-12-15 7 h 18	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement

			2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1046618)** 2015-12-15 10 h 27 **Transmission :** 2015-12-15 10 h 37	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1046701)** 2015-12-15 12 h 45 **Transmission :** 2015-12-15 12 h 45	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 56 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Jeanielle Inc. 490 boul Guimond Longueuil, QC, J4G 1P8	Madame Danielle Plante Téléphone : 450 674-5005 Télécopieur : 450 674-4161	**Commande : (1047059)** 2015-12-16 10 h 10 **Transmission :** 2015-12-16 10 h 10	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 10 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 59 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 22 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 10 - Télécopie

			2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 12 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 53 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Francine Vallières Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1046766)** 2015-12-15 14 h 24 **Transmission :** 2015-12-15 15 h 27	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1047212)** 2015-12-16 14 h 12 **Transmission :** 2015-12-16 16 h 55	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1046571)** 2015-12-15 9 h 36 **Transmission :** 2015-12-15 9 h 36	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel

2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-15 15 h 04 - Courriel

2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement

2538689 - 280001_Addenda 3
2016-01-21 10 h 06 - Courriel

2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-21 10 h 10 - Courriel

2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement

2539387 - 280001_Addenda 4
2016-01-22 15 h 11 - Courriel

2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 15 h 14 - Courriel

2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Environnement Routier NRJ Inc .
23 av Milton
Lachine
Montréal, QC, H8R 1K6
http://www.nrj.ca

Madame Nathalie Massie
Téléphone : 514 481-0451
Télécopieur : 514 481-2899

Commande : (1046942)
2015-12-16 8 h 11
Transmission :
2015-12-16 8 h 11

2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date
2016-01-14 15 h 38 - Courriel

2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-14 15 h 36 - Courriel

2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement

2536505 - 280001_Addenda 2
2016-01-15 14 h 57 - Courriel

2536508 - 280001_Circulation
2016-01-15 15 h - Courriel

2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-15 15 h 05 - Courriel

2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement

2538689 - 280001_Addenda 3
2016-01-21 10 h 06 - Courriel

2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-21 10 h 10 - Courriel

2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement

2539387 - 280001_Addenda 4
2016-01-22 15 h 11 - Courriel

2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis)
2016-01-22 15 h 14 - Courriel

			2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com	Monsieur Alain Robert Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1046840)** 2015-12-15 15 h 49 **Transmission :** 2015-12-15 17 h 38	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1047451)** 2015-12-17 9 h 50 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 50	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel

			2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Monsieur François Tobin Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1046704)** 2015-12-15 12 h 52 **Transmission :** 2015-12-15 12 h 52	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 10 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 59 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 31 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 10 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 12 - Télécopie

			2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 15 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1047143)** 2015-12-16 11 h 52 **Transmission :** 2015-12-16 12 h 16	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1046480)** 2015-12-15 8 h 16 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 22	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement

			2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1046498)** 2015-12-15 8 h 38 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 53	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement

			2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1046546)** 2015-12-15 9 h 16 **Transmission :** 2015-12-15 10 h	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1058534)** 2016-01-25 8 h 54 **Transmission :** 2016-01-25 8 h 54	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun

			2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-25 8 h 54 - Aucun Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1046509)** 2015-12-15 8 h 45 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 45	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 12 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 30 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 35 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie

			2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 57 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 16 h 01 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1046688)** 2015-12-15 12 h **Transmission :** 2015-12-15 13 h 30	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 12 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 37 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 21 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 39 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 57 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 27 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1046582)** 2015-12-15 9 h 47 **Transmission :** 2015-12-15 10 h 28	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel

			2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1047586)** 2015-12-17 13 h 31 **Transmission :** 2015-12-17 15 h 59	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 25 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 16 h 07 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 58 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 18 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 40 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Télécopie

			2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 15 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1048548)** 2015-12-22 10 h 15 **Transmission :** 2015-12-22 10 h 15	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1049425)** 2016-01-04 12 h 13 **Transmission :** 2016-01-04 12 h 13	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1046486)** 2015-12-15 8 h 21 **Transmission :** 2015-12-15 8 h 48	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement

			2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1046656)** 2015-12-15 11 h 03 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 06	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1047141)** 2015-12-16 11 h 48 **Transmission :** 2015-12-16 12 h 15	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 16 h 09 - Télécopie 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Télécopie 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Télécopie 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h 31 - Messagerie 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 39 - Télécopie 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 07 - Télécopie 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 11 - Télécopie 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 56 - Télécopie 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 16 h 28 - Télécopie 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1046723)** 2015-12-15 13 h 22 **Transmission :** 2015-12-15 13 h 22	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 05 - Courriel

			2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 05 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1047349)** 2015-12-17 8 h 07 **Transmission :** 2015-12-17 9 h 52	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Unigertec Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9	Madame Soumission Unigertec Téléphone : 418 664-1177 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1047185)** 2015-12-16 13 h 32 **Transmission :** 2015-12-16 13 h 32	2535927 - 280001_Addenda 1 - Report de date 2016-01-14 15 h 38 - Courriel 2535937 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-14 15 h 36 - Courriel 2535938 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-14 15 h 36 - Téléchargement 2536505 - 280001_Addenda 2 2016-01-15 14 h 57 - Courriel 2536508 - 280001_Circulation 2016-01-15 15 h - Courriel 2536512 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-15 15 h 04 - Courriel 2536513 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-15 15 h 04 - Téléchargement 2538689 - 280001_Addenda 3 2016-01-21 10 h 06 - Courriel 2538690 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-21 10 h 10 - Courriel 2538691 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-21 10 h 10 - Téléchargement 2539387 - 280001_Addenda 4 2016-01-22 15 h 11 - Courriel 2539388 - 280001_Formulaires de soumission (devis) 2016-01-22 15 h 14 - Courriel 2539389 - 280001_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-01-22 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

280001 – Chemin de la Côte-Sainte-Catherine

Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de trottoirs et d'éclairage dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges

Secteur	Mesures de mitigation
Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges	- L'entrepreneur doit réaliser les travaux avec deux (2) équipes de travail : une équipe de l'avenue Victoria à la rue Légaré, une autre équipe de la rue Légaré au chemin de la Côte-des-Neiges, afin de compléter les travaux en 2016. - L'accès est maintenu en tout temps aux trois entrées de l'Hôpital général juif, sur le chemin de la Côte-Catherine, sur la rue Légaré et sur le chemin de la Côte-des-Neiges. - L'entrepreneur doit maintenir, en tout temps, fonctionnels les accès aux propriétés et aux résidences riveraines. Aucune fermeture complète des accès n'est permise durant les travaux; - Les travaux aux intersections sont réalisés de fin de semaine afin de réduire l'impact des travaux sur la clientèle de l'hôpital. - Afin de réduire l'impact des travaux sur la mobilité et l'accessibilité dans le secteur, les décisions suivantes ont été prises: ▪ les travaux ponctuels d'égout, d'aqueduc et de reconstruction de la chaussée entre l'avenue de Westbury et l'avenue Victoria seront réalisés durant la saison estivale; ▪ Les travaux sur le puits d'accès, sur les massifs de Bell canada et les travaux d'aqueduc, de réfection des trottoirs et de la chaussée à l'intersection des chemins Côte-Sainte-Catherine et Côte-des-Neiges sont reportés à l'été 2017; ▪ Les travaux doivent être exécutés sur un côté à la fois et doivent être terminés avant de réaliser les travaux du côté opposé. - La vitesse maximale est fixée à 30km/h dans la zone des travaux; - L'entrepreneur doit maintenir sécuritaires tous les mouvements permis aux intersections; - Pour favoriser l'accès aux bâtiments riverains et aux stationnements sur rue, les travaux doivent se faire en sous tronçons, c'est-à-dire sur une longueur limitée et prédéterminée par l'entrepreneur dans son programme de travail. Cette longueur prédéterminée doit être approuvée au préalable par le représentant du directeur; - La présence de signaleurs qualifiés est requise en tout temps sur le chantier pour garantir une saine gestion de la circulation et accroitre la sécurité des travailleurs et des usagers du réseau routier au voisinage du chantier; - L'entrepreneur doit maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers et les voies cyclables aux intersections et aux abords de l'aire de travaux. Lorsque des travaux sont exécutés ou qu'une excavation ou un empierrement entravent ces infrastructures, une passerelle d'une largeur minimum de 1,5 mètre doit être installée sur la longueur requise pour permettre la circulation des piétons et des cyclistes de façon sécuritaire.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous le projet	- Une réunion d'information pour les résidents et les responsables de l'Hôpital général juif sera organisée avant la tenue des travaux; - En plus des communications usuelles, des panneaux d'information et des PMV seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Pierre Wickir Joint, ing, M.Sc.A.
Division de la réalisation
Direction des transports, Ville de Montréal

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

4.1

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0088

Québec, le 31 mai 2013

Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
À l'attention de : Monsieur Gilbert Théorêt
124, rue Huot
Notre-Dame-De-L'Île-Perrot (Québec) J7V 7Z8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Excavations Gilbert Théorêt inc.
Autorisation n°: 2013-CPSM-0088 n° d'identification de l'Autorité : 2700001869

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Excavations Gilbert Théorêt inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

4.2

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 16 février 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES EXCAVATIONS GILBERT THÉORÊT INC.
Adresse du siège social : 124, RUE HUOT, , NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT, QC, J7V 7Z8, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700001869
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142215210

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

SOUMISSION 280001 - CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-CATHERINE

ANALYSE DE L'EXPÉRIENCE DES SOUMISSIONNAIRES

			CRITÈRES D'EXPÉRIENCE										CONFORMITÉ	
ORDRE	SOUMISSIONNAIRE	VALEUR DE LA SOUMISSION	PROJET	DONNEUR D'ŒUVRE	ANNÉE D'EXÉCUTION	CINQ (5) DERNIÈRES ANNÉES	MONTANT DU PROJET	MONTANT RÉALISÉ JANVIER 2016	10 M$ ET PLUS RÉALISÉ	ENTREP. GÉNÉRAL OU SOUS-TRAITANT	MILIEU URBAIN	ARTÈRE TRÈS ACHALANDÉE	DU PROJET	DU SOUMISSIONNAIRE
1	**Construction Bau-Val inc.**	8,7 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie, Bell, CSEM - rues Duke et Notre-Dame (Projet Bonaventure)	Ville de Montréal	En cours	OUI	17,5 M$	1,6 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, - Réseau routier	ADM	2012	OUI	10,5 M$	10,4 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
2	**Sade Canada**	9,5 M$	Réhabilitation égout - Chemisage	Ville de Montréal	En cours	OUI	11,4 M$	4,2 M$	**NON**	EG	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie, feux de circulation, éclairage - Chemin de la Côte-des-Neiges	Ville de Montréal	En cours	OUI	11,3 M$	3,5 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Construction d'une conduite d'eau 1200 mm rue Villeray	Ville de Montréal	2015	OUI	6,0 M$	6,0 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Reconstruction collecteur, aqueduc, voirie - rue Larivière	Ville de Montréal	2015	OUI	1,2 M$	1,2 M$	**NON**	EG	**OUI**	**NON**	**NON**	
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie et CSEM- rue Notre-Dame	Ville de Montréal			0,7 M$	-	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Réhabilitation égout - Chemisage	Ville de Montréal	2010	NON	10,6 M$	10,6 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
3	**Duroking construction**	10,2 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie - boulevard de la Vérendrye	MTQ	2013	OUI	13,0 M$	<< 10,0 M$	**NON**	ST	**OUI**	**NON**	**NON**	**NON**
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie - boulevard Pullman et Notre-Dame	MTQ	2012	OUI	11,0 M$	<< 10,0 M$	**NON**	ST	**OUI**	**NON**	**NON**	
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie, poste pompage - boulevard Versailles et rue Chambord.	Ville de Mirabel	2013	OUI	10,0 M$	10,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**NON**	**NON**	
4	**Pavage d'amour**	10,6 M$	Reconstruction aqueduc, voirie, éclairage, feux de circulation - rue Jarry	Ville de Montréal	2015	OUI	6,0 M$	5,2 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**NON**
5	**Les Excavations Gilbert Théorêt inc.**	10,9 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie, éclairage, feux de circulation - rue Sherbrooke.	Ville de Montréal	2013 - 2016	OUI	17,5 M$	13,3 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie, éclairage, feux de circulation - Avenue Papineau	Ville de Montréal	2014 - 2016	OUI	10,4 M$	8,5 M$	**NON**	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Réaménagement de la rue Victoria (égout, aqueduc, éclairage, voirie, réamenagement) Hébert et Alphonse-Desjardins	Salaberry-de-Valleyfield	2012 - 2013	OUI	15,0 M$	15,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
6	**Roxboro Excavation inc.**	11,1 M$	Reconstruction égout, aqueduc, voirie, éclairage, feux de circulation - Avenue Souligni.	MTQ	2009	NON	28,0 M$	-	-	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	**OUI**
			Reconstruction pluvial, voirie - Autoroute 40 à l'ouest de l'île	MTQ	2013	OUI	10,0 M$	-	-	EG	**OUI**	**OUI**	**NON**	
			Reconstruction bretelle, voirie, drainage - échangeur d'accès Ville de Québec	MTQ	2012 - 2013	OUI	20,0 M$	20,0 M$	**OUI**	EG	**NON**	**OUI**	**NON**	
			Construction d'une section de l'Autoroute 73.	MTQ	2011 -2013	OUI	45,0 M$	45,0 M$	**OUI**	EG	**NON**	**NON**	**NON**	
			Reconstruction égout, aqueduc, voirie, secteur commercial à Mirabel.	Broccolini Construction inc	2013	OUI	23,0 M$	23,0 M$	**OUI**	ST	**NON**	**NON**	**NON**	
			Construction du nouveau hangar (400 000 p²), des stationnements, égout, aqueduc à l'aéroport de Mirabel	Bombardier Pomeleau	2013 - 2014	OUI	25,0 M$	25,0 M$	**OUI**	ST	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
			Construction d'un terminal intermodal (train/camion), chemin de fer, bâtiment, égout, aqueduc, éclairage, coordination Ups, boulevard	Valleyfield	2013 - 2014	OUI	45,0 M$	46,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
			Autoroute 30 - Secteur de Valleyfield	NA30CJV	2010 - 2013	OUI	128,0 M$	> 10,0 M$	**OUI**	ST	**NON**	**NON**	**NON**	
			Autoroute 50 - Outaouais	MTQ	2009 - 2012	OUI	150,0 M$	> 10,0 M$	**OUI**	EG	**NON**	**OUI**	**NON**	
			Travaux préparatoires pour la construction d'un entrepôt, égout, voirie, aménagement	Canadian Tire Broccolini const.	2006 - 2007	OUI	47,0 M$	48,0 M$	**OUI**	ST	**NON**	**NON**	**NON**	
7	**Groupe TNT inc.**	12,4 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire et principal, voirie - Avenue des Pins et Dr. Penfield	Ville de Montréal	2013	OUI	15,4 M$	15,4 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction aqueduc secondaire et principal, voirie - boulevard Édouard Mont-Petite	Ville de Montréal	2014 - 2016	OUI	20,5 M$	18,5 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	
8	**Les entreprises Michaudville**	12,7 M$	Reconstruction égout, aqueduc secondaire, voirie, feux de circulation, éclairage - Rues Ottawa, Nazareth et Wellington.	Ville de Montréal	2014	OUI	13,0 M$	9,8 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	**OUI**
			Reconstruction égout, aqueduc secondaire, voirie, feux de circulation, éclairage - Rue Riverside.	Ville de Saint-Lambert	2012-2013	OUI	18,3 M$	> 10,0 M$	**OUI**	EG	**OUI**	**OUI**	**OUI**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154102010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1154102010.xlsx1154102010_info_comptable_DGSRE.xls

SIVT - 1154102010.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-29

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1154102010

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention 1363 - GDD 1154102010.xlsRépartition des coûts VM-CSEM 1363.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-02

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Montréal

Commission permanente sur l'examen des contrats

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE154102010

Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 24 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au mandat SMCE154102010, nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le rapport de la commission concernant l'octroi d'un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE SMCE154102010
Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout combiné, des conduites d'eau secondaires, d'une structure de chambre de débitmètre, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de la mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans le Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au Chemin de la Côte-des-Neiges. Arrondissement: Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce. Dépense totale de 11 801 587,80 $ (contrat: 10 878 083,94 $ + incidences: 1 035 058,55 $), taxes incluses. Appel d'offres public 280001 - 4 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 9 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le dossier 1154102010. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 10 mars 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat SMCE154102010 qui lui avait été confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission. Ils ont d'abord rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent contrat.

Les travaux de ce contrat consistent en la reconstruction d'environ 998 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 750 mm et d'environ 1 007 mètres de conduite d'eau secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre, ainsi que la reconstruction complète des trottoirs et de la chaussée, le remplacement de l'éclairage, des modifications au réseau de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et de Bell Canada, dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Westbury au chemin de la Côte-des-Neiges. De plus, ce contrat comprend des travaux de reconstruction d'une dalle de toit de la chambre de débitmètre située dans le chemin

de la Côte-Sainte-Catherine à mi-distance entre la rue Légaré et le chemin de la Côte-des-Neiges.

Les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 997 074,18 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10,1 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'éclairage où l'enveloppe est évaluée à 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projet 1555845204).

Des travaux d'amélioration sont requis pour modifier les infrastructures de Bell Canada. Les deux parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. Ces travaux au montant de 111 554,69 $ taxes incluses, représentent 1,03 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada.

L'appel d'offres a été publié du 14 décembre 2015 au 27 janvier 2016. La soumission est valide pendant les cent vingt jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 mai 2016. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de quarante-trois jours, ce qui respecte le délai prescrit. Quatre addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Sur vingt-neuf preneurs de cahier des charges, huit firmes ont déposé une soumission. Parmi les vingt-et-un qui n'en ont pas déposé, six firmes sont connues comme étant des sous-traitants et une firme s'est désistée car elle ne répondait pas à la clause concernant l'expérience du maître d'œuvre.

Il y a un écart de prix de 2,9 % favorable à la Ville entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire proposé et un écart de prix de 2 % entre les deux plus bas soumissionnaires.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans le présent dossier.

Les membres ont noté que les clauses relatives au programme d'évaluation des fournisseurs ont été ajoutées en addenda au cahier des charges. Il y a lieu de se réjouir de cet ajout, mais, compte tenu que ce programme a été adopté il y a depuis plusieurs mois, il conviendrait de l'inclure systématiquement dans les documents d'appels d'offres.

Les membres ont aussi bien compris que l'ajout d'une clause exigeant des soumissionnaires qu'ils aient réalisé au moins deux projets de 10 M$ et plus de nature similaire au cours des cinq dernières années visait à s'assurer de l'expérience et de la capacité de l'entrepreneur retenu à réaliser des travaux complexes d'envergure. La Commission a constaté que cette exigence n'était pas de nature à fermer le marché.

La clause de qualification incluse dans le présent appel d'offres se lit comme suit : « *Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq dernières années, un minimum de deux contrats de nature similaire et d'une valeur de 10 000 000 $ et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.* »

Les membres sont d'avis qu'il serait nécessaire d'apporter des précisions aux critères de qualification des entrepreneurs pour mieux préciser les notions d'expérience en milieu urbain et sur une artère achalandée.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE154102010 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandation générale d'amélioration des processus d'appels d'offres

Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;

La Commission recommande que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1166316001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 13 198 858,82 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la place Vauquelin, comprenant tous les frais incidents;

2. d'accorder à Ceveco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 816 308,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-6775);

3. d'autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 150 000 $, au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), à compter de l'exercice 2017, pour les frais d'exploitation et d'entretien du système de chauffage des revêtements de sols;

4. d'autoriser un ajustement budgétaire annuel et récurrent de 150 000 $, au budget de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie, à compter de l'exercice 2017, pour les frais d'entretien général de la place Vauquelin et la fourniture et l'installation annuel d'un sapin de noël;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-04 10:12

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166316001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	375e Anniversaire de Montréal MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La place Vauquelin est intégrée au territoire de la Cité administrative (la Cité) qui est bordé des rues Notre-Dame, Saint-Antoine, Gosford et du boulevard Saint-Laurent. Couvrant près de 5 % de la superficie totale du Vieux-Montréal, l'envergure, l'histoire, le rôle civique et la dimension symbolique de la Cité en font un lieu hautement significatif de l'histoire montréalaise. Ses formes urbaines et paysagères exceptionnelles, conjuguées à sa localisation stratégique, sur le point le plus haut de la vieille ville contribuent fortement au caractère d'ensemble du Vieux-Montréal. La Cité joue depuis plus de trois siècles un rôle de représentation de premier plan et ses espaces publics contribuent à une vie urbaine de qualité.
La dernière intervention significative réalisée dans la Cité concerne la restauration des vestiges archéologiques des fortifications du champ de Mars, terminée en décembre 2011.
Depuis, la Ville a retenu la Cité comme projet de planification intégrée. Le 375^{e} anniversaire de Montréal, en 2017, constitue une occasion privilégiée pour améliorer ses aménagements. L'hôtel de ville étant le coeur des festivités civiques, le réaménagement de la place Vauquelin est identifié comme l'un des legs par l'Administration et comme le premier jalon de la mise en valeur de la Cité administrative. Ce projet est identifié au *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal,* adopté par le conseil municipal en août 2013.

Site exceptionnel par sa situation à la croisée des fonctions civiques et des lieux symboliques de l'histoire de Montréal, la place Vauquelin est aménagée sur la portion la plus ancienne de la Cité. L'emprise de la Place est circonscrite par la rue Notre-Dame et par l'esplanade de granit du champ de Mars sur l'axe nord-sud, entre l'hôtel de ville et l'édifice

Lucien-Saulnier sur l'axe est-ouest, vis-à-vis la place Jacques-Cartier.

À la demande de la division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT - Service requérant), le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR - Service exécutant) coordonne la réalisation des documents d'exécution, le suivi et la surveillance des travaux de construction pour le réaménagement de la place Vauquelin.

Le présent mandat s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC).

Étapes déjà autorisées

	Coût	Date de début	Date de fin
Restauration des vestiges archéologiques des fortifications du champ de Mars	3 642 075,74 $	mai 2010	décembre 2011
Élaboration des plans de relevés d'arpentage de la Cité administrative	38 114,21 $	mars 2014	juin 2014
Études préalables de la Cité administrative	109 662,95 $	mai 2014	septembre 2014
Services professionnels pour le réaménagement de la place Vauquelin	1 416 305,15 $	février 2015	mai 2017

Étapes à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Réam. de la place Vauquelin - Travaux	avril 2016	31 décembre 2016

Étapes à venir ultérieurement

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Services professionnels pour le réaménagement du champ de Mars - phase II	juin 2016	avril 2019
Réam. du champ de Mars - phase II - Travaux	avril 2018	avril 2019

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres a débuté le 27 janvier 2016 et s'est terminé 33 jours plus tard, soit le 29 février 2016. Les soumissions ont été ouvertes le 29 février 2016 à 14 h.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO.ca durant toute la période de l'appel d'offres.

Sept addenda ont été émis. De façon générale, les addenda nos 1,2,5,6,et 7 (émis les 1e, 8, 17, 19 et 22 février 2016) comprenaient la procédure permettant de prendre rendez-vous pour la visite des chambres mécaniques de l'hôtel de ville, des précisions sur les licences requises émises par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), des clarifications apportées au bordereau de soumission, à certains formulaires concernant les compétences

exigées à l'entrepreneur et aux fascicules de prescriptions spéciales, le report de la date de l'ouverture des soumissions du 24 février 2016 au 29 février 2016. Les informations transmises dans le cadre de ces addenda n'ont eu aucun impact sur les prix. Les addenda nos 3 et 4 (émis les 15 et 16 février) comprenaient des modifications au bordereau de soumission, au cahier des charges et le remplacement de tous les plans associés aux volets architecture de paysage, génie civil, structural et mécanique et architecture et l'ajout de plans associés au volet génie mécanique de fontaine. Les informations transmises dans le cadre de ces deux addenda ont pu avoir un impact sur les prix. Les sept addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents d'appel d'offres dans les délais prescrits.

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 180 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 29 août 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0129 - 25 février 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 192 128,16 $, taxes incluses, pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson (CG15 0689) majorant ainsi le montant total du contrat de 783 589,61 $ à 975 717,77 $, taxes incluses.
BC 1087899 - 2 décembre 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Créos pour l'élaboration de la scénographie urbaine du nouveau bassin-fontaine de la place Vauquelin, pour une somme maximale de 3 863,16 $, taxes incluses - Demande de soumission gré à gré (contrat 15-1617) - (1 soumissionnaire).

CG15 0689 - 26 novembre 2015 - Autoriser une dépense de 905 045,99 $, taxes incluses, pour les travaux d'étanchéité des fondations sous la place Vauquelin de l'hôtel de ville de Montréal, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant; d'accorder à St-Denis Thompson, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 783 589,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5806; d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

BC 1073338 - 13 octobre 2015 - Accorder un contrat au Centre de conservation du Québec pour les travaux de manipulation et restauration de la statue du monument à Jean-Vauquelin, pour une somme maximale de 24 252, 83 $, taxes incluses - Demande de soumission gré à gré - (1 soumissionnaire).

BC 1065150 - 24 septembre 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à LaSalle | NHC inc., pour l'analyse de l'impact éolien sur le fonctionnement des jets d'eau de la nouvelle fontaine de la place Vauquelin, pour une somme maximale de 24 955,32 $, taxes incluses - Demande de soumission gré à gré (contrat 15-1546) - (1 soumissionnaire).

CG15 0514 - 20 août 2015 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 9 100 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la place Vauquelin et des abords de l'hôtel de ville réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016.

BC 1059797 - 20 juillet 2015 - Accorder un contrat d'exécution à Les Excavations DDC pour les travaux d'excavation pour le cernage de quatre arbres à la place Vauquelin, pour une somme maximale de 24 978,32 $, taxes et contingences incluses - Demande de soumission gré à gré (contrat 15-6807) - (1 soumissionnaire).

BC 1059048 - 15 juillet 2015 - Accorder un contrat d'exécution à Arbo Design pour les

travaux de cernage de quatre arbres à la place Vauquelin, pour une somme maximale de 4 999,99 $, taxes et contingences incluses - Demande de soumission gré à gré (contrat 15-6808) - (1 soumissionnaire).

BC 1058733 - 14 juillet 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Lafontaine & Soucy Architectes pour l'élaboration des documents d'exécution et la surveillance des travaux pour la restauration du monument à Jean-Vauquelin à la place Vauquelin, pour une somme maximale de 14 999,99 $, taxes incluses - Demande de soumission gré à gré (contrat 15-1517) - (1 soumissionnaire).

CG15 0032 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Services intégrés Lemay et associés inc. pour le réaménagement de la place Vauquelin pour une somme maximale de 1 416 232,16 $, taxes incluses - Appel d'offres public (contrat 14-13786) - (4 soumissionnaires).

BC 967603 - 26 juin 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Luu Thuy Nguyen pour l'élaboration d'une étude des déplacements piétonniers dans le secteur de la Cité administrative et des déplacements véhiculaires sur l'esplanade du champ de Mars pour une somme maximale de 36 639,08 $, taxes et frais incidents inclus - Appel d'offres sur invitation (contrat 14-1389) - (2 soumissionnaires).

CE14 0639 - 23 avril 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour une étude comprenant la documentation, l'analyse, la caractérisation et la formulation d'orientations de mise en valeur de la Cité administrative pour une somme maximale de 73 023,87 $, taxes et frais incidents inclus - Appel d'offres sur invitation (contrat 14-1320) - (4 soumissionnaires).

BC 922408 - 24 février 2014- Fournir des services professionnels pour l'élaboration des plans de relevés d'arpentage de la Cité administrative à Les Consultants S.M. inc. pour une somme maximale de 38 114,21 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation (contrat 13-1340) - (4 soumissionnaires).

CG13 0347- 29 août 2013 - Adopter le Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal.

CG10 0196 - 20 mai 2010 - Octroyer un contrat à «Maçonnerie Rainville & Frères inc.» au montant total de 3 193 200,74 $, pour la restauration des vestiges archéologiques des fortifications du champ de Mars, projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal et autoriser une dépense de 3 642 075,74 $ pour l'exécution des travaux de restauration des vestiges archéologiques des fortifications du champ de Mars, comprenant tous les frais accessoires - Appel d'offres public no 6263 (4 soumissions).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réalisation des travaux de réaménagement de la place Vauquelin. Ces travaux, prévus en une seule phase, couvrent la superficie correspondant sensiblement à l’empreinte actuelle de la Place allant de la rue Notre-Dame jusqu'au pied de l'esplanade du champ de Mars.
Les aménagements projetés permettront de redonner à cet espace public d'envergure ses qualités paysagères identitaires. La stratégie d'intervention privilégiée pour la place Vauquelin repose sur une série de critères de design adaptés à l'ensemble de la Cité administrative. Le rehaussement de la Place, l'aménagement d'un accès universellement accessible à partir du champ de Mars, la bonification du couvert végétal, la mise en valeur du monument à Jean Vauquelin, l'intégration d'un bassin-fontaine interactif, la réfection de toutes les surfaces pavées et le chauffage constituent les composantes les plus singulières

de l'aménagement projeté.

Réalisé sous la supervision du SGPVMR et du SMVT, le plan d'aménagement de la Cité administrative mise sur les plus hautes normes de qualité. Dans ce même esprit, les travaux de réaménagement de la place Vauquelin sont attendus avec un niveau de précision et de raffinement similaire à celui déployé, au cours des dernières décennies, au square Dorchester, à la place d'Armes et plus récemment, à la place du Canada.

Travaux prévus lors du réaménagement de la place Vauquelin :

- démolition partielle suite aux travaux d'étanchéité des fondations de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du tunnel souterrain réalisés de décembre 2015 à mars 2016 par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI);
- travaux arboricoles incluant la transplantation de sept arbres au parc Jarry;
- mise en place de nouvelles infrastructures de drainage et d'adduction d'eau;
- mise en place d'un système de chauffage intégré à la dalle de béton sous les pavés et les dalles de granit;
- mise en place d'un nouveau bassin-fontaine interactif;
- nouvelle chambre mécanique incluant le contrôle de l'éclairage, les systèmes de filtration du bassin, les caméras de sécurité, la sonorisation et un boîtier médias;
- réfection des surfaces minérales de la place Vauquelin incluant des pavés et des dalles de granit;
- réfection du trottoir de béton à agrégats exposés de la rue Notre-Dame, entre le coin ouest de l'hôtel de ville et la limite ouest de la place Vauquelin;
- rampe/emmarchement universellement accessible liant la place Vauquelin à l'esplanade du champ de Mars, incluant la plantation d'îlots arbustifs;
- plantation de 18 nouveaux arbres;
- élaboration et mise en place d'un système d'irrigation;
- intégration de nouveaux mobilier urbain (fontaine à boire, bancs, corbeilles à rebuts avec cendrier intégré et à récupération, mâts porte-drapeaux, grilles d'arbres, etc.);
- mise en lumière de la place Vauquelin (fûts, bassin-fontaine, arbres, rampe/emmarchement, seuils de l'hôtel de ville, de l'édifice Lucien-Saulnier et du monument à Jean Vauquelin);
- restauration et mise en valeur du monument à Jean Vauquelin.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à 17,5 % en raison des facteurs de risques associés à la présence de ressources archéologiques non répertoriées, à la complexité de la logistique de mise en œuvre des travaux de voirie et à l'échéancier extrêmement serré de fin de réalisation des travaux fixé au 31 décembre 2016, à temps pour les festivités entourant le 375e anniversaire de Montréal.

Les incidences représentent 3,5 % du montant total du contrat excluant les contingences, soit 382 550,57 $, taxes incluses. Ce montant comprend des frais affectés au contrôle qualitatif, à diverses expertises techniques, à des travaux horticoles, à la fourniture de mobilier et de matériaux, à l'habillage des clôtures de chantier, à la repose du monument à Jean Vauquelin et à la gestion des impacts liés aux travaux.

Ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de 29 entrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs, associations et autres. De ce nombre, 10 preneurs sont des entrepreneurs généraux et deux d'entre eux ont déposé des soumissions conformes.

Les preneurs du cahier des charges sont :
A. Entrepreneurs généraux :
- Aménagement Côté Jardin inc.;
- Ceveco inc.;

- Construction Monco inc.;
- Les Entreprises QMD inc.;
- Les Entreprises Ventec inc.;
- Maçonnerie Rainville et Frères inc.;
- Magil Construction Corporation;
- Saint-Denis Thompson inc.;
- Les Constructions et pavage Jeskar inc.;
- Les Entrepreneurs Bucaro inc.

B. Sous-traitants :
- 9070-8082 Québec inc. / Les pierres Lac Saguay inc.;
- Installume inc.;
- Lambert Somec inc.;
- Les entreprises d'électricité Renaissance inc.;
- Terrassement Multi-Paysages;
- Armatures Bois-Francs inc.;
- Bordures Polycor inc.;
- Construction NRC inc.;
- Électricité Grimard inc.;
- Granicor inc.;
- L.A. Hébert Ltée;
- Lambert Somec inc.;
- Les entreprises d'électricité Renaissance inc.;
- Les Entreprises QMD inc.;
- Néolect inc.

C. Associations et autres
- ACQ Métropolitaine;
- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec;
- Association patronale des entreprises en construction;
- Macogep inc.

JUSTIFICATION

Sur la totalité des 10 entrepreneurs généraux, preneurs du cahier des charges, deux ont déposé une soumission conforme. Cela représente 20 % des preneurs des documents d'appel d'offres ayant déposé une soumission et 80 % n'ayant pas déposé de soumission. Suite à des vérifications auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission, les raisons évoquées sont, entre autres, les suivantes :
- manque de temps pour déposer la soumission;
- l'appel d'offres ne répond pas à leur compétence;
- carnet de commande complet.

Firmes soumissionnaires	Coût de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Ceveco inc.	10 907 496,38 $	1 908 811,87 $	12 816 308,25 $
Saint-Denis Thompson inc.	11 688 786,21 $	2 045 537,59 $	13 734 323,80 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	10 949 971,96 $	1 916 245,09 $	12 866 217,06 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			13 275 316,03 $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	3,58 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	918 015,55 $ 7,16 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 49 908,81 $ - 0,39 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	918 015,55 $ 7,16 %

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont inférieurs de 0,39 % à l'estimation réalisée à l'externe. L'estimation a été effectuée par une firme spécialisée en estimation de coûts de travaux à la demande du SGPVMR.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce qu'il s'agit d'un contrat dont la valeur est supérieure à 10 M$.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes. Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret du 23 octobre 2013, (chapître V2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapître C-65.1). L'adjudicataire recommandé a reçu confirmation de son accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 11 décembre 2013. Son numéro d'identifiant AMF est le suivant : 2700007024. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 13 198 858,82 $, taxes, contingences et incidences incluses sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 9 100 000 $, taxes, contingences et incidences incluses, correspondant à une partie de l'investissement sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 15-071 – « Travaux de réaménagement de la place Vauquelin et des abords de l'hôtel de ville ». La dépense de 9 100 000 $ est éligible à une subvention de 1 273 577 $ pour laquelle nous sommes en attente de la recommandation de crédit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 7 826 423 $. Un autre montant maximal de 3 564 738,72 $, taxes, contingences et incidences incluses, correspondant à une partie de l'investissement sera financé par les règlements d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 12-019 – « Travaux d'infrastructures, d'aménagement et de réaménagement du domaine public et pour l'acquisition de mobilier urbain et d'immeubles ». Ces deux montant totalisant 12 664 738,72 $, taxes, contingences et incidences proviennent du Service de la mise en valeur du territoire.

Un montant maximal de 363 875,38 $, taxes et contingences incluses, correspondant à une

partie de l'investissement sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 15-076 – « Réaménagement du réseau des grands parcs », du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

Un montant maximal de 170 244,72 $, taxes, contingences et incidences incluses, correspondant à une partie de l'investissement sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 12-015 – « Restauration d'oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisation », du Service de la culture.

Le montant net, montant imputable moins la ristourne de TPS et TVQ est de 12 052 317,38 $.

Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

Le solde, soit 150 000 $, correspondant aux frais d'exploitation et d'entretien du système de chauffage des revêtements de sols pour les prochaines années, sera assumé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Pour ce faire, un ajustement budgétaire à hauteur de 150 000 $ est requis pour une dépense annuelle et récurrente à compter de l'exercice 2017.

Le solde, soit 150 000 $, correspondant aux frais d'entretien général de la place Vauquelin et la fourniture et l'installation annuelle d'un sapin de noël au cours des prochaines années, sera assumé par le budget de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie. Pour ce faire, un ajustement budgétaire à hauteur de 150 000 $ est requis pour une dépense annuelle et récurrente à compter de l'exercice 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Cité administrative constitue l'une des composantes significatives du site patrimonial de Montréal. Le réaménagement de la place Vauquelin s'inscrit dans une démarche globale dont les principes de base sont liés au développement durable. L'apport positif sur l'ambiance et la sécurité du secteur contribueront à l'amélioration de la qualité de vie par la protection des patrimoines paysager et culturel, par leur mise en valeur et par leur diffusion. Les travaux d'aménagement assureront la pérennité des équipements et l'accessibilité pour tous. L'intégration de mobilier urbain améliorera le confort et la qualité de l'expérience de visite des usagers qui fréquentent la Place.
Globalement, le réaménagement de la place Vauquelin assurera la protection et la mise en valeur du secteur du Vieux-Montréal, le maintien de la fréquentation des différents espaces publics que forment la Cité administrative et un haut niveau d'appréciation de la part des usagers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Malgré sa reconnaissance, sa matière, son dessin et ses usages, la Cité, et plus particulièrement la place Vauquelin, montrent des signes de détérioration importants. Sans intervention, la dégradation des installations existantes se poursuivra, contribuant à l'augmentation des coûts d'entretien et des travaux de réfection. Afin de freiner ce déclin, des interventions de qualité doivent être effectuées à l'intérieur du secteur que forme la Cité administrative. Répondant aux enjeux actuels, ce projet doit permettre de raviver l'identité de la Cité et de la Place et de renforcer les liens matériels et immatériels avec son environnement bâti, ancien comme moderne. La place Vauquelin se doit d'être réaménagée et mise en valeur en tant que lieu de grande valeur patrimoniale, architecturale, civique, paysagère et urbaine.
Un glissement de l'échéancier initialement prévu pour le réaménagement de la place Vauquelin pourrait générer des impacts non négligeables auprès des citoyens et plus particulièrement lors des célébrations du 375e anniversaire de Montréal.

Afin de diminuer le plus possible l'impact du chantier de construction sur les célébrations du 375e anniversaire de Montréal, un article inclus au contrat d'exécution stipule que l'Entrepreneur doit déployer les équipes nécessaires pour réaliser les travaux, sept jours sur sept, 24 heures sur 24, en vue de les compléter au plus tard le 31 décembre 2016.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 30 mars 2016
Commission permanente sur l'examen des contrats : 6 avril 2016
Comité exécutif : 13 avril 2016
Conseil municipal : 18 avril 2016
Octroi du contrat au Conseil d'agglomération : 21 avril 2016
Début des travaux : 25 avril 2016
Fin de la réalisation des travaux : 31 décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie DUMARESQ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annie LONGPRÉ, Service de la gestion et de la planification immobilière
Marie-Eve BONNEAU, Service du greffe
Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire
José PIERRE, Ville-Marie
Marie-Claude LAVOIE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sylvain DUCAS, Service de la mise en valeur du territoire
Richard MORIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Costas LABOS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Marthe LAWRENCE, Service des communications
Sonia BEAUCHEMIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Nike LANGEVIN, Service des communications

Luc GAGNON, Service de la mise en valeur du territoire
Snejanka POPOVA, Service de la culture
Francyne LORD, Service de la culture
Céline VAILLANCOURT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Marie-Eve BONNEAU, 3 mars 2016
Nathalie M MARTIN, 3 mars 2016
Annie LONGPRÉ, 2 mars 2016
Sylvain DUCAS, 2 mars 2016
Nike LANGEVIN, 2 mars 2016
Francyne LORD, 2 mars 2016
Marthe LAWRENCE, 1er mars 2016
Snejanka POPOVA, 1er mars 2016
Costas LABOS, 1er mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude SEGUIN
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-5613
Télécop. : 514 872-0945

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Mathieu DRAPEAU
Chef de section

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne M. Mathieu Drapeau, chef de section Gestion de projets, pour me remplacer jusqu'au 7 mars 2016 dans l'exercice de mes fonctions de chef de division du Bureau de projets d'aménagement et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Tél : 514 872-1461
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-03-04

RUE SAINT-ANTOINE

RUE SAINT-LAURENT

RUE GOSFORD

RUE NOTRE-DAME

CITÉ ADMINISTRATIVE - VISION 2025

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE **MONTRÉAL**

lemay

Montréal

Culture et Communications Québec

RUE NOTRE-DAME

PLACE VAUQUELIN - 2017

lemay

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE **MONTRÉAL**

Montréal

Culture et Communications Québec

0023 | 2015/10/13

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

19 DEC. 2013

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0272

Québec, le 11 décembre 2013

Céveco inc.
À l'attention de : Monsieur Guy Boulay
2970 rue Omer-Ravary, bureau 100
Montréal (Québec) H1W 3Z6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Céveco inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0272 n° d'identification de l'Autorité : 2700007024

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous 2845-1912 inc., une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Céveco inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **10 décembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525 0337
Ligne sans frais : 877 525 0337
téléc. : 418 525 9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514 395 0337
Ligne sans frais : 877 525 0337
téléc. : 514 873 3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166316001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division bureau de projets aménagements - grands parcs , Section gestion de projets
Objet :	Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1166316001.xlsGDD 1166316001 SMVT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DUMARESQ
Prepose(e) au budget partie Culture et Grands parcs
Tél : 514-872-1155
Co-auteur
Paule Tanguay
Préposée au budget
Finances - Point de service Développement
514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-04

Camille TROUDE
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-5676

Division : Service des finances-Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE166316001

Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE166316001
Accorder un contrat à Ceveco inc., pour le réaménagement de la place Vauquelin - Dépense totale de 13 198 858,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public (16-6775) - (2 soumissionnaires).

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et du Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Les membres ont bien compris que la volonté d'aller de l'avant rapidement dans le dossier a entraîné l'émission d'addendas «planifiés» durant la période de l'appel d'offres. C'est notamment le cas des addendas 3 et 4 émis les 15 et 16 février qui sont venus remplacer cinquante-cinq des quatre-vingt-huit plans et en ajouter dix nouveaux.

Comme ces deux addendas au contenu substantiel ont été émis à peine quatorze jours avant l'ouverture des soumissions, les membres ont demandé si les preneurs du cahier des charges avaient bénéficié d'un temps raisonnable pour ajuster leurs soumissions en conséquence. Le Service a reconnu que cette situation était quelque peu inhabituelle, mais a souligné que les entrepreneurs avaient eu une période raisonnable pour compléter leurs soumissions.

La Commission comprend bien la volonté de l'administration de réaliser dans des délais serrés ce chantier sur un lieu emblématique de Montréal, mais juge tout de même que

cette situation est potentiellement préoccupante. Il serait souhaitable d'éviter, dans la mesure du possible, d'émettre en cours de processus des addendas qui modifient aussi substantiellement la nature des travaux requis.

Par ailleurs, les membres ont fait remarquer qu'il aurait été pertinent de retrouver dans les décisions antérieures le premier contrat donné pour le chantier de la place Vauquelin en 2015, même si celui-ci émanait d'une autre unité administrative.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et du Service de la mise en valeur du territoire pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE166316001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1166196001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 867 345,73 $, taxes incluses, pour les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Trempro Construction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 679 762,36 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5762;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-16 17:26

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166196001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Atwater est l'une des plus importantes usines de production d'eau potable en Amérique du Nord. Conjointement, avec l'usine Charles-J. Des Baillets, elles assurent plus de 80 % des besoins en eau potable de l'agglomération de Montréal.
À l'usine de production d'eau potable Atwater des investissements importants sont actuellement mis en oeuvre pour modifier l'ingénierie du procédé et pour mener à bien des projets de protection et de mise aux normes des bâtiments. Ainsi, faisant suite à la modification du procédé de production d'eau potable, des travaux de fermeture des filtres aux galeries 1, 2 & 3 sont rendus nécessaires pour mettre en marche le nouveau système de préozonation.

Un appel d'offres public a été publié dans le Devoir, sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) pendant 35 jours du 11 janvier au 15 février 2016, ce qui représente un délai raisonnable. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. La soumission est valide pendant les cent quatre-vingts jours (180) calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Quatre (4) addendas ont été émis les 15, 26 et 29 janvier, et le 5 février et concernaient des questions techniques ainsi qu'un report de date.

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur dépôt des soumissions
1	2016-01-15	Précisions plans et devis	Aucune
2	2016-01-26	Précisions plans et devis	Aucune
3	2016-01-29	Report de date, émission section de devis amiante et décontamination fongique, et précisions plans et devis	Report d'une semaine
4	2016-02-05	Précisions plans et devis	Aucune

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0044 Autoriser une dépense additionnelle de 64 758,65 $, taxes incluses, et autoriser le transfert de 107 993,27 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour couvrir les honoraires professionnels additionnels reliés à la surveillance des travaux dans le cadre du projet de protection et de mise à niveau du complexe de l'usine de filtration Atwater, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 302 197,56 $ à 1 474 949,48 $, taxes incluses / Approuver un projet d'avenant no 2 modifiant la convention pour la fourniture de services professionnels en architecture intervenue entre la Ville et la firme Provencher Roy + Associés architectes (CG08 0540).
CG10 0134 Octroyer un contrat à Gamma Murs et Fenêtres International inc. pour la fourniture et l'installation des équipements requis pour la fermeture des façades des filtres dans les galeries 5, 6 et 7 de l'usine de production d'eau potable Atwater - Dépense totale de 1 812 314 $, taxes incluses - Appel d'offres public 9927 - (8 soum.).

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres public, il y'a eu onze (11) preneurs du cahiers des charges sur les site SÉAO dont la liste est en pièce jointe et sept (7) ont déposé leur soumission. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission, deux (2) sont des associations qui n'ont pas les licences pour réaliser de projets. Les deux (2) entrepreneurs qui n'ont pas déposé n'avaient plus de disponibilité à leur carnet de commandes ou n'avaient pas les ressources pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels. Par conséquent, ils n'ont pas déposé de soumission.
Le présent dossier vise à accorder un contrat à Trempro Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux visant la fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, notamment :

- La fourniture et installation des murs rideaux à angle.
- La prolongation du garde-corps existant, incluant des portes d'accès aux filtres.

Les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 se feront en trois (3) phases consécutives, un filtre à la fois, chaque phase sera d'une durée approximative de 8-10 semaines. La surveillance des travaux architecturaux se fera par la firme Provencher Roy + Associés architectes.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat de l'entrepreneur pour faire face aux imprévues de chantier.

JUSTIFICATION

Les sept soumissions reçues sont conformes. Veuillez vous référez au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe.

Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
Trempro Construction inc.	2 330 228,14	349 534,22	2 679 762,36
Construction Genfor inc.	2 399 528,25	359 929,24	2 759 457,49
Les Constructions B.Martel	2 605 678,43	390 851,77	2 996 530,20
Société générale de construction BPF inc.	2 673 043,48	400 956,52	3 074 000,00
Céleb Construction inc.	2 746 752,75	412 012,91	3 158 765,66
Procova inc.	2 793 892,50	419 083,88	3 212 976,38
Norgéreq Ltée.	2 888 225,00	433 233,77	3 321 458,77
Estimation des professionnels ($)	**1 936 148,50**	**290 422,27**	**2 226 570,77**
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			3 028 992,98
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			13,03%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			641 696,41
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			23,95%
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			453 191,59
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			20,35%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			79 695,13
Écart entre la plus haute et la plus basse (%) (la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)			2,97%

Note 1 : tous les prix incluent les taxes.

Note 2 : l'estimation des professionnels est effectuée par Provencher Roy + architectes ainsi que Gesfor Pinchin Poirier.

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est supérieur à l'estimation des professionnels qui était de 2 226 570,77 $ (incluant les taxes et les contingences). Cette différence correspond à 453 191,59 $ (20,35 %). Le coût moyen des soumissions reçues est de 3 028 992,98 $, ce qui représente un écart de 13,03 % avec la plus basse conforme. La différence entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 641 696,41 $, soit de 23,95 %. L'estimation des professionnels externes était basée sur des travaux similaires réalisés au cours de l'année 2011.

Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe, le différentiel entre leur estimation et le plus bas soumissionnaire est majoritairement pour l'item « ouvertures et fermetures », correspondant aux travaux de mur rideau. Cet élément

représente à lui seul 70 % de l'estimation des professionnels ainsi que des soumissions. La nature répétitive des travaux dans les trois galeries ne semble pas avoir été prise en compte par les soumissionnaires. De plus, les travaux d'enlèvement d'amiante, ajouté en addenda et estimé à 208 356,49 $, sont susceptibles de varier de près de 20 %, étant donné la complexité des travaux de ce genre dans une usine d'eau potable.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Trempro Construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater à cette firme.

La compagnie Trempro Construction inc. ne figure ni au registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. La compagnie Trempro Construction inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). La compagnie détient une autorisation de l'AMF depuis le 21 octobre 2014 (voir pièce jointe).

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude parce qu'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux de plus de 2 M$ pour lequel il existe un écart de plus de 20% entre l'estimation initiale mentionnée lors de la demande d'autorisation d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder, incluant les taxes, est de 2 679 762,36 $. Ce montant inclut les contingences qui s'élèvent à 349 534,22 $. De plus, un montant de 187 583,37 (7 %), taxes incluses, est prévu pour les incidences.
Le coût des travaux est prévu au programme triennal d'immobilisation (PTI) du Service de l'eau.

Cette dépense est assumée à 100% par l'agglomération. Les travaux seront réalisés à 80% en 2016 et 20% en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les principes du développement durable applicables seront exigés, notamment l'utilisation des matériaux les moins dommageables, les équipements les plus écoénergétiques et la gestion des déchets de construction sur le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de contrat à Trempro Construction inc. devra être complété dans les meilleurs délais afin de réaliser les travaux dès que possible. Ce projet est important pour l'achèvement du nouveau système de préozonation de l'eau à Atwater, qui ne peut être mis en marche sans la fermeture des filtres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat 14522 - Mandat : 15446-2-009
Octroi du contrat au CG : Avril 2016
Réalisation des travaux : Mai 2016 à février 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Babak HERISCHI, Service de l'eau
André MARSAN, Service de l'eau
Sylvie BOUCHARD, Service de l'eau
Chantal MORISSETTE, Service de l'eau
Alain DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

Babak HERISCHI, 8 mars 2016
André MARSAN, 8 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie Ann SMITH
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-6986
Télécop. : 514-280-3597

Danielle LAVIGNE
Chef de section
Gestion immobilière - Agglomération
Tél. 514-872-7977

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-08

Carlos MANZONI
Chef de division

Tél : 514-872-3957
Télécop. : 514-280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Tél :
Approuvé le : 2016-03-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-03-16

Madame Julie Ann Smith, architecte
Gestionnaire immobilier
Administration immobilière - Agglomération
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame, 3e étage
Montréal (Qué)
H2Y 3Y8

Le 16 février 2016

Objet: Usine de production d'eau potable Atwater
Fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 et 3
Analyse des soumissions
N/D : 155-A-20866-10
Contrat : 12484
Mandat : 15446-2-009

Madame,

Nous avons revu les soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres de la Fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 et 3 de l'Usine Atwater.

L'analyse de la soumission du plus bas soumissionnaire nous permet de constater qu'il existe un écart important entre son prix et celui de notre estimation, surtout pour l'item 'ouvertures et fermetures' correspondant aux travaux de mur rideau. En effet, l'entrepreneur estime cette portion du mandat à 1 497 350$ alors que nous évaluions ce volet à 885 075$.

D'autres écarts ont aussi été notés mais ceux-ci impliquent des sommes moindres et peuvent résulter d'une manière différente d'inscrire les montants au bordereau.

Nous tenons à rappeler que notre estimation est basée sur des coûts réels de travaux similaires réalisés dans des conditions similaires et dans le même complexe de l'Usine Atwater.

À noter que, suite aux nombreux appels d'offres lancés antérieurement pour le projet en cours sans octroi de contrat, la Ville mandatait en 2014, la firme externe en estimation LotusN pour valider celles que nous avions déposées. Cet exercice permettait alors de conclure que nos coûts unitaires étaient réalistes.

Le présent estimé a donc été préparé à partir des coûts alors acceptés, que nous avons majorés avec l'indice d'indexation applicable à l'année en cours. La nature répétitive des travaux dans les 3 galeries ne semble pas avoir été prise en compte.

PROVENCHER ROY ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.
276, RUE SAINT-JACQUES, BUREAU 210
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA H2Y 1N3
T 514 844.3938
F 514 844.6526
PROVENCHERROY.CA

De plus, il est difficile d'identifier dans quel volet les coûts reliés aux travaux d'enlèvement d'amiante ont été intégrés. Ces travaux, ajoutés en addenda, et réalisés par un sous-traitant spécialisé sont clairement identifiés par le consultant externe embauché pour décrire et estimer les travaux, Le Groupe Gesfor Poirier Pinchin Inc, comme susceptibles de varier de près de 20% de l'estimation budgétaire déposées.

Prendre note, que nous notons également dans divers autres projets, que la fluctuation du dollar canadien des prix affecte notamment les coûts des murs rideaux et du vitrage.

Toutefois suite à l'analyse de l'ensemble des soumissions reçues, nous recommandons que le mandat de construction du projet mentionné en rubrique soit octroyé au plus bas soumissionnaire soit **Trempro Construction Inc.** au montant de **2 679 762.36$** (incluant taxes et contingences).

En espérant le tout conforme, veuillez accepter, Madame Smith, nos salutations distinguées.

Martine Tremblay,
Architecte associée, moaq, pa Leed

Entrepreneurs	Montant de la soumission (incluant taxes)	Classement	Cautionnement de soumission (Formulaire 1)	Bordereaux des prix (Formulaire 1)	Preuve de compétence (Formulaire 1)	Addenda 1,2,3 et 4 (Formulaire 1)	Lettre d'engagement (Formulaire 2)	Déclaration conflits-d'intérêts (Formulaire 11)	Résolution de compagnie signature	License d'entrepreneur	Certification d'attestation	Autorisation marché financier contrats publics	Commentaires
Trempro Construction Inc.	**2 679 762,36 $**	**1er**	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme
Genfor	2 759 457,49 $	2e	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme
B. Martel Inc.	2 996 530,20 $	3e	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme
SGC BPF	3 074 000,00 $	4e	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme
Céleb	3 158 765,66 $	5e	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme
Procova	3 212 976,38 $	6e	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme
Norgéreq	3 321 458,77 $	7e	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	soumission conforme

Étude des coûts

Projet :	**Fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 à Atwater**				**Mandat :**	**15446-2-009**
					Contrat :	**14522**
Date :	**2016-02-25**					
Étape :	**Octroi de contrat**					

			Budget	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Travaux :		**%**	**$**			
	Travaux selon bordereau de soumission		2 026 725,93	101 336,30	202 165,91	2 330 228,14
	Contingences	15,00%	304 008,89	15 200,44	30 324,89	**349 534,22**
	Sous-Total :		2 330 734,82			
	Total - Contrat :		**2 330 734,82**	116 536,74	232 490,80	**2 679 762,36**
Incidences :	Dépenses générales et expertises	5,0%	116 536,74			
travaux	Laboratoire	2,0%	46 614,70			
	Total - Incidences :		**163 151,44**	8 157,57	16 274,36	**187 583,37**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**2 493 886,26**	**124 694,31**	**248 765,15**	**2 867 345,72**
Ristournes :	TPS	100,00%		124 694,31		124 694,31
	TVQ	50,0%			124 382,58	124 382,58
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)		**2 493 886,26**		**124 382,58**	**2 618 268,83**

Notes :

1. L'estimation des travaux provient du bordereau de soumission rempli par le plus bas soumissionnaire.
2. Rythme des déboursés : Si les travaux débutent en mai 2016, il est attendu que 80% du budget soit dépensé en 2016, 20% en 2017.

Liste des commandes

Numéro : 5762

Numéro de référence : 944631

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Usine de production d'eau potable Atwater : fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Sélectionner la ligne	ACQ Métropolitaine 7900 avenue Jean-Desprez Montréal, QC, H1K0H4 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1064222)** 2016-02-03 14 h 05 **Transmission :** 2016-02-03 14 h 05	2536447 - ADD-1 2016-02-03 14 h 05 - Téléchargement 2540379 - ADD-2 2016-02-03 14 h 05 - Téléchargement 2542481 - Report de date 2016-02-03 14 h 05 - Téléchargement 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la	Ardec Construction inc.	Monsieur	**Commande**	2536447 - ADD-1

ligne	579 rue Principale Laval, QC, H7X 1C7 NEQ : 1147794813	Gilles W Claude Téléphone : 450 627-6262 Télécopieur : 450 627-5021	**: (1050881)** 2016-01-07 10 h 09 **Transmission :** 2016-01-07 10 h 18	2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 16 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Sylvain Lamontagne Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1050478)** 2016-01-06 13 h 08 **Transmission :** 2016-01-06 13 h 08	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 16 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier

				électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Celeb Construction Ltée 100-3850, Place De Java Brossard, QC, J4Y 0C4 NEQ : 1142063123	Monsieur Stéfann Belec Téléphone : 450 659-9608 Télécopieur : 450 659-4296	**Commande : (1052195)** 2016-01-11 13 h 51 **Transmission :** 2016-01-11 13 h 51	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 16 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Construction Genfor Ltée. 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203 Laval, QC, H7E 5A1 http://www.genfor.qc.ca NEQ : 1144135697	Monsieur Emmanuel Haché Téléphone : 450 661-2040 Télécopieur : 450 661-2092	**Commande : (1050598)** 2016-01-06 15 h 12 **Transmission :** 2016-01-06 15 h 12	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 33 - Télécopie 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Télécopie 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 16 - Télécopie

				2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1051969)** 2016-01-11 10 h 30 **Transmission :** 2016-01-11 10 h 32	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 15 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Les Constructions B. Martel 569, rue Ellen Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S0B1 NEQ : 1147360532	Monsieur Bertrand Martel Téléphone : 450 377-3737 Télécopieur	**Commande : (1050419)** 2016-01-06 11 h 40 **Transmission :** 2016-01-06 11 h 49	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56

		: 450 377-0615		- Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 16 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com NEQ : 1142550913	Monsieur Dan Dumitru Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1050733)** 2016-01-07 8 h 07 **Transmission :** 2016-01-07 8 h 15	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 34 - Télécopie 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 57 - Télécopie 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 16 - Télécopie 2545880 - ADD-4 2016-02-05 17 h 04 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner la ligne	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1050891)** 2016-01-07 10 h 17 **Transmission :** 2016-01-07 10 h 33	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 15 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Société générale de construction BPF inc. 2075 Industriel Chambly, QC, J3L 4C5 NEQ : 1164726003	Monsieur Éric Beaumier Téléphone : 450 435-8383 Télécopieur : 450 437-3232	**Commande : (1068214)** 2016-02-10 13 h 03 **Transmission :** 2016-02-10 13 h 29	2536447 - ADD-1 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement 2540379 - ADD-2 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement 2542481 - Report de date 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement 2545880 - ADD-4 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement Mode privilégié

				(devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne ☐	Trempro Construction Inc. 112 rue Industrielle #200 Delson, QC, J5B 1W4 NEQ : 1165135550	Madame Karine Mailly Téléphone : 514 903-5460 Télécopieur : 514 903-5450	**Commande : (1050723)** 2016-01-07 7 h 56 **Transmission :** 2016-01-07 7 h 59	2536447 - ADD-1 2016-01-15 13 h 32 - Courriel 2540379 - ADD-2 2016-01-26 9 h 56 - Courriel 2542481 - Report de date 2016-01-29 14 h 15 - Courriel 2545880 - ADD-4 2016-02-05 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166196001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1166196001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier
Point de service Eau - Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-10

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE166196001

Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE166196001
Accorder un contrat à Trempro Construction Inc. pour réaliser les travaux de fermeture des façades de filtres des galeries 1, 2 & 3 de l'usine de filtration (0396) du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 867 345,73 $ taxes incluses - Appel d'offres 5762 (7 soumissionnaires).

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Les membres ont obtenu des explications satisfaisantes du Service en ce qui a trait à l'écart de prix de 20,35 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire proposé.

Les membres ont aussi demandé quels pouvaient être les avantages et les inconvénients de lancer deux projets en même temps dans un même lieu et de se retrouver avec le même adjudicataire pour les deux contrats (voir dossier SMCE165891001). Le Service a fait valoir que la nature des deux contrats était très différente et qu'il était tout à fait possible de les mener à terme concurremment en assurant une surveillance assidue des chantiers et une gestion appropriée des risques.

Par ailleurs, le Service a aussi fait remarquer que le même entrepreneur avait obtenu les deux contrats. Il est donc raisonnable de croire qu'il pourra réaliser des économies au chapitre des frais de mobilisation et d'administration et que cela s'est reflété dans les montants de ses soumissions.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE166196001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1165891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 242 509,78 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Trempro construction inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 135 723,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5826;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-16 17:08

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165891001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'usine Atwater est l'une des plus importantes usines de production d'eau potable d'Amérique du Nord. Conjointement, avec l'usine Des Baillets, elles assurent ensemble plus de 80 % des besoins de l'agglomération de Montréal.
Des investissements importants sont actuellement mis en œuvre pour modifier l'ingénierie du procédé de l'usine de production d'eau potable Atwater et pour mener à bien des projets de protection et de mise aux normes. Ainsi, faisant suite aux travaux de protection déjà entrepris, les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791) sont rendus nécessaires.

Les travaux consistent à restaurer les murs en maçonnerie, l'entrée principale, une partie de la toiture en cuivre et aussi remplacer l'ensemble des portes et fenêtres. Afin de maintenir les activités d'opération dans l'usine, les travaux sont répartis de la manière suivante :

Phase 1 : La réfection des galeries 1, 4, et la tour d'eau, prévue entre juillet 2015 et décembre 2016.
Phase 2 : La réfection du secteur administratif et de la galerie 7, prévue entre mai et décembre 2016.
Phase 3 : La réfection des galeries 2, 3, 5 et 6, prévue en 2017 et 2018.

Un appel d'offres public a été publié dans le Devoir, sur le site internet de la Ville ainsi que dans le SÉAO (Système électronique d'appel d'offres) pendant 38 jours du 8 janvier au 15 février 2016, ce qui représente un délai raisonnable. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Trois (3) addendas ont été émis le 3, 9 et 10 février 2016 et concernaient des questions techniques.

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur dépôt des soumissions
01	2016-02-03	Précisions plans et devis	Aucun
02	2016-02-09	Précisions plans et devis	Aucun
03	2016-02-10	Précisions plans et devis	Aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0414 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Cosoltec inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791), phase 1, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 245 722,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5772 (4 soum.)
CG14 0076 - 27 février 2014 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Girard Coté Bérubé Dion architectes inc., Bouthillette Parizeau, Les services EXP inc. et SDK et associés, comprenant les services en architecture et en ingénierie (mécanique, électricité, structure et environnement) pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration et de la tour d'eau du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, pour une somme maximale de 784 045,56 $ taxes incluses - Appel d'offres public 13-12970 - (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE13 1538 - 25 septembre 2013 - autoriser le lancement d’un appel d’offres public pour retenir les services d’une équipe de professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie de bâtiment (mécanique, électrique, structure et génie civil) pour réaliser les plans, devis et la surveillance de travaux dans le cadre du projet de réfection d’enveloppe du bâtiment de filtration et de la tour d’eau à l’usine de production d’eau potable Atwater.

CG11 0050 – 24 février 2011 - Octroyer un contrat de services professionnels à Réal Paul architecte et Génivar inc. pour réaliser les expertises, plans, devis et la surveillance de travaux dans le cadre de projets de protection et de mise aux normes des installations de production et de distribution d'eau potable - Usines Atwater et Station de pompage Lambert -Closse - Dépense totale de 1 058 053,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10-11455 - (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Au cours de l'appel d'offres, il y a eu dix-neuf (19) preneurs des documents d'appel d'offres sur le site SÉAO dont la liste est en pièce jointe et neuf (9) ont déposé leur soumission. Parmi ceux qui se sont désistés, il y a des sous-traitants, des associations de construction ou des entrepreneurs avec des carnets de commandes chargés.
Le présent dossier vise à accorder un contrat à Trempro construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un ensemble de travaux visant la réfection de l’enveloppe de l’usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l’usine de production d’eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, notamment :

- Le remplacement de l’ensemble des portes et fenêtres.

- L’imperméabilisation des fondations.
- Les travaux de réparations du béton et de la maçonnerie.
- Les travaux d’électricité.

L'ensemble des travaux de réfection s'échelonnera sur trois phases, entre 2015 et 2018, pour éviter les travaux dans les conditions d’hiver et mieux gérer les imprévus. Les travaux à réaliser dans le cadre de ce contrat sont ceux de la deuxième phase et seront entièrement réalisés en 2016.

Des contingences de 15 % sont prévues au contrat pour faire face aux imprévues de chantier.

Il est à noter que la surveillance se fera en résidence par les firmes Girard Coté Bérubé Dion architectes inc., Bouthillette Parizeau, Les services EXP inc. et SDK.

JUSTIFICATION

Les neuf (9) soumissions reçues sont conformes. Veuillez vous référer au tableau d'analyse de conformité des professionnels en pièce jointe ainsi que le tableau ci-dessous :

.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences	Total
Trempro construction inc.	1 857 150,96 $	278 572,64 $	2 135 723,60 $
St-Denis Thompson	1 907 228,27 $	286 084,24 $	2 193 312,51 $
Norgéreq ltée	1 970 158,02 $	295 523,70 $	2 265 681,72 $
Procova inc.	2 228 266,51 $	334 239,98 $	2 562 506,49 $
MGB associé inc.	2 271 185,11 $	340 677,77 $	2 611 862,88 $
Edilbec construction inc.	2 247 101,98 $	337 065,30 $	2 584 167,28 $
Groupe Atwill-Morin inc.	2 379 094,35 $	356 864,15 $	2 735 958,50 $
Céleb construction ltée	2 816 452,20 $	422 467,83 $	3 238 920,03 $
Corporation de construction Germano	3 182 692,07 $	477 403,81 $	3 660 095,88 $
Estimation des professionnels ($)	**2 636 879,61 $**	**395 531,94 $**	**3 032 411,55 $**
Coût moyen des soumissions reçues *(total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)*			2 665 358,77 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conformes ($) *(la moyenne – la plus basse)*			529 635,17 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse) x 100*			24,80 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute – la plus basse)*			1 524 372,28 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)*			71,37 %
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation des professionnels ($) *(la plus basse conforme – estimation des professionnels)*			-896 687,95 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation des professionnels (%) *((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation) x 100*			-29,57 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(* la deuxième plus basse – *la plus basse)*			57 588,91 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *(* la deuxième plus basse – *la plus basse) / la plus basse x 100)*	2,70 %

Note 1 : tous les prix incluent les taxes.
Note 2 : l'estimation est effectuée par la firme GCBD architectes inc.

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est inférieur à l'estimation des professionnels qui était de 3 032 411,55 $ (incluant les taxes et les contingences). Cette différence correspond à -896 687,95 $ (-29,57 %). Le coût moyen des soumissions reçues est de 2 665 358,77 $, ce qui représente un écart de 24,80 % avec la plus basse conforme. La différence entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 1 524 372,28 $, soit à 71,37 %. L'estimation des professionnels externes était basée sur des travaux de réfection d'enveloppe du même édifice, phase 1, réalisés au cours de l'année 2015.

Tel que mentionné dans la lettre de recommandation des professionnels en pièce jointe, le différentiel entre leur estimation et le plus bas soumissionnaire est causé notamment par une baisse des coûts par l'entrepreneur dans le chapitre 01 - Charges générales, le chapitre 2 - Aménagement de l'emplacement, le chapitre 9 – produits de finition et le chapitre 15 - Mécanique.

La présentation à la commission permanente sur l'examen des contrats est nécessaire puisque l'écart de prix est de plus de 20 % et le contrat dépasse 2 M$.

L'analyse des soumissions faite par les professionnels externes démontre que Trempro construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat de réfection d'enveloppe du bâtiment de filtration (0396), phase 2, de l'usine de production d'eau potable Atwater à cette firme.

La compagnie Trempro construction inc. ne figure ni au registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au registre du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Malgré ce qui précède, ledit contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. La compagnie Trempro construction inc. n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). Par ailleurs, la compagnie détient tout de même une autorisation de l'AMF depuis le 21 octobre 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 2 135 723,60 $ incluant les taxes. Ce montant inclut les contingences qui s'élèvent à 278 572,64 $.De plus, un montant de 106 786,18 $ (5 %) taxes incluses est prévu pour les incidences.
Les travaux prévus aux incidences concernent principalement l'aménagement du site, les travaux temporaires d'accès et éventuellement des études de laboratoires ou expertises supplémentaires. Le montant à autoriser totalise 2 242 509,78 $, incluant contingences, incidences et taxes; et il est détaillé en pièce jointe.

Les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0761) sont prévus au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2016-2018 de la Direction de l'eau potable (DEP). La phase 2, objet du présent contrat, sera réalisée en 2016.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les principes du développement durable applicables seront exigés, notamment l'utilisation des matériaux les moins dommageables, les équipements les plus écoénergétiques et la gestion des déchets de construction sur le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de contrat à la firme Trempro construction inc. devra être complété dans les meilleurs délais afin que les travaux soient terminés avant l'hiver 2016-2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14789 - Mandat : 16553-2-020

Octroi du contrat au CG :	avril 2016
Réalisation des travaux :	mai à décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Babak HERISCHI, Service de l'eau
Alain DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

Alain DUBUC, 15 mars 2016
Babak HERISCHI, 14 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anis GASMI
GEST.IMMOB.

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-10

Danielle LAVIGNE
Chef de section en remplacement
de Carlos Manzoni, chef de division
(du 4 au 11 mars 2016)

Tél : 514 872-1718
Télécop. : 514 280-3597

Danielle LAVIGNE
Chef de section
Gestion immobilière - Agglomération
Tél. 514 872-7977

Tél : 514 872-7977
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514 872-2619
Approuvé le : 2016-03-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-03-16

architectes
girard
côté
bérubé
dion
inc.

Le 24 février 2016

M. Anis Gasmi
Architecte, gestionnaire immobilier
Ville de Montréal
Division gestion immobilière
Section administration immobilière - Agglomération
303, rue Notre-Dame Est
3e étage
Montréal (Qc) H2Y 3Y8

Projet : Réfection d'enveloppe du bâtiment de filtration et de la tour d'eau de l'usine de production d'eau potable Atwater – Phase 2
Objet : Analyse des soumissions
N/D : 13-120

M. Gasmi,

Tel que convenu, nous avons pris connaissance des soumissions présentées par les entrepreneurs pour le projet cité en rubrique.

Neuf entreprises ont déposé des soumissions. Ces dernières sont présentées ci-dessous dans l'ordre croissant des prix soumis et prix corrigés après analyse :

	Prix soumis	Prix corrigés	Différence
1. Trempro construction inc.	2 135 723,60 $	2 135 723,60 $	0,00$
2. St-Denis Thompson	2 206 772,66 $	2 193 312,51 $	13 460,15$
3. Norgéreq ltée	2 314 737,60 $	2 265 681,72 $	49 055,88$
4. Procova inc.	2 559 803,40 $	2 562 506,49 $	2 703,09$
5. MGB associé inc.	2 611 862,87 $	2 611 862,87 $	0,00$
6. Edilbec construction inc.	2 614 014,40 $	2 584 167,28 $	29 845,82$
7. Groupe Atwill-Morin inc.	2 911 009,95 $	2 735 958,51 $	175 051,44$
8. Céleb construction ltée	3 238 920,04 $	3 238 920,04 $	0,00$
9. Corporation de construction Germano	3 661 722,09 $	3 660 095,89 $	1 626,20$

À la lumière des documents reçus, il appert que toutes les soumissions présentées rencontrent les divers éléments demandés dans les documents d'appel d'offres et peuvent être déclarées conformes. Les entreprises St-Denis Thompson, Procova inc. et Corporation de construction Germano reçoivent le statut de dérogation mineure avec de petites erreurs de calcul. Les entreprises Norgéreq ltée, Edilbec construction inc. et le Groupe Atwill-Morin ont un statut de dérogation majeur pour erreurs de calcul importantes.

L'analyse des documents permet de conclure que sept (7) soumissions déposées sont inférieures et deux (2) sont supérieures à l'estimation des professionnels qui présente un budget de 3 032 411,55 $ (09 février 2016) incluant les taxes et les contingences de 15 %.

L'écart calculé entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation des professionnels incluant les taxes et les contingences de 15% est de 896 687,96 $. Ce qui représente un écart de – 29,75% avec l'estimation budgétaire. Les principaux écarts remarqués, incluant les taxes et les contingences, sont :

Chapitre 1 – Charge générales :	écart de -84,09%
Chapitre 2- Aménagement de l'emplacement :	écart de -61,77%
Chapitre 9 – Produits de finition :	écart de -64,09%
Chapitre 15 – Mécanique :	écart de -79,24%

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le coût moyen des soumissions est de 529 635,17$ (-19,87%).

L'écart entre l'estimation des professionnels et le coût moyen des soumissions est de 367 052,79$ (-13,77%).

Voici quelques observations qui expliquent les principaux écarts :

i. Au chapitre 1 les professionnels avaient prévu un pourcentage de 10% pour les clauses administratives du budget avant administration et profit, ainsi que les taxes et la contingence de 15%. Ce montant de 175 773,86$ était provisionné afin de couvrir les frais d'un projet ayant le client comme maitre d'œuvre ou la sécurité n'est pas assurée par l'entrepreneur et que celui-ci doit se conformer a toutes les demandes concernant la santé et sécurité. De plus, un budget de 56 000,00$ était prévu en échafaudages pour permettre les travaux qui ne peuvent pas être effectués à hauteur d'homme. L'entrepreneur a prévu un montant de 2 000,00$, ce qui nous semble peu, d'autant plus que la moyenne de ce poste budgétaire des soumissionnaires est de 46 405,00$.

ii. Au chapitre 2 les professionnels ont estimé à l'article 02-050 pour les coûts de protection temporaire un montant de 84 000$. Le plus bas soumissionnaire a prévu des coûts de 26 490,20$. Nous croyons que ce montant est limité puisque l'entrepreneur doit prévoir des cloisons temporaires acoustiques et étanches à la poussière dans les secteurs bureaux et laboratoire et s'assurer qu'aucune poussière n'entre dans l'usine pour l'ensemble des travaux (remplacement des portes et fenêtres ainsi que le remplacement d'une section de toiture (structuré de toit également).

iii. Au chapitre 2 les professionnels ont estimé à l'article 02-080 pour les coûts de désamiantage un montant de 117 600$. Le plus bas soumissionnaire a prévu des coûts de 31 763,91$. Nous croyons que ce montant est n'est pas réaliste selon l'ampleur du travail a effectué et la moyenne du cout associé à ce poste pour l'ensemble des soumissionnaires est de 111 003,32$.

iv. Au chapitre 2 à l'article 02-212, excavation, il a été demandé que tous les travaux d'excavation soient effectués de type hydraulique. Nous avons fait des vérifications, préalablement à l'appel d'offres, auprès de sous-traitant en excavation pour valider avec eux le cout au mètre cube pour ce type d'excavation. Le cout était de 240$/m.cu. nous pensons donc que les sous-traitants aient réduit leur prix de beaucoup et qu'ils aient donné un prix qui ressemble plus à celui d'une excavation standard.

v. Au chapitre 9, nous pensons que le plus bas soumissionnaire n'aurait peut-être pas inclus le cout pour la réfection du plafond dans le secteur C2. Car la différence de cout entre lui et la moyenne des soumissions est de 28 893,08% et de 36 275,00$ avec l'estimation des professionnels.

architectes
girard
côté
bérubé
dion
inc.

On retrouve en annexe les tableaux d'analyses et de comparaisons des prix présentés par les soumissionnaires.

L'écart de -29,75% démontre que le prix du plus bas soumissionnaire conforme est bien en deçà de l'estimation des professionnels. Les documents émis pour soumission étaient clairs et précisaient bien la portée des travaux. Notre estimation a été réalisée sur la base des coûts observés en 2015 dans nos derniers projets de réfection d'enveloppe et basée sur les soumissions reçues lors de la phase 1 du présent mandat. Les projets qui ont servi à la préparation de nos prix touchaient des casernes, des postes de police, des usines de procédés et des édifices patrimoniaux. À l'exception de ces derniers, l'ensemble de nos projets de références opérait en mode 24/7 (24h par jour toute la semaine). Présentement en 2016, nous constatons encore une baisse de coûts pour les soumissions que nous recevons. Le marché actuel semble démontrer un ralentissement et les soumissionnaires sont plus agressifs dans leurs évaluations des coûts. Cet état du marché peut également expliquer une partie de l'écart.

Suite à notre analyse et à la lumière des informations que nous disposons, nous n'avons pas d'objection à ce que le plus bas soumissionnaire Trempro construction inc., puisse être retenu pour la signature du contrat.

En espérant répondre à vos attentes, veuillez accepter, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Martin Côté
Architecte associé

	Firmes soumissionnaires	Prix	Contingences	Total
1	Trempro construction inc.	1 857 150,96 $	278 572,64 $	2 135 723,60 $
2	St-Denis Thompson	1 907 228,27 $	286 084,24 $	2 193 312,51 $
3	Norgéreq ltée	1 970 158,02 $	295 523,70 $	2 265 681,72 $
4	Procova inc.	2 228 266,51 $	334 239,98 $	2 562 506,49 $
5	MGB associé inc.	2 271 185,11 $	340 677,77 $	2 611 862,88 $
6	Edilbec construction inc.	2 247 101,98 $	337 065,30 $	2 584 167,28 $
7	Groupe Atwill-Morin inc.	2 379 094,35 $	356 864,15 $	2 735 958,50 $
8	Céleb cnstruction ltée	2 816 452,20 $	422 467,83 $	3 238 920,03 $
9	Corporation de construction Germano	3 182 692,07 $	477 403,81 $	3 660 095,88 $
	Estimation des professionnels ($)	**2 636 879,61 $**	**395 531,94 $**	**3 032 411,55 $**

Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)	2 665 358,77
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)	24,80%

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)	1 524 372,28
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)	71,37%

Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)	-896 687,95
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)	-29,57%

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	57 588,91
Écart entre la plus haute et la plus basse (%) (la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse x 100)	2,70%

Note : tous les prix incluent les taxes.

architectes
girard
côté
bérubé
dion
inc.

400, avenue Atlantic
Bureau 402
Montréal (Québec)
H2V 1A5

Titre du Proje **Usine de production d'eau d'Atwater, Complexe des filtres - Réfection de l'enveloppe Verticale - phase 2**
Soumission **5826**
Contrat **14789**

		Estimé professionnels	Écart avec le plus bas soumissionnaire	%	Plus bas soumissionaires - Trempro Construction inc.	St-Denis Thompson	Norgéreq ltée	Procova Inc.	MGB associé Inc.	EDILBEC construciton inc.	Groupe Atwill-Morin inc.	Céleb Construction ltée	Corporation de Construction Germano	Écart avec la moyenne des soumissionnaires	%	Moyenne des soumissionnaires
Prix soumissions ventilées																
Chapitre 00	Charges administratives	359 924,88 $	-170 811,79 $	-47,46%	189 113,09 $	136 000,00 $	19 800,00 $	173 595,00 $	211 600,00 $	251 301,00 $	345 000,00 $	316 420,66 $	395 000,00 $	-133 499,35 $	-37,09%	226 425,53 $
Chapitre 01	Générale	232 485,86 $	-195 485,86 $	-84,09%	37 000,00 $	65 000,00 $	146 283,00 $	36 000,00 $	71 620,00 $	10 500,00 $	60 225,00 $	250 000,00 $	30 000,00 $	-153 971,64 $	-66,23%	78 514,22 $
Chapitre 2	Aménagement de l'emplacement	289 822,37 $	-179 032,84 $	-61,77%	110 789,53 $	165 352,00 $	92 460,00 $	168 300,00 $	170 298,00 $	238 680,00 $	135 717,69 $	261 012,64 $	584 200,00 $	-75 732,39 $	-26,13%	214 089,98 $
Chapitre 3	Ouvrages en béton	134 147,15 $	-65 717,15 $	-48,99%	68 430,00 $	61 745,00 $	67 680,00 $	67 320,00 $	67 180,00 $	94 290,00 $	104 201,70 $	121 330,00 $	68 100,00 $	-54 116,41 $	-40,34%	80 030,74 $
Chapitre 4	Ouvrages en maconnerie	446 609,34 $	-98 213,64 $	-21,99%	348 395,70 $	360 279,98 $	377 485,35 $	367 896,35 $	312 245,00 $	354 437,00 $	398 185,15 $	377 485,35 $	377 485,35 $	-82 843,20 $	-18,55%	363 766,14 $
Chapitre 5	Ouvrages métalliques	18 882,00 $	-8 342,00 $	-44,18%	10 540,00 $	46 000,00 $	43 600,00 $	34 900,00 $	11 325,00 $	37 750,00 $	11 175,70 $	5 000,00 $	90 000,00 $	13 372,52 $	70,82%	32 254,52 $
Chapitre 6	Ouvrages en bois et en plastique	9 540,00 $	636,75 $	6,67%	10 176,75 $	3 000,00 $	19 000,00 $	59 800,00 $	6 700,00 $	5 000,00 $	36 397,50 $	35 000,00 $	30 000,00 $	13 246,03 $	138,85%	22 786,03 $
Chapitre 7	Isolant calorifuge et hvdrofuge	140 801,15 $	-33 594,35 $	-23,86%	107 206,80 $	119 773,00 $	95 560,00 $	101 325,00 $	184 053,00 $	104 167,60 $	140 916,31 $	103 258,00 $	187 942,00 $	-13 667,63 $	-9,71%	127 133,52 $
Chapitre 8	Portes et fenêtres	530 624,62 $	159 255,53 $	30,01%	689 880,15 $	650 645,00 $	788 546,05 $	865 638,02 $	850 652,00 $	803 916,00 $	776 779,73 $	877 944,75 $	782 094,75 $	256 719,43 $	48,38%	787 344,05 $
Chapitre 9	Produits de finition	56 600,00 $	-36 275,00 $	-64,09%	20 325,00 $	19 825,00 $	35 569,00 $	32 400,00 $	50 350,00 $	23 815,00 $	19 578,75 $	78 600,00 $	162 500,00 $	-7 381,92 $	-13,04%	49 218,08 $
Chapitre 12	Ameublement de l'emplacement	4 325,00 $	1 813,00 $	41,92%	6 138,00 $	4 000,00 $	1 000,00 $	1 500,00 $	5 310,00 $	3 500,00 $	5 750,00 $	1 000,00 $	4 638,00 $	-676,56 $	-15,64%	3 648,44 $
Chapitre 15	Mécanique	66 000,00 $	-52 300,00 $	-79,24%	13 700,00 $	22 000,00 $	23 000,00 $	25 800,00 $	24 360,00 $	23 500,00 $	24 150,00 $	19 000,00 $	36 200,00 $	-42 476,67 $	-64,36%	23 523,33 $
Chapitre 16	Électricitté et électronique	3 675,00 $	-105,00 $	-2,86%	3 570,00 $	5 200,00 $	3 570,00 $	3 570,00 $	9 680,00 $	3 570,00 $	11 150,00 $	3 570,00 $	20 000,00 $	3 422,78 $	93,14%	7 097,78 $
	Sous-total :	2 293 437,37 $	-678 172,35 $	-29,57%	1 615 265,02 $	1 658 819,98 $	1 713 553,40 $	1 938 044,37 $	1 975 373,00 $	1 954 426,60 $	2 069 227,53 $	2 449 621,40 $	2 768 160,10 $	-277 604,99 $	-12,10%	2 015 832,38 $
Sous-total - coût des travaux (sans		2 293 437,37 $			1 615 265,02 $	1 658 819,98 $	1 713 553,40 $	1 938 044,37 $	1 975 373,00 $	1 954 426,60 $	2 069 227,53 $	2 449 621,40 $	2 768 160,10 $			2 015 832,38 $
T.P.S.	5%	114 671,87 $			80 763,25 $	82 941,00 $	85 677,67 $	96 902,22 $	98 768,65 $	97 721,33 $	103 461,38 $	122 481,07 $	138 408,01 $			100 791,62 $
T.V.Q.	9,975%	228 770,38 $			161 122,69 $	165 467,29 $	170 926,95 $	193 319,93 $	197 043,46 $	194 954,05 $	206 405,45 $	244 349,73 $	276 123,97 $			201 079,28 $
Total taxes		343 442,25 $			241 885,94 $	248 408,29 $	256 604,62 $	290 222,14 $	295 812,11 $	292 675,38 $	309 866,82 $	366 830,80 $	414 531,97 $			301 870,90 $
TOTAL :		2 636 879,61 $			1 857 150,96 $	1 907 228,27 $	1 970 158,02 $	2 228 266,51 $	2 271 185,11 $	2 247 101,98 $	2 379 094,35 $	2 816 452,20 $	3 182 692,07 $			2 317 703,28 $
Contingences 15% (avec taxes)		395 531,94 $			278 572,64 $	286 084,24 $	295 523,70 $	334 239,98 $	340 677,77 $	337 065,30 $	356 864,15 $	422 467,83 $	477 403,81 $			347 655,49 $
Sous-total sans les contingences, taxes incluses																
TOTAL / sans erreur de calcul		**3 032 411,56 $**			**2 135 723,60 $**	**2 193 312,51 $**	**2 265 681,72 $**	**2 562 506,49 $**	**2 611 862,87 $**	**2 584 167,28 $**	**2 735 958,51 $**	**3 238 920,04 $**	**3 660 095,89 $**			**2 665 358,77 $**
TOTAL DE LA SOUMISSION		**3 032 411,56 $**	-896 687,96 $	-29,57%	**2 135 723,60 $**	**2 206 772,66 $**	**2 314 737,60 $**	**2 559 803,40 $**	**2 611 862,87 $**	**2 614 014,40 $**	**2 911 009,95 $**	**3 238 920,04 $**	**3 661 722,09 $**	-337 459,71 $	-11,13%	**2 694 951,85 $**

architectes
girard
côté
bérubé
dion
inc.

Réfection d'enveloppe verticale du bâtiment
de filtration et de la tour d'eau de l'usine de
production d'eau potable Atwater - Lot 2
Soumission No 5826
No. Projet : 13-120 DATE : 2016-02-17

		professionnel		Quantié	Unité	Trempro Construction Inc.		St-Denis Thompson		Norgéreq ltée		Procova Inc.		MGB associé Inc.		EDILBEC construciton inc.		Groupe Atwill-Morin		Céleb Construction ltée		Corporation de Construction Germano		Moyenne des soumissionnaires
		Cout unitaire	Global			Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	
CHAPITRE 0 - CHARGES ADMINISTRATIVES			359 924,88 $				189 113,09 $		136 000,00 $		19 800,00 $		173 595,00 $		211 600,00 $		251 301,00 $		345 000,00 $		316 420,66 $		395 000,00 $	
	Charges administratives		210 928,63 $		global		50 000,00 $		60 000,00 $		15 000,00 $		44 595,00 $		120 000,00 $		70 000,00 $		200 000,00 $		200 000,00 $		200 000,00 $	106 621,67 $
	Organisation, profits, autres		148 996,25 $		global		138 113,09 $		70 000,00 $		incl.		120 000,00 $		82 400,00 $		172 801,00 $		144 000,00 $		102 420,66 $		180 000,00 $	112 192,75 $
	Clôture de chantier		incl.		global		1 000,00 $		6 000,00 $		4 800,00 $		9 000,00 $		9 200,00 $		8 500,00 $		1 000,00 $		14 000,00 $		15 000,00 $	7 611,11 $
CHAPITRE 1 - GÉNÉRAL			232 485,86 $				37 000,00 $		65 000,00 $		146 283,00 $		36 000,00 $		71 620,00 $		10 500,00 $		60 225,00 $		250 000,00 $		30 000,00 $	
	Clauses administratives		175 773,86 $		global		30 000,00 $		40 000,00 $		146 283,00 $		10 000,00 $		2 500,00 $		5 000,00 $		0,00 $		11 000,00 $		5 000,00 $	27 753,67 $
	Échafaudages		56 712,00 $		global		2 000,00 $		20 000,00 $		incl.		25 000,00 $		69 120,00 $		avec démolition		52 525,00 $		234 000,00 $		15 000,00 $	46 405,00 $
	Nettoyage et remise en état du terrain		incl.		global		5 000,00 $		5 000,00 $		incl.		1 000,00 $		0,00 $		5 500,00 $		7 700,00 $		5 000,00 $		10 000,00 $	4 355,56 $
Chapitre 2 - Aménagement de l'emplacement			289 822,37 $				110 789,53 $		165 352,00 $		92 460,00 $		168 300,00 $		170 298,00 $		238 680,00 $		135 717,69 $		261 012,64 $		584 200,00 $	
02-050	Protection temporaire intérieure		84 000,00 $	1	global		26 490,20 $		25 000,00 $		incl.		64 000,00 $		26 950,00 $		35 000,00 $		17 710,00 $		68 000,00 $		30 000,00 $	32 572,24 $
	Protection temporaire extérieure		incl. Ext.	1	global		7 373,42 $		24 000,00 $		incl.		21 000,00 $		1 100,00 $		5 500,00 $		11 446,60 $		20 000,00 $		25 000,00 $	12 824,45 $
02-080	Enlèvement de l'amiante		117 600,00 $	1	global		31 763,91 $		70 168,00 $		47 500,00 $		48 500,00 $		85 100,00 $		156 500,00 $		58 498,00 $		97 000,00 $		404 000,00 $	111 003,32 $
02-106	Défrichement	70,00 $	280,00 $	4	m.l.	100,00 $	400,00 $	150,00 $	600,00 $	250,00 $	1 000,00 $	250,00 $	1 000,00 $	110,00 $	440,00 $	125,00 $	500,00 $	110,00 $	440,00 $	100,00 $	400,00 $	0,00 $	0,00 $	531,11 $
	Autres		100,00 $	1	global				500,00 $		10 540,00 $								2 300,00 $		9 000,00 $			2 482,22 $
02-111	Démolition de l'abri (note C36)		2 275,00 $	1	global		4 000,00 $		600,00 $		3 000,00 $		3 100,00 $		4 500,00 $		2 500,00 $		1 100,00 $		2 000,00 $		10 000,00 $	3 422,22 $
02-212	Excavation fondation – 0.6m de profondeur	239,41 $	35 432,64 $	148	m.cu.	60,00 $	8 880,00 $	19,00 $	2 812,00 $	10,00 $	1 480,00 $	19,00 $	2 812,00 $	60,00 $	8 880,00 $	40,00 $	5 920,00 $	55,00 $	8 140,00 $	18,90 $	2 797,20 $	150,00 $	22 200,00 $	7 102,36 $
	Excavation fondation – de 0.6m à 1.5m de pro.	238,82 $	32 479,92 $	136	m.cu.	60,00 $	8 160,00 $	20,00 $	2 720,00 $	15,00 $	2 040,00 $	21,00 $	2 856,00 $	50,00 $	6 800,00 $	40,00 $	5 440,00 $	55,00 $	7 480,00 $	20,55 $	2 794,80 $	150,00 $	20 400,00 $	6 521,20 $
	Remblais et compaction type 1	59,85 $	8 858,16 $	148	m.cu.	58,00 $	8 584,00 $	16,00 $	2 368,00 $	20,00 $	2 960,00 $	17,00 $	2 516,00 $	80,00 $	11 840,00 $	80,00 $	11 840,00 $	77,00 $	11 396,00 $	16,96 $	2 510,08 $	150,00 $	22 200,00 $	8 468,23 $
	Remblais et compaction type 2	64,68 $	8 796,65 $	136	m.cu.	58,00 $	7 888,00 $	19,00 $	2 584,00 $	30,00 $	4 080,00 $	18,50 $	2 516,00 $	83,00 $	11 288,00 $	55,00 $	7 480,00 $	77,00 $	10 472,00 $	18,46 $	2 510,56 $	150,00 $	20 400,00 $	7 690,95 $
	Autres			1	global						18 060,00 $								5 875,35 $		22 000,00 $			5 103,93 $
02-220	Aménagement extérieur		incl.	1	global		5 000,00 $		30 000,00 $		incl.		10 200,00 $		7 500,00 $		6 500,00 $		n/a		20 000,00 $		30 000,00 $	12 133,33 $
02-513	Pavage		incl.	1	global		2 250,00 $		4 000,00 $		1 800,00 $		9 800,00 $		5 900,00 $		1 500,00 $		859,74 $		12 000,00 $		0,00 $	4 234,42 $
Chapitre 3 - Béton			134 147,15 $				68 430,00 $		61 745,00 $		67 680,00 $		67 320,00 $		67 180,00 $		94 290,00 $		104 201,70 $		121 330,00 $		68 100,00 $	
03-330	Réparation béton type 1A	750,00 $	4 500,00 $	6	unité	475,00 $	2 850,00 $	1 000,00 $	6 000,00 $	475,00 $	2 850,00 $	475,00 $	2 850,00 $	330,00 $	1 980,00 $	1 300,00 $	7 800,00 $	126,50 $	759,00 $	1 000,00 $	6 000,00 $	600,00 $	3 600,00 $	3 854,33 $
	Réparation béton type 1B	750,00 $	- $	0	unité	2 000,00 $	0,00 $	2 000,00 $	0,00 $	475,00 $	0,00 $	950,00 $	0,00 $	650,00 $	0,00 $		0,00 $	575,00 $	0,00 $	1 500,00 $	0,00 $	475,00 $	0,00 $	0,00 $
	Réparation béton type 3A	675,00 $	2 700,00 $	4	unité	750,00 $	3 000,00 $	2 000,00 $	8 000,00 $	750,00 $	3 000,00 $	750,00 $	3 000,00 $	625,00 $	2 500,00 $	2 300,00 $	9 200,00 $	379,50 $	1 518,00 $	3 500,00 $	14 000,00 $	750,00 $	3 000,00 $	5 246,44 $
	Joint de contrôle type 4	1 000,00 $	1 000,00 $	1	unité	375,00 $	375,00 $	500,00 $	500,00 $	375,00 $	375,00 $	375,00 $	375,00 $	650,00 $	650,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	126,50 $	126,50 $	3 500,00 $	3 500,00 $	375,00 $	375,00 $	819,61 $
	Soffite en béton réparation type 5	815,00 $	23 635,00 $	29	unité	500,00 $	14 500,00 $	570,00 $	16 530,00 $	500,00 $	14 500,00 $	500,00 $	14 500,00 $	150,00 $	4 350,00 $	500,00 $	14 500,00 $	253,00 $	7 337,00 $	1 750,00 $	50 750,00 $	500,00 $	14 500,00 $	16 829,67 $
	Soffite en béton réparation type 6	350,00 $	- $	0	unité	2 000,00 $	0,00 $	150,00 $	0,00 $	425,00 $	0,00 $	475,00 $	0,00 $	350,00 $	0,00 $		0,00 $	345,00 $	0,00 $	1 750,00 $	0,00 $	425,00 $	0,00 $	0,00 $
	Joint de contrôle type 8	1 000,00 $	- $	0	unité	2 000,00 $	0,00 $	150,00 $	0,00 $	425,00 $	0,00 $	475,00 $	0,00 $	650,00 $	0,00 $		0,00 $	287,50 $	0,00 $	1 500,00 $	0,00 $	425,00 $	0,00 $	0,00 $
	Autres			1	global				500,00 $															55,56 $
03-410	Allège de béton à réparer	235,00 $	22 560,00 $	96	unité	180,00 $	17 280,00 $	165,00 $	15 840,00 $	180,00 $	17 280,00 $	180,00 $	17 280,00 $	100,00 $	9 600,00 $	170,00 $	16 320,00 $	363,45 $	34 891,20 $	180,00 $	17 280,00 $	180,00 $	17 280,00 $	18 116,80 $
	Allège de béton à remplacer	629,36 $	20 768,75 $	33	m.l.	495,00 $	16 335,00 $	150,00 $	4 950,00 $	495,00 $	16 335,00 $	485,00 $	16 005,00 $	250,00 $	8 250,00 $	450,00 $	14 850,00 $	368,00 $	12 144,00 $	495,00 $	16 335,00 $	485,00 $	16 005,00 $	13 467,67 $
	Bandeau de béton à réparer	685,00 $	21 235,00 $	31	unité	180,00 $	5 580,00 $	165,00 $	5 115,00 $	180,00 $	5 580,00 $	180,00 $	5 580,00 $	100,00 $	3 100,00 $	170,00 $	5 270,00 $	1 380,00 $	42 780,00 $	180,00 $	5 580,00 $	180,00 $	5 580,00 $	9 351,67 $
	Bandeau de béton à remplacer	641,13 $	1 923,40 $	3	m.l.	495,00 $	1 485,00 $	150,00 $	450,00 $	495,00 $	1 485,00 $	485,00 $	1 455,00 $	250,00 $	750,00 $	450,00 $	1 350,00 $	402,50 $	1 207,50 $	495,00 $	1 485,00 $	495,00 $	1 485,00 $	1 239,17 $
	Nouvelle vasque	2 000,00 $	4 000,00 $	2	unité	1 825,00 $	3 650,00 $	600,00 $	1 200,00 $	1 825,00 $	3 650,00 $	1 825,00 $	3 650,00 $	1 000,00 $	2 000,00 $	1 700,00 $	3 400,00 $	1 150,00 $	2 300,00 $	1 825,00 $	3 650,00 $	1 825,00 $	3 650,00 $	3 016,67 $
	Autres			1	global																			0,00 $
03-930	Réparation fissures type 2A	250,00 $	1 500,00 $	6	unité	375,00 $	2 250,00 $	310,00 $	1 860,00 $	375,00 $	2 250,00 $	375,00 $	2 250,00 $	450,00 $	2 700,00 $	400,00 $	2 400,00 $	126,50 $	759,00 $	350,00 $	2 100,00 $	375,00 $	2 250,00 $	2 091,00 $
	Réparation fissures type 2B	325,00 $	325,00 $	1	unité	1 125,00 $	1 125,00 $	800,00 $	800,00 $	375,00 $	375,00 $	375,00 $	375,00 $	1 300,00 $	1 300,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	379,50 $	379,50 $	650,00 $	650,00 $	375,00 $	375,00 $	719,94 $
	Autres		30 000,00 $	1	global										30 000,00 $		17 000,00 $							5 222,22 $
Chapitre 4 - Maçonnerie			446 609,34 $				348 395,70 $		360 279,98 $		377 485,35 $		367 896,35 $		312 245,00 $		354 437,00 $		398 185,15 $		377 485,35 $		377 485,35 $	
04-050	Nettoyage de la maçonnerie	20,00 $	32 575,00 $	1629	m.c.	12,15 $	19 792,35 $	15,00 $	24 435,00 $	7,22 $	11 761,38 $	7,22 $	11 761,38 $	12,00 $	19 548,00 $	8,00 $	13 032,00 $	11,55 $	18 814,95 $	7,22 $	11 761,38 $	7,22 $	11 761,38 $	15 851,98 $
	Décapage intense de la maçonnerie	41,70 $	375,30 $	9	m.c.	80,00 $	720,00 $	75,00 $	675,00 $	93,33 $	839,97 $	93,33 $	839,97 $	15,00 $	135,00 $	100,00 $	900,00 $	18,70 $	168,30 $	93,33 $	839,97 $	93,33 $	839,97 $	662,02 $
04-100	Enlèvement du crépi de fondation	65,55 $	14 618,10 $	223	m.c.	21,45 $	4 783,35 $	60,00 $	13 380,00 $	43,00 $	9 589,00 $			54,00 $	12 042,00 $	40,00 $	8 920,00 $	55,00 $	12 265,00 $	43,00 $	9 589,00 $	43,00 $	9 589,00 $	8 906,37 $
	Nouveau crépi sur les fondations	74,91 $	16 704,00 $	223	m.c.	90,00 $	20 070,00 $	80,00 $	17 840,00 $	90,00 $	20 070,00 $	90,00 $	20 070,00 $	108,00 $	24 084,00 $	85,00 $	18 955,00 $	55,00 $	12 265,00 $	90,00 $	20 070,00 $	90,00 $	20 070,00 $	19 277,11 $
	Nouveau crépi sur les soffites de béton	119,83 $	16 417,20 $	137	m.c.	125,00 $	17 125,00 $	85,00 $	11 645,00 $	125,00 $	17 125,00 $	125,00 $	17 125,00 $	161,00 $	22 057,00 $	120,00 $	16 440,00 $	55,00 $	7 535,00 $	125,00 $	17 125,00 $	125,00 $	17 125,00 $	15 922,44 $
	Autres			1	global				5 000,00 $										1 100,00 $					677,78 $
04-300	Maçonnerie de brique à remplacer	542,16 $	29 276,50 $	54	m.c.	600,00 $	32 400,00 $	157,87 $	8 524,98 $	325,00 $	17 550,00 $	325,00 $	17 550,00 $	1 190,00 $	64 260,00 $	300,00 $	16 200,00 $	605,00 $	32 670,00 $	325,00 $	17 550,00 $	325,00 $	17 550,00 $	24 917,22 $
	Granite à enlever. Réparation et réinstallation		87 298,40 $	1	global		77 750,00 $		92 000,00 $		53 950,00 $		53 950,00 $		36 600,00 $		45 000,00 $		105 224,90 $		53 950,00 $		53 950,00 $	63 597,21 $
	Autres			1	global				10 000,00 $		2 700,00 $		2 700,00 $				3 000,00 $				2 700,00 $		2 700,00 $	2 644,44 $
04-921	Rejointoiement à 30%	316,11 $	113 800,33 $	360	m.c.	195,00 $	70 200,00 $	90,00 $	32 400,00 $	375,00 $	135 000,00 $	375,00 $	135 000,00 $	215,00 $	77 400,00 $	350,00 $	126 000,00 $	253,00 $	91 080,00 $	375,00 $	135 000,00 $	375,00 $	135 000,00 $	104 120,00 $
	Rejointoiement à 50%	268,16 $	30 570,51 $	114	m.c.	195,00 $	22 230,00 $	120,00 $	13 680,00 $	350,00 $	39 900,00 $	350,00 $	39 900,00 $	198,00 $	22 572,00 $	325,00 $	37 050,00 $	231,00 $	26 334,00 $	350,00 $	39 900,00 $	350,00 $	39 900,00 $	31 274,00 $
	Rejointoiement à 100%	230,00 $	27 370,00 $	119	m.c.	195,00 $	23 205,00 $	220,00 $	26 180,00 $	300,00 $	35 700,00 $	300,00 $	35 700,00 $	161,00 $	19 159,00 $	300,00 $	35 700,00 $	220,00 $	26 180,00 $	300,00 $	35 700,00 $	300,00 $	35 700,00 $	30 358,22 $
	Rejointoiement et scellement des allèges, linteaux et bandeaux	225,00 $	62 100,00 $	276	Unité	150,00 $	41 400,00 $	150,00 $	41 400,00 $	25,00 $	6 900,00 $	25,00 $	6 900,00 $	25,00 $	6 900,00 $	30,00 $	8 280,00 $	165,00 $	45 540,00 $	25,00 $	6 900,00 $	25,00 $	6 900,00 $	19 013,33 $
	Rejointoiement de l'arrière mur des murs en parement de granite	161,50 $	15 504,00 $	96	m.c.	195,00 $	18 720,00 $	220,00 $	21 120,00 $	275,00 $	26 400,00 $	275,00 $	26 400,00 $	78,00 $	7 488,00 $	260,00 $	24 960,00 $	198,00 $	19 008,00 $	275,00 $	26 400,00 $	275,00 $	26 400,00 $	21 877,33 $
	Autres			1	global				42 000,00 $															4 666,67 $
Chapitre 5 - Métaux			18 882,00 $				10 540,00 $		46 000,00 $		43 600,00 $		34 900,00 $		11 325,00 $		37 750,00 $		11 175,70 $		5 000,00 $		90 000,00 $	
05-500	Nouveaux garde-corps		3 120,00 $	1	global		5 540,00 $		2 500,00 $		4 500,00 $		3 000,00 $		4 500,00 $		6 000,00 $		1 782,50 $		4 000,00 $		10 000,00 $	4 646,94 $
	Arrêt de neige	892,40 $	4 462,00 $	5	m.l.	1 000,00 $	5 000,00 $	300,00 $	1 500,00 $	400,00 $	2 000,00 $	500,00 $	2 500,00 $	1 365,00 $	6 825,00 $	350,00 $	1 750,00 $	460,00 $	2 300,00 $	200,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $	5 000,00 $	3 097,22 $
	Autres		11 300,00 $	1	global				42 000,00 $		37 100,00 $		29 400,00 $				30 000,00 $		7 093,20 $				75 000,00 $	24 510,36 $
Chapitre 6 - Bois et plastique			9 540,00 $				10 176,75 $		3 000,00 $		19 000,00 $		59 800,00 $		6 700,00 $		5 000,00 $		36 397,50 $		35 000,00 $		30 000,00 $	
06-100	Nouveau bâti pour la nouvelle toiture		9 540,00 $	1	global		10 176,75 $		3 000,00 $		7 000,00 $		9 800,00 $		6 700,00 $		5 000,00 $		36 397,50 $		35 000,00 $		30 000,00 $	15 897,14 $
	Autres			1	global						12 000,00 $		50 000,00 $											6 888,89 $

architectes
girard
côté
bérubé
dion
inc.

Réfection d'enveloppe verticale du bâtiment de filtration et de la tour d'eau de l'usine de production d'eau potable Atwater - Lot 2
Soumission No 5826
No. Projet : 13-120 **DATE :** 2016-02-17

		professionnel		Quantié	Unité	Trempro Construction Inc.		St-Denis Thompson		Norgéreq ltée		Procova Inc.		MGB associé Inc.		EDILBEC construciton inc.		Groupe Atwill-Morin		Céleb Construction ltée		Corporation de Construction Germano		Moyenne des soumissionnaires
		Cout unitaire	Global			Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	
Chapitre 7 - Isolant et étanchéité			140 801,15 $				107 206,80 $		119 773,00 $		95 560,00 $		101 325,00 $		184 053,00 $		104 167,60 $		140 916,31 $		103 258,00 $		187 942,00 $	
07-130	Imperméabilisation fondation -0.6m de profondeur (incluant la préparation et le nettoyage de la fondation)	69,51 $	8 550,59 $	123	m.c.	100,00 $	12 300,00 $	120,00 $	14 760,00 $	65,00 $	7 995,00 $	75,00 $	9 225,00 $	120,00 $	14 760,00 $	100,00 $	12 300,00 $	115,00 $	14 145,00 $	47,00 $	5 781,00 $	200,00 $	24 600,00 $	12 874,00 $
	Imperméabilisation fondation –de 0.6m à 1.5m de profondeur (incluant la préparation et le nettoyage de la fondation)	69,60 $	2 853,66 $	41	m.c.	100,00 $	4 100,00 $	200,00 $	8 200,00 $	65,00 $	2 665,00 $	75,00 $	3 075,00 $	200,00 $	8 200,00 $	150,00 $	6 150,00 $	115,00 $	4 715,00 $	47,00 $	1 927,00 $	200,00 $	8 200,00 $	5 248,00 $
	Imperméabilisation de l'escalier		622,50 $	1	global		4 000,00 $		6 000,00 $		1 500,00 $		2 000,00 $		6 000,00 $		3 000,00 $		1 081,00 $		1 000,00 $		4 000,00 $	3 175,67 $
	Autres			1	global						12 100,00 $													1 344,44 $
07-520	Nouvelle toiture (incluant la démolition)		37 780,00 $	1	global		40 951,00 $		40 000,00 $		31 500,00 $		47 500,00 $		109 500,00 $		44 000,00 $		47 071,23 $		47 000,00 $		54 902,00 $	51 380,47 $
07-610	Ajout de contre-pente à la toiture de cuivre (inclus : démolition, bâtis, isolant, membrane et cuivre)	1 025,20 $	10 252,00 $	10	unité	1 600,00 $	16 000,00 $	1 700,00 $	17 000,00 $	2 500,00 $	25 000,00 $	1 210,00 $	12 100,00 $	1 210,00 $	12 100,00 $	1 600,00 $	16 000,00 $	1 955,00 $	19 550,00 $	3 500,00 $	35 000,00 $	1 000,00 $	10 000,00 $	18 083,33 $
	Autres			1	global						incl.													0,00 $
07-620	Remontée de solin en cuivre	680,00 $	2 720,00 $	4	m.l.	1 050,00 $	4 200,00 $	1 300,00 $	5 200,00 $	750,00 $	3 000,00 $	125,00 $	500,00 $	125,00 $	500,00 $	1 250,00 $	5 000,00 $	115,00 $	460,00 $	100,00 $	400,00 $	1 000,00 $	4 000,00 $	2 584,44 $
	Nouveau solinage en cuivre pour la nouvelle toiture		incl.	1	global		5 850,00 $		5 850,00 $		7 473,00 $		6 900,00 $		6 900,00 $		6 000,00 $		3 646,08 $		1 000,00 $		25 000,00 $	7 624,34 $
	Autres			1	global						4 327,00 $													480,78 $
07-900	Scellant pourtour des portes et des fenêtres	34,99 $	66 052,00 $	1888	m.l.	4,10 $	7 740,80 $	10,00 $	18 880,00 $	0,00 $	incl.	9,00 $	16 992,00 $	11,50 $	21 712,00 $	3,70 $	6 985,60 $	13,28 $	25 072,64 $	5,00 $	9 440,00 $	20,00 $	37 760,00 $	16 064,78 $
	Scellant jonction des toitures	34,52 $	448,70 $	13	m.l.	50,00 $	650,00 $	38,50 $	500,50 $	0,00 $	incl.	9,00 $	117,00 $	13,00 $	169,00 $	10,00 $	130,00 $	13,28 $	172,64 $	5,00 $	65,00 $	1 000,00 $	13 000,00 $	1 644,90 $
	Scellant joints de contrôle	295,26 $	1 476,30 $	5	m.l.	50,00 $	250,00 $	38,50 $	192,50 $	0,00 $	incl.	9,00 $	45,00 $	13,00 $	65,00 $	10,00 $	50,00 $	13,28 $	66,40 $	10,00 $	50,00 $	20,00 $	100,00 $	90,99 $
	Scellant jonction de la maçonnerie	25,76 $	8 215,90 $	319	m.l.	35,00 $	11 165,00 $	10,00 $	3 190,00 $	0,00 $	incl.	9,00 $	2 871,00 $	13,00 $	4 147,00 $	8,00 $	2 552,00 $	13,28 $	4 236,32 $	5,00 $	1 595,00 $	20,00 $	6 380,00 $	4 015,15 $
	Autres		1 829,50 $	1	global						incl.						2 000,00 $		20 700,00 $					2 522,22 $
Chapitre 8 - Portes et fenêtres			530 624,62 $				689 880,15 $		650 645,00 $		788 546,05 $		865 638,02 $		850 652,00 $		803 916,00 $		776 779,73 $		877 944,75 $		782 094,75 $	
08-111	Démolition – porte simple	425,00 $	2 550,00 $	6	unité	350,00 $	2 100,00 $	75,00 $	450,00 $	50,00 $	300,00 $	100,00 $	600,00 $	270,00 $	1 620,00 $	50,00 $	300,00 $	690,00 $	4 140,00 $	150,00 $	900,00 $	0,00 $	0,00 $	1 156,67 $
	Démolition – porte double	550,00 $	550,00 $	1	unité	500,00 $	500,00 $	75,00 $	75,00 $	100,00 $	100,00 $	150,00 $	150,00 $	160,00 $	160,00 $	100,00 $	100,00 $	690,00 $	690,00 $	300,00 $	300,00 $	0,00 $	0,00 $	230,56 $
	Nouvelle porte type 1	3 355,00 $	20 130,00 $	6	unité	820,00 $	4 920,00 $	600,00 $	3 600,00 $	580,00 $	3 480,00 $	300,00 $	1 800,00 $	1 190,00 $	7 140,00 $	533,00 $	3 198,00 $	1 380,00 $	8 280,00 $	640,00 $	3 840,00 $	0,00 $	0,00 $	4 028,67 $
	Nouvelle porte type 2	12 000,00 $	12 000,00 $	1	unité	880,00 $	880,00 $	600,00 $	600,00 $	580,00 $	580,00 $	600,00 $	600,00 $	1 680,00 $	1 680,00 $	578,00 $	578,00 $	1 955,00 $	1 955,00 $	670,00 $	670,00 $	0,00 $	0,00 $	838,11 $
	Nouveau cadre type 1		incl. Portes	3	unité	250,00 $	750,00 $	400,00 $	1 200,00 $	150,00 $	450,00 $	200,00 $	600,00 $	180,00 $	540,00 $		avec portes	690,00 $	2 070,00 $	180,00 $	540,00 $	0,00 $	0,00 $	683,33 $
	Nouveau cadre type 2		incl. Portes	3	unité	300,00 $	900,00 $	400,00 $	1 200,00 $	150,00 $	450,00 $	250,00 $	750,00 $	180,00 $	540,00 $		avec portes	690,00 $	2 070,00 $	250,00 $	750,00 $	0,00 $	0,00 $	740,00 $
	Autres			1	global						incl.								230,00 $					25,56 $
08-362	Démolition – porte de garage		incl. Portes	2	unité	1 000,00 $	2 000,00 $	350,00 $	700,00 $	375,00 $	750,00 $	500,00 $	1 000,00 $	450,00 $	900,00 $	150,00 $	300,00 $	690,00 $	1 380,00 $	400,00 $	800,00 $	0,00 $	0,00 $	870,00 $
	Nouvelle porte de garage	7 450,00 $	14 900,00 $	2	unité	3 000,00 $	6 000,00 $	3 000,00 $	6 000,00 $	2 700,00 $	5 400,00 $	2 750,00 $	5 500,00 $	4 580,00 $	9 160,00 $	3 000,00 $	6 000,00 $	5 750,00 $	11 500,00 $	3 000,00 $	6 000,00 $	3 025,00 $	6 050,00 $	6 845,56 $
	Autres			1	global						incl.													0,00 $
08-523	Démolition – petite fenêtre	325,00 $	9 100,00 $	28	unité	200,00 $	5 600,00 $	80,00 $	2 240,00 $	95,00 $	2 660,00 $	180,00 $	5 040,00 $	135,00 $	3 780,00 $	1 000,00 $	28 000,00 $	330,00 $	9 240,00 $	300,00 $	8 400,00 $	0,00 $	0,00 $	7 217,78 $
	Démolition – moyenne fenêtre	505,62 $	45 000,00 $	89	unité	400,00 $	35 600,00 $	120,00 $	10 680,00 $	345,00 $	30 705,00 $	470,00 $	41 830,00 $	190,00 $	16 910,00 $	1 500,00 $	133 500,00 $	550,00 $	48 950,00 $	500,00 $	44 500,00 $	0,00 $	0,00 $	40 297,22 $
	Démolition – grande fenêtre	937,50 $	15 000,00 $	16	unité	700,00 $	11 200,00 $	200,00 $	3 200,00 $	435,00 $	6 960,00 $	1 205,00 $	19 280,00 $	365,00 $	5 840,00 $	2 000,00 $	32 000,00 $	880,00 $	14 080,00 $	750,00 $	12 000,00 $	0,00 $	0,00 $	11 617,78 $
	Fenêtre type F20 (inclus vitrage)	572,46 $	1 144,92 $	2	unité	898,86 $	1 797,72 $	850,00 $	1 700,00 $	1 248,74 $	2 497,48 $	1 350,00 $	2 700,00 $	1 445,00 $	2 890,00 $	899,00 $	1 798,00 $	988,75 $	1 977,50 $	1 360,00 $	2 720,00 $	1 360,00 $	2 720,00 $	2 311,19 $
	Fenêtre type F21 (inclus vitrage)	9 797,11 $	39 188,42 $	4	unité	10 855,11 $	43 420,44 $	12 000,00 $	48 000,00 $	16 643,06 $	66 572,24 $	16 650,00 $	66 600,00 $	16 660,00 $	66 640,00 $	10 855,00 $	43 420,00 $	13 433,20 $	53 732,80 $	17 275,00 $	69 100,00 $	17 275,00 $	69 100,00 $	58 509,50 $
	Fenêtre type F22 (inclus vitrage)	4 949,67 $	19 798,66 $	4	unité	10 855,11 $	43 420,44 $	10 000,00 $	40 000,00 $	8 496,11 $	33 984,44 $	8 475,00 $	33 900,00 $	8 674,00 $	34 696,00 $	10 855,00 $	43 420,00 $	6 716,60 $	26 866,40 $	9 372,50 $	37 490,00 $	9 372,50 $	37 490,00 $	36 807,48 $
	Fenêtre type F23 (inclus vitrage)	2 464,61 $	2 464,61 $	1	unité	3 028,86 $	3 028,86 $	3 000,00 $	3 000,00 $	4 272,02 $	4 272,02 $	4 300,00 $	4 300,00 $	4 536,00 $	4 536,00 $	3 029,00 $	3 029,00 $	3 331,75 $	3 331,75 $	5 120,00 $	5 120,00 $	5 120,00 $	5 120,00 $	3 970,85 $
	Fenêtre type F24 (inclus vitrage)	8 815,75 $	88 157,45 $	10	unité	10 855,11 $	108 551,10 $	14 000,00 $	140 000,00 $	14 691,90 $	146 919,00 $	14 690,00 $	146 900,00 $	14 662,00 $	146 620,00 $	10 855,00 $	108 550,00 $	13 433,20 $	134 332,00 $	17 035,00 $	170 350,00 $	17 035,00 $	170 350,00 $	141 396,90 $
	Fenêtre type F25 (inclus vitrage)	2 515,73 $	5 031,45 $	2	unité	3 124,00 $	6 248,00 $	3 000,00 $	6 000,00 $	4 374,71 $	8 749,42 $	4 350,00 $	8 700,00 $	4 617,00 $	9 234,00 $	3 124,00 $	6 248,00 $	3 436,40 $	6 872,80 $	4 897,50 $	9 795,00 $	4 897,50 $	9 795,00 $	7 960,25 $
	Fenêtre type F26 (inclus vitrage)	6 340,92 $	12 681,83 $	2	unité	18 815,00 $	37 630,00 $	7 000,00 $	14 000,00 $	10 304,87 $	20 609,74 $	25 750,00 $	51 500,00 $	10 606,00 $	21 212,00 $	7 526,00 $	15 052,00 $	20 696,50 $	41 393,00 $	29 922,50 $	59 845,00 $	29 922,50 $	59 845,00 $	35 676,30 $
	Fenêtre type F30 (inclus vitrage)	2 330,73 $	149 166,72 $	64	unité	3 536,69 $	226 348,16 $	3 500,00 $	224 000,00 $	4 912,82 $	314 420,48 $	4 912,50 $	314 400,00 $	5 225,00 $	334 400,00 $	3 537,00 $	226 368,00 $	3 890,36 $	248 983,04 $	4 222,73 $	270 254,72 $	4 222,73 $	270 254,72 $	269 936,57 $
	Fenêtre type F31 (inclus vitrage)	2 556,61 $	2 556,61 $	1	unité	3 266,00 $	3 266,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	4 912,82 $	4 912,82 $	4 900,00 $	4 900,00 $	4 705,00 $	4 705,00 $	3 266,00 $	3 266,00 $	3 592,60 $	3 592,60 $	4 960,00 $	4 960,00 $	4 960,00 $	4 960,00 $	4 195,82 $
	Fenêtre type F33 (inclus vitrage)	3 088,18 $	9 264,55 $	3	unité	3 408,00 $	10 224,00 $	3 400,00 $	10 200,00 $	5 586,48 $	16 759,44 $	5 600,00 $	16 800,00 $	5 815,00 $	17 445,00 $	3 408,00 $	10 224,00 $	3 748,80 $	11 246,40 $	5 590,00 $	16 770,00 $	5 590,00 $	16 770,00 $	14 048,76 $
	Fenêtre type F43 (inclus vitrage)	1 860,50 $	3 720,99 $	2	unité	2 902,48 $	5 804,96 $	3 600,00 $	7 200,00 $	3 943,40 $	7 886,80 $	3 950,00 $	7 900,00 $	4 220,00 $	8 440,00 $	2 902,00 $	5 804,00 $	3 192,75 $	6 385,50 $	4 015,00 $	8 030,00 $	4 015,00 $	8 030,00 $	7 275,70 $
	Fenêtre type F44 (inclus vitrage)	2 156,95 $	4 313,90 $	2	unité	3 266,00 $	6 532,00 $	3 200,00 $	6 400,00 $	4 597,89 $	9 195,78 $	4 600,00 $	9 200,00 $	4 806,00 $	9 612,00 $	3 266,00 $	6 532,00 $	3 592,60 $	7 185,20 $	4 600,00 $	9 200,00 $	4 600,00 $	9 200,00 $	8 117,44 $
	Fenêtre type F45 (inclus vitrage)	1 257,37 $	7 544,21 $	6	unité	1 893,33 $	11 359,98 $	1 900,00 $	11 400,00 $	2 670,01 $	16 020,06 $	2 666,67 $	16 000,02 $	3 023,00 $	18 138,00 $	1 893,00 $	11 358,00 $	2 082,67 $	12 496,02 $	2 771,67 $	16 630,02 $	2 771,67 $	16 630,02 $	14 448,01 $
	Fenêtre type F46 (inclus vitrage)	1 718,37 $	6 873,47 $	4	unité	1 893,22 $	7 572,88 $	1 900,00 $	7 600,00 $	2 670,01 $	10 680,04 $	2 675,00 $	10 700,00 $	3 009,00 $	12 036,00 $	1 893,00 $	7 572,00 $	2 082,54 $	8 330,16 $	3 846,25 $	15 385,00 $	3 846,25 $	15 385,00 $	10 584,56 $
	Fenêtre type F56 (inclus vitrage)	603,13 $	603,13 $	1	unité	945,72 $	945,72 $	900,00 $	900,00 $	1 230,94 $	1 230,94 $	1 200,00 $	1 200,00 $	1 414,00 $	1 414,00 $	950,00 $	950,00 $	1 040,29 $	1 040,29 $	1 420,00 $	1 420,00 $	1 420,00 $	1 420,00 $	1 168,99 $
	Fenêtre type F57 (inclus vitrage)	981,36 $	12 757,68 $	13	unité	1 545,51 $	20 091,63 $	1 500,00 $	19 500,00 $	2 078,50 $	27 020,50 $	2 076,00 $	26 988,00 $	2 297,00 $	29 861,00 $	1 545,00 $	20 085,00 $	1 700,05 $	22 100,65 $	2 011,54 $	26 150,02 $	2 011,54 $	26 150,02 $	24 216,31 $
	Fenêtre type F59 (inclus vitrage)	1 001,81 $	3 005,42 $	3	unité	1 537,86 $	4 613,58 $	1 500,00 $	4 500,00 $	2 094,93 $	6 284,79 $	1 200,00 $	3 600,00 $	2 344,00 $	7 032,00 $	1 538,00 $	4 614,00 $	1 691,65 $	5 074,95 $	2 178,33 $	6 534,99 $	2 178,33 $	6 534,99 $	5 421,03 $
	Fenêtre type F60 (inclus vitrage)	1 789,93 $	1 789,93 $	1	unité	1 420,00 $	1 420,00 $	1 400,00 $	1 400,00 $	1 971,70 $	1 971,70 $	2 000,00 $	2 000,00 $	2 209,00 $	2 209,00 $	1 425,00 $	1 425,00 $	1 562,00 $	1 562,00 $	2 840,00 $	2 840,00 $	2 840,00 $	2 840,00 $	1 963,08 $
	Fenêtre type F79 (incluant vitrage)	664,46 $	2 657,85 $	4	unité	845,96 $	3 383,84 $	800,00 $	3 200,00 $	1 437,70 $	5 750,80 $	1 450,00 $	5 800,00 $	1 613,00 $	6 452,00 $	846,00 $	3 384,00 $	930,56 $	3 722,24 $	1 525,00 $	6 100,00 $	1 525,00 $	6 100,00 $	4 876,99 $
	Fenêtre type F88 (inclus vitrage)	1 196,03 $	4 784,13 $	4	unité	2 062,90 $	8 251,60 $	2 000,00 $	8 000,00 $	2 519,39 $	10 077,56 $	2 525,00 $	10 100,00 $	2 745,00 $	10 980,00 $	2 063,00 $	8 252,00 $	2 269,20 $	9 076,80 $	2 237,50 $	8 950,00 $	2 237,50 $	8 950,00 $	9 182,00 $
	Autres			1	global				1 500,00 $		incl.													166,67 $
08-750	Groupe de quincaillerie 01		incl. Portes	3	unité	3 100,00 $	9 300,00 $	2 000,00 $	6 000,00 $	2 062,00 $	6 186,00 $	2 339,00 $	7 017,00 $	2 620,00 $	7 860,00 $	2 339,00 $	7 017,00 $	1 495,00 $	4 485,00 $	2 200,00 $	6 600,00 $	0,00 $	0,00 $	6 051,67 $
	Groupe de quincaillerie 02		incl. Portes	1	unité	5 085,00 $	5 085,00 $	2 000,00 $	2 000,00 $	5 500,00 $	5 500,00 $	5 270,00 $	5 270,00 $	5 550,00 $	5 550,00 $	5 270,00 $	5 270,00 $	1 495,00 $	1 495,00 $	4 700,00 $	4 700,00 $	0,00 $	0,00 $	3 874,44 $
	Groupe de quincaillerie 03		incl. Portes	2	unité	1 600,00 $	3 200,00 $	2 000,00 $	4 000,00 $	2 062,00 $	4 124,00 $	3 010,00 $	6 020,00 $	3 290,00 $	6 580,00 $	3 010,00 $	6 020,00 $	1 495,00 $	2 990,00 $	3 400,00 $	6 800,00 $	0,00 $	0,00 $	4 414,89 $
	Groupe de quincaillerie 11		incl. Portes	1	unité	2 345,00 $	2 345,00 $	2 000,00 $	2 000,00 $	5 085,00 $	5 085,00 $	4 693,00 $	4 693,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	4 693,00 $	4 693,00 $	1 495,00 $	1 495,00 $	5 500,00 $	5 500,00 $	0,00 $	0,00 $	3 423,44 $
	Autres			1	global						incl.													0,00 $
08-892	Murs-rideaux (incluants les portes)		33 888,70 $	1	global		45 589,24 $		45 000,00 $		incl.		21 300,00 $		28 840,00 $		45 589,00 $		52 427,63 $		28 000,00 $		28 400,00 $	32 793,99 $
Chapitre 9 - Finitions			56 600,00 $				20 325,00 $		19 825,00 $		35 569,00 $		32 400,00 $		50 350,00 $		23 815,00 $		19 578,75 $		78 600,00 $		162 500,00 $	
09-210	Ragréage périmètre intérieur – petite fenêtre	207,14 $	5 800,00 $	28	unité	75,00 $	2 100,00 $	40,00 $	1 120,00 $	60,00 $	1 680,00 $	50,00 $	1 400,00 $	250,00 $	7 000,00 $	30,00 $	840,00 $	86,25 $	2 415,00 $	250,00 $	7 000,00 $	500,00 $	14 000,00 $	4 172,78 $
	Ragréage périmètre intérieur – moyenne fenêtre	300,00 $	27 000,00 $	90	unité	75,00 $	6 750,00 $	65,00 $	5 850,00 $	85,00 $	7 650,00 $	50,00 $	4 500,00 $	275,00 $	24 750,00 $	50,00 $	4 500,00 $	86,25 $	7 762,50 $	500,00 $	45 000,00 $	750,00 $	67 500,00 $	19 362,50 $
	Ragréage périmètre intérieur – grande fenêtre	470,59 $	8 000,00 $	17	unité	75,00 $	1 275,00 $	75,00 $	1 275,00 $	156,00 $	2 652,00 $	50,00 $	850,00 $	375,00 $	6 375,00 $	75,00 $	1 275,00 $	86,25 $	1 466,25 $	750,00 $	12 750,00 $	1 000,00 $	17 000,00 $	4 990,92 $
	Ragréage périmètre intérieur – porte simple	375,00 $	2 250,00 $	6	unité	400,00 $	2 400,00 $	80,00 $	480,00 $	96,00 $	576,00 $	50,00 $	300,00 $	200,00 $	1 200,00 $	50,00 $	300,00 $	225,00 $	1 350,00 $	250,00 $	1 500,00 $	500,00 $	3 000,00 $	1 234,00 $
	Ragréage périmètre intérieur – porte double	600,00 $	600,00 $	1	unité	600,00 $	600,00 $	100,00 $	100,00 $	111,00 $	111,00 $	50,00 $	50,00 $	225,00 $	225,00 $	100,00 $	100,00 $	300,00 $	300,00 $	350,00 $	350,00 $	1 000,00 $	1 000,00 $	315,11 $
	Autres		11 900,00 $	1	global						12 750,00 $		15 500,00 $				6 000,00 $							3 805,56 $
09-330	Céramique		1 050,00 $	1	global		2 400,00 $		8 000,00 $		3 350,00 $		2 000,00 $		3 000,00 $		3 000,00 $		1 225,00 $		5 000,00 $		20 000,00 $	5 330,56 $
09-900	Peinture		incl. Ragréage	1	global		4 800,00 $		3 000,00 $		6 800,00 $		7 800,00 $		7 800,00 $		7 800,00 $		5 060,00 $		7 000,00 $		40 000,00 $	10 006,67 $

architectes
girard
côté
bérubé
dion
inc.

Réfection d'enveloppe verticale du bâtiment de filtration et de la tour d'eau de l'usine de production d'eau potable Atwater - Lot 2
Soumission No 5826
No. Projet : 13-120 **DATE :** 2016-02-17

		professionnel		Quantié	Unité	Trempro Construction Inc.		St-Denis Thompson		Norgéreq ltée		Procova Inc.		MGB associé Inc.		EDILBEC construciton inc.		Groupe Atwill-Morin		Céleb Construction ltée		Corporation de Construction Germano		Moyenne des soumissionnaires
		Cout unitaire	Global			Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	Cout unitaire	Global	
Chapitre 12- Ameublement et décoration			4 325,00 $				6 138,00 $		4 000,00 $		1 000,00 $		1 500,00 $		5 310,00 $		3 500,00 $		5 750,00 $		1 000,00 $		4 638,00 $	
12-671	Grille Gratte-pieds		4 325,00 $	1	global		6 138,00 $		4 000,00 $		1 000,00 $		1 500,00 $		5 310,00 $		3 500,00 $		5 750,00 $		1 000,00 $		4 638,00 $	3 648,44 $
Chapitre 15- Mécanique			66 000,00 $				13 700,00 $		22 000,00 $		23 000,00 $		25 800,00 $		24 360,00 $		23 500,00 $		24 150,00 $		19 000,00 $		36 200,00 $	
15-400	Plomberie		5 500,00 $	1	global		2 500,00 $		10 000,00 $		4 000,00 $		6 000,00 $		5 000,00 $		3 000,00 $		2 300,00 $		0,00 $		25 000,00 $	6 422,22 $
15-800	Ventilation - climatisation		60 500,00 $	1	global		11 200,00 $		12 000,00 $		19 000,00 $		19 800,00 $		19 360,00 $		20 500,00 $		21 850,00 $		19 000,00 $		11 200,00 $	17 101,11 $
Chapitre 16 - Electricité			3 675,00 $				3 570,00 $		5 200,00 $		3 570,00 $		3 570,00 $		9 680,00 $		3 570,00 $		11 150,00 $		3 570,00 $		20 000,00 $	
16-100.1	Enlever les ancrages d'un câbles de mise à la terre le temps des travaux et le réinstaller par la suite	- $	- $	2	unité	1 400,00 $	2 800,00 $	2 500,00 $	5 000,00 $	1 400,00 $	2 800,00 $	1 400,00 $	2 800,00 $	2 420,00 $	4 840,00 $	1 400,00 $	2 800,00 $	5 000,00 $	10 000,00 $	1 400,00 $	2 800,00 $		10 000,00 $	4 871,11 $
	Remplacer un luminaire	3 675,00 $	3 675,00 $	1	unité	770,00 $	770,00 $	200,00 $	200,00 $	770,00 $	770,00 $	770,00 $	770,00 $	4 840,00 $	4 840,00 $	770,00 $	770,00 $	1 150,00 $	1 150,00 $	770,00 $	770,00 $		10 000,00 $	2 226,67 $
Prix unitaire																								
	Réparation béton type 3B		5 500,00 $		unité		8 000,00 $		3 900,00 $		750,00 $		1 500,00 $		1 720,00 $		1 725,00 $		575,00 $		2 750,00 $		0,00 $	2 324,44 $
	Soffite en béton réparation type 7		2 500,00 $		unité		8 500,00 $		800,00 $		1 250,00 $		2 000,00 $		3 228,00 $		3 000,00 $		345,00 $		3 000,00 $		0,00 $	2 458,11 $

Montréal

CHANTIER

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO :5826

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 02 - 22

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14789	16553-2-020	0396

Titre

Réfection de l'enveloppe verticale - phase 2

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Trempro construction inc.	2 135 723.60 $	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	St-Denis Thompson inc.	2 206 772.66 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☒ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Norgéreg Ltée	2 314 737.60 $	DÉROGATION MAJEURE

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☒ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4	Procova inc.	2 559 803.40 $	DÉROGATION MINEURE

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☒ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
5	MGB associés inc.	2 611 862.87 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
6	La compagnie de construction Edilbec inc.	2 614 014.40 $	DÉROGATION MAJEURE

DÉFAUT

☐ soumission non signée				
☐ liste des addenda incomplète				
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante		
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☒ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville	
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur	
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture	

Commentaire :

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	3 661 722.09 $ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : 1 non conformes : en dérogation majeure : 1 en dérogation mineure : 1

Signature

Firme : Girard Côté Bérubé Dion architectes

Fonction : Architecte nom : Martin Côté

Étude des coûts

Projet :	**Réfection de l'enveloppe verticale-phase 2 à Atwater**				**Mandat :**	**16553-2-020**
					Contrat :	**14789**
Date :	**2016-02-16**					
Étape :	**Octroi de contrat**					

			Budget	**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Travaux :		**%**	**$**			
	Travaux selon bordereau de soumission		1 615 265,02	80 763,25	161 122,69	1 857 150,96
	Contingences	15,00%	242 289,75	12 114,49	24 168,40	**278 572,64**
	Sous-Total :		1 857 554,77			
	Total - Contrat :		**1 857 554,77**	92 877,74	185 291,09	**2 135 723,60**
Incidences :	Dépenses générales	2,0%	37 151,10			
travaux	Laboratoire	3,0%	55 726,64			
	Total - Incidences :		**92 877,74**	4 643,89	9 264,55	**106 786,18**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 950 432,51**	**97 521,63**	**194 555,64**	**2 242 509,78**
Ristournes :	TPS	100,00%		97 521,63		97 521,63
	TVQ	50,0%			97 277,82	97 277,82
	Coût après ristournes (Montant à emprunter)		**1 950 432,51**		**97 277,82**	**2 047 710,33**

Notes : L'estimation des travaux provient du bordereau de soumission rempli par le plus bas soumissionnaire,

Exclusions :

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 5826
Numéro de référence : 945497
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réfection d'enveloppe au complexe Atwater- Phase 2

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ Métropolitaine 7900 avenue Jean-Desprez Montréal, QC, H1K0H4 http://www.acq.org/region-metropolitaine.html NEQ :	Madame Sophie Quenneville Téléphone : 514 355-3245 Télécopieur :	**Commande : (1064222)** 2016-02-03 14 h 05 **Transmission :** 2016-02-03 14 h 05	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 14 h 05 - Téléchargement 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 14 h 05 - Téléchargement 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1053979)** 2016-01-14 11 h 31 **Transmission :** 2016-01-14 11 h 31	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 49 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7 NEQ :	Monsieur Sylvain Lamontagne Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1051893)** 2016-01-11 9 h 42 **Transmission :** 2016-01-11 9 h 42	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 48 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel

				2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org NEQ :	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**Commande : (1056305)** 2016-01-19 14 h 44 **Transmission :** 2016-01-19 14 h 44	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 50 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beacon Roofing Supplies 13145, Prince-Arthur Montréal, QC, H1A1A9 NEQ : 1148679104	Madame Chantal Globensky Téléphone : 514 498-3967 Télécopieur : 514 498-7045	**Commande : (1067423)** 2016-02-09 13 h 24 **Transmission :** 2016-02-09 13 h 24	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-09 13 h 24 - Téléchargement 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-09 13 h 24 - Téléchargement 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Celeb Construction Ltée 100-3850, Place De Java Brossard, QC, J4Y 0C4 NEQ : 1142063123	Monsieur Stéfann Belec Téléphone : 450 659-9608 Télécopieur : 450 659-4296	**Commande : (1052205)** 2016-01-11 13 h 58 **Transmission :** 2016-01-11 13 h 58	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 46 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Genfor Ltée. 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203	Monsieur Emmanuel Haché	**Commande : (1057388)** 2016-01-21 10 h 09	

	Laval, QC, H7E 5A1 http://www.genfor.qc.ca NEQ : 1144135697	Téléphone : 450 661-2040 Télécopieur : 450 661-2092	**Transmission :** 2016-01-21 11 h 33	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 24 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 24 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 18 - Télécopie 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Sojo Inc. 5181 Rue Amiens, Bureau#402 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1167437079	Monsieur Rodolphe ocsay Téléphone : 514 327-3392 Télécopieur :	**Commande : (1052319)** 2016-01-11 15 h 39 **Transmission :** 2016-01-11 15 h 54	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 48 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Corporation de Construction Germano 2160 boul des Laurentides LAVAL, QC, H7M 2Y6 NEQ : 1146850632	Monsieur Richard Germano Téléphone : 450 668-7807 Télécopieur : 450 668-5002	**Commande : (1052884)** 2016-01-12 15 h 09 **Transmission :** 2016-01-12 20 h 18	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 22 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 22 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Développement Atrium inc. 25 chemin de Lavaltrie Lavaltrie, QC, J5T2H3 http://atrium-dev.com/ NEQ : 1167861005	Monsieur Jean Bellavance Téléphone : 450 935-1373 Télécopieur : 450 935-1473	**Commande : (1055261)** 2016-01-18 9 h 40 **Transmission :** 2016-01-18 10 h 27	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 26 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 26 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel

				2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Edilbec Construction inc. 3577 rue Jean-Talon est Montréal, QC, H2A 1X4 NEQ : 1143661172	Monsieur Domenico Savo Téléphone : 514 725-2436 Télécopieur : 514 725-7918	**Commande : (1053535)** 2016-01-13 16 h 17 **Transmission :** 2016-01-13 16 h 27	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 29 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 29 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Atwill-Morin 4293, rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2 NEQ : 1164438492	Monsieur Guillaume Delisle Van Wijk Téléphone : 514 931-7228 Télécopieur : 514 931-4751	**Commande : (1053319)** 2016-01-13 12 h 36 **Transmission :** 2016-01-13 12 h 36	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 51 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Maçonnerie Rainville et Frères Inc. 8600 rue Samuel-Hatt Chambly, QC, J3L 6W4 NEQ : 1162473921	Monsieur Hugo Latrémouille Téléphone : 450 658-1838 Télécopieur : 450 658-8769	**Commande : (1051904)** 2016-01-11 9 h 51 **Transmission :** 2016-01-11 10 h 03	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 30 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 30 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	MGB Associés 2988, boul Dagenais O.	Monsieur Benoit Lussier	**Commande : (1053887)** 2016-01-14 10 h 39	

	Laval, QC, H7P 1T1 http://www.mgbassocies.com NEQ : 1140350373	Téléphone : 450 963-4343 Télécopieur : 450 963-4141	**Transmission :** 2016-01-14 10 h 39	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 10 h 51 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 10 h 25 - Courriel 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com NEQ : 1142550913	Monsieur Dan Dumitru Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1053407)** 2016-01-13 14 h 03 **Transmission :** 2016-01-13 15 h 26	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 25 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 25 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca NEQ : 1143985894	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1052688)** 2016-01-12 11 h 23 **Transmission :** 2016-01-12 13 h 55	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 28 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 28 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Saint-Denis Thompson Inc. 1215 rue Hickson Montréal, QC, H4G 2L6 http://www.stdenisthompson.com NEQ : 1144491694	Monsieur Serge Marchand Téléphone : 514 523-6162 Télécopieur : 514 528-1880	**Commande : (1052916)** 2016-01-12 15 h 49 **Transmission :** 2016-01-13 6 h 55	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 25 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 25 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel

				2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Société générale de construction BPF inc. 2075 Industriel Chambly, QC, J3L 4C5 NEQ : 1164726003	Monsieur Éric Beaumier Téléphone : 450 435-8383 Télécopieur : 450 437-3232	**Commande : (1068214)** 2016-02-10 13 h 03 **Transmission :** 2016-02-10 13 h 29	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-10 13 h 03 - Autocueillette 2547233 - Addenda 2 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 13 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Trempro Construction Inc. 112 rue Industrielle #200 Delson, QC, J5B 1W4 NEQ : 1165135550	Madame Karine Mailly Téléphone : 514 903-5460 Télécopieur : 514 903-5450	**Commande : (1052628)** 2016-01-12 10 h 41 **Transmission :** 2016-01-12 14 h 39	2543586 - ADD-1 (devis) 2016-02-03 13 h 27 - Messagerie 2543587 - ADD-1 (plan) 2016-02-03 13 h 27 - Messagerie 2547233 - Addenda 2 2016-02-09 16 h 17 - Courriel 2547653 - Addenda 3 2016-02-10 10 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165891001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division de la gestion immobilière , Section gestion immobilière - Agglomération
Objet :	Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1165891001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier
Point de service Eau - Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-15

Sophie GASCON
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE165891001

Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE165891001
Accorder un contrat à la firme Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 242 509,78 $ taxes incluses – Appel d'offres 5826 (9 soumissionnaires).

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Les membres ont demandé quels pouvaient être les avantages et les inconvénients de lancer deux projets en même temps dans un même lieu et de se retrouver avec le même adjudicataire pour les deux contrats (voir dossier SMCE166196001). Le Service a fait valoir que la nature des deux contrats était très différente et qu'il était tout à fait possible de les mener à terme concurremment en assurant une surveillance assidue des chantiers et une gestion appropriée des risques.

Par ailleurs, le Service a aussi fait remarquer que le même entrepreneur avait obtenu les deux contrats. Il est donc raisonnable de croire qu'il pourra réaliser des économies au

chapitre des frais de mobilisation et d'administration et que cela s'est reflété dans les montants de ses soumissions.

Les membres ont aussi manifesté leur préoccupation face à l'écart de prix substantiel entre le prix soumis et l'estimation (29,57 %). Ils ont reçu des explications appropriées du Service à ce chapitre.

Enfin, à l'instar du Service, les membres ont constaté que l'adjudicataire proposé avait soumis un montant très inférieur à l'estimation au chapitre du désamiantage. Il y aurait lieu d'assurer un suivi serré de cette activité.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE165891001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1164102002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 14 750 457,73 $ taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Groupe T.N.T. inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 139 139,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 232003 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 24,78 % par l'agglomération, pour un montant de 3 655 862.32 $.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-23 13:42

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164102002**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, ainsi que la capacité hydraulique non suffisante, la conduite d'égout unitaire en brique installée en 1889, ainsi que la conduite d'eau secondaire installée en 1912, dans la rue Saint-Patrick entre l'avenue Atwater et la rue Island, ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement.

La Direction de l'eau potable (DEP) intègre les travaux de la reconstruction d'une conduite d'eau existante dans la rue Saint-Patrick entre les rues Thomas-Keefer et Island, installée avant 1900 et réhabilitée en 1960, et la construction d'une nouvelle conduite d'eau principale, entre l'avenue Atwater et la rue Thomas-Keefer, afin de résoudre les problèmes actuels de pression dans le réseau.

La Direction des transports poursuit – via son *Progra mme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction des transports a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Les lampadaires et l'infrastructure des systèmes d'éclairage sur les tronçons routiers concernés par le présent contrat sont en très mauvais état et ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), la Direction de l'eau potable et la Direction des transports ont mandaté la Direction des infrastructures (DI) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

De plus, des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et de Bell ont été intégrés dans le même contrat afin de limiter les interventions subséquentes.

L'appel d'offres a été publié du 9 février 2016 au 2 mars 2016, dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 21 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes.

La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 30 juin 2016.

Trois (3) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 23 février 2016 : Clarifications diverses dans les devis techniques d'égout et aqueduc, d'éclairage, de la CSEM et à la section V (clauses administratives particulières) du cahier des charges sans impact significatif sur le coût des travaux ;
- Addenda n° 2 publié le 25 février 2016 : Précisions au devis technique d'égout et aqueduc et au cahier de charges pour la gestion des sols contaminés sans impact significatif sur le coût des travaux ;
- Addenda n° 3 publié le 29 février 2016 : Précisions au devis technique d'égout et aqueduc pour la gestion des sols contaminés sans impact sur le coût des travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux intégrés de ce contrat dans la rue Saint-Patrick d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington, sont les suivants:
- la reconstruction de 850 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 900 mm entre les rues Thomas-Keefer et Island,
- la reconstruction de 1164 mètres de conduite d'eau secondaire de 100 mm à 300 mm de diamètre entre l'avenue Atwater et la rue Island,
- la reconstruction de 835 mètres de conduite d'eau principale de 1200 mm entre les rues Thomas-Keefer et Island,
- la construction d'une nouvelle conduite d'eau principale de 400 mm entre l'avenue Atwater et la rue Thomas-Keefer,
- la reconstruction complète de la chaussée et des trottoirs entre les rues Thomas-Keefer et Island,
- la reconstruction du système d'éclairage entre les rues Thomas-Keefer et Wellington,
- et la mise au norme des feux de circulation entre les rues Thomas-Keefer et Island.

D'autres travaux de construction des actifs sont aussi requis au réseau de la CSEM, entre la rue D'Argenson à un point à l'ouest de l'avenue Atwater. La totalité des coûts de construction reliés au réseau de la CSEM, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Travaux de la CSEM dans la rue Saint-Patrick».

Des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Travaux de Bell dans la rue Saint-Patrick». Ces travaux au montant de 9 485,44 $ taxes incluses, représentent 0,07 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Étant donné l'envergure et la complexité du présent contrat, une clause particulière quant à l'expérience du maître d'oeuvre a été incluse au cahier des charges, laquelle se retrouve en pièce jointe (clause 12).

Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmis à l'arrondissement, aux requérants et aux partenaires lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 194 467,19 $ (taxes incluses), soit 10 % du coût des travaux avant les taxes, tel que décrit au bordereau d'appel d'offres

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de

communication, de marquage, d'archéologie, de gestion des impacts, de chloration des conduites d'eau existantes, d'achats de mobilier (feux de circulation) et divers frais pour la CSEM ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

Sur trente (30) preneurs du cahier des charges, vingt-neuf (29) étaient susceptibles de soumissionner, sept (7) firmes ont déposé une soumission et vingt-deux (22) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 24% et 76 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat :

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**PRIX**	**CONTINGENCES**	**TOTAL**
1	Groupe TNT inc.	11 944 671,81 $	1 194 467,19 $	13 139 139,00 $
2	Les Excavations Gilbert Théorêt inc.	13 350 176,06 $	1 335 017,61 $	14 685 193,67 $
3	Les Entreprises Michaudville inc.	13 663 636,36 $	1 366 363,64 $	15 030 000,00 $
4	Construction Bau-Val inc	14 681 398,12 $	1 468 139,81 $	16 149 537,93 $
Estimation des professionnels internes ($)		14 215 291,14 $	1 421 529,11 $	15 636 820,25 $
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme**			**($)** **(%)**	**14 750 967,65 $** **12,3 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**3 010 398,93 $** **22,9 %**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation			**($)** **(%)**	**-2 497 681,25 $** **-16,0 %**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conformes			**($)** **(%)**	**1 546 054,67 $** **11,8 %**

FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES		**PRIX TOTAL**
1	Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc.	13 037 800,82 $
2	Sade Canada inc.	13 786 818,96 $
3	Excavation Loiselle inc.	14 629 799,53 $

Les prix de soumission et les expériences du maître d'oeuvre furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux

conflits d'intérêt).

Veuillez noter que les soumissionnaires Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc., Sade Canada inc. et Excavation Loiselle inc. sont déclarés non conformes étant donné que la clause 12 du cahier des charges " Expérience du maître d'oeuvre" n'a pas été respectée. Par conséquent, leurs soumissions ont été rejetées.

L'estimation des professionnels de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -2 497 681,25 $, soit - 16,0 %. Après l'analyse des résultats des soumissions reçues, l'écart se situe principalement au niveau de la fourniture d'une conduite d'eau principale 1200 mm de diamètre et l'élimination des sols contaminés.

Compte tenu que cet écart est favorable à la Ville de Montréal, la DGPEC recommande l'octroi du contrat.

Ce dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Selon les dépenses prévisionnelles, le contrat d'exécution de travaux est supérieur à 10 000 000 $.

Des pénalités sont prévues à l'article 13 des clauses administratives particulières du cahier des charges du présent contrat, soit une pénalité de 7 000 $ par jour de retard pour l'ensemble du projet et une pénalité supplémentaire de 3 000 $ par jour de retard pour les travaux de la CSEM afin qu'ils soient réalisés en 2016, le tout sans limite maximale.

De plus, dans le même article, un boni de 3 500 $ par jour jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 100 000 $ est prévu pour l'ensemble du contrat dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai de 330 jours d'exécution défini dans les documents d'appel d'offres.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Groupe TNT Inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur depuis le 20 juin 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 22 février 2016 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission, laquelle sera validée à nouveau au moment de l'octroi du contrat.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 14 750 457,73 $ taxes incluses, incluant des incidences de 1 620 804,17 $ taxes incluses.
La dépense est assumée à 75,22 % par la ville centre pour un montant de 11 094 595,41 $ taxes incluses, et à 24,78 % par l'agglomération pour un montant de 3 655 862,32 $ taxes incluses. La dépense d'agglomération est dédiée à la reconstruction d'une conduite d'eau

principale et la construction d'une nouvelle conduite, et concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations.

De plus, la dépense totale est répartie de la façon suivante entre les différents budgets du PTI des services :

· 32,71 % est prévu au PTI de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau pour un montant de 4 824 944,97 $, taxes incluses ;
· 24,78 % est prévu au PTI de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour un montant de 3 655 862,32 $, taxes incluses ;
· 22,15 % est prévu au PTI de la CSEM pour un montant de 3 267 064,48 $, taxes incluses ;
· 20,36 % est prévu au PTI de la Direction du transport du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour un montant de 3 002 585,96 $, taxes incluses.

La dépense totale de 14 750 457,73 $ représente un coût net de 13 416 297,93 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le coût net pour la DGSRE de 4 405 817,87$ est entièrement admissible à une subvention du programme TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) et le coût net pour la DEP de 3 338 289,59 $ sera financé par la réserve de l'eau, ce qui laisse aucun impact à la charge des contribuables.

L'autre partie du coût net, soit 5 672 190,47 $ est financé par les règlements d'emprunt suivants:
- règlement #15-045 de compétence locale «Programme de reconstruction et modification de conduits souterrains» pour un montant de 2 930 429,27 $,
- règlement #16-006 de compétence locale «Programme de réfection sur l'ensemble du réseau routier artériel» pour un montant de 2 150 215,42 $,
- règlement #16-004 de compétence locale «Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage» pour un montant de 483 317,77 $,
- règlement #15-026 de compétence locale «Programme de feux de circulation et équipement de gestion du trafic» pour un montant de 108 228,01 $.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents *Incidences et ristournes et Budget requis.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 17 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes d'égout et d'aqueduc, de la chaussée ainsi que des trottoirs existants, principalement pour la conduite d'égout existante qui est en très mauvaise condition structurale avec un risque important d'effondrement.
Il s'agit d'un contrat majeur pour la Direction des infrastructures. La complexité d'un contrat de cette ampleur implique un délai de 4 à 6 semaines pour le démarrage des travaux afin de rencontrer l'entrepreneur, préparer et approuver les planches de signalisation, commander le matériel, obtenir les permis, etc. Afin de réaliser un maximum de travaux

cette année, le début du contrat est prévu à la dernière semaine de mai. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui d'avril aurait un impact sur le phasage des travaux prévu aux documents d'appel d'offres et sur la réalisation du projet.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 30 juin 2016, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: 6 avril 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Juin 2016
Fin des travaux : Octobre 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite (Comlan Djanta AFANOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Stéphane CARON, Le Sud-Ouest

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Son Thu LÊ, Service des infrastructures_voirie et transports
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Stéphane CARON, 17 mars 2016
Kathy DAVID, 15 mars 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ
Ingénieur

Tél : 514 872-5156
Télécop. : 514 872 2874

Mario DUGUAY, ing.
Chef de section - Aqueduc et égouts
Tél. : 514 872-8976
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. : 514 872 2874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures

Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures, en remplacement du directeur de service
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-03-23

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 10 mars 2016

Monsieur Marc Germain
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington.

Soumission : 232003

Monsieur,

Dans le cadre des travaux de construction d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de la chaussée, des trottoirs, de l'éclairage, de feux de circulation et de la mise aux normes des massifs de CSEM, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- reconstruction de cheminées d'accès.

Tel que convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Groupe TNT Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec / Common Inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à **9 485,44 $ (taxes incluses)**. À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

...2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets au 514-872-5156.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le (5 jours ouvrables) afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 1655845046.

J'ai signé le 18 mars 2016, à Montréal.

Guillaume Bélanger. pour Marc Germain.
Nom du signataire (en lettres moulées)

p.j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 232003

c.c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
M. Benjamin Rodriguez, chargé de projet – Division de la conception des travaux

PLAN DE LOCALISATION



RUE ST-PATRICK

D'UN POINT À L'OUEST DE L'AVENUE ATWATER À LA RUE WELLINGTON

ARRONDISSEMENT: SUD-OUEST

Montréal

Service des infrastructures
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

TITRE: TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITES D'EAU PRINCIPALE ET SECONDAIRE, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION

CROQUIS	REVISION	PRÉPARÉ PAR:	DESSINÉ PAR:	VÉRIFIÉ PAR:
232003	15 Mars 2016	S. Dumouchel, ag. tech.	S. Dumouchel, ag. tech.	Benjamin Rodriguez, ing.

12. EXPÉRIENCE DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq (5) dernières années, un minimum de deux (2) contrats de nature similaire et d'une valeur de **5 000 000** $ et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une lettre incluant l'information décrite dans le paragraphe précédent et cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission. Le défaut de joindre cette information à sa soumission entraînera automatiquement le rejet de celle-ci.

Montréal

ACTIFS VISÉS PAR LE PROJET

Soumission: **232003**
Titre: **Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington.**

Arrondissement: **Le Sud-Ouest**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction de chaussée flexible	11375	m²	905 mètres linaires
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	3260	m²	
	Reconstruction de trottoir boulevard	15	m²	
	Réparation du cours d'eau	20	m²	

Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc en tranchée d'égout 300 mm	805	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 100 mm	38	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 150 mm	55	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 200 mm	80	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 250 mm	6	m	
Aqueduc hors tranchée d'égout 300 mm	180	m	
Aqueduc principal 1200 mm	835	m	
Aqueduc principal 400 mm	50		
Égout 300 mm	16	m	
Égout 400 mm	63	m	
Égout 450 mm	9	m	
Égout 500 mm	104	m	
Égout 600 mm	51	m	
Égout 675 mm	11	m	
Égout 750 mm	374		
Égout 900 mm	222	m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaire fonctionnel	66	unité	
Nouvelle base de béton - Éclairage	41	unité	
Nouvelle base de béton - Feux de circulation	5	unité	
Lampadaires décoratifs	54	unité	
		unité	

Préparé par:	Benjamin Rodriguez, ing	Date:	10 mars 2016

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 232003
Numéro de référence : 952738
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, conduites d'eau, voirie, éclairage, feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de Atwater à Wellington

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1068306)** 2016-02-10 14 h 12 **Transmission :** 2016-02-10 17 h 26	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1077602)** 2016-02-25 15 h 08 **Transmission :** 2016-02-25 15 h 08	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-25 15 h 08 - Téléchargement 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 15 h 08 - Téléchargement 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

			2016-02-25 15 h 08 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 5435 Avenue Royalmount Ville Mont-Royal Montréal, QC, H4P 1J4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1067734)** 2016-02-10 7 h 31 **Transmission :** 2016-02-10 7 h 33	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Coffrage Alliance Ltée, Entrepreneur Général 2000 rue De Lierre	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514	**Commande : (1077465)** 2016-02-25 13 h 37	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-25 13 h 37 - Téléchargement

	Laval, QC, H7G 4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca NEQ : 1161836276	326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Transmission :** 2016-02-25 13 h 37	2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 13 h 37 - Téléchargement 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 13 h 37 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1067861)** 2016-02-10 9 h 15 **Transmission :** 2016-02-10 11 h 17	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1067825)** 2016-02-10 9 h 02 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 02	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Nathalie Côté Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1072684)** 2016-02-18 8 h 24 **Transmission :** 2016-02-18 8 h 29	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Decast Ltd. 171 Racine Saint-Eustache, QC, J7R 5M1 NEQ :	Monsieur Benoit Tanguay Téléphone : 705 734-2892 Télécopieur : 705 734-2270	**Commande : (1067449)** 2016-02-09 13 h 48 **Transmission :** 2016-02-09 15 h 07	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1068419)** 2016-02-10 15 h 38 **Transmission :** 2016-02-10 18 h 27	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel

				2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1071590)** 2016-02-16 14 h 22 **Transmission :** 2016-02-16 14 h 22	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Nathalie Massie Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1069083)** 2016-02-11 13 h 26 **Transmission :** 2016-02-11 13 h 26	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1067303)** 2016-02-09 11 h 15 **Transmission :** 2016-02-09 11 h 15	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1067433)** 2016-02-09 13 h 35 **Transmission :** 2016-02-09 14 h 53	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel

				2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	G-Tek (3427951 Canada inc.) 180 boul Bellerose O Laval, QC, H7L 6A2 http://www.gtek.ca NEQ : 1147472659	Monsieur Stephane Fortin Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur : 450 963-4835	**Commande : (1070737)** 2016-02-15 13 h 32 **Transmission :** 2016-02-15 13 h 32	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Hanson 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1142136077	Madame Anne Massicotte Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1068140)** 2016-02-10 11 h 28 **Transmission :** 2016-02-10 15 h 14	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 49 - Messagerie 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Télécopie 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

			2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 57 - Télécopie 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 47 - Télécopie 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 23 - Télécopie 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 26 - Télécopie 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1069917)** 2016-02-12 13 h 04 **Transmission :** 2016-02-12 13 h 04	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ L'écuyer & Fils Ltée / 17 Du Moulin	Monsieur David Guay Téléphone : 450	**Commande : (1068901)** 2016-02-11 10 h 48	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel

	Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Transmission :** 2016-02-11 14 h 46	2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1068465)** 2016-02-10 16 h 10 **Transmission :** 2016-02-10 17 h 17	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Guylaine Despins Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1068435)** 2016-02-10 15 h 49 **Transmission :** 2016-02-10 18 h 42	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1067971)** 2016-02-10 10 h 09 **Transmission :** 2016-02-10 12 h 32	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1067511)** 2016-02-09 14 h 31 **Transmission :** 2016-02-09 15 h 46	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 49 - Messagerie 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Télécopie 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 57 - Télécopie 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 47 - Télécopie 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 24 - Télécopie 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 8 h - Télécopie 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1067436)** 2016-02-09 13 h 37 **Transmission :** 2016-02-09 14 h 59	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel

				2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Monsieur Pierre-Yvon Legault Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1068474)** 2016-02-10 16 h 16 **Transmission :** 2016-02-10 19 h 01	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 50 - Messagerie 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Télécopie 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 57 - Télécopie 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 47 - Télécopie 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 24 - Télécopie 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 56 - Télécopie 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1067869)** 2016-02-10 9 h 18 **Transmission :** 2016-02-10 9 h 20	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0 NEQ : 1145755295	Madame Laetitia Carnevale Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1068917)** 2016-02-11 10 h 58 **Transmission :** 2016-02-11 14 h 48	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Socomec Industriel Inc. 3200, rue des Chantiers Sorel-Tracy, QC, J3P 5N3 NEQ : 1160102480	Madame Josée Arseneault Téléphone : 450 743-0017 Télécopieur : 450 743-2654	**Commande : (1068930)** 2016-02-11 11 h 03 **Transmission :** 2016-02-11 11 h 03	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel

			2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1068400)** 2016-02-10 15 h 28 **Transmission :** 2016-02-10 18 h 16	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 48 - Messagerie 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Télécopie 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Télécopie 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Télécopie 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 56 - Télécopie 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Télécopie 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1069746)** 2016-02-12 10 h 26 **Transmission :** 2016-02-12 10 h 26	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Télécon Inc 13500 Boul Métropolitain Est Montréal, QC, H1A 3W1 NEQ : 1167837492	Madame Isabelle Bissonnette Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur : 514 644-9236	**Commande : (1067745)** 2016-02-10 8 h 02 **Transmission :** 2016-02-10 8 h 05	2554084 - 232003_Addenda 1 2016-02-23 14 h 44 - Courriel 2554088 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-23 14 h 52 - Courriel 2554089 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-23 14 h 52 - Téléchargement 2555733 - 232003_Addenda 2 2016-02-25 16 h 56 - Courriel 2555736 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-25 21 h 46 - Courriel 2555737 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-25 21 h 46 - Téléchargement 2556492 - 232003-Addenda3 2016-02-29 7 h 22 - Courriel 2556493 - 232003_Formulaire de soumission (devis) 2016-02-29 7 h 25 - Courriel 2556494 - 232003_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-02-29 7 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal - Service du Contrôleur général 1555 Peel, 14e étage	Madame Jessica Thiboutot Téléphone : 514	**Commande : (1073744)** 2016-02-19 10 h 22	Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

Montréal, QC, H3A3I8	872-1866	**Transmission :**
NEQ :	Télécopieur : 514 872-9619	2016-02-19 10 h 22

© 2003-2016 Tous droits réservés

Soumission 232003 - Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Phase	Localisation	Occupation et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Toutes	**Toutes les localisations en travaux**	**Horaire des travaux :** **7h00 à 21h00 excepté disposition contraire**	- Maintenir, en tout temps, les accès aux résidences, entreprises et commerces du secteur;
1 à 4 **Travaux de construction et reconstruction de conduites d'égout et d'aqueduc, de conduits électriques, de trottoir et bordure et d'éclairage**	**1) Rue Saint-Patrick** entre les rues Laprairie et Island	Entrave complète de la rue Saint-Patrick	- Signaler des chemins de détour pour les rues Saint-Patrick, Laprairie et Island;
	2) Rue Saint-Patrick entre les rues Laprairie. et Charlevoix	Entrave complète de la rue Saint-Patrick	- Signaler des chemins de détour pour les rues Saint-Patrick et Ropery;
	3) Rue Saint-Patrick intersection rue Charlevoix	Entrave complète de la rue Saint-Patrick	- Signaler des chemins de détour pour la rue Charlevoix;
	4) Rue Saint-Patrick entre les rues Charlevoix Thomas-Keefer incluse	Entrave complète de la rue Saint-Patrick	- Signaler des chemins de détour pour les rues Saint-Patrick, D'Argenson et Thomas-Keefer;
5 **Travaux de construction et reconstruction de conduits électriques et d'éclairage**	Toutes les sous-phases		- Dans la phase, les travaux du côté sud devront être réalisés avant ceux du côté nord;
	5.1) Rue Saint-Patrick à l'intersection de la rue D'Argenson	Entrave complète D'Argenson Entrave de Saint-Patrick - 5 mètres en tout temps - 7 mètres de 20h vendredi à 5h lundi	- Maintenir sur la rue Saint-Patrick au moins une (1) voie par direction; - Signaler des chemins de détour pour la rue D'Argenson;
	5.2) Rue Saint-Patrick entre la rue D'Argenson et la rue Thomas-Keefer	Entrave partielle de la rue Saint-Patrick - 6 mètres en tout temps	- L'Entrepreneur doit maintenir en tout temps l'axe cycliste Nord-Sud; - Maintenir sur Saint-Patrick 1 voie par direction 3,0 mètres chacune;
	5.3) Rue Saint-Patrick entre la rue Thomas-Keefer et un point à l'ouest de l'avenue Atwater	Entrave partielle de la rue Saint-Patrick - 6 mètres en tout temps	- Maintenir 1 voie par direction d'au moins 3,0 mètres sur Saint-Patrick;
	5.4) Avenue Atwater entre la rue Saint-Patrick et un point au sud de la rue Saint-Patrick	Entrave complète de la direction Nord de l'avenue Atwater - 6 mètres de 22h00 vendredi à 5h00 lundi;	- Fermer l'avenue Atwater à partir de la bretelle - Signaler des chemins de détour pour l'avenue Atwater direction Nord fermée;

6 **Travaux de construction et reconstruction de conduites d'aqueduc**	**6.1) Rue Saint-Patrick** l'intersection avec la rue Thomas-Keefer	Entrave partielle de 6 mètres sur Saint-Patrick	- Maintenir 1 voie de circulation par direction sur la rue Saint-Patrick;
	6.2) Rue Saint-Patrick entre la rue Thomas-Keefer et l'avenue Atwater	Entrave partielle de 9 mètres sur Saint-Patrick	- Maintenir 1 voie en direction ouest 4,5 mètres sur la rue Saint-Patrick;
7 **Travaux d'éclairage**	**Rue Saint-Patrick** entre la rue Island et la rue Wellington	Entrave partielle de la rue Saint-Patrick	- Maintenir une (1) voie par direction de 3,5 mètres sur la rue Saint-Patrick;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0102

4-1

Québec, le 20 juin 2013

TNT2 inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à TNT2 inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0102 n° d'identification de l'Autorité : 2700000263

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). TNT2 inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525 0337
ligne sans frais : 877 525 0337
téléc. : 418 525 9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514 395 0337
ligne sans frais : 877 525 0337
téléc. : 514 873 3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2015

4-1
suite

GROUPE TNT INC.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

N° de décision : 2013-CPSM-0102
N° de client : 2700000263

Objet : Changement de nom de TNT2 inc. à Groupe TNT inc.

Monsieur,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise TNT2 inc. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant Groupe TNT inc. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1160480704 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise TNT2 inc. autorisée le 20 juin 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Benoît au 1 877 525-0337, poste 4866.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

4-2

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 09 mars 2016 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE TNT INC. ✓
Adresse du siège social : 20845, CH DE LA CÔTE N, 200, BOISBRIAND, QC, J7E 4H5, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700000263 ✓
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160480704

Autres noms d'affaires

- CARRIÈRE TNT
- CIMENTS LAVALLÉE
- GROUPE TNT MERCERON
- HOULE H2O
- PIEUX BCA
- TNT2
- TNT GROUP INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1164102002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention 1368 - GDD 1164102002 corr 21 mars 16.xls

Répartition des coûts VM-CSEM 1368.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite

Dossier # : 1164102002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

DGSRE_Info Comptables_GDD 1164102002.xls

Information_comptable_DEP_1164102002.xlsx

SIVT - 1164102002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Comlan Djanta AFANOU
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-0893

Co-auteur :
Ghizlane Koulila
Préposée au budget - Conseil et soutien financier
Point de service Eau - Environnement
514-872-6484

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-21

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion resssources financières
Tél : 514 872-6052

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 avril 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE164102002

Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE164102002
Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Saint-Patrick, d'un point à l'ouest de l'avenue Atwater à la rue Wellington. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 14 750 457,73 $ (contrat: 13 139 139,00 $ et incidences: 1 620 804,17 $), taxes incluses. Appel d'offres public 232003 - 4 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 30 mars 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 6 avril 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Comme ce fut le cas dans quelques dossiers soumis à la Commission en mars 2016, les membres ont compris que l'ajout d'une clause exigeant des soumissionnaires qu'ils aient réalisé au moins deux projets de 5 M$ et plus de nature similaire au cours des cinq dernières années visait à s'assurer de l'expérience et de la capacité de l'entrepreneur retenu à réaliser des travaux complexes d'envergure. La Commission a constaté que cette exigence n'était pas de nature à fermer le marché.

La clause de qualification incluse dans le présent appel d'offres se lit comme suit : « *Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours de cinq dernières années, un minimum de deux contrats de nature similaire et d'une valeur de 5 000 000 $ et plus, en coût des travaux, taxes incluses. Pour chaque contrat exécuté, il doit indiquer l'année de*

réalisation, la description de la nature des travaux, le nom de rue et de la municipalité, la valeur du contrat, le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées. Un contrat de nature similaire est défini comme étant un projet de construction ou de reconstruction d'égout, aqueduc et de voirie dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée.»

Les membres sont d'avis qu'il serait nécessaire d'apporter des précisions aux critères de qualification des entrepreneurs pour mieux préciser les notions d'expérience en milieu urbain et sur une artère achalandée.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération:

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE164102002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1163778002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague, aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine et de budgéter une dépense de 7 450 380 $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

Il est recommandé :

1. de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague connu et désigné comme étant le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, propriété de Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables;

2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3. d'autoriser une dépense de 6 480 000 $, plus les taxes applicables, pour cette acquisition;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera assumée par le règlement d'emprunt PTI 2015-2017 du Service de l'environnement / projet 55222 - Centre de tri des matières recyclables.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-04-08 11:48

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163778002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague, aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine et de budgéter une dépense de 7 450 380 $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

CONTENU

CONTEXTE

La Ville doit construire deux nouveaux centres de traitement de matières recyclables (le « CTMR ») sur son territoire, soit un dans l'est et l'autre dans l'ouest de la Ville, et ce, en conformité avec le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 et la Politique québécoise de la gestion des matières résiduelles adoptée en 2011, par le gouvernement du Québec
Le 30 avril 2015, la Ville décrétait une réserve pour fins publiques, pour une période de deux ans, à l'égard d'un terrain vague connu et désigné comme étant le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« Immeuble »), d'une superficie approximative de 37 054 m², situé dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine, à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir. L'avis de réserve a été publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 20 mai 2015, sous le numéro 21 539 130.

Day & Ross inc. est propriétaire de l'Immeuble, pour l'avoir acquis en 2001 en même temps que les lots 2 437 121 et 2 437 120 du cadastre du Québec. Le lot 2 437 121 est utilisé pour les opérations de transport de Day & Ross inc. et le lot 2 437 120 a été versé dans le domaine public aux fins d'aménagement de la rue François-Lenoir. Day & Ross inc. est une filiale de la compagnie Les aliments McCain (Canada), dont les sièges sociaux respectifs sont situés au Nouveau-Brunswick.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu le mandat du Service de l'environnement, en vue de procéder à l'acquisition de l'Immeuble. Avec l'autorisation de Day & Ross inc., le Service de l'environnement a mandaté, en décembre 2015, la firme WSP Canada inc. pour une évaluation environnementale de site (l'« ÉES ») Phases I et II de l'Immeuble. Les résultats de l' ÉES indique qu'une réhabilitation des sols est requise due à la présence d'hydrocarbures et de concentrations en manganèse

supérieures aux critères C de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (la « Politique ») du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (le « MDDELCC »), pour une vocation industrielle. Toutefois, étant donné que la concentration en manganèse est caractérisée comme étant naturelle, le cadre de gestion des teneurs naturelles en manganèse dans le sol du MDDELCC recommande de conserver les sols sur le terrain d'origine, dans la mesure du possible. Par contre, si cesdits sols devaient être excavés et disposés, la Politique du MDDELCC devrait alors s'appliquer.

Le SGPI n'a pas été en mesure de s'entendre sur un prix d'acquisition avec Day & Ross inc. Le présent sommaire décisionnel vise à obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen et de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1845 - 14 octobre 2015 - Acquérir, conformément à la procédure prévue à l'article 192 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, la rue François-Lenoir à des fins de rue connue et désignée comme le lot 2 437 120 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Lachine.
CG15 0288 - 30 avril 2015 - Décréter l'imposition d'une réserve pour fins publiques sur le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

CG15 0052 - 29 janvier 2015 - Décréter l'avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 44 451 000 $ afin de financer la construction de deux centres de tri de matières recyclables.

CG09 0346 - 27 août 2009 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

L'Immeuble est un terrain vague, d'une superficie approximative de 37 054 m², connu et désigné comme étant le lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine, à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir. L'Immeuble est identifié sur les plans A, B, C et P et sur le plan de la réserve foncière préparé par Sylvie-Gauthier, arpenteure-géomètre, le 19 janvier 2015 portant le numéro F-1 Lachine, sous le numéro 1569 de ses minutes, dossier 21863. Ces plans sont joints au sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'acquisition de l'Immeuble précité pour les motifs suivants :

· La localisation géographique de l'Immeuble répond aux objectifs du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014, qui recommande la construction d'un CTMR dans l'ouest de la Ville.

· Un résumé de l'ÉES, joint au sommaire décisionnel, indique que l'estimation budgétaire pour la réhabilitation totale des sols et la surveillance environnementale du site du futur CTMR lors des travaux d'excavation s'élève à 756 309 $, plus les taxes applicables, soit 869 566 $.

· Le Service des affaires juridiques pourra tenir compte de la recommandation du MDDELCC à l'égard des teneurs naturelles en manganèse lors des négociations avec le propriétaire Day & Ross inc.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition de l'Immeuble par voie d'expropriation ou par tout autre moyen.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Section de l'évaluation immobilière du SGPI a estimé le coût potentiel d'expropriation à 6 480 000 $, plus les taxes applicables. L'estimation sommaire et préliminaire de ce coût inclut, le cas échéant, les coûts d'achat, les frais de caractérisation des sols, des dommages potentiels, intérêts, frais d'experts et autres, mais exclut les montants associés à la réhabilitation des sols. Ce coût n'équivaut pas à la valeur marchande de l'Immeuble, ni à la valeur au propriétaire, ni à une fourchette maximale de la valeur pour une acquisition de gré à gré, ni à l'indemnité d'expropriation. Il ne peut donc être utilisé à une fin autre que budgétaire.
Le coût total d'achat du terrain sera entièrement financé par le règlement d'emprunt apparaissant au PTI 2015-2017 du Service de l'environnement / projet 55222 - Centre de tri des matières recyclables. Le montage financier identifiant le budget requis pour l'acquisition de l'Immeuble par décret d'expropriation ou par tout autre moyen est plus amplement détaillé dans l'intervention du Service des finances ci-jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation de deux nouveaux CTMR sur le territoire de la Ville répond aux objectifs du Plan d'action du gouvernement du Québec, adopté en 2011, en matière de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles qui vise à recycler 70 % du papier, carton, verre plastique et métal résiduels.
De même, la certification LEED du nouveau CTMR à Lachine est en conformité avec la réglementation municipale axée sur le développement durable qui vise à minimiser l'impact environnemental et l'économie d'énergie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les deux CTMR, soit celui dans l'est et celui dans l'ouest de la Ville, remplaceront l'actuel centre situé dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, présentement sous contrat avec l'entreprise Rebuts solides canadiens Tiru (« Tiru »), qui exploite et entretient ce centre. Comme le contrat avec Tiru prend fin le 31 décembre 2018, il est essentiel que les deux nouveaux CTMR soient en activité avant la fin du contrat. Pour ces motifs, l'acquisition du terrain, faisant l'objet du présent dossier, doit se réaliser en 2016 afin de respecter cet échéancier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acquisition du terrain : 2016
Lancement de l'appel d'offres pour la construction du CTMR-Ouest : mai 2016
Octroi du contrat Conception-Construction-Exploitation-Entretien du CTMR-Ouest : mars 2017
Début des opérations du CTMR à Lachine : 1er janvier 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Éric BLAIN, Service de l'environnement
Michel SÉGUIN, Lachine
Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Luc LÉVESQUE, 1er avril 2016
Michel SÉGUIN, 1er avril 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane LANCIAULT
Conseillère en immobilier

Tél : 514-872-2284
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-01

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-04-07

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1163778002 / Mandat 16-0159-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague.
- Endroit : Situé à l'angle sud-ouest des rues Fairway et François-Lenoir dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine.
- Lot : 2 437 119 du cadastre du Québec
- Superficie : 37 054 m² (398 845 pi²)
- Zonage : Industriel
- Particularité : L'acquisition du terrain à des fins publiques servira à l'implantation d'un centre de tri de matières résiduelles dans l'ouest de la Ville.

Vendeur : Day & Ross inc.

Acquéreur : Ville de Montréal

Coût potentiel d'expropriation : 6 480 000 $, plus les taxes applicables

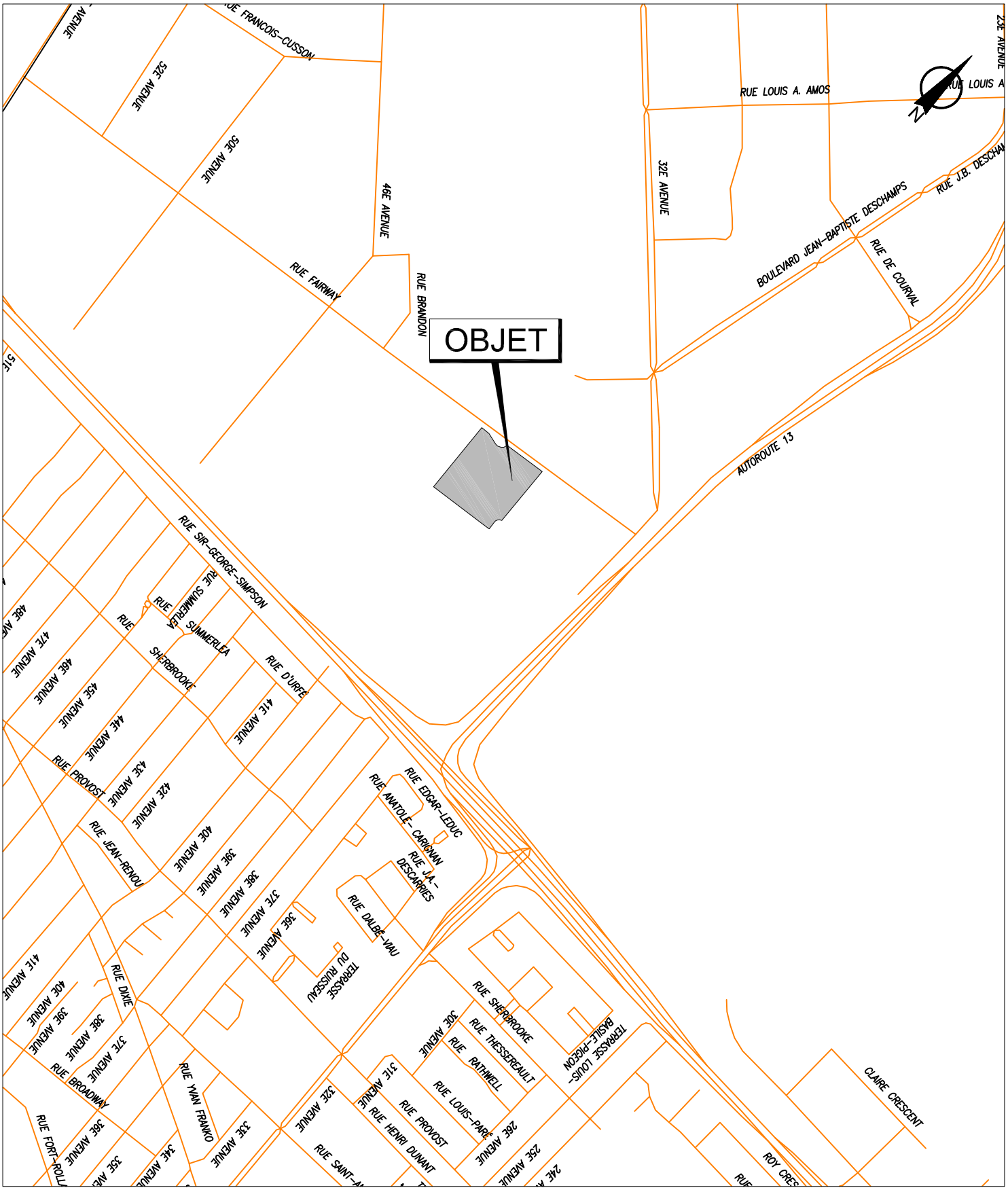
- En date du : 7 juillet 2015

Valeur au rôle foncier 2014 : 3 149 600 $ ou 7,90 $/pi²

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du décret d'expropriation : L'adoption du décret d'expropriation par la Ville permettra d'entreprendre les procédures d'expropriation afin d'acquérir le terrain pour l'implantation d'un centre de tri des matières recyclables dans l'ouest de la Ville, et ce, en conformité avec le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 et la Politique de la gestion des matières résiduelles adoptée en 2011, par le gouvernement du Québec.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Viviane Lanciault	Téléphone : 2-2284	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

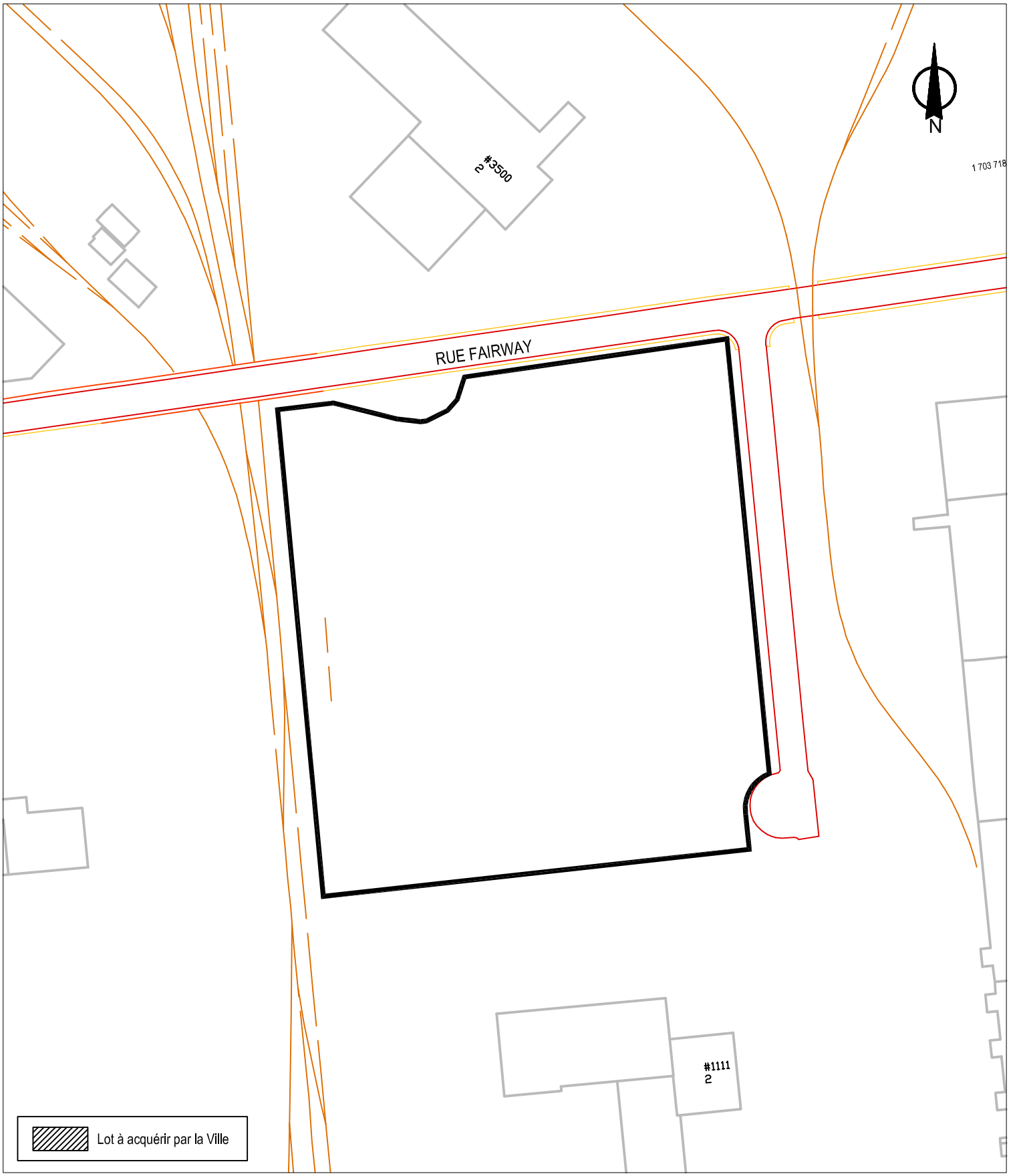


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H05-005-6648-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 04-04-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

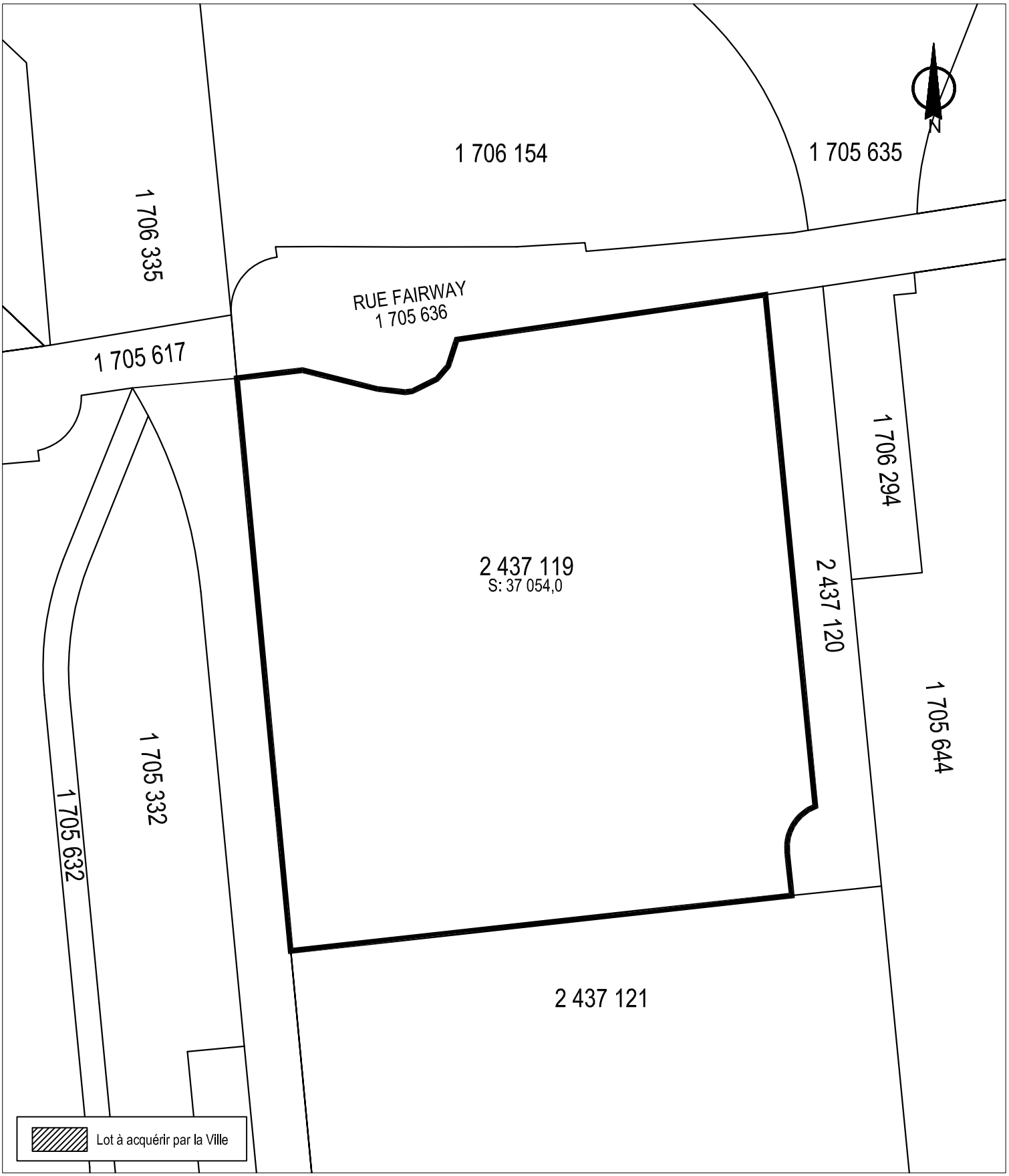


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H05-005-6648-01
Production : CL
Échelle : 1:1700
Date : 04-04-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-6648-01
Production : CL
Échelle : 1:1700
Date : 04-04-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Lachine
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-6648-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 04-04-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Montréal, le 26 février 2016

Madame Véronique Brissette, ing.
Service de l'environnement
Ville de Montréal
Division de la planification et du suivi environnemental
1555, rue Carrie-Derick, 2e étage, bureau 2236
Montréal (Québec) H3C 6W2

Par courriel
veronique.brissette@ville.montreal.qc.ca

Objet : Estimation des coûts de réhabilitation et de gestion des sols excavés
Lot 2 437 119 - futur CTMR
Angle sud-ouest des rues Fairway et François Renoir - arrondissement de Lachine
Montréal (Québec)

V/Réf. : 15E200
N/Réf. 141-21862-09

Madame Brissette,

C'est avec plaisir que nous vous présentons l'estimation des coûts de réhabilitation et de gestion des sols excavés ainsi que la de surveillance environnementale pour le projet du futur centre de traitement des matières recyclable (CTMR). Cette estimation fait partie du mandat 15E200 octroyé le 9 décembre 2015 par la Ville de Montréal.

1. ÉTENDUE DE SOLS CONTAMINÉS

Une évaluation environnementale de site (ÉES) Phases I et II et une étude géotechnique préliminaire ont été réalisés en décembre 2015 par WSP Canada Inc. (WSP).

→ WSP 2016. *Évaluation environnementale de site Phases I et II et étude géotechnique préliminaire – Lot 2 437 119,* Angle sud-ouest des rues Fairway et François Renoir - arrondissement de Lachine*, Montréal (QC).* Rapport réalisé pour la Ville de Montréal. 35 p. et figures, tableaux et annexes. Dossier 141-21862-09

Cette étude a révélé la présence de sols avec des concentrations supérieures aux critères C de la *Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés* (*Politique*) du MDDELCC. La propriété étant à vocation industrielle, les critères C de la *Politique* sont applicables. Le tableau suivant, tiré de l'étude de WSP, résume les volumes supérieurs aux critères B de la Politique estimés :

WSP Canada Inc.
1600, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1P9
Canada

Téléphone : +1 514-340-0046
Télécopieur : +1 514-340-1337
www.wspgroup.com

Tableau A Résumé des volumes de sols contaminés

SONDAGE / (SUPERFICIE)	PROFONDEUR (M)	NATURE DES SOLS	CONTAMINANT	VOLUME ESTIMÉ (M^3)	
				BC	>C
15E200-002 (2 152 m²)	0,00 – 0,61	Remblai	Mn	1 312,7	-
	0,61 – 0.94	Terrain naturel	Mn	-	710,2
15E200-011 (1 126,3 m²)	0,95 – 1,45	Terrain naturel	Mn	563,2	-
15E200-014 (2 492,1 m²)	1,05 – 1,55	Terrain naturel	Mn	2 492,1	-
15E200-017* (99,5 m²)	0,00 – 0,90	Remblai	HP C_{10}-C_{50}	-	90
15E200-018* (173,7 m²)	0,00 – 0,90	Remblai	HP C_{10}-C_{50}	156,6	-
TOTAL (m^3)				**4 525**	**800**
TOTAL (tonnes métriques) **				**9 050**	**1 600**

* Pile de remblai de provenance inconnue.
** Les calculs sont basés sur une densité moyenne de 2 tonnes métriques par m^3.

La figure présentée en annexe, tiré du rapport de l'ÉES Phase II, montre l'emplacement de ces zones. Elle montre également cinq zones (15E200-008, 15E200-011, 15E200-015, 15E200-016 et EMP-2), dans l'emprise des futures installations, ayant des sols avec des concentrations dans la plage A-B des critères de la Politique et des matières résiduelles (MR) (empilement). Les zones de sols A-B représentent une superficie de 5 565 m² pour un volume total de 3 894 m³ tandis que l'empilement de matières résiduelles représente environ 15 m³.

Tel que présenté dans le tableau, des sols naturels avec des concentrations en manganèse supérieure aux critères C de la Politique sont présents sur le site.

Étant donné que ces sols ont caractérisé comme étant naturel, le *Cadre de gestion des teneurs naturelles en manganèse dans le sol* du MDDELCC (voir document en annexe) peut être appliqué pour la gestion de ces sols. La conservation des sols sur le terrain d'origine serait donc à préconiser.

2. ESTIMATION DES COÛTS

2.1 OPTION 1 - SOLS >B EN HP C_{10}-C_{50} ET MR

Cette estimation comprend l'élimination des sols avec des concentrations en HP C_{10}-C_{50} supérieurs aux critères B et C de la Politique. Il est à noter que les sols avec concentrations en HP C_{10}-C_{50} dans la plage B-C de la Politique sont inclus puisqu'ils ne proviennent pas du terrain d'origine. Les volumes suivants sont donc considérés pour l'estimation des coûts :

- Sols B-C : 156,6 m³ (313,2 tonnes métriques);
- Sols >C: 90 m³ (180 tonnes métriques);
- MR : 15 m³ (25 tonnes métriques)

L'estimation des coûts présentée considère les frais d'excavation, de transport et de disposition des matériaux, de surveillance environnementale et les dépenses reliées aux analyses chimiques en laboratoire.

Considérant un **volume global de 493,2 t.m.** à excaver, la durée des travaux d'excavation et de surveillance est estimée à un jour. Les coûts de gestion et de surveillance comprennent uniquement :

- la disposition des sols;
- les honoraires associés à la surveillance;
- les analyses chimiques qui seront prélevées et analysées lors des travaux de surveillance.

Notre estimation budgétaire pour la gestion des sols et la surveillance environnementale du site du futur CTMR lors des travaux d'excavation s'élève à **43 770 $** (excluant les taxes). Le tableau 1 montre le détail des coûts.

2.2 OPTION 2 - GESTION DES SOLS >A ET DES MR

Cette option comprend la gestion hors de tous les sols présentant des concentrations supérieures aux critères A de la Politique dans l'emprise des infrastructures projetées. Le tableau 3 en annexe présente une synthèse des volumes de sols qui devront être gérés. Les volumes suivants sont considérés pour l'estimation des coûts :

- Sols A-B : 3 894 m³ (7 788 tonnes métriques);
- Sols B-C (HP C_{10}-C_{50}) : 157 m³ (313 tonnes métriques);
- Sols B-C (Mn) : 4 368 m³ (8 736 tonnes métriques);
- Sols >C (HP C_{10}-C_{50}): 90 m³ (180 tonnes métriques);
- Sols >C (Mn) : 710 m³ (1 420 tonnes métriques);
- MR : 15 m³ (25 tonnes métriques)

Considérant un **volume global de 18 463 t.m.** à excaver, la durée des travaux d'excavation et de surveillance est estimée à 24 jours. Les coûts de gestion et de surveillance comprennent uniquement :

- la disposition des sols;
- les honoraires associés à la surveillance;
- les analyses chimiques qui seront prélevées et analysées lors des travaux de surveillance.

Notre estimation budgétaire pour la gestion des sols et la surveillance environnementale du site du futur CTMR lors des travaux d'excavation s'élève à **756 309 $** (excluant les taxes). Le tableau 2 joint montre le détail des coûts.

Il est à noter que les montants et les honoraires associés ne constituent pas une offre de services finale et devront être réévalués en fonction des besoins réels du projet ainsi que de l'échéancier produit par l'entrepreneur sélectionné pour la réalisation des travaux.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Madame Brissette, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

WSP Canada Inc.

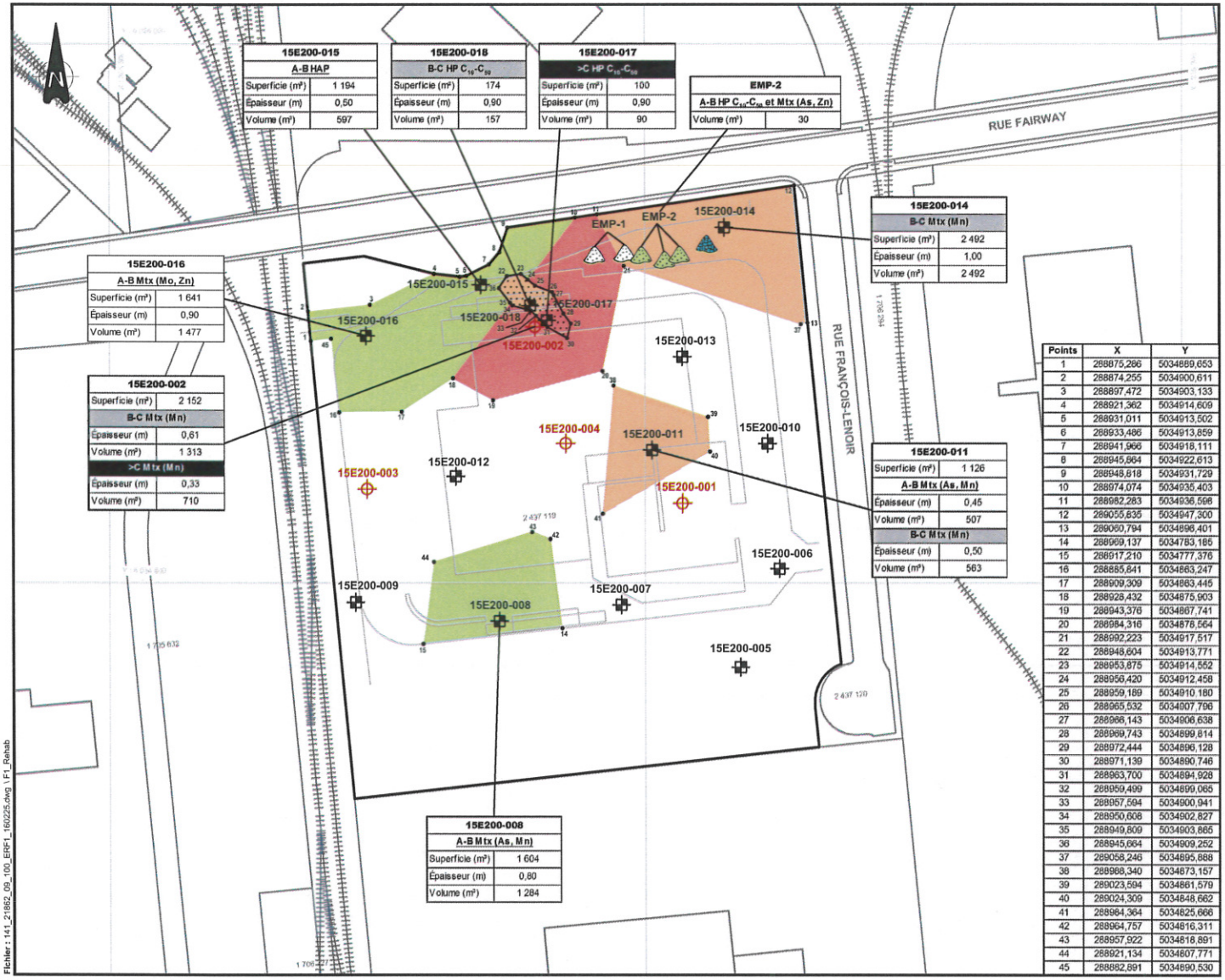
Préparé par :

Hubert Lessard Morisset, géo.
Chargé de projet

Révisé par :

Annie Saint-Aubin, géo.
Directrice de projet

p. j. Figure 1 : Étendue présumée de la contamination dans les sols dans l'emprise des futures installations
Cadre de gestion du manganèse (version nov. 2014)
Tableau 1 : Bordereau de calcul des coûts (sols >B en HP C_{10}-C_{50} et MR)
Tableau 2 : Bordereau de calcul des coûts (sols >A et MR)
Tableau 3 : Synthèse des niveaux de contamination et des volumes de sols contaminés



Points	X	Y
1	288875,286	5034889,653
2	288874,255	5034900,611
3	288897,472	5034903,133
4	288921,362	5034914,609
5	288931,011	5034913,502
6	288933,486	5034913,859
7	288941,966	5034918,111
8	288945,864	5034922,613
9	288948,818	5034931,729
10	288974,074	5034935,403
11	288982,283	5034936,596
12	289055,835	5034947,300
13	289060,794	5034896,401
14	288969,137	5034783,185
15	288917,210	5034777,376
16	288885,841	5034863,247
17	288909,309	5034863,445
18	288928,432	5034875,903
19	288943,376	5034867,741
20	288984,316	5034876,564
21	288992,223	5034917,517
22	288948,604	5034913,771
23	288953,875	5034914,552
24	288956,420	5034912,458
25	288959,189	5034910,180
26	288965,532	5034907,796
27	288966,143	5034906,638
28	288969,743	5034899,814
29	288972,444	5034896,128
30	288971,139	5034890,746
31	288963,700	5034894,928
32	288959,499	5034899,065
33	288957,594	5034900,941
34	288950,608	5034902,827
35	288949,809	5034903,865
36	288945,664	5034909,252
37	289056,246	5034895,888
38	288968,340	5034873,157
39	289023,594	5034861,579
40	289024,309	5034848,662
41	288984,364	5034825,666
42	288964,757	5034816,311
43	288957,922	5034818,891
44	288921,134	5034807,771
45	288882,891	5034890,530

LÉGENDE

- Site à l'étude
- Empilement de sols
- Empilement de matières résiduelles (non échantillonné)
- Infrastructures projetées

Sondages (WSP, 2015)

- Forage
- Tranchée d'exploration

Qualité environnementale présumée des sols

- Plage A-B
- Plage B-C
- Plage >C

Qualité environnementale présumée des piles

- < A
- Plage A-B

Source: Plan de base : Ville de Montréal, 15E200-Croquis de localisation.dwg

PRÉPARÉ : H. Lessard Morisset
DESSINÉ : V. Venne
VÉRIFIÉ : A. Saint-Aubin
DATE : 25 février 2016

WSP

ÉCHELLE 1 : 1 500

0 5 10 15 25 50 75 100 m

REQUÉRANT

VILLE DE MONTRÉAL

PROJET

ESTIMATION DES COÛTS DE RÉHABILITATION ET DE GESTION DES SOLS EXCAVÉS - Futur CTMR Lachine - Lot 2 437 119, Arrondissement de Lachine, Montréal (Qc)

TITRE

Figure 1
Étendue présumée de la contamination dans les sols dans l'emprise des futures installations

Site: 064

Montréal

Service de l'environnement
Division de la planification et du suivi environnemental

11X17

Dossier N°	Dessin N°
15E200	P.I.D.T.

Fichier : 141_21862_09_100_ERF1_160225.dwg \ F1_Rehab

TABLEAU 1 : BORDEREAU DE CALCUL DES COÛTS (sols >B en HP C10-C50 et MR)

15E200 - Futur CTMR
Réhabilitation environnementale et gestion des sols excavés

141-21862-09

Articles no	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire ($)	Coûts ($) (3)
Honoraires et dépenses selon le bordereau (inclus rapport, planification et gestion) (1)					
1	Directeur patron	3	Heures	95,00 $	285,00 $
2	Ingénieur senior	12	Heures	95,00 $	1 140,00 $
3	Chargé de projet	60	Heures	74,00 $	4 440,00 $
4	Technicien	16	Heures	72,00 $	1 152,00 $
5	Dessinateur	10	Heures	52,00 $	520,00 $
6	Secrétaire	6	Heures	32,00 $	192,00 $
15	Analyses chimiques sols - HP C_{10} à C_{50}	4	unités	29,00 $	116,00 $
16	Analyses chimiques sols - HAP	4	unités	45,00 $	180,00 $
17	Analyses chimiques sols - 14 métaux	4	unités	31,00 $	124,00 $
				Sous-total (1) :	8 149,00 $
Excavation et transport des matériaux (2) (3)					
100	Excavation et transport des sols B-C	314	t.m.	16,00 $	5 024,00 $
101	Excavation et transport des sols >C	180	t.m.	16,00 $	2 880,00 $
102	Excavation et transport des MR	25	t.m.	16,00 $	400,00 $
				Sous-total (2) :	8 304,00 $
Disposition des matériaux (2) (3)					
103	Sols B-C (HP C10-C50)	314	t.m.	30,00 $	9 420,00 $
104	Sols C-RESC (HP C10-C50)	180	t.m.	55,00 $	9 900,00 $
105	MR	25	t.m.	80,00 $	2 000,00 $
106	Frais de pesée (sol >C seulement)	16	unité	18,00 $	288,00 $
				Sous-total (3) :	21 608,00 $
				Sous-total	38 061,00 $
				Contingence (15%)	5 709,15 $
				Montant total (excluant les taxes)	**43 770,15 $**

Notes :

(1) Coûts basés 1 jour de travaux
(2) Basé sur un volume de 247 m³ de sols >B et de 15 m³ de MR
(3) Coûts à titre indicatif et sans majoration

Exclusions

- Entrepreneur : santé et sécurité, clôture, permis, soutènement, mobilisation/démobilisation, équipement, matériel, ouverture du dossier à la CSST, etc.
- Remblayage
- Déboisement

TABLEAU 2 : BORDEREAU DE CALCUL DES COÛTS (sols >A et MR)

15E200 - Futur CTMR
Réhabilitation environnementale et gestion des sols excavés

141-21862-09

Articles no	Description	Quantité	Unité	Prix unitaire ($)	Coûts ($) (3)
Honoraires et dépenses selon le bordereau (inclus rapport, planification et gestion) (1)					
1	Directeur patron	3	Heures	95,00 $	285,00 $
2	Ingénieur senior	14	Heures	95,00 $	1 330,00 $
3	Chargé de projet	104	Heures	74,00 $	7 696,00 $
4	Technicien	265	Heures	72,00 $	19 080,00 $
5	Dessinateur	15	Heures	52,00 $	780,00 $
6	Secrétaire	6	Heures	32,00 $	192,00 $
15	Analyses chimiques sols - HP C_{10} à C_{50}	10	unités	29,00 $	290,00 $
16	Analyses chimiques sols - HAP	10	unités	45,00 $	450,00 $
17	Analyses chimiques sols - 14 métaux	40	unités	31,00 $	1 240,00 $
				Sous-total (1) :	31 343,00 $
Excavation et transport des matériaux (2) (3)					
100	Excavation et transport des sols A-B	7 788	t.m.	16,00 $	124 608,00 $
101	Excavation et transport des sols B-C	9 049	t.m.	16,00 $	144 784,00 $
102	Excavation et transport des sols C-RESC	1 600	t.m.	16,00 $	25 600,00 $
103	Excavation et transport des MR	25	t.m.	16,00 $	400,00 $
				Sous-total (2) :	294 992,00 $
Disposition des matériaux (2) (3)					
103	Sols A-B	7 788	t.m.	20,00 $	155 760,00 $
104	Sols B-C	9 049	t.m.	25,00 $	226 225,00 $
105	Sols C-RESC (HP C10-C50)	180	t.m.	55,00 $	9 900,00 $
106	Sols C-RESC (Mn)	1 420	t.m.	65,00 $	92 300,00 $
107	MR	25	t.m.	80,00 $	2 000,00 $
108	Frais de pesée (sol >C seulement)	50	unité	18,00 $	900,00 $
				Sous-total (3) :	331 325,00 $
				Sous-total	657 660,00 $
				Contingence (15%)	98 649,00 $
				Montant total (excluant les taxes)	**756 309,00 $**

Notes :

(1) Coûts basés 24 jours de travaux
(2) Basé sur un volume de 400 m³ excavé par jour.
(3) Coûts à titre indicatif et sans majoration

Exclusions

- Entrepreneur : santé et sécurité, clôture, permis, soutènement, mobilisation/démobilisation, équipement, matériel, ouverture du dossier à la CSST, etc.
- Remblayage
- Déboisement

TABLEAU 3 : SYNTHÈSE DES NIVEAUX DE CONTAMINATION ET DES VOLUMES DE SOLS CONTAMINÉS

Firme: WSP
Chargé de projet-firme: Hubert Lessard Morisset
Chargées de projet-Ville: Marianne Dorlot, Véronique Brissette

No de rapport: 15E200
Type de rapport: Caractérisation environnementale
Date: Février 2016

Superficie du terrain (m²): 37 054
Usage: Commercial / industriel / public / institutionnel
Critère: C

Arrondissement: Lachine
Rue principale: Fairway
Intersection: François-Lenoir
Intersection:

Activités industrielles et commerciales (Annexe III RPRT) : non

Lots: 2 437 119

Description: Futur CTMR

Remarque:

Paramètres excédant les critères ou normes [1]						Description de la matrice	% de matières résiduelles	R, N, MR, MD, DC, Roc	Sondage/ Échantillon	Élévation en surface (m)	Profondeur de l'échantillon (m)		Intervalle considéré contaminé				Aire	Volume m³						
Matrice de sols					>50% de matières résiduelles								Profondeur (m)		Élévation (m)									
Plage de contamination																								
< A	AB	BC	> C	>RESC	>RMD						de	à	de	à	de	à	(m²)	AB	BC	>C	>RESC	Matières résiduelles	Matières résiduelles dangereuses	Débris de construction
						Terre végétale.	0	R	15E200-001 / CF1A	38,350	0,00	0,11	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu de gravier et d'argile, brun, humide.	0	R	15E200-001 / CF1B	38,350	0,11	0,61	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu de gravier et d'argile, brun, humide.	0	N	15E200-001 / CF2	38,350	0,61	1,22	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Calcaire gris.	0	Roc	15E200-001 / CR3	38,350	1,35	2,31	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
		Mn				Silt sableux, traces d'argile, brun, humide.	0	R	15E200-002 / CF1	37,551	0,00	0,61	0,00	0,61	37,55	36,94	2152	0	1312,72	0	0	0	0	0
	As, Ba, Cd, Co		Mn			Silt sableux, traces d'argile, brun, humide.	0	N	15E200-002 / CF2	37,551	0,61	0,94	0,61	0,94	36,94	36,61	2152	0	0	710,16	0	0	0	0
						Calcaire gris.	0	Roc	15E200-002 / CR3	37,551	1,02	1,55	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Calcaire gris.	0	Roc	15E200-002 / CR4	37,551	1,55	2,16	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, traces de gravier, brun, humide.	0	R	15E200-003 / CF1	38,206	0,00	0,61	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt et argile, traces de cailloux, de gravier et de sable, brun, humide.	0	R	15E200-003 / CF2	38,206	0,61	1,22	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, traces de gravier et d'argile, brun, humide.	0	N	15E200-003 / CF3	38,206	1,22	1,32	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Calcaire gris.	0	Roc	15E200-003 / CR4	38,206	1,49	2,66	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Terre végétale.	0	R	15E200-004 / CF1A	38,998	0,00	0,09	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Gravier, traces de sable, gris, humide.	0	R	15E200-004 / CF1B	38,998	0,09	0,61	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt, un peu d'argile et de sable, brun, humide.	0	N	15E200-004 / CF2	38,998	0,61	1,09	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Blocs.	0	N	15E200-004 / CR3	38,998	1,30	1,55	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Gravier sableux, un peu de silt, gris, sec.	0	N	15E200-004 / CF4	38,998	1,55	2,16	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Calcaire gris.	0	Roc	15E200-004 / CR5	38,998	2,39	3,07	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Calcaire gris.	0	Roc	15E200-004 / CR6	38,998	3,07	3,71	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	R	15E200-005 (0,00-0,50)	38,461	0,00	0,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	R	15E200-005 (0,50-1,00)	38,461	0,50	1,00	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun.	0	N	15E200-005 (1,00-1,50)	38,461	1,00	1,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	R	15E200-006 (0,00-0,50)	38,690	0,00	0,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	R	15E200-006 (0,50-0,90)	38,690	0,50	0,90	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	N	15E200-006 (0,90-1,70)	38,690	0,90	1,70	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile et de cailloux, traces de gravier, brun, sec.	0	N	15E200-007 (0,00-0,45)	38,504	0,00	0,45	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, traces de gravier, brun, sec.	0	N	15E200-007 (0,45-0,90)	38,504	0,45	0,90	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, traces de gravier, de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	N	15E200-007 (0,90-1,40)	38,504	0,90	1,40	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux, brun, sec.	0	N	15E200-008 (0,00-0,50)	37,959	0,00	0,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-008 (0,50-1,00)	37,959	0,50	1,00	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
	As, Mn					Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-008 (1,00-1,30)	37,959	1,00	1,30	0,50	1,30	37,46	36,66	1604	1283,2	0	0	0	0	0	0
						Pierre concassé (0-40mm), un peu d'argile, gris, sec.	0	R	15E200-009 (0,00-0,20)	38,594	0,00	0,20	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	R	15E200-009 (0,20-0,75)	38,594	0,20	0,75	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt et sable, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	N	15E200-009 (0,75-1,25)	38,594	0,75	1,25	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0

TABLEAU 3 : SYNTHÈSE DES NIVEAUX DE CONTAMINATION ET DES VOLUMES DE SOLS CONTAMINÉS

Paramètres excédant les critères ou normes [1]						Description de la matrice	% de matières résiduelles	R, N, MR, MD, DC, Roc	Sondage/ Échantillon	Élévation en surface (m)	Profondeur de l'échantillon (m)		Intervalle considéré contaminé				Aire	Volume m³						
Matrice de sols					>50% de matières résiduelles								Profondeur (m)		Élévation (m)									
Plage de contamination																								
< A	AB	BC	> C	>RESC	>RMD						de	à	de	à	de	à	(m²)	AB	BC	>C	>RESC	Matières résiduelles	Matières résiduelles dangereuses	Débris de construction
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	R	15E200-010 (0,00-0,60)	38,723	0,00	0,60	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun.	0	N	15E200-010 (0,60-1,00)	38,723	0,60	1,00	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun.	0	N	15E200-010 (1,00-1,45)	38,723	1,00	1,45	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
	As, Mn					Remblai : silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, traces de racine, brun, humide.	0	R	15E200-011 (0,00-0,45)	38,705	0,00	0,45	0,00	0,45	38,71	38,26	1126,3	506,853	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-011 (0,45-0,95)	38,705	0,45	0,95	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
		Mn				Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-011 (0,95-1,45)	38,705	0,95	1,45	0,95	1,45	37,76	37,26	1126,3	0	563,17	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile et de cailloux, brun, humide.	0	R	15E200-012 (0,00-0,30)	39,085	0,00	0,30	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-012 (0,30-0,80)	39,085	0,30	0,80	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-012 (0,80-1,30)	39,085	0,80	1,30	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux et de blocs, brun, sec.	0	R	15E200-013 (0,00-0,50)	38,718	0,00	0,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	R	15E200-013 (0,50-1,05)	38,718	0,50	1,05	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt, un peu d'argile, de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-013 (1,10-1,60)	38,718	1,10	1,60	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile et de cailloux, brun, humide. Débris (<10%): briques	<10%	R	15E200-014 (0,00-0,50)	39,064	0,00	0,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux et blocs, un peu d'argile, brun, humide.	0	R	15E200-014 (0,50-1,05)	39,064	0,50	1,05	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
		Mn				Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-014 (1,05-1,55)	39,064	1,05	1,55	1,05	2,05	38,01	37,01	2492,1	0	2492,12	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile, traces de cailloux et de blocs, brun, humide.	0	N	15E200-014 (1,55-2,05)	39,064	1,55	2,05	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux et gravier, un peu d'argile et de blocs, brun, sec.	0	R	15E200-015 (0,00-0,50)	38,260	0,00	0,50	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
	HAP					Silt sableux et blocs, un peu d'argile, brun, sec.	0	N	15E200-015 (0,50-1,00)	38,260	0,50	1,00	0,50	1,00	37,76	37,26	1194	597	0	0	0	0	0	0
	Mo, Zn					Silt sableux, un peu d'argile, de cailloux et de pierres concassées, brun, sec.	0	R	15E200-016 (0,00-0,40)	38,199	0,00	0,40	0,00	0,90	38,2	37,3	1641	1476,9	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile et de cailloux, traces de blocs, brun, sec.	0	R	15E200-016 (0,40-0,90)	38,199	0,40	0,90	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
x						Silt sableux, un peu d'argile et de blocs, traces de cailloux, brun, sec.	0	N	15E200-016 (0,90-1,40)	38,199	0,90	1,40	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
						Silt sableux, un peu d'argile et de blocs, traces de cailloux, brun, sec.	0	N	15E200-016 (1,40-1,80)	38,199	1,40	1,80	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
	Cu, Mo	HAP	HP			Sable et gravier, brun-gris, humide.	0	R	15E200-017 (0,00-0,90)	38,011	0,00	0,90	0,00	0,90	38,01	37,11	100	0	0	90	0	0	0	0
	HAP	HP, Cu				Sable et gravier, brun-gris, humide.	0	R	15E200-018 (0,00-0,90)	37,973	0,00	0,90	0,00	0,90	37,97	37,07	174	0	156,6	0	0	0	0	0
x						Silt argileux, un peu de sable, brun, humide. Débris (15%): béton, asphalte, métal, plastique.	15	R	EMP-1	39,473	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
	HP, As, Zn					Silt, un peu de sable et d'argile, brun, humide. Débris (30%): béton, asphalte, brique, plastique, métal.	30	R	EMP-2	39,694	-	-	-	-	-	-	-	30	0	0	0	0	0	0
																	TOTAL:	3 894	4 525	800	0	0	0	0

Légende: R (remblai) N (sol naturel) MR (matières résiduelles) MD (matières dangereuses) DC (débris de construction ou démolition)

[1] Critères tirés de l'annexe 2 de la "*Politique de protection des sols et de réhabilition des terrains contaminés*" du ministère de l'Environnement du Québec (MENV), des annexes I et II du "*Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains*", de l'annexe I du "*Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés*" et normes tirées des "*Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles*" et du "*Règlement sur les matières dangereuses*";

CADRE DE GESTION DES TENEURS NATURELLES EN MANGANÈSE DANS LE SOL[1]		
Concentration en mg/kg	**Province géologique[2]**	**Option de gestion[3]**
< 1 210 ppm	Basses-terres du Saint-Laurent	**Gestion sans restriction**
< 2 025 ppm	Appalaches	
< 1 445 ppm	Grenville	
< 1 000 ppm	Supérieur	
< 3 000 ppm	Fosse-du-Labrador	
≥ 1 210 ppm et ≤ 3 000 ppm	Basses-terres du Saint-Laurent	**Recommandations** Choix possibles : a) Conserver le sol sur le terrain d'origine, qui peut être utilisé à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles. Ce choix est à privilégier; b) Remblayer le sol sur des terrains dont les caractéristiques sont semblables (sols issus des mêmes roches, des mêmes mécanismes de dépôt et d'évolution pédologique[4]); c) Remblayer le sol sur d'autres terrains. Ne pas privilégier le remblayage sur des terrains où l'eau souterraine est utilisée comme eau de consommation. Ne pas préconiser les aménagements paysagers qui rendraient les sols remblayés plus accessibles à la flore ou aux invertébrés; d) Valoriser le sol en l'utilisant comme matériau de recouvrement dans un lieu visé par le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (REIMR), sous réserve du respect des conditions énumérées dans ce règlement; e) Éliminer le sol dans un lieu visé par le Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés (RESC). **Dans le cas des options b) et c), pour qualifier le remblai de naturel lors d'une éventuelle caractérisation du terrain récepteur, il est recommandé :** — Que le propriétaire des sols informe les propriétaires des terrains récepteurs de la nature des sols reçus en indiquant leur teneur naturelle en manganèse; — Qu'une copie du document d'information soit fournie au MDDELCC.
≥ 2 025 ppm et ≤ 3 000 ppm	Appalaches	
≥ 1 445 ppm et ≤ 3 000 ppm	Grenville	
≥ 1 000 ppm et ≤ 3 000 ppm	Supérieur	
> 3 000 et ≤ 20 000 ppm	Toutes les provinces géologiques	**Recommandations** Choix possibles : f) Conserver le sol sur le terrain d'origine, qui peut être utilisé à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles. Ce choix est à privilégier. Profiter des aménagements apportés au terrain pour recouvrir ces sols s'ils ne sont pas déjà recouverts; g) Remblayer le sol sur des terrains dont les caractéristiques sont semblables (sols issus des mêmes roches, des mêmes mécanismes de dépôt et d'évolution pédologique[4]). Recouvrir le sol remblayé; h) Remblayer le sol sur d'autres terrains. Ne pas préconiser les aménagements qui rendraient les sols plus accessibles à la faune ou à la flore ou qui attireraient une faune non acclimatée (exemples d'aménagements : plan d'eau, parc, plantation d'arbres ou d'arbustes). Ne pas privilégier le remblayage sur des terrains où l'eau souterraine est utilisée comme eau de consommation. Les remblais sur des terrains à usage résidentiel, récréatif ou institutionnel sensible ne sont pas conseillés. Recouvrir le sol remblayé; i) Voir les options d) et e) décrites plus haut. Dans le cas de l'option e), si la concentration excède la valeur de l'annexe I du RESC (11 000 ppm), il est possible d'obtenir l'exemption prévue à l'article 4 1°*c* de ce règlement.

CADRE DE GESTION DES TENEURS NATURELLES EN MANGANÈSE DANS LE SOL[1]		
Concentration en mg/kg	**Province géologique[2]**	**Option de gestion[3]**
		Dans le cas des options g) et h), pour qualifier le remblai de naturel lors d'une éventuelle caractérisation du terrain récepteur, il est recommandé : — Que le propriétaire des sols informe les propriétaires des terrains récepteurs de la nature des sols reçus en indiquant leur teneur naturelle en manganèse; — Qu'une copie du document d'information soit fournie au MDDELCC. **Dans le cas des options f), g) et h), il est recommandé :** — D'utiliser un recouvrement consistant en un sol dont les concentrations sont conformes à l'usage, un recouvrement d'asphalte ou de béton ou un recouvrement végétal sur un sol dont les concentrations sont conformes à l'usage.
>20 000 ppm	Toutes les provinces géologiques	**Concentrations suffisamment élevées pouvant faire l'objet d'exigences légales (article 31.43 de la Loi sur la qualité de l'environnement)** <u>Si le sol demeure en place</u> : j) Recouvrir par un sol dont les concentrations sont conformes à l'usage de façon à obtenir : une profondeur d'au moins 1 mètre lorsque la profondeur est inférieure à 1 mètre, afin de limiter l'exposition **ou** d'au moins 40 cm sous un recouvrement de béton et d'asphalte. L'épaisseur permet d'assurer une certaine pérennité au recouvrement. <u>Si le sol est excavé</u> : k) Le valoriser en l'utilisant comme matériau de recouvrement dans un lieu visé par le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (REIMR), sous réserve du respect des conditions énumérées dans ce règlement; l) L'éliminer dans un lieu visé par le REIMR (article 4 9°); m) L'éliminer dans un lieu visé par le RESC (article 4 1°*c*).

[1] Lorsque des analyses de sol sont requises en application des Lignes directrices sur l'évaluation des teneurs de fond naturelles dans les sols (version courante) ou lorsque des analyses des concentrations naturelles en manganèse d'un terrain sont disponibles.

[2] Une carte illustrant les provinces géologiques du Québec accompagne le tableau 2 de l'annexe 2 de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (versions de 1998 ou de 1999).

[3] Ne dispense pas d'obtenir toute autorisation requise en vertu de toute loi ou de tout règlement.

[4] La formation des sols dépend principalement des facteurs suivants :
- la désagrégation de la roche;
- la topographie;
- le climat;
- l'accumulation des végétaux et leur transformation en humus;
- les activités des microorganismes et de la faune du sol;
- le temps.

Numéro inscription : 21 539 130 DHM de présentation : 2015-05-20 10:44

2015 -05- 20 10h44
heure-minute
21 539 130

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

Plan F-1 Lachine
Article 1

Réservante

-VS-

DAY & ROSS INC. compagnie dûment constituée ayant son domicile élu au cabinet d'avocats Gowling Lafleur Henderson, ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3700 Montréal (Québec) H3B 3P4

Réservée

AVIS DE RÉSERVE

---

1. Par résolution de son conseil d'agglomération, portant le numéro CG15 0288, la Ville de Montréal a, le 30 avril 2015, décrété l'imposition d'une réserve, pour une période de deux (2) ans à compter de la publication du présent avis, contre le lot ci-après décrit, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont vous êtes propriétaire.

1. Le lot DEUX MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLE CENT DIX-NEUF (2 437 119), dudit cadastre :

de figure irrégulière ;

contenant en superficie trente-sept mille cinquante quatre mètres carrés (37 054,0m^2).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI). ».

2. L'immeuble réservé est requis par la réservante à des fins de centre de traitement des matières recyclables;

3. Vous devez déclarer à la réservante, par écrit, dans un délai de quinze (15) jours de la signification du présent avis, les noms et les adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux;

4. Vous pouvez aussi, dans les trente (30) jours de la signification du présent avis de réserve, contester, devant la Cour supérieure, le droit de la réservante de procéder à cette réserve;

5. La réservante vous prie de prendre connaissance du texte suivant contenu à l'Annexe I de la Loi sur l'expropriation:

" **ANNEXE I**

1. Il est très important que vous fassiez parvenir, par écrit, à la réservante, dans les 15 jours de la réception du présent document, les noms et les adresses de tous vos locataires, la nature, la date, la durée et le montant du loyer de chaque bail.

2. Si des personnes occupent des lieux qui vous appartiennent sans détenir de bail, vous devez aussi fournir leurs noms et leurs adresses et indiquer les conditions auxquelles elles occupent les lieux.

3. De plus, à partir de maintenant, vous devez aviser tout nouveau locataire ou toute autre personne qui désire occuper des lieux qui vous appartiennent que des procédures de réserve ont été entreprises contre votre propriété.

4. À défaut de vous conformer à ces obligations, vous vous exposez à être poursuivi en justice si un locataire ou un occupant subit des dommages. "

POUR CES MOTIFS, la réservante demande à l'officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, d'inscrire le présent avis de réserve contre l'immeuble mentionné au paragraphe 1 du présent avis.

MONTRÉAL, le 7 mai 2015

DAGENAIS, GAGNIER, BIRON
Procureurs de la réservante

Par: _____
CASSANDRE LOUIS, avocate

_____
TÉMOIN

_____
TÉMOIN

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussignée, Louisette Nolin, secrétaire, ayant élu domicile au 775, rue Gosford, 4e étage, dans les cité et district de Montréal, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis l'un des témoins mentionnés à l'avis de réserve ci-dessus;

2. Le présent avis de réserve a été signé par Me Cassandre Louis pour Dagenais, Gagnier, Biron, les avocats de la Ville de Montréal, en ma présence et en présence de l'autre témoin;

3. Ladite Cassandre Louis est habile à pratiquer et l'autre témoin et moi-même sommes majeurs et capables.

ET J'AI SIGNÉ:

Louisette Nolin

Déclaré solennellement devant moi,
à Montréal, le 7 mai 2015

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION POUR LE QUÉBEC
FLAVIA SALAJAN #168 627

Commissaire à l'assermentation
pour le Québec.

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 30 avril 2015 Séance tenue le 30 avril 2015	Résolution: CG15 0288

Décréter l'imposition d'une réserve pour fins publiques à l'égard du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle Fairway et François-Lenoir, pour analyser la possibilité d'y construire un centre de traitement de matières recyclables (CTMR) selon le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014 / Mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 1er avril 2015 par sa résolution CE15 0546;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Monique Vallée

Et résolu :

1 - de décréter l'imposition d'une réserve pour fins publiques à l'égard du lot 2 437 119 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle des rues Fairway et François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, pour analyser la possibilité d'y construire un centre de traitement des matières recyclables selon le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014;

2 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes les procédures requises à cette fin.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1155941001
/lc

Denis CODERRE
Maire

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	LE LOT 2 437 119
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

Ce bien-fonds, faisant l'objet d'une réserve à des fins publiques, est situé au sud de la rue Fairway et à l'ouest de la rue François-Lenoir. Il est indiqué par les lettres ABCDEFGHJKLMNA sur le plan F-1 Lachine préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 19 janvier 2015.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot DEUX MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLE CENT DIX-NEUF (2 437 119), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie trente-sept mille cinquante-quatre mètres carrés (37 054,0 m²).

SYLVIE GAUTHIER
ARPENTEURE-GÉOMÈTRE
1985

/2

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le dix-neuvième jour du mois de janvier de l'an deux mille quinze sous le numéro 1569 de mes minutes au dossier 21863 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

/cc

Dossier : 21863

Copie conforme à l'original
Montréal, le 28 janvier 2015

Arpenteur(e)-géomètre

huissiers de justice Inc.
Saulnier Robillard Lortie

CANADA - PROVINCE DE QUEBEC

NO.: .

VILLE DE MONTREAL
PARTIE RESERVANTE
DAY & ROSS INC.
PARTIE RESERVEE

Mes Dagenais, Gagnier, Biron, avocats *
*ME CASSANDRE LOUIS
V.D.: 15-000618

Date présent. :

Personne Ress.: CAROLE CHARRON MARJOLAINE SIMARD
Notre dossier : 3881714-01 MSI

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), SIMON GOSSELIN, HUISSIER DE JUSTICE du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Saint-Laurent, Montréal (514-878-3143) certifie sous mon serment d'office que:

LE 11ième jour de mai 2015 à 10:22 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, la COPIE CERTIFIEE CONFORME de l'acte de procédure suivant AVIS DE RESERVE, DECLARATION SOLENNELLE, RESERVES (OU RENOUVELLEMENT DE RESERVE) POUR FINS PUBLIQUES, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN à:

DAY & ROSS INC. A/S GOWLING LAFLEUR HENDERSON
1 PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 3700, MONTREAL

EN LAISSANT AU BUREAU DE SON AGENT, DANS LE DISTRICT OU LA CAUSE D'ACTION A PRIS NAISSANCE, CONFORMEMENT A L'ART. 130 AL. 1 C.P.C., EN PARLANT A UNE PERSONNE RAISONNABLE QUI EN A LA GARDE ET AUTORISEE, LAQUELLE S'ETANT NOMMEE COMME ETANT STEPHANIE PION.

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de la signification.

Montréal, ce 11ième jour de mai 2015

SIMON GOSSELIN, HUISSIER DE JUSTICE

Frais taxables

SIGNIFICATION	8.00
Routes 002km	2.98
TPS:	.55
TVQ:	1.10
SOUS-TOTAL:	12.63

Frais extra-judiciaires

TPS:	
TVQ:	
SOUS-TOTAL:	

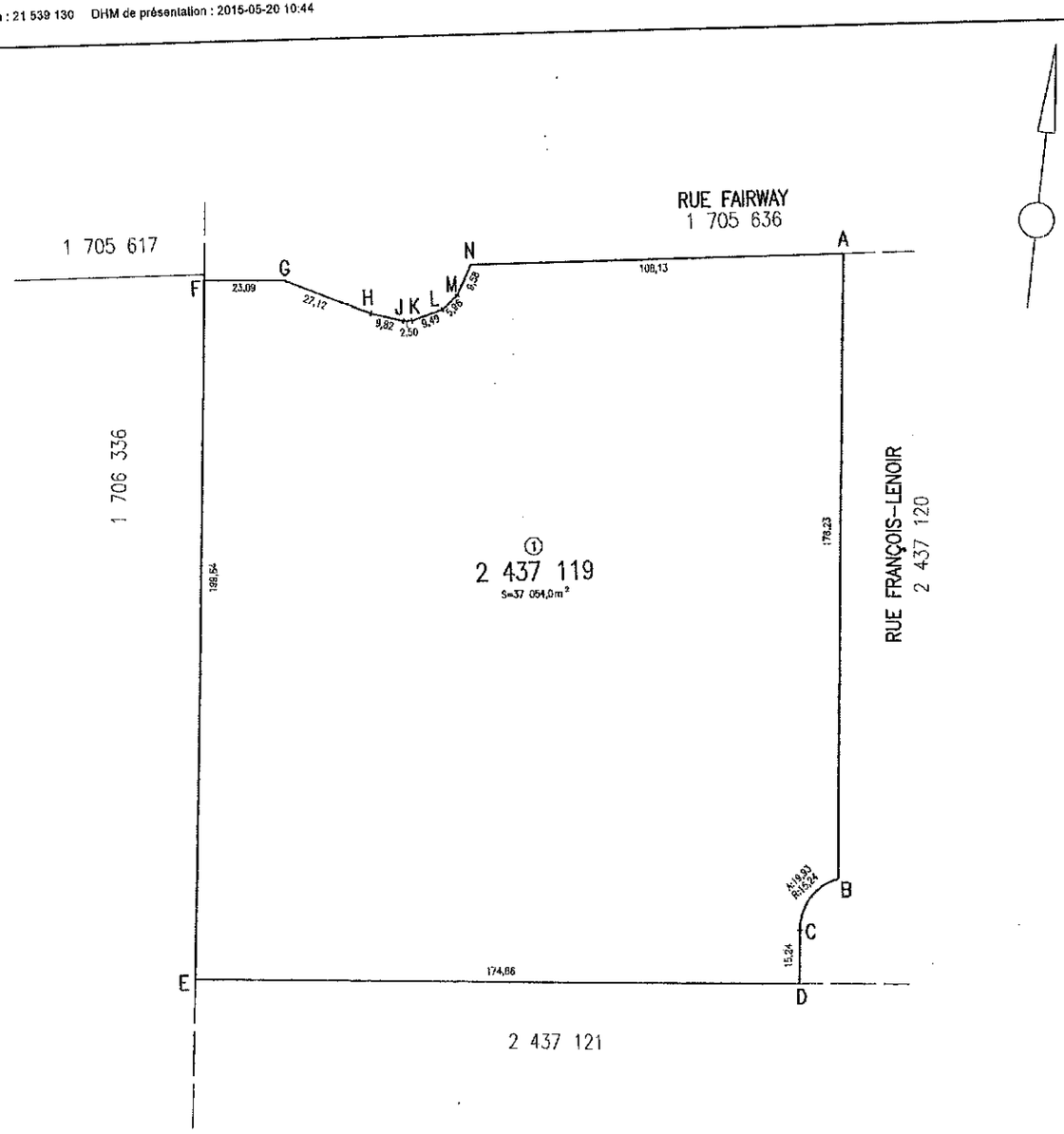
Honoraires	10.98
Déboursé(s)	
Sous-total	10.98
TPS(836365403)	.55
TVQ(1217079124)	1.10
Total	12.63

Saulnier Robillard Lortie Inc., 407, boulevard Saint-Laurent, bureau 700, Montréal (Québec), H2Y 2Y5
Tél.: (514) 878-3143 Téléc.: (514) 954-9981 Site: www.huissier.qc.ca Courriel: info@huissier.qc.ca
Bureau de Laval: 249, Boul. Ste-Rose, bureau 109, Laval (Québec), H7L 1L8, Tél.: (450) 662-0955

ORIGINAL

Numéro inscription : 21 539 130 DHM de présentation : 2015-05-20 10:44

C.F. de Montréal
AP25316 21 539 130



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 1000 0 10 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Le lot 2 437 119

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud de la
RUE FAIRWAY
et à l'ouest de la
RUE FRANÇOIS-LENOIR

FINS DU DOCUMENT:

RÉSERVE À DES FINS PUBLIQUES

NOTES:

1- Les lignes de lot, les mesures et la superficie indiquées au plan sont fournies à titre d'information. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet.

2- Le bien-fonds faisant l'objet de l'avis de réserve est indiqué par les lettres ABCDEFGHJKLMNA (article 1).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 19 janvier 2015

Préparé par: Sylvie Gauthier a.g. Sylvie Gauthier Arpenteure-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 28 janvier 2015
Sylvie Gauthier a.g. Arpenteur(s)-géomètre

Minute N° 1569 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-6548 et 31H05-005-6648 (31H05-010-3324) Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Gauthier Beaudoin a.g.

DOSSIER N° 21863 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: Luc Lamoureux

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Lachine

PLAN N° F-1 LACHINE

210830.DXF

1.10
12.63
TPS:
TVQ:
SOUS-TOTAL:
Total

.55
1.10
12.63
TPS:
TVQ:
SOUS-TOTAL:

Saulnier Robillard Lortie Inc., 407, boulevard Saint-Laurent, bureau 700, Montréal (Québec), H2Y 2Y5
Tél.: (514) 878-3143 Téléc.: (514) 954-9981 Site: www.huissier.qc.ca Courriel: info@huissier.qc.ca
Bureau de Laval: 249, Boul. Ste-Rose, bureau 109, Laval (Québec), H7L 1L8, Tél.: (450) 662-0955

ORIGINAL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163778002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague, aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine et de budgéter une dépense de 7 450 380 $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La fin pour laquelle l'expropriation est demandée est conforme à la loi.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
Avocate

Tél : 514-872-2675

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-07

Annie GERBEAU
Avocate et Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transaction financière
Tél : 514-872-3093
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163778002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction évaluation et courtage immobilier-sécurité
Objet :	De décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague, aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine et de budgéter une dépense de 7 450 380 $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - GDD 1163778002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : 514 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-06

Raymond VALADE
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-1511
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1164368001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adhérer au processus de certification du Mouvement vélosympathique mis en place par Vélo Québec pour les collectivité du Québec et Autoriser monsieur Benoit Champagne, directeur à la Direction des transports, à déposer la demande de certification au nom de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :
1. d'adhérer au processus de certification du Mouvement vélosympathique mis en place par Vélo Québec pour les collectivités du Québec; et

2. d'autoriser monsieur Benoit Champagne, directeur à la Direction des transports, à déposer la demande de certification au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 10:29

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164368001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adhérer au processus de certification du Mouvement vélosympathique mis en place par Vélo Québec pour les collectivité du Québec et Autoriser monsieur Benoit Champagne, directeur à la Direction des transports, à déposer la demande de certification au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis une vingtaine d'années, l'usage du vélo est en croissance partout au Québec. Que ce soit pour voyager, s'amuser, se déplacer ou se tenir en forme, plus de la moitié des Québécois font du vélo. Si la popularité du vélo ne se dément pas, sa pratique comme moyen de transport utilitaire demeure toutefois faible. Ainsi, en 2010, moins de 1,4 % des Québécois se déplaçaient à vélo régulièrement, alors que plus du tiers des déplacements de moins de 1 km étaient effectués en voiture.
Pour arriver à renverser cette tendance, il faut changer les habitudes et faire du vélo une option intéressante de transport. Pour ce faire, Vélo Québec propose de soutenir les collectivités par le biais du programme Mouvement vélosympathique, un programme de soutien et une démarche de certification favorisant l'émergence d'une culture vélo. Ce mouvement s'inspire du programme *Bicycle Friendly America* , créé en 1980 par *The League of American Bicyclists* et implanté en Ontario par *Share the Road Cycling Coalition* depuis 2012.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le Mouvement vélosympathique a pour but d'encourager les collectivités et les organisations à faire du vélo une réelle option en matière de transport et de loisirs pour tous. Il propose des outils et un service de soutien pour atteindre cet objectif, et il reconnaît les actions prises en accordant une certification de niveau bronze, argent, or ou platine aux collectivités et organisations qui travaillent à favoriser la pratique du vélo.
Le processus de certification s'articule autour de cinq grands axes essentiels à la création d'une solide culture vélo : les 5 E. Pour se porter candidat à une certification, les demandeurs doivent faire la preuve de leurs réalisations dans chacun des ces cinq axes :

ENVIRONNEMENT : les aménagements et l'équipement qui permettent la pratique du vélo;

ÉDUCATION : les programmes qui assurent la sécurité et le confort des cyclistes et autres usagers de la route;

ENCOURAGEMENT : les mesures incitatives et de promotion qui invitent les gens à enfourcher leur vélo;

ENCADREMENT : les lois et programmes qui font en sorte que les automobilistes et les cyclistes doivent répondre de leurs actes;

ÉVALUATION ET PLANIFICATION : les processus qui indiquent un engagement à mesurer les résultats et à se doter de plans d'action.

La certification vélosympathique doit être vue comme un processus continu d'amélioration. Au terme de l'exercice, un rapport de rétroaction sera remis à la Ville et celui-ci précisera les éléments à corriger ou encore les initiatives à développer dans le but de favoriser davantage l'utilisation du vélo comme mode de transport actif.

L'adhésion au Mouvement vélosympathique se fait par le dépôt, par la Ville, de sa demande de certification à Vélo Québec.

JUSTIFICATION

Des sommes importantes sont investies annuellement par la Ville de Montréal pour accélérer la mise en place de nouvelles infrastructures cyclables destinées aux cyclistes et faire de Montréal une des meilleures villes cyclables au monde. Dans ce contexte, l'adhésion de Montréal au Mouvement vélosympathique lui procurerait des outils supplémentaires (notamment grâce au rapport de rétroaction) pour renforcer et structurer davantage la démarche d'amélioration continue dont elle s'était dotée depuis l'adoption de son Plan de transport en 2008.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact au niveau financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le vélo est dorénavant reconnu comme un mode de transport rapide et efficace à Montréal et son usage est répandu à la grandeur du territoire montréalais. Par ailleurs, il est largement démontré que l'utilisation de la bicyclette contribue à une diminution des GES ainsi qu'à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la Ville adhère au Mouvement vélosympathique, les impacts seront importants aussi bien en termes d'amélioration continue de la pratique du vélo sur son territoire qu'au niveau de la visibilité et de la notoriété. Il s'agit d'une occasion de plus pour la Ville de mettre de l'avant ses réalisations et de faire valoir son expertise dans le domaine des transports actifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le processus de certification prévoit des opérations de communication relevant conjointement du promoteur de ce projet, soit Vélo Québec et de la Ville. Si celle-ci réussit à obtenir sa certification, un plan de communication sera préparé (voir le calendrier ci-bas). Une stratégie de communication propre à la Ville pourrait également être convenue avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

19 mars : transmission de la demande de certification à Vélo Québec;
21 mars - 1er avril : sélection des évaluateurs locaux;
1er avril - 22 avril : évaluation des candidatures par le comité de juges;
22 avril - 6 mai : rétroaction aux candidats. Si la collectivité est certifiée, Vélo Québec et la collectivité (ville) s'entendent sur un plan de communication. Sinon, un plan d'action est proposé à la collectivité;
Semaine du 13 mai : Annonce des collectivités certifiées et remise du rapport de rétroaction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-19

Katie TREMBLAY
Ingenieur(e) - chef de section

Tél : 514 872-4402
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-02-26

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1162622001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » soumis par Hydro-Québec

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » soumis par Hydro-Québec;
2. d'autoriser le greffier à transmettre l'avis à cet effet au sous-ministre du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en vertu de l'article 152 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, et à titre d'information au répondant d'Hydro-Québec.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-03-03 13:51

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162622001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » soumis par Hydro-Québec

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le 4 février 2016, dans une lettre adressée au maire de la Ville de Montréal, le sous-ministre du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), responsable d'Hydro-Québec (H-Q), a signifié un avis d'intervention au conseil d'agglomération concernant un projet d'H-Q ayant un impact significatif sur l'aménagement du territoire. À la lettre susmentionnée du MERN était également jointe une fiche technique comportant, entre autres, une description de la nature de l'intervention projetée, ainsi que les motifs. Également, diverses informations relatives au projet disponibles sur le site Internet d'H-Q ont été consultées.

Rappelons que l'avis de l'agglomération n'est pas un avis d'opportunité, en ce sens qu'il ne constitue pas une approbation finale du projet d'H-Q ni une caution partielle ou complète à son égard. Le présent avis porte sur la conformité du projet, à savoir si ce dernier, tel que soumis dans ses grandes lignes dans le document joint à la lettre du 4 février 2016, c'est-à-dire le concept mis de l'avant par H-Q à ce jour, est conforme ou non aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma). En d'autres mots, il s'agit de déterminer si les dispositions du Schéma permettent ou non la réalisation du projet tel qu'actuellement envisagé par H-Q.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le projet d'Hydro-Québec appelé « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » se situe entièrement sur le territoire de la ville de Dollard-Des Ormeaux, et ce,

entre les postes des Sources et Saint-Jean. Ce projet consiste en la construction d'un nouveau poste à 315-25 kV et d'une nouvelle ligne d'alimentation à 315 kV qui sera construite sur une longueur d'environ 3 kilomètres. La nouvelle ligne sera construite dans l'emprise publique déjà existante, où se trouvent actuellement une ligne à 120 kV et trois lignes de distribution aériennes, le tout à partir du poste Saint-Jean, situé à l'angle sud-ouest des boulevards Saint-Jean et De Salaberry, et longeant le côté sud dudit boulevard jusqu'aux environs de son intersection avec la rue Montevista, pour se poursuivre vers l'est de façon rectiligne, longeant notamment le côté nord du parc Dollard-des Ormeaux et du Centre civique jusqu'au poste des Sources, situé à l'angle sud-ouest du boulevard du même nom et la rue Hyman. Quant au poste Saint-Jean, il sera reconstruit sur la propriété d'H-Q, et un agrandissement sera requis entre sa limite nord et le boulevard De Salaberry. Une acquisition est prévue à cette fin auprès de la Ville de Dollard-Des Ormeaux.

Selon H-Q, le projet est requis afin de remplacer, en raison de son âge et de sa vétusté, le poste Saint-Jean mis en service en 1957 et d'ajouter une nouvelle ligne pour alimenter le nouveau poste, le tout pour répondre aux besoins liés à la croissance future de la demande d'électricité et à la pérennité des installations. Ce poste dessert une partie des villes de Dollard-Des Ormeaux, Pointe-Claire, Kirkland et Beaconsfield, représentant un total d'environ 10 000 clients.

JUSTIFICATION

L'analyse de conformité du projet d'Hydro-Québec s'effectue à partir des prescriptions du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal en vigueur depuis le 1er avril 2015.

Vision stratégique
Le projet d'H-Q ne compromet pas la vision stratégique du Schéma, laquelle prend forme à travers trois grandes orientations qui visent à favoriser un cadre de vie de qualité, à soutenir le dynamisme de l'agglomération et du centre de la métropole et à mettre en valeur les territoires d'intérêt.

Grandes affectations du territoire
Le projet envisagé se situe à l'intérieur d'aires d'affectation « Dominante résidentielle » et « Activités diversifiées ». Selon les prescriptions applicables des grandes affectations du territoire, les « infrastructures publiques » de cette nature y sont autorisées, d'où la conformité du projet d'H-Q à cet égard.

Densité d'occupation
En matière de densité d'occupation, le Schéma prévoit des prescriptions minimales de la densité résidentielle. Elles ne s'appliquent pas vu la nature non résidentielle du projet, d'où la conformité de cet aspect du projet par son non-assujettissement à cet égard.

Transport d'énergie électrique
La carte 30 - Transport d'énergie électrique du Schéma indique ce projet d'H-Q comme étant à l'étude. Le Schéma a comme orientation en cette matière d'assurer une intégration harmonieuse des réseaux électriques en milieu urbain. Il appert que cette considération du Schéma, se traduisant notamment par une proposition d'aménagements paysager et récréatif de l'emprise et d'implantation d'un nouveau type de pylône à empattement réduit, ainsi que les attentes et les préoccupations du milieu sont prises en compte par H-Q dans le cadre de la réalisation des études environnementales et techniques.

Autres volets du schéma
Vu sa nature et sa localisation, le projet d'H-Q n'est pas susceptible d'interférer négativement avec les composantes d'intérêt reconnues au Schéma et indiquées sur

différentes cartes, par exemple celles indiquées sur la carte 12 - Patrimoine, la carte 15 - Territoires d'intérêt écologique ou la carte 13 - Patrimoine archéologique, ni de viser les dispositions afférentes du document complémentaire.

Conclusion
Compte tenu de ce qui précède, l'ensemble du projet, tel que soumis par H-Q, est jugé conforme aux objectifs du Schéma, puisqu'il ne contrevient à aucune de ses dispositions. Donc, le projet « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » situé à Dollard-Des Ormeaux soumis par H-Q est conforme au Schéma.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Investissement approximatif estimé par H-Q pour l'ensemble du projet : le coût global du projet est estimé à 90 M$, soit 76 M$ pour la construction du poste et 14 M$ pour celle de la ligne.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sur la base des documents reçus, Hydro-Québec envisage que la construction de la ligne puisse débuter à l'automne 2016 pour se terminer à l'automne 2018, et ce, dans l'optique que la mise en service du poste et de la ligne puisse s'effectuer au printemps 2019. Par conséquent, la non-transmission de l'avis de conformité du conseil d'agglomération dans les meilleurs délais pourrait retarder l'avancement du traitement du dossier au détriment du respect de l'échéancier envisagé du projet par H-Q.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée au présent dossier vu sa nature.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission par le greffier de l'avis au sous-ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, et à titre d'information au répondant d'Hydro-Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire MORISSETTE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-7488
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-19

Monique TESSIER
Chef de division

Tél : 514-872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-03-03

Ministère
des Ressources
naturelles
Québec

Le sous-ministre

Le 4 février 2016

Monsieur Denis Coderre
Président du conseil
Agglomération de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 1.100
Montréal (Québec) H2Y 1C6

CABINET DU MAIRE
ET DU COMITÉ EXÉCUTIF
REÇU LE
10 Fév 2016

Monsieur le Président,

Hydro-Québec souhaite réaliser le projet « Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV » sur le territoire de l'Agglomération de Montréal.

Le schéma d'aménagement et de développement sur le territoire de l'Agglomération de Montréal étant en vigueur, je vous transmets, conformément à l'article 151 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un avis d'intervention pour ce projet. À cet effet, je joins à la présente une copie de la fiche technique.

Ces renseignements vous permettront de nous acheminer un avis de conformité de ce projet aux dispositions du schéma d'aménagement et de développement sur le territoire de l'Agglomération de Montréal.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,

Gilbert Charland

p. j. 1

Le 23 avril 2014, le ministère des Ressources naturelles est devenu le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. Le Ministère a fait le choix d'écouler les inventaires de papeterie portant l'ancienne signature ministérielle afin de réduire les coûts et d'éviter le gaspillage.

5700, 4e Avenue Ouest, A-301
Québec (Québec) G1H 6R1
Téléphone : 418 627-6370
Télécopieur : 418 643-1443

FICHE TECHNIQUE

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Avis d'intervention (art. 151)

1. Identification

Nom des organismes touchés : 1- Communauté métropolitaine de Montréal
2- Agglomération de Montréal

Ministère ou mandataire : Hydro-Québec

Nom du projet : **Poste Saint-Jean à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV**

2. Description

Nature de l'intervention projetée : Hydro-Québec doit construire une nouveau poste à 315-25 kV et une nouvelle ligne à 315 kV d'une longueur d'environ trois (3) km entre les postes des Sources et Saint-Jean sur le territoire de la ville de Dollard-Des Ormeaux. La ligne sera construite dans l'emprise publique. Le poste sera reconstruit sur la propriété d'Hydro-Québec et un agrandissement requiert une acquisition auprès de la ville.

Justification : Le projet est requis afin de remplacer, en raison de son âge et de sa vétusté, le poste Saint-Jean.

Échéancier sommaire : Les travaux se dérouleront de l'automne 2016 à l'automne 2018.
La mise en service du poste et de la ligne aura lieu au printemps 2019.

Localisation envisagée : Le poste à 315-25 kV projeté sera construit principalement à l'intérieur des limites de propriété du poste actuel à 120-12 kV, à l'angle des boulevards Saint-Jean et De Salaberry dans la ville de Dollard-Des Ormeaux. La ligne à 315 kV projetée, d'une longueur de près de (3) trois km, sera entièrement aménagée dans une emprise existante laquelle accueille actuellement une ligne à 120 kV et trois lignes de distribution aériennes. Le tracé de la ligne à 315 kV projetée coïncidera avec celui de l'ancienne ligne à 315 kV.

Voir la carte intitulée « Milieu naturel et humain» mai 2015.

Investissement approximatif : Le coût global du projet est estimé à 90 millions de dollars, soit 76 M$ pour la construction du poste et 14 M$ pour celle de la ligne.

Document disponible : Voir la carte intitulée « Milieu naturel et humain» décembre 2015

3. Répondants du ministère ou du mandataire

Noms : Jacques Trépanier, Gérant de projets - Postes

Adresse : 855, rue Sainte-Catherine Est, 19e étage

Téléphone : 514 840-3000, poste 4892

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1166204001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe et du soutien à l'audience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Demande de nomination d'un juge à la cour municipale

Recommander au conseil d'agglomération de demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-03-30 14:12

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur et avocat en chef
Service des affaires juridiques , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166204001**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Division du greffe de la cour municipale , Section du greffe et du soutien à l'audience
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Demande de nomination d'un juge à la cour municipale

CONTENU

CONTEXTE

La cour municipale de la Ville de Montréal est composée de 31 juges qui exercent leurs fonctions à temps plein et de façon exclusive afin d'exercer sa juridiction en matière civile, pénale et criminelle sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal. Annuellement, dans l'exercice de ses compétences, c'est plus de 259 000 dossiers qui sont portés aux rôles de la cour municipale.

Le processus de concours et de nomination des juges municipaux relève de la compétence exclusive du gouvernement du Québec et plus précisément de la ministre de la Justice. Par ailleurs, l'article 7 du *Règlement sur la procédure de sélection des candidats à la fonction de juge de la Cour du Québec, de juge d'une cour municipale et de juge de paix magistrat,* RLRQ c T-16, r 4.1 *(chapitre 3)* prévoit ce qui suit :

> « Lorsqu'un juge doit être nommé et après avoir pris en considération les besoins exprimés par le juge en chef de la Cour du Québec ou, le cas échéant, ceux exprimés par la municipalité où est situé le chef-lieu de la cour municipale et par le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales, le secrétaire ouvre, à la demande du ministre, un concours et fait publier dans le Journal du Barreau du Québec et sur le site Internet du ministère de la Justice un avis invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature. »

Des échanges ont été faits entre les représentants de la Ville de Montréal, le juge-président de la cour municipale de la Ville de Montréal et le juge en chef adjoint de la Cour du Québec responsable des cours municipales pour convenir d'adresser une demande à la ministre de la Justice pour le comblement d'un poste de juge.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0136 (GDD n° 1156204003) - 25 février 2016 - Demander à la ministre de la

Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler un poste de juge à la Cour municipale de la Ville de Montréal, tel que prévu à l'article 45.1 de la *Loi sur les cours municipales* , RLRQ c. C-72.01.

CG15 0711 (GDD n° 1156204002) - 26 novembre 2015 - Demander à la ministre de la Justice d'entreprendre les procédures nécessaires au lancement d'un avis de sélection aux candidats à la fonction de juge à une cour municipale afin de combler trois postes à la cour municipale de la Ville de Montréal, tel que prévu à l'article 45.1 de la *Loi sur les cours municipales* , RLRQ c. C-72.01.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Le 29 juin 2016, le juge Antonio Discepola quittera ses fonctions de juge à la cour municipale de la Ville de Montréal et prendra sa retraite, comme le prévoit l'article 92.1 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* , RLRQ c T-16, et l'article 39 de la *Loi sur les cours municipales,* RLRQ c C-72.01*.*

L'absence de ce juge se répercutera sur la tenue des audiences qui devront alors être assumées ponctuellement par divers juges provisoires rémunérés à la séance.

La gestion efficace des fonds publics et la saine administration de la justice à la cour municipale nécessitent la nomination d'un juge municipal pour remplacer de manière permanente le juge Antonio Discepola et assumer ses assignations à temps plein et de façon exclusive, comme le prévoit l'article 45.1 de la *Loi sur les cours municipales* , RLRQ c C-72.01.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'absence prolongée d'un juge municipal entraîne des coûts d'honoraires et de frais plus élevés parce que son remplacement doit être assumé par plusieurs juges provisoires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GRAVEL
C/s greffière adjointe et chef de section du greffe

Tél : 514 872-6866
Télécop. : 514 872-70236

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-30

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires

Tél : 514 872-9382
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires
Tél : 514 872-9382
Approuvé le : 2016-03-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves BRIAND
Directeur des services judiciaires
Tél : 514 872-9382
Approuvé le : 2016-03-30

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1153894006

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Fermeture de règlements d'emprunt autorisant un emprunt (règlements autorisés par le Conseil d'agglomération)

Considérant que l'objet des règlements d'emprunt visés par la présente recommandation a été entièrement réalisé selon ce qui était prévu et qu'une partie de l'emprunt autorisé a été effectué et que le financement par emprunt des soldes résiduaires n'est pas requis;
Considérant que pour certain des règlements visés par la présente recommandation, il existe un solde excédentaire à transférer au Fonds réservés des soldes disponibles des règlements fermés;

Considérant que l'objet du règlement RCG 08-053 n'a pas été réalisé et qu'il ne le sera pas;

Sur recommandation du Directeur du Service des finances, il est RÉSOLU:

D'adopter la résolution intitulée :"Résolution modifiant divers règlements d'emprunt afin de réduire le montant d'emprunt initialement autorisé;

D'adopter le règlement intitulé : "Règlement abrogeant le règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer diverses études détaillées relatives à la mise en place de la première ligne du réseau initial de tramways (RCG 08-053)"

D'adopter le règlement intitulé : " Règlement autorisant l'utilisation d'un montant de 1 753 516 $ provenant du solde disponible des règlements d'emprunt fermés pour l'affecter à la réalisation de l'objet de divers règlements d'emprunt."

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 11:39

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1153894006**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Fermeture de règlements d'emprunt autorisant un emprunt (règlements autorisés par le Conseil d'agglomération)

CONTENU

CONTEXTE

Plusieurs instances de la Ville adoptent des règlements d'emprunt en vue de financer par emprunt certaines dépenses d'immobilisation et à l'occasion, des dépenses de fonctionnement.
Plusieurs d'entre eux ne servent plus, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de dépenses à effectuer et le financement de ces dépenses est entièrement terminé. Par conséquent, le processus de fermeture de règlement d'emprunt peut être amorcé.

Les étapes suivantes sont nécessaires :

· Adopter une résolution visant à modifier les règlements d'emprunt en fonction des emprunts à long terme qui ont été réellement effectués
· S'il y a un excédent de financement, il faut par résolution autoriser le trésorier à virer cet excédent au *Fonds réservés - Solde disponible des règlements d'emprunt fermés* .
· À l'inverse, si une partie des dépenses n'a pas encore été financée, la Ville peut par règlement utiliser les *Fonds réservés – Solde disponible des règlements d'emprunt fermés,* pour procéder au financement restant, avant sa fermeture.
· Si le règlement d'emprunt n'a pas été utilisé, et qu'il ne le sera pas non plus dans le futur, et qu'aucun emprunt n'a été réalisé, il faut abroger le règlement en cause.

Lorsqu'il y a utilisation des *Fonds réservés - Solde disponible des règlements d'emprunt fermés* , il faut s'assurer de l'équité fiscale. Cette utilisation doit être approuvée par règlement. En d'autres termes, il faut que les contribuables qui assument le coût du financement excédentaire soit les mêmes que ceux qui en bénéficient dans le financement de dépenses imputées dans divers règlements d'emprunt.

Tous les règlements d'emprunt adoptés par les conseils d'arrondissement actuels seront modifiés et fermés par les conseils d'arrondissement actuels. Il en est de même pour le conseil d'agglomération. Tous ceux qui ont été adoptés par cette instance, depuis 2006, seront modifiés et fermés par cette instance. Les autres règlements d'emprunt, quant à

eux, seront traités par le conseil municipal; mentionnons notamment, les règlements d'emprunt qui ont été adoptés avant 2002 par les anciennes municipalités et par l'ex-CUM, en 2005 par les arrondissements qui ont quitté la Ville de Montréal, en tout ou en partie, et finalement, depuis 2002, par le conseil municipal.

Ce sommaire décisionnel s'avère le premier à être présenté au conseil d'agglomération en vue de la fermeture des règlements d'emprunt. La confection de ce premier dossier a récemment été confiée à la Direction du financement, de la trésorerie et du Bureau de la retraite, dans le but de déterminer la procédure adéquate qui devra être suivie à l'avenir par la Direction de la comptabilité et des informations financières, et ce, au moins, annuellement.

Mentionnons que cette tâche a été exceptionnellement confiée à la direction du financement, pour son expertise et sa connaissance du domaine des fusions, des défusions, de la mise en place de l'agglomération, des multiples ententes de partages de la dette (par exemple, la voirie artérielle) et de tout ce qui a entouré le sort des règlements d'emprunt pendant cette longue période, qui s'échelonne de 2002 à aujourd'hui. Tous ces paramètres ont été rigoureusement analysés et considérés, afin de déterminer la démarche optimale qui permettra de régler la problématique afférente au grand nombre de règlements à fermer par les différentes instances de la Ville, au délai à récupérer et principalement, à mettre en place les méthodes pouvant assurer le respect de l'équité fiscale des contribuables. Cette démarche est réalisée avec l'accompagnement du Service des affaires juridiques.

Parmi les 193 règlements d'emprunt adoptés par le conseil d'agglomération, la Direction de la comptabilité et des informations financières recommande la fermeture de 10 d'entre eux. Il sera nécessaire d'abroger un règlement et de modifier les 9 autres, avant la fermeture. Aussi, quatre d'entre eux présentent un excédent de financement à transférer aux *Fonds réservés – Soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés – Conseil d'agglomération - général* , trois d'entre eux n'en ont pas et les autres sont sous-financés. Pour ces derniers nous recommandons l'utilisation des Fonds réservés pour réaliser le financement restant.

La situation actuelle

Actuellement, il y a environ 2 390 règlements d'emprunt, dont 193 ont été adoptés par le conseil d'agglomération et 1 017, par les conseils d'arrondissement actuels. Le solde, soit 1 180 règlements ont été adoptés par plusieurs autres instances et fermés par le conseil municipal.

Parmi ceux-ci, plusieurs ont été adoptés avant la fusion municipale; mentionnons qu'il y en a 30 qui ont été adoptés par l'ex-CUM, 348 par les ex-municipalités de banlieue et 348 par l'ex-Ville de Montréal. Après la fusion municipale, 24 ont été adoptés par les conseils d'arrondissement qui sont défusionnés partiellement, et 53 par les conseils d'arrondissement qui ont quitté totalement la Ville. Finalement, il y en a 458 qui ont été adoptés par le conseil municipal, après le 1er janvier 2002.

Le tableau suivant résume la situation actuelle :

Situation des règlements d'emprunt au 8 décembre 2015		
Conseil d'agglomération après le 1er janvier 2006	193	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil d'agglomération
Conseils d'arrondissement actuels après le 1er janvier 2005	1017	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
Avant le 1er janvier 2002, par l'ex-CUM	30	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
Avant le 1er janvier 2002, par les ex-municipalités de banlieue	348	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
Avant le 1er janvier 2002, par l'ex-Ville de Montréal	267	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
En 2005 par les conseils d'arrondissement...		S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
qui ont quitté la ville partiellement	24	
qui ont quitté la ville totalement	53	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
Après le 1er janvier 2002, par le conseil municipal	458	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
Sous-total - Règlements à soumettre au conseil municipal	1180	S'il y a excédent de financement, l'excédent appartient au Conseil municipal
Total des règlements d'emprunt au 8 décembre 2015	2390	

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Adoption des règlements autorisant un emprunt

DESCRIPTION

Les tableaux ci-après présentent les règlements qui doivent être modifiés et fermés, ansi que ceux qui nécessitent aussi un transfert d'excédents aux *Fonds réservés- Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés – Conseil d'agglomération – général* , ou encore une utilisation des *Fonds réservés- Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés – Conseil d'agglomération – général* .
Pour les règlements qui n'ont pas d'excédent, aucune transaction comptable n'est requise.

Le tableau suivant indique pour chacun des règlements le montant autorisé de l'emprunt et le montant réellement emprunté. Il y a lieu de réduire le montant autorisé de l'emprunt en fonction des sommes réellement empruntées. Par la suite, ces règlements pourront être fermés (par résolution).

No légal du règlement	Description du règlement	Emprunt autorisé	Diminution du règlement
RCG 06-058	Rempl.véhicules et équipements CG06 0564	40 000 000 $	24 440 676 $
RCG 07-024	Réaménag.autoroute Bonaventure CG07 0377	6 800 000 $	6 792 235 $
RCG 08-001	Contrib.à Canard ill.- Terrains rivière à l'Orme CG08 0036	675 000 $	0 $

Pour les règlements énumérés au tableau suivant, avant de les fermer, il faut au préalable modifier le montant autorisé de l'emprunt en fonction des montants réellement empruntés et il faut virer l'excédent de financement au Fonds réservés - Solde disponible des règlements fermés (par résolution).

No légal du règlement	Description du règlement	Emprunt autorisé	Diminution du règlement	excédent à transférer
R CG 06-017	Acq. d'espace pour le dével. grands parcs Agglo CG06 0057	15 000 000 $	13 997 446 $	622 288 $
R CG 06-051	Surface d'un tronçon boul.Thimens CG06 0485	1 500 000 $	589 378 $	302 085 $
R CG 06-023	Dév.projets équip. culturels CG06 0079 modif RCG 06-023-1	16 000 000 $	4 650 000 $	1 418 381 $
R CG 06-048	Trav.embellissement rue McGill CG06 0447	2 250 000 $	2 228 972 $	117 366 $
TOTAL - Montant viré à Fonds réservés - Soldes disponibles des règlements fermés- Conseil d'agglomération				2 460 120 $

Pour les règlements énumérés au tableau suivant, avant de les fermer, il faut au préalable modifier le montant autorisé de l'emprunt en fonction des montants réellement empruntés et terminer le financement, en y affectant une somme suffisante à même les Fonds réservés - Solde disponible des règlements fermés (par règlement).

No légal du règlement	Description du règlement	Emprunt autorisé	Diminution du règlement	Utilisation des fonds réservés
RCG 06-005	Rempl.véhicules et équip. Agglo CG06 0045	40 000 000 $	17 745 244 $	255 220 $
RCG 08-013	Syst.jalon.dyna. parcs de station.Vieux-MTL CG08 0145	1 500 000 $	0 $	1 498 296 $
	TOTAL-Montant utilisé de Fonds réservés-Soldes disponibles des règlements fermés- Conseil d'agglomération-général			1 753 516 $

Aussi, il est requis que le règlement d'emprunt suivant soit abrogé, puisqu'il n'a pas été utilisé pour effectuer des dépenses et qu'aucun emprunt n'a été réalisé et que, finalement, la Ville ne prévoit pas l'utiliser dans le futur (par règlement).

No légal du règlement	Description du règlement	Emprunt autorisé
RCG 08-053	Études première ligne - tramways CG08 0676	5 000 000 $

JUSTIFICATION

L'objet des règlements d'emprunt étant complété et financé, ou encore, la Ville n'ayant pas l'intention d'utiliser les crédits disponibles, elle doit procéder à la fermeture desdits règlements. Tel que mentionné précédemment, au préalable, elle doit les modifier en fonction des emprunts à long terme réellement effectués. Lorsqu'il y a un excédent de financement, il faut le virer au Fonds réservés - solde disponible des règlements fermés. Lorsqu'un financement demeure requis, la Ville peut le réaliser en affectant une somme suffisante à même ces Fonds réservés.
La fermeture des règlements d'emprunt doit s'effectuer au moins annuellement. Or, ce sommaire décisionnel permettra au conseil d'agglomération de procéder à la première fermeture de règlements, la dernière ayant été réalisée par le conseil municipal de la Ville en 2001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La fermeture des règlements mentionnés précédemment n'aura pas d'impacts financiers.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville souhaite implanter et accélérer le processus de fermeture des règlements d'emprunt, tâche qui aurait dû être effectuée à chaque année. La Ville souhaite rattraper le retard à ce chapitre, en procédant à la fermeture en bloc des règlements d'emprunt énumérés aux tableaux précédemment.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et avis d'adoption des deux règlements ; le premier qui modifie les règlements d'emprunt et autorise une affectation et le second, qui abroge un règlement d'emprunt.
Adoption de la résolution qui autorise la modification du montant de l'emprunt autorisé dans

les divers règlements avant la fermeture, et qui autorise le transfert des excédents de financement aux fonds réservés - solde disponible des règlements d'emprunt fermés, avant la fermeture.
Approbation des règlements par le MAMOT
Fermeture administrative des règlements d'emprunt dans le système SIMON de la Ville
Transfert de et/ou à *Fonds réservés – Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés – Conseil d'agglomération – général* (écriture comptable).
Retrait des pouvoirs d'emprunt dans le système STEFE du MAMOT

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette démarche est réalisée en toute conformité avec les lois, les règlements et les encadrements administratifs. Elle respecte aussi toutes les ententes intervenues lors de partages de dette ou encore, lors de la mise en place des procédés administratifs et fiscaux à la suite de l'adoption de diverses dispositions législatives touchant les règlements d'emprunt.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantale VENNE
Conseillère en finances

Tél : 514 868-4416
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-20

Diane CORBEIL CADOTTE
Chef de division des projets spéciaux et du suivi de l'endettement

Tél : 514-872-6529
Télécop. : 514 872-1855

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jacques MARLEAU
Directeur et trésorier adjoint

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél :	514 872-3155	**Tél :**	514 872-6630
Approuvé le :	2016-01-22	**Approuvé le :**	2016-01-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1153894006

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du financement_de la trésorerie et du bureau de la retraite , Division Projets spéciaux et suivi de l'endettement
Objet :	Fermeture de règlements d'emprunt autorisant un emprunt (règlements autorisés par le Conseil d'agglomération)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1153894006 - utilisation du Fonds réservés.doc

ND - 1153894006 - abrogation du règlement RCG08-053.doc

ND - 1153894006 - modifications de règlements et fermeture.doc

Annexe A - Utilisation du solde disponible.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-29

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'UTILISATION D'UN MONTANT DE 1 753 516 $ PROVENANT DU SOLDE DISPONIBLE DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS POUR L'AFFECTER À LA RÉALISATION DE L'OBJET DE DIVERS RÈGLEMENTS D'EMPRUNT

Vu l'article 7 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux (RLRQ, chapitre D-7);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'utilisation d'une somme de 1 753 516 $ provenant du solde disponible des règlements d'emprunt fermés, est affectée au financement de la réalisation de l'objet prévu aux règlements indiqués à l'annexe A et pour les montants indiqués en regard de chacun de ces règlements.

ANNEXE A
UTILISATION DU SOLDE DISPONIBLE DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS

_____

GDD1153894006

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 000 000 $ AFIN DE FINANCER DIVERSES ÉTUDES DÉTAILLÉES RELATIVES À LA MISE EN PLACE DE LA PREMIÈRE LIGNE DU RÉSEAU INITIAL DE TRAMWAYS (RCG 08-053)

Vu les articles 365 et 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que le projet qui devait être financé par l'emprunt autorisé par le règlement RCG 08-053 ne sera pas réalisé;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le règlement autorisant un emprunt de 5 000 000 $ afin de financer diverses études détaillées relatives à la mise en place de la première ligne du réseau initial de tramways, portant le numéro RCG 08-053 adopté le 21 janvier 2009 et dont copie est jointe en annexe au présent règlement, est abrogé.

ANNEXE A
RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 000 000 $ AFIN DE FINANCER DIVERSES ÉTUDES DÉTAILLÉES RELATIVES À LA MISE EN PLACE DE LA PREMIÈRE LIGNE DU RÉSEAU INITIAL DE TRAMWAYS (RCG 08-053)

_____

GDD1153894006

RÉSOLUTION MODIFIANT DIVERS RÈGLEMENTS D'EMPRUNT AFIN DE RÉDUIRE LE MONTANT D'EMPRUNT INITIALEMENT AUTORISÉ

Vu les articles 544 et 564 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'objet des règlements énumérés à la présente résolution a été entièrement réalisé selon ce qui était prévu;

Attendu qu'une partie de ces règlements a été financée de façon permanente;

Attendu que le financement par emprunt des soldes résiduaires n'est pas requis et que ces soldes ne devraient plus apparaître dans les registres du ministère;

Attendu que pour certain des règlements visés par la présente résolution, les dépenses encourues peuvent excéder l'emprunt effectué, en raison notamment, de l'apport d'une autre source de financement, inconnue au moment de l'adoption de ces règlements.

Il est résolu :

1. De modifier le titre et l'article 1 de chacun des règlements suivants par le remplacement du montant de l'emprunt initialement autorisé par le nouveau montant autorisé tel qu'indiqué à l'annexe A :

i. Règlement autorisant un emprunt de 40 000 000 $ pour le financement des acquisitions de véhicules et leurs équipements relevant de la compétence du conseil de l'agglomération de Montréal (RCG 06-005);

ii. Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des acquisitions de terrains aux fins de réaliser l'agrandissement de divers parcs relevant de la compétence du conseil de l'agglomération de Montréal (RCG 06-017);

iii. Règlement autorisant un emprunt de 16 000 000 $ pour le développement de projets municipaux admissibles au forum des équipements culturels (RCG 06-023);

iv. Règlement autorisant un emprunt de 2 250 000 $ pour les travaux d'embellissement du domaine public de la rue McGill, entre les rues Saint-Jacques et de la Commune (RCG 06-048);

v. Règlement autorisant un emprunt de 1 500 000 $ pour le financement des travaux de construction des infrastructures de surface d'un tronçon du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield (RCG 06-051);

vi. Règlement autorisant un emprunt de 40 000 000 $ afin de financer le remplacement des véhicules et de leurs équipements relevant de la compétence du conseil d'agglomération (RCG 06-058);

vii. Règlement autorisant un emprunt de 6 800 000 $ afin de financer l'avant-projet détaillé relatif au réaménagement de la partie de l'autoroute Bonaventure située entre les rues Brennan et Saint-Jacques (RCG 07-024);

viii. « Règlement autorisant un emprunt de 675 000 $ pour le versement d'une contribution en vue de procéder aux acquisitions de terrains situés dans l'écoterritoire de la rivière à l'Orme (RCG 08-001);

ix. Règlement autorisant un emprunt de 1 500 000 $ afin de financer l'implantation d'un système de jalonnement dynamique vers les parcs de stationnement du Vieux-Montréal, du Quartier International et de la Cité du multimédia, en collaboration avec Stationnement de Montréal (RCG 08-013).

2. D'autoriser le trésorier et directeur du Service des finances à transférer les soldes excédentaires mentionnés à l'annexe A au Fonds réservé des soldes disponibles des règlements fermés.

3. De transmettre une copie de la présente résolution au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

ANNEXE A
LISTE DES RÈGLEMENTS MODIFIÉS

_____

GDD1153894006

ANNEXE A
LISTE DES RÈGLEMENTS MODIFIÉS

No du règlement	**Emprunt initialement autorisé**	**Nouveau montant autorisé**	**Solde excédentaire à transférer au Fonds réservés des soldes disponibles des règlements fermés**
RCG 06-005	40 000 000 $	17 745 244 $	
RCG 06-017	15 000 000 $	13 997 446 $	622 288 $
RCG 06-023	16 000 000 $	4 650 000 $	1 418 381 $
RCG 06-048	2 250 000 $	2 228 972 $	117 366 $
RCG 06-051	1 500 000 $	589 378 $	302 085 $
RCG 06-058	40 000 000 $	24 440 676 $	
RCG 07-024	6 800 000 $	6 792 235 $	
RCG 08-001	675 000 $	0 $	
RCG 08-013	1 500 000 $	0 $	

Annexe A

Utilisation du solde disponible des règlements d'emprunt fermés

Provenance			Utilisation			
Numéro du Règlement d'emprunt	Titre du règlement	Montant	Numéro du Règlement d'emprunt	Titre du règlement	Montant de l'utilisation	Solde
RCG 06-017	Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des acquisitions de terrains aux fins de réaliser l'agrandissement de divers parcs relevant de la compétence du Conseil de l'agglomération de Montréal	622 287,76	RCG 06-005	Règlement autorisant un emprunt de 40 000 000 $ pour le financement des acquisitions de véhicules et leurs équipements relevant de la compétence du conseil de l'agglomération de Montréal	255 220,42	0,00
			RCG 08-013	Règlement autorisant un emprunt de 1 500 000 $ afin de financer l'implantation d'un système de jalonnement dynamique vers les parcs de stationnement du Vieux-Montréal, du Quartier International et de la Cité du Multimédia, en collaboration avec Stationnement de Montréal	367 067,34	
RCG 06-051	Règlement autorisant un emprunt de $1,500,000 pour le financement des travaux de construction des infrastructures de surface d'un tronçon du boulevard Thimens à l'est du boulevard Pitfield	302 085,22	RCG 08-013	Règlement autorisant un emprunt de 1 500 000 $ afin de financer l'implantation d'un système de jalonnement dynamique vers les parcs de stationnement du Vieux-Montréal, du Quartier International et de la Cité du Multimédia, en collaboration avec Stationnement de Montréal	302 085,22	0,00
RCG 06-023	Règlement autorisant un emprunt de $16,000,000 pour le développement de projets municipaux admissibles au Forum des équipements culturels	1 418 381,14	RCG 08-013	Règlement autorisant un emprunt de 1 500 000 $ afin de financer l'implantation d'un système de jalonnement dynamique vers les parcs de stationnement du Vieux-Montréal, du Quartier International et de la Cité du Multimédia, en collaboration avec Stationnement de Montréal	829 143,17	589 237,97
RCG 06-048	Règlement autorisant un emprunt de 2 250 000 $ pour les travaux d'embellissement du domaine public de la rue McGill, entre les rues Saint-Jacques et de la Commune	117 365,79				117 365,79
	Total	2 460 119,91		Total	1 753 516,15	706 603,76

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1165175007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver l'inscription le projet de développement et de consolidation du réseau PME MTL à la programmation des activités financées dans l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver le budget de financement 2016-2017 du projet.

Il est recommandé :
▪ d'approuver l'inscription de réseau PME MTL à la programmation des activités financées dans l'entente de 175 M$;
▪ d'approuver le budget de financement 2016-2017 des activités du réseau PME MTL
▪ d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-31 15:43

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165175007**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver l'inscription le projet de développement et de consolidation du réseau PME MTL à la programmation des activités financées dans l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver le budget de financement 2016-2017 du projet.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six (6) pôles de développement économique local. Le réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs établis sur le territoire.
L'agglomération a conclu, pour l'année 2015-2016, des ententes transitoires avec six (6) organismes de développement économique local qui forment aujourd'hui le réseau PME MTL. Ces ententes définissent les rôles et les responsabilités de chacun en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat.

Le réseau PME MTL est maintenant l'outil privilégié de la Ville de Montréal en matière de développement économique local. Afin de renforcer le rôle du réseau, d'accroître sa notoriété et d'assurer le suivi des fonds d'investissements, le Service du développement économique souhaite proposer la réalisation d'une série d'actions et de projets en 2016 et 2017.

Le présent sommaire décisionnel vise à approuver le budget alloué aux activités et aux projets associés au réseau PME MTL en 2016 et en 2017, l'inscription de ces activités et projets à la programmation 2016 de l'entente de 175 M$, ainsi qu'à les assurer d'une source budgétaire en 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0700 – 26 novembre 2015 – Approuver les amendements à l'entente intervenue entre la Ville et le Centre local de développement Centre-Ouest. Accorder un soutien financier total de 946 002,27$ au CLD Centre-Ouest afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 et approuver le projet d'amendement à cet effet.

CG15 0504 – 20 août 2015 – Approuver les amendements aux ententes intervenues entre la Ville et six (6) organismes de développement économique local (CG15 0274 et CG15 0420). Accorder un soutien financier total de 814 722,17 $ au CLD Centre-Est afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 et approuver le projet de convention à cet effet.

CG15 0420 - 18 juin 2015 – Accorder un soutien financier total de 714 181,94 $ à la Corporation de développement économique de LaSalle (CLD), afin d'assurer la continuité du service de développement économique local durant l'année 2015-2016 / Approuver le projet de convention à cet effet

CG15 0274 – 30 avril 2015 – Approuver la répartition provisoire de l'enveloppe 2015-2016 dédiée aux centres locaux de développement provenant du Gouvernement du Québec et de la Ville / Accorder un soutien financier total de 6 931 197,79 $ à six (6) organismes de développement économique local afin d'assurer la continuité de leurs services durant l'année 2015-2016, dans le cadre de la prolongation de l'entente de gestion 2012-2013 à 2014-2015 entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville / Approuver les projets de convention à cet effet.

CG15 0015 – 29 janvier 2015 – Mettre fin, à compter du 31 mars 2015, aux ententes liant la Ville aux 18 organismes CLD du territoire de l'agglomération, suivant l'avis envoyé par le directeur du Service du développement économique mandaté par le comité exécutif pour ce faire.

CG12 0369 - 27 septembre 2012 – Adopter la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente avec le Gouvernement du Québec sur l'aide financière de 175 M$.

CE12 1131 - 4 juillet 2012 – Approbation du projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville, en vue de permettre la réalisation de projets s'inscrivant dans la stratégie *Imaginer-Réaliser Montréal 2025.*

CE11 0975 - 22 juin 2011 – Approbation de la nouvelle Stratégie de développement économique 2011-2017.

DESCRIPTION

Le développement du réseau PME MTL nécessite la mise en place d'une série d'activités, d'interventions et de projets qui se répartissent en trois catégories :

- développement de l'économie sociale : développer une vision et un plan régional et réaliser des projets porteurs;
- promotion et notoriété du réseau PME MTL : développer du contenu web en lien avec les besoins des entrepreneurs et l'offre de service du réseau PME MTL;
- mise en place d'outils de gestion et de reddition de compte relative à la performance des fonds d'investissement totalisant près de 30 M$ en actif.

Le tableau qui suit présente les coûts des activités, des interventions et de projets en 2016 et en 2017 :

Activités	**2016**	**2017**	**Total**

Développement du volet économie sociale du réseau PME MTL - Vision et plan régional - Réalisation de projets porteurs	250 000$	250 000 $	**500 000 $**
Promotion et notoriété du réseau PME MTL **-** Vidéo et outils web - Ressource humaine	180 000 $	105 000 $	**285 000 $**
Outils de gestion **-** Suivi des fonds d'investissement	30 000 $	0 $	**30 000 $**
Total	**460 000 $**	**355 000 $**	**815 000 $**

JUSTIFICATION

Ces activités et projets sont inscrits afin qu'ils puissent bénéficier du soutien financier de l'entente de 175 M$, contribuant à concrétiser la Stratégie de développement économique 2011-2017 et les objectifs identifiés à son Plan d'action 2015-2017. Il s'agit d'un soutien aux initiatives des entreprises et entrepreneurs.
Les interventions visées permettront de démarrer le réseau PME MTL sur des bases solides.

Plus précisément, le développement du volet économie sociale du réseau PME MTL vise à appuyer le pôle régional en économie sociale de Montréal par l'élaboration de la vision et du plan d'action montréalais en cette matière ainsi qu'à financer des projets porteurs comme le projet J'achète ici.

Les activités de promotion et notoriété du réseau PME MTL concernent le positionnement de l'image de marque du nouveau réseau de développement économique local. L'intervention sera plus soutenue au cours de la première année, en lien avec le lancement de l'image de marque, la mise en place d'une offre de services unifiée et la mise en ligne d'un nouveau site Internet commun aux six pôles de soutien aux entrepreneurs.

Dans le cadre du suivi des fonds d'investissement, des ajustements devront être apportés aux outils de gestion sélectionnés afin de compléter la reddition de comptes.

Les activités prévues en 2016 couvrent les éléments suivants:

- Mise à niveau des outils sélectionnés pour l'ensemble du Réseau
- Supplément de formation dans le cadre de l'utilisation des outils sélectionnés pour l'ensemble du Réseau

Les activités de formation et de promotion ne sont pas complètement récurrentes; c'est ce qui explique une diminution des besoins budgétaires pour 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total pour la réalisation des activités et projets 2016-2017, ci-dessus mentionnées, est de 815 000 $. Il se répartit comme suit :
2016 : 460 000 $
2017 : 355 000 $

Selon les résultats du présent dossier, le projet pourra bénéficier, en 2016, de crédits déjà inscrits au budget de fonctionnement du Service du développement économique. Leur financement serait assumé par l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec. Pour l'année 2017, les crédits sont inscrits à la programmation de l'entente. Il n'y aura donc

aucun impact sur le cadre financier de cette année.

À compter de 2018, la contribution pour le volet économie sociale sera assumée par l'entente relative au Fonds de développement des territoires à intervenir entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Suite à la réorganisation des organismes de Centres locaux de développement (CLD) :
- faire connaître aux entrepreneurs et aux entreprises le réseau PME MTL, son rôle et ses outils d'accompagnement et de financement;
- doter le réseau d'une vision et d'une plan d'action en économie sociale;
- s'assurer une reddition de compte fiable et rigoureuse des fonds d'investissement totalisant près de 30 millions de dollars en actif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les actions de communication et de visibilité des activités et projets financés dans le cadre de l'entente du 175 M$ devront se conformer aux dispositions de l'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine ÉTHIER
Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-16

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165175007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Approuver l'inscription le projet de développement et de consolidation du réseau PME MTL à la programmation des activités financées dans l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec / Approuver le budget de financement 2016-2017 du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165175007 - PME MTL - Écon.sociale et autres.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Preposé au budget

Tél : (514) 872-3752

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-31

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financieres - c/E
Tél : 514 872-0226
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1165929002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2015 au conseil d'agglomération

Il est recommandé:

- D'adopter un budget supplémentaire de 18 774 000 $ au PTI 2016-2018, provenant de report de surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables d'agglomération au 31 décembre 2015, et ce, pour les arrondissements de Ville-Marie, du Plateau-Mont-Royal, de Saint-Laurent, du Sud-Ouest et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, selon le document présenté en pièce jointe.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-05 13:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165929002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report des budgets d'immobilisations des arrondissements non utilisés en 2015 au conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2016-2018 provenant du report des surplus budgétaires des arrondissements au 31 décembre 2015. Parmi les budgets de dépenses d'immobilisations non utilisés de 2015 provenant des arrondissements, certains relèvent de la compétence du conseil d'agglomération dont principalement, certains projets réalisés à l'arrondissement Saint-Laurent et au centre-ville, dont la plus grande partie se situe sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Un portrait des dépenses réelles d'investissements en 2015 des reports, est fourni en pièces jointes au présent dossier.

Il est important de rappeler que la gestion budgétaire des dépenses d'immobilisations s'effectue selon la base d'une limite d'emprunt à la charge des contribuables (PTI net), l'enveloppe budgétaire allouée aux arrondissements est basée sur la dépense au brut déduite des dépôts de promoteurs, des contributions provenant du budget de fonctionnement et des subventions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0486 du 14 novembre 2014 - Adoption du programme triennal d'immobilisation 2015 - 2017 de la ville de Montréal (Volet agglomération)
CG15 0660 du 19 novembre 2015 - Adoption du programme triennal d'immobilisation 2016 - 2018 de la ville de Montréal (Volet agglomération)

DESCRIPTION

Afin de permettre aux arrondissements de finaliser les projets amorcés et non terminés, les budgets non utilisés au 31 décembre 2015 des dépenses d'immobilisations seront reportés en cours d'année 2016 pour leurs PTI 2016-2018. Rappelons que le montant des reports représente l'écart cumulé entre les dépenses réelles et le budget modifié 2015 pour l'ensemble des projets de chacun des arrondissements.

JUSTIFICATION

L'objet du présent dossier vise l'adoption d'un budget supplémentaire au PTI 2016-2018 provenant du report des surplus du budget d'emprunt à la charge des contribuables au 31 décembre 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets relevant du conseil d'agglomération reportés en 2015 se chiffrent à 18,8 M$ pour les arrondissements. Ce report concerne principalement l'arrondissement de Ville-Marie pour un montant de 8,9 M$ et l'arrondissement de Saint-Laurent pour un montant de 9,7 M$. Voir en pièce jointe le détail des reports par arrondissement.
Par ailleurs, les arrondissements ont l'entière responsabilité de prévoir le budget de fonctionnement requis à l'exploitation de tout nouvel équipement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de ces budgets permettra notamment aux arrondissements Ville-Marie et Saint-Laurent, de poursuivre les investissements prévus à leur programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le transfert des sommes reportées à chacun des arrondissements ou projets sera effectué après approbation du présent dossier par le conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseiller(ere) Budgétaire

Tél : 514 872-5864
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

Philippe BRILLANT
Chef de division
Plan d'investissement

Tél : 514 872 2238
Télécop. : 514 868-3330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - direction du budget et de la planification financiere et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2016-04-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur - Service des finances

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-04-05

SUIVI BUDGÉTAIRE 2015 (Net au 31 décembre 2015)
- Conseil d'Agglomération -

(En Milliers $)

Unité d'affaire	Budget Original Net	Budget Modifié Net	Réel Net	Reports Avant ajust.	Ajustements	Reports après ajustements	Reports possibles au budget 2016 (Réel VS budget modifié) Conseil d'arrond.	Conseil municipal	Conseil d'agglo.
ARRONDISSEMENTS :									
Ahuntsic-Cartierville	-	-	-	-		-	-	-	-
Anjou	-	-	-	-		-	-	-	-
Côte-Des-Neiges-Notre-Dame-De-Grâce (1)	-	20	-	20	(20)	-	-	-	-
Lachine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LaSalle	-	-	-	-		-	-	-	-
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève	-	-	-	-		-	-	-	-
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montréal-Nord	-	-	-	-		-	-	-	-
Outremont	-	-	-	-		-	-	-	-
Pierrefonds-Roxboro	-	-	-	-		-	-	-	-
Plateau-Mont-Royal	-	24	8	16		16	-	-	16
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	-	-	-	-		-	-	-	-
Rosemont-La Petite-Patrie	-	-	-	-		-	-	-	-
Saint-Laurent (2)	-	14 787	117	14 670	(4 937)	9 733	-	-	9 733
Saint-Léonard	-	-	-	-		-	-	-	-
Sud-Ouest	-	8	(6)	14		14	-	-	14
Verdun	-	-	-	-		-	-	-	-
Ville-Marie (3)	2 148	13 672	5 852	7 820	1 121	8 941	-	-	8 941
Villeray-St-Michel-Parc-Extension	-	104	34	70	-	70	-	-	70
Sous-Total Arrondissements	**2 148**	**28 615**	**6 005**	**22 610**	**(3 836)**	**18 774**	**-**	**-**	**18 774**

Note 1 : Projet terminé (Report non requis)

Note 2 : Montant inclus dans l'enveloppe PTI 2015-2017 originale : Bassin du ruisseau Bertrand (Report non requis).

Note 3 : Restauration des arches et de la Pagode Quartier Chinois (GDD 1150890006): Virement requis pour compléter la phase 1.

REPORT DES SURPLUS DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS 2015

Données au 30 janvier 2016

(En milliers de dollars au net)

Arrondissements	Sous-projet	Report
Ahuntsic-Cartierville		-
Anjou		-
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		-
Île-Bizard–Sainte-Geneviève		-
Lachine		-
LaSalle		-
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve		-
Montréal-Nord		-
Outremont		-
Pierrefonds-Roxboro		-
Plateau-Mont-Royal	1655834002	16
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles		-
Rosemont–La Petite-Patrie		-
Saint-Laurent	1655515003	9 733
Saint-Léonard		-
Sud-Ouest	1655833003	14
Verdun		-
Ville-Marie	1655832010	8 941
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	1655838002	70
Total report – Arrondissements		**18 774**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.07

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1165205002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter l'affectation de surplus cumulés au 31 décembre 2015 - Volet agglomération.

d'adopter l'affectation du surplus pour les dossiers suivants (en milliers de dollars) :

• Services professionnels en actuariat - conseils reliés aux régimes de retraite	(214,0)
• Services professionnels et techniques liés à la réalisation de diverses opérations de communication	(161,1)
• Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement économique local	(12 000,0)
• Études reliées au centre-ville - Arrondissement de Ville-Marie	(243,2)
TOTAL	**(12 618,3)**

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-05 07:29

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165205002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter l'affectation de surplus cumulés au 31 décembre 2015 - Volet agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

Le rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 sera déposé à l'assemblée du conseil d'agglomération 18 avril 2016 (GDD1163592002).
Ce rapport démontre que la Ville de Montréal dégage un surplus global de 145,8 M$ composé d'un surplus de 133,8 M$ pour le volet municipal et d'un surplus de 12,0 M$ pour le volet agglomération. Les surplus ou les déficits dégagés des activités du volet agglomération appartiennent à l'Agglomération et il revient au conseil d'agglomération d'en disposer, d'en établir les utilisations et le mode de partage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'affectation d'un montant de 12 618,3 $ (en milliers $) des surplus cumulés « volet agglomération » en fonction des priorités et des obligations identifiées par l'administration municipale.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Détail financier de l'appropriation de surplus au 31 décembre 2015 (en milliers $):

	Volet agglomération
Surplus libre cumulé au 31 décembre 2015	46 655,7

Résultat / surplus(déficit) - Exercice 2015	12 019,2
Surplus libre disponible avant affectations	**58 674,9**
Demandes d'affectations	
Services professionnels en actuariat conseil reliés aux régimes de retraites (CE-CG14 0412 et CE-CG14 0521)	(214,0)
Services professionnels et techniques liés aux opérations de communication (CE15 2219; CE15 1221; CE15 1188; CE15 2148)	(161,1)
Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement économique local	(12 000,0)
Études reliées au centre-ville - Arrondissement de Ville-Marie	(243,2)
Total - Demandes d'affectations	**(12 618,3)**
Surplus disponible après affectations	**46 056,6**

** Les chiffres ont été arrondis.*

Une description détaillée de cette demande est présentée en pièce jointe au présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les sommes allouées à des fins d'affectations seront disponibles une fois que le présent sommaire décisionnel aura été approuvé par le conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniela TANASE
Conseillère engestion des ressources financières C/E

Tél : 514 872-5867
Télécop. : 514 872-5851

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-04

Martine HACHÉ
Chef de division - Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Tél : 514 872-2454
Télécop. : 514 872-5851

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directrice - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2016-04-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-04-05

DESCRIPTION DES DEMANDES D'AFFECTATION DE SURPLUS 2015

(en milliers de $)

Unité administrative / Sujet	Volet agglomération	Description
Affectations		
Service des ressources humaines Services professionnels en actuariat-conseil reliés aux régimes de retraite	214.0 $	En 2014, le conseil d'agglomération approuvait l'octroi de deux contrats des services professionnels en actuariat-conseil pour la négociation de régimes de retraite des policiers et policières (CE-CG14 0412 et CE-CG14 0521). Ces contrats s'échelonnent sur plusieurs années et en raison des retards dans les négociations avec le Syndicat, une demande d'affectation est nécessaire pour permettre la continuation des travaux.
Service des communications Services professionnels et services techniques liés à la réalisation de diverses opérations de communication	161.1 $	En 2015, le comité exécutif a autorisé, au Service des communications, un budget additionnel total de 880,0 $, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration. Ce budget additionnel visait la réalisation des opérations de communication liées au déneigement, aux activités Bureau de suivi « Je fais Montréal » ainsi que pour l'atteinte des objectifs liés au Plan de l'Eau Montréal et pour couvrir les dépenses additionnelles en placement média obligatoires et en services de rédaction (CE15 2219; CE15 1221; CE15 1188; CE15 2148). La demande d'affectation est nécessaire pour finaliser les opérations de communication non terminées au 31 décembre 2015.
Service du développement économique Nouvelle gouvernance municipale en matière de développement économique local	12,000.0 $	En vertu de la Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016(ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six (6) pôles de développement économique local. Ce réseau offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs établis sur le territoire. Ainsi, certains actifs et passifs détenus par les anciens CLD deviennent ceux de la ville à compter du 20 avril 2015. Ce transfert a mené à la comptabilisation d'un revenu net de 12 M$ à l'état des résultats de l'agglomération de Montréal. La demande d'affectation vise à garantir les prêts qui seront effectués aux six (6) pôles du réseau PME MTL afin qu'ils puissent remplir leurs missions respectives en développement économique local.
Arrondissement de Ville-Marie **É**tudes reliées au centre-ville	243.2 $	En 2015, le comité exécutif a approuvé des virements budgétaires totalisant 265,1 $,en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration, pour le financement de diverses études reliées au centre-ville (CE15 1869; CE15 1868; CE15 1777). La demande d'affectation vise à finaliser les travaux qui n'ont pas été exécutés au 31 décembre 2015. **Études 2015:** • étude sur le milieu de vie du centre-ville • étude d'accessibilité et de mobilité au centre-ville • étude sur la vitalité économique du centre-ville
TOTAL	**12,618.3 $**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1164213001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable".

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000$ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-22 07:07

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164213001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable".

CONTENU

CONTEXTE

Ces dernières années, la Ville de Montréal a lancé un des plus vastes chantiers de son histoire, soit la remise à niveau de ses infrastructures liées à l'eau et la gestion efficace de cette ressource sur son territoire. Dans le cadre de la Stratégie de l'eau 2011-2020, l'un des projets majeurs identifié est la régulation de la pression sur le réseau d'eau potable. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de diminuer les bris de conduites et des entrées de services, de réduire le volume de fuites, et d'augmenter la durée de vie utile des conduites, ce qui amène des économies substantielles. Elle a déjà été utilisée avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe. Le Service de l'eau compte réaliser de trois à quatre secteurs de régulation de la pression (SRP) par année sur une période de dix ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.
CG15 0343 - 28 mai 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 531 707 $, taxes incluses, pour les travaux de « Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 » dans le cadre du contrat accordé à Coffrage Alliance (CG14 0341), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 848 778 $ à 6 380 485 $, taxes incluses**.**

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 - Dépense totale de 6 609 119 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 (5 soum.).

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur le réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE14 1111 - 30 juillet 2014 - d'approuver un projet de convention par lequel Centris Technologies inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la programmation de chambres de régulation et de mesure sur l'aqueduc, pour une somme maximale de 68 387,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 14-13359 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 $, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

CG12 0222 - 21 juin 2012 - Approuver la programmation de travaux d'infrastructures d'eau d'agglomération admissibles au Programme d'infrastructures Québec-Municipalités volet 1.4 visant l'implantation d'instruments de mesure de la distribution et de régulation de la pression sur le réseau d'aqueduc et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT).

DESCRIPTION

Le projet Optimisation des réseaux comporte 2 volets :
Volet 1 : Régulation de la pression et mesure de la distribution
Ce volet vise la sectorisation de zones problématiques du réseau d'aqueduc secondaire en vue d'y appliquer la régulation de la pression et la mesure de la distribution. Il est prévu de créer près de 40 secteurs de régulation de pression et de mesure de la distribution de l'eau au cours des prochains 10 ans pour couvrir plus de 55 % du territoire de l'agglomération. Trois (3) secteurs ont été réalisés en 2015 et deux (2) autres le seront en 2016.

Volet 2 : Mesure du transport de l'eau potable
Le réseau de conduites pour le transport de l'eau à travers l'agglomération de Montréal compte plus de 740 km de conduites principales (réseau primaire). Moins de 20 % de la distribution de l'eau sur le réseau primaire est mesurée. Ce volet vise à améliorer le suivi sectoriel de la distribution sur le réseau primaire.

JUSTIFICATION

Bénéfices du volet 1:
La régulation de la pression par secteur consiste, dans un premier temps, à abaisser la pression de nuit (qui augmente lorsque la consommation baisse) au niveau de la pression habituelle. La pression dans les conduites est donc stabilisée. Cela permet de réduire de façon significative les risques de bris de conduites, les bris d'entrées de service et les pertes d'eau potable dans le réseau. La mesure de la distribution en secteur permet de mieux suivre l'évolution des pertes d'eau en réseau selon les meilleures pratiques et d'accélérer les efforts de correction des fuites.

Bénéfices du volet 2 :
D'une part, il est nécessaire de pouvoir mesurer et suivre en temps réel le fonctionnement

du réseau. D’autre part, ce volet permet d’améliorer la gestion courante de la distribution par des interventions plus rapides sur le réseau primaire lorsque les mesures indiquent des dysfonctionnement (en pression ou en débit) ou encore des pertes anormales (nouveaux bris). Ces mesures serviront notamment à définir les cibles géographiques prioritaires de détection active des fuites sur le réseau primaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux du projet "Optimisation des réseaux" prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de même que pour l'année 2015 du programme triennal d'immobilisations 2015-2017 de l'agglomération de Montréal. L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5067A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiements que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de permettre les études hydrauliques, les travaux de reconstruction et la mise en service des secteurs de régulation de pression ainsi que des chambres de mesure sur le réseau primaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hervé LOGÉ
C/d Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-19

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE

Tél : 514 872-4023
Télécop. : 514 872-4269

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-02-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-02-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164213001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164213001-Projet Optimisation des réseaux.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 125 836 000 $ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DES TRAVAUX PRÉVUS AU PROJET OPTIMISATION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

Vu les articles 19, 25, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer les travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ), durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1164213001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164213001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 125 836 000 $ afin de financer la réalisation des travaux prévus au projet Optimisation des réseaux d'eau potable".

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_Comptable_GDD1164213001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-25

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financieres C/E
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1160504001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal»

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal».

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-02-19 13:52

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160504001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal»

CONTENU

CONTEXTE

Le mont Royal constitue un élément caractéristique prédominant et emblématique de Montréal et comporte des qualités naturelles, culturelles et patrimoniales exceptionnelles. Il accueille chaque année au-delà de cinq millions de visiteurs provenant autant des quartiers limitrophes que de la grande région métropolitaine montréalaise. Les visiteurs sont également des touristes en provenance de partout à travers le monde. Le Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal vise la mise en oeuvre du Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, adopté en 2009, qui s'appuie, entre autres, sur les travaux de la Table de concertation du Mont-Royal et les énoncés et les politiques interpellant la montagne.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0542 - 24 septembre 2015 - Accorder un contrat à Hubert Blanchette inc. pour le remplacement de bâtiments de services et de billetterie au parc du Mont-Royal (site patrimonial déclaré du Mont-Royal) - Dépense totale de 1 459 419,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-6791 (2 soum.)
CG15 0152 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Services intégrés Lemay & Associés inc. pour la préparation des plans et devis relatifs à l'aménagement d'un nouveau seuil dans le secteur Cedar - Côte-des-Neiges du parc du Mont-Royal, pour une somme maximale de 607 938,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14105 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

CE15 0389 - 11 mars 2015 - Approuver un projet de convention par lequel Rousseau Lefebvre inc., Tetra Tech et Pierre-Émile Rocray, firmes ayant obtenu le plus haut pointage

final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la préparation des plans et devis relatifs au réaménagement du secteur du chalet du parc du Mont-Royal, pour une somme maximale de 379 446,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-13894 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention

CE14 1425 - 17 septembre 2014 - Approuver un projet de convention par lequel Atelier Urban Face inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, en collaboration avec CPF Groupe conseil et Conseiller M. Saban inc., s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour le remplacement des kiosques de parc, secteur lac aux Castors du parc du Mont-Royal - Site patrimonial déclaré du Mont-Royal, pour une somme maximale de 76 907,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 14 1397 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention; Imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

CG14 0354 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Ventec inc. pour le réaménagement des aires de jeux 18 mois à 5 ans et 5 à 12 ans dans le parc Jeanne-Mance - Site patrimonial du Mont-Royal - Dépense totale de 1 881 353,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-6343 (2 soum.)

CG14 0258 - 29 mai 2014 - Accorder un contrat à Les entreprises de construction Ventec Inc. pour les travaux de voirie, d'égout, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation dans le chemin de ceinture du Mont-Royal dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - Dépense totale de 4 065 908,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 226203 (7 soum.)

CG14 0196 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Les Excavations Super inc. pour le réaménagement du secteur ouest de la Clairière (Phase 2 du lac aux Castors) dans le parc du Mont-Royal - Site patrimonial du Mont-Royal - Dépense totale de 8 876 425,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6550a (4 soum.)

CM13 0913 - 23 septembre 2013 - Accorder un contrat à Urbex construction inc. pour l'exécution des travaux d'aménagement du chemin de ceinture dans le bois d'Outremont - Dépense totale de 2 053 811,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 6435 (8 soumissions)

CG13 0393 - 26 septembre 2013 - Accorder un contrat à URBEX construction inc. pour l'exécution des travaux d'aménagement du chemin de ceinture dans le bois d'Outremont - Dépense totale de 2 053 811,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 6435 (8 soum.)

DESCRIPTION

L'adoption de ce règlement d'emprunt permettra de poursuivre les projets en cours de réalisation et de compléter les travaux prévus au Programme (2016-2018) :
- chemin de ceinture : tronçons 4a et 4b secteur du chemin de la Polytechnique, tronçon 6 - Bois d'Outremont;
- secteur du lac aux Castors : remplacement des kiosques de service; restauration et aménagement de la clairière ouest (lot 2);
- parc Jeanne-Mance : réaménagement des aires de jeu du secteur Duluth-Rachel;
- secteur du chalet du Mont-Royal et de ses abords : aménagement du secteur du chalet et de l'escarpement;
- carrefours et entrées du parc : aménagement d'un nouveau seuil à l'entrée Cedar-Côte-des-Neiges;

Également, l'adoption de ce règlement d'emprunt permettra de poursuivre la planification et

de mettre en oeuvre les travaux suivants proposés au PTI 2016 - 2018 :

- chemin de ceinture : tronçon 6 : passerelle et les abords de Camillien-Houde;
- Côte Placide : drainage de surface et éclairage - avenue du Parc/Pins;
- secteur de la Maison Smith : réaménagement temporaire; réaménagement des quatre stationnements de la clairière;
- parc Jeanne-Mance : réaménagement de la pataugeoire; réfection des terrains de tennis, des terrains de volley-ball et du secteur Hôtel-Dieu;
- carrefours et entrées du parc : voie de plaisance Camillien-Houde; réaménagement de l'entrée Cedar-Des Pins;
- flancs du mont Royal : réservoir de haut niveau (gestion des eaux pluviales); mise en valeur du monument McTavish; réfection du sentier de l'escarpement et du plateau intermédiaire.

Des phases subséquentes du projet Escales découvertes du mont Royal (legs du 375e) sont prévues après 2017 et elles seront intégrées au présent au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal.

JUSTIFICATION

L'adoption, par les instances, d'un projet de règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ est requise pour reconduire les engagements prévus au Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme numéro 34250 - Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal prévu à la programmation du PTI 2016-2018. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption de ce règlement permettra de réaliser des projets qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise adopté en 2010.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le règlement d'emprunt s'avère nécessaire à la poursuite du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucune opération de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion pour le règlement d'emprunt : février 2016
Adoption du règlement d'emprunt par le CG : février 2016
Approbation par le MAMOT : mars-avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy AUDET
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-8691
Télécop. : 514 872-1458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-08

Pierre-Paul SAVIGNAC
Chef de division

Tél : 514 872-4046
Télécop. : 872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-02-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160504001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1160504001-Projet de règlement d'emprunt_Programme d'amé. du parc du Mont-Royal.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-15

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 21 860 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DU PROGRAMME DE RÉAMÉNAGEMENT DU PARC DU MONT ROYAL

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 21 860 000 $ est autorisé pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont Royal.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1160504001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160504001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du Mont-Royal
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 21 860 000 $ pour le financement des travaux du Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1160504001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-11

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ere) budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1160184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)".

Il est recommandé
que le conseil d'agglomération adopte le règlement modifiant le "Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)".

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-02 09:13

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160184001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)".

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) est entré en vigueur le 29 novembre 2007 et avait pour mission d'améliorer les connaissances de l'agglomération de Montréal sur l'utilisation de l'eau par les immeubles occupés par les industries, commerces et institutions (ICI), première étape d'une bonne connaissance de l'ensemble des usages de l'eau sur son territoire. L'adoption de ce règlement était essentielle pour encadrer les préparations de tuyauterie des bâtiments en vue de recevoir un compteur d'eau.

Les révisions de 2008 et 2012 du règlement portaient essentiellement sur l'ajout de l'accréditation des entrepreneurs en 2008 et de leur retrait en 2012 ainsi que d'informations techniques.

Les révisions de 2013 faisaient suite à l'orientation prise par les villes de l'agglomération de Montréal, soit celle de déléguer son application à ces dernières afin d'assurer l'équité de la charge fiscale que représente ce projet pour chacune des villes, via les règlements RCG13-004 et RCG13-005.

La présente révision vise principalement à préciser le type d'immeubles visés par le règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0649 – 29 octobre 2015 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil

d'agglomération sur les délégations relatives au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004)

CG15 0648 – 29 octobre 2015 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

CG14 0107 – 27 février 2014 – Adopter le règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la contribution à la réserve financière pour le service de l'eau (RCG 13-005)

DESCRIPTION

Les modifications proposées au Règlement touchent majoritairement les points suivants :
· changement dans l'intitulé;
· ajout de la définition de propriétaire (notamment dans le cadre des bâtiments en copropriété);
· clarification du périmètre du projet;
· prise en compte des contraintes d'opération du propriétaire;
· remplacement du mot « bâtiment » pour le mot « immeuble »;
· remplacement à certains endroits du mot « Ville » par les mots « autorité compétente »;
· nouvelle mise à jour technique des annexes;
· retrait de l'annexe F (n'est plus requise suite à la clarification du périmètre du projet);
· ajout d'une nouvelle annexe (Annexe I) pour valider l'éligibilité d'un immeuble en partie non résidentiel au programme d'installation de compteurs d'eau.

JUSTIFICATION

La notion d'immeuble en lieu et place de celle de bâtiment permet de réduire les contestations juridiques quant à l'application du règlement. L'utilisation des classes d'immeubles non résidentiels établies par le Service de l'évaluation foncière vise aussi à réduire les interprétations et les contestations. Ces modifications ne changent en rien l'essence du projet et touchent essentiellement les mêmes immeubles non résidentiels. Pour réduire les impacts sur les activités des ICI, le propriétaire pourra dorénavant, à sa demande, installer lui-même le compteur d'eau pour des raisons de contraintes opérationnelles.

L'ajout de l'annexe I vise à ne pas déployer des efforts dans les très petits immeubles destinés en partie à des fins non résidentielles (bâtiment mixte), et où l'activité commerciale ne consomme que très peu d'eau, par exemple les bureaux de professionnels, les petites boutiques de vêtements ou de petits bureaux situés dans des résidences de type bungalow.

Les modifications techniques proposent l'ajout de pièces qui augmenteront l'efficacité d'installation des compteurs d'eau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il n'y a aucun impact financier pour ce projet de modification de règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de règlement répond à plusieurs engagements de la Ville en matière de développement durable, notamment:

- à l'orientation de pratiquer une gestion responsable des ressources;
- à l'engagement de répertorier la consommation de l'eau par secteur d'activité;
- à la responsabilité environnementale accrue par la gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le rejet des modifications proposées au Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) nuirait au déploiement du programme d'installation des compteurs d'eau et à l'atteinte des objectifs fixés dans la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable du Gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, tel que convenu avec la direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion: Mars 2016
Adoption du règlement: Avril 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bernard COTÉ, Service de l'évaluation foncière

Lecture :

Bernard COTÉ, 20 janvier 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-01-18

Rémi LACROIX
ingénieur

Tél : 514 872-3973
Télécop. : 514 872-3587

Maciej PIROG
Chef de section

Tél : 514 280 0063
Télécop. : 514 872 3587

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-02-09

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-03-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160184001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le règlement modifiant le "Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031)".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nos modifications ont été effectuées dans le document joint à la présente intervention.

FICHIERS JOINTS

version_finale_25_fevrier3.doc
A-projet de reglement annexe A rev 3.pdf
B-Croquis.pdf
C-projet de reglement annexe C rev 2.pdf
D-Questionnaire-révision 7.pdf
E-Fiche auto-inspection révision 7.pdf
H-Inventaire, révision 7.pdf
Annexe I.pdf
G-Projet annexe G (DÉRIVATIONS) v2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-01

Annie GERBEAU
avocat
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal et de l'évaluation foncière

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA MESURE DE LA CONSOMMATION DE L'EAU DANS LES BÂTIMENTS UTILISÉS EN PARTIE OU EN TOTALITÉ À DES FINS NON RÉSIDENTIELLES (RCG 07-031)

Vu le paragraphe 5 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil de l'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Titre du Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) est modifié par le remplacement du mot « bâtiments » par le mot « immeubles » et l'ajout des mots « ou destinés à être utilisés » après le mot « utilisés ».

2. L'intitulé de la Section 1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « INSTALLATION DE COMPTEURS D'EAU » par le mot « DÉFINITIONS ».

3. L'article 1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, dans la définition de l'expression « autorité compétente », du mot « bâtiments » par le mot « immeubles », l'ajout des mots « ou destinés à être utilisés » après le mot « utilisés » et par l'ajout, dans la même définition, après le mot « fins » du mot « non »;

2° le remplacement, dans la définition de l'expression « branchement d'eau » des mots « à l'intérieur d'un bâtiment » par les mots « vers un immeuble »;

3° le remplacement, dans la définition de l'expression « branchement d'eau combiné », du mot « bâtiment » par le mot « immeuble »;

4° le remplacement, dans la définition du mot « établissement », des mots « bâtiment ou partie de bâtiment » par les mots « immeuble ou partie d'immeuble »;

5° l'insertion, entre les définitions des mots « établissement » et « Ville », de la définition suivante :

« « propriétaire » : le ou les détenteurs du titre de propriété de l'immeuble visé ou, dans le cas d'un immeuble détenu en copropriété divise, le syndicat des copropriétaires ; ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion de l'intitulé suivant après l'article 1 :

« **SECTION I.0I**
INSTALLATION DES COMPTEURS D'EAU »

5. L'article 2 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression, au premier alinéa, des mots « tout nouveau branchement d'eau utilisé en partie ou en totalité à des fins non résidentielles doit être muni d'un ou de plusieurs compteurs d'eau conformément au présent règlement. »;

2° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « Le propriétaire d'un immeuble comportant un tel branchement d'eau » par les mots « le propriétaire d'un immeuble où il est prévu un nouveau branchement d'eau »;

3° par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « bâtiment » par les mots « branchement d'eau » et par l'ajout de « desservant un immeuble » après le mot « existant » ;

4° Par l'ajout, au deuxième alinéa, après la dernière phrase de la phrase suivante :

« Le propriétaire d'un bâtiment existant où s'exercent des activités sujettes à des contraintes d'opération peut toutefois installer lui-même le compteur d'eau. »

5° Par la suppression du troisième alinéa.

6. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'article 2.1 par le suivant :

« 2.1. L'exigence d'installer un compteur d'eau en vertu du présent règlement s'applique seulement à tout branchement d'eau d'un immeuble:

a) porté au rôle d'évaluation foncière faisant partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels au sens de l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale et faisant partie des classes 5 à 10 identifiées à l'article 244.32 de la Loi sur la fiscalité municipale ou les unités d'évaluation visées aux articles 244.36, 244.51 ou 244.52 de cette loi ou;
b) visé par l'un ou l'autre des paragraphes 1 à 9 ou 11 à 19 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale ou;
c) utilisé ou destiné à être utilisé en partie ou en totalité à des fins non résidentielles et qui n'est pas encore porté au rôle d'évaluation.

Malgré le premier alinéa, un compteur d'eau n'a pas à être installé pour un immeuble où aucun aménagement ou bâtiment n'est relié à un branchement d'eau.

Le propriétaire d'un immeuble visé au premier alinéa et qui est utilisé en partie à des fins résidentielles peut demander l'autorisation, par écrit, à l'autorité compétente d'être exempté de l'obligation d'installer un ou des compteurs d'eau. Cette demande

doit être accompagnée des documents prévus aux annexes D et H jointes au présent règlement dûment complétés. Pour obtenir cette autorisation, l'estimation de la somme des demandes de pointe de tous les appareils consommant de l'eau identifiés à l'annexe H de tous les établissements d'un immeuble doit être inférieure ou égale à la demande de pointe définie à l'annexe I selon la méthode de calcul présentée à cette même annexe. »

7. L'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « bâtiment » par le mot « immeuble ».

8. L'article 4 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du mot « branchement », entre les mots « chaque » et « d'eau », par le mot « entrée »;

2° Par la suppression des mots « du branchement ».

9. L'article 5 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression au premier alinéa des mots « du bâtiment ou des bâtiments alimentés par ce branchement »;

2° La suppression, au deuxième paragraphe du premier alinéa, des mots « ou la reconstruction d'un branchement d'eau existant »;

3° Le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « paragraphe 1 du premier alinéa » par les mots « présent article ».

10. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « du bâtiment » par les mots « de l'immeuble ».

11. L'article 8 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des mots et des chiffres « les articles 3 et 7 » par le mot et le chiffre « l'article 3 » et l'ajout, à la fin de celui-ci, du segment suivant :

« en autant qu'aucun usage résidentiel n'est exercé dans l'un ou l'autre des bâtiments. L'autorité compétente peut exiger l'installation de compteurs afin de mesurer la consommation résidentielle. »;

2° la suppression du deuxième alinéa.

12. Ce règlement est modifié par l'insertion de l'article 8.01 avant l'article 8.1 :

« 8.01. Malgré les articles 3 et 7, lorsqu'une chambre de compteur(s) doit être installée et que le branchement d'eau est un branchement d'eau combiné desservant plusieurs bâtiments, lesquels sont la propriété d'un seul propriétaire ou constituent une seule unité

d'évaluation, il peut être installé un seul compteur pour l'ensemble des bâtiments. »

13. L'article 8.1 est remplacé par le suivant :

« 8.1. Malgré l'article 5, lorsqu'un réseau de distribution d'eau potable privé se situe sur un lot, et que ce réseau a deux branchements d'eau ou plus raccordés à l'aqueduc, le propriétaire doit installer des clapets de retenue simple ou un dispositif anti-refoulement selon les normes applicables sur chacun des branchements d'eau, conformément aux normes techniques énoncées à l'annexe B, dans une chambre de compteur(s) construite à l'endroit indiqué par l'autorité compétente. »

14. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression au premier alinéa des mots « répondre au questionnaire de l'annexe D et »;

2° l'insertion, au troisième alinéa, après les mots « sont déterminés » des mots « par l'autorité compétente et »;

3° le remplacement, au troisième alinéa, des mots « du bâtiment » par les mots « de l'immeuble »;

4° l'insertion, au 4e alinéa, après les mots « à l'aide de » des mots «l'annexe D et » ;

5° l'ajout, au 4e alinéa, après le mot « inadéquat » des mots « pour assurer les besoins en eau de l'immeuble ».

15. Le premier alinéa de l'article 12 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « d'un immeuble dont le bâtiment » par les mots « dont l'immeuble ».

16. L'article 13 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement des mots « du branchement d'eau et » par les mots « de l'entrée d'eau desservant l'eau domestique et »;

2° par l'ajout du troisième alinéa suivant :
« Si le diamètre de l'entrée d'eau desservant l'eau domestique est inconnu, le plus petit diamètre énoncé à l'annexe C est utilisé. »

17. L'article 21 de ce règlement est modifié par l'insertion après les mots « où un compteur est » des mots « ou sera ».

18. L'article 25 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « accompagnée du dépôt du montant fixé par le règlement annuel sur les tarifs de l'agglomération de Montréal ».

19. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe A par l'Annexe A jointe au présent règlement.

20. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe B par l'Annexe B jointe au présent règlement.

21. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe C par l'Annexe C jointe au présent règlement.

22. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe D par l'Annexe D jointe au présent règlement.

23. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe E par l'Annexe E jointe au présent règlement.

24. Ce règlement est modifié par l'abrogation de l'Annexe F.

25. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe G par l'Annexe F jointe au présent règlement.

26. Ce règlement est modifié par le remplacement de l'Annexe H par l'Annexe G jointe au présent règlement.

27. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'Annexe I jointe au présent règlement à titre d'Annexe H.

ANNEXE A
ANNEXE A : PRÉCISIONS DES COMPTEURS NON NEUFS

ANNEXE B
ANNEXE B : NORMES TECHNIQUES

ANNEXE C
ANNEXE C : CONSOMMATION RÉPUTÉE MAXIMALE

ANNEXE D
ANNEXE D : QUESTIONNAIRE : FICHE D'INFORMATION

ANNEXE E
ANNEXE E : FICHE AUTO-INSPECTION

ANNEXE F
ANNEXE G : TYPES D'USAGES AUTORISÉS POUR UNE VOIE DE DÉRIVATION

ANNEXE G
ANNEXE H : INVENTAIRE

ANNEXE H
ANNEXE I : ESTIMATION DE LA SOMME DES DEMANDES DE POINTE DES APPAREILS CONSOMMANT DE L'EAU DE L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS D'UN IMMEUBLE UTILISÉ EN PARTIE À DES FINS RÉSIDENTIELLES

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXX

GDD : 1160184001

Annexe A
Précision des compteurs non neufs

Est réputé précis un compteur qui rencontre les précisions suivantes selon son type, son diamètre et les plages de débits.

Référence	***Diamètre du compteur***	***Essais en débits minimums***	***Essais en débits normaux***	
Type de compteur		***Débit Minimum (l/min)***	***Débit normal Limite basse (l/min)***	***Débit normal Limite haute (l/min)***
AWWA-M6 5e Édition: Table 5-1	*Diamètre (mm)*	*Précision 90 à 102 %*	*Précision 96 à 102 %*	
Volumétrique (Déplacement positif) ANSI/AWWA C700-15	*13*	0,95	3,79	57
	15	0,95	3,79	76
	20	1,89	7,57	114
	25	2,84	11,36	189
	40	5,68	18,93	379
	50	7,57	30,28	606
AWWA-M6 5e Édition: Tableau 5-1	*Diamètre (mm)*	*Non applicable*	*Précision 96 à 103 %*	
Turbine Classe I ANSI/AWWA C701-15	20	-	5,68	114
	25	-	7,57	189
	40	-	11,36	379
	50	-	15,14	606
	80	-	22,71	1325
	100	-	30,28	2385
	150	-	56,78	4921
AWWA-M6 5e Édition: Tableau 5-1	*Diamètre (mm)*	*Non applicable*	*Précision 96 à 103 %*	
Turbine Classe II ANSI/AWWA C701-15	40	-	15,14	454
	50	-	15,14	719
	80	-	30,28	1647
	100	-	56,78	2839
	150	-	113,56	6057
	200	-	189,27	10599
	250	-	283,91	15899
	300	-	454,25	20063
AWWA-M6 5e Édition: Tableau 5-1	*Diamètre (mm)*	*Non applicable*	*Précision 95 à 104 %*	
Composé Classe II ANSI/AWWA C702-15	50	-	3,79	606
	80	-	7,57	1325
	100	-	11,36	2271
	150	-	18,93	5110
	200	-	60,57	6057

Annexe A
Précision des compteurs non neufs

Est réputé précis un compteur qui rencontre les précisions suivantes selon son type, son diamètre et les plages de débits.

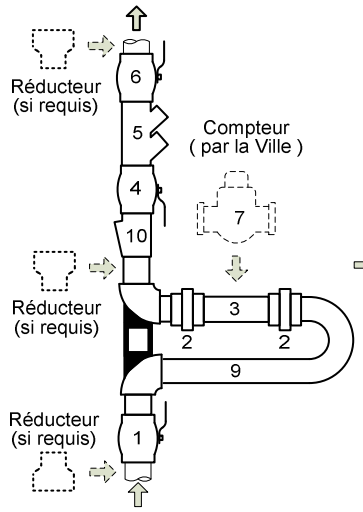
Référence	***Diamètre du compteur***	***Essais en débits minimums***	***Essais en débits normaux***	
Type de compteur		***Débit Minimum (l/min)***	***Débit normal Limite basse (l/min)***	***Débit normal Limite haute (l/min)***
AWWA-M6 5e Édition: Tableau 5-1	*Diamètre (mm)*	*Précision 90 à 104 %*	*Précision 96 à 102 %*	
Jet multiple ANSI/AWWA C708-15	15	0,95	3,79	76
	20	1,89	7,57	114
	25	2,84	11,36	189
	40	5,68	18,93	379
	50	7,57	30,28	606
AWWA-M6 5e Édition: Tableau 5-1	*Diamètre (mm)*	*Précision 90 à 104 %*	*Précision 96 à 102 %*	
Jet unique ANSI/AWWA C712-15	*15*	0,95	3,79	76
	20	1,89	7,57	114
	25	2,84	11,36	189
	40	1,89	5,68	379
	50	1,89	7,57	606
	80	1,89	9,46	1211
	100	2,84	11,36	1893
	150	5,68	15,14	3785
AWWA-M6 5e Édition: Tableau 5-1	*Diamètre (mm)*	*Précision 90 à 102 %*	*Précision 96 à 102 %*	
Oscillateur fluidique ANSI/AWWA C713-10	*13*	0,95	3,79	57
	15	0,95	3,79	76
	20	1,89	7,57	114
	25	2,84	11,36	189
	40	5,68	18,93	379
	50	7,57	30,28	606
ISO 4064/OIML R49	*Diamètre (mm)*	*Précision*	*Précision*	
Débitmètre Magnétique	15 à 300 mm	Selon les spécifications du manufacturier		
ANSI/AWWA C750-10	*Diamètre (mm)*	*Précision*	*Précision*	
Débitmètre Ultrasonique à temps de transit	15 à 300 mm	Selon les spécifications du manufacturier		

ANNEXE B - NORMES TECHNIQUES

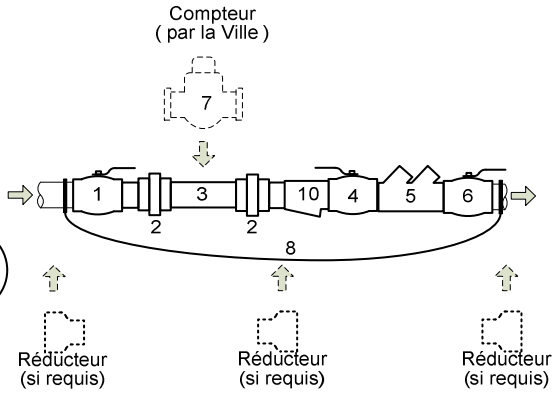
TABLEAU DES DIMENSIONS

Diamètre nominal de la préparation de tuyauterie	*Pièce de transition (Item 3)*		*Raccord de la pièce de transition (Item 2)*	*Espace de dégagement minimum pour le compteur*			
	Diamètre nominal	*Longueur**	*Type de raccord*	*Dessus (A)*	*Dessous (B)*	*Derrière (C)*	*Devant (D)*
20 mm (3/4 po)	20 mm (3/4 po)	229 mm (9 po)	Union de compteur	300 mm (12 po)	100 mm (4 po)	100 mm (4 po)	100 mm (4 po)
25 mm (1 po)	25 mm (1 po)	273 mm (10 3/4 po)				125 mm (5 po)	125 mm (5 po)
40 mm (1 1/2 po)	40 mm (1 1/2 po)	330 mm (13 po)	Bride ovale (2 boulons)	400 mm (16 po)	150 mm (6 po)	150 mm (6 po)	150 mm (6 po)
50 mm (2 po)	50 mm (2 po)	432 mm (17 po)					

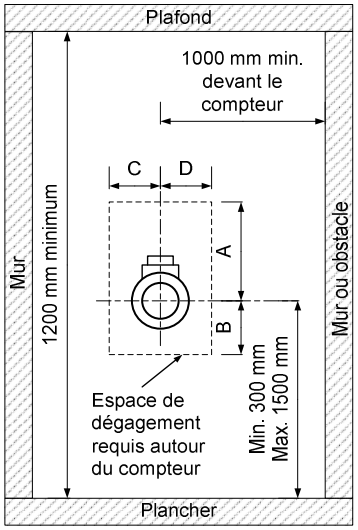
*Les dimensions présentées peuvent différer du gabarit fourni afin de répondre au besoin opérationnel de la Ville



MONTAGE VERTICAL (Aucune échelle)



MONTAGE HORIZONTAL (Aucune échelle)



VUE DE PROFIL DU COMPTEUR (Aucune échelle)

Identification du matériel:

1 - Robinet d'isolation en amont du compteur et/ou robinet d'arrêt situé à l'entrée du branchement d'eau général du bâtiment (voir la note C7 à la feuille 2 de 4).
2 - Raccord (union ou bride) pour compteur.
3 - Pièce de transition (tuyauterie temporaire préfabriquée, en remplacement du compteur)
Les dimensions présentées peuvent différer du gabarit fourni par la Ville afin de répondre au besoin opérationnel.
4 - Robinet d'isolation en aval du compteur, et/ou robinet d'isolation en amont du dispositif antirefoulement.
5 - Dispositif antirefoulement (DAR).
6 - Robinet d'isolation en aval du dispositif antirefoulement.
7 - Compteur.
8 - Mise à la terre (continuité électrique de la tuyauterie) (voir la note C6 à la feuille 2 de 4).
9 - Assemblage préfabriqué d'installation de compteur.
10- Tamis.

Notes :

- Voir les notes générales aux feuilles 2 et 3 pour les détails entourant la préparation de la tuyauterie et l'installation du compteur.
- Voir la liste de matériel à la feuille 3 pour les détails concernant le matériel et les composantes admissibles.
- Si le compteur est installé dans une chambre de compteur, se référer au croquis 004 pour les exigences supplémentaires.
- Tout raccordement à un réseau d'alimentation en eau potable doit être protégé contre les dangers de contamination conformément aux codes et normes applicables (Code de sécurité, CSA-B64.10, etc.).

Notes générales

Point d'installation :

A1. La représentation de la tuyauterie existante sur le croquis n'est qu'à titre indicatif et peut être différente de la configuration de plomberie du bâtiment. Toutefois, les normes d'installations mentionnées dans ce document doivent être respectées, peu importe la configuration de la tuyauterie existante.

A2. Le compteur ne doit mesurer que la consommation d'eau potable et non la consommation d'eau de protection incendie. Si le bâtiment est équipé de conduites de protection incendie, le compteur doit être installé sur le branchement d'eau potable.

A3. Aucun branchement, autre que celui de protection incendie ou de consommation purement résidentielle, n'est permis en amont du compteur.

A4. Le compteur doit être installé à moins de 3 mètres de l'entrée d'eau du bâtiment.

A5. Toute conduite entre l'entrée d'eau du bâtiment et le compteur (incluant la voie de dérivation "bypass" si applicable) doit être facilement accessible pour une inspection visuelle de la conduite.

A6. Aucun équipement, tel un dispositif antirefoulement, clapet, régulateur de pression, robinet de régulation, n'est permis en amont du compteur, sauf dans le cas où il y a un branchement purement résidentiel en amont du compteur. Le cas échéant, les équipements pourront être situés en amont du branchement purement résidentiel.

A7. Les voies de dérivation sont interdites, sauf pour les immeubles répondant aux exigences de l'article 11.
Si approuvés, les raccordements à la conduite principale doivent être à l'extérieur des robinets d'isolation du compteur. Le choix du diamètre de la voie de dérivation est laissé à la discrétion de l'usager. La voie de dérivation a pour seul but d'éviter l'interruption de service lors de travaux d'entretien sur le compteur par le personnel de la Ville. Le robinet de dérivation est à l'usage exclusif du personnel de la Ville et scellé par ceux-ci en position fermée. Aucune connexion ne peut être faite en amont du robinet de dérivation.

Emplacement :

B1. Le compteur doit être installé dans un endroit facilement accessible, à l'abri de la submersion, de la vibration, du gel et des hautes températures (la température doit se situer entre 5^{o} et 40^{o} C). Des dégagements minimaux de 1200 mm en hauteur et de 1000 mm devant le compteur sont requis pour l'accès au compteur et doivent être libres de toute obstruction.

B2. Le compteur doit être installé à une hauteur comprise entre 300 mm et 1 500 mm par rapport au sol.

B3. Un espace de dégagement autour du compteur et de ses raccords doit être fourni et maintenu, même lors de l'utilisation des assemblages préfabriqués d'installation de compteur.

B4. Le compteur doit être accessible en tout temps. Un espace libre adéquat devant le compteur et ses robinets d'isolation et de dérivation doit être fourni. S'il est installé dans une cloison ou tout endroit fermé, une porte d'accès peut être installée (voir feuille 4 pour exemples typiques).

Installation :

C1. L'installation doit être conforme au Code de construction du Québec, chap.III - plomberie, dernière édition.

C2. Une pièce de transition (section droite de tuyauterie préfabriquée de même longueur que le compteur) doit être installée par l'usager et sera remplacée par le compteur fourni par la Ville.

C3. Le compteur, ou la pièce de transition qui le remplace, doit être obligatoirement installé à l'horizontale. D'autre part, le compteur doit être installé de manière à ce que le registre soit orienté vers le haut.

C4. Des raccords (à union ou à bride) doivent être installés de chaque côté de la pièce de transition pour faciliter et standardiser le remplacement de celle-ci par le compteur. Ces raccords doivent être compatibles avec la pièce de transition. Les brides ovales doivent être installées de manière à ce que l'axe des boulons soit sur un plan horizontal.

C5. L'utilisation d'assemblage préfabriqué d'installation de compteur "meter horn", "meter setter", "meter yoke" est permise, à la condition que les parois de la tuyauterie de l'entrée et de la sortie soient distinctes, telles que montrées au croquis de la feuille 1. Il doit être fabriqué par un manufacturier reconnu et prévu pour cet usage, car aucun agencement maison n'est permis. Les robinets d'isolation du compteur peuvent être incorporés à l'assemblage. Si un robinet de dérivation est permis par la Ville, il peut être incorporé à l'assemblage, mais doit être verrouillable en position fermée.

C6. La continuité électrique de la tuyauterie doit être assurée en tout temps, même lors du retrait de la pièce de transition ou du compteur. Si un assemblage préfabriqué d'installation de compteur n'est pas utilisé, une mise à la terre permanente adéquate doit être installée de part et d'autre des raccords du compteur.

C7. Un robinet d'isolation doit être installé en amont et en aval du compteur. Aucun autre raccord n'est permis entre ces deux robinets, sauf ceux prescrits par la présente norme. Dans le cas où il n'y a aucun branchement entre le robinet d'arrêt du bâtiment et l'emplacement du compteur, le robinet d'arrêt du bâtiment peut servir, s'il est de type à bille, de robinet d'isolation du compteur du côté amont.

(voir suite des normes d'installation sur la feuille 3)

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau**	Échelle	Révision
	Titre **Norme de préparation de tuyauterie**	N/A	12
	Préparation de tuyauterie pour un diamètre de 20 mm (3/4 po) à 50 mm (2 po)	Numéro de dessin Croquis_001	Feuille 2 de 4

Notes générales

Installation (suite) :

C8. Les robinets d'isolation du compteur doivent être de type à bille et peuvent être installés à l'horizontale ou à la verticale.

C9. Les robinets d'isolation et de dérivation doivent être maintenus en bon état de fonctionnement.

C10. Le calorifugeage des nouvelles conduites et composantes peut être exécuté par le propriétaire, mais seulement à la suite de l'installation du compteur. Cependant, le registre du compteur doit demeurer accessible en tout temps. Tous les sceaux doivent être encore visibles malgré l'installation du calorifuge. Le calorifuge ne peut être collé sur les composantes fournies par la Ville. Il sera enlevé lors d'un remplacement de composante ou si jugé nécessaire par la Ville.

C11. La tuyauterie doit être supportée de part et d'autre de la pièce de transition ou du compteur, au minimum, à l'aide de serres ou d'étriers fixés à des suspentes ou des supports en forme de U, ancrer au sol, au mur ou au plafond.

C11.1 La tuyauterie en cuivre ou en laiton doit être isolée électriquement des serres ou des étriers s'ils ne sont pas eux-mêmes en cuivre ou en laiton.

C11.2 Les suspentes ou les supports doivent être suffisanment espacés des raccords pour permettre la manipulation des unions ou des boulons, dans le cas de brides, lors d'une intervention sur le compteur.

C12. Prévoir toutes les ouvertures nécessaires pour le passage d'un câble d'un diamètre de 6 mm (1/4 po) reliant le compteur au module de transmission qui sera monté au mur à l'extérieur du bâtiment à proximité du compteur.

C13. Les boulons, écrous et rondelles utilisés pour fixer le compteur doivent être fabriqués en acier inoxydable, grade 316.

Liste de matériel et composantes admissibles

ITEMS 1 et 4 - ROBINETS D'ISOLATION DU COMPTEUR

Type	Corps	Garniture d'étanchéité	Sphère	Siège	Poignée de manœuvre	Assemblage
Robinet à bille de classe 125, orifice à passage intégral ("full port"), à tige inéjectable conforme à la norme MSS-SP110	Laiton	PTFE	Laiton plaqué chrome	PTFE	Acier recouvert de vinyle	Fileté, soudé, serti ou compression

ITEM 2 - RACCORDS DE LA PIÈCE DE TRANSITION

Diamètre de la tuyauterie	Type de raccord à la pièce de transition	Type de raccord à la tuyauterie	Matériel
20 mm (3/4 po)	Union pour compteur 20 mm (3/4 po)	Soudé, serti	Cuivre, bronze
25 mm (1 po)	Union pour compteur 25 mm (1 po)		
40 mm (1 1/2 po)	Bride ovale 2 boulons		
50 mm (2 po)	Bride ovale 2 boulons		

ITEM 3 - PIÈCE DE TRANSITION ("SPOOL")

Diamètre nominal	Type de raccord	Longueur	Commentaire
20 mm (3/4 po)	Fileté 1 po mâle	229 mm (9 po)	Fourni par la Ville
25 mm (1 po)	Fileté 1 1/4 po mâle	273 mm (10 3/4 po)	
40 mm (1 1/2 po)	Bride ovale 2 boulons	330 mm (13 po)	
50 mm (2 po)	Bride ovale 2 boulons	432 mm (17 po)	

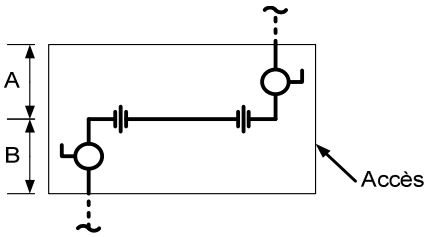
ASSEMBLAGE PRÉFABRIQUÉ D'INSTALLATION DE COMPTEUR (optionnel)

Diamètre de la tuyauterie	Type de raccord à la pièce de transition	Type de raccord à la tuyauterie	Matériel
20 mm (3/4 po)	Union pour compteur 20 mm (3/4 po)	Fileté, soudé ou serti	Cuivre, bronze
25 mm (1 po)	Union pour compteur 25 mm (1 po)		
40 mm (1 1/2 po)	Bride ovale 2 boulons		
50 mm (2 po)	Bride ovale 2 boulons		

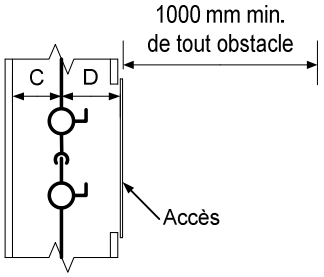
ROBINET DE DÉRIVATION (optionnel)

Diamètre de la tuyauterie	Type de robinet	Type de raccords	Verouillable	Matériel
20 mm (3/4 po)	Bille	Fileté, soudé, serti ou compression	Oui	Cuivre, bronze
25 mm (1 po)				
40 mm (1 1/2 po)				
50 mm (2 po)				

MONTAGES TYPIQUES

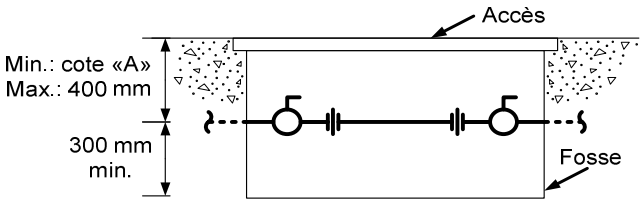


Vue de face

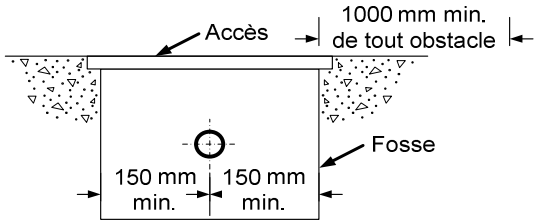


Vue de côté

Montage dissimulé dans un mur

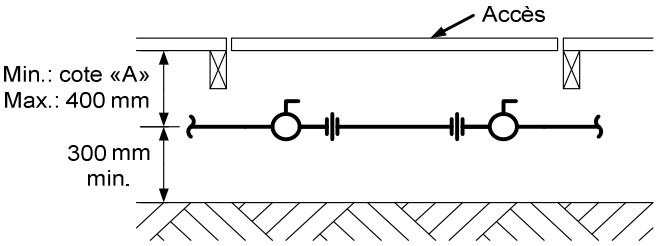


Coupe longitudinale

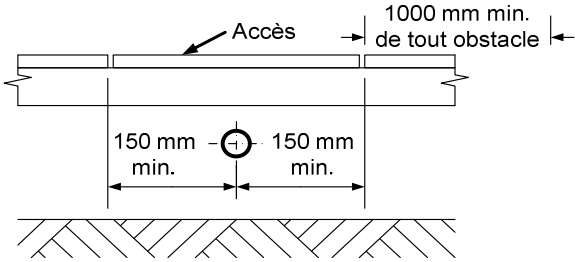


Coupe transversale

Montage dissimulé dans une dalle sur sol

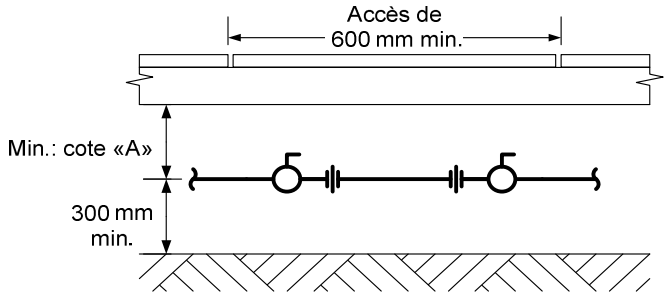


Coupe longitudinale

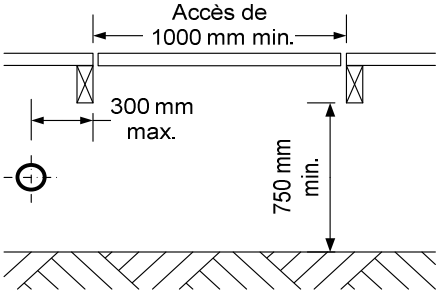


Coupe transversale

Montage dissimulé sous un plancher



Coupe longitudinale



Coupe transversale

Montage en retrait dissimulé sous un plancher

Note : Dimensions selon le tableau de la feuille 1.

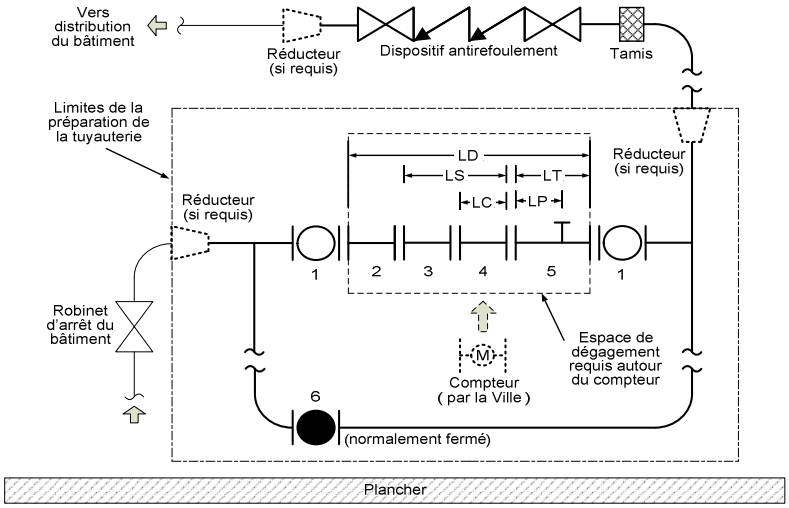
Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau des ICI**	Échelle	Révision
	Titre **Norme de préparation de tuyauterie**	N/A	12
	Préparation de tuyauterie pour un diamètre de 20 mm (3/4 po) à 50 mm (2 po)	Numéro de dessin Croquis_001	Feuille 4 de 4

ANNEXE B - NORMES TECHNIQUES

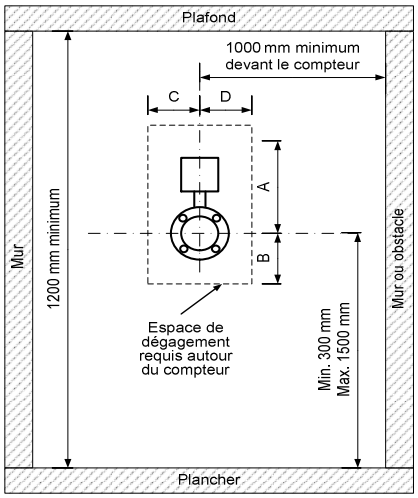
TABLEAU DES DIMENSIONS

Diamètre nominal de la préparation de tuyauterie	*Longueur des composantes de la préparation de tuyauterie*					*Espace de dégagement minimum requis autour du compteur*			
	Longueur minimale de section droite de tuyauterie (LD)	*Longueur de la pièce de transition (LS)**	*Longueur du té de test (LT)*	*Longueur du compteur (LC)*	*Longueur minimale de la bride au port d'essai (LP)*	*Dessus (A)*	*Dessous (B)*	*Derrière (C)*	*Devant (D)*
50 mm (2 po)	625 mm (24,6 po)	432 mm (17 po)	200 mm (7,9 po)	200 mm (7,9 po)	125 mm (4,9 po)	410 mm (16,3 po)	343 mm (13,5 po)	180 mm (7 po)	180 mm (7 po)
75 mm (3 po)	1070 mm (42,1 po)	483 mm (19 po)	380 mm (15 po)	200 mm (7,9 po)	220 mm (8,7 po)	410 mm (16,3 po)	343 mm (13,5 po)	180 mm (7 po)	180 mm (7 po)
100 mm (4 po)	1310 mm (51,8 po)	584 mm (23 po)	475 mm (18,7 po)	250 mm (9,8 po)	275 mm (10,8 po)	440 mm (17,5 po)	356 mm (14 po)	225 mm (9 po)	225 mm (9 po)
150 mm (6 po)	1810 mm (71,3 po)	685 mm (27 po)	750 mm (29,5 po)	300 mm (11,8 po)	450 mm (17,7 po)	440 mm (17,5 po)	356 mm (14 po)	225 mm (9 po)	225 mm (9 po)

*Les dimensions présentées peuvent différer du gabarit fourni afin de répondre au besoin opérationnel de la Ville



VUE EN ÉLÉVATION
(Aucune échelle)



VUE DE PROFIL DU COMPTEUR
(Aucune échelle)

Identification du matériel:

1 - Robinet d'isolation du compteur (à passage intégral)
2 - Manchon en amont du compteur (voir la note C2 à la feuille 2 de 3)
3 - Pièce d'ajustement pour compteur électromagnétique
4 - Pièce de transition (voir la note C4 à la feuille 2 de 3)
5- Té de test avec port d'essai et bouchon (voir la note C5 à la feuille 2 de 3)
6- Robinet de dérivation

Notes :

- Le terme "préparation de tuyauterie" désigne la section de tuyauterie à modifier afin de recevoir le compteur et les composantes associées au compteur (réducteurs, robinets d'isolation, dérivation, etc.). Voir la zone encadrée dans la vue en élévation ci-haut.
- Voir les notes générales aux feuilles 2 et 3 pour les détails entourant la préparation de la tuyauterie et l'installation du compteur.
- Voir la liste de matériel à la feuille 3 pour les détails concernant le matériel et les composantes admissibles.
- Si le compteur est installé dans une chambre de compteur, se référer au croquis 004 pour les exigences supplémentaires.
- Tout raccordement à un réseau d'alimentation en eau potable doit être protégé contre les dangers de contamination conformément aux codes et normes applicables (Code de sécurité, CSA-B64.10, etc.).

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau des ICI**	Échelle	Révision
	Titre	N/A	13
	Norme de préparation de tuyauterie	Numéro de dessin	Feuille
	Préparation de tuyauterie pour un diamètre de 50 mm (2 po.) à 150 mm (6po.)	Croquis_002	1 de 3

Notes générales

Point d'installation :

A1. La représentation de la tuyauterie existante sur le croquis n'est qu'à titre indicatif et peut être différente de la configuration de plomberie du bâtiment. Toutefois, les normes d'installations mentionnées dans ce document doivent être respectées, peu importe la configuration de la tuyauterie existante.

A2. Le compteur ne doit mesurer que la consommation d'eau potable et non la consommation d'eau de protection incendie. Si le bâtiment est équipé de conduites de protection incendie, le compteur doit être installé sur le branchement d'eau potable.

A3. Aucun branchement, autre que celui de protection incendie ou de consommation purement résidentielle, n'est permis en amont du compteur.

A4. Le compteur doit être installé à moins de 3 mètres de l'entrée d'eau du bâtiment.

A5. Toute conduite entre l'entrée d'eau du bâtiment et le compteur, incluant la voie de dérivation "bypass", doit être facilement accessible pour une inspection visuelle de la conduite.

A6. Aucun équipement, tel un dispositif antirefoulement, clapet, régulateur de pression, robinet de régulation, n'est permis en amont du compteur, sauf dans le cas où il y a un branchement purement résidentiel en amont du compteur. Le cas échéant, les équipements pourront être situés en amont du branchement purement résidentiel.

A7. Une voie de dérivation permanente doit obligatoirement être installée parallèlement au compteur. Les raccordements à la conduite principale doivent être à l'extérieur des robinets d'isolation du compteur. La voie de dérivation doit être de même diamètre ou d'un diamètre inférieur à la conduite principale seulement si l'usage est pour de l'eau domestique. La voie de dérivation a pour seul but d'éviter l'interruption de service lors de travaux d'entretien sur le compteur par le personnel de la Ville. Le robinet de dérivation est à l'usage exclusif du personnel de la Ville et scellé par celui-ci en position fermée. Aucun raccordement ne peut être fait en amont du robinet de dérivation.

A8. Préférablement, le compteur doit être installé sur la conduite principale et la voie de dérivation installée en parallèle à la conduite principale.

Emplacement :

B1. Le compteur doit être installé dans un endroit facilement accessible, à l'abri de la submersion, de la vibration, du gel et des hautes températures (la température doit se situer entre 5^{o} et 40^{o} C). Des dégagements minimaux de 1 200 mm en hauteur et de 1 000 mm devant le compteur sont requis pour l'accès au compteur et doivent être libres de toute obstruction.

B2. Le compteur doit être installé à une hauteur comprise entre 300 mm et 1 500 mm par rapport au sol.

B3. Un espace de dégagement autour du compteur et de ses raccords doit être fourni et maintenu.

B4. Le compteur doit être accessible en tout temps. Un espace libre adéquat devant le compteur et ses robinets d'isolation et de dérivation doit être fourni. S'il est installé dans une cloison ou tout endroit fermé, une porte d'accès peut être installée.

B5. Une prise d'alimentation électrique à 120 Vca doit être fournie (lorsque requis par le directeur) pour le compteur et ses équipements, tel que stipulé dans le règlement RCG 07-031. La prise doit être située à moins de 5 mètres du compteur.

Installation :

C1. L'installation doit être conforme au Code de construction du Québec, chap.III - plomberie, dernière édition.

C2. Le manchon en amont du compteur, la pièce de transition et le té de test doivent être installés à l'horizontale, avoir la longueur minimale de section droite de tuyauterie mentionnée au tableau des dimensions (LD) et respecter les spécifications de la présente norme.

C3. Le manchon en amont du compteur doit être équipé d'un raccord à bride du côté du compteur.

C4. La pièce de transition doit être équipée de raccords à brides, et avoir la longueur exacte mentionnée au tableau des dimensions (LC). Elle sera remplacée lors de l'installation du compteur.

C5. Le té de test doit être équipé d'un raccord à bride du côté du compteur et avoir la longueur exacte mentionnée au tableau des dimensions (LT). Le port d'essai doit être de 50mm (2 po) de diamètre avec un bouchon mâle fileté, localisé à la distance minimale mentionnée au tableau des dimensions (LP) et installé sur le dessus de la conduite.

C6. Un robinet d'isolation doit être installé en amont et en aval du compteur. Aucun autre raccordement n'est permis entre ces deux robinets, sauf ceux prescrits par la présente norme.

C7. Les robinets d'isolation du compteur doivent être à passage intégral et peuvent être installés à l'horizontale ou à la verticale.

(voir suite des normes d'installation sur la feuille 3)

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau des ICI**	Échelle	Révision
	Titre	N/A	13
	Norme de préparation de tuyauterie		
	Préparation de tuyauterie pour un diamètre de 50 mm (2 po.) à 150 mm (6po.)	Numéro de dessin	Feuille
		Croquis_002	2 de 3

Notes générales

Installation (suite) :

C8. Le robinet de dérivation peut être installé à l'horizontale ou à la verticale. La Ville y apposera un mécanisme de scellement en position fermée.

C9. Les robinets d'isolation et de dérivation doivent être maintenus en bon état de fonctionnement.

C10. Le calorifugeage des nouvelles conduites et composantes peut être exécuté par le propriétaire, mais seulement à la suite de l'installation du compteur. Cependant, les accessoires suivants doivent demeurer accessibles en tout temps : le registre du compteur et l'extrémité du port d'essai du té de test. Tous les sceaux doivent être encore visibles malgré l'installation du calorifuge. Le calorifuge ne peut être collé sur les composantes fournies par la Ville. Il sera enlevé lors d'un remplacement de composante ou si jugé nécessaire par la Ville.

C11. La tuyauterie doit être supportée convenablement et permettre le démontage de la pièce de transition sans devoir ajouter de supports additionnels. Il doit y avoir au moins trois supports, deux sous ou à l'extérieur des robinets d'isolation ainsi qu'un sur le té de test. Aucun support ne doit être installé sur le manchon en amont du compteur et sur la pièce de transition.

C11,1 La tuyauterie doit être supportée à l'aide de socles, de serres ou d'étriers fixés à des suspentes ou des supports en forme de U, ancrer au sol, au mur ou au plafond.

C11,2 La tuyauterie en cuivre ou en laiton doit être isolée électriquement des serres ou des étriers s'ils ne sont pas eux-mêmes en cuivre ou en laiton.

C11,3 Les suspentes ou les supports doivent être suffisanment espacés des brides pour permettre la manipulation des boulons lors d'une intervention sur le compteur.

C12. Prévoir toutes les ouvertures nécessaires pour le passage d'un câble d'un diamètre de 6 mm (1/4 po) reliant le compteur au module de transmission qui sera monté au mur à l'extérieur du bâtiment à proximité du compteur.

C13. Si un appareil de plomberie autre qu'un robinet vanne ou à bille (robinet papillon, dispositif antirefoulement, clapet, régulateur de débit, etc.) doit être installé en amont du compteur, un redresseur d'écoulement "flow straightener" doit être installé entre l'appareil et le manchon en amont du compteur.

C14. Les boulons, écrous et rondelles utilisés pour fixer le compteur doivent être fabriqués en acier inoxydable, grade 316.

Liste de matériel et composantes admissibles

ITEM 1 - ROBINET D'ISOLATION DU COMPTEUR

Diamètre nominal	Type	Corps	Siège	Poignée de manœuvre	Assemblage	Dispositif de verrouillage
50 mm et plus (2 po et plus)	À Bille, Classe 600 Orifice à passage intégral ("full port") Tige inéjectable Conforme à la norme MSS-SP110	Laiton, sphère plaquée chrome	PTFE	Acier recouvert de vinyle	Fileté, soudé, à bride, serti ou à rainure avec collier	Aucun
75 mm et plus (3 po et plus)	À Vanne, Classe 125 Conforme aux normes: ANSI / AWWA C110/A21.10, ANSI / AWWA C550, ANSI / ASME B16.1, AWWA C-509, NSF-61	Fonte	Élastique	Volant de manoeuvre	À bride ou à rainure avec collier	Aucun

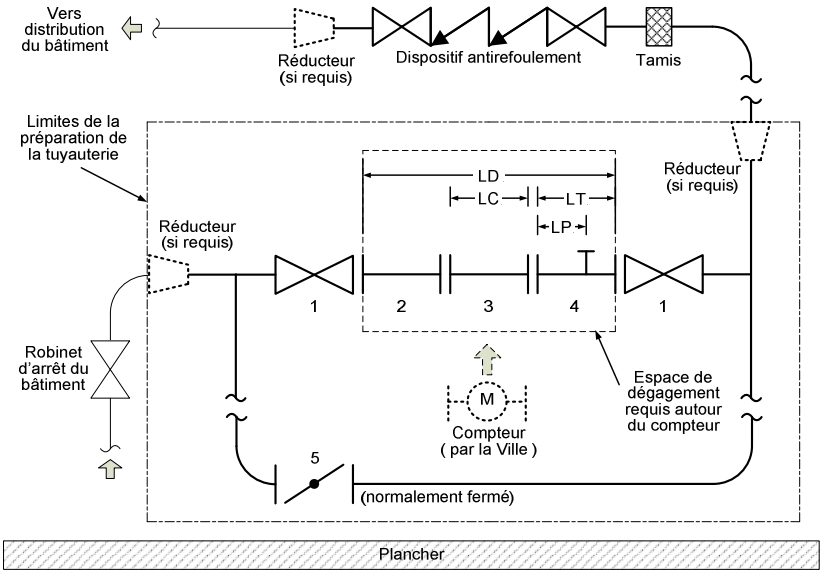
ITEM 5 - ROBINET DE DÉRIVATION

Diamètre nominal	Type	Corps	Siège	Poignée de manœuvre	Assemblage	Dispositif de verrouillage
38 mm et plus (1 /2 po et plus)	À Bille, Classe 600 Tige inéjectable Conforme à la norme MSS-SP110	Laiton, sphère plaquée chrome	PTFE	Acier recouvert de vinyle	Fileté, soudé, à bride, serti ou à rainure avec collier	Aucun
75 mm et plus (3 po et plus)	À Vanne (Identique à l'item 1)					Aucun
	À Papillon en fonte ductile, 125 PSI Arbre en acier inoxydable 416 Conforme aux normes MSS-SP67 et API609	Fonte	Buna-N ou EPDM	Levier de manœuvre	Entre 2 brides (wafer type) ou à rainure avec collier	Aucun

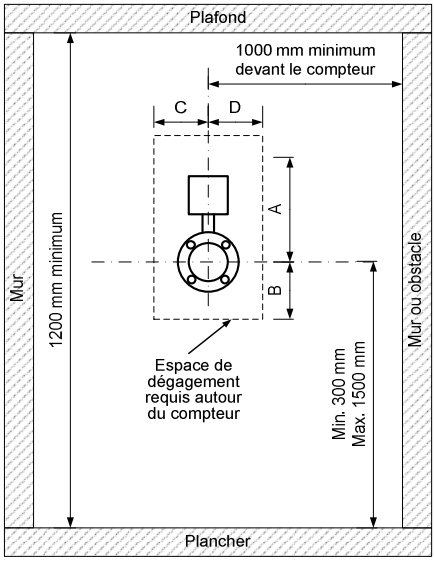
TABLEAU DES DIMENSIONS

Diamètre nominal de la préparation de tuyauterie	*Longueur des composantes de la préparation de tuyauterie*				*Espace de dégagement minimum requis autour du compteur*			
	Longueur minimale de section droite de tuyauterie (LD)	*Longueur de la pièce de transition (LC)**	*Longueur du té de test (LT)*	*Longueur minimale de la bride au port d'essai (LP)*	*Dessus (A)*	*Dessous (B)*	*Derrière (C)*	*Devant (D)*
200 mm (8 po)	2200 mm (86,6 po)	350 mm (13,8 po)	1025 mm (40,4 po)	625 mm (24,6 po)	500 mm (19,8 po)	405 mm (16 po)	350 mm (13,8 po)	350 mm (13,75 po)
250 mm (10 po)	2750 mm (108,3 po)	450 mm (17,7 po)	1275 mm (50,2 po)	775 mm (30,5 po)	500 mm (19,8 po)	520 mm (20,5 po)	370 mm (14,5 po)	370 mm (14,5 po)
300 mm (12 po)	3300 mm (130 po)	500 mm (19,7 po)	1550 mm (61 po)	950 mm (37,4 po)	535 mm (21 po)	535 mm (21 po)	395 mm (15,5 po)	395 mm (15,5 po)

*Les dimensions présentées peuvent différer du gabarit fourni afin de répondre au besoin opérationnel de la Ville



VUE EN ÉLÉVATION
(Aucune échelle)



VUE DE PROFIL DU COMPTEUR
(Aucune échelle)

Identification du matériel:

1 - Robinet d'isolation du compteur (vanne)
2 - Manchon en amont du compteur (voir la note C3 à la feuille 2)
3 - Pièce de transition (voir la note C4 à la feuille 2)
4 - Té de test avec port d'essai et bouchon (voir la note C5 à la feuille 2)
5 - Robinet de dérivation (bille, vanne, papillon)

Notes :

- Le terme "préparation de tuyauterie" désigne la section de tuyauterie à modifier afin de recevoir le compteur et les composantes associées au compteur (réducteurs, robinets d'isolation, dérivation, etc.). Voir la zone encadrée dans la vue en élévation ci-haut.
- Voir les notes générales aux feuilles 2 et 3 pour les détails entourant la préparation de la tuyauterie et l'installation du compteur.
- Voir la liste de matériel à la feuille 3 pour les détails concernant le matériel et les composantes admissibles.
- Si le compteur est installé dans une chambre de compteur, se référer au croquis 004 pour les exigences supplémentaires.
- Tout raccordement à un réseau d'alimentation en eau potable doit être protégé contre les dangers de contamination conformément aux codes et normes applicables (Code de sécurité, CSA-B64.10, etc.).

Notes générales

Point d'installation :

A1. La représentation de la tuyauterie existante sur le croquis n'est qu'à titre indicatif et peut être différente de la configuration de plomberie du bâtiment. Toutefois, les normes d'installations mentionnées dans ce document doivent être respectées, peu importe la configuration de la tuyauterie existante.

A2. Le compteur ne doit mesurer que la consommation d'eau potable et non la consommation d'eau de protection incendie. Si le bâtiment est équipé de conduites de protection incendie, le compteur doit être installé sur le branchement d'eau potable.

A3. Aucun branchement, autre que celui de protection incendie ou de consommation purement résidentielle, n'est permis en amont du compteur.

A4. Le compteur doit être installé à moins de 3 mètres de l'entrée d'eau du bâtiment.

A5. Toute conduite entre l'entrée d'eau du bâtiment et le compteur, incluant la voie de dérivation "bypass", doit être facilement accessible pour une inspection visuelle de la conduite.

A6. Aucun équipement, tel un dispositif antirefoulement, clapet, régulateur de pression, robinet de régulation, n'est permis en amont du compteur, sauf dans le cas où il y a un branchement purement résidentiel en amont du compteur. Le cas échéant, les équipements pourront être situés en amont du branchement purement résidentiel.

A7. Une voie de dérivation permanente doit obligatoirement être installée parallèlement au compteur. Les raccordements à la conduite principale doivent être à l'extérieur des robinets d'isolation du compteur. La voie de dérivation doit être de même diamètre ou d'un diamètre inférieur à la conduite principale seulement si l'usage est pour de l'eau domestique. La voie de dérivation a pour seul but d'éviter l'interruption de service lors de travaux d'entretien sur le compteur par le personnel de la Ville. Le robinet de dérivation est à l'usage exclusif du personnel de la Ville et scellé par celui-ci en position fermée. Aucun raccordement ne peut être fait en amont du robinet de dérivation.

A8. Préférablement, le compteur doit être installé sur la conduite principale et la voie de dérivation installée en parallèle à la conduite principale.

Emplacement :

B1. Le compteur doit être installé dans un endroit facilement accessible, à l'abri de la submersion, de la vibration, du gel et des hautes températures (la température doit se situer entre 5^{o} et 40^{o} C). Des dégagements minimaux de 1 200 mm en hauteur et de 1 000 mm devant le compteur sont requis pour l'accès au compteur et doivent être libres de toute obstruction.

B2. Le compteur doit être installé à une hauteur comprise entre 300 mm et 1500 mm par rapport au sol.

B3. Un espace de dégagement autour du compteur et de ses raccords doit être fourni et maintenu.

B4. Le compteur doit être accessible en tout temps. Un espace libre adéquat devant le compteur et ses robinets d'isolation et de dérivation doit être fourni. S'il est installé dans une cloison ou tout endroit fermé, une porte d'accès peut être installée.

B5. Une prise d'alimentation électrique à 120 Vca doit être fournie pour le compteur (lorsque requis par le directeur) et ses équipements, tel que stipulé dans le règlement RCG 07-031. La prise doit être située à moins de 5 mètres du compteur.

Installation :

C1. L'installation doit être conforme au Code de construction du Québec, chap.III - plomberie, dernière édition.

C2. Le manchon en amont du compteur, la pièce de transition et le té de test doivent être installés à l'horizontale, avoir la longueur minimale de section droite de tuyauterie mentionnée au tableau des dimensions (LD) et respecter les spécifications de la présente norme.

C3. Le manchon en amont du compteur doit être équipé d'un raccord à bride du côté du compteur.

C4. La pièce de transition doit être équipée de raccords à brides, et avoir la longueur exacte mentionnée au tableau des dimensions (LC). Elle sera remplacée lors de l'installation du compteur.

C5. Le té de test doit être équipé d'un raccord à bride du côté du compteur et avoir la longueur exacte mentionnée au tableau des dimensions (LT). Le port d'essai doit être de 50mm (2 po) de diamètre avec un bouchon mâle fileté, localisé à la distance minimale mentionnée au tableau des dimensions (LP) et installé sur le dessus de la conduite.

C6. Un robinet d'isolation doit être installé en amont et en aval du compteur. Aucun autre raccordement n'est permis entre ces deux robinets, sauf ceux prescrits par la présente norme.

C7. Les robinets d'isolation du compteur doivent être à passage intégral et peuvent être installés à l'horizontale ou à la verticale.

(voir suite des normes d'installation sur la feuille 3)

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau des ICI**	Échelle	Révision
	Titre	N/A	13
	Norme de préparation de tuyauterie	Numéro de dessin	Feuille
	Préparation de tuyauterie pour un diamètre de 200 mm (8 po.) à 300 mm (12 po.)	Croquis_003	2 de 3

Notes générales

Installation (suite) :

C8. Le robinet de dérivation doit être de type à vanne, à bille ou papillon, et peut être installé à l'horizontale ou à la verticale. La Ville y apposera un mécanisme de scellement en position fermée.

C9. Les robinets d'isolation et de dérivation doivent être maintenus en bon état de fonctionnement.

C10. Le calorifugeage des nouvelles conduites et composantes peut être exécuté par le propriétaire, mais seulement à la suite de l'installation du compteur. Cependant, les accessoires suivants doivent demeurer accessibles en tout temps : le registre du compteur et l'extrémité du port d'essai du té de test. Tous les sceaux doivent être encore visibles malgré l'installation du calorifuge. Le calorifuge ne peut être collé sur les composantes fournies par la Ville, et il sera enlevé lors d'un remplacement de composante ou si jugé nécessaire par la Ville.

C11. La tuyauterie doit être supportée convenablement et permettre le démontage de la pièce de transition sans devoir ajouter de supports additionnels. Il doit y avoir au moins trois supports, deux sous ou à l'extérieur des robinets d'isolation ainsi qu'un sur le té de test. Aucun support ne doit être installé sur le manchon en amont du compteur et sur la pièce de transition.

C11.1 La tuyauterie doit être supportée à l'aide de socles, de serres ou d'étriers fixés à des suspentes ou des supports en forme de U, ancrer au sol, au mur ou au plafond.

C11.2 La tuyauterie en cuivre ou en laiton doit être isolée électriquement des serres ou des étriers s'ils ne sont pas eux-mêmes en cuivre ou en laiton.

C11.3 Les suspentes ou les supports doivent être suffisanment espacés des brides pour permettre la manipulation des boulons lors d'une intervention sur le compteur.

C12. Prévoir toutes les ouvertures nécessaires pour le passage d'un câble d'un diamètre de 6 mm (1/4 po) reliant le compteur au module de transmission qui sera monté au mur à l'extérieur du bâtiment à proximité du compteur.

C13. Si un appareil de plomberie autre qu'un robinet vanne ou à bille (robinet papillon, dispositif antirefoulement, clapet, régulateur de débit, etc.) doit être installé en amont du compteur, un redresseur d'écoulement "flow straightener" doit être installé entre l'appareil et le manchon en amont du compteur.

C14. Les boulons, écrous et rondelles utilisés pour fixer le compteur doivent être fabriqués en acier inoxydable, grade 316.

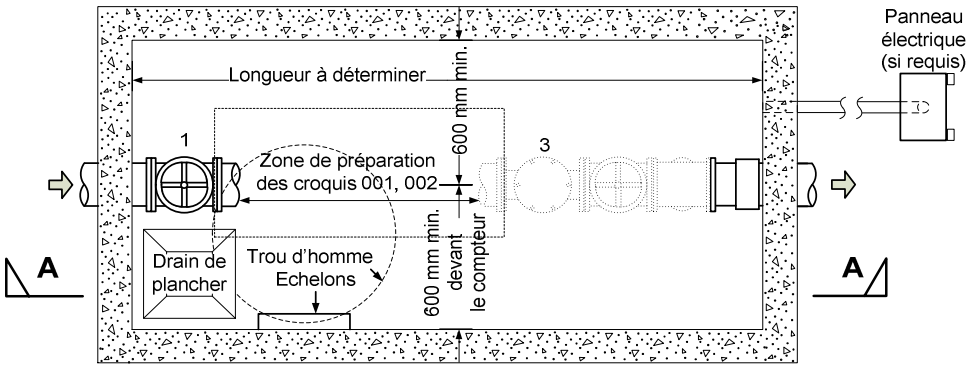
Liste de matériel et composantes admissibles

ITEM 1 - ROBINET D'ISOLATION DU COMPTEUR

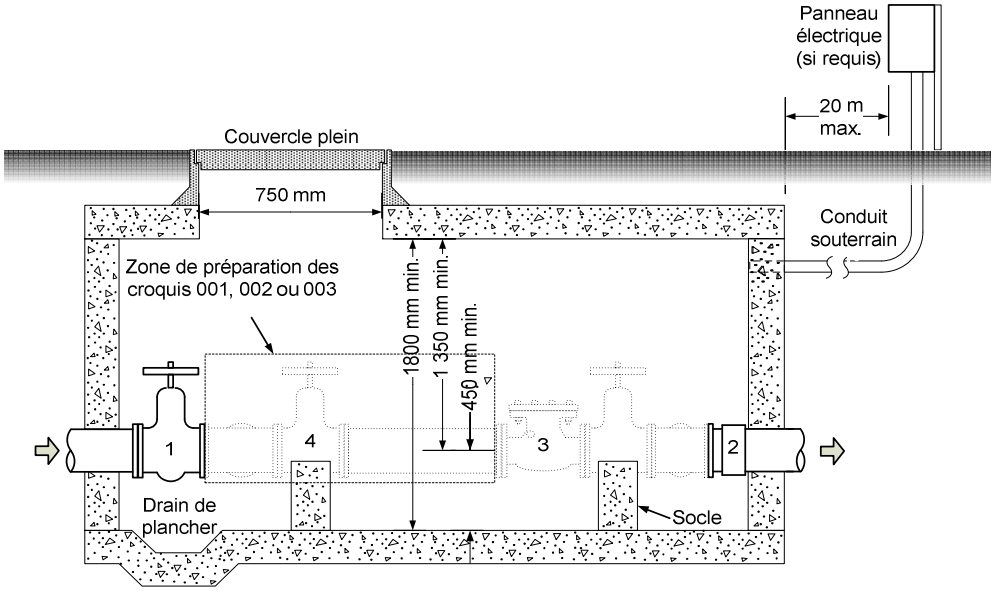
Diamètre nominal	Type	Corps	Siège	Poignée de manœuvre	Assemblage	Dispositif de verrouillage
200 mm et plus (8 po. et plus)	À Vanne, Classe 125 Conforme aux normes: ANSI / AWWA C110/A21.10, ANSI / AWWA C550, ANSI / ASME B16.1, AWWA C-509, NSF-61	Fonte	Élastique	Volant de manoeuvre	À bride ou à rainure avec collier	Aucun

ITEM 5 - ROBINET DE DÉRIVATION

Diamètre nominal	Type	Corps	Siège	Poignée de manœuvre	Assemblage	Dispositif de verrouillage
150 mm et plus (6 po et plus)	À Bille, Classe 600 Tige inéjectable Conforme à la norme MSS-SP110	Laiton, sphère plaquée chrome	PTFE	Acier recouvert de vinyle	Fileté, soudé, à bride, serti ou à rainure avec collier	Aucun
	À Vanne (Identique à l'item 1)					Aucun
	À Papillon en fonte ductile, 125 PSI Arbre en acier inoxydable 416 Conforme aux normes MSS-SP67 et API609	Fonte	Buna-N ou EPDM	Levier de manœuvre	Entre 2 brides (wafer type) ou à rainure avec collier	Aucun



VUE EN PLAN
(Aucune échelle)



VUE EN ÉLÉVATION
(Coupe A-A , aucune échelle)

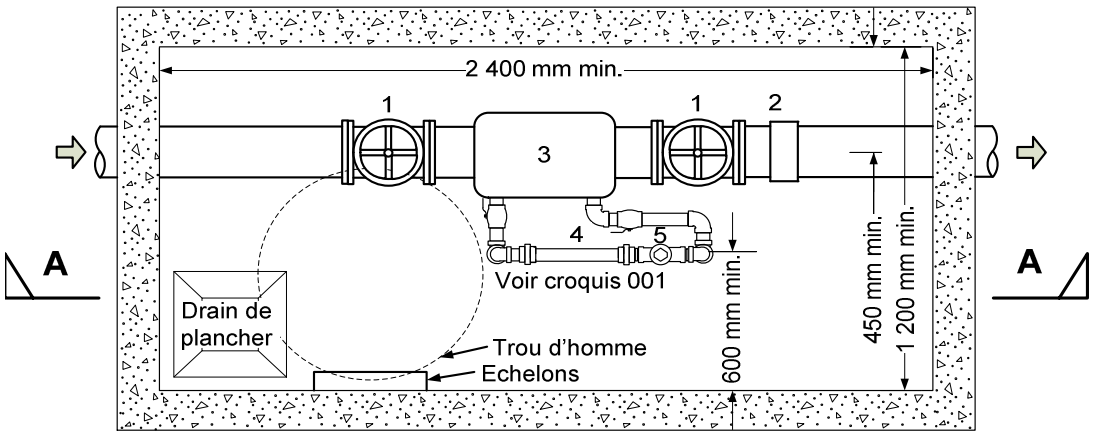
Identification du matériel:

1 - Robinet d'arrêt de la Ville, requis lorsqu'aucun robinet n'est installé en amont de la chambre
2 - Manchon
3- Clapet de retenu simple (Référence à l'aticle 8.1; seul le clapet est représenté pour alléger le croquis)
4- Robinet d'isolation en amont du compteur représenté sur les croquis 001, 002 et 003.

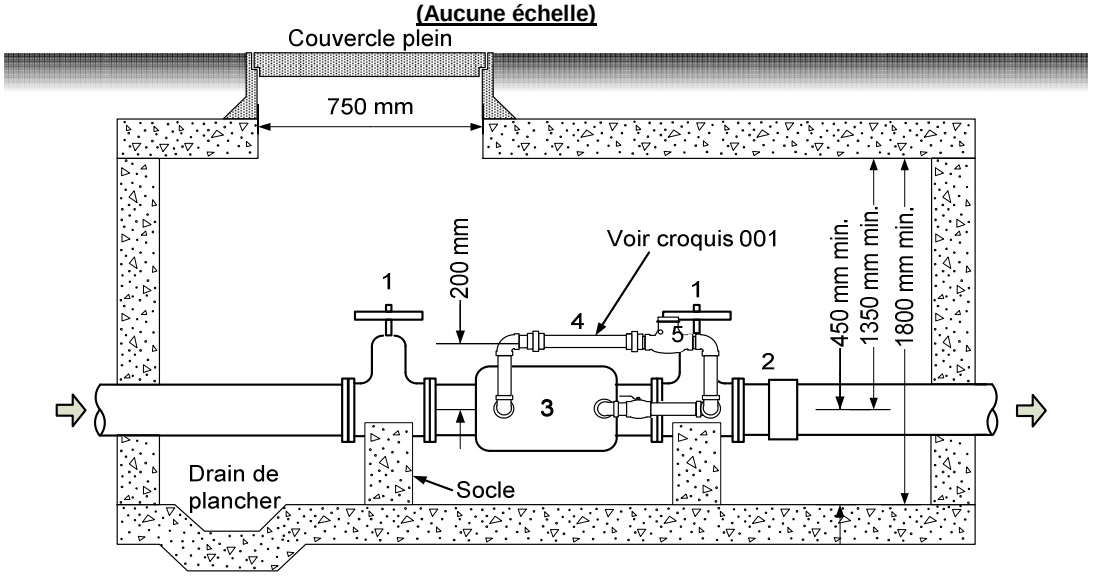
Notes :

- Se référer aux croquis 001, 002 ou 003 pour les détails et exigences de la préparation de tuyauterie. Cependant, les dimensions indiquées sur le présent croquis ont préséances sur celles indiquées aux croquis 001, 002 ou 003.
- Le robinet d'isolation en amont et en aval du compteur doit être ancré dans le mur à l'aide de 2 tiges du même diamètre que les boulons des brides.
- Le drainage doit être conforme à la Directive 001 du Ministère du Développement Durable de l'Environnement et des Parcs.
- Dans le cas d'un branchement d'eau combiné, voir croquis 006.
- Tout raccordement à un réseau d'alimentation en eau potable doit être protégé contre les dangers de contamination conformément aux codes et normes applicables (Code de sécurité, CSA-B64.10, etc.).

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau des ICI**	Échelle	Révision
	Titre **Norme de préparation de tuyauterie**	N/A	6
	Chambre de compteur Branchement d'eau potable Mesure de consommation	Numéro de dessin	Feuille
		Croquis_004	1 de 1



VUE EN PLAN
(Aucune échelle)



VUE EN ÉLÉVATION
(Coupe A-A , aucune échelle)

Identification du matériel:

1 - Robinet d'isolation
2 - Manchon
3 - Soupape de retenue ou dispositif antirefoulement aux fins de détection de fuite, approuvé UL, ULC ou FM.
4- Pièce de transition ("spool") (Tuyauterie temporaire préfabriquée, en remplacement du compteur).
5- Clapet de retenu simple (Référence à l'aticle 8.1; seul le clapet est représenté pour alléger le croquis)

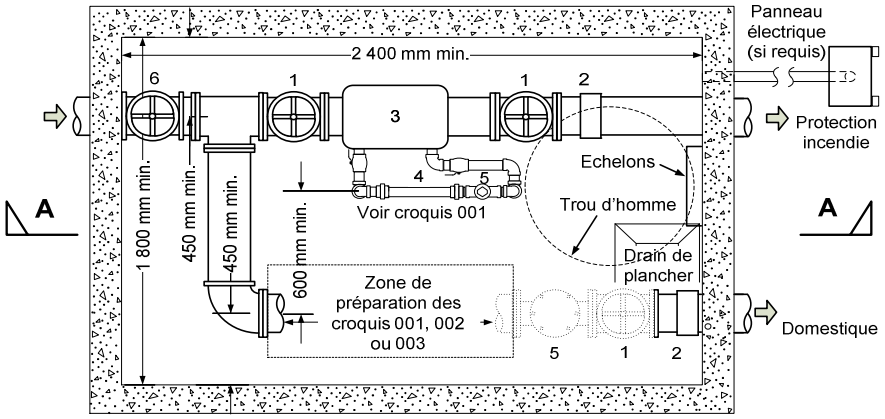
⋈ ⋈

Notes :

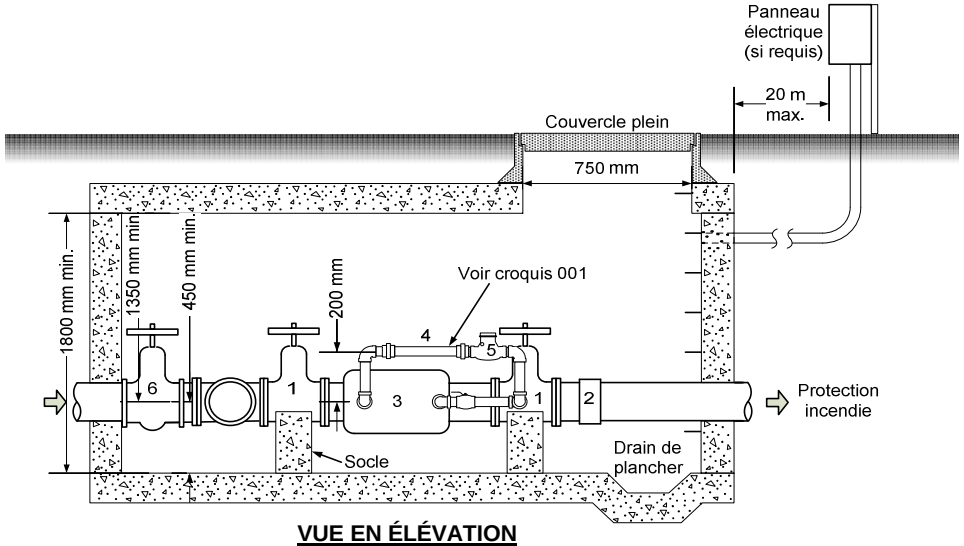
- Se référer aux croquis 001, 002 ou 003 pour les détails et exigences de la préparation de tuyauterie. Cependant, les dimensions indiquées sur le présent croquis ont préséances sur celles indiquées aux croquis 001, 002 ou 003.
- Le robinet d'isolation en amont de la soupape de retenue doit être ancré dans le mur en amont à l'aide de 2 tiges du même diamètre que les boulons des brides.
- Le drainage doit être conforme à la Directive 001 du Ministère du Développement Durable de l'Environnement et des Parcs.
- Dans le cas d'un branchement d'eau combiné, voir croquis 006.
- Tout raccordement à un réseau d'alimentation en eau potable doit être protégé contre les dangers de contamination conformément aux codes et normes applicables (Code de sécurité, CSA-B64.10, etc.).

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Mesure de la consommation de l'eau des ICI**	Échelle	Révision
	Titre	N/A	5
	Norme de préparation de tuyauterie	Numéro de dessin	Feuille
	Chambre de compteur Branchement protection incendie Détection de fuite	Croquis_005	1 de 1

ANNEXE B - NORMES TECHNIQUES



VUE EN PLAN
(Aucune échelle)



VUE EN ÉLÉVATION
(Coupe A-A , aucune échelle)

Identification du matériel:

1 - Robinet d'isolation
2 - Manchon
3 - Soupape de retenue ou dispositif antirefoulement aux fins de détection de fuite, approuvé UL, ULC ou FM.
4- Pièce de transition ("spool") (Tuyauterie temporaire préfabriquée, en remplacement du compteur).
5- Clapet de retenu simple (Référence à l'aticle 8.1; seul le clapet est représenté pour alléger le croquis)
6- Robinet d'arrêt

Notes :

- Les robinets d'isolation en amont de la soupape de retenue et du compteur de mesure de consommation doivent être ancrés dans le mur en amont à l'aide de 2 tiges du même diamètre que les boulons des brides. Cette note ne s'applique pas aux robinets d'isolation soudés à la tuyauterie.
- Le robinet d'isolation en aval du compteur de mesure de consommation doivent être ancrés dans le mur en aval à l'aide de 2 tiges du même diamètre que les boulons des brides. Cette note ne s'applique pas aux robinets d'isolation soudés à la tuyauterie.
- Le diamètre du branchement d'eau potable n'est montré qu'à titre d'exemple. Ce dernier peut être de diamètre différent.
- Le drainage doit être conforme à la Directive 001 du Ministère du Développement Durable de l'Environnement et des Parcs.
- La préparation de la tuyauterie pour recevoir un compteur, pour l'eau destinés aux autres besoins que la protection incendie, doit suivre les exigences des croquis 001, 002, 003 tel que requis par le règlement. Les espaces de dégagement montrés aux croquis doivent être libre de tout obstacle. Les dimensions indiquées sur le présent croquis ont préséances sur celles indiquées aux croquis 001, 002, 003. L'accès à la chambre doit être installé entre les deux conduites.
- Tout raccordement à un réseau d'alimentation en eau potable doit être protégé contre les dangers de contamination conformément aux codes et normes applicables (Code de sécurité, CSA-B64.10, etc.).

Mesure de la consommation de l'eau dans les Industries, Commerces et Institutions	**Norme de préparation de tuyauterie**	Échelle	Révision
		N/A	5
	Chambre de compteur Branchement d'eau combiné Mesure de consommation et détection de fuite	Numéro de dessin	Feuille
		Croquis_006	1 de 1

Annexe C
Consommation réputée maximale

Diamètre nominal de la conduite (mm)	*Consommation journalière maximale (m³/jour)*
20 ou moins	86
25	150
40	310
50	530
80	1 200
100	2 400
150	5 400
200	9 600
250	15 000
300	21 000
350	28 000

ANNEXE D
QUESTIONNAIRE FICHE D'INFORMATION
SECTION - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Préposé : _____ Date : _____ Nº Formulaire : _____

1.1 - Instructions

- **Ce questionnaire sert à recueillir les informations nécessaires à la sélection et au dimensionnement approprié des compteurs.**

1.2 - Renseignements généraux

- **Veuillez compléter les informations ci-dessous.**

Coordonnées du bâtiment : Code UEF _____

Adresse _____

Arrondissement / Ville _____ Code postal _____

Nom de l'occupant principal du bâtiment _____

Enumérer les usages principaux du bâtiment _____

Langue de communication future _____

Propriétaire principal :

Nom, prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____ Code postal _____

Nº Téléphone _____ Nº Cellulaire _____

Nº Télécopieur (fax) _____ Courriel _____

Contact principal (si différent du propriétaire principal) :

Nom, prénom _____ Entreprise _____

Titre _____

Nº Téléphone _____ Nº Cellulaire _____

Nº Télécopieur (fax) _____ Courriel _____

Fiche d'information remplie par (propriétaire ou son mandataire):

Nom, prénom _____ Entreprise _____

Nº Téléphone _____ Nº Cellulaire _____

Nº Télécopieur (fax) _____ Courriel _____

1.3 - Usages du bâtiment

- **Veuillez compléter les informations ci-dessous.**

- Indiquer par un "X" la vocation principale de la partie I.C.I. (non résidentielle) du bâtiment.

_____ Industrielle _____ Commerciale _____ Institutionnelle

- Si le bâtiment comporte une partie résidentielle, inscrire le nombre d'unités de logement.

_____ Nombre d'unités de logement

- Le bâtiment est-il une salle de spectacle, un théâtre, un cinéma, une école, un stade, un centre sportif, un aréna, un hôtel ou un motel ?

_____ Oui _____ Non

- Indiquer par un «X» si le réseau d'eau potable domestique du bâtiment alimente des équipements destinés à la protection incendie.

_____ Equipements de protection incendie alimentés par le branchement potable (gicleurs, cabinet sec, etc.)

1.4 - Notes

- **Indiquer ici toute correction ou information complémentaire.**

ANNEXE D
QUESTIONNAIRE FICHE D'INFORMATION
SECTION - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Préposé : _____ Date : _____ Nº Formulaire : _____

1.5 - Inventaire des branchements d'eau du bâtiment

Définition : Chaque conduite d'eau potable, d'eau de protection incendie ou des deux combinées, qui est raccordée directement au réseau de distribution de la Ville, sans passer par un autre bâtiment, et qui achemine l'eau au bâtiment est considérée comme un branchement.

- **Veuillez remplir le tableau des branchements ci-dessous en y inscrivant tous les branchements desservant le bâtiment.**

TABLEAU DES BRANCHEMENTS							
Numéro d'identification du branchement	Type de branchement (Potable, Incendie, Combiné)	Diamètre du branchement (po)	Matériel (Acier galvanisé, Cuivre, CPVC, Fonte, Plomb, Autre)	Nom de la rue du branchement	Emplacement de l'entrée du branchement dans l'immeuble	Robinet d'arrêt intérieur fonctionnel	Robinet d'arrêt extérieur fonctionnel
1							
2							
3							
4							

1.6 - Compteurs d'eau existants

- **Y a-t-il un ou des compteur(s) d'eau installé(s) dans le bâtiment ou dans une chambre de compteur extérieure ?** _____ Oui _____ Non
  Si vous avez répondu Oui, remplir le tableau suivant. Sinon, passer directement à la section 1.7.

TABLEAU DES COMPTEURS EXISTANTS					
Numéro identifi-cation compteur	Branchement alimentant le compteur*	Usage du compteur **	Diamètre du compteur (po)	Longueur du compteur (po)	Marque, modèle et numéro de série
1					
2					
3					
4					
5					

*** Numéro d'identification du branchement inscrit dans le tableau des branchements à la section 1.5.**

**** USAGE DU COMPTEUR :**

1) Appareil de refroidissement, climatisation, réfrigération, etc.
2) Détection de fuite protection incendie, dans une chambre extérieure
3) Branchement principal, à l'intérieur du bâtiment
4) Branchement principal dans une chambre extérieure

1.7 - Point d'installation du compteur

Définition : Endroit sur la conduite d'eau où le compteur sera installé. Le compteur ne doit mesurer que la consommation d'eau potable I.C.I. , **et non** la consommation résidentielle ou l'eau de protection incendie (cabinet à boyau d'incendie, système d'extinction par gicleurs, etc.)

- **Veuillez remplir le tableau des points d'installations ci-dessous en y inscrivant les informations requises.**

TABLEAU DES POINTS D'INSTALLATION							
Identification du branchement alimentant le point d'installation*	Diamètre de la conduite au point d'installation (po)	Dispositif antirefoulement (DAR) existant		Usages alimentés par le point d'installation (I.C.I. seulement ou I.C.I. et résidentiel)	Emplacement du point d'installation ** (si différent de l'emplacement du branchement)	Présence d'amiante	Chambre de compteur (s) requise
		Type	Diamètre				

* Numéro d'identification du branchement inscrit dans le tableau des branchements à la section 1.5.
** Si l'adresse ou la porte permettant l'accès au point d'installation est différente de celle du bâtiment, fournir cette adresse et une description de l'emplacement.

ANNEXE E
FICHE AUTO-INSPECTION

Nom du propriétaire	**N° UEF:**
Adresse des travaux	
Croquis d'installation	

Section 1 - Préparation de tuyauterie

Robinet d'arrêt du bâtiment Diamètre

Étanchéité oui ☐ non ☐ remplacement ☐

Robinets d'isolations du compteur

Diamètre de la préparation:

Type à bille ☐ à vanne ☐

Raccords filetés ☐ soudés ☐ à brides ☐

Diamètre

Nombre

Adaptateurs de compteur

Raccord-unions filetés ☐ à brides ☐ Diamètre

Pièce de transition (spool) longueur Diamètre

Matériel

Dérivation (By-pass) voir note 1

Autorisation oui ☐ non ☐ Installée: oui ☐ non ☐

Robinet verrouillable Type à bille ☐ Diamètre

Section 2 - Dispositif antirefoulement

DAR installé DArPR ☐ DAr2CR ☐ N° série:

Vérification ☐

Rapport d'inspection ☐ Remis au propriétaire ☐

Étiqueté oui ☐ non ☐

Diamètre

Tamis installé oui ☐ non ☐ Diamètre

Nom et numéro du vérificateur

Section 3 - Général

Valve de surpression installée		oui ☐	non ☐
Mise à la terre installée		oui ☐	non ☐
Support	adéquat	oui ☐	non ☐
Dégagement	respecté	oui ☐	non ☐
Étanchéité	bonne	oui ☐	non ☐

Pression du système (après DAR)

Section 4- Compteur d'eau

Numéro du compteur existant Numéro du nouveau compteur

Lecture du compteur existant Lecture du nouveau compteur

Unité de mesure: Usgpm ☐ Gpm ☐ M3 ☐ Pi3 ☐ Unité de mesure

Diamètre pouce Diamètre pouce

Le compteur existant a été réinstallé (oui/non)

Date	
Entreprise	
Nom	
Signature	

Annexe G
Types d'usage autorisés pour une voie de dérivation.

Codes d'utilisations	***Description***
3915	Atelier de mécanicien-dentiste
6539	Autres centres de services sociaux.
6519	Autres services médicaux et de santé
7512	Centre de santé
6533	Centre de services sociaux (C.S.S. et C.R.S.S.S.)
6517	Clinique médicale (cabinet de médecins généralistes)
6542	Maison pour personnes en difficulté
1543	Maison pour personnes retraitées autonomes
1541	Maison pour personnes retraitées non autonomes
6516	Sanatorium, maison de convalescence et maison de repos
6515	Service de laboratoire dentaire
6514	Service de laboratoire médical
6572	Service de physiothérapie
6564	Service de podiatrie
8221	Service de vétérinaires (animaux de ferme)
6598	Service de vétérinaires (animaux domestiques)
6512	Service dentaire
6513	Service d'hôpital
8222	Service d'hôpital pour les animaux
6518	Service d'optométrie
6565	Service d'orthopédie

Montréal

ANNEXE H
INVENTAIRE

Nº Formulaire :

1.1 - Instructions

- **Veuillez remplir les cases ombragées de tous les appareils alimentés par le point d'installation du futur compteur.**
  Veuillez remplir une fiche d'inventaire par point d'installation

TABLEAU 1.2 - Inventaire des appareils courants consommant de l'eau				Quantité	Unité alimentation (USGPM)	TOTAL (USGPM)
Baignoire					8	
Bidet					2	
Douche avec 1 seul pommeau (si la douche est dans la baignoire, ne rien inscrire pour la douche)					2,2	
Douche avec plus d'un pommeau					10	
Évier de cuisine, résidentiel					2,2	
Évier de cuisine, commercial ou de service					4	
Fontaine à boire					1	
Lavabo					1,5	
Lave-vaisselle résidentiel					2	
Lave-vaisselle commercial, lave-verre					3	
Machine à laver domestique ou commerciale					6	
Toilette à réservoir de chasse					4	
Toilette à soupape de chasse (sans réservoir)					35	
Urinoir à réservoir de chasse					4	
Urinoir à soupape de chasse (sans réservoir)					10	
	Pour les boyaux de nettoyage et les robinets extérieurs, n'incsrire que ceux qui sont utilisés plus de 2 heures par mois.	Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	3/8 (po)		3	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	1/2 (po)		5	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	5/8 (po)		9	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	3/4 (po)		12	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	1 (po)		20	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	1 1/4 (po)		30	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	1 1/2 (po)		45	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	2 (po)		75	
		Boyau de nettoyage (inscrire diamètre)	3 (po)		200	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	3/8 (po)		4	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	1/2 (po)		5	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	5/8 (po)		12	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	3/4 (po)		16	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	1 (po)		27	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	1 1/4 (po)		40	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	1 1/2 (po)		60	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	2 (po)		100	
		Robinet extérieur (inscrire diamètre)	3 (po)		260	
			TOTAL			

Montréal

ANNEXE H
INVENTAIRE

Nº Formulaire :

TABLEAU 1.3 - Inventaire des autres appareils consommant de l'eau	Quantité	Unité alimentation (USGPM)	TOTAL (USGPM)
Réfrigérateurs ou congélateurs refroidis à l'eau (Inscrire la puissance du moteur du compresseur en H.P. dans la colonne "Quantité")		0,84	
Climatiseur hydro-réfrigéré (inscrire le nombre de tonnes de climatisation dans la colonne "Quantité")		1	
Compresseur à air refroidi à l'eau (Inscrire la puissance du moteur du compresseur en H.P. dans la colonne "Quantité")		0,2	
Système d'irrigation ou d'arrosage extérieur (S'il est en fonction pendant la période de haute consommation du reste du bâtiment, inscrire le débit d'eau max. total en USGPM * dans la colonne "Unité alimentation". Sinon, ne rien inscrire.)			
Tour évaporatrice (inscrire la quantité totale de tonnes de climatisation dans la colonne "Quantité")		0,09	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 3/8 pouce		5	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 1/2 pouce		11	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 5/8 pouce		12	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 3/4 pouce		16	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 1 pouce		27	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 1 1/4 pouce		41	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 1 1/2 pouce		57	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 2 pouces		99	
Piscine, pataugeoire, fontaine décorative, etc. avec un tuyau d'alimentation de 3 pouces		260	
Lave-auto manuel (nombre de stations de lavage)		4	
Lave-auto automatique (nombre de stations. Considérer 2 stations dans le cas d'un tunnel de lavage)		32	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 3/8 pouce		5	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 1/2 pouce		11	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 5/8 pouce		12	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 3/4 pouce		16	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 1 pouce		27	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 1 1/4 pouce		41	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 1 1/2 pouce		57	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 2 pouces		99	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 3 pouces		260	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 4 pouces		444	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 6 pouces		989	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 8 pouces		1698	
Machine à laver industrielle avec un tuyau d'alimentation de 10 pouces		2658	
Autre : (Description) (Inscrire le débit d'eau maximal total des appareils en USGPM * dans la colonne " Unité d'alimentation ")			
TOTAL			

* USGPM : Gallon US par minute. 1 USGPM = 3,785 litres par minute, ou 0,227 mètre cube par heure.

Je, soussigné, confirme que les renseignements fournis du présent formulaire sont exacts et complets.

Propriétaire ou son gestionnaire

Nom, prénom _____ Signature _____ Date _____

Annexe I

Estimation de la somme des demandes de pointe des appareils consommant de l'eau de l'ensemble des établissements situés dans un immeuble utilisé en partie à des fins résidentielles.

Demande de pointe (QPM)	2,3 m³/h (10 gal US)
Pression théorique	414 kPa (60 PSI)
Méthode d'estimation	Fondée sur la méthode des demandes de pointe par appareil
Référence	American Water Works Association Manuel de pratiques d'approvisionnement en eau M22 *Dimensionnement des branchements de service et des compteurs d'eau - Deuxième édition*

Méthode de calcul pour obtenir l'estimation de la demande de pointe maximale pour les établissements du bâtiment :

Étape 1 : Inventaire des appareils de plomberie

Compléter les tableaux 1.2 et 1.3 de l'annexe H du présent règlement avec tous les appareils présents dans les établissements de l'immeuble visé.

Étape 2 : Calcul des débits de pointes des appareils

Multiplier le nombre d'appareils par l'unité d'alimentation correspondant pour le tableau 1.2 et le tableau 1.3.

Étape 3 : Calcul de la demande de pointe des charges variables (Q12)

Faire la somme totale des unités d'alimentation du tableau 1.2. Le résultat de cette opération est identifié à titre de variable Q12 dans les calculs subséquents.

Étape 4 : Calcul de la demande de pointe des charges fixes (Q13)

Faire la somme totale des unités d'alimentation du tableau 1.3. Le résultat de cette opération est identifié à titre de variable Q13 dans les calculs subséquents.

Étape 5 : Calcul de la demande de pointe pondéré (Q12P)

Prendre le total des unités d'alimentation du tableau 1.2 (Q12) et appliquer la formule correspondante au cas qui lui est décrit :

1. L'établissement est une salle de spectacle, un théâtre, un cinéma, une école, un stade, un centre sportif, un aréna, un hôtel, un motel;

   ou

   L'établissement contient au moins une toilette à soupape de chasse;

ou

L'établissement contient au moins un urinoir à soupape de chasse.

Plages d'unités d'alimentation	Formules
$0 < Q12 < 45$	$\mathrm{Q12P} = \mathrm{Q12}$
$45 \leq \mathrm{Q12} \leq 1\,250$	$\mathrm{Q12P} = (-3 \times 10^{-5} \times \mathrm{Q12}^2) + (0.115 \times \mathrm{Q12}) + 39.145$
$1\,250 < Q12 \leq 13\,000$	$\mathrm{Q12P} = (-3 \times 10^{-7} \times \mathrm{Q12}^2) + (0.0114 \times \mathrm{Q12}) + 120.8$
$\mathrm{Q12} > 13\,000$	$\mathrm{Q12P} = \left((\mathrm{Q12} - 3000) \times \frac{68}{10000}\right) + 153$

2. Autre type d'établissement

Plages d'unités d'alimentation	Formules
$0 < Q12 < 25$	$\mathrm{Q12P} = (-0.0103 \times \mathrm{Q12}^2) + (0.9846 \times \mathrm{Q12}) - 0.18$
$25 \leq \mathrm{Q12} \leq 1\,250$	$\mathrm{Q12P} = (-3 \times 10^{-5} \times \mathrm{Q12}^2) + (0.0748 \times \mathrm{Q12}) + 16.19$
$\mathrm{Q12} > 1250$	$\mathrm{Q12P} = (-2 \times 10^{-8} \times \mathrm{Q12}^2) + (0.007 \times \mathrm{Q12}) + 56.204$

La variable Q12P constitue la demande de pointe maximale pondérée des établissements de l'immeuble visé.

Étape 5 : Somme totale de la demande de pointe maximale des établissements (QPM)

Prendre le résultat obtenu à l'étape 4 (Q13) et l'additionner au résultat obtenu à l'étape 5 (Q12P). La somme (QPUS) devient la demande de pointe maximale, en gallon américain, calculée pour l'ensemble des établissements du bâtiment. Appliquer la conversion afin d'obtenir la demande de pointe maximale en m³/ heure (1 gal US équivaut à 0.227 m³/ heure).

$$\mathrm{QPUS} = \mathrm{Q13} + \mathrm{Q12P}$$

$$\mathrm{QPM} = \mathrm{QPUS} \times 0.227$$

Le résultat QPM constitue la demande de pointe calculée pour l'ensemble des établissements de l'immeuble en m³/ heure.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1164213002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau".

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000$ afin de financer la réalisation des travaux prévus de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-02-29 09:54

Signataire : Jacques A. ULYSSE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164213002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau".

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau assure l'alimentation en eau potable de l'ensemble des seize (16) villes liées de l'agglomération et de la ville de Charlemagne. En contrepartie, les villes sont facturées pour leur consommation d'eau potable en vertu du règlement RCG 15-087 mis à jour chaque année.
Depuis 2001, année de référence de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable, la production d'eau potable par personne et par jour a diminué de 26%, résultat dépassant l'objectif fixé par la province avant l'échéance (moins 20% pour fin 2016).

Cependant, la capacité du Service de l'eau à facturer de manière fiable et équitable les différentes villes de l'agglomération est compromise par la détérioration significative de certaines chambres de compteurs et des compteurs eux-mêmes (significativement au-delà de leur durée de vie utile). En 2015, l'ensemble des chambres de mesure a été inspecté et diagnostiqué. Les chambres avec le plus de débit d'eau ont été priorisées - selon leur état - dans ce projet de reconstruction et réhabilitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Ce projet vise la reconstruction et la réhabilitation des chambres de mesure sur le réseau d’aqueduc incluant l’implantation de la télémesure et la mise aux normes selon les exigences provinciales pour la calibration in situ des compteurs d'eau.

JUSTIFICATION

Le parc de compteurs réseau et les chambres de compteurs ont souffert d'un manque d'entretien et de renouvellement depuis plusieurs années. Certaines chambres de compteurs, par mesure de sécurité, ne sont plus accessibles pour la lecture des compteurs. Compte tenu de l'état du parc de compteurs réseau, il n'est pas possible de mesurer les volumes d'eau potable consommés par chacune des villes liées. Il est de plus en plus nécessaire de faire des estimations. La situation actuelle fait peser un risque sur les devoirs et obligations du Service envers les villes clientes et envers les instances provinciales quant à la répartition équitable et rigoureuse des volumes d'eau consommés. Le volume d'eau consommé par Montréal étant déduit à partir des volumes d'eau consommés par les autres villes, Montréal peut souffrir financièrement d'un sous comptage des consommations des autres villes. Les imprécisions sur les volumes d'eau ont des conséquences sur les factures adressées aux villes, mais aussi en regard de leurs objectifs de réduction d'eau potable (dont dépend les subventions provinciales).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux du projet "chambres de compteurs - Réseau primaire" tel que prévu au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursements. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'assise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des régions en date du 26 novembre 2008, (2008) 140 G.O. II, 5967A. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou le volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet financé par ce règlement d'emprunt contribuera à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de permettre les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau.
.
Le rejet du projet empêcherait le renouvellement des chambres et des équipements de mesure, ce qui aurait des conséquences aussi en terme de fiabilité du réseau (rupture de conduites dans les chambres, bris de vannes ou de compteurs) ainsi qu'en termes de santé et sécurité (multiplication des interdictions d'accès aux chambres devenant dangereuses).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hervé LOGÉ
C/d Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-09

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE

Tél : 514 872-4023
Télécop. : 514 872-4269

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-02-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-02-29

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES CHAMBRES DE COMPTEURS D'EAU

Vu les articles 19, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui sont prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2008) 140 G.O.II, 5967A.

2. Un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD1164213002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164213002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les travaux de reconstruction et réhabilitation des chambres de compteurs d'eau".

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_Comptable_GDD1164213002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget

Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-23

Louise B LAMARCHE
Conseillère en gestion des ressources financieres C/E
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1163843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-02-28 17:04

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163843002**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* . Le potentiel fiscal est le critère de répartition qui s'applique par défaut, à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères.
Jusqu'au 31 décembre 2013, l'article 68 du décret 1229-2005 prévoyait que les coûts réels de l'alimentation en eau potable étaient partagés entre les villes desservies par l'agglomération de Montréal selon la consommation réelle. L'administration municipale a décidé de poursuivre en 2015, même si elle n'en avait pas l'obligation, la facturation d'une portion des coûts relatifs au service d'alimentation en eau potable aux villes liées en fonction de leur consommation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0361 - 28 mai 2015 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2014);
CG14 0226 - 1er mai 2014 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013);
CG13 0133 - 25 avril 2013 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2012);
CG12 0223 - 21 juin 2012 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2011).

DESCRIPTION

Le *Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015)* prévoit qu'au terme de l'exercice financier 2015, la Ville fixe, par règlement du conseil d'agglomération le taux définitif de la quote-part en fonction du coût relatif à l'alimentation en eau potable qu'elle a assurée sur le territoire des municipalités liées au cours de cet exercice financier. Ce règlement établit également les modalités de paiement ou de remboursement ainsi que le montant des intérêts.

JUSTIFICATION

Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015) prévoit que la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable est transmise au plus tard le 30 janvier 2015. Un ajustement du montant de la quote-part est effectué lorsque le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est fixé, au terme de l'exercice financier de 2015 et que la consommation réelle de chacune des municipalités liées est connue. Il équivaut à la différence entre la quote-part pour l'alimentation en eau potable et la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des municipalités liées, le taux est établi à 0,1178 $ par m^3 pour l'exercice financier de 2015.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Natalie GARNEAU
Conseillère - recettes fiscales

Tél : 514 868-4438
Télécop. : 514 872-8768

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-7795

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus
Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2016-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
Trésorier et directeur du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-02-25

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT FIXANT LE TAUX AU MÈTRE CUBE DE L'EAU EN FONCTION DES COÛTS RÉELS RELATIFS À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AUX FINS DE LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (EXERCICE FINANCIER DE 2015)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'article 3 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015) (RCG 14-036);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITION GÉNÉRALE

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coûts relatifs à l'alimentation en eau potable » : 73.65 % des charges relatives à l'exercice des compétences d'agglomération qui sont imputées aux activités Approvisionnement et traitement de l'eau potable et Réseau de distribution de l'eau potable de la fonction Hygiène du milieu, aux fins du rapport financier annuel 2015 de la Ville de Montréal conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« municipalité liée » : une municipalité visée à l'article 4 de la Loi.

CHAPITRE II
LA QUOTE-PART POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

2. Aux fins du financement des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées, le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est établi à 0,1178 $/m^3 pour l'exercice financier de 2015.

CHAPITRE III
ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier de 2015.

_____

FOURNITURE DE L'EAU POTABLE AUX VILLES LIÉES
EXERCICE 2015 - CALCUL DU COÛT RÉEL

(en milliers de dollars)

	Réel 2015
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	**51 684,1**
Réseau de distribution de l'eau potable	**22 057,6**
	73 741,7
Taux	73,65%
Coût direct de fourniture en eau potable	**54 310,8**
Volumes d'eau distribués nets (m3) - 2015	**461 009 516**
Tarif réel 2015 pour les villes liées	**0,1178 $/m3**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1156807002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2016, conformément au budget d'investissements autorisé par le Conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2016-2018.

Il est recommandé :
d'adopter dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2016, conformément au budget d'investissements autorisé par le Conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2016-2018.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-01-07 17:42

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156807002**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2016, conformément au budget d'investissements autorisé par le Conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2016-2018.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a octroyé à la Société du parc Jean-Drapeau, par le biais de son programme triennal d'immobilisations (PTI) 2016-2018, respectivement 15,0 M$, 15,0 M$ et 15,0 M$ pour les années 2016, 2017 et 2018 afin d'assurer la pérennité des installations, la sécurité des visiteurs, des usagers et des employés.
Programme de protection de l'actif immobilisé (Maintien d'actifs)

Le parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif. Aujourd'hui, 1,7 millions de visiteurs fréquentent annuellement le parc Jean-Drapeau, soit pour les équipements majeurs qui s'y trouvent (p. ex. Complexe aquatique, plage, Biosphère, Bassin olympique, etc.), pour la tenue de plus de 60 événements et activités qui s'y déroulent (p. ex. Fête des neiges, Week-ends du Monde, Piknic Électronik, Osheaga, Heavy Mtl, etc.) ou pour ses pistes cyclables et ses espaces verts.

Compte tenu de l'achalandage annuel, du nombre important et de la variété des activités, de même que de l'envergure des événements qui se tiennent sur le territoire du parc Jean-Drapeau, la Société, afin de réaliser sa mission, se doit d'offrir des installations et des infrastructures appropriées capables d'assurer le bon déroulement des activités et événements majeurs tout en étant sécuritaires pour les usagers et les employés. Faute de budget, les installations et les infrastructures de la Société sur le site sont vétustes et ont souffert au cours des années d'un déficit d'investissement (selon le rapport de vérification du vérificateur général de la Ville de Montréal des installations et infrastructures de la Société du parc Jean-Drapeau réalisé en 2010 et l'étude de SNC Lavalin). Par ailleurs, des bâtiments patrimoniaux nécessitent des travaux importants et urgents. Compte tenu de l'état des installations et des infrastructures ainsi que des risques qui en découlent, des

actions doivent être poursuivi en 2016 et les prochaines années en vue de corriger des situations problématiques. Par la suite, il importe que les installations et les infrastructures fassent l'objet d'un entretien constant, ainsi que des mises aux normes et à niveau qui s'imposent afin de contrer une détérioration prématurée. Ces opérations d'entretien prévues en 2016 sont une condition essentielle pour maintenir les infrastructures du Parc en bon état de fonctionnement et assurer la sécurité des lieux tout en préservant leurs valeurs historiques et patrimoniales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0344 - 4 mars 2015 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à procéder à la réalisation des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements dans le cadre de son programme de protection de l'actif immobilisé et de lui en rembourser les coûts, sur présentation des pièces justificatives, jusqu'à concurrence de 12,750 M$ pour l'année 2015, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2015-2017.
CE14 1779 - 19 novembre 2014 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à octroyer un contrat de 4 433 250 $, taxes incluses, pour les travaux de réaménagement des installations sportives du Bassin olympique, secteur du Quartier des athlètes, à Construction Socam, aux prix et aux conditions de sa soumission datée du 22 octobre 2014 et d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier.

CE14 1616 - 22 octobre 2014 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à procéder à la réalisation des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements dans le cadre de son programme de protection de l'actif immobilisé et de lui en rembourser les coûts, sur présentation des pièces justificatives, jusqu'à concurrence de 12,259 M$ pour l'année 2014, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2014/2016.

CE14 0880 - 4 juin 2014 - Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à octroyer un contrat de 2 249 439.82 $, comprenant toutes les taxes et contingences (15 %), pour les travaux de mise aux normes du réseau électrique moyenne-tension de l'île Notre-Dame (phase 3), à la firme « Néolect », aux prix et conditions de sa soumission datée du 7 avril 2014, conformément à l'appel d'offres public #20140110 et disponible au budget PTI "Mise aux normes du réseau électrique" de la Ville de Montréal, accordé à la Société du parc Jean-Drapeau.

CE13 1087 - 31 juillet 2013 – Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à octroyer un contrat de 3 454 625,25$, comprenant toutes les taxes et contingences (15%), pour les travaux de mise aux normes du réseau électrique moyenne-tension de l'île Notre-Dame (phase 2), à la firme « Transelec / Common inc. », aux prix et conditions de sa soumission datée du 28 mai 2013.

CE13 1088 - 31 juillet 2013 – Autoriser à la Société du parc Jean-Drapeau une dépense de 40,471 M$ afin de poursuivre les travaux relatifs à la réfection et au développement des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau et autoriser la Société à entreprendre les travaux et lui en rembourser le montant sur présentation des pièces justificatives, jusqu'à concurrence du montant prévu au PTI 2013, soit 40,471 M$.

CG13 0049 - 28 février 2013 - Adopter un budget supplémentaire de 76 673 000 $ au PTI 2013-2015, provenant du report des budgets d'immobilisations non utilisés de 2012, pour des projets identifiés par les services centraux, relevant du conseil d'agglomération, conformément aux documents joints au dossier décisionnel.

CE12 2057 - 12 décembre 2012 - Effectuer les travaux essentiels et urgents. Autoriser la SPJD à octroyer un contrat de 7 459 807,95 $ (incluant les taxes) pour le projet d'agrandissement et de mise aux normes du pavillon Hélène-de-Champlain à la firme "Les Entreprises QMD" aux prix et conditions de sa soumission datée du 15 août 2012. Autoriser le report des budgets non utilisés de 2012 à 2013. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier.

CE12 1919 - 28 novembre 2012 - Autoriser à la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) une dépense de 15 758 000 $ afin de poursuivre les travaux afférents à la réfection de bâtiments, d'équipements, du réseau électrique de l'île Notre-Dame et du réseau routier. Autoriser la SPJD à entreprendre les travaux et lui en rembourser le montant sur présentation des pièces justificatives, jusqu'à concurrence d'une somme de 15 758 000 $.

CG12 0333 - 21 septembre 2012 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2013-2015 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

CG12 0283 - 23 août 2012 - Autoriser la Société du Parc Jean-Drapeau à réaliser une dépense en immobilisations n'excédant pas 5 650 000 $ aux fins des travaux portant sur les infrastructures du réseau routier (2 653 550 $) ainsi que sur les infrastructures du réseau d'aqueduc et d'égouts (2 996 450 $) de la Ville, situé sur le territoire du Parc Jean-Drapeau. Autoriser un virement budgétaire de 2 653 550 $ provenant du PTI du Service des infrastructures, du transport et de l'environnement au PTI dédié à la Société du Parc Jean-Drapeau, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Approuver le projet de modification à la convention initiale intervenue le 27 octobre 2011 (CG11 0354) afin de refléter l'augmentation de 5 650 000 $ des travaux d'immobilisations confiés à la Société. Autoriser le principe du report en 2013 de tout solde non utilisé en 2012 du budget viré de 2 653 550 $.

CE11 0766 - 25 mai 2011 - Autoriser une dépense de 14 536 000 $ afin de procéder à la réalisation de travaux au parc Jean-Drapeau, relatifs au développement et à la sécurisation des bâtiments, des aménagements extérieurs, dont la mise aux normes du réseau électrique haute tension, et des équipements. Autoriser la SPJD à faire appel aux services professionnels de la Ville de Montréal dans le cadre de ce projet. Autoriser la SPJD à entreprendre les travaux et lui en rembourser le montant sur présentation des pièces justificatives jusqu'à concurrence de 14 536 000 $. Imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 15,0 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2016, conformément au budget d'investissements autorisée par le Conseil d'agglomération.
Dans le cadre de sa mission, la Société du parc Jean-Drapeau a entre autres responsabilités la gestion, le développement et la préservation des bâtiments et des équipements du parc Jean-Drapeau. Or, actuellement trois types d'actifs sont concernés par les travaux visant la sécurité des lieux : les bâtiments et installations, les aménagements extérieurs ainsi que le mobilier urbain et les équipements.

JUSTIFICATION

L'approbation par le gouvernement du Québec et le conseil d'agglomération du présent règlement d'emprunt permettra de réduire les délais administratifs lors de l'octroi de

contrats et, par conséquent, de réaliser plus rapidement les travaux et de financer les divers contrats futurs en évitant ainsi l'adoption de règlements d'emprunt à la pièce.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le programme de protection de l'actif immobilisé a été évalué à 15,0 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour l'année 2016. Ces travaux seront effectués par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). Les budgets sont déjà prévus à même l'enveloppe octroyée lors de la confection du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2016-2018.
Le montant de 15,0 M$ provenant du budget d'investissements autorisé dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2016-2018 se répartit ainsi :

No. De projet	No. Sous-projet	Description	No. Projet SIMON	2016 INVESTI
43010	1143010002	Bâtiments	135814	10 775 000 $
43010	1143010003	Aménagements	135816	2 000 000 $
43010	1143010004	Achats d'équipements	135817	2 225 000 $
				15 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces travaux demeurent importants pour assurer la sécurité des usagers et des employés, ainsi que le bon déroulement des activités et des événements se déroulant au parc Jean-Drapeau. Ils permettront en outre de maintenir un haut niveau de fréquentation dans un environnement plus adapté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L’ensemble des projets suivra le processus et la réglementation applicable en matière d’appels d’offres et d’octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.

La Société du parc Jean-Drapeau ne peut octroyer de contrats de plus de 2 millions de dollars à moins d'avoir préalablement reçu l'aval du comité exécutif, conformément à la convention la liant à la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mario - Ext DE FANTI
Directeur Finances et TI

Tél : 514-872-7326
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-02

Ronald CYR
Directeur général

Tél : 514 872-5574
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156807002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2016, conformément au budget d'investissements autorisé par le Conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2016-2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1156807002 - Réfection bâtiments aménag et équip Parc Jean-Drapeau.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-16

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 15 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES BÂTIMENTS, AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DU PARC JEAN-DRAPEAU, PILOTÉS PAR LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 15 000 000 $ est autorisé pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du Parc Jean-Drapeau, pilotés par la Société du Parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1156807002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 M$ afin de financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2016, conformément au budget d'investissements autorisé par le Conseil d'agglomération dans le cadre du PTI 2016-2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1156807002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste

Tél : 514-868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-04

Francine LEBOEUF
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514 872-0985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1160854001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Modification du PTI 2016-2018 et règlement R-164 autorisant un emprunt de 7 140 545 $ pour financer le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau

Il est recommandé
d'approuver la modification du PTI 2016-2018 et le règlement R-164 autorisant un emprunt de 7 140 545 $ pour financer le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01)

Signé par Sylvie - Ext TREMBLAY **Le** 2016-03-24 08:50

Signataire : Sylvie - Ext TREMBLAY

Secrétaire générale et directrice exécutive affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1160854001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Modification du PTI 2016-2018 et règlement R-164 autorisant un emprunt de 7 140 545 $ pour financer le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniele - Ext PORRET
Assistante - secrétaire

Tél : 514 280-5213
Télécop. : 514 280-6126

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-24

Christian - Ext PORTELANCE
Secrétaire général adjoint

Tél : 514 280-5203
Télécop. : 514 280-6126

RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Secrétariat général

stm

À l'usage du secrétariat général

Article de l'ordre du jour numéro : 10.1

Assemblée du : 2 MARS 2016

Résolution numéro : CA-2016-049

Recommandation

D'APPROUVER la modification du livre Programme triennal d'immobilisations 2016-2018, autorisant l'ajout du projet "Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau" sous la rubrique "Patrimoine immobilier et infrastructures" pour un montant de 7 140 545$, taxes nettes de ristournes et incluant les frais financiers.

D'APPROUVER un règlement d'emprunt autorisant le financement de 7 140 545$, taxes nettes de ristournes et incluant les frais financiers pour un terme maximal de dix (10) ans pour le projet "Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau".

D'AUTORISER la Société à renflouer dans son fonds général une somme maximale de 714 054$, soit dix pourcent (10%) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objets de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE: $ –

D.E. responsable : Ingénierie, infrast. et projets majeurs

Nom : François Chamberland

Titre : Directeur Exécutif

Date : 2016/02/22

Signature :

D.E. responsable : Planification, finances et contrôle

Nom Linda Lebrun

Titre Trésorier et directeur exécutif

Date : 22/2/2016

Signature : Linda Lebrun

Secrétaire de l'assemblée :

Exposé du besoin

Modification du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018

Afin de pouvoir adopter un règlement d'emprunt pour financer le projet "Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau", il y a lieu de modifier le PTI 2016-2018.

Autorisation d'emprunt pour le "Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau"

La raison d'être de ce projet est de mettre à niveau les réseaux d'eau dans les bâtiments STM pour que ceux-ci demeurent conformes à la règlementation de la Ville de Montréal et au Code de sécurité du Québec.

Le service de la dette annuel brut du projet pourrait être d'un maximum de 902 414$ à partir de 2016 basé sur un taux d'intérêt de 4,5% amorti sur une période de 10 ans.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin*

COPIE CONFORME

GED : SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

MONTRÉAL 3.03.2016

Date de révision :

CLIQUER POUR METTRE À JOUR

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption d'un règlement d'emprunt pour le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau

Démarche, solution proposée et conclusion

Pour des besoins opérationnels et fonctionnels, les bâtiments de la STM possèdent des réseaux d'eau. Ces réseaux peuvent servir, entre autres, à alimenter en eau les salles de toilettes, les équipements de productions et d'entretien, les réseaux de protection incendie et toutes autres applications utilisant de l'eau. Ces réseaux d'eau sont alimentés par les canalisations de la Ville de Montréal et leur conception et opération sont soumises à une règlementation.

Des changements ont été apportés à la règlementation en vigueur s'appliquant aux réseaux d'eau. En effet, le règlement RCG 07-031 de la Ville de Montréal stipule désormais que « pour tout bâtiment existant, il est requis d'installer un ou des compteurs afin de mesurer la consommation de l'eau de l'ensemble des établissements ». Par ailleurs, le règlement RCG 13-011 de la Ville de Montréal exige également avant le 1er janvier 2018 le remplacement ou la modification des urinoirs avec réservoir de chasse automatique, la mise en place de système de récupération, de recyclage et de recirculation de l'eau pour les lave-auto automatiques et le remplacement des appareils de climatisation utilisant l'eau de l'aqueduc.

☑ Voir suite de la rubrique *Démarche, solution proposée et conclusion*

Cheminement décisionnel – Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité: Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: 03 (JJ) 12 (MM) 2015 (AAAA)

Comité: Date: (JJ) (MM) (AAAA)

Développement durable - Précisez les liens avec les objectifs du Plan de développement durable 2020 et, lorsqu'applicable, avec les principes d'approvisionnement responsable de la STM .

Le projet répond à quatre (4) des dix (10) chantiers du Plan de développement durable 2020.

☑ Voir suite de la rubrique *Développement durable*

Préparé par : Finances et Contrôle

Nom : Martin Lafontaine Titre : Conseiller - Gestion financière de projets

Service : Finances et Contrôle

Nom : Réal Boyer Titre : Chef de division - Soutien à l'exploitation et projets

Signature : Date : 22 FEVRIER 2016

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption d'un règlement d'emprunt pour le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin ☑ Démarche, solution proposée et conclusion ☐ Développement durable ☐ Subvention

En fonction du Code de sécurité du Québec, des dispositifs anti-refoulement (DAR) doivent maintenant être installés sur les réseaux d'eau potables pour empêcher l'entrée, dans ces réseaux, d'eau non potable ou d'autres substances susceptibles de contaminer l'eau. Également, tout branchement d'eau utilisé à des fins non-résidentielles doit maintenant être muni d'un ou plusieurs compteurs d'eau et l'utilisation de l'eau potable est régi à des fins d'en réduire la consommation et la production. Ces changements dans la règlementation s'appliquent autant aux nouvelles constructions qu'aux installations existantes qui doivent ainsi être modifiées.

Le projet répond au besoin de mettre à niveau les réseaux d'eau dans les bâtiments STM pour que ceux-ci soient conformes à la règlementation. Des modifications sont ainsi nécessaires aux installations de la STM qui ont été construites avant l'entrée en vigueur de la règlementation.

La solution retenue permettra, dans les bâtiments STM, de :
- assurer la conformité des réseaux d'eaux pour prévenir la contamination de l'eau potable;
- modifier les entrées d'eau pour permettre l'installation de compteurs d'eau par la Ville de Montréal;
- remplacer les urinoirs à débit constant par des urinoirs à chasse manuelle ou à détecteur de présence pour réduire la consommation d'eau potable.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin ☐ Démarche, solution proposée et conclusion ☑ Développement durable ☐ Subvention

Chantier 4 Optimiser la contribution économique et la performance de la STM

Chantier 5 Réduire notre empreinte écologique

Chantier 7 S'approvisionner de façon responsable

Chantier 8 Agir en employeur responsable

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption d'un règlement d'emprunt pour le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau

Informations financières ✓ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de 3 imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ✓ *S/O*

Période couverte par le contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2016	2017	2018 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit après 2017, indiquer le total des années 2017 et suivantes dans la colonne visée et fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la division soutien exploitation et projets de la direction Budget et investissements, ce projet a été ciblé pour une demande de subvention selon les modalités du programme en vigueur SOFIL. Cette qualification devra être confirmée par le MTQ. Une demande finale sera déposée au MTQ sous peu.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention*

Certification de fonds

Certification de fonds requise ? NON

Disponibilité des fonds ?

Trésorier : Linda Lem

Date : 26/2/2016

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau		**Date :**	2 mars 2016
Numéro	*R-164*	**Montant :**	*7 140 545$*	

CONTENU

CONTEXTE

Pour des besoins opérationnels et fonctionnels, les bâtiments de la STM possèdent des réseaux d'eau. Ces réseaux peuvent servir, entre autres, à alimenter en eau les salles de toilettes, les équipements de production et d'entretien, les réseaux de protection incendie et toutes autres applications utilisant de l'eau. Ces réseaux d'eau sont alimentés par les canalisations de la ville de Montréal et leur conception et opération sont soumises à des règlementations.

Des changements ont été apportés aux règlementations en vigueur s'appliquant aux réseaux d'eau. Le règlement RCG 07-031 de la ville de Montréal stipule que pour tous bâtiment existant, il est requis d'installer un ou des compteurs afin de mesurer la consommation d'eau. Le règlement RCG 13-011 de la ville de Montréal exige également avant le 1er janvier 2018 le remplacement ou la modification des urinoirs avec réservoir de chasse automatique. En fonction du code de sécurité du Québec, des dispositifs antirefoulement (DAR) doivent maintenant être installés sur les réseaux d'eau potable pour empêcher l'entrée, dans ces réseaux, d'eau non potable ou d'autres substances susceptibles de contaminer l'eau. Ces changements à la règlementation s'appliquent autant aux nouvelles constructions qu'aux installations existantes qui doivent ainsi être modifiées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure du Conseil d'administration de la STM sur ce projet.

DESCRIPTION

Le projet répond au besoin de mettre à niveaux les réseaux d'eau dans les bâtiments de la STM pour que ceux-ci soient conformes aux règlementations. Le projet permet d'assurer la protection des réseaux d'eau potable, d'assurer les mesures de consommation d'eau et de réduire l'utilisation de l'eau potable dans les urinoirs.

Des modifications sont nécessaires aux installations de la STM qui ont été construites avant l'entrée en vigueur de ces règlementations. Le programme vise les travaux suivants :

- Dans les centres de transport :
  - modification des réseaux d'eau pour installer un réseau d'eau potable et un réseau d'eau industriel et installation de dispositifs antirefoulement aux endroits requis;
  - Installation de tuyauterie pour permettre l'installation future de compteurs d'eau par la ville de Montréal;
  - Remplacement des urinoirs à réservoir de chasse automatique.
- Dans les stations de métro, les structures auxiliaires et petits bâtiments administratifs :
  - installation de dispositifs antirefoulement sur les réseaux d'eaux des bâtiments;
  - Installation de tuyauterie pour permettre l'installation future de compteurs d'eau par la ville de Montréal.
- Implantation du programme de vérification annuel des DAR installés.

JUSTIFICATION

Ce programme s'inscrit dans une optique de maintien des infrastructures. En raison du respect de la règlementation en vigueur, la direction de la STM a approuvé le programme d'installation de DAR et tuyauterie pour compteurs d'eau pour assurer le maintien des opérations.

Les bénéfices du projet sont :

- Offrir un environnement de travail sécuritaire et protéger l'aqueduc de la ville ainsi que les employés et citoyens contre toute contamination potentielle;
- Permettre la quantification de la consommation de l'eau potable dans nos installations pour permettre d'identifier des pistes de réduction de consommation d'eau;
- Éviter les coûts reliés aux amendes liées aux non-conformités.

stm	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau	**Date :**	2 mars 2016
Numéro	*R-164*	**Montant :**	*7 140 545$*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est de 7 140 545$, taxes nettes de ristourne et incluant les contingences et l'inflation.

Admissibilité du projet à une subvention
Suite à une évaluation du dossier par la division soutien exploitation et projets de la direction Budget et investissements, ce projet a été ciblé pour une subvention selon les modalités du programme en vigueur SOFIL. Cette qualification devra être confirmée par le MTQ. Une demande de subvention finale sera déposée au MTQ d'ici peu.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à 4 des 10 chantiers du Plan de développement durable 2020.

Chantier 4 Optimiser la contribution économique et la performance de la STM
La mise en place de compteurs d'eau est un élément clé d'une réduction de la consommation. Ceci se traduira éventuellement en économies lorsque la Ville établira une tarification pour l'usage de l'eau potable pour l'ensemble des bâtiments institutionnels, commerciaux et industriels. Si les compteurs ne sont pas installés au moment de l'établissement de la tarification, la ville pourra facturer la consommation de l'eau à partir d'un calcul théorique basé sur la dimension de la tuyauterie et les coûts seront de beaucoup plus élevés que la consommation réelle.

Chantier 5 Réduire notre empreinte écologique
- La mise en place de compteurs d'eau permettra d'identifier les établissements de la STM ayant des consommations excessives, première étape cruciale pour dans un deuxième temps mettre en place des mesures pour dresser un portrait plus précis et un plan de réduction de la consommation d'eau. Dans son Plan de développement durable 2020 lancé en 2013, la STM s'est engagée à compléter le portrait de sa consommation d'eau potable en 2014 et adopter un Plan de réduction en 2015. De plus, la gestion de l'eau est une action prioritaire du système de gestion environnementale du réseau bus.
- Les nouveaux urinoirs seront à faible consommation.
- Le projet visera à ce qu'un minimum de 75% des résidus issus des travaux d'installation des DAR, compteurs d'eau et remplacement des urinoirs soient détournés de l'élimination.

Chantier 7 S'approvisionner de façon responsable
Des considérations environnementales et sociales seront incluses aux appels d'offres.

Chantier 8 Agir en employeur responsable
L'installation de DAR réduit le risque de contamination de l'eau potable dans les installations de la STM qui pourraient affecter la santé de nos employés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de ce projet aura comme conséquence de poursuivre la situation de non-conformité règlementaire, de s'exposer à des poursuites judiciaires en cas de contamination de l'aqueduc de la ville, d'exposer nos travailleurs à des risques de contamination de l'eau potable et de ne pas répondre aux engagements du plan de développement durable de la STM.

Si le projet n'est pas réalisé:

- Réception de constats de non-conformité règlementaire, de constats d'infraction ou d'amendes;
- Impossibilité de comptabiliser la consommation d'eau réelle dans les infrastructures qui est l'une des conditions nécessaires pour pouvoir élaborer et mettre en place un plan de réduction de la consommation de l'eau potable;
- Exposer nos travailleurs à des risques de contamination de l'eau potable;
- Atteinte à l'image de marque de la STM si les non-conformités de la STM sont connues publiquement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une présentation a été faite au directeur de l'entretien des infrastructures. Les surintendants des centres de transport où des travaux auront lieux seront consultés au moment de planifier les travaux pour chaque lieu. Les travaux nécessaires dans les installations métro seront coordonnés avec l'Exploitation au moment de planifier les travaux pour chaque lieu.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau		**Date :**	2 mars 2016
Numéro	*R-164*	**Montant :**	*7 140 545$*	

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Inscription au PTI	
Demande de règlement d'emprunt	CA de mars 2016
Plan & devis (mandat Ingénierie infrastructure STM)	Mars 2016 à Juin 2019
Demande de subvention	Juillet 2016
Appels d'offres construction	Août 2016 à Décembre 2019
Octroi contrat de construction	Décembre 2016 à Décembre 2019
Travaux de construction	Décembre 2016 à Mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

COPIE CONFORME
SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
MONTRÉAL 3.03.2016

Annexe 1
VENTILATION DES COÛTS

	Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) et tuyauterie pour compteurs d'eau (R-164)	
	Biens et services	4 210 081 $
	Main-d'œuvre (en régie, en ingénierie et support finances)	1 369 502 $
	Sous-total (avant inflation, contingences et frais financiers et après taxes) :	**5 579 583 $**
	Contingences (20%)	1 115 917 $
	Inflation	445 045 $
	Sous-total avant frais financiers :	**7 140 545 $**
	Frais financiers	0 $
	GRAND TOTAL PROJET	**7 140 545 $**

* Si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément prévu au présent Règlement dont la dépense est plus élevée.

RÈGLEMENT R-164

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'INSTALLATION DE DISPOSITIFS ANTI-REFOULEMENT ET DE TUYAUTERIE POUR COMPTEURS D'EAU

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que pour lui permettre de réaliser son mandat d'exploitation d'une entreprise de transport en commun de passagers, la Société est propriétaire de nombreux bâtiments, dont des stations de métro et des centres de transport;

ATTENDU que les stations de métro et les centres de transport de la Société sont approvisionnés en eau et qu'il est nécessaire d'assurer une conformité avec la réglementation applicable aux réseaux d'eau qui assurent cet approvisionnement;

ATTENDU que la réglementation applicable aux réseaux d'eau impose à la Société de nouvelles exigences;

ATTENDU que pour répondre à ces nouvelles exigences, la Société doit mettre sur pied un programme de mise à niveau de ses installations et que dans le cadre de celui-ci, la Société doit :

- Modifier ses réseaux d'eau afin d'installer un réseau potable et un réseau industriel dans les centres de transport;
- Remplacer les urinoirs à réservoir de chasse automatique dans les centres de transport;
- Procéder à l'installation de tuyauterie afin de permettre l'accueil de compteurs d'eau dans les stations de métro et les centres de transport;
- Procéder à l'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) sur les réseaux d'eau des stations de métro et des centres de transport;
- Procéder à l'implantation d'un programme de vérification annuelle des DAR installés.

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de construction dans le cadre du programme;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation de ce programme;

ATTENDU que le projet « Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau » est prévu à la rubrique « Patrimoine immobilier et infrastructures » au « Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts de ce projet est estimé à **SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $)**, incluant les frais financiers, le tout selon les informations contenues à l'annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter cet ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **SEPT CENT QUATORZE MILLE CINQUANTE-QUATRE DOLLARS (714 054 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-164 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **DIX (10) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $)** dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées dans le préambule du présent règlement et à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 3 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer, de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2;

ARTICLE 4 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **SEPT CENT QUATORZE MILLE CINQUANTE-QUATRE DOLLARS (714 054 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son adoption;

ARTICLE 5 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 2 MARS 2016

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVIE TREMBLAY
Secrétaire générale

PROCHAINE PAGE : ANNEXE 1

Copie conforme au projet de la résolution numéro CA-2016-049 concernant l'adoption du Règlement R-164 soumis à l'assemblée. Seul le texte consigné au procès-verbal de l'assemblée, tel qu'approuvé par le conseil d'administration à sa prochaine assemblée fera foi de son contenu.

Montréal, le 3 mars 2016

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

ANNEXE 1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-164

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'INSTALLATION DE DISPOSITIFS ANTI-REFOULEMENT ET DE TUYAUTERIE POUR COMPTEURS D'EAU

PROJET	Montant estimé	Total
PROGRAMME D'INSTALLATION DE DISPOSITIFS ANTI-REFOULEMENT ET TUYAUTERIE POUR COMPTEURS D'EAU		
Biens et services :	4 210 081 $	
Main-d'œuvre :	1 369 502 $	
SOUS-TOTAL (AVANT INFLATION, CONTINGENCES, FRAIS FINANCIERS ET APRÈS TAXES) :		5 579 583 $
CONTINGENCES :	1 115 917 $	
INFLATION :	445 045 $	
SOUS-TOTAL (AVANT FRAIS FINANCIERS) :		7 140 545 $
FRAIS FINANCIERS :		0 $
GRAND TOTAL :		***7 140 545 $***

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 2 mars 2016 à 17 h 30
au siège social de la STM – 800, De La Gauchetière Ouest, Montréal

CA-2016-049 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-164 AUTORISANT UN EMPRUNT DE SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'INSTALLATION DE DISPOSITIFS ANTI-REFOULEMENT ET DE TUYAUTERIE POUR COMPTEURS D'EAU

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que pour lui permettre de réaliser son mandat d'exploitation d'une entreprise de transport en commun de passagers, la Société est propriétaire de nombreux bâtiments, dont des stations de métro et des centres de transport;

ATTENDU que les stations de métro et les centres de transport de la Société sont approvisionnés en eau et qu'il est nécessaire d'assurer une conformité avec la réglementation applicable aux réseaux d'eau qui assurent cet approvisionnement;

ATTENDU que la réglementation applicable aux réseaux d'eau impose à la Société de nouvelles exigences;

ATTENDU que pour répondre à ces nouvelles exigences, la Société doit mettre sur pied un programme de mise à niveau de ses installations et que dans le cadre de celui-ci, la Société doit :

- Modifier ses réseaux d'eau afin d'installer un réseau potable et un réseau industriel dans les centres de transport;
- Remplacer les urinoirs à réservoir de chasse automatique dans les centres de transport;
- Procéder à l'installation de tuyauterie afin de permettre l'accueil de compteurs d'eau dans les stations de métro et les centres de transport;
- Procéder à l'installation de dispositifs anti-refoulement (DAR) sur les réseaux d'eau des stations de métro et des centres de transport;
- Procéder à l'implantation d'un programme de vérification annuelle des DAR installés.

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de construction dans le cadre du programme;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation de ce programme;

ATTENDU que le projet « Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau » est prévu à la rubrique « Patrimoine immobilier et infrastructures » au « Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts de ce projet est estimé à **SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $)**, incluant les frais financiers, le tout selon les informations contenues à l'annexe 1 jointe au règlement d'emprunt pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter cet ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **SEPT CENT QUATORZE MILLE CINQUANTE-QUATRE DOLLARS (714 054 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification, finances et contrôle

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Claudia Lacroix Perron
APPUYÉ par monsieur Francesco Miele

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le livre du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018, autorisant l'ajout du projet «Programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et tuyauterie pour compteurs d'eau » sous la rubrique « Patrimoine immobilier et infrastructures » pour un montant total de 7 140 545 $, frais financiers inclus;

2° d'adopter le règlement R-164 AUTORISANT UN EMPRUNT DE **SEPT MILLIONS CENT QUARANTE MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ DOLLARS (7 140 545 $)** pour financer le programme d'installation de dispositifs anti-refoulement et de tuyauterie pour compteurs d'eau, pour un terme maximal de dix (10) ans, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et la secrétaire générale de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts à effectuer, incluant leur refinancement, ne dépasse pas cette durée maximale;

4° que la Société soit autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **SEPT CENT QUATORZE MILLE CINQUANTE-QUATRE DOLLARS (714 054 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire.

Copie conforme au projet de résolution soumis à l'assemblée. Seul le texte consigné au procès-verbal de l'assemblée, tel qu'approuvé par le conseil d'administration à sa prochaine assemblée ordinaire, fera foi de son contenu.

Montréal, le 3 mars 2016

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.01

2016/04/21 17:00

(1)

Dossier # : 1164794002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Nommer monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest

De demander au conseil d'agglomération de désigner monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-14 08:15

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mars 2016	Résolution: CA16 22 0118

Désignation de monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest (dossier 1164794002)

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Sophie Thiébaut

ET RÉSOLU :

De demander au conseil d'agglomération de désigner monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1164794002

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Pascale SYNNOTT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mars 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1164794002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désignation de monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest

De demander au conseil d'agglomération de désigner monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest.

Signé par Aurèle BLANCHETTE **Le** 2016-03-03 14:40

Signataire : Aurèle BLANCHETTE

_____

Directeur d'arrondissement par intérim
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164794002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désignation de monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de loi 28 : Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, adopté le 20 avril 2015 comme chapitre 8 des lois de 2015, prévoit, par la modification de diverses dispositions concernant la gouvernance municipale en matière de développement local et régional, que l'agglomération de Montréal doit mettre en place un point de service pour le territoire composé des arrondissements de Verdun, LaSalle et du Sud-Ouest.
Suite à la restructuration des centres locaux de développement sur le territoire de la ville de Montréal, le nouveau centre local de développement du Grand Sud-Ouest est maintenant en activité. Ce dernier porte maintenant la désignation PME MTL Grand Sud-Ouest. Le PME MTL Grand Sud-Ouest accueille les entrepreneurs, les résidents et les organisations des arrondissements de Verdun, LaSalle et du Sud-Ouest qui souhaitent obtenir du soutien en matière d'entrepreneuriat ou de développement de la main-d'œuvre.

Assurant la relève du mandat CLD du Sud-Ouest, il offre des services d'accompagnement et de financement adaptés aux entreprises privées et d'économie sociale situées sur son territoire. De plus, le PME MTL Grand Sud-Ouest, en collaboration avec Emploi-Québec, offre un service de placement aux chercheurs d'emploi (prestataires de l'assurance-emploi ou sans revenu de tous âges), des conseils personnalisés de même que l'accès à un réseau d'employeurs et d'organisations de développement de l'employabilité.

Il a été convenu que la gouvernance de ce point de service sera établie à partir d'un nouvel organisme, le PME MTL Grand Sud-Ouest dont la composition du conseil d'administration sera adaptée afin d'assurer une représentation provenant de chacun des territoires. Le conseil d'administration sera composé de 13 personnes, soit les 3 maires d'arrondissement et 10 personnes des milieux d'affaires incluant le président. Pour le Sud-Ouest, la représentation sera du maire d'arrondissement et de 3 personnes d'affaires. Les personnes d'affaires n'ont pas à être nommées par le conseil d'arrondissement.

En ce sens, le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest recommande au conseil

d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration et au comité exécutif de l'organisation de développement économique locale, PME MTL Grand Sud-Ouest.

Le conseil d'arrondissement doit recommander au conseil d'agglomération la nomination d'un représentant élu au conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest. Monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, est désigné pour siéger à ce titre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de monsieur Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique locale, PME MTL Grand Sud-Ouest, desservant le territoire composé des arrondissements de Verdun, LaSalle et du Sud-Ouest, à compter d'avril 2016.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement au conseil d'administration et au comité exécutif de la nouvelle organisation de développement économique locale a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes de cette organisation et de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination d'un représentant élu au conseil d'administration de la nouvelle organisation de développement économique locale, par le conseil d'arrondissement en mars et par le conseil d'agglomération en avril est primordiale afin de ne pas retarder davantage le démarrage des activités de l'organisation ainsi que l'accompagnement et le financement des projets d'affaires des entreprises de l'arrondissement du Sud-Ouest.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il appartiendra à l'organisme de faire connaître la composition de son conseil d'administration.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Nomination par le conseil d'agglomération du 21 avril 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie OTIS, Le Sud-Ouest

Lecture :

Marie OTIS, 15 février 2016
Martine ÉTHIER, 15 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia LAUZON
Analyste de dossiers

Tél : 514-872-3519
Télécop. : 514-872-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-12

Pascale SYNNOTT
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Aurèle BLANCHETTE
Directeur d'arrondissement par intérim
Tél : 514 872-8265
Approuvé le : 2016-02-15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.02

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1160858001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur Richard Bergeron à titre de représentant désigné de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, nouvel organisme de développement économique local et régional

De demander au conseil d'agglomération de désigner monsieur Richard Bergeron à titre de représentant désigné de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, nouvel organisme de développement économique local et régional.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-25 11:12

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 15 mars 2016	Résolution: CA16 240153

Désigner monsieur Richard Bergeron à titre de représentant désigné de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, nouvel organisme de développement économique local et régional

Il est proposé par Steve Shanahan

appuyé par Jean-Marc Gibeau

De demander au conseil d'agglomération de désigner monsieur Richard Bergeron à titre de représentant désigné de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, nouvel organisme de développement économique local et régional.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1160858001

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 17 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160858001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur Richard Bergeron à titre de représentant désigné de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, nouvel organisme de développement économique local et régional

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016,* sanctionnée le 21 avril 2015, prévoit que l'agglomération de Montréal doit mettre en place des points de service de développement économique local et régional.
Suite à la restructuration des centres locaux de développement sur le territoire de la Ville de Montréal, le nouveau centre local de développement Centre-Ville est maintenant en activité. Ce dernier porte maintenant la désignation PME MTL Centre-Ville. Le PME MTL Centre-Ville accueille les entrepreneurs, les résidents et les organisations des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Plateau-Mont-Royal, Outremont, Ville-Marie et la Ville de Westmount qui souhaitent obtenir du soutien en matière d'entrepreneuriat ou de développement de la main-d'œuvre.

Un élu de l'arrondissement doit être nommé pour siéger au conseil d'administration de ce nouvel organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement de Ville-Marie recommande au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de monsieur Richard Bergeron, conseiller de la Ville, afin de siéger au conseil d'administration de la PME MTL Centre-Ville.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement au conseil d'administration de la nouvelle organisation de développement économique locale a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes de cette organisation et de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination de l'élu de l'arrondissement au sein de la nouvelle organisation est primordiale afin de ne pas retarder le démarrage des activités de l'organisation ainsi que l'accompagnement et le financement des projets d'affaires des entreprises de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Nomination par le conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie DERET
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3916
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-24

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe
Tél : 514 872-9052
Approuvé le : 2016-02-24

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.03

2016/04/21
17:00

(1)

Dossier # : 1165175012

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Daniel Robert, conseiller municipal de la Ville de Mont-Royal, pour siéger comme membre élu municipal représentant Mont-Royal au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest.

Il est recommandé :
▪ d'approuver la nomination de monsieur Daniel Robert, conseiller municipal de la Ville de Mont-Royal, comme représentant de Mont-Royal au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest desservant le territoire composé des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent et des villes de Côte-Saint-Luc, d'Hampstead, de Mont-Royal et de Montréal-Ouest.

Signé par Jacques A. ULYSSE **Le** 2016-03-29 12:04

Signataire : Jacques A. ULYSSE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165175012**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Daniel Robert, conseiller municipal de la Ville de Mont-Royal, pour siéger comme membre élu municipal représentant Mont-Royal au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six organismes de développement économique local, qui offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs du territoire. L'organisme PME MTL Centre-Ouest dessert les territoires des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent et des villes de Côte-Saint-Luc, d'Hampstead, de Mont-Royal et de Montréal-Ouest.
Les règlements généraux des six (6) organismes PME MTL prévoient une catégorie de membre "élus municipaux" à leur conseil d'administration. Parce que le développement économique local est une compétence du conseil d'agglomération, les membres élus sont proposés par les arrondissements et les villes liées, sous réserve de leur approbation par le conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution 15-03-03 du conseil de la Ville de Mont-Royal (voir pièce jointe R_MO_15-03-03).

DESCRIPTION

Le conseil de la Ville de Mont-Royal a désigné, à sa séance du 3 mars 2015, monsieur Daniel Robert comme son représentant pour siéger à titre d'administrateur votant au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de la Ville de Mont-Royal au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité et le suivi

des interventions en matière de développement économique local entre l'organisme et cette ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs**.**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-03-29
Martine ÉTHIER	Alain HOUDE	

Chef d'équipe

Tél : 514 872-4137
Télécop. : 514 872-6249

Directeur, investissement et developpement strategique
Service du développement économique

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

VILLE DE MONT-ROYAL

TOWN OF MOUNT ROYAL

Bureau du greffier

EXTRAIT
du procès-verbal de la séance du conseil municipal de la Ville de Mont-Royal

tenue le lundi 23 mars 2015 à 19 h

Présents : Le maire

Philippe Roy

et les conseillers, M^mes^ et MM.

Erin Kennedy
John Miller
Joseph Daoura
Minh-Diem Le Thi
Daniel Robert
Louis Dumont

Formant quorum

RÉSOLUTION N° 15-03-03

Objet : CLD - Nomination

Attendu que le CLD Les 3 Monts cessera d'exister suite aux modifications législatives découlant du projet de loi 28;

Attendu que la Ville de Mont-Royal sera regroupé avec les arrondissements de Saint-Laurent et Ahuntsic-Cartierville et les villes de Côte-Saint-Luc, Hampstead et Montréal-Ouest pour la création d'un nouveau CLD;

Sur proposition de la conseillère Minh-Diem Le Thi, appuyée par le conseiller Joseph Daoura, il est résolu :

De nommer M. Daniel Robert comme membre élu de ce nouveau CLD.

Vote contre: le conseiller Louis Dumont.

ADOPTÉ PAR MAJORITÉ

Copie certifiée conforme
Certified true copy

Office of the Town Clerk

EXTRACT
from the minutes of the Town of Mount Royal council meeting

held on Monday, March 23, 2015 at 19:00

Present : Mayor

and Councillors

Forming quorum

RESOLUTION N° 15-03-03

Subject : CLD Nomination

Whereas the CLD Les 3 Monts will cease to exist following legislative changes resulting from draft bill 28;

Whereas the Town of Mount Royal will join the Saint-Laurent and Ahuntsic-Cartierville boroughs and the Towns of Côte-Saint-Luc, Hampstead and Montreal-West to form a new CLD;

It was moved by Councillor Minh-Diem Le Thi, seconded by Councillor Joseph Daoura, and resolved:

To appoint Mr. Daniel Robert as elected member of this new CLD.

Votes against: Councillor Louis Dumont.

CARRIED BY MAJORITY

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.04

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1160507008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île

De recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-04-04 09:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er mars 2016	Résolution: CA16 12050

Recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île

Il est proposé par Gilles Beaudry

appuyé par Andrée Hénault

et unanimement résolu :

De recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île.

ADOPTÉE

30.02 1160507008

Louise GOUDREAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement et Directrice
des Services administratifs, des Relations
avec les citoyens et du Greffe

Signée électroniquement le 2 mars 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.04

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1160507008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île

De recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île.

Signé par Andrée DUQUETTE **Le** 2016-02-16 16:13

Signataire : Andrée DUQUETTE

Directrice d'arrondissement
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160507008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération de Montréal la nomination de Mme Andrée Hénault, conseiller de Ville, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-l'Île

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de loi 28 concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, adopté le 20 avril 2015 comme chapitre 8 des lois de 2015, prévoit, par la modification de diverses dispositions concernant la gouvernance municipale en matière de développement local et régional, que l'agglomération de Montréal doit mettre en place un point de service pour le territoire composé de celui des arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et d'Anjou ainsi que de la Ville de Montréal-Est.
Suite à la restructuration des centres locaux de développement (CLD) sur le territoire de la Ville de Montréal, le nouveau centre local de développement de l'Est est maintenant en activité. Ce dernier porte maintenant la désignation PME MTL Est-de-l'Île. Le PME MTL Est-de-L'île accueille les entrepreneurs, les résidents et les organisations des arrondissements de Montréal-Nord, de Saint-Léonard, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et d'Anjou ainsi que de la Ville de Montréal-Est qui souhaitent obtenir du soutien en matière d'entrepreneuriat ou de développement de la main-d'œuvre.

Il a été convenu que la gouvernance de ce point de service sera établie à partir d'un nouvel organisme, le PME MTL Est-de-l'Île, dont la composition du conseil d'administration sera adaptée afin de prévoir une représentation provenant de chacun des territoires. Le conseil d'administration sera composé de 15 personnes ayant le droit de vote, soit 5 administrateurs élus des conseils d'arrondissements et de la Ville de Montréal-Est et 10 administrateurs représentants des gens d'affaires, dont deux pour chacun des territoires.

Les administrateurs provenant du milieu des affaires n'ont pas à être nommés par le conseil d'agglomération, seule la nomination des élus doit être approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement d'Anjou recommande au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de madame Andrée Hénault, conseiller de ville, à titre de représentante de l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration de la PME MTL Est-de-l'Île.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement au conseil d'administration de la nouvelle organisation de développement économique locale a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes de cette organisation et de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination de l'élu de l'arrondissement au sein de la nouvelle organisation est primordiale afin de ne pas retarder le démarrage des activités de l'organisation ainsi que l'accompagnement et le financement des projets d'affaires des entreprises de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-02-16
Caroline POIRIER Secrétaire de direction - Directeur de premier niveau		Andrée DUQUETTE Directrice d'arrondissement	
Tél :	514 493 8010	**Tél :**	514 493-8014
Télécop. :	514 493 8013	**Télécop. :**	514 493-8013

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.05

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1162072005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Nommer les représentants du conseil d'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, du 2 février 2016 jusqu'à la dissolution de cet organisme

De recommander au conseil d'agglomération de Montréal de nommer Mme Andrée Hénault et de M. Gilles Beaudry, à titre de représentants du conseil de l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, pour la période du 2 février 2016, jusqu'à la dissolution de ce dernier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-03-08 16:05

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du vendredi 4 mars 2016	Résolution: CA16 12067

Nomination des représentants du conseil d'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, du 2 février 2016 jusqu'à la dissolution dudit organisme

Il est proposé par Paul-Yvon Perron

appuyé par Gilles Beaudry

et unanimement résolu :

De recommander au conseil d'agglomération de Montréal de nommer Mme Andrée Hénault et de M. Gilles Beaudry, à titre de représentants du conseil de l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, pour la période du 2 février 2016, jusqu'à la dissolution de ce dernier.

ADOPTÉE

30.01 1162072005

Louise GOUDREAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement et Directrice
des Services administratifs, des Relations
avec les citoyens et du Greffe

Signée électroniquement le 7 mars 2016

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.05

2016/04/21
17:00

(2)

Dossier # : 1162072005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Nomination des représentants du conseil d'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, du 2 février 2016 jusqu'à la dissolution de cet organisme

De recommander au conseil d'agglomération de Montréal de nommer Mme Andrée Hénault et de M. Gilles Beaudry, à titre de représentants du conseil de l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, pour la période du 2 février 2016, jusqu'à la dissolution de ce dernier.

Signé par Andrée DUQUETTE **Le** 2016-03-01 15:06

Signataire : Andrée DUQUETTE

Directrice d'arrondissement
Anjou , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162072005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Anjou , Direction du développement du territoire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Nomination des représentants du conseil d'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, du 2 février 2016 jusqu'à la dissolution de cet organisme

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire est préparé à la demande du Service du développement économique. Dans le cadre de la restructuration des centres locaux de développements sur le territoire de la Ville de Montréal, les conseils d'administration de certains ex-CLD sont maintenus pour administrer les affaires de l'organisme, et ce, jusqu'à leur dissolution finale. Ce qui est le cas pour le CLD d'Anjou.

Le conseil d'administration du CLD d'Anjou est composé de 8 huit membres. Six (6) membres proviennent du milieu des affaires et du domaine de l'économie sociale. Elles ont été nommées par l'Assemblée générale du CLD et exerceront leurs fonctions tant et aussi longtemps qu'elles demeurent administrateurs, puisque personne ne les succédera jusqu'à la dissolution de l'organisme.

Les deux autres membres sont les représentants du conseil d'arrondissement en l'occurrence, Mme Andrée Hénault et M. Gilles Beaudry. Leur mandat vient à échéance le 2 février 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0033 du 30 janvier 2014 - Confirmer et reconduire les mandats des conseillers d'arrondissement au sein du Centre local de développement (CLD) d'Anjou et approuver la nomination d'un membre au conseil d'administration pour combler une vacances.

DESCRIPTION

Nous recommandons au conseil d'agglomération de Montréal de nommer Mme Mme Andrée Hénault et de M. Gilles Beaudry, à titre de représentants du conseil de l'arrondissement d'Anjou au sein du conseil d'administration du Centre local de développement (CLD) d'Anjou, et ce, jusqu'à la dissolution de ce dernier.

JUSTIFICATION

Assurer la nomination en règle des représentants de la Ville jusqu'à la dissolution du CLD d'Anjou. Ces derniers doivent être dûment désignés pour siéger au sein du conseil d'administration; à titre de président, l'élu est appelé à signer divers documents dans l'exercice de ses fonctions, notamment, la convention de partage des actifs qui sera soumise prochainement pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martine ÉTHIER, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-03-01

Sylvie C. BOUTIN
Commissaire adjoint(e) - developpement economique

Tél : 514 493-8088
Télécop. :

Andrée DUQUETTE
Directrice d'arrondissement

Tél : 514 493-8014
Télécop. : 514 493-8013

Membres du Centre local de développement (CLD) d'Anjou

Selon les règlements généraux du CLD d'Anjou, il est prévu que 2 membres du conseil de l'arrondissement d'Anjou sont membres d'office et siègent aussi au conseil d'administration. La durée du mandat est d'au plus 2 ans (renouvelable sur résolution du conseil d'arrondissement).

Nom	Titre/Provenance	Résolution	Mandat	
GILLES BEAUDRY	Représentant du conseil d'arrondissement au sein du CLD et membre du conseil d'administration du CLD	CA13 12279 CE14 0037 CM14 0031 CG14 0033	3 février 2014 au 2 février 2016	
ANDRÉE HÉNAULT	Représentant du conseil d'arrondissement au sein du CLD et membre du conseil d'administration du CLD	CA13 12279 CE14 0037 CM14 0031 CG14 0033	3 février 2014 au 2 février 2016	

Cinq (5) personnes du milieu des affaires ou de la commission scolaire				
ALEXANDRE BOUCHARD	Président Les Services Mobile U inc.	CA15 12081 CE151180 CM15 0767 CG15 0435	4 décembre 2014 à juin 2015*	*jusqu'à la dissolution du CLD
JEAN-LOUIS LANDRY	Avocat LANDRY, JEAN-LOUIS	CA13 12186 CE13 1353 CM13 0954 CG13 0434	Juin 2013 à Juin 2015*	*jusqu'à la dissolution du CLD
JACQUES LAFLÈCHE	Les Systèmes Espace/Max inc.	CA13 12186 CE13 1353 CM13 0954 CG13 0434	Juin 2013 à Juin 2015*	*jusqu'à la dissolution du CLD
CAROLE LAFOREST	Carole Laforest conseil inc.	CA14 12199 CE14 1144 CM14 0780 CG14 0394	Juin 2014 à Juin 2016*	*jusqu'à la dissolution du CLD
SYLVAIN LEDUC	Notaire	CA15 12081 CE15 1180 CM15 0767 CG15 0435	4 décembre 2014 à juin 2016*	*ou jusqu'à la dissolution du CLD

Une (1) personne du domaine de l'économie sociale :				
JEANNINE GAUTHIER	Vice-présidente du Service d'aide communautaire (Anjou)	CA15 12081 CE151180 CM15 0767 CG15 0435	Juin 2014 à Juin 2016*	*ou jusqu'à la scission du CLD

Membres non votants :		
Lise Thériault	Députée de l'Assemblée nationale, circonscription d'Anjou	CA06 120233
Marguerite Orban	Directrice du centre local d'emploi (CLE) Anjou/Montréal-Est	CA06 120233
Gilles Laplante	Responsable du Centre local de développement (CLD) d'Anjou	

Observateur :		
Mme Andrée Duquette (ou son représentant)	Directrice de l'arrondissement d'Anjou	par résolution du conseil d'administration

Mise à jour : 2016-02-29

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.06

2016/04/21 17:00

(2)

Dossier # : 1166220001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Reconduire pour une période de trois (3) ans les mandats de M. Robert Labelle et Mme Johanne Goulet à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et procéder à la nomination, pour des mandats de trois (3) ans, de trois nouveaux membres, soit Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
de reconduire pour une période de trois (3) ans les mandats de M. Robert Labelle et de Mme Johanne Goulet, à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OCPM) et de procéder à la nomination, pour un mandat de trois (3) ans, de trois nouveaux membres, soit Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-04-02 11:29

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166220001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Reconduire pour une période de trois (3) ans les mandats de M. Robert Labelle et Mme Johanne Goulet à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et procéder à la nomination, pour des mandats de trois (3) ans, de trois nouveaux membres, soit Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop

CONTENU

CONTEXTE

L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) est une organisation qui gère et développe du logement social et abordable pour les personnes et familles à faible revenu ou à revenu modéré. Sa mission est d'améliorer les conditions de vie de familles et de personnes à faible revenu en offrant des logements et des services de qualité tout en favorisant leur pouvoir d'influence et d'action.

40 000 personnes résident dans les quelque 23 000 logements du parc immobilier de l'OMHM et environ 15 000 autres dans des logements subventionnés appartenant à des propriétaires privés, des OBNL en habitation et des coopératives.

Les lettres patentes de l'OMHM prévoient que le conseil d'administration est composé de neuf (9) membres :

- Cinq (5) sont nommés par le Conseil d'agglomération;

- Deux (2) sont élus par l'ensemble des locataires de l'Office, conformément à la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., Chapitre S-8) et ses amendements;

- Deux (2) sont nommés par le ministre responsable de la Société d'habitation du Québec (SHQ), après consultation parmi les groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire de l'Office.

Les mandats ont une durée de trois (3) ans. Les dernières nominations ont été faites en 2012. Les statuts et règlements de l'OMHM prévoient que les membres restent en poste malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'au renouvellement de celui-ci ou jusqu'à leur remplacement.

Une analyse des besoins pour la gouvernance de l'OMHM et des principes, critères et compétences recherchées ont permis d'élaborer les propositions soumises ci-bas : continuité, équilibre hommes/femmes, équilibre générationnel, présence de représentants des communautés culturelles, intérêt pour le logement social et engagement envers les clientèles. Les compétences en développement social et service à la clientèle étant déjà bien représentées au sein de son conseil, l'OMHM a plutôt recherché des compétences en gouvernance et dans le domaine immobilier.

Deux (2) mandats sont à renouveler, soit celui de M. Robert Labelle et celui de Mme Johanne Goulet et trois (3) postes sont à combler.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0241 - Robert Labelle

CG13 0191 - Johanne Goulet

DESCRIPTION

M. Robert Labelle, dont le mandat est échu depuis le 21 juin 2015 (Résolution CG12 0241);

Diplômé en économie de l'Université de Montréal, M. Labelle a œuvré pendant près de 35 ans à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Au moment de prendre sa retraite, M. Labelle occupait la fonction de directeur général - région du Québec. Il a été notamment responsable de la gestion des ententes fédérales-provinciales relatives à l'habitation sociale.

Son expérience acquise à titre de président du CA de l'OMHM depuis 2002 et comme membre du CA du *Regroupement des offices d'habitation du Québec (ROHQ*) depuis 2002 aussi, notamment comme secrétaire-trésorier et conseiller spécial, sont des atouts importants pour l'organisation. Dans le contexte de la réorganisation du réseau des offices d'habitation du Québec, M. Labelle apportera une expertise très utile et pertinente.

- **Mme Johanne Goulet**, dont le mandat sera terminé le 30 mai 2016 (Résolution CG13 0191);

Mme Johanne Goulet détient une maîtrise en analyse et gestion urbaine ainsi qu'un MBA spécialisé en affaires municipales. Elle a œuvré successivement à la SCHL, la Ville de Montréal et a dirigé la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) de 2012 à 2015. Elle possède une solide expérience dans les domaines de l'aménagement urbain, du développement de projets résidentiels publics et privés, ainsi que de la gestion de services municipaux.

Madame Goulet est membre du CA de l'OMHM depuis 2010. Elle y apporte toute son expertise en gouvernance des organisations et en développement immobilier. Elle est aussi membre du CA de la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM).

Les nominations suivantes sont proposées pour les trois postes à combler:

- **Mme Sylvie Crispo;**

Diplômée en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales, Mme Crispo a œuvré plus de 30 ans à la SCHL, occupant divers postes de direction. Elle est retraitée depuis janvier 2014 et y occupait à ce moment-là le poste de vice-présidente au développement des affaires et produits, dans le secteur de l'assurance hypothécaire. Mme Crispo apportera à l'OMHM une solide connaissance du domaine immobilier, dans un contexte où l'OMHM souhaite relever le défi du développement de son parc de logements. Enfin, Mme Crispo a été membre pendant quatre (4) ans de *l'Association des constructeurs d'habitation du Québec* (APCHQ), chapitre de Montréal.

- **M. Cheikh Diop;**

Détenteur d'une maîtrise en administration des affaires de l'École de management de Grenoble (France), monsieur Diop est un administrateur agréé par l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. Il occupe actuellement le poste de vice-président délégué aux services financiers commerciaux de la Banque Royale du Canada (RBC). M. Diop est aussi très impliqué auprès de la Jeune chambre de commerce de Montréal. Il a siégé aux CA de la *Société Saint-Vincent-de Paul* et est présentement membre du CA du *Centre d'action bénévole de Montréal* . M. Diop témoigne d'un parcours inspirant de l'immigration et pourra influencer la réflexion de l'OMHM sur l'intégration des jeunes en HLM.

- **M. Christian Champagne;**

Détenteur d'une maîtrise en analyse et gestion urbaines ainsi que d'un baccalauréat en architecture de l'Université de Montréal, M. Champagne a travaillé à la Ville de Montréal de 1989 à 2016. Au moment de sa retraite, il y occupait le poste de Chef de division – Développement résidentiel. Les compétences de M. Champagne en logement communautaire, en aménagement urbain et en habitation permettront à M. Champagne d'enrichir les orientations de l'OMHM dans son rôle de bâtisseur social au cœur des quartiers montréalais. M. Champagne a été président de l'organisme *Inter-loge* de 1988 à 2003 et membre du CA de la *Corporation des Habitations Jeanne-Mance* de 1987 à 1989.

JUSTIFICATION

L'OMHM a adopté en mai 2015 un nouveau plan stratégique dans lequel on retrouve les priorités suivantes : l'amélioration de la qualité des milieux de vie, l'augmentation de l'offre de logements pour une meilleure réponse à la diversité des besoins, la capacité de relever les défis à venir avec une équipe compétente, outillée et engagée. Les personnes dont le poste est en renouvellement et celles proposées ont les compétences nécessaires et utiles pour accompagner l'organisation dans l'atteinte de ses objectifs.

Le parc immobilier de l'OMHM constitue un patrimoine public majeur. Avec les nombreux défis sociaux et immobiliers auxquels fait face l'OMHM, l'organisation se doit de disposer d'une équipe stable d'administrateurs compétents et intéressés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun. Les membres du conseil d'administration reçoivent des allocations de présence pour les séances du conseil ou lorsqu'ils sont délégués à d'autres instances. Cette mesure a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal (résolution 8805778). La politique actuellement en vigueur à l'OMHM fixe les allocations de présence à 200 $ par réunion et prévoit une limite de 5 000 $ par membre. Cette mesure ne s'applique pas aux membres du conseil qui sont fonctionnaires, employés de la Ville, conseillers municipaux ou employés de l'OMHM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune. Les administrateurs sont avisés par lettre de leur nomination ou de la reconduction de leur mandat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline MARCHAND
Charge de dossiers ou missions

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-30

Normand LAPOINTE
Directeur_ adjoint au directeur général

Tél :	514 872-1172	**Tél :**	514 872-6943
Télécop. :	514 872-8434	**Télécop. :**	514 872-2896

Cheikh DIOP, MBA, Adm.A

PROFIL

Professionnel expérimenté dans le financement et la gouvernance d'entreprise

- Portrait parcours Inspirant Alliés Montréal - CRÉ de Montréal – Journal Métro – Radio Canada
- Prix d'excellence professionnel 2013 – Horizons Nord-Sud Services
- Banquier d'Élite RBC – 1er trimestre 2015 / 2ième trimestre 2014
- Prix Performance Royale 2014 & 2015 (RBC)

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

BANQUE ROYALE DU CANADA (RBC) – Montréal (Canada) **Août 2015 – présent**
Vice-président Délégué, Services Financiers Commerciaux

- Gestion d'une équipe de directeur de comptes commerciaux (marché PVM Diversifiés)

BANQUE ROYALE DU CANADA (RBC) – Montréal (Canada) **Janv. 2013 – Juillet 2015**
Directeur de comptes commerciaux, Services Financiers Commerciaux

- Financement de compagnies dans le domaine de la construction (infrastructures de transport, infrastructures immobilières, Industriel etc.)
- Prise en compte de la stratégie des opérations : étapes du projet, de la répartition des risques, des partenaires reliés (Investissement Québec, BDC, etc...) du modèle financier utilisé pour le projet
- Évaluation de la structure permettant d'obtenir un équilibre entre les capitaux propres, la dette de premier rang, la dette subordonnée, la marge crédit d'exploitation et le rehaussement du crédit
- Mise en place des lettres d'intention après approbation de la gestion des risques, négociation des modalités de prêt avec le client
- Suivi des documents légaux, gestion du processus de contrôle diligent et de la conformité.

BROME CAPITAL – Montréal (Canada) **Janv. – Décembre 2012**
Directeur de comptes,

- Gestion de portefeuille des comptes de prêt sur actifs et d'affacturage composé d'entreprise dans le domaine de la construction et dans le domaine manufacturier
- Évaluation des besoins quotidiens de financements des clients (financement de projet : Rapidbus Gatineau, infrastructures routières avec le Ministère des transports du Québec etc.)
- Analyse financière, vérification diligente et préparation des demandes de prêt
- Soumission des recommandations de crédit pour approbation par le comité de crédit
- Proposition et révision de la documentation légale concernant les dossiers clients
- Recommandations pour les demandes de financement et les besoins ponctuels ou excédentaires.

ALBEA (ex. ALCAN PACKAGING BEAUTY) – Paris (France) **Janv. – Décembre 2011**
Directeur de crédit, Cluster France

- Gestion du crédit et de la trésorerie des 4 usines de l'Est de la France et de l'Italie pour un chiffre d'affaires total de $ 130MM
- Conception et développement de nouveaux outils de mesure de rentabilité
- Analyse, suivi et contrôle du risque crédit, suivi des KPI's
- Mise en place et gestion du reporting journalier, mensuel et trimestriel du chiffre d'affaires « Tubes et Bouchons » par usine (Calcul des indicateurs d'activités, des provisions pour dépréciation)
- Mise en application des procédures de relance préventive pour réduire les overdues < $ 500M
- Suivi des flux de trésorerie et des prévisions de trésorerie à 13 semaines et 12 mois
- Construction du tableau de bord « Immobilisations/Cash » pour un suivi des investissements en capital expenditures ($ 10M sur 2011)
- Participation à la modélisation du financement pour la construction de la nouvelle usine d'Albea
- Analyse des aspects financiers et fiscaux du projet avec les différents départements en partenariat avec la banque, société de financement et la région Champagne Ardennes
- Discussion avec les différents intervenants pour la vente de l'ancienne usine, l'obtention des subventions gouvernementales et régionales, du choix de financement (crédit-bail / BOO (Build, Own, Operate)).

BANQUE CREDIT LYONNAIS – LCL – Orléans (France) **Janv. – Décembre 2010**
Analyste financier (haut de bilan)

- Financement des projets entre $ 3 – 75 MM (analyse financière des bilans des sociétés et filiales de groupes consolidés), modélisation des financements (y compris dans un environnement économique ou financier dégradé), analyse des conventions de crédits et de sûretés
- Montage et réalisation d'opérations d'ingénierie financière (LBO) préparation des dossiers de crédit et soumission au comité de crédit
- Structuration de financement (syndication de la dette), gestion des flux, organisation des closings (mise en place du financement), proposition et mise en œuvre de stratégies de couverture/réduction des risques
- Participation à la rédaction d'un avis technique sur la faisabilité de l'opération et contact quotidien avec les différents acteurs (front office – middle office, avocats, fiscalistes, notaires), pool bancaire
- Participation à la rédaction des offres commerciales : principaux termes et conditions auxquels la Banque accepte de financer le montage, engagements de faire et de ne pas faire, conditions suspensives, garanties, taux d'intérêt, ratios financiers.

SCHNEIDER ELECTRIC – Énergie – Grenoble (France) **Sept. 08 – Décembre 2009**
Contrôleur de gestion SCLE (Supply Chain and Logistics Europe)

- Préparation du processus de reporting (financiers & tableaux croisés dynamiques) et de la consolidation financière (Hypérion) hiérarchique et fonctionnel de Supply Chain and Logistics Europe
- Construction de fichiers de consolidation (Bilan & État de résultat) et d'analyse sur les comptes de résultat réalisés et prévisionnels, les prévisions d'investissements, les tableaux de bord pour les différents projets dans chaque « Business Units »
- Assistance aux utilisateurs des outils de reporting, construction tableaux de bord pour le compte du comité de direction de la Business Unit Supply Chain Logistic Europe
- Contrôle du respect des procédures internes, de l'optimisation du système d'information, du calcul de rentabilité des projets d'investissement
- Participation aux opérations de clôture mensuelle et trimestrielle et d'analyse des écarts.

BENEVOLAT

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE MONTRÉAL – www.cabm.net – Montréal (Canada) **Juillet 2015 – présent**
Membre du Conseil d'Administration & Trésorier
Membre du Comité Exécutif et du Comité Finance

SOCIÉTÉ SAINT VINCENT DE PAUL – www.ssvp-mtl.org – Montréal (Canada) **Mars 2013 – Septembre 2014**
1er vice-président du Conseil d'Administration,
Membre du Comité Exécutif et du Comité Gouvernance et Nomination

MOULIN A MUSIQUE – http://moulinmusique.qc.ca – Montréal (Canada) **Oct. 2012 – Septembre 2014**
Président du Conseil d'Administration

FORMATION

Séminaire RJA, Gouvernance, Rôles et Responsabilités des Administrateurs **2012**
COLLÉGE DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS, Montréal (Canada)

Master in Business Administration *option* **International Business** **2010**
GRENOBLE GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS, Grenoble (France)
EQUIS, AACSB, AMBA,

Licence en Administration & Gestion majeure **Finance** **2008**
UNIVERSITE D'ORLEANS, Orléans (France)

(Équivalence MICC reconnue : Baccalauréat en Administration des Affaires)

CERTIFICATION

Administrateur Agréé **2012**
Ordre des Administrateurs Agréés du Québec, Montréal (Canada)

Manager International **2010**
Chambre de commerce et de l'Industrie, Grenoble (France)

CENTRES D'INTÉRÊT

- Sport : Golf, Football, Natation, Basketball
- Art & Spectacles, Cinéma, Lecture, Voyages
- Membre de CIVICUS : World Alliance for Citizen Participation

DIVERS

http://www.horizonsnordsud.org/gala-d-excellence/

http://journalmetro.com/plus/carrieres/294027/le-quebec-sourit-a-cheikh-diop/

http://www.rcinet.ca/fr/2013/04/18/parcours-du-combattant-reussi-pour-cheikh-diop-2/

SYLVIE CRISPO

Langues :

Français et Anglais

Formation :

Baccalauréat en administration des affaires (BAA) 1979
École des Hautes Études Commerciales (HEC)
Université de Montréal

Expérience de travail :

Je suis présentement retraitée de la Société canadienne d'hypothèques et logement (SCHL) depuis janvier 2014.

Janvier 2012 à Janvier 2014
Vice-Présidente, développement des affaires et produits
Secteur de l'assurance hypothécaire
Société canadienne d'hypothèques et logement (SCHL)
Ottawa (Ontario)

- Élaborer et gérer les stratégies du réseau national de développement des affaires et gérer les comptes-clients majeurs (sièges sociaux des grandes institutions financières) dans le but de maximiser le positionnement de la SCHL et la satisfaction des clients tout en maintenant des niveaux de risque et de qualité du portefeuille assuré à un haut niveau;
- Développer et modifier les produits d'assurance hypothécaire;
- Élaborer les stratégies de développement technologique;
- Établir les directions stratégiques de l'assurance hypothécaire en collaboration avec le secteur opérationnel;
- Responsable de la reddition de comptes de l'assurance hypothécaire (rapport annuel, rapport financier trimestriel, rapports de gestion pour le Comité exécutif et le Conseil d'administration);
- Gestion d'environ 150 personnes et un budget annuel de plusieurs millions de dollars.

Juin 2006 à Janvier 2012
Directrice générale
Région du Québec
SCHL, Montréal (Québec)

- Responsable d'assurer la performance selon les cibles visées pour toutes les opérations de la SCHL au Québec (assurance-hypothécaire, aide au logement, analyse de marché);
- En autres, en collaboration avec l'équipe de gestion régionale, différentes stratégies ont été élaborées pour le développement des affaires à l'assurance hypothécaire, pour la gestion des risques de même que l'établissement d'une vigie de grands indicateurs économiques reliés au secteur de l'habitation. De plus, plusieurs ententes de logement abordable ont été négociées avec la Société d'habitation du Québec et plusieurs règlements de grands dossiers complexes reliés au logement social ont été atteints;
- Gestion d'environ 300 personnes et d'un budget de plusieurs centaines de millions.

Janvier 2002 à Juin 2006
Directrice régionale, Souscription, Assurance Hypothécaire
SCHL, Montréal (Québec)

- Responsable de l'évaluation des risques des demandes d'assurance hypothécaire pour le logement unifamilial et multifamilial au Québec et de maintenir un haut niveau de qualité du portefeuille assuré;
- Responsable de la satisfaction des clients;
- Gestion d'environ 60 personnes avec des approbations d'assurance annuelles autour de 8 milliards de dollars.

Janvier 2000 à Janvier 2002
Directrice Aide au logement et puis Directrice régionale, développement des affaires, Assurance Hypothécaire
SCHL, Halifax (Nouvelle-Écosse)

Septembre 1997 à Janvier 2000
Gestionnaire des politiques d'assurance hypothécaire pour les logements locatifs
SCHL, Ottawa (Ontario)

1994 à Septembre 1997
En affectation auprès de différents ministères du gouvernement fédéral
Ottawa (Ontario)

- Commission de la fonction publique (3 mois);
- Ministère des travaux publics et services gouvernementaux (6 mois);
- Conseil du Trésor en tant qu'Analyste dans le secteur des Programmes et des Sociétés de la couronne (12 mois);
- Bureau du Conseil privé (9 mois).

De 1979 à 1994
Divers postes avec des responsabilités croissantes
SCHL, Ottawa (Ontario)

- Majoritairement dans le secteur de l'assurance hypothécaire et le secteur des ressources humaines

Autres :

J'ai fait partie du Conseil d'administration de l'Association des constructeurs d'habitation du Québec (APCHQ) chapitre de Montréal de 2002 à 2005;

Je me suis aussi impliquée dans les activités de financement des Logis Rose-Virginie de 2008 à 2010;

Références :

Il me fera plaisir de vous fournir des références sur demande ou de vous rencontrer pour élaborer sur mes accomplissements au besoin.

Curriculum vitae

M. Christian Champagne

Sommaire des compétences

- Solide expérience dans l'encadrement d'équipes multidisciplinaires en matière d'urbanisme, de patrimoine et d'habitation
- Grande connaissance du territoire et de la réglementation
- Esprit d'analyse et de synthèse

Excellente maîtrise du français et connaissance pratique de l'anglais parlé et écrit

Formation académique

1989 *Maîtrise en analyse et gestion urbaines*
UQAM, ÉNAP, INRS-Urbanisation

1978 *Baccalauréat en architecture*
Université de Montréal

1974 *D.E.C. en sciences pures et appliquées*
CEGEP Ahuntsic

Association professionnelle

Membre de l'Ordre des architectes du Québec de 1982 au 31 mars 2016

Expérience de travail

Employeur : *Ville de Montréal*, de 1989 à mars 2016

De 2014 à mars 2016 — *Chef de division – Développement résidentiel*
Direction de l'Habitation

Responsabilité

Gérer une équipe multidisciplinaire composée de conseillers en aménagement, de conseillers en développement de l'habitation et d'agents du bureau ayant comme mission de soutenir l'offre et la demande de logements sur le territoire de la Ville.

De 2011 à 2013 — *Chef de division – Salubrité*
Direction de l'Habitation

Responsabilité

Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de lutte à l'insalubrité des logements et gérer une équipe composée principalement d'inspecteurs spécialisés dans l'application du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements

De 2007 à 2010 — *Chef de division – Programmes, projets et*
services aux arrondissements
Bureau du patrimoine de la toponymie et de l'expertise

Responsabilités

Gérer une équipe multidisciplinaire composée d'archéologues, d'architectes, d'ingénieurs et de techniciens aux mandats divers dans les domaines du patrimoine, de la salubrité des logements et de la réglementation municipale.

De 2002 à 2006 — *Directeur – Aménagement urbain et services aux entreprises*
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Responsabilités

Suite à la fusion municipale et à la décentralisation de services en arrondissement, mettre sur pied et gérer une équipe multidisciplinaire ayant pour mission de soutenir et d'encadrer le développement du territoire d'un arrondissement de 126 000 habitants dans une perspective d'amélioration du cadre de vie et d'augmentation de la richesse des personnes qui l'habitent et y travaillent.

De 2000 à 2001 *Chef de section - Réglementation d'urbanisme*
Service du développement économique et urbain

Responsabilités

Gérer une équipe de professionnels et de techniciens ayant pour mission de faire évoluer la réglementation d'urbanisme en fonction des enjeux de développement économique et urbain et de faciliter l'application de la réglementation.

De 1993 à 1999 *Chef de section - Arrondissements – Gestion du territoire*
Service de l'urbanisme

1993 : arrondissement de Ville-Marie
1994 : arrondissements de Ville-Marie et du Sud-ouest
1995-96 : arrondissements de Ville-Marie, du Sud-ouest et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
1997-99 : arrondissements de Ville-Marie, du Sud-ouest, de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal – Centre-sud et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Responsabilités

Gérer une équipe de professionnels et de techniciens ayant pour mission d'évaluer les projets nécessitant une autorisation spéciale en matière d'urbanisme, d'en bonifier le contenu et de développer un règlement en encadrant la mise en œuvre aux fins de présentation à la Commission du développement urbain de Montréal et d'approbation par le Conseil municipal.

De 1989 à 1992 *Conseiller en aménagement - Gestion du territoire*
Service de l'habitation et du développement urbain

1989-90 : arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
1991-92 : arrondissement du Sud-ouest

Responsabilités

Évaluer les projets nécessitant une autorisation spéciale en matière d'urbanisme, en bonifier le contenu et développer un règlement en encadrant la mise en œuvre aux fins de présentation aux Comités-conseils d'arrondissement et d'approbation par le Conseil municipal.

Autres expériences de travail

Employeur : *Atelier-Habitation Montréal inc.*

De 1987 à 1989 *Responsable du développement*

Employeur : *Groupe de ressources techniques en habitation de Montréal inc.,*

De 1982 à 1987 *Architecte et coordonnateur*
De 1979 à 1982 *Architecte-stagiaire*

Employeur : *Service d'aménagement populaire inc.*

De 1978 à 1979 *Architecte-stagiaire*

Expériences connexes

De 1988 à 2003 *Président du conseil d'administration - Interloge*

Interloge est un organisme sans but lucratif qui acquiert, rénove, construit et gère des immeubles résidentiels dans le but d'assurer un logement de qualité, à prix abordable aux ménages à faible revenu des quartiers centraux de Montréal. Interloge est propriétaire de quelque 400 logements.

De 1987 à 1989 *Membre du conseil d'administration - Corporation des Habitations Jeanne-Mance*

La CHJM est une corporation para-municipale qui gère 788 logements. Réalisé en 1959, il s'agit du premier ensemble HLM construit à Montréal et au Québec.